Howard Zinn

Une histoire populaire des États-Unis

De 1492 à nos jours

Traduit de l'anglais par Frédéric Cotton



Chapitre I

Christophe Colomb, les Indiens et le progrès de l'humanité

FRAPPÉS D'ÉTONNEMENT, les Arawaks – femmes et hommes aux corps hâlés et nus – abandonnèrent leurs villages pour se rendre sur le rivage, puis nagèrent jusqu'à cet étrange et imposant navire afin de mieux l'observer. Lorsque finalement Christophe Colomb et son équipage se rendirent à terre, avec leurs épées et leur drôle de parler, les Arawaks s'empressèrent de les accueillir en leur offrant eau, nourriture et présents. Colomb écrit plus tard dans son journal de bord : « Ils [...] nous ont apporté des perroquets, des pelotes de coton, des lances et bien d'autres choses qu'ils échangeaient contre des perles de verre et des grelots. Ils échangeaient volontiers tout ce qu'ils possédaient. [...] Ils étaient bien charpentés, le corps solide et les traits agréables. [...] Ils ne portent pas d'armes et ne semblent pas les connaître car, comme je leur montrai une épée, ils la saisirent en toute innocence par la lame et se coupèrent. Ils ne connaissent pas l'acier. Leurs lances sont en bambou. [...] Ils feraient d'excellents domestiques. [...] Avec seulement cinquante hommes, nous pourrions les soumettre tous et leur faire faire tout ce que nous voulons. »

Ces Arawaks des îles de l'archipel des Bahamas ressemblaient fort aux indigènes du continent dont les observateurs européens ne cesseront de souligner le remarquable sens de l'hospitalité et du partage, valeurs peu à l'honneur, en revanche, dans l'Europe de la Renaissance, alors dominée par la religion des papes, le gouvernement des rois et la soif de richesses. Caractères propres à la civilisation occidentale comme à son premier émissaire dans les Amériques : Christophe Colomb. Colomb lui-même n'écrit-il pas : « Aussitôt arrivé aux Indes, sur la première île que je rencontrai, je

me saisis par la force de quelques indigènes afin qu'ils me renseignent et me donnent des précisions sur tout ce qu'on pouvait trouver aux alentours » ?

L'information qui intéresse Colomb au premier chef se résume à la question suivante : où est l'or ? Il avait en effet persuadé le roi et la reine d'Espagne de financer une expédition vers les terres situées de l'autre côté de l'Atlantique et les richesses qu'il comptait y trouver – c'est-à-dire l'or et les épices des Indes et de l'Asie. Comme tout individu cultivé de ce temps, Colomb sait que la Terre est ronde et qu'il est possible de naviguer vers l'ouest pour rejoindre l'Extrême-Orient.

L'Espagne venait à peine d'achever l'unification de son territoire et de rejoindre le groupe des États-nations modernes que formaient la France, l'Angleterre et le Portugal. La population espagnole, constituée en grande partie de paysans pauvres, travaillait à cette époque pour une noblesse qui ne représentait que 2 % de l'ensemble mais possédait 95 % des terres. Vouée à l'Église catholique, l'Espagne avait expulsé Juifs et Maures de son territoire et, comme les autres États du monde moderne, elle convoitait l'or, ce métal en passe de devenir le nouvel étalon de la richesse, plus désirable encore que la terre elle-même puisqu'il permettait de tout acheter.

On pensait en trouver à coup sûr en Asie, ainsi que des épices et de la soie, puisque Marco Polo et d'autres en avaient rapporté de leurs expéditions lointaines quelques siècles plus tôt. Mais les Turcs ayant conquis Constantinople et la Méditerranée orientale et imposé, en conséquence, leur contrôle sur les itinéraires terrestres menant à l'Asie, il devenait nécessaire d'ouvrir une voie maritime. Les marins portugais avaient choisi d'entreprendre le contournement de l'Afrique par le sud quand l'Espagne décida de parier sur la longue traversée d'un océan inconnu.

En retour de l'or et des épices qu'il ramènerait, les monarques espagnols promirent à Colomb 10 % des profits, le titre de gouverneur général des îles et terres fermes à découvrir, et celui, glorieux – créé pour l'occasion –, d'amiral de la mer Océane. D'abord clerc chez un négociant génois et tisserand à ses heures (son père était un tisserand renommé), Christophe Colomb passait désormais pour un marin expérimenté. L'expédition se composait de trois voiliers dont le plus grand, la *Santa María*, avait près de trente mètres de long et un équipage de trente-neuf hommes.

En réalité, s'imaginant le monde plus petit qu'il ne l'est réellement, Colomb n'aurait jamais atteint l'Asie, qui se situait à des milliers de kilomètres de la position indiquée par ses calculs. S'il n'avait été particulièrement chanceux, il aurait erré à travers les

immensités maritimes. Pourtant, à peu près au quart de la distance réelle, entre l'Europe et l'Asie, il rencontra une terre inconnue, non répertoriée : les Amériques. Cela se passait au début du mois d'octobre 1492, trente-trois jours après que l'expédition eut quitté les îles Canaries, au large de la côte africaine. Déjà, on avait pu voir flotter des branches et des morceaux de bois à la surface de l'océan et voler des groupes d'oiseaux : signes annonciateurs d'une terre proche. Enfin, le 12 octobre, un marin nommé Rodrigo, ayant vu la lumière de l'aube se refléter sur du sable blanc, signala la terre. Il s'agissait d'une île de l'archipel des Bahamas, dans la mer des Caraïbes. Le premier homme qui apercevrait une terre était supposé recevoir une rente perpétuelle de 10 000 maravédis. Rodrigo ne reçut jamais cet argent. Christophe Colomb prétendit qu'il avait lui-même aperçu une lumière la veille et empocha la récompense.

Ainsi, à l'approche du rivage, les Européens furent-ils rejoints par les Indiens arawaks venus les accueillir à la nage. Ces Arawaks vivaient dans des communautés villageoises et pratiquaient un mode de culture assez raffiné du maïs, de l'igname et du manioc. Ils savaient filer et tisser mais ne connaissaient pas le cheval et n'utilisaient pas d'animaux pour le labour. Bien qu'ignorant l'acier, ils portaient néanmoins de petits bijoux en or aux oreilles.

Ce détail allait avoir d'énormes conséquences : Colomb retint quelques Arawaks à bord de son navire et insista pour qu'ils le conduisent jusqu'à la source de cet or. Il navigua alors jusqu'à l'actuelle Cuba, puis jusqu'à Hispaniola (Haïti et République dominicaine). Là, des traces d'or au fond des rivières et un masque en or présenté à Christophe Colomb par un chef local inspirèrent de folles visions aux Européens.

À Hispaniola, l'épave de la *Santa María*, échouée, fournit à Colomb de quoi édifier un fortin qui sera la toute première base militaire européenne de l'hémisphère occidental. Il le baptisa La Navidad (Nativité) et y laissa trente-neuf membres de l'expédition avec pour mission de découvrir et d'entreposer l'or. Il fit de nouveaux prisonniers indigènes qu'il embarqua à bord des deux navires restants. À un certain point de l'île, Christophe Colomb s'en prit à des Indiens qui refusaient de lui procurer autant d'arcs et de flèches que son équipage et lui-même en souhaitaient. Au cours du combat, deux Indiens reçurent des coups d'épée et en moururent. La *Niña* et la *Pinta* reprirent ensuite la mer à destination des Açores et de l'Espagne. Lorsque le climat se fit plus rigoureux, les Indiens captifs décédèrent les uns après les autres.

Le rapport que Christophe Colomb fit à la cour de Madrid est parfaitement extravagant. Il prétendait avoir atteint l'Asie (en fait,

Cuba) et une autre île au large des côtes chinoises (Hispaniola). Ses descriptions sont un mélange de faits et de fiction : « Hispaniola est un pur miracle. Montagnes et collines, plaines et pâturages y sont aussi magnifiques que fertiles. [...] Les havres sont incroyablement sûrs et il existe de nombreuses rivières, dont la plupart recèlent de l'or. [...] On y trouve aussi moult épices et d'impressionnants filons d'or et de divers métaux. »

D'après Colomb, les Indiens étaient « si naïfs et si peu attachés à leurs biens que quiconque ne l'a pas vu de ses yeux ne peut le croire. Lorsque vous leur demandez quelque chose qu'ils possèdent, ils ne disent jamais non. Bien au contraire, ils se proposent de le partager avec tout le monde ». Pour finir, il réclamait une aide accrue de leurs Majestés, en retour de quoi il leur rapporterait de son prochain voyage « autant d'or qu'ils en auront besoin [...] et autant d'esclaves qu'ils en exigeront ». Puis, dans un élan de ferveur religieuse, il poursuivait : « C'est ainsi que le Dieu éternel, notre Seigneur, apporte la réussite à ceux qui suivent Sa voie malgré les obstacles apparents. »

Sur la foi du rapport exalté et des promesses abusives de Christophe Colomb, la seconde expédition réunissait dix-sept bâtiments et plus de douze cents hommes. L'objectif en était parfaitement clair : ramener des esclaves et de l'or. Les Espagnols allèrent d'île en île dans la mer des Caraïbes pour y capturer des Indiens. Leurs véritables intentions devenant rapidement évidentes, ils trouvaient de plus en plus de villages désertés par leurs habitants. À Haïti, les marins laissés à Fort Navidad avaient été tués par les Indiens après qu'ils eurent sillonné l'île par petits groupes à la recherche de l'or et dans l'intention d'enlever femmes et enfants dont ils faisaient leurs esclaves – pour le travail comme pour satisfaire leurs appétits sexuels.

Colomb envoya expédition sur expédition à l'intérieur de l'île. Ce n'était décidément pas le paradis de l'or mais il fallait absolument expédier en Espagne une cargaison d'un quelconque intérêt. En 1495, les Espagnols organisèrent une grande chasse à l'esclave et rassemblèrent mille cinq cents Arawaks – hommes, femmes et enfants – qu'ils parquèrent dans des enclos sous la surveillance d'hommes et de chiens. Les Européens sélectionnèrent les cinq cents meilleurs « spécimens », qu'ils embarquèrent sur leurs navires. Deux cents d'entre eux moururent durant la traversée. Les survivants furent, dès leur arrivée en Espagne, mis en vente comme esclaves par l'archidiacre du voisinage qui remarqua que, bien qu'ils fussent « aussi nus qu'au jour de leur naissance », ils n'en semblaient « pas plus embarrassés que des bêtes ». Colomb, pour sa part,

souhaitait expédier, « au nom de la Sainte Trinité, autant d'esclaves qu'il [pourrait] s'en vendre ».

Mais trop d'esclaves mouraient en captivité. Aussi Colomb, désespérant de pouvoir reverser des dividendes aux promoteurs de l'expédition, se sentait-il tenu d'honorer sa promesse de remplir d'or les cales de ses navires. Dans la province haïtienne de Cicao, où lui et ses hommes pensaient trouver de l'or en abondance, ils obligèrent tous les individus de quatorze ans et plus à collecter chaque trimestre une quantité déterminée d'or. Les Indiens qui remplissaient ce contrat recevaient un jeton de cuivre qu'ils devaient suspendre à leur cou. Tout Indien surpris sans ce talisman avait les mains tranchées et était saigné à blanc.

La tâche qui leur était assignée étant impossible, tout l'or des environs se résumant à quelques paillettes dans le lit des ruisseaux, ils s'enfuyaient régulièrement. Les Espagnols lançaient alors les chiens à leurs trousses et les exécutaient.

Les Arawaks tentèrent bien de réunir une armée pour résister mais ils avaient en face d'eux des Espagnols à cheval et en armure, armés de fusils et d'épées. Lorsque les Européens faisaient des prisonniers, ils les pendaient ou les envoyaient au bûcher immédiatement. Les suicides au poison de manioc se multiplièrent au sein de la communauté arawak. On assassinait les enfants pour les soustraire aux Espagnols. Dans de telles conditions, deux années suffirent pour que meurtres, mutilations fatales et suicides réduisissent de moitié la population indienne (environ deux cent cinquante mille personnes) d'Haïti.

Lorsqu'il devint évident que l'île ne recelait pas d'or, les Indiens furent mis en esclavage sur de gigantesques propriétés, plus connues par la suite sous le nom de *encomiendas*. Exploités à l'extrême, ils y mouraient par milliers. En 1515, il ne restait plus que quinze mille Indiens, et cinq cents seulement en 1550. Un rapport daté de 1650 affirme que tous les Arawaks et leurs descendants ont disparu à Haïti.

La source principale – et, sur bien des points, unique – de renseignements sur ce qu'il se passait dans les îles après l'arrivée de Christophe Colomb est le témoignage de Bartolomé de Las Casas qui, jeune prêtre, participa à la conquête de Cuba. Il posséda lui-même quelque temps une plantation sur laquelle il faisait travailler des esclaves indiens, mais il l'abandonna par la suite pour se faire l'un des plus ardents critiques de la cruauté espagnole. Las Casas, qui avait retranscrit le journal de Colomb, commença vers l'âge de cinquante ans une monumentale *Histoire générale des Indes*, dans

laquelle il décrit les Indiens. Particulièrement agiles, dit-il, ils pouvaient également nager – les femmes en particulier – sur de longues distances. S'ils n'étaient pas exactement pacifiques – les tribus se combattaient, en effet, de temps en temps –, les pertes humaines restaient peu importantes. En outre, ils ne se battaient que pour des motifs personnels et non sur ordre de leurs chefs ou de leurs rois.

La manière dont les femmes indiennes étaient traitées ne pouvait que surprendre les Espagnols. Las Casas rend ainsi compte des rapports entre les sexes : « Les lois du mariage sont inexistantes : les hommes aussi bien que les femmes choisissent et quittent librement leurs compagnons ou compagnes sans rancœur, sans jalousie et sans colère. Ils se reproduisent en abondance. Les femmes enceintes travaillent jusqu'à la dernière minute et mettent leurs enfants au monde presque sans douleurs. Dès le lendemain, elles se baignent dans la rivière et en ressortent aussi propres et bien portantes qu'avant l'accouchement. Si elles se lassent de leurs compagnons, elles provoquent elles-mêmes un avortement à l'aide d'herbes aux propriétés abortives et dissimulent les parties honteuses de leur anatomie sous des feuilles ou des vêtements de coton. Néanmoins, dans l'ensemble, les Indiens et les Indiennes réagissent aussi peu à la nudité des corps que nous réagissons à la vue des mains ou du visage d'un homme. »

Toujours selon Las Casas, les Indiens n'avaient pas de religion, ou du moins pas de temples.

Ils vivaient dans « de grands bâtiments communs de forme conique, pouvant abriter quelque six cents personnes à la fois [...] faits de bois fort solide et couverts d'un toit de palmes. [...] Ils apprécient les plumes colorées des oiseaux, les perles taillées dans les arêtes de poissons et les pierres vertes et blanches dont ils ornent leurs oreilles et leurs lèvres. En revanche, ils n'accordent aucune valeur particulière à l'or ou à toute autre chose précieuse. Ils ignorent tout des pratiques commerciales et ne vendent ni n'achètent rien. Ils comptent exclusivement sur leur environnement naturel pour subvenir à leurs besoins ; ils sont extrêmement généreux concernant ce qu'ils possèdent et, par là même, convoitent les biens d'autrui en attendant de lui le même degré de libéralité. »

Dans le second volume de son *Histoire générale des Indes*, Las Casas (il avait d'abord proposé de remplacer les Indiens par des esclaves noirs, considérant qu'ils étaient plus résistants et qu'ils survivraient plus facilement, mais revint plus tard sur ce jugement en observant les effets désastreux de l'esclavage sur les Noirs) témoigne du traitement infligé aux Indiens par les Espagnols. Ce récit est unique et mérite qu'on le cite longuement : « D'innombrables

témoignages [...] prouvent le tempérament pacifique et doux des indigènes. [...] Pourtant, notre activité n'a consisté qu'à les exaspérer, les piller, les tuer, les mutiler et les détruire. Peu surprenant, dès lors, qu'ils essaient de tuer l'un des nôtres de temps à autre. [...] L'amiral [Colomb], il est vrai, était à ce sujet aussi aveugle que ses successeurs et si anxieux de satisfaire le roi qu'il commit des crimes irréparables contre les Indiens. »

Las Casas nous raconte encore comment les Espagnols « devenaient chaque jour plus vaniteux » et, après quelque temps, refusaient même de marcher sur la moindre distance. Lorsqu'ils « étaient pressés, ils se déplaçaient à dos d'Indien » ou bien ils se faisaient transporter dans des hamacs par des Indiens qui devaient courir en se relayant. « Dans ce cas, ils se faisaient aussi accompagner d'Indiens portant de grandes feuilles de palmier pour les protéger du soleil et pour les éventer. »

La maîtrise totale engendrant la plus totale cruauté, les Espagnols « ne se gênaient pas pour passer des dizaines ou des vingtaines d'Indiens par le fil de l'épée ou pour tester le tranchant de leurs lames sur eux. » Las Casas raconte aussi comment « deux de ces soi-disant chrétiens, ayant rencontré deux jeunes Indiens avec des perroquets, s'emparèrent des perroquets et par pur caprice décapitèrent les deux garçons ».

Les tentatives de réaction de la part des Indiens échouèrent toutes. Enfin, continue Las Casas, « ils suaient sang et eau dans les mines ou autres travaux forcés, dans un silence désespéré, n'ayant nulle âme au monde vers qui se tourner pour obtenir de l'aide ». Il décrit également ce travail dans les mines : « Les montagnes sont fouillées, de la base au sommet et du sommet à la base, un millier de fois. Ils piochent, cassent les rochers, déplacent les pierres et transportent les gravats sur leur dos pour les laver dans les rivières. Ceux qui lavent l'or demeurent dans l'eau en permanence et leur dos perpétuellement courbé achève de les briser. En outre, lorsque l'eau envahit les galeries, la tâche la plus harassante de toutes consiste à écoper et à la rejeter à l'extérieur. »

Après six ou huit mois de travail dans les mines (laps de temps requis pour que chaque équipe puisse extraire suffisamment d'or pour le faire fondre), un tiers des hommes étaient morts.

Pendant que les hommes étaient envoyés au loin dans les mines, les femmes restaient à travailler le sol, confrontées à l'épouvantable tâche de piocher la terre pour préparer de nouveaux terrains destinés à la culture du manioc.

« Les maris et les femmes ne se retrouvaient que tous les huit ou dix mois et étaient alors si harassés et déprimés [...] qu'ils cessèrent

de procréer. Quant aux nouveaux-nés, ils mouraient très rapidement car leurs mères, affamées et accablées de travail, n'avaient plus de lait pour les nourrir. C'est ainsi que lorsque j'étais à Cuba sept mille enfants moururent en trois mois seulement. Certaines mères, au désespoir, noyaient même leurs bébés. [...] En bref, les maris mouraient dans les mines, les femmes mouraient au travail et les enfants mouraient faute de lait maternel. [...] Rapidement, cette terre qui avait été si belle, si prometteuse et si fertile [...] se trouva dépeuplée. [...] J'ai vu de mes yeux tous ces actes si contraires à la nature humaine et j'en tremble au moment que j'écris. »

Las Casas nous dit encore qu'à son arrivée à Hispaniola, en 1508, « soixante mille personnes habitaient cette île, Indiens compris. Trois millions d'individus ont donc été victimes de la guerre, de l'esclavage et du travail dans les mines, entre 1494 et 1508. Qui, parmi les générations futures, pourra croire pareille chose ? Moi-même, qui écris ceci en en ayant été le témoin oculaire, j'en suis presque incapable ».

C'est ainsi qu'a commencé, il y a cinq cents ans, l'histoire de l'invasion européenne des territoires indiens aux Amériques. Au commencement, donc, étaient la conquête, l'esclavage et la mort, selon Las Casas – et cela même si certaines données sont un peu exagérées : y avait-il effectivement trois millions d'Indiens, comme il le prétend, ou moins d'un million, selon certains historiens, ou huit millions, selon certains autres ? Pourtant, à en croire les manuels d'histoire fournis aux élèves américains, tout commence par une épopée héroïque – nulle mention des bains de sang – et nous célébrons aujourd'hui encore le Columbus Day.

Après l'école primaire et le collège, on ne trouve que quelques rares traces de cet aspect des choses. Samuel Eliot Morison, professeur d'histoire à Harvard et éminent spécialiste de Christophe Colomb, est l'auteur d'une monumentale biographie. Marin lui-même, il reconstitua le trajet de Colomb à travers l'Atlantique. Dans son *Christopher Columbus, Mariner*, écrit en 1954, il affirme au sujet de l'esclavage et des massacres : « La politique de cruauté initiée par Colomb et poursuivie par ses successeurs conduisit à un génocide total. »

Une seule page, perdue au milieu d'une gigantesque épopée. Dans les dernières lignes de son livre, Morison résume ainsi sa vision de Christophe Colomb : « Il avait ses défauts et ses failles, mais il s'agissait, dans une très large mesure, des défauts inhérents aux qualités qui firent de lui un grand homme – sa volonté de fer, sa foi immense en Dieu et en sa propre mission de propagateur de la parole divine dans les pays du delà des mers, sa persévérance obstinée malgré

l'oubli, la pauvreté et le découragement. Mais on ne peut mettre de bémol ou relativiser la plus formidable et la plus fondamentale de ses qualités : son formidable sens de la navigation. »

On peut mentir éhontément à propos du passé. On peut aussi omettre les faits qui conduiraient à des conclusions inacceptables. Morison ne fait ni l'un ni l'autre. Il refuse de mentir au sujet de Christophe Colomb et de taire les massacres. Au contraire, il use pour les qualifier du terme le plus violent qui soit : « génocide ».

Pourtant, il fait autre chose : il ne mentionne qu'en passant la vérité et retourne vite à ce qui l'intéresse le plus. Le mensonge avéré ou l'omission discrète risquent l'un et l'autre d'être dénoncés et donc de dresser le lecteur contre l'auteur. Exposer les faits, en revanche, tout en les noyant dans un océan d'informations, revient à dire au lecteur avec une sorte d'indifférence contagieuse : « Bien sûr, des massacres furent commis, mais là n'est pas l'essentiel, et tout cela ne doit pas peser dans notre jugement final ni avoir aucune influence sur nos engagements. »

L'historien ne peut pas ne pas insister sur certains événements au détriment des autres. C'est pour lui aussi naturel que pour le cartographe qui, afin de produire un document utile dans la pratique, doit d'abord aplanir et distordre la forme du globe avant de sélectionner dans la masse impressionnante des données géographiques les éléments indispensables à tel ou tel usage particulier d'une carte.

Je ne discute pas le travail nécessaire de sélection, de simplification et de mise en valeur des faits, aussi incontournable pour l'historien que pour le cartographe. Néanmoins, si la déformation du cartographe est d'ordre technique et répond aux besoins communs de tous ceux qui utilisent des cartes, celle de l'historien est non seulement technique, mais également idéologique. Elle s'inscrit dans un univers où divers intérêts s'affrontent. Ainsi, tout accent mis sur tel ou tel événement sert (que l'historien en soit ou non conscient) des intérêts particuliers d'ordres économique, politique, racial, national ou sexuel.

En outre, au contraire des objectifs techniques du cartographe, les intérêts idéologiques de l'historien sont souvent implicites. En histoire, le travail est présenté comme si tous les lecteurs d'ouvrages historiques partageaient un intérêt commun que l'historien servirait au mieux de ses capacités. Il ne s'agit pas d'une manipulation délibérée : l'historien a été formé dans une société où l'enseignement et le savoir sont présentés comme des notions techniques par excellence et non comme des outils de lutte entre classes sociales, races ou nations.

Mettre l'accent sur l'héroïsme de Christophe Colomb et de ses successeurs en tant que navigateurs et découvreurs, en évoquant en passant le génocide qu'ils ont perpétré, n'est pas une nécessité technique mais un choix idéologique. Et ce choix sert – involontairement – à justifier ce qui a été fait.

Je ne prétends pas qu'il faille, en faisant l'histoire, accuser, juger et condamner Christophe Colomb par contumace. Il est trop tard pour cette leçon de morale, aussi scolaire qu'inutile. Ce qu'il faut en revanche condamner, c'est la facilité avec laquelle on assume ces atrocités comme étant le prix, certes regrettable mais nécessaire, à payer pour assurer le progrès de l'humanité : Hiroshima et le Vietnam pour sauver la civilisation occidentale, Kronstadt et la Hongrie pour sauver le socialisme, la prolifération nucléaire pour sauver tout le monde. Nous avons appris à fondre ces atrocités dans la masse des faits comme nous enfouissons dans le sol nos containers de déchets radioactifs. Bref, nous avons appris à leur accorder exactement autant de place que celle qu'ils occupent dans les cours et les manuels d'histoire prescrits et écrits par les professeurs. Appliqué avec une apparente objectivité par les universitaires, ce relativisme moral nous paraît plus acceptable que s'il l'était par des politiciens au cours de conférences de presse. C'est pourquoi il est d'autant plus dangereux.

Le traitement des héros (Colomb) comme celui de leurs victimes (les Arawaks), ainsi que l'acceptation tranquille de l'idée selon laquelle la conquête et le meurtre vont dans le sens du progrès humain, ne sont que des aspects particuliers de cette approche particulière de l'histoire, à travers laquelle le passé nous est transmis exclusivement du point de vue des gouvernants, des conquérants, des diplomates et des dirigeants. Comme si, à l'image de Christophe Colomb, ils méritaient une admiration universelle, ou comme si les Pères Fondateurs[1], ou Jackson, Lincoln, Wilson, Roosevelt, Kennedy et autres éminents membres du Congrès et juges célèbres de la Cour suprême incarnaient réellement la nation tout entière ; comme s'il existait réellement une entité appelée « États-Unis ». Une nation, certes sujette à des conflits et querelles occasionnels, mais qui n'en constituerait pas moins, au fond, un groupe d'individus partageant des intérêts communs. Cet « intérêt national », censé exister réellement et s'incarner aussi bien dans la Constitution, l'expansion territoriale, les lois votées par le Congrès, les décisions des cours de justice, que dans le développement du capitalisme et la culture de l'éducation et des médias de masse.

1. Inspirateurs et rédacteurs de la Constitution américaine. Les plus célèbres sont George Washington, Thomas Jefferson, Alexander Hamilton, James Madison et John Jay.

« L'histoire est la mémoire des États », écrivait Henry Kissinger dans *A World Restored*, son premier livre, dans lequel il s'attachait à faire l'histoire du XX[e] siècle européen du point de vue des dirigeants autrichiens et britanniques tout en passant à la trappe les millions d'individus qui avaient eu à souffrir de leurs politiques. Selon lui, la « paix » qui caractérisait l'Europe avant la Révolution française fut « restaurée » par l'activité diplomatique d'une poignée de dirigeants nationaux. Pourtant, pour les ouvriers anglais, les paysans français, les gens de couleur en Asie et en Afrique, les femmes et les enfants partout dans le monde excepté dans les classes sociales les plus favorisées, il s'agissait d'un monde de conquêtes, de violences, de famine et d'exploitation. Un monde plus désintégré que « restauré ».

Le point de vue qui est le mien, en écrivant cette histoire des États-Unis, est bien différent : la mémoire des États n'est résolument pas la nôtre. Les nations ne sont pas des communautés et ne l'ont jamais été. L'histoire de n'importe quel pays, présentée comme une histoire de famille, dissimule les plus âpres conflits d'intérêts (qui parfois éclatent au grand jour et sont le plus souvent réprimés) entre les conquérants et les populations soumises, les maîtres et les esclaves, les capitalistes et les travailleurs, les dominants et les dominés, qu'ils le soient pour des raisons de race ou de sexe. Dans un monde aussi conflictuel, où victimes et bourreaux s'affrontent, il est, comme le disait Albert Camus, du devoir des intellectuels de ne pas se ranger aux côtés des bourreaux.

Ainsi, puisque le choix de certains événements et l'importance qui leur est accordée signalent inévitablement le parti pris de l'historien, je préfère tenter de dire l'histoire de la découverte de l'Amérique du point de vue des Arawaks, l'histoire de la Constitution du point de vue des esclaves, celle d'Andrew Jackson vue par les Cherokees, la guerre de Sécession par les Irlandais de New York, celle contre le Mexique par les déserteurs de l'armée de Scott, l'essor industriel à travers le regard d'une jeune femme des ateliers textiles de Lowell, la guerre hispano-américaine à travers celui des Cubains, la conquête des Philippines telle qu'en témoignent les soldats noirs de Lusón, l'Âge d'or par les fermiers du Sud, la Première Guerre mondiale par les socialistes et la suivante par les pacifistes, le New Deal par les Noirs de Harlem, l'impérialisme américain de l'après-guerre par les péons d'Amérique latine, etc. Tout cela, bien sûr, si tant est que quiconque – et quels que soient les efforts qu'*il y* consacre – puisse effectivement « voir » l'histoire en épousant le point de vue des autres.

Il n'est pas dans mon propos de me lamenter sur les victimes et de stigmatiser les bourreaux. Les larmes et la colère, lorsqu'elles ont pour objet les événements du passé, ne peuvent que nuire à la combativité qu'exige le présent. En outre, les frontières ne sont pas toujours clairement délimitées. Sur le long terme, l'oppresseur est aussi une victime. Sur le court terme (et jusqu'ici, semble-t-il, l'histoire de l'humanité n'a jamais été qu'une question de court terme), les victimes elles-mêmes, exaspérées et inspirées par la culture qui les opprime, se retournent contre d'autres victimes.

C'est pourquoi, étant donné la complexité du problème, ce livre se montrera radicalement sceptique à l'égard des gouvernements et de leurs tentatives de piéger, par le biais de la culture et de la politique, les gens ordinaires dans la gigantesque toile de la « communauté nationale » censée tendre à la satisfaction des intérêts communs. J'essaierai, en outre, de ne pas minimiser les violences que les victimes se font subir les unes aux autres, embarquées comme elles le sont dans la grande galère du système. Si je ne souhaite pas les idéaliser, je me souviens néanmoins (le paraphrasant un peu brutalement) d'un propos que j'ai lu quelque part : « La plainte du pauvre n'est pas toujours juste, mais si vous ne l'entendez pas vous ne saurez jamais ce qu'est vraiment la justice. »

Je n'entends pas inventer des victoires au bénéfice des mouvements populaires. Cependant, si écrire l'histoire se réduisait à dresser la liste des échecs passés, l'historien ne serait plus que le collaborateur d'un cycle infini de défaites. Une histoire qui se veut créative et souhaite envisager un futur possible sans pour autant trahir le passé devrait, selon moi, ouvrir de nouvelles possibilités en exhumant ces épisodes du passé laissés dans l'ombre et au cours desquels, même si ce fut trop brièvement, les individus ont su faire preuve de leur capacité à résister, à s'unir et parfois même à l'emporter. Je suppose – ou j'espère – que notre avenir sera plus à l'image de ces brefs moments de solidarité qu'à celle des guerres interminables.

Voilà, en toute honnêteté, ce que sera mon approche de l'histoire des États-Unis. Le lecteur devait la connaître avant de poursuivre sa lecture.

Ce que Christophe Colomb fit subir aux Arawaks, Cortés le fit subir également aux Aztèques du Mexique, Pizarro aux Incas du Pérou et les colons anglais de Virginie et du Massachusetts aux Powhatans et aux Pequots.

La civilisation aztèque du Mexique était le fruit de l'héritage des cultures maya, zapotèque et toltèque. Elle avait construit de gigantesques édifices à l'aide d'outils en pierre, avait développé un

système d'écriture et possédait un clergé organisé. Elle pratiquait aussi le meurtre rituel de milliers de personnes en sacrifices aux dieux. Cette cruauté des Aztèques, néanmoins, n'allait pas sans une certaine ingénuité. Ainsi, lorsqu'une armada espagnole fit son apparition à Veracruz, et qu'un homme blanc, portant barbe et monté sur un étrange animal (le cheval), débarqua couvert d'acier, on pensa qu'il s'agissait du légendaire homme-dieu aztèque disparu trois siècles plus tôt en promettant de revenir – le mythique Quetzalcóatl. Aussi les Aztèques le reçurent-ils avec une munificente hospitalité.

Mais ce n'était qu'Hernán Cortés, arrivant d'Espagne à la tête d'une expédition financée par les marchands et les propriétaires fonciers et bénie par les serviteurs de Dieu avec une seule idée en tête : trouver de l'or. Pour l'empereur aztèque, Montezuma, il devait cependant demeurer un léger doute quant à l'identité de ce Quetzalcóatl. En effet, il envoya au-devant de Cortés des centaines de messagers porteurs de fabuleux trésors (objets d'or et d'argent d'une fantastique beauté) mais également chargés de le prier de s'en retourner d'où il venait. Quelques années plus tard, le peintre Dürer a su décrire ce qu'il avait vu de ces trésors rapportés en Espagne : un soleil d'or et une lune d'argent d'une valeur inestimable.

Cortés commença alors sa marche de mort, se rendant de ville en ville, usant de stratagèmes, dressant les Aztèques les uns contre les autres, assassinant avec ce caractère délibéré qui signe une stratégie – celle qui consiste à paralyser la volonté d'une population en la terrorisant à l'extrême. Ainsi, à Cholulu, il invita les chefs de la nation cholula à venir dans son camp pour parlementer. Lorsqu'ils arrivèrent, accompagnés d'une suite composée d'un millier de serviteurs désarmés, les quelques Espagnols de Cortés, postés autour du camp avec leurs canons, leurs arbalètes et montés sur leurs chevaux, les massacrèrent jusqu'au dernier. Ensuite, ils mirent la ville à sac et reprirent leur chemin. Cette chevauchée meurtrière prit fin à Mexico. Montezuma était mort et la civilisation aztèque, anéantie, tomba aux mains des Espagnols. On trouve tout cela dans les récits des Espagnols eux-mêmes.

Au Pérou, un autre conquistador espagnol, Pizarro, usa des mêmes moyens pour parvenir aux mêmes fins : la soif d'or, d'esclaves et de produits agricoles des jeunes États capitalistes d'Europe, la nécessité de rembourser les actionnaires et les investisseurs des expéditions, de financer les bureaucraties monarchiques en pleine expansion et d'encourager la croissance des nouvelles économies fondées sur l'argent qui émergeaient du féodalisme, pour participer à ce que Karl Marx appellera plus tard « l'accumulation primitive du capital ». Il s'agit là des débuts violents d'un système

intégré de technologies, d'affaires, de politiques et de cultures qui devait dominer le monde au cours des cinq siècles suivants.

Dans les colonies[1] anglaises d'Amérique du Nord, comme dans les Bahamas de Colomb, la démonstration eut lieu très tôt. En 1585, alors qu'il n'y avait pas encore d'implantation anglaise permanente en Virginie, Richard Grenville et ses sept navires y accostèrent. Les Indiens qu'il y rencontra se montrèrent hospitaliers. Pourtant, quand l'un d'eux s'avisa de dérober une petite tasse en argent, Grenville pilla et incendia le village.

La ville de Jamestown fut édifiée sur le territoire d'une confédération indienne conduite par le chef Powhatan. Celui-ci assista, impassible, à l'installation de la colonie anglaise sur les terres de son peuple et n'attaqua pas les colons. Au cours de l'hiver 1610, ces derniers connurent le « temps de la famine », et certains d'entre eux coururent chez les Indiens qui pouvaient au moins les nourrir. Lorsque l'été revint, le gouverneur de la colonie fit demander à Powhatan de restituer les fugitifs. Le chef indien, selon les propres récits des Anglais, n'exprima en réponse à cette demande que des « propos pleins d'arrogance et de mépris ». Un groupe de soldats fut alors chargé de « prendre une revanche ». Ils attaquèrent un village, tuèrent une quinzaine d'Indiens, brûlèrent les habitations et saccagèrent les cultures de maïs. Ensuite ils se saisirent de la reine de la tribu et de ses enfants, les firent monter dans leurs embarcations et, pour finir, jetèrent les enfants par-dessus bord « en leur faisant sauter la cervelle tandis qu'ils étaient dans l'eau ». Enfin, la reine fut emmenée et poignardée.

Douze ans plus tard, effrayés de voir se multiplier les colonies anglaises, les Indiens décidèrent, semble-t-il, de s'en débarrasser une fois pour toutes. Ils massacrèrent trois cent quarante-sept personnes – hommes, femmes et enfants. Ce fut alors la guerre totale.

Incapables de réduire les Indiens en esclavage ou de vivre en bonne entente avec eux, les Anglais décidèrent de les exterminer. Edmund Morgan écrit dans son histoire des premières années de la Virginie *(American Slavery, American Freedom)* : « Comme les Indiens connaissaient parfaitement les forêts et étaient, dans ces conditions, pratiquement impossibles à poursuivre, il fut décidé de simuler des intentions pacifiques ; de les laisser s'installer tranquillement quelque part et planter leur maïs où ils le souhaitaient, puis de leur tomber dessus juste avant la récolte, d'en tuer autant que possible et de brûler les cultures. [...] Deux ou trois ans après

1. Dans les premiers temps de la présence britannique en Amérique du Nord, le terme de « colonie » (indifféremment *plantation* ou *colony*) désigne simplement une implantation de population, et non encore une unité administrative.

le massacre, les Anglais avaient eu l'occasion de venger plus d'une fois leurs morts. »

En 1607, première année de la présence des Blancs en Virginie, Powhatan avait adressé à John Smith une supplique qui se révélerait prophétique. On peut douter de l'authenticité de ce texte, mais il s'apparente tant à d'autres déclarations indiennes qu'il est sans doute assez proche, sinon de la lettre, du moins de l'esprit de cette première supplique : « J'ai vu mourir deux générations de mon peuple. [...] Je connais, mieux que n'importe quel homme vivant dans mon pays, la différence entre la paix et la guerre. À présent je suis vieux et je vais mourir bientôt. Ce sont mes frères, Opitchapan, Opechancanough et Catatough, qui hériteront de mon autorité, puis viendront mes deux sœurs, puis mes deux filles. Je leur souhaite d'en savoir autant que moi et que votre affection envers eux puisse être de même nature que celle que je vous porte. Pourquoi prendriez-vous par la force ce que vous pouvez obtenir simplement par l'amitié ? Pourquoi nous détruiriez-vous, nous qui vous nourrissons ? Que pouvez-vous obtenir par la guerre ? Nous pouvons cacher nos provisions et nous enfuir dans les bois. Alors vous mourrez pour avoir injustement traité vos amis. Pourquoi nous en vouloir ? Nous sommes sans armes et désireux de vous donner ce que vous voulez si vous nous le demandez amicalement. Je ne suis pas stupide au point d'ignorer qu'il est préférable de manger de bons repas, de dormir confortablement, de vivre tranquillement avec mes femmes et mes enfants, de rire et vivre en bonne entente avec les Anglais, d'obtenir d'eux leur cuivre et leurs haches plutôt que de toujours les fuir, dormir dans le froid des forêts, me nourrir de glands, de racines et autres saletés, et être si souvent pourchassé que je ne puis plus ni dormir ni manger. Dans cette guerre, mes hommes doivent toujours être sur le qui-vive et lorsqu'une brindille craque ils se mettent à hurler : "C'est le capitaine Smith !" C'est ainsi que je vais finir ma misérable vie. Déposez vos fusils et vos épées, causes de notre mésentente, ou vous pourriez bien mourir de la même manière. »

Lorsque les Pères Pèlerins[1] arrivèrent en Nouvelle-Angleterre, ils ne trouvèrent pas eux non plus une terre déserte mais une contrée peuplée d'Indiens. John Winthrop, le gouverneur de la colonie de la Baie du Massachusetts, prétexta pour justifier son occupation des

1. L'expression « Pilgrims Fathers » réfère aux cent deux puritains anglais qui débarquèrent du *Mayflower* en 1620. Par extension, elle englobe également les autres puritains qui allaient débarquer dans les années suivantes et fonder des villes comme Salem, Boston, Plymouth, etc.

territoires indiens que la terre était juridiquement « vacante ». Les Indiens, prétendait-il, n'avaient pas « soumis » la terre et, en conséquence, n'avaient qu'un droit « naturel » sur elle et non un « droit réel ». Et le droit « naturel » n'avait aucune existence légale.

Les Puritains en appelaient aussi à la Bible et en particulier au psaume 2,8 : « Demande-moi, et je te donnerai les nations pour héritage et les extrémités de la terre pour possession. » En outre, pour justifier la prise de possession par la force, ils évoquaient l'Épître aux Romains 13,2 : « Quiconque s'oppose à l'autorité s'est dressé contre la volonté de Dieu. Celui-là sera jugé et condamné. »

Les Puritains respectaient une trêve toute relative avec les Pequots, qui occupaient ce qui constitue aujourd'hui le sud du Connecticut et du Rhode Island. Ils ne souhaitaient pas moins s'en débarrasser et occuper leurs terres. En outre, ils semblaient bien décidés à imposer leur domination sur les colons de cette région du Connecticut. En 1636, le meurtre d'un négociant blanc, fauteur de troubles et kidnappeur d'Indiens avéré, fournit une excuse excellente au déclenchement d'une guerre contre les Pequots.

Une expédition punitive quitta Boston pour attaquer les Indiens narragansetts de Block Island, que l'on prenait pour des Pequots. Selon le gouverneur Winthrop, ces hommes « avaient reçu l'ordre de tuer les habitants mâles de Block Island, mais d'épargner les femmes et les enfants, que l'on évacuerait. Ils devaient prendre possession de l'île et, de là, se rendre chez les Pequots pour exiger que soient livrés les assassins du capitaine Stone et de quelques autres Anglais, ainsi qu'une certaine quantité de *wampum* [monnaie indienne faite de colliers utilisée également par les colons] en guise de dédommagement. En outre, certains de leurs enfants devaient être livrés en otages. En cas de refus, ils étaient autorisés à s'en saisir par la force ».

Les Anglais débarquèrent sur Block Island et tuèrent en effet quelques Indiens, mais les autres se réfugièrent dans les forêts, et les troupes anglaises allèrent d'un village déserté à l'autre, détruisant les récoltes. Puis il retournèrent sur le continent et pillèrent les villages pequots installés sur la côte, en détruisant là aussi les récoltes. L'un des officiers de cette expédition décrit les Indiens pequots qu'ils rencontraient en ces termes : « Les Indiens qui nous observaient accouraient en nombre sur le rivage en criant : "Bienvenue, Anglais, bienvenue. Que venez-vous faire ici ?" Ils n'imaginaient pas que nous étions en guerre et nous accueillaient chaleureusement. »

C'est ainsi que commença la guerre contre les Pequots. On massacra des deux côtés. Les Anglais mirent en place une stratégie déjà

utilisée par Cortés et largement reprise plus tard, au XXe siècle : agressions délibérées sur les populations civiles dans l'objectif de terroriser l'ennemi. C'est ainsi que l'ethno-historien Francis Jennings interprète l'attaque du capitaine John Mason contre un village pequot de la Mystic River, près de la sonde de Long Island : « Mason proposa d'éviter l'affrontement direct avec les guerriers pequots afin de ne pas mettre en avant ses troupes trop peu aguerries et trop peu fiables. Le combat, en tant que tel, n'était pas son objectif premier. Ce n'était qu'un moyen parmi d'autres de saper l'ardeur combative de l'ennemi. Le massacre permettant d'obtenir le même résultat en prenant moins de risques, Mason opta pour le massacre. »

Les Anglais mirent donc le feu aux wigwams du village. Selon leurs propres témoignages, « le capitaine avait aussi dit qu'il fallait les brûler. Dès qu'on entrait dans les wigwams, [...] il fallait jeter les torches sur les couvertures dont ils se couvraient et mettre le feu aux wigwams ». William Bradford, dans son *History of the Plymouth Plantation*, rédigée peu après les faits, décrit ainsi le raid de Mason sur le village pequot : « Ceux qui échappèrent au feu périrent taillés en pièces ou passés au fil de l'épée. Ils furent rapidement dispersés et seul un petit nombre réussit à s'échapper. On a parlé de quatre cents morts rien que ce jour-là. C'était un spectacle horrible que de les voir se tordre dans les flammes et tout ce sang répandu sur le sol. Tout aussi horrible était la puanteur qui se dégageait de cet endroit. Mais la victoire semblait comme un doux sacrifice à Dieu, qu'ils remercièrent d'avoir œuvré si merveilleusement pour eux et de leur avoir ainsi livré leurs ennemis, permettant une rapide victoire sur un si vaillant et si exécrable ennemi. »

S'il faut en croire un théologien puritain, le Dr Cotton Mather, « il est probable que nous avons envoyé ce jour pas moins de six cents âmes pequots en enfer ».

La guerre se poursuivait. Les tribus indiennes, dressées les unes contre les autres, ne semblèrent jamais en mesure de s'unir pour combattre les Anglais. Toujours selon Jennings : « La terreur régnait chez les Indiens, mais avec le temps ils en méditèrent les fondements. Ils tirèrent trois leçons de cette guerre. La première : que les serments les plus solennels des Anglais seraient violés sitôt que l'intérêt entrerait en conflit avec les promesses. La deuxième : que les Anglais en guerre étaient impitoyables et sans aucun scrupule. La dernière : que les armes indiennes n'étaient d'aucune utilité face aux armes européennes. Ces leçons, les Indiens ne les oublièrent pas. »

Une note du livre de Virgil Vogel, *This Land Was Ours* (1972), nous apprend que, « officiellement, il ne reste plus aujourd'hui que vingt et un Pequots au Connecticut ».

Quarante ans après la guerre contre les Pequots, les Puritains et les Indiens recommencèrent à s'affronter. Cette fois-ci, c'était au tour des Wampanoags, sur la rive sud de la baie du Massachusetts, de se trouver en travers du chemin. Ces Indiens commençaient, en outre, à vendre quelques-unes de leurs terres à des individus n'appartenant pas à la colonie de la Baie du Massachusetts. Leur chef, Massasoit, était mort et son fils Wamsutta avait été tué par les Anglais. Le frère de Wamsutta, Metacom (que les Anglais allaient surnommer plus tard le « roi Philippe »), devint chef à son tour. Les Anglais trouvèrent un prétexte (un meurtre qu'ils attribuèrent à Metacom lui-même) pour entamer une guerre de conquête contre les Wampanoags. Il s'agissait bien sûr de se saisir de leurs terres. Les Anglais étaient clairement les agresseurs mais ils prétendaient agir pour prévenir des agressions futures. D'après Roger Williams, plus attentif aux Indiens que bien d'autres commentateurs, « tout homme un peu conscient ou prudent crie à la face du monde que sa guerre est avant tout défensive ».

Jennings affirme que cette guerre répondait avant tout au désir des élites puritaines. L'Anglais plus modeste n'en voulait pas et refusait bien souvent de combattre. On peut être certain que les Indiens ne la souhaitaient pas non plus mais répondaient au massacre par le massacre. Lorsque tout fut fini, en 1676, les Anglais l'emportaient mais ils avaient payé bien cher leur victoire. Quelque six cents Blancs avaient perdu la vie et trois mille Indiens étaient également morts, dont Metacom lui-même. Pourtant, les raids indiens se poursuivirent.

Pendant quelque temps, les Anglais usèrent de stratégies moins violentes, puis en revinrent finalement à l'extermination. La population indienne qui vivait au nord du Mexique à l'arrivée de Christophe Colomb et qui comptait une dizaine de millions d'individus fut finalement réduite à moins d'un million. Un nombre incalculable d'Indiens furent victimes de maladies introduites par les Blancs. Un Hollandais parcourant la Nouvelle-Hollande écrit en 1656 que « les Indiens [...] affirment qu'avant l'arrivée des chrétiens, et avant que la variole ne se propage chez eux, ils étaient dix fois plus nombreux qu'aujourd'hui. Cette maladie a anéanti leur population, dont les neuf dixièmes ont disparu ». En 1642, lorsque les Anglais s'installèrent pour la première fois à Martha's Vineyard, les Wampanoags qui y vivaient étaient peut-être au nombre de trois mille. Cette île ne connut pas la guerre, mais en 1764 on n'y

comptait plus que trois cent treize Indiens. De même, en 1662, la population indienne de Block Island se montait à environ mille deux cents ou mille cinq cents individus ; en 1774, ils n'étaient plus que cinquante et un.

L'invasion de l'Amérique du Nord par les Anglais, leur brutalité et les massacres d'Indiens trouvaient leur origine dans cette force impérieuse, caractéristique des civilisations fondées sur la propriété privée. Une force moralement ambiguë. Pour les Européens, le besoin d'espace et de terres était bien réel. Mais, dans une telle situation de nécessité et dans cette période barbare obsédée par l'idée de compétition, ce besoin parfaitement humain tourna au massacre généralisé. Roger Williams affirmait qu'il s'agissait « d'un appétit dépravé pour les objets les plus vains, rêves et fantômes de cette vie passagère. Une soif de terres, les terres de ces régions sauvages, comme si les hommes étaient réellement dans le plus grand danger et se trouvaient confrontés à l'extraordinaire nécessité de s'approprier de vastes étendues de terre. Un peu à l'image de misérables marins, affamés et mourant de soif après une traversée incroyablement longue et mouvementée. C'est là une des idoles de la Nouvelle-Angleterre, que le seul Dieu réel et éternel détruira et anéantira ».

Ces bains de sang et cette duplicité – que l'on observe de Christophe Colomb à Cortés, de Pizarro aux Puritains – étaient-ils réellement nécessaires pour permettre à l'humanité de passer de l'état sauvage à la civilisation ? Morison a-t-il eu raison d'évoquer, en passant, l'histoire du génocide dans son histoire plus large du progrès humain ? On peut, bien sûr, répondre à ces questions par l'affirmative – un peu comme Staline le fit à propos des paysans qu'il faisait assassiner pour assurer le progrès industriel de l'Union soviétique ; ou comme Churchill, justifiant les bombardements de Dresde et de Hambourg ; ou bien encore Truman s'exprimant sur Hiroshima. Mais, finalement, peut-on en juger sereinement quand les bénéfices et les pertes de ces massacres ne peuvent être mis en regard puisque ces pertes, justement, sont soit passées sous silence soit trop rapidement évoquées ?

Ce rapide constat (« Tout cela est affreux, sans doute, mais il fallait en passer par là ») peut sembler acceptable aux classes moyennes et supérieures des pays conquérants et prétendus « avancés », mais le sera-t-il aux yeux des populations pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ; pour les prisonniers des camps soviétiques ; pour les Noirs des ghettos ; pour les Indiens des réserves – bref, pour les victimes d'un progrès qui ne comble qu'une petite minorité de la population mondiale ? En outre, était-ce également

acceptable (ou du moins inévitable) du point de vue des mineurs et de la main-d'œuvre des chemins de fer en Amérique; des ouvriers, hommes et femmes, qui sont morts par centaines de milliers dans des accidents du travail ou de maladies professionnelles, sur leur lieu de travail ou chez eux? Les risques du progrès, en quelque sorte? Voire, concernant la minorité de privilégiés : ne devraient-ils pas reconsidérer – avec ce pragmatisme que même les privilèges ne peuvent effacer – le coût de ces bénéfices à l'aune de la menace que fait peser sur eux la colère des sacrifiés, qu'elle s'exprime au travers de révoltes organisées, d'émeutes spontanées ou simplement de ces actes individuels de désespoir que l'État et la loi qualifient de crimes?

S'il faut *absolument* faire des sacrifices pour assurer le progrès de l'humanité, ne serait-il pas indispensable de s'en tenir au principe selon lequel c'est à ceux dont on exige le sacrifice que la décision doit revenir en dernier ressort? Nous pouvons tous décider d'abandonner quelque chose auquel nous tenons, mais avons-nous le droit de brûler vifs les enfants des autres ou nos propres enfants pour sacrifier à un progrès qui n'est pas beaucoup plus assuré que la santé ou la maladie, la vie ou la mort?

Qu'ont apporté au peuple espagnol toutes ces morts et ces violences infligées aux Indiens des Amériques? La gloire, éphémère à l'échelle de l'histoire humaine, de l'empire espagnol dans l'hémisphère occidental. Comme le dit assez bien Hans Koning dans son livre *Columbus : His Enterprise* : « Tout l'or et tout l'argent volés et embarqués à destination de l'Espagne ne rendirent pas le peuple espagnol plus riche. Cela conféra à ses rois, et pour un temps seulement, un certain poids dans l'équilibre des pouvoirs et la possibilité de s'offrir plus de mercenaires afin de mener leurs guerres. Ces guerres qu'ils finirent tout de même par perdre. Tout ce qui en résulta fut une inflation mortelle, une population affamée, des riches plus riches, des pauvres plus pauvres et une classe paysanne complètement ruinée. »

Mais, par-dessus tout, peut-on vraiment affirmer que ce qui a été détruit était inférieur? Qui étaient ces gens qui se réunirent sur le rivage et nagèrent jusqu'à Christophe Colomb pour lui apporter – à lui et à son équipage – des présents; ceux qui regardèrent Cortés et Pizarro traverser leur terres; ceux qui observèrent de la lisière de la forêt les premiers colons blancs de Virginie et du Massachusetts?

Colomb les baptisa « Indiens » parce qu'il n'avait pas su évaluer la taille réelle du globe. Dans ce livre nous conserverons, malgré nous, cette désignation, parce qu'il arrive bien souvent que les peuples s'accoutument aux noms que leur ont donnés leurs conquérants.

En outre, une autre raison nous autorise à les nommer ainsi. Ces peuples sont en effet venus d'Asie, il y a sans doute environ vingt-cinq mille ans, après avoir traversé le détroit de Béring par une bande de terre qui devait les conduire en Alaska et fut plus tard recouverte par les eaux. Se déplaçant ensuite vers le sud, à la recherche d'un climat plus chaud et de nouvelles terres – en un périple qui dura plusieurs milliers d'années –, ils parvinrent jusqu'en Amérique du Nord, puis en Amérique centrale et enfin en Amérique du Sud. Au Nicaragua, au Brésil et en Équateur, leurs traces de pas inscrites dans le sol peuvent encore s'observer parmi celles des bisons qui ont disparu de ces régions il y a quelque cinq mille ans. C'est pourquoi on peut affirmer que les Indiens ont atteint l'Amérique du Sud, au plus tard, à cette période.

Largement dispersés sur ces immenses continents que sont les Amériques, ils devaient être à peu près soixante-quinze millions à l'époque de l'arrivée de Colomb – dont vingt-cinq millions environ en Amérique du Nord. Ces peuples développèrent des centaines de cultures spécifiques répondant aux différents environnements naturels et climatiques, et parlaient environ deux mille langues différentes. Ils poussèrent assez loin l'art de l'agriculture et imaginèrent les moyens de cultiver le maïs (plante dont la domestication à des fins alimentaires nécessite une technique particulièrement élaborée). Les Indiens avaient aussi développé d'autres variétés de légumes et de fruits, ainsi que la cacahuète, le cacao, le tabac et le caoutchouc.

En fait, les Indiens venaient de s'engager dans le même type de révolution agricole radicale que d'autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe expérimentaient à la même époque.

Alors que certaines tribus conservaient leur mode de vie nomade de chasseurs-cueilleurs, d'autres commençaient à s'installer en communautés plus sédentaires où l'on trouvait plus de nourriture, des populations plus nombreuses, une division du travail plus nette entre hommes et femmes, des surplus destinés aux chefs et aux prêtres, et également plus de temps libre pour s'adonner à des activités sociales et artistiques ou pour construire des habitations. Mille ans avant Jésus-Christ, par exemple, en même temps que les Égyptiens et les Mésopotamiens, les Indiens zuñis et hopis, sur le territoire de ce qui est aujourd'hui le Nouveau-Mexique, avaient commencé à construire des villages en terrasse, comptant des centaines d'habitations, nichées sur des falaises ou dans des montagnes afin de mieux se protéger des ennemis. Avant l'arrivée des explorateurs européens, ils utilisaient des réseaux d'irrigation et des retenues d'eau, connaissaient la céramique, la vannerie, et se tissaient des vêtements en coton.

À l'époque du Christ ou de Jules César s'était développée, dans la vallée de l'Ohio, la culture des « Moundbuilders », ces Indiens qui firent des centaines de sculptures gigantesques en terre représentant des hommes, des oiseaux ou des serpents, qui servaient parfois de sépultures et d'autres fois de fortifications. L'une d'entre elles était longue d'environ six kilomètres, formant un enclos de 40 hectares. Ces Moundbuilders semblent avoir participé à un réseau complexe de commerce d'armes et de bijoux qui s'étendait de la région des Grands Lacs au golfe du Mexique et à l'Ouest américain.

Aux environs de l'an 500 de notre ère, tandis que cette culture des Moundbuilders commençait à décliner, une autre civilisation se développait plus à l'ouest, dans la vallée du Mississippi, centrée sur l'actuelle région de Saint Louis. Cette civilisation avait développé une agriculture sophistiquée et réunissait des milliers de villages, édifiant également, près d'une grande métropole indienne qui semble avoir abrité quelque trente mille personnes, de grands tumulus de terre qui faisaient office de sépultures ou de lieux cérémoniels. Le plus grand de ces édifices avait 300 mètres de haut et une base plus grande que celle de la Grande Pyramide d'Égypte. Dans cette cité, appelée Cahokia, on trouvait fabricants d'outils, tanneurs, potiers, bijoutiers, tisserands, saliniers, graveurs sur cuivre ainsi que de talentueux céramistes. On y a également découvert un suaire funéraire composé de douze mille perles de coquillages.

Des monts Adirondacks jusqu'aux Grands Lacs, sur le territoire actuel de la Pennsylvanie et du nord de l'État de New York, vivait la plus puissant groupe de population du Nord-Est américain : la Confédération iroquoise, qui réunissait les Mohawks (« le peuple du Silex »), les Oneidas (« le peuple de la Pierre »), les Onondagas (« le peuple de la Montagne »), les Cayugas (« le peuple de la Terre ») et les Senecas (« le peuple de la Grande Colline »). Des milliers de gens unis par une langue commune : l'iroquois.

Dans la vision du chef mohawk, Hiawatha, le légendaire Dekanawida s'adressait aux Iroquois en ces termes : « Nous sommes unis, tous ensemble, par le grand cercle que forment nos mains. Un cercle si fort que si un arbre venait à tomber dessus il ne tremblerait ni ne se romprait. Ainsi, notre peuple et nos petits-enfants resteront dans le cercle en parfaite sécurité, dans la paix et le bonheur. »

Dans les villages iroquois, la terre était détenue et travaillée en commun. La chasse se faisait en groupe et les prises étaient partagées entre les membres du village. Les habitations étaient considérées comme des propriétés communes et abritaient plusieurs familles. La notion de propriété privée des terres et des habitations était parfaitement étrangère aux Iroquois. Un père jésuite

français qui les rencontra en 1650 écrivait : « Nul besoin d'hospices chez eux car ils ne connaissent pas plus la mendicité que la pauvreté. [...] Leur gentillesse, leur humanité et leur courtoisie les rendent non seulement libéraux en ce qui concerne leurs possessions mais font qu'ils ne possèdent pratiquement rien qui n'appartienne également aux autres. »

Les femmes jouaient un rôle important et avaient un statut respecté dans la société iroquoise. En effet, le lignage s'organisait autour de ses membres féminins dont les maris venaient rejoindre la famille. Chaque famille élargie vivait dans la « grande maison » et lorsqu'une femme désirait se séparer de son mari elle déposait simplement les affaires de ce dernier devant la porte.

Les familles formaient des clans et une douzaine ou plus de clans pouvaient former un village. Les femmes les plus âgées du village désignaient les hommes habilités à représenter le clan aux conseils de village et de tribu. Elles désignaient également les quarante-neuf chefs qui composaient le grand conseil de la Confédération des cinq nations iroquoises. Elles assistaient aux réunions de clans, se tenaient derrière le cercle formé par les hommes qui discutaient et votaient les décisions. Si ces derniers allaient dans un sens trop éloigné de celui qu'elles souhaitaient, elles pouvaient les démettre et les remplacer.

Les femmes surveillaient également les récoltes et s'occupaient de l'administration générale du village tant que les hommes étaient à la chasse ou à la pêche. En outre, comme elles fournissaient les mocassins et la nourriture pour les expéditions guerrières, elles avaient également un certain contrôle sur les affaires militaires. Comme le fait remarquer Gary B. Nash dans son fascinant ouvrage sur les premières années de l'Amérique, *Red, Blacks and Whites*, « le pouvoir était donc bien l'affaire des deux sexes, et l'idée européenne d'une domination masculine et d'une sujétion féminine en toutes choses était remarquablement étrangère à la société iroquoise ».

On enseignait aux enfants iroquois aussi bien l'héritage culturel de leur peuple et la nécessaire solidarité entre tribus que le devoir de ne pas plier devant un quelconque abus d'autorité. On leur enseignait aussi l'égalité des statuts et le partage des possessions. Les Iroquois ne punissaient jamais cruellement leurs enfants. Le sevrage et la toilette n'étaient pas imposés autoritairement et les enfants étaient autorisés à franchir graduellement et de façon autonome ces étapes de leur éducation.

Tout cela, bien sûr, jurait parfaitement avec les valeurs européennes que les premiers colons appportèrent avec eux : une société divisée en pauvres et riches, contrôlée par les prêtres, par les

gouverneurs, et par les hommes en ce qui concernait la vie familiale. Par exemple, le pasteur de la colonie des Pères Pèlerins, John Robinson, donnait à ses paroissiens les conseils suivants sur l'éducation des enfants : « Assurément, il y a en chaque enfant une obstination, une intrépidité d'esprit, fruits d'une fierté naturelle qu'il faut absolument rabattre et briser. Ainsi, les fondements de l'éducation étant assimilés avec humilité et docilité, d'autres vertus pourront venir, en leur temps, s'y adjoindre. »

Gary Nash dépeint ainsi la culture iroquoise : « Nulle loi ni ordonnance, ni shérifs ni gendarmes, ni juges ni jurys, ni cours de justice ni prisons – tout ce qui compose l'appareil autoritaire des sociétés européennes –, rien de tout cela n'existait dans les forêts du Nord-Est américain avant l'arrivée des Européens. Pourtant, les limites du comportement acceptable y étaient clairement déterminées. Bien que mettant en avant la notion d'individu autonome, les Iroquois n'en avaient pas moins un sens aigu du bien et du mal. [...] Celui qui volait de la nourriture ou se conduisait lâchement au combat était "couvert de honte" par son peuple et mis à l'écart de la communauté jusqu'à ce qu'il eût expié sa faute par ses actes et apporté la preuve, à la plus grande satisfaction de ses congénères, qu'il s'était moralement purifié de lui-même. »

Façon de voir partagée aussi bien par les Iroquois que par les autres tribus indiennes. En 1635, les Indiens du Maryland firent la réponse suivante au gouverneur qui avait exigé que, au cas où l'un d'entre eux assassinerait un Anglais, le coupable lui fût livré afin d'en répondre devant les lois anglaises : « C'est la coutume chez nous, les Indiens, lorsqu'un accident pareil se produit, de nous efforcer de racheter la vie d'un homme aussi vil en offrant cent brassées de perles. Aussi, puisque vous êtes étrangers ici et que vous êtes venus dans notre pays, vous devriez vous conformer à nos coutumes plutôt que de nous imposer les vôtres. »

À l'évidence, Colomb et ses successeurs n'arrivaient pas dans des régions sauvages et inhabitées mais bien dans un monde aussi densément peuplé, par endroits, que l'Europe elle-même, avec une culture complexe et des rapports humains plus égalitaires qu'en Europe. Quant aux liens qui unissaient hommes, femmes, enfants et environnement naturel, ils étaient sans doute plus harmonieux que partout ailleurs dans le monde.

Ces peuples ignoraient certes l'écriture mais possédaient leurs propres règles, leur propre poésie, leur propre histoire, conservées dans les mémoires et transmises sur un mode oral bien plus complexe qu'en Europe, puisque chants, danses et spectacles cérémoniels s'y mêlaient. Ils prêtaient une grande attention au

développement personnel, à la force de volonté, à l'indépendance et à la souplesse d'esprit, à la passion et aux liens qui les unissaient à la nature.

John Collier, un universitaire américain qui vécut parmi les Indiens dans les années 1920-1930, dans le sud-est des États-Unis, portait sur leur manière de concevoir la vie l'appréciation suivante : « Si nous pensions comme eux, la terre serait éternellement inépuisable et nous connaîtrions la paix à jamais. »

Peut-être jugera-t-on qu'il s'agit là d'une mythologie romantique. Pourtant, les témoignages des voyageurs européens des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, rassemblés dernièrement par un spécialiste américain des cultures indiennes, William Brandon, viennent, dans une large mesure, conforter ce « mythe ». Même si l'on admet le caractère imparfait des mythes, cela suffit à mettre en question – pour cette époque et pour la nôtre – la justification par le progrès humain de l'extermination des peuples, ainsi que les récits historiques qui ne tiennent compte que du point de vue des conquérants et des grands personnages de la civilisation occidentale.

Chapitre II
Vers la ségrégation raciale

L'ÉCRIVAIN NOIR-AMÉRICAIN J. Saunders Redding décrit ainsi l'arrivée du bateau en Amérique du Nord, un jour de 1619 : « Voiles ferlées, pavillon pendant à sa poupe rebondie, il arriva avec la marée montante. C'était pour le moins, et à bien des points de vue, un étrange bateau. Un bateau effrayant, mystérieux. Était-ce un navire de commerce, un corsaire ou un bâtiment de guerre ? Nul n'en savait rien. À travers le bastingage on distinguait les gueules noires et béantes des canons. Son pavillon était hollandais et son équipage hétéroclite. Il fit escale à Jamestown, en Virginie. Le navire accosta, fit ses affaires et reprit rapidement la mer. Jamais sans doute, dans toute l'histoire moderne, un bateau n'avait transporté une aussi sinistre cargaison. À son bord ? Des esclaves, au nombre de vingt. »

Il n'est pas, dans l'histoire, de pays où le racisme ait occupé une place plus importante – et sur une aussi longue durée – qu'aux États-Unis. Et la question de la discrimination raciale, telle que W. E. B. Du Bois la posait, n'a rien perdu de sa pertinence. Savoir comment tout cela a commencé et, plus fondamentalement encore, se demander comment cela pourrait cesser sont des questions qui dépassent le cadre purement historique. En bref et pour le formuler autrement : Noirs et Blancs peuvent-ils vivre ensemble sans se haïr ?

Si tant est que l'histoire puisse aider à répondre à ces questions, l'étude des premières années de l'esclavage en Amérique du Nord – où l'on peut suivre l'arrivée des Blancs d'abord, celle des Noirs ensuite – nous fournit quelques éléments de compréhension.

Certains historiens estiment que ces premiers Noirs débarqués en Virginie étaient considérés comme des serviteurs, au même titre

que les serviteurs blancs sous contrat importés d'Europe. Il est pourtant à peu près certain que, même inscrits dans la catégorie, assez familière aux Anglais, des « serviteurs », ils n'étaient ni confondus avec les serviteurs blancs ni traités de la même manière : dans les faits, il s'agissait d'esclaves. Quoi qu'il en soit, l'esclavage devint rapidement une véritable institution – la réalité du rapport au travail entre Noirs et Blancs au Nouveau Monde. Simultanément se développait ce racisme particulier – aux multiples formes : haine, mépris, compassion ou paternalisme – qui allait marquer le statut inférieur des Noirs en Amérique au cours des trois cent cinquante années à venir.

Tout, dans l'expérience des premiers colons blancs, les incitait à pratiquer l'esclavage des Noirs.

Les Virginiens de 1619 avaient désespérément besoin de main-d'œuvre afin d'accroître la production des denrées nécessaires à leur survie. On trouvait encore, parmi eux, des survivants de l'hiver 1609-1610 – le « temps de la famine » –, où ils moururent en si grand nombre qu'il ne resta bientôt plus que soixante des cinq cents colons du début.

On trouve dans les archives de la Chambre des bourgeois de Virginie un document qui relate les douze premières années de la colonie de Jamestown. La première implantation était le fait d'une centaine de personnes qui ne pouvaient compter, pour tout repas, que sur une maigre louche d'orge. Quand d'autres colons arrivèrent, les rations diminuèrent d'autant. La plupart d'entre eux vivaient dans des sortes d'abris creusés à même le sol et, durant l'hiver 1609-1610, connurent « une période de famine si terrible que certains en vinrent à manger ces choses que la nature abhorre le plus, tels la chair et les excréments de leurs concitoyens ou des Indiens. Les corps étaient extraits de leurs tombes trois jours seulement après leur inhumation et entièrement dévorés. D'autres, envieux du meilleur état de santé de ceux que la faim n'avait pas encore réduits à leur propre sort, menaçaient de les tuer et de les manger. L'un d'entre eux assassina sa femme tandis qu'elle dormait à ses côtés, la découpa en morceaux qu'il sala ensuite et mangea jusqu'à ce qu'il n'en reste rien, hormis la tête ».

Une pétition signée par une trentaine de colons dénonça le gouvernement de sir Smith en ces termes : « Nous affirmons que durant les douze années du gouvernement de sir Smith la colonie a vécu globalement dans le plus grand dénuement et la plus grande nécessité tout en étant soumise aux lois les plus cruelles et les plus sévères. [...] Les rations à cette époque n'étaient que de deux cents grammes de viande et deux cents grammes de pois cassés par jour

et par personne [...], moisis, pourris et couverts de toiles d'araignées et de vermine. Nourriture indigne même d'un animal et parfaitement répugnante pour un être humain, ce qui poussa nombre d'entre nous à fuir pour trouver refuge chez notre sauvage ennemi. Repris, ils étaient exécutés de diverses manières : pendus, fusillés ou roués de coups. [...] Un autre, pour avoir dérobé quelques centaines de grammes de bouillie d'avoine, se vit enfoncer une pointe dans la langue et resta enchaîné à un arbre jusqu'à ce qu'il meure de faim. »

Les Virginiens avaient besoin de main-d'œuvre pour cultiver le maïs dont ils se nourrissaient et le tabac qu'ils exportaient. Ils venaient juste de découvrir le moyen de cultiver ce dernier et avaient expédié en 1617 le premier chargement à destination de l'Angleterre. Découvrant qu'ils pouvaient en tirer un profit élevé – comme il arrive souvent pour toute drogue procurant du plaisir mais néanmoins moralement réprouvée –, les planteurs, faisant fi de leurs principes religieux particulièrement austères, se gardèrent bien de se poser la moindre question sur un commerce aussi rentable.

Contrairement à Christophe Colomb, les colons anglais n'étaient pas en mesure de contraindre les Indiens, trop nombreux, à travailler pour eux. Les Virginiens, malgré les armes très efficaces qu'ils possédaient et qui leur permettaient de tuer un grand nombre d'Indiens, n'en redoutaient pas moins de terribles représailles. Ils se révélaient également incapables de les capturer pour les réduire en esclavage. Les Indiens étaient résistants, pleins de ressources, méfiants et – contrairement aux colons anglais – parfaitement à l'aise dans leur environnement forestier.

Les serviteurs blancs n'étaient pas encore en nombre suffisant. De surcroît, n'étant pas esclaves, ils ne pouvaient être contraints à faire plus qu'honorer leur contrat de travail. Ce contrat leur offrait, en échange de leur force de travail pendant quelques années, la traversée et un nouveau départ au Nouveau Monde. Quant aux colons libres, il s'agissait pour la plupart d'anciens artisans – voire des rentiers – qui se montrèrent si peu enclins à travailler la terre que John Smith dut, dans les premières années, instaurer une sorte de loi martiale, organiser des équipes de travail et les envoyer de force dans les champs pour assurer leur propre subsistance.

Une certaine amertume devant leur inaptitude à s'occuper d'eux-mêmes, comme devant la supériorité indienne en ce domaine, prédisposa peut-être les Virginiens à posséder des esclaves. Dans son livre *American Slavery, American Freedom*, Edmund Morgan fait allusion à ce phénomène : « En tant que colon vous saviez que

votre technologie était supérieure à celle des Indiens. Vous saviez que vous étiez civilisés quand eux n'étaient que des sauvages. [...] Mais votre supériorité dans le domaine technologique se révélait inapte à produire quoi que ce soit. Les Indiens, de leur côté, se moquaient de vos méthodes prétendues supérieures et tiraient de leur environnement de quoi vivre dans l'abondance tout en travaillant moins que vous. [...] Enfin, lorsque vos propres concitoyens commencèrent à fuir pour aller vivre avec eux, c'en fut trop. [...] Alors il vous fallut tuer les Indiens, les torturer, incendier leurs villages, saccager leurs champs de maïs, afin de prouver votre supériorité, quels que soient vos échecs dans d'autres domaines. En outre, il vous fallut infliger le même traitement à ceux de vos concitoyens qui s'abandonnaient au mode de vie des sauvages. Mais le maïs ne poussait pas mieux pour autant. »

L'esclavage des Noirs était la solution. Il était d'ailleurs naturel de considérer les Noirs importés comme des esclaves, même si l'institution de l'esclavage n'allait être réglementée et légalisée que quelques décennies plus tard. En effet, en 1619, un million de Noirs avaient déjà été transportés d'Afrique vers l'Amérique du Sud et les Caraïbes dans les colonies portugaises et espagnoles en tant qu'esclaves. Cinquante ans avant Christophe Colomb, les Portugais avaient déjà fait venir dix Africains noirs à Lisbonne. C'était le début de la traite. Il y avait donc un siècle que les Noirs africains faisaient figure d'esclaves. Dans ces conditions, il aurait été surprenant que ces vingt Noirs, transportés de force à Jamestown en 1619 et vendus comme des marchandises à des colons avides de main-d'œuvre, eussent été considérés autrement que comme des esclaves.

Leur vulnérabilité même permit de les réduire plus facilement à l'état d'esclaves. Les Indiens vivaient sur leur terre et les Européens avaient transplanté leur culture proprement européenne. En revanche, les Noirs arrachés aussi bien à leur terre qu'à leur culture avaient été propulsés dans un environnement où leur héritage culturel – langue, habillement, coutumes et relations familiales – fut graduellement gommé, hormis les rares vestiges qu'ils parvinrent à préserver au prix d'une incroyable persévérance.

Leur culture était-elle inférieure et de ce fait plus facile à détruire ? Militairement inférieure, sans aucun doute. Et particulièrement vulnérable confrontée aux armes et aux navires des Blancs. Mais là s'arrête son infériorité – si ce n'est que l'on juge toujours inférieures les cultures différentes de la nôtre, surtout lorsqu'une telle attitude se révèle à la fois utile et rentable. Pourtant, même d'un point de vue militaire, il faut rappeler que les Occidentaux, qui avaient en effet réussi à s'assurer des places fortes sur les côtes africaines,

n'étaient pas parvenus à soumettre l'intérieur des terres et avaient dû pactiser avec les différents chefs locaux.

À sa manière, la civilisation africaine était aussi « avancée » que la civilisation européenne. Elle était même, sous certains aspects, plus digne d'admiration. Mais elle présentait également des systèmes de privilèges hiérarchiques. On y commettait des atrocités et on n'hésitait pas devant les sacrifices humains de nature religieuse ou commerciale. Le continent comptait quelque cent millions d'habitants et l'on y utilisait des outils en acier et des techniques agricoles sophistiquées. On y trouvait de grandes agglomérations urbaines et de remarquables réussites dans les domaines du tissage, de la céramique ou de la sculpture.

Les voyageurs européens du XVIe siècle furent très impressionnés par les royaumes de Tombouctou et du Mali, stables et organisés, alors que les États européens entamaient à peine leur mutation en nations modernes. En 1653, Ramusio, secrétaire des Doges de Venise, s'adressait ainsi aux marchands italiens : « Laissons-les aller et faire des affaires avec les rois de Tombouctou et du Mali, et il est certain qu'ils seront bien reçus et bien traités, eux, leurs navires et leurs marchandises. Ils s'y verront accorder tout ce qu'ils désirent. »

Aux alentours de 1602, un document hollandais concernant le royaume ouest-africain du Bénin décrit une ville qui « paraît immense lorsque vous y entrez. Vous progressez dans une rue très large, non pavée, qui peut bien faire sept ou huit fois la largeur de Warmoes Street à Amsterdam. [...] Dans cette ville, les maisons se présentent en bon ordre, les unes à côtés des autres, bien alignées comme en Hollande. »

Vers 1680, les habitants de la côte guinéenne sont jugés par un voyageur « fort civils et d'excellent tempérament. Il est aisé de négocier avec eux. Désireux de répondre aux souhaits des Européens de la manière la plus civile, ils semblent toujours prêts à rendre au double les présents qu'on leur fait ».

L'Afrique connaissait, à l'instar de l'Europe, un type de féodalisme fondé sur l'agriculture et organisé autour de la relation entre seigneurs et vassaux. Mais ce féodalisme africain ne devait rien, contrairement à celui de l'Europe, aux sociétés esclavagistes grecques et romaines qui avaient supplanté l'ancien mode de vie tribal. En Afrique, l'organisation tribale était encore prééminente et certains de ses traits les plus remarquables persistaient – tels l'esprit de communauté et une plus grande mansuétude dans l'application des lois et des châtiments. En outre, comme les seigneurs ne possédaient pas l'armement dont bénéficiaient leurs pairs européens, ils ne pouvaient aussi aisément imposer leur autorité.

Dans son livre *The African Slave Trade*, Basil Davidson confronte les lois régissant le Congo du début du XVIe siècle à celles en vigueur en Angleterre et au Portugal. Dans ces pays européens, où la notion de propriété privée prenait de plus en plus d'importance, les voleurs étaient cruellement punis. En Angleterre, jusqu'en 1740, un enfant pouvait être pendu pour avoir dérobé un chiffon de coton. En revanche, l'idée de propriété privée paraissait totalement étrangère au Congo, où la vie communautaire subsistait. Les voleurs étaient généralement condamnés à payer une amende ou à subir divers degrés de servitude. Une personnalité congolaise à qui l'on décrivait la législation portugaise demanda ironiquement à son interlocuteur : « Et comment punit-on, au Portugal, celui qui pose les pieds par terre ? »

L'esclavage existait dans les États africains, et les Européens en prirent parfois prétexte pour justifier leur propre traite des esclaves. Cependant, comme le souligne Davidson, le statut des « esclaves » en Afrique était très proche de celui des « serfs » européens – autrement dit, de l'écrasante majorité de la population européenne. Si la condition des esclaves africains était très dure, ils conservaient néanmoins certains droits que les esclaves transportés en Amérique n'avaient plus. Ils étaient « à mille lieux du bétail humain qu'on trouvait dans les cales des bateaux de la traite et sur les plantations américaines ». Au royaume ashanti, dans l'Ouest africain, un observateur remarquait qu'« un esclave pouvait se marier ; posséder des biens – voire posséder lui-même un esclave ; prêter serment ; être considéré comme un témoin digne de foi et, pour finir, hériter de son maître. [...] Un esclave ashanti devient, neuf fois sur dix, membre adoptif de la famille, si bien qu'avec le temps leurs descendants intimement mêlés et parfois même mariés dans la parenté du maître auront bien du mal à déterminer précisément leurs origines. »

Un marchand d'esclaves, John Newton (qui deviendra plus tard un des leaders anti-esclavagistes), écrivait au sujet du peuple qui vivait sur le territoire de l'actuelle Sierra Leone : « L'état d'esclave, chez ce peuple que nous jugeons sauvage et barbare, est bien plus doux que dans nos colonies. En effet, on ne peut pas y pratiquer la culture intensive comme dans nos plantations des Indes occidentales [les Antilles] et, en conséquence, le labeur excessif et continuel qui épuise nos esclaves n'y est pas nécessaire. D'autre part, aucun homme n'a le droit dans ces contrées de verser le sang d'un autre, fût-il esclave. »

Nous n'avons certes pas l'intention de vanter les mérites de l'esclavage africain. Mais il était d'une tout autre nature que celui qui sévissait sur les plantations et dans les mines américaines, où il

durait toute la vie, était psychologiquement écrasant, défaisait les liens familiaux et interdisait toute projection dans l'avenir. Il manquait à l'esclavage africain les deux fondements qui firent de l'esclavage américain le plus cruel de toute l'histoire de l'humanité : le désir frénétique de profits illimités, caractéristique de l'agriculture capitaliste, et la réduction de l'esclave à l'état de moins qu'humain par le biais de la haine raciale, fondée sur l'évidence implacable de la différence de couleur : le Blanc étant le maître et le Noir l'esclave.

En fait, issus d'une culture fondée sur les coutumes tribales, les liens de parenté, la vie communautaire et les rituels traditionnels, les Noirs se trouvèrent extrêmement vulnérables lorsqu'ils y furent arrachés. Capturés à l'intérieur du continent africain (bien souvent par des Noirs pris eux-mêmes dans le système de la traite), ils étaient ensuite vendus sur la côte puis parqués avec des individus de tribus différentes et parlant souvent des langues inconnues.

Les conditions mêmes de cette capture et de ce commerce apparurent aux Africains noirs comme la confirmation écrasante de leur vulnérabilité face à une force supérieure. Ces marches en direction de la côte – parfois sur plus de mille cinq cents kilomètres, avec des captifs enchaînés par le cou et continuellement menacés du fouet et du fusil – étaient de véritables convois de la mort. Deux prisonniers sur cinq environ en mouraient. Une fois sur la côte, ils étaient enfermés dans des cages jusqu'à ce qu'on vienne les y chercher pour les vendre. À la fin du XVII[e] siècle, un certain John Barbot évoque ces cages de la Côte-de-l'Or : « À mesure que les Noirs de l'intérieur du pays arrivent à Fida, ils sont parqués dans des enclos ou emprisonnés [...] près de la plage, et lorsque les Européens sont sur le point de les emmener on les sort et on les conduit dans un vaste espace où le médecin du navire les examine sous toutes les coutures et dans les moindres détails. Hommes et femmes sont totalement nus. [...] Ceux que l'on juge forts et valides sont mis à part [...] et leur poitrine est marquée au fer rouge des sceaux des différentes compagnies hollandaises, anglaises ou françaises. [...] Les esclaves ainsi marqués retournent dans leurs enclos où ils attendent parfois dix à quinze jours avant d'embarquer. »

Ils étaient ensuite entassés sur les navires, dans des espaces à peine plus grands que des cercueils, et enchaînés les uns aux autres dans la fange humide et noire des cales, suffoquant dans l'odeur de leurs propres excréments. Certains documents de l'époque décrivent précisément ces conditions : « Parfois, l'espace entre chaque pont ne dépassait pas cinquante centimètres. Ainsi ces êtres misérables ne pouvaient-ils pas se retourner, ou même se mettre sur le côté, cet

espace étant bien souvent moins large que leurs épaules. Dans cet endroit, ils sont d'ordinaire enchaînés au pont par le cou et par les jambes, et le sentiment de détresse et d'étouffement est alors tel que les nègres [...] en deviennent fous. »

Durant l'un de ces voyages, les marins, ayant entendu un vacarme assourdissant provenant des cales où les Noirs étaient enchaînés les uns aux autres, découvrirent les esclaves dans différents états de suffocation. Un grand nombre d'entre eux étaient déjà morts, d'autres avaient tué leurs camarades en tentant désespérément d'échapper à l'étouffement. Les esclaves sautaient souvent par-dessus bord, préférant se noyer plutôt que de supporter toutes ces souffrances. Selon un témoin, le pont aux esclaves était « tellement couvert de sang et de mucosités diverses qu'on se serait cru dans un abattoir ».

Dans de telles conditions, un tiers environ des Noirs transportés outre-Atlantique mouraient. Mais le profit était tel (bien souvent le double de l'investissement de départ en un seul voyage) que le trafic demeurait rentable pour les négriers. Les Noirs continuèrent donc d'être entassés dans les cales comme la plus vile des marchandises.

Le commerce de la traite fut d'abord dominé par les Hollandais, puis par les Anglais. En 1795, Liverpool, qui comptait plus de cent bateaux destinés au transport d'esclaves, représentait la moitié du commerce européen d'esclaves. Quelques Américains de la Nouvelle-Angleterre s'y mirent à leur tour et, en 1637, le premier transport américain d'esclaves, le *Desire*, quittait Marblehead. Sa soute était compartimentée en petites cellules de soixante centimètres sur un mètre quatre-vingts, équipées de barres et de chaînes.

Jusqu'à 1800, dix à quinze millions d'esclaves ont été transportés aux Amériques, sans doute le tiers seulement des individus capturés en Afrique. On estime qu'environ cinquante millions d'Africains furent les victimes – mortes ou vivantes – de l'esclavage pendant ces quelques siècles que nous considérons comme les origines de notre civilisation occidentale moderne – cette civilisation dominée par les planteurs et les négriers de l'ouest de l'Europe et d'Amérique, régions prétendument les plus avancées du globe.

En 1610, un prêtre catholique, le père Sandoval, écrivit à un responsable ecclésiastique européen afin de s'assurer que la capture, la transportation et l'esclavage des Africains noirs étaient bien légitimes au regard de la doctrine catholique. Le 12 mars 1610, le frère Luis Brandaon lui répondit : « Votre Révérence m'écrit qu'elle désire savoir si les nègres qui sont envoyés dans vos régions ont été légitimement capturés. À cela, je réponds que votre Révérence ne devrait avoir aucun scrupule sur ce point, car c'est une matière qui

a déjà été étudiée par le Bureau de conscience de Lisbonne, dont les membres sont tout aussi savants que vertueux. Les évêques de São Tomé, du Cap-Vert, et d'ici, Loando, tous également savants et vertueux, n'ont rien trouvé à y redire. Nous sommes nous-mêmes ici depuis quarante années et nous côtoyons de nombreux frères, très savants eux aussi [...], qui n'ont jamais considéré la traite comme un commerce illicite. Ainsi nous-mêmes et les religieux du Brésil achetons-nous ces esclaves pour notre service sans scrupule aucun. »

Avec tout cela – le besoin désespéré de main-d'œuvre des colons de Jamestown, l'impossibilité d'utiliser les Indiens, la difficulté d'utiliser des Blancs et la disponibilité des Noirs (toujours plus nombreux sur le marché si juteux de la chair humaine et si faciles à contrôler, tant les épreuves qu'ils avaient subies, quand elles ne les avaient pas tués, les avaient laissés dans un état d'impuissance aussi bien psychique que physique) –, rien de surprenant à ce que les Noirs fussent les victimes idéales de l'esclavage.

En outre, dans ces conditions, même si certains Noirs peuvent avoir été effectivement considérés comme des serviteurs, étaient-ils traités sur un pied d'égalité avec les serviteurs blancs ? Les comptes rendus de justice de la colonie de Virginie font état, en 1630, d'un Blanc nommé Hugh Davis qui fut condamné à « être vigoureusement fouetté [...] pour s'être abandonné [...] à souiller son intégrité corporelle en couchant avec une Noire ». Dix ans plus tard, six serviteurs « et un nègre de M. Reynolds » tentèrent de s'enfuir. Les Blancs reçoivent une peine légère mais « Emmanuel, le nègre, est condamné à recevoir trente coups de fouet, à être marqué d'un *R* au fer rouge sur la joue et à porter les fers pendant un an – ou plus si son maître le juge bon ».

Bien que l'esclavage ne soit alors ni réglementé ni même légal, on constate que dès le début les serviteurs furent inscrits sur des listes différentes selon qu'ils étaient noirs ou blancs. Une loi de 1639 décrétait que « tout individu, excepté s'il est nègre », recevra des armes et des munitions – probablement pour combattre les Indiens. Lorsque, en 1640, trois serviteurs essayèrent de s'enfuir, on alourdit considérablement, en guise de châtiment, le service des deux Blancs du groupe. En revanche, la Cour précisait que « le troisième, un nègre du nom de John Punch, [devrait] servir son maître ou ses propriétaires ultérieurs pour toute la durée de sa vie ». En 1640, à nouveau, il est fait état d'une domestique noire qui mit au monde un enfant dont le père, blanc, était un certain Robert Sweat. La Cour décida que « ladite négresse [serait] attachée et

fouettée au poteau de châtiment et que ledit Sweat [devrait], à l'aube, faire publiquement repentance au temple de Saint James ».

Cette inégalité de traitement, ce mélange de mépris et d'oppression, de préjugés et de comportements que nous appelons « racisme » peuvent-ils vraiment avoir été la conséquence d'une antipathie « naturelle » du Blanc envers le Noir ? Si la question est d'importance, ce n'est pas uniquement pour des questions d'exactitude historique. En effet, toute mise en avant du caractère « naturel » du racisme minimise la responsabilité du système social. En revanche, si ce caractère « naturel » se révèle indémontrable, c'est que le racisme résulte de conditions spécifiques qu'il nous incombe de faire disparaître.

Nous ne pouvons rien savoir de ce qu'aurait pu être le comportement réciproque des Noirs et des Blancs dans des conditions favorables – c'est-à-dire sans cette subordination historique ; sans ces motivations financières qui entraînèrent l'exploitation et l'esclavage des Noirs ; sans cet instinct désespéré de survie qui imposait l'usage d'une main-d'œuvre forcée. Toutes les données, pour les Blancs comme pour les Noirs d'Amérique, étaient incroyablement génératrices d'antagonisme et de violence. Dans de telles conditions, la moindre démonstration d'humanité entre individus de couleurs différentes peut être considérée comme la preuve de l'existence chez l'homme d'un besoin instinctif de s'accorder.

On souligne parfois que, avant même l'année 1600, date à laquelle l'esclavage prit son essor – et donc avant que les Africains n'en soient stigmatisés tant littéralement que symboliquement –, la couleur noire était connotée négativement. Avant le XVIIe siècle, en Angleterre, le mot « *black* » évoquait, selon l'*Oxford English Dictionary* : « crasseux, souillé, sale, infect. Avoir de sombres ou criminels desseins, malfaisant. Se rapporte à – ou évoque – la mort, la morbidité. Funeste, désastreux, sinistre. Inique, atroce, affreusement mauvais. Marque le déshonneur, la honte, le châtiment, etc. » À l'opposé, la poésie élisabéthaine usait souvent de la notion de blancheur pour signifier la beauté.

Il est fort possible que, même en dehors de facteurs circonstanciels, la noirceur et l'obscurité, associées évidemment à la nuit et à l'inconnu, puissent évoquer de toute façon toutes ces notions négatives. Mais la présence physique d'un être humain différent est un fait puissant, et les conditions dans lesquelles s'inscrit cette présence déterminent de façon cruciale le processus par lequel un préjugé initial contre une couleur parmi tant d'autres, dissociée de tout rapport à une humanité quelconque, se mue en violence et en haine.

En dépit de tous ces préjugés concernant la noirceur comme en dépit de la sujétion spécifique des Noirs vis-à-vis des Blancs dans les Amériques du XVIIe siècle, il existe des preuves que, lorsque Blancs et Noirs se trouvaient confrontés à des problèmes communs, à un travail commun ou à un ennemi commun en la personne de leur maître, ils se comportaient les uns envers les autres en égaux. Ainsi que le dit Kenneth Stamp, éminent commentateur de l'esclavage, les serviteurs noirs et blancs du XVIIe siècle étaient « étonnamment peu soucieux de leurs évidentes différences physiques ».

Blancs et Noirs travaillaient ensemble et fraternisaient. Le simple fait que l'on ait dû, finalement, édicter des lois interdisant de tels contacts démontre suffisamment ce fait. En 1661, une loi fut votée en Virginie qui stipulait que, « au cas où un serviteur anglais s'[enfuirait] en compagnie d'un nègre », il devrait passer quelques années supplémentaires au service du maître de ce dernier. En 1691, la Virginie se déclare en faveur du bannissement de tout « individu blanc – homme ou femme – qui, étant libre, se sera marié avec un nègre, un mulâtre ou un Indien, homme ou femme, et libre ou non ».

Il y a un monde entre le sentiment d'étrangeté – voire de crainte – éprouvé devant la différence de couleur et la réduction pure et simple en esclavage de millions d'individus noirs tel que cela eut lieu dans les Amériques. Le passage de l'un à l'autre ne peut s'expliquer simplement par une aversion « naturelle ». En revanche, on peut l'appréhender assez facilement comme le produit de conditions historiques.

En fait, l'essor de l'esclavage accompagne celui du système des plantations. La cause en est donc aisément imputable à tout autre chose qu'à une quelconque répugnance raciale naturelle : le nombre des colons blancs, libres ou serviteurs sous contrat pour une durée de deux à sept ans, ne permettait pas de subvenir au besoin en main-d'œuvre des plantations. Aux environs de 1700, la Virginie comptait six mille esclaves, c'est-à-dire un douzième de sa population. En 1763, ils étaient cent soixante-dix mille – autrement dit près de la moitié.

Les Noirs étaient certes plus faciles à réduire en esclavage que les Blancs ou les Indiens, mais cela n'allait tout de même pas de soi. Dès le début, les Noirs et les Noires importé(e)s se soulevèrent. Mais cette résistance fut réprimée et l'esclavage finit par concerner trois millions de Noirs dans le Sud. Pourtant, malgré des conditions de vie atroces, menacés de mutilation et de mort, les Afro-Américains n'ont jamais cessé, durant les deux siècles qu'a duré l'esclavage en Amérique du Nord, de se rebeller. Mais les

insurrections organisées furent peu nombreuses. Le plus souvent, ils exprimaient leur refus de se soumettre en tentant de s'enfuir. Plus souvent encore, ils pratiquaient une sorte de sabotage, des grèves perlées ou bien quelque autre forme subtile de résistance qui affirmaient – à leurs yeux et à ceux de leurs frères et sœurs du moins – leur dignité d'êtres humains.

Cette résistance prenait ses racines en Afrique même. Un négrier fit remarquer que les Noirs étaient si « peu disposés à quitter leur pays qu'ils sautent souvent des pirogues, des bateaux et des navires, préférant se noyer ».

Lorsque les tout premiers esclaves arrivèrent à Hispaniola en 1503, le gouverneur espagnol se plaignit devant la Cour de justice espagnole que les nègres fugitifs prêchassent la désobéissance aux populations indiennes indigènes. Dans les années 1520-1530, Hispaniola, Porto Rico, Santa Marta et ce que l'on appelle de nos jours Panamá connurent plusieurs révoltes d'esclaves. À la suite de ces révoltes, les autorités espagnoles mirent sur pied une milice chargée de pourchasser les esclaves en fuite.

En Virginie, un décret de 1669 évoque « l'obstination de nombre d'entre eux ». En 1680, l'Assemblée s'intéresse à certaines réunions d'esclaves – qui avaient lieu « sous prétexte de fêtes ou de combats organisés » – qu'elle juge susceptibles « d'avoir de dangereux effets ». En 1687, dans la péninsule du nord de la colonie, un complot fut éventé, au cours duquel les esclaves se proposaient de tuer tous les Blancs de la région et de s'échapper pendant les funérailles qui s'ensuivraient.

Gerald Mullin, spécialiste de la résistance des esclaves dans la Virginie du XVIIIe siècle, souligne, dans son livre *Flight and Rebellion*, que « les sources disponibles sur l'esclavage [dans cette colonie] – les journaux et les rapports des plantations et des comtés ainsi que les avis de recherche concernant les fugitifs publiés dans la presse – font le portrait des esclaves rebelles et de quelques autres. Les esclaves décrits étaient fainéants et voleurs; ils feignaient d'être malades, détruisaient les récoltes, les réserves, les outils, et parfois même attaquaient et tuaient leurs surveillants. Ils organisaient des marchés noirs sur certains produits. Ces fugitifs étaient classés en différents types : les fugueurs (qui généralement revenaient volontairement), les "hors-la-loi" [...] et les véritables fugitifs : autrement dit ceux qui partaient visiter les membres de leur famille, se rendaient en ville en se faisant passer pour libres ou essayaient d'échapper totalement à l'esclavage, soit en embarquant sur les navires qui quittaient les colonies, soit en constituant des groupes dont les membres formaient des communautés villageoises sur la

Frontière[1]. L'attitude de certains autres esclaves rebelles était plus radicale : assassins, incendiaires ou insurgés ».

Les esclaves récemment arrivés d'Afrique, et restés attachés à leur culture communautaire d'origine, formaient généralement le gros de ceux qui tentaient de fonder des communautés de fugitifs dans les régions sauvages de la Frontière. Ceux qui étaient nés en Amérique avaient plutôt tendance à tenter leur chance seuls et, profitant des métiers qu'ils avaient pu apprendre sur les plantations, tentaient de se faire passer pour des affranchis.

Dans les archives coloniales anglaises, on trouve un rapport daté de 1729, adressé par le gouverneur de Virginie au ministère britannique du Commerce, l'informant qu'« un certain nombre d'esclaves, une quinzaine environ, [...] avaient formé le dessein de s'enfuir de chez leur maître et de s'installer dans des endroits reculés des montagnes voisines. Ils avaient trouvé le moyen de se procurer des armes et des munitions ainsi que des provisions. Ils avaient pris avec eux leurs vêtements, leurs couchages et leurs outils de travail. [...] Bien que cette tentative ait heureusement échoué, elle doit néanmoins nous encourager à prendre les mesures qui s'imposent ».

Pour certains propriétaires, l'esclavage était extrêmement rentable. James Madison confiait à l'un de ses hôtes anglais, juste après la Révolution américaine, qu'un esclave lui rapportait 257 dollars quand les frais de son entretien ne s'élevaient qu'à 12 ou 13 dollars. Mais d'autres sons de cloche, à ce propos, se faisaient également entendre. Landon Carter, propriétaire d'esclaves, se plaignait dans ses Mémoires que ses esclaves (« qu'ils n'aient pu ou pas voulu travailler ») négligeaient tellement leur travail qu'il commençait à se demander s'il valait bien la peine de les conserver.

Certains historiens, se fondant sur la rareté des révoltes organisées et sur le fait que l'esclavage s'était maintenu pendant deux siècles dans le Sud, évoquent une population d'esclaves que ses conditions de vie auraient rendue passive et soumise. La culture africaine des esclaves ayant été éradiquée, ils ne formaient plus, selon Stanley Helkins, qu'« une société d'assistés maintenus dans la dépendance ». Ou bien encore, comme le prétend l'historien Ulrich Phillips, « leur spécificité raciale [les inclinaient] à la soumission ». Cependant, si l'on analyse attentivement le comportement des esclaves en général et leurs modes de résistance quotidienne, qui allaient de la non-coopération passive à la fuite, la réalité se révèle bien différente.

1. Frontière de l'ouest, au-delà de laquelle s'étendaient les territoires laissés, provisoirement, aux Indiens.

En 1710, devant l'Assemblée de Virginie, le gouverneur Alexander Spotswood affirmait que « la liberté possède un tel pouvoir de séduction qu'elle peut agir sur tous ceux qui se languissent dans les chaînes de l'esclavage et donc entraîner une insurrection qui pourrait avoir des conséquences effroyables. Aussi, j'estime qu'il est grand temps de s'en protéger en nous donnant non seulement les meilleurs moyens de nous défendre mais également en votant une loi qui interdise tout rassemblement de ces nègres ».

En outre, étant donné la sévérité avec laquelle les fugitifs étaient punis, le simple fait que tant de Noirs aient tout de même tenté de fuir suffit à prouver l'authenticité de leur sentiment de révolte. Tout au long des années 1700, on pouvait lire la chose suivante dans le code virginien de l'esclavage : « Bien des esclaves s'enfuient et se terrent dans les marais, dans les bois et autres lieux obscurs, tuant des cochons et infligeant bien d'autres déboires aux habitants. [...] Si l'esclave ne revient pas immédiatement, tout un chacun sera autorisé à le tuer et à le faire disparaître par tout moyen qu'il estimera approprié. [...] Si l'esclave est arrêté, [...] la cour du comté pourra légitimement châtier ledit esclave, par démembrement ou par tout autre procédé [...] qu'elle jugera approprié à la correction d'un tel esclave afin de passer à ses semblables l'envie de l'imiter. »

Mullin a également étudié les avis de recherches publiés dans la presse entre 1736 et 1801 : mille cent trente-huit hommes et cent quarante et une femmes. L'une des principales motivations de ces évasions était de rejoindre des parents – ce qui tend à prouver que, malgré l'objectif évident du système esclavagiste de détruire les liens familiaux en interdisant les mariages et en séparant le plus souvent les membres d'une même famille, les esclaves étaient prêts à affronter la mort et les mutilations pour retrouver leurs proches.

Dans le Maryland, où les esclaves représentaient environ un tiers de la population totale en 1750, l'esclavage avait été inscrit dans la loi dès les années 1660 et des décrets concernant les châtiments réservés aux esclaves rebelles avaient été entérinés. On connaît quelques cas dans lesquels des femmes esclaves tuèrent leurs maîtres, soit en les empoisonnant, soit en incendiant leurs domiciles et les sécheries de tabac. Les châtiments allaient du fouet ou du marquage à l'exécution pure et simple. En 1742, sept esclaves furent exécutés pour avoir tué leur maître.

La peur de voir éclater des révoltes d'esclaves semble être un des traits constants de la vie quotidienne sur les plantations. William Byrd, un riche Virginien propriétaire d'esclaves, écrivait en 1736 :

« Nous avons déjà quelque dix mille de ces descendants de Cham[1], prêts à prendre les armes. Et leur nombre s'accroît chaque jour, tant du fait des naissances que de leur importation. Au cas où paraîtrait un homme décidé à commettre des actes désespérés, il pourrait avec plus de réussite que Catilina provoquer une révolte des esclaves [...] et teinter de sang nos rivières – aussi larges soient-elles. »

Les propriétaires esclavagistes développèrent, afin de préserver leur réserve de main-d'œuvre et leur mode de vie, un système aussi complexe qu'efficace – un système à la fois subtil et brutal, appliquant les stratégies dont usent à tout coup les classes socialement privilégiées afin de faire en sorte que le pouvoir et la richesse demeurent aux mains de ceux qui les possèdent déjà. Ainsi que le remarque Kenneth Stamp : « Un maître avisé ne pouvait sérieusement croire que les nègres étaient par nature des esclaves. Il savait. Il savait que les nègres, dès leur arrivée, devaient être couverts de chaînes ; que chaque génération d'esclaves devait être soigneusement domptée. Ce n'était pas une tâche facile car ceux que l'on enchaîne ne se soumettent jamais de bon gré. Plus encore, ils se soumettent rarement complètement. Dans la plupart des cas, la nécessité de veiller au grain était permanente – du moins tant que le grand âge n'avait pas réduit l'esclave à la plus complète vulnérabilité. »

La méthode était en même temps physique et psychologique. On enseignait la discipline aux esclaves. On leur inculquait – encore et encore – le sentiment de leur propre infériorité. Ils devaient « savoir quelle était leur place ». On leur apprenait, en détruisant leur personnalité, à considérer la noirceur de leur peau comme le signe même de leur subordination et à craindre le pouvoir du maître. Pour en arriver là, on imposait à l'esclave la discipline d'un travail harassant, la rupture systématique des liens familiaux, l'effet anesthésiant de la religion (qui pouvait parfois, néanmoins, de l'avis même d'un propriétaire esclavagiste, causer d'« énormes dégâts »), la destruction du sentiment communautaire identitaire (en distinguant esclaves aux champs et esclaves domestiques, plus privilégiés) et, pour finir, le pouvoir de la loi et celui, plus prosaïque, des surveillants qui menaçaient perpétuellement du fouet, du fer rouge, de la mutilation et bien sûr de la mort. Le code de Virginie de 1705 prévoyait la mutilation. Le Maryland approuva, en 1723, une loi proposant de couper les oreilles aux esclaves qui frapperaient des Blancs et, pour des crimes plus

1. Cham, fils de Noé. Suite à la faute qu'il commit en regardant son père nu, son fils Canaan fut condamné par Noé à devenir l'esclave de ses oncles Sem et Japhet.

sérieux, de recourir à la pendaison, à l'écartèlement et à l'exposition des cadavres en public.

Malgré cela, quelques révoltes eurent quand même lieu – peu nombreuses, certes, mais suffisamment tout de même pour nourrir une crainte constante parmi les planteurs blancs. La première révolte d'envergure dans les colonies d'Amérique du Nord eut lieu dans la colonie de New York en 1712. Les esclaves y représentaient 10 % de la population globale – la proportion la plus élevée parmi tous les États du Nord, dont les activités économiques ne demandaient pas un grand nombre d'esclaves agricoles. Quelque vingt-cinq esclaves et deux Indiens incendièrent un bâtiment et tuèrent neuf Blancs qui étaient accourus sur les lieux. Capturés par les soldats, ils furent jugés et, pour vingt et un d'entre eux, exécutés. Le rapport du gouverneur de l'État, adressé aux autorités anglaises, précise que « certains ont été brûlés vifs, d'autres pendus, un autre roué et un autre encore traîné vivant, couvert de chaînes, à travers toute la ville ». Un autre agonisa sur le bûcher durant huit à dix heures simplement pour servir d'avertissement aux autres esclaves.

En 1720, un courrier adressé de Caroline du Sud à un destinataire londonien offre le récit suivant : « À présent, je vous dirai comment tout dernièrement s'est tramé ici un complot de nègres dans le dessein d'assassiner tous les Blancs du comté et de s'emparer de Charleston. Heureusement, il plut à Dieu que ce complot fût découvert et que nombre des comploteurs fussent capturés, dont quelques-uns ont été brûlés vifs, d'autres pendus et d'autres encore bannis. »

À peu près à la même époque, les esclaves noirs furent accusés de nombreux incendies qui éclatèrent à Boston et à New Haven. Un esclave fut exécuté à Boston pour cette raison et le conseil de la ville décida que tout Noir participant volontairement à un groupe de deux individus ou plus serait passible du fouet.

En 1739, à Stono (Caroline du Sud), vingt esclaves se rebellèrent, tuant deux surveillants d'entrepôts, et volèrent des fusils et de la poudre avant de s'enfuir vers le sud, tuant et incendiant tout sur leur passage. Ce groupe fut rejoint par d'autres et finit par compter quatre-vingts esclaves qui, selon certains témoignages de l'époque, « progressaient au son des tambours en criant "liberté" et en brandissant des drapeaux ». La milice les rattrapa. Près de cinquante esclaves et vingt-cinq Blancs trouvèrent la mort dans la bataille qui mit fin à la rébellion.

Herbert Aptheker, qui a étudié en détail la résistance des esclaves en Amérique du Nord pour la rédaction de son livre *American*

Negro Slave Revolts, dénombre près de deux cent cinquante révoltes ou conspirations réunissant au moins dix personnes.

De temps à autre, des Blancs se trouvaient également impliqués dans ces sursauts de résistance des esclaves. Dès 1663, des serviteurs blancs sous contrat et des esclaves noirs du comté de Gloucester (Virginie) avaient fomenté un complot afin de se rendre libres. Ils furent trahis et, pour certains, exécutés. Mullin rapporte quant à lui que les avis de la presse virginienne concernant les fugitifs avertissaient régulièrement les Blancs « mal avisés » contre les dangers d'accueillir les esclaves en fuite. Parfois, esclaves et hommes libres partaient ensemble ou commettaient ensemble des crimes. D'autres fois, c'étaient des esclaves de sexe masculin qui s'enfuyaient pour rejoindre des femmes blanches. Enfin, de temps en temps, des Blancs, capitaines de navires ou bateliers, s'entendaient avec des fugitifs et allaient jusqu'à les enrôler dans leurs équipages.

À New York, en 1741, on comptait dix mille Blancs et deux mille esclaves noirs. L'hiver avait été rude et les pauvres – esclaves ou hommes libres – avaient affreusement souffert. Lorsque de mystérieux incendies éclatèrent, quelques Blancs et certains esclaves furent accusés d'avoir conspiré. Après un procès où les fausses accusations s'ajoutaient aux aveux forcés, quatre Blancs – deux hommes et deux femmes – furent exécutés, dix-huit esclaves furent pendus et treize autres brûlés vifs.

Une seule chose, dans les nouvelles colonies américaines, effrayait plus encore que les soulèvements de Noirs : la possibilité que certains Blancs mécontents se joignent alors aux esclaves pour renverser l'ordre établi. En effet, au cours de cette première période de l'esclavage en particulier, on pouvait envisager une coopération – avant que le racisme ne s'impose comme une opinion commune et alors que les serviteurs blancs sous contrat étaient souvent traités aussi durement que les esclaves. Selon Edmund Morgan, « il apparaît que les deux groupes dominés se considéraient, à l'origine, comme soumis aux mêmes conditions terribles. Les serviteurs et les esclaves s'enfuyaient parfois ensemble, volaient des cochons ensemble ou s'enivraient ensemble. Il leur arrivait également de faire l'amour les uns avec les autres. Lors de la révolte de Bacon[1], l'un des derniers groupes à se rendre était composé de quatre-vingts Noirs et vingt serviteurs anglais ».

Toujours selon Morgan, certains maîtres, « du moins à l'origine, percevaient les esclaves à peu près comme ils avaient toujours perçu les serviteurs. [...] C'est-à-dire comme des individus paresseux,

1. Voir chapitre 3, « Ces individus de vile et indigne condition ».

irresponsables, hypocrites, ingrats et malhonnêtes ». En outre, « si des hommes libres, au désespoir, avaient dû faire cause commune avec des esclaves également désespérés, les conséquences auraient pu dépasser en violence tout ce que Bacon lui-même avait pu commettre ».

Aussi prit-on des mesures. À peu près à l'époque où l'Assemblée de Virginie promulguait les « codes » des esclaves, avec leur batterie de mesures disciplinaires et punitives, « la classe dirigeante virginienne, ayant proclamé que tous les hommes blancs étaient supérieurs aux Noirs, finit par offrir aux individus socialement inférieurs (mais blancs cependant) un certain nombre de privilèges qui leur avaient été jusque-là refusés. En 1705, une loi fut votée qui demandait aux maîtres de fournir aux serviteurs blancs dont le contrat prenait fin dix boisseaux de céréales, trente shillings et une arme ; et aux femmes quinze boisseaux de céréales et quarante shillings. En outre, les domestiques devenus libres se voyaient attribuer vingt hectares de terre ».

Puis Morgan conclut en précisant que « lorsque le petit planteur se sentit moins opprimé par la fiscalité et qu'il commença à prospérer un peu, il devint également moins incontrôlable, moins dangereux et plus respectable. Il pouvait s'autoriser à considérer son riche voisin comme un puissant protecteur de leur intérêt commun plutôt que comme un exploiteur ».

Nous voyons désormais, en Amérique, un réseau complexe de dispositions historiques prendre les Noirs au piège de l'esclavage : la détresse des colons affamés, la terrible vulnérabilité des Africains déportés, l'avidité irrépressible des négriers et des planteurs, la tentation des Blancs pauvres d'accéder à un statut social supérieur, les mesures de contrôle pour empêcher l'évasion et la rébellion, et enfin le châtiment à la fois légal et social de toute collaboration entre Noirs et Blancs.

Il faut insister sur le fait que les différents composants de ce réseau sont historiques et non « naturels ». Cela ne signifie pas que l'on puisse aisément les dénouer ou les déconstruire. Cela signifie seulement qu'il existe une possibilité pour que, dans des conditions historiques qui n'existent pas encore, les choses puissent se passer autrement. Une de ces conditions serait l'élimination de cette exploitation de classe qui a rendu les Blancs pauvres si désespérément avides de la moindre amélioration de leur statut et qui a empêché cette coopération entre Noirs et Blancs, absolument nécessaire à un soulèvement commun en vue d'une reconstruction.

Aux environs de 1700, la Chambre des bourgeois de Virginie annonçait que « les serviteurs de Dieu dans ce pays appartiennent,

pour la plupart, à la pire engeance que l'on puisse trouver en Europe. En outre, un si grand nombre d'Irlandais et d'individus originaires d'autres nations sont arrivés ici – parmi lesquels nombre d'anciens soldats ayant pris part aux guerres récentes – que, dans les conditions actuelles, il nous est à peine possible de les gouverner. S'il fallait leur confier des armes et qu'ils aient la possibilité de tenir des assemblées, nous aurions de bonnes raisons de craindre qu'ils ne se soulèvent contre nous ».

Il s'agit là de l'expression d'une certaine conscience de classe, ou plus précisément d'une peur de classe. On s'arrangea donc, dans la toute jeune Virginie comme dans les autres colonies, pour calmer cette peur.

Chapitre III
Ces individus de vile et indigne condition

EN 1676, VINGT-SEPT ANS APRÈS SA FONDATION et un siècle avant qu'elle ne devienne le moteur de la Révolution américaine, la Virginie fut confrontée à une rébellion déclenchée par des Blancs vivant sur la Frontière qui furent rejoints plus tard par des esclaves et des serviteurs sous contrat. Une révolte si menaçante que le gouverneur fut contraint de fuir Jamestown, la capitale incendiée, et que l'Angleterre décida d'envoyer un millier de soldats outre-Atlantique dans l'espoir de maintenir l'ordre au sein de cette communauté d'environ quarante mille colons. C'est ce qu'on appelle la « révolte de Bacon ». Lorsque le soulèvement fut définitivement réprimé, Nathaniel Bacon étant mort et ses camarades pendus, un rapport de la commission royale dressa ainsi le portrait de son instigateur : « On pense qu'il était âgé de trente-quatre ou trente-cinq ans, la taille moyenne mais élancée, le cheveu noir ; il présentait un aspect sinistre, pensif et mélancolique. Ses arguties continuelles et nauséabondes transpiraient l'athéisme. [...] Il avait convaincu le vulgaire et les individus les plus ignorants (les deux tiers de la population de chaque comté sont de ce genre) que leurs espoirs et leur bonheur futur reposaient sur lui. Ensuite, il accusa le gouverneur de négligence, de corruption, de félonie et d'incurie. Il reprochait, en outre, aux lois et aux impôts d'être injustes et oppressifs. Il claironnait partout l'absolue nécessité d'un rééquilibrage. C'est ainsi que Bacon fomenta les troubles et, à mesure qu'une foule d'individus agités se joignaient à lui et adhéraient à ses idées, il les inscrivait sur une grande feuille, écrivant leur nom dans le désordre de manière à ce que les responsables des différents groupes ne puissent être identifiés. Après les avoir

organisés en groupe, leur avoir fait boire de l'eau-de-vie pour les subjuguer et leur avoir fait prêter serment de rester solidaires les uns des autres comme à son égard, il alla propager le virus de la révolte jusque dans le comté du New Kent. »

La révolte de Bacon éclate à propos d'un conflit concernant la manière de traiter les Indiens qui représentaient une menace pour ceux qui vivaient sur la Frontière de l'ouest. En effet, les colons blancs qui avaient été oubliés lors de la grande distribution foncière des environs de Jamestown étaient partis vers l'Ouest pour y trouver des terres. Là-bas, ils se trouvèrent confrontés aux Indiens. Ces Virginiens de la Frontière reprochaient-ils aux politiciens et aux propriétaires terriens qui gouvernaient la colonie depuis Jamestown de les avoir d'abord contraints à partir puis de sembler hésiter à les défendre contre les Indiens ? Cela expliquerait en tout cas le caractère particulier de cette révolte, que l'on ne peut clairement qualifier d'anti-aristocratique ou d'anti-indienne, tant elle participe des deux.

Quant au gouverneur William Berkeley et à ses collègues de Jamestown, se montraient-ils plus conciliants avec les Indiens – dont certains les servaient comme espions ou comme alliés – à présent qu'ils avaient eux-mêmes fait main basse sur les terres de l'Est et pouvaient se servir des Blancs de la Frontière comme d'un rempart, préservant ainsi une paix nécessaire ? Leur résolution de mettre fin à la révolte semble avoir eu deux motifs principaux : mettre en place une politique indienne visant à diviser les tribus afin de mieux les contrôler (à cette époque, en Nouvelle-Angleterre, au cours de ce qu'on appelle la « guerre du roi Philippe », Metacom, le fils du chef Massasoit, menaçait d'unir les tribus indiennes et ravageait certaines des colonies puritaines) ; faire comprendre aux Blancs pauvres de Virginie, par les démonstrations de force, par le recours aux troupes anglaises elles-mêmes et par les pendaisons à la chaîne, que la révolte ne paie pas.

La Frontière avait connu une escalade de la violence avant même que la révolte n'éclate. Des Indiens doegs s'étaient emparés de quelques cochons en compensation d'une dette non acquittée. Les Blancs tuèrent deux Indiens en récupérant les bêtes. Les Doegs envoyèrent alors un groupe de guerriers pour tuer un gardien de troupeau, après quoi une compagnie de miliciens tua à son tour vingt-quatre Indiens. Ce dernier épisode déclencha une série de raids de la part des Doegs qui, trop peu nombreux, se lancèrent dans une sorte de guérilla. La Chambre des bourgeois de Jamestown déclara alors la guerre aux Indiens tout en proposant de protéger ceux d'entre eux qui accepteraient de coopérer. Cela semble

avoir exaspéré les colons de la Frontière qui, paradoxalement, préféraient une guerre totale contre les Indiens, tout en supportant mal les impôts levés pour la financer.

En 1676, les temps sont durs. « Il y avait une véritable détresse, une profonde pauvreté. [...] Toutes les sources contemporaines évoquent les conditions économiques difficiles dans lesquelles vivaient la très grande majorité des gens », écrit Wilcomb Washburn qui, au travers des registres coloniaux britanniques, s'est livré à une analyse approfondie de la révolte de Bacon. L'été avait été très sec, ruinant la récolte de maïs indispensable à la survie et la récolte du tabac destiné à l'exportation. Le gouverneur Berkeley, alors septuagénaire et fatigué des responsabilités, déplorait, avec une certaine lassitude, le sort du « malheureux homme qui gouverne un peuple dont au moins six individus sur sept sont pauvres, endettés, mécontents et armés ».

« Six individus sur sept » : cela suggère qu'il existait tout de même une classe supérieure relativement aisée. Tel était bien le cas, en effet, en Virginie. Bacon lui-même en était issu et possédait un bon bout de terre. Il était sans doute plus enthousiaste à l'idée de tuer des Indiens qu'à celle de jouer les redresseurs de torts au bénéfice des pauvres. Malgré cela, il devint le porte-parole du ressentiment de la majorité de ces pauvres à l'encontre de l'*establishment* virginien et fut élu, au printemps 1676, à la Chambre des bourgeois. Lorsqu'il prôna la mise en place, en dehors de tout contrôle officiel, de détachements armés pour combattre les Indiens, le gouverneur Berkeley l'accusa de rébellion et le fit emprisonner. Immédiatement, deux mille colons de Virginie marchèrent sur Jamestown pour lui apporter leur soutien. Berkeley fit libérer Bacon après une promesse de repentance publique. Mais Bacon s'échappa, reforma ses milices et se mit à harceler les Indiens.

La « Déclaration du peuple » rédigée par Bacon en juillet 1676 présente un mélange de ressentiments populistes à l'encontre des riches et de cette haine des Indiens caractéristique des habitants de la Frontière. Il reprochait à l'administration Berkeley ses impôts injustes, son favoritisme, sa mainmise sur le commerce des fourrures et son abandon des fermiers confrontés aux Indiens. Bacon attaqua les Indiens pamunkeys, généralement considérés comme inoffensifs, en tua huit, fit des prisonniers et s'empara de leurs biens.

On sait que, au sein de l'armée rebelle de Bacon comme dans l'armée officielle de Berkeley, la base n'était pas aussi enthousiaste que les chefs. Selon Washburn, on déserta massivement des deux côtés. À l'automne 1676, âgé de vingt-neuf ans, Bacon tomba malade et mourut, victime, selon un contemporain, « de la vermine

qui rongeait son corps ». Un pasteur, qui apparemment ne l'appréciait guère, rédigea son épitaphe :

Bacon est mort et si j'ai le cœur gros
C'est que poux et hasard ont frustré le bourreau.

La révolte ne lui survécut pas longtemps. Un navire armé de trente canons et croisant le long de la York River assura le retour à l'ordre. Son capitaine, Thomas Grantham, utilisa la force et la ruse pour désarmer les derniers bastions rebelles. Lorsqu'il s'attaqua à la principale place forte de la révolte, il y trouva quatre cents Noirs et Anglais en armes, un mélange d'hommes libres, de serviteurs sous contrat et d'esclaves. Après avoir reçu l'assurance d'un pardon pour tous et de la liberté pour les esclaves et les contractuels, la plupart des insurgés rendirent les armes et se dispersèrent, à l'exception de quatre-vingts esclaves et vingt Anglais qui ne purent s'y résoudre. Grantham promit alors de les conduire jusqu'à une autre garnison, en contrebas de la rivière. Mais, lorsqu'ils furent à bord, il les menaça de ses canons, les désarma et reconduisit finalement esclaves et domestiques chez leurs maîtres respectifs. Les dernières garnisons rebelles furent soumises les unes après les autres et vingt-trois chefs de la révolte furent pendus.

La Virginie présentait un engrenage complexe de forces oppressives. Les Indiens étaient pillés par les fermiers de la Frontière, lesquels étaient exploités et fermement contrôlés par l'élite de Jamestown. Quant à la colonie dans son ensemble, elle était la proie de l'Angleterre, qui dictait le prix auquel elle achetait le tabac des colons, rapportant quelque 100 000 livres par an au roi. Berkeley lui-même, quelques années plus tôt, lors d'un voyage en Angleterre destiné à protester contre les Navigation Acts anglais qui conféraient aux négociants britanniques un véritable monopole sur le commerce colonial, affirmait que les colons ne pouvaient pas « ne pas éprouver quelque aigreur quand quarante mille personnes se voient dépouillées au profit de quarante négociants à peine qui, étant les seuls acheteurs de notre tabac, nous en donnent ce qu'ils jugent bon et le vendent au prix qui leur convient. De fait, ces négociants trouvent en nous quarante mille laquais à des prix bien plus bas que ne les rêveraient les propriétaires d'esclaves ».

De l'avis du gouverneur lui-même, la révolte à laquelle il était confronté recevait le soutien massif de la population virginienne. Un membre de son conseil confiait que la désertion était « quasi générale » et la mettait au compte des « dispositions dévoyées de certains individus de condition malheureuse ». Individus qui

nourrissaient « le vain espoir d'arracher le pays aux mains de Sa Majesté pour s'en occuper eux-mêmes ». Un autre membre du conseil du gouverneur, Richard Lee, faisait remarquer que la révolte de Bacon avait eu pour origine des questions de politique indienne. Mais « l'inclination certaine que la multitude » avait montré à l'égard de Bacon était due selon lui à des « penchants égalitaires ».

En particulier en matière de ressources économiques. L'égalité devait être le moteur de bien des revendications de Blancs pauvres contre les riches, dans toutes les colonies anglaises, au cours du siècle et demi qui précéda la Révolution américaine.

Les serviteurs qui participèrent à la révolte de Bacon appartenaient à cette vaste sous-classe de Blancs misérables dont les administrations des cités européennes, où ils avaient vécu avant de s'installer dans les colonies d'Amérique du Nord, souhaitaient se débarrasser. En Angleterre, le développement du commerce et du capitalisme aux XVIe et XVIIe siècles et l'*enclosure* des terres pour rentabiliser la production de laine provoquèrent un afflux de pauvres hères dans les villes. Sous le règne de la reine Élisabeth, des lois furent votées afin de les punir, de les faire travailler dans des hospices ou de les exiler. La définition élisabéthaine des « scélérats et vagabonds » comprenait « toute personne qui se prétend étudiant mais mendie dans les rues; les marins qui sous prétexte d'avoir tout perdu, y compris leur navire en mer, vont mendiant à travers le pays ; tout individu oisif, errant dans le pays soit en mendiant soit en usant de subterfuge ou en organisant des paris illégaux ; [...] musiciens et ménestrels errant de-ci, de-là [...] ; tous les vagabonds et travailleurs ordinaires parfaitement valides mais passant leur journée dans l'oisiveté ou refusant de travailler pour les salaires raisonnables communément pratiqués ».

De tels individus, pris en flagrant délit de mendicité, pouvaient se voir saisis, dénudés jusqu'à la taille et fouettés jusqu'au sang, ou bien encore expulsés de la ville, internés dans des hospices ou déportés.

Aux XVIe et XVIIe siècles, par l'exil forcé, par tromperies, promesses, mensonges, enlèvements, ou motivés par l'urgente nécessité d'échapper aux dures conditions de vie de la mère patrie, les pauvres gens désireux de s'expatrier en Amérique constituèrent une source de profit pour les marchands, les négociants, les capitaines de navires et, finalement, pour leurs maîtres américains. Abbot Smith, dans son étude de la domesticité sous contrat, *Colonists in Bondage*, affirme que « parmi l'ensemble complexe des forces qui motivèrent l'émigration vers les colonies américaines, il en est une qui apparaît clairement comme la plus décisive pour le départ des

serviteurs sous contrat : les profits financiers que l'on pouvait tirer de leur transportation par bateau. »

Après avoir signé le contrat par lequel ils acceptaient de s'acquitter du prix de leur voyage en travaillant pour un maître pendant cinq à sept ans, les émigrants étaient souvent emprisonnés jusqu'à ce que le bateau quitte le port afin qu'ils n'aient aucune chance de s'enfuir. En 1619, la Chambre des bourgeois de Virginie, première assemblée représentative d'Amérique née cette année-là (qui est aussi celle de l'arrivée des premiers esclaves noirs), statua sur l'enregistrement et l'application des contrats entre maîtres et serviteurs. Comme dans n'importe quel contrat liant deux parties d'inégal pouvoir, il y avait égalité sur le papier mais inégalité dans la pratique, les contrats étant bien plus favorables aux maîtres qu'aux serviteurs.

La traversée vers l'Amérique durait huit, dix, voire douze semaines, pendant lesquelles les serviteurs étaient entassés dans les navires avec le même souci de rentabilité que pour les transports d'esclaves. Quand le temps était mauvais ou que le voyage durait trop longtemps, la nourriture venait à manquer. Le *Sea-Flower*, qui avait quitté Belfast en 1741, mit seize semaines à effectuer la traversée. Lorsqu'il parvint à Boston, quarante-six des cent six passagers étaient morts de faim et six d'entre eux avaient servi de repas aux survivants. Sur un autre transport, trente-deux enfants moururent de faim ou de maladies et furent jetés par-dessus bord. Gottlieb Mittelberger, un musicien qui fit le voyage d'Allemagne en Amérique aux alentours de 1750, écrivait à propos de son voyage : « Au cours du voyage, le bateau montre de nombreux et terribles signes de détresse – odeurs, relents nauséabonds, horreurs, vomissures, diverses sortes de mal de mer, fièvre, dysenterie, maux de tête, chaleur, constipation, infections, scorbut, tumeurs, dents pourries et autres affections du même genre. Et tout cela à cause d'une nourriture avariée et trop salée, en particulier la viande, et également de la piètre qualité d'une eau répugnante. [...] À bord de notre bateau, un jour de grande tempête, une femme sur le point de donner la vie, mais incapable de le faire étant donné les circonstances, fut jetée à la mer. »

Les serviteurs sous contrat étaient achetés et vendus comme des esclaves. Une annonce parue dans la *Virginia Gazette* du 28 mars 1771 nous informe que « le *Justitia* vient d'arriver de Leedstown avec à son bord une centaine de serviteurs hommes, femmes et enfants, tous valides. [...] La vente débutera le 2 avril ».

Pour infirmer les contes de fées sur les excellentes conditions de vie aux Amériques, on peut citer d'autres témoignages, telle cette lettre par laquelle un immigrant américain avertit que « quiconque

se trouve bien en Europe fera bien d'y rester. Ici, c'est la misère et le désespoir, comme partout ailleurs et même incomparablement pire qu'en Europe pour les individus de certaine condition ».

Les coups et le fouet se pratiquaient communément. Les domestiques femmes étaient souvent violées. Un témoin rapporte qu'il a « vu un surveillant donner des coups de canne sur la tête d'un domestique jusqu'à ce que le sang coule et cela pour une faute dont il ne vaut même pas la peine de parler ». Les archives de la cour de justice du Maryland font état de nombreux suicides chez les serviteurs sous contrat. En 1671, Berkeley, gouverneur de Virginie, note qu'au cours des années précédentes quatre serviteurs sur cinq mouraient de maladie assez rapidement après leur arrivée. La plupart étaient de misérables enfants ramassés par centaines dans les rues des villes anglaises et expédiés en Virginie pour y travailler.

Le maître s'acharnait à contrôler totalement la vie sexuelle de ses serviteurs. Dans son intérêt économique, les femmes ne devaient pas se marier ni avoir de relations sexuelles. En effet, la grossesse aurait empêché le travail. Benjamin Franklin, sous le pseudonyme de Bonhomme Richard, donnait en 1736 ces quelques conseils à ses lecteurs : « Arrangez-vous pour que vos servantes soient loyales, solides et parfaitement dénuées de charmes. »

Les serviteurs ne pouvaient se marier sans l'autorisation du maître. Ils pouvaient être séparés de leur famille et recevoir le fouet pour diverses offenses. Dans la Pennsylvanie du XVII[e] siècle, la législation stipulait que l'on devait « poursuivre le mariage contracté sans l'autorisation du maître [...] au même titre que l'adultère, la fornication et les naissances d'enfants supposés bâtards ».

Bien qu'il existât des lois coloniales pour réfréner les excès de violence contre les serviteurs, elles n'étaient que rarement appliquées si l'on en croit la très complète étude de Richard Morris, *Government and Labor in Early America*. Les serviteurs ne pouvaient pas participer aux jurys. Les maîtres, eux, le pouvaient. En outre, ne possédant rien en propre, les serviteurs ne pouvaient pas voter. En 1666, une cour de justice de Nouvelle-Angleterre accusa un couple d'avoir provoqué la mort d'un serviteur après que la maîtresse lui eut tranché les orteils. Ils furent acquittés par le jury. Dans les années 1660, en Virginie, un maître fut condamné pour le viol de deux serviteurs. Il était aussi connu pour battre sa femme et ses enfants. Il avait déjà enchaîné et fouetté un serviteur jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le maître fut réprimandé par la cour mais acquitté pour les deux viols malgré des preuves accablantes.

Certains serviteurs se révoltaient, mais on ne rencontre pas sur le continent le même genre de soulèvement général que ceux qui

avaient pu se produire, par exemple, à La Barbade dans les Antilles (Abbot Smith suggère que les chances de succès étaient sans doute plus grandes sur une petite île).

Cependant, dans le comté de York (Virginie), en 1661, un serviteur nommé Isaac Friend proposa à l'un de ses camarades, par dégoût pour la nourriture, de former « un groupe de quarante d'entre eux et de se procurer des armes. Lui se chargeait de les guider et serait le premier à crier tout au long de leur parcours : "Qui veut être libre et se défaire de ses chaînes ?" Ils seraient sans nul doute nombreux à se joindre à eux et ils iraient alors par tout le pays et tueraient ceux qui montreraient le moindre signe d'opposition. Enfin, ils seraient libres ou bien mourraient ». Le plan ne se réalisa jamais. En revanche, deux ans plus tard, dans le comté de Gloucester, d'autres serviteurs préparèrent un soulèvement général. Dénoncés par l'un d'entre eux, quatre des conspirateurs furent exécutés. On accorda la liberté au délateur ainsi que cinq mille livres de tabac. Malgré la rareté des soulèvements de serviteurs sous contrat, la menace subsistait et les maîtres vivaient dans la crainte.

Jugeant leur situation intolérable et comprenant que les soulèvements étaient voués à l'échec dans cette société de mieux en mieux organisée, les travailleurs sous contrat tentèrent leur chance individuellement. Les archives des cours de comtés de Nouvelle-Angleterre font état d'un serviteur qui avait donné un coup de fourche à son maître. Un autre fut accusé d'avoir « levé la main sur son maître, de l'avoir jeté à terre deux fois de suite en faisant couler le sang, d'avoir menacé de lui tordre le cou en brandissant une chaise ». Une domestique fut traînée devant la justice sous prétexte qu'elle était « mauvaise, indisciplinée, rétive, négligente, maladroite et désobéissante ».

Après la participation d'un certain nombre de serviteurs à la révolte de Bacon, la Virginie vota des lois qui punissaient les serviteurs rebelles : « Attendu que de nombreux serviteurs mal avisés lors de la scandaleuse rébellion qui eut lieu dernièrement ont tiré avantage de ces temps de relâchement et de liberté pour quitter leur service et se joindre aux rebelles, en négligeant complètement le travail dû à leurs maîtres et de ce fait causant auxdits maîtres de graves dommages et pertes. »

Deux compagnies de soldats britanniques furent cantonnées en Virginie pour parer à tout trouble futur. Leur présence était justifiée en ces termes auprès du commissaire royal au Commerce et aux Plantations de l'époque : « La Virginie est aujourd'hui plus pauvre et plus peuplée que jamais. On y craint grandement des soulèvements parmi les serviteurs. Étant donné le terrible état de nécessité

où ils se trouvent et le manque de vêtements, ils pourraient bien décider de piller les entrepôts et les navires. »

Fuir était finalement plus facile que se révolter. Se fondant sur l'étude de la presse locale, Richard Morris rappelle : « De nombreux cas de désertion massive de la part des serviteurs blancs eurent lieu dans les colonies du Sud. [...] L'atmosphère de la Virginie du XVIIe siècle était lourde de complots et de rumeurs concernant des conspirations de serviteurs en fuite. » Les archives de la cour de justice du Maryland font état, dans les années 1650, d'une conspiration d'une douzaine de domestiques ayant pour objectif de s'emparer d'un navire et de se défendre les armes à la main si on les en empêchait. Ils furent capturés et fouettés.

Le système de contrôle était impressionnant. Les étrangers devaient présenter leurs passeports et les certificats prouvant qu'ils étaient des hommes libres. Des accords furent passés entre colonies pour permettre l'extradition des serviteurs en fuite – origine de la clause constitutionnelle américaine qui stipule qu'« une personne qui, tenue à un service ou un travail dans un État [...], s'échapperait dans un autre [...] sera livrée ».

Les serviteurs se mettaient parfois en grève. En 1663, au Maryland, un maître se plaignit devant les juges que ses serviteurs avaient « péremptoirement et positivement refusé de se rendre au travail ». Les domestiques se justifièrent en affirmant qu'ils ne mangeaient que « des pois secs et du pain. [...] Nous sommes si faibles que nous se sommes pas en mesure de faire ce qu'il nous impose ». Ils furent condamnés par la cour à recevoir trente coups de fouet.

Plus de la moitié des colons qui abordèrent sur les rives de l'Amérique du Nord coloniale y arrivèrent en qualité de travailleurs sous contrat. La plupart étaient Anglais au XVIIe siècle, Allemands et Irlandais au XVIIIe siècle. Ils étaient de plus en plus remplacés par des esclaves lorsqu'ils choisissaient la liberté ou que leur temps était fini. Néanmoins, en 1755, les serviteurs blancs représentaient toujours 10 % de la population du Maryland.

Que devenaient ces domestiques une fois libres ? De nombreuses histoires édifiantes nous les montrent devenus prospères, propriétaires terriens, ayant acquis une certaine respectabilité sociale. Pourtant, Abbot Smith, après une étude détaillée de la question, considère pour sa part que la société coloniale était « rien moins que démocratique et en tout cas nullement égalitaire. Elle était dominée par des individus assez riches pour se permettre de faire travailler les autres à leur compte ». En outre, « ces hommes étaient rarement issus d'un milieu de travailleurs sous contrat et quasiment aucun ne l'avait été lui-même ».

Si l'on veut bien passer sur le mépris que manifeste Abbot Smith à l'égard de ces serviteurs, qu'il considère comme « des hommes et des femmes sales et paresseux, rudes, ignorants, lubriques et souvent criminels », qui « volaient et vagabondaient, avaient des enfants naturels et propageaient dans la société leurs maladies honteuses », nous découvrons qu'« un individu sur dix était valide et fort et pourrait, avec de la chance, survivre au travail "saisonnier", aller au bout de son contrat, obtenir des terres et devenir relativement prospère ». Sur ces dix, un autre encore, peut-être, pourrait devenir surveillant ou artisan. Les autres, c'est-à-dire les 80 % qui étaient « sans nul doute [...] des individus paresseux, sans avenir et déficients [...], mouraient pendant leur service, retournaient ensuite en Angleterre ou devenaient de "misérables Blancs" ».

Cette analyse de Smith est confirmée par une étude plus récente sur les travailleurs sous contrat du Maryland au XVIIe siècle, qui révèle que les premières générations de serviteurs devinrent propriétaires terriens et relativement actifs dans la vie politique de la colonie. En revanche, à partir de la seconde moitié du siècle, plus de 50 % d'entre eux – et ce même après dix ans de liberté – ne possédaient toujours rien. Les serviteurs devenaient fermiers, fournissant de la main-d'œuvre à bas prix pour les grands propriétaires, tant au cours de leur période de servitude qu'après.

Il apparaît donc assez clairement que la distinction de classes s'est accentuée dès l'époque coloniale. Le fossé entre pauvres et riches devint de plus en plus marqué. En 1700, il y avait environ cinquante familles fortunées en Virginie, dont la richesse s'élevait à 50 000 livres (une somme énorme pour l'époque), et qui vivaient du travail des esclaves noirs et des serviteurs blancs sous contrat, possédaient des plantations, siégeaient au conseil de la colonie et exerçaient les magistratures locales. Dans le Maryland, les colons étaient gouvernés par un grand propriétaire terrien, auquel le roi lui-même avait accordé un droit de contrôle total sur la colonie. Il y eut entre 1650 et 1689 plusieurs soulèvements contre cet individu.

Les Constitutions fondamentales des Carolines avaient été rédigées dans les années 1660 par John Locke, généralement considéré comme l'inspirateur philosophique des Pères Fondateurs et du système américain. La constitution de Locke met en place une aristocratie de type féodal, au sein de laquelle huit « barons » posséderont 40 % des terres de la colonie, que seul un baron pourra gouverner. Lorsque la Couronne administra directement la Caroline du Nord après un soulèvement contre le système de propriété dans cette colonie, de riches spéculateurs se saisirent de près de 200 000 hectares des meilleures terres le long de la côte. Les

pauvres, désespérant de posséder eux aussi des terres, s'installèrent sans droits de propriété (le *squatting*) sur des parcelles de terrain et luttèrent, tout au long de la période pré-révolutionnaire, contre la prétention des grands propriétaires à leur faire payer des loyers.

Le travail de Carl Bridenbaugh sur les villes coloniales américaines, *Cities in the Wilderness*, révèle un système de classes bien défini : « Les premiers dirigeants de Boston étaient des *gentlemen* considérablement riches qui, avec le soutien des autorités religieuses, désiraient à tout prix préserver, en Amérique, l'organisation sociale qui prévalait dans la mère patrie. Par leur mainmise sur le commerce et les échanges, par leur domination politique sur les habitants à travers le clergé et les assemblées municipales comme par de savantes stratégies maritales, les membres de cette petite oligarchie posèrent au XVIIe siècle les fondations d'une sorte d'aristocratie bostonienne. »

En 1630, dès la naissance de la colonie de la Baie du Massachusetts, le gouverneur John Winthrop avait exprimé la philosophie de ses dirigeants : « De tous temps il y a eu des riches et des pauvres, des personnalités éminentes et placées au sommet de la hiérarchie du pouvoir, et d'autres misérables et vivant dans la sujétion. »

Les riches négociants édifiaient des propriétés ; les gens « de qualité » se déplaçaient en carrosse ou en chaise à porteurs, se faisaient portraiturer, portaient perruque et s'empiffraient de nourritures riches et de vin de Madère. Une pétition adressée de Deerfield (Massachusetts) et présentée devant la cour générale de la colonie en 1678 déclarait que ses membres seraient sans doute « satisfaits d'apprendre que l'essentiel et le meilleur des terres, tant en qualité et par leur localisation – puisque situées au centre même de la ville – qu'en quantité (près de la moitié), appartient à huit ou neuf propriétaires seulement ».

À Newport (Rhode Island), Bridenbaugh découvre que, comme à Boston, « les assemblées municipales, bien qu'apparemment démocratiques, étaient, année après année, contrôlées par le même groupe d'aristocrates négociants qui occupaient la plupart des postes importants ». Un observateur contemporain décrit les négociants de Newport comme « des hommes en manteaux et gilets d'un rouge flamboyant, ornés de dentelles et de franges d'un jaune éclatant. Les Sly Quakers, qui ne peuvent se permettre de si charmants accoutrements, n'en apprécient pas moins les beaux atours et arborent de remarquables rouflaquettes ».

L'aristocratie new-yorkaise était la plus ostentatoire de toutes. Bridenbaugh évoque des « rideaux en poils de chameau, des guéridons japonais, des lunettes cerclées d'or, des épinettes et de

monumentales horloges, [...] des meubles richement incrustés, des bijoux et de la vaisselle en argent [...] et des serviteurs noirs ».

Durant la période coloniale, New York était une sorte de royaume féodal. Les Hollandais y avaient mis en place un système de clientélisme le long de l'Hudson avec d'énormes propriétés foncières, sur lesquelles certains barons contrôlaient entièrement la vie de leurs fermiers. En 1689, la plupart des revendications des populations pauvres s'exprimèrent à travers un soulèvement de fermiers, la révolte de Jacob Leister et de son groupe. Leister fut pendu et l'attribution de gigantesques domaines fonciers aux barons se poursuivit. Sous le gouverneur Benjamin Fletcher, les trois quarts des terres de l'État de New York furent attribués à un petit groupe de trente individus. En outre, Fletcher offrit à un ami 200 000 hectares de terrain en échange d'un ridicule loyer de trente shillings. Sous lord Cornburry, au début du XVIIe siècle, on attribua à un groupe de spéculateurs quelque 800 000 hectares.

En 1700, les autorités religieuses de la ville de New York demandèrent une attribution de fonds au conseil municipal : « Les appels à l'aide des faibles et des miséreux nous paraissent extrêmement préoccupants. » Dans les années 1730, on commença à exiger régulièrement la mise en place d'institutions spécifiques afin d'empêcher que « d'innombrables mendiants viennent vagabonder quotidiennement dans les rues ». Une résolution du conseil municipal stipule que, « étant donné leur état nécessiteux et misérable, le nombre et l'augmentation constante des pauvres de la ville représentent un phénomène important [...], et divers méfaits sont commis dans ladite ville par ceux qui par paresse ou par désœuvrement se livrent à la débauche et sont passés maîtres en matière de vol et de dévergondage. Il y sera remédié [...] par l'édification [...] d'un bâtiment sain, solide et approprié ».

Ce bâtiment en briques de deux étages prit le nom d'« Asile de pauvres, hospice de travail et maison de correction ».

Une lettre, adressée en 1737 au *Journal* new-yorkais de Peter Zenger, dresse un portrait des malheureux gamins qui traînaient alors dans les rues de New York, « objets d'apparence humaine, à moitié morts de faim et de froid. Leurs vêtements laissent paraître coudes et genoux, cheveux hirsutes. [...] De quatre à quatorze ans, ils passent leurs journées dans la rue, [...] puis ils sont mis en apprentissage forcé pendant quatre, cinq ou six ans ».

La population des colonies s'accrut rapidement au cours du XVIIIe siècle. Les colons anglais furent rejoints par les Irlandais, les Écossais et les Allemands. Les esclaves noirs arrivèrent en masse. De 8 % de la population en 1690, ils passent à 21 % en 1770.

Quant à la population globale, de deux cent cinquante mille en 1700, elle bondit à un million six cent mille en 1760. L'agriculture se développait en même temps que les petites industries. Le transport maritime et le commerce crûrent eux aussi. Boston, New York, Philadelphie et Charleston doublèrent, voire triplèrent de taille.

Une croissance dont les classes aisées tirèrent l'essentiel des profits tout en monopolisant tous les pouvoirs. Un historien découvrit, à l'étude des registres fiscaux de Boston des années 1687 à 1771, que sur les six mille habitants de 1687 un millier seulement étaient propriétaires – et que parmi ces derniers les 5 % les plus fortunés, c'est-à-dire un petit 1 % de la population globale, se composaient de cinquante individus possédant 25 % des richesses. En 1770, 1 % toujours en détenait 44 %.

À mesure que la population de Boston s'accroissait, entre 1687 et 1770, le pourcentage d'adultes mâles qui vivaient dans la misère, louaient des chambres ou dormaient dans des taudis, ne possédant rien en propre, passa de 14 % à 29 %. Rappelons que perdre le titre de propriétaire signifiait perdre du même coup le droit de vote.

Partout, les pauvres luttaient pour rester en vie et parfois même pour ne pas mourir tout bonnement de froid. Au cours des années 1730, toutes les villes des colonies américaines construisirent des hospices qui ne recevaient pas seulement les vieux, les veuves, les infirmes et les orphelins, mais aussi les chômeurs, les vétérans et les nouveaux émigrants. À New York, au milieu du siècle, l'hospice qui avait été construit pour recevoir une centaine de pauvres en abritait quatre cents. Un habitant de Philadelphie écrivait en 1748 : « Il y a une augmentation surprenante du nombre des mendiants dans notre ville cet hiver. » En 1757, les autorités de Boston font état d'« un grand nombre de pauvres [...] qui peuvent à peine subvenir à leurs besoins quotidiens et à ceux de leur famille ». Kenneth Lockridge, dans son portrait de la Nouvelle-Angleterre coloniale, souligne que le vagabondage et l'errance ne cessent de s'aggraver et que le « pauvre hère » est un trait distinctif de la Nouvelle-Angleterre du XVIIIe siècle. James T. Lemon et Gary Nash remarquent également, dans leur étude du comté de Chester (Pennsylvanie) au XVIIIe siècle, une concentration similaire des richesses et un fossé grandissant entre riches et pauvres.

Il semble que les colonies formaient des sociétés au sein desquelles les classes s'affrontaient, contrairement aux histoires traditionnelles sur l'unité des colons contre les Anglais au cours de la Révolution. Une chose est sûre, le pays n'était pas « né libre » mais esclave et libre à la fois, serviteur et maître, fermier et propriétaire terrien, pauvre et riche. Et de fait, selon Nash, les autorités politiques

étaient « fréquemment, vigoureusement et même parfois violemment » attaquées. « Des poussées de violences ont ponctué le dernier quart du XVIIIe siècle, bousculant les gouvernements établis au Massachusetts, à New York, au Maryland, en Virginie et en Caroline du Nord. » Les travailleurs blancs et libres vivaient dans de meilleures conditions que les esclaves et les serviteurs sous contrat mais ils n'en nourrissaient pas moins une certaine amertume envers les classes les plus aisées. En 1636 déjà, un patron du Maine raconte que ses ouvriers et ses pêcheurs « se sont mutinés » parce qu'il a refusé de les payer. Ils le quittèrent en masse. Cinq ans plus tard, toujours dans le Maine, des charpentiers, s'insurgeant contre la mauvaise qualité de la nourriture, entamèrent une grève perlée. Aux chantiers navals de Gloucester eut lieu, dans les années 1640, ce que Richard Morris considère comme la « première grève patronale de l'histoire ouvrière américaine », lorsque les autorités accusèrent un groupe de constructeurs récalcitrants de « ne pas en fiche une rame ».

Il y avait déjà eu des grèves des tonneliers, des bouchers ou des boulangers qui protestaient contre le contrôle des prix imposé par le gouvernement. Les transporteurs de New York refusèrent en 1650 de transporter le sel, et les professionnels du transport qui avaient participé à la grève furent traduit en justice pour « ne pas avoir obéi aux ordres et ne pas avoir rempli les devoirs qui leur incombent ». En 1741, les boulangers s'entendirent pour arrêter le travail afin de protester contre le prix élevé du blé.

En 1713, une grave disette incita deux conseillers municipaux de la ville de Boston à prévenir l'assemblée générale de la colonie du Massachusetts que « la pénurie de provisions qui [menaçait] » entraînait une augmentation si « extravagante des prix que les pauvres, à l'approche de l'hiver, [allaient] se retrouver dans une situation très difficile ». Andrew Belcher, un riche marchand, exportait ses céréales aux Caraïbes tant il y faisait des profits considérables. Le 19 mai, deux cents personnes attaquèrent ses navires et pénétrèrent dans ses entrepôts à la recherche de maïs, tuant le lieutenant-général qui tentait d'intervenir.

Huit ans après cette émeute du pain, un pamphlet courait encore, dénonçant ceux qui s'enrichissaient « en affamant les pauvres », en étudiant le moyen d'« opprimer, duper et surpasser leurs voisins ». Il dénonçait aussi « le Riche, le Grand et le Puissant [dont] la brutale avidité écrase tout sur son passage ».

À Boston encore, dans les années 1730, des individus qui protestaient contre les prix excessifs pratiqués par les marchands détruisirent la halle publique de Dock Square et, selon un auteur

conservateur, « murmuraient contre le gouvernement et les riches ». Personne ne fut arrêté car les manifestants avaient prévenu qu'en ce cas « cinq cents hommes réunis en procession solennelle » détruiraient d'autres marchés sur lesquels travaillaient les principaux négociants.

À peu près à la même époque, à New York, un tract électoral appelait les électeurs new-yorkais à soutenir Navette le tisserand, Rabot le menuisier, Conduite le charretier, Mortier le maçon, Mathurin le matelot, Échantillon le tailleur, Loyer-Modéré le propriétaire compréhensif et John Poor le fermier, contre Étrangleur le marchand, Extorqueur le commerçant et Chicane l'avocat. On conseillait en outre aux électeurs de défaire de leurs fonctions électives « ceux qui occupent une position élevée » et méprisent « ceux qu'ils appellent le vulgaire, la populace, le troupeau ».

Toujours à la même époque (dans les années 1730), un comité de la municipalité de Boston prit la parole au nom des Bostoniens endettés qui désiraient que l'on produise du papier-monnaie afin de faciliter le remboursement des dettes à l'élite des marchands. Ils n'acceptent pas, déclaraient les membres de ce comité, de « voir [leur] pain et [leur] boisson rationnés par ceux-là mêmes qui se vautrent dans le luxe et les plaisirs au prix de [leur] sueur et de [leur] travail ».

Les Bostoniens se soulevèrent également contre l'enrôlement forcé des hommes dans la marine de la colonie. Ils assiégèrent la maison du gouverneur, rouèrent de coups le shérif, emprisonnèrent un de ses adjoints et prirent d'assaut l'hôtel de ville où siégeait la cour générale. Lorsqu'on fit appel à elle, la milice ne bougea pas et le gouverneur dut s'enfuir. La foule fut qualifiée par un comité de marchands de « ramassis de marins cosmopolites, de serviteurs, de nègres et de bien d'autres individus de vile et indigne condition ».

Dans le New Jersey des années 1740 et 1750, les fermiers pauvres occupaient bien souvent des terres dont ils se disputaient la propriété avec de riches propriétaires terriens. L'insurrection débuta lorsque ces derniers exigèrent des loyers. En 1745, Samuel Baldwin, qui vivait depuis des années sur sa terre et qui possédait un titre de propriété accordé par les Indiens, fut arrêté pour non-paiement du loyer au propriétaire voisin et emprisonné à Newark. Un témoin raconte que « le peuple dans son ensemble s'imaginant que le dessein des propriétaires était de le ruiner [...] se rendit à la prison, en força les portes et libéra Baldwin ».

Lorsque deux des hommes qui avaient libéré Baldwin furent arrêtés, des centaines de citoyens du New Jersey s'assemblèrent devant la prison. Un rapport adressé par le gouvernement du New

Jersey au lord secrétaire au Commerce à Londres dépeint la scène : « Sur ordre du shérif, deux des nouveaux capitaines des compagnies basées à Newark se sont rendus au son du tambour chez les gens pour demander à ceux qui appartenaient à leurs compagnies de suivre les tambours et d'aller défendre la prison. Mais personne n'obéit et la plupart des hommes étaient déjà à la prison. [...] Entre quatre et cinq heures de l'après-midi, une multitude d'individus sautèrent sur leurs chevaux et s'empressèrent de rejoindre les lieux et, se servant de bâtons, se frayèrent un chemin jusqu'à la garde, qu'ils matraquèrent. La garde répondit par les armes (bien qu'elle n'eût pas reçu l'ordre de tirer). Il y eut des blessés des deux côtés mais pas de morts. La foule enfonça les rangs des soldats et fit céder les portes de la prison dans laquelle se tenait le shérif, l'épée à la main, essayant de les contenir jusqu'à ce que, frappé à plusieurs reprises, il fût contraint de s'échapper. Enfin, munis de haches et de divers autres instruments, ils défoncèrent les portes de la prison et libérèrent les deux prisonniers ainsi qu'un autre qui s'y trouvait pour dette. »

Au cours de cette période, l'Angleterre livra une série de guerres (la guerre de Succession d'Espagne au début du XVIII[e] siècle et la guerre contre les Français au Canada dans les années 1730). Si certains négociants firent fortune grâce à ces guerres, elles ne signifiaient, pour la plupart des gens, que hausse d'impôts, chômage et pauvreté. Un pamphlet anonyme contre la guerre au Canada, publié dans le Massachusetts, décrivait ainsi la situation : « La pauvreté se lit sur tous les visages et le mécontentement est sur toutes les lèvres (excepté, bien sûr, chez les riches). » Il évoquait également certains individus, guidés par « l'appât du luxe, de la renommée, et de l'argent », que la guerre avait rendus riches. « Comment s'étonner que ces hommes puissent construire des bateaux, édifier des maisons, acheter des domaines, parader dans leurs carrosses et vivre luxueusement, s'acheter une renommée et des postes importants ? » Ce pamphlet les qualifiait d'« oiseaux de proie, [...] ennemis de tous où qu'ils vivent ».

L'obligation de service des marins provoqua en 1747 à Boston une émeute contre l'enrôlement forcé. La foule se retourna contre Thomas Hutchinson, riche négociant et administrateur colonial qui avait soutenu le gouverneur lors de la répression d'une émeute et imaginé, pour la colonie du Massachusetts, un système financier qui semblait devoir léser cruellement les pauvres. La maison de Hutchinson brûla mystérieusement, et une foule se rassembla dans la rue en l'injuriant et en hurlant : « Qu'elle brûle ! »

À l'époque de la crise révolutionnaire, c'est-à-dire dans les années 1760, l'élite fortunée qui contrôlait les colonies britanniques du continent américain avait, en cent cinquante ans d'expérience, appris certaines choses sur la manière de diriger la population. S'ils avaient, bien sûr, quelques sujets de crainte, ils avaient également appris à s'en accommoder.

Les Indiens se révélaient trop peu disciplinés pour servir de main-d'œuvre et constituaient de surcroît un obstacle permanent à l'expansion territoriale. Les esclaves noirs étaient plus faciles à manipuler et leur rapport financier pour les plantations du Sud était très important. À tel point qu'on assista à une augmentation phénoménale de leur importation, les rendant majoritaires d'un point de vue démographique dans certaines colonies. Les esclaves finirent par représenter un cinquième de la population coloniale globale. Néanmoins, ils n'étaient pas toujours totalement soumis et, à mesure que leur nombre augmentait, la probabilité d'une révolte se précisait.

Outre le problème de l'hostilité indienne et le danger représenté par les esclaves, l'élite coloniale devait affronter la colère des classes défavorisées composées de Blancs pauvres – travailleurs sous contrat, fermiers, pauvres des villes, non-propriétaires, contribuables, soldats ou marins. Au milieu du XVIIIe siècle, le fossé qui séparait pauvres et riches s'élargissant, la violence effective et les perspectives de violences augmentant, la question du maintien de l'ordre se fit de plus en plus pressante.

Que se passerait-il si ces différentes communautés méprisées – Indiens, esclaves ou Blancs pauvres – décidaient de s'allier ? Rappelons que, même au XVIIe siècle, avant qu'il y ait un nombre impressionnant d'esclaves dans les colonies américaines, il existait, selon Abbot Smith, une « réelle peur que les travailleurs sous contrat ne se joignent aux nègres ou aux Indiens pour l'emporter sur une poignée de maîtres ».

Pourtant, il était peu probable que les Blancs, en Amérique du Nord, frayassent avec les Indiens comme ils le faisaient en Amérique latine, où le manque de femmes et l'usage d'une main-d'œuvre essentiellement indienne sur les plantations favorisaient les contacts quotidiens. On ne rencontre guère qu'en Géorgie et en Caroline du Sud – où les femmes étaient également rares – cette mixité sexuelle entre hommes blancs et femmes indiennes. Généralement, les Indiens avaient été repoussés suffisamment loin. Un fait cependant pouvait inquiéter : des Blancs s'étaient enfuis pour rejoindre les Indiens ou avaient été capturés par les

Indiens au cours de différents combats. Lorsque l'occasion se présentait de retourner chez eux, ils préféraient en général rester chez les Indiens. À l'inverse, les Indiens ne choisissaient jamais de demeurer avec les Blancs.

Crèvecœur, un Français qui vécut en Amérique durant presque vingt ans, raconte dans ses *Lettres d'un cultivateur américain* comment les enfants blancs capturés par les Indiens pendant la guerre de Sept Ans, puis retrouvés par leurs parents dans les tribus indiennes après quelques années, refusaient de quitter leurs nouvelles familles. « Il doit y avoir dans leur organisation sociale, dit-il, quelque chose de particulièrement séduisant et de bien supérieur à tout ce qu'on pouvait mettre en avant chez nous. En effet, si un millier d'Européens sont aujourd'hui indiens, on ne trouve pas d'exemple d'un indigène ayant choisi de devenir européen. »

Mais cela ne concernait que très peu d'individus et les Indiens étaient maintenus à bonne distance. Les administrateurs coloniaux avaient trouvé, de toute façon, une solution pour parer au danger. Ils avaient accaparé toutes les bonnes terres de la côte Est et contraint les Blancs les plus démunis à s'installer plus à l'ouest, sur la Frontière. Ces derniers, nous l'avons vu, servaient de rempart aux riches de l'Est contre les révoltes indiennes et dépendaient de plus en plus, pour leur protection, du gouvernement local. La révolte de Bacon avait porté ses fruits : se concilier une population d'Indiens en voie d'extinction aux dépens d'une coalition de Blancs en colère vivant sur la Frontière comportait trop de risques. Il valait mieux faire la guerre aux premiers et s'assurer du soutien des autres. De surcroît, en montant ces Blancs pauvres contre les Indiens, on évitait tout conflit de classes – au plus grand bénéfice de l'élite fortunée.

Indiens et Noirs auraient-ils pu, eux, se coaliser contre l'ennemi blanc? Dans les colonies du Nord (excepté au Cap Cod, à Martha's Vineyard et dans le Rhode Island, où les contacts et la mixité sexuelle étaient fréquents), il y avait peu de risques que Noirs et Indiens se rencontrent en assez grand nombre. À New York, qui avait la plus forte population esclave du Nord, il y eut bien quelques contacts entre Noirs et Indiens, comme en 1712, lorsqu'ils se révoltèrent ensemble, mais on remédia bien vite à tout cela.

Dans les deux Carolines, en revanche, le nombre des esclaves dépassait de loin celui des Blancs et les tribus indiennes étaient toutes proches. Dans les années 1750, vingt-cinq mille Blancs étaient en présence de quarante mille Noirs et de soixante mille Creeks, Cherokees, Choctaws et Chickasaws de la région. Gary Nash écrit à ce sujet : « Les révoltes indiennes qui ont ponctué

l'époque coloniale et les soulèvements et complots insurrectionnels d'esclaves qui furent réprimés dans le sang firent prendre conscience aux habitants de la colonie que seule la plus extrême vigilance et la mise en œuvre de politiques destinées à diviser les deux populations pourraient permettre de garder le contrôle de la situation. »

L'un des dirigeants blancs des deux Carolines déclara que, si on laissait « les Indiens et les nègres se rendre compte de leur importance numérique respective, [ils seraient] massacrés par les uns ou par les autres ». Aussi vota-t-on des lois qui interdisaient aux Noirs affranchis de se déplacer à travers le pays. Les traités conclus avec les tribus indiennes présentaient souvent une clause qui prévoyait le renvoi des esclaves fugitifs. Le gouverneur de Caroline du Sud, Littlehorn, se flattait, en 1738, qu'il avait « toujours été de la politique de ce gouvernement de créer chez les Indiens une aversion à l'égard des nègres ».

Une trace de cette politique se retrouve dans l'obligation faite à certains esclaves noirs de participer aux milices de la Caroline du Sud dans les opérations menées contre les Indiens. Cependant, le gouvernement continuait de redouter de possibles révoltes d'esclaves et, dans les années 1760, une motion visant à équiper cinq cents esclaves afin de combattre les Cherokees échoua à une voix près à l'assemblée de Caroline du Sud.

Certains Noirs, pourtant, trouvèrent refuge dans les tribus indiennes. Les Creeks et les Cherokees accueillaient les esclaves en fuite par centaines. Nombre d'entre eux furent intégrés aux tribus indiennes, s'y marièrent et y eurent des enfants. Mais la combinaison d'un code de l'esclavage très sévère et de promesses de récompenses accordées aux Indiens lorsqu'ils livraient les fuyards noirs suffit à conserver le contrôle de la situation.

Ce qui rendit la révolte de Bacon si inquiétante pour les riches dirigeants blancs de la colonie de Virginie fut précisément la démonstration que Blancs pauvres et esclaves noirs pouvaient unir leurs forces. Si l'aversion raciale naturelle que certains théoriciens mettent en avant existait réellement, il aurait été facile d'en jouer pour mieux opposer les deux communautés. Mais l'attirance sexuelle était en fait très forte et bousculait les clivages raciaux. En 1743, un grand jury de Charleston (Caroline du Sud) dénonçait « la pratique trop courante dans cette province des rapports criminels avec les nègres et autres esclaves du genre féminin ». Nombre d'enfants métis naquirent de ces rapports sexuels fréquents entre Blancs et Noirs tout au long de la période coloniale, et ce en dépit de législations interdisant les mariages interraciaux en Virginie, dans le Massachusetts, le Maryland, le Delaware, la Pennsylvanie, les deux

Carolines et la Géorgie. En déclarant ces enfants illégitimes, ces États les renvoyaient à leur famille noire et pouvaient ainsi assurer la « pureté » et le contrôle de la population blanche.

Au cours de la période coloniale, esclaves noirs et serviteurs blancs sous contrat s'enfuyaient régulièrement ensemble, ce que démontrent suffisamment les lois et décisions de justice destinées à faire cesser cet état de fait. En 1698, la Caroline du Sud vota une « loi différentielle » qui imposait aux propriétaires de posséder au moins un serviteur blanc pour six « nègres mâles et adultes ». Un correspondant originaire des colonies du Sud se plaint, en 1682, de ne pas avoir « de Blancs pour surveiller nos nègres ou réprimer les insurrections d'esclaves ». En 1691, la Chambre des communes recevait « une pétition, adressée par divers négociants, armateurs, planteurs et autres personnalités proches des plantations dans les colonies [...], insistant sur le fait que ces dernières ne peuvent prospérer sans un nombre considérable de serviteurs blancs, afin non seulement de maintenir les esclaves dans la soumission, mais aussi de prendre les armes en cas d'invasion ».

Un rapport adressé en 1721 au gouvernement anglais déclare qu'en Caroline du Sud « les esclaves noirs ont dernièrement tenté de renverser les autorités et furent près d'y parvenir. [...] Aussi serait-il nécessaire [...] de proposer une nouvelle loi afin d'encourager à l'avenir la formation d'un plus grand nombre de serviteurs blancs. La milice de cette province ne compte guère plus de deux mille hommes ». Il apparaît donc que deux mille hommes n'ont pas paru suffisants pour faire face à la menace.

Cette peur extrême peut expliquer les raisons pour lesquelles, en 1717, le Parlement anglais fit de la transportation vers le Nouveau Monde un châtiment légal. Après cette date, des dizaines de milliers de détenus furent envoyés en Virginie, au Maryland et dans les autres colonies. Cela permet également de comprendre pourquoi l'Assemblée de Virginie, après la révolte de Bacon, amnistia les Blancs qui y avaient participé mais pas les esclaves noirs. Ces derniers ne furent plus autorisés à porter des armes alors que les Blancs qui avaient fini leur temps se virent offrir un fusil, du maïs et de l'argent. La distinction de statut entre serviteurs blancs et esclaves noirs s'affirmait donc de plus en plus clairement.

Dans les années 1720, la crainte de révoltes d'esclaves s'amplifiant, les serviteurs blancs furent autorisés, du moins en Virginie, à rejoindre la milice en tant que substituts d'hommes libres. Au même moment et dans la même colonie, des patrouilles pour la surveillance des esclaves furent organisées afin de parer aux « graves dangers que pourrait provoquer un soulèvement des nègres ». Les

Blancs pauvres participaient à ces patrouilles en tant que simples soldats et en touchaient la contrepartie monétaire.

Le racisme s'inscrivait de plus en plus dans la pratique. Edmund Morgan, s'appuyant sur une analyse très détaillée de l'esclavage en Virginie, met au jour un racisme qui est le produit d'un mépris de classe et un véritable instrument de contrôle social. « Si des hommes libres, au désespoir, avaient dû faire cause commune avec des esclaves désespérés eux aussi, les conséquences auraient pu dépasser en violence tout ce que Bacon avait pu commettre lui-même. La solution à ce problème, évidente mais jamais formulée – simplement progressivement assumée –, était le racisme, seul outil susceptible de ségréguer les Blancs dangereux des esclaves dangereux en élevant entre eux le mur du mépris racial. »

Il existait un autre type de contrôle qui se révélait plus efficace à mesure que les colonies s'accroissaient et qui eut des effets majeurs pour assurer la domination des élites tout au long de l'histoire américaine. Entre les très riches et les très pauvres, on assistait à l'émergence d'une classe moyenne de petits planteurs, de fermiers indépendants, d'artisans des villes, tous blancs, qui en contrepartie de petits privilèges que leur accordaient les gros négociants et les riches planteurs, constituaient un rempart efficace contre les esclaves, les Indiens de la Frontière et les Blancs misérables.

Les villes, en pleine expansion, produisaient un plus grand nombre de travailleurs qualifiés et les gouvernements s'attachaient à soutenir la main-d'œuvre blanche en la protégeant de la concurrence des Noirs – esclaves ou affranchis. Dès 1686, le conseil de New York décrétait qu'« aucun nègre ou esclave ne [serait] admis à transporter d'une rive à l'autre de l'Hudson des marchandises pénétrant dans – ou sortant de – la ville ». En Caroline du Sud, en 1764, la loi interdisait aux patrons de Charleston d'employer des Noirs ou tous autres esclaves comme manœuvres ou comme apprentis.

Les Américains des classes moyennes pouvaient même être invités à se joindre à la nouvelle élite dans sa critique de la corruption des autorités en place. En 1747, le New-Yorkais Cadwallader Colden, dans son *Adress to the Freeholders*, accusait les riches d'être des accapareurs d'impôts totalement indifférents au bien-être d'autrui (soulignons qu'il était lui-même fort riche) et vantait l'honnêteté et la fiabilité des « couches moyennes de l'humanité », dans les mains desquelles on pouvait confier plus sûrement « notre Liberté et nos Biens ». Argument rhétorique qui allait perpétuellement resservir dans le processus de domination d'une poignée d'individus sur la multitude de ceux auxquels ils vanteront sans jamais se lasser « notre » liberté, « nos » biens et « notre » pays.

De la même manière, à Boston, le fortuné James Otis pouvait en appeler à la classe moyenne bostonienne contre le conservateur Thomas Hutchinson. James Henretta a montré que si les riches, dans les faits, dirigeaient Boston, on accordait cependant à des gens modérément aisés quelques postes administratifs disponibles, tels que « recruteurs de personnel », « pourvoyeurs de rations de charbon » ou « vérificateurs de clôture ». Aubrey Land souligne pour sa part que si, dans le Maryland, la catégorie des petits planteurs ne « bénéficiait » pas autant du système des plantations que les riches, ils n'en avaient pas moins l'honneur de porter le titre de « planteurs », d'être considérés comme de « respectables citoyens officiellement chargés d'assurer le bon état des routes, d'évaluer les propriétés et autres tâches similaires ». Intégrer socialement la classe moyenne dans « un réseau d'activités allant de la politique locale [...] aux bals, aux courses de chevaux et aux combats de coqs occasionnellement ponctués de bagarres entre ivrognes » confortait cette alliance.

Le *Pennsylvania Journal* écrivait en 1756 : « La population de cette province est globalement issue de la classe moyenne et se situe même aujourd'hui un peu au-dessus. Il s'agit essentiellement de fermiers industrieux, d'artisans ou de commerçants. Ils ont soif de liberté et en jouissent pleinement. Le plus humble d'entre eux considère qu'il mérite la considération du plus puissant. » Il existait en effet une classe moyenne d'une certaine importance qui correspondait à ce portrait. Néanmoins, user en ce cas du terme de « peuple », c'est passer sous silence les esclaves noirs, les travailleurs blancs sous contrat et les Indiens refoulés. Quant au terme de « classe moyenne », il dissimule une réalité qui vaut toujours aux États-Unis : c'est-à-dire le fait qu'il s'agit, comme le dit Richard Hofstadter, « d'une société petite-bourgeoise, gouvernée dans une très large mesure par ses élites fortunées ».

Pour diriger, ces classes supérieures se devaient de faire des concessions à la petite bourgeoisie sans pour autant mettre en jeu leur fortune et leur pouvoir. C'est donc aux dépens des esclaves, des Indiens et des Blancs pauvres que cela se fit. C'était là le prix de la loyauté. Enfin, pour s'assurer cette loyauté par quelque chose de plus puissant que de simples avantages matériels, le groupe dominant des colonies inventa, dans les années 1760 et 1770, un merveilleux et très efficace outil : le vocabulaire de la Liberté et de l'Égalité, capable de séduire suffisamment de Blancs pour provoquer un soulèvement contre l'Angleterre sans pour autant mettre fin à l'esclavage et aux inégalités.

Chapitre IV
La tyrannie, c'est la tyrannie

VERS 1776, CERTAINES PERSONNALITÉS de premier plan des colonies anglaises d'Amérique firent une découverte qui allait se révéler extrêmement utile au cours des deux siècles suivants. Ils imaginèrent qu'en inventant une nation, un symbole, une entité légale appelée « États-Unis », ils seraient en mesure de s'emparer des terres, des privilèges et des pouvoirs politiques détenus jusque-là par les protégés de l'Empire britannique. Du même coup, ils pourraient contenir un certain nombre de révoltes en suspens et forger un consensus qui assurerait un soutien populaire suffisant au nouveau gouvernement contrôlé par une nouvelle élite privilégiée.

Il faut admettre que, sous cet angle, la Révolution américaine est bien une idée de génie et que les Pères Fondateurs méritent l'extraordinaire dévotion dont ils sont l'objet depuis des siècles. N'ont-ils pas, en effet, inventé le système de contrôle national le plus efficace de l'époque moderne et révélé aux futures générations de dirigeants les avantages d'une savante combinaison de paternalisme et d'autorité ?

Depuis la révolte de Bacon, en 1760, les colonies avaient été le théâtre de dix-huit soulèvements destinés à en renverser les gouvernements, de six révoltes d'esclaves (de la Caroline du Sud à New York) et d'une quarantaine d'émeutes de toutes natures.

C'est également à cette époque, selon Jack Greene, qu'apparaissent « des élites politiques et sociales à la fois stables, cohérentes, efficaces et reconnues comme telles ». Ces élites locales entrevirent immédiatement la possibilité de détourner la plus grande part de cet esprit de révolte contre l'Angleterre et son administration locale. Il ne s'agissait pas à proprement parler d'une conspiration

organisée mais de la somme de divers choix tactiques. Après 1763 et la victoire de l'Angleterre sur la France dans la guerre de Sept Ans (plus connue aux États-Unis sous le nom de « Guerre contre les Français et les Indiens »), qui eut pour effet d'expulser cette dernière d'Amérique du Nord, les élites coloniales les plus ambitieuses n'avaient plus rien à craindre des Français. Il ne leur restait donc que deux rivaux sur le terrain : les Anglais et les Indiens. Afin de s'allier les Indiens, les Britanniques leur avaient garanti que les terres indiennes situées à l'ouest des Appalaches resteraient à l'abri de la convoitise des Blancs (Proclamation de 1763). Sans doute serait-il possible aux Américains – une fois les Anglais partis – de trouver eux aussi un *modus vivendi* avec les Indiens. Répétons-le, on ne peut parler d'une stratégie préconçue mais plutôt d'une certaine prise de conscience à mesure que les événements s'enchaînaient.

Après la défaite des Français, le gouvernement britannique pouvait fixer son attention sur les moyens d'affirmer son autorité sur les colonies. En outre, il fallait absolument trouver des fonds pour rembourser cette guerre : les colonies étaient toutes désignées pour cela. Les échanges avec les colonies avaient d'ailleurs pris une place de plus en plus importante dans l'économie britannique – et se révélaient également de plus en plus rentables : de 500 000 livres en 1700, on était passé à 2 800 000 livres en 1770.

Dans une telle situation, les élites américaines ressentaient évidemment moins le besoin de s'appuyer sur l'autorité britannique, tandis que l'Angleterre pouvait difficilement se passer de la richesse des colonies américaines. Tout était en place pour qu'éclate le conflit.

La guerre avait apporté la gloire aux généraux et la mort aux simples soldats, la fortune aux négociants et le chômage aux miséreux. La colonie de New York comptait environ vingt-cinq mille habitants (contre sept mille en 1720) lorsque la guerre de Sept Ans prit fin. Un journaliste s'alarmait du « nombre [grandissant] de mendiants et de vagabonds » dans les rues de la ville. Les courriers des lecteurs accusaient la répartition des richesses : « Combien de fois nos rues n'ont-elles pas été encombrées par les milliers de barils de farine destinés à l'exportation tandis que nos plus proches voisins arrivent à peine à se procurer de quoi cuisiner un vulgaire brouet pour calmer leur faim ? »

L'étude des registres fiscaux effectuée par Gary Nash indique qu'au début des années 1770 5 % des contribuables de Boston possédaient 49 % des actifs imposables de la ville. À Philadelphie et à New York, les richesses étaient également de plus en plus concentrées. L'examen des testaments déposés au cours de l'année 1750 montre que les individus les plus riches, dans les villes du moins,

laissaient en moyenne 20 000 livres en héritage (c'est-à-dire quelque 2,5 millions de dollars actuels).

À Boston, les classes défavorisées commencèrent à faire des traditionnels *town meetings* le lieu d'expression de leurs revendications. Le gouverneur du Massachusetts remarquait que « les plus humbles citoyens [...] assistant [aux assemblées] avec une grande constance et formant généralement la majorité des présents, leurs votes l'emportaient sur ceux des gentilshommes, des marchands, des riches commerçants, bref de la meilleure part de la population de la ville ».

À Boston encore, certains avocats, hommes de presse et commerçants des classes aisées (tels James Otis et Samuel Adams par exemple) n'appartenant pas aux cercles dirigeants proches des Anglais mirent sur pied un « comité de Boston » et contribuèrent à forger par leurs discours et leurs écrits « l'opinion des classes laborieuses, à inciter la "populace" à passer à l'action et à influer sur son comportement ». C'est du moins, si l'on en croit Gary Nash, ce que fit James Otis, qui, « clairement conscient des difficultés grandissantes et du ressentiment des citoyens ordinaires, reflétait autant qu'il influençait l'opinion populaire ».

Il s'agit là d'un scénario que l'on rejouera souvent tout au long de l'histoire politique des États-Unis : la mobilisation des énergies des classes défavorisées par les politiciens issus des classes supérieures, et ce pour le plus grand profit de ces derniers. Il ne faut y voir aucune duplicité. Cela reflète, dans une certaine mesure, une prise en compte réelle des revendications de la classe la plus défavorisée ; prise en compte que son efficacité, en l'occurrence, éleva au rang de tactique aux siècles suivants. Toujours selon Nash, « James Otis, Samuel Adams, Royall Tyler, Oxenbridge Thacher et une foule d'autres Bostoniens, en contact avec les artisans et les ouvriers par le biais du réseau des tavernes de quartier, des compagnies d'incendie et du comité de Boston, partageaient une vision politique qui intégrait l'opinion des classes laborieuses et estimaient parfaitement légitime que les artisans et, également, les ouvriers participent au processus politique ».

En 1762, lors d'un discours contre les dirigeants conservateurs de la colonie du Massachusetts, présents en la personne de Thomas Hutchinson, Otis offrit un exemple de la rhétorique dont un avocat pouvait user pour mobiliser les ouvriers-artisans et les artisans de la ville : « Il me faut gagner ma vie avec mes mains et à la sueur de mon front, tout comme vous, et passer par des hauts et des bas pour gagner un pain de plus en plus amer. Et tout cela sous le regard hostile de ceux qui n'ont pourtant reçu ni de la Nature ni de

Dieu le droit de me regarder de haut et n'ont acquis leur renommée et leur position qu'en écrasant les pauvres de leur mépris. »

Boston semble avoir été marquée à cette époque par la colère de classe. En 1763, dans la *Gazette* de Boston, on pouvait lire que « certains individus haut placés » étaient en train de concevoir un plan politique destiné à « maintenir les gens dans la pauvreté afin de les rendre plus dociles ».

Cette accumulation de ressentiment envers les riches de Boston peut éclairer le caractère explosif des émeutes provoquées par la loi sur le Timbre[1] de 1765. Cette loi était une façon pour les Anglais d'imposer la population coloniale pour rembourser la guerre de Sept Ans au cours de laquelle, pourtant, les colons avaient eu à souffrir de la soif d'expansion des Britanniques. Cet été-là, un cordonnier nommé Ebenezer MacIntosh conduisit une émeute qui détruisit le domicile d'un riche marchand bostonien nommé Andrex Oliver. Deux semaines plus tard, la foule se tourna contre le domicile de Thomas Hutchinson, symbole de l'élite fortunée qui dirigeait les colonies au nom de l'Angleterre. Ils attaquèrent sa maison à coups de hache, vidèrent sa cave et s'emparèrent de ses meubles et autres objets. Un rapport adressé aux autorités britanniques par l'administration coloniale prétend qu'il existait un plan plus vaste selon lequel les domiciles de quinze autres personnalités riches de Boston devaient être détruits ; simple étape d'une « opération de pillage, de nivellement par le bas et d'abolition des distinctions entre riches et pauvres ».

Il s'agit d'un de ces moments classiques au cours desquels les effets de la colère accumulée contre les riches outrepassent les attentes des meneurs de la trempe d'Otis. Le problème se posait alors en ces termes : la haine de classe pouvait-elle être dirigée contre l'élite pro-anglaise et épargner l'élite nationaliste ? À New York, l'année même où eurent lieu les saccages de Boston, quelqu'un demandait dans la *Gazette* s'il était « juste que quatre-vingt-dix-neuf – ou plutôt neuf cent quatre-vingt-dix-neuf – personnes [dussent] supporter les extravagances ou la supériorité d'un seul, en particulier si l'on considère que les hommes de ce type bâtissent d'ordinaire leur fortune aux dépens de leurs voisins ». Les élites révolutionnaires firent en sorte que de tels sentiments restent contenus dans certaines limites.

1. La loi sur le Timbre (« Stamp Act ») imposait aux colonies américaines un droit de timbre sur toutes les publications, livres, journaux, actes légaux, annonces publicitaires, etc. Abrogée en 1766, elle fut suivie, dès 1767, par les « lois Townshend », qui imposaient des taxes sur de nombreux produits (papier, verre, peinture, thé, etc.) importés d'Angleterre.

Les ouvriers exigeaient une réelle démocratie politique pour les villes des colonies : des réunions ouvertes, des assemblées représentatives, des galeries pour le public dans les arènes législatives et la publication de l'appel des votes afin de mieux contrôler leurs propres représentants. Ils exigeaient également que les réunions se tiennent en plein air, là où la population pourrait participer à l'élaboration de la politique, au rééquilibrage des impôts, au contrôle des prix et à l'élection de travailleurs et autres citoyens ordinaires à des postes de responsabilité gouvernementale.

À Philadelphie en particulier, nous dit Nash, la prise de conscience de la fraction la moins aisée de la petite bourgeoisie fut telle qu'elle inquiéta non seulement les loyalistes conservateurs, fidèles à l'Angleterre, mais aussi les chefs de la Révolution. « Dès le milieu de l'année 1776, les ouvriers, artisans et petits commerçants, qui agissaient illégalement lorsque les voies politiques étaient impraticables, étaient clairement aux commandes de Philadelphie. » Soutenus par certaines personnalités de la bourgeoisie (Thomas Paine, Thomas Young et d'autres), ils « se lancèrent vigoureusement à l'assaut des grandes fortunes et du principe de propriété privée illimitée ».

Durant la campagne de 1776 pour l'élection d'une convention chargée d'élaborer une constitution pour la Pennsylvanie, un comité de soldats appela les électeurs à s'opposer aux « intérêts des individus immensément et exagérément riches [...] qui sont tout à fait décidés à ériger des barrières entre les classes sociales ». Ce comité de soldats rédigea, pour la convention, une Déclaration des droits qui proclamait : « Abandonner une part excessive des richesses aux mains d'une poignée d'individus représente un danger pour les Droits et nuit à l'intérêt général et à l'humanité tout entière. Aussi, tout État doit-il se donner le pouvoir légal d'empêcher l'édification de telles fortunes. »

Les campagnes, où vivaient tout de même la majorité de la population coloniale, connaissaient un conflit similaire opposant pauvres et riches. Un conflit que les élites politiques manipulaient pour mieux mobiliser la population contre l'Angleterre, promettant aux pauvres en colère de maigres bénéfices tandis qu'eux-mêmes se tailleraient la part du lion. Les émeutes des fermiers dans le New Jersey des années 1740 et leurs soulèvements au cours des années 1750 et 1760 dans la vallée de l'Hudson (État de New York), comme ceux qui au nord-est de l'État de New York entraînèrent la création de l'État du Vermont, étaient bien plus que de simples émeutes sporadiques. Il s'agissait en fait de mouvements sociaux durables, parfaitement organisés, qui établirent même de véritables

contre-gouvernements. Toute cette effervescence visait les grands propriétaires terriens, mais, ces derniers ne résidant pas habituellement sur leurs terres, les émeutes se retournaient contre les fermiers à qui ils les avaient louées.

De même que les rebelles du New Jersey avaient investi la prison pour libérer leurs camarades, les émeutiers de la vallée de l'Hudson libérèrent les prisonniers et enfermèrent le shérif lui-même derrière les barreaux. Si les fermiers étaient considérés comme « la lie de la populace », la petite troupe que le shérif du comté d'Albany conduisit à Bennington en 1771 se composait de la crème de la notabilité locale.

Les fermiers révoltés considéraient leur lutte comme un affrontement entre pauvres et riches. En 1776, à New York, un témoin comparaissant au procès de l'un des rebelles déclara que les fermiers chassés par les propriétaires terriens « avaient un titre de possession légal mais qu'ils ne pouvaient pas se défendre devant une cour de justice parce qu'ils étaient pauvres [...] et que les pauvres étaient toujours opprimés par les riches ». Les acteurs de la révolte de Green Mountain, conduits par Ethan Allen, se présentaient comme de « pauvres gens [...] fatigués de vivre dans un pays sauvage » et regardaient leurs adversaires comme « un mélange d'hommes de loi et autres gentilshommes avec tous leurs accoutrements, leurs bonnes manières, et leurs petites minauderies à la française ».

Les petits fermiers de la vallée de l'Hudson, comme les rebelles de la Green Mountain, s'en remirent aux Anglais pour les défendre contre les grands propriétaires américains. Les élites coloniales indépendantistes, inquiètes de voir les fermiers pauvres se rapprocher des Anglais, adoptèrent une stratégie politique destinée à rallier les populations rurales américaines.

Entre 1766 et 1771, en Caroline du Nord, un important mouvement de fermiers blancs s'était organisé afin de s'opposer aux riches administrateurs corrompus de la colonie, et ce au moment même où, dans les villes du Nord-Est, l'agitation à l'encontre des Anglais croissait, repoussant les conflits de classes à l'arrière-plan. Ce mouvement, qui prit le nom de Regulator Movement, regroupait essentiellement, selon Marvin L. Michael Kay, spécialiste de la question, des « fermiers blancs de l'Ouest ayant une certaine conscience de classe et désireux de démocratiser les gouvernements locaux de leurs comtés respectifs ». Les Régulateurs se présentaient comme des « paysans pauvres et industrieux », des « travailleurs », de « pauvres misérables », « opprimés » par « de riches et puissants [...] monstres pernicieux ».

Les Régulateurs estimaient que l'alliance du pouvoir et de l'argent gouvernait la Caroline du Nord et dénonçaient, en conséquence, ces administrateurs dont « le souci le plus pressant [était] d'accroître leur fortune ». Ils condamnaient également un système fiscal particulièrement dur pour les pauvres, ainsi que la collusion des marchands avec les hommes de loi dans les cours de justice en vue de contraindre les petits fermiers harcelés à payer leurs dettes. Dans les comtés de l'Ouest où le mouvement s'était développé, seul un petit nombre de foyers possédaient des esclaves dont – pour prendre le cas d'un comté en particulier – 41 % appartenaient à 2 % seulement des foyers. Les Régulateurs ne représentaient pas les esclaves et les serviteurs sous contrat mais s'exprimaient au nom des petits propriétaires, des squatters[1] et des fermiers.

Un récit contemporain du mouvement régulateur dans le comté d'Orange dresse un saisissant portrait de la situation : « Les gens d'Orange étaient humiliés par le shérif; volés, pillés [...], méprisés et condamnés par l'administration ; trompés par les magistrats ; contraints d'accepter des prix dictés par la seule avarice de l'administrateur et des impôts qui, pensaient-ils, ne servaient qu'à enrichir la poignée d'individus qui les traitaient avec une continuelle arrogance. En outre, ils ne voyaient pas de fin à toutes ces misères puisque les puissants et les juges étaient ceux-là mêmes dont l'intérêt était d'opprimer et d'exploiter les travailleurs. »

Dans les années 1760, les Régulateurs du comté d'Orange s'organisèrent afin d'empêcher la collecte des impôts ou la saisie de ceux qui ne s'en étaient pas acquittés. L'administration déclara qu'« une insurrection totale aux visées dangereuses [avait] éclaté dans le comté d'Orange » et envisagea une répression militaire. Sept cents fermiers en armes avaient, un jour, imposé la libération de deux chefs régulateurs emprisonnés. En 1768, les Régulateurs adressèrent une pétition au gouvernement de Caroline du Nord dénonçant « l'inégalité des chances entre le pauvre, le faible et le riche, le puissant ».

Dans un autre comté, celui d'Anson, un colonel de la milice locale se plaignait des « troubles, insurrections et brutalités sans exemple qui frappent actuellement ce comté ». Une autre fois, une centaine d'hommes interrompirent un procès à la cour du comté. Ils essayèrent également de faire élire des fermiers à l'assemblée, affirmant que « la majorité de cette assemblée [était] composée

1. Les squatters, installés sur les territoires « vides » de la Frontière, lutteront sans cesse contre les propriétaires « légaux » de ces espaces – le roi d'Angleterre, les colonies, les futurs États américains –, à ne pas confondre avec les Indiens, propriétaires légitimes.

d'hommes de loi, de clercs et autres personnalités qui [étaient] en relations permanentes ». En 1770, il y eut une importante émeute à Hillsborough (Caroline du Nord), au cours de laquelle un procès fut interrompu. Le juge fut contraint de prendre la fuite ; les avocats, ainsi que deux marchands, furent roués de coups ; et les entrepôts furent pillés.

Après tous ces événements, l'Assemblée de la colonie engagea bien quelques réformes mais elle fit également voter un décret pour « prévenir les émeutes et les troubles », tandis que le gouverneur s'organisait afin de mieux les réprimer militairement. En mai 1771 eut lieu une bataille décisive au cours de laquelle plusieurs milliers de Régulateurs furent vaincus par une armée parfaitement disciplinée et soutenue par l'artillerie. Six Régulateurs furent pendus. Kay prétend que dans les comtés d'Orange, d'Anson et de Rowan, où il était le plus important, le mouvement des Régulateurs avait le soutien de six à sept mille hommes sur une population blanche et imposable totale de huit mille individus.

L'un des effets de ce terrible conflit fut qu'une petite minorité seulement, parmi ceux qui vivaient dans ces comtés où le mouvement des Régulateurs avait bénéficié du soutien populaire, semble avoir répondu à la rhétorique patriotique de la guerre d'Indépendance. Les autres observèrent sans doute une parfaite neutralité.

Par chance pour le mouvement révolutionnaire, les batailles décisives de la guerre d'Indépendance se déroulèrent dans le Nord, où la population urbaine blanche était très divisée sur le sujet. Les chefs locaux pouvaient ainsi s'assurer le soutien des ouvriers qui, subissant la concurrence des manufacturiers anglais, représentaient une sorte de classe moyenne dont l'intérêt était de combattre l'Angleterre. Le problème crucial restait de s'assurer le contrôle des individus les plus démunis, qui se trouvaient sans travail et mouraient de faim après la guerre de Sept Ans.

À Boston, les revendications économiques des classes les plus défavorisées, alliées à un ressentiment violent contre les Anglais, explosèrent en émeutes populaires. Les chefs indépendantistes étaient à la fois désireux de diriger cette violence populaire contre l'Angleterre et soucieux de la contenir afin d'en limiter les exigences.

Lorsque les émeutes contre la loi sur le Timbre éclatèrent à Boston, en 1767, le général des forces armées anglaises en Amérique du Nord, Thomas Gage, jugea ainsi la situation : « La populace de Boston s'est d'abord soulevée à l'instigation de nombre des plus éminents habitants de la ville. Enivrée par les pillages, c'est de son propre chef qu'elle se livra ensuite aux vols, aux agressions et aux destructions de plusieurs maisons, parmi lesquelles celle du lieutenant-

gouverneur. [...] S'apercevant qu'elles avaient perdu la maîtrise du ressentiment populaire, certaines de ces personnalités éminentes s'effrayèrent de ce qu'elles avaient provoqué et se mirent à craindre d'être les prochaines victimes de l'avidité du peuple. La même inquiétude s'est étendue depuis à d'autres provinces, où l'on a pris autant de peine à prévenir les insurrections populaires que l'on en avait pris, ici, à les provoquer. »

À cette époque, 10 % des contribuables de Boston détenaient 66 % des actifs imposables de la ville alors que 30 % de la population imposée n'avait en fait aucun bien imposable. Ceux qui ne possédaient rien ne pouvaient pas voter et, comme les Noirs, les femmes et les Indiens, n'avaient pas non plus le droit de participer aux assemblées municipales. Parmi eux les marins, les ouvriers à la journée, les apprentis et les serviteurs sous contrat.

Dirk Hoerder, qui travaille sur les émeutes populaires de la période révolutionnaire à Boston, qualifie les dirigeants révolutionnaires de « Fils de la Liberté[1] caractéristiques, issus de la petite bourgeoisie ou du milieu des commerçants aisés. [...] Un groupe de responsables hésitants » qui souhaitaient provoquer l'agitation contre la Grande-Bretagne tout en restant soucieux de garder le contrôle de la population américaine.

Il aura fallu la crise de la loi sur le Timbre pour que les responsables du mouvement prennent conscience de ce dilemme. À Boston, les Loyal Nine, un groupe politique réunissant commerçants, distillateurs, armateurs et maîtres artisans adversaires de la loi sur le Timbre, avaient organisé une manifestation contre celle-ci en août 1765. Cinquante artisans ouvraient le cortège, suivis des ouvriers des chantiers navals du North-End et des ouvriers et apprentis du South-End qu'ils avaient dû mobiliser. Deux à trois mille individus participaient donc à cette manifestation (dont les Noirs étaient exclus). Ils se dirigèrent vers le domicile du contrôleur du Timbre local et brûlèrent son effigie. Pourtant, après que les « gentilshommes » qui avaient organisé la manifestation se furent retirés, la foule, particulièrement excitée selon un membre des Loyal Nine, saccagea certains des biens du contrôleur. Ces violences refroidirent considérablement, semble-t-il, l'ardeur de nos Loyal Nine.

Les riches mirent alors sur pied des patrouilles armées. Un *town meeting* fut organisé, et ceux-là mêmes qui avaient patronné la

1. Fondés en 1718 par James Otis et Elisha Cook, les comités des « Fils de la Liberté », comme plus tard les « Comités de correspondance », regroupèrent, sous la férule de Samuel Adams, un certain nombre de radicaux militant d'abord contre les taxes anglaises, puis pour l'indépendance complète.

manifestation condamnèrent les violences et désavouèrent la foule. Comme plusieurs autres manifestations étaient prévues le 1er novembre 1765 – date à laquelle la loi sur le Timbre devait entrer en vigueur – et le 5 novembre, on prit certaines mesures afin de garder le contrôle des événements. Un dîner fut offert à quelques meneurs de l'émeute pour tenter de les ramener à la raison. Enfin, lorsque la loi sur le Timbre fut finalement abrogée, les responsables conservateurs coupèrent définitivement les ponts avec les émeutiers. Lorsqu'ils commémoraient, chaque année, la date de la première manifestation contre la loi sur le Timbre, au lieu d'inviter les émeutiers de la première heure, ils conviaient principalement, selon Hoerder, « les Bostoniens des classes moyennes et supérieures qui se rendaient en calèche ou en voiture attelée à Roxburry ou Dorchester pour participer à de somptueuses fêtes ».

Lorsque le Parlement britannique tenta à nouveau de taxer les colonies – mais cette fois par un ensemble de droits d'importation sur certains produits qui, pensait-on, ne soulèverait pas une aussi vive opposition –, l'élite coloniale organisa des boycotts. Mais, les leaders du mouvement insistaient sur ce point, « plus de populace ni de troubles. Faites en sorte que même les biens de votre pire ennemi ne soient pas mis en péril ». Samuel Adams conseillait également : « Pas de populace, pas de confusion, pas de troubles. » James Otis, pour sa part, déclarait : « Il n'est pas de circonstances – aussi tyranniques soient-elles – qui puissent justifier le trouble et le désordre. »

L'enrôlement forcé et le cantonnement des troupes pratiqués par les Britanniques étaient particulièrement odieux aux marins et aux ouvriers. Après 1768, deux mille soldats furent cantonnés à Boston et il y eut de fréquentes escarmouches entre la foule et les soldats. Ces derniers enlevaient le travail aux ouvriers alors qu'il était déjà difficile d'en trouver. Les ouvriers-artisans et les petits commerçants perdirent leurs emplois et virent leurs affaires péricliter à cause du boycott des produits britanniques. En 1769, un comité vit le jour à Boston « pour envisager les mesures qui permettraient d'employer les pauvres de la ville dont le nombre et les difficultés s'[étaient] accrus en raison de la crise du commerce et des échanges ».

Le 5 mars 1770, des plaintes émises par les cordeliers contre les soldats anglais qui leur prenaient leur travail provoquèrent une bataille rangée. La foule se réunit devant les bureaux de la douane et commença à provoquer les soldats qui finirent par tirer, tuant Crispus Attucks, un ouvrier mulâtre, et quelques autres. Cet événement est plus connu sous le nom de « massacre de Boston ». Rapidement,

le ressentiment contre les Anglais s'exaspéra et la colère éclata lorsque six soldats anglais furent finalement acquittés (et deux autres condamnés à être marqués au fer rouge sur le pouce et chassés de l'armée). John Adams, avocat des soldats britanniques, décrit ainsi la foule présente le jour du massacre : « Un ramassis hétéroclite de coquins, de nègres, de mulâtres, de bons à rien d'Irlandais et de matelots apatrides. » Près de dix mille personnes assistèrent aux obsèques des victimes du massacre (sur une population totale de seize mille environ). Après quoi les Anglais retirèrent leurs troupes de Boston et tentèrent de calmer la situation.

Des émeutes contre l'enrôlement forcé avaient déjà eu lieu dans les années 1760 à New York et à Newport (Rhode Island), où cinq cents marins, des adolescents et des Noirs se soulevèrent après cinq semaines d'une campagne d'enrôlement forcé menée par les Britanniques. Six semaines avant le massacre de Boston, des affrontements avaient opposé marins et soldats anglais à New York, faisant un mort parmi les premiers.

Lors de la Boston Tea Party[1], en décembre 1773, le Comité de correspondance local, formé un an plus tôt pour organiser les opérations anti-anglaises dans les colonies, « contrôla dès le début », selon Dirk Hoerder, « l'opération sur le thé conduite par la foule ». Cette Tea Party fut à l'origine du Coercitive Act voté par le Parlement britannique, qui imposait, dans les faits, la loi martiale au Massachusetts, la dissolution du gouvernement local de la colonie, le blocus du port de Boston et l'envoi et le cantonnement de troupes anglaises. Les assemblées municipales et les assemblées populaires réagirent en se soulevant. Après la saisie d'un entrepôt de poudre par les soldats britanniques, quatre mille habitants des environs convergèrent vers Cambridge, où résidaient dans leurs magnifiques propriétés les riches administrateurs de la colonie. La foule les contraint à démissionner. Si les comités de correspondance de Boston et des autres villes se réjouirent de ce rassemblement, ils condamnèrent à l'avance toute atteinte aux biens privés.

Pauline Maier, spécialiste du développement de l'opposition antibritannique au cours de la décennie qui précéda la Révolution, souligne dans son livre *From Resistance to Revolution* le caractère

1. Le 16 décembre 1773, en réaction contre le Tea Act (mesure fiscale votée par le Parlement anglais pour permettre à la compagnie anglaise East Indian Tea d'écouler facilement ses stocks dans les colonies américaines, aux dépens des commerçants locaux), quelques dizaines d'Américains, déguisés en Indiens, montent à bord de trois navires anglais amarrés dans le port de Boston et jettent dans l'océan les trois cent quarante caisses de thé (45 tonnes environ) qu'ils contenaient.

modéré des chefs indépendantistes qui, malgré leur volonté de résister, insistaient pour « que l'ordre régnât et qu'on ne franchît pas certaines limites ». Selon elle, « les responsables et les membres des Fils de la Liberté étaient presque tous issus des classes supérieures et de la petite bourgeoisie de la société coloniale ». À Newport (Rhode Island), par exemple, selon un témoignage contemporain, les Fils de la Liberté « comptaient dans leurs rangs quelques gentilshommes très en vue aussi bien en raison de leur fortune que de leur bon sens et de leur excellente éducation ». En Caroline du Nord, c'est « l'un des plus riches gentilshommes et propriétaires fonciers » qui menait les Fils de la Liberté. De même en Virginie et en Caroline du Sud. Et « les responsables new-yorkais étaient également à la tête de petites mais respectables entreprises ». Leur objectif, néanmoins, était d'étendre l'influence de leur organisation et d'en élargir la base.

De nombreux groupes des Fils de la Liberté déclaraient, comme à Milford (Connecticut), la « plus grande aversion » pour l'illégalité ou dénonçaient, comme à Annapolis, « toute émeute ou réunion non autorisée visant à perturber l'ordre public ». John Adams exprimait les mêmes craintes : « Ces "goudronnages" suivis d'"emplumages", ces saccages de domiciles par une populace brutale et insolente, dans le seul but de venger des injustices privées ou des préjudices personnels, doivent être condamnés. »

En Virginie, la bourgeoisie cultivée était persuadée qu'il fallait entreprendre quelque chose afin de persuader les couches sociales défavorisées de rallier la cause révolutionnaire et de reporter leur colère contre les Anglais. Dans son journal intime, un Virginien écrit au printemps 1774 : « La plus basse classe de la population est très excitée par les récits que l'on fait des événements de Boston. Nombre de ses membres attendent qu'on les enrôle et qu'on leur ordonne d'aller combattre les Anglais. » À l'époque de la loi sur le Timbre, un orateur virginien interroge les pauvres : « Ne sommes-nous pas faits, nous gentilshommes, de la même étoffe que les plus humbles et les plus pauvres d'entre vous ? [...] Ne prêtez pas l'oreille à ceux qui tentent de nous diviser, mais donnons-nous, au contraire, fraternellement la main. »

C'était là une question pour laquelle les talents rhétoriques de Patrick Henry – l'un des participants au premier Congrès continental de 1774 – étaient merveilleusement appropriés. Comme Rhys Isaac le fait remarquer, il était « intimement lié aux cercles bourgeois », mais il parlait une langue que les Blancs les plus pauvres de Virginie pouvaient comprendre. Edmund Randolph,

un ami de Henry, disait en parlant de son style qu'il était tout de « simplicité, voire de rudesse. [...] Ses longues pauses, qui faisaient parfois craindre que l'attention du public ne se porte ailleurs, la ravivaient au contraire en éveillant la curiosité ».

Les discours de Patrick Henry indiquaient le moyen de soulager les tensions existantes entre classes défavorisées et classes fortunées de Virginie en les unissant contre les Anglais. Il s'agissait de trouver un langage qui inspirât tous les milieux : assez réaliste dans l'énumération des revendications pour provoquer la colère du peuple contre les Anglais et, néanmoins, suffisamment vague pour éviter le réveil des conflits de classes au sein du parti des révoltés. En outre, il devait être assez exaltant pour forger un sentiment patriotique susceptible de fédérer l'ensemble des composantes du mouvement révolutionnaire.

Le Sens commun de Thomas Paine, qui parut au début de 1776 et devint le pamphlet le plus populaire des colonies américaines, y réussissait parfaitement. Il s'agissait de la première défense vigoureuse de l'idée d'indépendance en des termes qui pouvaient être compris par n'importe quel individu sachant lire. « La société, quel qu'en soit le visage, est une bénédiction mais le gouvernement, même dans le meilleur des cas, n'est jamais qu'un mal nécessaire. »

Paine se débarrasse de l'idée de monarchie de droit divin en un résumé historique et surtout caustique de la monarchie britannique. Il remonte à la conquête normande de 1066, lorsque Guillaume le Conquérant débarqua de France pour s'installer sur le trône anglais : « Un bâtard français débarquant avec sa horde de malfrats et s'instituant lui-même roi d'Angleterre contre le consentement des indigènes n'est, en termes crus, qu'un original doublé d'un vaurien et d'un misérable. Rien de "divin" là-dedans. »

Paine confronte également les avantages respectifs de la fusion et de la séparation avec l'Angleterre. Parfaitement conscient de l'importance des questions économiques, il met « au défi les plus ardents défenseurs de la réconciliation de présenter un seul bénéfice que ce continent puisse tirer à conserver des attaches avec la Grande-Bretagne. Je le répète : pas le moindre bénéfice à en tirer. Notre maïs a un prix sur n'importe quel marché européen et nos produits doivent y être vendus aux prix que *nous* dictons. »

Quant aux conséquences fâcheuses des liens avec l'Angleterre, Paine rappelle les nombreuses guerres dans lesquelles l'Angleterre a entraîné les Américains. Guerres coûteuses, tant en vies qu'en argent : « Les torts et les inconvénients que nous subissons à cause de cette relation sont innombrables. [...] Toute soumission ou

dépendance vis-à-vis de la Grande-Bretagne impliquera ce continent dans toutes les guerres et intrigues européennes et nous met dans une position délicate à l'égard de nations qui, autrement, rechercheraient notre amitié. »

Enfin, comble d'émotion : « La Justice et la Raison plaident en faveur de la séparation. Le sang des soldats tombés au champ d'honneur, la voix plaintive de la nature nous implorent : "Le temps de la séparation est venu." »

Le Sens commun connut une vingtaine d'éditions en 1776 et fut vendu à des centaines de milliers d'exemplaires. Il est probable que presque tous les colons capables de lire l'ont lu ou en ont au moins connu le contenu. La littérature pamphlétaire était d'ailleurs devenue à l'époque la scène principale du débat sur les rapports avec l'Angleterre. Entre 1750 et 1776, quatre cents pamphlets avaient paru qui traitaient, quel que soit le point de vue défendu, de la loi sur le Timbre, du massacre de Boston, de la Boston Tea Party ou de questions générales sur la désobéissance à la loi, la loyauté envers le gouvernement, les droits et les devoirs.

Le pamphlet de Paine s'adressait à un large spectre de l'opinion coloniale, très remontée contre l'Angleterre. Pourtant, il provoqua également certaines craintes dans les rangs des aristocrates qui, bien que favorables (comme John Adams) à la cause patriotique, n'en désiraient pas moins s'assurer qu'elle n'irait pas trop loin dans le sens de la démocratie. Paine qualifiait le prétendu équilibre du gouvernement de la Chambre des lords et de celle des communes de duperie et réclamait une chambre unique de représentants où le peuple serait réellement représenté. Adams dénonce le projet de Paine en prétendant qu'il est « si démocratique, si dénué de garde-fous ou de la moindre garantie d'équilibre ou de contre-pouvoir, qu'il doit inévitablement produire la confusion et les pires effets qui soient ». Pour Adams, ces assemblées populaires, à l'évidence pourvoyeuses « de décisions hâtives et de raisonnements absurdes », devaient être contrôlées.

Thomas Paine était issu des « classes inférieures » de la société anglaise. Fonctionnaire des impôts, instituteur, émigrant pauvre en Amérique, il arriva à Philadelphie en 1774, où l'agitation contre la Grande-Bretagne était déjà vive. Les ouvriers-artisans de Philadelphie commençaient à former avec les journaliers, les apprentis et les ouvriers peu qualifiés un groupe politiquement conscient. « Une racaille maudite, pouilleuse et rebelle », aux dires des aristocrates locaux. En s'exprimant haut et fort, Paine pouvait espérer représenter ces classes laborieuses politiquement émergentes (il

s'opposa d'ailleurs au système du vote censitaire[1] en Pennsylvanie). Néanmoins, il semble que son principal souci fût d'être le porte-parole d'un groupe médian. « Il existe un niveau de richesse et une extrémité de pauvreté qui, en restreignant le cercle des relations d'un homme, amoindrissent ses capacités générales de discernement. »

Lorsque la Révolution eut réellement commencé, Paine fit savoir de plus en plus clairement qu'il ne soutenait pas les émeutes populaires – telle la milice qui attaqua le domicile de James Wilson en 1779. Ce dernier était lui-même un meneur révolutionnaire qui s'opposait au contrôle des prix et souhaitait un gouvernement plus conservateur que ne le prévoyait la Constitution de Pennsylvanie de 1776. En outre, Paine s'associa à l'un des individus les plus riches de Pennsylvanie, Robert Morris, dont il appuya la création de la Banque d'Amérique du Nord.

Plus tard, lors de la controverse sur l'adoption de la Constitution, Paine devait à nouveau représenter les artisans des villes qui préconisaient un gouvernement centralisé et fort. Il semble avoir pensé qu'un gouvernement de ce type était seul susceptible de répondre à quelque grand intérêt général. En ce sens, il tomba lui aussi dans le piège du mythe selon lequel la Révolution est le produit de l'intérêt commun d'un peuple parfaitement uni.

La Déclaration d'indépendance exprima ce mythe avec la plus vive éloquence. Les mesures les plus radicales prises par les autorités britanniques – Proclamation de 1763 interdisant aux colons de s'installer à l'ouest des Appalaches, loi sur le Timbre, droits d'importation fixés par Townshend (chancelier de l'Échiquier britannique), cantonnement de troupes anglaises, massacre de Boston et blocus de son port, dissolution de l'Assemblée du Massachusetts – exaspérèrent la rébellion coloniale au point de la changer en révolution. Les colons avaient réagi par un Congrès discutant de la loi sur le Timbre, les comités des Fils de la Liberté, les comités de correspondance, la Boston Tea Party et, finalement, en 1774, en organisant un Congrès continental – sorte de corps législatif illégal, précurseur d'un futur gouvernement indépendant. Ce n'est qu'après les chocs militaires de Lexington et de Concord, en avril 1775, entre les *minutemen*[2] coloniaux et les troupes anglaises que

1. Le vote censitaire consiste à n'accorder le droit de vote qu'à ceux qui payent une certaine somme d'impôts. Depuis sa disparition, le hiatus existant entre l'égalité des droits politiques et l'égalité des droits économiques et sociaux est moins explicite.

2. Les *minutemen* étaient des sections de miliciens patriotes, souvent jeunes, entraînés à réagir très rapidement en cas de danger. Ce sont eux qui, dans la nuit du 18 au 19 avril 1775, lancèrent le combat contre les troupes anglaises qui venaient de s'emparer d'un de leurs dépôts de munitions.

ce Congrès continental se dispersa. Ses membres mirent en place un petit comité chargé d'esquisser une Déclaration d'indépendance dont Thomas Jefferson fut le rédacteur. Adoptée par le Congrès le 2 juillet, elle fut proclamée officiellement le 4 juillet 1776.

À cette date, il existait déjà un fort sentiment majoritaire en faveur de l'indépendance. Certains décrets adoptés en Caroline du Nord en mai 1776 et communiqués au Congrès continental déclaraient déjà l'indépendance d'avec l'Angleterre et affirmaient que toute loi britannique était désormais nulle et non avenue. On décrétait également l'urgence de préparatifs militaires. À peu près au même moment, la ville de Malden (Massachusetts), répondant à la requête de la cour générale du Massachusetts pour l'organisation d'un vote dans chaque ville de l'État sur le sujet de l'indépendance, avait, au cours d'une assemblée publique, lancé un appel unanime en faveur de l'indépendance en ces termes : « Nous renonçons donc avec le plus grand mépris à toutes relations avec un royaume d'esclaves; nous faisons nos adieux définitifs à la Grande-Bretagne. »

« Lorsque dans le cours des événements humains un peuple se voit dans la nécessité de rompre les liens politiques [...], il [doit] déclarer les causes qui l'ont poussé à cette séparation. » C'est ainsi que s'ouvre la Déclaration d'indépendance. Puis, dans le deuxième paragraphe, on trouve cette vigoureuse déclaration politique : « Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes – que tous les hommes naissent égaux; que leur Créateur les a dotés de droits inaliénables parmi lesquels la Vie, la Liberté et la Recherche du bonheur; que, pour garantir ces droits, des gouvernements sont institués parmi les hommes dont les justes pouvoirs émanent du consentement des gouvernés; que si un gouvernement, quelle qu'en soit la forme, vient à méconnaître ces fins, le peuple a le droit de le modifier ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement. »

Ensuite, une série de griefs est adressée au roi, rappelant la longue histoire « d'injustice et d'usurpations répétées ayant toutes pour premier objet l'établissement d'une tyrannie absolue sur nos États ». On y accuse le roi d'Angleterre d'avoir dissous les gouvernements des colonies, soumis les juges, envoyé de véritables « hordes d'officiers qui harcèlent notre peuple » et des armées d'occupation, rompu les liens commerciaux des colonies avec les autres régions du monde, taxé les colons sans leur consentement, engagé une guerre contre eux et « envoyé d'importantes armées de mercenaires étrangers pour achever son œuvre de mort, de désolation et de tyrannie »...

Tous ces discours sur le contrôle du gouvernement par le peuple, sur le droit à la rébellion et à la révolution, toute cette *indignation* vis-à-vis de la tyrannie politique, des brimades économiques et des agressions militaires, parvenaient à rassembler un très grand nombre de colons et, de surcroît, à persuader ceux que certains griefs opposaient les uns aux autres à focaliser leur rancœur sur l'Angleterre.

Pourtant, certains Américains restaient clairement exclus de cette communion autour d'intérêts partagés que la Déclaration d'indépendance prétendait formaliser. On n'y évoquait nulle part les Indiens, les esclaves noirs ni, pour finir, les femmes. Plus encore, l'un des attendus de la Déclaration d'indépendance accusait le roi d'inciter les esclaves à la révolte et de susciter les attaques indiennes : « Il a fomenté des révoltes intestines et tâché de soulever contre les habitants de nos frontières les sauvages et impitoyables Indiens, dont la règle de guerre bien connue est de détruire sans distinction les êtres de tous âges, sexes et conditions. »

Vingt ans avant la Déclaration d'indépendance, un décret voté par la cour générale du Massachusetts et daté du 3 novembre 1755 qualifiait les Indiens penobscots de « rebelles, ennemis et traîtres » et offrait, « pour chaque scalp d'Indien mâle rapporté, [...] quarante livres. Pour chaque scalp de femme ou d'enfant mâle de moins de douze ans qui seront tués, [...] vingt livres ».

Thomas Jefferson avait rédigé un paragraphe de la Déclaration accusant le roi de faire transporter des esclaves vers les colonies et d'« empêcher toute tentative de faire cesser ou tout au moins de limiter ce commerce exécrable ». Il semblait exprimer là une véritable indignation morale à l'égard de l'esclavage et de la traite (l'aversion de Jefferson pour l'esclavage ne doit pas faire oublier le fait qu'il possédait, à sa mort, plusieurs centaines d'esclaves). Pourtant, il ne s'agissait là que de la prise en compte de la crainte éprouvée par les Virginiens et autres Sudistes devant le nombre croissant d'esclaves noirs vivant dans les colonies (20 % de la population totale) et devant la menace, également croissante, de les voir se révolter. Ce paragraphe rédigé par Jefferson fut rejeté par le Congrès continental en raison de désaccords existant au sein même de la communauté des propriétaires d'esclaves sur le caractère souhaitable ou non de la fin de la traite. Ainsi, même ce geste en direction des esclaves noirs fut-il effacé du grand manifeste en faveur de la Liberté de la Révolution américaine.

Déclarer que « tous les hommes naissent égaux » n'était probablement pas une façon de porter un jugement explicite sur les femmes en tant que telles. Plus prosaïquement, elles ne paraissaient

pas dignes d'être mentionnées. Elles étaient, en fait, politiquement invisibles. Bien que la simple nécessité leur conférât une certaine autorité dans la conduite du ménage, de l'exploitation agricole ou dans leurs fonctions de sages-femmes, elles étaient purement et simplement exclues dès lors qu'il s'agissait de droits politiques ou d'égalité civique.

Affirmer que la Déclaration d'indépendance, jusque dans la lettre même, se bornait à reconnaître les droits à la vie, à la liberté et au bonheur des hommes blancs, ce n'est pas accuser les concepteurs et signataires de la Déclaration d'avoir eu la mentalité que l'on pouvait attendre de Blancs privilégiés au XVIIIe siècle. Les historiens réformistes et radicaux, étudiant avec un certain esprit critique le passé, sont bien souvent accusés d'en exiger trop – et c'est en effet ce qu'ils font parfois. Pourtant, faire la liste de ceux que la Déclaration laisse aux portes des droits de l'homme ne signifie pas forcément, à des siècles de distance et bien inutilement, se livrer à une condamnation morale de l'époque à laquelle elle fut rédigée. C'est, en revanche, tenter de comprendre comment cette Déclaration a pu permettre de mobiliser certaines communautés d'Américains tout en en ignorant d'autres. D'ailleurs, il est certain qu'aujourd'hui encore la plupart des discours exaltés, destinés à forger le consensus, servent à dissimuler de sérieux conflits d'intérêts au sein même des sociétés prétendument consensuelles tout en laissant de côté de nombreux autres membres de la communauté humaine.

La philosophie de la Déclaration – selon laquelle le gouvernement est institué par le peuple pour garantir vie, liberté et recherche du bonheur et peut être renversé par le peuple quand ce n'est plus le cas – est souvent considérée comme descendant en droite ligne du second *Traité du gouvernement civil* de John Locke. Cet ouvrage fut publié en Angleterre, en 1689, alors que les Anglais se rebellaient contre la tyrannie de leurs rois et instituaient un gouvernement parlementaire. La Déclaration, à l'instar du *Traité* de Locke, discutait de gouvernement et de droits politiques mais passait totalement sous silence les inégalités existant en matière de propriété. Les individus pouvaient-ils réellement avoir des droits égaux quand subsistait une telle diversité de fortunes ?

Locke lui-même était un homme riche, tirant une grande part de ses revenus de prêts et d'hypothèques et ayant investi dans le commerce de la soie et la traite des esclaves. Il avait également énormément investi dans la première émission d'actions de la Banque d'Angleterre, quelques années après qu'il eut rédigé son fameux *Traité* – devenu *la* référence en matière de démocratie libérale. En tant que conseiller des deux Carolines, il avait suggéré

un gouvernement formé de propriétaires esclavagistes et dirigé par des barons terriens.

L'idée que se faisait Locke d'un gouvernement populaire allait dans le sens d'une révolution anglaise favorisant le libre développement du capitalisme marchand à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Locke regrettait d'ailleurs que le travail des enfants pauvres « ne bénéficie généralement pas au bien public tant qu'ils n'ont pas atteint douze ou quatorze ans » et suggérait que tous les enfants de plus de trois ans issus de familles vivant de la charité soient placés dans des « écoles d'apprentissage » afin de pouvoir « dès l'enfance [...] s'aguerrir au travail ».

Les révolutions anglaises du XVIIe siècle inventèrent le gouvernement représentatif et initièrent le débat sur la démocratie. Cependant, selon l'historien anglais Christopher Hill *(The Puritan Revolution)*, « il est indubitable que le pouvoir accordé au Parlement et le renforcement de l'autorité de la loi ont essentiellement profité aux possédants ». L'imposition autoritaire qui menaçait les propriétaires fut rejetée, les monopoles furent abolis afin d'offrir plus de latitude au commerce, et la suprématie maritime anglaise servit à conforter une politique impérialiste à l'extérieur, y compris vis-à-vis de l'Irlande. Les Levellers et les Diggers[1], deux mouvements politico-religieux qui souhaitaient également introduire l'égalité dans la sphère économique, furent réprimés par la révolution puritaine.

On peut juger de la pertinence des beaux discours de Locke au sujet du gouvernement représentatif par l'étude des divisions et des conflits de classes qui éclatèrent en Angleterre après la révolution qu'il avait tant soutenue. À l'époque même où la situation américaine devenait de plus en plus tendue, en 1768, l'Angleterre fut secouée par les émeutes et les grèves – mineurs, ouvriers des scieries, chapeliers, tisserands, marins – en raison du prix élevé du pain et des salaires misérables. L'*Annual Register* rend compte des événements du printemps et de l'été 1768 : « Un sentiment général d'insatisfaction domine malheureusement parmi les plus basses classes du peuple. Ce mauvais état d'esprit, occasionné en partie par le prix élevé de la nourriture et en partie par d'autres raisons, s'est manifesté trop fréquemment par des émeutes ou des troubles, qui ont eu les plus déplorables conséquences. »

1. Levellers : révolutionnaires anglais, pour la plupart chrétiens, qui voulaient remplacer la monarchie par une république centrée sur la totale égalité des droits politiques; leurs propositions furent débattues en 1647 et combattues par Cromwell. Les Diggers, plus radicaux, considérés parfois comme des précurseurs du socialisme, demandaient la redistribution des richesses et des terres.

« Le peuple » prétendument au cœur de la théorie de la souveraineté populaire défendue par Locke était ainsi défini par un membre du Parlement anglais : « Je ne parle pas de la populace [...], je veux parler de l'Anglais moyen, de l'artisan, du petit propriétaire terrien, du commerçant, du gentilhomme des campagnes. »

En Amérique également, la réalité que dissimulait le vocabulaire de la Déclaration d'indépendance (rédigée la même année que le manifeste capitaliste d'Adam Smith, *La Richesse des nations*) était qu'une classe montante composée de notables devait nécessairement rallier suffisamment d'Américains pour battre l'Angleterre sans pour autant bouleverser outre mesure les rapports tissés entre argent et pouvoir pendant les quelque cent cinquante ans d'existence des colonies. D'ailleurs, 69 % des signataires de la Déclaration d'indépendance avaient occupé des postes d'administrateurs coloniaux sous l'autorité de l'Angleterre.

La Déclaration d'indépendance, avec toute sa rhétorique radicale passionnée, fut lue du balcon de l'hôtel de ville de Boston par Thomas Crafts. Ce dernier était un ancien membre du groupe des Loyal Nine, ces conservateurs qui s'étaient opposés aux émeutes populaires contre les Anglais. Quatre jours après cette proclamation, le Comité de correspondance de Boston ordonnait aux citoyens de la ville de se rendre sur le terrain municipal pour satisfaire à l'incorporation militaire. On constata alors que les riches pouvaient échapper à la conscription en s'offrant des substituts. Les pauvres, eux, ne le pouvaient évidemment pas. Des manifestations eurent lieu au cours desquelles on entendit crier : « La tyrannie, c'est la tyrannie, quel que soit celui qui l'impose. »

Chapitre V
Une étrange révolution

La victoire américaine sur l'armée britannique ne fut rendue possible que par l'existence d'un peuple déjà en armes. Les Blancs de sexe masculin possédaient presque tous un fusil et savaient s'en servir. Les chefs révolutionnaires n'avaient guère confiance dans la multitude des pauvres et avaient conscience que la Révolution présentait peu d'attrait aux yeux des esclaves et des Indiens. Ils se voyaient donc dans l'obligation de s'assurer le soutien d'une population blanche suffisamment armée.

Ce qui n'était pas si simple à obtenir. Si les marins et les ouvriers – et quelques autres encore – étaient réellement remontés contre les Anglais, l'enthousiasme guerrier n'était décidément pas général. Au cours de la guerre d'Indépendance, la plupart des Blancs firent un passage plus ou moins bref dans l'armée mais seule une minorité y demeura tout du long. Dans son tableau de l'armée révolutionnaire, *A People Numerous and Armed*, John Shy rapporte que les hommes « avaient de plus en plus le sentiment d'être maltraités par les comités de défense, les représentants véreux du commissariat à l'Approvisionnement et par les bandes d'inconnus dépenaillés et armés de fusils se proclamant soldats de la Révolution ». Shy estime aussi qu'un cinquième de la population seulement participait activement à la sédition. John Adams affirmait en son temps qu'un tiers de la population était contre la Révolution, un tiers pour, et le reste neutre.

Un proche de George Washington, Alexander Hamilton, qui entamait une ascension fulgurante au sein de la nouvelle élite, se trouvait au quartier général et déclarait : « Nos concitoyens ont la bêtise de l'âne et la passivité du mouton. [...] Ils sont absolument

déterminés à ne jamais être libres. [...] Si nous devons être sauvés, ce sera par la France et par l'Espagne. »

En outre, l'esclavage posait un problème aux colonies du Sud. La Caroline du Sud, par exemple, qui vivait dans l'insécurité depuis les soulèvements d'esclaves de Stono en 1739, ne pouvait guère participer au combat contre les Anglais tant ses milices étaient occupées à contrôler les esclaves.

Selon Shy toujours, les premiers hommes à rejoindre les milices coloniales étaient généralement « des parangons de respectabilité ou, du moins, exerçaient la pleine citoyenneté » dans leurs communautés respectives. En revanche, les Indiens alliés, les Noirs affranchis, les serviteurs blancs sous contrat et même les Blancs libres sans domicile précis en étaient exclus. Pourtant, en désespoir de cause, on commença à enrôler des Blancs au statut plus que douteux. Le Massachusetts et la Virginie engagèrent des vagabonds dans leurs milices. En fait, l'état militaire offrait un débouché pour les pauvres qui pouvaient en gravir les échelons, obtenir quelque argent et changer ainsi de statut social.

On usait, ici, de la stratégie traditionnelle qui consiste pour tout gardien de l'ordre social à mobiliser et à discipliner les populations récalcitrantes en leur offrant aventures et récompenses dans le service des armes. On obtient ainsi des pauvres qu'ils se battent en faveur d'une cause qu'ils auraient fort bien pu ne pas épouser. Un lieutenant américain blessé à Bunker Hill et interrogé par Peter Oliver (tory pro-anglais qui, bien sûr, s'attachait tout particulièrement à recueillir de tels témoignages) raconta comment il avait rejoint les forces rebelles : « J'étais cordonnier et je gagnais ma vie à la sueur de mon front. Lorsque cette révolte a commencé, j'ai vu quelques-uns de mes voisins – que je vaux bien – prendre du service. J'étais très orgueilleux et j'aimais pas avoir ces types-là au-dessus de moi. On m'a demandé de m'engager comme simple soldat et j'ai accepté à condition d'être nommé au grade de lieutenant. On me l'a accordé, alors je me suis imaginé que j'allais pouvoir avoir de l'avancement : si j'étais tué au combat c'était fini pour moi, mais si mon capitaine était tué je pouvais monter en grade et avoir même la chance de monter un peu plus haut. Sûr que c'était ma seule raison, monsieur, pour prendre du service, parce que pour ce qui est de la dispute entre la Grande-Bretagne et les colonies, je n'y comprends rien. »

John Shy a enquêté sur la suite de l'histoire de ce lieutenant de Bunker Hill. Il s'agit en fait de William Scott, habitant Peterborough (New Hampshire). Prisonnier des Anglais pendant un an, il finit par s'échapper et retourna dans l'armée américaine. Il combattit à New

York, où il fut à nouveau fait prisonnier par les Anglais. Mais il s'échappa encore en traversant l'Hudson à la nage, de nuit, avec son épée pendue autour du cou et sa montre fixée sur son chapeau. Il revint au New Hampshire, recruta personnellement une petite compagnie comprenant ses deux fils aînés et prit part à plusieurs combats jusqu'à ce que sa santé ne le lui permette plus. Il vit son fils aîné mourir après six ans de service. Il avait vendu sa ferme à Peterborough contre un billet à ordre qui, du fait de l'inflation, avait perdu toute valeur. Après la guerre, on le vit encore sauver huit personnes de la noyade après que leur bateau se fut retourné dans le port de New York. Cet acte lui valut un emploi militaire de surveillant des territoires de l'Ouest. Finalement, il mourut en 1796 d'une mauvaise fièvre.

Scott faisait partie de ces nombreux combattants de la Révolution de grade militaire subalterne, généralement issus des milieux pauvres et obscurs. L'étude de Shy sur la composition du contingent de Peterborough révèle que les personnalités les plus en vue et les plus fortunées de la ville n'ont servi que très brièvement durant la guerre. D'autres villes américaines présentent elles aussi cette particularité. Selon Shy, « l'Amérique révolutionnaire était peut-être une société petite-bourgeoise, plus heureuse et plus prospère qu'aucune autre à son époque, mais on y trouvait aussi un nombre croissant d'individus franchement pauvres. Ce sont eux qui comme toujours participèrent effectivement aux combats et supportèrent l'essentiel des souffrances de la guerre entre 1775 et 1783 ».

Ce conflit militaire, en rejetant à l'arrière-plan tout le reste, relativisa les autres problèmes et força les gens à choisir leur camp dans l'unique affrontement auquel on accordât une importance. Certaines personnes rallièrent ainsi les rangs de la Révolution, même si elles ne devaient pas tirer forcément avantage de l'indépendance. Les élites dirigeantes semblaient avoir appris avec le temps – consciemment ou non – que la guerre les garantissait contre les troubles internes.

La rigueur de la préparation militaire permettait de faire rentrer dans le rang les gens trop peu convaincus. Au Connecticut, par exemple, on vota une loi qui rendait le service militaire obligatoire pour tous les hommes blancs entre seize et soixante ans mais exemptait de la conscription certains membres de l'administration, les pasteurs, les étudiants et professeurs de Yale, les Noirs, les Indiens et les mulâtres. On pouvait aussi, lorsqu'on était appelé à servir dans l'armée, y envoyer un substitut ou échapper à cette obligation en s'acquittant de la somme de 5 livres. Dix-huit personnes qui n'étaient pas venues remplir leurs obligations militaires furent

emprisonnées et durent, pour prix de leur libération, s'engager à combattre. Selon Shy encore, « l'instrument de leur conversion politique fut la milice ». Ce qui passe généralement pour une démocratisation des forces armées se révèle être, en fait, d'une tout autre nature : un simple moyen d'obliger les nombreux réfractaires à s'associer à la cause nationale et, pour finir, à y adhérer.

Durant cette guerre pour la liberté, la conscription s'avéra, comme d'habitude, une question d'argent. Alors que tous gardaient en mémoire les révoltes contre l'enrôlement forcé pratiqué par les Anglais, la marine américaine institua elle aussi, en 1779, l'enrôlement forcé des marins. Un administrateur pennsylvanien soulignait qu'« on ne peut s'empêcher de constater à quel point cette attitude correspond à celle des officiers britanniques à l'époque de notre sujétion à la Grande-Bretagne. Nous sommes convaincus que cela aura les mêmes conséquences fâcheuses. C'est-à-dire une désaffection du peuple à l'égard de l'autorité qui, par une évolution prévisible, entraînera une opposition ouverte et de nouveaux massacres ».

Un aumônier de Concord (Massachusetts) s'inquiétait de la discipline de fer en vigueur dans l'armée de George Washington : « Nouveaux maîtres, nouvelles lois. Le plus strict des gouvernements est en train de se mettre en place et les distinctions sont très marquées entre les officiers et les hommes. Tout le monde doit connaître sa place et la garder, sous peine d'être immédiatement arrêté et de recevoir trente à quarante coups de fouet. »

Les Américains perdirent les premières batailles de la guerre : Bunker Hill, Brooklyn Heights, Harlem Heights, le Deep South. Ils gagnèrent quelques petits combats à Trenton et à Princeton puis, au moment crucial, en 1777, remportèrent la grande bataille de Saratoga (État de New York). L'armée de Washington, morte de froid, tint bon à Valley Forge (Pennsylvanie) tandis que Benjamin Franklin négociait une alliance avec une monarchie française avide de prendre sa revanche sur l'Angleterre. La guerre se porta dans le Sud, où les Anglais gagnèrent bataille sur bataille jusqu'à ce que les Américains – appuyés par un important corps d'armée français et le blocus mis en place par la marine française sur l'approvisionnement et les renforts anglais – remportent la bataille finale à Yorktown (Virginie) en 1781.

Dans l'intervalle, les conflits internes entre Américains riches et pauvres étaient réapparus. À Philadelphie, pendant cette période de guerre qu'Eric Foner décrit comme « une époque d'immenses profits pour certains colons et de profonde misère pour les autres », l'inflation – les prix augmentèrent cette année-là de 45 % en un

mois – provoqua troubles et agitations diverses. Un journal de Philadelphie rappelle à l'époque qu'en Europe « le peuple s'est toujours fait justice lui-même lors des pénuries de pain dues à l'avidité des spéculateurs. Les gens font irruption dans les entrepôts, s'approprient la nourriture dont ils ont besoin sans la payer et, parfois même, pendent les responsables de leur misère ».

En mai 1779, la 1re compagnie d'artillerie de Philadelphie adressait une pétition à l'Assemblée de Pennsylvanie au sujet des difficultés des « gens du commun et des pauvres » qui menaçaient de recourir à la violence contre « ceux qui par pure avarice tentent d'amasser des fortunes sur le dos de la partie la plus honorable de la communauté ». Ce même mois eut lieu une grande réunion non autorisée qui exigeait la baisse des prix et une enquête sur Robert Morris, un riche Philadelphien accusé de stocker les produits alimentaires. En octobre éclata l'« émeute de Fort Wilson », au cours de laquelle un groupe de miliciens traversa la ville et se rendit au domicile de James Wilson, riche avocat et chef révolutionnaire, qui s'était opposé à la politique de contrôle des prix et à la constitution démocratique adoptée par la Pennsylvanie en 1776. La milice fut éconduite par un « bataillon en bas de soie » composé de citoyens fortunés de Philadelphie.

Si la majorité des colons blancs possédant un lopin de terre, voire ne possédant que la liberté, vivaient objectivement mieux que les esclaves, les serviteurs sous contrat ou les Indiens, et pouvaient être séduits par la coalition révolutionnaire, il leur devint malgré tout de plus en plus difficile d'admettre – à mesure que les sacrifices imposés par la guerre se faisaient plus lourds – les privilèges et les exemptions accordés aux riches. Près de 10 % de la population, selon ce que rapporte Jackson Main dans son *Social Structure of Revolutionary America*, se composait de grands propriétaires terriens et de négociants qui, outre 1 000 livres et plus en biens propres et 1 000 autres livres en propriété foncière, possédaient également la moitié de la richesse nationale et, par le biais des esclaves, un septième de la population totale.

Le Congrès continental qui gouverna les colonies pendant toute la durée de la guerre était dominé par des individus fortunés, entretenant les uns avec les autres des relations d'affaires ou familiales. Ce réseau s'étendait du Sud au Nord et de l'Est à l'Ouest. Le Virginien Richard Henry Lee, par exemple, était lié aux Adams, du Massachusetts, et aux Shippens, de Pennsylvanie. Certains représentants des colonies du Sud et du Centre étaient liés à Robert Morris, en Pennsylvanie, par des connexions commerciales et

foncières. Morris était lui-même superintendant aux Finances et son adjoint n'était autre que le gouverneur Morris.

L'objectif de Morris était d'offrir le maximum de garanties à ceux qui avaient prêté de l'argent au Congrès continental et de s'assurer du soutien des officiers en faisant voter le versement à vie d'une demi-solde à ceux d'entre eux qui avaient servi jusqu'à la fin de la guerre. Tout cela, bien sûr, sans songer aux simples soldats que l'on ne payait pas, qui souffraient du froid et mouraient de maladie tandis que les profiteurs civils s'enrichissaient. Le jour de l'an 1781, les troupes pennsylvaniennes cantonnées près de Morristown (New Jersey), sans doute ivres de rhum, dispersèrent leurs officiers, tuèrent un capitaine, en blessèrent d'autres puis, pour finir, marchèrent avec armes et canons sur le Congrès continental de Philadelphie.

George Washington, qui ne souhaitait pas que la rébellion s'étende à ses propres troupes, traita l'affaire avec précaution. Informé de ces événements par le général Anthony Wayne, il lui ordonna de ne pas user de la force, lui suggéra de faire dresser aux soldats la liste de leurs revendications puis conseilla au Congrès de ne pas quitter Philadelphie de crainte que la population de la ville ne se joigne aux soldats. Ensuite, il expédia Knox en quatrième vitesse vers la Nouvelle-Angleterre pour collecter l'équivalent de trois mois de solde afin de payer les troupes. Enfin, il prépara un millier d'hommes à marcher, en dernier ressort, contre les soldats mutinés. Un accord fut finalement négocié au terme duquel la moitié des soldats fut démobilisée et l'autre autorisée à partir en permission.

Peu de temps après, une révolte de moindre envergure éclata au sein des troupes du New Jersey, impliquant environ deux cents hommes qui avaient désobéi à leurs officiers et commencé à marcher sur Trenton, la capitale de l'État. Mais Washington était désormais prêt à parer à ce type d'événement. Six cents hommes, bien vêtus et bien nourris, se portèrent à la rencontre des rebelles et les encerclèrent avant de les désarmer. Trois meneurs furent jugés sur place. L'un d'eux fut gracié mais les deux autres furent exécutés par des pelotons composés de leurs camarades, qui pleuraient au moment de tirer. « Pour l'exemple », déclara Washington.

Deux années plus tard, il y eut à nouveau une mutinerie dans les rangs de l'armée de Pennsylvanie. La guerre était finie et l'armée s'était débandée, mais quatre-vingts soldats réclamant leur solde firent irruption au quartier général du Congrès continental à Philadelphie et en obligèrent les membres à se réfugier à Princeton, « ignominieusement remerciés par une poignée de mutins avinés » selon un historien qui semble s'en indigner (John Fiske, *The Critical Period*).

Ce que les soldats de la Révolution pouvaient rarement se permettre (se soulever contre leur commandement), les civils ne se gênèrent pas pour le faire. Ronald Hoffman rappelle que « la Révolution plongea le Delaware, le Maryland, les deux Carolines, la Géorgie et, dans une moindre mesure, la Virginie dans un état de guerre civile qui dura toute la guerre ». Les classes défavorisées des États du Sud rechignaient à se laisser mobiliser par la Révolution. Elles jugeaient généralement qu'elles continueraient de subir la loi d'une petite élite politique, que les Anglais fussent battus ou non.

Dans le Maryland, par exemple, selon la nouvelle Constitution de 1776, il fallait pour se présenter au poste de gouverneur posséder en biens propres l'équivalent de 5 000 livres ; pour être sénateur, 1 000 livres. Plus de 90 % de la population étaient donc, de fait, exclus des postes de pouvoir. C'est ainsi, comme le souligne Hoffman, que « les petits propriétaires possédant ou non des esclaves, les fermiers, les locataires et les journaliers posaient décidément un sérieux problème d'ordre social à l'élite whig[1] ».

Avec des esclaves noirs comptant pour 25 % de la population globale (et jusqu'à la moitié dans certains comtés), la menace des révoltes d'esclaves s'accrut. George Washington avait rejeté la demande des esclaves noirs qui se proposaient de servir dans l'armée révolutionnaire en échange de la liberté. En conséquence, lorsque le commandant en chef des forces britanniques de Virginie, lord Dunmore, proposa cette liberté aux esclaves qui rejoindraient ses troupes, le camp révolutionnaire fut absolument consterné. Un rapport émanant d'un des comtés du Maryland accusait certains Blancs parmi les plus pauvres d'encourager les esclaves à fuir : « L'impudence des nègres dans ce comté atteint un tel niveau qu'il nous a fallu leur reprendre les armes que nous leur avions confiées samedi dernier. Nous avons saisi quelque quatre-vingts fusils, des baïonnettes et des épées. Les discours imprudents et la duplicité de certains représentants blancs des classes les plus basses ont induit les nègres à croire que leur liberté dépendait de la réussite des troupes du roi. Nous ne pouvons, en conséquence, nous montrer trop vigilants ni trop sévères envers ceux qui encouragent et font naître de telles dispositions chez nos esclaves. »

Plus inquiétantes encore furent les émeutes de Blancs au Maryland contre les familles dirigeantes ralliées à la Révolution mais néanmoins soupçonnées de stocker des biens de première nécessité. La haine de classe de certains de ces rebelles fut exprimée en

1. L'élite whig est celle des partisans de l'Indépendance, appelée ainsi par analogie avec le parti whig anglais qui, au XVII[e] siècle, réunissait les partisans des droits du peuple et de la suprématie du Parlement sur la Couronne.

ces termes par un individu qui déclarait qu'« il [valait] mieux pour le peuple rendre les armes, payer les impôts et obéir aux ordres du roi et du Parlement que se voir réduit à l'esclavage et être commandé et dirigé comme il l'[était alors] ». Un riche propriétaire terrien du Maryland, Charles Carroll, témoigne de l'atmosphère hargneuse qui régnait alors : « Un sale petit esprit mesquin et envieux rôde dans tous les milieux et l'on ne supporte plus qu'un autre vous soit supérieur en fortune, en mérite ou en autorité. Tout cela produit une mauvaise volonté évidente et une véritable haine à l'égard des possédants. »

Malgré cela, les autorités du Maryland gardaient le contrôle de la situation. Elles firent des concessions en imposant plus lourdement la terre et la possession d'esclaves et en autorisant le paiement des dettes en papier-monnaie. Sacrifices concédés judicieusement par les classes supérieures pour conserver le pouvoir.

Cependant, toujours selon Hoffman, dans certains États les plus au sud (les deux Carolines et la Géorgie), de « vastes régions étaient abandonnées à elles-mêmes ». Là, le sentiment général était qu'il ne fallait pas prendre part à cette guerre qui semblait ne rien devoir apporter de bon. « Des deux côtés, les autorités exigeaient de la population qu'elle fournît du matériel, réduisît sa consommation, et que les hommes quittassent leurs familles en risquant leurs vies. Contraints de prendre une difficile décision, beaucoup faisaient le gros dos, d'autres s'enfuyaient et bravaient successivement les deux camps. »

Nathanael Greene, qui commandait les troupes de Washington dans ces régions du Sud, combattait les réfractaires par une politique de concession vis-à-vis des uns et de brutalité vis-à-vis des autres. Dans un courrier adressé à Thomas Jefferson, il rend ainsi compte d'une attaque menée par ses troupes contre les loyalistes : « Ce fut un carnage affreux. Plus d'une centaine de morts, les autres taillés en pièces. Cela a eu un effet très bénéfique sur les individus désabusés, trop nombreux dans ce pays. » Greene ordonna à l'un de ses généraux de « semer la terreur chez [leurs] ennemis et de redonner courage à [leurs] amis ». D'un autre côté, il conseillait au gouverneur de Géorgie de « laisser une porte de sortie aux indécis de l'État afin qu'ils puissent nous rejoindre ».

Globalement, dans l'ensemble des États, les concessions se réduisirent au strict minimum. Les nouvelles constitutions élaborées dans tous les États entre 1776 et 1780 ne différaient guère des anciennes. Les critères de fortune réglementant l'accession au droit de vote et à certains postes furent assouplis dans certains cas, mais devinrent au contraire plus stricts dans le Massachusetts. Seule la

Pennsylvanie les abolit complètement. Les nouvelles déclarations des droits comportaient des amendements restrictifs. La Caroline du Nord, qui garantissait la liberté de culte, ajoutait que « rien de ce qui précède ne saurait être interprété de manière à exempter les prédicateurs colportant des propos séditieux et déloyaux d'être jugés et punis légalement ». Le Maryland, l'État de New York, la Géorgie et le Massachusetts adoptèrent des dispositions similaires.

On prétend parfois que la Révolution américaine a instauré la séparation de l'Église et de l'État. Si les États du Nord firent bien quelques déclarations en ce sens, ils établirent après 1776 des impôts qui obligeaient tout individu à financer les écoles chrétiennes. William G. McLoughlin, rappelant que David Brewer, juge de la Cour suprême en 1892, affirmait : « Nous sommes une nation chrétienne », remarque au sujet de cette séparation de l'Église et de l'État que, pendant la Révolution, « cela n'a jamais été conçu et encore moins mis en œuvre. [...] Loin d'être laissée à l'appréciation individuelle, la religion fut inscrite dans tous les aspects et toutes les institutions de la vie américaine ».

À propos des effets de la Révolution sur les rapports de classes, on pourrait s'interroger sur le destin des terres confisquées aux loyalistes. Elles furent redistribuées de manière à fournir une double opportunité aux chefs révolutionnaires : s'enrichir, eux et leurs amis, et distribuer des lopins aux petits fermiers afin de s'assurer de leur soutien le plus large au nouveau régime politique. Cette attitude allait devenir une des principales caractéristiques de la nouvelle nation. Une nation si extraordinairement riche qu'elle pouvait produire la classe dirigeante la plus fortunée qu'on eût jamais vue tout en conservant assez de moyens pour satisfaire une petite bourgeoisie destinée à servir de digue entre les plus fortunés et les plus pauvres.

Les gigantesques propriétés possédées par les loyalistes avaient été l'un des principaux motifs de la Révolution. Lord Fairfax possédait en Virginie plus de 2 millions d'hectares s'étendant sur vingt et un comtés. Les revenus que lord Baltimore tirait de ses propriétés dans le Maryland dépassaient les 30 000 livres annuelles. Après la Révolution, lord Fairfax fut protégé par son ami George Washington. Mais d'autres grands propriétaires loyalistes – et tout particulièrement les absents – virent leurs terres confisquées. Dans l'État de New York, le nombre des petits propriétaires terriens augmenta après la Révolution, faisant baisser celui de ces fermiers qui avaient posé tant de problèmes au cours de la période pré-révolutionnaire.

Malgré cela, selon Rowland Berthoff et John Murrin, « la structure de classes ne changea pas radicalement ». La composition de

l'élite dirigeante subit seulement quelques modifications lorsque « les dynasties de négociants les plus dynamiques de Boston, de New York et de Philadelphie [...] se glissèrent assez aisément dans la posture sociale et, parfois, dans les demeures mêmes de ceux dont la loyauté envers la Couronne avait nui aux affaires, entraînant la confiscation de leurs biens ou les contraignant à l'exil ».

Edmund Morgan résume la nature sociale de la Révolution en ces termes : « Le fait que les milieux les plus humbles aient participé à la bataille ne doit pas masquer que cette bataille était globalement une lutte pour les fonctions et le pouvoir opposant les membres d'une même classe fortunée : les nouveaux contre les anciens. » Observant la situation après la Révolution, Richard Morris note que « partout les inégalités sont criantes ». Il souligne encore que le fameux « peuple » dont il est question dans la Constitution (« Nous, le peuple des États-Unis », expression dont nous sommes redevables au très riche gouverneur Morris) ne comprend ni les Indiens, ni les Noirs, ni les femmes, ni même les serviteurs sous contrat. En fait, il y avait plus de serviteurs sous contrat que jamais après la Révolution. Celle-ci « ne fit rien pour mettre fin et bien peu pour adoucir la servitude des Blancs ».

Dans son livre *Out of our Past*, Carl Degler confirme que « la Révolution américaine n'ouvrit les portes du pouvoir à aucune nouvelle classe sociale. Les hommes qui dirigèrent la révolte étaient déjà, dans leur majorité, membres de l'élite coloniale ». George Washington était l'homme le plus riche d'Amérique, John Hancock un négociant prospère de Boston, Benjamin Franklin un riche imprimeur, etc.

D'un autre côté, la rhétorique révolutionnaire, le compagnonnage militaire et la distribution de quelques parcelles de terre intégrèrent la main-d'œuvre urbaine, les marins et les petits fermiers au « peuple ». C'est ainsi que se constitua une base substantielle de soutien au nouveau régime et un prétendu consensus national. En bref, quelque chose qui, malgré l'exclusion des catégories rejetées et opprimées énumérées ci-dessus, pourrait porter le nom d'« Amérique ».

La méticuleuse étude de Staughton Lynd sur le comté de Dutchess (New York) pendant la période révolutionnaire corrobore ce fait. Il y avait eu, en 1766, des révoltes de fermiers contre les grandes propriétés féodales de l'État de New York. La propriété des Rensselaerwick faisait 400 000 hectares et les métayers, qui réclamaient une partie de ces terres pour eux-mêmes, n'ayant pas obtenu gain de cause devant les tribunaux, se livrèrent à des actes de violence. À Poughkeepsie, mille sept cents fermiers en armes

avaient bloqué les tribunaux et ouvert les prisons. L'émeute fut, pour finir, sévèrement réprimée.

Pendant la Révolution, toujours dans le comté de Dutchess, on débattait assez vivement sur l'affectation des terres confisquées aux loyalistes. Un débat auquel ne participaient pourtant que les différents groupes de l'élite. L'un d'entre eux, les antifédéralistes de Poughkeepsie (qui s'opposaient à la Constitution), se composait d'aventuriers, de nouveaux venus dans le monde des affaires et de la spéculation foncière. Ils firent de nombreuses promesses aux fermiers afin d'obtenir leur soutien et exploitèrent leurs revendications pour mieux mener leurs propres carrières politiques et assurer leurs propres fortunes.

Au cours de la Révolution, on promit également des terres aux fermiers pour les inciter à s'engager. L'un des plus importants propriétaires terriens du comté de Dutchess écrivait en 1777 que la promesse de transformer les fermiers en propriétaires « vous apporterait immédiatement au moins six mille solides fermiers sur le champ de bataille ». Mais les fermiers qui s'engagèrent dans les rangs de la Révolution, comptant bien en retirer quelque avantage, s'aperçurent rapidement que la solde du simple soldat volontaire n'était que de 6,66 livres par mois quand celle d'un colonel atteignait les 57 livres. Ils étaient également témoins de l'enrichissement des fournisseurs patentés locaux tels que Melancton Smith et Matthew Paterson, alors que leur solde, payée en monnaie continentale, se dévaluait avec l'inflation.

Tout cela faisait des fermiers une force menaçante au beau milieu de la guerre. Ils furent nombreux à cesser de payer leur loyer. Inquiète, la législature de l'État de New Yotk vota une loi qui permit de confisquer les terres loyalistes : quatre cents nouveaux propriétaires vinrent ainsi s'adjoindre aux mille huit cents de ce comté de Dutchess. Ces nouveaux votants devaient plus tard apporter leur soutien à la faction de l'élite fortunée de l'État qui deviendrait antifédéraliste en 1788. Une fois ces nouveaux propriétaires intégrés au cercle privilégié des adeptes de la Révolution et politiquement sous contrôle, leurs leaders, Melancton Smith et bien d'autres, d'abord opposés à l'adoption de la Constitution, militèrent ensuite en sa faveur. Ainsi, New York l'ayant également ratifiée, la Constitution fut-elle adoptée. Les nouveaux propriétaires avaient échangé leur qualité de fermiers contre celle d'emprunteurs, remboursant leurs emprunts aux banques au lieu de payer des loyers aux propriétaires fonciers.

En fin de compte, la rébellion contre l'autorité britannique avait permis à un groupe spécifique de l'élite coloniale de remplacer celui

resté fidèle aux Anglais, de distribuer quelques bénéfices aux petits propriétaires terriens et de laisser les pauvres blancs et les fermiers vivre dans des conditions quasiment inchangées.

Que pouvait bien signifier cette Révolution pour les Indiens ? Totalement absents de la prose fleurie de la Déclaration, ils n'étaient certes pas considérés comme des « égaux » lorsqu'il s'agissait de choisir ceux qui seraient appelés à gouverner un pays dans lequel ils vivaient pourtant ou lorsqu'il s'agissait de garantir la « recherche du bonheur » – ce dont ils s'étaient fort bien chargés tous seuls au cours des siècles qui avaient précédé l'arrivée des Européens. Les Anglais désormais évacués, les Américains allaient pouvoir mettre en route l'inexorable dynamique d'expulsion des populations indiennes et les tuer lorsqu'elles s'y opposeraient. En bref, comme l'a fort bien résumé Francis Jennings, les Blancs américains combattaient contre l'impérialisme anglais à l'est du continent et pour affirmer le leur à l'ouest.

Avant la Révolution, les Indiens avaient été soumis par la guerre en Virginie et en Nouvelle-Angleterre. Ailleurs, ils avaient établi un mode de coexistence pacifique avec les colonies. Pourtant, à partir de 1750, l'essor de la population coloniale imposait de trouver de nouvelles terres à l'ouest, entraînant ainsi des conflits avec les Indiens. Les prospecteurs fonciers de l'Est firent leur apparition dans la vallée de l'Ohio, sur le territoire d'une confédération de tribus, la « Covenant Chain », dont les Iroquois étaient les porte-parole. Dans l'État de New York, une escroquerie assez complexe permit de voler quelque 320 000 hectares de terres aux Mohawks, mettant ainsi fin à la période de coexistence pacifique entre eux et la population blanche de la province de New York. Nous possédons la retranscription du discours plein d'amertume que le chef Hendrick adressa en 1753 au gouverneur George Clinton et au conseil de la province : « Frère, quand nous sommes venus ici pour faire part de nos droits sur ces terres, nous espérions que quelque chose serait fait en notre faveur et nous vous avons dit que la Covenant Chain de nos ancêtres était sur le point de se briser. Frère, vous nous avez dit que nous obtiendrions réparation à Albany. Mais nous connaissons trop bien [les marchands d'Albany], nous ne leur faisons pas confiance. Ce [...] ne sont pas des hommes mais des diables. Aussi [...], aussitôt que nous serons rentrés chez nous, nous enverrons une ceinture de Wampum[1] à nos frères des Cinq Nations pour leur annoncer que la Covenant Chain a été brisée entre vous

1. Les ceintures de Wampum, faites de coquillages assemblés en un message précis, servaient généralement à inscrire et à transmettre les engagements pris entre tribus.

et nous. Frère, n'espère plus entendre parler de moi comme nous souhaitons, frère, ne plus entendre parler de toi. »

Pendant la guerre de Sept Ans, les Indiens s'étaient en grande majorité rangés aux côtés des Français, qui étaient avant tout des négociants et n'occupaient pas effectivement les territoires indiens. En revanche, les Anglais convoitaient à l'évidence leurs terrains de chasse et leur espace vital. Quelqu'un prit en note la conversation que Shingas, chef des Delawares, eut avec le général anglais Braddock, qui sollicitait son aide contre les Français : « Shingas demanda au général Braddock si les Indiens qui étaient amis des Anglais seraient autorisés à vivre et à commercer avec les Anglais et à posséder des domaines de chasse suffisamment vastes pour assurer leur survie et celle de leurs familles. [...] À quoi le général Braddock répondit qu'aucun sauvage ne pouvait posséder la terre. [...] À quoi Shingas et les autres chefs répondirent que s'ils ne pouvaient pas être libres de vivre sur leur terre ils n'avaient aucune raison de combattre pour elle. »

En 1763, lorsque la guerre de Sept Ans prit fin, les Français, abandonnant leurs anciens alliés, cédèrent aux Anglais les terres situées à l'ouest des Appalaches. Les Indiens s'allièrent alors pour mener des attaques contre les forts anglais de l'Ouest. C'est ce que l'on appelle depuis, du côté anglais, la révolte de Pontiac, que Francis Jennings qualifie quant à lui de « guerre de libération et d'indépendance ». Sur ordre du général anglais Jeffrey Amherst, le commandant de Fort Pitts offrit aux chefs indiens qui le combattaient, au cours d'une négociation, des couvertures infectées par la variole. Il s'agissait d'une première dans ce que nous qualifions aujourd'hui de « guerre bactériologique ». L'épidémie se déclencha rapidement chez les Indiens.

Malgré cela et malgré l'incendie des villages indiens, les Anglais ne parvinrent pas à lasser la combativité des Indiens, qui poursuivirent leur guérilla. Une paix fut décidée : les Anglais acceptèrent d'établir sur les Appalaches une ligne à l'ouest de laquelle on ne pourrait fonder de nouvelles colonies. Il s'agit de cette Proclamation royale de 1763 qui provoqua la fureur des Américains – la charte royale originellement accordée à la Virginie indiquait que son territoire s'étendait à l'ouest jusqu'à l'océan Pacifique. Dès lors, on comprend mieux pourquoi la plupart des Indiens se rangèrent aux côtés des Anglais pendant la Révolution. Après le départ de leurs alliés français, puis celui de leurs alliés anglais, les Indiens se retrouvaient seuls face à une nation avide de nouvelles terres.

Les Américains considéraient donc désormais que les terres indiennes leur appartenaient. Pourtant, les expéditions qu'ils

envoyèrent vers l'ouest pour concrétiser cette revendication se soldèrent par autant d'échecs – dont témoignent les noms donnés aux batailles : l'« humiliation de Harmar » et la « honte de Saint-Clair ». Même lorsque le général Anthony Wayne battit la Confédération indienne de l'Ouest, en 1798, à la bataille de Fallen Timbers, il dut reconnaître sa force. Dans le traité de Grenville, il était stipulé qu'en échange de certaines cessions de terres indiennes les États-Unis abandonnaient toutes prétentions sur les territoires au nord de l'Ohio, à l'est du Mississippi et au sud de la région des Grands Lacs. En revanche, si les Indiens se décidaient à vendre ces terres, ils devaient les proposer en priorité aux États-Unis.

Jennings, mettant les Indiens au centre de la Révolution américaine – puisque, après tout, c'était sur leurs terres que tous se battaient –, considère celle-ci comme « une multitude d'individus diversement exploités et opprimés essayant de l'emporter les uns sur les autres ». Les élites de l'Est ayant mis la main sur les terres de la bande côtière, les pauvres, également en quête de terres, se voyaient contraints de partir vers l'Ouest. Ils y formèrent, rappelons-le, une sorte de rempart fort utile pour les riches puisque, comme le souligne Jennings, « la première cible des haches de guerre indiennes était l'habitant de la Frontière ».

Le sort des esclaves noirs après la Révolution américaine est plus complexe encore. Des milliers de Noirs combattirent aux côtés des Anglais et cinq mille seulement dans les rangs de l'armée révolutionnaire, pour la plupart originaires du Nord. Pourtant, on trouvait également des Noirs affranchis de Virginie et du Maryland. Les provinces les plus au sud hésitaient en revanche à armer les Noirs. Dans le chaos et l'urgence de la guerre, des milliers d'esclaves devinrent libres – dont la plupart durent partir sur les navires anglais à la fin de la guerre pour s'installer en Grande-Bretagne, en Nouvelle-Écosse, dans les Antilles ou pour retourner en Afrique. D'autres, assez nombreux, restèrent en Amérique en tant qu'affranchis, échappant à leurs anciens maîtres.

Dans les États du Nord, l'heureuse combinaison de l'engagement militaire des Noirs dans les rangs de la Révolution, de la nécessité économique décroissante de l'esclavage et de la rhétorique révolutionnaire conduisit – certes lentement – à la fin de l'esclavage. En 1810, trente mille Noirs (un quart de la population noire des États du Nord) étaient encore esclaves. En 1840, il n'y en avait plus qu'un millier. Dans les provinces septentrionales du sud des États-Unis, on trouvait plus de Noirs affranchis qu'auparavant. Cela entraîna cependant un durcissement de la législation à leur égard. En

revanche, au sud du Sud, l'esclavage s'accrut en raison de l'essor des plantations de riz et de coton.

La Révolution créa néanmoins un espace d'expression pour les revendications de la population noire à l'adresse de la société blanche. Ces revendications émanaient, d'une part, des nouvelles « élites » noires peu nombreuses de Baltimore, Philadelphie, Richmond ou Savannah, d'autre part, d'esclaves courageux et cultivés. Au nom de la Déclaration d'indépendance, les Noirs s'adressaient au Congrès et aux législatures locales pour réclamer l'abolition de l'esclavage et l'égalité des droits. À Boston, ils exigèrent de toucher le même type d'allocations municipales que celles auxquelles les Blancs avaient droit pour l'éducation de leurs enfants. À Norfolk, ils demandèrent à pouvoir témoigner devant les tribunaux. À Nashville, ils affirmaient que les Noirs affranchis « devraient avoir les mêmes opportunités de réussite que n'importe qui ». Peter Matthews, un affranchi exerçant le métier de boucher à Charleston, se joignit à d'autres artisans et marchands noirs de la ville pour exiger des autorités l'abolition de lois discriminatoires. En 1780, sept Noirs de Dartmouth (Massachusetts) adressèrent une pétition à la législature afin d'obtenir le droit de vote en s'appuyant sur le rapport communément établi entre imposition et représentation : « Nous nous estimons lésés car nous ne profitons ni des privilèges des hommes libres de l'État, ni du droit de vote, ni d'aucun poids dans le choix de ceux qui nous imposent des taxes, et ce bien que ceux de notre couleur (comme chacun sait) se soient vaillamment comportés sur le champ de bataille pour défendre notre cause commune contre un même abus de pouvoir (concernant en particulier l'imposition), trop bien connu pour qu'on continue d'en faire tout un plat. »

Un Noir autodidacte, Benjamin Banneker, qui s'étant initié aux mathématiques et à l'astronomie avait su prédire précisément une éclipse de soleil, avait été chargé parmi d'autres de dresser les plans de la nouvelle ville de Washington. Cela ne l'empêchait pas de s'adresser à Thomas Jefferson en ces termes : « J'imagine que vous connaissez trop bien cette vérité pour qu'il soit besoin d'en apporter ici la preuve, que nous sommes une race d'êtres humains qui avons longtemps travaillé dans des conditions d'oppression abusives, que l'on nous a longtemps considérés avec mépris, plus comme des bêtes brutes à peine capables de raisonner que comme des êtres humains. [...] J'espère que vous profiterez des nombreuses opportunités de réduire à néant toutes ces opinions et préjugés, aussi faux qu'absurdes, qui l'emportent si généralement sur le respect qui nous est dû ; et que vos sentiments s'accordent avec les miens sur

le fait qu'un seul et même Père éternel nous a donné la vie à tous et qu'il ne nous a pas seulement tous faits de la même chair mais nous a, également et en toute impartialité, fait don de la même sensibilité et offert à tous les mêmes capacités. »

Jefferson fit de son mieux, comme il se doit à un esprit éclairé et attentif aux autres. Mais la structure de la société américaine, le pouvoir des propriétaires des plantations de coton, l'importance de la traite des esclaves, la politique d'alliance des élites, la longue tradition de préjugés raciaux des colonies du Sud comme du Nord et, pour finir, sa propre faiblesse – une combinaison de soucis pratiques et de fixation idéologique – firent qu'il préféra rester propriétaire d'esclaves toute sa vie.

La condition sociale inférieure des Noirs, l'exclusion des Indiens, la suprématie assurée des riches sur les pauvres dans la nouvelle société américaine – tout cela existait déjà dans les colonies lorsque débuta la Révolution. Une fois les Anglais évincés, on put l'inscrire sur le papier, le consolider, le régulariser et même le légitimer dans la lettre même de la Constitution des États-Unis, élaborée lors d'une convention réunissant, à Philadelphie, les chefs révolutionnaires.

Au fil des siècles et aux yeux de nombreux Américains, la Constitution de 1787 est apparue comme une œuvre de génie, imaginée par des individus pleins de sagesse et d'humanité qui auraient édifié ainsi un cadre légal à la Démocratie et à l'Égalité. Ce point de vue s'exprime de manière plutôt extravagante dans la prose de l'historien George Bancroft, au début du XIXe siècle : « La Constitution n'offre rien qui puisse être contraire à l'égalité et aux droits de l'individu. Elle ignore les distinctions d'origines, d'opinions. Il n'existe pas de classe favorisée ou de religion d'État, pas de privilèges politiques ou de fortune. Elle place l'individu au milieu des individus. [...] Comme la mer est constituée de gouttes d'eau, la société américaine se compose d'atomes libres, distincts et en perpétuel mouvement, en interaction permanente [...], de telle manière que les institutions et les lois du pays sont finalement l'émanation de la masse des pensées individuelles qui, comme les eaux de l'océan, roulent encore et encore. »

Au début du XXe siècle, l'historien Charles Beard exposait une autre vision de la Constitution américaine (qui provoqua colère et indignation, et même un éditorial vengeur du *New York Times*). Dans son livre *An Economic Interpretation of the Constitution*, Beard affirmait que, « dans la mesure où le premier objectif d'un régime est – en dehors de la simple répression de la violence physique – d'édicter des règles qui régissent les rapports de propriété entre les membres d'une même société, les classes dominantes dont les droits

doivent être ainsi définis cherchent inévitablement à obtenir du gouvernement que ces règles soient compatibles avec les intérêts les plus nécessaires à la continuation de leurs stratégies économiques. À moins, évidemment, qu'ils ne contrôlent eux-mêmes les instances de gouvernement ».

En bref, Beard affirme que les riches doivent dans leur propre intérêt soit contrôler directement le gouvernement soit exercer un contrôle sur les lois au travers desquelles le gouvernement opère.

Beard fonde son analyse générale de la Constitution sur l'étude des situations économiques et des opinions politiques des cinquante-cinq hommes qui se réunirent à Philadelphie, en 1787, pour élaborer la Constitution américaine. Il relève que la majorité d'entre eux étaient des professionnels du droit ; que la plupart étaient propriétaires terriens, possédaient des esclaves, des manufactures, des compagnies maritimes ; que 50 % d'entre eux plaçaient de l'argent rapportant des intérêts et que quarante de ces cinquante-cinq hommes, si l'on en croit du moins les archives du département au Trésor, possédaient des titres gouvernementaux.

Beard découvrit ainsi que la plupart des rédacteurs de la Constitution avaient, à l'évidence, économiquement intérêt à établir un gouvernement fédéral centralisé et fort : les fabricants souhaitaient un protectionnisme douanier ; les prêteurs sur gages désiraient interdire l'usage du papier-monnaie pour le remboursement des dettes ; les spéculateurs fonciers être protégés lorsqu'ils envahissaient les terres indiennes ; les propriétaires esclavagistes une garantie fédérale contre les révoltes d'esclaves et les fugitifs ; les détenteurs de titres un gouvernement capable de collecter l'argent des impôts nationaux afin de pouvoir, évidemment, monnayer leurs titres.

Comme le souligne Beard, quatre groupes, en tout cas, n'étaient pas représentés au sein de la convention rédactrice de la Constitution : les esclaves, les serviteurs sous contrat, les femmes et les individus ne possédant strictement rien. C'est pourquoi la Constitution américaine ne reflète nulle part les aspirations de ces groupes.

Beard affirme pourtant clairement que la Constitution n'a pas été rédigée dans le seul souci de bénéficier personnellement aux Pères Fondateurs, même si l'on ne peut ignorer la fortune de Benjamin Franklin qui s'élevait à de 150000 dollars, les liens familiaux unissant Alexander Hamilton aux intérêts des classes fortunées, l'énorme plantation esclavagiste de James Madison et les gigantesques domaines fonciers de George Washington. En fait, il s'agissait plutôt de servir les intérêts du groupe qu'ils représentaient – les « intérêts économiques qu'ils comprenaient et qui se concrétisaient dans leurs expériences personnelles ».

Les membres de la convention de Philadelphie ne rentraient pas tous dans le schéma de Beard. Elbridge Gerry, du Massachusetts, bien que lui-même propriétaire terrien, s'opposa à la ratification de la Constitution. De même Luther Martin, du Maryland, dont les ancêtres avaient obtenu d'immenses territoires dans le New Jersey. Néanmoins, à ces rares exceptions près, Beard put établir de fortes connexions entre fortune et adhésion à la nouvelle Constitution.

En 1787, on ne ressentait pas seulement la nécessité d'un gouvernement fort et centralisé pour protéger d'immenses intérêts économiques, mais également une crainte immédiate d'une révolte des fermiers mécontents. Cette crainte avait été en particulier alimentée en 1786 par un soulèvement à l'ouest du Massachusetts, connu sous le nom de révolte de Shays.

Dans les villes de l'ouest du Massachusetts, on nourrissait un fort ressentiment envers les autorités de Boston. La nouvelle Constitution de 1780 avait durci les critères permettant l'accession au droit de vote. Personne ne pouvait, en outre, accéder à un poste officiel sans posséder une fortune considérable. Plus grave encore, les autorités refusaient d'émettre du papier-monnaie, à l'inverse d'autres États (le Rhode Island par exemple) qui s'y étaient finalement résolus pour permettre aux fermiers trop endettés de rembourser plus facilement leurs créditeurs.

Dans certains comtés, on commença à se réunir illégalement pour former une opposition à la législature de l'État. Au cours d'une de ces réunions, l'un des participants, Plough Jogger, exprima sa façon de penser : « On m'a suffisamment trompé. On m'a contraint à prendre plus que ma part dans la guerre. J'ai supporté les taxes sociales, les impôts communaux, les impôts provinciaux, les impôts continentaux et tous les impôts imaginables. J'ai été traqué et pressuré par les shérifs, les constables et les collecteurs et l'on a vendu mon troupeau bien au-dessous de sa valeur. [...] Les puissants vont nous prendre tout ce que nous avons et j'estime qu'il est temps de nous révolter, d'en finir avec tout ça et de nous débarrasser des tribunaux, des shérifs, des collecteurs d'impôts et des juristes en tous genres. »

Le président de l'assemblée dut user de son marteau pour faire taire les applaudissements. Lui, et d'autres, désirait que leurs revendications soient entendues mais de manière pacifique, en adressant une pétition à la cour générale de Boston.

Cependant, avant la réunion prévue de la cour générale, les poursuites judiciaires continuaient dans le comté de Hampshire, en particulier dans les villes de Northampton et de Springfield, où l'on saisissait les troupeaux des fermiers qui ne s'étaient pas acquittés de

leurs dettes. On saisissait également leurs terres, juste à l'époque des moissons. Ainsi, les vétérans de l'armée révolutionnaire, furieux d'avoir été maltraités au moment de la démobilisation – on leur avait donné des « certificats de bonne conduite » au lieu d'argent liquide –, commencèrent à organiser les fermiers en petites troupes et compagnies armées. L'un de ces vétérans, Luke Day, parut le matin du jugement à la tête d'une fanfare militaire. Il n'admettait toujours pas d'avoir passé l'été précédent en prison pour dettes.

Le shérif demanda à la milice locale de défendre le tribunal contre la troupe armée des fermiers mais il apparut que la plupart des membres de cette milice étaient déjà aux côtés de Luke Day. Le shérif finit par réunir cinq cents hommes. Les juges passèrent leurs robes puis attendirent que le shérif soit prêt à protéger leur chemin jusqu'au tribunal. Mais, sur les marches du tribunal, Day entreprit la lecture d'une pétition rappelant le droit constitutionnel du peuple à protester contre les actes inconstitutionnels de la cour générale et demanda aux juges d'ajourner la séance jusqu'à ce que cette dernière prenne une décision. Aux côtés de Luke Day se tenaient quinze cents hommes en armes : les juges ajournèrent la séance.

Peu après, aux tribunaux de Worcester et d'Athol, les fermiers empêchèrent la cour de se réunir pour statuer sur la saisie de leurs propriétés. La milice fut soit trop compréhensive soit trop débordée par le nombre pour réagir. À Concord, Job Shattuck, un vétéran des deux guerres âgé de cinquante ans, mena une procession de charrettes, de carrioles, de chevaux et de bœufs sur la place publique tandis qu'un message était adressé aux juges : « La volonté du peuple de ce comté est la suivante : la cour ne doit pas pénétrer dans le tribunal avant que le peuple ne lui ait exposé ses revendications, sur lesquelles il travaille actuellement. »

Une assemblée du comté suggéra alors que le jugement soit ajourné. Il le fut.

À Great Barrington, une milice d'un millier d'hommes fut confrontée à une foule d'hommes armés occupant la place publique. La milice était partagée sur ce qu'il convenait de faire. Lorsque le président du tribunal proposa que la milice se déclare – les miliciens en faveur de la tenue du procès devant se placer à droite et les autres à gauche –, deux cents miliciens se mirent à droite et huit cents à gauche : les juges ajournèrent le procès. Ensuite, la foule se rendit au domicile du président du tribunal, qui promit que la cour ne statuerait pas tant que la cour générale du Massachusetts ne se serait pas elle-même réunie. La foule revint sur la place, enfonça les portes de la prison du comté et fit libérer les débiteurs. Le président du tribunal, un médecin de campagne,

déclara qu'il n'avait « jamais vu meilleure façon de faire entendre ses revendications ».

Le gouverneur et les responsables politiques du Massachusetts s'inquiétèrent de la situation. Samuel Adams, autrefois considéré comme un leader radical à Boston, insistait à présent pour que les gens respectent les procédures légales. Il prétendait que des « émissaires britanniques » excitaient la colère des fermiers. À Greenwich, le peuple lui fit la réponse suivante : « Vous, à Boston, vous avez l'argent, et nous n'en avons pas. Et n'avez-vous pas vous-mêmes agi illégalement pendant la Révolution ? » Les révoltés, dont l'emblème était une branche de ciguë, reprirent le nom de Régulateurs.

Le problème dépassait les frontières du Massachusetts. Dans le Rhode Island, les débiteurs avaient soumis le corps législatif et émettaient du papier-monnaie. Dans le New Hampshire, en septembre 1786, plusieurs centaines de personnes firent le siège de l'assemblée législative d'Exeter, exigeant que les impôts soient remboursés et que l'on émette du papier-monnaie. Ils ne se dispersèrent que lorsqu'on les menaça d'avoir recours à l'armée.

Daniel Shays naquit dans l'ouest du Massachusetts. Misérable ouvrier agricole, il rejoignit l'armée révolutionnaire lorsque la Révolution éclata. Il combattit à Lexington, Bunker Hill et Saratoga, et fut blessé au combat. En 1780, n'ayant pas touché sa solde, il démissionna de l'armée et retourna chez lui. Il comparut bientôt devant les tribunaux pour dettes. Il observait aussi ce qui arrivait aux autres : une femme malade, alitée, incapable de payer ses dettes, s'était vue jeter hors de son lit.

Shays s'engagea concrètement quand, le 19 septembre, la cour suprême du Massachusetts se réunit à Worcester et accusa onze responsables de la rébellion, dont trois de ses amis proches, d'être des « fauteurs de troubles, émeutiers et séditieux » ayant « illégalement et par la force des armes » empêché « la bonne marche de la justice ainsi que l'exécution des lois du Commonwealth ». La cour suprême décida de se réunir pour en juger à Springfield une semaine plus tard, envisageant également d'y inculper Luke Day.

Shays rassembla sept cents fermiers armés, pour la plupart des vétérans de la guerre révolutionnaire, et les conduisit à Springfield. Là, ils tombèrent sur un général avec ses neuf cents hommes et un canon. Shays demanda au général la permission de défiler. Ce dernier la lui accorda. À mesure que Shays s'avançait avec ses hommes au son des fifres et des tambours, leurs rangs grossissaient. Certains miliciens les rejoignirent et des renforts arrivèrent des alentours. Les juges suspendirent les audiences pour la journée puis les ajournèrent définitivement.

Lorsque la cour générale de Boston se réunit enfin, le gouverneur James Bowdoin lui demanda de « venger l'honneur bafoué du gouvernement ». Ceux qui, récemment encore, s'étaient rebellés contre l'Angleterre en appelaient, une fois installés aux commandes, à l'ordre et à la loi. Samuel Adams prêta son concours à la rédaction d'une loi contre les attroupements séditieux (le Riot Act) et une résolution suspendit l'*habeas corpus*[1], autorisant les autorités à maintenir sans procès les individus en prison. En même temps, le corps législatif du Massachusetts fit quelques concessions aux fermiers en colère en acceptant que certains impôts en retard soient réglés en nature plutôt qu'en argent.

Rien n'y fit. À Worcester, cent soixante rebelles se rendirent au tribunal. Le shérif rappela le Riot Act mais les insurgés déclarèrent qu'ils ne se disperseraient que lorsque les juges en feraient autant. Le shérif hurla quelque chose à propos de pendaison. Quelqu'un se glissa derrière lui et mit une branche de ciguë dans son chapeau. Les juges s'en allèrent.

Les confrontations entre les fermiers et les milices se multiplièrent. Mais l'hiver rendit plus difficiles les déplacements des fermiers vers les tribunaux. Lorsque Shays entama une marche sur Boston en compagnie d'un millier d'hommes, le blizzard les força à rebrousser chemin et l'un de ses compagnons mourut de froid.

L'armée commandée par le général Benjamin Lincoln et financée par les négociants de Boston fit son entrée dans le conflit. Lors d'un échange d'artillerie, trois insurgés furent tués et un soldat, qui s'était placé devant sa propre pièce d'artillerie, perdit les deux bras. L'hiver se fit plus rude. Les rebelles, dépassés par le nombre, se débandèrent. Après que Shays eut trouvé refuge dans le Vermont, ses compagnons commencèrent à se rendre. Il y eut encore quelques morts au combat puis quelques actes de violence sporadiques, désespérés et inorganisés, contre les autorités : incendies d'entrepôts ou massacre des chevaux appartenant à un général. Un soldat fut tué au cours d'une escarmouche nocturne.

À Northampton, on jugea quelques insurgés capturés : six d'entre eux furent condamnés à mort. Un billet cloué sur la porte du shérif de Pittsfield menaçait : « Je constate qu'un certain nombre de mes concitoyens sont condamnés à mort pour avoir combattu en faveur de la justice. Je te supplie de bien faire attention à ne pas

1. Mise en place en Angleterre dans la seconde moitié du XVII[e] siècle, la procédure de l'*habeas corpus* rendait obligatoire la présentation physique de tout individu emprisonné devant le juge, qui décidait alors de la légalité de la détention. Cette procédure permit d'éviter de nombreuses détentions arbitraires.

assister à l'exécution d'un si horrible crime car, au nom de Celui qui voit tout, leurs juges et leurs bourreaux subiront le même sort. [...] Prépare-toi rapidement à mourir car ta vie, ou la mienne, sera brève. Lorsque les arbres se couvriront à nouveau de feuilles, je reviendrai te faire une petite visite. »

On jugea trente-trois rebelles supplémentaires dont six encore furent condamnés à mort. On discuta de la nécessité de poursuivre les pendaisons. Le général Lincoln prêchait le pardon ; une commission de clémence fut créée. Mais Samuel Adams trancha : « Si nous étions en monarchie, le crime de trahison pourrait être pardonné ou légèrement sanctionné, mais ceux qui osent se dresser contre les lois de la République doivent mourir. » Les pendaisons reprirent de plus belle. Certains condamnés furent néanmoins graciés. Shays fut amnistié en 1788 et put revenir au Massachusetts, où il mourut, pauvre et oublié de tous, en 1825.

Thomas Jefferson, ambassadeur en France à l'époque de la révolte de Shays, déclara que de telles insurrections étaient excellentes pour la santé d'une société. Dans une lettre adressée à un ami, il estimait qu'« une petite rébellion de temps en temps est une bonne chose. [...] C'est un remède nécessaire à la bonne santé d'un gouvernement. [...] Dieu fasse qu'il ne se passe jamais vingt ans sans une petite révolte de ce genre. [...] L'arbre de la Liberté doit être arrosé de temps en temps du sang des patriotes ou de celui des tyrans. C'est sa nature profonde ».

Mais Jefferson était loin de la scène du drame, et l'élite politique et économique du pays n'était pas aussi tolérante. Elle s'inquiétait de voir ces émeutes se répandre comme une traînée de poudre. Un vétéran de l'armée de Washington, le général Henry Knox, fonda une organisation d'anciens combattants, l'Ordre de Cincinnati, sans doute (comme le suggère un historien) « dans l'objectif d'honorer le souvenir héroïque de la lutte à laquelle ils avaient pris part » mais également, semble-t-il, pour contrôler les tendances radicales du nouvel État. À la fin de 1786, Knox écrivit à Washington à propos de la révolte de Shays, exprimant l'opinion de nombreuses personnalités riches et puissantes du pays : « Ceux qui s'insurgent n'ont jamais payé aucun impôt ou alors très peu. Mais ils constatent la faiblesse du gouvernement. Ils connaissent leur propre pauvreté, en se comparant à ceux qui vivent dans l'opulence, mais aussi ils connaissent leur véritable force. Et ils sont bien décidés à utiliser l'une pour remédier à l'autre. Leur credo est que "la richesse des États-Unis à été sauvée par tous de la confiscation britannique et doit, en conséquence, être équitablement partagée entre tous. Ainsi, celui qui tenterait de s'opposer à cette vérité

est un ennemi de l'équité et de la justice et doit être balayé de la surface de cette terre". »

Alexander Hamilton, conseiller de Washington pendant la guerre, fut l'un des chefs les plus influents et les plus habiles de la nouvelle aristocratie. Il explicitait ainsi sa philosophie politique : « Toute communauté se partage entre l'élite et la multitude. La première se compose des riches et des gens bien nés, et la seconde de la masse du peuple. La voix du peuple a été considérée comme la voix de Dieu et, bien que cette maxime soit régulièrement reprise et généralement admise, elle n'est pas fondée dans les faits. Le peuple est turbulent et changeant ; ses jugements et ses décisions sont rarement justes. Il faut donc concéder à la première catégorie un rôle spécifique et permanent dans le gouvernement des affaires. [...] Une assemblée démocratique qui chaque année s'en remet à la masse populaire peut-elle présenter une quelconque cohérence dans sa recherche du bien public ? Seul un corps permanent peut pallier l'imprudence de la démocratie. »

Lors de la convention constitutionnelle, Hamilton suggérait que l'on nomme un président et un Sénat à vie.

La convention ne le suivit pas sur ce terrain. Elle ne se prononça pas pour autant en faveur d'élections populaires – excepté dans le cas de la Chambre des représentants, pour laquelle les critères d'obtention du droit de vote étaient fixés par les législatures respectives des différents États (presque toutes exigeaient que l'on soit propriétaire) – et excluaient les femmes, les Indiens et les esclaves. La Constitution prévoyait que les sénateurs seraient élus par les corps législatifs qui désigneraient également les grands électeurs chargés d'élire le président. Quant à la Cour suprême, elle était nommée par le président.

Le principal problème de la démocratie dans la société post-révolutionnaire n'était pas les limites constitutionnelles du suffrage. Il était bien plus profond et excédait le stricte cadre de la Constitution. Il s'agissait de la fracture de la société entre riches et pauvres. En effet, si quelques personnes détenaient d'immenses fortunes et bénéficiaient d'une grande influence, si elles contrôlaient la terre, l'argent, la presse, l'Église et le système éducatif, comment, dès lors, le seul vote aurait-il pu venir bouleverser la donne ? Il y avait encore un autre problème : n'était-il pas dans la nature même des gouvernements représentatifs, même largement soutenus par la base, d'être conservateurs et de prévenir les changements radicaux ?

Enfin vint l'heure de ratifier la Constitution et de la soumettre aux votes des conventions de chaque État. Elle devait obligatoirement être adoptée par au moins neuf États sur treize. Dans l'État

de New York, où les débats furent intenses, une série d'articles anonymes parus dans la presse permet de mieux comprendre la véritable nature de cette Constitution. Ces articles, qui militent pour l'adoption de la Constitution, furent rédigés par James Madison, Alexander Hamilton et John Jay, et sont aujourd'hui plus connus sous le nom de *Federalist Papers* (les opposants à la Constitution devenant automatiquement des antifédéralistes).

Dans le dixième de ces *Federalist Papers*, James Madison prétendait qu'un gouvernement représentatif était nécessaire dans une société minée par les conflits entre factions adverses. Ces conflits naissaient de « l'inégale répartition des richesses. Ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien ont toujours représenté des intérêts distincts dans toutes les sociétés ». Le problème, selon lui, était donc de contrôler ces conflits générés par les inégalités de fortunes. Les factions minoritaires pouvaient être contrôlées, toujours selon Madison, par l'application du principe de prise de décision à la majorité des voix.

Ainsi, le véritable problème était donc, pour Madison, de contrôler la faction majoritaire. La solution était offerte par la Constitution sous la forme d'une « vaste république », c'est-à-dire une grande nation réunissant treize États distincts. Ainsi, « il sera plus difficile à ceux qui le souhaiteraient d'avoir une idée précise de leur véritable force et d'agir à l'unisson des autres. [...] L'influence des dirigeants factieux pourrait peut-être allumer l'étincelle dans leurs États respectifs mais ne pourrait provoquer une conflagration généralisée à tous les autres États ».

Le raisonnement de Madison relèverait du simple bon sens s'il s'agissait de mettre en place un gouvernement qui puisse maintenir la paix et éviter le désordre permanent. Mais est-ce bien le rôle d'un gouvernement que de se contenter de maintenir l'ordre, à l'image d'un arbitre pris entre deux adversaires également doués ? À moins que le gouvernement n'ait un intérêt quelconque à maintenir un certain type d'ordre, une certaine distribution des richesses et du pouvoir. Distribution dans laquelle les administrateurs gouvernementaux ne sont pas des arbitres neutres mais des individus intéressés. Dans ce cas, le désordre que le gouvernement pourrait redouter prend systématiquement la forme d'une rébellion populaire contre ceux qui monopolisent les richesses de la société. Cette interprétation prend tout son sens quand on observe les intérêts économiques et les milieux sociaux des rédacteurs de la Constitution.

L'un des arguments en faveur d'une vaste république destinée à maintenir la paix révèle très clairement de quel type de paix Madison entend parler. Il écrit, toujours dans le dixième des *Federalist*

Papers, que « cette fureur du papier-monnaie, de l'annulation des dettes, de la répartition égalitaire des biens ou de tout autre projet insensé et malsain du même type sera moins à même de corrompre l'ensemble de l'Union que de pervertir un seul de ses États membres ».

Si on considère les intérêts économiques dissimulés derrière les dispositions politiques inscrites dans la Constitution, ce document n'est plus simplement l'œuvre d'hommes sages tentant d'instituer une société honnête et justement organisée, mais la tentative de certains groupes de sauvegarder leurs privilèges tout en accordant juste ce qu'il faut de droits et de libertés à un nombre suffisant de gens pour s'assurer un soutien populaire.

Dans le nouveau régime, Madison allait appartenir, aux côtés de Jefferson et Monroe, au parti des républicains-démocrates, tandis que Hamilton allait rejoindre Washington et Adams dans le camp adverse des fédéralistes[1], mais ces deux individus (l'un propriétaire d'esclaves en Virginie et l'autre négociant de New York) s'accordaient sur les objectifs assignés au nouveau régime. Ils préfiguraient en cela l'éternel consensus fondamental unissant les deux partis politiques qui dominent le système américain. Hamilton écrit dans un autre de ces *Federalist Papers* que la nouvelle Union serait capable « de réprimer les oppositions et les insurrections intestines ». Il se référait directement à la révolte de Shays : « La situation orageuse dont le Massachusetts se remet à peine prouve suffisamment que de tels dangers ne sont pas pure spéculation. »

Dans le soixante-troisième des *Federalist Papers*, Madison – ou Hamilton (la paternité des textes n'est pas toujours clairement définie) – mit d'ailleurs en avant la nécessité de se doter d'un « Sénat judicieusement composé » qui pourrait « parfois se révéler nécessaire pour défendre le peuple contre ses propres erreurs et errements passagers », car « il est certaines occasions, dans les affaires publiques, où le peuple, emporté par sa nature instable, par l'attrait de quelques bénéfices illégaux, ou égaré par la duplicité pernicieuse d'hommes intéressés, exige que l'on prenne des mesures que lui-même, plus tard, sera le premier à déplorer ou à condamner ». En outre, « dans ces moments critiques, combien pourra s'avérer salutaire l'intervention d'un corps modéré et respecté, composé de

1. Les fédéralistes, représentant les milieux d'affaires du Nord, étaient partisans d'un pouvoir fédéral fort et souhaitaient construire une république à l'image de la monarchie anglaise. À l'opposé, les antifédéralistes, surtout représentés par les grands propriétaires terriens du Sud, voulaient établir une république décentralisée, non démocratique, donnant un fort pouvoir aux États. À la suite de la Révolution française, les fédéralistes deviendront anglophiles, les antifédéralistes francophiles. Les premiers sont en quelque sorte les ancêtres des « républicains » actuels, les seconds des « démocrates ».

citoyens chargés de maîtriser les errements populaires et de s'opposer aux emportements de certains contre eux-mêmes jusqu'à ce que raison, justice et vérité reviennent calmer les esprits ».

La Constitution fut donc un compromis entre les intérêts des esclavagistes du Sud et ceux des affairistes du Nord. Dans le but d'unifier les treize États en un unique grand marché commercial, les délégués du Nord souhaitaient une réglementation des échanges entre les États et insistaient sur le fait que de telles lois ne requièrent pour être votées que la majorité des votes au Congrès. Le Sud accepta, mais en échange de la promesse que l'on autoriserait le commerce d'esclaves à se poursuivre pendant encore vingt ans avant de songer à l'interdire.

Charles Beard insiste sur le fait que les gouvernements – celui des États-Unis aussi bien qu'un autre – ne sont jamais neutres. Ils représentent les intérêts économiques dominants et leurs constitutions sont élaborées de manière à servir au mieux ces intérêts. L'un des critiques de Beard (Robert Brown, dans son *Charles Beard and the Constitution*) soulève un point intéressant. Considérant que le texte de la Constitution substitue à l'expression « la vie, la liberté et la recherche du bonheur », que l'on trouvait dans la Déclaration d'indépendance, celle de « vie, liberté ou propriété », pourquoi devrions-nous estimer que la Constitution n'a pas à défendre la propriété ? Comme l'affirme Brown à propos de l'Amérique révolutionnaire, « pratiquement tout le monde avait intérêt à ce qu'on défende la propriété » car nombreux étaient en effet les Américains qui possédaient quelque chose.

Pourtant, ne nous y trompons pas. S'il est vrai qu'il existait un grand nombre de propriétaires, il n'en reste pas moins que certains d'entre eux possédaient incroyablement plus que les autres. Un petit nombre de propriétaires pour une gigantesque part des richesses et une multitude d'autres pour bien peu de choses. Quant au reste de la population, il ne possédait rien du tout. Jackson Main démontre que pendant la période révolutionnaire un tiers de la population se composait de petits fermiers et que seuls 3 % de la population possédaient effectivement une certaine fortune et pouvaient être qualifiés de riches.

Néanmoins, ce tiers représentait un nombre considérable de gens qui estimaient avoir tout à gagner à la stabilité du nouveau régime. Il s'agissait pour le régime d'une base de soutien plus importante que dans n'importe quel autre pays du monde en cette fin du XVIIIe siècle. En outre, les ouvriers-artisans des villes avaient eux aussi tout à gagner d'un gouvernement qui protégerait leurs activités de la concurrence étrangère. Staughton Lynd s'interroge : « Comment

explique-t-on que les travailleurs des villes à travers toute l'Amérique aient, dans leur grande majorité et avec enthousiasme, soutenu la Constitution des États-Unis ? »

Ce fut particulièrement vrai à New York. Quand le neuvième et le dixième État eurent ratifié la Constitution, quatre mille ouvriers-artisans de la ville de New York défilèrent en brandissant des drapeaux pour s'en réjouir. Les boulangers, les serruriers, les brasseurs, les menuisiers et les charpentiers des chantiers navals, les tonneliers, les charretiers et les tailleurs, tous défilèrent. La réponse qu'apporte Lynd à sa propre question est la suivante : bien qu'opposés à l'élite coloniale, ces ouvriers-artisans n'en étaient pas moins nationalistes. Ils représentaient environ la moitié de la population de New York. Les uns étaient riches, les autres pauvres, mais tous plus aisés que le simple ouvrier, l'apprenti ou le journalier. Cette prospérité exigeait un régime qui les protégeât contre les chapeaux et les chaussures anglaises et tous les autres biens de consommation qui se déversaient dans les colonies après la Révolution. En conséquence, les ouvriers-artisans apportaient souvent leurs votes aux riches conservateurs.

La Constitution illustrait donc parfaitement la complexité du système américain : elle servait les intérêts de l'élite fortunée mais faisait également quelques gestes en direction des petits propriétaires, des ouvriers-artisans et des fermiers aux revenus modestes pour s'assurer leur soutien le plus large. Les gens modérément prospères qui composaient cette base formaient, en outre, un rempart efficace contre les Indiens, les Noirs et les Blancs pauvres. Elles permettaient à l'élite américaine de conserver le contrôle de la situation avec un minimum de mesures coercitives et un maximum de législation – tout cela rendu plus acceptable grâce aux flonflons patriotiques et unitaires.

La Constitution fut encore plus acceptable aux yeux de l'opinion publique lorsque le premier Congrès, pour pallier les critiques émises ici et là, vota une série d'amendements plus connue sous le nom de Déclaration des droits. Ces amendements semblaient donner au nouveau régime le rôle de garant des libertés publiques : les libertés d'expression, de la presse, de culte, de pétitionner, de se réunir, d'être jugé équitablement et de pouvoir s'opposer à toute intrusion officielle dans son domicile. Cette Déclaration avait tout pour élargir encore le soutien de la population au nouveau régime. Quelque chose, cependant, n'apparaissait pas encore clairement à cette époque où le langage de la liberté était une nouveauté et sa réalité non encore éprouvée : l'extrême fragilité de

la liberté de tout un chacun lorsqu'elle repose sur le gouvernement des riches et des puissants.

Le même problème se posait pour d'autres clauses de la Constitution elle-même. La clause interdisant aux États de porter « atteinte aux obligations résultant des contrats », par exemple, ou celle qui donnait au Congrès le pouvoir de lever des impôts et de décider de leur affectation. Tout cela semblait sans conséquence et relativement neutre tant qu'on ne posait pas la véritable question : imposer qui et pour quoi faire, affecter quoi au bénéfice de qui ? Protéger les contrats de tous pouvait paraître relativement juste et équitable jusqu'à ce qu'on se rende compte que les contrats établis entre un riche et un pauvre, un employeur et un employé, un propriétaire et un locataire, un créditeur et son débiteur, favorisent la plupart du temps la plus puissante des deux parties. Dès lors, protéger ces contrats, c'était ni plus ni moins mettre l'énorme machine gouvernementale, avec ses tribunaux, ses lois, ses shérifs et sa police, au service des privilégiés – et non plus, comme c'était le cas à l'ère prémoderne, par l'exercice de la force brutale sur la personne du faible, mais par force de loi.

Le Premier Amendement de la Déclaration des droits révèle clairement la nature de l'intérêt qui se dissimule derrière le voile de l'innocence. Voté en 1791 par le Congrès, il stipulait que « le Congrès ne fera aucune loi [...] qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse ». Néanmoins, sept ans après que ce Premier Amendement fut devenu partie intégrante de la Constitution, le Congrès adopta une loi limitant sans conteste la liberté d'expression.

Il s'agit de la loi sur la sédition de 1798, votée sous la présidence de John Adams à une époque où, à la suite des révolutions française et irlandaise, Irlandais et Français étaient considérés aux États-Unis comme de dangereux révolutionnaires. Cette loi qualifiait de crime toute propagation orale ou écrite d'opinion « mensongère, scandaleuse ou malveillante » contre le gouvernement, le Congrès ou le président, dans l'intention de les diffamer, de ternir leur réputation ou d'exciter contre eux la vindicte populaire.

Cette loi, qui viole directement le Premier Amendement de la Constitution concernant la liberté d'expression, fut immédiatement appliquée. Dix Américains furent emprisonnés pour outrage au gouvernement et aucun des membres de la Cour suprême de justice réunie en 1798 – et en appel en 1800 – ne jugea cela contraire à la Constitution.

Il existait un argument juridique autorisant cette décision de justice. Une raison bien connue des experts, certes, mais sans doute pas de l'Américain moyen, qui devait se sentir, à la lecture du Premier

Amendement, assez confiant quant à sa liberté d'expression. Cet argument juridique a été analysé par l'historien Leonard Levy. Levy explique qu'on savait assez généralement (pas dans la population mais dans les cercles cultivés en tout cas) que, malgré le Premier Amendement, le droit coutumier anglais sur la sédition (le Seditious Libel) continuait de s'appliquer en Amérique. En vertu de ce droit, si le gouvernement ne pouvait pas exercer la « contrainte préventive », c'est-à-dire empêcher par avance la publication d'un ouvrage ou d'un texte quelconque, il pouvait, en revanche, en condamner juridiquement l'orateur ou l'auteur *a posteriori*. Le Congrès s'offrait donc un argument juridique bien pratique à l'appui des lois qu'il avait établies après la rédaction du Premier Amendement, permettant de faire passer certains propos pour de véritables crimes. En conséquence, la simple condamnation *a posteriori* étant un excellent moyen de faire réfléchir à deux fois avant d'user de sa liberté d'expression, l'argument selon lequel on ne pratique pas la contrainte préventive devient nul et non avenu. Comme on le constate, tout cela vide singulièrement le Premier Amendement de toute consistance.

Les clauses économiques de la Constitution subissent-elles le même sort? Il est intéressant de souligner que le tout premier exemple nous est fourni par la première présidence de Washington, lorsque la possibilité accordée au Congrès d'imposer les citoyens et d'affecter l'argent à tel ou tel objectif fut immédiatement mis en application par le secrétaire au Trésor, Alexandre Hamilton.

Hamilton, persuadé qu'un gouvernement doit inévitablement rallier les plus riches éléments de la société afin de se renforcer, proposa dans ce sens une série de lois que le Congrès adopta. Une Banque des États-Unis fut mise en place en une sorte de partenariat entre le gouvernement et certains intérêts financiers. Une loi sur les tarifs douaniers fut votée pour venir en aide aux manufacturiers. On tomba également d'accord pour rembourser les détenteurs de titres de la dette publique à leur valeur nominale la plus élevée – soulignons que la plupart des titres émis pendant la guerre se trouvaient désormais aux mains d'un groupe très restreint de gens fortunés. Pour ce faire, on vota des lois fiscales autorisant la collecte d'impôts aux seules fins de permettre le remboursement de ces titres.

L'une de ces lois fiscales concernait le whisky, ce qui heurta particulièrement les petits fermiers qui produisaient le grain qu'ils transformaient en whisky à des fins commerciales. En 1794, les fermiers de l'ouest de la Pennsylvanie prirent les armes et s'insurgèrent contre la collecte de cet impôt. Hamilton conduisit

lui-même les troupes qui réprimèrent cette rébellion. Force est donc de constater que, dès les premières années de son existence, certaines clauses de la Constitution – même celles dont on se félicitait tant, comme le Premier Amendement – furent bien légèrement traitées. D'autres – comme le droit de lever et de percevoir des taxes –, en revanche, allaient être fermement appliquées, en usant de la force armée quand cela se révélerait nécessaire.

Pourtant, la mythologie qui entoure les Pères Fondateurs reste bien vivante. Proclamer, comme l'historien Bebard Bailyn, que « l'abolition des privilèges et l'invention d'un système politique qui exigeât de ses dirigeants un usage à la fois humain et responsable du pouvoir étaient leurs plus fervents désirs », c'est faire silence sur ce qui s'est réellement passé dans l'Amérique de ces Pères Fondateurs.

Bailyn poursuit : « Tout le monde connaissait les fondements nécessaires à un gouvernement juste et sage. Il s'agissait d'assurer l'équilibre des forces concurrentes de la société afin qu'aucune d'elles ne puisse dominer l'autre et, échappant à tout contrôle, détruire les libertés accordées à tous. Le problème était d'élaborer des institutions de gouvernement capables de garantir cet équilibre. »

Les Pères Fondateurs étaient-ils ces hommes justes et sages cherchant à garantir un juste équilibre ? En fait, ils se souciaient peu d'équilibre, à l'exception peut-être de celui qui permettait de laisser les choses en l'état. C'est-à-dire un équilibre entre les forces dominantes de l'époque. Ils ne souhaitaient certainement pas rééquilibrer les rapports entre maîtres et esclaves, entre possédants et démunis, entre Indiens et Blancs.

La moitié de la population américaine, d'ailleurs, n'était même pas considérée par les Pères Fondateurs comme participant aux « forces concurrentes » de la société selon Bailyn. On n'en faisait mention nulle part dans la Déclaration d'indépendance, elle était également absente de la Constitution et demeurait parfaitement invisible dans la nouvelle démocratie politique. Ces absents par excellence, ce sont les femmes de la jeune Amérique.

Chapitre VI
Les opprimées domestiques

On peut, à la lecture des récits historiques « officiels », ignorer totalement la moitié de la population des États-Unis. Les explorateurs étaient des hommes, les propriétaires terriens et les négociants étaient des hommes, les personnalités politiques et les chefs militaires également. L'invisibilité même des femmes, le fait de ne pas tenir compte de leur présence est le signe criant de leur statut d'infériorité.

Cette invisibilité les apparente en quelque sorte aux esclaves noirs (les esclaves femmes subissant donc une double oppression). Les particularités biologiques de la femme, au même titre que la couleur de peau ou les caractéristiques physiques du visage des Noirs, offraient un argument pour la traiter en inférieure. Bien sûr, les femmes présentaient une spécificité biologique d'une plus grande importance pratique que la couleur de la peau : elles enfantent. Cela ne suffit pas, néanmoins, à expliquer la situation subalterne de toutes les femmes dans la société, y compris celles qui n'avaient pas d'enfants ou étaient soit trop jeunes soit trop âgées pour cela. Il semble que leur spécificité physique ait présenté un intérêt pratique pour les hommes qui pouvaient ainsi utiliser, exploiter et chérir quelqu'un qui était à la fois une domestique, une partenaire sexuelle, une compagne et, concernant leurs enfants, en même temps une mère, une éducatrice et une gouvernante.

Les sociétés fondées sur la propriété privée et la compétition, pour lesquelles la famille monogame fait figure d'unité fonctionnelle dans l'organisation du travail comme dans l'organisation sociale, ont jugé fort utile d'attribuer ce statut spécial aux femmes. La femme est alors une sorte d'esclave domestique au carrefour de l'intimité et

de l'oppression, qui pourtant, en raison de cette intimité et des liens qui l'attachent durablement aux enfants, est l'objet d'un paternalisme spécifique susceptible – en fonction du rapport de forces – de tendre vers une certaine égalité. Une oppression si intime qu'elle se révélera très difficile à déraciner.

Dans les sociétés plus anciennes – en Amérique ou ailleurs –, la propriété était plus ou moins collective et les relations familiales aussi étendues que complexes (les oncles, tantes et grands-parents vivant avec la famille). Ces sociétés semblent avoir traité les femmes de façon plus équitable que les sociétés blanches qui allaient plus tard les envahir et leur apporter, avec la « civilisation », la notion de propriété privée.

Chez les tribus zuñis du Sud-Ouest américain, par exemple, la famille élargie (en réalité des clans assez vastes) reposait sur la femme dans la famille de laquelle le mari venait s'installer. Les femmes étaient censées posséder les maisons et les terres appartenant aux clans. Les femmes et les hommes avaient un droit égal sur les biens produits et la situation de la femme était mieux assurée, puisqu'elle vivait dans sa propre famille et était autorisée à « divorcer » dès qu'elle le souhaitait, tout en conservant ses biens.

Les femmes des tribus indiennes des Plaines du Midwest ne participaient pas aux tâches agricoles mais tenaient néanmoins une place essentielle en tant que guérisseuses, herboristes et même, parfois, en tant que personnes sacrées qui donnaient des conseils. Lorsque les clans perdaient leur chef homme, les femmes pouvaient être amenées à le remplacer. Elles apprenaient à tirer avec de petits arcs et portaient également des poignards car, chez les Sioux, une femme devait pouvoir se défendre elle-même contre les agressions.

Chez les Sioux toujours, le rituel marquant la puberté était conçu de manière à remplir la jeune femme de fierté : « Suis la bonne route, ma fille, et les troupeaux de bisons sombres et vastes comme l'ombre des nuages sur la prairie te suivront. [...] Sois consciencieuse, respectueuse, aimable et modeste, ma fille. Et marche fièrement. Si les femmes perdent leur fierté et leur vertu, le printemps reviendra mais l'herbe recouvrira les traces des bisons. Sois forte, comme le cœur vaillant et fort de la terre. Un peuple ne disparaît que si ses femmes sont faibles et déshonorées. »

Il serait bien entendu exagéré de prétendre que les femmes indiennes étaient traitées sur un pied d'égalité avec les hommes, mais elles inspiraient le respect, et la nature communautaire des sociétés indiennes leur conférait une place plus importante que dans les sociétés blanches.

Les conditions dans lesquelles les colons blancs arrivèrent en Amérique créèrent une diversité de situations pour les femmes. Dans les premières plantations [1], constituées presque exclusivement d'hommes, les femmes étaient importées comme esclaves sexuelles, comme compagnes et pour enfanter. En 1619 – année de l'arrivée des premiers esclaves noirs en Virginie –, quatre-vingt-dix femmes débarquèrent également à Jamestown, « de jeunes personnes agréables et pures [...] vendues avec leur consentement comme épouses aux colons pour prix de leur traversée ».

De nombreuses autres femmes – des adolescentes le plus souvent – arrivèrent dans les premières années en tant que servantes sous contrat. Elles vivaient dans des conditions proches de l'esclavage, si ce n'est que leur service avait un terme. Elles étaient tenues d'obéir à leurs maîtres et maîtresses. Les auteurs de *America's Working Women*, Baxandall, Gordon et Reverby, nous apprennent qu'elles « étaient peu payées et bien souvent traitées assez durement, manquant de nourriture saine et d'intimité. Ces terribles conditions de vie provoquèrent parfois certaines résistances. Mais, vivant dans des familles différentes et sans grands contacts avec leurs semblables, leur résistance ne pouvait être que passive : chercher à en faire aussi peu que possible et créer quelques difficultés à leurs maîtres et maîtresses. Ces derniers, bien sûr, ne l'interprétaient pas ainsi et considéraient le comportement de leurs domestiques comme de la paresse, de la mauvaise volonté, de la stupidité et comme le signe d'un caractère obtus ».

En 1645, par exemple, la cour générale du Connecticut condamne une certaine Susan C., « en raison de son comportement rebelle vis-à-vis de sa maîtresse, à être envoyée en maison de correction et astreinte à un travail pénible et à un régime alimentaire sévère. Ensuite, elle sera publiquement châtiée lors du prochain sermon et chaque semaine, jusqu'à ce que soit donné l'ordre de mettre fin à la punition ».

Les abus sexuels des maîtres sur la personne de leurs domestiques femmes se firent de plus en plus fréquents. Les archives judiciaires de Virginie et d'autres colonies font état de plusieurs maîtres accusés de ce délit. Ces quelques cas devaient être particulièrement flagrants, et on est en droit de penser qu'en de très nombreuses occasions ces crimes n'ont jamais été rendus publics.

En 1756, Elizabeth Sprigs se plaint dans une lettre adressée à son père : « Ce que nous, infortunées Britanniques, souffrons ici est impossible à concevoir pour vous en Angleterre. Il suffit de dire

1. Nom donné à l'origine aux colonies.

que je suis au nombre de ces malheureuses et trime pratiquement jour et nuit, dans les écuries le plus souvent et dans des conditions insupportables. Parfois, je suis attachée et fouettée comme ne le serait pas même un animal ; presque rien à manger que du maïs indien et du sel, et même ça on nous le chipote. Les nègres sont mieux traités. On est presque nues, sans chaussures ni bas. [...] Quand on peut se reposer on s'enroule dans la couverture et on s'allonge à même le sol. »

Tout ce que l'on peut imaginer sur les transports des esclaves noirs vers l'Amérique devait être plus terrible encore pour les femmes noires, qui constituaient souvent un tiers de la cargaison. Un marchand d'esclaves témoigne : « J'ai vu des femmes donner la vie à leurs bébés, enchaînées à des cadavres que nos surveillants, complètement ivres, n'avaient pas dégagés. [...] Serrées les unes contre les autres, elles donnaient souvent naissance à leurs enfants dans la puanteur étouffante de la cargaison humaine. [...] À bord, il y avait également une jeune négresse enchaînée au pont qui avait perdu la raison juste après avoir été achetée et embarquée. »

Linda Brent, une esclave évadée, évoque un autre genre de fardeau : « J'entrais alors dans ma quinzième année – triste période dans la vie d'une esclave. Mon maître commença à me dire des mots crus à l'oreille. Même jeune comme je l'étais, je ne pouvais pas ne pas comprendre de quoi il s'agissait. [...] Mon maître était toujours dans mes jambes, me rappelant que je lui appartenais et jurant sur le ciel et la terre qu'il m'obligerait à me soumettre à lui. Si je sortais pour respirer un peu d'air frais après une journée de travail harassant, le bruit de ses pas me poursuivait. Si je m'agenouillais sur la tombe de ma mère, même là, son ombre noire me tombait dessus. Le cœur léger que la nature m'avait accordé devint lourd et gros de tristes pressentiments. »

Même les femmes blanches libres, qui n'étaient pas arrivées comme servantes ou esclaves mais comme épouses des premiers colons, menaient une vie particulièrement dure. Dix-huit femmes mariées étaient arrivées avec le *Mayflower* à l'automne 1620. Trois d'entre elles étaient enceintes, dont une accoucha d'un enfant mort-né avant d'arriver en vue de la terre. Les maternités et les maladies frappèrent durement ces femmes. Au printemps 1621, seules quatre de ces dix-huit femmes vivaient encore.

Celles qui survécurent et participèrent, aux côtés de leurs maris, à l'organisation de l'existence dans ces contrées sauvages étaient traitées avec respect tant on en avait besoin. Lorsque les hommes mouraient, les femmes reprenaient souvent leur travail. Pendant

un peu plus d'un siècle, hommes et femmes vivant sur la Frontière américaine parurent vivre dans une certaine égalité de conditions.

Mais toutes ces femmes restaient victimes des préjugés importés d'Angleterre avec les premiers colons, marqués par une éducation chrétienne. La loi anglaise en ce domaine était résumée dans un document datant de 1632 et intitulé « Décrets législatifs sur les droits des femmes ». On peut y lire que « dans cette union que nous appelons les liens du mariage, il est question d'un lien entre les deux individus. Il est vrai que le mari et la femme sont une seule et même personne. Mais il faut bien comprendre en quel sens. Lorsqu'un ruisseau ou une rivière rejoignent le Rhône, la Tamise ou l'estuaire du Humber, le mince filet d'eau perd son nom. [...] Aussitôt qu'une femme est mariée on dit qu'elle est *covert*, [...] c'est-à-dire comme "voilée". En quelque sorte elle est en retrait, dominée ; elle a perdu son courant propre. Je pourrais, pour mieux me faire comprendre, déclarer à la femme que son nouveau "soi" est son supérieur, son compagnon, son maître. »

Julia Spruill décrit en ces termes la situation légale de la femme à l'époque coloniale : « Le droit du mari sur la personne de sa femme va jusqu'aux châtiments. [...] Mais il n'est pas autorisé à lui infliger des sévices continuels ou à la tuer. »

Concernant la propriété, « outre la possession absolue des biens personnels de sa femme comme des terres qu'elle pourrait posséder, le mari entre en possession de tous les revenus qu'elle pourrait recevoir. C'est à lui que revient le fruit de son travail. [...] Il en découle naturellement que tout le fruit de leur travail conjoint appartient au mari. »

Pour une femme, donner naissance à un enfant hors des liens du mariage était considéré comme un crime. Les archives des tribunaux coloniaux sont remplies de cas de femmes accusées de « bâtardisation » – le père de l'enfant, lui, ne tombant pas sous le coup de la loi. Une publication périodique de 1747 reproduit le discours de « mademoiselle Polly devant la cour de justice de Connecticut près de Boston, en Nouvelle-Angleterre, où elle comparaissait pour la cinquième fois pour avoir donné naissance à un bâtard ». Ce discours devait tout à l'imagination caustique de Benjamin Franklin : « Plaira-t-il à l'honorable Cour de me laisser m'expliquer en quelques mots. Je suis une pauvre et malheureuse femme qui n'a pas d'argent pour se payer des avocats pour plaider pour moi. [...] C'est la cinquième fois, mes gentilshommes, que je suis traînée devant votre tribunal pour le même prétexte. Deux fois j'ai dû payer de lourdes amendes et deux fois j'ai subi une punition

publique parce que je n'avais pas l'argent pour payer ces amendes. Cela peut convenir à la loi et je n'en discute pas. Mais, puisque certaines lois sont parfois peu raisonnables en elles-mêmes et donc peuvent être abolies, et que d'autres frappent trop durement certains cas particuliers [...], je prendrai la liberté de dire que je pense que cette loi au nom de laquelle on me punit est déraisonnable en elle-même et particulièrement sévère à mon encontre. Je n'arrive pas à concevoir [...] la nature de mon crime. J'ai mis au monde cinq beaux enfants au péril de ma vie. Par mon seul travail je les conserve en bonne santé sans rien devoir à la municipalité et j'aurais pu faire mieux s'il n'y avait pas eu ces lourdes amendes à payer. [...] En outre, personne n'a la moindre raison de se plaindre de moi, sinon, peut-être, ces messieurs de la Justice parce que, comme j'ai eu des enfants sans être mariée, ils ne peuvent pas toucher la taxe sur les mariages. Mais est-ce que c'est ma faute à moi ? [...] Que peuvent faire ces pauvres jeunes femmes dont il n'est pas dans la nature et à qui les coutumes interdisent de solliciter les hommes, et qui ne peuvent pas néanmoins forcer les hommes à les épouser quand la loi ne s'occupe pas de leur trouver un mari mais les punit sévèrement si elles font leur devoir sans eux ? Ce devoir que nous impose le premier, le plus grand des Commandements de la nature que nous ait donné Dieu : "Croissez et multipliez." Un devoir de l'accomplissement duquel rien n'a jamais pu me détourner, mais à cause duquel j'ai pris le risque de perdre l'estime de tous et enduré régulièrement l'opprobre général et les châtiments publics. D'ailleurs, à mon humble avis, au lieu de m'administrer des coups de fouet, on devrait ériger un monument à ma mémoire. »

Le statut paternel au sein de la famille était ainsi décrit dans *The Spectator*, un journal aussi influent en Amérique qu'en Angleterre : « Rien ne peut mieux satisfaire un homme que le pouvoir ou la domination et [...], en tant que père de famille [...], je passe mon temps à donner des ordres, à distribuer des tâches, à entendre les différentes parties, à administrer la justice et à distribuer des récompenses et des punitions. [...] En bref, monsieur, je veille sur ma famille en une sorte de souveraineté patriarcale dont je suis à la fois le Roi et le Grand Prêtre. »

Il est dès lors peu surprenant que la très puritaine Nouvelle-Angleterre ait maintenu cette sujétion de la femme. Lors du procès d'une femme qui comparaissait pour avoir osé se plaindre du travail qu'un charpentier avait fait pour elle, l'un des plus influents religieux de Boston, le révérend John Cotton, s'emportait : « Que le mari doive obéir à sa femme et non la femme à son mari est une

opinion parfaitement mensongère. Car Dieu fit peser une tout autre loi sur les femmes : “Épouse, soumets-toi à ton mari en toutes choses.” »

L'un des plus célèbres manuels de savoir-vivre, publié à Londres, connut une large diffusion dans les colonies américaine au XVIIIe siècle. *Advice to a Daughter* s'adressait ainsi aux jeunes filles : « Vous devez d'abord accepter ce principe fondamental et général que les sexes ne sont pas égaux et que, pour une meilleure économie des affaires du monde, les hommes, destinés à édicter les lois, ont été dotés de raison en plus grande part. En conséquence votre sexe est mieux à même de montrer cette obéissance nécessaire à l'accomplissement des devoirs qui semblent lui être plus spécifiquement assignés. [...] Votre sexe a besoin de notre raison pour sa conduite et de notre force pour sa protection ; le nôtre a besoin de votre gentillesse pour nous charmer et nous divertir. »

Il est tout à fait remarquable que, malgré cette pesante éducation, les femmes se soient tout de même rebellées. Les femmes révoltées ont toujours dû faire face à des obstacles particuliers. Vivant perpétuellement sous le regard de leurs maîtres et isolées de leurs semblables, elles ne peuvent, en outre, profiter de la camaraderie quotidienne qui réconfortait tant les rebelles des autres groupes opprimés.

Anne Hutchinson était une femme très croyante, mère de treize enfants et experte en plantes médicinales. Au cours des premières années de la colonie de la Baie du Massachusetts, elle affronta les autorités ecclésiastiques en affirmant que la Bible pouvait être interprétée individuellement, par elle comme par toute personne ordinaire. Excellente oratrice, elle organisait des réunions auxquelles se rendaient de plus en plus de femmes (et parfois même quelques hommes). Bientôt, des groupes de soixante personnes et plus se rassemblèrent chez elle, à Boston, pour écouter les critiques qu'elle adressait aux ministres du culte locaux. John Winthrop, le gouverneur, la décrit comme « une femme à l'allure fière et hautaine, d'une intelligence vive, d'un esprit actif et à la langue bien pendue. Plus audacieuse qu'un homme bien que possédant une raison et des facultés de compréhension inférieures à celles de bien des femmes ».

Anne Hutchinson fut doublement jugée. Par l'Église pour hérésie et par le gouvernement pour avoir défié son autorité. Bien qu'enceinte et malade lors de son procès civil, les juges ne l'autorisèrent à s'asseoir que lorsqu'elle fut proche de l'évanouissement. Pour le procès religieux, à nouveau malade, elle fut interrogée durant quatre semaines et répondit à ses interrogateurs en témoignant d'une grande connaissance de la Bible et d'une éloquence remarquable.

Elle se repentit finalement par écrit mais ses juges ne furent pas vraiment satisfaits et affirmèrent que « son attitude n'[était] pas repentante ». Bannie de la colonie, elle partit pour le Rhode Island en 1638, suivie par trente-cinq familles. Elle se rendit sur les rivages de Long Island, où des Indiens à qui l'on avait confisqué leurs terres la considérèrent comme une ennemie et la tuèrent avec toute sa famille. Vingt ans plus tard, Mary Dyer, la seule personne ayant témoigné en sa faveur lors du procès qui fût revenue dans la colonie de la Baie du Massachusetts, fut pendue par les autorités avec deux autres quakers pour « rébellion, sédition et s'être mêlée de manière présomptueuse de ce qui ne [la] regardait pas ».

Il était rare que les femmes participent directement aux affaires publiques. Cependant, sur les frontières du sud et de l'ouest, les conditions étaient telles que cela pouvait occasionnellement arriver. Julia Spruill a découvert dans les plus anciennes archives de Géorgie l'histoire d'une certaine Mary Musgrove Matthews, fille d'une mère indienne et d'un père anglais, qui connaissait la langue creek et devint conseillère aux Affaires indiennes du gouverneur de Géorgie, James Oglethorpe. Spruill révèle que, à mesure que les communautés s'enracinaient plus sûrement, les femmes se voyaient écartées de la vie publique et semblaient se comporter de manière plus timorée. On trouve même des femmes pour affirmer qu'« il n'est pas dans la nature de [leur] sexe de raisonner profondément sur la politique des autorités ».

Pendant la Révolution, toujours selon Spruill, les nécessités de la guerre entraînèrent les femmes à s'intéresser aux affaires publiques. Elles formèrent des groupes patriotiques, menèrent des actions antibritanniques et écrivirent des articles sur l'Indépendance. Elles participèrent activement aux campagnes contre le Tea Act. Fondant les Filles de la Liberté, elles boycottèrent les produits anglais et encouragèrent les femmes à fabriquer leurs propres vêtements et à n'acheter que des produits fabriqués en Amérique. En 1777, il y eut même une contrepartie féminine à la Tea Party de Boston, une Coffee Party, que relate Abigail Adams dans une lettre adressée à son mari, John Adams : « Un marchand célèbre, riche et radin (et célibataire de surcroît) détenait un stock de café dans son magasin qu'il se refusait à vendre au comité à moins de six shillings la livre. Un certain nombre de femmes – une centaine selon les uns, plus selon les autres – se sont réunies et ont marché sur l'entrepôt avec une charrette et des coffres pour lui en demander les clefs. Clefs qu'il refusa de donner. Sur quoi l'une d'entre elles le saisit par le cou et le pousse dans la charrette. Comprenant qu'il ne peut rien faire, il finit par donner les clefs, après quoi les femmes font basculer la

charrette pour l'en faire sortir. Elles ont ensuite ouvert les portes de l'entrepôt et traîné elles-mêmes à l'extérieur le café dont elles ont rempli leurs coffres avant de partir. [...] Un grand attroupement d'hommes se tenait également là, parfaitement stupéfaits et spectateurs silencieux de toute cette transaction. »

Certaines historiennes ont récemment fait remarquer que la contribution des femmes des classes laborieuses à la Révolution américaine a toujours été très largement passée sous silence, contrairement aux faits et gestes des si charmantes compagnes des chefs révolutionnaires (Dolly Madison, Martha Washington, Abigail Adams). En revanche, Margaret Corbin (surnommée « Satanée Kate »), Deborah Sampson Garnet et « Molly Pitcher » étaient, elles, de rudes représentantes des classes laborieuses, élevées au rang de femmes du monde par les historiens. Les femmes des classes les plus pauvres qui, dans les dernières années de la guerre, rejoignirent les campements de l'armée révolutionnaire pour apporter leur soutien et même combattre furent considérées plus tard comme des prostituées, alors que Martha Washington occupe une place de choix dans les manuels d'histoire pour avoir rendu visite à son mari au campement de Valley Forge.

Lorsque l'opinion des femmes est évoquée, c'est presque toujours exclusivement au travers des écrits des plus privilégiées d'entre elles, que leur statut autorisait à s'exprimer librement et qui avaient l'opportunité de voir leurs écrits circuler. Abigail Adams, avant même la Déclaration d'indépendance, en mars 1776, écrivait à son mari : « Dans le nouvel ensemble de lois qu'il vous sera nécessaire d'édicter (je suppose), je souhaite que vous n'oubliiez pas les femmes et que vous soyiez plus généreux envers elles que ne l'ont été vos ancêtres. Ne confiez pas un pouvoir illimité aux maris. Souvenez-vous que tous les hommes seraient des tyrans s'ils en avaient le pouvoir. Si un intérêt tout particulier n'est pas accordé aux dames, nous sommes déterminées à fomenter une rébellion et nous ne nous sentirons pas tenues d'obéir à des lois qui ne représenteraient pas nos intérêts. »

Quoi qu'il en soit, Jefferson prononça, en marge de sa déclaration selon laquelle « tous les hommes naissent égaux », ce jugement sur les femmes américaines : elles « sont trop sages pour laisser la politique plisser leurs jolis fronts ». Enfin, après la Révolution, aucune des nouvelles constitutions d'État n'accorda le droit de vote aux femmes, excepté dans le New Jersey, qui abrogea finalement cette décision en 1807. Quant à la Constitution de New York, elle rejetait clairement sa population féminine en utilisant explicitement le qualificatif de « masculin ».

Aux alentours de 1750, alors que près de 90 % de la population blanche masculine était alphabétisée, 40 % seulement des femmes savaient lire et écrire. Les femmes des classes laborieuses avaient peu de moyens de s'exprimer et encore moins de transmettre par écrit les sentiments de révolte qu'elles pouvaient éprouver devant cette sujétion. Non seulement elles s'occupaient de leurs nombreux enfants, mais elles travaillaient, le plus souvent à domicile. À l'époque de la Déclaration d'indépendance, quatre mille femmes et enfants de Philadelphie filaient en « sous-traitance » à domicile, pour le compte de manufactures locales. Les femmes étaient aussi commerçantes ou aubergistes et impliquées dans toutes sortes de négoces. Elles étaient également boulangères, ferblantières, brasseuses, tanneuses, cordières, bûcheronnes, imprimeuses, croque-morts, menuisières, saisonnières, etc.

Pendant et après la Révolution, l'idée de l'égalité des femmes avait été assez largement discutée. Tom Paine se déclarait pour l'égalité des droits, et l'ouvrage pionnier de l'écrivain anglais Mary Wollstonecraft, *A Vindication of the Rights of Women*, fut réimprimé aux États-Unis tout de suite après la guerre d'Indépendance. Wollstonecraft répondait au conservateur anglais Edmund Burke, farouche adversaire de la Révolution française, qui avait écrit dans ses *Reflections on the Révolution in France* qu'une « femme n'est après tout qu'un animal et certes pas le plus élevé dans la hiérarchie des espèces ».

Wollstonecraft écrivait : « Je veux persuader les femmes de se comporter de manière à acquérir de la force, aussi bien spirituelle que physique, et les convaincre que certaines expressions mielleuses telles que "délicatesse de cœur", "finesse de sentiment", "raffinement du goût" sont en fait de quasi-synonymes de "faiblesse". L'être qui inspire cette sorte d'affection charitable [...] ne tarde pas à devenir l'objet du plus profond mépris. [...] Je souhaite également démontrer que le premier but d'une ambition louable est de s'imposer en tant qu'être humain, quel que soit son sexe. »

Entre la Révolution et la guerre de Sécession, tant de changements étaient intervenus dans la société américaine – croissance de la population, progression vers l'ouest, développement industriel, extension des droits politiques de la population blanche masculine, évolution du système éducatif afin de répondre aux besoins économiques – que la condition des femmes américaines ne pouvait rester inchangée. Avant l'industrialisation de l'Amérique, la nécessité pratique d'accueillir des femmes dans les communautés vivant sur la Frontière avait fini par imposer la mise en place de mesures plus ou moins égalitaires. Les femmes pouvaient y occuper des

postes importants, y diriger des journaux, des tanneries, être aubergistes ou ouvrières qualifiées, etc. En outre, elles exercaient un monopole dans certaines professions, celle de sage-femme en particulier. Nancy Cott évoque Martha Moore Ballard, fermière dans le Maine en 1795, qui « pétrissait, brassait, saumurait les aliments, filait et cousait, fabriquait son propre savon et ses propres bougies » et, ayant fait office de sage-femme pendant vingt-cinq ans, avait accouché plus d'un millier de bébés. En outre, comme l'éducation était dispensée au sein de la famille, les femmes tenaient là un rôle tout particulier.

Plusieurs dynamiques contraires étaient en jeu. En effet, si les femmes étaient désormais incitées à sortir de chez elles pour participer à l'industrialisation, la société exerçait néanmoins une certaine pression afin de les maintenir dans un cadre permettant d'en garder le contrôle. Le monde extérieur faisait irruption au sein du foyer et provoquait craintes et tensions dans une société dominée par les hommes. Un contrôle idéologique devait donc venir se substituer à un contrôle domestique de moins en moins opérant : la notion de « place des femmes », promue par les hommes, était en fait intériorisée par de nombreuses femmes.

À mesure que l'économie se développait, les hommes s'imposèrent dans les emplois d'ouvriers-artisans et de négociants. L'agressivité s'affirma comme un trait spécifiquement masculin. Les femmes, en revanche – précisément parce que nombre d'entre elles commençaient à investir le dangereux monde extérieur –, étaient censées être passives. Dans les milieux aisés et la petite bourgeoisie d'abord puis, comme toujours, dans les classes défavorisées, les modes vestimentaires évoluaient elles aussi et le poids des vêtements féminins, les corsets et jupons divers, signalaient clairement l'exclusion des femmes du monde actif.

L'Église, l'école et la famille furent chargées de véhiculer un certain nombre d'idées concernant la place des femmes au moment même où ladite place devenait de plus en plus floue. Barbara Welter, dans *Dimity Convictions*, a su montrer combien avait été puissant, dans les années 1820, le « culte de la vraie féminité ». Les femmes se devaient d'être pieuses. Un homme écrivait d'ailleurs dans le magazine *The Ladies' Repository* : « La religion est exactement ce dont une femme a besoin, car elle lui donne cette dignité qui sied si bien à sa dépendance. » Mme John Standford, dans son livre intitulé *Woman, in Her Social and Domestic Character*, écrivait également que « la religion est exactement ce dont la femme a besoin. Sans elle, la femme est perpétuellement inquiète ou malheureuse ».

La pureté sexuelle était la vertu spécifique des femmes. S'il était compréhensible que les hommes, du fait de leur constitution biologique, puissent pécher, la femme, elle, ne devait jamais rendre les armes. Un auteur masculin ne les prévenait-il pas : « Si vous le faites, vous resterez confinées dans une tristesse muette à vous lamenter intérieurement sur votre crédulité, votre sottise, votre duplicité et votre prostitution précoce. » De son côté, une femme avertissait ses semblables des terribles problèmes qu'elles auraient à affronter si elles se montraient « follement imprudentes ».

Le dressage commençait très tôt, dès l'adolescence. L'obéissance préparait la jeune fille à se soumettre au premier compagnon qui lui serait destiné. Selon Barbara Welter, « le raisonnement s'appuie sur deux mouvements simultanés. La femme américaine était censée être si parfaitement aimable et séduisante qu'un homme digne de ce nom, mis en sa présence, pourrait difficilement garder son sang-froid. En outre, cette même jeune fille, sur le point de "s'extraire" du cocon protecteur de la famille, est si possédée d'une affection pour l'heure sans objet défini et si habitée de tendres sentiments qu'elle aimera la première personne qu'elle rencontrera. Tandis qu'elle sort à peine du véritable "songe d'une nuit d'été" qu'a été son adolescence, il est du devoir de sa famille et de la société de tout faire pour que son premier regard tombe sur un parti convenable et non sur un quelconque clown écervelé. Cette tâche est menée à bien par l'application de mesures restrictives telles que le choix (selon des critères de sexe et/ou de classe) d'écoles, de cours de danse, de voyages ou tout autre mode de contrôle extérieur. On exige de la jeune fille qu'elle obéisse d'elle-même. Cette combinaison produit un genre de "ceinture de chasteté sociale", dont la jeune fille ne se libère que lorsque le partenaire conjugal adéquat paraît et que l'adolescence est officiellement achevée ».

Lorsqu'en 1851, dans sa revue féministe, Amelia Bloomer conseilla aux femmes de porter un certain type de jupes et de culottes courtes pour se libérer des encombrantes robes traditionnelles, sa proposition fut immédiatement attaquée dans la littérature féminine populaire. Une de ces historiettes nous montre une jeune admiratrice du costume « bloomer » se faire rabrouer par son professeur sous prétexte qu'il n'est que l'une des « nombreuses manifestations de cet esprit furieux de socialisme et de radicalisme agraire actuellement si répandu dans notre pays ».

On peut lire dans le *Young Lady's Book* de 1830 que, « quelle que soit la situation dans laquelle une femme peut se trouver entre le berceau et la tombe, elle doit faire montre d'obéissance et de soumission ainsi que d'un tempérament conciliant et d'un esprit

humble... » Une femme écrivit, en 1850, dans un ouvrage intitulé *Greenwood Leaves* : « La véritable nature féminine est toujours d'être timide, hésitante et étroitement dépendante comme dans une perpétuelle enfance. » Un autre livre, *Recollections of a Southern Matron*, raconte : « Si une des attitudes de mon mari me chagrinait, je lui en parlais une ou deux fois, calmement, et finalement la supportais patiemment. » En proposant aux femmes des « Règles pour le bonheur conjugal et domestique », un autre livre se concluait sur le conseil suivant : « N'en espérez pas trop. »

Le travail de la femme était de rendre le foyer accueillant, d'être la gardienne de la religion, de s'occuper des enfants, de faire la cuisine, le ménage, la couture et d'arranger les fleurs. Une femme ne devait pas se livrer exagérément à la lecture et certains livres devaient même être soigneusement évités. Lorsque Harriet Martineau, une réformatrice des années 1830, écrivit *Society in America*, un critique conseilla qu'on en éloignât les femmes : « Une telle lecture les écarterait de leur vraie place et de leur vrai rôle, et elles jetteraient une fois de plus la confusion dans les affaires du monde. »

Un sermon fait à New York en 1808 s'émerveillait « de l'intérêt et de l'importance des devoirs de la femme en tant qu'épouse, [...] conseillère et amie de son mari, quotidiennement vouée à alléger ses soucis, consoler sa peine et accroître son plaisir. [Cette femme] qui, tel un ange gardien, veille sur ses intérêts, le prévient contre les dangers, le réconforte dans l'adversité et, par son comportement pieux, assidu et aimable, s'attache constamment à le rendre plus vertueux, plus utile, plus digne et plus heureux. »

Étant donné leur importance dans l'éducation des enfants, on demandait également aux femmes d'être patriotes. Un magazine féminin décernait un prix à celle qui écrirait le meilleur article sur « la manière dont une femme américaine peut le mieux faire preuve de son patriotisme ».

Dans *The Bonds of Womanhood*, Nancy Cott nous rappelle que dans les années 1820 et 1830 on avait pu assister à une recrudescence des romans, poèmes, essais, sermons et manuels sur la famille, les enfants et le rôle des femmes. Le monde extérieur devenait plus dur, plus compétitif et plus exigeant. En un certain sens, le foyer cristallisait une certaine nostalgie d'un passé fantasmé, un refuge contre la réalité immédiate.

Considérer l'économie nouvelle comme un aspect de la vie parmi d'autres avec, toujours, le cercle familial comme refuge permit peut-être de mieux l'accepter. En 1819, une femme pieuse écrivait : « L'atmosphère du monde est empoisonnée. Il vous faut porter avec vous un antidote, ou l'infection s'avérera fatale. » Tout cela, selon

Cott, n'avait pas pour but de s'opposer aux mondes du commerce, de l'industrie, de la compétition et du capitalisme, mais de les rendre plus acceptables.

Le culte de la fonction domestique des femmes visait à leur faire accepter le principe du « séparées mais égales », en conférant à leur travail une importance égale à celui des hommes mais séparé et différent. Cette « égalité » présentait néanmoins une spécificité intrinsèque : les femmes ne choisissaient pas leur compagnon et, après leur mariage, leur vie était toute tracée. Une jeune fille écrivait en 1791 : « Le jour est sur le point d'être fixé qui décidera de mon bonheur ou mon malheur futur. [...] J'ai toujours envisagé cet événement avec à peu près la même solennité que celui qui mettra fin à mon existence. »

Le mariage enchaînait; les enfants venaient ajouter aux fers. « L'idée de donner bientôt naissance à mon troisième enfant et les tâches qui de ce fait m'attendent me dépriment tant que j'ai le sentiment de couler », reconnaissait une femme en 1813. Ce désarroi s'allégeait à la pensée qu'un rôle important était confié aux femmes : inculquer à leurs enfants les valeurs morales de l'empire sur soi et de l'avancement par l'excellence individuelle plutôt que par l'action collective.

La nouvelle idéologie produisit ses fruits et permit de garantir la stabilité requise par une économie en pleine croissance. Mais l'existence de cette idéologie prouve également que d'autres forces, difficilement contenues, étaient à l'œuvre. En outre, cantonner les femmes dans leur propre sphère impliquait le risque qu'elles profitent de ce temps et de cet espace pour travailler à l'émergence d'un autre genre de vie.

Le « culte de la vraie féminité » ne suffisait pas à dissimuler les signes évidents du statut inférieur de la femme : elle ne pouvait pas voter; elle ne possédait rien en propre; lorsqu'elle travaillait, son salaire était, à travail identique, le quart ou la moitié de celui d'un homme. Les femmes étaient par ailleurs exclues des professions juridiques et médicales, des collèges et du ministère religieux.

Placer toutes les femmes dans la même catégorie – en leur donnant à toutes la même sphère domestique à organiser – revenait à mettre en place une classification (dont le critère était le sexe) qui, comme l'indique Nancy Cott, brouillait les distinctions de classes. Néanmoins, les questions de classes continuaient à travailler la société. En 1789, Samuel Slater avait introduit la filature industrielle en Nouvelle-Angleterre. Il existait depuis une véritable demande pour le travail des jeunes filles dans cette industrie. En 1814, le métier à tisser mécanique fut introduit à Waltham

(Massachusetts) et toutes les opérations qui transformaient le coton en vêtements se déroulaient désormais sous un même toit. Les nouvelles usines textiles se multiplièrent rapidement. 80 à 90 % de leur personnel étaient constitués de femmes dont la plupart avaient entre quinze et trente ans.

Quelques-unes des premières grèves industrielles eurent lieu, dans les années 1830, dans ces filatures. Eleanor Flexner (*A Century of Struggle*) présente un certain nombre de données chiffrées qui peuvent expliquer ce phénomène : en 1836, le salaire quotidien moyen des femmes était inférieur à 37,5 cents. Des milliers d'entre elles ne gagnaient que 25 cents pour des journées de douze à seize heures. C'est à Pawtucket (Rhode Island) qu'éclata, en 1824, la première grève connue d'ouvrières. Deux cent deux femmes se joignirent aux hommes dans leurs protestations contre les baisses de salaires et l'allongement du temps de travail. Cependant, elles tenaient des réunions séparées. Quatre ans plus tard, à Dover (New Hampshire), seules les femmes firent la grève. En 1834, à Lowell (Massachusetts), lorsqu'une jeune femme fut licenciée, les autres femmes abandonnèrent leurs machines et l'une d'entre elles, montée sur la pompe à eau municipale, fit ce qu'un compte rendu de l'événement paru dans la presse appelle un « discours enflammé à la Mary Woolstonecraft sur les droits des femmes et les injustices de "l'aristocratie nantie" qui produisit un puissant effet sur les auditrices, qui décidèrent de suivre leur propre voie, dussent-elles en mourir ».

Le journal intime d'un habitant de Chicopee (Massachusetts) relate avec acrimonie un événement survenu le 2 mai 1843 dans cette ville : « Grand chambardement chez les filles. [...] Après le repas du matin, un défilé, avec à sa tête un rideau peinturluré en guise de bannière, a fait le tour de la place. Seize au premier tour, elles étaient une quarantaine lorsqu'elles sont repassées. Encore un petit tour et les filles se sont dispersées. Après le déjeuner, elles se ruèrent au nombre de quarante-deux vers Cabot. [...] Elles déambulaient dans les rues sans souci de leur réputation. »

Dans les années 1840, il y eut d'autres grèves dans de nombreuses villes qui, bien que plus sérieusement organisées que ces premiers « rassemblements » de Nouvelle-Angleterre, ne remportèrent que peu de succès. Une succession de grèves dans les usines de l'Allegheny, près de Pittsburgh, exigeait des journées plus courtes. À plusieurs reprises, au cours de ces grèves, des femmes armées de bâtons et de pierres enfoncèrent les portails de certaines filatures et arrêtèrent les machines.

Catharine Beecher, une réformatrice contemporaine de ces événements, décrivait ainsi le système industriel : « Permettez-moi à présent de présenter ce que j'ai pu apprendre par mes observations ou mes enquêtes sur le terrain. Je me trouvais là-bas au milieu de l'hiver et tous les matins j'étais réveillée par les cloches qui appellent les gens au travail. On a si peu de temps pour se vêtir et déjeuner que ces deux activités ne peuvent se faire qu'à toute vitesse. Ensuite, le travail à l'usine commençait à la lumière des lampes et se poursuivait sans interruption jusqu'à midi – et la plupart du temps debout. Puis une demi-heure seulement pour déjeuner, dont était décompté le temps de l'aller et retour. Retour à l'usine et travail jusqu'à dix-neuf heures. [...] Il faut rappeler que tout le temps de travail se déroule dans des pièces éclairées à la lampe à huile abritant de quarante à quatre-vingts personnes dans une atmosphère malsaine, [...] où l'air se charge des particules de coton rejetées par des milliers de cardeuses, de fuseaux et de métiers à tisser. »

Et la vie des femmes de la haute société ? Une Anglaise, Frances Trollope, apporte son témoignage dans un livre intitulé *Domestic Manners of the Americans* : « Qu'il me soit permis de décrire la journée d'une dame de la bonne société de Philadelphie. [...] Cette dame sera la femme d'un sénateur, par ailleurs juriste de la meilleure réputation. [...] Elle se réveille et sa première heure est entièrement consacrée à l'arrangement scrupuleux de son habillement ; elle descend à son salon, parfaite, digne et silencieuse ; son petit déjeuner lui est servi par son valet de pied – un affranchi noir ; elle mange son jambon grillé, son poisson salé et boit son café en silence, tandis que son mari lit un journal et en glisse un autre sous son coude. Ensuite, peut-être, elle nettoie les tasses et les soucoupes. Elle demande son attelage pour onze heures. Jusque-là elle se trouve à la cuisine, vêtue d'un tablier d'un blanc éclatant afin de protéger sa robe de soie grise. Vingt minutes avant que son attelage ne fasse son apparition, elle se retire dans ses appartements – comme elle dit. Elle ôte et plie soigneusement son tablier toujours aussi blanc, lisse sa jolie robe et [...] met son élégant chapeau à bride. [...] Puis elle descend les escaliers au moment juste où son cocher – un affranchi noir – annonce à son valet de pied – un affranchi noir – que l'attelage est prêt. Elle y monte et commande : "Conduisez-moi à la Dorcas Society." »

À Lowell, l'Association pour la réforme du travail des femmes fit imprimer des tracts. Le premier, titré « La vie à l'usine telle qu'elle est, par une ouvrière », compare les femmes dans les filatures à « des esclaves, ni plus ni moins, et dans tous les sens du terme ! Les esclaves d'un système de travail qui exige d'elles de trimer de cinq

heures à dix-neuf heures, avec seulement une petite heure pour satisfaire aux besoins naturels. Des esclaves des desiderata et des exigences des "pouvoirs en place". »

En 1845, on pouvait lire dans le *Sun* de New York l'avis suivant : « Assemblée générale de jeunes femmes. On nous demande d'attirer l'attention des jeunes travailleuses de la ville sur la réunion qui aura lieu au Park cette après-midi à quatorze heures. On nous demande également d'en appeler à la galanterie des hommes de cette ville [...] et de leur demander respectueusement de ne pas être présents lors de cette réunion, car celles à l'attention desquelles elle est organisée préfèrent délibérer entre elles. »

À peu près à la même époque, le *Herald* de New York informait que « sept cents femmes, généralement d'apparence et de statut des plus intéressants », s'étaient réunies « dans l'intention de remédier aux torts et à l'oppression dont elles [étaient] victimes dans leur travail ». Le *Herald* continuait en affirmant qu'il doutait « sérieusement que cela apporte quelque amélioration que ce soit dans le travail des femmes [...], toutes formes de coalitions ne menant à rien. »

Le titre du livre de Nancy Cott, *The Bonds of Womanhood*, reflète parfaitement sa double lecture de ce que vivaient les femmes au début du XIXe siècle : prises dans le piège de la nouvelle idéologie et de la « sphère [domestique] féminine » et, en même temps, contraintes de travailler en usine ou dans les professions libérales où elles se confrontaient à une autre sorte d'oppression. D'un autre côté, ces conditions mêmes provoquaient une prise de conscience collective de leur condition et forgeaient entre elles des liens de solidarité.

Les femmes de la petite bourgeoisie, exclues de l'enseignement supérieur, commencèrent à monopoliser les postes dans l'enseignement primaire. Professeurs, elles lisaient plus et communiquaient davantage, et l'éducation elle-même venait se confronter aux anciens modes de pensée. Elles se mirent à écrire dans les revues et les journaux, et créèrent même des magazines féminins. Le pourcentage d'alphabétisation chez les femmes doubla entre 1780 et 1840. Les femmes s'investirent également dans les réformes de santé. Elles organisèrent des mouvements pour combattre le système du type « deux poids, deux mesures » dans le comportement sexuel et pour s'opposer à la répression des prostituées. Parfois même elles se regroupaient dans le cadre d'associations religieuses. Les plus audacieuses d'entre elles se joignaient au mouvement anti-esclavagiste. Ainsi, dans les années 1840, à l'époque où un activisme ouvertement féministe prenait son essor, on

pouvait trouver parmi les femmes des organisatrices, des militantes et des oratrices talentueuses.

Lorsque Emma Willard s'adressa, en 1819, à la législature de New York sur le sujet de l'éducation des femmes, elle contredisait radicalement Thomas Jefferson qui, dans une lettre rédigée un an plus tôt, suggérait que les femmes ne devraient pas lire les romans, qui sont autant de « ramassis d'insanités », sauf rares exceptions. « Pour le même genre de raison, la poésie devrait également être bannie », déclarait-il encore. Selon lui, l'éducation des femmes devait se cantonner aux « plaisirs et agréments de la vie. [...] Agréments qui, en ce qui concerne les femmes, se limitent à la danse, au dessin et à la musique ».

Emma Willard déclarait au contraire que l'éducation des femmes avait « été trop longtemps exclusivement dirigée de manière à satisfaire les hommes et à mettre en avant les charmes de la jeunesse et de la beauté ». Selon elle, le problème était que la satisfaction du « goût des hommes, quel qu'il puisse être, s'[était] imposé comme l'objectif même de la formation du caractère des femmes. [...] La raison et la religion nous apprennent, continue-t-elle, que nous avons nous aussi une existence autonome et que nous ne sommes pas de simples satellites des hommes ».

En 1821, Emma Willard fonda le Séminaire des femmes de Troie : la première institution officiellement reconnue d'enseignement pour jeunes filles. Elle témoigna plus tard de la façon dont elle avait rendu furieux ses contemporains en enseignant la constitution du corps humain à ses élèves. « Certaines mères, visitant une classe du Séminaire au début des années 1830, furent si choquées de voir une jeune élève dessiner un cœur, des artères et des veines sur un tableau dans le but d'expliquer la circulation du sang qu'elles quittèrent la classe honteuses et scandalisées. Pour respecter la pudeur des jeunes filles et leur éviter une agitation trop fréquente, du papier mat était néanmoins collé sur les pages des manuels figurant le corps humain. »

Les femmes durent lutter pour intégrer les écoles professionnelles réservées aux hommes. Harriot Hunt, une doctoresse qui commença à pratiquer en 1835, se vit refuser deux fois l'admission à l'École de médecine de Harvard. Elle continua néanmoins à pratiquer, au moins au service des femmes et des enfants. Elle croyait fermement au régime alimentaire équilibré, à l'exercice et à l'hygiène tant physique que mentale. En 1843, Hunt créa également une Société féminine de physiologie où elle donnait des conférences mensuelles. Restée célibataire, elle défiait, dans ce domaine aussi, les conventions établies.

Une autre femme de première envergure, Elizabeth Blackwell, obtint son diplôme de médecin en 1849, après avoir essuyé de nombreuses rebuffades. Finalement admise au Genova College, elle mit alors sur pied le dispensaire pour femmes et enfants pauvres de New York, afin de « donner aux femmes pauvres la possibilité de consulter des médecins de leur sexe ». Dans le premier rapport annuel du dispensaire, elle écrivait : « Ma première consultation médicale fut une curieuse expérience. Dans un cas grave de pneumonie chez une femme âgée, j'avais appelé un médecin charitable d'excellente réputation pour qu'il me conseille. [...] Ce gentleman, après avoir observé la patiente, retourna avec moi au salon. Là, il commença à arpenter nerveusement la pièce en tous sens, s'exclamant : "C'est extraordinaire ! Cela ne m'est jamais arrivé auparavant. Je ne sais vraiment pas quoi faire !" J'étais à la fois stupéfaite et perplexe car il s'agissait après tout très clairement d'une pneumonie dont la gravité n'était pas exceptionnelle. Enfin je m'aperçus que sa nervosité me concernait *moi* – et non la patiente. Il ne supportait pas de consulter en compagnie d'une femme médecin ! »

L'Oberlin College fut l'un des premiers à admettre des femmes. Cependant, la première femme à y être admise en cours de théologie, Antoinette Brown, diplômée en 1850, s'aperçut que son nom avait été effacé de la liste des élèves de la classe. L'Oberlin College trouva encore, en Lucy Stone, une résistante de premier ordre. Très active dans les mouvements pacifistes et anti-esclavagistes, Lucy Stone enseignait aux étudiants de couleur et organisait des clubs de débats pour les jeunes filles. Elle fut choisie pour rédiger le discours de remise des diplômes. Lorsqu'elle apprit qu'il devrait obligatoirement être lu par un homme, elle refusa de l'écrire.

En 1847, Lucy Stone commença à donner des conférences sur les droits des femmes dans une église de Gardner (Massachusetts) où son frère officiait. Elle était minuscule, pesait à peine quarante-cinq kilos et était une formidable oratrice. Lors de ses conférences pour la Société américaine contre l'esclavage, elle fut plusieurs fois aspergée d'eau, assommée par les livres qu'on lui jetait à la tête et agressée par la foule.

Lorsqu'elle épousa Henry Blackwell, ils déclamèrent, en joignant leurs mains, le texte suivant : « En ce moment où nous déclarons notre affection mutuelle, tout en acceptant les relations qui unissent mari et femme [...], nous estimons de notre devoir d'affirmer que cet acte n'implique de notre part ni ces promesses d'obéissance volontaire ni les sanctions en cas de désobéissance inscrites dans les lois du mariage en vigueur. Ces lois qui nient la femme en tant

qu'être indépendant et rationnel alors qu'elles confèrent au mari une supériorité aussi blessante que peu naturelle. »

Lucy Stone fut également l'une des premières femmes à refuser d'abandonner son nom après le mariage. Lorsqu'elle refusa de payer ses impôts parce qu'elle n'était pas représentée légitimement au gouvernement, l'administration se saisit de tout ce qu'elle possédait, jusqu'au berceau de son bébé.

Après qu'Amelia Bloomer, directrice de la poste dans un petit village de l'État de New York, eut contribué à développer le port de la culotte bouffante, les féministes militantes l'adoptèrent en remplacement de l'antique corset à baleines et des gaines et jupons en tous genres. Elizabeth Cady Stanton, une des leaders féministes de l'époque, raconte comment elle vit pour la première fois une de ses cousines porter une jupe-culotte : « Voir ma cousine avec une lampe dans une main et un bébé dans l'autre monter les escaliers avec grâce et aisance, alors que dans mon encombrante robe je me hissais avec difficulté – sans parler de porter une lampe et un bébé –, m'a rapidement convaincue qu'il y avait un besoin pressant de réformer le costume féminin. Je commandai aussitôt un vêtement identique. »

Après s'être investies dans divers mouvements réformistes – ligue de tempérance, anti-esclavagisme, habitudes vestimentaires et conditions carcérales –, les femmes se tournèrent avec audace et expérience sur leur propre condition. Angelina Grimké, une Blanche du Sud qui devint une redoutable oratrice et organisatrice de la lutte contre l'esclavage, pensait que ce mouvement devait aller plus loin : « Exigeons d'abord de la nation qu'elle sorte des millions d'esclaves des deux sexes de la fange et reconnaisse en eux des êtres humains. Ensuite [...], il sera plus facile de relever de terre des millions de femmes afin qu'elles se tiennent debout. En d'autres termes, afin de faire qu'elles passent de l'état de nourrissons à celui de femmes. »

Margaret Fuller fut peut-être l'intellectuelle la plus marquante parmi les féministes. Dans son livre *Woman in the Nineteenth Century*, elle prend comme point de départ sa certitude qu'« il existe chez les hommes le même genre d'appréhension vis-à-vis des femmes que vis-à-vis des esclaves. [...] Il faudra que tous les obstacles de l'arbitraire soient renversés. Nous devrons faire en sorte que toutes les voies soient aussi ouvertes à la femme qu'à l'homme. [...] Ce dont la femme a besoin, ce n'est pas d'agir et diriger en tant que femme, mais de s'épanouir en tant qu'être vivant, de raisonner en tant qu'intelligence et, en tant qu'esprit, de vivre librement et sans entraves ».

Pour cela, il allait falloir surmonter un grand nombre d'obstacles. L'un des écrivains les plus populaires du milieu du XIXe siècle, le révérend John Todd – il prévenait les jeunes garçons contre les dangers de la masturbation, qui « détériore gravement le cerveau » –, écrivait au sujet des nouvelles modes vestimentaires : « Certaines femmes ont tenté de devenir à moitié des hommes en portant les robes Bloomer. Je puis vous dire en un mot pourquoi cela ne se pourra pas. Pour la simple raison que la femme, parée et drapée dans sa robe, est belle. Elle marche avec grâce. [...] Lorsqu'elles essaient de courir, le charme s'envole. Enlevez-leur leurs robes et faites-leur porter ces pantalons qui dévoilent leurs membres, et grâce et mystère disparaissent. »

Dans les années 1830, une circulaire pastorale rédigée par l'Association générale des ministres du culte du Massachusetts ordonnait aux officiants d'interdire à la femme de s'exprimer en chaire : « Lorsqu'elle prend la place et le ton d'un homme [...], nous nous mettons nous-mêmes en position de défense vis-à-vis d'elle. »

Sarah Grimké, la sœur d'Angelina, écrivit en réponse à cette circulaire une série d'articles réunis sous le titre de « Lettres sur la condition féminine et sur l'égalité entre les sexes ». « Pendant la première partie de ma vie, écrit-elle, j'ai évolué dans le monde papillonnant de la société mondaine. Les femmes de ce milieu, je suis obligée de le dire, à la fois par observation et par expérience, ont reçu une éducation tristement déficiente. On leur apprend à considérer le mariage comme la seule chose indispensable, la voie unique vers l'excellence. »

Sarah Grimké affirmait également : « Je ne demande aucune faveur particulière pour mon sexe. Je n'abandonnerai pas notre revendication d'égalité. Tout ce que je demande à nos frères, c'est qu'ils lèvent le pied de dessus nos têtes et qu'ils nous permettent de nous tenir debout sur la terre que Dieu nous a, à nous aussi, confiée. [...] Il est parfaitement clair à mes yeux que tout ce qu'un homme a moralement le droit de faire, la femme y est également autorisée. »

Si l'écriture de Sarah était puissante, Angelina était une oratrice inspirée. Il lui arriva de discourir six nuits de suite à la Boston Opera House. À un compagnon abolitionniste bien intentionné qui lui conseillait de ne pas trop mettre en avant le sujet de l'égalité sexuelle tant il exaspérait les esprits et ne pouvait que faire du tort à la campagne en faveur de l'abolition de l'esclavage, Angelina répondit : « Nous ne pouvons soutenir l'abolition de toute notre volonté que si nous écartons les obstacles qui se dressent sur notre route. [...] Si nous abandonnons le droit de parler cette année, il nous faudra faire de même pour le droit de pétitionner

l'an prochain et pour le droit d'écrire l'année suivante, etc. Que pourra faire la femme, dès lors, pour apporter son secours aux esclaves si elle se trouve elle-même à genoux et réduite au silence par l'homme ? »

Angelina fut la première femme à s'exprimer, en 1838, devant un comité de la législature du Massachusetts pour défendre les pétitions sur l'abolition. Elle raconta plus tard qu'elle était « près de s'évanouir tant [ses] sentiments étaient violents ». Son discours attira une foule nombreuse et un représentant de Salem proposa qu'« un comité soit constitué pour examiner les fondations du bâtiment accueillant le Parlement du Massachusetts afin de déterminer s'il pourrait supporter un autre discours de mademoiselle Grimké ».

S'exprimer sur des questions diverses préparait donc à s'exprimer sur la condition féminine elle-même. En 1843, Dorothea Dix fit un discours devant la même Législature pour témoigner de ce qu'elle avait vu dans les prisons et les hospices de la région de Boston. « Je dis ce que j'ai vu. Aussi pénible et choquant que cela puisse être. [...] J'en profite, chers messieurs, pour attirer brièvement votre attention sur l'état actuel des personnes démentes qui sont détenues dans nos établissements, en cage, dans des réduits, des caves, des étables ou bien encore des enclos, enchaînées, nues, battues à coups de verge ou fouettées pour mieux obtenir leur obéissance. »

Frances Wright était écrivain et fondatrice d'une communauté utopiste. Émigrée d'Écosse en 1824 et fervente militante anti-esclavagiste, favorable au contrôle des naissances et à la liberté sexuelle, elle exigeait un enseignement gratuit pour tous les enfants de plus de deux ans dans le cadre d'écoles publiques financées par les États. Elle exprimait aux États-Unis ce que le socialiste utopiste Charles Fourier avait déjà dit en France, à savoir que le progrès de la civilisation reposait sur celui de la femme. Frances Wright écrivait donc : « Je prétends que, jusqu'à ce que la femme assume dans la société la place que le bon sens aussi bien que les bons sentiments lui assignent, l'humanité ne fera que des progrès misérables. [...] Les hommes s'élèveront ou tomberont toujours en même temps que l'autre sexe. [...] Ne les laissons pas imaginer qu'ils savent quoi que ce soit des plaisirs que les relations avec l'autre sexe peuvent offrir tant qu'ils n'auront pas connu la communion des esprits et des cœurs. Tant qu'ils n'apporteront pas dans cette relation toute l'affection, tout le talent, toute la confiance, toute la délicatesse et tout le respect dont ils sont capables. Tant que la domination ne sera pas éradiquée chez l'un au même titre que la peur et la soumission chez l'autre, et que le droit naturel ne sera pas restauré chez tous deux – c'est-à-dire l'égalité. »

Les femmes se sont énormément investies dans les ligues anti-esclavagistes partout à travers le pays, réunissant des milliers de pétitions adressées au Congrès. Dans *A Century of Struggle*, Eleanor Flexner écrit : « Aujourd'hui, d'innombrables documents des Archives nationales de Washington apportent le témoignage de ce travail harassant et anonyme. Les pétitions sont jaunies par le temps et tombent en poussière. Collées les unes aux autres, page à page, couvertes de taches d'encre, elles présentent des signatures irrégulières et parfois raturées par ceux qui pensaient craintivement qu'il valait mieux ne pas faire ce geste audacieux. [...] Elles portent également le sigle des sociétés féminines anti-esclavagistes qui s'étendaient de la Nouvelle-Angleterre à l'Ohio. »

Au cours de ce chapitre, on a souvent présenté le mouvement des femmes en faveur de leurs propres droits à l'égalité comme allant de pair avec le mouvement anti-esclavagiste. En 1840, une Convention mondiale contre l'esclavage se réunit à Londres. Après un débat houleux, il fut décidé d'en exclure les femmes, qui furent néanmoins autorisées à assister aux réunions, dissimulées derrière un rideau. Les femmes investirent donc silencieusement la galerie en signe de protestation et William Lloyd Garrison, un abolitionniste qui combattait également pour les droits des femmes, vint prendre place à leurs côtés.

C'est à cette époque qu'Elizabeth Cady Stanton rencontra, entre autres, Lucretia Mott et commença à jeter les bases de la première Convention pour les droits de la femme. Cela se déroulait à Seneca Falls (État de New York), où vivait Elizabeth Cady Stanton, mère de famille et maîtresse de maison révoltée contre sa condition. Elle déclarait : « Une femme n'est rien. Une épouse est tout. » Elle écrivit également plus tard : « Je comprends aujourd'hui parfaitement les difficultés pratiques auxquelles les femmes sont confrontées dans l'isolement de leur foyer et leur incapacité à s'épanouir pleinement quand, pour tous contacts, elles n'ont, tout au long de leur vie, que la domesticité et les enfants. [...] Le mécontentement général que je ressentais en songeant au rôle des femmes en tant qu'épouses, mères, maîtresses de maison, gouvernantes et guides spirituels ; le chaos dans lequel tout sombre si elle n'y prête pas attention et l'aspect inquiet et las de la majorité des femmes m'emplissaient du vif sentiment qu'il fallait prendre des mesures effectives pour remédier aux maux de la société en général et à ceux des femmes en particulier. Mon expérience lors de la Convention mondiale contre l'esclavage, tout ce que j'avais lu sur le statut légal des femmes et l'oppression que je constatais partout ne cessaient pas de hanter mon esprit. [...] Je ne savais quoi faire ni par où

commencer – ma seule idée fut de tenir une assemblée afin de protester et de discuter de tous ces problèmes. »

Une annonce fut publiée dans le *Seneca County Courier*, convoquant une assemblée afin de discuter des « droits de la femme » les 19 et 20 juillet 1840. Trois cents femmes et quelques hommes s'y rendirent. Une déclaration de principes fut signée à la fin de la réunion par soixante-huit femmes et trente-deux hommes. Elle reprenait les termes mêmes et la rhétorique de la Déclaration d'indépendance : « Lorsque, dans le cours des événements humains, une fraction de la famille humaine se voit dans la nécessité d'assumer, parmi les peuples de la terre, une position différente de celle qu'elle avait occupée jusqu'alors [...]. Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes : que tous les hommes et les femmes naissent égaux ; que le Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur. [...] L'histoire de l'humanité est une histoire d'injustices et d'usurpations faites à la femme par l'homme, ayant toutes pour direct objet de lui imposer une tyrannie absolue. Afin de le prouver, il suffit de soumettre les faits au jugement d'un monde impartial. »

Vient alors une liste de griefs : absence de droit de vote, de droits concernant les salaires ou les biens, de droits en cas de divorce ; pas d'égalité des chances devant l'emploi ; exclusion des collèges ; et, pour finir, une déclaration accusant l'homme d'avoir « fait en sorte de détruire, par tous les moyens possibles, [la] confiance [de la femme] en ses propres capacités, de minimiser le respect qu'elle pouvait se porter à elle-même et de faire qu'elle souhaite continuer de mener une vie abjecte et dépendante ».

Puis, à nouveau, une série de résolutions parmi lesquelles : « Toutes lois qui empêcheraient les femmes d'occuper telle situation dans la société que sa conscience lui indiquera, ou la placeraient dans une situation d'infériorité vis-à-vis de l'homme, sont contraires aux grands préceptes de la nature et n'ont, en conséquence, aucune autorité sur elle. »

Toute une série de conventions féministes eurent lieu en différents endroits du pays après celle de Seneca Falls. Au cours de l'une d'entre elles, en 1851, une vieille femme noire, née esclave à New York, grande, mince, portant une robe grise et un turban blanc, écoutait attentivement quelques hommes blancs qui dominaient les débats. Il s'agissait de Sojourner Truth. Elle se leva pour exprimer à la fois l'indignation de sa race et celle de son sexe : « Cet homme là-bas dit que les femmes ont besoin qu'on les aide à monter dans leurs attelages, qu'on leur évite de marcher dans les saletés. [...] Moi, personne ne m'aide jamais à monter dans un attelage,

ni n'essaie de m'éviter de marcher dans la boue, ni ne me donne la meilleure place. Pourtant, ne suis-je pas une femme? Regardez mon bras! J'ai labouré, planté, engrangé, et aucun homme ne me surpasse à cela! Pourtant, ne suis-je pas une femme? Je peux travailler et manger autant qu'un homme, quand c'est possible, et porter le fouet aussi bien que lui. Pourtant, ne suis-je pas une femme? J'ai eu treize enfants, dont la plupart ont été vendus comme esclaves, et lorsque je m'effondrais en larmes en pensant à eux, personne, excepté Jésus, ne m'entendait! Pourtant, ne suis-je pas une femme? »

C'est ainsi que les femmes, dans les années 1830-1850, commencèrent à résister à ceux qui voulaient les garder dans la « sphère domestique ». Elles participèrent à des mouvements de toutes sortes, pour les prisonniers, les malades mentaux, les esclaves noirs, etc., ainsi que pour leurs propres droits.

Au beau milieu de ces mouvements explosèrent alors – sur l'impulsion du gouvernement et avec l'autorité de l'argent – une quête de terres supplémentaires et une volonté irrépressible d'expansion nationale.

Chapitre VII

« Aussi longtemps que l'herbe poussera et que couleront les rivières »

Si les femmes formaient, dans cette société régie par les hommes blancs les plus fortunés, le groupe dominé le plus intime et le plus proche de la sphère domestique (inscrit, de fait, *dans* la sphère domestique), les Indiens, eux, composaient le groupe le plus externe, le plus étranger à cette société. À la fois nécessaires et proches, les femmes subissaient moins la violence des hommes que leur paternalisme. Les Indiens, en revanche, dont on ne pouvait rien faire et qui représentaient même un obstacle, étaient les victimes de la force brutale des Blancs, même si le discours paternaliste précédait bien souvent l'incendie des villages.

C'est ainsi que le « déplacement des Indiens » – euphémisme alors en usage – permit l'installation de populations blanches sur les terres situées entre les Appalaches et le Mississippi, pour le coton au Sud, les céréales au Nord, et, plus généralement, pour favoriser l'expansion, l'immigration, la construction de canaux, de lignes de chemins de fer, l'édification de nouvelles villes d'un empire continental gigantesque qui s'étendrait jusqu'au Pacifique. Le coût en vies humaines ne peut être estimé avec précision. Quant aux souffrances, elles sont purement et simplement incommensurables. La plupart des manuels d'histoire destinés aux enfants passent d'ailleurs rapidement sur tout cela.

Ce sont les statistiques qui racontent le mieux cette histoire. Nous en trouvons dans *Fathers and Children* de Michael Rogin. En 1790, il y avait environ trois millions neuf cent mille Américains, dont la majeure partie vivait à moins de quatre-vingts kilomètres de l'océan Atlantique. En 1830, ils étaient treize millions. En 1840, quatre millions cinq cent mille personnes avaient déjà

franchi les Appalaches pour rejoindre la vallée du Mississippi – gigantesque territoire traversé par les affluents du Mississippi arrivant aussi bien de l'est que de l'ouest. En 1820, cent vingt mille Indiens vivaient à l'est du Mississippi. En 1844 ils n'étaient plus que trente mille. La plupart avaient été contraints de se déplacer vers l'ouest. La notion de « contrainte » ne peut néanmoins pas rendre compte de ce qu'il s'était réellement passé.

Au cours de la guerre d'Indépendance, presque toutes les nations indiennes de quelque importance avaient combattu aux côtés des Britanniques qui, une fois la paix conclue, rentrèrent chez eux. Mais les Indiens étaient chez eux et ils continuèrent de lutter pour défendre leurs terres contre les Américains de la Frontière en menant des opérations de résistance parfaitement désespérées. Les milices de Washington, affaiblies par la guerre, ne parvenaient pas à les contenir. Devant les déroutes répétées des avant-gardes américaines, Washington entama une politique de conciliation. Son secrétaire à la Guerre, Henry Knox, reconnaissait que « les Indiens, étant les premiers occupants, jouissent du droit du sol ». En 1791, son secrétaire d'État, Thomas Jefferson, affirmait quant à lui qu'on ne devait pas se confronter aux Indiens lorsqu'ils vivaient à l'intérieur d'un État et que le gouvernement devrait expulser les colons blancs qui tentaient de s'infiltrer sur leurs territoires.

Mais, à mesure que les Blancs progressaient vers l'ouest, la pression se fit de plus en plus forte sur le gouvernement fédéral. En 1800, quand Jefferson fut élu président, il y avait déjà sept cent mille colons blancs à l'ouest des Appalaches. Au Nord, ils pénétrèrent en Ohio, dans l'Illinois et dans l'Indiana, et au Sud, en Alabama et au Mississippi. On y comptait à cette époque huit Blancs pour un Indien. Jefferson organisait déjà l'expulsion future des Creeks et des Cherokees de Géorgie. Sous le gouverneur William Henry Harrison, les agressions à l'encontre des Indiens s'accrurent dans le Territoire de l'Indiana.

En 1803, lorsque Jefferson doubla la superficie de la nation américaine en achetant la Louisiane à la France – repoussant ainsi la Frontière, des Appalaches jusqu'aux montagnes Rocheuses, à travers le Mississippi –, il imaginait que les Indiens pourraient s'y installer. Il proposa donc au Congrès d'encourager les Indiens à s'établir sur des lopins de terre moins vastes pour s'y livrer à l'élevage et à l'agriculture. En outre, pensait-il, il fallait également les inciter à commercer avec les Blancs et à contracter des dettes qu'ils rembourseraient par la vente de lopins de terres. « Deux mesures semblent absolument indispensables. D'abord encourager [les Indiens] à abandonner la chasse. [...] Puis multiplier les comptoirs de

commerce sur leurs territoires, [...] les vouant ainsi à l'agriculture, à l'artisanat et à la civilisation. »

Ce discours de Jefferson est d'une importance cruciale. Le déplacement des Indiens était nécessaire pour permettre l'ouverture de vastes territoires à l'agriculture, au commerce, aux marchés, à l'argent, bref au développement d'une économie capitaliste moderne. La terre était au cœur de ce processus. Après la Révolution, de vastes étendues furent donc acquises par de riches spéculateurs fonciers, parmi lesquels George Washington et Patrick Henry eux-mêmes. En Caroline du Nord, des terres particulièrement riches appartenant aux Indiens chickasaws furent mises en vente bien que les Chickasaws eussent été parmi les rares tribus indiennes à avoir combattu aux côtés des révolutionnaires. De surcroît, il existait un traité qui leur garantissait la propriété de leurs terres. John Donelson, un arpenteur de l'État, réussit tout de même à s'en octroyer quelque 8 000 hectares près de l'actuelle Chattanooga. En 1795, son gendre, Andrew Jackson, ne fit pas moins de vingt-deux voyages aux environs de Nashville en vue d'acquérir des terres.

Cet Andrew Jackson, spéculateur foncier, négociant et marchand d'esclaves, était surtout le plus farouche adversaire des Indiens que l'histoire de la toute jeune Amérique eût jamais connu. Il devint un véritable héros au cours de la guerre de 1812, qui ne fut pas – quoi qu'en disent les manuels d'histoire – un simple réflexe de survie de la part de la jeune nation face à l'agressivité des Anglais, mais une véritable guerre d'expansion vers la Floride, le Canada et les territoires indiens.

Tecumseh, un chef shawnee et orateur remarquable, tenta de coaliser les Indiens contre l'invasion des Blancs : « La seule et unique façon pour les Hommes Rouges de contenir et de stopper le mal est de s'unir pour revendiquer un droit commun et équitable à posséder la terre, comme cela était à l'origine et devrait encore être. Car la terre n'a jamais été divisée et appartient à tous pour l'usage de chacun. Nul n'aura le droit de la vendre, pas même à son frère rouge, et encore moins aux Blancs, qui veulent tout et n'abandonneront pas. »

Furieux de la cession d'une vaste étendue de terre par certains Indiens qui s'étaient laissés influencer, Tecumseh organisa en 1811 un regroupement de cinq mille Indiens sur les rives de la Tallapoosa River (Alabama) au cours duquel il fit cette déclaration : « Que périsse la race blanche. Ils ont pris vos terres ; ils corrompent vos femmes ; ils piétinent les cendres de vos morts. Nous devons les reconduire chez eux par la piste du sang. »

Les Creeks, qui occupaient la majeure partie de la Géorgie, de l'Alabama et du Mississippi, restaient néanmoins divisés. Les uns, pour vivre en paix, souhaitaient adopter la civilisation des Blancs. Les autres, appelés Bâtons-Rouges, défendaient leurs terres et leur culture. En 1813, ils massacrèrent deux cent cinquante personnes à Fort Mims. En représailles, les troupes de Jackson incendièrent un village creek, tuant hommes, femmes et enfants. Jackson eut alors recours à une stratégie de récompenses en terres et en butin : « Si un groupe de Creeks ou de Cherokees amis, ou même des Blancs, s'emparent de biens appartenant aux Bâtons-Rouges, ces biens appartiennent à ceux qui les ont pris. »

Les hommes que Jackson commandait n'étaient pas tous très enthousiastes à l'idée de combattre. Il y eut des mutineries. Les soldats étaient affamés ; leur temps de service était bien souvent arrivé à son terme ; ils étaient épuisés et désiraient rentrer chez eux. Jackson écrivait à sa femme au sujet de ces « hommes autrefois courageux et patriotes [...] qui [sombraient] dans la plainte, les gémissements, la sédition et la mutinerie ». Lorsqu'un jeune soldat de dix-sept ans qui avait refusé de faire la vaisselle et menacé son supérieur avec un fusil fut condamné à mort, Jackson refusa de commuer sa peine et ordonna son exécution. Puis il s'éloigna hors de portée des détonations du peloton d'exécution.

C'est en 1814, au cours de la bataille de Horseshoe Bend contre un millier de Creeks, que Jackson devint un héros national. Cette bataille fit près de huit cents morts parmi les Indiens et un petit nombre seulement du côté américain. Les attaques frontales des troupes blanches avaient pourtant échoué à plusieurs reprises contre les Creeks. Ce sont les Cherokees, qui accompagnaient Jackson après qu'on leur eut promis l'amitié du gouvernement s'ils se joignaient à cette guerre, qui traversèrent la rivière à la nage, prirent les Creeks à revers et gagnèrent la bataille pour Jackson.

Quand la guerre cessa, Jackson et ses amis commencèrent à acheter les terres confisquées aux Creeks. Jackson lui-même fut chargé de la négociation et concocta un traité qui confisquait la moitié du territoire de la nation creek. Rogin affirme qu'il s'agissait « de la plus importante cession de terres indiennes au sud du territoire américain ». Le traité confisquait aussi bien les terres des alliés creeks de Jackson que celles des Creeks qui l'avaient combattu. Lorsque Big Warrior, le chef des Creeks alliés, protesta, Jackson lui répondit : « Les États-Unis auraient été soutenus par le Grand Esprit même s'ils avaient confisqué toutes les terres de votre nation. [...] Écoutez, la vérité c'est que l'ensemble des chefs et des guerriers creeks ne respectent pas la puissance des États-Unis. Ils pensaient

que nous étions une nation insignifiante et que les Britanniques nous écraseraient. [...] Ils étaient gras d'avoir mangé trop de bisons. Ils avaient besoin d'une punition. [...] Dans ce genre de cas, nous saignons nos ennemis pour qu'ils reviennent à la raison. »

Selon Rogin, « Jackson a conquis "le meilleur du territoire creek", qui devait assurer la prospérité du Sud-Ouest américain[1]. Il avait fourni à l'empire du coton, en plein essor, un vaste et riche territoire ».

Ce traité de 1814 avec les Creeks inaugurait quelque chose de nouveau et de primordial. Il accordait aux Indiens des droits individuels de propriété foncière, les distinguant les uns des autres, disloquant la propriété commune de la terre, donnant des terres aux uns et abandonnant les autres dans le plus grand dénuement. Bref, il introduisait cet esprit de compétition et d'intrigues caractéristique de l'esprit capitaliste occidental.

De 1814 à 1824, par une série de traités signés avec les Indiens du Sud, les Blancs s'approprièrent les trois quarts de l'Alabama et de la Floride, un tiers du Tennessee, un cinquième de la Géorgie et du Mississippi ainsi que certaines régions du Kentucky et de la Caroline du Nord. Jackson joua un rôle majeur dans la ratification de ces traités. Selon Rogin, « ses parents et amis se virent confier des postes de premier plan : officiers du bureau des Affaires indiennes, négociants, responsables de l'application des traités, contrôleurs et spéculateurs fonciers ».

Jackson lui-même a expliqué comment ces traités étaient élaborés : « Nous nous adressions d'emblée aux passions dominantes et décisives des Indiens – c'est-à-dire l'avarice ou la peur. » Il encourageait les Blancs à s'installer sur les territoires des Indiens puis annonçait à ces derniers que le gouvernement ne pouvait pas expulser les nouveaux venus. Il valait mieux dès lors renoncer à ces terrains plutôt que risquer d'être massacrés. Jackson « pratiquait la corruption à grande échelle », nous dit Rogin.

Ces traités et ces saisies de terres jetèrent les bases de l'empire du coton : les plantations esclavagistes. À chaque fois qu'un traité était signé qui expulsait les Creeks d'une région vers une autre et leur promettait la sécurité sur leurs nouvelles terres, les Blancs venaient s'y installer également et les Creeks devaient alors signer un nouveau traité qui garantissait de nouveau leur sécurité ailleurs en échange de nouvelles terres.

Ce travail de Jackson permit d'étendre les installations de population blanche jusqu'à la frontière avec la Floride espagnole. Là,

1. Le Sud-Ouest des États-Unis de l'époque, dont la Frontière correspond approximativement au Mississippi.

elles se heurtèrent aux communautés d'Indiens séminoles que des réfugiés bâtons-rouges avaient rejoints et que les agents britanniques soutenaient dans leur résistance aux Américains. Comme d'habitude, des colons blancs s'installèrent sur les terres des Indiens. Ces derniers les attaquèrent. Des crimes atroces furent commis dans les deux camps. Lorsque des villages refusaient de livrer des individus accusés d'avoir assassiné des Blancs, Jackson ordonnait leur destruction complète.

Autre provocation de la part de Séminoles : des esclaves noirs en fuite trouvaient régulièrement refuge chez eux. Les Séminoles eux-mêmes achetaient ou capturaient fréquemment des esclaves noirs, mais leur mode d'esclavage s'apparentait davantage à l'esclavage africain qu'à celui des plantations de coton. Les esclaves vivaient d'ordinaire dans leurs propres villages et leurs enfants étaient souvent affranchis. Les mariages mixtes n'étant pas rares, il y eut assez rapidement des villages indiens à population métissée. Les propriétaires esclavagistes du Sud s'en scandalisaient d'autant plus qu'ils voyaient là une véritable tentation pour leurs propres esclaves avides de liberté.

Jackson commença donc à lancer des raids sur la Floride espagnole sous prétexte qu'elle servait de sanctuaire aux esclaves en fuite et aux bandes d'Indiens insoumis. Selon lui, la Floride était absolument nécessaire à la sécurité des États-Unis : préambule classique à toutes les guerres de conquête. Ainsi commença, en 1818, la guerre contre les Séminoles, qui allait conduire à l'acquisition de la Floride par les États-Unis. Les cartes scolaires mentionnent l'« acquisition de la Floride en 1819 ». Cette acquisition fut, en réalité, le résultat d'une véritable campagne militaire menée par Andrew Jackson de l'autre côté de la Frontière américaine. Il y incendia les villages séminoles et s'empara des places fortes espagnoles. L'Espagne fut finalement « persuadée » de vendre la Floride et Jackson continua de prétendre qu'il agissait selon « les lois immuables de la légitime défense ».

Devenu gouverneur du Territoire de Floride, Jackson était particulièrement bien placé pour promouvoir les affaires de ses amis et parents. Il conseilla à l'un de ses neveux de s'accrocher à sa propriété de Pensacola, et à un ami, chirurgien militaire, d'acheter autant d'esclaves que possible car les prix allaient bientôt monter.

Après avoir abandonné ses fonctions militaires, Jackson continua de conseiller les officiers sur le moyen de parer à la désertion croissante – les Blancs pauvres (même les plus décidés à donner leur vie pour la cause) s'étant assez rapidement rendus compte que les bénéfices en revenaient aux riches. Il suggéra le fouet pour les

deux premières tentatives de désertion et l'exécution pure et simple pour la troisième.

Les principaux ouvrages portant sur la période jacksonienne écrits par de respectables historiens (*The Age of Jackson* d'Arthur Schlessinger et *The Jacksonian Persuasion* de Marvin Meyers) ne traitent pas de la politique indienne de Jackson. On y trouve, en revanche, nombre de développements sur les tarifs douaniers, la Banque, la rhétorique politique et la vie des partis. Si on fait un rapide tour d'horizon des manuels scolaires des collèges et du primaire, on découvre un Jackson héros de la Frontière, soldat, démocrate, homme du peuple... Rien sur le propriétaire esclavagiste, le spéculateur foncier, l'exécuteur de soldats séditieux ou l'exterminateur d'Indiens.

Il ne s'agit pas de jugement rétrospectif. Les faits parlent d'eux-mêmes. Dès que Jackson devint président, en 1829 (à la suite de Jefferson, Madison, Monroe et John Quincy Adams), le décret sur le déplacement des Indiens fut soumis au Congrès. Il était alors considéré comme une « mesure essentielle » de l'administration Jackson et comme la « question la plus importante jamais présentée devant le Congrès » en dehors des guerres et des traités de paix. Si les deux partis politiques en présence, les démocrates et les whigs, divergeaient sur les tarifs douaniers et sur les banques, ils s'accordaient en revanche sur les questions cruciales des Blancs pauvres, des esclaves et des Indiens – même si Jackson faisait figure de héros pour certains travailleurs blancs en raison de son opposition à la « banque des riches[1] ».

Sous la présidence de Jackson, puis sous celle de l'homme qu'il choisit pour lui succéder, Martin Van Buren, soixante-dix mille Indiens de l'est du Mississippi furent contraints de se déplacer vers l'ouest. Dans le nord du pays, ils étaient moins nombreux et la Confédération iroquoise de l'État de New York n'eut pas à s'expatrier. Les Fox et les Sacs de l'Illinois furent en revanche déplacés après la « guerre de Black Hawk » (à laquelle Abraham Lincoln participa en tant qu'officier sans toutefois prendre part aux combats). Quand le chef Black Hawk fut vaincu et capturé en 1832, il fit un discours de reddition : « J'ai combattu bravement. Mais vos fusils étaient bien dirigés. Les balles volaient à travers les airs comme des oiseaux et sifflaient à nos oreilles comme le vent d'hiver à travers les arbres. Mes guerriers sont tombés autour de moi. Un soleil noir s'est levé sur nous au matin, puis a plongé le soir venu derrière un nuage sombre, ressemblant à une boule de feu. C'est le dernier

1. Andrew Jackson refusait de renouveler la charte de la Banque des États-Unis, au profit de la création de multiples banques locales.

soleil qui brillera sur Black Hawk. [...] Il est maintenant prisonnier des hommes blancs. [...] Il n'a rien fait dont un Indien puisse avoir honte. Il s'est battu pour ses semblables, les squaws et les papooses, contre les hommes blancs qui venaient, année après année, pour les tromper et s'emparer de leurs terres. Vous savez les raisons pour lesquelles nous vous avons fait la guerre. Tous les hommes blancs les savent et ils devraient en avoir honte. Les Indiens ne sont pas malhonnêtes. Les hommes blancs disent des mensonges sur l'Indien et le considèrent avec mépris. Mais l'Indien ne ment pas et l'Indien ne vole pas. [...] Un Indien qui serait aussi mauvais que les hommes blancs ne pourrait pas vivre parmi nous. Il serait mis à mort et dévoré par les loups. Les hommes blancs sont de mauvais maîtres d'école. Ils apportent des livres menteurs et agissent mal. Ils sourient au pauvre Indien dans le seul but de le tromper. Ils lui secouent les mains pour lui donner confiance ; pour le faire boire ; pour le tromper et soudoyer nos femmes. Nous leur avons dit de nous laisser et de se tenir éloignés, mais ils ont continué et nous ont harcelés. Ils se sont installés parmi nous, comme le serpent. Ils nous ont empoisonnés par leur simple contact. Nous n'étions plus en sécurité. Nous vivions dans la crainte. Nous étions en train de devenir comme eux, hypocrites et menteurs, adultères et paresseux, toujours à bavarder sans jamais travailler. Les hommes blancs ne scalpent pas mais ils font pire encore : ils empoisonnent les cœurs. Adieu, ma nation ! Adieu à Black Hawk. »

L'amertume de Black Hawk résulte en partie de la manière dont il avait été capturé. Sans soutien dans sa lutte contre les Blancs, voyant ses compagnons mourir de faim et être chassés puis poursuivis de l'autre côté du Mississippi, Black Hawk brandit le drapeau blanc. Le commandant des troupes américaines déclara par la suite : « Comme nous nous approchions, ils agitaient un drapeau blanc et se comportaient de manière à nous faire oublier notre objectif. Mais ce n'est pas au vieux singe... » Les soldats firent feu, tuant femmes, enfants et guerriers. Black Hawk parvint à s'enfuir mais fut finalement capturé par des Sioux à la solde de l'armée américaine. Un agent du gouvernement déclara alors aux Indiens sacs et fox que le « Grand-Père [...] ne le [supporterait] plus. Il a essayé de les réformer mais ils sont devenus pires encore. Il est résolu à les effacer de la surface de la terre. [...] S'ils ne peuvent pas devenir bons, ils doivent être tués ».

Le déplacement des Indiens fut justifié en ces termes par Lewis Cass – secrétaire à la Guerre, gouverneur des territoires du Michigan, ambassadeur en France et candidat à la présidence : « Le

principe de perfection progressive semble inhérent à la nature humaine. [...] Nous luttons tous, dans la longue carrière de la vie, pour acquérir abondance d'honneurs, de pouvoir ou tout autre objet dont la possession servira à la satisfaction des désirs nés de notre imagination. La somme de ces efforts garantit le progrès de la société. Il semble, cependant, que rien ou presque de tout cela ne soit dans la nature de nos sauvages. »

Honoré par ses pairs (Harvard le nomma docteur *honoris causa* de droit en 1836, au plus fort du déplacement des Indiens), Lewis Cass, aussi pompeux que prétentieux, se prétendait expert en matière d'Indiens. Il fit pourtant systématiquement preuve, selon Richard Drinnon (*Violence in American Experience : Winning the West*), d'une « fort remarquable ignorance de la vie indienne ». En tant que gouverneur des territoires du Michigan, Cass s'empara par traité de centaines de milliers d'hectares appartenant aux Indiens. « Nous devons régulièrement défendre leurs intérêts contre leur propre inclination », affirmait-il.

Dans un article publié dans la *North American Review* en 1830, il justifiait le déplacement des Indiens, affirmant qu'il ne fallait pas regretter « les progrès et les transformations de la civilisation ou le triomphe des arts et de l'industrie par lesquels ces contrées ont été mises en valeur et grâce auxquels la liberté, la religion et la science y étendent désormais leur influence ». Il aurait souhaité que tout cela se fût accompli « au prix de sacrifices moindres et que la population indigène s'adaptât au changement inévitable de sa condition. [...] Mais cet espoir est vain. Un peuple barbare, dépendant pour sa subsistance des produits aussi chiches que précaires de la chasse, ne peut survivre au contact d'une communauté civilisée ».

En 1969, Richard Drinnon reconnaît dans ces propos « tous les arguments indispensables à la justification de la destruction des villages et du déracinement des indigènes, qu'ils soient cherokees, séminoles ou, plus tard, cheyennes, philippins et vietnamiens ».

Lors de la négociation d'un traité avec les Shawnees et les Cherokees, Cass promit que, si les Indiens acceptaient au moins de s'installer sur un nouveau territoire de l'autre côté du Mississippi, « les États-Unis ne leur [prendraient] jamais cette nouvelle terre. [...] Je le promets, continuait-il, au nom de votre Père, le président. Ce pays est confié aux Rouges, afin qu'ils en jouissent à jamais et, après eux, les enfants de leurs enfants ».

Le propriétaire de la *North American Review* lui dit que son projet ne faisait « que retarder le destin fatal des Indiens. Dans cinquante ans, leurs conditions de vie de l'autre côté du Mississippi

seront exactement les mêmes qu'aujourd'hui de ce côté-ci. Leur extinction est inévitable ». Comme le fait remarquer Drinnon, Cass ne discuta pas de ce sujet et fit publier son article tel quel.

Tout, dans l'héritage culturel des Indiens, militait contre l'abandon des terres. Un conseil des Creeks, à qui l'on offrait de l'argent en échange de leur terre, se conclut ainsi : « Nous n'accepterons pas d'argent pour une terre au sein de laquelle nos pères et nos amis sont enterrés. » Un vieux chef choctaw déclarait pour sa part, des années auparavant, en réponse à une proposition de déplacement faite par le président Monroe : « Je suis désolé de ne pouvoir accepter la demande de mon Père. [...] Nous désirons demeurer ici où nous avons grandi comme l'herbe des bois et ne souhaitons pas être transplantés sur un autre sol. » Un chef séminole avait également déclaré à John Quincy Adams : « C'est ici que nos cordons ombilicaux ont été tranchés et que leur sang s'est répandu sur la terre, nous rendant ce pays d'autant plus cher. »

Tous les Indiens n'acceptaient pas les termes d'« enfants » ou de « Père » qui qualifiaient leur relation avec le président américain. On raconte que lorsque Tecumseh rencontra William Henry Harrison, adversaire des Indiens et futur président, l'interprète lui dit que son « Père [le priait] de prendre un siège ». Tecumseh s'emporta : « Mon Père! Le soleil est mon père et la terre ma mère. Et je reposerai en son sein. »

Dès que Jackson fut élu président, la Géorgie, l'Alabama et le Mississippi se dotèrent de lois qui étendaient les prérogatives des États sur les Indiens habitant leurs territoires. Ces lois ne reconnaissaient plus la tribu comme unité légale, interdisaient les conseils de tribus, supprimaient les pouvoirs des chefs et imposaient aux Indiens les obligations militaires et les taxes locales – tout en leur refusant le droit de vote, celui de s'habiller à l'européenne et de témoigner devant une cour de justice. Les terres indiennes étaient divisées en parcelles afin d'être redistribuées par lots. Enfin, les Blancs étaient encouragés à s'installer sur les territoires indiens.

Pourtant, c'était au Congrès, et non aux États, que les lois et les traités fédéraux donnaient autorité sur les tribus. La loi sur le Commerce et les relations avec les Indiens, votée par le Congrès en 1802, spécifiait que toute cession de territoires devait se faire par l'intermédiaire de traités signés avec les tribus et que la loi fédérale s'appliquait sur tout le territoire indien. Mais Jackson passa outre et favorisa l'activité des États.

Nous avons là une parfaite illustration de l'usage habituel du système fédéral américain : selon les cas, la faute peut être mise sur le dos des États ou sur cette entité plus floue encore, cette mystérieuse

Loi devant laquelle tout homme, aussi compréhensif soit-il à l'égard des Indiens, ne pouvait que s'incliner. Comme le secrétaire d'État à la Guerre, John Eaton, l'expliquait si bien aux Creeks de l'Alabama (*Alabama* signifie « Ici, nous pouvons rester ») : « Ce n'est pas votre Père qui fait cela, mais les lois de ce pays, qu'il doit, comme tout un chacun, respecter. »

La stratégie était désormais parfaitement au point. Les Indiens ne seraient pas « contraints » d'aller vers l'ouest. Mais s'ils choisissaient de rester, ils devraient se soumettre aux lois des États qui niaient leurs droits, tant tribaux qu'individuels, et faisaient d'eux les victimes d'un perpétuel acharnement et de l'invasion permanente des colons blancs convoitant leurs terres. S'ils partaient, en revanche, le gouvernement fédéral leur apporterait un soutien financier et leur promettait des terres sur l'autre rive du Mississippi. Jackson fit lire par l'un des officiers chargés de négocier avec les Choctaws et les Cherokees la déclaration suivante : « Dites à mes enfant rouges, les Choctaws, ainsi qu'à mes autres enfants, les Chickasaws, de bien comprendre ceci : mes enfants blancs du Mississippi ont étendu leur loi sur leur pays. [...] Dites-leur que, là où ils sont, leur Père ne peut pas les protéger des lois de l'État du Mississippi. [...] Le gouvernement fédéral sera obligé de soutenir les États dans l'exercice de leurs prérogatives. Dites aux chefs et aux guerriers que je suis leur ami ; que je souhaite me conduire en ami, mais qu'ils doivent, en quittant les États du Mississippi et de l'Alabama et en s'installant sur les terres que je leur offre, me permettre de les aider. Là, une fois qu'ils sont sortis des frontières des États existants et en possession de leurs propres terres – dont ils pourront jouir aussi longtemps que l'herbe poussera et que couleront les rivières –, je les protège, les protégerai et resterai leur ami et leur Père. »

L'expression « aussi longtemps que l'herbe poussera et que couleront les rivières » devait résonner amèrement dans les mémoires de nombreuses générations d'Indiens. Un GI d'origine indienne, vétéran du Vietnam, témoignant un jour non seulement des horreurs de la guerre mais aussi des mauvais traitements qu'il y avait endurés en tant qu'Indien, rappela cette promesse avant d'éclater en sanglots.

En 1829, lorsque Jackson devint président, on venait de découvrir de l'or sur le territoire cherokee de Géorgie. Des milliers de Blancs envahirent et ravagèrent les propriétés indiennes, alléguant certains droits. Jackson ordonna aux troupes fédérales de les expulser mais, dans le même temps, interdit aux Indiens comme aux Blancs de prospecter l'or. Ensuite, il retira les troupes. Les Blancs revinrent et Jackson déclara qu'il ne pouvait contrecarrer les autorités de l'État de Géorgie.

Les envahisseurs blancs se saisirent des terres et des troupeaux, forcèrent les Indiens à signer des baux, rouèrent de coups ceux qui protestaient, vendirent de l'alcool pour affaiblir les résistances et tuèrent le gibier dont ils avaient besoin pour se nourrir. Faire porter toute la responsabilité sur la foule des Blancs serait cependant passer sous silence, selon Rogin, le « rôle essentiel des intérêts financiers des planteurs et des décisions politiques prises par le gouvernement ». La faim, le whisky et les agressions militaires enclenchèrent un processus de désintégration des tribus. La violence entre Indiens s'accrut dramatiquement.

Les traités mensongers ou signés sous la pression fragmentèrent les terres collectives des Creeks, Choctaws et autres Chickasaws en autant de petites propriétés individuelles, à la merci des entrepreneurs, des spéculateurs fonciers et des politiciens. Les Chickasaws vendirent individuellement leurs terres à un très bon prix et s'en allèrent vers l'ouest sans trop subir de violences. Les Creeks et les Choctaws, en revanche, s'installèrent sur leurs parcelles individuelles où un grand nombre d'entre eux furent escroqués par les spéculateurs fonciers. Aux dires mêmes du président d'une banque géorgienne, par ailleurs actionnaire d'une compagnie foncière, « le vol [était] à l'ordre du jour ».

Les Indiens en appelèrent à Washington. Lewis Cass leur fit répondre que les citoyens américains « étaient disposés à acheter et les Indiens à vendre. [...] Les dispositions prises en conséquence pour le paiement de ces ventes semblent échapper à l'autorité du gouvernement. [...] La conduite imprévoyante de l'Indien ne peut pas être sujette à réglementation. [...] S'ils jettent cet argent par les fenêtres, ce qu'ils font bien trop souvent, c'est profondément regrettable, certes, mais il s'agit d'un droit que leur confère le traité ».

Les Creeks, dessaisis de leur terre, à court d'argent et de nourriture, refusèrent de partir vers l'ouest. Affamés, certains lancèrent des raids contre les fermes des Blancs tandis que la milice géorgienne et les colons blancs attaquaient les campements indiens. C'est ainsi que débuta la seconde guerre contre les Creeks. Un journal d'Alabama qui soutenait la cause indienne affirma que « la guerre contre les Creeks est une vaste fumisterie. Il s'agit, au fond, d'un plan diabolique conçu par des hommes cupides pour empêcher une race ignorante de jouir de ses justes droits et la priver des maigres revenus qu'on lui a concédés ».

Un Creek plus que centenaire nommé Speckled Snake réagit en ces termes à la politique de déplacement mise en œuvre par Jackson : « Frères, j'ai entendu bien des discours de notre Grand-Père blanc. Quand il est arrivé d'au-delà des grandes eaux, il n'était

qu'un petit homme [...], un tout petit homme. Ses jambes lui faisaient mal d'avoir été assis si longtemps dans son grand bateau et il mendiait un peu d'aide pour lui allumer son feu. [...] Mais quand l'homme blanc se fut réchauffé au feu des Indiens et nourri de leur bouillie de maïs, il devint très grand. En un seul pas il enjambait les montagnes et ses pieds couvraient les plaines et les vallées. Ses mains se saisissaient des mers de l'est et de l'ouest tandis que sa tête reposait sur la lune. Alors il devint notre Grand-Père. Il aimait ses enfants rouges et leur disait : "Allez vous mettre un peu plus loin de crainte que je ne vous écrase." Frères, j'ai entendu bien des discours de notre Grand-Père, et ils commencent et se finissent toujours ainsi : "Allez vous mettre un peu plus loin, vous êtes trop près." »

Dans son livre *The Disinherited*, Dale Van Every résume ce que le déplacement signifiait pour les Indiens. « Dans la longue histoire des méfaits de l'homme, l'exil a tiré des cris d'angoisse à bien des peuples. Néanmoins, il n'a jamais eu d'effets plus terribles que sur les Indiens de l'Est américain. L'Indien était particulièrement réceptif à l'aspect sensoriel du moindre élément naturel de son environnement. Il vivait à l'air libre. Il connaissait tous les marais, toutes les clairières, toutes les collines, rochers, torrents, ruisseaux, comme seul un chasseur peut le faire. Il n'a jamais jugé le principe de la propriété privée de la terre plus raisonnable que celui de la propriété privée de l'air, mais il aimait cette terre avec une émotion plus profonde que celle de n'importe quel propriétaire. Il se considérait lui-même comme lui appartenant, au même titre que les rochers et les arbres, les mammifères et les oiseaux. Sa patrie, c'était la terre sacrée, sanctifiée comme dépositaire des restes de ses ancêtres et sanctuaire naturel de sa religion. Il pensait que les cascades et les crêtes, les nuages et les brumes, les vallons et les prairies étaient habités par des myriades d'esprits avec lesquels il communiquait quotidiennement. Il appartenait à cette contrée de forêts, de lacs et de ruisseaux battue par la pluie et à laquelle il était lié par les coutumes de ses aïeux et ses propres aspirations spirituelles. Mais il en fut expulsé vers les plaines rases et arides de l'Ouest lointain. Une région désolée, universellement connue alors sous le nom de Grand Désert américain. »

Selon Van Every, dans les années 1820, juste avant que Jackson n'accède à la présidence et après la guerre contre les Creeks, les Indiens du Sud et les Blancs s'étaient souvent installés à proximité les uns des autres et vivaient plutôt pacifiquement dans un environnement naturel qui semblait suffire à subvenir aux besoins de tous. Ils commençaient à partager des problèmes communs. Une

certaine familiarité se développait ; les Blancs étaient autorisés à visiter les communautés indiennes et les Indiens étaient souvent reçus chez les Blancs. Des individus vivant sur la Frontière, tels Davy Crockett et Sam Houston, étaient issus de cet environnement et nombre d'entre eux, à l'inverse de Jackson, devinrent des amis fidèles des Indiens.

Les pressions qui conduisirent au déplacement ne furent pas le fait, Van Every insiste sur ce point, de ces Blancs pauvres de la Frontière qui voisinaient avec les Indiens. Elles accompagnèrent en réalité l'industrialisation et le commerce, la croissance démographique, l'essor du chemin de fer et des villes, la hausse de la valeur de la terre et la cupidité des hommes d'affaires. « Les leaders des partis politiques et les spéculateurs fonciers manipulaient l'agitation grandissante. [...] La presse et la religion excitaient la frénésie. » Cette frénésie devait entraîner la mort ou l'exil pour les Indiens, l'enrichissement pour les spéculateurs fonciers, et un pouvoir accru pour les politiciens. Quant au Blanc pauvre de la Frontière, il n'était qu'un pion, utilisé dans les premiers engagements violents et sacrifié ensuite.

Les Cherokees avaient déjà volontairement migré vers l'ouest à trois reprises pour rejoindre les magnifiques régions boisées de l'Arkansas, mais presque immédiatement ils se trouvèrent là aussi cernés et envahis par les colons, les chasseurs et les trappeurs blancs. Ces Cherokees de l'Ouest durent alors se déplacer encore plus à l'ouest mais, cette fois, vers des terres arides, trop peu fertiles pour intéresser les Blancs. Le traité signé en 1828 entre ces populations indiennes et le gouvernement fédéral stipule qu'il s'agit d'« un territoire permanent [...] qui, les États-Unis le promettent solennellement, sera et restera leur pour toujours ». Un mensonge de plus, évidemment. La situation lamentable des Cherokees de l'Ouest fut bientôt connue des trois quarts des Cherokees restés sur leurs terres, à l'est, où ils subissaient la pression des Blancs qui souhaitaient leur départ.

Cernés par neuf cent mille Blancs, les dix-sept mille Cherokees de Géorgie, du Tennessee et de l'Alabama décidèrent que la survie passait par une adaptation à la société des Blancs. Ils se firent fermiers, forgerons, charpentiers, maçons et même propriétaires. Un recensement de 1826 fait état de vingt-deux mille têtes de bétail, sept mille six cents chevaux, quarante-six mille porcs, sept cent vingt-six métiers à tisser, deux mille quatre cent quatre-vingt-huit rouets, cent soixante-douze chariots, deux mille neuf cent quarante-trois charrues, dix scieries, trente et un moulins à grains, soixante-deux forges, huit machines à filer le coton et dix-huit écoles.

La langue cherokee – profondément poétique, métaphorique, merveilleusement expressive et scandée par la danse, le spectacle et les rituels – reposait depuis toujours sur le mélange de l'oral et du gestuel. Sequoyah, le chef des Cherokees, inventa une langue écrite que des milliers d'entre eux apprirent. Le tout jeune conseil législatif des Cherokees vota l'acquisition d'une presse d'imprimerie et, le 21 février 1828, parut le premier exemplaire du *Cherokee Phoenix*, imprimé à la fois en anglais et en cherokee.

Les Cherokees n'avaient jamais eu, comme la plupart des tribus indiennes, de gouvernement institué. Selon Van Every : « Le principe fondateur du gouvernement indien avait toujours été le rejet de tout gouvernement. La liberté de l'individu était considérée par pratiquement tous les Indiens au nord du Mexique comme un attribut infiniment plus précieux que les devoirs de l'individu à l'égard de sa communauté ou de sa nation. Cette attitude de type anarchiste induisait tous leurs comportements, à commencer par la plus petite unité sociale : la famille. Les parents indiens éprouvaient une réticence instinctive à discipliner les enfants. Toute expression de libre choix et de volonté de la part de ces derniers était reçue comme un signe positif du développement de leur personnalité. »

Il existait bien, occasionnellement, des réunions de conseils dont la composition était à la fois souple et fluctuante et dont les décisions ne s'imposaient qu'avec l'accord de l'opinion générale. Un pasteur de l'Église morave qui vécut parmi eux, observant leur société, écrivait : « C'est ainsi que s'est maintenu à travers les âges, sans convulsions et sans discordes civiles, ce gouvernement traditionnel dont le monde n'offre peut-être pas d'autre exemple. Un gouvernement dans lequel il n'existe pas, à proprement parler, de lois mais seulement des us et coutumes établis depuis longtemps ; ni code ni jurisprudence mais l'expérience née du passé ; pas de magistrats non plus mais des conseillers auxquels, néanmoins, le peuple voue une obéissance implicite mais volontaire ; un gouvernement, enfin, dans lequel l'âge confère le rang, la sagesse, le pouvoir, et la rectitude morale l'assurance du respect général. »

Sous la pression de la société blanche, tout cela se mit à évoluer. Les Cherokees commencèrent même à imiter la société esclavagiste qui les entourait : ils finirent par posséder plus d'un millier d'esclaves. Ils ralliaient cette civilisation dont l'homme blanc parlait tant, fournissant ce que Van Every qualifie de « prodigieux effort » pour s'attacher la bienveillance des Américains. Ils allèrent même jusqu'à accueillir les missionnaires et la religion chrétienne.

Cependant, rien de tout cela ne put endiguer la convoitise que suscitait la terre sur laquelle ils vivaient.

Le discours que Jackson adressa au Congrès, en 1829, explicitait merveilleusement sa position : « J'annonce aux Indiens qui habitent certaines régions de Géorgie et d'Alabama que leurs tentatives d'établir un gouvernement indépendant ne saurait satisfaire l'exécutif américain. Aussi, je leur conseille d'émigrer de l'autre côté du Mississippi ou de se soumettre à la législation de leurs États. » Le Congrès s'empressa de voter un décret de déplacement.

Il existait quelques défenseurs de la cause indienne. Le plus éloquent sans doute fut le sénateur Theodore Frelinghuysen, du New Jersey, qui, lors du débat sur le déplacement, au Sénat, s'étonnait que, après avoir « chassé les tribus de leurs forêts autrefois sans limites et les avoir entassées sur quelques misérables arpents de terre au sud de notre frontière, notre insatiable avidité de sangsues continue de nous faire hurler : "Encore! Encore!" [...] Monsieur, [...] le respect que nous devons à la justice dépendrait-il de la couleur de la peau? ».

Le Nord était assez largement opposé au décret de déplacement; le Sud y était favorable. Le décret fut voté à la Chambre des représentants par 102 voix pour et 97 contre. Il passa également de justesse au Sénat. Si le texte ne mentionnait pas l'usage de la force, il indiquait cependant qu'il fallait aider les Indiens à partir. Ce qui impliquait, en réalité, que s'ils ne partaient pas ils seraient abandonnés sans protection, sans argent et à la merci des États.

Lorsque le décret de déplacement fut voté, les tribus, les unes après les autres, firent l'objet de pressions. Les Choctaws refusaient de partir, mais, cinquante de leurs délégués ayant accepté de l'argent ou des terres, le traité de Dancing Rabbit Creek fut finalement signé : les terres choctaws à l'est du Mississippi furent cédées aux États-Unis en échange d'une aide financière pour le départ, d'indemnités pour les propriétés abandonnées, de nourriture pour la première année passée sur leurs nouvelles terres et de la garantie qu'on ne leur demanderait plus jamais de s'expatrier. La pression s'accrut irrésistiblement sur les vingt mille Choctaws du Mississippi qui, pour la plupart, détestaient ce traité. Les Blancs, parmi lesquels des marchands d'alcool et de nombreux escrocs, se mirent à fourmiller sur leurs terres. L'État vota en outre une loi interdisant à tout Choctaw d'essayer d'en convaincre un autre sur la question du déplacement.

Fin 1831, treize mille Choctaws commencèrent leur interminable périple vers les paysages et le climat inconnus de l'Ouest. « Surveillés par les gardes, poussés par les agents, harcelés par les fournisseurs,

ils étaient convoyés contre leur gré vers une destination inconnue tel un troupeau de moutons malades. » Ils cheminaient dans des chars à bœufs, à cheval, à pied, puis ils furent transportés sur l'autre rive du Mississippi. L'armée, supposée organiser leur trajet, sous-traita cette tâche à des fournisseurs privés qui se firent payer le plus possible par le gouvernement en redistribuant le moins possible aux Indiens. Tout était parfaitement désorganisé. La nourriture disparaissait et la famine survint. Van Every explique que « les interminables et sombres colonnes de chariots grinçants tirés par les bœufs, les troupeaux poussés en avant et les foules éparses allant à pied étaient entraînés vers l'Ouest à travers marais et forêts, rivières et collines en un périple harassant qui les conduisait des plaines luxuriantes du golfe du Mexique vers les plaines arides de l'Ouest. En une sorte de spasme final, l'un des derniers vestiges du monde indien originel était dispersé et ses restes expirants venaient s'entasser avec armes et bagages dans un monde nouveau parfaitement étranger ».

Le premier hiver de la migration, extrêmement rude, vit de nombreux Indiens mourir de pneumonie. À l'été, une grave épidémie de choléra frappa le Mississippi et tua plusieurs milliers d'Indiens. Les sept mille Choctaws qui n'étaient pas encore partis vers l'Ouest, préférant la sujétion à la mort, décidèrent de ne pas bouger. Nombre de leurs descendants vivent encore dans l'État du Mississippi.

Pour leur part, les Cherokees étaient confrontés à un ensemble de lois votées par l'État de Géorgie : leurs terres étaient confisquées, leur gouvernement aboli et tout rassemblement interdit. Ceux d'entre eux qui déconseillaient aux autres de partir étaient emprisonnés. De plus, ils ne pouvaient pas témoigner devant les tribunaux contre des Blancs et n'avaient pas le droit d'exploiter l'or récemment découvert sur leurs terres. Une délégation de Cherokees, ayant protesté auprès du gouvernement fédéral, reçut de John Eaton, nouveau secrétaire à la Guerre du président Jackson, la réponse suivante : « Si vous allez vers le soleil couchant, alors vous serez heureux. Là-bas vous pourrez vivre en paix et dans la tranquillité. Tant que les rivières couleront et que grandiront les chênes, nous vous garantissons que ce pays sera le vôtre et qu'aucun Blanc ne sera autorisé à s'installer près de vous. »

La nation cherokee adressa une requête au pays tout entier, une supplique publique en faveur de la justice. Ce document revient sur leur histoire : « Après la paix de 1783, les Cherokees formaient un peuple aussi indépendant que n'importe quel autre peuple de la terre. Ils avaient été les alliés de la Grande-Bretagne. [...] Les États-Unis n'ont jamais assujetti les Cherokees. Au contraire, nos

pères ont défendu leur pays les armes à la main. [...] En 1791, le traité de Holston a été signé. [...] Les Cherokees acceptaient de se mettre sous la protection exclusive des États-Unis. [...] Des terres furent également cédées aux États-Unis. En contrepartie, les États-Unis [...] affirmaient qu'aucun chasseur blanc ne pourrait chasser sur nos terres ni même y pénétrer sans un passeport. Ils garantissaient aussi solennellement toutes les terres que les Cherokees conservaient. »

La suite du texte proteste contre le déplacement : « Nous savons que certains pensent que nous aurions intérêt à nous retirer au-delà du Mississippi. Nous pensons différemment. Notre peuple pense unanimement différemment. [...] Nous souhaitons demeurer sur la terre de nos pères. Nous avons un droit originel absolu d'y demeurer éternellement sans subir de violences. Les traités que nous avons signés et les lois des États-Unis qui les accompagnent garantissent notre présence et nos prérogatives et nous protègent contre les envahisseurs. Nous demandons seulement que ces traités soient respectés et ces lois appliquées. »

Pour finir, les Cherokees dépassent le simple cadre légal ou historique : « Nous supplions ceux à qui ce texte est adressé de se souvenir de cette grande loi d'amour : "Agissez envers autrui comme vous voudriez qu'il agisse envers vous." [...] Nous les prions de se souvenir que, pour défendre ce principe, leurs aïeux furent chassés du vieux monde et que le vent de la persécution les poussa sur les grandes eaux et les conduisit sur les rives de ce nouveau monde à l'époque où les Indiens en étaient les seuls seigneurs et maîtres. Qu'ils se souviennent également de la manière dont ils furent reçus par le sauvage d'Amérique alors qu'il détenait tout le pouvoir et que rien ni personne ne pouvait s'opposer à sa force. Nous les pressons de garder à l'esprit que ceux-là mêmes qui n'oseraient plus leur demander un peu d'eau fraîche et un bout de terre [...] sont les descendants de ceux dont il est inutile de rappeler ici l'identité – premiers occupants de l'Amérique du nord –, l'histoire et les traditions. Que tous ces faits leur reviennent en mémoire et ils ne pourront ni ne voudront – nous en sommes certains – refuser de se souvenir et sympathiser avec nous dans nos épreuves et dans nos souffrances. »

En guise de réponse, Jackson se contenta de rappeler, en décembre 1830, dans son second discours annuel au Congrès, que les Choctaws et les Chickasaws avaient déjà accepté de se retirer et qu'« un rapide déplacement » des autres profiterait à tous. Pour les Blancs, il installerait « une population dense et civilisée sur de larges domaines dans un pays occupé jusqu'alors par une poignée de chasseurs sauvages ». Quant aux Indiens, il les inciterait « peut-être,

graduellement, sous la protection du gouvernement et aidés de ses bons conseils, à abandonner leurs coutumes sauvages et à devenir une communauté respectable, civilisée et chrétienne ».

En fait, il ressassait son thème familier : « Personne ne peut nourrir un sentiment plus amical que moi à l'égard des indigènes de ce pays. » Cependant, « la déferlante de la population et de la civilisation s'étend toujours plus à l'ouest et nous nous proposons à présent d'acquérir les contrées occupées par l'homme rouge du Sud et de l'Ouest de la façon la plus équitable qui soit ».

La Géorgie vota une loi qui interdisait, sous peine de condamnation, l'installation des Blancs dans les territoires indiens sans autorisation de l'État. Au printemps 1831, après que les missionnaires blancs installés dans les territoires cherokees eurent apporté leur soutien aux Indiens qui désiraient rester, la milice géorgienne pénétra dans les territoires indiens et arrêta trois missionnaires, parmi lesquels Samuel Worcester. Ayant argué de leur qualité d'employés fédéraux, ils furent relâchés. Immédiatement, Jackson supprima l'emploi de Worcester. La milice revint l'été même pour arrêter dix missionnaires et l'imprimeur blanc du *Cherokee Phoenix*. Ils furent frappés, enchaînés et contraints de faire cinquante-six kilomètres en un seul jour pour rejoindre la prison du comté. Un jury les condamna et neuf d'entre eux furent libérés après avoir accepté de faire allégeance à la législation géorgienne. Samuel Worcester et Elizur Butler, qui continuaient de nier toute légitimité aux lois réprimant les Cherokees, furent condamnés à quatre ans de travaux forcés.

Lors du jugement en appel devant la Cour suprême, le juge John Marshall déclara que la loi géorgienne au nom de laquelle Worcester avait été emprisonné violait le traité fédéral signé avec les Cherokees. Or ce traité, selon la Constitution américaine, s'imposait également aux États en tant que loi suprême de la nation. La Cour suprême ordonna donc que Worcester soit libéré. La Géorgie ignora cette décision et le président Jackson refusa de la contraindre à l'appliquer.

En Géorgie, on mit donc les terres cherokees en vente et on confia à la milice la tâche de réprimer la moindre résistance de la part des populations indiennes. Celles-ci adoptèrent une politique de non-violence bien que leurs propriétés eussent été saisies, leurs maisons brûlées, leurs écoles fermées, leurs femmes maltraitées – sans parler de l'alcool vendu au sein même de leurs églises afin de les rendre plus vulnérables encore.

En 1832, l'année où Jackson déclarait la prééminence des droits des États concernant la question cherokee, il niait à la Caroline du

Sud le droit d'annuler une tarification douanière fédérale. Sa facile réélection, cette même année (687 000 voix contre 530 000 à son adversaire, Henry Clay), laisse penser que sa politique anti-indienne était en phase avec l'opinion publique, du moins parmi les hommes blancs qui avaient le droit de vote (quelque deux millions sur une population totale de treize millions). Jackson pouvait désormais accélérer le rythme du déplacement des Indiens. La plupart des Choctaws et certains Cherokees étaient déjà partis mais il restait encore vingt-deux mille Creeks en Alabama, dix-huit mille Cherokees en Géorgie et cinq mille Séminoles en Floride.

Les Creeks avaient défendu leur terre dès l'époque de Christophe Colomb, contre les Espagnols, les Anglais, les Français et, pour finir, contre les Américains. En 1832, ils se retrouvaient pourtant confinés dans une petite partie de l'Alabama, tandis que la population globale de cet État s'élevait déjà à plus de trois cent mille personnes. Prêtant foi aux promesses extravagantes du gouvernement fédéral, les délégués creeks ratifièrent le traité de Washington et acceptèrent de se retirer au-delà du Mississippi. Ils abandonnaient ainsi quelque deux millions d'hectares en échange de l'assurance que les deux cinquièmes de cette superficie seraient redistribués à titre individuel à des Creeks qui pourraient alors soit les vendre soit rester en Alabama sous protection fédérale.

Van Every écrit à propos de ce traité : « Certes, l'interminable histoire des relations diplomatiques entre Indiens et Blancs n'avait jusqu'en 1832 jamais connu de traités qui n'aient été rompus par les Blancs [...], qu'ils aient été ou non solennellement agrémentés de formules telle que "permanent", "à jamais", "pour toujours" ou "aussi longtemps que le soleil brillera". [...] Néanmoins, aucun accord entre les hommes blancs et les Indiens n'a été rompu aussi rapidement que ce traité de Washington de 1832. Quelques jours suffirent à trahir tous les engagements pris par les États-Unis. »

L'invasion des terres creeks par les Blancs commença rapidement – pillards, spéculateurs fonciers, escrocs, marchands de whisky, brutes en tout genre –, expulsant des milliers de Creeks de leurs foyers vers les marais et les forêts. Le gouvernement fédéral ne bougea pas. En revanche, il négocia un nouveau traité préconisant un rapide déplacement vers l'ouest organisé par les Creeks eux-mêmes et financé par le gouvernement. Un colonel de l'armée, assez sceptique sur les chances de réussite de cette opération, écrivait que les Indiens « redoutaient la famine au cours du trajet. Pourrait-il d'ailleurs en être autrement quand nombre d'entre eux meurent déjà actuellement de faim sans pourtant être encore confrontés aux difficultés d'un long voyage. [...] Vous ne pouvez pas vous faire

une idée des privations que les Indiens ont eu à subir ces deux ou trois dernières années, passant d'une relative abondance à un état de nécessité et de misère inqualifiable. L'invasion non contrôlée de leur nation par les Blancs, la saisie de leurs terres (même celles qu'ils avaient cultivées), les violences commises sur leurs personnes, les foules de négociants qui, comme des parasites, ont dévoré leur substance même et les ont saoulés de whisky ont détruit le peu de disposition à l'agriculture que les Indiens avaient pu montrer jusque-là. [...] Ils sont rudoyés, menacés, abusés et déprimés tant ils ont le sentiment de ne bénéficier d'aucune protection des États-Unis et de n'avoir aucun moyen de se défendre par eux-mêmes ». La sympathie des politiciens du Nord pour les Indiens sembla à son tour s'évanouir devant la montée d'autres questions difficiles. Daniel Webster fit bien un discours inspiré devant le Sénat sur « l'autorité de la loi [et] le pouvoir du gouvernement fédéral », mais cela ne concernait pas la situation des Indiens en Alabama ou en Géorgie. Il s'agissait de la multiplication des tarifs douaniers en Caroline du Sud.

Malgré toutes ces difficultés, les Creeks refusaient de bouger. En 1836, les administrations des États concernés et le gouvernement fédéral décidèrent qu'ils devaient partir. Prétextant une agression commise par des Creeks désespérés sur des colons blancs, ils déclarèrent que la nation creek, en se lançant dans une « guerre », avait rompu le traité.

L'armée devait à présent les contraindre à s'expatrier vers l'ouest. Moins d'une centaine de Creeks avaient pris part à cette « guerre », mais un millier d'entre eux, craignant de probables représailles, s'étaient réfugiés dans les forêts. On envoya onze mille hommes à leur poursuite. Les Creeks se rendirent sans combattre. L'armée, les jugeant rebelles ou sympathisants, les regroupa et enchaîna les hommes les uns aux autres. La longue marche vers l'ouest, sous surveillance militaire, commença – femmes et enfants suivant derrière. Les communautés creeks furent investies par des détachements militaires, leurs habitants regroupés en des points de rassemblement et conduits vers l'Ouest en groupes de deux à trois mille individus. Plus question, bien sûr, de les indemniser pour les terres et les biens qu'ils laissaient derrière eux.

Des contrats furent passés avec des fournisseurs privés afin d'organiser cette procession comme cela avait été le cas pour les Choctaws. De nouveau le voyage prit du retard et les Indiens manquèrent de nourriture, d'abris, de vêtements, de couvertures et de suivi médical. De nouveau on emprunta de vieilles embarcations délabrées que l'on surchargea pour faire passer les Creeks sur l'autre

rive du Mississippi. « Au milieu de l'hiver, l'interminable procession trébuchante composée de plus de quinze mille Creeks se traîna lamentablement d'une frontière à l'autre de l'Arkansas. » La privation et la maladie firent de nombreuses victimes. « Le passage des exilés pouvait être identifié à distance par le hurlement des meutes de loups et par les nuages de vautours tournoyant dans le ciel », nous dit Van Every.

Huit cents Creeks avaient accepté de soutenir les États-Unis dans leur guerre contre les Séminoles de Floride en échange de la promesse que leurs familles resteraient en Alabama jusqu'à leur retour, sous la protection du gouvernement fédéral. Cette promesse ne fut jamais tenue. Les familles creeks, attaquées par des maraudeurs blancs avides de terres, subirent toutes sortes de violences. L'armée, sous prétexte d'assurer leur sécurité, les expulsa alors de leurs terres vers le camp de concentration de Mobile Bay. Des centaines de personnes y moururent de faim et de maladie.

Lorsque les guerriers creeks revinrent de la guerre contre les Séminoles, ils furent expulsés avec leurs familles vers l'ouest. En traversant La Nouvelle-Orléans, ils tombèrent victimes d'une épidémie de fièvre jaune. Six cent onze d'entre eux traversèrent le Mississippi, entassés sur le *Monmouth*, un steamer hors d'âge. Le bateau coula et trois cent onze personnes moururent noyées, dont les quatre enfants d'un chef creek qui s'était porté volontaire contre les Séminoles de Floride.

Un journal de La Nouvelle-Orléans affirme que « la terrible responsabilité de ce gigantesque sacrifice de vies humaines retombe sur les fournisseurs. [...] L'avarice, qui conduit à vouloir augmenter les profits de l'opération, a tout d'abord poussé à louer des bateaux pourris, vieux et totalement impropres à la navigation pour la simple raison qu'ils étaient moins chers ; puis, pour plus de profit encore, les Indiens ont été entassés sur ces bateaux fous de telle manière qu'il semble évident que l'on n'a pas songé un instant à leur sécurité, leur confort, voire au respect minimal de la personne humaine ».

Les Choctaws et les Chickasaws avaient rapidement accepté de s'expatrier. Les Creeks étaient obstinés et on avait dû les y contraindre. Les Cherokees pratiquaient, quant à eux, une résistance passive. Seule la tribu séminole décida de combattre.

La Floride appartenant désormais aux États-Unis, le territoire séminole avait été offert en pâture aux accapareurs. Ils arrivèrent au nord de la Floride à partir de Saint-Augustine puis de Pensacola, et le long de la fertile bande côtière. En 1823, une poignée de

Séminoles signèrent le traité de Camp Moultrie en contrepartie de vastes étendues de terres dans le Nord de la Floride, après avoir accepté que tous les Séminoles vivant au nord de la Floride et dans toutes les régions côtières soient déplacés vers l'intérieur – c'est-à-dire vers les terres marécageuses du centre de la Floride où même les plantes et le gibier ne pouvaient pas survivre.

La pression sur les Séminoles pour qu'ils abandonnent la Floride et se déplacent vers l'Ouest s'accrut. En 1834, on réunit les chefs séminoles, et un agent du bureau des Affaires indiennes leur annonça qu'ils devaient s'en aller. Voici quelques-unes des réactions séminoles devant cette injonction :

« Nous avons tous été créés par le même Grand-Père et nous sommes tous également ses fils. Nous venons tous de la même Mère et nous avons tous été nourris à son sein. C'est pourquoi nous sommes frères et en tant que frères nous devrions traiter ensemble de manière amicale. »

« Votre discours est bon mais mon peuple ne peut pas dire qu'il partira. Nous ne désirons pas partir. Si nos langues disent oui, nos cœurs crient non et nous traitent de menteurs. »

« Si nous arrachons brusquement nos cœurs des foyers qu'ils ont toujours connus, les cordes de nos cœurs se briseront. »

L'agent des Affaires indiennes s'arrangea néanmoins pour faire signer un traité de déplacement par une quinzaine de chefs et de sous-chefs indiens. Le Sénat le ratifia immédiatement et le département de la Guerre commença à préparer la migration. Des violences entre Blancs et Séminoles éclatèrent aussitôt.

Osceola, un jeune chef séminole qui avait été emprisonné et enchaîné par l'agent des Affaires indiennes, Thompson, et dont la femme avait été réduite en esclavage, prit la tête du mouvement de résistance naissant. Lorsque Thompson, en 1835, ordonna aux Séminoles de se rassembler pour le voyage, personne ne vint. Au lieu de cela, les Indiens commencèrent une sorte de guérilla contre les populations blanches de la côte et sur les frontières de la Floride. Ils assassinaient des familles blanches, capturaient des esclaves et détruisaient les propriétés. Osceola lui-même, lors d'une attaque éclair, tua Thompson et un lieutenant de l'armée américaine.

Le même jour, le 28 décembre 1835, une colonne de cent dix soldats fut attaquée par les Séminoles. Seuls trois de ces soldats survécurent. L'un des survivants témoigna plus tard de l'événement : « Il était huit heures. J'ai entendu soudainement un coup de feu [...] suivi d'un tir de mousquet. [...] Je n'ai pas eu le temps de me demander ce que cela signifiait que déjà une salve de quelque mille

fusils était tirée sur notre front et le long de notre flanc gauche. [...] Je pouvais seulement voir leurs têtes et leurs bras émerger des hautes herbes, tout près et plus loin ainsi que de derrière les pins. »

C'était la tactique indienne habituelle contre un adversaire supérieur en arme. Le général George Washington avait donné un jour ce conseil pratique à l'un de ses officiers : « Général Saint Clair, en trois mots : attention aux surprises. [...] Encore et toujours : attention aux surprises. »

Le Congrès vota un budget pour mener cette guerre contre les Séminoles. Au Sénat, Henry Clay, délégué du Kentucky, s'y opposa. C'était un adversaire de Jackson qui dénonçait régulièrement la politique de déplacement des Indiens. Mais son collègue du parti whig, Daniel Webster, fit montre de cette unité trans-partis qui allait devenir le signe particulier de l'Amérique en guerre : « Le point de vue du gentilhomme du Kentucky était indubitablement juste. Mais la guerre fait rage ; l'ennemi se présente en force et le récit de ses ravages est terrifiant. Le gouvernement exécutif a demandé les moyens de faire cesser ces hostilités et il était parfaitement normal que le décret soit voté. »

Le général Winfield Scott fut chargé de l'entreprise. Ses colonnes armées pénétrant en force dans le territoire séminole n'y trouvèrent personne. Ils s'épuisèrent dans la boue, se dégoûtèrent des marécages, de la chaleur, de la maladie et de la faim – lassitude classique des armées combattant des populations sur leur propre terrain. Personne ne souhaitait affronter les Séminoles dans les marais de Floride. En 1836, cent trois officiers délégués démissionnèrent de l'armée régulière, n'en laissant que quarante-six en poste. Au printemps 1837, le chef d'escadron Jesup se mit en marche avec une armée de dix mille soldats, mais les Séminoles s'étaient évanouis dans les marais, n'en sortant que de temps à autre pour frapper des troupes isolées.

La guerre dura des années. L'armée engagea d'autres Indiens pour combattre les Séminoles mais cela ne réussit pas mieux. Van Every prétend que « l'adaptation des Séminoles à leur environnement n'avait d'égale que celle de la grue ou de l'alligator ». Ce fut une guerre de huit années qui coûta quelque 20 millions de dollars et la vie à mille cinq cents Américains. Finalement, dans les années 1840, les Séminoles commencèrent à se lasser. Ils ne formaient qu'un petit groupe contre une nation gigantesque dotée de nombreuses ressources. Ils demandèrent des trêves mais, lorsqu'ils sortaient avec le drapeau blanc, ils étaient systématiquement arrêtés. En 1837, Osceola, qui s'était mis sous la protection du drapeau

blanc, fut emprisonné et jeté en prison où il mourut dans les fers. La guerre s'épuisa d'elle-même.

Pendant ce temps, les Cherokees n'avaient pas combattu les armes à la main mais résisté à leur manière. Aussi le gouvernement fédéral commença-t-il à les dresser les uns contre les autres – stratégie classique. Les menaces se firent plus pressantes contre la communauté cherokee – ses journaux furent interdits, son gouvernement dissous, les missionnaires mis en prison et les terres éparpillées en petites parcelles. En 1834, sept cents Cherokees, fatigués de lutter, se résignèrent à partir pour l'Ouest. Quatre-vingt-un d'entre eux, dont quarante-cinq enfants, moururent en route – pour la plupart victimes de la rougeole et du choléra. Ceux qui survécurent arrivèrent à destination après avoir traversé le Mississippi au beau milieu d'une épidémie de choléra qui en tua plus de la moitié dans l'année.

En 1836, les Cherokees furent sommés de signer un traité de déplacement à New Echota (Géorgie) ; moins de cinq cents d'entre eux (sur une population globale de quelque dix-sept mille) acceptèrent, mais le traité fut néanmoins signé. Le Sénat – y compris les représentants du Nord qui autrefois avaient soutenu les Indiens – le ratifia, prétextant, à l'exemple du sénateur Edward Everett du Massachusetts, « la force des circonstances [et] la douloureuse nécessité ». Dès lors, les Blancs de Géorgie redoublèrent d'agressivité à l'égard des Indiens afin d'en accélérer l'expulsion.

Le gouvernement n'entreprit, au début, aucune action directe contre les Cherokees. En avril 1838, Ralph Waldo Emerson adressa une lettre ouverte au président Van Buren, qui exprimait son indignation devant le traité de déplacement signé avec les Cherokees en l'absence d'une écrasante majorité d'entre eux et demandait ce qu'il était advenu du sens de la justice en Amérique : « L'esprit de l'homme, la justice, la pitié qui est au plus profond du cœur de tous les hommes – du Maine à la Géorgie – lui ordonnent d'abhorrer ce commerce. [...] Un crime est projeté qui dépasse absolument notre entendement par son envergure même. Un crime qui nous prive, nous, en même temps que les Cherokees, d'un pays. En effet, comment peut-on qualifier de gouvernement la bande de conspirateurs qui s'apprête à écraser ces pauvres Indiens, et comment considérer comme nôtre cette terre deux fois maudite par leur expulsion et leurs imprécations ? Vous-même, monsieur, allez couvrir d'infamie l'honorable siège sur lequel vous êtes assis si votre sceau se fait l'instrument de cette perfidie. Et le nom de cette nation, jusqu'alors heureux synonyme de liberté et de religion, sera terni aux yeux du monde. »

Treize jours avant qu'Emerson ne lui envoie cette lettre, Martin Van Buren avait ordonné au chef d'escadron Winfield Scott de pénétrer dans le territoire cherokee et d'utiliser les forces armées, si nécessaire, pour en expulser les habitants vers l'Ouest. Cinq régiments de l'armée régulière et quatre mille miliciens et volontaires envahirent le territoire cherokee. Le général Scott s'adressa aux Indiens en ces termes : « Cherokees, le président des États-Unis m'envoie avec ma puissante armée pour vous obliger, en application du traité de 1834, à rejoindre cette partie de votre peuple qui vit déjà dans la prospérité sur l'autre rive du Mississippi. [...] La lune de mai est déjà sur son déclin et avant qu'une autre lune soit passée tout Cherokee – homme, femme ou enfant – [...] doit être sur le chemin qui le mènera vers ses frères plus loin vers l'ouest. [...] Mes troupes occupent d'ores et déjà de nombreuses positions dans le pays que vous êtes sur le point d'abandonner et des milliers et des milliers d'autres soldats approchent de tous côtés pour rendre toutes tentatives de résistance ou d'évasion parfaitement vaines. [...] Chefs, sages et guerriers, nous forcerez-vous par votre résistance à laisser parler les armes ? Ce qu'à Dieu ne plaise. Ou tenterez-vous, par la fuite, de vous cacher dans les montagnes et les forêts, nous obligeant ainsi à vous pourchasser ? »

Certains Cherokees avaient apparemment abandonné la non-violence : trois chefs qui avaient signé le traité furent retrouvés morts. Mais les dix-sept mille Cherokees furent rapidement cernés et entassés dans des camps. Le 1er octobre 1838, le premier détachement se mit en marche pour ce qui allait rester dans l'histoire sous le nom de « chemin des Larmes ». Au fur et à mesure que les Indiens se dirigeaient vers l'ouest, ils commencèrent à mourir de maladie, de soif, de chaleur ou de froid. Il y avait six cent quarante-cinq chariots et une foule de gens marchaient à leurs côtés. Bien des années plus tard, des survivants ont raconté comment ils s'arrêtèrent sur la rive du Mississippi, au milieu de l'hiver, alors que le fleuve était presque gelé, « des centaines de malades et de mourants entassés dans les chariots ou étendus sur le sol ». Grant Foreman, le plus haut responsable du déplacement des Indiens, estimait à quelque quatre mille les Cherokees morts soit dans les baraquements, soit au cours de cette marche vers l'ouest.

En décembre 1838, le président Van Buren s'adressait au Congrès : « J'ai le très grand plaisir d'apprendre au Congrès le déplacement total de la nation indienne des Cherokees vers ses nouveaux territoires à l'ouest du Mississippi. Les mesures prises par le Congrès lors de sa dernière session ont eu les plus heureux résultats. »

Chapitre VIII

« Nous ne prenons rien par conquête, Dieu merci »

LE COLONEL ETHAN ALLEN HITCHCOCK, soldat de son état, diplômé de l'Académie militaire, commandant du 3e régiment d'infanterie et grand lecteur de Shakespeare, Chaucer, Hegel et Spinoza, écrivit dans son journal : « Fort Jesup, Louisiane, 30 juin 1845. Des ordres nous sont parvenus hier soir par exprès de Washington, exigeant du général Taylor qu'il prenne sans attendre position sur la côte près de La Sabine ou ailleurs. Aussitôt que le général aura des nouvelles de l'acceptation par la Convention du Texas des résolutions d'annexion votées par notre Congrès, il devra positionner au plus vite la totalité de ses troupes sur la frontière sud du Texas et camper sur la rive du Rio Grande ou à proximité. Il est chargé, ensuite, de repousser toute force armée mexicaine qui tenterait de le traverser. Bliss m'a lu les ordres rapidement hier à la retraite du soir. J'ai à peine pu fermer l'œil de la nuit tant je réfléchissais aux préparatifs nécessaires. Je prends maintenant ces notes au réveil, à la lueur des bougies, en attendant le signal du rassemblement. [...] La violence engendre la violence et, si ce mouvement de notre part n'entraîne pas des représailles et un bain de sang, c'est que je me trompe fort. »

En l'occurrence, Hitchcock ne se trompait pas. L'acquisition de la Louisiane par Jefferson avait doublé le territoire des États-Unis, en l'étendant jusqu'aux Rocheuses. Au sud-ouest se trouvait le Mexique, qui avait pris son indépendance après une guerre révolutionnaire contre l'Espagne en 1821 – un vaste territoire qui incluait le Texas et ces territoires qui forment aujourd'hui le Nouveau-Mexique, l'Utah, l'Arizona, la Californie, le Nevada ainsi qu'une partie du Colorado. En 1836, après un soulèvement organisé avec

le soutien des États-Unis, le Texas s'était séparé du Mexique pour se proclamer « République à une seule étoile ». En 1845, le Congrès américain l'intégrait à l'Union en tant qu'État à part entière.

James Polk siégeait alors la Maison-Blanche. Ce démocrate expansionniste avait confié à son secrétaire à la Marine, le soir même de son investiture, que l'un de ses principaux objectifs était d'acquérir la Californie. L'ordre donné au général Taylor de faire avancer les troupes jusqu'au Rio Grande était une véritable provocation à l'encontre des Mexicains. En effet, rien ne prouvait que le Rio Grande fût la frontière sud du Texas, bien que les autorités de cet État eussent contraint le général mexicain Santa Anna à le reconnaître lorsqu'il avait été fait prisonnier. La frontière traditionnelle entre le Texas et le Mexique était la Nueces River, quelque deux cent cinquante kilomètres plus au nord : le Mexique et les États-Unis étaient tombés d'accord à ce sujet. Pourtant, Polk, en encourageant les Texans à accepter l'annexion, les avait assurés qu'il soutiendrait leurs revendications sur le Rio Grande.

Le général Taylor, opposé au début à l'idée d'une annexion du Texas, sembla changer d'attitude après avoir reçu l'ordre de marcher jusqu'au Rio Grande. La visite qu'il rendit à Hitchcock pour discuter de ce mouvement de troupes est décrite dans le journal de ce dernier : « Il semble avoir perdu tout respect pour les droits des Mexicains et accepte d'être l'instrument de M. Polk pour repousser notre frontière aussi loin à l'ouest que possible. Lorsque je lui ai dit que, s'il proposait un mouvement de troupes dans ce sens (ce qu'il compte faire), M. Polk se saisirait de l'occasion et en rejetterait toute la responsabilité sur lui, il a déclaré immédiatement qu'il l'assumerait. Il a même ajouté que, si le président l'autorisait à agir comme il le jugeait bon, il ne demanderait pas d'ordres et se rendrait jusqu'au Rio Grande dès qu'il aurait obtenu les moyens de transport nécessaires. J'ai l'impression que le général souhaite un galon supplémentaire et fera tout ce qui est en son pouvoir pour l'obtenir. »

Taylor mena ses troupes jusqu'à Corpus Christi, au Texas, sur la rive de la Nueces River, où il attendit de nouvelles instructions qui lui parvinrent en février 1846 : longer la Gulf Coast jusqu'au Rio Grande. L'armée de Taylor se déplaçait en colonnes parallèles à travers la prairie, des éclaireurs en avant-garde et sur les flancs et le train de ravitaillement à l'arrière. Puis, ayant progressé le long d'une piste étroite traversant le chaparral[1] très dense, les soldats américains arrivèrent à destination le 28 mars 1846, au milieu de

1. Maquis d'arbustes xérophiles.

champs cultivés et d'habitations aux toits de chaume précipitamment abandonnées par leurs occupants mexicains qui avaient rejoint, sur l'autre rive du Rio Grande, la ville de Matamoros. Taylor installa son camp et commença l'édification d'un fort tout en dirigeant ses canons vers les petites maisons blanches de Matamoros, dont les habitants observaient avec curiosité l'armée qui s'installait sur la rive de ce fleuve si paisible.

Le *Union*, journal de Washington qui exprimait la position du président Polk et celle du parti démocrate, avait expliqué assez tôt – en 1845 – les raisons de l'annexion du Texas : « Que l'importante mesure sur l'annexion [du Texas] s'accomplisse et qu'on règle avec lui les questions de la frontière et des revendications de terres. Car qui peut arrêter le flot impressionnant qui se déverse toujours plus vers l'ouest? La route de la Californie nous sera ouverte. Qui pourrait, en effet, ralentir la marche de nos concitoyens de l'Ouest? »

Ils auraient pu parler d'une progression pacifique vers l'ouest si, dans le même journal, on n'avait pu lire par ailleurs qu'« un régiment de volontaires parfaitement organisés [...] pourrait envahir et se répandre au Mexique et finalement l'occuper. Ils nous permettraient ainsi non seulement de prendre la Californie mais également de la conserver ». Quelque temps après, à l'été 1845, John O'Sullivan, rédacteur en chef de la *Democratic Review*, utilisa cette formule devenue fameuse : c'est la « destinée manifeste du peuple américain que de se répandre sur le continent que la Providence lui a assigné afin de permettre le libre développement de notre population qui croît annuellement de plusieurs millions d'individus ». Destinée manifeste, en effet.

Au printemps 1846, il ne manquait plus qu'un incident militaire pour déclencher cette guerre tant souhaitée par Polk. Il survint en avril, quand l'intendant du général Taylor, le colonel Cross, disparut au cours d'une expédition le long du Rio Grande. Son corps fut retrouvé onze jours plus tard, le crâne défoncé. On prétendit qu'il avait été assassiné par une bande de guérilleros mexicains ayant osé traverser la rivière. Au cours d'une cérémonie funèbre militaire organisée sous les yeux des Mexicains de Matamoros rassemblés sur les toits de leurs maisons, Cross eut droit à un service religieux et à trois salves tirées en son honneur.

Le jour suivant, le 25 avril, une patrouille de soldats américains fut encerclée et attaquée par les Mexicains, qui firent seize morts et plusieurs blessés et prisonniers. Taylor fit alors parvenir un message aux gouverneurs de Louisiane et du Texas afin qu'ils recrutent cinq mille volontaires – conformément aux recommandations de la Maison-Blanche, qui l'avait autorisé à agir ainsi avant même qu'il

ne parte pour le Texas. Il adressa également à Polk un message rédigé en ces termes : « On peut désormais considérer que les hostilités ont commencé. »

Les Mexicains avaient tiré les premiers. Mais, ce faisant, selon le colonel Hitchcock, ils répondaient parfaitement aux souhaits du gouvernement américain. Peu de temps avant que ne surviennent les premiers incidents, Hitchcock écrivait dans son journal : « Dès le départ, j'ai dit que les États-Unis sont les agresseurs. [...] Nous n'avons pas le moindre droit de nous trouver ici. [...] C'est comme si le gouvernement avait envoyé une troupe peu nombreuse dans l'intention de provoquer la guerre, afin de s'offrir un prétexte pour s'emparer de la Californie et d'autant d'espace qu'il le voudra. En effet, quoi qu'il advienne de cette armée-ci, il ne fait aucun doute qu'il y aura une guerre entre les États-Unis et le Mexique. [...] Cette affaire ne me plaît pas [...] mais en tant que soldat il me faut obéir aux ordres. »

En outre, avant ces premiers incidents, Taylor avait adressé des messages à Polk qui permirent au président de faire remarquer qu'il était « fort probable que les hostilités débutent bientôt ». Le 9 mai, avant même que l'on ait reçu des nouvelles d'une bataille quelconque, Polk suggérait à son cabinet de rédiger une déclaration de guerre prétextant des contentieux financiers entre le Mexique et les États-Unis ainsi que le refus par le Mexique de recevoir le négociateur américain, John Slidell. Polk a noté dans son propre journal ce qu'il avait dit lors de cette réunion du cabinet : « J'ai annoncé [...] que, si nous n'avions pas encore entendu parler d'actes d'agression de la part des Mexicains, le danger n'en était pas moins imminent de voir de tels actes se produire. J'ai dit également que, selon moi, nous avions suffisamment de raisons de faire cette guerre et qu'il était impossible [...] de rester plus longtemps silencieux [...], tant le pays se montrait impatient et agité à ce sujet. »

Le pays n'était nullement « impatient et agité ». Mais le président, à l'évidence, l'était. Lorsque les dépêches de Taylor concernant les pertes dues aux attaques mexicaines lui parvinrent finalement, Polk convoqua le cabinet pour lui apprendre la nouvelle. À l'unanimité, on décida que le président se devait de demander que l'on déclare la guerre. Polk s'indigna devant le Congrès : « Les limites du supportable étaient déjà dépassées avant même que nous ne recevions ces informations en provenance de la frontière Del Norte (le Rio Grande). Mais, à présent, après des menaces réitérées, le Mexique a franchi la frontière des États-Unis, envahi notre territoire et versé le sang américain sur le sol américain. La guerre ayant déjà commencé, malgré tous nos efforts pour

l'éviter, par la faute du Mexique lui-même, nous nous devons par devoir et par patriotisme de faire valoir vigoureusement nos droits, notre honneur et les intérêts du pays. »

Polk présenta l'envoi des troupes américaines sur le Rio Grande comme une indispensable mesure de légitime défense. John Schroeder affirme, dans son *Mr. Polk's War*, que « c'était, en fait, exactement l'inverse. Le président Polk avait provoqué la guerre en envoyant des soldats américains dans ce qui était un territoire certes disputé mais historiquement peuplé et contrôlé par les Mexicains ».

Le Congrès s'empressa d'approuver la déclaration de guerre. Toujours selon Schroeder, « la majorité démocrate de la Chambre, bien disciplinée, répondit avec un empressement et une efficacité redoutable aux propositions de guerre faites par Polk le 11 mai 1846 ». La masse des documents officiels accompagnant la proposition de guerre et supposés venir appuyer les propos de Polk ne fut pas même examinée. Le débat sur les dispositifs prévus pour fournir des volontaires et sur le budget affecté à la guerre ne dura que deux heures, dont la majeure partie fut consacrée à la lecture d'un ensemble de documents divers. Ainsi la véritable discussion sur la question ne dura-t-elle qu'une petite demi-heure.

Les whigs, plus ou moins opposés à une guerre contre le Mexique, n'étaient cependant pas défavorables à l'expansion territoriale. Ils désiraient la Californie mais souhaitaient l'obtenir sans combattre. Comme Schroeder le fait remarquer, « ils souhaitaient un expansionnisme commercial destiné à assurer un débouché sur la façade pacifique sans pour autant devoir recourir à la guerre ». En fin de compte, ils n'étaient pas assez profondément opposés à toute action militaire pour l'empêcher d'avoir lieu en refusant d'affecter des hommes et des fonds. Ils redoutaient qu'on les accuse de mettre la vie de soldats américains en péril en les privant du matériel nécessaire pour combattre. En conséquence, les whigs votèrent massivement avec les démocrates la résolution de guerre (174 voix pour et 14 contre). L'opposition était constituée de whigs passionnément anti-esclavagistes et d'une « petite poignée d'extrémistes », comme les qualifia un membre du Congrès représentant le Massachusetts qui vota en faveur de la guerre.

Le débat qui eut lieu au Sénat ne dura qu'une journée et, selon l'historien Frederick Merk, « la tactique de la précipitation y fut de nouveau utilisée ». La déclaration de guerre y passa par 40 voix pour et 2 contre, les whigs s'étant de nouveau joints aux démocrates. Durant toute la guerre, selon Schroeder, « la minorité politique de sensibilité whig se contenta de harceler verbalement l'administration tout en votant tous les crédits que la campagne

militaire exigeait ». Le journal des whigs, le *National Intelligencer* de Washington, campa également sur cette position. John Quincy Adams, qui avait voté initialement avec les « quatorze têtes de mules », vota plus tard tous les efforts de guerre.

Abraham Lincoln ne siégeait pas encore au Congrès lorsque la guerre commença. Il n'eut l'occasion de s'exprimer et de voter sur le sujet qu'après son élection, en 1846. Sa « question de l'emplacement » est restée fameuse : il mit le président Polk au défi de préciser l'emplacement exact où le sang américain avait été versé sur « le sol américain ». Néanmoins, Lincoln n'essaiera jamais d'arrêter la guerre en votant contre l'envoi d'hommes et de matériel. S'exprimant devant la Chambre des représentants, le 27 juillet 1848, pour soutenir la candidature du général Zachary Taylor à la présidence, il déclara : « Mais, comme le général Taylor est, par excellence, le héros de la guerre mexicaine et comme vous-mêmes, démocrates, dites que nous les whigs nous sommes toujours opposés à la guerre, il pourrait paraître surprenant, voire très embarrassant, que nous soutenions le général Taylor. L'idée selon laquelle nous nous sommes toujours opposés à cette guerre est vraie ou fausse, selon le sens que l'on donne à l'expression "s'opposer à la guerre". Si affirmer que "la guerre a été, de manière à la fois inutile et inconstitutionnelle, commencée par le président" c'est s'opposer à la guerre, alors les whigs s'y sont très généralement opposés. [...] Faire défiler l'armée au milieu d'une colonie paisible de Mexicains, effrayer ses habitants jusqu'à les faire fuir, les obliger à livrer leurs récoltes en cours et leurs propriétés à la destruction peut vous sembler une démarche amicale, pacifique et non provocante. Ce n'est pas, cependant, ce qu'il nous semble à nous. [...] Mais si, lorsque la guerre est commencée et devient une cause nationale, offrir notre argent et notre sang, comme vous l'avez fait vous aussi, c'était supporter la guerre, alors il n'est pas vrai que nous nous soyons systématiquement opposés à la guerre. À quelques rares exceptions, vous avez toujours obtenu nos voix lorsqu'il s'agissait de voter les moyens nécessaires à sa conduite. »

Une poignée de membres anti-esclavagistes du Congrès refusèrent de voter systématiquement les budgets de guerre, considérant la campagne mexicaine comme un moyen d'étendre les propriétés esclavagistes du Sud. L'un d'entre eux, Joshua Giddings, de l'Ohio, orateur redoutable au physique imposant, qualifiait la guerre mexicaine de « guerre aussi agressive et impie qu'injuste ». Il justifiait son vote contre les attributions d'armes et d'hommes en ces termes : « Je ne veux prendre aucune part, ni maintenant ni plus tard, dans l'assassinat de Mexicains sur leur propre sol ou dans le

vol de leur pays. La culpabilité de ces crimes retombera sur les autres. Je n'y participerai pas. » Giddings rappela que les whigs britanniques avaient déclaré au Parlement anglais, en 1776, pendant la Révolution américaine, qu'ils ne voteraient jamais les crédits destinés à mener une guerre répressive contre les Américains.

Après que le Congrès eut voté la guerre, en mai 1846, il y avait eu des manifestations et des rassemblements en faveur de la guerre : à New York, à Indianapolis, à Baltimore, à Philadelphie et dans bien d'autres endroits encore. Des milliers de gens se portèrent volontaires pour le service. Le poète Walt Whitman écrivit dans l'*Eagle* de Brooklyn, aux premières heures de la guerre : « Oui, le Mexique doit être sévèrement châtié. [...] Que nos armes soient désormais portées de manière à apprendre au monde entier que, bien que nous n'aimions pas les querelles, l'Amérique sait comment frapper et connaît les moyens de s'étendre. »

Outre cette agressivité, certains pensaient aussi que les États-Unis feraient don de la liberté et de la démocratie à de nombreux autres peuples. Tout cela teinté d'un évident sentiment de supériorité raciale, du désir de mettre la main sur les formidables terres de Californie et du Nouveau-Mexique, ainsi que d'arrière-pensées d'aventures commerciales à travers le Pacifique.

L'*Illinois State Register* demandait, à propos de la Californie, si on supporterait longtemps « que ce jardin des délices reste assoupi dans sa luxuriance sauvage et improductive? [...] Des multitudes d'Américains entreprenants se presseront vers ses prairies riches et accueillantes. Le bourdonnement de l'industrie anglo-américaine se fera entendre dans ses vallées. Des villes s'élèveront dans ses plaines et sur ses côtes maritimes, et les ressources et richesses de la nation en augmenteront de façon inestimable ». L'*American Review*, de son côté, évoquait des Mexicains s'abandonnant « à un peuple supérieur investissant leur territoire, bouleversant leurs coutumes, les surpassant, les soumettant et épuisant leur sang appauvri ». Le *Herald* de New York déclarait, en 1847, que « la nation yankee tout entière est en mesure de régénérer et de libérer le peuple mexicain en quelques années. Et nous croyons qu'il est en partie dans notre destinée de civiliser ce merveilleux pays ».

Un courrier adressé au *New York Journal of Commerce* invoquait Dieu : « Le Souverain suprême de l'Univers semble intervenir et soutenir l'énergie de l'homme qui se consacre à l'humanité tout entière. Son action [...] me semble pouvoir être reconnue dans le succès même de nos armes. [...] En outre, il paraît certain que sauver sept millions d'âmes de tous les vices qui infestent la race humaine est son objectif évident. »

Le sénateur H.V. Johnson croyait également que ce serait « faillir à [une] noble mission que de refuser d'accepter les glorieux desseins d'une sage Providence. La guerre a ses méfaits. De tout temps elle a été le ministre de la mort et de désolations effrayantes et systématiques. Mais, aussi impénétrable qu'elle nous soit, elle a aussi été créée par le Dispensateur omniscient des événements comme l'instrument de l'accomplissement du grand objectif de l'élévation humaine et du bonheur de l'Homme. [...] C'est habité par cette certitude que je souscris à la doctrine de la "destinée manifeste". »

Le *Congressional Globe* du 11 février 1847 publiait la lettre d'un « M. Giles, du Maryland : "Je tiens pour acquis que nous accroîtrons notre territoire et devons le faire avant de refermer les portes du temple de Janus[1]. [...] Nous devons marcher d'un océan à l'autre. [...] Nous devons progresser du Texas droit vers le Pacifique et ne nous arrêter que face à son flot grondant. [...] C'est la destinée de la race blanche, la destinée de la race anglo-saxonne." »

À l'inverse, la Société américaine contre l'esclavage affirmait que la guerre n'était « entreprise que dans le but détestable et horrifiant d'étendre et de perpétuer l'esclavage américain à travers le vaste territoire du Mexique ». Un jeune poète bostonien et abolitionniste de dix-sept ans, James Russell Lowell, commença la rédaction de poèmes satiriques dans le *Courier* de Boston (ils furent plus tard réunis sous le titre de *Biglow Papers*). On y entend un fermier de Nouvelle-Angleterre, Hosea Biglow, discutant de la guerre dans son dialecte personnel :

Pour la guerre, j'appelle ça un meurtre,
C'est clair, un point c'est tout
Et j'bougerai pas d'ça
Jusqu'à dans mon testament

L' peuv' toujours parler de liberté
Et dire qu'y sont francs du collier
C'est rien qu'un grand cimetière
Pour les droits d'not' race
L' veulent juste la Californie
Pour y mett' des États d'esclaves
Pour vous tromper, vous mépriser
Et vous plumer à fond

1. Janus est une divinité romaine représentée avec deux visages opposés. Les portes du temple de Janus, à Rome, fermées en temps de paix, étaient ouvertes en temps de guerre pour permettre au dieu de se porter au secours des Romains.

La guerre à peine commencée, à l'été 1846, un écrivain de Concord (Massachusetts), Henry David Thoreau, refusa de payer les impôts réclamés par l'État pour dénoncer la guerre mexicaine. Il fut jeté en prison et y passa la nuit entière. Ses amis ayant, sans son consentement, payé pour lui, il fut relâché. Deux années plus tard, il donna une conférence, « Résistance au gouvernement civil », qui fut ensuite publiée sous la forme d'un essai intitulé *Désobéissance civile* : « Il ne faut pas nourrir un respect excessif pour la loi ou le droit. [...] La loi n'a jamais rendu les hommes ne serait-ce qu'un peu plus justes ; et par le respect qu'ils professent pour elle, même les individus les mieux disposés se font quotidiennement les agents de l'injustice. L'un des résultats naturels et des plus communs de ce respect indu pour la loi est qu'on peut régulièrement voir une colonne de soldats [...] défilant dans un ordre admirable à travers collines et vallons pour se rendre à la guerre, malgré eux, contre leurs consciences et en dépit du sens commun, mais néanmoins au pas cadencé et le cœur battant. »

Son ami et collègue, Ralph Waldo Emerson, d'accord avec lui, jugeait cependant qu'il était vain de protester. Lorsque Emerson rendit visite à Thoreau dans sa cellule et lui demanda ce qu'il y faisait, on raconte que Thoreau répondit : « Et toi, qu'est-ce que tu fais dehors ? »

Les différentes confessions religieuses furent pour la plupart soit ouvertement en faveur de la guerre soit timidement silencieuses. En général, aucune d'elles, exceptées les congrégationalistes, les quakers et les unitariens, ne s'opposa clairement à la guerre contre le Mexique. Pourtant, un pasteur baptiste, le révérend Francis Wayland, président de la Brown University, donna trois sermons dans la chapelle de l'université au cours desquels il déclara que seule la légitime défense justifiait les guerres, et qu'en cas de guerre injuste l'individu devait lui résister moralement et refuser de la soutenir financièrement.

Le révérend Theodore Parker, ministre de l'Église unitaire de Boston, combinait la critique éloquente de la guerre avec un profond mépris pour les Mexicains, « peuple lamentable. Lamentable par ses origines, son histoire et son caractère », qui devrait finalement céder la place, comme les Indiens l'avaient fait avant lui. Oui, les États-Unis devaient s'étendre, disait-il, mais pas par la guerre : par la simple force des idées et du commerce, ainsi que par « le développement progressif de la race supérieure, avec ses idées supérieures et sa civilisation supérieure. [...] En étant meilleurs que le Mexique, plus sages, plus humains, plus libres et

plus virils ». En 1847, Parker militait pour une résistance active à la guerre : « Qu'il soit indigne d'un habitant de la Nouvelle-Angleterre de s'enrôler. Pour un marchand de la Nouvelle-Angleterre de prêter son argent ou ses navires pour venir en aide à cette guerre indigne. Qu'il soit indigne d'un fabricant de construire un seul canon, une seule épée, ou de fournir un seul baril de poudre pour tuer nos frères. »

Ce racisme dont fait montre Parker était largement répandu. Delano, membre du Congrès, représentant de l'Ohio et whig antiesclavagiste, s'opposait farouchement à la guerre tant il redoutait que les Américains se mélangent avec un peuple inférieur qui « présente tout l'éventail des couleurs [...] et qui par une lamentable mixture de sang espagnol, anglais, indien et nègre [...] entraîne, dit-on, l'apparition d'une race d'individus paresseux et ignorants ».

Plus la guerre durait et plus l'opposition se faisait forte. La Société américaine pour la paix fit paraître un journal, l'*Advocate of Peace*, qui publiait poèmes, discours, pétitions et sermons contre la guerre ainsi que des témoignages vécus sur les horreurs de la guerre et sur la dégradation des conditions de vie dans les rangs de l'armée. Les abolitionnistes, par l'intermédiaire du *Liberator* de William Lloyd Garrison, dénonçaient la guerre comme une entreprise « d'agression, d'invasion, de conquête et de pillage – caractérisée par la brutalité, la perfidie et toutes les autres facettes de la perversité nationale ». En considération des efforts intenses des dirigeants nationaux pour susciter un soutien patriotique à la guerre, l'ampleur des critiques et de l'opposition déclarée était particulièrement significative. Des rassemblements pacifistes eurent lieu malgré les troubles organisés par des groupes patriotiques.

L'armée s'approchant toujours plus près de Mexico, le *Liberator* affirma audacieusement son espoir de voir les forces américaines vaincues : « Tous ceux qui, à travers le monde, aiment la liberté et l'humanité doivent souhaiter [aux Mexicains] la plus éclatante des victoires. [...] Nous espérons seulement que, si un sang devait être versé, ce soit celui des Américains, et que les prochaines nouvelles nous annonceront que le général Scott et toute son armée sont tombés aux mains des Mexicains. [...] Si nous ne lui souhaitons, à lui comme à ses troupes, aucun désagrément physique, nous espérons néanmoins la plus éclatante défaite. »

Frederick Douglass, un ancien esclave aux formidables talents d'orateur et d'écrivain, déclara dans le *North Star*, son journal de Rochester, le 21 janvier 1848, que, dans cette « guerre contre une république sœur, aussi cruelle et injuste que scandaleuse, le Mexique [semblait] être la victime toute désignée de la cupidité et

de la soif de domination anglo-saxonne ». Douglass méprisait la timidité des opposants à la guerre lorsqu'il s'agissait de mener des actions concrètes (même les abolitionnistes continuaient de payer leurs impôts) : « La détermination que montre notre président esclavagiste à poursuivre la guerre et la probabilité qu'il réussisse à se procurer, pour la mener à bien, des hommes et des crédits est rendue plus assurée que douteuse par la pitoyable opposition qu'il rencontre. Nul politicien distingué et de renommée considérable ne semble désireux de hasarder sa popularité ni celle de son parti [...] en désapprouvant ouvertement et sans restriction cette guerre. Personne ne semble vouloir défendre la paix par tous les moyens possibles et tous paraissent désirer que la guerre se poursuive d'une manière ou d'une autre. »

Où se situait l'opinion publique dans ce débat? Il est difficile de le dire. Après l'engouement du début, les engagements volontaires commencèrent à diminuer. Les élections de 1846 prouvèrent qu'il existait à l'égard de Polk une forte aversion, mais sans qu'il soit possible de l'attribuer à la guerre. Au Massachusetts, un membre du Congrès, Robert Winthrop, qui avait voté en faveur de la guerre, fut élu magistralement contre un whig pacifiste. Schroeder en conclut que, bien que la popularité de Polk se fût effondrée, « l'enthousiasme général pour la guerre contre le Mexique demeurait fort ». Mais il s'agit là d'une supposition. On n'interrogeait pas à l'époque l'opinion publique. Quant aux élections, rappelons que la majorité de la population ne votait pas – dès lors, comment connaître son opinion sur la guerre?

Les historiens de cette guerre ont évoqué bien légèrement le « peuple » et l'« opinion publique ». À l'exemple de Justin H. Smith, dont l'ouvrage en deux volumes, *The War with Mexico*, a longtemps fait figure de référence sur le sujet. « Bien entendu, affirme-t-il, l'existence d'une opinion favorable à la guerre au sein de notre peuple [...] ne peut qu'être admise, car telle est la nature des gouvernements populaires. »

Les preuves qu'en apporte Smith, néanmoins, ne doivent pas tant au « peuple » qu'aux journaux qui prétendent s'en faire l'écho. Le *Herald* de New York titrait en août 1845 : « Les masses réclament la guerre ». Et le *Journal of Commerce* de New York, à moitié par dérision, à moitié sérieusement, écrivait : « Partons en guerre. Le monde est devenu triste et insipide, tous les navires doivent être capturés et les cités abattues, et le globe mis à feu et à sang afin que nous puissions redémarrer. Ça pourrait être drôle. Quelque chose d'intéressant. Dont on puisse parler. » Le *Morning News* de New York annonçait que « les esprits jeunes et ardents qui se pressent dans les

villes [...] exigent un exutoire à leur énergie, et leur attention se porte déjà sur le Mexique ».

Les journaux relayaient-ils le sentiment de l'opinion publique ou l'inspiraient-ils ? Ceux qui font état de ce sentiment, comme J. H. Smith par exemple, expriment de fortes convictions en faveur de la guerre. Smith (qui dédie son livre à Henry Cabot Lodge, l'un des plus ardents défenseurs de l'expansionnisme de l'histoire des États-Unis) établit une longue liste des péchés mexicains à l'encontre des États-Unis et conclut en déclarant : « Il revenait donc à notre gouvernement, en tant que garant de la dignité et des intérêts nationaux, d'appliquer le remède. » À propos de la déclaration de guerre de Polk, il déclare qu'« en vérité aucun autre comportement n'aurait pu être à la fois plus patriotique et plus rationnel ».

S'il est donc impossible d'évaluer l'ampleur du soutien populaire en faveur de la guerre, il existe, en revanche, des preuves que de nombreux travailleurs s'organisèrent pour s'y opposer. Avant la guerre, lorsqu'on discutait encore de l'annexion du Texas, des rassemblements de travailleurs en Nouvelle-Angleterre protestèrent contre cette idée. Un journal de Manchester (New Hampshire) affirmait : « Nous avons gardé jusqu'ici le silence en ce qui concerne l'annexion du Texas car nous voulions savoir si notre nation tenterait ou non d'accomplir un acte aussi bas, qui donnerait aux hommes qui se nourrissent du sang des autres l'opportunité d'aller plus loin encore dans le péché de l'esclavage. [...] N'avons-nous pas déjà suffisamment d'esclaves ? »

Philip Foner rappelle qu'il y eut des manifestations de travailleurs irlandais contre l'annexion du Texas à New York, Boston et Lowell. En mai, lorsque la guerre avec le Mexique commença, les travailleurs new-yorkais organisèrent un grand rassemblement pour s'y opposer. De nombreux travailleurs irlandais y participèrent. Les orateurs y présentèrent la guerre comme un complot fomenté par les propriétaires esclavagistes et exigèrent un retrait immédiat des troupes américaines des territoires en question. La même année, une convention de l'Association des travailleurs de Nouvelle-Angleterre condamna la guerre et annonça que les travailleurs « ne prendraient pas les armes pour soutenir les esclavagistes du Sud dans leur tentative de voler leur travail à un cinquième de nos concitoyens ».

Au tout début de la guerre, quelques journaux protestèrent également. Horace Greeley écrivit dans la *Tribune* de New York du 22 mai 1846 : « Nous pouvons facilement vaincre les armées du Mexique, massacrer les Mexicains par milliers et même les pourchasser jusque dans leur capitale. Nous pouvons conquérir et

annexer leur territoire. Et puis quoi? La ruine des libertés grecque et romaine consécutives à de telles annexions par le glaive ne nous auraient-elles rien appris? Qui peut croire qu'une suite de victoires sur le Mexique et l'"annexion" de la moitié de leurs provinces nous apporteront plus de liberté, une moralité plus élevée et une industrie plus prospère que celles que nous possédons déjà? La vie n'est-elle pas assez misérable comme cela et la mort ne vient-elle pas assez tôt sans avoir à recourir à la hideuse machine de guerre? »

Que dire de ceux qui combattirent durant cette guerre – ces soldats qui marchèrent, suèrent, tombèrent malades ou moururent? Les soldats mexicains. Les soldats américains.

Nous connaissons peu de choses sur la réaction des soldats mexicains. Nous savons que le régime mexicain était despotique. Le Mexique, peuplé en majorité d'Indiens et de métis, était dirigé par les créoles (les Blancs d'origine espagnole). Il y avait un million de créoles, deux millions de métis et trois millions d'Indiens. Le peu d'entrain naturel des paysans à combattre pour défendre un pays possédé par les propriétaires terriens fut-il balayé par un élan nationaliste contre l'envahisseur?

En revanche, nous en savons beaucoup plus sur l'armée américaine, composée de volontaires et non de conscrits, attirés par l'argent et l'opportunité d'une ascension sociale via une promotion dans les forces armées. La moitié de l'armée du général Taylor se composait de récents immigrants – irlandais et allemands pour la plupart. Aux alentours des années 1830, 1 % de la population des États-Unis était né à l'étranger. À l'époque de la guerre contre le Mexique, ils étaient 10 %. Leur patriotisme n'était pas très virulent. Leur adhésion à tous les arguments que l'on pouvait trouver dans les journaux ne devait pas l'être non plus. D'ailleurs, nombre d'entre eux désertèrent pour rejoindre le camp des Mexicains, attirés par l'argent que ceux-ci leur offraient. Certains s'enrôlèrent dans l'armée mexicaine et formèrent leur propre bataillon : le bataillon San Patricio (du saint Patrick cher aux Irlandais).

Il semble bien y avoir eu au début un certain enthousiasme au sein de l'armée, attisé par le montant de la solde et le patriotisme. L'esprit guerrier était assez fort dans l'État de New York, dont la législature autorisa le gouverneur à engager cinquante mille volontaires. On pouvait lire sur certaines affiches : « Le Mexique ou la mort ». Il y eut des rassemblements de foule de quelque douze mille personnes à Philadelphie et trois mille volontaires dans l'Ohio.

Cet esprit originel s'essouffla rapidement. À Greensboro (Caroline du Nord), une femme rapporta dans son journal, à la date du mardi 5 janvier 1847 : « Aujourd'hui il y a eu un rassemblement

général et M. Gorrell et M. Henry ont fait des discours. Le général Logan les a reçus dans la rue et a demandé à tous les volontaires de le suivre. Comme il allait et venait dans la rue, j'ai vu six ou sept personnes assez patibulaires qui le suivaient et ce pauvre Jim Laine marchait en tête. Combien de misérables créatures ont été et devront encore être sacrifiées sur l'autel de l'orgueil et de l'ambition ? »

Des affiches demandaient aussi des volontaires dans le Massachusetts : « Hommes du vieil Essex ! Hommes de Newburyport ! Ralliez-vous à l'audacieux, au brave et courageux Cushing. Il vous mènera à la victoire et à la gloire ! » Ces affiches promettaient, en outre, une solde de 7 à 10 dollars par mois ainsi qu'une prime fédérale de 24 dollars et 64 hectares de terre. Un jeune homme répondit anonymement dans le *Chronicle* de Cambridge : « Loin de moi l'idée de vous rejoindre ou de participer de quelque façon que ce soit à cette guerre injuste contre le Mexique. Je n'ai aucun désir de participer à de si "glorieuses" boucheries d'hommes et d'enfants comme on a pu en voir lors de la prise de Monterey, etc. Je ne souhaite pas non plus me mettre sous l'autorité d'un petit tyran militaire au moindre caprice duquel je serais contraint d'obéir implicitement. Non, môsieur ! Aussi longtemps que je peux travailler, mendier ou me rendre à l'hospice, je n'irai pas au Mexique pour coucher sur un sol détrempé, y mourir à moitié de faim, à moitié rôti, bouffé par les moustiques et les mille-pattes, piqué par les scorpions et les tarentules, marcher, faire l'exercice, être fouetté puis être collé là pour me faire tirer dessus, tout ça pour 8 dollars par mois et des rations pourries. Non, j'irai pas. [...] Les boucheries humaines ont fait leur temps et un jour viendra bientôt où le soldat professionnel sera mis sur le même plan que le bandit, le bédouin ou la brute. »

On fit de plus en plus état d'hommes contraints à se porter volontaires ou obligés de s'enrôler. Un certain James Miller, de Norfolk (Virginie), se plaignit de s'être laissé persuader, « sous l'influence d'une quantité inhabituelle d'eau-de-vie », de signer un formulaire d'enrôlement dans l'armée. « Le lendemain matin, j'étais traîné à bord d'un bateau à Fort Monroe et enfermé durant seize jours dans la salle de garde », ajouta-t-il.

On faisait des promesses extravagantes et on pratiquait le mensonge éhonté pour monter des unités de volontaires. Un homme qui écrivit l'histoire des volontaires de New York rappelait que, « s'il est certes cruel d'arracher les hommes noirs à leur patrie, il est plus cruel encore d'arracher l'homme blanc à son foyer par de fausses promesses et de l'obliger à abandonner femme et enfants sans argent ni protection, à la plus froide des saisons, pour aller mourir sous un

climat malsain et étranger! [...] Bien des hommes s'étaient engagés pour aider leur famille, n'ayant pas de travail et s'étant vu offrir "trois mois de solde d'avance" et la promesse qu'ils pourraient mettre de côté une partie de leur paie pour l'envoyer à leur famille pendant leur absence. [...] Je déclare sans ambages que le régiment au complet n'a pu être levé que par la fraude – on a menti aux soldats, à la ville de New York et au gouvernement des États-Unis ».

À la fin de 1846, le recrutement s'effondrant, on en abaissa les critères physiques. En outre, toute personne fournissant des recrues acceptables obtenait 2 dollars par tête. Même cela ne fonctionna guère. Début 1847, le Congrès autorisa dix nouveaux régiments de l'armée régulière à servir pendant la durée de la guerre, en leur promettant 40 hectares de terre du domaine public pour leur permettre un retour honorable à la vie civile. Pourtant, l'insatisfaction continuait à croître. Les volontaires se plaignaient qu'on accordât aux soldats professionnels un traitement de faveur. Les engagés se plaignaient d'être traités en inférieurs par les officiers.

De surcroît, la réalité des combats vint rapidement souffler le froid sur les rêves de gloire et sur toutes ces promesses. Sur le Rio Grande, devant Matamoros, l'armée mexicaine, forte de quelque cinq mille hommes sous les ordres du général Arista, faisait face aux trois mille soldats des troupes du général Taylor. Les obus se mirent à voler et l'artilleur Samuel French vit son premier mort au cours d'un combat. John Weems relate ainsi l'événement : « Il était justement en train de regarder un cavalier pas loin de lui lorsqu'il vit une balle ricocher sur la selle, traverser le corps de l'homme et ressortir de l'autre côté dans un jaillissement rougeâtre. Des morceaux d'os ou de métal pénétrèrent dans la croupe du cheval, puis arrachèrent la langue et fracassèrent les dents d'un deuxième cheval, pour aller finir leur course dans la mâchoire d'un troisième. »

Le lieutenant Grant, avec le 4ᵉ régiment, « vit une balle atteindre les rangs proches de lui, faire tomber le fusil des mains d'un homme, lui érafler le visage et défigurer un capitaine de ses amis ». Lorsque la bataille cessa, cinq cents Mexicains étaient morts ou blessés. Les pertes américaines s'élevaient à une cinquantaine d'hommes. Weems évoque ensuite les suites de la bataille : « Des hommes épuisés dans leur sac de couchage qui s'écroulent de sommeil sur l'herbe piétinée de la prairie, tandis qu'autour d'eux d'autres soldats prostrés des deux armées crient ou gémissent, blessés agonisants. Dans la lumière sinistre des torches, "la scie du chirurgien s'activait toute la nuit". »

À l'écart du champ de bataille, dans les campements de l'armée, le charme des affiches de recrutement était rapidement oublié. À

l'été 1845, un jeune officier d'artillerie écrivait à propos des hommes basés à Corpus Christi, avant même que la guerre ne commence : « Nous nous devons à présent de mentionner les maladies, les souffrances et les morts imputables à une négligence criminelle. Deux tiers des tentes de campagne de l'armée étaient déchirées ou moisies [...], utilisées dans une contrée noyée sous le déluge trois mois par an. [...] De novembre à décembre, la pluie tombait avec violence, les pluies furieuses du Nord noyaient les piquets de tentes et déchiraient les toiles pourries. Durant des jours et des semaines, chaque accessoire, dans des centaines de tentes, était complètement trempé. Au cours de ces terribles mois, les souffrances des malades dans les infirmeries de campagne surpeuplées dépassaient l'imagination. »

Le 2e régiment du Mississippi, se déplaçant vers La Nouvelle-Orléans, était transi de froid et miné par la maladie. Le chirurgien du régiment témoigna : « Six mois après que notre régiment se fut engagé dans l'action, cent soixante-sept hommes étaient morts et cent trente-quatre autres renvoyés à la vie civile. » Le régiment fut confié aux services des transports, huit cents hommes dans trois bateaux. Le chirurgien poursuivait : « Le nuage noir de la maladie continuait à planer au-dessus de nous. Les cales des bateaux [...] furent rapidement pleines de malades. La puanteur y était insupportable. [...] La mer se fit agitée. [...] Dans la longue nuit sombre, le roulis jetait le malade d'un côté à l'autre, meurtrissant ses chairs contre les rudes coins de sa couchette. Les cris furieux des délirants, les lamentations des malades et les gémissements mélancoliques des mourants nous maintenaient dans une confusion continuelle. [...] Durant cinq semaines, nous sommes restés confinés dans les profondeurs des bateaux, et avant que nous n'accostions aux Brasos nous avions confié vingt-huit de nos hommes aux flots sombres. »

Pendant ce temps, aussi bien par voie de terre que par la mer, les forces anglo-américaines entraient en Californie. Un jeune officier de marine, après le long voyage contournant le cap Horn et remontant la côte jusqu'à Monterey (Californie), confiait à son journal : « L'Asie [...] sera à notre porte. La population se déversera dans les régions fertiles de la Californie. Les ressources du pays tout entier [...] s'accroîtront. [...] Les terres s'étendant de chaque côté de la voie [de chemin de fer], de déserts qu'elles étaient deviendront des jardins et un grand nombre de gens viendront s'y installer. »

En Californie, il s'agissait d'une autre guerre, au cours de laquelle les Anglo-américains attaquèrent des implantations espagnoles, volèrent des chevaux et déclarèrent l'indépendance de la Californie

vis-à-vis du Mexique – donnant naissance à la « République de l'ours ». L'officier de marine Revere réunit les chefs indiens qui vivaient là et leur déclara ceci : « Je vous ai fait réunir pour parler avec vous. Le pays que vous habitez n'appartient plus au Mexique mais à une très puissante nation dont le territoire s'étend du grand océan que vous avez tous vu, ou dont vous avez déjà entendu parler, à un autre grand océan à des milliers de kilomètres vers le soleil levant. [...] Je suis un officier de ce grand pays et pour venir jusqu'ici j'ai navigué sur ces deux grands océans dans un bateau de guerre qui, dans un bruit terrible, jette des flammes et projette des instruments de destruction, apportant la mort à tous nos ennemis. Nos armées sont en ce moment au Mexique et vont bientôt conquérir tout le pays. Mais vous n'avez rien à craindre de nous si vous faites ce qui est juste [...], si vous êtes fidèles à vos nouveaux maîtres. [...] Nous sommes là pour préparer cette magnifique région à l'usage d'autres hommes, car la population du monde entier a besoin de plus de place. Ici, il y a assez de place pour des millions de gens qui occuperont et cultiveront le sol. Si vous acceptez les autres, si vous agissez comme il faut, vous n'aurez pas à vous retirer. [...] Vous pouvez apprendre facilement mais vous êtes paresseux. J'espère que vous changerez vos habitudes et deviendrez industrieux et frugaux. Abandonnez tous les misérables vices que vous pratiquez. Si vous restez paresseux et gaspilleurs, il se pourrait que vous disparaissiez dans les années à venir. Nous devons veiller sur vous et vous offrir la vraie liberté. Mais prenez garde aux traîtrises, à l'anarchie et à tous les autres crimes, car l'armée qui vous protège peut assurément punir également, et elle vous atteindra même dans vos caches les plus secrètes. »

Le général Kearney pénétra aisément au Nouveau-Mexique : Santa Fe tomba sans combattre. Un officier de l'état-major américain décrivit la réaction des populations mexicaines lors de l'entrée de l'armée américaine dans la ville : « Notre entrée dans la ville [...] fut extrêmement guerrière, sabres au clair et regards meurtriers. Dans les coins, des hommes à l'attitude maussade et au regard oblique nous observaient avec attention, sinon avec terreur, et les regards noirs suivaient nos colonnes de cavaliers de derrière les jalousies. Certains brillaient de plaisir mais d'autres s'emplissaient de larmes. [...] Lorsque le drapeau américain eut été hissé et que les canons eurent fait résonner le glorieux salut national du sommet de la colline, l'émotion refoulée des femmes ne put être contenue. [...] Les hurlements de chagrin couvraient le fracas de nos chevaux et nous parvenaient aux oreilles du fond des bâtisses lugubres qui nous environnaient. »

Cela se passait en août. En décembre, à Taos (Nouveau-Mexique), les Mexicains se révoltèrent contre la domination américaine. Comme un rapport sur les événements adressé à Washington en témoigne, « la plupart des personnalités les plus influentes au nord du territoire étaient impliquées dans la rébellion ». Celle-ci fut réprimée et l'on procéda à des arrestations. Mais de nombreux rebelles réussirent à s'enfuir et continuèrent à mener des attaques sporadiques, tuant un certain nombre d'Américains puis se cachant dans les montagnes. L'armée américaine les poursuivit. Au cours d'un combat désespéré dans lequel six ou sept cents rebelles étaient engagés, cent cinquante d'entre eux trouvèrent la mort. La révolte sembla définitivement éteinte.

Los Angeles se souleva également. En septembre 1846, les Mexicains forcèrent la garnison américaine de l'endroit à se rendre. Les États-Unis ne reprirent la ville qu'au mois de janvier suivant, après une bataille sanglante.

Le général Taylor, ayant franchi le Rio Grande et occupé Matamoros, se dirigea ensuite vers le sud du Mexique. Sur le territoire mexicain, ses volontaires se montrèrent de moins en moins disciplinés. On pilla les villages. À l'été 1846, un officier relatait dans son journal que, lorsqu'il atteignit « Burrita autour de dix-sept heures, la plupart des volontaires de Louisiane s'y trouvaient déjà. Une meute avinée et sans foi ni loi. Ils avaient expulsé les habitants de leurs maisons et s'excitaient les uns les autres à se conduire comme des bêtes ». Les viols commencèrent également à se multiplier.

Lorsque les soldats remontèrent le Rio Grande jusqu'à Camargo, la chaleur devint insupportable, l'eau n'était plus potable et les maladies se multiplièrent – diarrhée, dysenterie, etc. – jusqu'à faire un millier de morts. Au début, les corps étaient enterrés au son de la « sonnerie aux morts » exécutée par un orchestre militaire. Puis les décès devinrent trop nombreux et on abandonna les rituels funéraires militaires.

Plus au sud, au cours d'une autre bataille où hommes et chevaux agonisaient, un officier évoqua le sol, rendu « glissant [...] par l'écume et le sang mêlés ».

L'armée de Taylor s'empara de Monterey. Juste après, il fit état de quelques « honteuses atrocités » commises par des Texas Rangers qu'il renvoya chez eux une fois leur temps de service achevé. Mais d'autres n'en continuèrent pas moins à piller et assassiner les Mexicains. Un groupe d'hommes, issus d'un régiment du Kentucky, firent irruption au domicile d'un Mexicain qu'ils expulsèrent et dont ils violèrent la femme. Les guérilleros mexicains se vengèrent cruellement.

Au fur et à mesure que les armées américaines progressaient, les batailles devenaient plus nombreuses. Elles firent plusieurs milliers de morts de chaque côté, plusieurs milliers de blessés et plusieurs milliers de malades. Au cours d'un combat, au nord de Chihuahua, trois cents Mexicains furent tués et cinq cents autres blessés, selon les rapports américains, qui ne mentionnent que quelques pertes du côté anglo-américain : « Les chirurgiens sont actuellement occupés à soulager les blessés mexicains et c'est misère que de voir cette montagne de jambes et de bras amputés. »

Un capitaine d'artillerie nommé John Vinton évoquait, dans une lettre à sa mère, sa navigation vers Veracruz : « Le temps est délicieux, nos troupes sont en bonne santé et ont un bon moral. Tout semble devoir nous sourire et nous promettre le succès. Je redoute seulement que les Mexicains ne viennent pas à notre rencontre et évitent le combat – en effet, tout gagner sans opposition après nos gigantesques et coûteux préparatifs [...] ne nous offrirait, à nous officiers, aucune opportunité d'exploits ou d'honneurs. »

Vinton mourut au siège de Vera Cruz. Les bombardements américains de la ville se transformèrent en massacre indéterminé de civils. L'un des boulets tirés d'un navire atteignit le bâtiment de la poste et d'autres éclatèrent un peu partout en ville. Un témoin mexicain écrivit : « Le poste chirurgical, situé dans le couvent de Santo Domingo, a souffert des tirs de canons et plusieurs de ses occupants ont été tués par les fragments des bombes qui s'écrasèrent à cet endroit. Au cours d'une opération sur un homme blessé, l'explosion d'un obus éteignit les lumières. Quand d'autres éclairages furent apportés, le patient fut découvert déchiqueté et de nombreux autres morts ou blessés. »

La ville se rendit au bout de deux jours, après avoir été la cible de mille trois cents obus. Un reporter du *Delta* de La Nouvelle-Orléans écrivait que « les Mexicains estimaient leurs pertes entre cinq cents et mille tués et blessés, mais tous s'accordaient à dire que les pertes dans les rangs des soldats sont comparativement peu élevées au regard des morts parmi les femmes et les enfants ».

Le colonel Hitchcock, arrivant dans la ville, affirmait qu'il n'oublierait « jamais le terrible tir de nos mortiers [...] frappant avec une horrible précision et explosant dans un fracas funèbre bien souvent chez les civils – c'était affreux. Je frémis rien que d'y repenser ». Néanmoins, en soldat obéissant, Hitchcock rédigea pour le général Scott « une sorte de discours au peuple mexicain » qui fut imprimé par dizaines de milliers d'exemplaires, en espagnol et en anglais, et dans lequel il déclarait entre autres choses : « Nous ne vous voulons aucun mal. Nous vous traitons avec civilité et nous

ne sommes en aucune façon vos ennemis. Nous ne pillons votre peuple ni n'insultons vos femmes ou votre religion. [...] Nous ne sommes là que dans l'espoir d'obtenir la paix. »

Ce sont là les propos de Hitchcock, le soldat. À présent, écoutons Weems, l'historien : « Si Hitchcock, le philosophe pacifiste de toujours, a pu paraître tomber d'accord avec Henry David Thoreau dans sa description des "petits fortins et magasins militaires mobiles mis au service de l'homme peu scrupuleux installé au pouvoir", on ne doit pas oublier que Hitchcock était avant tout un soldat – et même un bon soldat, comme en ont témoigné ses supérieurs successifs. »

Il s'agissait d'une guerre menée par une élite américaine contre une élite mexicaine, chaque camp excitant, exploitant et tuant sa propre population aussi bien que celle de l'autre. Le commandant en chef des armées mexicaines, Santa Anna, avait maté rébellion sur rébellion. Ses troupes avaient elles aussi violé et pillé à la suite de chaque victoire. Lorsque le colonel Hitchcock et le général Winfield Scott pénétrèrent dans la propriété personnelle de Santa Anna, les murs de sa maison étaient couverts de somptueux tableaux. Mais la moitié de son armée était morte ou blessée.

Le général Scott se mit en marche pour une ultime bataille – la prise de Mexico – avec dix mille soldats. Ces derniers n'étaient pas très enthousiastes à l'idée de se battre. Après trois jours de marche, à Jalapa, sept de ses onze régiments s'évaporèrent, leur temps de service étant terminé. Justin H. Smith écrit qu'« il aurait sans doute été agréable de s'attarder à Jalapa [...] mais les soldats avaient appris ce qu'une campagne militaire signifiait concrètement. Ils avaient dû marcher sans solde et sans nourriture. Ils avaient rencontré des difficultés et privations non annoncées lors du recrutement. Maladies, combats, morts, travaux épouvantables et marches harassantes étaient devenues des réalités. [...] Malgré leur profond désir de voir les palais des Montezuma, seuls quelque trois mille sept cents hommes se réengagèrent. À peine de quoi constituer une compagnie. Même les offres spéciales faites par le général pour les faire rester en tant qu'auxilliaires se révélèrent parfaitement inefficaces ».

Aux abords de Mexico, à Churubusco, Mexicains et Américains s'affrontèrent durant trois heures. Selon Weems, « ces champs autour de Churubusco étaient à présent couverts de milliers de corps humains ainsi que de cadavres de chevaux et de mules qui bloquaient les routes et emplissaient les fossés. Quatre mille Mexicains étaient morts ou blessés, trois mille autres étaient prisonniers (parmi lesquels soixante-neuf déserteurs de l'armée américaine, qui se mirent sous la protection des officiers de Scott

afin d'échapper à leurs anciens camarades qui voulaient les mettre à mort). [...] Les Américains, eux, perdirent un millier d'hommes, tués, blessés ou disparus ».

Comme souvent au cours des guerres, les batailles se déroulaient sans véritable objectif. Après l'un de ces combats autour de Mexico qui entraîna de terribles pertes, un lieutenant de la marine critiqua le général Scott pour « avoir commis une erreur qui [avait] provoqué [la bataille], et avoir combattu avec des forces trop peu nombreuses et pour un objectif inexistant ».

Lors de la bataille finale pour Mexico, les troupes américaines occupèrent les hauteurs de Chapultepec. Elles pénétrèrent dans cette ville de deux cent mille habitants après que le général Santa Anna se fut enfui vers le nord. On était en septembre 1847. Un commerçant mexicain écrivit à l'un de ses amis, à propos des bombardements de la ville, que « certains quartiers [avaient] été entièrement détruits et [qu']un grand nombre d'hommes, de femmes et d'enfants [étaient] morts ou blessés ».

Le général Santa Anna fit retraite jusqu'à Huamantla, où une autre bataille eut lieu, qui l'obligea à s'enfuir de nouveau. Un lieutenant de l'infanterie décrivit à ses parents ce qu'il s'était passé après qu'un officier nommé Walker eut été tué dans la bataille : « Le général Lane [...] nous a dit de "venger la mort du brave Walker et [...] de prendre tout ce qui pouvait nous tomber sous la main". On peut dire que son ordre a été merveilleusement et terriblement suivi. Les soldats ont commencé par enfoncer les portes des vendeurs de rhum et, excités par l'alcool, ont commis les pires outrages. Ils arrachèrent leurs vêtements aux femmes, vieilles ou jeunes, et nombre d'entre elles ont subi bien pire. Les hommes furent assassinés par dizaines. [...] Les biens, les églises, les magasins et les domiciles ont été mis à sac. [...] Des cadavres de chevaux et d'hommes s'empilaient tandis que les soldats ivres, poussant des cris et des hurlements, enfonçaient les portes des maisons ou poursuivaient de pauvres Mexicains qui avaient fui la leur pour tenter de sauver leurs vies. J'espère n'avoir jamais à assister de nouveau à une telle scène. Cela m'a donné une image lamentable de la nature humaine [...] et m'a rendu pour la première fois honteux de mon pays. »

Les rédacteurs des *Chronicles of the Gringos* résument ainsi l'attitude des soldats américains pendant la guerre : « Bien qu'ils se fussent portés volontaires pour aller à la guerre et que l'écrasante majorité d'entre eux eussent rempli leurs engagements, affrontant sans broncher les difficultés et la bataille, et se comportant aussi bien qu'un soldat est en mesure de le faire dans un pays hostile, ils n'aimaient pas l'armée. Ils n'aimaient pas la guerre et, plus

généralement, ils n'aimaient pas le Mexique et les Mexicains. La majorité d'entre eux n'aimaient pas ce boulot, se plaignaient de la discipline et du système de castes de l'armée, et étaient surtout désireux de s'en sortir et de rentrer à la maison. »

Un volontaire de Pennsylvanie, cantonné à Matamoros vers la fin de la guerre, écrivit : « Nous subissons ici une discipline très stricte. Certains de nos officiers sont de très braves gens mais les autres sont parfaitement tyranniques et brutaux envers les simples soldats. [...] Cette nuit, durant l'exercice, un officier a fendu le crâne d'un soldat avec son épée. [...] Mais le temps pourrait venir bientôt où les officiers et les soldats seront sur un pied d'égalité. [...] La vie de soldat est décidément répugnante. »

Dans la nuit du 15 août 1847, les régiments de volontaires de Virginie, du Mississippi et de Caroline du Nord se rebellèrent contre le colonel Robert Treat Paine dans le nord du Mexique. Paine tua l'un des mutins mais deux de ses lieutenants refusèrent de l'aider à réprimer la mutinerie. Les rebelles furent finalement graciés pour permettre le retour au calme.

La désertion s'amplifia. En mars 1847, l'armée comptait un millier de déserteurs. Le nombre total des déserteurs durant la guerre s'élevait à neuf mille deux cent sept soldats, dont cinq mille trois cent trente et un de l'armée régulière et trois mille huit cent soixante-seize volontaires. Ceux qui ne désertaient pas devenaient de plus en plus difficiles à contrôler. Le général Cushing qualifiait soixante-quinze hommes de ce type, dans le 1er régiment d'infanterie du Massachusetts, d'« incorrigibles mutins indisciplinés ».

Toute la gloire de la victoire revint au président et aux généraux et non aux déserteurs, aux morts et aux blessés. Dans le 2e régiment d'infanterie légère du Mississippi, cent soixante-sept soldats étaient morts de maladie. Deux régiments de Pennsylvanie, qui étaient partis forts de mille huit cents soldats, revinrent avec seulement six cents hommes. John Calhoun, de Caroline du Sud, déclara au Congrès que 20 % des soldats étaient morts sur le champ de bataille ou de maladie. Les volontaires du Massachusetts, au nombre de six cent trente au début, finirent la guerre avec quelque trois cents morts – pour la plupart de maladie. Lors de la réception qui honorait leur retour, leur commandant, le général Cushing, fut cependant porté en triomphe par ses hommes. Le *Chronicle* de Cambridge écrivit : « Des accusations de nature extrêmement sérieuse contre l'un ou l'autre de ces responsables militaires sortent quotidiennement de la bouche des volontaires. »

Comme les vétérans revenaient chez eux, les spéculateurs sortirent immédiatement de leur trou pour acheter les titres de propriété

que le gouvernement leur avait attribués. De nombreux soldats, en manque cruel d'argent, vendirent leurs 64 hectares de terre pour moins de 50 dollars. Le *Commercial Advertiser* de New York annonçait, en juin 1847 : « Il est de notoriété publique que d'immenses fortunes s'étaient faites au détriment des pauvres soldats qui avaient versé leur sang pendant la guerre d'Indépendance par des attentistes qui avaient su profiter de leur détresse. Un système identique de dépossession s'est organisé autour des soldats de la dernière guerre. »

Le Mexique capitula. Certains Américains demandèrent que l'on annexe l'ensemble du pays. Le traité de Guadaloupe Hidalgo, ratifié en février 1848, se contentait de la moitié. La frontière du Texas fut déplacée jusqu'au Rio Grande. Le Nouveau-Mexique et la Californie furent cédés aux États-Unis, qui versèrent en retour 15 millions de dollars au Mexique, autorisant ainsi le *Whig Intelligencer* à conclure : « Nous ne prenons rien par conquête [...], Dieu merci. »

Chapitre IX

Esclavage sans soumission, émancipation sans liberté

LE SOUTIEN du gouvernement américain au système esclavagiste se fondait avant tout sur un indiscutable sens pratique. Aux environs de 1790, le Sud produisait un millier de tonnes de coton par an. En 1860, il en produisait un million de tonnes. Au cours de cette même période, le nombre des esclaves passait de cinq cent mille à quatre millions. Constamment en proie aux révoltes et aux conspirations (Gabriel Prosser[1], 1800 ; Denmark Vesey, 1822 ; Nat Turner, 1831), les États esclavagistes du Sud développèrent un réseau de différents outils de contrôle qui s'appuyait sur les lois, les tribunaux, les forces armées et le préjugé raciste des responsables politiques de la nation.

Seuls un soulèvement général des esclaves ou une guerre généralisée auraient pu abattre un système aussi solidement étayé. Un soulèvement général risquait de se révéler incontrôlable et de libérer des forces qui pourraient s'en prendre, au-delà de l'esclavage, au système d'enrichissement capitaliste le plus efficace du monde. En cas de guerre généralisée, en revanche, ceux qui la conduiraient pourraient en maîtriser les conséquences. Aussi est-ce Abraham Lincoln et non John Brown qui affranchit finalement les esclaves. En 1859, John Brown fut pendu avec la complicité des autorités fédérales pour avoir tenté de faire, par un usage somme toute modéré de la violence, ce que Lincoln ferait quelques années plus tard après un déchaînement de violence généralisé : mettre fin à l'esclavage.

1. Le 30 août 1800, Gabriel Prosser, jeune esclave de vingt-quatre ans à la tête d'un millier de Noirs, tenta de prendre la ville de Richmond (Virginie). Dénoncée par deux autres esclaves, sa tentative échoua. Il fut pendu quelques jours plus tard avec cinquante de ses hommes. Cette insurrection, qui avait également pour partisans des Indiens et des Blancs pauvres, effraya particulièrement la population blanche.

L'abolition de l'esclavage se faisant sur ordre du gouvernement – sous la formidable pression, il est vrai, des Noirs, libres et esclaves, et des Blancs abolitionnistes –, elle pouvait être orchestrée de manière à ce que l'émancipation restât limitée. Cette libération « venue du haut » ne pouvait dépasser les bornes fixées par les intérêts des groupes dominants. Mais, portée par la dynamique de la guerre et la rhétorique de la croisade, elle pouvait être ramenée vers un cadre encore plus sûr. Si l'abolition de l'esclavage entraîna, en effet, une reconstruction nationale sur les plans économique et politique, ce ne fut pas une reconstruction radicale mais une reconstruction sécurisante – et surtout rentable.

Le système des plantations, fondé sur la culture du tabac en Virginie, en Caroline du Nord et au Kentucky, et sur celle du riz en Caroline du Sud, s'étendit au coton sur les nouvelles terres luxuriantes de Géorgie, d'Alabama et du Mississippi, nécessitant dès lors un nombre accru d'esclaves. Mais l'importation d'esclaves était illégale depuis 1808. Donc, selon John Hope Franklin (*From Slavery to Freedom*), « dès le départ, la loi ne fut pas appliquée. Les kilomètres de côtes non surveillés, l'assurance de trouver un marché et la perspective de faire d'immenses profits poussèrent les négociants américains à céder à la tentation. » Franklin estime que quelque deux cent cinquante mille esclaves furent débarqués illégalement sur les côtes américaines avant la guerre de Sécession.

Comment peut-on parler de l'esclavage ? Peut-être est-ce impossible quand on ne l'a pas vécu. Dans l'édition de 1932 d'un manuel très lu à l'époque et rédigé par deux historiens libéraux du Nord, l'esclavage était présenté comme étant pour les Noirs une « nécessaire période de transition vers la civilisation ». Les économistes et les historiens statisticiens ont tenté, de leur côté, de rendre compte de l'esclavage par l'analyse des budgets consacrés à la nourriture et aux soins d'un esclave. Mais cela peut-il témoigner de la réalité de l'esclavage tel que le vivait l'être humain qui le subissait ? Enfin, les *conditions* de l'esclavage ont-elles la même importance que *l'existence* de l'esclavage ?

John Little, un ancien esclave, écrivait : « Ils disent que les esclaves sont heureux parce qu'ils rient et qu'ils sont joyeux. J'ai moi-même reçu, avec trois autres de mes camarades, deux cents coups de fouet en un seul jour et l'on m'a mis les fers aux pieds. Pourtant, le soir, nous pouvions danser, chanter et faire rire les autres avec le bruit de nos chaînes. Comme nous devions être heureux, n'est-ce pas ! En fait, nous ne le faisions que pour nous défouler et pour que nos cœurs ne soient pas brisés tout à fait. C'est aussi vrai que la parole de l'Évangile. Alors : n'étions-nous

pas parfaitement heureux ? C'est pourtant vrai, je l'ai fait. Oui, j'ai fait toutes sortes de cabrioles, malgré mes chaînes. »

On trouve dans les registres d'une plantation – conservés dans les archives de l'université de Caroline du Nord – une liste qui indique l'âge et la cause du décès de tous les esclaves morts entre 1850 et 1855. Sur les trente-deux individus décédés au cours de cette période, quatre seulement avaient atteint soixante ans. Quatre encore avaient cinquante ans, sept sont morts dans la quarantaine, sept entre vingt et trente-neuf ans, et neuf autres avant l'âge de cinq ans.

Mais les statistiques peuvent-elles nous dire ce que ressentaient les familles éparpillées dont le maître, par cupidité, avait vendu le père, la mère, un fils ou une fille ? En 1858, l'esclave Abraham Scriven était vendu par son maître et écrivait en ces termes à sa femme : « Assure mon père et ma mère de tout mon amour et dis-leur adieu pour moi. Si nous ne devons plus nous rencontrer en ce monde, j'espère que le Ciel nous réunira. »

Un livre récent sur l'esclavage (Robert Fogel et Stanley Engerman, *Time on the Cross*) observe la pratique de la flagellation, entre 1840 et 1842, sur la plantation Barrow (Louisiane) qui comptait deux cents esclaves : « Les documents indiquent qu'au cours de ces deux années un total de cent soixante séances de flagellations ont eu lieu. Soit une moyenne de 0,7 par tête et par an. Près de la moitié des esclaves n'ont jamais été fouettés au cours de cette période. » On pouvait aussi bien dire : « La moitié des esclaves ont été fouettés. » Mais cela sonne tout autrement. Si cette statistique (0,7 flagellation par tête et par an) montre que les esclaves, pris individuellement, n'étaient pas souvent fouettés, elle permet également d'affirmer que tous les quatre à cinq jours en moyenne un esclave *quelconque* a subi ce châtiment entre 1840 et 1842.

Pour nos deux auteurs, Barrow n'était pas plus cruel que la moyenne de ses collègues planteurs. Il habillait ses esclaves, leur accordait des jours fériés et leur construisit même une salle de danse. Mais il construisit également une prison et « inventait en permanence des châtiments originaux, ayant compris qu'une certaine incertitude en ce domaine lui permettait de mieux contrôler les équipes d'esclaves ».

Les coups de fouet et les châtiments faisaient partie de la discipline de travail. Herbert Gutman (*Slavery and the Numbers Game*) découvrit, en étudiant les statistiques de Fogel et Engerman, que « quatre piqueurs de coton sur cinq ont participé activement à au moins un acte de rébellion en 1840-1841. [...] En entrant dans les détails, on constate que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à avoir participé à au moins sept actes de rébellion ».

Gutman remet donc en cause les conclusions de Fogel et Engerman, qui prétendent que les esclaves de la plantation Barrow étaient devenus des « esclaves dévoués, assidus au travail et responsables, qui pensaient que leur bonne fortune dépendait de celle de leurs maîtres ».

Les révoltes d'esclaves aux États-Unis n'étaient ni aussi fréquentes ni aussi importantes que dans les Caraïbes ou en Amérique du Sud. La plus importante de ces révoltes est probablement celle qui eut lieu près de La Nouvelle-Orléans en 1811. Quatre à cinq cents esclaves se rassemblèrent à la suite d'un soulèvement sur la plantation du major Andry. Armés de machettes, de haches et de gourdins, ils blessèrent Andry, tuèrent son fils et se rendirent dans les autres plantations, entraînant derrière eux toujours plus d'esclaves. Ils furent attaqués par l'armée américaine et les forces de la milice. Soixante-six esclaves furent tués pendant la bataille et seize autres jugés et fusillés.

En 1822, la conspiration de Denmark Vesey, un Noir libre, fut écrasée avant même que la révolte n'éclate. Il était prévu d'incendier Charleston (Caroline du Sud) puis les six plus grandes villes de l'État afin de provoquer un soulèvement général des esclaves de la région. Plusieurs témoins affirmèrent que des milliers de Noirs étaient, d'une manière ou d'une autre, impliqués dans cette conspiration. Selon Herbert Aptheker, les esclaves avaient fabriqué quelque deux cent cinquante piques et baïonnettes et plus de trois cents poignards. Mais la conspiration fut trahie et trente-cinq Noirs, dont Vesey lui-même, furent pendus. Même le compte rendu du procès, publié à Charleston et jugé trop dangereux pour tomber aux mains des esclaves, fut condamné à être détruit immédiatement après sa publication.

À l'été 1831, la révolte de Nat Turner éclatait dans le comté de Southampton (Virginie), jetant le Sud esclavagiste dans la panique la plus totale. Turner prétendait avoir des visions religieuses. Il rassembla environ soixante-dix esclaves qui allèrent de plantation en plantation, saccageant tout sur leur passage, assassinant une cinquantaine d'hommes, de femmes et d'enfants. Malgré le soutien de quelques sympathisants, ils furent finalement capturés quand les munitions vinrent à manquer. Turner et dix-huit de ses camarades furent pendus. Après cette révolte, on fit tout ce qui était imaginable pour renforcer la sécurité du système esclavagiste.

De telles révoltes nuisaient-elles à la cause de l'émancipation, comme le prétendaient alors certains abolitionnistes ? La réponse à cette question fut apportée, en 1845, par James Hammond, esclavagiste fervent : « Même si votre attitude était complètement

différente, même si vos lèvres distillaient du nectar et si vos discours résonnaient comme la plus douce des musiques [...], pensez-vous que vous nous persuaderiez d'abandonner mille millions de dollars sur la valeur de nos esclaves et mille autres millions sur celle de nos terres ? »

Conscients de cela, les propriétaires d'esclaves se préparèrent à réagir. Henry Tragle, dans son *Southampton Slave Revolt of 1831*, explique qu'« en 1831 la Virginie était un État en armes, où les garnisons pullulaient. Avec une population totale de 1 211 405 habitants, l'État de Virginie était en mesure de mettre sur pied une milice composée de 101 488 hommes, avec une artillerie, une cavalerie, des grenadiers, une infanterie légère et des tirailleurs ! Il est vrai qu'il s'agissait d'une "armée sur le papier", puisque les régiments des comtés n'étaient pas suffisamment armés et équipés. Néanmoins, cela constitue un étonnant témoignage sur l'état d'esprit de l'opinion publique. En effet, à une période où ni cet État ni la nation dans son ensemble n'avaient à redouter de menace extérieure d'aucune sorte, la Virginie ressentait tout de même le besoin de maintenir une force de sécurité correspondant à presque 10 % de sa population globale, Noirs et Blancs, hommes et femmes, esclaves et individus libres ».

Bien que rare, la révolte d'esclaves était une des craintes permanentes des propriétaires. Ulrich Phillips, un homme du Sud dont le livre *American Negro Slavery* est considéré comme un classique, écrivait qu'« un grand nombre de Sudistes avaient toujours été fermement persuadés que la population noire était si docile, si peu solidaire, généralement si débonnaire à l'égard des Blancs et, finalement, si satisfaite de son sort qu'un soulèvement des esclaves était impossible. Mais en vérité, globalement, l'angoisse était bien plus grande à travers tout le pays que ne le prétendent généralement les historiens ».

Eugene Genovese, dans sa magistrale étude de l'esclavage intitulée *Roll, Jordan, Roll*, fait état de « comportements simultanés de résistance et de compromis vis-à-vis de l'esclavage ». La résistance s'exprimait par des vols, des sabotages et des ralentissements de l'activité, des assassinats de surveillants ou de maîtres, des incendies de bâtiments sur les plantations et, bien sûr, par des évasions. Même le compromis n'était pas exempt d'esprit critique et couvrait des agissements subversifs. « Le plus souvent, affirme Genovese, l'esprit de résistance ne débouchait pas sur une insurrection organisée mais sa signification pour les maîtres et pour les esclaves avait une grande importance. »

L'évasion était une attitude beaucoup plus réaliste que l'insurrection armée. Dans les années 1850, quelque mille esclaves prenaient chaque année la fuite en direction du Nord, du Canada ou du Mexique. Des milliers d'esclaves ne s'échappaient que pour une courte période, malgré les risques terribles qu'ils encouraient. Les chiens utilisés pour les pourchasser « mordaient, déchiraient, mutilaient et, s'ils n'étaient pas rappelés à l'ordre, tuaient leur proie », explique encore Genovese.

Harriet Tubman, née esclave et blessée à la tête par un surveillant à l'âge de quinze ans, s'ouvrit elle-même plus tard le chemin de la liberté et devint la plus célèbre passeuse du fameux « Chemin de fer souterrain » qui aidait à l'évasion des esclaves. Toujours armée et le plus souvent déguisée, elle fit dix-neuf allers-retours excessivement risqués pour guider plus de trois cents esclaves vers la liberté. Elle déclarait aux fugitifs : « Vous serez libres ou morts. » « Je n'avais le choix qu'entre deux choses, raconta-t-elle plus tard, la liberté ou la mort. Si je n'avais pas pu obtenir l'une, j'aurais eu l'autre. Personne ne m'aurait reprise vivante. »

Un surveillant affirmait à un individu qui visitait la plantation sur laquelle il travaillait que « certains Noirs [étaient] si décidés à ne laisser aucun Blanc les fouetter qu'ils vous [résisteraient] si vous tentiez de le faire. Dans ce cas, bien entendu, il faut les abattre sur-le-champ ».

Travailler le moins assidûment possible était une des formes que prenait la résistance des esclaves. W. E. B. Du Bois écrit dans *The Gift of Black Folk* que l'esclave, « ce fils des Tropiques doté d'une réceptivité sensuelle à la splendeur du monde, n'était pas aussi aisément transformable en bête de somme mécanique que le travailleur européen du Nord. Il [...] avait tendance à ne travailler qu'en fonction du plaisir qu'il pouvait en retirer et refusait – ou tentait de refuser – de le faire quand il jugeait que les bénéfices spirituels du travail étaient insuffisants. Ainsi l'accusait-on bien souvent de paresse et le traitait-on en esclave alors qu'en réalité il faisait du travail manuel moderne une nouvelle valeur de vie ».

Ulrich Phillips évoque encore l'« absentéisme », l'« évasion spirituelle », la « passivité » et la « ferme résolution d'échapper à tous types de chaînes ». Il évoque également les actions collectives : « De temps à autre, cependant, une équipe décidait unanimement de cesser le travail pour protester contre les mauvais traitements. Dans un courrier adressé à son employeur, un surveillant relate un événement de ce type : "Monsieur, je vous écris ces quelques lignes pour vous faire savoir que six de vos hommes ont quitté la plantation – en fait, tous sauf Jack. Leur travail ne me satisfaisait pas et

j'ai distribué quelques coups de fouet à certains d'entre eux. Tom s'occupait des autres. Le jeudi matin, ils étaient partis." »

Les rares occasions au cours desquelles des Blancs pauvres avaient aidé des esclaves avaient suffi à imposer la nécessité de les dresser les uns contre les autres. Genovese nous apprend que « les propriétaires d'esclaves [...] suspectaient ceux qui n'en avaient pas d'encourager les esclaves à la désobéissance et parfois même à la révolte – non pas tant par sympathie pour les Noirs que par haine des riches planteurs et par ressentiment de leur propre misère. Certains Blancs étaient parfois impliqués dans les projets de soulèvements des esclaves et les craintes n'en étaient que plus vives ».

On comprend mieux alors la sévérité de la répression s'abattant sur les Blancs qui fraternisaient avec les Noirs.

Herbert Aptheker cite un rapport adressé au gouverneur de Virginie au sujet d'une conspiration d'esclaves en 1802 : « Je viens juste d'apprendre que trois individus blancs sont impliqués dans la conspiration. Ils avaient des armes et des munitions dissimulées sous leurs maisons et devaient apporter leur aide aux nègres lorsque ces derniers se seraient révoltés. » L'un des esclaves de la conspiration affirma que seuls « de pauvres Blancs ordinaires » y étaient impliqués.

Il arrivait également que les Noirs aident les Blancs. Un fugitif noir évoquait le cas d'une esclave qui avait reçu cinquante coups de fouet pour avoir nourri un Blanc pauvre et malade.

Lors de la construction du canal de Brunswick, en Géorgie, les esclaves noirs et les ouvriers irlandais travaillaient séparément, sous prétexte d'empêcher qu'ils se battent. C'est bien possible. Mais Fanny Kemble, actrice célèbre et femme de planteur, écrit dans son journal que « les Irlandais ne sont pas seulement querelleurs, indisciplinés, cogneurs, soiffards et grands détestateurs de nègres devant l'Éternel ; ils sont aussi passionnés, impulsifs, avec un cœur grand comme ça, généreux et capables d'un sentiment de révolte indignée qui explose brutalement lorsqu'il ne peut rester contenu plus longtemps. En outre, ils sont fort compatissants et l'air américain qui emplit leurs poumons, mêlé à une exacte proportion d'esprit enflammé, nous interdit d'affirmer qu'ils sont incapables de prendre les esclaves en sympathie. Je vous laisse juger des conséquences d'une telle possibilité. Vous vous rendez compte, j'en suis certaine, qu'il ne peut être question de les laisser travailler ensemble sur le canal de Brunswick ».

Cette nécessité de contrôler les esclaves est à l'origine de l'invention d'un ingénieux système : payer les Blancs pauvres – eux-mêmes

à l'origine de bien des troubles dans le Sud depuis deux siècles – pour surveiller le travail des Noirs et en faire l'objet premier de la haine des esclaves.

La religion servit également au contrôle des Noirs. Le *Cotton Plantation Record and Account Book*, un manuel que consultaient nombre de planteurs, donnait ces quelques conseils aux surveillants des plantations : « Vous constaterez qu'une heure consacrée, chaque dimanche matin, à l'instruction morale et religieuse vous sera d'une grande aide en créant un meilleur état d'esprit parmi les nègres. »

Quant aux prêcheurs noirs, selon Genovese, « on attend d'eux qu'ils s'expriment en un langage suffisamment passionné pour maintenir une certaine vivacité d'esprit dans leur troupeau, mais jamais si provocant cependant qu'il le pousse à se lancer dans des luttes vaines, ni si sinistre qu'il provoque la colère des autorités ». C'est le pragmatisme qui dictait, en fin de compte, les comportements : « Les communautés esclaves, cernées comme elles l'étaient par des Blancs supérieurs en nombre et en force, adoptèrent une stratégie de patience et d'acceptation face à ce qui ne pouvait être empêché, tout en produisant un effort obstiné pour rester saines et sauves. Une stratégie de survie qui, à l'instar de son prototype africain, dit avant tout oui à la vie dans ce bas monde. »

On a pu penser, autrefois, que l'esclavage avait détruit la famille noire. D'ailleurs, la condition des Noirs fut plus souvent condamnée pour ses effets destructeurs sur la famille que pour l'état de misère et d'infériorité dans lequel elle maintenait les individus. Les esclaves noirs, sans famille, sans ressources, sans relations et sans identité, n'auraient pas eu la force de résister. Pourtant, dans les années 1930, certains entretiens menés avec d'anciens esclaves dans le cadre du *Federal Writers Project,* lancé lors du New Deal pour le compte de la Bibliothèque du Congrès, révèlent une réalité bien différente, que George Rawick résume ainsi dans *From Sundown to Sunup* : « La communauté des esclaves fonctionnait comme un système généralisé de parenté étendue dans lequel tous les adultes prenaient soin de tous les enfants. On ne distinguait pas "mes enfants dont je suis responsable" de "tes enfants dont tu es responsable". [...] Un type de relation familiale dans laquelle les enfants les plus âgés se voient confier la responsabilité de leurs frères et sœurs plus jeunes est à l'évidence plus fonctionnellement unificateur et plus utile pour les esclaves que le modèle fondé sur la rivalité et, bien souvent, le ressentiment fraternel que produisent fréquemment les familles nucléaires des classes moyennes contemporaines composée de personnalités très individualisées. [...] D'ailleurs, le développement par les esclaves de ce modèle de vie

familiale fonctionnellement unificateur n'a pas seulement prévenu la destruction de la personnalité. [...] C'est également un élément indissociable du processus social dont sont issues la fierté noire, l'identité noire, la culture noire, la communauté noire, et la révolte noire en Amérique. » Les lettres et documents exhumés par l'historien Herbert Gutman pour la rédaction de son livre *The Black Family in Slavery and Freedom* prouvent la résistance acharnée de la famille noire aux forces désintégrantes. Une mère n'écrivait-elle pas à son fils dont elle était séparée depuis vingt ans : « J'ai hâte de te voir maintenant que je suis vieille. [...] Aujourd'hui, mon cher fils, je te prie de venir voir ta chère et vieille mère. [...] Je t'aime, Cato, et tu aimes ta mère. Tu es mon seul fils. »

Un mari écrivait à sa femme qui avait été vendue avec leurs enfants : « Envoie-moi des cheveux des enfants dans des papiers séparés avec leur nom dessus. [...] J'aurais préféré n'importe quoi plutôt que d'être séparé de toi et des enfants. [...] Laura, je t'aime toujours autant. »

En se penchant sur les registres, Gutman a pu réaliser à quel point le taux de mariage était élevé chez les esclaves, hommes ou femmes, et combien ces mariages étaient stables. Dans les archives remarquablement conservées d'une plantation de Caroline du Sud, il a découvert le registre des naissances de deux cents esclaves couvrant une période allant du XVIIIe siècle aux années qui précèdent la guerre de Sécession. Ce document révèle des liens familiaux très solides, des mariages inébranlables, une fidélité peu commune et une résistance avérée aux mariages forcés.

Les esclaves se raccrochaient avec détermination à leur être, à leur amour de la famille, à leur intégrité. Un cordonnier des Sea Islands, en Caroline du Sud, exprimait cela à sa manière : « J'ai perdu un bras mais il ne m'est toujours pas sorti de l'esprit. »

Cette solidarité familiale s'est perpétuée jusqu'au XXe siècle. Nat Shaw, un fermier noir du Sud, rappelait qu'à la mort de sa sœur son père lui proposa de partager la garde des trois enfants qu'elle laissait. Sa réponse fut la suivante : « Cela me va, papa. [...] Arrangeons-nous comme ça : prends les deux plus jeunes chez toi, et moi le plus grand chez moi. Mais arrangeons-nous pour qu'ils se voient les uns les autres. J'amènerai chez toi quelques fois le gars que je garde, le plus âgé, pour qu'il voie les deux autres, et toi en retour tu amèneras les autres chez moi pour qu'ils grandissent en sachant qu'ils sont frères. Faut pas les tenir trop séparés de peur qu'ils oublient qu'ils existent. Faut pas faire ça, papa. »

Soulignant lui aussi la force de résistance des Noirs, y compris dans les pires conditions d'esclavage, Lawrence Levine dresse dans

Black Culture and Black Consciousness le portrait d'une culture esclave particulièrement riche. Un mélange complexe d'adaptation et de révolte qui s'exprime à travers récits et chansons.

On fait pousser le grain
Y nous donnent la cosse
On fait le pain
Y nous donnent la croûte
On passe la farine
Y nous refilent la bouillie
On découpe la viande
Y nous donnent la peau
Et c'est comme ça
Qu'y nous traitent
On nettoie le pot
Y nous donnent le jus
Y disent que c'est bien assez bon pour les nègres

L'ironie n'était jamais bien loin. En 1843, après avoir assisté au battage du grain en Caroline du Sud, le poète William Cullen Bryian se souvient d'une danse d'esclaves qui était « une sorte de parodie de nos entraînements militaires ».

Les chants religieux étaient fréquemment à double sens. La chanson *O Canaan, sweet Canaan, I am bound for the land of Canaan* signifiait, bien souvent, que les esclaves voulaient partir vers le Nord, leur Canaan à eux[1]. Pendant la guerre de Sécession, les esclaves commencèrent à inventer de nouveaux chants religieux aux contenus plus audacieux : « *Avant qu'on fasse de moi un esclave, je serai dans la tombe et j'aurai rejoint notre Dieu pour être sauvé.* » Ou encore : « *Pour moi, fini le piquage du maïs, fini, fini. Pour moi, fini les coups de fouet, fini, fini.* »

Levine parle de résistance « pré-politique », s'exprimant par tous les canaux possibles de la vie quotidienne et de la culture. La musique, la magie, l'art, la religion étaient pour les esclaves autant de vecteurs au travers desquels affirmer leur humanité.

Tandis que les esclaves du Sud tenaient bon, les affranchis du Nord (ils étaient à peu près cent trente mille en 1830, et quelque deux cent mille en 1850) se battaient pour l'abolition pure et simple de l'esclavage. En 1829, David Walker, fils d'esclave mais lui-même né libre en Caroline du Nord, partit pour Boston où il vendait de vieux vêtements. Le pamphlet qu'il écrivit et publia sous le titre

1. Nom biblique de la Palestine, le « pays de Canaan » est dans le livre de l'Exode la terre promise par Dieu aux patriarches d'Israël.

The Walker's Appeal connut un énorme succès. Cela fit enrager les esclavagistes du Sud : la Géorgie alla jusqu'à offrir une récompense de mille dollars à quiconque lui livrerait Walker vivant et de mille dollars à quiconque le tuerait. Une telle réaction s'explique facilement à la lecture du *Walker's Appeal*.

Jamais dans l'histoire il n'y avait eu d'esclavage pire que celui des Noirs en Amérique – même pour les Juifs en Égypte, prétendait Walker. « Montrez-moi une seule page d'un livre d'histoire, sacrée ou profane, où l'on puisse trouver une phrase qui affirmerait que les Égyptiens ont proféré l'insulte suprême en prétendant que les fils d'Israël n'appartenaient pas à la grande famille humaine. »

Il se moquait des tentatives d'assimilation de certains de ses compagnons noirs : « Je souhaiterais, naïvement, [...] que l'on comprît bien que pour rien au monde je ne voudrais être marié à aucune des Blanches qu'il m'a été donné de rencontrer dans toute ma vie. »

Les Noirs doivent se battre pour leur liberté, déclarait-il encore : « Laissez nos ennemis poursuivre leurs tueries et boire la coupe jusqu'à la lie. Il ne faut jamais tenter d'arracher notre liberté ou nos droits naturels à nos oppresseurs et assassins avant d'être sûrs de la manière de procéder. Quand notre heure arrivera et que vous vous lancerez, n'ayez pas peur et n'hésitez pas. Dieu a bien voulu nous donner deux yeux, deux mains, deux pieds et un peu de jugeote aussi bien qu'à eux. Ils n'ont pas plus le droit de nous maintenir en esclavage que nous n'en aurions de le faire. [...] Nos souffrances vont cesser malgré tous les Américains qui vivent de ce côté-ci de l'éternité. Alors, nous aurons besoin de tous les talents et de toute l'instruction que nous possédons, et peut-être même plus, pour nous gouverner nous-mêmes. "À chacun son heure de gloire", et celle des Américains tire à sa fin. »

Un jour de l'été 1830, le corps de Walker fut retrouvé près de sa boutique de Boston.

S'il est un homme, né en esclavage, qui réalisa le souhait insatisfait de millions d'esclaves, c'est Frederick Douglass. Esclave envoyé à Baltimore pour y travailler comme serviteur et comme ouvrier dans les chantiers navals, il s'arrangea pour apprendre à lire et à écrire. En 1838, âgé de vingt et un ans, il s'enfuit vers le Nord où il devint le Noir le plus célèbre de son époque. Il fut successivement professeur, journaliste et écrivain. Dans son autobiographie, *Narrative of the Life of Frederick Douglass*, il revient sur ce qu'il pensait, dans son enfance, de sa condition d'esclave :

« Pourquoi suis-je esclave ? Pourquoi certains hommes sont-ils esclaves quand d'autres sont maîtres ? Y eut-il jamais une époque où cela n'existait pas ? Comment cette relation a-t-elle commencé ?

Une fois la question posée, je ne fus pas long à trouver la réponse. Ce n'était pas la couleur mais le crime, pas Dieu mais l'homme qui étaient les véritables causes de l'esclavage. Je découvris tout aussi rapidement une autre vérité essentielle : ce que l'homme a fait, l'homme peut le défaire. [...]

Je me souviens distinctement avoir été, même alors, extrêmement marqué par l'idée d'être un jour un homme libre. Cette certitude réconfortante était un rêve inhérent à ma nature – et représentait une menace constante pour l'esclavage. Un de ces rêves que toute la puissance de l'esclavage était incapable de faire taire ou d'étouffer. »

La loi sur l'Esclave fugitif fut votée en 1850 pour récompenser les États du Sud d'avoir accepté que les territoires gagnés par la guerre mexicaine (en particulier la Californie) rejoignent l'Union en tant qu'États non esclavagistes. Cette loi permettait aux propriétaires d'esclaves de récupérer leurs ex-esclaves en fuite, voire de s'emparer de Noirs qu'ils prétendaient fugitifs. Les Noirs du Nord organisèrent l'opposition à cette loi sur l'Esclave fugitif, dénonçant le président Fillmore qui l'avait signée et le sénateur Daniel Webster qui l'avait soutenue. L'un d'entre eux s'appelait J. W. Loguen, fils d'une esclave et de son propriétaire blanc. Après s'être enfui sur le cheval de son maître, il était allé au collège et était devenu pasteur à Syracuse (État de New York). Lors d'une réunion organisée en 1850 dans cette ville, il prit la parole en ces termes : « Le temps est venu de passer de la soumission au défi et de dire à M. Fillmore et à M. Webster – s'ils se proposent réellement d'appliquer cette loi – de lâcher leurs limiers après nous. [...] C'est le Ciel qui m'a donné ma liberté et, avec elle, le devoir de la défendre. [...] Je ne respecte ni ne crains cette loi. Je ne lui obéirai donc pas ! Elle fait de moi un hors-la-loi et je lui renvoie la pareille. [...] Je ne vivrai pas en esclave et, si on employait la force pour me remettre en esclavage, je prendrais mes dispositions pour affronter ce moment en homme. [...] Votre décision, ce soir, de résister à cette loi va faire souffler un vent de liberté qui, après avoir abattu les barrières des partis, soufflera partout à travers le Nord. [...] Cet acte de noble audace devait inévitablement éclater quelque part et Dieu fasse que Syracuse soit ce lieu d'où il fera entendre sa voix terrible partout à travers le pays. »

L'année suivante, ce vœu fut exaucé. Un esclave fugitif nommé Jerry fut capturé et jugé. La foule, munie de leviers et de béliers, fit irruption dans la salle du tribunal et obligea les officiers de police à libérer Jerry.

Loguen s'installa définitivement à Syracuse, un des nœuds stratégiques du Chemin de fer souterrain. Il aurait permis à près de mille cinq cents esclaves de fuir vers le Canada. La parution de ses souvenirs d'esclavage attira l'attention de son ancienne propriétaire, qui lui écrivit pour lui ordonner de revenir ou de lui envoyer 1 000 dollars d'indemnités. La réponse de Loguen fut publiée dans le journal abolitionniste *The Liberator* :

« Mme Sarah Logue. [...] Vous dites qu'on vous offre de m'acheter et que vous serez obligée de me vendre si je ne vous envoie pas 1 000 dollars d'indemnités. Dans la foulée et pratiquement dans la même phrase vous me dites : "Vous savez que nous vous avons élevé comme nos propres enfants." Madame, avez-vous élevé vos enfants en fonction du marché? Les avez-vous élevés pour le fouet? Les avez-vous élevés pour être ramenés couverts de chaînes? Honte sur vous!

En outre, vous dites que je suis un voleur parce que j'ai pris votre vieille jument. Finirez-vous par comprendre que j'avais plus de droit sur cette vieille jument, comme vous dites, que Manasseth Logue n'en avait sur moi? Et qui a commis le péché le plus grave, de moi qui ai volé son cheval ou de lui qui a volé ma mère au berceau pour me voler moi-même ensuite? [...] Finirez-vous par comprendre que les droits de l'homme sont mutuels et réciproques, et que si vous prenez ma liberté et ma vie vous renoncez à votre propre liberté et à votre propre vie? Aux yeux du Dieu qui est aux cieux, existe-t-il une loi qui s'impose à un homme sans s'imposer à tous les autres?

Si vous, ou tout autre qui voudrait spéculer sur ma personne et sur mes droits, désirez savoir comment je considère mes droits, il faudra vous déplacer jusqu'ici, et porter la main sur moi pour me remettre en esclavage. »

Frederick Douglass pensait que la honte de l'esclavage ne devait pas retomber uniquement sur le Sud : la nation américaine tout entière en était complice. Le 4 juillet 1852, lors de la commémoration de l'Indépendance, il prononça le discours suivant : « Chers concitoyens, veuillez m'excuser et permettez-moi de vous demander pourquoi on me demande de parler aujourd'hui. Moi et tous ceux que je représente, avons-nous quoi que ce soit à voir avec votre indépendance nationale? Les grands principes de liberté politique et de justice naturelle inscrits dans cette Déclaration d'indépendance nous concernent-ils? Et suis-je, dès lors, sommé d'apporter notre humble contribution sur l'autel national pour en reconnaître les bienfaits et exprimer notre gratitude dévouée pour les faveurs dont votre indépendance nous gratifie? [...]

Que peut bien signifier pour l'esclave américain votre "4 Juillet" ? Pour moi, cette date souligne, plus encore que les autres jours de l'année, l'effroyable injustice et la terrible cruauté dont il est la victime permanente. Pour l'esclave, cette commémoration est une honte ; votre liberté fanfaronne, une liesse impie ; votre grandeur nationale, une vanité boursouflée ; vos cris de joie sont vides et de sens et de générosité ; vos dénonciations des tyrans sont d'une impudence éhontée ; vos grands discours sur la Liberté et l'Égalité d'une ironie sans fond. Vos prières et vos hymnes, vos sermons, actions de grâce et toutes vos solennelles parades religieuses ne sont, pour l'esclave américain, que boursouflures, mensonges, duplicité, impiétés et hypocrisie. Un très léger voile pour couvrir des crimes qui feraient honte à une nation de sauvages. Il n'est pas de nation au monde qui se rende plus coupable de pratiques plus choquantes et plus sanguinaires que le peuple des États-Unis à l'heure même où je parle.

Allez où vous voudrez. Cherchez où vous voudrez. Errez à travers toutes les monarchies et les régimes despotiques du Vieux Monde. Voyagez à travers toute l'Amérique du Sud. Enquêtez sur les abus que l'on commet partout et, quand vous en aurez fini, mettez-les tous en regard de ce qui se pratique dans cette nation : alors, vous conviendrez avec moi qu'en termes de barbarie révoltante et d'hypocrisie éhontée l'Amérique est décidément sans rivale. »

Dix ans après la révolte de Nat Turner, on ne percevait aucun signe d'une insurrection noire prochaine. Pourtant, en 1841, un incident se produisit qui allait nourrir l'esprit de révolte. Des esclaves embarqués à bord du bateau le *Creole* s'emparèrent de l'équipage, tuant un marin, et mirent le cap sur les Antilles britanniques, où l'esclavage avait été aboli en 1833. L'Angleterre refusant de rendre les esclaves (on protestait fort en Angleterre contre l'esclavage américain), on fit de longs discours au Congrès sur l'éventualité d'une guerre contre l'Angleterre – que souhaitait d'ailleurs le secrétaire d'État américain, Daniel Webster. Le *Coloured People Press* dénonça « l'attitude obtuse » de Webster et, rappelant la guerre d'Indépendance et la guerre de 1812 [1], tint les propos suivants : « Si la guerre devait être déclarée [...], combattrons-nous pour défendre un gouvernement qui nous refuse le plus précieux

1. Commencée en juin 1812 et officiellement terminée en décembre 1814, lors de la signature d'un traité de paix, la « guerre de 1812 » opposa les États-Unis à la Grande-Bretagne. Elle ne prit réellement fin qu'au printemps 1815 par la victoire complète des États-Unis. Elle se déroula essentiellement dans la baie de Chesapeake, sur la côte du golfe du Mexique et le long de la frontière canadienne.

des droits du citoyen? [...] Les États dans lesquels nous vivons se sont offert deux fois nos services et nous en ont récompensés par les chaînes de l'esclavage. Devrons-nous, pour la troisième fois, baiser les pieds de ceux qui nous écrasent? Si nous le faisons, c'est que nous méritons nos chaînes. »

À mesure que la tension augmentait, tant au Nord qu'au Sud, les Noirs se firent de plus en plus actifs. Frederick Douglass déclarait en 1857 : « Laissez-moi vous dire un mot sur la philosophie des réformes. L'histoire entière du progrès de la liberté humaine apporte la preuve que toutes les concessions faites jusqu'à ce jour en son auguste nom ont été imposées par la lutte. [...] Sans lutte, pas de progrès. Ceux qui prétendent militer pour la liberté tout en condamnant l'activisme veulent semer sans d'abord labourer la terre. Ils veulent la pluie sans les éclairs et le tonnerre. Ils veulent l'océan sans le terrible grondement des flots. La lutte peut être d'ordre moral, elle peut aussi être d'ordre physique ou les deux en même temps, mais elle doit rester la lutte. Le pouvoir ne cède rien sans qu'on le lui impose. Il ne l'a jamais fait et ne le fera jamais. »

Il existait des différences de stratégie entre Douglass et William Lloyd Garrison, abolitionniste blanc et directeur du *Liberator*. Des différences entre abolitionnistes blancs et abolitionnistes noirs en général. Les Noirs étaient à la fois plus enclins à s'engager dans l'insurrection armée et plus prêts à utiliser tous les outils politiques existants – les urnes, la Constitution, etc. Bref, tout ce qui pouvait faire avancer leur cause. Ils n'étaient pas aussi moralement absolutistes que les garrisoniens, sachant que les questions d'éthique à elles seules ne suffiraient pas à faire avancer les choses.

L'omniprésence de la question de l'esclavage dans l'esprit des Noirs du Nord se reflète chez les élèves noirs d'une école privée de Cincinnati, financée par les Noirs. Ces enfants devaient répondre à la question : « À quoi pensez-vous le plus souvent? » Cinq réponses seulement sont conservées dans les archives mais toutes ont trait à l'esclavage. Un enfant de sept ans écrivait : « Chers camarades, l'été prochain nous allons acheter une ferme pour travailler une partie de la journée et étudier l'autre partie si nous vivons assez longtemps pour voir cela. Le reste du temps nous irons chez nous pour voir nos mères, nos sœurs et nos cousins (si nous en avons) ainsi que nos plus chers amis, et nous serons de gentils garçons pour libérer, quand nous serons grands, les pauvres esclaves de leurs chaînes. Et je suis triste d'entendre que ce bateau [...] a coulé avec deux cents pauvres esclaves au fond de la rivière. Oh oui, je suis triste d'entendre ça. Ça me fend tellement le cœur que je suis près de m'évanouir. »

Les abolitionnistes blancs avaient fait un travail d'avant-garde courageux à la tribune, dans la presse et dans le Chemin de fer souterrain. Les abolitionnistes noirs, moins médiatisés certes, constituaient cependant la véritable colonne vertébrale du mouvement anti-esclavagiste. Avant que Garrison ne fasse paraître son célèbre *Liberator*, à Boston, en 1831, la première Convention nationale des Noirs avait déjà eu lieu. David Walker avait déjà rédigé son *Appel* et un magazine abolitionniste noir, le *Freedom's Journal*, avait déjà paru. D'ailleurs, on comptait une majorité de Noirs parmi les vingt et un premiers abonnés du *Liberator*.

Les Noirs devaient lutter en permanence contre le racisme inconscient des abolitionnistes blancs. Ils devaient également insister pour avoir droit à la parole. Douglass écrivit pour le *Liberator* jusqu'en 1847, date à laquelle il mit sur pied son propre journal à Rochester, le *North Star*, ce qui entraîna une rupture avec Garrison. En 1854, une assemblée de Noirs proclama : « Il s'agit avant tout de notre combat. Personne d'autre ne peut lutter à notre place. [...] Nos rapports avec le mouvement anti-esclavagiste doivent changer, et ont déjà changé. Au lieu de dépendre de lui, nous devons le diriger. »

Certaines femmes noires devaient supporter le triple fardeau d'être abolitionnistes dans une société esclavagiste, noires dans un milieu de réformateurs blanc et femmes dans un mouvement majoritairement dominé par les hommes. En 1853, lorsque Sojourner Truth se leva pour prendre la parole au cours de la IVe Convention nationale pour les droits des femmes qui se tenait à New York, ce triple fardeau pesait lourdement sur ses épaules. Elle déclara devant une foule hostile et bruyante, à la fois sarcastique et menaçante : « Je sais que cela semble un peu scandaleux de voir une femme de couleur se lever et vous parler de trucs au sujet des droits des femmes. Nous avons toutes été traînées plus bas que terre depuis si longtemps que personne ne pensait que nous nous relèverions un jour. Mais [...] nous nous relèverons et aujourd'hui je suis là. [...] Nous obtiendrons nos droits. Essayez seulement de nous en empêcher. Vous ne pourrez pas nous en priver. Essayez toujours. Vous pouvez siffler autant que vous le voulez mais cela viendra. [...] Je suis assise parmi vous pour observer. Et à chaque fois que je voudrai vous dire exactement ce que je pense, je me lèverai ».

Après la violente révolte de Nat Turner et la terrible répression qui eut lieu en Virginie, le système répressif se durcit considérablement dans le Sud. Seul un parfait outsider pouvait espérer

provoquer un soulèvement d'esclaves. Cet homme, ce fut John Brown, un Blanc d'une détermination et d'un courage extrêmes, dont le plan radical consistait à s'emparer de l'arsenal fédéral à Harpers Ferry (Virginie), puis à fomenter une révolte générale des esclaves du Sud.

Harriet Tubman, un mètre cinquante, presque complètement édentée et vieille habituée des missions d'extraction d'esclaves à travers la Filière, était impliquée dans le plan de John Brown. La maladie, cependant, l'empêcha de se joindre effectivement à lui. Frederick Douglass avait également rencontré John Brown. S'il doutait des chances de réussite du plan, il admirait cet homme frêle de soixante ans, grand, maigre, à la chevelure blanche.

Douglass avait raison : le plan ne devait pas réussir. La milice locale, appuyée par une centaine de *marines* sous les ordres de Robert E. Lee, encerclèrent les insurgés. Bien que ses camarades eussent tous été tués ou capturés, John Brown refusa de se rendre. Il se barricada dans un petit édifice en briques situé près de la porte de l'arsenal. Les soldats enfoncèrent la porte et un lieutenant de marine pénétra dans la pièce, frappant John Brown de son sabre. Blessé et malade, il dut subir un interrogatoire musclé. W. E. B. Du Bois écrit dans son livre intitulé *John Brown* : « Imaginez le tableau : un vieil homme couvert de sang, à moitié mort suite aux blessures qu'on lui avait infligées quelques heures plus tôt. Un homme étendu dans le froid et la poussière, sans sommeil depuis cinquante-cinq heures, sans nourriture depuis autant de temps, les cadavres de ses deux fils exposés devant lui, les corps entassés de ses sept compagnons ici et là, une femme et une famille affligées attendant en vain et une cause perdue. Le rêve de toute une vie à jamais évanoui. »

Interrogé par le gouverneur de Virginie, Brown prévint qu'il fallait s'attendre « au pire. Vous tous au Sud, préparez-vous au règlement de cette question. [...] Vous pouvez disposer de moi très facilement – je suis déjà presque mort –, mais le problème n'est pas réglé pour autant. Cette question des Noirs, nous n'en avons pas encore fini ».

Du Bois juge ainsi l'action de John Brown : « Si son raid avait été le fait d'une poignée de fanatiques menés par un dément et désavoués dans leur ensemble par les esclaves, l'attitude logique aurait été d'ignorer l'incident ; de punir discrètement les rebelles les plus dangereux ; voire d'amnistier le responsable à l'esprit quelque peu égaré et de l'expédier dans un asile. [...] Pourtant, tout en insistant sur le fait que cette révolte était sans espoir et trop

peu soutenue pour réussir [...], l'État a néanmoins dépensé 250000 dollars pour punir les insurgés, réuni quelque deux à trois mille soldats du voisinage et jeté la nation dans la tourmente. »

Avant d'être pendu, John Brown fit une dernière déclaration : « Moi, John Brown, suis totalement persuadé que les crimes qui se sont commis sur cette terre coupable ne pourront être purgés que par le sang. »

Ralph Waldo Emerson, qu'on ne peut certes pas accuser d'être un dangereux agitateur, déclarait pourtant à propos de l'exécution de John Brown qu'elle rendrait « la potence aussi sacrée que la croix elle-même ».

Parmi les vingt-deux hommes qui composaient la petite bande armée de John Brown, cinq étaient noirs. Deux d'entre eux furent tués sur place, l'un s'échappa et les deux autres furent pendus par les autorités. Avant son exécution, John Copeland écrivit à ses parents : « Souvenez-vous que si je dois mourir, je meurs pour avoir essayé de libérer une poignée d'individus de mon peuple vivant dans la misère et dans des conditions oppressives de servitude contre lesquelles Dieu a lancé, dans ses Saintes Écritures, les plus furieux anathèmes. [...] Je n'ai pas peur de la potence. [...] J'imagine que je vous entends et, tous autant que vous êtes, père, mère, frères et sœurs, vous me dites : "Non, il n'existe aucune cause pour laquelle nous voudrions te voir mourir." Mais croyez-moi quand je vous dis que, bien qu'emprisonné et condamné à mort, j'ai passé mes minutes les plus heureuses ici, et que [...] je préfère mourir maintenant plutôt qu'à tout autre moment tant je me sens prêt à rejoindre mon créateur. »

John Brown fut exécuté par l'État de Virginie avec l'approbation du gouvernement fédéral. Ce même gouvernement fédéral qui, tout en appliquant très mollement la loi mettant fin à la traite des esclaves, appliquait avec acharnement le décret permettant de remettre les fugitifs dans les chaînes de l'esclavage. Ce même gouvernement qui, sous la présidence d'Andrew Jackson, collabora avec le Sud pour empêcher la littérature abolitionniste de se répandre dans les États du Sud. C'est, pour finir, la Cour suprême des États-Unis qui déclara, en 1857, que l'esclave Dred Scott ne pouvait ester en justice pour défendre sa liberté puisqu'il n'était pas une personne mais un bien.

Un tel gouvernement national ne pouvait évidemment pas permettre qu'une insurrection soit à l'origine de l'abolition de l'esclavage. Tant qu'à mettre fin à l'esclavage, il fallait du moins que ce fût dans des conditions totalement maîtrisées par les Blancs et uniquement lorsque les intérêts économiques et politiques des milieux

d'affaires du Nord l'exigeraient. En fin de compte, c'est Abraham Lincoln qui incarnera à la perfection cette alliance entre les intérêts des milieux d'affaires, les ambitions politiques du nouveau parti républicain et la rhétorique humaniste. Il saura placer l'abolition de l'esclavage non pas au sommet de sa liste de priorités mais assez près tout de même pour qu'elle y soit propulsée sous la double pression des abolitionnistes et d'intérêts politiques plus pragmatiques.

Lincoln saura, avec talent, satisfaire à la fois les intérêts des individus fortunés et ceux des Noirs, au moment historique où ces deux intérêts se rejoindront. En outre, il saura les promouvoir dans une partie croissante de la population américaine : la petite bourgeoisie blanche, en plein essor, dont les ambitions économiques et l'activisme politique étaient en train de s'affirmer. Comme le souligne Richard Hofstadter : « Avec sa mentalité typiquement "petit-bourgeois", il parlait au nom de ces millions d'Américains qui, après avoir débuté dans la vie comme travailleurs salariés – ouvriers agricoles, employés de bureau, instituteurs, mécaniciens, bateliers ou poseurs de rails –, avaient finalement rejoint les rangs des fermiers, des négociants prospères, des avocats, des marchands, des médecins et des politiciens. »

Lincoln était capable d'argumenter avec passion et lucidité contre l'esclavage d'un point de vue moral tout en agissant avec précaution d'un point de vue de politique pragmatique. Il pensait que « l'institution de l'esclavage se fonde sur une injustice et constitue une mauvaise politique que, néanmoins, la propagation des doctrines abolitionnistes ne peut qu'aggraver et non pas soulager ». Que l'on pense aux positions de Douglass sur la nécessité de la lutte ou à celles de Garrison, pour qui « l'esclavage ne pourra être jeté aux orties sans agitation ; une extrême agitation ». Lincoln avait une lecture stricte de la Constitution et prétendait que le Dixième Amendement (concernant pourtant les pouvoirs des États et non explicitement ceux du gouvernement fédéral) n'autorisait pas le Congrès à interdire constitutionnellement l'esclavage à l'intérieur de chaque État.

Lorsqu'on proposa d'abolir l'esclavage dans le district de Columbia (qui ne jouissait pas du statut d'État mais était directement placé sous l'autorité du Congrès), Lincoln admit que cela respectait la Constitution mais proposa pourtant de demander l'accord des habitants du district. Les Blancs y étant largement majoritaires, c'était signer l'arrêt de mort du projet. Selon Richard Hofstadter, la position de Lincoln « témoignait d'un indiscutable souci de modération ».

En outre, Lincoln refusait de dénoncer publiquement le décret sur l'Esclave fugitif. « Je confesse que je hais voir ces pauvres créatures être pourchassées, [...] mais je me mords les lèvres et garde le silence », écrivait-il à un ami. En 1849, lorsqu'il proposa, en tant que membre du Congrès, une résolution en faveur de l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia, il accompagna son texte d'un paragraphe demandant aux autorités locales d'arrêter et d'expulser les esclaves qui se réfugiaient à Washington. C'est pourquoi, quelques années plus tard, l'abolitionniste Wendell Phillips traita Lincoln de « chasseur d'esclaves de l'Illinois ».

Si Lincoln n'aimait guère l'esclavage, il n'allait pas jusqu'à considérer les Noirs comme ses égaux. L'un des thèmes constants de son approche du problème était de renvoyer en Afrique les esclaves affranchis. Lors de sa campagne de 1858 pour le poste de sénateur de l'Illinois contre Stephen Douglas, Lincoln changea d'opinions au gré de ses différents auditoires (et à mesure que l'on approchait de l'élection). À Chicago, dans le nord de l'Illinois, il déclara en juillet 1858 qu'il fallait cesser « toutes ces chamailleries à propos de cet homme-ci et de cet homme-là, de cette race-ci et de cette race-là, et de cette autre race encore, prétendue inférieure et qui devait donc être maintenue dans une condition inférieure. Cessons tout cela et formons un seul peuple à travers tout le pays pour nous dresser à nouveau et affirmer que tous les hommes ont été créés égaux ».

Deux mois plus tard à Charleston, dans le sud de l'État, il déclarait : « Je dirai, donc, que je ne suis pas – et n'ai jamais été – pour l'instauration sur quelque mode que ce soit d'une égalité sociale et politique des races blanche et noire (applaudissements). Je ne suis pas non plus – et n'ai jamais été – pour que l'on accorde aux Noirs le droit de vote ou celui d'être juré ; pas plus que pour autoriser leur accession aux postes administratifs ou les mariages interraciaux. [...] Aussi, comme tout cela leur est interdit et qu'ils doivent rester entre eux, il en découle qu'il doit nécessairement y avoir des supérieurs et des inférieurs. En ce qui me concerne, comme tout le monde, je suis favorable à ce que les Blancs jouissent de ce statut de supériorité. »

En arrière-plan de la sécession des États du Sud, après l'élection du candidat républicain Lincoln à la présidence, à l'automne 1860, figurait une longue série de conflits politiques entre le Sud et le Nord. Ces conflits n'avaient rien à voir avec l'esclavage en tant qu'institution morale – après tout, la plupart des Nordistes ne se souciaient pas assez de l'esclavage pour accepter de faire des sacrifices en vue d'obtenir son abolition et, en tout cas, pas le sacrifice d'une guerre. Il ne s'agissait pas non plus d'un conflit opposant

deux peuples : la plupart des Nordistes blancs n'étaient pas très aisés ni très influents politiquement et la plupart des Sudistes blancs étaient de pauvres fermiers sans aucun pouvoir de décision. C'était un conflit opposant deux élites. L'élite nordiste, d'un côté, désirait l'expansion économique – des terres libres, de la main d'œuvre-libre et un marché libre –, des protections tarifaires suffisamment élevées pour satisfaire les manufacturiers et la création d'une Banque des États-Unis. Les intérêts esclavagistes s'opposaient à tout cela, et l'élite des planteurs considérait Lincoln et les républicains comme une menace pesant sur leur confortable et prospère mode de vie.

Lorsque Lincoln fut élu, sept États du Sud firent sécession. Lincoln engagea les hostilités en tentant de reprendre possession de la garnison fédérale de Fort Summer (Caroline du Sud). Quatre autres États quittèrent à leur tour l'Union. La Confédération venait de naître et la guerre de Sécession éclata.

Le premier discours inaugural de Lincoln, en mars 1861, était assez conciliant à l'égard du Sud et des États sécessionnistes : « Je n'ai pas l'intention, directement ou indirectement, d'interférer dans la question de l'esclavage dans les États où il existe. Je sais que je n'ai pas le droit légal de le faire et d'ailleurs je n'en ai pas non plus le goût. » Plus tard, quand, après quatre mois de guerre, le général nordiste John C. Frémont, du Missouri, décréta la loi martiale et déclara que les esclaves des propriétaires combattant les États-Unis seraient affranchis, Lincoln s'empressa de le démentir. Il était en effet soucieux de maintenir dans l'Union les États esclavagistes du Maryland, du Kentucky, du Missouri et du Delaware.

Ce n'est que lorsque la guerre se fit plus dure, les pertes plus nombreuses, les chances de la gagner plus minces et les activistes abolitionnistes plus pressants vis-à-vis de la coalition bigarrée qui soutenait Lincoln, que ce dernier commença à condamner clairement l'esclavage. Hofstadter estime que Lincoln réagissait « comme un baromètre sensible. Il enregistrait le sens des différentes pressions et, comme la pression des radicaux se faisait plus forte, il se tourna vers sa gauche ». Wendell Phillips affirmait que si Lincoln avait si bien poussé, « c'est parce que nous l'avons bien arrosé ».

Le racisme était aussi bien ancré au Nord que l'esclavage au Sud : il faudra la guerre pour les ébranler tous les deux. Les Noirs de New York ne pouvaient pas voter à moins de posséder 250 dollars de biens (condition que les Blancs n'avaient pas à remplir). Mise au vote en 1860, une proposition pour abolir ce système fut rejetée par les deux tiers de l'assemblée (bien que Lincoln l'eût emporté à New York de cinquante mille votes). Frederick Douglass affirme à

cette occasion que « ce bébé noir qu'est le suffrage nègre a été jugé trop affreux pour être présenté en une si grande occasion. Le nègre a été mis à l'écart, comme certaines gens cachent leur enfant difforme lorsqu'ils reçoivent de la bonne compagnie ».

Wendell Phillips, malgré toutes les critiques qu'il exprimait à l'encontre de Lincoln, reconnaissait les possibilités ouvertes par son élection. Il déclarait au Tremont Temple de Boston, le lendemain de l'élection de Lincoln : « Si le télégraphe dit vrai, pour la première fois de notre histoire, les esclaves ont choisi un président des États-Unis. [...] Certes pas un abolitionniste, à peine un anti-esclavagiste. M. Lincoln consent du moins à représenter l'idée anti-esclavagiste. Tel un pion sur l'échiquier de la politique, sa force réside dans sa position. Encore quelques efforts et nous pourrons bientôt le changer en cavalier, en fou ou en reine et, finalement, balayer l'échiquier. (Applaudissements) »

Les conservateurs des classes les plus aisées de Boston souhaitaient une réconciliation avec le Sud. Peu après l'élection de Lincoln, ils prirent d'assaut un autre de ces rassemblements abolitionnistes au Tremont Temple et exigèrent que des concessions soient faites en faveur du Sud « dans l'intérêt du commerce, de l'artisanat et de l'agriculture ».

L'état d'esprit du Congrès, même après le début de la guerre, se reflète dans les termes d'une résolution qu'il vota massivement à l'été 1861 : « Nous ne nous sommes pas engagés dans cette guerre [...] dans l'intention de supprimer ou de nous opposer aux droits des différentes institutions de ces États, mais [...] afin de préserver l'Union. »

Les abolitionnistes accentuèrent alors leur pression. Des pétitions exigeant l'émancipation affluèrent au Congrès en 1861 et 1862. En mai 1862, Wendell Phillips s'emportait : « Abraham Lincoln peut ne pas la souhaiter ; mais il ne pourra pas l'empêcher. La nation n'en veut peut-être pas ; mais la nation ne peut l'empêcher. Je me fiche de savoir ce que les hommes veulent ou souhaitent. Les Noirs sont le grain de sable dans les rouages et la machine ne pourra redémarrer que lorsqu'on l'en aura retiré. »

En juillet 1862, le Congrès vota un décret de confiscation qui autorisait l'affranchissement des esclaves appartenant aux maîtres qui se battaient contre l'Union. Ce décret ne fut pas appliqué par les généraux nordistes et Lincoln ne l'imposa pas. Garrison qualifiait la politique de Lincoln de « balbutiante, boiteuse, équivoque, irrésolue, faible et imbécile », et Phillips disait de lui que, « comme homme de second ordre, il [était] de tout premier ordre ».

En août 1862, un échange de correspondances entre Lincoln et Horace Greeley, rédacteur en chef de la *Tribune* de New York, offrit à Lincoln l'opportunité d'expliciter ses positions. Greeley écrivait : « Cher monsieur. Je ne vous surprendrai pas – car vous devez déjà le savoir – en vous disant qu'une grande partie de ceux qui ont triomphé par votre élection [...] sont amèrement déçus et profondément peinés par la politique que vous semblez poursuivre au sujet des esclaves des propriétaires rebelles. [...] Nous vous demandons, en tant que premier serviteur de la République, spécifiquement chargé de cette mission, de faire APPLIQUER LES LOIS. [...] Nous pensons que vous êtes étrangement et désastreusement négligent [...] en ce qui concerne les articles sur l'émancipation du nouveau décret sur la Confiscation. Nous pensons que vous vous laissez trop influencer par les conseils [...] que vous donnent certains politiciens agités vivant à la frontière des États esclavagistes. »

Greeley en appelait aux moyens pratiques de gagner la guerre. « Il nous faut des éclaireurs, des guides, des espions, des cuisiniers, des transporteurs, des terrassiers et des bûcherons noirs, qu'ils soient ou non autorisés à combattre pour nous. [...] Je vous conjure d'obéir de bon cœur et sans équivoque aux lois de la nation. »

Lincoln avait déjà montré sa position par son incapacité à contrer les ordres de l'un de ses officiers, le général Henry Halleck, qui interdisait aux Noirs évadés d'entrer dans son armée. À présent, il répondait à Greeley en ces termes : « Cher monsieur. [...] Je ne voudrais pas laisser qui que ce soit dans le doute. [...] Mon objectif ultime dans ce combat est de sauver l'Union et pas de maintenir ou de détruire l'esclavage. Si je pouvais sauver l'Union sans libérer aucun esclave, je le ferais. Et si je pouvais la sauver en libérant tous les esclaves, je le ferais; si je pouvais également le faire en libérant certains esclaves et pas d'autres, je le ferais pareillement. Ce que je fais concernant l'esclavage et les gens de couleur, je le fais parce que cela permet de sauver notre Union. Ce que je m'abstiens de faire, je m'en abstiens parce que je ne pense pas que cela aiderait à sauver l'Union. [...] Je viens d'expliquer mes intentions qui correspondent aux objectifs dictés par ma mission officielle et je n'en modifie pas pour autant mon opinion personnelle – maintes fois exprimée – que tous les hommes, partout, devraient être libres. Bien à vous, Lincoln. »

Ainsi Lincoln établissait-il une distinction entre son « opinion personnelle » et sa « mission officielle ».

Lorsque, en septembre 1862, Lincoln rendit publique sa « proclamation préliminaire d'Émancipation », il s'agissait en fait d'une

stratégie militaire. Il offrait au Sud un délai de quatre mois pour cesser la rébellion, en menaçant d'émanciper les esclaves si les Sudistes continuaient à combattre, tout en promettant de ne pas toucher à l'esclavage dans les États qui décideraient de se rallier au Nord : « Que, le 1er janvier de l'année 1863, toutes les personnes maintenues en esclavage dans tout État ou partie d'État dont la population serait alors en rébellion contre les États-Unis soient, à partir de ce jour et pour toujours, libres. »

C'est pourquoi, lors de sa publication, la proclamation d'Émancipation affranchissait les esclaves vivant dans les régions qui continuaient de se battre contre l'Union (zones soigneusement spécifiées dans la proclamation), mais ne statuait aucunement sur les esclaves qui vivaient à l'intérieur de l'Union. Hofstadter considère que la proclamation d'Émancipation « avait autant d'élévation morale qu'un bon de livraison ». Quant au *London Spectator*, il estimait que « le principe fondamental [de la proclamation] n'est pas qu'un être humain ne peut en aucune manière en posséder un autre, mais seulement qu'il ne peut le faire que s'il est loyal aux États-Unis ».

Le caractère restrictif de la proclamation d'Émancipation ne pouvait qu'exacerber les forces anti-esclavagistes. À l'été 1864, une pétition de quatre cent mille signatures adressée au Congrès exigeait qu'une loi mette fin à l'esclavage – événement sans précédent dans l'histoire du pays. En avril, le Sénat avait déjà voté le Treizième Amendement qui mettait fin à l'esclavage. La Chambre des représentants fit de même en janvier 1865.

Avec la proclamation d'Émancipation, l'armée de l'Union s'ouvrait aux Noirs. Et plus les Noirs s'engageaient dans la guerre, plus elle apparaissait comme une guerre pour leur libération. C'est pourquoi aussi, à mesure que les Blancs faisaient de sacrifices pour cette guerre, leur ressentiment contre les Noirs grandissait, en particulier au Nord, chez les Blancs les plus pauvres (plus nombreux dans les rangs de l'armée depuis qu'une loi permettait aux riches d'échapper à la conscription en payant 300 dollars). Des émeutes provoquées par l'incorporation éclatèrent en 1863, ainsi que des révoltes de Blancs en colère dans les villes du Nord. Loin de prendre les riches pour cibles, ces mouvements s'en prenaient aux Noirs qui se trouvaient à portée de main. Ce fut une orgie de sang et de violence. Un Noir de Detroit décrivit plus tard ce qu'il avait vu : une foule immense, accompagnée d'un chariot plein de tonneaux de bière et armée de gourdins et de briques, traversait la ville et attaquait les Noirs, hommes, femmes et enfants confondus. Il entendit un homme hurler : « Si nous devons mourir pour les nègres, au moins tuons tous ceux de la ville. »

La guerre de Sécession fut l'une des plus sanglantes que l'humanité eut connues jusque-là : six cent mille morts dans les deux camps sur une population globale de trente millions. Rapporté à la population américaine de 1978 avec ses deux cent cinquante millions d'habitants, c'est l'équivalent de cinq millions de morts. Les batailles se faisant plus intenses, les cadavres s'empilant les uns sur les autres, la lassitude se faisant ressentir, l'existence des quatre millions de Noirs vivant dans le Sud devenait un dangereux problème pour le Sud et une chance à saisir pour le Nord. Dans son *Black Reconstruction*, Du Bois fait remarquer la chose suivante : « Ces esclaves avaient une arme formidable entre les mains. En cessant tout bonnement le travail, ils pouvaient faire peser sur la Confédération la menace de la famine. En choisissant le camp des Nordistes, ils démontraient à ces derniers – qui en doutaient – que l'on pouvait compter sur eux et, du fait même, prouvaient le contraire aux Sudistes. [...] C'est d'ailleurs ce qui entraîna la soudaine reddition du général Lee. Soit le Sud s'accordait avec ses esclaves, les libérait et les utilisait pour combattre le Nord – et donc renonçait à les maintenir dans la servitude –, soit il se rendait aux Nordistes dans l'espoir qu'après la guerre les États du Nord aideraient ceux du Sud à maintenir l'esclavage comme cela s'était toujours passé auparavant. »

Le socio-anthropologue George Rawick décrit l'évolution de la situation des Noirs pendant la guerre de Sécession : « Les esclaves passèrent de la résignation d'êtres humains vivant dans la terreur, jetés au milieu d'hommes étranges, dont leurs propres congénères, qu'ils ne connaissaient pas forcément et dont ils ne partageaient ni la langue ni les us et coutumes, à ce que W. E. B. Du Bois décrivait autrefois comme une sorte de révolte générale au cours de laquelle des centaines d'esclaves désertèrent les plantations, empêchant, de ce fait, le Sud de subvenir aux besoins de son armée. »

Les femmes noires jouèrent un rôle essentiel dans cette guerre. En particulier vers la fin. Sojourner Truth, la légendaire ex-esclave qui avait participé activement au mouvement pour les droits des femmes, se fit recruteuse de soldats noirs pour l'armée de l'Union, à l'instar de Josephine St. Pierre Ruffin de Boston. Harriet Tubman attaqua des plantations à la tête de troupes composées de Blancs et de Noirs et, en une seule expédition, libéra sept cent cinquante esclaves. Les femmes se déplaçaient avec les régiments de couleur dont les effectifs allaient croissant à mesure que l'armée de l'Union pénétrait dans le Sud. Elles soutenaient leurs maris, endurant de terribles difficultés pendant les longs déplacements militaires au

cours desquels de nombreux enfants moururent. Elles partageaient le sort des soldats, comme en avril 1864 par exemple, lorsque les troupes confédérées massacrèrent à Fort Pillow (Kentucky) des soldats de l'Union qui s'étaient rendus – Noirs et Blancs – ainsi que les femmes et les enfants installés dans un campement proche.

On a parfois prétendu démontrer que les esclaves noirs acceptaient leur esclavage en arguant du fait que, pendant la guerre de Sécession, nombre d'entre eux, au lieu de s'évader lorsqu'ils en avaient l'opportunité, choisissaient de rester sur les plantations. En vérité, c'est un demi-million d'esclaves qui prirent la fuite – un sur cinq à peu près – chiffre relativement élevé si l'on considère qu'ils ne savaient ni où aller ni comment survivre.

Le propriétaire d'une vaste plantation s'étendant sur la Caroline du Sud et la Géorgie se plaignit, en 1862, que « cette guerre [ait] démontré qu'il était parfaitement impossible de faire confiance au nègre. Dans un nombre incalculable de cas, ceux que nous estimions le plus ont été les premiers à nous abandonner ». La même année, un lieutenant de l'armée confédérée, par ailleurs maire de Savannah (Géorgie), regrettait lui aussi « sincèrement d'apprendre que les nègres continuent de déserter pour rejoindre l'ennemi ».

Au Mississippi, un ministre du culte écrivit à l'automne 1862 : « À mon arrivée, j'ai été fort surpris d'apprendre que nos nègres s'étaient enfuis la veille pour rejoindre les Yankees. En tout cas une partie d'entre eux. [...] Je pense que tous, à une ou deux exceptions près, finiront par faire de même. Eliza et sa famille seront sans aucun doute de ceux-là. Elle ne cache pas le fond de sa pensée et me manifeste au contraire clairement son opinion par sa conduite insolente et insultante. » On trouve également, en janvier 1865, dans le journal tenu par une propriétaire de plantation, les renseignements suivants : « Les gens sont tous paresseux sur la plantation. La plupart ne recherchent plus que leur propre plaisir. Certains serviteurs se sont révélés fidèles et d'autres faux et rétifs à toute autorité ou contrainte. [...] Ils vivent dans la plus parfaite anarchie et dans un esprit de révolte constant. Ils manifestent la plus profonde animosité envers leurs maîtres ainsi que contre toute gouvernance ou surveillance. [...] Presque tous les domestiques de la maisonnée ont quitté leurs foyers et dans la plupart des plantations ils sont partis comme un seul homme. »

En 1865 encore, un planteur de Caroline du Sud s'exprimait ainsi dans les colonnes de la *Tribune* de New York : « L'attitude des nègres lors de la dernière crise qu'ont connue nos affaires m'a convaincu que nous vivions depuis toujours dans l'illusion. [...] Je croyais que ces gens étaient satisfaits et heureux et qu'ils s'étaient

attachés à leurs maîtres. Mais les événements ainsi que ma propre réflexion m'ont amené à changer d'opinion à leur sujet. [...] S'ils étaient si satisfaits, si heureux et si dévoués à leurs maîtres, pourquoi les ont-ils désertés au moment où ils avaient le plus besoin d'eux pour rejoindre massivement un ennemi qu'ils ne connaissaient pas, abandonnant ainsi un maître sans doute réellement bon, qu'ils connaissaient depuis leur plus tendre enfance ? »

Genovese remarque que la guerre ne provoqua pas de soulèvement général des esclaves mais, « dans le comté de Lafayette (Mississippi), les esclaves réagirent à la proclamation d'Émancipation en se débarrassant de leurs surveillants et en se partageant les terres et le matériel ». Aptheker fait état d'une conspiration de Noirs dans l'Arkansas, en 1861, qui avait pour objectif d'assassiner les maîtres. Dans le Kentucky, la même année, des maisons et des étables furent brûlées par des Noirs. Selon ce que rapportent les journaux de New Castle, les esclaves défilèrent dans les rues « en entonnant des chants politiques et en acclamant Lincoln ». Après la proclamation d'Émancipation, un serviteur noir de Richmond fut accusé d'avoir dirigé une « conspiration d'esclaves », tandis qu'à Yazoo City (Mississippi) les esclaves incendièrent le tribunal et quatorze maisons.

Il y eut également des événements plus audacieux : Robert Smalls (qui devint plus tard membre du Congrès pour la Caroline du Sud) s'empara avec d'autres Noirs d'un navire nommé le *Planteur* et lui fit passer les lignes confédérées pour le remettre à la marine nordiste.

Mais, de manière générale, les esclaves ne se soumettaient pas plus qu'ils ne se rebellaient. Ils continuaient simplement à travailler en attendant de voir comment tout cela tournerait. Lorsque l'opportunité s'en présentait, ils s'enfuyaient. Le plus souvent pour rejoindre l'armée de l'Union. Deux cent mille Noirs étaient dans l'armée du Nord ou dans la marine – trente-huit mille furent tués au combat. L'historien James McPherson affirme que « sans leur aide, le Nord n'aurait pas pu gagner la guerre aussi tôt et peut-être même ne l'aurait-il pas gagnée du tout ».

Ce qu'il advenait des Noirs dans l'armée et dans les villes du Nord pendant la guerre permet de se faire une idée du caractère limité qu'aurait l'émancipation après la victoire totale sur la Confédération sudiste. En permission, les soldats noirs étaient souvent agressés dans les villes du Nord, comme à Zanesville (Ohio), en février 1864, où l'on put entendre crier des slogans tels que « Mort aux nègres ». On confiait aux soldats noirs les travaux les plus durs et les moins ragoûtants : creuser des tranchées, tracter les canons

ou les troncs d'arbres, charger les munitions, creuser les puits pour les régiments blancs. Les simples soldats blancs recevaient une solde mensuelle de 13 dollars, les soldats noirs de 10 dollars seulement.

Vers la fin de l'année 1864, un sergent noir du 3e régiment de volontaires de Caroline du Sud, William Walker, fit marcher sa compagnie jusqu'à la tente du capitaine pour déposer les armes et démissionner de l'armée en signe de protestation contre ce qu'il considérait comme une rupture de contrat : c'est-à-dire l'inégalité de la solde. Il passa en cour martiale et fut fusillé pour mutinerie. Finalement, en 1864 toujours, le Congrès vota une loi accordant l'égalité de traitement aux soldats noirs.

La Confédération sudiste était dans une situation désespérée pendant la dernière partie de la guerre, et certains de ses dirigeants suggérèrent que les esclaves, qui représentaient de plus en plus un obstacle pour la cause sudiste, fussent engagés et libérés à la fin de leur service. Après une série de défaites militaires, le secrétaire à la Guerre de la Confédération, Judah Benjamin, écrivit en 1864 à un journaliste de Charleston : « Il est de notoriété publique que le général Lee, qui inspire tant de confiance à la population, est tout à fait favorable à ce qu'on enrôle les Noirs dans l'effort de défense et à ce qu'on les émancipe, si nécessaire, à cette intention. » Un général indigné réagit à ces propos : « Si les esclaves se révèlent être de bons soldats, alors c'est toutes nos théories esclavagistes qui sont erronées. »

Au début de l'année 1865, la pression s'accrut : en mars, Davis, le président de la Confédération, signa un « décret sur le Soldat noir » autorisant l'enrôlement des esclaves dans les rangs de l'armée et leur affranchissement possible avec le consentement commun des propriétaires et des gouvernements des États. Mais la guerre cessa avant qu'il puisse avoir le moindre effet.

D'anciens esclaves, interviewés dans le cadre du *Federal Writers Project* dans les années 1930, évoquaient l'issue de la guerre. Susie Melon, par exemple : « J'étais toute jeune fille, à peu près dix ans, et on a entendu que Lincoln allait libérer les Noirs. Le vieux maître il disait que c'était pas vrai. Alors un soldat yankee a dit à quelqu'un à Williamsburg que Lincoln il avait signé les "Mancipation". C'était l'hiver et il faisait sacrément froid ce soir-là, mais tout le monde a commencé à se préparer pour partir. On n'en avait plus rien à faire de Mousieur – on rejoignait le côté de l'Union. Toute la nuit, les Noirs ils ont dansé et chanté dans le froid du dehors. Le lendemain à l'aube, on est tous sortis avec nos couvertures, nos vêtements, nos casseroles, nos poêles et nos poulets sur le dos, pasque Mousieur l'avait dit qu'on pouvait pas prendre ni les chevaux ni

les charrettes. Et au moment où le soleil est monté au-dessus des arbres, les Noirs ils ont commencé à chanter :

Soleil, toi t'es là et moi j'm'en vais
Soleil, toi t'es là et moi j'm'en vais
Soleil, toi t'es là et moi j'm'en vais
Bye, bye et t'en fais pas pour moi
J'donnerais pas ma place pour la tienne
Bye, bye et t'en fais pas pour moi
Pasque tu restes et moi j'm'en vais »

Anna Woods à présent : « On n'était pas arrivés depuis longtemps au Texas quand les soldats sont arrivés pour nous dire qu'on était libres. [...] Je me souviens d'une femme. Elle a sauté sur un tonneau et elle criait. Elle a sauté du tonneau et elle a crié, puis elle a ressauté sur le tonneau en criant encore. Elle a fait ça un bon bout de temps, juste sauter sur un tonneau et sauter encore. »

Annie Mae Weathers se souvient pour sa part que son père « disait que quand quelqu'un est venu et a gueulé "Hé, les nègres, vous êtes enfin libres !" il avait juste jeté sa binette et dit avec une voix bizarre : "Dieu soit loué pour ça" ».

Le *Federal Writers Project* a aussi enregistré le témoignage d'une ancienne esclave nommée Fannie Berry : « Les nègres qui criaient et qui frappaient dans leurs mains et qui chantaient ! Tout le monde qui courait de partout en marquant le rythme et en criant ! Tout le monde heureux. Sûr, c'était la fête. J'ai couru à la cuisine et j'ai crié par la fenêtre : "Maman, arrête de faire la cuisine. Tu es libre ! Tu es libre !" »

Beaucoup de Noirs comprirent assez rapidement que leur statut, après la guerre – quelle que soit leur situation juridique –, dépendrait surtout d'une chose : soit ils posséderaient la terre qu'ils travailleraient, soit ils allaient devoir travailler comme des demi-esclaves pour les autres. En 1863, un Noir de Caroline du Nord écrivait : « Si le principe strict du droit et de la justice devait être appliqué, le pays qui m'entoure est l'héritage inaliénable des Américains d'origine africaine, acquis par l'inestimable travail de nos ancêtres et par une vie de larmes et de souffrances sous le fouet et le joug de la tyrannie. »

Néanmoins, les plantations abandonnées furent louées à leurs anciens propriétaires et aux Blancs venus du Nord. Comme un journal noir l'affirmait : « Les esclaves ont été maintenus en servitude et enchaînés à la terre. [...] Voilà la prétendue liberté offerte à l'homme de couleur par les Yankees. »

La politique du Congrès, approuvée par Lincoln, était de rendre aux héritiers des propriétaires confédérés les propriétés confisquées pendant la guerre au nom du décret de Confiscation de juillet 1862. Le docteur John Rock, un médecin noir de Boston, s'indignait lors d'une réunion : « Pourquoi parler d'indemniser les maîtres ? Une indemnité pour quoi faire ? Que leur devez-vous ? Qu'est-ce que l'esclave leur doit ? Qu'est-ce que la société leur doit ? Indemniser les maîtres ? Mais c'est l'esclave qui doit recevoir une compensation. Les propriétés du Sud sont, de plein droit, la propriété de l'esclave. »

Certains propriétaires furent expropriés pour des raisons fiscales et leurs terres vendues aux enchères. Mais seuls quelques Noirs pouvaient se permettre de les acheter. Dans les Sea Islands de Caroline du Sud, environ 6 400 hectares de terre furent mis en vente en mars 1863. Des affranchis qui avaient mis leur argent en commun purent en acquérir 800 hectares mais le reste fut acheté par des investisseurs et des spéculateurs venus du Nord. Un affranchi des Sea Islands dicta une lettre qu'il envoya à un de ses anciens professeurs installé à Philadelphie : « Mon cher monsieur Young : Dites, mon mousieur, à Lincoun qu'on veut d'la terre. De cette terre qu'est riche de notre sueur de not' front et du sang d'not' dos. [...] On pourrait acheter c'qu'on veut mais ils font les lots trop gros et les autres ils passent devant. [...] C'est monsieur Lincoun lui-même qui l'a dit qu'on dise ce qu'on veut et qu'on les prenne et qu'on s'installe, et qu'il s'arrangerait pour qu'on les ait, chaque homme, ses dix ou vingt acres. On était contents aussi. Alors on s'est inscrits mais, au moment de s'installer, ces délégués ils vendent toute la meilleure terre à leurs copains blancs. Qu'est-ce qu'il fait Lincoun ? »

Début 1865, le général William T. Sherman tint une conférence à Savannah (Géorgie) en compagnie de vingt pasteurs et hommes d'Église noirs – presque tous anciens esclaves –, qui lui firent part de leurs besoins : « La meilleure façon dont nous puissions nous occuper de nous-mêmes serait d'avoir de la terre et de la labourer de nos mains. » Quatre jours plus tard, Sherman rendit public le « décret spécial n° 15 sur la Terre » qui destinait la totalité de la côte Sud jusqu'à 50 kilomètres à l'intérieur des terres à l'intention exclusive des Noirs. Les affranchis pourraient s'y installer, en n'occupant que 16 hectares au maximum par famille. En juin 1865, quarante mille affranchis étaient venus s'installer sur de nouvelles terres au sein de cette zone. Mais en août 1865, le président Andrew Johnson rendit ces terres à leurs propriétaires confédérés et les affranchis furent expulsés, bien souvent à la force des baïonnettes.

Thomas Hall, un ancien esclave, témoignait devant le *Federal Writers Project* : « On a félicité Lincoln de nous avoir libérés. Mais qu'a-t-il fait en vérité? Il nous a donné la liberté mais sans nous laisser aucune chance de vivre par nous-mêmes, et nous avons continué à dépendre de l'homme blanc du Sud pour le travail, la nourriture et les vêtements. Il nous a laissés dans un état de nécessité et de besoin. Un état de servitude à peine meilleur que l'esclavage. »

Le gouvernement américain avait engagé un combat contre les États esclavagistes en 1861, non pour mettre fin à l'esclavage mais pour conserver intact l'immense territoire national avec son marché et ses ressources. Néanmoins, la victoire nécessitait un esprit de croisade dont la dynamique avait fait émerger de nouvelles forces dans le champ politique national : davantage de Noirs fermement décidés à donner du sens à leur liberté; davantage de Blancs – que ce soient les administrateurs du bureau aux Affranchis, les professeurs dans les Sea Islands ou les *carpetbaggers*[1], en un cocktail diversement dosé d'humanitarisme et d'ambitions personnelles – qui se sentaient concernés par l'égalité des races. Quant au parti républicain, il souhaitait garder le contrôle du gouvernement national et avait l'intention, pour y parvenir, de se servir des votes des Noirs du Sud. Les milieux d'affaires nordistes, jugeant la politique du parti républicain favorable à leurs intérêts, le soutinrent aussi un certain temps.

Le résultat fut cette courte période, après la guerre de Sécession, au cours de laquelle les Noirs votèrent, envoyèrent des représentants noirs dans les Chambres des États et au Congrès et introduisirent dans le Sud un système d'éducation gratuite et racialement mixte. Un cadre légal s'élaborait également. Le Treizième Amendement interdisait l'esclavage : « Ni l'esclavage ni la servitude involontaire, excepté en punition d'un crime dont le responsable aura été dûment reconnu coupable, ne pourra exister à l'intérieur des États-Unis ou en quelque endroit placé sous leur juridiction. » Le Quatorzième Amendement annulait la décision Dred Scott, datant d'avant la guerre, en déclarant que « tous les individus nés ou naturalisés aux États-Unis » en seraient citoyens. Cet amendement semblait aller également vers un approfondissement de l'égalité raciale et limiter de façon drastique les « droits des États » : « Aucun État ne peut voter ou appliquer une loi qui limiterait les privilèges

1. Arrivistes et aventuriers venus le plus souvent du Nord, les *carpetbaggers* s'enrichirent en détournant l'argent public et en rachetant des terres aux planteurs ruinés. Désireux de profiter des votes des Noirs, ils furent souvent partisans de l'égalité des droits civiques. Les mouvements réactionnaires sudistes reprochèrent ensuite aux Noirs d'être responsables des actions commises par les *carpetbaggers*.

ou les immunités des citoyens des États-Unis. Aucun État ne peut priver un individu de la vie, de la liberté ou de ses biens sans un procès légal ; ni dénier à quelque personne que ce soit, placée sous sa juridiction, une équitable protection juridique. »

Le Quinzième Amendement précisait de son côté que « le droit des citoyens des États-Unis à voter ne peut être refusé ou limité par les États-Unis ni par aucun autre État, sur des critères de race, de couleur ou pour cause de servitude antérieure ».

À la fin des années 1860 et au début des années 1870, le Congrès vota un certain nombre de lois qui participaient du même esprit – les lois pénalisant les tentatives de priver les Noirs de leurs droits, exigeant de l'administration fédérale de respecter ces droits, autorisant les Noirs à contracter et à acheter des biens sans discrimination. En 1875, un décret sur les Droits civiques interdit l'exclusion des Noirs des hôtels, théâtres, trains et autres espaces publics.

Avec ces lois, avec la protection de l'armée de l'Union dans le Sud et l'aide d'une armée civile de fonctionnaires du bureau des Affranchis, la situation des Noirs du Sud fit un véritable bond en avant. Ils votèrent et constituèrent des organisations politiques qui s'exprimaient avec conviction sur les questions les plus essentielles pour eux.

D'abord vice-président, puis président, à l'issue de la guerre, après l'assassinat de Lincoln, Andrew Johnson avait toujours constitué un frein à cette évolution. Il opposa plusieurs fois son veto à certains décrets favorables aux Noirs et accepta le retour des États confédérés dans l'Union sans exiger en contrepartie de mesures garantissant l'égalité des Noirs. Pendant sa présidence, ces États sudistes instituèrent des « codes noirs » qui transformaient les esclaves affranchis en véritables serfs continuant de travailler sur les plantations. En 1865, par exemple, l'État du Mississippi interdit aux affranchis de louer ou de prendre des fermes à bail. On s'arrangea de surcroît pour les faire travailler avec des contrats qu'ils ne pouvaient rompre unilatéralement sans risquer la prison ou une lourde amende. Les tribunaux pouvaient également contraindre un jeune Noir de moins de dix-huit ans, orphelin ou dont les parents étaient pauvres, à exercer un travail obligatoire, qualifié d'« apprentissage », avec tout un système de punitions pour les fugitifs.

Andrew Johnson s'opposait continuellement aux sénateurs et aux membres du Congrès qui, soit pour de simples raisons de justice soit par calcul politique, soutenaient l'égalité des droits et le droit de vote pour les affranchis. En 1868, profitant du fait qu'il avait violé un règlement mineur, ces membres du Congrès lancèrent

une procédure d'*impeachment* contre Johnson. Le Sénat réunit à une voix près la totalité des deux tiers des votes nécessaires au renvoi du président. Le républicain Ulysses Grant fut finalement élu, cette année-là, président des États-Unis en l'emportant de trois cent mille voix. Sept cent mille Noirs avaient pris part au vote. Johnson n'y faisant plus obstacle, les États du Sud ne furent admis à revenir au sein de l'Union qu'après avoir approuvé les nouveaux amendements constitutionnels.

Même si la majeure partie des politiciens du Nord étaient favorables à leur cause, les anciens esclaves du Sud étaient déterminés à profiter au mieux de leur liberté, en dépit du manque de terres et de ressources. Dans son étude de la population noire de l'Alabama dans les premières années qui suivirent la guerre de Sécession, l'historien Peter Kolchin rappelle que les Noirs revendiquèrent immédiatement une certaine autonomie vis-à-vis des Blancs en formant leurs propres églises, en devenant politiquement actifs, en resserrant les liens familiaux et en se chargeant eux-mêmes d'éduquer leurs enfants. Kolchin est en parfait désaccord avec certains historiens pour lesquels l'esclavage aurait engendré un esprit de soumission chez les Noirs. « Aussitôt qu'ils ont été libres, ces Noirs prétendument dépendants et infantiles se comportèrent en hommes et en femmes autonomes. »

Les Noirs pouvaient désormais être élus dans les États du Sud. Néanmoins, ils y restèrent très minoritaires, excepté au sein de la chambre basse de Caroline du Sud. Une immense campagne de propagande (qui s'est poursuivie assez longtemps, jusqu'au XXe siècle et dans les manuels d'histoire américains) fut entreprise, tant au Nord qu'au Sud, pour accréditer l'idée que les Noirs s'étaient révélés incapables, paresseux, corrompus et nuisibles pour tous les gouvernements des États du Sud dans lesquels ils avaient occupé un poste quelconque. S'il y eut indubitablement un certain phénomène de corruption, on peut difficilement soutenir que les Noirs ont inventé la connivence politique, en particulier dans cet étrange climat de fraude financière qui sévissait juste après la guerre de Sécession, au Nord comme au Sud.

Il est vrai que la dette publique de la Caroline du Sud passa de 7 millions de dollars à 29 millions entre 1865 et 1873. Mais la nouvelle législature avait mis en place, pour la première fois, un enseignement public et gratuit dans cet État. En 1876, soixante-dix mille enfants noirs fréquentaient les écoles, contre aucun auparavant, et cinquante mille enfants blancs y allaient également, contre vingt mille en 1860.

Le vote des Noirs, après 1869, porta deux Noirs au Sénat (Hiram Revels et Blanche Bruce, tous deux du Mississippi) et vingt membres de la communauté au Congrès, dont huit de Caroline du Sud, quatre de Caroline du Nord, trois de l'Alabama et un par État anciennement confédéré. Cette liste diminuera rapidement après 1876 : le dernier élu Noir a quitté le Congrès en 1901.

Au XXe siècle, un professeur de la Columbia University, John Burgess, évoquait la « reconstruction noire » en ces termes : « En lieu et place d'un gouvernement mené par la plus intelligente et la plus vertueuse fraction de la population au plus grand bénéfice des gouvernés, nous avions désormais un gouvernement mené par la plus ignorante et la plus corrompue de ses composantes. [...] Avoir la peau noire signe l'appartenance à une race d'hommes qui n'a jamais réussi par elle-même à soumettre ses passions à la raison et qui n'a jamais, en conséquence, fondé de civilisation d'aucune sorte. »

Confrontons ce jugement aux leaders noirs du Sud de l'après-guerre de Sécession. Henry MacNeal Turner, par exemple, qui, après avoir échappé à sa condition de journalier dans une plantation de Caroline du Sud à l'âge de quinze ans, apprit seul à lire et à écrire en dévorant des manuels de droit quand il était coursier dans l'étude d'un avocat et des livres de médecine en tant qu'homme à tout faire dans une école de médecine. Il servit plus tard comme aumônier dans un régiment de Noirs et fut élu, après la guerre, dans la première législature de Géorgie. En 1868, la Chambre des représentants de Géorgie décida d'expulser tous ses membres noirs – deux sénateurs et vingt-cinq représentants à la Chambre. Turner y fit un discours qu'une étudiante noire de l'université d'Atlanta exhuma plus tard : « Monsieur le rapporteur, [...] je souhaite bien faire entendre ma position à la Chambre. Je me considère comme membre à part entière de ce corps. Aussi, monsieur, je ne vais pas ramper et je ne flatterai aucun parti. Pas plus que je ne mendierai pour qu'on reconnaisse mes droits. [...] Je suis ici pour exiger ces droits et pour vitupérer ceux qui oseraient discuter mon appartenance à l'espèce humaine. [...] La comédie que joue cette Chambre aujourd'hui est sans exemple dans l'histoire du monde. [...] Jamais dans toute l'histoire de l'humanité un homme n'a été contraint à comparaître devant un corps paré des fonctions tant législatives que judiciaires et exécutives pour y répondre du crime d'avoir le teint plus sombre que celui de ses collègues. [...] Il fallait qu'il revienne à l'État de Géorgie, en plein XIXe siècle, de faire comparaître un homme à la barre pour lui faire reproche d'un fait dont il n'est pas plus responsable que de la tête qu'il porte sur les épaules. La race anglo-saxonne est décidément

fort étonnante. [...] Je ne m'étais pas rendu compte qu'il y avait dans le caractère de cette race autant de lâcheté et de pusillanimité. [...] Je vous le dis, monsieur, c'est là une question qui ne trouvera pas de solution aujourd'hui. Cet événement passera à la postérité dans les âges à venir et tant que le soleil continuera à gravir les collines du ciel. [...] On prétend ici que si les Noirs veulent absolument s'exprimer ils doivent le faire par le biais des trompettes blanches. Si les Noirs veulent exprimer leurs sentiments, ils doivent les travestir et les transmettre par l'intermédiaire de messagers blancs qui chicaneront, équivoqueront et s'évanouiront aussi vite que le temps qui passe. [...] La seule grande question est la suivante : suis-je ou non un homme? Si j'en suis bien un, alors j'en revendique les droits. [...] En effet, monsieur, bien que nous ne soyons pas blancs, nous avons fait beaucoup. Nous avons bâti cette civilisation-ci. Nous avons construit votre pays. Nous avons travaillé dans vos champs et rempli vos granges durant deux cent cinquante années! Et que nous demandons-vous en retour? Exigeons-nous que vous rachetiez la sueur que nos pères ont versée pour vous? Les larmes que vous avez causées, les cœurs que vous avez brisés, les vies que vous avez prises et le sang que vous avez répandu? Crions-nous vengeance? Non. Nous souhaitons laisser ce passé mort enterrer les morts passés. Ce que nous voulons, aujourd'hui, ce sont nos *droits*! »

Quand les enfants noirs allaient à l'école, ils étaient encouragés par les professeurs, blancs ou noirs, à s'exprimer librement, parfois dans un style de catéchisme. Les archives d'une école de Louisville (Kentucky) nous livrent ce document :

> LE PROFESSEUR – À présent, les enfants, vous ne pensez pas que les Blancs sont meilleurs que vous parce qu'ils ont les cheveux raides et le visage blanc?
>
> LES ÉLÈVES – Non, monsieur.
>
> LE PROFESSEUR – Non, ils ne sont pas meilleurs, mais ils sont différents. Ils ont un grand pouvoir. Ils sont dans ce grand gouvernement. Ils contrôlent cet immense pays. [...] À présent, qu'est-ce qui les rend différents de vous?
>
> LES ÉLÈVES – L'argent!
>
> LE PROFESSEUR – Oui, mais qu'est-ce qui leur a permis de l'obtenir? Comment ont-ils eu cet argent?
>
> LES ÉLÈVES – Ils nous l'ont extorqué. Ils nous l'ont volé à nous tous!

Les femmes noires participèrent activement à la reconstruction du Sud de l'après-guerre. La poétesse Frances Ellen Watkins Harper, née libre à Baltimore et ayant subvenu à ses propres besoins

dès l'âge de treize ans en tant que garde d'enfants, donna, pour soutenir la cause abolitionniste après la guerre, des conférences dans tous les États du Sud. Féministe, elle participa à la Convention sur les droits de la femme de 1866 et fonda l'Association nationale des femmes de couleur. Dans les années 1890, elle écrivit le premier roman jamais publié par une Noire : *Iola Leroy or Shadows Uplifted*. En 1878, elle décrivait ce qu'elle avait vu et entendu dans le Sud récemment : « Une de mes connaissances, qui vit en Caroline du Nord et travaille dans une mission, raconte que quand il s'agit de subvenir au besoin de la famille, les femmes sont aux avant-postes. Les deux tiers du travail de jardinage leur incombent et, dans les villes, elles sont bien plus industrieuses que les hommes. [...] Lorsque ceux-ci perdent leur travail à cause de leur activité politique, les femmes se tiennent à leurs côtés et les aident à "lutter pour leurs principes". »

Dans toutes les luttes pour l'égalité des droits, les femmes insistent sur leur situation particulière. Lors d'un meeting de L'Association américaine pour l'égalité des droits, Sojourner Truth déclarait : « On fait pas mal de bruit autour de l'idée que les hommes noirs puissent jouir de leurs droits mais on n'entend pas un mot sur les femmes de couleur. Et si les hommes de couleur obtiennent ces droits et pas leurs femmes, vous verrez que les hommes de couleur deviendront les maîtres des femmes. Et rien n'aura changé. C'est pourquoi je suis pour qu'on en parle maintenant qu'il y a toute cette agitation, parce que si nous attendons que tout ça se calme nous aurons bien du mal à faire redémarrer les discussions. [...] J'ai à peu près quatre-vingts ans et je ne vais pas tarder à quitter cette terre. J'ai été quarante ans esclave et quarante ans libre. J'aurais voulu rester encore quarante ans pour voir l'égalité des droits pour tous. J'imagine que si je continue à respirer c'est parce qu'il me reste encore quelque chose à accomplir. Je dois aider à briser les chaînes. J'ai déjà fait pas mal de travail en ce sens – autant qu'un homme en tout cas – mais je n'en ai pas été récompensée pour autant. Je travaillais dans les champs à lier les gerbes en plus de m'occuper de mes enfants au berceau. Des hommes qui n'en faisaient pas plus étaient payés deux fois plus que moi. [...] J'imagine que je suis à peu près la seule femme noire qui circule ainsi pour s'exprimer sur les droits des femmes noires. Je veux continuer à en débattre maintenant que la glace est en train de craquer. »

Les amendements constitutionnels et les lois sur l'égalité raciale avaient été votés. Les hommes noirs commençaient à voter et à occuper certains postes. Néanmoins, tant qu'ils restaient dépendants

des Blancs riches pour leur travail et les questions de toute première nécessité, leurs votes pouvaient être achetés ou influencés par le chantage ou la violence. C'est ainsi que les lois sur l'égalité de traitement furent totalement vidées de leur sens. Tant que les armées de l'Union – soldats noirs compris – stationnèrent dans le Sud, le processus réactionnaire fut reporté. Pourtant, l'équilibre des forces militaires commença à se modifier.

L'oligarchie blanche du Sud profita de son pouvoir économique pour organiser le Ku Klux Klan et d'autres groupes terroristes du même type. Les politiciens du Nord évaluèrent les avantages respectifs d'un soutien politique accordé à de pauvres Noirs – dont le vote et la participation aux affaires n'étaient garantis que par la force – et d'une situation stabilisée au Sud dans laquelle une suprématie blanche se réinstaurait tout en acceptant la domination républicaine et le nouvel ordre économique. Le temps viendrait bientôt où les Noirs subiraient à nouveau des conditions très proches de l'esclavage.

La violence blanche éclata presque immédiatement après la fin de la guerre. À Memphis (Tennessee), en mai 1866, au cours d'un raid meurtrier, des Blancs assassinèrent quarante-six Noirs, pour la plupart vétérans de l'armée nordiste, ainsi que deux sympathisants blancs. Cinq femmes furent violées. Dix-neuf habitations, douze écoles et quatre églises furent incendiées. À La Nouvelle-Orléans, à l'été 1866, une autre émeute contre les Noirs fit trente-cinq victimes noires et trois victimes blanches.

Sarah Song fut amenée à témoigner devant une commission d'enquête du Congrès :

> QUESTION : Avez-vous été esclave ?
> RÉPONSE : J'ai été esclave.
> QUESTION : Qu'avez-vous vu durant l'émeute ?
> RÉPONSE : Je les ai vu tuer mon mari. C'était mardi soir entre dix heures et onze heures. Il a été tué d'une balle dans la tête alors qu'il était dans son lit, malade. [...] Ils étaient une vingtaine ou une trentaine. [...] Ils sont entrés dans la pièce. [...] Alors l'un d'entre eux a posé le pistolet sur sa tête et il a tiré trois fois. [...] Puis un autre l'a frappé et un autre encore lui a tiré dessus alors qu'il était au sol. Il n'a rien dit après être tombé. Après, ils sont partis en courant et ne sont jamais revenus.

Les violences s'accrurent à la fin des années 1860 et au début des années 1870. Le Ku Klux Klan se livrait à des raids, des lynchages, des agressions physiques et des incendies. Dans le seul Kentucky,

entre 1867 et 1871, les archives enregistrent cent seize actes de violence dont voici une sélection :

1 – Une foule pénètre dans Harrodsburg (comté de Mercer) pour sortir de prison un certain Robertson : 14 novembre 1867.
5 – Sam Davis est pendu par la foule à Harrodsburg : 28 mai 1868.
6 – William Pierce, pendu par la foule à Christian : 12 juillet 1868.
7 – George Roger, pendu par la foule à Bradsfordville, dans le comté de Martin : 11 juillet 1868.
10 – Silas Woodford, âgé de soixante ans, est sévèrement battu par un groupe d'hommes masqués.
109 – Un nègre tué par le Ku Klux Klan dans le comté de Hay : 14 janvier 1871.

En 1868, un forgeron noir nommé Charles Caldwell, né esclave, sénateur du Mississippi et qualifié de « nègre notoire et fauteur de troubles » par les Blancs, fut la cible d'un attentat commis par le fils d'un juge blanc du Mississippi. Caldwell se défendit et tua son agresseur. Jugé par un jury intégralement composé de Blancs, il assuma sa propre défense et fut acquitté. Il est le premier Noir à avoir tué un Blanc qui soit jamais ressorti libre du tribunal. Mais, à Noël 1875, Caldwell fut assassiné par un groupe de Blancs. Signe que les vieux dirigeants blancs reprenaient le pouvoir au Mississippi comme partout ailleurs dans le Sud.

À mesure que la violence augmentait, dans les années 1870, le gouvernement fédéral, pourtant dirigé par le président Grant, montra de moins en moins d'enthousiasme dans la défense des Noirs. Il n'était absolument pas décidé, en tout cas, à les armer. La Cour suprême joua son rôle habituel d'éclaireur dans cet infléchissement conservateur, en particulier lorsque les autres institutions gouvernementales allaient trop loin dans un sens progressiste. Elle commença par interpréter le Quatorzième Amendement, jugé favorable à l'égalité raciale, d'une manière qui le rendait inapte à cet usage. En 1883, le décret sur les Droits civiques datant de 1875, qui interdisait la discrimination à l'encontre des Noirs dans les services et lieux publics, fut annulé par la Cour suprême, qui déclara que « l'interprétation personnelle des droits de l'individu n'est pas réglementée par l'amendement ». Selon la Cour suprême, le Quatorzième Amendement n'engageait que les États (« Aucun État ne pourra... »).

L'un des juges de la Cour suprême, John Harlan, pourtant ancien propriétaire d'esclaves dans le Kentucky, rédigea un point de vue contradictoire. Il affirmait qu'il existait des arguments

constitutionnels au bannissement de la discrimination privée. Il rappelait que le Treizième Amendement, interdisant l'esclavage, s'appliquait aux propriétaires de plantations en tant qu'individus et non aux États. Il avançait, ensuite, que la discrimination en tant que caractéristique de l'esclavage était interdite. Il en appelait également à la clause première du Quatorzième Amendement, qui spécifiait que tout individu né aux États-Unis en était citoyen, ainsi qu'à sa clause 4 (paragraphe 2), qui stipulait que « les citoyens de chaque État pourront jouir des mêmes privilèges et immunités que les citoyens des autres États ».

Mais Harlan s'opposait à quelque chose de plus puissant que la logique ou la justice. L'état d'esprit de la Cour suprême reflétait une nouvelle alliance entre les industriels du Nord et les planteurs du Sud. Cet état d'esprit se retrouve en 1896 dans la décision de justice « Plessy *vs* Ferguson », lorsque le tribunal jugea qu'une compagnie de chemin de fer pouvait pratiquer la ségrégation tant que les services fournis aux Blancs et aux Noirs étaient les mêmes. « L'objet de l'amendement était indubitablement de faire respecter l'égalité absolue des races devant la loi mais, étant donné la nature des choses, il ne pouvait pas être dans son intention d'abolir les distinctions fondées sur la couleur, ni d'appliquer l'égalité sociale, distincte de l'égalité politique, dans une confusion des deux races aussi insatisfaisante pour l'une que pour l'autre », peut-on lire dans l'arrêté du tribunal

Harlan, à nouveau, divergeait sur ce point : « Notre Constitution ne distingue pas les couleurs... »

En 1877, cette évolution réactionnaire se concrétisa d'une manière aussi claire que spectaculaire. Au début de cette année-là, le résultat de l'élection à la présidence de novembre 1876 faisait l'objet d'une âpre discussion. Il ne manquait plus au candidat démocrate, Samuel Tilden, riche de cent quatre-vingt-quatre votes, qu'un seul vote pour être élu (son avance en termes de suffrages était de deux cent cinquante mille voix). De son côté, le candidat républicain, Rutherford Hayes, détenait cent soixante-six votes. Mais trois États, représentant dix-neuf votes, restaient à comptabiliser. Si Hayes les obtenait tous, il disposerait alors de cent quatre-vingt-cinq votes en sa faveur et deviendrait président. Les responsables de sa campagne essayèrent donc de conclure un arrangement en faisant des concessions au parti démocrate et à la population blanche du Sud. Concessions qui comprenaient le retrait des troupes nordistes cantonnées dans le Sud, dernier véritable obstacle à un rétablissement de la suprématie blanche dans ces États.

Les intérêts politiques et économiques du Nord exigeaient des alliés puissants et une certaine stabilité en cette période de crise nationale. Le pays subissait en effet une dépression économique depuis 1873. Et, en 1877, les fermiers et les travailleurs commençaient à se soulever. Comme le rappelle C. Vann Woodward dans son histoire du « Compromis de 1877 », *Reunion and Reaction*, « le pays traversait la pire année de dépression qu'il ait connue dernièrement. À l'est, travailleurs et chômeurs couvaient une amertume et une violence rentrée. [...] Plus à l'ouest, le radicalisme agraire prenait son essor. [...] Des menaces pesaient à l'ouest comme à l'est sur tout l'édifice élaboré autour des mesures protectionnistes, des banques nationales, des subventions et des ristournes économiques accordées aux compagnies ferroviaires, édifice sur lequel le nouvel ordre économique était fondé ».

Il s'agissait donc de réconcilier au plus vite élites du Nord et élites du Sud. Woodward s'interroge : « Le Sud pouvait-il s'entendre avec les conservateurs du Nord et, de menace qu'il représentait pour le nouvel ordre capitaliste, en devenir un des piliers ? »

Avec l'abolition de l'esclavage, des fortunes s'élevant à des millions de dollars s'étaient évaporées et la richesse du Sud avait été balayée. Les Sudistes se tournaient à présent vers le gouvernement fédéral afin d'obtenir de l'aide en crédit, en subventions et en infrastructures contre les inondations. En 1865, les États-Unis avaient investi 103 294 501 dollars en travaux publics dont seulement 9 469 363 dollars avaient bénéficié au Sud. Alors que l'Ohio, par exemple, avait reçu plus d'un million de dollars, son voisin du Sud, le Kentucky, n'en avait touché que 25 000. Le Maine reçut 3 millions de dollars quand le Mississippi ne s'en vit accorder que 136 000. Et si 83 millions de dollars avaient été versés à titre de subvention à la Union Pacific et à la Central Pacific pour la construction d'une ligne de chemin de fer transcontinentale au Nord, aucune subvention de ce type n'avait été accordée au Sud. Or, l'une des choses que désirait le plus le Sud était précisément qu'une aide financière fédérale du même type soit accordée à la Texas and Pacific Railroad.

Woodward estime que, « à coups de crédits budgétaires, subventions, concessions et mises de fonds équivalents à ceux dont le Congrès avait largement fait bénéficier le Nord, le Sud aurait pu recouvrer sa fortune, ou du moins celle de ses élites les plus privilégiées ». Cette quête de fonds publics recevait le soutien des fermiers blancs pauvres intégrés dans la nouvelle alliance contre les Noirs. Ils désiraient en effet eux aussi des chemins de fer, des ports plus sûrs, des infrastructures contre les inondations et, bien

entendu, des terres. Ils ignoraient cependant à quel point tout cela servirait moins à les aider qu'à les exploiter.

D'ailleurs, la première décision de la nouvelle alliance capitaliste Nord-Sud fut de rejeter l'Acte foncier du Sud, qui destinait toutes les terres fédérales – un tiers de l'ensemble constitué par l'Alabama, l'Arkansas, la Floride, le Mississippi et la Louisiane – aux fermiers qui les travailleraient. Ce rejet permit ainsi aux spéculateurs et aux exploitants forestiers de s'en procurer, sur le marché, la plus grande part.

Le compromis électoral pour la présidentielle finit par aboutir. Un comité spécial fut mis sur pied par le Congrès afin de décider de l'attribution des votes électifs restants. On décida qu'ils reviendraient à Hayes, qui devenait donc président.

Woodward le résume assez judicieusement : « Le Compromis de 1877 ne restaurait pas l'ordre ancien dans le Sud. [...] Mais il garantissait aux leaders Blancs de cette région l'autonomie politique et la non-intervention dans leur politique raciale tout en leur reversant une part des bénéfices du nouvel ordre économique. En retour, le Sud devenait, dans les faits, un simple satellite de la région dominante. »

L'importance du nouveau capitalisme dans l'entreprise de démolition de ce qui existait d'influence noire dans le Sud de l'après-guerre est démontrée par les travaux de Horace Mann Bond sur la « reconstruction » de l'Alabama. Après 1868, on assista, selon lui, à une véritable « lutte entre différents financiers ». Si le racisme constituait bien un facteur de poids, « l'accumulation du capital et ceux qui la maîtrisaient étaient aussi imperméables aux préjugés qu'il est possible de l'être. Sans opinions particulières, sans idéal, ceux qui cherchaient à tirer profit de l'exploitation des ressources naturelles de l'Alabama utilisaient les préjugés et attitudes racistes des autres à leur propre avantage et le faisaient avec un talent et un sens des affaires impitoyables ».

C'était l'âge du charbon et de l'énergie : le nord de l'Alabama possédait les deux. « Les banquiers de Philadelphie et de New York, et même ceux de Londres et de Paris, le savaient depuis près de deux décennies. Il ne manquait plus que les moyens de transport. » Aussi, selon Bond toujours, les banquiers du Nord commencèrent à faire leur apparition, au milieu des années 1870, dans les directoires des chemins de fer du Sud. J. P. Morgan y siège en 1875 en tant que directeur de plusieurs lignes ferroviaires d'Alabama et de Géorgie.

En 1886, Henry Grady, le directeur du *Constitution* d'Atlanta, fit un discours lors d'un dîner à New York. Dans la salle se trouvaient

Morgan, H. M. Flagler (associé de Rockefeller), Russell Sage et Charles Tiffany. Le thème en était « le nouveau Sud ». Il y développait la rhétorique suivante : oublions le passé, profitons d'une ère nouvelle de paix et de prospérité. Les Noirs forment une classe laborieuse prospère bénéficiant de la plus grande protection accordée par les lois et de l'amitié du peuple du Sud. Grady blagua à propos des Nordistes qui vendaient des esclaves au Sud et déclara que ce dernier pouvait désormais s'occuper lui-même de son problème racial. Il fut ovationné et l'orchestre joua *Dixie* – un hymne sudiste.

Le même mois, on pouvait lire dans le *Daily Tribune* de New York : « Les principaux investisseurs du Sud dans le charbon et l'acier qui ont passé ces dix derniers jours dans notre ville pourront rentrer fêter Noël chez eux, pleinement satisfaits des résultats de cette année passée et plus que confiants dans l'avenir. Ils ont, en effet, d'excellentes raisons pour cela. Ils attendaient depuis près de vingt ans que les capitalistes du Nord reconnaissent non seulement la sûreté, mais aussi les immenses avantages d'un investissement dans le développement des fabuleuses ressources en charbon et en acier de l'Alabama, du Tennessee et de la Géorgie. Ce jour est enfin arrivé. »

Le Nord, il faut le rappeler, n'avait pas eu besoin d'entreprendre une révolution de son mode de pensée pour accepter la subordination des Noirs. Lorsque la guerre de Sécession prit fin, dix-neuf des vingt-quatre États du Nord n'accordaient toujours pas le droit de vote aux Noirs. En 1900, tous les États du Sud, par de nouvelles constitutions et de nouveaux statuts, avaient inscrit dans la loi la suppression du droit de vote et la ségrégation pour les Noirs. Un éditorial du *New York Times* affirmait que « les hommes du Nord [...] ne dénoncent plus la suppression du droit de vote pour les Noirs. [...] La nécessité de cette suppression, au motif suprême de l'autopréservation, semble désormais candidement reconnue ».

Bien que cela ne soit pas légalement stipulé dans le Nord, la ségrégation et les préjugés racistes existaient dans les faits. Un fait divers rapporté dans le *Transcript* de Boston du 25 septembre 1895 indique : « Un homme de couleur qui prétend s'appeler Henry W. Turner a été arrêté hier soir. On le soupçonne d'être un voleur de grand chemin. Il a été mené ce matin au Black's Studio pour y être pris en photo afin d'être archivé dans le "fichier des voyous". Furieux, il s'est montré aussi désagréable qu'il était en son pouvoir de l'être. Plusieurs fois, sur le chemin menant chez le photographe, il a résisté à la police de toutes ses forces et il a fallu le matraquer quelque peu. »

Dans la littérature de l'après-guerre, l'image du Noir s'est construite autour de ce qu'en disaient des écrivains blancs du Sud, tel Thomas Nelson Page qui, dans son roman *Red Rock*, présente « le Noir » comme une « hyène en cage », un « reptile », un « vers rampant » et une « bête sauvage ». Au milieu d'un propos vaguement paternaliste à l'égard des Noirs, Joel Chandler Harris, dans ses *Uncle Remus Stories*, faisait dire à Oncle Remus : « Fous un alphabet ent' les mains d'un nèg' et tu perds aussi sec un laboureur. Je crois ben qu'un colt fourre rapido plus d'bon sens dans le crâne d'un nègre que tous les trucs scolaires entre ici et le Michigan. »

Dans cette atmosphère générale, il est peu surprenant que les leaders noirs les mieux acceptés de la société blanche – tel l'éducateur Booker T. Washington, qui fut une fois l'invité de la Maison-Blanche sous Theodore Roosevelt – aient préconisé la passivité politique. Invité à Atlanta par les organisateurs blancs de la Cotton States and International Exposition de 1895, Booker T. Washington conseilla aux Noirs du Sud d'y rester et de s'y faire fermiers, manœuvres, domestiques, et peut-être même parvenir à des professions libérales. Il appelait également les employeurs blancs à embaucher des Noirs plutôt que des émigrants aux « coutumes et aux parlers étranges ». Les Noirs, « sans grèves et sans guerre du travail », constituent le « plus patient, le plus fidèle, le plus obéissant et le plus docile des peuples que le monde ait jamais connus ». « Les plus sages d'entre nous comprennent bien que l'exaspération concernant la question de l'égalité sociale est une véritable folie », affirmait-il encore.

Peut-être Booker T. Washington considérait-il cela comme une stratégie absolument nécessaire en ces temps où des Noirs étaient pendus ou brûlés vifs partout dans les États du Sud. Ce fut une des périodes les plus dures que le peuple noir ait connues aux États-Unis. En 1883, Thomas Fortune, un jeune journaliste noir du *Globe* de New York, témoignait devant une commission du Sénat de la condition des Noirs. Il évoquait une « pauvreté partout répandue », la duplicité du gouvernement et les efforts désespérés des Noirs pour s'auto-éduquer.

Le salaire moyen des ouvriers agricoles noirs dans le Sud était selon Fortune de 50 cents par jour. L'ouvrier était le plus souvent payé en « tickets » et non pas en argent ; tickets qu'il ne pouvait utiliser que dans un magasin contrôlé par le planteur en un véritable « système de racket organisé ». Pour pouvoir cultiver, le fermier noir devait promettre sa récolte au magasin. Lorsque la fin de l'année arrivait, il était toujours endetté. Sa récolte étant, de ce fait,

systématiquement due à quelqu'un (planteur ou marchand), il se retrouvait enchaîné à sa terre par les dettes qu'il avait souscrites. Ainsi les Noirs étaient-ils « escroqués et quasi-prisonniers de leurs dettes ». Quant à la prétendue paresse des Noirs, Fortune se déclarait « surpris qu'ils ne fussent pas plus nombreux à pêcher, chasser ou vagabonder ».

Fortune évoquait « le système pénitentiaire du Sud avec ses honteuses équipes de forçats enchaînés les uns aux autres, [...] dont l'unique but était de terroriser les Noirs et de fournir des victimes aux entrepreneurs à qui l'État offrait le travail de ces pauvres hères pour des clopinettes. [...] Le Blanc qui descend un Noir sort toujours libre du tribunal, tandis que le Noir qui vole un cochon est mis aux fers pour au moins dix ans ».

Nombreux étaient les Noirs qui prenaient la fuite. Quelque six mille Noirs quittèrent le Texas, la Louisiane et le Mississippi pour se rendre au Kansas afin d'échapper aux violences et à la pauvreté. Frederick Douglass et quelques autres leaders noirs pensaient que ce n'était pas une bonne stratégie ; mais les migrants rejetaient leurs conseils. « Aucun leader ne mérite qu'on le suive, si ce n'est le Dieu qui veille sur nous », déclarait l'un d'entre eux. Un autre émigrant, Henry Adams, illettré, vétéran de l'armée nordiste, expliquait pour sa part devant une commission sénatoriale en 1880 les raisons qui l'avaient poussé à quitter Shreveport (Louisiane) : « On a constaté que le Sud – tout le Sud – était à nouveau aux mains de ceux-là mêmes qui nous avaient tenus en esclavage. »

Même dans les pires moments, les Noirs du Sud persistaient à se regrouper pour organiser leur défense. Herbert Aptheker a réédité treize documents des années 1880 – réunions, pétitions et appels –, issus des communautés noires de Baltimore, de Louisiane, des deux Carolines, de Virginie, de Géorgie, de Floride, du Texas et du Kansas, révélateurs du peu de confiance des Noirs et de leurs réticences à l'égard des Blancs du Sud – où avaient lieu une centaine de lynchages par an.

Malgré le caractère apparemment désespéré de la situation, il se trouvait des leaders noirs pour penser que Booker T. Washington était dans l'erreur lorsqu'il prônait la prudence et la modération. John Hope, un jeune Noir de Géorgie qui avait assisté à l'un de ses discours, déclarait aux étudiants d'un collège noir de Nashville (Tennessee) : « Si nous ne luttons pas pour l'égalité, pourquoi vivons-nous, au nom du Ciel ? Je considère comme une preuve de lâcheté et de malhonnêteté pour tous les hommes de couleur de dire aux Blancs comme aux Noirs qu'il ne faut pas lutter pour l'égalité. [...] Oui, mes amis, je veux l'égalité. Et rien de moins. [...]

Maintenant retenez votre souffle car je vais employer l'*Adjectif*. Je suis en train de vous dire que nous exigeons l'égalité *sociale*. [...] Je ne suis pas une bête sauvage et je ne suis pas une chose dégoûtante. Debout, mes frères! Saisissons-nous de cette terre. [...] Soyez mécontents. Soyez insatisfaits. [...] Soyez aussi agités que la mer déchaînée. Laissez votre mécontentement exploser comme une lame de fond contre le mur des préjugés et qu'il le détruise jusqu'aux fondations. »

Un autre Noir, qui enseigna à l'université d'Atlanta, W. E. B. Du Bois, considérait cette trahison envers les Noirs de la fin du XIXe siècle comme l'un des aspects d'un événement plus vaste survenant aux États-Unis. Quelque chose qui ne frappait pas uniquement les Noirs pauvres mais également les Blancs pauvres. Dans son livre de 1935, *Black Reconstruction*, il écrivait : « Dieu versait des larmes, mais cela importait peu dans un âge impie. Ce qui importait le plus, c'est que le monde versait – et verse encore – des larmes de sang qui l'aveuglent. En effet, en 1876, débutait l'ère du nouveau capitalisme et du nouvel esclavage pour les travailleurs. »

Du Bois considérait ce nouveau capitalisme comme partie prenante d'une dynamique d'exploitation et de corruption qui s'instaurait dans tous les pays « civilisés » du monde : « L'organisation nationale du travail des pays avancés, à la fois calmés et trompés par un droit de vote dont l'efficacité était sévèrement mise en cause par la dictature du grand capital, était minée par les hauts salaires et les postes politiques réunis pour exploiter la main-d'œuvre des régions moins avancées, qu'elle soit blanche, jaune, brune ou noire. »

En fin de compte, Du Bois avait-il raison de prétendre que, d'une certaine manière, pendant cette croissance du capitalisme américain avant et après la guerre de Sécession, Blancs et Noirs vivaient tous en esclavage?

Chapitre X
L'autre guerre civile

À L'AUTOMNE 1839, un shérif des environs d'Albany, dans la vallée de l'Hudson (État de New York), s'apprêtait à collecter les loyers des fermiers installés sur le gigantesque domaine de Rensselaer lorsqu'on lui remit un courrier : « Les fermiers ont décidé de ne pas payer leurs loyers tant que l'on n'aura pas entendu leurs revendications. [...] Les fermiers s'accordent désormais le droit d'agir envers leur propriétaire comme celui-ci agit envers eux depuis trop longtemps, c'est-à-dire comme bon leur semble. N'allez pas imaginer qu'il s'agit d'un jeu. [...] Si vous venez ici dans le cadre de vos fonctions officielles [...], je ne garantis pas votre sécurité. [...] Un fermier. »

Lorsqu'un adjoint se présenta dans cette zone avec un commandement de payer, les fermiers, alertés par des sons de trompes, firent leur apparition, se saisirent des documents et les brûlèrent.

En décembre, un shérif et cinq cents cavaliers se rendirent dans la région : ils se retrouvèrent rapidement pris dans un concert de clairons au milieu de huit cents fermiers à cheval, armés de fourches et de gourdins, qui leur barraient la route tandis que six cents autres bloquaient leurs arrières. Le shérif et sa troupe durent faire demi-tour.

C'était le début du mouvement Anti-Loyers dans la vallée de l'Hudson, décrit par Henry Christman dans *Tin Horns and Calico*. Il s'agissait de protester contre le système « patricien » hérité des Hollandais qui, au XVIIe siècle, régnaient sur la colonie de New York. Un système dans lequel, selon Christman, « une poignée de familles intimement liées par le biais des mariages décidait du destin de trois cent mille personnes et régnait avec un faste quasi monarchique sur près de 800 000 hectares ».

Les fermiers payaient des loyers et diverses taxes. Le plus grand des domaines appartenait à la famille Rensselaer, qui contrôlait quelque huit mille métayers et possédait une fortune de 41 millions de dollars. Le propriétaire, ainsi qu'en témoignait à l'époque un partisan des fermiers, pouvait « boire son vin à grands traits, se prélasser sur ses coussins, jouir de la bonne société, de la nourriture et de la bonne éducation et monter ses cinq chevaux de selle à travers cette magnifique vallée ayant la montagne pour toile de fond ».

À l'été 1839, les fermiers tinrent leur première grande assemblée. À la suite des licenciements massifs qui avaient accompagné la fin de la construction du canal de l'Érié et de la première vague de lignes de chemin de fer, la crise économique de 1837 avait attiré dans la région de nombreux chômeurs à la recherche de terres. Cet été-là, les fermiers décidèrent « de reprendre la Révolution là où nos pères l'ont arrêtée et de la mener jusqu'à complète libération et indépendance du peuple ».

Certains habitants de cette région agricole devinrent de véritables militants et organisateurs, à l'instar de Smith Boughton, médecin de campagne itinérant, ou de Ainge Devyr, révolutionnaire irlandais émigré. Devyr pouvait témoigner de la responsabilité des monopoles fonciers et industriels dans l'effroyable misère qui frappait les taudis de Londres, de Liverpool et de Glasgow. Ayant activement milité pour que cette situation change, il avait été arrêté pour activité séditieuse avant de chercher refuge en Amérique. Invité à prendre la parole lors d'une commémoration du 4 Juillet organisée par les fermiers à Rensselaerville, il avertit ses auditeurs : « Si vous laissez des hommes ambitieux dénués de tout principe monopoliser la terre, ils deviendront nécessairement les maîtres du pays. »

Des milliers de fermiers de la région de Rensselaer s'étaient organisés en groupes anti-loyers afin d'empêcher les propriétaires de les expulser. Ils avaient adopté le costume traditionnel indien, en une double référence à la Tea Party de Boston et aux premiers occupants des terres. Le clairon en étain évoquait l'appel aux armes des Indiens. Dix mille hommes furent bientôt prêts à agir.

Le mouvement touchait tous les comtés de l'État et des dizaines de villes le long de l'Hudson. Des tracts firent leur apparition :

ATTENTION !
ANTI-LOYERS ! RÉVEILLEZ-VOUS ! DEBOUT !
Combattez jusqu'à ce qu'expire le dernier de vos ennemis
Combattez pour votre foyer et vos autels
Combattez pour la verte tombe de vos aïeux
Pour Dieu et pour la paix de vos familles

Les shérifs et leurs adjoints qui s'obstinaient à vouloir délivrer des commandements de payer aux fermiers étaient régulièrement cernés par des cavaliers déguisés en Indiens que le son des clairons avait alertés. Ils étaient ensuite enduits de goudron et couverts de plumes. Le *Herald* de New York, après avoir soutenu ce mouvement, déplorait à présent cet « esprit de révolte ».

L'un des éléments les plus détestés du système de fermage par bail accordait au propriétaire le droit de ramasser le bois sur le terrain même des fermes. Un homme, envoyé sur les terres d'un fermier pour y ramasser le bois, fut assassiné. La tension s'accrut; et un garçon de ferme fut également assassiné mystérieusement. Bien que personne ne sût exactement par qui, le docteur Boughton fut arrêté. Le gouverneur fit envoyer l'artillerie et une compagnie de cavalerie new-yorkaise se rendit sur place.

Une pétition demandant l'instauration de mesures anti-loyers fut signée par près de vingt-cinq mille fermiers et une proposition de décret fut discutée devant la législature de l'État en 1845. Après que cette proposition eut été repoussée, un genre de guérilla reprit dans les campagnes entre les « Indiens » et les troupes des shérifs. Boughton resta sept mois en prison avant d'être relâché sous caution. Au cours des célébrations du 4 Juillet 1845, des milliers de fermiers affichèrent leur volonté de poursuivre la lutte.

La mise en vente par les autorités du bétail d'un certain Moses Earle – qui devait 60 dollars de loyer pour 65 hectares de terrain pierreux – provoqua une escarmouche au cours de laquelle l'adjoint du shérif fut tué. Des tentatives similaires de vente du bétail en remboursement des dettes furent régulièrement empêchées. Le gouverneur fit envoyer trois cents soldats pour mater ce qu'il qualifiait d'état de révolte. Bientôt, une centaine de fermiers anti-loyers furent jetés en prison. Smith Boughton, originellement accusé d'avoir dérobé des documents officiels, fut en fait jugé pour « haute trahison, soulèvement contre le gouvernement et insurrection armée ». En conséquence, il fut condamné à la perpétuité.

Les « Indiens » que l'on avait découverts armés et travestis chez Moses Earle lorsque le shérif adjoint avait été tué comparurent devant le juge et le jury sous l'inculpation de meurtre. Ils furent tous jugés coupables et condamnés à la perpétuité, excepté deux d'entre eux qui furent condamnés à être pendus. Au prétexte de leur éviter de lourdes peines, on exigea de deux responsables du mouvement qu'ils rédigent une déclaration demandant aux fermiers anti-loyers de se disperser.

C'est ainsi que prit fin le mouvement Anti-Loyers. Il s'agissait de prouver aux fermiers qu'ils ne pouvaient espérer l'emporter par

la lutte armée. Ils devaient donc se contenter de voter et d'espérer que des réformes fussent engagées par la suite. Aux élections de 1845, les Anti-Loyers envoyèrent quatorze représentants à la législature de l'État. Le gouverneur Silas Wright commua alors les deux peines de mort en emprisonnement à vie et demanda que l'on entende les revendications des fermiers et que l'on mette fin au système foncier de type féodal qui sévissait dans la vallée de l'Hudson. Un projet de loi visant à démanteler les gigantesques propriétés à la mort de leurs propriétaires fut rejeté. Le parlement de l'État de New York vota cependant une loi qui interdisait la vente des biens des fermiers en remboursement des loyers impayés. La même année, une convention constitutionnelle interdisait que l'on perpétue le système féodal d'attribution des terres.

Le gouverneur suivant, élu en 1846 avec le soutien des votes anti-loyers, tint sa promesse de gracier les prisonniers. L'immense majorité des fermiers applaudit à leur libération. Au cours des années 1850, certaines décisions de la cour de l'État limitèrent les aspects les plus injustes du système domanial, sans néanmoins modifier en profondeur les rapports propriétaires/fermiers qui le caractérisaient.

Des mouvements sporadiques de résistance au recouvrement des dettes locatives se poursuivirent dans les années 1860. Jusqu'en 1869, des groupes d'« Indiens » continuèrent à se rassembler pour empêcher les opérations menées par le shérif pour le compte de Walter Church, un riche propriétaire de l'État. Au début des années 1880, un shérif adjoint fut abattu tandis qu'il essayait de s'emparer des biens d'un fermier attaché à ce même Walter Church. Mais à cette époque, de nombreuses terres étaient passées dans les mains des fermiers. Dans trois des principaux comtés anti-loyers, deux mille fermiers seulement, sur un total de douze mille, continuaient de louer leurs terres.

Les fermiers s'étaient battus puis, après avoir été lourdement réprimés par la loi, s'en étaient finalement remis au vote. Au bout du compte, le système se stabilisa par un élargissement de la classe des propriétaires sans modifier la distinction fondamentale entre riches et pauvres. Un schéma dont l'histoire américaine offre de nombreux exemples.

Sensiblement contemporaine du mouvement Anti-Loyers de l'État de New York, la révolte dite « de Dorr » secouait également le Rhode Island. Comme le souligne Marvin Gettleman dans son livre *The Dorr Rebellion*, il s'agissait autant d'un mouvement en faveur de la réforme du système électoral que d'une sorte d'insurrection radicale. La charte du Rhode Island stipulait en effet que seuls les propriétaires terriens bénéficiaient du droit de vote.

Le mouvement d'exode rural et l'arrivée de travailleurs immigrés dans les industries locales aggravaient donc le déséquilibre électoral. Un certain Seth Luther, charpentier autodidacte de Providence et porte-parole des travailleurs, rédigea en 1833 un « Appel en faveur du droit de vote universel » qui dénonçait la monopolisation du pouvoir politique par « les petits lords, rejetons nobliaux et aristocrates de la patate » du Rhode Island. Il prônait l'arrêt de la coopération avec les autorités de l'État par le refus de payer les taxes ou de servir dans la milice. Pourquoi, demandait-il, douze mille travailleurs du Rhode Island privés du droit de vote devraient-ils se soumettre à cinq mille propriétaires électeurs?

Thomas Dorr, avocat pourtant issu d'une famille aisée, prit la tête de ce mouvement en faveur de la réforme électorale. Les travailleurs s'organisèrent en Association du Rhode Island pour le droit de vote et, au printemps 1841, des milliers d'individus défilèrent dans les rues de Providence avec des bannières et des pancartes exigeant la réforme du système électoral. En dehors du système législatif légal, ils organisèrent leur propre « convention populaire » et rédigèrent une nouvelle constitution qui rejetait la légitimité du critère de propriété dans l'attribution du droit de vote.

Début 1842, cette constitution fut mise au vote. Quatorze mille personnes votèrent en sa faveur, parmi lesquelles près de cinq mille propriétaires – autrement dit, la majorité de ceux que la charte du Rhode Island autorisait déjà à voter. En avril eut lieu une élection non officielle au poste de gouverneur à laquelle Dorr se présenta seul. Il recueillit six mille voix. Au même moment, le gouverneur du Rhode Island obtint du président américain, John Tyler, la promesse qu'il enverrait les troupes fédérales en cas d'insurrection. Il existait dans la Constitution américaine une clause qui traitait spécifiquement de ce genre de cas et autorisait l'intervention fédérale pour venir à bout de soulèvements locaux lorsque le gouverneur de l'État concerné en faisait la demande.

Malgré cela, en mai 1842, les partisans de Dorr organisèrent dans les rues de Providence une sorte de cérémonie d'investiture à grand renfort de défilés composés d'artisans, de commerçants, de manœuvres et de miliciens. Le « parlement populaire » récemment élu se réunit. Mais Dorr fit une grave erreur en tentant de prendre d'assaut l'arsenal local avec une artillerie totalement déficiente. Le gouverneur officiel ordonna son arrestation. Après s'être réfugié hors des frontières de l'État, Dorr chercha à organiser une force armée pour le soutenir.

Contre l'avis de Dorr et de quelques autres, la « constitution populaire » réservait le droit de vote aux Blancs. Furieux, les Noirs

du Rhode Island se joignirent alors aux forces de la coalition de la Loi et de l'Ordre qui leur avait promis qu'une nouvelle convention constitutionnelle leur accorderait à eux aussi le droit de vote.

Lorsque Dorr fut de retour au Rhode Island, plusieurs centaines de ses partisans – pour la plupart de simples travailleurs – étaient prêts à se battre pour défendre la « constitution populaire ». Face à la milice régulière de l'État, riche de milliers d'hommes, le soulèvement échoua. Dorr dut à nouveau fuir le Rhode Island.

On proclama la loi martiale. On banda les yeux d'un rebelle prisonnier et on le fit passer devant un peloton d'exécution qui tira avec des balles à blanc. Une centaine de partisans de Dorr furent également faits prisonniers. L'un d'eux raconta qu'ils avaient été attachés les uns aux autres par groupes de huit et conduits à pied sur plus de vingt-cinq kilomètres jusqu'à Providence : « Insultés et la baïonnette au creux des reins. [...] La corde qui nous meurtrissait les bras [...] m'arrachait la peau. [...] Sans eau jusqu'à Greenville. [...] Pas de nourriture jusqu'au lendemain [...], et après nous avoir exposés aux yeux de tous, on nous jeta dans la prison d'État. »

Une nouvelle constitution proposa quelques réformes mais aboutissait néanmoins à une sur-représentation des zones rurales, limitait le droit de vote aux propriétaires ou à ceux qui s'acquittaient de la somme d'un dollar, et n'autorisait les citoyens naturalisés à voter que s'ils possédaient l'équivalent de 134 dollars en biens immobiliers. Aux élections de 1843, le parti de la Loi et de l'Ordre, opposé aux ex-partisans de Dorr, usa des moyens d'intimidation de la milice d'État sur les citoyens, des employeurs sur les employés et des propriétaires sur les fermiers afin d'obtenir leurs votes. Ce parti, battu dans les villes industrielles, remporta pourtant le vote des zones rurales, ce qui lui permit d'occuper tous les postes officiels de quelque importance.

Dorr rentra au Rhode Island à l'automne 1843. Il fut arrêté dans les rues de Providence et jugé pour trahison. Le juge demanda au jury d'ignorer tous les aspects politiques de l'affaire et de ne juger que de la réalité des actes subversifs qu'il avait pu commettre (actes qu'il ne niait d'ailleurs pas). Le jury le jugea coupable et le condamna à la prison à vie et aux travaux forcés. Dorr passa vingt mois en prison avant d'être gracié par le nouveau gouverneur (représentant du parti de la Loi et de l'Ordre), soucieux d'éviter d'en faire un martyr.

L'action armée avait été inefficace, la voie électorale avait échoué et les tribunaux s'étaient rangés du côté des conservateurs. Le mouvement initié par Dorr fit alors appel à la Cour suprême des États-

Unis par l'intermédiaire d'une accusation portée par Martin Luther contre la milice du parti de la Loi et de l'Ordre : elle affirmait que le « gouvernement populaire » était, de fait, le gouvernement légitime du Rhode Island en 1842. Daniel Webster plaida contre les partisans de Dorr. Si le peuple pouvait se réclamer de la Constitution contre un gouvernement en place, prétendait-il, il n'y aurait plus de lois ni de gouvernements – ne resterait que l'anarchie.

Dans sa décision (Luther *vs* Borden, 1849), la Cour suprême adoptait une attitude qu'elle allait conserver longtemps : elle ne s'autorisait pas à intervenir dans certaines questions « politiques », qui seraient laissées à la discrétion du Parlement et des autorités fédérales. Cette décision soulignait la nature essentiellement conservatrice de la Cour suprême : pour certaines questions cruciales – guerres ou révolutions –, elle s'en remettait au président et au Congrès.

Le mouvement Anti-Loyers et la révolte de Dorr sont généralement ignorés par les manuels d'histoire américains. Dans ces manuels destinés à des millions de jeunes Américains, on trouve peu de traces des conflits de classes du XIX[e] siècle. Les périodes qui précèdent et suivent la guerre de Sécession ne sont traitées que sous l'angle des questions politiques, électorales ou raciales. Même lorsque les livres concernant l'ère Jackson traitent des rapports sociaux et de l'économie, ils se concentrent sur la fonction présidentielle et perpétuent ainsi la traditionnelle focalisation sur nos « héroïques dirigeants », aux dépens des luttes populaires.

Andrew Jackson prétendait parler au nom des « membres les plus humbles de la société – les fermiers, les manœuvres et les travailleurs ». Certainement pas, en tout cas, au nom des Indiens expulsés de leurs terres ni au nom des esclaves. Mais les tensions nées de l'essor de l'industrialisation et de l'immigration croissante imposaient au gouvernement d'obtenir un soutien suffisamment large au sein de la population blanche. C'est exactement ce que réussit la « démocratie jacksonienne ».

Selon Douglas Miller (*The Birth of Modern America*), spécialiste de l'ère Jackson, la politique des années 1830 et 1840 « tendait de plus en plus à créer une imagerie populiste et à flatter l'homme du commun ». Mais Miller n'est pas certain que l'expression « Démocratie jacksonienne » reflète l'exacte réalité : « Les parades, les pique-niques et les campagnes de diffamation personnelle ont caractérisé la politique jacksonienne. Même si les deux partis destinaient leur rhétorique au peuple et rabâchaient les sempiternels serments de fidélité à la démocratie, cela ne signifiait pas pour autant que "monsieur Tout-le-Monde" était aux commandes de

l'État. Si les politiciens professionnels apparus dans les années 1820 et 1830 étaient parfois autodidactes, ils étaient néanmoins loin d'être issus des milieux populaires. Les deux principaux partis étaient également largement dominés par des hommes fortunés et ambitieux. Hommes de loi, patrons de presse, négociants, industriels, grands propriétaires et spéculateurs en tout genre présidaient aussi bien aux destinées du parti démocrate qu'à celles du parti des whigs. »

Jackson fut le premier président à user de la rhétorique libérale et à en appeler continuellement au peuple. Cela devenait d'ailleurs nécessaire pour remporter une victoire politique en un temps où le droit de vote était exigé par un nombre croissant d'individus (comme dans le Rhode Island par exemple), où les parlements locaux cédaient de plus en plus sur les critères permettant d'y accéder. Comme le constate Robert Remini – autre éminent spécialiste de l'ère Jackson, qui analysa dans *The Age of Jackson* les résultats électoraux de 1828 et 1832, « Jackson bénéficiait personnellement d'un assez large soutien dans toutes les classes et catégories professionnelles du pays. Il plaisait aussi bien aux fermiers, aux manœuvres, aux ouvriers eux-mêmes et aux professions libérales qu'aux hommes d'affaires. Et tout cela sans s'affirmer pour autant pro ou anti-ouvriers, pro ou anti-milieux d'affaires, pro ou anti-classes défavorisées, moyennes ou aisées. On sait qu'il fut un grand briseur de grèves [Jackson fit en effet donner la troupe pour venir à bout d'une révolte de travailleurs sur les chantiers des canaux du Chesapeake et de l'Ohio], et pourtant, pendant certaines périodes, lui et les démocrates ont pu bénéficier du soutien des organisations de travailleurs ».

Nous sommes ici devant l'ambiguïté inhérente à la nouvelle pratique politique – parler au nom des classes moyenne et défavorisée pour obtenir leur soutien en une période de croissance accélérée et de troubles potentiels. C'est en effet à cette époque que se met en place le système du bipartisme américain. Donner le choix au peuple entre deux uniques formations politiques et lui abandonner le droit – en cette période de troubles – de choisir le plus vaguement démocratique constituait un excellent moyen de maintenir l'ordre. Comme bien des aspects du système américain, ce bipartisme n'a pas été forgé par des individus passés maîtres en l'art du complot. Il fut le produit quasi naturel de la situation sociale. Robert Remini compare Martin Van Buren, démocrate jacksonien, successeur de Jackson à la présidence, à Metternich, diplomate conservateur autrichien de la même période : « Comme Metternich, qui cherchait à parer le mécontentement révolutionnaire en Europe, Van Buren et ses acolytes politiciens tentaient de juguler

le désordre politique en Amérique en instituant un équilibre du pouvoir entre deux partis actifs et parfaitement organisés. »

Selon Robert Rantoul, avocat d'affaires réformiste et démocrate jacksonien, l'objectif de Jackson était de stabiliser et de contrôler la société américaine en attirant vers le parti démocrate, par des « réformes prudentes, judicieuses et réfléchies », « des intérêts divers et en particulier [...] ceux de l'importante petite bourgeoisie du pays ». Autrement dit, des réformes minimales. Définition prophétique de la démarche ordinaire du parti démocrate américain – et quelquefois également du parti républicain – au XX[e] siècle. Ces nouvelles formes de contrôle politique s'avéraient absolument nécessaires en ces temps de croissance sauvage et de troubles potentiels. L'Amérique était maintenant dotée de canaux, de chemins de fer et du télégraphe. En 1790, moins d'un million d'Américains vivaient dans les villes. En 1840, ils sont onze millions. Entre 1820 et 1860, la population de la ville de New York passe de cent trente mille à un million d'habitants. Alexis de Tocqueville pouvait exprimer son étonnement devant « l'égalité presque complète des conditions » chez les Américains : son ami Beaumont rappelle quelque part qu'il n'était pas fameux en calcul. Comme le souligne Edward Pessen, historien de la société jacksonienne (*Jacksonian America*), ce jugement de Tocqueville ne reflétait pas la réalité américaine.

À Philadelphie, on comptait en moyenne cinquante-cinq familles ouvrières par immeuble et le plus souvent une seule pièce par famille, sans collecte des ordures, sans toilettes, sans aération et sans point d'eau. L'eau courante pompée dans la Schuylkill River était exclusivement destinée aux demeures des riches.

À New York, on pouvait voir des êtres misérables dormir à même le pavé. Dans les taudis, il n'existait aucun système d'évacuation des eaux usées, qui, après s'être répandues dans les arrière-cours et les ruelles, s'écoulaient dans les caves où logeaient les plus pauvres parmi les pauvres. La ville connut une épidémie de typhoïde en 1837 et une épidémie de typhus en 1842. Lors de l'épidémie de choléra qui frappa Philadelphie en 1832, les riches désertèrent la ville mais les pauvres y restèrent et moururent en grand nombre.

Ces pauvres, bien sûr, ne comptaient pas parmi les alliés politiques du gouvernement. Mais ils n'en existaient pas moins – comme les esclaves et les Indiens –, invisibles en temps ordinaire mais toujours menaçants en cas d'insurrection. Néanmoins, on pouvait compter sur un autre type de citoyen susceptible d'apporter régulièrement son soutien au système en place : le travailleur bien rémunéré ou le petit propriétaire terrien. Il y avait également l'employé de bureau, nouveau type de citadin né de cette période

faste pour le commerce américain et décrit en ces termes par Thomas Cochran et William Miller dans *The Age of Enterprise* : « Vêtu d'alpaga beige, courbé sur son bureau, ce nouveau type de travailleur créditait et débitait, indexait et fichait, écrivait et expédiait des factures, des reconnaissances de dettes, des reçus. Honnêtement rémunéré, il disposait de quelques économies et de temps libre. Il assistait aux événements sportifs et se rendait au théâtre ; économisait et souscrivait à des assurances. Il lisait le *New York Sun* ou le *Herald* – cette presse à un sou vivant exclusivement de la publicité et avide d'affaires criminelles et de leçons de bonne éducation destinées à la petite bourgeoisie naissante. »

Il s'agissait là de l'avant-garde des catégories émergentes des salariés et des professions libérales américaines, suffisamment choyées et rémunérées pour penser appartenir à la bourgeoisie et lui apporter son soutien en temps de crise.

L'ouverture de l'Ouest américain fut rendue possible par la mécanisation du travail agricole. Les charrues en acier permettaient de réduire de moitié le temps de labourage. Dès les années 1850, la John Deere Company produisait quelque dix mille socs de charrues à l'année. Cyrus McCormick fabriquait un millier de moissonneuses mécaniques dans son usine de Chicago. Avec une simple faux, un homme ne pouvait travailler qu'un cinquième d'hectare de terre par jour. Grâce à cette moissonneuse, il pouvait en faucher quatre. Par les pistes, les canaux et le train, un nombre sans cesse croissant de gens partaient pour l'Ouest tandis qu'un volume accru de produits parvenait à l'Est. Il était donc essentiel de maîtriser cet Ouest turbulent et imprévisible. Dès que les collèges commencèrent à s'y multiplier, les hommes d'affaires de l'Est, selon Cochran et Miller, « décidèrent immédiatement de prendre en main le système d'éducation de l'Ouest américain ». Edward Everett, orateur et politicien du Massachusetts, préconisait en 1833 d'apporter à ces collèges une aide financière : « Le capitaliste de Boston, comme tout homme qui a d'importants intérêts en Nouvelle-Angleterre, ne doit pas penser qu'on lui demande d'exercer sa libéralité à distance en faveur de gens dont il n'a rien à attendre en retour. [...] On vous demande de veiller à la sécurité de vos propres biens en propageant la lumière et la vérité sur une région qui peut aussi bien les préserver que les mettre en danger. »

Les capitalistes de l'Est étaient parfaitement conscients de cette nécessité de « veiller [sur leurs] propres biens ». À mesure que les technologies se développaient, elles nécessitaient plus de capital et plus de prise de risques : ces importants investissements exigeaient

donc plus de stabilité. Dans le cadre d'un système économique qui ne répondait pas rationnellement aux besoins des individus mais se développait, au contraire, par à-coups et de manière chaotique selon les seules règles du profit, il semblait impossible d'échapper à l'alternance de périodes de crises et de booms économiques. L'Amérique connut une dépression en 1837 et une autre en 1853. On jugea alors qu'il fallait, pour plus de stabilité, réduire le niveau de concurrence, organiser le monde des affaires et développer les monopoles. Au milieu des années 1850, les ententes sur les prix et les fusions furent relativement fréquentes : la New York Central Railroad fut le fruit d'une fusion entre différentes compagnies de chemin de fer. L'American Brass Association fut mise sur pied pour faire « cesser une concurrence ruineuse ». La Hampton County Cotton Spinners Association et l'American Iron Association étaient destinées à contrôler les prix.

Afin de minimiser davantage la prise de risques, le gouvernement devait continuer de jouer son rôle traditionnel – depuis Alexander Hamilton et le premier Congrès – de serviteur des intérêts industriels. Les législatures des différents États accordèrent à certaines industries des chartes leur donnant le droit légal de mener des affaires et de mobiliser des fonds par voie d'emprunt. Spécifiques à l'origine, ces chartes devinrent par la suite plus globales, de manière à ce que toute industrie présentant certaines caractéristiques puisse y accéder. Entre 1790 et 1860, deux mille trois cents entreprises en bénéficièrent.

Les dirigeants des chemins de fer se rendaient à Washington et dans les capitales des États et distribuaient argent, actions et laissez-passer sur les lignes de chemin de fer. Entre 1850 et 1857 ils obtinrent quelque dix millions d'hectares de terrains publics exempts de loyers et des millions de dollars d'emprunts accordés par les législatures des États. Dans le Wisconsin, en 1857, les chemins de fer Lacrosse et Milwaukee se virent offrir 400 000 hectares après avoir distribué près de 900 000 dollars en actions à cinquante-cinq membres de l'assemblée de l'État, à treize sénateurs et au gouverneur. Deux ans plus tard, la compagnie faisait faillite et les actions perdaient toute valeur.

Dans l'Est, les dirigeants des manufactures étaient devenus puissants et parfaitement organisés. En 1850, quinze familles de Boston surnommées « les Associés » contrôlaient 20 % des filatures de coton américaines, 39 % du capital des assurances dans le Massachusetts et 40 % des ressources bancaires de Boston.

Dans les manuels scolaires, cette période apparaît avant tout comme celle de la controverse sur l'esclavage. Pourtant, à l'aube

de la guerre de Sécession, la priorité des priorités n'était certainement pas l'esclavage mais l'argent et le profit que pouvaient faire les classes dirigeantes du pays. Selon Cochran et Miller, « Webster était le véritable héros du Nord et certainement pas Emerson, Parker, Garrison ou Philips. Webster, l'homme des tarifs douaniers, le spéculateur foncier, l'avocat des industriels, le représentant politique des Associés de Boston, le disciple de Hamilton. "Le véritable rôle du gouvernement est d'assurer la sécurité des biens à l'intérieur et la renommée et le respect à l'extérieur", disait-il. C'est en ce sens qu'il défendait l'union et c'est pour cela qu'il livrait les esclaves fugitifs ».

Nos auteurs continuent en faisant le portrait des riches de Boston : « Vivant dans le luxe à Beacon Hill, admirés par leurs voisins pour leur philanthropie et pour leur patronage des arts et de la culture, ces hommes déambulaient dans State Street, tandis que des directeurs veillaient à la bonne marche de leurs usines, que des managers dirigeaient leurs compagnies de chemin de fer, et que des agents commerciaux vendaient leur énergie hydraulique ou leurs domaines fonciers. Il s'agissait de propriétaires absentéistes au sens propre. Loin des maladies qui infestaient les cités industrielles, ils ignoraient totalement les revendications de leurs salariés et la détresse psychologique produite par un environnement triste et sordide. Pendant cet Âge d'or, les arts, la littérature, l'enseignement et la science s'épanouissaient dans la capitale de l'État tandis que dans les villes industrielles les enfants travaillaient aux côtés de leurs parents, les écoles et les médecins relevaient de l'imaginaire, et coucher dans un lit à soi du luxe le plus rare. »

Ralph Waldo Emerson décrit le Boston de cette époque en ces termes : « Il y flotte un relent de pauvreté dans toutes les rues, aussi bien dans Beacon Street et à Mount Vernon que dans les officines des hommes de loi et sur les quais. Cette même mesquinerie, cette stérilité et ce désespoir que l'on peut trouver dans une usine de chaussures. » Le pasteur Theodore Parker déclarait à sa congrégation que « l'argent [était alors] la première puissance de notre nation ».

Les tentatives d'instituer une certaine stabilité politique et un contrôle économique performant n'aboutirent pas véritablement. L'essor de l'industrialisation, les villes surpeuplées, les heures interminables passées dans les usines, les crises économiques brutales entraînant hausses de prix et chômage, le manque d'eau potable et de nourriture, les hivers redoutables, les logements étouffants l'été, les épidémies permanentes et la mortalité infantile : tout cela

provoquait des troubles sporadiques chez les pauvres. Il y eut parfois des soulèvements spontanés contre les riches. D'autres fois, cette colère était détournée en haine raciale contre les Noirs, en conflits religieux contre les catholiques ou en xénophobie contre les immigrants. Il arrivait aussi que ces soulèvements prennent la forme organisée de grèves et de manifestations.

La « démocratie jacksonienne » avait pourtant tenté de créer un consensus autour du système pour assurer sa survie, mais les Noirs, les Indiens, les femmes et les étrangers en étaient manifestement exclus. En outre, dans une très large mesure, les travailleurs blancs eux-mêmes ne s'y reconnaissaient pas.

La mesure exacte de la conscience ouvrière de ces années-là est – comme presque toujours – impossible à déterminer. Il en reste néanmoins quelques fragments qui nous conduisent à nous interroger sur l'ampleur du mécontentement que pouvait occulter le silence apparent des travailleurs. En 1827, parut un « Appel [...] aux manœuvres et aux classes travailleuses [...] de Philadelphie », rédigé par un « manœuvre illettré », probablement un apprenti cordonnier, qui déclarait : « Nous sommes opprimés de toutes parts. Nous travaillons dur pour produire tout le confort nécessaire au plaisir des autres tandis que nous-mêmes n'en récoltons qu'une portion ridicule. Et même cette portion, en l'état présent de la société, dépend de la bonne volonté de nos employeurs. »

Frances Wright, Écossaise féministe et socialiste utopiste de la première heure, avait été invitée par les travailleurs de Philadelphie à s'exprimer le 4 juillet 1829 devant l'un des premiers grands rassemblements syndicaux des États-Unis. Elle demanda si la Révolution s'était faite pour « écraser les fils et les filles de votre industrie nationale sous [...] le mépris, la pauvreté, le vice, la famine et la maladie ». Elle se demandait également si le progrès technologique ne réduisait pas la valeur du travail humain en transformant les hommes en appendices de la machine et en torturant les esprits et les corps des enfants au travail.

La même année, George Henry Evans, imprimeur et rédacteur du journal *The Workingman's Advocate*, rédigea une « Déclaration d'indépendance du travailleur ». Dans la liste des « faits » qu'il soumet à l'« impartial et candide » citoyen, figurent entre autres ces quelques affirmations :

1 – Les lois fiscales [...] oppriment plus sévèrement une classe spécifique de la société.

3 – Les lois sur l'enrôlement militaire sont parfaitement partiales et favorisent une certaine classe de la société aux dépens de l'autre.

> 6 – Les lois [...] ont privé les neuf dixièmes des membres du corps politique qui ne sont pas riches d'une égalité de moyens de jouir de la "vie, de la liberté et de la poursuite du bonheur". La loi en faveur des propriétaires contre les locataires [...] en est une illustration parmi d'autres.

Evans estimait que, « arrivés à l'âge adulte, tous devraient avoir un même accès à la propriété ».

À Boston, en 1834, un rassemblement de tous les syndicats professionnels de la ville, accueillant également les manœuvres de Charleston et les ouvrières des usines de chaussures de Lynn, se référait clairement à la Déclaration d'indépendance : « Nous affirmons que [...] les lois qui visent à élever une certaine classe au-dessus du reste des citoyens en lui accordant certains privilèges vont à l'encontre de ces principes fondamentaux et les bafouent. [...] Notre système public d'enseignement finance très libéralement des séminaires d'enseignement [...] qui ne sont accessibles qu'aux riches tandis que nos écoles ordinaires sont si pauvrement dotées. Ainsi, dès l'enfance, les pauvres sont-ils amenés à se considérer eux-mêmes comme des êtres inférieurs. »

Dans son livre *Most Uncommon Jacksonians*, Edward Pessen affirme que « les responsables des mouvements de travailleurs de l'époque jacksonienne sont de véritables radicaux. [...] Comment qualifier autrement des hommes qui pensent que la société américaine est minée par les conflits sociaux, défigurée par la misère des masses et dominée par une élite cupide dont l'autorité sur tous les aspects de la vie américaine repose exclusivement sur la propriété privée ? ».

Les révoltes de cette époque sont parfaitement ignorées des livres d'histoire traditionnels. Il en est ainsi, par exemple, des émeutes qui eurent lieu à Baltimore durant l'été 1835, lorsque la Banque du Maryland fit faillite et que tous ses déposants perdirent leurs économies. Persuadée qu'il s'agissait là d'une fraude gigantesque, une foule de gens se rassembla et brisa les fenêtres des administrateurs de la banque. Après que les émeutiers eurent détruit une maison, la milice entra en action, faisant vingt morts et une centaine de blessés. Le lendemain soir, d'autres maisons furent attaquées. Le *Niles' Weekly Register*, un important journal de l'époque, rendait ainsi compte des événements : « Hier soir (dimanche) au crépuscule, les attaques ont repris contre le domicile de Reverdy Johnson sans que personne ne s'y oppose. On estime que plusieurs milliers de personnes assistaient à la scène. On pénétra assez rapidement dans la demeure, et son mobilier, une bibliothèque de droit et tout

ce qu'elle contenait en furent extraits et brûlés devant la maison. Tout ce qui se trouvait dans la maison fut saccagé et jeté au feu. À onze heures, le portique de marbre et une grande partie du mur de façade avaient été détruits. [...] Puis la foule se rendit jusqu'au domicile du maire de la ville, Jesse Hunt, et [...] en sortit également le mobilier avant d'y mettre le feu devant la maison. »

C'est au cours de cette période que les syndicats commencèrent à s'organiser (Philip Foner fait le récit détaillé de ce processus dans son *History of the Labor Movement in the US*). Les tribunaux qualifiaient leur activité de conspiration anticommerciale et la jugeaient, en conséquence, illégale. Ainsi, dans l'État de New York, vingt-cinq membres du syndicat des ouvriers tailleurs furent déclarés coupables de « conspiration contre la liberté de commerce, d'émeute et de menaces suivies de passage à l'acte ». Au prononcé des peines, le juge déclara que « sur cette terre bénie de loi et de liberté, les voies du progrès [étaient] ouvertes à tous ». « Tout Américain sait ou devrait savoir qu'il n'a pas de meilleur ami que la loi et qu'il n'a pas besoin de coalition artificielle pour assurer sa protection. Ces coalitions nous sont étrangères et je tends à penser qu'elles sont le fait d'éléments étrangers à notre pays. »

Un tract circulait alors dans toute la ville :

LES RICHES CONTRE LES PAUVRES

Le juge Edward, instrument de l'aristocratie, est contre le peuple ! Manœuvres et ouvriers ! Un coup fatal a été porté contre votre liberté ! [...] Ils ont établi un précédent en déclarant que le travailleur n'avait pas le droit de discuter du prix de son labeur ou, en d'autres termes, que le riche est seul juge des besoins du pauvre.

Vingt-sept mille personnes se rassemblèrent devant le City Hall de New York pour dénoncer cette décision de justice et élire un Comité de correspondance. Ce dernier organisa trois mois plus tard une convention de manœuvres, de métayers et d'ouvriers, élus par leurs collègues dans les différentes villes de l'État de New York. La Convention se réunit à Utica, esquissa une Déclaration d'indépendance vis-à-vis des partis politiques existants et annonça la naissance du parti de l'Égalité des droits.

Bien qu'ils eussent désigné leurs propres candidats pour les élections à venir, les ouvriers ne comptaient pas trop sur le suffrage électoral pour apporter des changements. L'un des grands orateurs du mouvement, Seth Luther, déclara au cours d'une célébration du 4 Juillet : « Nous essaierons de passer par l'urne dans un premier temps. Si cela n'a pas les effets que nous escomptons sur nos

légitimes revendications, nous en appellerons en dernier ressort au suffrage des armes. » Un journal favorable à la cause, le *Microscope* d'Albany, prévenait ses lecteurs avec ironie : « Ayons une pensée pour le regretté mouvement des travailleurs détruit par les parasites et roulé par les partis politiques. Après avoir admis dans ses rangs des avocats et des politiciens véreux [...], il fut bientôt perverti et pris sans le vouloir dans une spirale dont il ne put jamais sortir. »

La crise de 1837 fut marquée par de nombreux rassemblements dans diverses villes. Les banques avaient suspendu les paiements en numéraire, refusant de payer en monnaie sonnante et trébuchante les billets qu'elles avaient émis. Les prix grimpèrent et les travailleurs, qui étaient déjà dans la gêne, découvrirent que le baril de farine était passé de 5,62 à 12 dollars. La viande de porc augmenta également, ainsi que le charbon. À Philadelphie, vingt mille personnes se rassemblèrent et quelqu'un adressa ce message au président Van Buren : « Cette après-midi, le plus vaste rassemblement que j'aie jamais vu a eu lieu sur la place de l'Indépendance. L'information était passée la veille et toute la soirée par le biais d'affiches placardées à travers toute la ville. La classe ouvrière était seule à l'origine du projet, sans consultations ni conseils de ceux qui d'ordinaire prennent en main de tels événements. Les meneurs et les orateurs étaient tous issus de cette classe. [...] Toute cette agitation visait avant tout les banques. »

Dans l'État de New York, les membres du parti pour l'Égalité des droits (plus souvent appelés « les Boutefeux ») annonçaient la tenue d'une réunion en ces termes : « Pain, viande, loyers et chauffage! Leurs prix doivent baisser! Le peuple se réunira sur la place, qu'il pleuve ou qu'il vente, à quatre heures, lundi après-midi. Tous les amis du genre humain, déterminés à résister aux monopoles et aux extorsions, sont invités à se présenter. » Le *Commercial Register*, journal new-yorkais, commenta l'événement : « À quatre heures, plusieurs milliers de personnes ont convergé vers le parvis de l'hôtel de ville. [...] L'un des orateurs a expressément dirigé la vindicte populaire contre Eli Hart, l'un de nos plus importants négociants de farine. "Chers concitoyens, s'est-il exclamé, M. Hart possède actuellement cinquante-trois mille barils de farine dans ses entrepôts. Allons-y et offrons-lui 8 dollars du baril. S'il ne les accepte pas..." La plupart des gens se sont dirigés dans la direction des entrepôts de Hart. Après en avoir forcé la porte principale, ils ont sorti vingt ou trente barils de farine dans la rue et les ont ouverts. Au même moment, M. Hart lui-même arrivait sur les lieux, accompagné de quelques officiers de police. Ces officiers

furent assaillis par une partie de la foule dans Dey Street. On arracha leurs matraques qui furent ensuite réduites en pièces. Des dizaines, des cinquantaines, des centaines de barils de farine furent rapidement jetés à la rue, par les fenêtres. [...] Un millier de boisseaux de grains et cinq cents barils de farine furent ainsi malignement et sottement détruits. Les plus actifs parmi ces saccageurs étaient les étrangers. D'ailleurs, la majeure partie de cette assemblée était d'origine assez exotique, mais il en restait tout de même de cinq cents à un millier pour assister passivement à leur travail de destruction. Au milieu des barils éclatés, on pouvait voir de nombreuses femmes qui, telles les harpies qui déshabillent les morts sur les champs de bataille, remplissaient boîtes, paniers et même leurs tabliers de farine avant de s'enfuir. La nuit était à présent tombée sur cette scène, mais le travail de destruction ne cessa que lorsque d'importants corps de police se présentèrent, rapidement suivis par des détachements de l'armée. »

Il s'agit là de l'émeute de la Farine de 1837. Au cours de la crise qui sévit cette année-là, cinquante mille personnes (un tiers des travailleurs) de la ville de New York se retrouvèrent sans travail et deux cent mille autres (sur une population de cinq cent mille) vécurent, aux dires d'un observateur, « dans la plus profonde détresse ».

On ne sait pas combien de réunions, d'émeutes, d'actions, concertées ou non, violentes ou non, ont eu lieu au milieu du XIXe siècle, à mesure que le territoire national s'étendait et que les villes se peuplaient, avec de mauvaises conditions de travail, des conditions de vie intolérables et une économie concentrée dans les mains des banquiers, des spéculateurs, des propriétaires et des négociants.

En 1835, cinquante corporations professionnelles organisèrent une action commune à Philadelphie, une grève générale des travailleurs, couronnée de succès, réunissant les employés des manufactures, les relieurs, les ouvriers bijoutiers, les mineurs, les bouchers et les employés de bureau qui exigeaient la journée de dix heures. La Pennsylvanie et d'autres États votèrent bientôt des lois sur la journée de dix heures. Les employeurs pouvaient cependant toujours faire signer un contrat à un employé par lequel celui-ci s'engageait à faire des journées plus longues. À cette époque, la loi défendait fermement les contrats et prétendait même qu'un contrat de travail était un accord volontaire passé entre deux parties égales.

Au début des années 1840, les tisserands de Philadelphie – pour la plupart des immigrés irlandais travaillant à domicile pour des patrons – se mirent en grève pour obtenir de meilleurs salaires. Ils allèrent jusqu'à s'en prendre aux domiciles de ceux qui refusaient

de se mettre en grève et à détruire leur travail. Des hommes rassemblés par le shérif tentèrent d'arrêter plusieurs grévistes mais ils furent mis en déroute par quelque quatre cents tisserands armés de fusils et de gourdins.

Pourtant, un violent antagonisme religieux opposa bientôt les tisserands irlandais catholiques et les ouvriers qualifiés protestants nés aux États-Unis. En mai 1844, les deux factions s'affrontèrent violemment à Kensington, dans la banlieue de Philadelphie. Les protestants anti-immigrés détruisirent les quartiers des tisserands et s'en prirent à une église. Les politiciens de la petite bourgeoisie se mirent finalement d'accord pour intégrer les deux groupes adverses dans leurs partis respectifs (les protestants « nativistes » dans le parti républicain et les Irlandais dans le parti démocrate) : la politique des partis et la question religieuse venaient ainsi se substituer au conflit de classe.

En conséquence, nous dit David Montgomery, spécialiste des émeutes de Kensington, la classe ouvrière de Philadelphie se fragmenta, « créant chez l'historien l'illusion d'une société sans conflit de classes ». Mais en réalité, au XIXe siècle, ces conflits furent « aussi aigus que partout ailleurs dans le monde industriel ».

Les immigrants irlandais, fuyant la famine due à la terrible crise de la pomme de terre, arrivaient aux États-Unis entassés dans de vieux bateaux. L'histoire de ces transports diffère peu de celle des convois qui avaient autrefois importé des cargaisons d'esclaves et devaient, plus tard, amener les Allemands, les Italiens ou les Russes. Voici le récit qu'on fit, à l'époque, de l'arrivée d'un navire venu d'Irlande qui jeta l'ancre à Grosse Isle sur la frontière canadienne :

« Le 18 mai 1847, l'*Urania*, originaire de Cork, avec à son bord quelques centaines d'immigrants dont la plupart étaient malades ou mourant de la fièvre, fut mis en quarantaine à Grosse Isle. Il s'agissait du premier de ces navires infestés par les épidémies qui remontèrent cette année-là le Saint-Laurent. En effet, avant la première semaine de juin, dix-huit autres bateaux de différents tonnages furent portés par le vent d'est dans cette direction. Et de cette incroyable armada, pas un navire qui ne présentât les effets du typhus, de la famine ou des diverses maladies maritimes. [...] Les traversées les plus rapides se faisaient en six ou huit semaines. Qui peut imaginer l'horreur qui régnait, au cours de la traversée même la plus courte, sur ces bateaux bourrés au-delà de leurs capacités de pauvres émigrants de tous âges parmi lesquels sévissait l'épidémie. [...] L'équipage, que le désespoir avait abruti et rendu brutal, était paralysé par la peur de contracter la maladie. Les misérables passagers étaient incapables de se soutenir eux-mêmes ou d'accorder

la moindre attention à leurs compagnons. Il arrivait qu'un quart, un tiers, la moitié, voire la totalité des passagers fussent à différents stades de la maladie. Les uns mourant, les autres déjà morts. L'infection fatale s'aggravait obligatoirement dans une atmosphère corrompue d'avoir été respirée et respirée encore par des êtres souffrants en mal d'oxygène. Imaginez les plaintes des enfants, les cris des délirants et les râles et grognements des agonisants ! Sur l'île, aucun confort d'aucune sorte. [...] Les entrepôts furent rapidement surpeuplés de misérables gens. [...] Des centaines d'entre eux furent littéralement jetés sur les plages au milieu de la vase et des rochers et durent ramper pour atteindre comme ils le pouvaient le sable sec. Nombre d'entre eux [...] expiraient finalement sur ce rivage fatal, impuissants à s'extraire de la vase dans laquelle ils étaient étendus. Il fallut attendre le 1er novembre pour que la quarantaine de Grosse Isle soit fermée. Sur cet îlot inhospitalier, près de dix mille enfants de la race irlandaise sont restés consignés dans leurs tombes. »

Ces immigrés irlandais récemment débarqués pouvaient-ils vraiment sympathiser, pauvres et méprisés comme ils l'étaient eux-mêmes, avec les esclaves noirs qui se trouvaient à l'époque de plus en plus au centre de la question politique et fournissaient le ressort de l'agitation dans le pays ? Rares étaient d'ailleurs les militants de la classe ouvrière qui s'intéressaient à l'époque au sort des Noirs. Ely Moore, syndicaliste new-yorkais élu au Congrès américain, s'élevait par exemple à la Chambre des représentants contre toute discussion sur les pétitions abolitionnistes. La haine raciale devint un substitut idéal de la frustration de classe.

En 1848, pourtant, un cordonnier blanc écrivait dans le *Awl*, le journal des travailleurs de la chaussure, à Lynn : « Nous ne sommes que l'armée permanente qui maintient trois millions de nos frères dans les chaînes. [...] Vivant à l'ombre du monument de Bunker Hill[1], nous réclamons nos droits au nom du genre humain tout en les déniant à d'autres à cause de la couleur de leur peau ! Doit-on alors s'étonner que Dieu, dans sa juste colère, nous punisse en nous forçant à boire la coupe amère de la dégradation ? »

La colère des pauvres des villes s'exprimait souvent au travers de violences gratuites à connotation nationaliste ou religieuse. À New York par exemple, en 1849, une foule composée pour une large part d'Irlandais dévasta l'élégant Astor Place Opera House où un acteur anglais, William Charles Macready, interprétait le rôle de Macbeth

1. Victoire américaine pendant la guerre d'Indépendance.

en concurrence avec l'acteur américain Edwin Forrest, qui jouait le même rôle dans une autre production. La foule, aux cris de « Brûlons ce foutu repaire d'aristocrates », attaqua le bâtiment à coups de briques. La milice fut appelée à la rescousse et intervint avec une telle violence que deux cents personnes environ furent tuées ou blessées.

Une nouvelle crise économique survint en 1857. L'expansion du chemin de fer et des manufactures, l'augmentation de l'immigration, la spéculation boursière galopante, les vols, la corruption et les fraudes en tout genre provoquèrent un boom économique immédiatement suivi d'un krach. En octobre de cette année-là, deux cent mille personnes se retrouvèrent sans emploi et des milliers d'immigrés récents s'entassaient dans les ports de l'Est pour repartir en Europe. Le *New York Times* de l'époque rapportait que « tous les bateaux à destination de Liverpool font le plein de passagers et nombreux sont ceux qui, faute d'argent, s'enrôlent pour payer leur billet de retour en travaillant ».

À Newark (New Jersey), un rassemblement de quelques milliers de personnes exigeait que la ville fournisse du travail aux chômeurs. À New York, quinze mille personnes se rassemblèrent à Thompkins Square, dans le sud de Manhattan. De là, ils se rendirent à Wall Street et défilèrent autour de la Bourse en criant : « Nous voulons du travail! » Cet été-là, des émeutes éclatèrent dans les taudis new-yorkais. Une foule de cinq cents personnes attaqua le poste de police avec des fusils et des pierres. Il y eut des défilés de chômeurs exigeant du pain et du travail et pillant les magasins. En novembre, un groupe d'individus envahit l'hôtel de ville et en fut délogé par les soldats.

Sur la force de travail globale du pays, qui s'élevait à six millions de personnes en 1850, il y avait cinq cent mille femmes dont trois cent trente mille domestiques et cinquante-cinq mille institutrices. Parmi les cent quatre-vingt-un mille ouvrières des manufactures, la moitié travaillait dans les filatures.

Elles s'organisèrent en syndicats. Les femmes firent leur première grève en 1825. Il s'agissait de l'Union des femmes tailleurs de New York, qui exigeait une augmentation. En 1828, la première grève autonome de femmes travaillant dans les manufactures eut lieu à Dover (New Hampshire) : quelques centaines de femmes défilèrent en brandissant des bannières et des drapeaux. Elles protestaient contre les nouveaux règlements qui prévoyaient des amendes pour les retards, interdisaient de parler sur le lieu de travail et exigeaient une pratique religieuse assidue. On les contraignit finalement à reprendre le travail sans que leurs revendications eussent été

entendues. Les meneuses du mouvement furent licenciées et mises sur liste noire.

À Exeter (New Hampshire), les femmes ouvrières se mirent également en grève après s'être aperçues que les surveillants retardaient les horloges pour les faire travailler plus longtemps. On leur promit finalement de faire en sorte que les surveillants remettent les horloges à l'heure exacte.

Le « Système Lowell » (Lowell, au Massachusetts, première ville née autour de l'industrie de la filature, doit son nom à l'influente et fortunée famille Lowell), où les jeunes ouvrières vivaient dans des dortoirs surveillés par des « veuves », sembla tout d'abord être un progrès social relativement satisfaisant. Ces dortoirs pouvaient passer pour un lieu d'émancipation bénéfique par rapport au milieu familial ou au service domestique. Néanmoins, ils devinrent vite des sortes de prisons avec des règles et règlements très stricts. Le souper – qui n'était servi que lorsque les jeunes filles, après s'être levées à quatre heures du matin, avaient travaillé jusqu'à dix-neuf heures trente – ne consistait bien souvent qu'en un brouet composé de pain trempé dans le bouillon.

Les jeunes pensionnaires de Lowell décidèrent de réagir. Elles publièrent leur propre journal et protestèrent contre les conditions de travail dans des ateliers très faiblement éclairés, peu aérés, terriblement chauds en été et froids et humides en hiver. En 1834, une réduction des salaires entraîna la grève des ouvrières de Lowell. Elles proclamèrent à cette occasion que « l'union fait la force ». « Notre objectif est de forger cette union et de nous imposer. En outre, nous revendiquons nos droits inaliénables. » La menace de voir d'autres ouvrières prendre leur place l'emporta néanmoins : elles reprirent le travail à moindre salaire et les meneuses furent, bien entendu, licenciées.

Les jeunes femmes, déterminées à faire mieux la prochaine fois, fondèrent une Association des ouvrières. En 1836, mille cinq cents d'entre elles se mirent en grève contre l'augmentation du prix des pensions. Harriet Hanson, alors jeune ouvrière de onze ans, se souvint beaucoup plus tard qu'elle travaillait « dans un des ateliers du bas où [elle avait] entendu discuter très sérieusement de cette proposition de grève » : « J'avais écouté avec le plus grand intérêt tout ce qui se disait contre l'"oppression" exercée par le patronat, et naturellement j'étais du côté des grévistes. Quand le jour est arrivé de débrayer, ce sont les filles des ateliers du haut qui ont commencé les premières et elles étaient si nombreuses à le faire que l'usine ne fonctionnait plus. Lorsque les collègues de mon atelier restèrent là à se demander quoi faire [...], comme je commençais à croire

qu'elles ne partiraient pas malgré tout leur bavardage, je me suis énervée et je me suis mise à crier avec toute l'insolence d'une enfant : "Je me fiche de ce que vous faites mais en tout cas, moi, je débraye même si je suis la seule." Et je suis sortie. Alors les autres m'ont suivie. Quand j'ai vu derrière moi toutes les filles qui me suivaient, j'ai été plus fière que jamais dans toute ma vie depuis. »

Les grévistes défilèrent dans les rues de Lowell en chantant. Elles tinrent bon tout un mois mais, quand l'argent vint à manquer, elles furent expulsées des pensions où elles vivaient et la plupart d'entre elles reprirent le travail. Les militantes les plus en vue furent licenciées, parmi lesquelles la mère de Harriet Hanson, une veuve par ailleurs surveillante dans une pension, qui se vit ainsi punie pour la conduite de sa fille pendant la grève.

Mais la résistance continuait. Herbert Gutman rappelle que dans une usine de Lowell on avait licencié vingt-huit femmes pour « mauvaise conduite », « désobéissance », « impudence », « ironie » ou « rébellion ». Pendant ce temps-là, les jeunes travailleuses nourrissaient des rêves d'air pur, de nature et de vie moins éprouvante. L'une d'entre elles se souvient : « Toute cette machinerie ne m'a jamais vraiment intéressée. Je n'y comprenais rien et ça ne m'intéressait pas. Quand venait le beau temps, au mois de juin, je m'évadais par l'esprit loin de tout cela et j'essayais d'oublier le bruit incessant de l'atelier. »

Dans le New Hampshire, cinq cents hommes et femmes adressèrent une pétition à l'Amoskeag Manufacturing Company pour protester contre l'abattage d'un orme destiné à faire place à un atelier supplémentaire. Ils jugeaient que c'était « un bel arbre bénéfique », souvenir d'une époque « où seuls les chants du peau-rouge et le cri des aigles résonnaient sur les rives du Merrymack, au lieu du vacarme des activités industrielles lucratives ».

En 1835, une vingtaine d'usines se mirent en grève pour exiger la réduction de la journée de travail de treize heures et demie à onze heures, le règlement des salaires en argent et non en bons de paiement émis par l'entreprise et la disparition du système d'amendes pour sanctionner les retards. Cette grève, suivie par mille cinq cents ouvriers de tous âges, dura six semaines. On fit appel à des briseurs de grève et quelques ouvriers reprirent le travail. Les grévistes obtinrent néanmoins une journée réduite à douze heures dans la semaine et à neuf heures le samedi. En 1835-1836, il y eut quelque cent quarante grèves dans l'est des États-Unis.

La crise qui suivit la panique de 1837 entraîna la formation, en 1845, à Lowell, de l'Association pour la réforme du travail des femmes. Elle adressa des milliers de pétitions à la législature du

Massachusetts pour demander l'instauration de la journée de dix heures. Pour finir, le parlement de cet État décida d'ouvrir une enquête publique sur les conditions de travail, la première organisée par un quelconque corps représentatif aux États-Unis. Eliza Hemingway témoigna devant ce comité de l'atmosphère chargée de la fumée que dégageaient les lampes à huile brûlant dès avant l'aube jusqu'à bien après le coucher du soleil. Judith Paine parla de sa maladie provoquée par le travail dans les ateliers. Mais après la visite du comité dans les usines – que les entrepreneurs avaient fait nettoyer pour l'occasion –, on pouvait lire dans le rapport d'enquête : « Le comité que vous avez désigné revient parfaitement persuadé que l'ordre, l'agrément et l'environnement général dans et aux alentours des usines ne peuvent être améliorés par aucune suggestion ou par aucun acte législatif. »

Ce rapport fut dénoncé par l'Association pour la réforme du travail des femmes : ses membres militèrent activement et avec succès pour que le président du comité fût défait aux élections suivantes. Mais rien ou presque ne fut fait pour améliorer les conditions de travail dans les ateliers. À la fin des années 1840, les femmes issues des campagnes de la Nouvelle-Angleterre qui travaillaient dans les usines se mirent à en partir à mesure que les immigrants irlandais prenaient leurs places.

Des villes industrielles se développaient autour des usines du Rhode Island, du Connecticut, du New Jersey et de Pennsylvanie pour recevoir les travailleurs immigrés qui signaient des contrats les obligeant à travailler, eux et toute leur famille, pour une durée minimum d'un an. Ils vivaient dans de véritables taudis qui appartenaient à l'entreprise, étaient payés en bons d'achat dont ils ne pouvaient se servir que dans les magasins de l'entreprise et étaient brutalement licenciés lorsque leur travail était jugé insatisfaisant.

À Paterson (New Jersey), la première d'une série de grèves ouvrières fut lancée par des enfants. Lorsque l'entreprise décida brusquement de retarder l'heure de leur déjeuner de midi à treize heures, ils quittèrent leur poste sous les acclamations de leurs parents. Il furent bientôt rejoints par d'autres travailleurs de la ville – charpentiers, maçons et mécaniciens –, et la grève se transforma en lutte pour la journée de dix heures. Au bout d'une semaine, cependant, menacés de l'intervention de la milice, les enfants reprirent le travail et les meneurs furent licenciés. Pourtant, afin de prévenir une reprise des troubles, l'heure du déjeuner fut rétablie à midi.

Ce sont les cordonniers de Lynn (Massachusetts), ville ouvrière au nord-est de Boston, qui organisèrent la plus grande grève américaine de la période précédant la guerre de Sécession. C'était à

Lynn que l'on avait remplacé pour la première fois les artisans cordonniers par des machines à coudre le cuir. Après avoir commencé à s'organiser dans les années 1830, les ouvriers de Lynn avaient créé le *Awl*, un journal militant. En 1844, quatre ans avant la parution du *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, le *Awl* écrivait : « La division de la société en classe productive et classe non productive ainsi que l'inégale répartition des revenus entre les deux nous incitent à établir une seconde distinction – celle entre capital et travail. [...] Le travail devient aujourd'hui un produit comme un autre. [...] L'antagonisme d'intérêts opposés mine la communauté. Capital et travail se retrouvent face à face. »

La crise économique de 1857 porta un rude coup à l'industrie de la chaussure : les travailleurs de Lynn perdirent leur travail. Déjà, la substitution des machines aux artisans cordonniers avait provoqué la colère. Les prix avaient grimpé et les salaires étaient régulièrement revus à la baisse : à l'automne 1859, les ouvriers ne gagnaient que 3 dollars la semaine et les ouvrières à peine 1 dollar pour seize heures de travail quotidien.

Début 1860, la toute nouvelle Association des manœuvres organisa un grand rassemblement pour exiger une hausse des salaires. Les chefs d'entreprise ayant refusé de recevoir leurs représentants, les ouvriers décidèrent une grève pour la date anniversaire de la naissance de Washington. Ce matin-là, trois mille cordonniers se réunirent au Lyceum Hall de Lynn et formèrent des comités de cent personnes chacun pour établir la liste des « jaunes », éviter toute violence et s'assurer que les chaussures ne sortiraient pas des usines pour être finies ailleurs.

En quelques jours, les cordonniers de toute la Nouvelle-Angleterre se joignirent à la grève – ainsi que ceux de Natick, de Newburyport, de Haverhill, de Marblehead et d'autres villes du Massachusetts, du New Hampshire et du Maine. En une semaine, la grève s'était étendue dans toutes les villes du cuir de la Nouvelle-Angleterre et des Associations de manœuvres fleurissaient dans vingt-cinq villes. Au total, il y eut plus de vingt mille cordonniers en grève. Les journaux parlaient d'une « Révolution dans le Nord », d'une « Rébellion des travailleurs de la Nouvelle-Angleterre », du « Début de la guerre entre le capital et le travail ».

Un millier de femmes et cinq mille hommes défilèrent dans les rues de Lynn balayées par le blizzard, brandissant des pancartes et des drapeaux américains. Les ouvrières du cuir et les couturières se joignirent à la grève et tinrent leur propre rassemblement. Un journaliste du *Herald* de New York écrivait qu'elles harcelaient « les

patrons dans un style qui rappelle celui de ces aimables femelles qui participaient à la première Révolution française ». Une importante manifestation fut organisée : les femmes défilèrent bravement dans les rues parsemées de congères en portant des pancartes où l'on pouvait lire que « les femmes américaines [n'accepteraient pas d'être] des esclaves ». « Faibles au physique mais fortes en détermination morale. Nous osons nous battre pour nos droits, aux côtés de nos pères, de nos maris et de nos frères. » Dix jours plus tard, dix mille travailleurs en grève, avec des délégations venues de Salem, de Marblehead et de bien d'autres villes, défilèrent à travers Lynn au cours de ce qui fut la plus grande manifestation jamais organisée jusqu'alors en Nouvelle-Angleterre.

La police de Boston et la milice furent envoyées pour s'assurer que les grévistes n'empêcheraient pas la livraison de chaussures destinées à être finies à l'extérieur de l'État. Les défilés de grévistes continuèrent tandis que les épiciers et les responsables du ravitaillement de la ville leur procuraient de la nourriture. Si la grève se poursuivit résolument en mars, en avril elle perdait déjà de son ampleur. Les patrons des manufactures proposèrent une hausse des salaires afin que les ouvriers reprennent le chemin des ateliers mais sans toutefois reconnaître les syndicats. Ainsi les travailleurs continueraient-ils à être individuellement confrontés aux patrons.

La plupart des cordonniers étaient nés aux États-Unis, nous rappelle Alan Dawley dans son étude sur la grève de Lynn, *Class and Community*. Ils n'acceptaient pas l'ordre politico-social – si chaleureusement vanté dans les écoles, les églises et les journaux américains – qui les maintenait dans la pauvreté. À Lynn, nous dit Dawley, « des cordonniers irlandais militants et alphabétisés se joignirent aux natifs américains dans un rejet déterminé du mythe de la réussite individuelle. Ensemble, travailleurs irlandais et américains [...] votaient pour le candidat des travailleurs lors des scrutins et résistaient à la police ». Tentant de comprendre les raisons qui empêchèrent ce véritable esprit de classe de déboucher sur une action révolutionnaire autonome, Dawley conclut que la politique électorale a fini par intégrer les énergies résistantes dans les canaux traditionnels du système.

Contre certains historiens qui prétendent que la mobilité des travailleurs ne leur permettait pas de mener à bien une stratégie révolutionnaire, Dawley rappelle que cette importante mobilité, qui existait également à Lynn, n'empêchait pas « l'existence d'une vraie minorité stable jouant un rôle fondamental dans l'expression du mécontentement ». Il suggère également qu'elle permettait aux individus de réaliser que les autres travailleurs étaient confrontés

aux mêmes difficultés. Il estime que la lutte des travailleurs européens pour la démocratie politique, même lorsqu'ils recherchaient surtout une égalité économique, fit naître chez eux une conscience de classe. Les revendications économiques des travailleurs américains qui avaient déjà, dans les années 1830, remporté le combat de la démocratie politique pouvaient être prises en compte par les partis politiques qui débordaient les frontières des classes.

Pourtant, selon Dawley, cet aspect de la politique américaine n'aurait pu venir à bout du militantisme ouvrier et empêcher l'éveil de la conscience de classe si « toute une génération n'avait pas été lancée, dans les années 1860, dans la guerre de Sécession ». Les salariés du Nord qui se rallièrent à la cause de l'Union se firent les alliés de leurs patrons. Les questions nationales l'emportèrent sur les questions sociales : « À une époque où l'atmosphère des communautés industrielles telles que Lynn était à la résistance à l'industrialisation, les politiciens nationaux ne se préoccupaient que des questions de guerre et de reconstruction. » Sur ces questions, les partis politiques nationaux débattaient, prenaient position et offraient des solutions, en dissimulant le fait que le système politique lui-même était à l'origine des problèmes qu'ils se proposaient de résoudre.

L'unité militaire et politique exigée par la guerre civile balaya, au Nord comme au Sud, la récente prise de conscience de la classe ouvrière. Ce sentiment de communauté fut abreuvé de rhétorique patriotique et imposé dans les faits par les armes. La guerre était conduite au nom de la liberté. Cependant, la répression militaire frappait aussi bien les travailleurs en grève que les Indiens du Colorado : ceux qui osaient critiquer la politique de Lincoln étaient emprisonnés sans jugement. Il y eut sans doute quelque trente mille prisonniers politiques pendant la guerre de Sécession.

Pourtant, il restait chez les deux belligérants certains signes du refus de cette unité imposée : la colère des pauvres contre les riches ou un esprit de révolte contre les forces politiques et économiques en place.

Dans le Nord, la guerre entraîna la hausse des prix de la nourriture et des produits de première nécessité. Les prix du lait, des œufs et du fromage augmentèrent de 60 % pour les familles qui n'avaient pu s'en procurer avant l'inflation. Un historien (Emerson Fite dans *Social and Industrial Conditions in the North During the Civil War*) décrit la situation pendant la guerre : « Les employeurs souhaitaient engranger les profits générés par la hausse des prix sans en faire bénéficier leurs employés, par exemple par l'intermédiaire d'une hausse des salaires. »

Des mouvements de grève éclatèrent un peu partout dans le pays pendant la durée de la guerre. Le *Republican* de Springfield écrivait en 1863 que « toutes les corporations de travailleurs [avaient eu] ces derniers mois l'occasion de faire grève ». L'*Evening Bulletin* de San Francisco déclarait qu'« exiger de plus hauts salaires [était] désormais de mode chez les ouvriers de San Francisco ». Des syndicats naquirent à la suite de ces grèves. En 1863, par exemple, les cordonniers de Philadelphie déclaraient que la hausse des prix rendait absolument impérative la formation de syndicats.

La une du *Fincher's Trades' Review* du 21 novembre 1863 annonçant une « révolution à New York » était bien sûr exagérée, mais sa liste des professions mécontentes est une preuve éclatante de l'insatisfaction refoulée des pauvres pendant la guerre :

> Le soulèvement massif des travailleurs de New York a stupéfié les capitalistes de cette ville et des environs.
> Les mécaniciens tentent un véritable coup d'éclat [...] et nous publions leur appel dans nos colonnes.
> Les employés des chemins de fer de la ville cessent le travail et exigent une hausse des salaires en obligeant toute la population à se déplacer pendant quelques jours à dos de bourricot.
> Les peintres en bâtiment de Brooklyn ont fait en sorte de contrecarrer la tentative de leurs employeurs de baisser leurs salaires.
> Les charpentiers du bâtiment, nous dit-on, "sortent du bois" avec leurs revendications.
> Les fabricants de coffres-forts ont obtenu une augmentation des salaires et reprennent le travail.
> Les lithographes font tout pour obtenir de meilleurs salaires.
> Les travailleurs des aciéries continuent à s'en prendre à leurs employeurs.
> Les peintres de fenêtres ont obtenu une avance de 25 % sur leur salaire.
> Les maréchaux-ferrants se protègent contre les méfaits de l'inflation et les fluctuations du commerce.
> Les fabricants de fenêtres à guillotine et de stores se sont associés pour exiger de leurs employeurs une augmentation de 25 %.
> Les empaqueteurs de sucre revoient leur liste de prix.
> Les vitriers exigent une augmentation de 15 % sur leurs salaires.
> Aussi imparfaite – nous l'admettons – que soit cette liste, elle suffit à convaincre notre lecteur que la révolution sociale qui est aujourd'hui en marche à travers ce pays ne peut manquer d'aboutir si du moins les travailleurs se tiennent les coudes.
> Huit cents conducteurs de diligence sont en grève.
> Les ouvriers de Boston ne sont pas en reste [...] et viennent s'ajouter à la grève des chantiers navals de Charlestown.
> Les poseurs de mâts ont également cessé le travail.

> Au moment où nous écrivons ceci, il semblerait qu'une grève générale se prépare chez les ouvriers des aciéries du sud de Boston et dans d'autres parties de la ville.

La guerre imposa l'embauche d'un nombre important de femmes dans les boutiques et dans les ateliers malgré la réticence des hommes, qui considéraient que cela entraînait la baisse du salaire moyen. À New York, des jeunes femmes fabriquaient des parapluies de six heures du matin jusqu'à minuit pour 3 malheureux dollars hebdomadaires sur lesquels leurs employeurs déduisaient le coût des aiguilles. D'autres, qui confectionnaient des chemises en coton, gagnaient 24 cents pour des journées de douze heures. À la fin de 1863, les travailleuses new-yorkaises se rassemblèrent pour trouver une solution à leurs problèmes. Elles fondèrent à cette occasion le Working Women's Protective Union. Il y eut une grève des ouvrières du parapluie à New York et à Brooklyn. À Providence (Rhode Island), on forma le Ladies Cigar Makers Union.

En 1864, il y avait en tout deux cent mille travailleurs syndiqués, femmes et hommes, qui constituaient même des fédérations nationales dans certains secteurs et publiaient des journaux.

Les troupes de l'Union furent employées pour briser les grèves. Des soldats fédéraux furent même dépêchés à Cold Springs (État de New York) pour mettre fin à la grève des salariés d'une armurerie qui exigeaient une hausse des salaires. À Saint Louis, les mécaniciens et les ouvriers de la confection en grève durent reprendre le travail sous la menace des armes. Au Tennessee, un général unioniste fit arrêter et déporter hors de l'État deux cents manœuvres en grève. Lorsque les techniciens des chemins de fer de la Reading Railroad se mirent à leur tour en grève, l'armée brisa la grève comme elle le fit pour la grève des mineurs du comté de Tioga (Pennsylvanie).

Les travailleurs blancs du Nord ne montraient pas beaucoup d'enthousiasme à l'idée de se battre pour les esclaves noirs ou pour les capitalistes – ni d'ailleurs pour tout autre qu'eux-mêmes. Ils travaillaient dans des conditions proches de l'esclavage et estimaient que la guerre profitait essentiellement à une nouvelle génération de millionnaires. Ils pouvaient constater que les nombreux intermédiaires fournissaient à prix d'or des armes défectueuses, du sable pour du sucre, du seigle en place de café, des vêtements et des couvertures à base de torchons, des chaussures aux semelles de carton à l'usage des soldats du front, des navires faits de bois complètement pourri et des uniformes qui tombaient en lambeaux à la moindre pluie.

Les travailleurs irlandais de New York, immigrés récents, pauvres et méprisés par les natifs américains, pouvaient difficilement éprouver de la sympathie pour la population urbaine noire dont ils subissaient la concurrence dans les emplois de débardeurs, barbiers, serveurs et domestiques. Les Noirs, expulsés de ces emplois, servirent bien souvent de briseurs de grève. Et puis il y eut la guerre, la conscription et le risque de mourir. La conscription, votée en 1863, permettait aux riches d'échapper au service en s'acquittant de la somme de 300 dollars ou en s'offrant un substitut. Une *Complainte des conscrits* connut un grand succès populaire à New York et dans les autres villes du Nord :

Père Abraham, nous voilà trois cent mille de plus
Nous quittons nos foyers le cœur gros de chagrin
La pauvreté est notre crime, et nous obéissons à ton décret
Pauvres, nous n'avons rien pour acheter notre liberté

En juillet 1863, lorsque commença la conscription, un certain nombre de New-Yorkais s'en prirent au principal bureau de recrutement. Pendant trois jours, des groupes de travailleurs blancs détruisirent, dans toute la ville, bâtiments, usines, tramways et domiciles. Les motivations de ces émeutes contre la conscription sont complexes. Elles sont autant anti-Noirs qu'anti-riches et anti-républicains. Après une de ces attaques, les émeutiers s'en prirent aux villas des riches mais assassinèrent également des Noirs. Ils défilaient dans les rues, imposant la fermeture des ateliers et recrutant des individus qui venaient grossir leurs rangs. Ils incendièrent l'orphelinat municipal consacré aux enfants noirs et tuèrent, brûlèrent et pendirent les individus noirs qu'ils rencontraient. De nombreux autres furent noyés.

Enfin, le quatrième jour, les troupes de l'Union, de retour de la bataille de Gettysburg, entraient dans la ville et mettaient fin à ces émeutes qui avaient coûté la vie à quatre cents personnes environ.

Joel Tyler Headley, dans son livre *The Great Riots of New York*, donne une image assez précise de ce qui a pu se passer au jour le jour : « Deuxième jour : la sonnerie incessante des cloches d'incendie nourrissait le sentiment de terreur qui prenait de l'ampleur à mesure que les heures passaient. En particulier dans la population noire. [...] À un certain moment, on a pu voir au coin de la 27e rue et de la 7e avenue le cadavre d'un nègre presque nu autour duquel dansaient et criaient un groupe d'Irlandais à la manière des sauvages Indiens. [...] On mit ensuite le feu à la boutique d'un barbier noir. Dans la même rue, un immeuble occupé

par des Noirs reçut ensuite la visite de ces excités et ne fut bientôt plus qu'un amas de cendres. Des septuagénaires et des enfants trop jeunes pour comprendre ce qu'il se passait furent sauvagement battus et assassinés. »

Newark, Troy, Boston, Toledo, Evansville connurent également des émeutes contre la conscription, mais nulle part elles ne furent aussi longues et sanguinaires que celles de New York. À Boston, les principales victimes furent les ouvriers irlandais qui avaient tenté de prendre d'assaut une armurerie et avaient été tués par les soldats.

Dans le Sud, malgré l'apparente unité des Blancs de la Confédération, il y eut également des conflits. La plupart des Blancs – les deux tiers au moins – ne possédaient pas d'esclaves. Quelques milliers de familles seulement composaient l'élite des planteurs. Le recensement fédéral de 1850 montre que, au sommet de la hiérarchie économique, un millier de familles du Sud possédaient quelque cinquante millions de dollars de revenus annuels tandis que les autres familles blanches, six cent soixante mille environ, se partageaient soixante millions de dollars.

Des millions de Sudistes blancs n'étaient que de pauvres fermiers qui vivaient dans des bicoques ou des dépendances délabrées et cultivaient des terres si mauvaises que les propriétaires les avaient abandonnées. À Jackson (Mississippi), juste avant la guerre de Sécession, les esclaves des filatures de coton recevaient 20 cents par jour quand les Blancs en gagnaient à peine 30. Un journal de Caroline du Nord évoquait en août 1855 ces « centaines de milliers de familles ouvrières qui vivent dans un état de quasi-famine d'une année sur l'autre ».

Les cris de guerre et le légendaire esprit de l'armée confédérée cachaient mal le manque général d'enthousiasme. Un historien sympathisant sudiste, E. Merton Coulter, se demandait « pourquoi la Confédération [avait] perdu ». « Les raisons de la défaite sont nombreuses mais peuvent se résumer simplement : le peuple n'a pas désiré assez fort ni assez longtemps l'emporter. » L'essentiel n'était ni les soldats ni l'argent, mais la volonté et le moral.

La loi de conscription de la Confédération permettait également aux riches d'éviter d'être enrôlés. Les soldats sudistes se mirent sans doute à penser qu'ils se battaient pour maintenir les privilèges d'une élite dont ils ne feraient jamais partie. En avril 1863, une émeute du pain éclata à Richmond. Au cours de l'été de la même année, plusieurs villes connurent des émeutes anticonscription. En septembre, une nouvelle émeute du pain eut lieu à Mobile (Alabama). Dans *Disloyalty in the Confederacy*, Georgia Lee Tatum affirme que, « avant même la fin de la guerre, la désertion s'était

accrue dans tous les États et nombre de déserteurs avaient formé des bandes et même, dans certains États, des groupes parfaitement organisés. »

La guerre de Sécession fut l'un des premiers conflits modernes du monde : obus meurtriers, fusils-mitrailleurs et charges à la baïonnette, mélange de massacres indéterminés caractéristiques de la guerre mécanisée et de combats au corps à corps. Ces scènes de cauchemars étaient difficilement descriptibles (on pourra lire, pourtant, *The Red Badge of Courage* de Stephen Crane). Lors d'une offensive devant Petersburg (Virginie), un régiment comptant huit cent cinquante soldats du Maine perdit six cent trente-deux hommes en une demi-heure. Ce fut une boucherie : six cent vingt-trois mille morts des deux côtés et quatre cent soixante et onze mille blessés. Près d'un million de victimes, donc, dans un pays de trente millions d'habitants à l'époque.

On ne s'étonnera pas, dès lors, que la désertion se soit accrue dans l'armée confédérée à mesure que la guerre durait. De même, on comptait dans l'armée du Nord, à la fin de la guerre, environ deux cent mille déserteurs.

Pourtant, six cent mille hommes s'étaient portés volontaires dans l'armée sudiste en 1861, comme nombre de soldats nordistes. La rhétorique du patriotisme, de l'aventure et de la croisade morale utilisée par les responsables politiques avait en effet réussi à détourner le ressentiment de classe à l'égard des riches contre « l'ennemi ». Dans *Patriotic Gore*, écrit après la Seconde Guerre mondiale, Edmund Wilson remarque que l'on peut observer « dans les plus récentes guerres la manière dont une opinion divisée et perplexe peut être convertie en un tournemain en quasi-unanimité nationale, en un flot obéissant d'énergie qui mènera la jeunesse à la destruction et brisera toute tentative de s'y opposer. [...] L'unanimité des hommes en guerre est comme un banc de poissons qui attaque, simultanément et apparemment sans que personne n'en donne l'ordre, dès que l'ombre d'un ennemi apparaît. Comme une invasion de sauterelles qui, également en une seule et même impulsion, s'abat sur les récoltes ».

Dans le fracas assourdissant de la guerre, le Congrès et Lincoln votèrent des lois qui donnaient aux milieux d'affaires ce qu'ils désiraient, lois que le Sud agricole avait freinées avant la sécession. La plate-forme républicaine de 1860 était clairement destinée à séduire les hommes d'affaires. En 1861, le Congrès vota le Morrill Tariff, qui augmentait le prix des produits étrangers et autorisait les producteurs américains à augmenter leurs prix, obligeant ainsi les citoyens à dépenser plus.

L'année suivante, le Homestead Act fut voté à son tour. Il offrait 160 acres (64 hectares) de terres publiques de l'Ouest américain à quiconque s'engageait à les cultiver pendant cinq ans. Toute personne souhaitant payer 1,25 dollar l'acre pouvait acheter ces terres. Rares étaient néanmoins les gens ordinaires qui possédaient les 200 dollars nécessaires pour ce faire. En revanche, ce fut une aubaine pour les spéculateurs. Quelque 20 000 hectares furent ainsi mis en vente, contre 40 millions d'hectares octroyés par le Congrès et le président à différentes compagnies ferroviaires sans qu'elles aient à débourser le moindre dollar. Un système bancaire national fut également mis en place, créant entre le gouvernement et les intérêts de la finance un véritable partenariat garantissant les profits de ces derniers.

Devant l'ampleur des grèves, les employeurs firent appel au Congrès. La Contract Labor Law de 1864 permit aux entreprises de signer des contrats avec des travailleurs étrangers si ceux-ci acceptaient d'abandonner douze mois de salaire pour payer leur émigration. En conséquence, pendant la guerre de Sécession, les employeurs disposaient non seulement d'une main-d'œuvre extrêmement bon marché mais également d'un contingent de briseurs de grève.

Plus cruciales encore que les lois fédérales votées par le Congrès dans l'intérêt des élites fortunées : les décisions locales votées par les États au bénéfice des négociants et des propriétaires fonciers. Dans son *History of Great American Fortunes*, Gustavus Myers illustre les effets de ces lois en étudiant le développement de la fortune de la famille Astor, fondée principalement sur le revenu de logements situés à New York. « N'est-il pas véritablement criminel que, contraints par la nécessité, des individus moisissent dans des logements infects et sordides où le soleil ne pénètre jamais et où les maladies trouvent un terrain rêvé pour se développer ? Des milliers d'anonymes trouvaient la mort dans ces endroits innommables. Pourtant, légalement, les loyers touchés par les Astor et bien d'autres propriétaires étaient considérés comme des revenus honnêtes. L'institution juridique, dans son ensemble, ne voyait rien à redire à ces conditions de vie puisque, comme elle le répétait encore et encore et de manière appuyée, la loi ne reflétait ni l'éthique ni les idéaux d'une humanité progressiste mais bien, comme un plan d'eau renvoie l'image du ciel, les intérêts et les exigences de la classe en expansion des propriétaires. »

Au cours des trente années qui avaient précédé la guerre de Sécession, la loi avait été de plus en plus fréquemment interprétée

par les tribunaux de manière à accompagner le développement capitaliste du pays. À ce propos, Morton Horowitz (*The Transformation of American Law*) remarque avec justesse que le droit britannique perdait tout caractère sacré lorsqu'il se mettait en travers de la route des milieux d'affaires. Les propriétaires des manufactures se virent accorder le droit légal d'inonder les propriétés de leurs voisins pour mener à bien leurs activités. La loi de l'« utilité publique » [*eminent domain*] permettait d'exproprier les fermiers pour offrir leurs terres, en guise de subventions publiques, aux compagnies ferroviaires ou aux compagnies de transport fluvial. Le pouvoir de décision, dans les procès en compensation contre des industriels, fut retiré aux jurys populaires, trop souvent imprévisibles, pour être confié aux seuls juges. Les arbitrages privés furent également remplacés par des décisions de justice, confortant ainsi la dépendance vis-à-vis des hommes de loi dont la profession devint de plus en plus incontournable. Et l'antique idée du prix adéquat pour un bien fit place par le biais des tribunaux à la notion de *caveat emptor* – toute transaction se fait au risque de l'acheteur sans garantie du fournisseur –, livrant ainsi des générations de consommateurs à la merci des hommes d'affaires.

Le fait que la loi sur les contrats dont nous avons déjà parlé favorisait les milieux d'affaires aux dépens des travailleurs est illustré par l'exemple que donne Horowitz, comparant deux décisions de justice du milieu du XIXᵉ siècle : un salarié qui, malgré son contrat d'engagement d'une durée d'un an, cessait le travail prématurément ne pouvait même pas exiger d'être payé pour le travail effectué ; dans le même temps, lorsqu'une entreprise de bâtiment ne finissait pas une construction, le travail effectué devait néanmoins lui être payé.

Cette loi prétendait, en fait, qu'un individu et une compagnie ferroviaire avaient une égale capacité de discuter les termes d'un contrat. Ainsi un juge du Massachusetts décida-t-il qu'un travailleur qui s'était blessé ne pouvait exiger d'allocation compensatoire puisqu'en signant le contrat de travail il en acceptait également les risques. Selon Horowitz, « la boucle était bouclée. La loi venait simplement ratifier ces formes d'inégalité produites par le marché. »

À cette époque, la loi ne prétendait même pas protéger les travailleurs comme elle le fera au siècle suivant. Les lois sur la santé et la sécurité étaient soit inexistantes soit inappliquées. À Lawrence (Massachusetts), un jour de l'hiver 1860, l'usine Pemberton s'effondra sur neuf cents employés, pour la plupart des femmes. Quatre-vingt-huit y perdirent la vie. Bien qu'il fût évident que le

bâtiment n'avait pas été conçu pour supporter le poids des nombreuses machines qui s'y trouvaient – ce que savait fort bien le conducteur des travaux –, le jury ne discerna « aucune preuve d'intention criminelle ».

Horowitz résume ainsi ce qui se passait dans les tribunaux à l'époque de la guerre de Sécession : « Au milieu du XIXe siècle, le système juridique avait été repensé de manière à satisfaire les intérêts du commerce et de l'industrie aux dépens des fermiers, des ouvriers, des consommateurs et autres groupes moins influents de la société. [...] Il promouvait efficacement une distribution légale des richesses qui lésait les groupes les plus faibles de la société. »

Avant l'époque moderne, la répartition inéquitable des richesses s'appuyait uniquement sur l'argument de la force. À l'époque moderne, l'exploitation se dissimule sous le masque prétendument juste et neutre de la loi – processus en cours aux États-Unis pendant la guerre de Sécession.

Avec la fin de la guerre, la nécessité de l'unité se faisant moins pressante, les gens ordinaires se retrouvaient confrontés à la vie quotidienne et à ses problèmes. Les soldats démobilisés erraient maintenant dans les rues à la recherche d'un travail. En juin 1865, la *Fincher's Trades' Review* constatait que, « comme on pouvait s'y attendre, les soldats démobilisés encombrent déjà les rues, incapables de trouver un emploi ».

Les villes vers lesquelles revenaient les soldats étaient des pièges mortels dévastés par le typhus, la tuberculose, la faim et les incendies. À New York, cent mille personnes vivaient dans des taudis sordides. Douze mille femmes travaillaient dans les maisons de prostitution afin d'échapper à la famine. Les détritus amoncelés dans les rues grouillaient de rats. À Philadelphie, alors que les riches bénéficiaient de l'eau fraîche de la Schuykill River, les autres s'abreuvaient à l'eau de la Delaware dans laquelle se déversaient quotidiennement des millions de litres d'eaux usées. Pendant le Grand Incendie de Chicago, en 1871, les logements s'effondrèrent si rapidement que les témoins évoquèrent un tremblement de terre.

Après la guerre de Sécession, un mouvement en faveur de la journée de huit heures agita le monde ouvrier, concrétisé par la formation de la première fédération nationale de syndicats, la National Labor Union. Après une grève de trois mois suivie par quelque cent mille travailleurs new-yorkais, la journée de huit heures fut accordée. En 1872, un défilé commémorant cette victoire réunit cent cinquante mille ouvriers dans les rues de la ville. Le *New York Times*, scandalisé, demandait combien de ces grévistes étaient « véritablement américains ».

Les femmes, qui avaient fait leur entrée dans le monde de l'industrie pendant la guerre, fondèrent à leur tour des syndicats : cigarières, couturières, brodeuses, chapelières, imprimeuses, blanchisseuses, ouvrières de la chaussure. Elles formèrent les Filles de Saint Crispin et parvinrent, pour la première fois, à faire accueillir des femmes dans le syndicat des Cigariers et l'union nationale des Typographes. Une New-Yorkaise, Gussie Lewis, devint la secrétaire correspondante de l'union des Typographes. Mais les cigariers et les typographes formaient l'exception. Parmi la trentaine de syndicats nationaux existants, l'attitude générale restait d'exclure les femmes du mouvement syndical.

En 1869, les blanchisseuses de faux-cols de Troy (État de New York), contraintes de travailler debout, « penchées sur la lessiveuse et sur la table à repasser au milieu des fourneaux dans une chaleur avoisinant les cent degrés » pour un salaire d'environ 2 à 3 dollars par semaine, décidèrent la grève. Elles étaient emmenées par Kate Mullaney, vice-présidente adjointe de la National Labor Union. Sept mille personnes participèrent à un rassemblement en leur faveur. Les femmes créèrent une fabrique coopérative de faux-cols et de manchettes pour leur fournir du travail et permettre à la grève de se poursuivre. Pourtant, avec le temps, le soutien populaire fléchit. Les employeurs se mirent à fabriquer des faux-cols en papier, qui nécessitaient moins de blanchisseuses. La grève fut un échec.

La dangerosité du travail dans les ateliers renforça chez les travailleurs la volonté de s'organiser. Les ateliers tournaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre. En 1866, un incendie éclata en pleine nuit dans un atelier de Providence (Rhode Island). Un mouvement de panique s'ensuivit parmi les six cents ouvriers, pour la plupart des femmes, au cours duquel nombre d'entre elles sautèrent par les fenêtres des ateliers situés en étages.

À Fall River (Massachusetts), les tisserandes formèrent un syndicat indépendant de celui des tisserands et refusèrent la baisse de salaire de 10 % que les hommes avaient acceptée. Elles se mirent en grève dans trois manufactures de la ville avec le soutien des hommes, et les trois mille deux cents grévistes firent arrêter trois mille cinq cents métiers et cent cinquante-six mille broches. Mais pour nourrir leurs enfants elles durent reprendre le travail, après avoir signé une « promesse solennelle » – qualifiée plus tard de « contrat anti-syndicats » – qui leur interdisait de se syndiquer.

À la même époque, les travailleurs noirs, exclus de la National Labor Union, formèrent leurs propres syndicats et menèrent leurs propres grèves – tels les dockers de Mobile (Alabama) en 1867, ceux de Savannah et les débardeurs de Charleston. C'est sans doute ce

qui incita la National Labor Union à se résoudre à tenir compte des femmes et des travailleurs noirs en affirmant lors de sa convention de 1869 qu'il « n'existait pas de distinction de couleur ou de sexe dans le domaine des droits du travail ». Un journaliste, devant ces marques évidentes d'union entre les races au cours de cette convention, écrivait que, « lorsqu'un natif du Mississippi et un ex-officier de l'armée confédérée se réfèrent, lors d'une convention, au délégué de couleur qui les a précédés à la tribune en l'appelant "le gentleman de Géorgie" [...] ; quand un ardent partisan des démocrates (venu de New York celui-là) déclare avec un fort accent irlandais qu'il ne réclame pour lui-même en tant que manœuvre ou en tant que citoyen aucun privilège qu'il ne serait pas désireux de voir accorder à tout autre individu, quelle que soit sa couleur [...], on est en droit d'affirmer que notre époque connaît de curieux bouleversements ».

La plupart des syndicats continuèrent cependant de refuser les Noirs ou leur demandèrent de former leurs propres sections locales.

La National Labor Union se mit à s'investir de plus en plus dans la politique électorale et militait, en particulier, en faveur d'une réforme monétaire visant à faire émettre du papier-monnaie : le fameux Billet Vert, ou Greenbacks[1]. À mesure qu'elle délaissait le terrain des luttes syndicales pour devenir avant tout un lobby auprès du Congrès, attentive aux élections, la National Labor Union perdit de sa vitalité. F. A. Sorge, un observateur attentif du monde du travail, écrivait en Angleterre à Karl Marx en 1870 : « La National Labor Union, qui promettait tant à ses débuts, a été empoisonnée par le bon vieux dollar et elle est en train de mourir, lentement mais sûrement. »

Il est probable que les syndicats n'avaient pas mesuré les limites de la réforme par voie législative à une époque où de telles réformes étaient votées pour la première fois et où l'on pouvait nourrir de grandes espérances. En 1869, la législature de Pennsylvanie vota une loi pour la sécurité dans les mines promettant « la ventilation et la réglementation des mines ainsi que la protection de la vie des mineurs ». Après cent cinquante ans d'accidents incessants dans les mines américaines, on peut mesurer l'inutilité de ces propos – si ce n'est pour apaiser la colère des mineurs.

1. À cette époque, le gouvernement fédéral entreprit progressivement de combattre l'inflation. Une des mesures consistait à réduire la masse monétaire et à favoriser les paiements en espèces métalliques. Les créanciers étaient inévitablement les bénéficiaires de cette opération puisque les débiteurs voyaient la valeur réelle de leurs remboursements augmenter. C'est pourquoi le mouvement « Greenbacks » eut une influence particulière dans les milieux américains les plus modestes.

En 1873, une nouvelle crise économique frappa le pays. C'est la fermeture de la banque de Jay Cooke – ce banquier qui, durant la guerre de Sécession, avait gagné trois millions de dollars de commissions en un an simplement en vendant des bons du gouvernement – qui fut à l'origine de la vague de panique. Le 18 septembre 1873, au moment même où le président Grant dormait au domicile de Cooke à Philadelphie, le banquier se rendit à sa banque pour mettre la clef sous la porte. Les gens ne pouvant plus s'acquitter de leurs créances, cinq mille entreprises fermèrent leurs portes et mirent leurs employés à la rue.

Mais cela dépassait de beaucoup la personne de Jay Cooke. La crise intervenait dans le cadre d'un système chaotique par nature, dans lequel seuls les plus riches étaient en sécurité. Ce système était caractérisé par la périodicité des crises – 1837, 1857, 1873 (et plus tard 1893, 1907, 1919 et 1929) – qui balayaient les petites entreprises et apportaient le froid, la faim et la mort aux gens du peuple, tandis que les Astor, les Vanderbilt, les Rockefeller et les Morgan poursuivaient leur ascension, en temps de paix comme en temps de guerre, en temps de crise comme en temps de croissance. Pendant la crise de 1873, Carnegie fit main basse sur le marché de l'acier et Rockefeller se débarrassa de ses concurrents pétroliers.

En novembre 1873, le *Herald* de New York consacrait sa une à la « Crise de l'emploi à Brooklyn » et dressait la liste des fermetures et des licenciements : un fabricant de jupes en feutre, une entreprise d'encadrement, une vitrerie et une aciérie. On trouvait aussi des activités féminines : modistes, couturières et ouvrières de la chaussure.

La crise se poursuivit tout au long des années 1870. Au cours des trois premiers mois de 1874, quelque quatre-vingt-dix mille travailleurs, dont près de la moitié étaient des femmes, durent dormir dans les postes de police de New York. On les appelait les « tournants » parce qu'ils ne pouvaient le faire qu'une ou deux nuits par mois dans chaque poste de police et devaient donc continuellement se déplacer. Dans tout le pays, les gens étaient expulsés de chez eux et nombre d'entre eux erraient dans les villes à la recherche de nourriture.

Des travailleurs désespérés tentèrent de rejoindre l'Europe ou l'Amérique latine. En 1878, le *Metropolis*, un bateau plein à craquer de travailleurs, quitta New York pour l'Amérique du Sud et coula au large avec tous ceux qu'il transportait. La *Tribune* de New York rapporta que, « à Philadelphie, quelques minutes après la nouvelle du naufrage, les bureaux de placement de Mme Collins

étaient assiégés par des centaines d'affamés postulant pour l'emploi des travailleurs noyés ».

Les chômeurs manifestèrent à travers tout le pays et mirent en place des conseils de chômeurs. En 1873, on tint une réunion au Cooper Institute de New York à l'initiative des syndicats et de la section américaine de la Ire Internationale (fondée en 1864 en Europe). Cette réunion attira une véritable foule de gens dans les rues. Au cours de cette manifestation, on demanda que les lois fussent approuvées par un vote public avant de devenir effectives ; qu'aucun individu ne fût autorisé à posséder plus de 30 000 dollars et que la journée de huit heures fût appliquée. On y déclara aussi solennellement : « Nous, citoyens industrieux et respectueux des lois, qui avons toujours payé nos impôts et apporté notre soutien et notre confiance au gouvernement, décidons que dans ces temps de nécessité nous subviendrons à nos besoins et à ceux de notre famille en nous procurant de la nourriture et un abri appropriés et que nous en adresserons les factures à la recette fiscale de la ville afin qu'elles y soient payées jusqu'à ce que nous ayons à nouveau du travail. »

À Chicago, vingt mille chômeurs défilèrent dans les rues jusqu'à l'hôtel de ville en réclamant « du pain pour les nécessiteux, des vêtements pour ceux qui sont nus, des logements pour les sans-abri ». De telles actions permirent à des dizaines de milliers de familles de souffler un peu.

En janvier 1874, à New York, un important défilé de travailleurs que la police avait empêché de rejoindre l'hôtel de ville se dirigea vers Thompkins Square, où on leur demanda de se disperser. Ils ne bougèrent pas et la police chargea. Un journal relate ainsi les événements : « Les matraques de la police passèrent à l'action. Les femmes et les enfants couraient en hurlant dans toutes les directions. Nombre d'entre eux furent piétinés dans le sauve-qui-peut général. Dans les rues, les spectateurs étaient impitoyablement évacués à coups de matraque par la police montée. »

On appela à la grève dans les filatures de Fall River (Massachusetts). Puis ce fut la « Grande Grève » des mines d'anthracite de Pennsylvanie, au cours de laquelle des Irlandais, membres d'une société intitulée Ordre ancien des Hyberniens, furent accusés d'actes de violence sur le seul témoignage d'un enquêteur infiltré parmi les mineurs. Il s'agit de ceux qu'on appela les « Molly Maguires ». Ils furent jugés et déclarés coupables. Après avoir étudié les pièces du procès, Philip Foner estime qu'ils ont été pris au piège parce qu'ils étaient syndicalistes. Il cite l'*Irish World*, qui leur

apportait son soutien et les qualifiait d'« hommes intelligents dont l'énergie avait conforté la résistance des mineurs contre l'inhumaine tentative de réduire les salaires ». Il cite encore le *Miners' Journal*, publié par les propriétaires des mines, qui parlent des condamnés à mort en ces termes : « Qu'avaient-ils fait ? Chaque fois que les salaires ne leur convenaient pas, ils se soulevaient et provoquaient une grève. »

Dix-neuf personnes furent exécutées. Les syndicats organisèrent des manifestations en ordre dispersé mais il n'y eut pas véritablement de mouvement de masse susceptible de faire cesser les exécutions.

À cette période, pour briser les grèves, les employeurs importaient de la main-d'œuvre immigrée cherchant désespérément du travail et étrangère à la langue et à la culture des grévistes locaux. En 1874, des Italiens furent transportés dans la région minière de Pittsburgh pour remplacer les mineurs en grève. Trois d'entre eux y furent assassinés mais, lors du procès, le jury ne reconnut pas la responsabilité des grévistes. La tension s'accrut entre les Italiens et les travailleurs syndiqués.

En 1876, le centenaire de la Déclaration d'indépendance fut marqué par la rédaction d'un certain nombre de nouvelles Déclarations (reproduites par Philip Foner dans son livre *We the Other People*). Blancs et Noirs y exprimaient, séparément, leurs désillusions. Une « Déclaration noire d'indépendance » dénonçait le parti républicain – dont les Noirs avaient autrefois dépendu pour obtenir leur affranchissement – et proposait de fonder un parti politique spécifique aux électeurs noirs. Quant à la « Déclaration d'indépendance du parti des Travailleurs de l'Illinois », elle déclarait, lors d'une célébration du 4 Juillet organisée par des socialistes allemands à Chicago :

> Le système actuel a permis aux capitalistes de faire voter des lois servant leurs intérêts propres aux dépens des travailleurs qu'ils oppriment.
>
> Il a fait de cette démocratie, pour laquelle nos aïeux se sont battus et sont morts, un objet de dérision et un simulacre en accordant à la propriété une importance disproportionnée, une sur-représentation et un pouvoir de contrôle sur la législation.
>
> Il a permis aux capitalistes [...] de s'assurer du soutien du gouvernement, d'octroyer des concessions foncières et des prêts monétaires à des compagnies ferroviaires égoïstes qui, en monopolisant les moyens de transport, sont en mesure d'étrangler aussi bien le producteur que le travailleur.

> Il a offert au monde entier le spectacle d'une guerre civile meurtrière pour l'abolition de l'esclavage des nègres alors que la majorité de la population blanche qui a créé toute la richesse de la nation est contrainte de supporter des chaînes infiniment plus humiliantes et blessantes.
>
> Il a permis à la classe capitaliste de s'approprier annuellement les cinq sixièmes de la production totale du pays.
>
> Il a, en conséquence, empêché l'humanité d'accomplir sa destinée naturelle sur terre en piétinant les ambitions ; en empêchant certains mariages ou en en forgeant de faux et dénaturés ; en abrégeant des vies ; en détruisant la morale et en encourageant le crime ; en corrompant les juges, les ministres et les hommes d'État ; en détruisant la confiance, l'amour et l'honneur parmi les hommes et en faisant de la vie un combat égoïste et impitoyable pour l'existence au lieu d'une lutte noble et généreuse pour la perfection, dans laquelle d'égales opportunités seraient accordées à tous et les vies humaines soulagées d'une compétition contre nature et dégradante pour la survie.
>
> En conséquence, nous, les représentants des travailleurs de Chicago, réunis en grande assemblée, faisons publiquement la déclaration suivante : [...] Nous nous relevons de toute fidélité à l'égard des partis politiques de ce pays et, en tant que producteurs libres et indépendants, nous avons pleins pouvoirs de faire nos propres lois, d'organiser notre propre production et de nous gouverner par nous-mêmes, ne reconnaissant nul droit sans devoir et nul devoir sans droit. Et pour le soutien de cette déclaration, mettant notre pleine confiance dans l'assistance et la coopération de tous les travailleurs, nous donnons en gage les uns et les autres nos vies, nos fortunes et notre honneur sacré.

En 1877, le pays touchait le fond de la dépression. Cet été-là, dans les villes étouffantes où des familles entières vivaient dans des caves et s'abreuvaient d'une eau fétide, les enfants se mirent à tomber malades en très grand nombre. Le *New York Times* écrivait alors : « Déjà les gémissements des enfants mourants se font entendre. [...] Bientôt, à en juger par les événements du passé, il y aura dans cette ville un millier d'enfants morts par semaine. » La première semaine de juillet, à Baltimore, où les égouts se déversaient directement dans les rues, cent trente-neuf nourrissons passèrent de vie à trépas.

La même année, une série de grèves de cheminots dans une douzaine de villes des États-Unis secoua la nation comme aucun

autre conflit du travail n'avait réussi à le faire au cours de toute son histoire.

Cette grève débuta par des réductions de salaires dans la plupart des compagnies ferroviaires. Ces salaires étaient déjà particulièrement bas (1,75 dollar par jour pour un chef de train travaillant douze heures par jour). Dans une situation de sévère exploitation et de profits immenses de la part des compagnies, les morts et les blessés étaient nombreux parmi les cheminots : mains, pieds, doigts amputés, voire hommes écrasés entre deux wagons.

À la gare de la Baltimore & Ohio Company de Martinsburg (Virginie-Occidentale), les travailleurs résolus à ne pas accepter les réductions de salaires se mirent en grève, découplèrent les locomotives, les conduisirent dans la rotonde et annoncèrent que plus un train ne partirait de Martinsburg tant que la baisse de salaire de 10 % ne serait pas annulée. Les gens vinrent leur apporter leur soutien en trop grand nombre pour que la police locale pût les disperser. Les administrateurs de la B & O exigèrent une protection militaire. Le gouverneur dépêcha la milice qui tenta de faire sortir un train de la gare. En essayant de le faire dérailler, un gréviste échangea des coups de feu avec un milicien. Le gréviste fut blessé à la hanche et au bras. On l'amputa mais il mourut neuf jours plus tard.

Quelque six cents trains stationnaient à présent dans la gare de Martinsburg. Le gouverneur de Virginie-Occidentale en appela lui-même au président Rutherford Hayes afin qu'il fît donner l'armée fédérale, en prétextant que la milice de l'État était insuffisante. En réalité, cette milice, composée de nombreux cheminots, n'était pas vraiment fiable. Le gros des troupes américaines était occupé à combattre les Indiens à l'Ouest et le Congrès n'avait d'ailleurs pas de budget pour cette mission de protection. Ce sont J. P. Morgan, August Belmont ainsi que d'autres banquiers qui offrirent de payer la solde des officiers (mais pas celles des simples soldats, bien entendu). Les troupes fédérales arrivèrent à Martinsburg et les trains reprirent leur route.

À Baltimore, une foule de plusieurs milliers de sympathisants à la cause des cheminots en grève fit le siège de l'armurerie de la garde nationale qui avait été appelée en renfort par le gouverneur à la demande des administrateurs de la B & O. La foule lança des pierres et les soldats sortirent en tirant. Les rues de la ville se transformèrent en véritable champ de bataille. Le soir venu, dix hommes étaient morts, de nombreux autres grièvement blessés, parmi lesquels un soldat. La moitié des soldats s'en allèrent et les autres se rendirent au dépôt, où une foule composée de deux cents individus

avaient renversé la locomotive d'un train de passagers, déboulonné les rails et contraint de nouveau la milice à combattre.

À présent, mille cinq cents personnes encerclaient le dépôt. Bientôt, trois wagons de passagers, le quai et une locomotive étaient incendiés. Le gouverneur réclama l'envoi de troupes fédérales, et Hayes finit par accepter. Cinq cents soldats entrèrent dans Baltimore et le calme revint.

La révolte des cheminots s'étendit rapidement. Joseph Dacus, le rédacteur en chef du *Republican* de Saint Louis, écrivait : « Des grèves éclataient à peu près toutes les heures. L'État de Pennsylvanie était en ébullition. Le New Jersey était paralysé d'effroi. New York rappelait une armée de miliciens réservistes. L'Ohio était ébranlé du lac Érié à la rivière Ohio. L'Indiana vivait un suspens effroyable. L'Illinois, et en particulier sa grande métropole Chicago, semblait au bord d'un gouffre, dans la confusion et le tumulte. Saint Louis avait déjà éprouvé les effets du choc précurseur de la révolte. »

La grève s'étendit à Pittsburgh et aux chemins de fer de Pennsylvanie. À nouveau elle éclata en dehors des syndicats traditionnels. Une colère contenue explosait soudainement. Un certain Gus Harris refusa de conduire un train mené par deux locomotives accouplées à un double convoi de wagons, système contesté par les cheminots parce qu'il nécessitait moins d'employés et augmentait les risques encourus par le conducteur du convoi. Robert Bruce, historien des grèves de 1877, écrit dans son livre *1877: Year of Violence* : « C'était une décision personnelle qui n'entrait dans aucun plan prémédité ni aucune stratégie générale. [Gus Harris] était-il resté éveillé toute la nuit, à écouter le bruit de la pluie en se demandant s'il aurait le courage de démissionner et si les autres le suivraient ? Ou bien, après s'être levé pour prendre un maigre petit-déjeuner et avoir regardé ses enfants partir, mal vêtus et à moitié morts de faim, avait-il marché, maussade, dans le petit matin humide pour finalement hurler dans le seul but d'évacuer toute sa colère ? »

Lorsque Harris annonça qu'il ne conduirait pas, les autres membres de l'équipe refusèrent également. Les grévistes furent rejoints par les ouvriers de tous âges des manufactures et des usines (Pittsburgh comptait trente-trois aciéries, soixante-treize verreries, vingt-neuf raffineries de pétrole et cent cinquante-huit mines de charbon). Les transports de marchandises restèrent immobilisés dans la gare. Le syndicat des Cheminots, qui n'était pas à l'origine de la grève, prit finalement les choses en main en appelant « tous les travailleurs à faire cause commune avec leurs frères des chemins de fer ».

L'administration locale et celle des chemins de fer, convaincues que les miliciens de Pittsburgh ne tireraient pas sur leurs concitoyens, firent appel aux troupes de Philadelphie. Deux mille wagons étaient immobilisés à Pittsburgh lorsque la milice de Philadelphie arriva pour faire redémarrer le trafic. On jeta des pierres et des coups de feu furent échangés entre les soldats et la foule des manifestants. Dix personnes au moins furent tuées. Toutes les victimes étaient des travailleurs en grève, pour la plupart des cheminots.

La colère éclata dans toute la ville. La foule menaçait l'armée qui pénétrait dans la rotonde. Les wagons furent incendiés ainsi que quelques bâtiments, puis la rotonde elle-même, et les soldats contraints d'en sortir. Les combats reprirent de plus belle. Les entrepôts de la compagnie prirent feu et des milliers d'individus pillèrent les wagons de marchandises. Un gigantesque silo à grain prit également feu ainsi que tout un quartier de la ville. En quelques jours, vingt-quatre personnes (dont quatre soldats) avaient trouvé la mort. Soixante-dix-neuf bâtiments avaient été réduits en cendres. Une sorte de grève générale s'instaura dans Pittsburgh, réunissant les ouvriers, les transporteurs, les mineurs ainsi que les employés de l'aciérie Carnegie.

La totalité de la garde nationale de Pennsylvanie (9 000 hommes) fut appelée en renfort, mais la plupart des régiments restèrent bloqués, les grévistes des autres villes contrôlant le trafic ferroviaire. À Lebanon (Pennsylvanie), une compagnie de la garde nationale se mutina et défila dans les rues de la ville en liesse. À Altoona, les soldats assiégés par les émeutiers et immobilisés par le sabotage des locomotives rendirent les armes et fraternisèrent avec la foule avant d'être autorisés à rentrer chez eux.

À Harrisburg, capitale de l'État, comme dans bien d'autres endroits, les adolescents composaient la majorité des émeutiers, parmi lesquels on trouvait également quelques Noirs. Les miliciens de Philadelphie, en quittant Altoona, se virent congratulés par la foule, abandonnèrent armes et munitions et défilèrent comme des prisonniers dans les rues de la ville. Avant d'être renvoyés chez eux, ils furent invités à manger dans une auberge. À la demande du maire de la ville, la foule accepta d'entreposer les armes des miliciens à l'hôtel de ville. Les usines et les magasins étaient désertés. En réponse à quelques pillages, des patrouilles de citoyens arpentèrent les rues de la ville pour y maintenir l'ordre durant la nuit.

Les grévistes échouaient parfois à prendre le contrôle de la situation, comme à Potsville par exemple, principalement, semble-t-il, par manque d'unité. Le porte-parole de la Philadelphia and Reading Coal & Iron Company de cette ville écrivait : « Les hommes

manquent d'organisation et la haine raciale est trop forte chez eux pour qu'ils puissent former un seul corps. »

À Reading (Pennsylvanie), cela ne se passa pas ainsi (il y avait là 90 % d'Américains, le reste étant majoritairement allemand). Dans cette ville, où existait par ailleurs une branche du syndicat des Cheminots, les salaires des employés de la compagnie ferroviaire avaient deux mois de retard. Deux mille personnes se rassemblèrent tandis que des hommes, qui s'étaient couvert le visage de suie, déboulonnaient méthodiquement les rails, bloquaient les aiguillages, renversaient les wagons et incendiaient les fourgons ainsi qu'un pont de chemin de fer.

Une compagnie de la garde nationale intervint – celle qui s'était chargée de l'exécution des Molly Maguires. La foule lui jeta des pierres et tira sur les soldats qui ripostèrent alors sur la foule. Robert Bruce relate ainsi les faits : « Au crépuscule, six hommes avaient trouvé la mort. [...] Un chauffeur de locomotive et un mécanicien, anciens employés de la Reading Company, ainsi qu'un charpentier, un colporteur, un lamineur et un ouvrier. [...] Deux personnes, dont un policier, étaient elles aussi sur le point de mourir. » Cinq autres personnes, gravement blessées, moururent également quelque temps plus tard. La foule, exaspérée, se fit plus menaçante. Des soldats déclarèrent qu'ils ne tireraient pas contre leurs concitoyens. Un soldat alla même jusqu'à affirmer qu'il choisirait plutôt d'exécuter le président de la Philadelphia and Reading Coal & Iron. Le 16e régiment de volontaires de Morristown rendit les armes, de même que quelques miliciens. Lorsque la garde nationale rentra chez elle, l'armée fédérale investit la ville et la police locale se mit à procéder à des arrestations.

Dans le même temps, les responsables des différentes confréries de cheminots – la confrérie des Conducteurs de train, celle des Chauffeurs de locomotive et celle des Mécaniciens – désavouaient la grève. Les journaux s'inquiétaient des « idées communistes [...] trop largement diffusées [...] par les mineurs, les ouvriers et les cheminots ».

De fait, il existait un très actif parti des Travailleurs à Chicago, fort de plusieurs milliers de membres, originaires pour la plupart d'Allemagne et de Bohème. Ce parti entretenait des relations avec la Ire Internationale d'Europe. Au beau milieu des grèves des chemins de fer, à l'été 1877, il organisa un rassemblement de six mille personnes environ, au cours duquel on exigea la nationalisation des chemins de fer. Albert Parsons fit un discours inspiré. Originaire d'Alabama, il avait combattu dans les rangs de l'armée confédérée et épousé une femme mi-espagnole mi-indienne. Typographe, il

était surtout l'un des plus admirables orateurs anglophones du parti des Travailleurs. Le lendemain, une foule de jeunes gens, pas nécessairement liés au rassemblement de la veille, occupa les voies de chemin de fer, empêchant ainsi les trains de circuler. Puis ils se dirigèrent vers les manufactures, débauchèrent les ouvriers, les gardiens de parcs à bestiaux, les équipages des bateaux du lac Michigan et firent fermer plusieurs entrepôts. Le jour même, Albert Parsons était licencié du *Times* de Chicago et inscrit sur liste noire.

La police chargea la foule. Selon les journaux, « au début, le son des matraques sur les crânes était plutôt désagréable jusqu'à ce qu'on finisse par s'y habituer. Chaque coup assommait un émeutier, semblait-il, tant le sol en était couvert ». Des compagnies de l'infanterie américaine vinrent se joindre aux soldats de la garde nationale et aux vétérans de la guerre de Sécession. La police tira sur la foule et trois hommes furent tués.

Le lendemain, cinq mille individus en armes affrontèrent la police. Cette dernière tira encore et encore ; quand tout fut fini, au moment de faire les comptes, on découvrit dix-huit morts – des jeunes et des ouvriers bien entendu –, crânes défoncés par les coups de matraque et corps criblés de balles.

Saint Louis était la seule ville où la rébellion était clairement organisée par le parti des Travailleurs. On y trouvait des moulins industriels, des fonderies, des conserveries, des ateliers d'usinage, des brasseries et des chemins de fer. Là, comme partout, on diminua les salaires des cheminots. Mais Saint Louis comptait près d'un millier de membres du parti des Travailleurs, pour la plupart boulangers, chaudronniers, ébénistes, accompagnés de cigariers et de brasseurs. Le parti des Travailleurs était organisé en quatre sections, selon la nationalité : Bohémiens, Anglais, Français et Allemands.

Les quatre sections traversèrent le Mississippi en ferry pour participer à une réunion organisée par les cheminots de l'est de Saint Louis. Un responsable du parti prit la parole à cette occasion : « Messieurs, tout ce que vous avez à faire – ayant l'avantage du nombre –, c'est de tomber d'accord sur cette seule idée : c'est aux travailleurs de diriger ce pays. Ce qu'un homme fabrique lui appartient et ce sont les travailleurs qui ont fait ce pays. » Les cheminots de l'est de Saint Louis décidèrent la grève. Le maire de la ville était un immigrant européen, révolutionnaire actif dans sa jeunesse. En outre, électoralement parlant, les employés des chemins de fer dominaient la ville.

À Saint Louis même, le parti des Travailleurs organisa un rassemblement en plein air auquel cinq mille individus participèrent. Le parti était clairement à la tête de la grève. Les orateurs

encouragés par la foule se firent plus virulents : « Le capital a changé notre liberté en servage et nous devons nous battre ou mourir. » Ils exigeaient la nationalisation des chemins de fer, des mines et de toutes les activités industrielles.

Lors d'un autre rassemblement du parti des Travailleurs, un Noir prit la parole au nom de ceux qui travaillaient sur les bateaux à vapeur et sur les quais et demanda : « Nous soutiendrez-vous malgré la couleur de notre peau ? » La foule hurla : « Nous vous soutiendrons ! » Un comité exécutif fut mis en place et décréta la grève générale de tous les secteurs industriels de Saint Louis.

Des tracts appelant à la grève générale furent distribués à travers toute la ville. Quatre cents mariniers et débardeurs noirs manifestèrent le long du fleuve. Six cents ouvriers des manufactures défilèrent derrière une bannière où l'on pouvait lire : « À bas les monopoles. Des droits pour les travailleurs. » Un gigantesque défilé eut lieu à travers les rues de la ville à la suite duquel des milliers de personnes écoutèrent des orateurs communistes : « Le peuple prend conscience de sa force et déclare qu'il ne supportera pas plus longtemps d'être opprimé par le capital improductif. »

Dans son livre sur les événements de Saint Louis (*Reign of the Rabble*), David Burbank écrit que c'est « seulement autour de Saint Louis que la grève des cheminots fut si systématiquement organisée et entraîna un arrêt si complet de l'activité industrielle que le terme de grève générale était parfaitement justifié. Et c'est également là que les socialistes ont joué un rôle prépondérant et indiscutable. [...] Aucune autre ville américaine n'a jamais été aussi près d'être dirigée par un soviet ouvrier, comme on appellerait cela de nos jours, que Saint Louis (Missouri), en 1877 ».

On entendit parler de ces grèves de chemins de fer jusqu'en Europe. Marx n'écrivit-il pas à Engels : « Que penses-tu des travailleurs américains ? Cette première explosion contre les associés de l'oligarchie capitaliste depuis la guerre de Sécession sera bien entendu réprimée, mais ce peut être un bon point de départ pour un véritable parti des travailleurs. »

À New York, plusieurs milliers de personnes se rassemblèrent à Thompkins Square. Le ton du rassemblement était plutôt modéré. On y évoquait une « révolution politique par le biais des urnes ». Un autre orateur déclarait : « Si vous vous unissez, nous pourrions bien avoir ici dans cinq ans une république socialiste. [...] Alors une aube nouvelle viendra illuminer ce monde de ténèbres. » Le rassemblement était parfaitement pacifique. Les derniers mots qui furent prononcés à la tribune furent : « Même si nous, les pauvres, ne possédons pas grand-chose, nous avons au moins le droit de

nous exprimer et personne ne nous l'enlèvera. » Immédiatement après, la police chargea les participants à coups de matraque.

À Saint Louis, comme partout ailleurs, l'enthousiasme, les rassemblements de masse et les manifestations ne durèrent pas éternellement. Une fois le calme revenu, la police, les milices et les troupes fédérales entrèrent dans la ville et les autorités locales reprirent le contrôle de la situation. La police fit irruption au quartier général du parti des Travailleurs et arrêta soixante-dix personnes. Les membres du comité exécutif qui avait, pendant un moment, quasiment géré la ville furent emprisonnés. Les grévistes baissèrent les bras et les salaires furent finalement réduits comme prévu. La Burlington Railroad licencia cent trente et un des principaux meneurs de la grève.

À la fin des grèves de chemins de fer de 1877, auxquelles avaient participé cent mille travailleurs, une centaine de personnes étaient mortes et un millier d'autres emprisonnées. Ces grèves avaient mobilisé un nombre incalculable de chômeurs dans les villes. Au plus fort du mouvement, plus de la moitié du réseau de transports du pays – c'est-à-dire cent vingt mille kilomètres de voies – avait été neutralisée.

Les compagnies ferroviaires firent bien quelques concessions en annulant certaines réductions de salaires mais renforcèrent en même temps leur « Police du fer et du charbon ». Dans un certain nombre de grandes villes, on construisit des arsenaux de la garde nationale avec des meurtrières pour les canons. Robert Bruce estime que les grèves firent prendre conscience de la dureté de la vie pour certaines catégories de la population et entraînèrent le vote de réglementations spécifiques aux chemins de fer par le Congrès. Il est également probable qu'elles ont favorisé l'activité syndicale de l'American Federation of Labor, l'Union nationale des travailleurs proposée par les Chevaliers du travail et l'essor des différents partis agricoles indépendants des deux décennies suivantes.

En 1877, l'année même où les Noirs réalisaient qu'ils n'étaient pas en mesure d'imposer la concrétisation de l'égalité promise après la guerre de Sécession, les travailleurs comprirent qu'ils n'étaient ni assez solidaires ni assez puissants pour battre la coalition des forces du capital privé et du gouvernement. Ils n'étaient pas au bout de leur peine.

Chapitre XI
Les barons voleurs – Les rebelles

Dès 1877, on pouvait voir se dessiner certaines tendances qui allaient se confirmer au cours des dernières années du siècle : les Noirs seraient contenus, les grèves chez les travailleurs blancs combattues et les élites politico-industrielles du Nord et du Sud prendraient fermement les commandes du pays pour gérer la plus importante période de développement économique de toute l'histoire de l'humanité. Tout cela se réalisa aux dépens des mains-d'œuvre noire, blanche, chinoise, européenne et féminine rétribuées en fonction de la couleur, du sexe, de la nationalité et de la classe sociale. Ce brillant édifice, destiné à stabiliser l'organisation hiérarchique de l'économie du pays, institua divers niveaux d'oppression.

Dans la période qui sépare la guerre de Sécession de l'année 1900, la vapeur et l'électricité remplacèrent la simple force physique de l'homme ; le fer remplaça le bois puis céda lui-même la place à l'acier (le procédé Bessemer permettait de transformer trois tonnes de fer en acier en quinze minutes, au lieu d'une journée auparavant). La mécanisation permit d'actionner des outils en acier et le pétrole servit aussi bien à la lubrification des machines qu'à l'éclairage des domiciles, des rues et des usines. Le train, propulsé par la vapeur sur des rails en acier, transportait les biens et les personnes d'un bout à l'autre du pays. En 1900, on comptait déjà près de 300 000 kilomètres de voies ferrées. Le téléphone, la machine à écrire et la machine à calculer accélérèrent considérablement le rythme des affaires.

La mécanisation transforma également l'agriculture. Avant la guerre de Sécession, il fallait 61 heures de travail pour produire

l'équivalent de 0,4 hectare de blé. En 1900, il ne fallait plus que 3 heures et 19 minutes. La production industrielle de glace, en permettant le transport de produits alimentaires sur de longues distances, facilita l'essor de l'industrie alimentaire.

La vapeur actionnait les broches de l'industrie textile ainsi que les machines à coudre. Cette énergie était produite à partir du charbon. Les foreuses pneumatiques permettaient d'aller chercher le charbon de plus en plus profond. L'extraction du charbon passa de 14 millions de tonnes en 1860 à 100 millions de tonnes en 1884. Les fourneaux à charbon permettant de changer le fer en acier, la production d'acier s'accrut également : 1 million de tonnes en 1880, 25 millions de tonnes en 1910. Plus tard, l'électricité remplacera progressivement la vapeur. Le fil électrique dépendait du cuivre, dont le volume passa de 30 000 tonnes en 1880 à 500 000 tonnes en 1910.

Pour en arriver là, il avait fallu tout le génie des inventeurs qui imaginèrent de nouveaux procédés et de nouvelles machines ; toute l'intelligence des organisateurs et des administrateurs des nouvelles industries ; un pays riche en terres et en minerais ; et, enfin, une gigantesque réserve de main-d'œuvre humaine pour accomplir le travail dangereux, insalubre et exténuant. Des immigrants arrivèrent donc d'Europe et de Chine pour constituer cette nouvelle main-d'œuvre. Quant aux fermiers qui ne pouvaient acheter les nouvelles machines ou s'acquitter des coûts de transport imposés par les compagnies ferroviaires, ils durent se résoudre à quitter leurs terres. Entre 1860 et 1914, la population new-yorkaise passa de huit cent cinquante mille à quatre millions d'individus, celle de Chicago de cent dix mille habitants à deux millions, et celle de Philadelphie de six cent cinquante mille à un million cinq cent mille.

En certaines occasions, c'est l'inventeur lui-même qui gérait ses propres affaires – tel Thomas Edison, inventeur de très nombreux procédés électriques. Mais le plus souvent, des hommes d'affaires faisaient appel à un certain nombre de procédés inventés par d'autres, tel Gustavus Swift, boucher de son état, qui en alliant le wagon et l'entrepôt réfrigérés mit sur pied, en 1885, la première entreprise alimentaire d'envergure nationale. De son côté, James Duke utilisa une nouvelle machine à rouler les cigarettes qui pouvait à la fois rouler, coller et couper des tubes de tabac au rythme quotidien de cent mille cigarettes. En 1890, il rassembla les quatre plus grands fabricants de cigarettes américains pour constituer l'American Tobacco Company.

Si certains milliardaires avaient d'abord connu la pauvreté, tel n'était pas le cas pour la plupart d'entre eux. Une étude portant sur

les origines de trois cent trois dirigeants de l'industrie textile, des chemins de fer et de l'aciérie des années 1870 montre que 90 % d'entre eux étaient issus des petite et grande bourgeoisies. Les traditionnels contes de fées sur la transformation du « loqueteux en riche » étaient peut-être vrais pour une poignée d'individus mais il s'agissait avant tout d'un mythe, au demeurant bien utile pour apaiser l'ensemble de la population.

De nombreuses fortunes furent édifiées légalement avec la collaboration active – et souvent grassement payée – des gouvernements et des tribunaux. Thomas Edison promit à chacun des politiciens du New Jersey la somme de 1 000 dollars en échange d'une législation qui favoriserait ses intérêts. Daniel Drew et Jay Gould versèrent 1 million de dollars de dessous-de-table pour obtenir du parlement de l'État de New York l'autorisation officielle d'émettre pour huit millions de dollars d'« actions bidons » ne correspondant absolument pas à la valeur réelle de la compagnie ferroviaire Érié Railroad.

La première ligne de chemin de fer transcontinentale fut construite dans le sang et la sueur, par la politique et le vol, en réunissant la Union Pacific et le Central Pacific.

Le Central Pacific partait de la côte Ouest et se dirigeait vers l'Est. La compagnie arrosa Washington de plus de 200 000 dollars de pots-de-vin pour obtenir gracieusement 3,6 millions d'hectares de terres et quelque 24 millions de dollars en subventions diverses. En outre, la compagnie ferroviaire versa, pour la construction des voies, 79 millions de dollars à une entreprise qui, en fait, lui appartenait (36 millions de plus que le coût réel de la construction). Trois mille Irlandais et dix mille Chinois y travaillèrent pendant quatre ans avec pour tout salaire un ou deux dollars par jour.

L'Union Pacific démarrait au Nebraska et se dirigeait vers l'ouest. Cette compagnie s'était vu accorder 4,8 millions d'hectares de terres et 27 millions de dollars d'aides gouvernementales. Elle fonda le Crédit Mobilier, auquel elle versa 94 millions de dollars pour la construction de la ligne – qui ne coûta au final que 44 millions. Des actions de la compagnie étaient vendues à des prix défiant toute concurrence à certains membres du Congrès afin d'empêcher toute enquête un peu approfondie. Cette idée émanait du représentant du Massachusetts, Oakes Ames, par ailleurs fabricant de pelleteuses et directeur du Crédit Mobilier, qui déclarait qu'il était « normal que les gens "veillent" à la bonne marche de leurs affaires ». La Union Pacific employa vingt mille personnes – des vétérans de la guerre de Sécession et des immigrés irlandais qui posaient jusqu'à 8 kilomètres de voie par jour et mouraient par centaines à

cause des conditions climatiques extrêmes et des combats contre les Indiens qui s'opposaient à l'invasion de leurs territoires.

Les deux compagnies empruntèrent les parcours les plus longs et les plus compliqués dans l'unique but d'obtenir des financements de la part des villes qu'elles traversaient. La jonction des deux lignes eut lieu en Utah, en 1869, au milieu des flonflons et des beaux discours.

La fraude généralisée dans les chemins de fer entraîna un contrôle accru des banques sur le financement des compagnies ferroviaires. Ces banques souhaitaient plus de stabilité, autrement dit elles préféraient des bénéfices garantis par la loi et non par le vol. Dans les années 1890, la plupart des compagnies ferroviaires américaines fusionnèrent en six grands réseaux dont quatre étaient partiellement ou totalement contrôlés par la maison Morgan et les deux autres par les banquiers Kuhn, Loeb & Co.

J. P. Morgan avait débuté avant la guerre. Son père était banquier et avait fait fortune en vendant des actions de chemins de fer sur lesquelles il prenait de solides commissions. Pendant la guerre de Sécession, Morgan acheta à un arsenal militaire cinq mille fusils à 3,5 dollars pièce qu'il revendit à un général 22 dollars chaque. Ces fusils défectueux auraient arraché le pouce de tout soldat qui s'en serait servi. Le fait fut signalé dans un obscur rapport du Congrès, mais il se trouva un juge fédéral pour objecter que cet échange commercial s'appuyait sur un contrat juridiquement valide.

Morgan avait échappé au service pendant la guerre de Sécession en se payant un substitut pour 300 dollars. John D. Rockefeller, Andrew Carnegie, Philip Armour, Jay Gould et James Mellon firent de même. Le père de Mellon lui écrivait : « Un homme peut être patriote sans pour autant risquer sa vie ou sa santé. De nombreuses autres vies ont bien moins de valeur que la tienne. »

Le gouvernement des États-Unis confia à la banque Drexel, Morgan & Co. la tâche d'émettre pour 260 millions de dollars de bons du gouvernement. Le gouvernement aurait sans doute pu le faire lui-même, mais il préféra apparemment verser 5 millions de dollars de commissions aux banquiers.

Le 2 janvier 1889, nous dit Gustavus Myers, « une circulaire portant l'indication "privé et confidentiel" était expédiée par les trois compagnies bancaires, Drexel, Morgan & Co., Brown Brothers & Co. et Kidder, Peabody & Co. C'est avec le plus grand soin que l'on s'était assuré que ce document resterait inconnu de la presse et de l'opinion publique. [...] Pourquoi tant de précautions ? Parce que cette circulaire n'était rien de moins qu'une invitation [...] adressée à tous les magnats des chemins de fer, les priant de se retrouver chez

Morgan lui-même, au 219, Madison Avenue, pour y constituer [...] une entente (dans le langage de l'époque : une "coalition indéfectible") qui éliminerait la compétition entre certaines compagnies et unirait leurs intérêts en un accord au terme duquel le peuple américain serait encore plus saigné à blanc qu'à l'ordinaire ».

Cette réjouissante démonstration de l'ingéniosité financière avait un coût humain : en 1889, les archives de la Commission du commerce entre les États dressaient la liste des vingt-deux mille cheminots tués ou blessés.

En 1895, la réserve d'or américaine était au plus bas alors que vingt-six banques new-yorkaises renfermaient dans leurs coffres près de 129 millions en or. Un syndicat de banquiers emmené par J. P. Morgan & Co., August Belmont & Co., la National City Bank et d'autres offrit au gouvernement de lui confier de l'or en échange de bons du Trésor. Le président Grover Cleveland accepta. Les banquiers revendirent immédiatement les bons à un prix plus élevé, empochant ainsi une plus-value de 18 millions de dollars.

Un journaliste écrivit à cette occasion : « Lorsqu'un homme veut acheter du bœuf, il doit aller chez le boucher. Quand M. Cleveland veut d'avantage d'or, il doit aller chez le gros banquier. »

Tout en bâtissant sa fortune, Morgan rationalisa et organisa l'économie nationale. Il réussit à assurer la stabilité du système. Il avait d'ailleurs l'habitude de déclarer que l'Amérique ne veut « plus de convulsions financières ni avoir quelque chose un jour et quelque chose d'autre le lendemain ». Il regroupa les compagnies ferroviaires dont il lia les intérêts aux banques, lesquelles s'adossèrent aux compagnies d'assurances. En 1900, il contrôlait 160 000 kilomètres de voies ferrées : la moitié du réseau américain.

Trois compagnies d'assurances contrôlées par le groupe Morgan possédaient un milliard de dollars en avoir effectif. Elles pouvaient investir 50 millions de dollars par an – de l'argent versé par des gens ordinaires pour payer leurs polices d'assurances. Louis Brandeis décrivit ce phénomène dans son livre *Other People's Money* (paru avant sa nomination à la Cour suprême) : « Ils contrôlent le peuple avec l'argent du peuple. »

Pour sa part, John D. Rockefeller débuta comptable à Cleveland, devint négociant, fit fortune et comprit bientôt que, dans l'industrie pétrolière, contrôler les raffineries permettait de contrôler l'industrie tout entière. Il acheta donc sa première raffinerie en 1862 et créa en 1870 la Standard Oil Company of Ohio. Après avoir passé des accords secrets avec des compagnies ferroviaires pour transporter son pétrole au meilleur prix, il se débarrassa de la concurrence.

Un raffineur indépendant déclara plus tard que les autres raffineurs avaient dû « liquider sous peine d'être écrasés. [...] Il n'y avait qu'un seul acheteur sur le marché et on devait se plier à ses exigences ». On peut aussi lire dans les archives de l'administration de la Standard Oil des mémos de ce type : « Wilkerson & Co. a été livré en pétrole le lundi 13. [...] Il va encore falloir donner un tour de vis. » À Buffalo, une raffinerie concurrente fut détruite dans une petite explosion organisée par des responsables de la Standard Oil avec l'aide du chef-mécanicien de la raffinerie.

En 1899, la Standard Oil Company formait un véritable holding qui contrôlait financièrement de nombreuses autres firmes avec un capital de 110 millions de dollars et des bénéfices annuels s'élevant à 45 millions de dollars. La fortune personnelle de John D. Rockefeller était estimée à 220 millions de dollars. Assez rapidement, il allait s'introduire dans les industries du fer, du cuivre, du charbon, des transports et de la finance (la Chase Manhattan Bank). Les profits qu'il en tira s'élevaient à 81 millions de dollars par an. La fortune des Rockefeller atteignit bientôt 2 milliards de dollars.

Quant à Andrew Carnegie, il avait été mécanicien télégraphiste à l'âge de dix-sept ans, avant de devenir secrétaire du président de la Pennsylvania Railroad puis courtier à Wall Street, où il prenait de juteuses commissions sur la vente d'actions de compagnies ferroviaires. Il fut rapidement millionnaire. De passage à Londres, en 1872, il prit connaissance du procédé Bessemer pour l'acier. À son retour aux États-Unis, il mit sur pied une aciérie d'une valeur d'un million de dollars. Les tarifs douaniers extrêmement élevés, judicieusement votés par le Congrès, permirent de contenir la concurrence étrangère. En 1880, Carnegie produisait quelque 10 000 tonnes d'acier par mois, générant 1,5 million de dollars de bénéfices annuels. En 1900, ce chiffre s'élevait à 40 millions de dollars. La même année, lors d'un dîner, il accepta de vendre ses aciéries à J. P. Morgan. Il en griffonna le prix sur un bout de papier : 492 millions de dollars.

Morgan créa alors la US Steel Corporation, fruit d'une fusion entre la firme de Carnegie et d'autres aciéries américaines. Il vendit ensuite des actions et des bons pour une valeur de 1,3 milliard de dollars (quelque 400 millions de plus que la valeur combinée de toutes les entreprises) et s'octroya une commission de 150 millions de dollars pour l'organisation de toute l'opération. Comment pouvait-on payer de tels dividendes aux actionnaires et aux obligataires ? Tout simplement en s'assurant que le Congrès imposerait des tarifs douaniers qui permettraient de tenir les aciers étrangers à l'écart du marché américain, en éliminant la concurrence et en maintenant le prix de l'acier à 28 dollars la tonne, en faisant travailler deux

cent mille personnes douze heures par jour pour des salaires leur permettant à peine de nourrir leurs familles.

Ce processus se répéta à peu de choses près dans tous les secteurs industriels – des hommes d'affaires astucieux et efficaces bâtissaient des empires, se débarrassaient de la concurrence, maintenaient des prix élevés et des salaires bas et profitaient du soutien financier du gouvernement. Ces industries furent en fait les premiers bénéficiaires de cette sorte d'« État providence ». Au tournant du siècle, l'American Telephone and Telegraph avait le monopole du réseau téléphonique national ; l'International Harvester détenait 85 % des parts de marché dans le secteur du matériel agricole. Dans tous les autres secteurs, les ressources étaient également de plus en plus concentrées et de plus en plus contrôlées. Les banques possédaient des intérêts dans de si nombreux trusts qu'elles purent mettre sur pied un réseau complexe de grands dirigeants d'entreprise qui étaient tous également membres des directoires des autres entreprises. Selon un rapport sénatorial du début du XXe siècle, Morgan, au sommet de sa gloire, siégeait dans quarante-huit conseils d'administration tandis que Rockefeller se contentait de participer à trente-sept de ces organes de direction.

Dans le même temps, le gouvernement américain suivait presque à la lettre le comportement de l'État capitaliste décrit par Marx : prétendument neutre dans le maintien de l'ordre, il servait, de fait, les intérêts des plus riches. Lesquels n'étaient pourtant pas toujours d'accord entre eux et s'opposaient parfois vigoureusement en matière de politique. Le rôle de l'État consistait alors à régler pacifiquement les conflits qui agitaient la classe la plus aisée, à réprimer l'esprit de révolte chez les plus défavorisés et à adopter des politiques susceptibles de garantir la plus grande stabilité possible du système. Les arrangements entre démocrates et républicains pour l'élection de Rutherford Hayes en 1877 avaient donné le ton. Que le vainqueur soit démocrate ou républicain, il ne se produirait pas de grands bouleversements dans la politique nationale.

Lorsque le démocrate Grover Cleveland se présenta pour la présidence en 1884, l'opinion générale était qu'il s'opposerait fermement aux pouvoirs des monopoles et des grandes entreprises, à l'inverse du parti républicain, dont le candidat était James Blaine, qui soutenait les riches. Pourtant, lorsque Cleveland fut élu, Jay Gould lui télégraphia qu'il avait « le sentiment [...] que les intérêts de l'élite des milieux d'affaires [seraient], avec [lui], entre de bonnes mains ». Il ne se trompait pas.

L'un des principaux conseillers de Cleveland était William Whitney. Cet avocat d'affaires, millionnaire et lié par mariage à la

Standard Oil, fut nommé secrétaire à la Marine par Cleveland. Il décida immédiatement de créer une « marine indestructible » et acheta l'acier de Carnegie à des prix artificiellement élevés. Cleveland lui-même avait tenu à rassurer les industriels en leur annonçant qu'ils n'avaient pas à redouter son élection : « Aucune mesure administrative ne portera tort aux intérêts des milieux d'affaires aussi longtemps que je serai président. [...] Le transfert de l'exécutif d'un parti à un autre ne signifie pas qu'il doive y avoir de sérieux bouleversements dans la situation existant à ce jour. »

Pendant la campagne électorale, on avait d'ailleurs soigneusement évité de traiter des vraies questions. On distinguait difficilement quels seraient, selon l'adoption de telle ou telle politique, les intérêts dominants ou négligés. Cette campagne ressembla à toutes les campagnes électorales : volonté de dissimuler les ressemblances fondamentales entre les deux partis en insistant avant tout sur la personnalité des candidats, les ragots et autres broutilles. Henry Adams, observateur impitoyable de son époque, écrivait à l'un de ses amis, au sujet de cette élection, que la vie politique était encore « plus drôle qu'on ne saurait le dire. [...] Mais le plus amusant, c'est que personne ne traite des vrais problèmes. Il y a une sorte de consensus pour les laisser de côté. Nous avons trop peur d'en parler. Au lieu de cela, la presse s'est lancée dans un débat hilarant sur le fait de savoir si M. Cleveland a – oui ou non – un fils illégitime et s'il a – oui ou non – plus d'une maîtresse ».

En 1887, alors que le Trésor américain était en excédent, Cleveland opposa son veto à un décret qui prévoyait d'octroyer 100 000 dollars aux fermiers du Texas afin de leur permettre d'acheter des semences en période de sécheresse. Il déclara : « En de telles occasions, l'aide fédérale [...] encourage l'attente d'un soutien gouvernemental paternel et nuit à la vigueur du caractère national. » Pourtant, la même année, Cleveland utilisa cet excédent en or pour payer 28 dollars au-dessus de leur valeur initiale les obligations détenues par des individus loin d'être dans la misère; véritable cadeau de 45 millions de dollars.

La réforme fondamentale de l'administration Cleveland est révélatrice de la nature du réformisme américain. La loi sur le commerce entre les États de 1887 était censée réglementer l'activité des chemins de fer au profit des consommateurs. Mais Richard Olney, avocat du Boston and Maine Railroad et de quelques autres compagnies ferroviaires – et bientôt ministre de la Justice de Cleveland –, prévint les administrateurs des compagnies de chemins de fer qui s'opposaient à cette loi que, « dans leur propre intérêt », il ne serait pas sage de supprimer la commission sur le commerce entre

les États. Il s'expliquait : « La commission [...] est ou peut devenir d'une grande aide pour les compagnies. Elle satisfait la revendication populaire en faveur d'un contrôle gouvernemental des chemins de fer et, par ailleurs, les membres de cette commission sont presque tous nommés. Il serait donc plus avisé de ne pas détruire cette commission et, au contraire, de l'utiliser. »

Cleveland lui-même, dans son Discours sur l'état de l'Union de 1887, confirmait ces propos et lançait, en outre, un avertissement : « L'occasion de mener une réforme avisée, prudente et sûre nous est aujourd'hui offerte et aucun d'entre nous ne devrait oublier que nous vivons à une époque où le peuple, trompé et excité [...], pourrait bien exiger une réparation aussi radicale que violente des torts qui lui ont été faits. »

Le républicain Benjamin Harrison, qui succéda à Cleveland entre 1889 et 1893, fut décrit en ces termes par Matthew Josephson dans sa pittoresque étude des années qui suivirent la guerre de Sécession (*The Politicos*) : « Benjamin Harrison avait la particularité unique d'avoir servi les compagnies ferroviaires tant en qualité d'avocat que de soldat. Après avoir organisé et commandé un détachement de soldats pendant la grève [de 1877], il avait poursuivi les grévistes devant la justice fédérale. »

Le mandat de Harrison apporta lui aussi son lot de réformes. La loi Sherman anti-trust, votée en 1890, était censée « protéger les échanges et le commerce contre les concentrations illégales » et interdire la constitution de toute « alliance ou coalition » destinée à porter atteinte aux échanges entre les États ou au commerce international. Le sénateur John Sherman, rédacteur de la loi, prétendait concilier les diverses critiques anti-monopole : « Certes, il y avait aussi autrefois des monopoles [...], mais jamais de la taille des géants actuels. Vous devez entendre la voix [des critiques anti-trust] ou vous aurez le socialisme, le communisme, le nihilisme. La société est confrontée, de nos jours, à des pressions inconnues jusqu'alors. »

Lorsque Cleveland fut à nouveau élu président en 1892, Andrew Carnegie, alors en Europe, reçut une lettre du directeur général de ses aciéries, Henry Clay Frick : « Je suis parfaitement désolé pour le président Harrison, mais je ne vois pas comment nos intérêts pourraient être affectés en quoi que ce soit par ce changement d'administration. » Cleveland dut faire face à l'agitation causée dans tout le pays par la crise et la panique sociale de 1893. Il utilisa l'armée pour réprimer l'« armée de Coxey » – un rassemblement de chômeurs qui s'étaient rendus jusqu'à Washington – et briser la grève nationale qui toucha les chemins de fer l'année suivante.

Pendant ce temps, la Cour suprême travaillait, malgré son impartialité apparente et drapée dans la robe noire et austère de la justice, au service de l'élite dirigeante. Pouvait-elle du reste être indépendante, elle dont les membres étaient nommés par le président et confirmés par le Sénat ? Et à quelle neutralité de classe pouvait-elle prétendre, elle dont les juges étaient pour la plupart d'anciens hommes de loi fortunés, issus des plus hautes sphères de la société ? À l'orée du XIXe siècle, la Cour suprême avait jeté les bases législatives du capitalisme d'entreprise (en faisant du contrat une notion sacrée) et de l'économie régulée au niveau fédéral (en instituant un contrôle fédéral sur le commerce entre les États).

En 1895, la Cour interpréta la loi Sherman anti-trust de manière à la rendre parfaitement inoffensive. Elle décrétait qu'un monopole dans les raffineries de sucre était un monopole s'exerçant dans le domaine de la production et non un monopole commercial. En conséquence, il ne pouvait être question que le Congrès s'en occupe en invoquant la loi Sherman (US *vs* E. C. Knight Co.). La Cour déclarait que la loi pourrait en revanche être invoquée pour réprimer les grèves touchant plusieurs États en même temps (comme la grève des chemins de fer de 1894, par exemple) puisqu'il s'agissait là d'une entrave au commerce caractérisée. Elle proclamait également l'inconstitutionnalité d'une timide tentative émanant du Congrès pour augmenter le taux d'imposition des hauts revenus (Pollock *vs* Farmers's Loan & Trust Company). Quelques années plus tard, la Cour suprême s'opposerait encore au démantèlement des monopoles de la Standard Oil et de l'American Tobacco sous prétexte que la loi Sherman ne concernait que les alliances « déraisonnables » portant atteinte au commerce.

En 1895, un banquier new-yorkais portait un toast à la Cour suprême : « Je vous salue, messieurs de la Cour suprême des États-Unis – gardiens du dollar, défenseurs de la propriété privée, ennemi des spoliations, salut de la République. »

Très peu de temps après que le Quatorzième Amendement destiné à protéger les Noirs eut pris force de loi, la Cour suprême en fit principalement un instrument de protection des entreprises. Pourtant, en 1877, une décision de cette même Cour (Munn *vs* Illinois) avait approuvé les lois votées par certains États en faveur du contrôle des tarifs imposés aux fermiers pour l'usage des silos à élévateurs. La compagnie propriétaire de ces silos prétendait qu'elle était une personne juridique que l'on privait de sa propriété en parfaite violation du Quatorzième Amendement, qui stipule : « Aucun État ne pourra priver une personne de sa vie, de sa liberté ou de sa propriété sans garanties légales suffisantes. » La Cour suprême

rejeta l'argument en s'appuyant sur le fait que si les silos à élévateurs étaient des biens privés, ils étaient également investis d'une « mission d'intérêt public » autorisant, de fait, leur réglementation.

Un an après, l'Association du barreau américain, mise en place par des juristes habitués à défendre les intérêts des plus riches, se lança dans une campagne destinée à inverser cette décision. Les responsables de l'Association déclarèrent à différentes reprises que, « si les trusts sont des armes de protection de la propriété contre le courant communiste, alors il faut les encourager ». Ils ajoutaient : « Le monopole est souvent une nécessité et un atout. »

En 1886, l'objectif était atteint. Certains États avaient voté, sous la pression des fermiers, des lois en faveur de la réglementation des tarifs imposés aux fermiers pour le transport de leur production par le train. En 1886, la Cour suprême (Wabash *vs* Illinois) décréta que les États n'étaient pas habilités à voter de telles lois. Selon la Cour, il s'agissait là d'une usurpation de fait des prérogatives accordées à l'autorité fédérale. Au cours de cette seule année 1886, la Cour cassa quelque deux cent trente lois votées par les États pour réglementer différentes activités.

À cette époque, la Cour suprême avait finalement reconnu l'argument selon lequel les entreprises étaient des personnes et leur argent un bien protégé par certaines clauses du Quatorzième Amendement. En principe, cet amendement avait été voté pour garantir les droits des citoyens noirs : mais sur la totalité des procédures juridiques s'y référant, entre 1890 et 1910, dix-neuf concernaient les droits des Noirs et deux cent quatre-vingt-huit ceux des entreprises.

Les juges de la Cour suprême n'étaient pas seulement des interprètes de la Constitution, il s'agissait également d'individus issus d'un milieu précis avec des intérêts spécifiques. L'un d'entre eux, le juge Samuel Miller, avait déclaré en 1875 : « Il est vain de lutter contre des juges qui ont représenté pendant quarante ans les intérêts des compagnies ferroviaires et de toutes formes de coalitions capitalistes. » En 1893, s'adressant à l'Association du barreau de l'État de New York, le juge David J. Brewer déclarait : « C'est une loi constante que la richesse de l'ensemble de la communauté soit entre les mains du petit nombre. [...] La grande majorité des hommes sont incapables de supporter ce sacrifice permanent qui permet seul d'accumuler les richesses. [...] Ainsi, il a toujours été et sera toujours vrai – à moins que la nature humaine ne soit profondément remodelée – que la richesse de la nation reste dans les mains de quelques élus tandis que la masse des autres subvient à ses besoins par son labeur quotidien. »

Nous ne sommes pas ici devant un aspect caractéristique des années 1880-1890. Tout cela remontait aux Pères Fondateurs qui avaient étudié le droit à une époque où régnaient en maîtres *Les Commentaires de Blackstone*, dans lesquels on pouvait lire que « le respect de la loi pour la propriété privée est si grand qu'elle n'en supportera pas la moindre violation ; et ce même dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté ».

À l'époque moderne, le maintien de l'ordre exige davantage que la simple force brutale, davantage même que la loi : il nécessite qu'une population dangereusement concentrée dans les villes et les usines et à qui la vie offre de nombreux motifs de révolte accepte cela comme une nécessité. C'est pourquoi l'école, l'Église et la littérature populaire présentaient la richesse comme un signe de supériorité et la pauvreté comme la sanction de l'échec individuel. Le pauvre ne pouvait espérer s'en sortir par le haut qu'en pénétrant dans le club restreint des riches par un effort extraordinaire – et avec un peu de chance.

Dans les années qui suivirent la guerre de Sécession, un certain Russell Conwell, diplômé de l'université de droit de Yale, pasteur et auteur de livres à succès, tint la même conférence (« Acres of Diamonds ») plus de cinq mille fois devant différents auditoires à travers tout le pays. Il s'adressa au total à plusieurs millions de personnes. Son message était simple : tout le monde peut devenir riche s'il travaille assez dur ; partout, si les gens voulaient bien se donner la peine de chercher, se trouvent des « acres de diamants ». Voici un extrait de cette conférence : « J'affirme que vous devriez être riches et qu'il est même de votre devoir de le devenir. [...] Les hommes riches sont sans doute les individus les plus honnêtes de la communauté. Je n'hésite pas à le dire clairement : 98 % des hommes riches en Amérique sont des gens honnêtes. Et c'est pour cela qu'ils sont riches. C'est pourquoi ils reçoivent l'argent en récompense. C'est également pour cela qu'ils dirigent de grandes entreprises et trouvent un grand nombre de gens qui acceptent de travailler avec eux. C'est parce qu'ils sont honnêtes. [...] Je compatis avec les pauvres, qui sont pourtant bien rares à mériter cette compassion. En effet, compatir avec un homme que Dieu a puni pour ses péchés, c'est agir mal. [...] N'oublions jamais qu'il n'est pas un seul pauvre en Amérique que sa propre incompétence n'ait pas maintenu dans la pauvreté. »

Conwell était l'un des fondateurs de la Temple University. Rockefeller participa également au financement de collèges et en particulier à la fondation de l'université de Chicago. Huntington, du Central Pacific Railroad, subventionna deux universités pour les

Noirs : le Hampton Institute et le Tuskegee Institute. Carnegie fit de même pour un certain nombre de collèges et de bibliothèques. La John Hopkins University fut fondée par un négociant millionnaire. Cornelius Vanderbilt, Ezra Cornell, James Duke et Leland Stanford, tous millionnaires, donnèrent également leurs noms à des universités.

Les riches qui consacraient une partie de leur fortune à ce genre de choses passèrent alors pour des philanthropes. Mais ces établissements scolaires n'encourageaient guère l'esprit critique. Ils formaient les serviteurs types du système américain – les enseignants, les médecins, les juristes, les administrateurs, les ingénieurs, les techniciens, les politiciens –, tous ceux qui seraient un jour rémunérés pour veiller au maintien du système, pour en être les loyaux défenseurs contre les trublions.

Dans le même temps, l'essor de l'enseignement public permit à toute une génération de travailleurs – qualifiés ou peu qualifiés – destinés à constituer la main-d'œuvre instruite du nouvel âge industriel d'acquérir l'écriture, la lecture et l'arithmétique. Il était primordial que ces individus intériorisent l'obéissance envers l'autorité. Un journaliste écrivait à propos des établissements scolaires des années 1890 : « L'esprit peu conciliant des enseignants saute aux yeux. Les élèves, complètement pliés à leur volonté, demeurent silencieux et inexpressifs. L'atmosphère spirituelle de la classe est décourageante, d'une parfaite frilosité. »

Déjà, en 1859, les propriétaires de manufactures de Lowell (Massachusetts) souhaitaient avoir des ouvriers instruits. Un souhait que le secrétaire à l'Éducation du Massachusetts expliquait en ces termes : « Les patrons des manufactures sont plus soucieux que d'autres classes ou groupes d'intérêts de l'intelligence de leurs salariés. Lorsque ces derniers sont relativement instruits et que les premiers sont disposés à agir envers eux avec justice, les conflits et les grèves n'ont pas lieu d'éclater, et les masses ne peuvent être ni subjuguées par les démagogues ni obnubilées par des considérations aussi mesquines que déloyales. »

Dans son *Education and the Rise of the Corporate State*, Joel Spring affirme que « l'organisation des écoles du XIXe siècle sur le modèle des usines n'est pas le fruit du hasard ».

Cela s'est poursuivi jusqu'au XXe siècle avec le livre de William Bagley, *Classroom Management*, qui devint un classique chez les enseignants et fut réédité une trentaine de fois. Bagley y affirme que, lorsqu'« on étudie correctement la science de l'éducation, on peut observer à travers la routine mécanique de la classe les forces éducatives qui transforment lentement l'enfant, du petit être sauvage

qu'il était, en une créature respectueuse de la loi et de l'ordre, prête à mener sa vie au sein d'une société civilisée ».

C'est à partir de la seconde moitié du XIXe siècle que l'enseignement secondaire se mit clairement au service du système industriel et que la discipline historique devint une matière spécifiquement destinée à forger le patriotisme du citoyen. Un serment de fidélité, des diplômes et la citoyenneté américaine étaient exigés pour s'assurer du comportement politique et éducatif des enseignants. En outre, c'est aussi dans la deuxième partie du siècle que les administrateurs des établissements scolaires – et non les enseignants – se virent confier un droit de regard sur les manuels scolaires utilisés. Certains manuels furent interdits par les parlements des États. L'Idaho et le Montana, par exemple, interdirent des manuels « diffusant » certaines doctrines politiques et le Territoire du Dakota décréta que les bibliothèques scolaires ne pourraient pas détenir de « livres ou de fascicules politiquement marqués ».

Contre cette formidable instrumentalisation du savoir et de l'éducation au profit de l'obéissance et de l'orthodoxie politique, on vit progressivement apparaître une littérature de protestation et de refus qui allait faire son chemin, lecteur après lecteur, malgré les nombreux obstacles. Henry George, ouvrier autodidacte issu d'une famille misérable de Philadelphie et qui devint homme de presse et économiste, fit paraître en 1879 un livre qui se vendit à des millions d'exemplaires aux États-Unis et dans le monde entier. Il affirmait dans *Progress and Poverty* que la terre était à la base de toutes les grandes fortunes et qu'il existait de véritables monopoles fonciers. Un simple impôt sur la terre abolirait tous les autres et suffirait à collecter assez d'argent pour résoudre les problèmes de la pauvreté et de la répartition des richesses au niveau national. Les lecteurs pouvaient ne pas être convaincus des solutions préconisées, mais ils étaient, néanmoins, en mesure de constater que leurs conditions de vie confirmaient ce constat : « Certes, les richesses se sont considérablement accrues, ainsi que le niveau moyen de confort et le temps consacré aux loisirs. Mais il s'agit là d'avantages globaux qui ne profitent pas aux classes les plus pauvres. [...] Cette coexistence de la pauvreté et du progrès est une des grandes énigmes de notre temps. [...] Il existe chez les travailleurs un sentiment vague – mais général – de déception et une amertume certaine. Ainsi qu'un mécontentement assez largement partagé et un esprit de révolte. [...] Le monde civilisé hésite entre un saut en avant qui ouvrira la voie à des progrès dont on n'avait jamais encore rêvé et un plongeon dans les eaux profondes de la barbarie qui nous ramènera loin en arrière. »

Edward Bellamy, juriste et écrivain de l'ouest du Massachusetts, écrivit dans un style simple et captivant un roman intitulé *Looking Backward.* Après s'être endormi, le narrateur se réveille en l'an 2000 dans une société socialiste au sein de laquelle les individus vivent et travaillent dans la plus totale coopération. *Looking Backward*, qui décrit le socialisme de façon vivante et séduisante, se vendit à un million d'exemplaires en quelques années. Plus d'une centaine de groupes à travers le pays tentèrent de réaliser ce rêve.

Il semble donc que, malgré les efforts incessants du gouvernement, des milieux d'affaires, de la religion et de l'école pour contrôler l'opinion publique, des millions d'Américains aient été réceptifs aux critiques sévères adressées au système en place. Il semble également qu'ils aient été prêts à envisager des modes de vie différents. Ils se trouvaient confortés en cela par les grands mouvements ouvriers et paysans des années 1880-1890. Après les grèves et les conflits paysans qui avaient éclaté sporadiquement des années 1830 aux années 1870, ces mouvements d'envergure nationale étaient plus menaçants que les précédents aux yeux de l'élite dirigeante et également plus dangereusement séduisants. Il existait alors des organisations révolutionnaires dans les principales villes américaines et la révolution était bien souvent au centre des discussions.

Dans les années 1880-1890, les immigrants arrivèrent massivement d'Europe, à un rythme bien plus soutenu qu'auparavant. Ils passaient tous par le chemin de croix de la pauvreté. Après les Irlandais et les Allemands, ce fut au tour des Italiens, des Russes, des Juifs et des Grecs – des populations venues de l'Europe du Sud et de l'Est, encore plus étrangères aux natifs américains anglo-saxons que les immigrants précédents.

Un article du 27 février 1880 paru dans *Svornost*, journal des immigrants originaires de Bohème, montre à quel point l'immigration de différents groupes ethniques a contribué à la fragmentation de la classe ouvrière et comment les conflits éclatèrent entre ces groupes qui partageaient pourtant les mêmes difficultés. Les deux cent cinquante-huit parents et surveillants de l'école Troop à New York et près de la moitié des contribuables du district signaient une pétition : « Les signataires sont aussi légitimement fondés à exiger que l'on enseigne le bohémien dans les écoles publiques que le sont les Allemands pour l'enseignement de l'allemand. [...] Au contraire, monsieur Vocke soutient qu'il existe une énorme différence entre les Allemands et les Bohémiens – autrement dit, il juge les premiers supérieurs aux autres. »

Les Irlandais, gardant en mémoire les réactions de haine dont ils avaient été l'objet lors de leur arrivée, commencèrent à trouver des

emplois grâce aux appareils des partis qui convoitaient leurs votes. Ceux qui devinrent policiers furent confrontés à l'immigration juive récente. Le 30 juillet 1902, la communauté juive de New York organisa les funérailles en grandes pompes d'un important rabbin. Mais des affrontements éclatèrent, provoqués par des Irlandais furieux de voir les Juifs s'installer dans leur quartier. Les forces de police étaient principalement composées d'Irlandais et une enquête officielle révéla que ces policiers s'étaient rangés aux côtés des agresseurs irlandais : « Des accusations ont été portées contre des policiers pour matraquage arbitraire et excessivement brutal, avec pour conséquence un avertissement ou une amende équivalente à une journée de salaire. Ces policiers n'en sont pas moins restés membres des forces de police. »

La concurrence économique entre les nouveaux immigrants était acharnée. En 1880, les immigrants chinois – « importés » par les compagnies ferroviaires pour faire les travaux les plus ingrats et pour un salaire de misère – représentaient, avec soixante-quinze mille personnes, près d'un dixième de la population californienne. Ils furent l'objet de violences continuelles. Le romancier Bret Harte rédigea l'épitaphe d'un Chinois nommé Wan Lee : « Il est mort, très chers amis. Mort. Lapidé dans les rues de San Francisco, en l'an de grâce 1869, par une foule d'adolescents et d'écoliers chrétiens. »

À Rock Spring (Wyoming), à l'été 1885, les Blancs attaquèrent cinq cents mineurs chinois, massacrant de sang-froid vingt-huit d'entre eux.

Ces nouveaux immigrants occupaient des emplois de manœuvres, peintres en bâtiment, tailleurs de pierre, terrassiers. Ils étaient la plupart du temps « importés » en masse par des intermédiaires. Un Italien qui devait rejoindre le Connecticut pour travailler dans les chemins de fer fut finalement expédié – avec juste ce qu'il fallait pour payer le voyage et les outils (sans parler de la nourriture) – dans les mines de phosphate du Sud, où ses camarades et lui étaient constamment surveillés par des hommes en armes. Il décida de s'enfuir avec quelques autres mais fut repris et sommé, sous la menace des armes, de choisir entre le travail et la mort. Comme ces hommes refusaient d'obéir, ils furent menottés et traînés devant le juge puis finalement congédiés cinq mois après leur arrivée. « Mes camarades prirent le train pour New York, mais moi je n'avais qu'un dollar en poche et je ne connaissais ni le pays ni la langue. J'ai dû marcher jusqu'à New York, où j'arrivai complètement épuisé au bout de quarante-deux jours. »

Les conditions de vie des immigrants les poussaient parfois à la révolte. Un témoin racontait comment « certains travailleurs italiens

des environs de Deal Lake (New Jersey), ne parvenant pas à se faire payer, prirent l'intermédiaire en otage et l'enfermèrent dans un baraquement, où il resta prisonnier jusqu'à ce que le shérif du comté, accompagné d'un groupe de volontaires, se présente pour le faire libérer ».

Il existait également un trafic d'enfants que leurs parents, sans ressources dans le pays d'origine, abandonnaient par contrat. D'autres étaient purement et simplement enlevés. Ils étaient ensuite maintenus dans une sorte d'esclavage sous la surveillance de « parrains » et, parfois même, contraints à mendier. Des hordes d'enfants erraient ainsi dans les rues de New York et de Philadelphie.

À mesure que les immigrants accédaient à la citoyenneté américaine, ils étaient intégrés dans le système de bipartisme politique, quasiment sommés de se vouer à l'un ou à l'autre des partis. Leur potentiel politique était donc neutralisé par le système électoral. Un article publié dans *L'Italia* en novembre 1894 appelait les Italiens à voter pour le parti républicain : « Lorsque les citoyens américains d'origine étrangère refusent de rejoindre le parti républicain, ils nuisent à leur propre bien-être. Le parti républicain défend ce pour quoi le peuple se battait dans le Vieux Monde. Il est le champion de la liberté, du progrès, de l'ordre et de la loi, et l'ennemi juré du système de classe monarchique. »

Dans les années 1880, le nombre des immigrants approchait les cinq millions et demi. Ils furent encore quatre millions dans les années 1890, créant un excédent de main-d'œuvre qui permettait de maintenir les salaires à un bas niveau. Les immigrants, plus démunis que les travailleurs Américains, étaient également plus facilement contrôlables. Du fait de leur altérité culturelle et de l'animosité réciproque qui les animaient, ils étaient fort utiles comme briseurs de grève. Bien souvent, leurs enfants travaillaient également et venaient grossir les rangs d'une main-d'œuvre et d'un chômage déjà pléthoriques. En 1880, aux États-Unis, un million cent dix-huit mille enfants de moins de seize ans travaillaient (un sur six). Comme tout le monde travaillait de longues heures durant la journée, les membres d'une même famille devenaient peu à peu étrangers les uns aux autres. Morris Rosenfels, blanchisseur de son état, écrivit un très célèbre poème intitulé *My Boy*, qui fut publié à des milliers d'exemplaires :

J'ai un petit garçon à la maison,
Un mignon petit gars ;
Je pense parfois que le monde est à moi
À travers lui, mon petit gars…

Mais à l'aube le travail m'enchaîne
Et il fait nuit quand il me lâche;
Je suis un étranger pour mon gars,
Et c'est un étranger pour moi.

Parmi les femmes immigrées, on trouvait des domestiques, des prostituées, des femmes au foyer, des ouvrières et parfois aussi des rebelles. Née en Irlande, Leonora Barry avait rejoint les États-Unis où elle s'était mariée. Mais, après le décès de son mari, elle dut travailler comme ouvrière dans un atelier de bonneterie du nord de l'État de New York pour subvenir aux besoins de ses trois enfants. Pour sa première semaine de travail, elle reçut 65 cents. Elle adhéra aux Chevaliers du travail, qui comptaient déjà, en 1886, près de cinquante mille militantes femmes regroupées en cent quatre-vingt-douze assemblées. Elle devint la *master workman* d'une de ces assemblées qui réunissait neuf cent vingt-sept femmes, avant d'être nommée par les Chevaliers du travail inspectrice générale chargée de « contacter ses camarades travailleuses – et l'opinion publique en général – et de les renseigner sur leurs besoins et leurs priorités ». Elle évoquait en ces termes le principal problème des femmes au travail : « Pendant de longues années elles ont pris, comme une sorte de seconde nature, l'habitude de se soumettre et d'accepter sans discuter les propositions qui leur étaient faites, avec le pessimisme qui caractérise leur vision désespérée de la vie. » Son rapport de 1888 répertoriait cinq cent trente-sept demandes d'aide à l'organisation des travailleuses, cent villes et villages visités et mille neuf cents tracts distribués.

En 1884, les assemblées des ouvrières du textile et de la chapellerie avaient voté la grève. L'année suivante, ce fut le tour des ouvriers new-yorkais de la confection de manteaux et de lingeries, femmes et hommes agissant ensemble mais tenant des réunions séparées. Le *World* de New York parla pour cette grève d'« émeute du pain et du beurre ». Les grévistes obtinrent des augmentations de salaire et une réduction des horaires quotidiens.

Cet hiver-là, à Yonkers, quelques tisseuses de tapis furent licenciées pour avoir adhéré aux Chevaliers du travail. Au cours d'un mois de février particulièrement rigoureux, deux mille cinq cents femmes défilèrent et organisèrent un piquet de grève devant l'usine. Si sept cents d'entre elles seulement étaient membres des Chevaliers du travail au début de la grève, toutes les grévistes y adhérèrent bientôt. La police chargea le piquet de grève et arrêta les grévistes présentes. Elles furent finalement acquittées par un jury populaire. Les travailleurs de New York organisèrent alors pour leur rendre

hommage un grand dîner en présence de deux mille délégués syndicaux de toute la ville. La grève dura six mois et certaines revendications des ouvrières furent acceptées. Elles retrouvèrent leurs emplois, mais on continua de refuser de reconnaître leur syndicat.

Le plus surprenant n'est pas que les grévistes ne soient pas parvenues à obtenir la totale satisfaction de leurs revendications, mais plutôt que, malgré les terribles pressions, elles osaient résister et ne se laissaient pas réduire au silence.

La prise de conscience du fait que la lutte au jour le jour ne suffisait pas et que des transformations radicales s'imposaient entraîna sans doute l'essor des mouvements révolutionnaires de l'époque. Le Socialist Labor Party, fondé en 1887, bien que groupusculaire et déchiré par les disputes internes, avait néanmoins une certaine influence dans l'organisation syndicale des travailleurs étrangers. À New York, les socialistes juifs publiaient un journal. À Chicago, les révolutionnaires allemands, en collaboration avec certains Américains radicaux, comme Albert Parsons, fondaient des clubs pour la révolution sociale. En 1883, un congrès anarchiste eut lieu à Pittsburgh. Son manifeste affirmait : « Toutes les lois sont dirigées contre les travailleurs. [...] Même l'école ne sert qu'à cultiver chez les rejetons des riches les capacités nécessaires au maintien de leur domination de classe. Les enfants des pauvres reçoivent à peine un enseignement élémentaire et formel, principalement destiné à promouvoir les préjugés, l'arrogance et la servilité ; bref, la plus complète insensibilité. L'Église cherche avant tout à transformer les individus en parfaits imbéciles et à les détourner de la quête du paradis sur terre en échange d'une imaginaire félicité céleste. De son côté, la presse capitaliste entretient la confusion des esprits en ce qui concerne la vie politique. [...] Les travailleurs ne doivent donc attendre aucune aide des agents capitalistes dans leur lutte contre le système en place. Ils doivent se libérer par leurs propres moyens. Jamais, dans le passé, aucune classe privilégiée n'a abdiqué volontairement sa tyrannie. Il ne faut donc pas espérer que les capitalistes contemporains abandonneront leurs privilèges sans y être contraints. »

Ce manifeste exigeait également « des droits égaux pour tous sans distinctions de sexe ou de race » et citait le *Manifeste du parti communiste* : « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous. Vous n'avez rien à perdre excepté vos chaînes et vous avez un monde à saisir. »

À Chicago, la récente International Working People's Association comptait environ cinq mille membres. Elle publiait un journal en cinq langues et organisait des manifestations de masse et des défilés. En outre, à travers le rôle majeur qu'elle jouait dans

l'organisation des grèves, elle exerçait également une solide influence sur les vingt-deux syndicats qui composaient la Central Labor Union of Chicago. S'il existait des divergences théoriques entre tous ces groupes révolutionnaires, les théoriciens étaient souvent contraints de s'entendre pratiquement au cours des très nombreux conflits du travail qui marquèrent les années 1880.

Début 1886, le Texas and Pacific Railroad licencia un responsable de l'assemblée locale des Chevaliers du travail. Une grève s'ensuivit, qui s'étendit bientôt à tout le sud-ouest des États-Unis, limitant sérieusement le trafic ferroviaire jusqu'à Saint Louis et Kansas City. Neuf jeunes gens, recrutés à La Nouvelle-Orléans pour assurer le maintien de l'ordre et la protection des biens de la compagnie, apprirent beaucoup de cette grève et refusèrent de poursuivre leur mission. Ils déclarèrent : « En tant qu'êtres humains, nous ne pouvons accepter de travailler pour ôter son pain de la bouche à autrui, même si ce même pain devait nous être refusé. » Arrêtés à la demande de la compagnie ferroviaire pour abus de confiance, ils furent condamnés à trois mois d'emprisonnement.

Les grévistes se lancèrent dans le sabotage. Une dépêche en provenance d'Atchison (Kansas) annonçait : « Au matin, les surveillants de la rotonde du Missouri Pacific Railroad se sont fait surprendre par une quarantaine d'hommes masqués. Les gardes ont ensuite été réunis dans la réserve par un petit groupe d'hommes armés de pistolets [...], tandis que les autres endommageaient gravement douze locomotives garées dans les hangars. »

En avril, une bataille rangée entre policiers et grévistes éclata dans les quartiers est de Saint Louis, faisant sept morts parmi les manifestants. En guise de représailles, les grévistes incendièrent les entrepôts de la compagnie ferroviaire Louisville & Nashville. Le gouverneur décréta la loi martiale et dépêcha sur place sept cents soldats de la garde nationale. Soumis aux arrestations massives, à la violence des shérifs et de leurs adjoints et abandonnés par les travailleurs plus qualifiés et mieux payés des Confréries de cheminots (Railroad Brotherhoods), les grévistes ne purent pas tenir plus longtemps. Ils abandonnèrent après quelques mois de lutte. Nombre d'entre eux furent inscrits sur les listes noires.

Au début du printemps 1886, les mouvements en faveur de la journée de huit heures prirent de l'ampleur. Le 1er mai, l'American Federation of Labor (AFL), fondée cinq ans auparavant, appela à la grève nationale partout où la journée de huit heures avait été refusée. Terence Powderly, président des Chevaliers du travail, s'opposa aux grèves en prétendant qu'employeurs et employés devraient d'abord être informés sur la journée de huit heures. Mais certaines

des assemblées de cette organisation suivirent tout de même le mot d'ordre de grève. Le grand maître de la Confrérie des conducteurs de locomotive y était également opposé. Il déclara : « Deux heures de travail en moins, c'est deux heures de plus à traîner n'importe où et deux heures de plus à boire. » Mais les cheminots ne l'écoutèrent pas et participèrent massivement au mouvement.

Ainsi, ce furent les trois cent cinquante mille travailleurs de onze mille cinq cent soixante-deux entreprises à travers tout le pays qui se mirent en grève. À Detroit, onze mille personnes défilèrent pour obtenir la journée de huit heures. À New York, ils étaient vingt-cinq mille à participer sur Broadway à une retraite aux flambeaux emmenée par les trois mille quatre cents membres du syndicat des Boulangers. À Chicago, quarante mille personnes firent grève et l'on accorda immédiatement une journée plus courte à quarante-cinq mille autres pour les dissuader de participer au mouvement. Toute l'activité ferroviaire de Chicago cessa et la plupart des entreprises furent paralysées. Les marchés à bestiaux fermèrent également leurs portes.

Un « Comité des citoyens » composé d'hommes d'affaires se réunit tous les jours pour tenter d'élaborer une stratégie de défense de leurs intérêts. La milice de l'État avait été dépêchée sur place et la police était prête. Le 1er mai, le *Mail* de Chicago exigeait qu'Albert Parsons et August Spies, les responsables anarchistes de l'Association internationale des travailleurs, soient tout particulièrement tenus à l'œil : « Ne les lâchez pas du regard. Il faudra les tenir personnellement responsables des troubles qui pourraient éclater. Si cela devait arriver, ils serviront d'exemples. »

Sous l'impulsion de Spies et de Parsons, la Central Labor Union avait adopté à l'automne 1885 une vigoureuse résolution : « Qu'il soit entendu que nous appelons instamment la classe salariée à s'armer pour opposer à ses exploiteurs le seul argument réellement efficace : la violence. Qu'il soit entendu, en outre, que, bien que nous n'attendions pas grand-chose de l'application de la journée de huit heures, nous promettons solennellement d'assister nos frères plus modérés dans la lutte de classes de toutes nos forces et par tous les moyens dont nous disposons. Et ce aussi longtemps qu'ils continueront à faire ouvertement et résolument front contre nos oppresseurs communs, les parasites et exploiteurs aristocratiques. Notre cri de guerre est : "Mort aux ennemis du genre humain." »

Le 3 mai, une série d'événements eut lieu qui allait placer Parsons et Spies exactement dans la situation décrite par le *Mail*. Devant les locaux des McCormick Harvester Works, alors que les grévistes et leurs partisans se battaient contre des briseurs de grève, la police

tira sur un groupe de grévistes qui fuyaient l'endroit, faisant de nombreux blessés et quatre morts. Furieux, Spies se rendit à l'imprimerie du *Arbeiter Zeitung* et tira un tract rédigé en anglais et en allemand : « Revanche ! Aux armes, travailleurs ! [...] Depuis des années, vous endurez les plus abjectes humiliations. [...] Vous vous épuisez au travail, [...] vous offrez vos enfants en sacrifice aux seigneurs industriels. En bref : toute votre vie vous avez été des esclaves misérables et obéissants. Et pourquoi ? Pour satisfaire la cupidité insatiable et remplir les coffres de votre voleur et fainéant de maître. Aujourd'hui que vous lui demandez de soulager votre fardeau, il vous envoie ses tueurs pour vous tirer dessus. Pour vous tuer ! Nous vous exhortons à prendre les armes. Aux armes ! »

Un rassemblement était prévu le 4 mai au soir au Haymarket Square de Chicago. Trois mille personnes y participèrent. Tout se déroula d'abord paisiblement. Puis, comme l'orage se faisait plus menaçant et l'heure plus tardive, la foule commença à se disperser. Un détachement composé de cent quatre-vingts policiers s'avança pour ordonner aux orateurs de faire cesser la réunion. L'orateur répliqua que c'était presque fait. C'est alors qu'une bombe explosa au milieu des policiers, faisant soixante-six blessés dont sept allaient plus tard décéder. La police répliqua en tirant sur la foule, faisant à son tour plusieurs morts et quelque deux cents blessés.

Sans même savoir qui avait lancé la bombe, la police arrêta huit responsables anarchistes de Chicago. Le *Journal* de Chicago demandait que « la justice [fût] prompte à juger les anarchistes arrêtés ». Il ajoutait que « la législation concernant la complicité de meurtre [était] si claire dans cet État que le procès ne [pouvait] qu'être bref ». La loi de l'Illinois déclarait en effet que toute personne appelant à commettre un meurtre était lui-même coupable de ce meurtre. Les preuves contre les huit anarchistes résidaient uniquement dans leurs opinions et leurs écrits. Aucun d'eux n'était présent au Haymarket ce soir-là, excepté Fielden, qui se trouvait à la tribune au moment de l'explosion. Le jury les jugea coupables et les condamna à mort. Leur appel fut rejeté, la Cour suprême déclarant que ce cas ne relevait pas de sa juridiction.

L'événement entraîna une réaction internationale. Des manifestations eurent lieu en France, aux Pays-Bas, en Russie, en Italie et en Espagne. À Londres, un rassemblement de protestation fut organisé par de nombreuses personnalités, dont George Bernard Shaw, William Moriss et Pierre Kropotkine. Shaw avait répondu – à sa manière très personnelle – au rejet de l'appel du jugement par les huit membres de la Cour suprême de l'Illinois : « Si le monde doit

absolument perdre huit de ses habitants, il serait bon qu'il s'agisse des huit juges de la Cour suprême de l'Illinois. »

Un an après le procès, quatre des anarchistes condamnés – Albert Parsons (imprimeur), August Spies (tapissier), Adolph Fischer et George Engel – furent pendus. Louis Lingg, un jeune charpentier de vingt et un ans, se suicida dans sa cellule en se faisant sauter avec un bâton de dynamite. Les trois autres restèrent en prison.

Ces exécutions soulevèrent l'indignation dans tout le pays. À Chicago, vingt-cinq mille personnes participèrent à une marche funèbre. Quelques indices permettent de supposer qu'un soi-disant anarchiste, Rudolph Schnaubelt, était en fait un agent provocateur de la police et qu'il avait lancé cette bombe qui permit l'arrestation de centaines d'individus et l'exécution des principaux militants révolutionnaires de Chicago. Mais aujourd'hui on ne sait toujours pas avec certitude qui a effectivement lancé la bombe.

Si ces événements entraînèrent dans l'immédiat l'élimination du mouvement radical, ils entretinrent à plus long terme la colère de classe chez de nombreux individus et inspirèrent chez d'autres – particulièrement chez les jeunes de cette génération – le désir de ralier la cause révolutionnaire. Soixante mille personnes signèrent une pétition adressée au nouveau gouverneur de l'Illinois, John Peter Altgeld, qui ordonna finalement une enquête, dénonça ce qui s'était passé et gracia les trois condamnés emprisonnés. Dans tout le pays, on organisa ensuite chaque année des manifestations à la mémoire des martyrs du Haymarket. Il est impossible d'évaluer le nombre de gens dont la prise de conscience politique date de ces événements (tels Emma Goldman et Alexander Berkman, révolutionnaires obstinés de la génération suivante).

Beaucoup plus tard, en 1968, les événements du Haymarket étaient encore vivants dans les esprits. À Chicago, un groupe de jeunes radicaux fit exploser le monument dédié aux policiers tués dans l'explosion. En outre, le procès de huit leaders du mouvement contre la guerre du Vietnam fut l'occasion de rappeler, lors des manifestations et dans les divers commentaires, le souvenir des « Huit de Chicago » du siècle précédent que l'on avait condamnés pour leurs idées.

Après les événements du Haymarket, les conflits de classes et la violence se poursuivirent : grèves, fermetures d'usines, listes noires, appel au personnel de l'agence Pinkerton et à la police pour briser les grèves par la force et aux tribunaux pour les réprimer par la loi. Lors d'une grève des conducteurs de tramway à New York – un an seulement après le Haymarket –, la police chargea des milliers de personnes à coups de matraque. Le *Sun* de New York

rapportait que « des hommes aux crânes défoncés rampaient un peu partout en essayant de fuir ».

La colère et le ressentiment s'exprimèrent à l'occasion de l'élection du maire de New York à l'automne 1886. Les syndicats fondèrent un parti indépendant des Travailleurs et désignèrent pour candidat Henry George, l'économiste radical auteur du célèbre *Progress and Poverty*. Le programme de George nous renseigne sur les conditions de vie des travailleurs new-yorkais dans les années 1880. Il exigeait « que le critère de propriété soit aboli dans la constitution des jurys populaires. Que les grands jurés soient issus aussi bien des classes défavorisées que de la classe bourgeoise qui les domine actuellement. Que la police n'intervienne pas lors des rassemblements pacifiques. Que l'inspection sanitaire des bâtiments soit obligatoire. Que le travail contractuel soit aboli dans les services publics. Que le principe du "à travail égal, salaire égal" pour les femmes soit institué. Que les tramways soient la propriété de l'administration municipale ».

Le candidat démocrate était Abram Hewitt, propriétaire d'aciéries, et le candidat républicain Theodore Roosevelt. Ce dernier avait été désigné lors d'une convention dirigée par Elihu Root (un avocat d'affaires) et dont l'ultime orateur, Chauncey Depew, était dirigeant d'une compagnie ferroviaire. Après une campagne marquée par la fraude et la corruption, Hewitt fut élu avec 45 % des voix, George obtint 31 % des voix et Roosevelt 27 %. Le *World* de New York y voyait un signe : « La protestation tonitruante exprimée par les soixante-sept mille voix de Henry George contre les pouvoirs combinés des deux partis politiques, de Wall Street, des intérêts d'affaires et de la presse devrait servir d'avertissement à la communauté et l'inciter à entendre les revendications du monde du travail lorsqu'elles sont à la fois justes et raisonnables. »

Des candidats du monde du travail se présentèrent également dans d'autres villes du pays. Vingt-cinq mille voix sur quatre-vingt-douze mille se portèrent sur l'un d'entre eux à Chicago. Ils remportèrent également la mairie de Milwaukee et quelques postes électifs locaux à Fort Worth (Texas), Eaton (Ohio) et Leadville (Colorado).

Il apparut alors clairement que les événements du Haymarket n'avaient pas totalement anéanti le mouvement ouvrier. L'année 1886 fut pour nombre de contemporains celle de « la grande révolte du travail ». De 1881 à 1885, il y avait eu en moyenne cinq cents grèves par an qui avaient mobilisé environ cent cinquante mille travailleurs. En 1886, il y eut mille quatre cents grèves et cinq cent mille travailleurs mobilisés. John Commons y voit, dans son *History of the Labor Movement in The United States*, « les signes

d'un grand mouvement emmené par la classe des travailleurs non qualifiés qui s'était finalement révoltée ». Et d'ajouter : « Ce mouvement présentait toutes les caractéristiques d'une véritable guerre sociale. Les travailleurs exprimaient par ces grèves leur haine la plus totale à l'encontre du capital. [...] L'amertume la plus extrême envers le capital se manifestait également dans toutes les actions des Chevaliers du travail. Lorsque leurs dirigeants tentaient de les contenir, ils étaient généralement désavoués par la base. »

Des révoltes sporadiques éclatèrent même chez les Noirs du Sud, que toutes les forces militaire, politique et économique des États, avec l'aval du gouvernement fédéral, s'acharnaient à maintenir dans la docilité et au travail. Si les Noirs se trouvaient dispersés sur leur lieu de travail dans les champs de coton, ils travaillaient en groupe dans les plantations sucrières. Il existait donc là des possibilités d'organisation. En 1880, ces Noirs avaient cessé le travail pour obtenir le passage de leurs salaires de 75 cents à 1 dollar et menaçaient, en outre, de quitter l'État s'ils n'obtenaient pas satisfaction. Certains grévistes furent arrêtés et emprisonnés, mais les autres continuèrent à défiler dans les plantations de cannes à sucre en brandissant des pancartes du type : « Un dollar par jour ou on va au Kansas ». Ils furent arrêtés encore et encore jusqu'à ce que la grève prenne fin.

En 1886, à l'apogée des Chevaliers du travail, l'organisation s'intéressa de près aux plantations sucrières. Les travailleurs noirs, dont le salaire ne permettait pas de subvenir correctement aux besoins de leurs familles et qui étaient le plus souvent payés en tickets d'approvisionnement, exigèrent à nouveau un salaire quotidien d'un dollar. L'année suivante, à l'automne, près de dix mille travailleurs des plantations sucrières se mirent en grève. Parmi eux, 90 % de Noirs, membres des Chevaliers du travail. La milice intervint et des coups de feu furent échangés.

La violence éclata brusquement dans la ville de Thibodeaux, devenue une sorte de village refuge où des centaines de grévistes en colère, expulsés de leurs cabanes sur les plantations et sans le sou, se rassemblaient avec leurs enfants et leurs maigres biens. La grève menaçait la totalité de la récolte. On appliqua la loi martiale à Thibodeaux. Les frères Henry et George Cox, militants noirs des Chevaliers du travail, furent arrêtés et emprisonnés. On sait également qu'ils furent traînés ensuite hors de la prison. On n'entendit plus jamais parler d'eux. La nuit du 22 septembre 1886, des coups de feu éclatèrent et chaque camp en rejeta la responsabilité sur l'autre. À midi, le lendemain, on comptait trente morts et une

centaine de blessés parmi les grévistes noirs. Deux Blancs avaient été également blessés. Un journal noir de La Nouvelle-Orléans se scandalisait : « Les infirmes et les aveugles tués ; des enfants et de vénérables vieillards exterminés ! Les nègres n'ont offert aucune résistance. Ils ne le pouvaient pas puisque personne ne s'attendait à ce massacre. Ceux qui n'ont pas été tués se sont enfuis dans les bois et la majorité d'entre eux se sont réfugiés dans cette ville. [...] Des citoyens américains assassinés par une horde dirigée par un juge de l'État. [...] Des travailleurs réclamant une augmentation de salaire traités comme des chiens ! [...] À cette époque et dans de telles circonstances, les élans de protestation ont autant d'effets que la neige sur du plomb en fusion. Les Noirs doivent défendre leurs vies et, s'il le faut, mourir. Mourir le visage tourné vers leurs persécuteurs en luttant pour défendre leurs maisons, leurs enfants et leurs droits légitimes. »

Les Blancs pauvres américains ne s'en sortaient pas mieux. Dans les campagnes du Sud, ils étaient plus souvent métayers que propriétaires, dans les villes plutôt locataires que propriétaires. Vann Woodward rappelle dans *Origins of the New South* que Birmingham comptait 90 % de locataires. C'était également dans le Sud que l'on trouvait les taudis les plus insalubres. Les Blancs pauvres vivaient, à l'instar des Noirs, dans des rues sales et non pavées « regorgeant d'ordures, de crasse et de boue », selon un rapport du département à la Santé.

Dans le Sud, il y eut des révoltes contre le système du travail forcé des détenus, loués aux entreprises dans des conditions de quasi-esclavage. Ce système permettait de maintenir des salaires ridicules et d'utiliser des détenus comme briseurs de grève. En 1891, on exigea des mineurs de la Tennessee Coal Mine Company qu'ils signent un contrat de travail non renégociable au terme duquel ils s'engageaient à ne pas faire grève, à accepter les paiements en tickets d'approvisionnement et à abandonner leur droit de regard sur la quantité de charbon extrait (les mineurs étaient payés à la tâche). Devant leur refus de signer cet accord, les mineurs furent expulsés de leurs logements et leur travail confié à des détenus.

Au soir du 31 octobre 1891, environ mille mineurs en armes prirent le contrôle de la zone d'extraction, libérèrent cinq cents détenus et brûlèrent les baraquements dans lesquels ces derniers étaient enfermés. Les entreprises reculèrent et acceptèrent de ne plus utiliser de détenus, de renoncer au contrat non renégociable et de laisser les mineurs vérifier le volume de leur production.

L'année suivante, au Tennessee, les incidents de ce type se multiplièrent. Vann Woodward les qualifiait d'« insurrections ». Les mineurs se saisirent des surveillants de la Tennessee Coal & Iron Company, brûlèrent les baraquements et acheminèrent les détenus vers Nashville. D'autres syndicats du Tennessee leur apportèrent leur aide. Un observateur témoigna devant la Fédération professionnelle de Chattanooga en ces termes : « Je voudrais que les gens se rendent bien compte de l'étendue de ce mouvement. J'ai vu de mes yeux l'assurance écrite d'un renfort apporté aux mineurs signée par sept mille cinq cents personnes prêtes à rejoindre les lieux si un seul coup de feu devait être tiré. [...] La totalité du district exige d'une seule voix que les "détenus s'en aillent". Comme les mineurs défilaient lundi, j'ai pu compter huit cent quarante fusils. Dans la foule, tout le monde était armé. Les commandants des différentes compagnies sont tous d'anciens soldats. Blancs et Noirs défilent ensemble. »

La même année, à La Nouvelle-Orléans, quarante-deux syndicats locaux réunissant près de vingt mille membres (une grande majorité de Blancs, mais aussi quelques Noirs) décrétèrent une grève générale qui mobilisa la moitié de la population. Le travail cessa dans toute la ville. Après trois jours – et après qu'on eut fait appel à des briseurs de grève, instauré la loi martiale et menacé de la milice –, la grève prit fin sur un compromis : augmentation des salaires et réduction du temps de travail, mais toujours pas de reconnaissance des syndicats.

L'année 1892 fut marquée par des grèves dans tout le pays. Outre la grève générale de La Nouvelle-Orléans et celle des mines de charbon au Tennessee, les aiguilleurs se mirent en grève à Buffalo (État de New York) ainsi que les mineurs de cuivre de Cœur d'Alene (Idaho). Cette grève fut marquée par des combats armés entre grévistes et briseurs de grève qui firent de nombreux morts. Un journal daté du 11 juillet 1892 en fait état : « L'épouvantable conflit entre les grévistes et les non-syndiqués qui les ont remplacés a finalement éclaté. Cinq hommes sont déjà morts et seize autres à l'hôpital. La manufacture Frisco sur la rivière Canyon est en ruines ; la mine Gem s'est rendue aux grévistes, les armes des employés ont été saisies et les employés eux-mêmes chassés de la région. Enivrés par ces victoires, les grévistes les plus virulents envisagent de se rendre dans d'autres places fortes tenues par les non-syndiqués. »

La garde nationale, appelée par le gouverneur, reçut le renfort de troupes fédérales. Six cents mineurs furent encerclés et enfermés dans des enclos à bestiaux. Les « jaunes » furent réintégrés, les meneurs licenciés et la grève brisée.

Début 1892, pendant que Carnegie était en Europe, l'aciérie Carnegie de Homestead (Pennsylvanie), aux environs de Pittsburgh, était dirigée par Henry Clay Frick. Ce dernier décida de réduire les salaires et d'éliminer les syndicats. Il fit élever une clôture de cinq kilomètres de long et de trois mètres cinquante de haut surmontée de barbelés et trouée de meurtrières pour permettre le passage des fusils. Lorsque les ouvriers refusèrent les diminutions de salaire, Frick licencia tout le monde et loua les services de l'agence Pinkerton pour défendre les briseurs de grève.

Bien que sept cent cinquante seulement des trois mille huit cent quatre-vingt-huit ouvriers de Homestead aient été syndiqués, trois mille d'entre eux votèrent massivement la grève. L'usine était située sur la Monongahela River et un millier de grévistes formèrent un piquet de grève pour en surveiller les abords. Un comité de grévistes s'empara de l'administration de la ville. Le shérif tenta vainement de constituer un groupe de citoyens pour s'y opposer.

Dans la soirée du 5 juillet 1892, des centaines d'employés de l'agence Pinkerton s'embarquèrent sur des barges en aval de l'usine où les attendaient dix mille grévistes et leurs partisans. La foule interdit aux équipages des barges de débarquer. Un gréviste qui avait sauté sur la passerelle tira sur un garde de Pinkerton qui tentait de l'écarter. Au cours de la lutte qui s'ensuivit, sept ouvriers trouvèrent la mort.

Les « Pinkerton » durent rembarquer. Attaqués de tous côtés, ils décidèrent de se rendre. La foule en furie les roua de coups. Il y eut des morts dans les deux camps. Les jours suivants, les grévistes gardèrent le contrôle des environs. L'État finit par s'en mêler : le gouverneur dépêcha la milice, équipée des armes les plus récentes, pour protéger l'arrivée des briseurs de grève.

Les principaux responsables de la grève furent accusés de meurtre. Cent soixante autres grévistes furent jugés pour divers crimes. Tous furent acquittés par des jurys compréhensifs. On arrêta alors l'ensemble du comité de grève pour trahison envers l'État, mais aucun jury ne voulut les condamner. La grève dura encore quatre mois, mais l'usine continuait de produire de l'acier grâce aux briseurs de grève qu'on avait le plus souvent acheminés sur place dans des wagons blindés et qui ignoraient pour la plupart leur destination. Les grévistes, sans ressources, acceptèrent de retourner au travail et les meneurs furent mis sur liste noire.

Cette défaite peut s'expliquer, entre autres, par le fait que la grève était circonscrite à l'usine de Homestead pendant que les autres usines Carnegie continuaient de fonctionner. Quelques ouvriers des hauts-fourneaux se mirent bien en grève, mais ils

furent rapidement contraints d'abandonner. Cette défaite mit fin à toute tentative de syndicalisation des usines Carnegie, et les travailleurs supportèrent des baisses de salaire et des augmentations d'horaires sans résistance.

Au beau milieu de la grève de Homestead, Alexander Berkman, un jeune anarchiste de New York, décida en accord avec quelques amis anarchistes, dont sa maîtresse Emma Goldman, de se rendre à Pittsburgh. Résolu à abattre Henry Clay Frick, il réussit à pénétrer dans son bureau. Mais il ne fit que le blesser. Berkman fut capturé, emprisonné et finalement jugé pour tentative de meurtre. Il passa quatorze ans au pénitencier de l'État. Ses *Prison Memoirs of an Anarchist* offrent une description détaillée de sa tentative de meurtre et de ses années d'emprisonnement, au cours desquelles il changea d'opinion sur l'utilité du meurtre tout en restant résolument révolutionnaire. L'autobiographie d'Emma Goldman, *Living My Life*, illustre parfaitement cette colère, ce sens de l'injustice et ce désir d'une vie différente qui habitaient les jeunes radicaux de l'époque.

L'année 1893 fut marquée par la plus importante crise économique de l'histoire du pays. Après plusieurs décennies de croissance industrielle sauvage, de manipulation financière, de spéculation et de profits non contrôlés, tout s'effondra : six cent quarante-deux banques firent faillite et seize mille entreprises fermèrent leurs portes. Sur quinze millions de travailleurs, trois millions se retrouvèrent au chômage. Aucune législature d'État ne vota de mesures particulières, mais des manifestations gigantesques à travers tout le pays obligèrent les municipalités à organiser des soupes populaires et à offrir des emplois publics.

Lors d'un important rassemblement de chômeurs à l'Union Square de New York, Emma Goldman invita ceux dont les enfants mouraient de faim à se servir directement dans les magasins. Elle fut arrêtée pour « incitation à la violence » et condamnée à deux ans d'emprisonnement. À Chicago, on estimait à environ deux cent mille le nombre de chômeurs. Tous les soirs, le sol et les escaliers de l'hôtel de ville et des postes de police étaient occupés par une foule d'hommes cherchant le sommeil.

La crise dura plusieurs années et entraîna une véritable déferlante de grèves. La plus importante d'entre elles, la grève générale des cheminots, éclata en 1894 dans les usines de Pullman, aux environs de Chicago.

Si l'on en croit le rapport de 1890 du commissaire au Travail, les salaires annuels des cheminots s'élevaient à 957 dollars pour les

mécaniciens (les aristocrates du rail), 575 dollars pour les conducteurs, 212 dollars pour les chefs de train et 124 dollars pour les simples cheminots. Le travail dans les chemins de fer était une activité particulièrement dangereuse. Chaque année, les accidents du travail faisaient plus de deux mille morts et environ trente mille blessés chez les cheminots. Les compagnies ferroviaires invoquaient alors la « volonté divine » ou la « négligence » des employés. Néanmoins, le *Locomotive Firemen's Magazine* affirmait : « Le fait est que les dirigeants des chemins de fer réduisent le personnel et exigent de leurs employés qu'ils fassent le double de travail, ce qui implique un manque de repos et de sommeil. [...] Les accidents sont donc imputables à l'avidité de cette corporation. »

C'est la crise de 1893 qui poussa Eugene Debs à consacrer sa vie au syndicalisme et au socialisme. Debs était originaire de Terre-Haute (Indiana), où ses parents tenaient un commerce. Il avait travaillé pour les chemins de fer entre quatorze et dix-huit ans et avait démissionné lorsqu'un de ses amis était passé sous une locomotive. Il rejoignit ensuite la Railroad Brotherhood, mais s'opposa aux grèves de 1877, prétendant qu'il n'y avait pas « nécessairement conflit entre le capital et le travail ». Il fut pourtant profondément remué par la lecture du *Looking Backward* d'Edward Bellamy. Il suivit de près les événements de Homestead, de Cœur d'Alene ainsi que la grève des aiguilleurs de Buffalo. Il écrivait : « Si les travailleurs ont appris en 1892 une leçon digne d'être retenue, c'est que la classe capitaliste les enserre, comme une pieuvre, dans ses tentacules et les entraîne dans les profondeurs abyssales de l'avilissement. En 1893, le principal objectif des organisations ouvrières sera d'échapper à cette terrifiante emprise. »

En pleine crise économique de 1893, un petit groupe de travailleurs des chemins de fer, dont Debs, créèrent le syndicat américain des Chemins de fer pour fédérer les salariés de ce secteur. Debs déclara : « L'un de mes principaux objectifs a toujours été l'union des travailleurs des chemins de fer. De les rassembler en une seule grande formation. [...] L'inscription dans une classe nourrit les préjugés de classe et l'égoïsme de classe. [...] Le souhait de toute ma vie a été d'unifier les travailleurs des chemins de fer, d'éliminer l'aristocratie du travail [...] et de les réorganiser afin qu'ils soient tous sur un pied d'égalité. »

Selon David Montgomery, spécialiste de l'histoire ouvrière, les membres des Chevaliers du travail affluèrent en masse, fusionnant de fait cette ancienne organisation avec le syndicat américain des Chemins de fer.

Debs voulait admettre tout le monde, mais les Noirs furent finalement exclus. Lors de la convention de 1894, la clause excluant les Noirs, adoptée lors de la création du syndicat, fut confirmée par cent douze voix contre cent. Plus tard, Debs estima que cette attitude avait eu des conséquences cruciales dans l'échec de la grève Pullman en décourageant les travailleurs noirs de coopérer avec les grévistes.

En juin 1894, les travailleurs de la Pullman Palace Car Company se mirent en grève. On peut se faire une idée de l'ampleur du soutien qu'ils reçurent au cours des premiers mois de la grève à la simple lecture de la liste des contributions dressée par le révérend William H. Cawardine, pasteur méthodiste en poste à Pullman depuis trois ans (il fut muté après la grève) : « Syndicat des Typographes ; syndicat des Peintres et Décorateurs ; syndicat des Charpentiers ; 34e section du Club républicain ; police de Grand Crossing ; département des Eaux de Hyde Park ; syndicat des Laitiers ; commerces de spiritueux de Hyde Park ; poste de police de la 14e circonscription ; les Concerts suédois ; les pompiers de Chicago ; la Chorale allemande ; un chèque adressé d'Anaconda [Montana]. »

Les grévistes de Pullman demandèrent la tenue d'une convention du syndicat américain des Chemins de fer pour obtenir son soutien : « Monsieur le président et très chers frères du syndicat américain des Chemins de fer. Nous sommes en grève à Pullman parce que nous sommes désespérés. Nous avons rejoint le syndicat américain des Chemins de fer parce qu'il représente pour nous un espoir. Vingt mille âmes, hommes, femmes et enfants, tournent aujourd'hui leurs regards vers vous, du fond de l'obscurité et du découragement, en attente du message d'espoir que vous seuls sur cette terre pouvez leur apporter. [...] Vous devez tous savoir que notre grève a pour origine le licenciement de deux membres de notre comité de revendication. [...] Cinq réductions de salaire. [...] La dernière fut la plus rude, avec près de 30 % de diminution, alors que les loyers, eux, n'ont pas baissé. [...] L'eau que Pullman paie à la ville 8 cents les 4 000 litres, il nous la revend 500 % plus cher. [...] Le gaz qui est à 75 cents à Hyde Park, juste au nord de chez nous, Pullman nous le vend 2,25 dollars. Lorsque nous sommes allés lui faire part de nos revendications, il n'a su que répéter que nous étions tous "ses enfants". [...] Pullman, l'homme comme la ville, est une véritable plaie pour le corps politique. Il possède les maisons, les écoles et les églises de cette ville à laquelle il a donné son nom autrefois obscur. [...] Et cette gentille petite guerre – véritable danse de squelettes dans une vallée de larmes – continue et continuera éternellement, mes frères, à moins que le syndicat américain des Chemins de fer n'y mette fin. »

Le syndicat des Chemins de fer répondit à cet appel. Il demanda à ses membres, dans tout le pays, d'immobiliser les wagons Pullman. Comme la quasi-totalité des trains de passagers étaient composés de ces wagons, cela entraîna le boycott, de fait, de tous les trains dans tout le pays. L'intégralité du trafic sur les vingt-quatre lignes ferroviaires partant de Chicago cessa rapidement. Les travailleurs sortaient les wagons de marchandises de leurs rails, bloquaient les voies et expulsaient de leurs cabines les mécaniciens qui ne voulaient pas coopérer.

La General Managers Association, groupement des propriétaires de compagnies ferroviaires, engagea en vain un millier de suppléants pour briser la grève. Le ministre de la Justice, Richard Olney, ancien conseiller juridique des chemins de fer, obtint une décision de justice contre le blocage du trafic. Les grévistes ayant rejeté cette décision, le président Cleveland envoya les troupes fédérales à Chicago. Le 6 juillet, les grévistes mirent le feu à des centaines de wagons.

Le lendemain, la milice de l'État intervint. Le *Times* de Chicago relata ainsi les événements : « La compagnie C du 2e régiment [...] a maté une foule d'émeutiers, hier après-midi, au croisement de la 49e et de Loomis Street. La police était sur place [...] pour finir le travail. Nous ne sommes pas en mesure de donner le nombre des morts et des blessés parmi les émeutiers car la foule a emporté la plupart d'entre eux. »

Près de cinq mille personnes se rassemblèrent et jetèrent des pierres sur la milice qui reçut l'ordre de tirer : « Dire que la foule est devenue enragée serait un euphémisme. [...] L'ordre de charger a été donné. [...] Dès lors, on n'utilisa plus que les baïonnettes. [...] Une dizaine d'hommes qui se trouvaient dans les premiers rangs reçurent des coups de baïonnette. [...] Armée de pavés, la foule déterminée chargea elle aussi. Le mot passa dans les rangs de la milice que les soldats devaient se défendre. Les uns après les autres, lorsque la situation l'exigeait, ils se mirent à tirer à l'aveuglette sur la foule. [...] La police vint ensuite avec ses matraques. Une clôture de barbelés avait été disposée tout autour des voies. Les émeutiers l'avaient oubliée et quand ils ont voulu s'enfuir ils se sont trouvés pris au piège. [...] La police se montra peu encline à l'indulgence et la foule, acculée aux barbelés, fut impitoyablement matraquée. [...] Les gens situés à l'extérieur coururent au secours des émeutiers. [...] Les jets de pierres continuèrent sans faiblir. [...] Le lieu du combat ressemblait à un champ de bataille. Les hommes tués par les soldats et la police étaient étendus sur le sol un peu partout. »

À Chicago, ce jour-là, treize personnes trouvèrent la mort, trente-trois furent sérieusement blessées et sept cents autres arrêtées. Sur toute la durée de la grève, il y eut environ une trentaine de morts et il fallut quatorze mille soldats, policiers et membres de la milice pour y mettre fin. Debs fut arrêté pour avoir enfreint la décision de justice lui interdisant de faire ou de dire quoi que ce soit en faveur de la grève. Il déclara devant le tribunal : « Il me semble que, sans les mouvements de résistance aux conditions de vie dégradantes, toute notre civilisation connaîtrait le déclin et, au bout de quelque temps, toute résistance ayant disparue, ce serait ni plus ni moins l'esclavage. »

À cette occasion, Debs nia être socialiste. Mais, au cours des six mois qu'il passa en prison, il s'intéressa au socialisme et discuta longuement avec des camarades socialistes. Il devait écrire plus tard : « Je reçus le baptême socialiste dans la rigueur de la lutte. [...] La lutte des classes me fut révélée dans chaque reflet des baïonnettes et à chaque lueur des fusils. [...] C'est là que j'ai pris ma première leçon de socialisme. »

Deux ans après sa libération, Debs écrivit dans le *Railway Times* : « La véritable question est celle de l'opposition du socialisme et du capitalisme. Je suis pour le socialisme parce que je suis pour l'humanité. La malédiction du règne de l'or dure depuis suffisamment longtemps. Et l'argent ne peut pas être le fondement d'une civilisation. Le temps est venu de régénérer la société – nous sommes à l'aube d'un bouleversement universel. »

Ainsi les années 1880 et 1890 virent-elles l'explosion d'insurrections ouvrières mieux organisées que les grèves spontanées de 1877. Les mouvements révolutionnaires guidaient les luttes ouvrières et les idées socialistes influençaient la plupart des leaders ouvriers. Une nouvelle littérature radicale se développait, qui évoquait des changements fondamentaux et la possibilité d'une vie différente.

À cette même époque, les revendications des fermiers – au Nord comme au Sud, Blancs ou Noirs – allaient bien plus loin que les protestations ponctuelles exprimées par les fermiers avant la guerre de Sécession. Elles furent à l'origine du plus grand mouvement de révolte agraire que le pays ait jamais vu.

Pendant le débat sur la loi du Homestead au Congrès en 1860, un sénateur du Wisconsin déclara qu'il y était favorable « parce que cette mesure simple [repousserait] de plusieurs siècles et peut-être même éternellement les âpres conflits entre capital et travail dans les plus anciens États américains en répartissant mieux leurs excédents de population pour créer de meilleures conditions de subsistance ».

Mais la loi du Homestead n'eut pas cet effet. Elle n'apporta pas la sécurité à l'Est par le simple déplacement de populations vers l'Ouest. Elle ne pouvait décidément pas servir de soupape de sécurité car le mécontentement était bien trop important pour être aussi aisément contenu. Comme l'affirme Henry Nash Smith dans *Virgin Land* et comme nous l'avons vu par ailleurs, « les trois décennies qui suivirent le vote de la loi furent marquées au contraire par les plus importants et les plus durs conflits sociaux que les États-Unis aient connus jusqu'alors ».

Cette loi ne réussit pas non plus à ramener le calme dans les régions agricoles de l'Ouest. Hamlin Garland, qui fit tant pour populariser la vie des fermiers auprès des Américains, écrivait dans la préface de son roman *Jason Edwards* : « Les terres vierges ont disparu. Le moindre demi-hectare de terre cultivable disponible appartient désormais aux entrepreneurs ou aux intérêts privés. » Dans ce roman, un artisan-ouvrier de Boston, séduit par des annonces publicitaires, part vers l'Ouest avec sa famille. Mais il découvre vite que toutes les terres situées à moins de cinquante kilomètres de la voie ferrée sont déjà aux mains des spéculateurs. Après s'être battu cinq années consécutives pour rembourser un prêt et obtenir un titre de propriété pour sa ferme, il assiste impuissant à la destruction de sa récolte par une tempête.

Malgré le désespoir qui régnait si souvent dans la littérature « agraire » de l'époque, l'espérance d'une vie meilleure s'y exprimait de temps en temps. Dans un autre roman de Garland, *A Spoil of Office*, l'héroïne s'exprime en ces termes : « Je vois venir un temps où le fermier ne sera plus obligé de vivre dans une cabane sur une ferme isolée. Je vois les fermiers s'unir. Je les vois en train de lire, de se rendre visite. Je les vois, heureux, assister à des conférences dans de superbes salles construites à cet effet dans tous les villages. Je les vois à la veillée, comme les anciens Saxons, réunis pour chanter et danser. Je vois des villes se construire aux environs avec leurs écoles, leurs temples, leurs salles de concert et leurs théâtres. Je vois le jour où le fermier cessera d'être une bête de somme et sa femme une esclave enchaînée, pour redevenir des hommes et des femmes travaillant avec plaisir une terre fertile. Les garçons et les filles ne partiront plus pour l'Ouest ou pour la ville. La vie vaudra d'être vécue. Ce jour-là, la lune sera plus brillante, les étoiles plus scintillantes et le plaisir, la poésie et la joie de vivre redeviendront le lot de tous ceux qui travaillent la terre. »

Hamlin Garland dédia son roman *Jason Edwards*, écrit en 1891, à la Farmers Alliance, qui fut le moteur de ce grand mouvement

des années 1880 et 1890 plus connu par la suite sous le nom de « mouvement populiste ».

Entre 1860 et 1910, l'armée américaine, débarrassant les Grandes Plaines de ses populations indiennes, permit aux compagnies ferroviaires d'y pénétrer et de mettre la main sur les meilleures terres. Les fermiers n'arrivèrent qu'ensuite pour occuper les terres restantes. Entre 1860 et 1900, la population américaine passa de trente et un à soixante-quinze millions d'habitants. Désormais, vingt millions d'Américains vivaient à l'ouest du Mississippi. Le nombre des fermiers passa de deux à six millions. Les villes surpeuplées de l'Est ayant un grand besoin de produits alimentaires, le marché agricole intérieur fit plus que doubler ; 82 % de la production agricole était destinés au marché intérieur.

L'agriculture se mécanisa – charrues en acier, faucheuses, moissonneuses, batteuses, égreneuses de coton améliorées pour permettre de séparer la fibre de la graine et, au tournant du siècle, les grandes moissonneuses-batteuses pour couper, battre et mettre en sacs. En 1830, un boisseau de grain nécessitait 3 heures de travail ; en 1900, l'opération ne prenait plus que 10 minutes. La spécialisation se développa selon les régions : le coton et le tabac dans le Sud, le blé et le maïs dans le Midwest.

Mais la terre et les machines n'étaient pas gratuites. Les fermiers devaient donc emprunter en espérant que le prix de leurs récoltes resterait suffisamment élevé pour leur permettre de rembourser les prêts contractés auprès des banques et de payer le transport ferroviaire, le semencier et le stockage en silo. Malheureusement, ils découvrirent rapidement que le prix de vente de leur production baissait tandis que le transport et les intérêts bancaires augmentaient. Contrairement aux monopoles ferroviaires et bancaires qui, en ce domaine, agissaient à leur guise, le fermier isolé ne pouvait pas imposer ses prix.

Dans son roman *The Hamlet*, William Faulkner décrit ainsi l'homme dont dépendaient totalement les petits fermiers du Sud : « Plus grand propriétaire [...] d'un comté, il était également juge de paix dans un autre et commissaire électoral dans les deux. [...] Il était fermier, usurier, vétérinaire. [...] Il possédait non seulement la plupart des bonnes terres du comté mais également des hypothèques sur le reste. Il était à la fois propriétaire du magasin général, de l'égreneuse à coton, du moulin et de la forge. »

On saisissait les terres et les fermes des petits propriétaires terriens qui ne pouvaient pas payer. Ils devenaient alors fermiers. En 1880, 25 % de toutes les terres étaient louées à des fermiers. Ce nombre

ne cessa d'augmenter dans les années qui suivirent. Ceux qui ne possédaient pas de quoi louer devenaient ouvriers agricoles. En 1900, ces derniers étaient déjà quatre millions cinq cent mille.

Ces fermiers désespérés et exploités pouvaient-ils attendre une aide quelconque de la part du gouvernement? Dans son histoire du mouvement populiste (*The Democratic Promise*), Lawrence Goodwyn explique qu'après la guerre de Sécession les deux partis étaient sous le contrôle des capitalistes. Ils restaient séparés entre Nord et Sud et campés sur leur animosité réciproque. L'émergence d'un parti réformateur qui dépasserait ces frontières pour unifier les classes laborieuses du Nord et du Sud – sans parler des Blancs et des Noirs, des étrangers et des Américains d'origine – était difficile à concevoir.

Le gouvernement joua son rôle en soutenant les banques et en réprimant les petits propriétaires terriens. Il maintint la masse monétaire – indexée sur la réserve d'or – à un niveau constant alors que la population augmentait si rapidement qu'il y avait proportionnellement de moins en moins de monnaie en circulation. Les fermiers devaient donc rembourser leurs dettes avec des dollars qu'il était de plus en plus difficile d'obtenir. Les banquiers, en remboursement de leurs prêts, obtenaient des dollars valant plus que ceux qu'ils avaient prêtés antérieurement, ce qui constituait une sorte d'intérêt « naturel » venant s'ajouter aux intérêts contractuels. C'est d'ailleurs pour cette raison que tant de revendications émanant des mouvements de fermiers ont trait à l'augmentation de la masse monétaire par le biais d'une émission de papier-monnaie ne correspondant pas à la réserve d'or effective du Trésor.

Le mouvement de la Farmers Alliance naquit au Texas, dans ce Sud où le système de « gage sur récolte » était le plus brutal. Ce système permettait au fermier d'obtenir du fournisseur ce dont il avait besoin. S'il n'avait pas d'argent pour payer le fournisseur, il gageait sa récolte avec un intérêt de l'ordre de 25 %. Selon Goodwyn, « le système de gage sur récolte devint pour des millions de Sudistes, Blancs et Noirs confondus, une sorte d'esclavage ». L'individu qui détenait le livre de comptabilité, qualifié de « fournisseur » par le fermier blanc, était tout simplement « l'homme » pour les Noirs. Les années passant, le fermier s'endettait de plus en plus jusqu'à ce qu'on saisisse sa ferme et qu'il se retrouve simple métayer.

Pour illustrer son propos, Goodwyn raconte deux histoires. Un fermier blanc de Caroline du Sud avait acheté entre 1887 et 1895 pour 2 681,02 dollars de produits à un fournisseur. Comme il ne put lui rembourser que 687,31 dollars, il lui donna finalement sa terre. Entre 1884 et 1901, Matt Brown, un fermier noir de Black

Hawk (Mississippi), s'approvisionnait auprès du magasin Jones, s'endettant de plus en plus. Pour finir, son nom est mentionné une dernière fois dans le livre de comptes du fournisseur, en 1905, pour l'achat d'un cercueil.

Il est impossible de savoir exactement combien de révoltes eurent lieu contre ce système. À Delhi (Louisiane), en 1889, des petits fermiers firent irruption dans la ville et saccagèrent les magasins pour, selon leurs propres termes, « annuler leurs dettes ».

Au plus fort de la crise de 1877, des fermiers blancs se réunirent dans une ferme du Texas pour fonder la première Farmers Alliance. En quelques années, le mouvement s'étendit à tout l'État. En 1882, on comptait cent vingt groupes de l'Alliance dans douze comtés. En 1886, cent mille fermiers se répartissaient dans deux mille sous-groupes. Ils proposaient des alternatives à l'ancien système : rejoindre l'Alliance et former des coopératives ; acheter du matériel en commun et obtenir des prix plus bas. Ils se mirent également à mettre leur coton en commun et à le vendre via les coopératives. Ce système prit le nom de « Bulking[1] ».

Dans certains États, une Fédération agricole fit son apparition pour imposer que des lois soient votées en faveur des fermiers. Mais, comme le reconnaissait l'un de ses organes de presse, elle était « essentiellement conservatrice et [proposait] une résistance ferme, bien organisée et rationnelle aux atteintes à la liberté individuelle, contrairement aux menées aussi vaines qu'illégales des partisans du communisme ». Dans cette période de crise, la Fédération agricole était trop peu vindicative : elle perdit des adhérents tandis que la Farmers Alliance continuait de prospérer.

Dès le départ, la Farmers Alliance éprouva de la sympathie pour le mouvement ouvrier en plein essor. Lorsque les Chevaliers du travail se mirent en grève contre une ligne de bateaux à vapeur à Gavelston (Texas), William Lamb, l'un des responsables les plus radicaux de l'Alliance texane, s'exprima au nom de nombreux membres de l'Alliance (mais tous n'étaient pas d'accord) dans une lettre ouverte aux membres de l'organisation : « Comme le temps viendra bientôt où la Farmers Alliance devra boycotter les producteurs afin d'obtenir directement les produits, nous pensons que c'est le moment d'aider les Chevaliers du travail. » Selon Goodwyn, c'est « avec cette lettre [que] prit forme l'alliance radicalisme-populisme ».

Le président de l'Alliance texane refusa de soutenir ce boycott, mais certains membres texans de l'organisation rédigèrent une

1. Vente « en gros » ou « en vrac ».

déclaration : « Attendu que nous sommes témoins des coups que les capitalistes portent à tous les secteurs du monde du travail [...], nous apportons notre soutien aux Chevaliers du travail dans leur lutte contre les monopoles et [...] nous proposons de nous tenir à leurs côtés. »

À l'été 1886, dans la ville de Cleburne, près de Dallas, l'Alliance tint une réunion au cours de laquelle fut rédigé ce qui allait devenir célèbre sous le nom de « revendications de Cleburne ». Il s'agissait en fait de la première expression véritable du mouvement populiste, qui exigeait « une législation visant à garantir notre peuple contre les abus lourds et honteux que font actuellement peser sur la classe laborieuse les capitalistes arrogants et les puissantes entreprises ». Ils appelaient de leurs vœux la réunion d'une convention nationale de toutes les organisations de travailleurs « afin de discuter des mesures à prendre dans l'intérêt des classes laborieuses » et proposaient la réglementation des prix du transport ferroviaire, la lourde imposition des terres possédées à de seules fins spéculatives et l'augmentation de la masse monétaire.

La Farmers Alliance continuait d'étendre son influence. Au début de 1887, elle comptait environ deux cent mille membres regroupés dans trois mille sections. En 1892, des porte-parole de l'Alliance avaient visité quarante-trois États et s'étaient adressés à près de deux millions de familles au cours de ce que Goodwyn qualifie de « plus importante tentative d'organisation menée par un groupe de citoyens américains du XIXe siècle ». Cette tentative impliquait la coopération, la création d'une culture propre au monde des fermiers, des partis politiques spécifiques qui imposeraient le respect que les responsables industriels et politiques du pays leur refusaient.

Des militants texans se rendirent en Géorgie pour y fonder des groupes de l'Alliance. Trois ans après, la Géorgie comptait cent mille membres environ, répartis dans cent trente-quatre de ses cent trente-sept comtés. Au Tennessee, ils furent bientôt cent vingt-cinq mille, regroupés dans trois mille six cents sections couvrant quatre-vingt-douze des quatre-vingt-seize comtés de l'État. Selon un observateur contemporain, l'Alliance se propagea « à la vitesse d'une tornade » au Mississippi, ainsi qu'en Louisiane et en Caroline du Nord. Puis, plus au nord, au Kansas et dans les deux Dakotas, où trente-cinq coopératives virent le jour.

En 1886, Henry Vincent, l'une des figures les plus importantes du mouvement au Kansas, fonda un journal, l'*American Nonconformist and Kansas Industrial Liberator*. Dans son premier numéro, on pouvait lire : « Ce journal se propose de publier des articles destinés à éduquer les classes laborieuses, les fermiers et le producteur.

Dans toutes les luttes, il entend se trouver aux côtés de l'opprimé contre l'oppresseur. »

En 1889, l'Alliance du Kansas comptait cinquante mille membres. Quelques-uns de ses candidats furent élus à des postes administratifs.

La National Farmers Alliance comptait désormais quatre cent mille membres. Les terribles conditions qui avaient entraîné l'émergence de l'organisation empirèrent encore. Le maïs, qui rapportait 45 cents le boisseau en 1870, n'en valait plus que 10 en 1889. Avant qu'il ne devienne trop sec, le blé exigeait l'utilisation d'une lieuse qui coûtait cher et que le fermier devait acheter à crédit tout en sachant pertinemment que les 200 dollars nécessaires seraient deux fois plus difficiles à gagner les années suivantes. En outre, pour tout boisseau de maïs transporté par bateau, il lui fallait payer l'équivalent d'un second boisseau de maïs. Il lui fallait également payer un prix relativement élevé pour stocker les céréales dans les silos installés dans les gares. C'est dans le Sud que la situation était la pire – 90 % des fermiers y étaient endettés.

Pour parer à cette situation, l'Alliance texane mit sur pied une coopérative à l'échelon de l'État. Une sorte de grande Bourse texane qui se proposait de vendre le coton des fermiers texans en une seule gigantesque transaction. Mais pour créer cette Bourse, il fallut emprunter pour avancer de l'argent aux membres de la coopérative. Les banques refusèrent de prêter. On en appela aux fermiers eux-mêmes. Le 9 juin 1888, des centaines de fermiers se rendirent dans les tribunaux du Texas pour apporter leur contribution, mais ils ne purent réunir que 80 000 dollars sur les 200000 nécessaires. Ce ne fut pas suffisant. Les fermiers étaient si pauvres qu'ils ne purent ainsi même pas se venir en aide mutuellement. Les banques l'emportèrent, ce qui convainquit les membres de l'Alliance qu'une réforme monétaire était absolument cruciale.

Les fermiers remportèrent tout de même une victoire. Ils devaient payer des prix exorbitants pour les sacs de jute dans lesquels on mettait le coton et qui étaient produits par une sorte de monopole. La Farmers Alliance organisa le boycott de la jute et fit fabriquer ses propres sacs à partir du coton lui-même, obligeant ainsi les fabricants de sacs de jute à les vendre à 5 cents le mètre au lieu de 14 cents auparavant.

La complexité de la pensée des Populistes se reflétait dans la personnalité de l'un de ses principaux responsables au Texas, Charles Macune, radical en économie (anticapitaliste, anti-trust), mais conservateur en politique (opposé à la création d'un nouveau parti qui serait indépendant des démocrates) et raciste. Macune

proposait un projet qui allait occuper une place centrale dans le programme des Populistes : un système monétaire parallèle. Le gouvernement posséderait ses propres entrepôts où les fermiers pourraient stocker leurs produits et obtenir en échange des récépissés. Ces derniers, qu'on appelait des *greenbacks*, constitueraient un supplément de monnaie disponible ne dépendant ni de la réserve d'or ni de celle de l'argent mais uniquement de la production agricole globale.

L'Alliance mena d'autres expériences. Dans le Dakota, un vaste projet de garantie coopérative agricole assurait les fermiers contre la perte de leur récolte. Alors que les grandes compagnies d'assurances demandaient 50 cents par demi-hectare, la coopérative n'en demandait que 25, voire moins. Elle émit finalement trente mille polices d'assurances couvrant un total d'un million d'hectares.

Le projet de système monétaire parallèle de Macune dépendait complètement de la bonne volonté du gouvernement fédéral. Comme ce projet ne pouvait être repris par aucun des deux principaux partis, il fallut créer un tiers parti. Les Alliances se mirent au travail. En 1890, trente-huit membres de l'Alliance furent élus au Congrès. Dans le Sud, l'Alliance fit élire un gouverneur en Géorgie et au Texas. Elle mit la main sur le parti démocrate en Géorgie et remporta les trois quarts des sièges au parlement de cet État ainsi que six de ses dix représentants au Congrès.

Néanmoins, Goodwyn affirme que ce ne fut qu'« une apparente révolution, car l'appareil politique resta aux mains des caciques habituels. Les présidences cruciales de comités, tant au Congrès qu'au parlement de Géorgie, échurent aux conservateurs. Ainsi le pouvoir industriel pouvait-il continuer d'utiliser son argent pour obtenir ce qu'il désirait des États et des instances fédérales. »

Si les Alliances n'eurent jamais de réels pouvoirs, elles propageaient néanmoins de nouvelles idées et un nouvel esprit. Elles formaient désormais le parti du Peuple (ou parti populiste). Au cours de la convention de 1890 à Topeka (Kansas), la fameuse oratrice populiste de cet État, Mary Ellen Lease, s'adressa à une foule enthousiaste : « Wall Street possède ce pays. Il ne s'agit plus d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, mais d'un gouvernement de Wall Street, par Wall Street et pour Wall Street. [...] Nos lois sont le fruit de ce système qui fait porter la toge aux corrompus et des guenilles aux miséreux. [...] Les politiciens prétendent que nous souffrons de la surproduction. La surproduction ! Quand dix mille enfants [...] meurent de faim chaque année aux États-Unis et que plus de cent mille jeunes filles à New York sont contraintes de vendre leur vertu pour du pain. [...] Il y

a trente personnes aux États-Unis dont les richesses cumulées excèdent 1,5 milliard de dollars et un demi-million d'hommes qui cherchent du travail. [...] Nous voulons de l'argent, des terres et des transports. Nous exigeons l'abolition des banques d'État et nous voulons pouvoir emprunter directement au gouvernement. Nous exigeons que disparaisse le système maudit de la saisie. [...] Nous resterons dans nos maisons et près de nos foyers, par la force si nécessaire, et nous ne paierons pas nos dettes aux chacals des compagnies de crédit tant que le gouvernement n'aura pas payé sa dette envers nous. Le peuple est à bout et les détrousseurs d'argent qui nous poursuivent feraient bien de se méfier. »

En 1892, la convention nationale du parti populiste de Saint Louis élabora un programme. Son préambule fut rédigé et lu devant l'assemblée par Ignatius Donnelly, un autre grand orateur du mouvement : « Nous sommes réunis alors que la nation est au bord de la ruine morale, politique et matérielle. La corruption règne dans les urnes, aux parlements, au Congrès et jusque dans les cours de justice. Le peuple est démoralisé. [...] Les journaux sont achetés ou muselés, l'opinion publique est réduite au silence, l'économie prostrée, les foyers endettés, les travailleurs misérables, et les terres aux mains des capitalistes. On refuse aux travailleurs des villes le droit de s'organiser pour assurer leur propre défense, l'importation d'une main-d'œuvre misérable pousse leurs salaires à la baisse, une armée de réserve constituée de laquais [...] est prête à les abattre. [...] Le fruit du labeur de millions d'hommes est outrageusement confisqué au bénéfice de fortunes colossales. [...] Des entrailles de ce système gouvernemental inique, deux classes se nourrissent : les misérables et les millionnaires. »

Une autre convention du parti populiste, tenue en juillet 1892 à Omaha (Nebraska), désigna James Weaver, un Populiste de l'Iowa et ancien général de l'armée fédérale, comme président. Le mouvement populiste s'en remit désormais au système électoral. Son porte-parole, Polk, déclara que ses membres pouvaient « se rendre main dans la main et le cœur léger jusqu'aux urnes pour s'emparer du gouvernement, le restaurer dans les principes de nos pères et diriger dans l'intérêt du peuple ». Weaver fut battu après avoir tout de même obtenu plus d'un million de voix.

Ce nouveau parti politique se proposait de rassembler différents groupes – les républicains du Nord et les démocrates du Sud, les ouvriers des villes et les fermiers, les Noirs et les Blancs. Une Colored Farmers National Alliance vit le jour dans le Sud et compta sans doute jusqu'à un million de membres. Néanmoins, elle fut créée et

dirigée par des Blancs. En outre, les militants noirs avaient quelques difficultés à convaincre les fermiers noirs que les réformes économiques proposées leur profiteraient autant qu'aux fermiers blancs. Les Noirs s'en étaient remis au parti républicain, celui de Lincoln et des lois sur les droits civiques. Pourtant, comme le souligne Goodwyn, « en cette époque de préjugés raciaux généralisés, la mise au pas du "monopole pervers des affairistes" ne semblait pas tant garantir le salut aux fermiers noirs qu'aux agrariens blancs ».

Certains Blancs comprenaient cependant la nécessité d'une union des deux populations. Un journal de l'Alabama affirmait : « L'Alliance blanche et celle des gens de couleur sont unies dans leur guerre contre les trusts et partagent l'idée que les fermiers devraient mettre sur pied des magasins et des manufactures coopératives, publier leurs propres journaux, diriger leurs propres écoles, avoir un droit de regard sur tout ce qui les concerne en tant que citoyens ou les affecte tant personnellement que collectivement. »

Le journal officiel des Chevaliers du travail d'Alabama, le *Sentinel*, prétendait que « la démocratie aristocratique tente de détruire l'Alliance avec le vieux cri de ralliement : "Négro !" Mais ça ne marchera pas. »

Des membres noirs de l'Alliance appelaient également à l'union des races. Un responsable de la Colored Alliance de Floride déclarait : « Nous sommes conscients que les intérêts du travailleur de couleur et du travailleur blanc sont identiques. »

Lorsque le parti populiste du Texas fut créé à Dallas, à l'été 1891, il était multiracial et radical. Il y eut des débats francs et mouvementés entre Blancs et Noirs du parti. Un Noir, membre des Chevaliers du travail, mécontent du caractère quelque peu vague des déclarations sur l'égalité des races, s'exprima en ces termes : « Si nous sommes égaux, pourquoi le shérif ne convoque-t-il pas des Noirs dans les jurys ? Pourquoi ces écriteaux "réservé aux Noirs" dans les transports collectifs ? Je veux dire à mon peuple ce que le parti populiste va faire. Je veux pouvoir lui dire si le cheval noir et le cheval blanc travailleront ensemble dans le même champ. »

Un responsable blanc répondit qu'il fallait absolument qu'il y ait un délégué noir dans chaque district de l'État. « Ils sont comme nous dans la mélasse. » Lorsque quelqu'un suggéra la mise en place de clubs populistes noirs et blancs séparés, mais qui « discuteraient ensemble », R. M. Humphrey, le dirigeant blanc de la Colored Alliance, répondit qu'« il n'en [était] pas question. Les gens de couleur font partie du peuple et ils doivent être reconnus en tant que tels ». Deux Noirs furent ensuite élus au comité exécutif de la section locale du parti populiste.

Mais les Noirs et les Blancs étaient dans des situations différentes. La plupart des Noirs étaient ouvriers agricoles et journaliers, alors que les Blancs de l'Alliance étaient propriétaires de leurs fermes. En 1891, quand la Colored Alliance décida une grève dans les champs de coton pour obtenir une augmentation du salaire des cueilleurs d'un dollar, Polk, dirigeant de l'Alliance blanche, réagit immédiatement en affirmant que cela allait à l'encontre des intérêts des fermiers de l'Alliance qui devraient payer ces salaires. Dans l'Arkansas, c'est un cueilleur noir de trente-cinq ans, Ben Patterson, qui menait la grève, se rendant de plantation en plantation pour obtenir du soutien. Le groupe grossit rapidement et les grévistes échangèrent des coups de feu avec un petit groupe de Blancs. Le régisseur d'une plantation fut tué et une égreneuse à coton détruite. Patterson et son groupe furent capturés et quinze d'entre eux exécutés.

Il existait une certaine coopération raciale dans les élections du Sud et quelques Noirs furent même élus en Caroline du Nord. Un fermier blanc d'Alabama écrivait à un journal en 1892 : « J'aimerais qu'Oncle Sam place des baïonnettes autour des bureaux de vote dans le Sud le premier lundi du mois d'août pour que le Noir puisse voter en toute justice. » On note la présence de délégués noirs aux conventions du tiers parti en Géorgie : deux en 1892 et vingt-quatre en 1894. Le programme du parti du Peuple de l'Arkansas s'exprimait au nom des « opprimés, sans distinction de races ».

Il y eut également des expériences d'alliance raciale. Lawrence Goodwyn a mis à jour une entente inhabituelle de fonctionnaires blancs et noirs au Texas : elle avait commencé pendant la Reconstruction et se poursuivait jusque dans la période populiste. Le gouvernement de l'État était contrôlé par les démocrates blancs, mais il y eut des représentants de la communauté noire au parlement de l'État et des Noirs furent élus à des postes locaux dans le comté de Grimes. Le secrétaire du district était un Noir ainsi que certains shérifs adjoints et un proviseur d'école. Un groupe appelé White Man's Union tenta de détruire cette coopération par l'intimidation et le meurtre. Goodwyn insiste sur « les longues années de coopération interraciale dans le comté de Grimes » et s'interroge sur toutes ces opportunités manquées. Le racisme était vivace et le parti démocrate savait en jouer pour rallier de nombreux électeurs du parti populiste. Lorsque des fermiers blancs expulsés de leurs terres à cause du système de gage des récoltes furent remplacés par des fermiers noirs, la haine raciale s'accrut. Les États du Sud, à commencer par le Mississippi en 1890, mirent en place de nouvelles constitutions pour empêcher les Noirs de voter et pour maintenir une ségrégation sévère dans tous les domaines.

Ces lois qui enlevèrent aux Noirs le droit de vote – impôts électifs, test d'alphabétisme et vote censitaire – permettaient de surcroît d'écarter les Blancs les plus pauvres des bureaux de vote, ce que n'ignoraient certainement pas les responsables politiques du Sud. En Alabama, lors de la convention constitutionnelle, un participant déclara qu'il voulait ôter le droit de vote « à toute personne inapte ou non qualifiée pour voter, et si cela [devait] frapper aussi bien un Blanc qu'un nègre, tant pis ». En Caroline du Nord, l'*Observer* de Charlotte considérait que revenir sur l'affranchissement des Noirs était « le combat du peuple blanc de Caroline du Nord pour écarter le risque de voir les nègres et les Blancs les plus pauvres imposer leur loi ».

Tom Watson, le dirigeant populiste de Géorgie, réclamait l'unité raciale : « On vous maintient séparés pour pouvoir vous voler séparément ce que vous possédez. On vous monte les uns contre les autres parce que la haine raciale est la clef de voûte du despotisme financier qui vous tient tous dans l'esclavage. On vous aveugle et on vous trompe pour que vous ne preniez pas conscience que c'est cet antagonisme des races qui perpétue le système monétaire qui vous dépouille tous. »

Selon l'universitaire noir Robert Allen, qui étudia également le populisme dans son *Reluctant Reformers*, Watson recherchait le soutien des Noirs pour un parti de Blancs. Et de fait, lorsque Watson finit par trouver ce soutien plutôt embarrassant et moins nécessaire, il se mit à défendre aussi vigoureusement le racisme qu'il l'avait auparavant dénoncé.

Watson avait pourtant su s'adresser à des sentiments existant réellement chez certains Blancs pauvres qui, sous l'effet de l'oppression de classe, partageaient avec les Noirs certains intérêts. Lorsque H. S. Doyle, un jeune prédicateur noir qui soutenait Watson pour son élection au Congrès, fut menacé d'être lynché par la foule, il en appela à Watson pour le protéger : près de deux mille fermiers blancs l'aidèrent à s'échapper.

Cette période était parfaitement révélatrice de la complexité des conflits raciaux et sociaux. Pendant la campagne électorale de Watson, quinze Noirs furent lynchés. Après 1891, toujours selon Allen, le parlement géorgien dominé par l'Alliance « vota en un an plus de décrets anti-Noirs qu'au cours d'aucune autre année de toute l'histoire de l'État ». Pourtant, cinq ans plus tard, en 1896, le programme du parti populiste de l'État de Géorgie dénonçait les lois sur le lynchage et réclamait l'abolition du système de location des prisonniers à des personnes privées.

Vann Woodward souligne le caractère unique de l'expérience populiste dans le Sud : « Jamais auparavant – ni depuis d'ailleurs – les deux races n'ont été aussi proches dans le Sud que lors des luttes populistes. »

Le mouvement populiste tenta également et de manière assez remarquable d'ancrer une culture nouvelle et spécifique chez les fermiers. L'Alliance Lecture Bureau était actif dans tout le pays et regroupait près de trente-cinq mille conférenciers. Les populistes diffusaient les livres et les brochures qui sortaient de leurs imprimeries. Woodward dit encore qu'« on peut déduire de ces brochures jaunes que les théoriciens agrariens avaient entrepris de rééduquer complètement la population rurale. Rejetant "l'histoire telle qu'elle [était] enseignée dans les écoles" comme "pratiquement sans aucune valeur", ils entreprirent de la réécrire en remontant jusqu'aux Grecs. Sans plus de complexes, ils envisagèrent une refonte de l'économie, de la théorie politique, de la justice et du gouvernement. »

Le *National Economist*, une revue populiste, avait cent mille lecteurs. Goodwyn dénombre plus de cent journaux populistes dans les années 1890, tels le *Toyler's Friend* ou le *Revolution* en Géorgie et le *Comrade*, publié dans la Louisiane du coton. En Caroline du Nord, l'imprimerie du parti populiste fut incendiée. En Alabama, on pouvait lire le *Living Truth*. Ses bureaux furent saccagés en 1892, sa machine à composer détruite puis, un an plus tard, ses locaux incendiés, mais le journal survécut et le rédacteur ne manqua jamais un numéro.

Des centaines de poèmes et de chansons ont été écrits dans la mouvance du Populisme, tel *The Farmer Is the Man* :

C'est lui, le fermier
C'est lui, le fermier
Il vit à crédit jusqu'à l'automne
Avec des intérêts si énormes
C'est un miracle s'il ne meurt pas
Et le prêteur ramasse la mise

C'est lui, le fermier
C'est lui, le fermier
Il vit à crédit jusqu'à l'automne
Le souffle de plus en plus court
Sa vie est une honte
Il en oublie que c'est lui, le fermier,
Qui nourrit tous les autres

Certains livres écrits par des leaders populistes, tels *Wealth Against Commonwealth* de Henry Demarest Lloyd et *Financial School* de William Harvey Coin, eurent un grand nombre de lecteurs. William Garrott Brown, un historien qui vivait en Alabama à cette époque, affirmait à propos du mouvement populiste qu'« aucun autre mouvement politique – ni celui de 1776 ni celui de 1860-1861 – n'avait jamais modifié le mode de vie sudiste aussi profondément ».

Selon Lawrence Goodwyn, si le mouvement ouvrier avait été capable de faire dans les villes ce que les populistes faisaient dans les zones rurales, c'est-à-dire « créer pour le monde du travail une culture de coopération, d'estime de soi et d'analyse économique », de grands changements auraient pu se produire aux États-Unis. Mais il n'y eut que des relations sporadiques et d'ordre pratique entre les mouvements fermier et ouvrier. Aucun d'eux ne réussit à convaincre l'autre. Il existait pourtant des signes d'une prise de conscience commune qui aurait pu, en d'autres circonstances, entraîner l'émergence d'un mouvement unifié.

Sur la base d'une lecture minutieuse de la presse populiste du Middle West, Norman Pollack affirme que le « Populisme se considérait lui-même comme un mouvement de classe qui comprenait que fermiers et ouvriers occupaient des positions sociales similaires au sein de la société ». Dans un de ses éditoriaux, le journal *Farmers' Alliance* évoque un homme travaillant de quatorze à seize heures par jour : « Il est opprimé à la fois physiquement et psychologiquement. Il n'a pas d'idées, seulement des souhaits, il n'a pas d'opinions, mais des instincts. » Pollack pense qu'il s'agit là d'une version particulière de l'aliénation que les travailleurs, selon Marx, vivent dans leur être même au sein du système capitaliste. Il découvre également bien d'autres parallèles entre les idées populistes et les idées marxistes.

Indubitablement, les Populistes, comme nombre de Blancs américains, étaient racistes et anti-immigrés, parce qu'ils ne pensaient pas que la question raciale était aussi importante que les problèmes économiques. Ainsi, selon le *Farmers' Alliance*, « le parti du Peuple a été créé non pour donner la liberté au Noir mais pour émanciper tous les hommes. [...] Pour donner à tous la liberté dans le travail sans laquelle il n'est pas de liberté politique possible. »

Le soutien apporté par les Populistes aux travailleurs dans leurs luttes concrètes était plus important à leurs yeux que les connexions possibles avec le mouvement ouvrier. Le journal *Alliance-Independant*, publié dans le Nebraska, écrivait pendant la grande grève dans les aciéries Carnegie : « Tous ceux qui vont au-delà de la surface des

choses verront que le conflit sanglant de Homestead n'était qu'un simple incident dans le conflit plus large entre le capital et le travail. » La Marche des chômeurs de Coxey gagna la sympathie des zones rurales. À Osceola (Nebraska), quelque cinq mille personnes assistèrent à un repas donné en l'honneur de Coxey. Pendant la grève des Pullman, un fermier écrivit au gouverneur du Kansas : « Il ne fait aucun doute que la quasi-totalité des membres de l'Alliance ont la plus profonde sympathie pour ces grévistes. »

Après ces sérieux échecs dans l'alliance entre Blancs et Noirs, entre fermiers et travailleurs des villes, le piège du suffrage électoral se referma sur les Populistes. Tout était réuni pour faire disparaître leur mouvement. Après s'être rallié au parti démocrate pour soutenir la candidature de William Jennings Bryan aux élections présidentielles de 1896, le Populisme finirait par se perdre dans les méandres de la politique démocrate. La pression électorale pour obtenir des victoires incita les Populistes à passer des accords avec les principaux partis, au cas par cas. Si les démocrates l'emportaient, le Populisme était absorbé. Si les démocrates perdaient, il se désintégrait. La politique électorale profita ainsi aux boursicoteurs politiques au détriment des radicaux agrariens.

Certains Populistes en avaient parfaitement conscience. Ils ne cessaient de prévenir que la fusion avec les démocrates dans le seul but de « gagner » une élection leur ferait perdre au contraire ce dont ils avaient absolument besoin : l'indépendance politique. Ils affirmaient que le baratin sur l'émission de pièces d'argent ne changerait rien en profondeur au système capitaliste. Un responsable radical du Texas assurait que l'émission de monnaie laisserait « intactes les conditions pratiques qui [avaient] entraîné la concentration inique des richesses ».

Henry Desmarest Lloyd faisait remarquer que la candidature de Bryan avait été en partie subventionnée par Marcus Daly (patron d'Anaconda Copper) et William Randolph Hearst (qui possédait des intérêts dans les mines d'argent de l'Ouest). Il lisait clairement dans la rhétorique de Bryan lorsque ce dernier s'adressait devant vingt mille personnes à la convention démocrate : « Nous avons adressé des pétitions et elles ont été méprisées ; nous avons supplié et nos suppliques ont été négligées ; nous avons mendié et ils ont ri quand le malheur nous accablait. Nous ne mendions plus, nous ne pétitionnons plus. Nous les défions. » Lloyd commente avec amertume ces propos : « Les pauvres gens font voler leurs chapeaux en faveur de ceux qui promettent de les conduire hors de la sauvagerie par la voie de l'argent. [...] Le peuple va devoir errer pendant quarante ans au travers du labyrinthe de la monnaie comme il a

déjà été chahuté pendant les quarante dernières années dans les hauts et les bas du décret sur les tarifs douaniers. »

Aux élections de 1896, première campagne où l'argent joua un rôle aussi important, Bryan fut battu par William McKinley, candidat derrière lequel s'étaient mobilisés la presse et le monde des affaires. La moindre trace de Populisme dans le parti démocrate parut intolérable aux gros bonnets de la société, qui usèrent de tous les moyens pour la faire disparaître.

Comme lors de la plupart des périodes électorales américaines, il s'agissait de raffermir le système après des années de contestation et de révolte. Les Noirs restaient sous contrôle dans le Sud. Les Indiens avaient été définitivement expulsés des grandes plaines de l'Ouest. Par une froide journée de l'hiver 1890, l'armée américaine attaqua un campement indien à Wounded Knee (Dakota du Sud), faisant trois cents morts, hommes, femmes et enfants. Ce fut le point culminant de quatre siècles de violence initiés par Christophe Colomb et destinés à confirmer que ce continent appartenait bel et bien à l'homme blanc. Mais à certains Blancs seulement, tant il était clair que l'État se tenait prêt à écraser les grèves ouvrières, par la loi si possible, par la force si nécessaire. Lorsqu'un mouvement de masse relativement menaçant se développait, le système bipartisan était prêt à envoyer une de ses colonnes pour le circonvenir et en extirper toute vitalité.

Et, toujours, ce même outil pour noyer le ressentiment de classe sous un flot de slogans d'unité nationale : le patriotisme. McKinley avait d'ailleurs déclaré dans un discours établissant de manière inhabituellement franche une connexion entre l'argent et le drapeau : « Cette année sera sans doute une année de patriotisme et de dévotion envers notre pays. Je suis heureux de savoir que partout dans ce pays le peuple entend prouver sa dévotion à notre drapeau, notre glorieuse bannière étoilée. De savoir que le peuple de ce pays entend soutenir l'honneur économique de notre nation avec autant de ferveur qu'il soutient l'honneur du drapeau. »

Cet acte suprême de patriotisme, ce fut la guerre. Deux ans après l'élection de McKinley à la présidence, les États-Unis déclaraient la guerre à l'Espagne.

Chapitre XII
L'empire et le peuple

« ENTRE NOUS, [...] j'accueillerais avec plaisir n'importe quelle guerre tant il me semble que ce pays en a besoin. » Voilà ce que Theodore Roosevelt écrivait à un ami en 1897.

En 1890, l'année même du massacre de Wounded Knee [1], le Bureau du recensement avait déclaré close la Frontière intérieure La machine commerciale, suivant son penchant naturel à l'expansion, avait déjà commencé à regarder vers le large. La crise sévère qui éclata en 1893 vint conforter l'idée, développée par les élites politique et financière, que les marchés étrangers pourraient bien être la solution au problème de la sous-consommation des produits nationaux et permettre ainsi de prévenir des crises économiques comme celle qui avait entraîné la guerre des classes au cours des années 1890.

En outre, l'aventure étrangère ne pourrait-elle pas détourner vers un ennemi extérieur une part de l'énergie placée dans les grèves et autres mouvements protestataires ? Il ne s'agissait probablement pas d'un plan soigneusement concerté par l'ensemble de l'élite américaine, mais plutôt du développement quasi naturel des dynamiques jumelles du capitalisme et du nationalisme.

L'expansion outre-mer n'était certes pas une idée neuve. Bien avant que la guerre contre le Mexique ne permette aux États-Unis d'atteindre le Pacifique, la boussole de la « doctrine Monroe » indi-

---

1. Le 29 décembre 1890, l'armée américaine encercle un campement d'environ trois cents Indiens sioux, en majeure partie composé de femmes, d'enfants et de vieillards. Pendant que les soldats fouillent le camp et récupèrent les armes des Indiens, un coup de feu éclate. Aussitôt, l'armée ouvre le feu avec les mitrailleuses Hotchkiss installées tout autour du campement. Environ trois cents cadavres d'Indiens furent jetés, quelques jours plus tard, dans une fosse commune.

quait le sud, vers l'Amérique centrale et au-delà. Définie en 1823, alors que les pays d'Amérique latine prenaient leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne, cette doctrine entendait faire clairement comprendre aux Européens que les États-Unis considéraient désormais l'Amérique latine comme relevant de sa sphère d'influence. Aussitôt, certaines personnalités américaines se mirent à rêver également au Pacifique : Hawaii, le Japon et les grands marchés chinois.

On fit d'ailleurs bien plus qu'y rêver. Les forces armées américaines avaient déjà fait quelques excursions outre-mer, comme le confirme un rapport rédigé en 1962 par le département d'État et présenté par le secrétaire d'État Dean Rusk devant un comité sénatorial afin de rappeler les divers précédents à l'intervention armée contre Cuba. Intitulé « Quelques exemples de l'usage de la force armée américaine à l'étranger : 1798-1945 », il rapporte cent trois opérations extérieures ayant eu lieu entre 1798 et 1895. Voici un extrait de cette liste avec les commentaires du département d'État lui-même :

> **1852-1853** – Argentine : les *marines* ont débarqué et se sont maintenus à Buenos Aires pendant une révolution afin de protéger les intérêts américains.
> **1853** – Nicaragua : protection des citoyens et intérêts américains pendant des troubles politiques.
> **1853-1854** – Japon : l'« ouverture du Japon » et l'expédition Perry. [Ici le département d'État ne donne pas plus de détails, mais cette intervention permit aux navires de guerre américains de forcer le Japon à ouvrir ses ports aux États-Unis.]
> **1853-1854** – Ryukyu et les îles Bonin : le contre-amiral Perry, en attente d'une réponse japonaise l'autorisant à se rendre au Japon, opéra dans cette zone une démonstration navale et débarqua par deux fois. Il finit par obtenir des autorités de Naha, sur l'île d'Okinawa, la gestion d'une concession minière. Perry fit également une démonstration de force dans les îles Bonin, toujours dans le dessein d'obtenir des facilités commerciales.
> **1854** – Nicaragua : San Juan del Norte [La ville de Greytown fut détruite pour venger une offense faite au ministre-résident américain en poste au Nicaragua].
> **1855** – Uruguay : les *marines* américaines et européennes y débarquèrent pour protéger les intérêts américains au cours d'une tentative de révolution à Montevideo.
> **1859** – Chine : intervention destinée à protéger les intérêts américains à Shanghai.
> **1860** – Angola - Afrique-Occidentale portugaise : pour assurer la sécurité des citoyens et des biens américains à Kissembo pendant une révolte indigène.

1893 – Hawaii : officiellement pour protéger les vies et les biens des Américains. En réalité pour mettre sur pied un gouvernement provisoire sous l'autorité de Sanford B. Dole. Cette intervention a été désavouée par les États-Unis.

1894 – Nicaragua : pour protéger les intérêts américains à Bluefields à la suite d'une révolution.

Il y avait donc déjà eu, avant les années 1890, bien des incursions et autres interventions dans les affaires intérieures de pays étrangers. L'idéologie expansionniste était largement répandue parmi les élites militaire, politique et commerciale américaines – ainsi que chez certains responsables du mouvement des fermiers qui pensaient que l'ouverture des marchés étrangers leur profiterait.

Theodore Roosevelt et de nombreux autres responsables américains avaient été largement influencés par le capitaine de la marine américaine A. T. Mahan, propagandiste populaire de l'idée expansionniste. Selon Mahan, les pays possédant les marines les plus puissantes hériteraient du monde entier. « Les Américains doivent à présent regarder vers l'extérieur. » Le sénateur du Massachusetts, Henry Cabot Lodge, écrivait dans la presse : « Dans l'intérêt de notre commerce [...], nous devrions construire le canal de Panamá et, pour protéger ce canal, comme pour assurer notre suprématie commerciale dans le Pacifique, nous devrions contrôler les îles Hawaii et conforter notre influence sur les Samoa. [...] En outre, lorsque le canal de Panamá sera construit, Cuba deviendra une nécessité. [...] Les grandes nations annexent rapidement, en vue d'assurer leur future expansion et leur sécurité, toutes les terres inoccupées du globe. C'est un mouvement qui va dans le sens de la civilisation et de l'avancement de la race. En tant que membre du cercle des grandes nations, les États-Unis ne peuvent pas ne pas suivre cette voie. »

À la veille de la guerre hispano-américaine, le *Washington Post* écrivait : « Un nouveau sentiment semble nous habiter : la conscience de notre propre force. Et, avec elle, un nouvel appétit : le désir d'en faire la démonstration. [...] Ambition, intérêt, appétits fonciers, fierté ou simple plaisir d'en découdre, quelle que soit la motivation, nous sommes habités par un sentiment nouveau. Nous sommes confrontés à un étrange destin. Le goût de l'empire règne sur chacun de nous comme le goût du sang règne sur la jungle. »

Ce drôle de goût dans la bouche du peuple américain reflétait-il une agressivité instinctive et inapaisable ou quelque intérêt bien compris ? Cet appétit (s'il existait) n'était-il pas plutôt fabriqué, encouragé, promu et avivé par les magnats de la presse, l'armée, le

gouvernement et les universitaires obséquieux de l'époque ? John Burgess, professeur de sciences politiques à la Columbia University, prétendait que les races teutonne et anglo-saxonne étaient « particulièrement dotées de la faculté d'édifier des États nationaux. [...] C'est à elles qu'a été confiée [...] la mission de construire l'organisation politique du monde moderne ».

Quelques années avant son élection à la présidence des États-Unis, William McKinley déclarait qu'il fallait « un marché extérieur pour écouler la surproduction » américaine. Le sénateur de l'Indiana, Albert Beveridge, affirmait également, début 1897 : « Les usines américaines produisent plus que ne peut consommer le peuple américain. Le sol américain produit également à l'excès. Le destin dicte notre conduite. Nous devons dominer le commerce mondial et nous le dominerons. » Le département d'État annonçait pour sa part en 1898 : « Il semble à peu près certain que tous les ans nous aurons à faire face à une surproduction croissante de biens qui devront être placés sur les marchés étrangers si nous voulons que les travailleurs américains travaillent toute l'année. L'augmentation de la consommation étrangère des biens produits dans nos manufactures et nos ateliers est, d'ores et déjà, devenue une question cruciale pour les autorités de ce pays comme pour le commerce en général. »

Ces militaires et politiciens expansionnistes entretenaient bien entendu des relations. L'un des biographes de Theodore Roosevelt nous apprend qu'« en 1890 Lodge, Roosevelt et Mahan procédaient à des échanges de vues », et qu'ils envisageaient de dégager Mahan de ses responsabilités dans la marine « afin qu'il puisse poursuivre son travail de propagande expansionniste à temps plein ». Un jour, Roosevelt adressa à Lodge la copie d'un poème de Rudyard Kipling en déclarant qu'il s'agissait d'une « poésie assez pauvre, certes, mais efficace d'un point de vue expansionniste ».

Lorsque les États-Unis renoncèrent à annexer Hawaii, après que quelques Américains (représentant la combinaison des intérêts missionnaire et agricole de la famille Dole) eurent installé sur place leur propre gouvernement, Roosevelt parla de « crime contre la civilisation blanche ». Lors d'une conférence donnée au Naval War College, il affirma que « toutes les races dominantes se sont toujours affrontées aux autres races. [...] Aucun triomphe obtenu par la paix n'est aussi glorieux qu'un triomphe obtenu par la guerre ».

Roosevelt méprisait souverainement les races et les peuples qu'il jugeait inférieurs. Lorsqu'une foule lyncha à La Nouvelle-Orléans des immigrants italiens, Roosevelt jugea que les États-Unis devaient offrir une compensation au gouvernement italien. Au

même moment, il écrivait à sa sœur que ce lynchage était « plutôt une bonne chose », ajoutant qu'il en avait dit autant lors d'un dîner réunissant « une brochette de diplomates métèques [...] scandalisés par le lynchage ».

Le philosophe William James, qui fut l'une des personnalités anti-impérialistes les plus marquantes de son temps, écrit au sujet de Roosevelt qu'il « ne tarit pas d'éloges sur la guerre, qu'il considère comme un état idéal pour la société humaine par l'énergie virile qu'elle implique alors qu'il regarde la paix comme une ignominie graisseuse et boursouflée juste assez bonne pour les impotents pleurnichards qui évoluent dans une lumière blafarde en ignorant tout d'un état de vie supérieur ».

L'opinion de Roosevelt sur l'expansionnisme ne reposait pas uniquement sur la glorification de la virilité et de l'héroïsme. Il était également soucieux de « nos relations commerciales avec la Chine ». Lodge était pour sa part très réceptif à la séduction exercée par les marchés asiatiques sur l'industrie textile du Massachusetts. L'historienne Marilyn Young a souligné le travail effectué par l'American China Development Company pour étendre l'influence américaine en Chine dans un objectif essentiellement commercial, ainsi que les instructions données par le département d'État à l'émissaire américain en Chine afin qu'il « use des moyens les plus propres à l'extension des intérêts américains en Chine ». Elle affirme dans *The Rhetoric of Empire* que les discours sur l'importance des marchés chinois ne reflétaient pas les investissements effectifs de l'époque mais étaient néanmoins fort utiles dans la mesure où ils indiquaient la politique suivie par les États-Unis vis-à-vis de Hawaii, des Philippines et du reste de l'Asie.

Si 90 % des produits américains étaient vendus, en 1898, sur le marché intérieur, les 10 % restants rapportaient tout de même un milliard de dollars. Walter Lafeber écrit dans *The New Empire* qu'« en 1893 le commerce américain surpassait celui de n'importe quel autre pays au monde, excepté celui de la Grande-Bretagne. [...] Les produits agricoles dépendaient depuis longtemps des marchés extérieurs, en particulier dans les secteurs clefs du tabac, du coton et du blé ». Pendant les années 1875-1895, les capitaux américains investis à l'étranger atteignirent un milliard de dollars. En 1885, l'*Age Steel*, magazine de l'industrie sidérurgique, affirmait que le marché intérieur ne suffisait plus et que le problème de la surproduction industrielle « devrait être résolu et prévenu à l'avenir par la croissance du commerce extérieur ».

Ce fut au cours des années 1880-1890 que le pétrole devint un poste d'exportation essentiel. En 1891, l'entreprise familiale des

Rockefeller, la Standard Oil Company, comptait pour 90 % des exportations américaines en pétrole d'éclairage et contrôlait 70 % du marché mondial. Le pétrole arrivait désormais juste derrière le coton dans les produits d'exportation américains.

Comme l'a montré William Appleman Williams dans *The Roots of the Modern American Empire*, certains grands propriétaires de domaines agricoles, dont quelques leaders populistes, appelaient également de leurs vœux une politique expansionniste. En 1892, Jerry Simpson, représentant du Texas au Congrès, y déclara qu'au vu de l'énorme surproduction agricole les fermiers devaient « nécessairement rechercher des marchés étrangers ». Si ces personnes n'exigeaient pas explicitement une politique agressive ou de conquête, elles jugeaient les marchés étrangers si essentiels à la prospérité américaine que la politique expansionniste, même menée par les armes, ne pouvait à terme que les séduire.

Cette politique expansionniste serait encore plus séduisante si elle pouvait passer pour un acte de générosité, comme venir en aide aux rebelles souhaitant se débarrasser d'une domination étrangère – par exemple à Cuba. En 1898, les rebelles cubains luttaient depuis déjà trois ans pour leur indépendance. Il était encore possible à cette époque de créer un engouement national en faveur d'une intervention américaine.

Il semble qu'au départ les milieux d'affaires n'aient pas voulu d'une intervention militaire à Cuba. Tant qu'ils pouvaient obtenir le libre accès aux marchés extérieurs, les négociants américains n'avaient pas besoin de colonies ou de guerres de conquête. Cette idée de la « porte ouverte » devint au XXe siècle le thème dominant de la politique étrangère des États-Unis. Il s'agissait d'une approche de l'impérialisme certainement plus sophistiquée que la traditionnelle construction impériale pratiquée par les Européens. Selon Appleman Williams (*The Tragedy of American Diplomacy*), « ce débat national est généralement considéré comme une bataille entre les impérialistes, menés par Roosevelt et Lodge, et les anti-impérialistes, menés par William Jennings Bryan et Carl Schurtz. Pourtant, il serait plus juste et plus pertinent de considérer qu'il s'agissait d'un combat entre trois factions. Le troisième groupe était composé d'hommes d'affaires, d'intellectuels et de politiciens qui s'opposaient au colonialisme traditionnel et défendaient une politique de la porte ouverte à travers laquelle la puissance économique prépondérante de l'Amérique pénétrerait et dominerait toutes les régions sous-développées du globe. »

Néanmoins, cette préférence affichée par certains groupes d'affaires et quelques politiciens pour ce qu'Appleman Williams appelle

l'« empire informel », sans guerre, était toujours sujette à révision. Si l'impérialisme pacifique s'avérait impossible, il devenait nécessaire d'avoir recours à l'intervention militaire.

Les événements qui eurent lieu en Chine entre la fin 1897 et le début 1898 en fournissent un bon exemple. La Chine sortant affaiblie de sa guerre contre le Japon, les Allemands occupèrent le port chinois de Qingdao, à l'embouchure de la baie de Kiaotcheou. Ils exigèrent l'obtention d'une base navale ainsi que des droits sur l'exploitation du charbon et des facilités ferroviaires sur la péninsule voisine de Shandong. Dans les quelques mois qui suivirent, les autres puissances européennes s'installèrent également en Chine et entreprirent le partage du pays sans convier les États-Unis au festin.

C'est à ce moment-là que le *Journal of Commerce* de New York, auparavant ardent défenseur du développement pacifique du libre-échange, se mit à exiger vigoureusement le recours au colonialisme militaire classique. Julius Pratt, historien de l'expansionnisme américain, décrit ce revirement : « Ce journal, qui se caractérisait par son pacifisme et son anti-impérialisme [...], vit les fondements de son attitude crouler devant la menace de partition de la Chine. Arguant de ce que le libre accès au marché chinois, avec ses quelque 400 millions d'habitants, résoudrait en très grande partie le problème de la surproduction américaine, le *Journal of Commerce* en vint non seulement à réclamer vigoureusement une complète égalité des droits sur la Chine mais aussi à soutenir sans réserves la construction d'un canal isthmique, l'acquisition de Hawaii et l'augmentation du potentiel de la marine. Trois mesures qu'il avait jusque-là fermement combattues. Rien ne pouvait être plus révélateur que la manière dont ce journal s'etait converti en quelques semaines. »

Il y eut un revirement similaire, en 1898, dans l'attitude des milieux d'affaires vis-à-vis de Cuba. Les hommes d'affaires s'étaient intéressés dès le début à la révolte des Cubains contre l'Espagne à cause des conséquences qu'elle pourrait avoir sur le commerce dans cette région. Il existait déjà un intérêt économique considérable pour cette île, que le président Grover Cleveland avait résumé ainsi en 1898 : « On estime raisonnablement qu'au moins 30 à 50 millions de dollars de capitaux américains sont investis à Cuba dans les plantations, les chemins de fer, les mines et autres activités. Le volume des échanges commerciaux est passé de 64 millions de dollars en 1889 à environ 103 millions de dollars en 1893. »

Le soutien populaire à la révolution cubaine se fondait sur le sentiment que les Cubains, comme les Américains en 1776, luttaient

pour leur libération. Pourtant, le gouvernement des États-Unis, produit conservateur d'une autre guerre révolutionnaire, avait essentiellement en tête le profit et le pouvoir lorsqu'il observait les événements cubains. Ni Cleveland, président des États-Unis pendant les premières années de la révolte cubaine, ni McKinley, son successeur, ne reconnurent officiellement les insurgés cubains comme des belligérants. Une telle reconnaissance légale aurait permis aux États-Unis d'apporter leur soutien aux rebelles sans pour autant envoyer l'armée. Il semble que l'on ait craint que les rebelles l'emportent seuls sans devenir redevables aux Américains.

Il semble qu'ait également existé une autre crainte. L'administration Cleveland affirmait que, puisque Cuba avait une population mélangée, une victoire cubaine risquait d'entraîner « la mise en place d'une république blanche et noire à Cuba ». Et la république noire pourrait bien s'avérer dominante. Cette crainte fut exprimée en 1896 dans un article de la *Saturday Review* par Winston Churchill, jeune et éloquent impérialiste dont la mère était américaine et le père anglais. Dans ce texte, tout en affirmant que la domination espagnole est une mauvaise chose en soi et que les insurgés bénéficient du soutien de la population, Churchill estime préférable que les Espagnols gardent le contrôle : « Un grave danger se présente. Deux cinquièmes des insurgés sur le terrain sont des nègres. Ces hommes [...], en cas de victoire, demanderaient certainement une place prépondérante dans le gouvernement du pays. [...] Il en résulterait, après des années de lutte, une autre république noire. »

L'« autre » république noire, c'est Haïti : son soulèvement contre la France en 1803 avait donné lieu à la première nation du Nouveau Monde dirigée par des Noirs. L'ambassadeur espagnol aux États-Unis écrivait au secrétaire d'État américain de l'époque : « Dans cette révolution, l'élément nègre joue le plus grand rôle. Les principaux meneurs sont des hommes de couleur, comme le sont également au moins les huit dixièmes de leurs partisans. [...] L'issue de la guerre, si l'île devait accéder à l'indépendance, serait la sécession de l'élément noir et l'établissement d'une république noire. »

Comme Philip Foner l'affirme dans *The Spanish-Cuban-American War*, « l'administration McKinley formait des plans pour intervenir dans les événements cubains, mais l'indépendance de l'île n'entrait certes pas dans ces plans ». Il cite les instructions de l'administration à l'ambassadeur américain en Espagne, Stewart Woodford, lui demandant – sans mentionner toutefois les notions de liberté ou de justice pour les Cubains – d'essayer de trouver une solution à cette guerre car « elle affecte gravement le bon

fonctionnement du commerce et tend à entraver les conditions de la prospérité ». Foner explique l'intervention subite de l'administration américaine – son ultimatum n'accordait que très peu de temps à l'Espagne pour négocier – par le fait que les États-Unis craignaient de voir, en attendant « trop longtemps, les forces révolutionnaires cubaines sortir victorieuses et remplacer l'autorité espagnole en déroute ».

En février 1898, le *Maine*, un navire de guerre américain qui se trouvait dans le port de La Havane pour signifier l'intérêt porté par les Américains aux événements cubains, fut détruit par une mystérieuse explosion et sombra avec deux cent soixante-huit hommes d'équipage. On ne put jamais fournir les raisons de cette explosion [1]. L'indignation s'étendit rapidement aux États-Unis et McKinley commença à envisager la guerre. Walter Lafeber affirme que « le président ne voulait pas la guerre ; il avait sincèrement et sans relâche lutté pour sauvegarder la paix. À la mi-mars, pourtant, il commença à réaliser que, bien qu'il ne voulût pas la guerre, seule une guerre pouvait lui apporter ce qu'il souhaitait : la disparition de la terrible incertitude dans la vie politique et économique américaine, et une base solide pour l'édification du nouvel empire économique américain ».

Ce printemps-là, McKinley et les milieux d'affaires comprirent que leur objectif principal – expulser l'Espagne de Cuba – ne pourrait être atteint qu'en se lançant dans une guerre et que la réalisation de leur autre objectif – assurer l'influence économique et militaire des États-Unis sur Cuba – ne pouvait être confiée aux insurgés cubains. Le *Commercial Advertiser* de New York, au départ opposé à la guerre, exigea, le 10 mars 1898, une intervention à Cuba par « humanité, par amour de la liberté et, par-dessus tout, par désir de voir le commerce et l'industrie de tous les pays du monde se développer le plus librement possible dans l'intérêt général du monde ».

Quelque temps auparavant, le Congrès avait voté l'amendement Teller, par lequel les États-Unis s'engageaient à ne pas annexer Cuba. Cet amendement avait été introduit et soutenu par ceux qui souhaitaient l'indépendance de Cuba et rejetaient l'impérialisme américain, ainsi que par certains hommes d'affaires qui pensaient que la politique de la porte ouverte était suffisante et une intervention militaire inutile. Mais au printemps 1898, il semble

1. Sans preuves, le rapport officiel américain accusa immédiatement l'Espagne, laquelle proposa aussitôt de confier l'enquête à une commission mixte. Les États-Unis refusèrent. Il est intéressant de noter qu'il n'y eut aucun gradé parmi les victimes. Tous les officiers du *Maine*, ce soir-là, étaient à une réception en ville.

que les milieux d'affaires eurent soudain soif d'action. Le *Journal of Commerce* affirmait : « L'amendement Teller [...] doit être interprété dans un sens quelque peu différent de celui que son rédacteur lui avait attribué. »

Certains intérêts spécifiques devaient tirer directement profit de la guerre. À Pittsburgh, cœur de l'industrie sidérurgique, la chambre de commerce exigeait l'usage de la force et le *Chattanooga Tradesman* annonçait que la probabilité d'une guerre avait « grandement stimulé l'activité sidérurgique ». Ce journal ajoutait qu'« une guerre accroîtrait très sérieusement l'activité des transports ». À Washington, on faisait remarquer qu'un « esprit belliciste » agitait le département à la Marine, encouragé par « les fournisseurs d'obus, matériel d'artillerie, munitions et autres produits, qui faisaient le siège du département depuis la destruction du *Maine* ».

Russell Sage, banquier, déclarait que si la guerre éclatait il n'était pas « besoin de préciser dans quel camp seraient les riches ». Une enquête menée auprès des hommes d'affaires révélait que John Jacob Astor, William Rockefeller et Thomas Fortune Ryan étaient « parfaitement d'accord » avec la guerre. J. P. Morgan, pour sa part, estimait que continuer à discuter avec les Espagnols ne servait plus à rien.

Le 21 mars 1898, Henry Cabot Lodge écrivit à McKinley une longue lettre, l'informant qu'il avait discuté avec « des banquiers, des agents de change, des hommes d'affaires, des patrons de presse, des ecclésiastiques et d'autres encore », à Boston, à Lynn et à Nahant. Et « tous », y compris « les plus conservateurs d'entre eux », souhaitaient que la question cubaine fût « résolue ». Lodge précisait que, de leur point de vue, « pour les affaires il valait mieux un bon choc et puis plus rien qu'une succession de spasmes tels que nous en aurons si cette guerre à Cuba continue ». Le 25 mars, un télégramme adressé par un conseiller de McKinley arrivait à la Maison-Blanche, annonçant : « Ici, les grandes entreprises croient à présent que nous aurons la guerre et elles l'accueilleront comme un soulagement après tout ce suspense. »

Deux jours après, McKinley lançait un ultimatum à l'Espagne, exigeant un armistice. Il n'évoquait pas l'indépendance de Cuba. Un porte-parole des insurgés cubains, membre de la communauté cubaine de New York, interpréta cela comme le signe que les États-Unis désiraient simplement prendre la place de l'Espagne. Il répondit à McKinley que « devant l'actuelle proposition d'intervention sans reconnaissance préalable de l'indépendance, il est nécessaire pour nous d'aller plus loin et d'affirmer que nous devons considérer une telle intervention – et c'est ce que nous faisons – comme

ni plus ni moins une déclaration de guerre des États-Unis contre les révolutionnaires cubains ».

Et, en effet, lorsque McKinley proposa la guerre au Congrès, le 11 avril 1898, il ne reconnut pas les rebelles comme des belligérants et ne demanda pas l'indépendance de Cuba. Neuf jours plus tard, le Congrès réuni donnait à McKinley la permission d'intervenir. Lorsque les forces américaines débarquèrent à Cuba, les insurgés les accueillirent avec joie, pensant que l'amendement Teller garantirait l'indépendance de Cuba.

Nombreux sont les livres d'histoire sur la guerre hispano-américaine qui prétendent que l'« opinion publique » a poussé McKinley à déclarer la guerre à l'Espagne et à envoyer des troupes à Cuba. Effectivement, certains journaux influents avaient exercé une forte pression en ce sens, parfois même de manière hystérique. En outre, de nombreux Américains, croyant que l'objectif de l'intervention était l'indépendance de Cuba, en soutenaient l'idée. Mais McKinley se serait-il lancé dans une guerre pour satisfaire la presse et une partie de la population (il n'existait pas de sondages d'opinion à cette époque) si les milieux d'affaires ne l'avaient pas exigé? Plusieurs années après, le responsable du bureau du Commerce extérieur au département au Commerce américain écrivait à propos de cette période : « À la base de ce sentiment populaire, qui aurait pu s'évanouir avec le temps et qui obligea les États-Unis à prendre les armes contre la domination espagnole à Cuba, se trouvaient nos relations économiques avec les Antilles et les républiques d'Amérique du Sud. [...] La guerre hispano-américaine n'était qu'un événement dans une dynamique générale d'expansion qui avait ses racines dans le changement d'environnement de nos capacités industrielles qui dépassaient de loin la capacité de consommation intérieure. Il était indispensable de trouver non seulement des acheteurs étrangers pour nos produits mais également les moyens de rendre l'accès à ces marchés extérieurs à la fois facile, économique et sûr. »

Les syndicats américains s'opposaient à l'expansionnisme. Les Chevaliers du travail et l'American Federation of Labor (AFL) avaient rejeté l'idée d'une annexion de Hawaii proposée par McKinley en 1897. Malgré la sympathie qu'ils éprouvèrent pour les rebelles cubains dès le début de l'insurrection contre l'Espagne, en 1895, ils rejetèrent donc à la convention de l'AFL une résolution réclamant l'intervention des États-Unis. Samuel Gompers, de l'AFL, écrivait à un ami : « La sympathie de notre mouvement pour Cuba est réelle, fervente et sincère, mais elle ne signifie pas que nous soyons liés à certains aventuriers qui souffrent apparemment d'hystérie. »

Lorsque l'explosion du *Maine*, en février 1898, inspira des discours enflammés en faveur de la guerre, le mensuel de l'Association internationale des mécaniciens reconnut qu'il s'agissait d'un véritable drame, mais souligna également que les accidents du travail entraînant la mort de travailleurs ne provoquaient pas une telle ferveur nationale. Le journal rappelait le massacre de Latimer du 10 septembre 1897, lors d'une grève des mineurs en Pennsylvanie. Des mineurs – Autrichiens, Hongrois, Italiens et Allemands importés à l'origine en tant que briseurs de grève mais qui s'étaient ensuite organisés – qui manifestaient sur la route menant à la mine Latimer refusèrent de se disperser. Aussitôt, le shérif et sa troupe avaient fait feu, tuant dix-neuf personnes, pour la plupart abattues dans le dos, sans que la presse ne s'en scandalise. Le journal ouvrier rappelait que « le carnage macabre qui a lieu chaque jour, chaque mois et chaque année dans le secteur industriel, les milliers de vies fichues, sacrifiées annuellement sur l'autel de la cupidité, le tribut de sang versé par le travail au capital n'inspirent aucun cri de vengeance et de réparation. [...] La mort vient, à des milliers d'occasions, réclamer ses victimes dans les usines et dans les mines, sans qu'aucune clameur populaire ne se fasse alors entendre ».

L'organe officiel de l'AFL du Connecticut, *The Crafstam*, se méfiait également de l'hystérie consécutive à l'explosion du *Maine* : « Un plan gigantesque [...] et machiavélique est ostensiblement mis en œuvre pour mettre les États-Unis au premier rang des puissances maritimes et militaires. La vraie raison est que les capitalistes ramasseront la mise et que les travailleurs qui oseront demander un salaire décent [...] seront abattus comme des chiens errants. »

Certains syndicats, le United Mine Workers par exemple, appuyèrent l'idée d'une intervention américaine après l'explosion du *Maine*. Mais la plupart s'opposaient à la guerre. Le trésorier de l'American Longshoremen's Union, Bolton Hall, rédigea un « Appel aux travailleurs en faveur de la paix » qui fut très largement diffusé : « S'il y a une guerre, c'est vous qui fournirez les cadavres et les impôts, et les autres récolteront la gloire. Les spéculateurs gagneront de l'argent grâce à cela – c'est-à-dire grâce à vous. Les soldats devront payer plus cher du matériel de mauvaise qualité, des bottes trouées, des vêtements mal foutus et des chaussures en carton-pâte. C'est vous qui paierez l'addition, et la seule satisfaction que vous en tirerez c'est le privilège de haïr votre camarade espagnol qui, en vérité, est votre frère et est aussi peu responsable des malheurs de Cuba que vous ne l'êtes vous-mêmes. »

Les socialistes refusaient la guerre, à l'exception du journal juif le *Daily Forward*. *The People*, journal du parti socialiste ouvrier,

qualifiait la question de la liberté de Cuba de « prétexte » et déclarait que le gouvernement voulait la guerre pour « détourner l'attention des travailleurs de leur vrais problèmes ». L'*Appeal to Reason*, un autre journal socialiste, affirmait que la dynamique en faveur de la guerre était une des « méthodes favorites des dirigeants pour empêcher le peuple de combattre les injustices intérieures ». Un socialiste écrivait dans le *Voice of Labor* de San Francisco : « Il est terrible de penser que les pauvres travailleurs de ce pays pourraient être envoyés pour tuer et blesser les pauvres travailleurs d'Espagne simplement parce qu'une poignée de dirigeants les inciterait à le faire. »

Pourtant, comme le remarque Foner, une fois la guerre déclarée, « la majorité des syndicats succombèrent à la fièvre guerrière ». Samuel Gompers parla de guerre « juste et glorieuse » et prétendit que deux cent cinquante mille travailleurs syndiqués s'étaient déjà portés volontaires pour le service armé. Le United Mine Workers, remarquant que la hausse des prix du charbon était une conséquence de la guerre, annonçait que « les commerces du charbon et de l'acier n'avaient pas été aussi florissants depuis bien des années ».

La guerre entraîna des créations d'emplois et l'augmentation des salaires mais également une hausse des prix. Foner affirme que « non seulement le coût de la vie augmenta considérablement, mais en l'absence de tout impôt sur les revenus, le coût de la guerre fut supporté par les plus pauvres à travers l'augmentation des taxes sur le sucre, la mélasse, le tabac et autres produits du même type ». Gompers, qui soutenait officiellement la guerre, signalait néanmoins en privé qu'elle avait amputé de 20 % le pouvoir d'achat des travailleurs.

Le 1er mai 1898, à New York, les autorités interdirent la manifestation que le parti socialiste ouvrier organisait contre la guerre. Elles autorisèrent en revanche une autre manifestation, organisée le même jour par le journal juif *Daily Forward*, appelant les travailleurs juifs à soutenir la guerre. Le *Labor World* de Chicago déclara pour finir que cela avait été « une guerre de pauvres payée par les pauvres. Les riches, eux, en ont profité comme toujours ».

La Western Labor Union fut fondé à Salt Lake City le 10 mai 1898 parce que l'AFL ne s'occupait pas des travailleurs non qualifiés. Ce syndicat souhaitait réunir tous les travailleurs « sans distinction de profession, de nationalité, d'opinion ou de couleur » et « sonner le glas de toutes les entreprises et trusts qui ont privé le travailleur américain des fruits de son labeur ». L'organe de ce syndicat jugeait que l'annexion de Hawaii prouvait que « la guerre qui avait

commencé sous prétexte de secourir les Cubains affamés s'était soudainement changée en guerre de conquête ».

La prédiction du docker Bolton Hall concernant la corruption et le mercantilisme en temps de guerre devait se révéler remarquablement pertinente. L'*Encyclopedia of American History* de Richard Morris fournit des données chiffrées effarantes : « Parmi les quelque deux cent quarante-sept mille officiers et simples soldats qui servirent au cours de la guerre hispano-américaine et pendant la période de démobilisation, cinq mille quatre cent soixante-deux sont morts sur différents théâtres d'opérations et dans les campements aux États-Unis. Seuls trois cent soixante-dix-neuf décès sont le fait des combats, les autres étant dus à la maladie ou à d'autre causes. »

Les mêmes chiffres sont étudiés par Walter Millis dans son livre *The Martial Spirit*. L'*Encyclopedia of American History* les présente sèchement et sans faire mention du « bœuf embaumé » (image utilisée par un général) vendu à l'armée par les abattoirs – de la viande conservée dans un mélange d'acide borique, de nitrate, de potassium et de colorants artificiels.

En mai 1898, Armour & Company, la plus grande entreprise d'abattage de Chicago, vendit à l'armée 500 000 livres de bœuf qui avaient été expédiées à Liverpool l'année précédente et en étaient revenues depuis. Deux mois plus tard, un inspecteur de l'armée, vérifiant la viande fournie par Armour, enregistrée et approuvée au préalable par un inspecteur du service vétérinaire de l'alimentation, trouva sept cent cinquante et une caisses contenant de la viande avariée. Dans les soixante premières caisses ouvertes, il découvrit quatorze conserves périmées, « dont le contenu putréfié s'était répandu partout ». Cette description provient du rapport de la Commission d'enquête sur le comportement du département à la Guerre pendant la guerre hispano-américaine, présenté au Sénat en 1900. Des milliers de soldats furent victimes d'intoxication alimentaire. Nous ne connaissons pas le nombre de ceux qui, parmi les quelque cinq mille morts de cette guerre, moururent de ces intoxications.

Les forces espagnoles furent battues après trois mois de ce que John Hay, le secrétaire d'État américain, qualifia de « jolie petite guerre ». Les autorités militaires américaines prétendirent que l'armée cubaine rebelle n'existait pas. Lorsque les Espagnols rendirent les armes, aucun Cubain ne fut autorisé à prendre part à la reddition ni à la signer. Le général William Shafter déclara qu'aucune force rebelle ne serait autorisée à pénétrer dans Santiago, la capitale, et annonça au chef des rebelles, le général Calixto Garcia, que les

anciennes autorités civiles espagnoles conserveraient les fonctions municipales à Santiago.

Les historiens américains ont généralement passé sous silence le rôle des insurgés cubains dans la conduite de la guerre. Philip Foner est le premier à avoir publié dans son livre la lettre de protestation du général Garcia adressée au général Shafter : « Vous n'avez pas daigné m'adresser un seul mot sur le déroulement des négociations de paix ou sur les termes de la capitulation espagnole. [...] Lorsque la question s'est posée de nommer les nouvelles autorités de Santiago de Cuba [...], je n'ai pu que constater avec le plus profond regret que ces autorités, loin d'être élues par le peuple cubain, sont celles-là mêmes qu'avait choisies la reine d'Espagne. [...] Général, une rumeur trop absurde pour qu'on y prête foi prétend que ces mesures et celles qui interdisent à mon armée de pénétrer dans Santiago sont motivées par la crainte de massacres et de représailles contre les Espagnols. Permettez-moi, Monsieur, de protester contre ne serait-ce que l'ombre d'une idée pareille. Nous ne sommes pas des sauvages, ignorant les lois de la guerre civilisée. Nous sommes une armée pauvre et résolue. Aussi pauvre et résolue que pouvait l'être celle de vos aïeux dans leur lutte pour l'indépendance. »

En même temps que l'armée américaine, le capital américain investissait Cuba : « Avant même que le drapeau espagnol eût cessé de flotter sur Cuba, les intérêts d'affaires s'arrangèrent pour y étendre leur influence. Les négociants, les agents fonciers, les spéculateurs boursiers, les aventuriers sans scrupule et les promoteurs avides de faire rapidement fortune s'abattirent sur Cuba par milliers. Sept trusts s'empoignèrent pour le contrôle des franchises sur la Havana Street Railway, qui furent finalement accordées à Percival Farquhar, représentant des intérêts de Wall Street. Ainsi, en même temps que l'occupation militaire de Cuba, [...] se mettait en place son occupation commerciale. »

La *Lumbermen's Review*, organe de l'industrie du bois, déclarait en pleine guerre : « Aussitôt que l'Espagne aura lâché les rênes du pouvoir à Cuba [...], le temps sera venu pour les intérêts de l'industrie du bois américaine de s'installer dans cette île afin d'en exploiter les produits forestiers. Cuba possède 4 millions d'hectares de forêts vierges riches en bois de bonne qualité [...] dont la quasi-totalité trouverait preneurs aux États-Unis, et à des prix élevés. »

Dès la guerre finie, les Américains s'emparèrent des chemins de fer, des mines et des exploitations sucrières. En quelques années, 30 millions de dollars de capital américain y furent investis et la United Fruit s'introduisit dans l'industrie sucrière cubaine. Elle

acheta 1 700 000 hectares de terre à 50 cents l'hectare. L'American Tobacco Company s'y mit elle aussi. Foner estime qu'à la fin de l'occupation américaine, en 1901, au moins 80 % des exportations des minerais cubains étaient dans des mains américaines et en particulier aux mains de la Bethlehem Steel.

Une série de grèves éclatèrent au cours de l'occupation militaire. En septembre 1899, un rassemblement de milliers de travailleurs à La Havane fut le premier épisode d'une grève générale en faveur de la journée de huit heures. Les grévistes déclaraient qu'ils avaient « décidé de promouvoir la lutte des forces du travail contre les capitalistes. [...] En effet, les travailleurs cubains n'accepteront pas plus longtemps de demeurer dans la plus totale soumission ». Le général américain William Ludlow ordonna au maire de La Havane d'arrêter onze des meneurs de la grève, et les troupes américaines occupèrent les gares et les ports. La police quadrilla la ville en dispersant les rassemblements. Mais l'activité économique avait déjà cessé dans toute la ville. Les travailleurs du tabac se mirent en grève ainsi que les imprimeurs et les boulangers. Des centaines de grévistes furent arrêtés et certains des meneurs emprisonnés furent contraints sous la menace d'appeler à cesser le mouvement.

Les États-Unis n'annexèrent pas Cuba mais avertirent la Convention constitutionnelle cubaine que l'armée américaine ne quitterait pas Cuba tant que l'amendement Platt, voté par le Congrès américain en février 1901, ne serait pas intégré à la nouvelle constitution. Cet amendement autorisait les États-Unis à « intervenir en faveur de la sauvegarde de l'indépendance cubaine et du maintien d'un gouvernement attaché à la protection de la vie, de la propriété et de la liberté individuelle ». Il offrait également aux États-Unis la possibilité d'installer des bases navales et des concessions minières en certains points spécifiques de l'île.

L'amendement Teller et la question de la liberté de Cuba avant et pendant la guerre avaient permis aux Américains – et aux Cubains – d'envisager une indépendance véritable. C'est pourquoi l'amendement Platt fut considéré par la presse ouvrière et radicale comme par certains groupes et journaux, à travers tout le pays, comme une trahison. Un important rassemblement organisé au Faneuil Hall de Boston par la Ligue américaine contre l'impérialisme dénonçait cet amendement. L'ex-gouverneur George Boutwel déclara : « Au mépris de nos engagements en faveur de la liberté et de l'indépendance de Cuba, nous imposons à cette île des conditions de servilité coloniale. »

À La Havane, une retraite au flambeau de quinze mille Cubains marcha sur la Convention constitutionnelle pour exiger qu'elle

rejette l'amendement Platt. Le général Leonard Wood, chef des forces d'occupation, affirma au président McKinley que « le peuple cubain se [lançait] assez facilement dans toutes sortes de défilés et de parades auxquels il ne [fallait] pas trop attacher d'importance ».

Un comité fut chargé de répondre aux demandes insistantes des États-Unis concernant l'amendement Platt. Le rapport de ce comité, intitulé « Penencia a la Convención », fut rédigé par un délégué noir de Santiago. Il déclarait : « De la part des États-Unis, se réserver le droit de déterminer à quel moment l'indépendance serait menacée et à quel moment ils doivent intervenir pour la préserver revient à posséder les clefs de notre maison afin de pouvoir y pénétrer n'importe quand et selon leur bon plaisir, de jour comme de nuit, dans de bonnes ou de mauvaises intentions. [...] Les seuls gouvernements viables seraient alors ceux qui auraient le soutien et la bénédiction des États-Unis, en conséquence de quoi nous ne pourrions avoir que de faibles et misérables gouvernements, [...] plus attachés à obtenir la bénédiction des États-Unis qu'à servir et à défendre les intérêts de Cuba. »

Ce rapport qualifiait la requête de concessions navales et minières de « mutilation de la patrie », et concluait en ces termes : « Un peuple occupé militairement se voit intimer l'ordre, avant même de pouvoir consulter son propre gouvernement et d'être libre sur sa propre terre, d'accorder aux forces d'occupation venues en amies et alliées des droits et des prérogatives qui annuleraient sa souveraineté même. C'est là la situation que nous impose la méthode récemment adoptée par les États-Unis. Rien ne saurait être plus odieux et inadmissible. »

Après ce rapport, la Convention cubaine rejeta à la grande majorité l'amendement Platt.

Cependant, trois mois de pressions américaines, d'occupation militaire et le refus de permettre aux Cubains de constituer leur propre gouvernement tant qu'ils n'accepteraient pas l'amendement finirent par porter leurs fruits. La Convention, après plusieurs refus, adopta finalement l'amendement Platt. Le général Leonard Wood écrivit à Theodore Roosevelt en 1901 qu'« avec l'amendement Platt il ne restait plus rien ou presque de l'indépendance cubaine ».

C'est ainsi que Cuba fut rattachée à la sphère d'influence américaine sans toutefois devenir une colonie affichée. La guerre hispano-américaine entraîna néanmoins quelques annexions territoriales de la part des États-Unis. Puerto Rico, pays voisin de Cuba dans la Caraïbe et qui appartenait aux Espagnols, fut envahi par les forces américaines. Hawaii, dans le Pacifique, qui avait déjà été investi par les missionnaires américains et par les propriétaires

de plantations d'ananas, qui avait été décrit par les milieux officiels américains comme « un fruit mûr prêt à être cueilli », fut annexé par décision du Congrès en juillet 1898. À peu près à la même époque, l'île de Wake, à 2300 miles à l'ouest de Hawaii, sur la route du Japon, fut occupée elle aussi. Et Guam, dans le Pacifique, possession espagnole aux portes des Philippines, fut prise également. En décembre 1898, le traité de paix signé avec l'Espagne confia officiellement aux États-Unis, contre une somme de 20 millions de dollars, Guam, Puerto Rico et les Philippines.

On discuta âprement aux États-Unis de l'opportunité de s'emparer également des Philippines. On raconte que le président McKinley aurait déclaré à un groupe de visiteurs à la Maison-Blanche comment il prit sa décision : « Avant que vous ne partiez, je voudrais juste vous dire un mot sur l'affaire des Philippines. [...] En vérité, je ne voulais pas des Philippines et, lorsqu'elles sont venues à nous comme un cadeau des dieux, je ne savais pas quoi en faire. [...] Je cherchai conseil de tous les côtés – chez les démocrates comme chez les républicains – mais cela ne m'aida pas beaucoup. Je pensai d'abord qu'il nous suffirait de prendre Manille et Lusón, et d'autres îles peut-être. J'arpentais les couloirs de la Maison-Blanche tous les soirs jusqu'à minuit, et je n'ai pas honte de vous confier, messieurs, que plus d'une nuit je me suis agenouillé et j'ai prié le Dieu tout-puissant de m'apporter lumière et soutien. C'est ainsi qu'une nuit la solution m'est apparue ; je ne sais pas comment, mais c'est venu.

1 – On ne pouvait pas rendre les Philippines aux Espagnols : c'eût été lâche et déshonorant.

2 – On ne pouvait pas les confier à la France ou à l'Allemagne qui sont nos concurrents en Orient : c'eût été commercialement une faute et nous nous serions discrédités.

3 – On ne pouvait les abandonner à leur propre sort (ils sont incapables de se gouverner eux-mêmes) : cela aurait été rapidement l'anarchie et la situation aurait été pire que sous l'autorité espagnole.

4 – Il ne nous restait donc plus qu'à les prendre et à éduquer les Philippins, à les élever, à les civiliser et à les christianiser. Bref, avec l'aide de Dieu, à faire au mieux pour eux, qui sont nos semblables, pour lesquels Christ est également mort. Alors je suis allé me coucher et j'ai dormi. D'un sommeil profond. »

Les Philippins, semble-t-il, n'avaient pas reçu le même message divin. En février 1899, ils se soulevèrent contre le pouvoir américain comme ils l'avaient fait plusieurs fois contre les Espagnols. Emilio Aguinaldo, un chef philippin qui avait été ramené de Chine par la marine américaine pour prendre la tête des soldats dans la

lutte contre l'Espagne, devint le leader des insurgés anti-Américains. Il proposa l'indépendance des Philippines dans le cadre d'un protectorat américain. Sa proposition fut refusée.

Les États-Unis mirent trois ans à venir à bout de cette révolte avec soixante-dix mille soldats – quatre fois plus qu'à Cuba – et des milliers de pertes au combat – bien plus qu'à Cuba. Ce fut une guerre très dure. Chez les Philippins, il y eut un nombre des morts également impressionnant, tant du fait des combats que des maladies.

Désormais, le goût de l'empire possédait aussi bien les politiciens que les milieux d'affaires à travers tout le pays. Le racisme, le paternalisme et les questions de profit se mêlaient aux discours sur la destinée et la civilisation. Le 9 janvier 1900, Albert Beveridge s'exprima devant le Sénat au nom des intérêts économiques et politiques dominants du pays : « Monsieur le président, la franchise est maintenant de mise. Les Philippines sont à nous pour toujours. [...] Et à quelques encablures des Philippines se trouvent les inépuisables marchés chinois. Nous ne nous retirerons pas de cette région. [...] Nous ne renoncerons pas à jouer notre rôle dans la mission civilisatrice à l'égard du monde que Dieu lui-même a confié à notre race. Le Pacifique est notre océan. [...] Vers où devons-nous nous tourner pour trouver des consommateurs à nos excédents ? La géographie répond à cette question. La Chine est notre client naturel. [...] Les Philippines nous fournissent une base aux portes de tout l'Orient. Nulle terre en Amérique ne surpasse en fertilité les plaines et les vallées de Lusón. Le riz, le café, le sucre, la noix de coco, le chanvre et le tabac... [...] Le bois des Philippines peut fournir le monde entier pour le siècle à venir. À Cebu, l'homme le mieux informé de l'île m'a dit que sur une soixantaine de kilomètres la chaîne montagneuse de Cebu était pratiquement une montagne de charbon. J'ai ici une pépite d'or trouvée telle quelle sur les rives d'une rivière des Philippines. Pour ma part, je suis sûr qu'il n'y a pas parmi les Philippins plus de cent personnes qui sachent ce que l'autonomie à l'anglo-saxonne signifie et il y a là-bas quelque cinq millions de gens à gouverner. Nous avons été accusés d'avoir mené aux Philippines une guerre cruelle. Messieurs les sénateurs, c'est tout le contraire. [...] Les sénateurs doivent se souvenir que nous n'avons pas affaire à des Américains ou à des Européens mais à des Orientaux. »

Selon McKinley, les combats contre les rebelles commencèrent après que les insurgés eurent attaqué les forces américaines. Pourtant, plus tard, des soldats américains affirmèrent que les États-Unis avaient tiré le premier coup de feu. Après la guerre, un officier de l'armée s'exprimant au Faneuil Hall de Boston déclara

que son colonel lui avait donné l'ordre de provoquer un conflit avec les insurgés.

En février 1899 se tint à Boston un banquet pour célébrer la ratification par le Sénat du traité de paix avec l'Espagne. Le président McKinley fut invité par le riche industriel du textile W. B. Plunkett à y prendre la parole. Il s'agissait du plus important banquet de l'histoire des États-Unis : deux mille invités, quatre cents serveurs. McKinley déclara que « nul dessein impérialiste ne couvait dans l'esprit des Américains ». Lors de ce même banquet, devant les mêmes invités, son ministre des Postes, Charles Emory Smith, affirma : « Tout ce que nous voulons c'est un marché pour nos excédents. »

William James adressa au *Transcript* de Boston un courrier dans lequel il faisait référence aux « propos hypocrites et gluants de McKinley lors du banquet de Boston » et déclarait que l'opération philippine « puait l'infernale habileté du grand magasin passé maître dans l'art d'assassiner silencieusement, et sans entraîner de vociférations publiques ou de crises nerveuses, les petits commerces du voisinage ».

James était membre d'un mouvement réunissant les hommes d'affaires, les politiciens et les intellectuels éminents qui avaient fondé la Ligue anti-impérialiste en 1898 et mené une longue campagne pour sensibiliser les Américains aux horreurs de la guerre des Philippines et aux méfaits de l'impérialisme. Il s'agissait d'un mouvement étrange (Andrew Carnegie en faisait partie), qui rassemblait des aristocrates ennemis du mouvement ouvrier et des intellectuels, unis dans une condamnation morale de ce que l'on faisait subir aux Philippins au nom de la liberté. Quelles que fussent leurs divergences sur d'autres questions, ils tombaient tous d'accord avec James lorsqu'il s'emportait : « Dieu maudisse les États-Unis pour leur misérable conduite aux Philippines. »

La Ligue anti-impérialiste publia des lettres de soldats faisant leur service aux Philippines. Un capitaine originaire du Kansas écrivait : « La ville de Caloocan était censée abriter dix-sept mille habitants. Le 20e du Kansas est passé par là et maintenant il n'y a plus âme qui vive à Caloocan. » Un simple soldat du même régiment affirma : « J'ai mis moi-même le feu à plus de cinquante maisons de Philippins après la victoire de Caloocan. Des femmes et des enfants ont été victimes de nos incendies. »

Un volontaire de l'État de Washington écrivit pour sa part que « notre esprit combatif était au plus haut et nous voulions tous tuer du "nègre". [...] On les a tirés comme des lapins ».

C'était une époque de racisme intense aux États-Unis. Entre 1889 et 1903, deux Noirs, en moyenne, étaient assassinés chaque semaine (pendus, brûlés vifs ou mutilés). Les Philippins avaient la peau sombre, présentaient des caractéristiques physiques spécifiques, parlaient un drôle de langage et semblaient étranges aux yeux des Américains. À la brutalité aveugle habituelle de la guerre venait donc s'ajouter le facteur de l'hostilité raciale.

En novembre 1901, le correspondant du *Ledger* de Philadelphie à Manille rapportait : « La guerre actuelle n'est pas une guerre d'opérette menée en gants blancs. Nos hommes ont été impitoyables. Ils ont tué pour exterminer hommes, femmes, enfants, prisonniers et otages, rebelles avérés et individus suspects de plus de dix ans. L'idée qui a prévalu est qu'un Philippin en tant que tel n'a pas plus de valeur qu'un chien. [...] Nos soldats ont fait ingurgiter de l'eau salée à des individus pour les faire parler. Ils ont également fait prisonniers des individus qui se rendaient pacifiquement, les mains en l'air, et une heure plus tard, sans un atome de preuve qu'il s'agissait bien là d'insurgés, les ont emmenés sur un pont et les ont abattus les uns après les autres. Pour finir, ils les ont jetés dans la rivière, les laissant aller au fil du courant afin qu'ils servent d'exemple à ceux qui découvriraient leurs corps criblés de plomb. »

Un général américain en poste dans le sud de Lusón déclarait, de retour aux États-Unis au début de 1901 : « Un sixième des indigènes de Lusón ont été tués ou sont morts de la fièvre au cours de ces dernières années. Les décès par exécution ont été très nombreux mais je pense que toutes ces morts ont été nécessaires à la poursuite de nos objectifs de guerre. Il était nécessaire d'adopter ce que dans d'autres pays on aurait pu qualifier de mesures cruelles. »

Le secrétaire à la Guerre, Elihu Root, dut se défendre contre des accusations de barbarie : « La guerre aux Philippines a été menée par les armées américaines selon les règles les plus scrupuleuses de la guerre civilisée, [...] en faisant preuve de pondération et d'une humanité jamais égalée. »

À Manille, un *marine* du nom de Littletown Waller, chef d'escadron, fut accusé d'avoir exécuté sur l'île de Samar onze Philippins sans défense ni procès. D'autres officiers des *marines* évoquaient son témoignage : « Le major a déclaré que le général Smith lui avait ordonné de tuer et d'incendier en lui disant que plus il tuerait et brûlerait, plus il en aurait de plaisir ; que ce n'était plus le moment de faire des prisonniers et qu'il devait faire de Samar un désert. Le major Waller a demandé au général Smith de préciser la limite

d'âge pour les exécutions et celui-ci lui répondit : "Tout ce qui dépasse dix ans." »

Le responsable de la province de Batangas estimait que, sur une population de trois cent mille habitants, cent mille étaient morts au combat, de maladie ou de famine.

Mark Twain écrivit au sujet de cette guerre : « Nous avons pacifié des milliers d'insulaires et les avons enterrés. Nous avons détruit leurs champs, incendié leurs villages et expulsé leurs veuves et leurs enfants. Nous avons mécontenté quelques douzaines de patriotes désagréables en les exilant ; soumis la dizaine de millions qui restait par une bienveillante assimilation (pieux euphémisme pour parler des fusils). Nous avons acquis des parts dans les trois cents concubines et autres esclaves de notre partenaire en affaire, le sultan de Sulu, et finalement hissé notre drapeau protecteur sur ce butin. Et ainsi, par la providence de Dieu – l'expression est du gouvernement et non de moi –, nous sommes une puissance mondiale. »

La puissance de feu des Américains était très largement supérieure à tout ce que les rebelles philippins pouvaient lui opposer. Dès la toute première bataille, l'amiral Dewey remonta la rivière Passig et tira des obus de 500 dans les tranchées philippines. Les morts philippins étaient empilés à une telle hauteur que les Américains s'en servaient comme de parapets de tranchées. Un témoin anglais s'indigna : « Ce n'est pas une guerre, c'est une boucherie criminelle. » Il se trompait, il s'agissait bien d'une guerre.

Les rebelles, confrontés à cette effroyable violence, parvinrent à résister durant toutes ces années car ils bénéficiaient du soutien de la population. Le général Arthur MacArthur, responsable de la conduite de la guerre aux Philippines, déclarait qu'il pensait « que les troupes d'Aguinaldo ne représentaient qu'une fraction de la population. Je ne voulais pas imaginer que l'ensemble de la population de Lusón – c'est-à-dire la population indigène – était contre nous ». Mais il reconnaissait aussi qu'il « avait été obligé malgré lui de l'admettre », car la tactique de guérilla de l'armée philippine « reposait sur une presque parfaite unité d'action de la population indigène dans son ensemble ».

Malgré les preuves de plus en plus criantes des brutalités commises et le travail de la Ligue anti-impérialiste, quelques syndicats ouvriers soutenaient l'action armée aux Philippines. Le syndicat des Typographes déclarait apprécier l'idée d'annexer un nombre accru de territoires où l'installation d'écoles anglophones profiterait au secteur de l'imprimerie. La revue des ouvriers du verre espérait que les nouveaux territoires se fourniraient en verre. Les Confréries

des chemins de fer jugeaient que l'expédition des produits américains dans les nouveaux territoires signifierait plus de travail pour les compagnies ferroviaires. Certains syndicats reprenaient même le discours des milieux d'affaires : l'ouverture d'un marché aux excédents de la production américaine permettrait d'éviter une autre crise économique.

D'un autre côté, le *Leather Workers' Journal* (organe des ouvriers du cuir) affirmait que l'augmentation des salaires résoudrait tout aussi bien le problème des excédents de production en accroissant le pouvoir d'achat des consommateurs américains. Le *Carpenters' Journal* (celui des charpentiers) doutait que « les travailleurs anglais tirent le moindre avantage de toutes les possessions coloniales britanniques ». Le *National Labour Tribune*, publication des ouvriers du fer, de l'acier et de l'étain, admettait que les Philippines possédaient d'importantes ressources en minerai tout en ajoutant qu'on pouvait « en dire autant [des États-Unis]. Mais si quelqu'un vous demande si vous possédez une mine de charbon, une plantation de canne à sucre ou une compagnie de chemin de fer, répondez non. [...] Toutes ces choses sont aux mains de trusts contrôlés par une petite poignée d'hommes ».

Lorsqu'on discuta au Congrès du traité d'annexion des Philippines, au début de 1899, les Central Labor Unions de Boston et de New York s'y opposèrent. Un grand rassemblement fut organisé à New York contre l'annexion. La Ligue anti-impérialiste fit circuler plus d'un million de publications en tout genre contre l'annexion des Philippines. Selon Foner, si la Ligue était, de fait, dominée et organisée par et autour de quelques intellectuels et hommes d'affaires, une très large fraction de ses quelque cinq cent mille membres étaient issus du milieu ouvrier, femmes et Noirs compris. Les comités locaux de la Ligue tinrent des réunions partout à travers le pays. La campagne contre le traité d'annexion fut très importante. Le Sénat ne le ratifia qu'à une voix près.

Les réactions mitigées de la classe ouvrière face à la guerre – séduite par les avantages économiques qu'elle promettait mais néanmoins choquée par la violence et l'expansion capitaliste – garantissaient qu'elle ne s'unirait pas pour faire cesser la guerre ni pour conduire une guerre de classe contre le système sur le sol même des États-Unis. Les réactions des soldats noirs vis-à-vis de la guerre étaient également très diverses : il y avait la simple nécessité de progresser dans une société où la vie militaire offrait des opportunités d'avancement habituellement refusées aux Noirs. Il y avait la fierté de race, le désir de montrer que les soldats noirs pouvaient être aussi braves, aussi patriotes que les autres. Mais, en même

temps, il y avait une conscience vive de la brutalité de cette guerre menée contre des hommes de couleur et qui rappelait les violences commises contre le peuple noir aux États-Unis.

Dans son *Smoked Yankees and the Struggle for Empire*, Willard Gatewood publie et analyse cent quatorze lettres adressées à des journaux noirs et écrites par des soldats noirs entre 1898 et 1902. Ces lettres témoignent de tous ces sentiments mêlés. Les soldats noirs basés à Tampa (Floride) subirent la haine raciale exacerbée des Blancs de cette localité. En outre, après s'être distingués dans la guerre de Cuba, les soldats noirs n'en tirèrent aucun avantage. Les officiers blancs continuaient de commander des régiments noirs.

Les soldats noirs de Lakeland (Floride) agressèrent un commerçant qui avait refusé de servir l'un d'entre eux. Lors de la confrontation qui s'ensuivit avec une foule de Blancs, ils tuèrent un civil. À Tampa, une émeute raciale éclata lorsque des soldats blancs totalement ivres décidèrent de prouver leur talent de tireurs en prenant un enfant noir pour cible. Les soldats noirs se vengèrent. Par la suite, les rues de la ville « se couvrirent du sang noir », selon les commentaires de la presse. Vingt-sept soldats noirs et trois blancs furent gravement blessés. L'aumônier d'un régiment noir cantonné à Tampa écrivit à la *Gazette* de Cleveland : « L'Amérique est-elle meilleure que l'Espagne ? N'y a-t-il pas quotidiennement parmi ses propres sujets des hommes qui sont assassinés sans jugement d'aucune sorte ? N'existe-t-il pas dans le cadre de ses propres frontières des sujets dont les enfants sont mal nourris et quasi nus parce que leur père a la peau noire ? [...] Et pourtant le Noir est loyal envers le drapeau de son pays. »

Ce même aumônier, George Piroleau, rappelle que les vétérans noirs de la guerre de Cuba furent « accueillis avec mépris et sans générosité » à Kansas City (Missouri). Il affirme que « ces petits gars noirs, héros de la nation, n'étaient pas autorisés à se tenir aux comptoirs des restaurants et à manger des sandwichs ou à boire du café alors que les soldats blancs étaient les bienvenus et qu'on les invitait même à s'asseoir en leur offrant le dîner ».

Néanmoins, ce fut sans aucun doute la guerre des Philippines qui conduisit de nombreux Noirs américains à prendre activement position contre la guerre. L'évêque de l'African Methodist Episcopal Church, Henry M. Turner, qualifiait la campagne des Philippines de « guerre de conquête inique » et qualifiait les Philippins de « patriotes noirs ».

Quatre régiments noirs étaient sur le terrain aux Philippines. La plupart des soldats noirs nouèrent des liens avec les indigènes à la peau noire des îles et n'acceptaient pas le terme de « nègres » utilisés par les soldats blancs pour qualifier les Philippins. Selon Gatewood,

un « nombre inhabituellement grand » de soldats noirs désertèrent pendant la campagne des Philippines. Les rebelles philippins adressaient souvent des messages à ceux qu'ils appelaient « les soldats américains de couleur » pour leur rappeler les lynchages dont ils étaient eux-mêmes victimes chez eux et leur demander de ne pas servir l'impérialisme des Blancs contre les autres peuples de couleur.

Certains déserteurs se joignirent aux rebelles philippins. Le plus fameux d'entre eux fut David Fagan, du 24e régiment d'infanterie. Selon Gatewood, « il accepta un commandement dans l'armée rebelle et fit pendant deux ans de nombreux dégâts dans les rangs des forces américaines ».

Des Philippines, William Simms écrivait : « J'ai été frappé par une question qu'un petit Philippin m'a posée et qui disait à peu près ceci : "Pourquoi les Américains noirs viennent-ils nous combattre alors que nous sommes plutôt leurs amis et que nous ne leur avons rien fait ? Il est comme moi et moi je suis comme vous. Pourquoi est-ce que vous ne vous battez pas contre ces gens en Amérique qui brûlent les Noirs et qui vous traitent comme des bêtes ?" »

Dans une lettre de 1899, un autre soldat déclarait : « Nos sympathies raciales iraient naturellement vers les Philippins. Ils combattent dignement pour ce qu'ils considèrent comme leur intérêt. Mais il nous est viscéralement impossible de tourner le dos à notre propre pays. »

Patrick Mason, sergent dans le 24e d'infanterie, écrivit à la *Gazette* de Cleveland, qui rejetait fermement l'annexion des Philippines, la lettre suivante : « Cher monsieur. Je n'ai pas eu à combattre depuis que je suis ici et j'espère bien ne pas avoir à le faire. Je suis désolé pour ces gens et pour tout ce que les États-Unis leur ont fait. Je ne pense pas que nous agirons avec justice envers eux. La première chose que nous entendons le matin est le mot "nègre" et la dernière chose que nous entendons le soir est le mot "nègre". Votre opinion est parfaitement juste mais étant soldat je ne puis en dire plus. »

Un autre soldat noir, William Fulbright, écrivait également de Manille en juin 1901 au rédacteur en chef d'un journal d'Indianapolis : « Ce combat dans ces îles n'est rien d'autre qu'un gigantesque projet de vol et d'oppression. »

De retour chez eux, alors que la guerre se poursuivait, un groupe de Noirs originaires du Massachusetts adressa un message au président McKinley : « Nous, les hommes de couleur du Massachusetts, réunis en assemblée [...], avons résolu de nous adresser à vous dans une lettre ouverte en dépit de votre incroyable et incompréhensible silence sur les torts qui nous sont faits. Vous avez vu nos souffrances, assisté de votre haute position à nos souffrances et à

nos déboires, et malgré cela vous n'avez ni le temps ni, semble-t-il, l'opportunité de vous exprimer sur notre condition. D'un même élan et dans une anxiété qui déchire nos cœurs d'un mélange d'espoir et de crainte, le peuple de couleur des États-Unis se tourne vers vous alors que Wilmington, en Caroline du Nord, est en proie depuis deux terribles jours et deux terribles nuits à une sanglante révolution. Des Noirs, innocents de tout crime si ce n'est la couleur de leur peau et leur volonté d'exercer leurs droits de citoyens américains, ont été égorgés comme des chiens dans les rues de cette ville maudite. Il s'est passé la même chose lors des terribles événements qui se sont déroulés à Phoenix, en Caroline du Sud, lorsque des hommes noirs ont été chassés et assassinés, et certains Blancs [les radicaux de Phoenix] tués ou expulsés de la ville par une horde de sauvages blancs. [...] Nous avons attendu en vain un geste ou un mot de votre part. De même, lorsque vous avez fait votre tournée dans le Sud un peu plus tard, nous avons pu constater combien vous flattiez les préjugés raciaux du Sud. [...] Et comme vous prêchiez la patience, le travail et la modération à vos concitoyens noirs qui endurent tant et depuis tant d'années, et le patriotisme, le chauvinisme et l'impérialisme aux Blancs. »

Prêcher la « patience, le travail et la modération » aux Noirs et le « patriotisme » aux Blancs n'eut pas vraiment d'effet. Dans les premières années du XX[e] siècle, malgré toutes les démonstrations de force de l'État, un grand nombre de Noirs, de Blancs, d'hommes et de femmes se montrèrent fort impatients, peu modérés et encore moins patriotes.

Chapitre XIII
Le défi socialiste

La guerre et le chauvinisme pouvaient différer la colère de classe inspirée par les dures réalités de la vie quotidienne mais ne pouvaient pas la faire disparaître complètement. À l'orée du XXe siècle, cette colère éclata de nouveau. Emma Goldman – militante anarchiste et féministe dont la conscience politique avait été forgée, entre autres, par le travail en usine, les exécutions du Haymarket, les grèves de Homestead, le long emprisonnement de son amant et camarade, Alexander Berkman, la crise des années 1890, les luttes et les grèves de New York, enfin sa propre incarcération sur l'île de Blackwell – s'adressa à la foule au cours d'un rassemblement organisé quelques années après la guerre hispano-américaine : « Comme nos cœurs se soulevaient d'indignation devant ces cruels Espagnols ! [...] Mais lorsque la fumée fut dissipée, que les morts eurent été enterrés et qu'il revint au peuple de supporter le coût de cette guerre par la hausse des prix des produits de première nécessité et des loyers – c'est-à-dire quand nous sommes sortis de notre ivresse patriotique –, il nous est soudainement apparu que la cause de la guerre hispano-américaine était le prix du sucre. [...] Et que les vies, le sang et l'argent du peuple américain avaient servi à protéger les intérêts des capitalistes américains. »

Mark Twain n'était ni un anarchiste ni un radical. En 1900, à l'âge de soixante-cinq ans, il était mondialement reconnu comme l'auteur de récits sarcastiques typiquement américains. Observateur du comportement des États-Unis et des autres pays occidentaux à l'égard du reste du monde, il écrivit dans le *Herald* de New York : « Je vous présente la majestueuse matrone nommée Chrétienté, qui nous revient débraillée, ternie et déshonorée de ses actes de

piraterie à Kiao-tcheou, en Mandchourie, en Afrique du Sud et aux Philippines, avec sa petite âme mesquine, ses pots-de-vin et sa pieuse hypocrisie. »

Certains écrivains de ce début du XXe siècle prônaient le socialisme ou critiquaient sévèrement le système capitaliste. Il ne s'agissait pas d'obscurs pamphlétaires mais de quelques-unes des plus fameuses figures de la littérature américaine, dont les livres étaient appréciés par des millions de lecteurs : Upton Sinclair, Jack London, Theodore Dreiser, Frank Norris.

En 1906, le roman d'Upton Sinclair *La Jungle*, qui décrivait les conditions de travail dans les abattoirs de Chicago, provoqua la réaction indignée de tout le pays et entraîna un mouvement en faveur d'une réglementation de l'industrie alimentaire. À travers l'histoire d'un travailleur immigré nommé Jurgis Rudkus, Sinclair évoquait également le socialisme et la possibilité d'une vie meilleure qui nécessitait que le peuple puisse travailler, posséder et partager les richesses de la terre. D'abord publié dans le journal socialiste *Appeal to Reason*, *La Jungle* fut plus tard traduit en dix-sept langues et lu par des millions de lecteurs.

Le livre de Jack London *Le Peuple d'en bas* témoigne de l'influence de la pensée d'Upton Sinclair. London était membre du parti socialiste. Fils d'une mère célibataire, originaire d'un des quartiers pauvres de San Francisco, il fut tour à tour crieur de journaux, ouvrier dans une conserverie, pêcheur, marin, ouvrier dans une manufacture de jute et dans une blanchisserie, passager clandestin sur les trains qui menaient vers la côte Est, matraqué par un policier dans les rues de New York et arrêté pour vagabondage à Niagara Falls. Après avoir vu des hommes battus et torturés dans les prisons, pillé les parcs à huîtres de la baie de San Francisco, lu Flaubert, Tolstoï, Melville et le *Manifeste du parti communiste*, prêché le socialisme chez les chercheurs d'or de l'Alaska durant l'hiver 1896 et navigué dans le détroit de Béring, il était devenu un auteur de livres d'aventures, célèbre dans le monde entier. En 1906, il écrivit *Le Talon de fer*, dans lequel il mettait en garde contre les dangers d'une Amérique fasciste et exposait son idéal de fraternité socialiste unissant tous les hommes. À travers les personnages de ce roman, London accusait le cœur même du système : « Confronté au fait que l'homme moderne vit plus misérablement que l'homme des cavernes alors que sa capacité de production est mille fois plus grande, on est obligé de conclure que la classe capitaliste a mal gouverné. [...] Égoïstement et criminellement mal gouverné. »

Puis il nous fait part de sa vision : « Gardons-nous de détruire ces merveilleuses machines qui produisent mieux et moins cher.

Maîtrisons-les. Tirons profit de leur efficacité et de leur rentabilité. Faisons-les fonctionner nous-mêmes. Cela, messieurs, c'est le socialisme. »

C'était également une période au cours de laquelle un écrivain comme Henry James, exilé volontaire en Europe et peu enclin aux déclarations politiques, pouvait, au cours d'une tournée de conférences organisée aux États-Unis en 1904, qualifier ce pays de « gigantesque paradis de la rapine, envahi par toutes les variétés de plantes vénéneuses qu'engendre la passion de l'argent ».

Les *muckrakers*[1] qui remuaient la boue et dénonçaient les scandales contribuaient également à cette atmosphère critique en racontant simplement ce qu'ils voyaient. Ironiquement, c'est par pure recherche de profits que certains magazines de la nouvelle presse à grand tirage publiaient leurs articles : en témoignent par exemple les révélations d'Ida Tarbell sur la Standard Oil Company ou celles de Lincoln Steffens sur la corruption dans les plus grandes villes américaines.

Vers 1900, ni le patriotisme guerrier ni l'absorption des énergies dans le système électoral ne pouvaient dissimuler les dysfonctionnements du système. Le processus de concentration des entreprises s'était poursuivi et le contrôle exercé par les banquiers devenait de plus en plus évident. À mesure que la technologie progressait et que les entreprises devenaient plus importantes, elles exigeaient de plus en plus de ces capitaux que seuls les banquiers détenaient. Dès 1904, plus d'un millier de lignes de chemin de fer avaient été regroupées en six grands réseaux, tous liés à la sphère Rockefeller ou Morgan. Selon Cochran et Miller : « Le véritable empereur de la nouvelle oligarchie était la firme J. P. Morgan, efficacement soutenue dans cette entreprise par la First National Bank of New York (dirigée par George F. Baker) et par la National City Bank of New York (présidée par James Stillman, représentant les intérêts de Rockefeller). À eux seuls, ces trois hommes et leurs associés financiers occupaient trois cent quarante et un postes de direction dans cent douze grandes entreprises. En 1912, l'ensemble des revenus de ces entreprises s'élevaient à 22,25 milliards de dollars, somme supérieure à la valeur totale estimée des propriétés dans les vingt-deux États et territoires situés à l'ouest du Mississippi. »

Morgan avait toujours recherché la stabilité, la régularité et la prévisibilité. En 1901, l'un de ses associés déclarait : « Avec un

1. Ou « fouille-merde », surnom donné par Theodore Roosevelt à ceux (écrivains, journalistes, ecclésiastiques ou autres) qui travaillaient à révéler les scandales et les abus de la société américaine.

homme tel que monsieur Morgan à la tête d'une grande industrie et s'opposant aux vieux antagonismes d'intérêts qui s'y donnent cours, la production deviendrait plus régulière, la main-d'œuvre serait plus stable et mieux payée et les mouvements de panique causés par la surproduction seraient de l'histoire ancienne. »

Pourtant, même Morgan et ses associés ne contrôlaient pas complètement un tel système. En 1907 se produisit un mouvement de panique suivi d'un effondrement boursier et d'une crise économique. Si les très grandes entreprises ne furent pas alors directement touchées, leurs profits ultérieurs ne furent pas aussi importants que le souhaitaient les capitalistes. Parallèlement, l'industrie ne se développant pas aussi rapidement qu'ils le souhaitaient, les industriels cherchèrent des moyens de réduire les coûts de production.

Le taylorisme en fut un. Frederick W. Taylor était ingénieur dans une entreprise sidérurgique pour laquelle il avait analysé en détail le moindre poste de travail et élaboré, afin d'augmenter la production et les profits, un système très précis fondé sur la division du travail, l'accroissement de la mécanisation et le salaire au rendement. En 1911, il publia un livre sur « l'organisation scientifique » qui influença fortement le monde de l'entreprise. Désormais, l'organisation était en mesure de contrôler le moindre aspect de l'activité et du temps de l'ouvrier dans l'usine. Selon Harry Braverman (*Labor and Monopoly Capital*), le taylorisme visait à rendre les travailleurs interchangeables, capables d'effectuer les tâches simplifiées que la nouvelle division du travail exigeait – tels des éléments standardisés, dépourvus d'individualité et d'humanité, achetés et vendus comme de quelconques marchandises.

Ce système convenait parfaitement à la toute jeune industrie automobile. Ford avait vendu dix mille six cent sept automobiles en 1909 ; il en vendit cent soixante-huit mille en 1913 et deux cent quarante-huit mille en 1914 (45 % de la production nationale). Bénéfices : 30 millions de dollars.

Avec une main-d'œuvre composée en grande majorité d'immigrés (en 1907, onze mille six cent quatre-vingt-quatorze des quatorze mille trois cent cinquante-neuf ouvriers des usines Carnegie du comté d'Allegheny étaient originaires d'Europe de l'Est), avec ses emplois simplifiés et non qualifiés, le taylorisme fut plus facile à mettre en œuvre.

À New York, les immigrants récents travaillaient dans des ateliers clandestins. Le poète Edwin Markham écrivait dans le magazine *Cosmopolitan* en janvier 1907 : « Dans des pièces non aérées, les parents cousent jour et nuit. Ceux qui travaillent chez eux gagnent moins que dans les ateliers clandestins. [...] Et les enfants

doivent oublier leurs jeux pour aller trimer auprès de leurs parents. [...] Tout au long de l'année vous pouvez voir, à New York et dans d'autres grandes villes, des enfants entrer et sortir de ces endroits pitoyables. On peut croiser quasiment à toute heure dans l'East Side new-yorkais ces garçons blafards et ces filles chétives, le visage inexpressif, le dos courbé sous le poids des vêtements empilés sur leurs têtes et leurs épaules, tous leurs muscles tendus par l'effort. [...] Seule une civilisation cruelle peut permettre que ces petits cœurs et ces petites épaules ploient sous des responsabilités qui ne sont pas de leur âge quand, dans la même ville, un sale cabot couvert de bijoux est dorloté et exhibé sur les beaux boulevards dans les bras de sa maîtresse. »

La ville se transforma en champ de bataille. Le 10 août 1905, la *Tribune* de New York racontait comment une grève à la boulangerie Federman, dans le Lower East Side de New York, avait tourné à la bagarre quand Federman avait fait appel à des briseurs de grève pour maintenir la production : « Les grévistes ou leurs partisans ont détruit la boulangerie de Philip Federman au 183, Orchard Street, en début de soirée, dans une ambiance des plus agitées. Les policiers se sont mis à matraquer dans tous les sens après que deux d'entre eux eurent été sévèrement malmenés par la foule. »

Il y avait à cette époque quelque cinq cents ateliers de confection à New York. Plus tard, témoignant des conditions de travail, une femme se rappelait les « escaliers dangereusement branlants. [...] Peu de fenêtres, et si sales. [...] Les planchers lessivés une fois par an. [...] Et presque pas d'autre lumière que celle des brûleurs à gaz allumés jour et nuit. [...] Les toilettes crasseuses et malodorantes dans le couloir sombre. Pas d'eau potable. [...] Des souris et des cafards. Durant les mois d'hiver [...], on souffrait terriblement du froid. Et l'été, c'était la chaleur. [...] C'était dans ces trous malsains que nous, les plus jeunes, au même titre que les adultes hommes et femmes, trimions de soixante-dix à quatre-vingts heures par semaine ! Samedis et dimanches compris ! Le samedi après-midi, ils accrochaient un écriteau qui disait : "Si vous ne venez pas dimanche, pas la peine de venir lundi." Pour les enfants, fini le rêve d'avoir un jour de loisir. Alors on pleurait parce que, après tout, on n'était que des enfants ».

À l'hiver 1909, les ouvrières de la Triangle Shirtwaist Company s'organisèrent et décrétèrent la grève. Malgré le froid, elles formèrent rapidemen un piquet de grève. Elles réalisèrent bientôt qu'elles ne pourraient pas gagner si les autres ateliers continuaient à travailler. Un grand rassemblement fut donc organisé pour demander le soutien des autres travailleurs de la confection. Clara

Lemlich, une adolescente aux remarquables talents d'oratrice, qui portait encore les traces des coups reçus pendant le piquet de grève, se leva pour déclarer : « Je propose une résolution appelant à la grève générale immédiate. » L'enthousiasme était à son comble et la grève fut votée.

Pauline Newman, l'une des grévistes, se remémorait des années plus tard le début de la grève générale : « Des milliers et des milliers de gens quittaient les usines de partout et convergeaient vers Union Square. C'était en novembre, le froid de l'hiver n'était pas loin. Nous n'avions pas de manteaux de fourrure pour nous tenir chaud mais nous avions cette énergie qui nous faisait marcher jusqu'à ce que nous trouvions un lieu. [...] Je pouvais voir les jeunes gens, pour la plupart des femmes, descendant les rues sans se soucier de ce qui arriverait. [...] La faim, le froid, la solitude, [...] elles s'en moquaient pas mal ce jour-là. C'était *leur* jour. »

Le syndicat prévoyait que trois mille personnes se joindraient à la grève : elles furent plus de vingt mille à cesser le travail. Chaque jour, un millier de nouveaux membres rejoignaient l'International Ladies Garment Workers Union, qui jusque-là ne réunissait que quelques femmes. Les femmes de couleur furent très actives pendant cette grève qui se poursuivit tout l'hiver malgré la répression policière, les « jaunes », les arrestations et les emprisonnements. Dans plus de trois cents ateliers, les grévistes obtinrent ce qu'elles voulaient. Les femmes occupaient désormais des postes de responsabilité dans les syndicats. Toujours selon Pauline Newman : « On essayait d'apprendre par nous-mêmes. J'invitais souvent les filles à venir chez moi et on se lisait de la poésie en anglais à tour de rôle pour améliorer notre compréhension de la langue. *Song of the Shirt* de Thomas Hood était l'une de nos poésies préférées avec *Mask of Anarchy* de Percy Bysshe Shelley : *Dressez-vous comme les lions après le repos en une foule invincible. Secouez vos chaînes comme la rosée tombée sur vous pendant votre sommeil. Vous êtes une multitude et ils sont si peu !* »

Les conditions de travail dans les usines ne changèrent pas beaucoup. Dans l'après-midi du 25 mars 1911, un incendie éclata à la Triangle Shirtwaist Company, dévastant les huitième, neuvième et dixième étages de l'usine, hors d'atteinte des échelles d'incendie. Le chef des pompiers de New York avait déjà prévenu que les échelles ne pouvaient pas monter au-delà de sept étages. Pourtant, la moitié des cinq cent mille travailleurs new-yorkais passaient leurs journées – douze heures en moyenne – au-dessus du septième étage. En outre, la législation stipulait que les portes des usines devaient s'ouvrir vers l'extérieur – à la Triangle Shirtwaist

Company, elles s'ouvraient vers l'intérieur – et qu'elles ne devaient pas être fermées pendant les heures de travail – à la Triangle Shirtwaist Company, elles étaient en général fermées pour faciliter la surveillance des employés. Ainsi prises au piège, les jeunes filles furent brûlées vives à leurs postes de travail, s'écrasèrent contre la porte de secours fermée ou bien se jetèrent désespérément dans les cages d'ascenseur. Le *World* de New York rendit ainsi compte de l'événement : « En hurlant, les hommes, les femmes ainsi que les jeunes garçons et les jeunes filles s'agglutinaient sur le rebord des fenêtres d'où ils se jetaient volontairement pour venir s'écraser bien plus bas dans la rue. Les vêtements de ceux qui sautaient étaient en flammes et la chevelure de certaines des femmes s'enflammait également pendant leur chute. Des bruits sourds se succédaient sur les trottoirs. Au pied des façades donnant aussi bien sur Greene Street que sur Washington Place, les morts et les mourants s'entassaient. [...] De l'autre côté de la rue, des témoins ont pu assister de leurs fenêtres à de nombreuses manifestations pathétiques de solidarité à l'approche de la mort – certaines femmes se tenaient embrassées en sautant dans le vide. »

Quand tout cessa, cent quarante-six salariés de la Triangle Company, des femmes pour la plupart, avaient trouvé la mort dans l'incendie ou en se jetant par les fenêtres. Quelque cent mille personnes suivirent le cortège funèbre le long de Broadway.

Il y eut bien d'autres incendies, bien d'autres victimes d'accidents ou de maladies du travail. En 1904, vingt-sept mille travailleurs trouvèrent la mort sur leur lieu de travail, dans les secteurs industriel, du transport et de l'agriculture. Une année, il y eut cinquante mille accidents du travail dans les seules usines de New York. Les manufacturiers de chapeaux souffraient de maladies respiratoires ; les ouvriers carriers inhalaient des émanations chimiques mortelles ; les lithographes s'empoisonnaient à l'arsenic. On trouve dans le rapport de la Commission d'enquête sur les usines de l'État de New York de 1912 le portrait suivant : « Sadie est une jeune fille intelligente, propre et soignée, qui travaille dans les ateliers de broderie depuis qu'elle a obtenu sa carte de travail. [...] Son travail l'amenait à utiliser une poudre blanche (du talc ou de la chaux le plus souvent) destinée à être brossée sur des modèles perforés avant d'être transférée sur le vêtement. Mais avec la chaux ou le talc, le dessin s'effaçait assez rapidement. C'est pourquoi son dernier employeur s'était mis à utiliser de la poudre de plomb blanche mêlée de colophane, qui rendait l'opération moins coûteuse puisque la poudre ne pouvait pas disparaître, évitant ainsi une seconde impression. [...] Aucune des filles n'était au courant de la

substitution de poudre ni du danger de son usage. [...] Sadie, qui était auparavant une forte fille, saine, dotée d'un bon appétit et d'un teint resplendissant, se mit à ne plus pouvoir manger. [...] Ses mains et ses pieds enflèrent ; elle perdit l'usage d'une de ses mains ; ses dents et ses gencives devinrent bleues. Quand elle dut finalement cesser de travailler après avoir été soignée pendant de longs mois pour des maux d'estomac, son médecin lui conseilla de se rendre à l'hôpital où un examen révéla finalement qu'elle était atteinte de saturnisme. »

Selon un rapport de la Commission sur les relations sociales, les accidents du travail avaient fait, en 1914, trente-cinq mille morts et sept cent mille blessés. La même année, le revenu global de quarante-quatre familles gagnant un million de dollars ou plus égalait celui de cent mille familles ne gagnant que 500 dollars par an. Le rapport présente un échange de propos entre le commissaire Harris Weinstock, de la Commission sur les relations sociales, et John Osgood, directeur d'une compagnie d'extraction de charbon du Colorado contrôlée par les Rockefeller :

> WEINSTOCK – Si un travailleur perd la vie, les personnes qui étaient à sa charge reçoivent-elles une quelconque compensation ?
>
> OSGOOD – Pas nécessairement. Certaines fois oui et d'autres non.
>
> WEINSTOCK – S'il reste infirme à vie, perçoit-il un quelconque dédommagement ?
>
> OSGOOD – Non, monsieur, il n'y en a pas.
>
> WEINSTOCK – Donc, tout le fardeau retombe sur leurs épaules ?
>
> OSGOOD – En effet, monsieur.
>
> WEINSTOCK – L'entreprise ne fait rien ?
>
> OSGOOD – Non, l'entreprise ne fait rien.

Le syndicalisme progressait. Peu après le début du siècle, les syndicats comptaient environ deux millions de membres (un travailleur sur quatorze), dont 80 % pour l'American Federation of Labor. L'AFL était un syndicat relativement fermé, presque uniquement composé d'hommes, Blancs et ouvriers qualifiés. Bien que le nombre des femmes au travail continuât de croître – il était passé de quatre millions en 1890 à huit millions en 1910, représentant un cinquième de la main-d'œuvre totale –, seule une femme sur cent était syndiquée.

En 1910, les revenus des travailleurs noirs correspondaient au tiers de ceux des Blancs. Malgré les beaux discours du président de l'AFL, Samuel Gompers, en faveur de l'égalité des chances, les Noirs restaient exclus de la plupart des syndicats qui composaient l'AFL. Gompers prétendait qu'il ne voulait pas intervenir dans les « affaires

internes » du Sud : « Je considère le problème racial comme une question que vous, citoyens du Sud, devez régler vous-mêmes sans que les touche-à-tout de l'extérieur ne viennent s'en mêler. »

De temps en temps, dans les luttes concrètes, la base des syndicats rejetait cette ségrégation. Foner reprend le récit que Mary McDowell fit de la formation d'un syndicat féminin à Chicago : « Ce fut un moment incroyable lorsque ce soir-là une jeune Irlandaise vint à la porte pour déclarer : "Une sœur de couleur demande à être admise, qu'est-ce que je dois faire ?" La réponse fut donnée par une autre jeune Irlandaise qui faisait office de présidente : "C'est oui, bien entendu, et que tout le monde l'accueille chaleureusement !" »

En 1907, à La Nouvelle-Orléans, les docks connurent une grève générale qui mobilisa près de dix mille personnes (débardeurs, transporteurs et manutentionnaires), Blancs et Noirs confondus, pendant une vingtaine de jours. Le président des débardeurs noirs, E. S. Swan, déclarait à cette occasion : « Les Blancs et les Noirs n'ont jamais été aussi unis pour un objectif commun. En trente-neuf ans d'expérience sur les docks, je n'ai jamais vu une telle solidarité. Dans toutes les grèves précédentes, on avait joué les Noirs contre les Blancs, mais c'est désormais de l'histoire ancienne et les deux races se tiennent maintenant côte à côte dans la défense de leurs intérêts communs. »

Il s'agissait pourtant de cas exceptionnels. En général, les Noirs étaient tenus à l'écart des syndicats. W. E. B. Du Bois écrivait en 1913 : « Le résultat évident de tout cela a été de convaincre le Noir américain que son plus grand ennemi n'est pas le patron qui le volait mais son collègue blanc. »

À l'AFL, le racisme était affaire de pragmatisme, au même titre que l'exclusion des femmes et des étrangers, dépourvus pour la plupart de qualification. L'AFL, composée principalement de travailleurs qualifiés, défendait la philosophie du « syndicalisme de métier » (le responsable de chaque syndicat de l'AFL était d'ailleurs appelé « agent de métier »), qui prétendait opposer au monopole de la production qu'instauraient les employeurs un monopole des travailleurs géré par le syndicat. C'est ainsi que l'AFL parvenait à améliorer les conditions de certains travailleurs tout en laissant de côté la majorité d'entre eux.

Les dirigeants de l'AFL touchaient d'importants salaires, frayaient avec les employeurs et se hissaient même parfois dans la haute société. À l'été 1910, une dépêche de presse en provenance d'Atlantic City (New Jersey), station balnéaire à la mode, nous informe que, « lors d'un match de base-ball organisé sur la plage

et réunissant en tenue de bain le président Sam Gompers, le secrétaire Franck Morisson et d'autres dirigeants de l'AFL, John Mitchell, ex-président du syndicat des Mineurs, a perdu une bague en diamant d'une valeur de 1 000 dollars offerte par ses admirateurs après le règlement de la grande grève des mines de charbon de Pennsylvanie. Le capitaine George Berke, un surveillant de plage chevronné, retrouva la bague, à la suite de quoi Mitchell, ayant extrait de sa poche un rouleau de billets de cent dollars, en offrit un au capitaine en guise de remerciement ».

Les dirigeants généreusement rémunérés de l'AFL se mettaient à l'abri des critiques en exerçant un contrôle total sur l'organisation des rassemblements et en s'entourant de « malfrats », d'abord engagés pour combattre les briseurs de grève mais qui servirent ensuite à intimider et à corriger les opposants internes au syndicat.

Face à cette situation – terribles conditions de travail et caractère exclusif des organisations syndicales –, les travailleurs qui, jugeant que le système capitaliste était à l'origine même de la misère, souhaitaient un changement radical se tournèrent vers un type nouveau de syndicalisme. Un matin du mois de juin 1905 se tint, dans un local de Chicago, une convention réunissant deux cents socialistes, anarchistes et syndicalistes radicaux venus de tout le pays. Ils fondèrent l'Industrial Workers of the World (IWW). Dans son autobiographie, Big Bill Haywood, l'un des responsables de la Western Federation of Miners, se souvient qu'il ramassa un morceau de bois qui traînait sur l'estrade et qu'il s'en servit de maillet pour ouvrir la convention : « Camarades travailleurs. [...] Nous ouvrons le Congrès continental de la classe ouvrière. Nous sommes ici pour rassembler les travailleurs de ce pays au sein d'un mouvement dont l'objectif sera de libérer la classe ouvrière de l'esclavage capitaliste. [...] Le but et l'objet de cette organisation doit être de rendre à la classe ouvrière le contrôle du pouvoir économique, des moyens de son existence et de l'appareil de production et de redistribution sans se soucier des patrons capitalistes. »

Parmi les orateurs présents à la tribune aux côtés de Haywood se tenaient Eugene Debs, dirigeant du parti socialiste, et Mother Mary Jones, soixante-quinze ans, militante active au sein de la United Mine Workers of America. La convention mit sur pied une constitution dont le préambule affirmait : « La classe ouvrière et la classe patronale n'ont rien en commun. Il ne peut y avoir de paix tant que la faim et la nécessité frappent des millions de travailleurs et que la poignée d'individus qui forment la classe patronale profitent de toutes les bonnes choses de la vie. [...] Entre ces deux classes, le combat doit se poursuivre jusqu'à ce que ceux qui triment

se réunissent tous, aussi bien dans le domaine politique que dans celui du travail, pour s'approprier et conserver le fruit de leur travail par le biais d'une organisation économique de la classe ouvrière indépendante de tout parti politique quel qu'il soit. »

L'une des brochures publiées par l'IWW donne les raisons de sa rupture avec le syndicalisme corporatiste incarné par l'AFL : « Pour la seule industrie de l'emballage, le directoire des syndicats de Chicago faisait état, en 1903, de cinquante-six syndicats répartis dans quatorze syndicats professionnels nationaux différents de l'AFL. Exemple lamentable d'une armée de travailleurs victime de la division, face à la solide alliance des employeurs. »

L'IWW (dont les membres étaient appelés Wobblies, pour d'obscures raisons) souhaitait rassembler tous les travailleurs d'une même branche en « un seul grand syndicat », sans discrimination de sexe, de race ou de qualification. Les Wobblies fondaient leur rejet des accords passés avec les employeurs sur le fait qu'ils empêchaient trop souvent les ouvriers de faire la grève à titre personnel ou par solidarité avec d'autres grévistes, transformant ainsi les travailleurs syndiqués en briseurs de grève. L'IWW reprochait à la négociation d'accords par les responsables syndicaux de se substituer à la lutte permanente des travailleurs de la base.

Les Wobblies prônaient l'« action directe » : « C'est l'action menée directement sur le lieu de travail par et pour les travailleurs eux-mêmes, sans l'intermédiaire fallacieux des irresponsables syndicaux ou des politiciens intrigants. Une grève décidée, contrôlée et menée par les travailleurs directement concernés, c'est cela l'action directe. [...] L'action directe, c'est la démocratie ouvrière. »

Dans une autre brochure de l'IWW, un militant déclarait : « Dois-je vous expliquer ce qu'est l'action directe ? Le travailleur sur son poste de travail devra dire au patron quand et où il travaillera, combien de temps, pour quel salaire et dans quelles conditions. »

Les adhérents de l'IWW étaient des militants courageux. Contrairement à l'image véhiculée par la presse, ils ne pronaient pas la violence mais l'autodéfense en cas d'agression. En 1909, à McKees Rocks (Pennsylvanie), ils prirent la tête de six mille ouvriers en grève contre une succursale de la US Steel Company et affrontèrent à cette occasion la police de l'État. Ils jurèrent d'abattre un policier pour tout ouvrier tué (lors d'une bataille rangée, quatre ouvriers et trois policiers trouvèrent la mort) et parvinrent à maintenir les piquets de grève jusqu'à ce que les grévistes l'emportent.

L'IWW ne se contentait pas des grèves : « Les grèves sont de simples incidents dans la guerre de classe. Ce sont des démonstrations de force, des manœuvres périodiques au cours desquelles les

travailleurs s'entraînent pour une action concertée. Cet entraînement est absolument nécessaire pour préparer les masses à la "catastrophe" finale, la grève générale qui permettra l'expropriation définitive des employeurs. »

L'anarcho-syndicalisme progressait fortement en Espagne, en Italie et en France à cette époque. Les travailleurs étaient censés prendre le pouvoir, non en se saisissant de l'appareil étatique par la révolte armée, mais en mettant en panne le système économique au moyen de la grève générale et en s'en emparant ensuite au plus grand bénéfice de tous. Joseph Ettor, un responsable de l'IWW, affirmait que « si les travailleurs du monde entier [voulaient] l'emporter, il leur [suffisait] de prendre conscience de leur solidarité, de croiser les bras pour que le monde soit paralysé. Les travailleurs sont plus puissants avec leurs mains dans les poches que tout l'argent des capitalistes. »

C'était une idée extrêmement puissante. Au moment même où la croissance capitaliste devenait fantastique et les bénéfices énormes, et au cours des dix années captivantes qui suivirent sa création, l'IWW représenta une menace pour la classe capitaliste. Officiellement, l'IWW ne compta jamais plus de cinq ou dix mille membres en même temps. Les gens allaient et venaient, mais on peut néanmoins estimer à cent mille environ le nombre total des membres de l'IWW. Leur énergie, leur persévérance, leur force de conviction, leur capacité à mobiliser des milliers de personnes en un lieu et à un moment précis leur conféraient un poids dans le pays sans rapport avec leur effectif réel. Ils voyageaient partout et nombre d'entre eux étaient des travailleurs itinérants ou sans emploi. Ils militaient, écrivaient, discouraient, chantaient et pour finir propageaient leur idéal et leur message.

Ils furent la cible de toutes les armes dont le système pouvait disposer : la presse, les tribunaux, la police, l'armée, la violence de rue. Les autorités locales votèrent des lois pour les empêcher de s'exprimer mais les Wobblies défièrent ces lois. À Missoula (Montana), un pays de scieries et de mines, des centaines de membres de l'IWW arrivèrent dans des wagons de marchandises après que certains d'entre eux eurent été empêchés de s'exprimer. On les arrêta les uns après les autres, tant et si bien qu'ils finirent par encombrer cellules et tribunaux, contraignant la ville à abroger son arrêté interdisant la prise de parole en public.

À Spokane (Washington), en 1909, un arrêté fut voté qui interdisait les rassemblements sur la voie publique. En conséquence, un membre de l'IWW qui tenta néanmoins de s'exprimer fut arrêté. Des milliers de Wooblies convergèrent vers le centre-ville. Ils prirent

la parole l'un après l'autre et furent arrêtés. Bientôt, six cents d'entre eux se retrouvèrent derrière les barreaux. Les conditions de détention étaient terribles et plusieurs personnes moururent dans leurs cellules, mais l'IWW retrouva sa liberté d'expression.

En 1911, la lutte pour la liberté d'expression se transporta à Freno (Californie). Le *Call* de San Francisco écrivit que c'était « une de ces étranges situations qui éclatent soudainement et sont difficiles à comprendre. Quelques milliers de gens, dont l'activité est de travailler avec leurs mains, se mettent en route et voyagent en fraude, affrontant les pires difficultés et risquant mille dangers pour venir se faire mettre en prison ».

En prison, ils chantaient, criaient et haranguaient à travers les barreaux de leurs cellules des groupes rassemblés à l'extérieur. Selon Joyce Kornbluh, qui a publié une remarquable collection de documents de l'IWW, *Rebel Voices*, « ils discutaient à tour de rôle de la lutte des classes et entonnaient des chants de l'IWW. Lorsqu'ils refusaient de se taire, le geôlier appelait les pompiers et ordonnait qu'on les arrosât avec les lances à incendie. Les hommes utilisaient leurs matelas comme boucliers et le calme ne revenait que lorsque l'eau glacée atteignait les genoux des prisonniers ».

Lorsque les autorités de la ville apprirent que des milliers d'autres militants prévoyaient de s'y rendre, elles levèrent l'interdiction de s'exprimer dans les rues et relâchèrent les prisonniers par petits groupes.

La même année, à Aberdeen (Washington), même scénario : décret contre la liberté d'expression, arrestations, prison et, contre toute attente, victoire. L'un des hommes arrêtés, « Stumpy » Payne (Payne le Courtaud), charpentier, ouvrier agricole et rédacteur en chef d'un journal de l'IWW, écrivit au sujet de ces événements : « Ils étaient là, dix-huit gars dans la force de l'âge, dont la plupart avaient parcouru aussi vite qu'ils l'avaient pu de longues distances sous la neige en traversant des villes hostiles, sans argent et affamés, pour rejoindre un endroit où l'emprisonnement était le plus doux traitement auquel ils pouvaient s'attendre. Un endroit où de nombreux autres avaient déjà été traînés dans la boue et quasiment battus à mort. [...] Pourtant, ils étaient là, riant comme des enfants devant ces événements tragiques qu'ils considéraient comme de simples blagues. Qu'est-ce qui motivait ces hommes ? [...] Pourquoi étaient-ils là ? Le besoin de fraternité chez l'être humain est-il plus fort que la peur ou l'inconfort, et ce malgré l'énergie dépensée depuis six mille ans par les maîtres du monde pour extirper cette soif de fraternité qui habite l'esprit humain ? »

À San Diego, on demanda à Jack White – un Wobbly arrêté en 1912 au cours d'une rixe pour défendre la liberté d'expression et condamné à passer six mois dans la prison du comté au pain et à l'eau – s'il avait quelque chose à déclarer au tribunal. Un sténographe enregistra sa réponse : « Dans son réquisitoire adressé au jury, l'avocat général m'a accusé d'être monté à la tribune lors d'un rassemblement public pour y déclarer : "Au diable les tribunaux, nous savons bien ce que vaut la justice." En mentant, il a pourtant dit une grande vérité, car s'il avait cherché au plus profond de mon âme, il aurait découvert cette pensée, que je n'avais jamais exprimée jusqu'à maintenant, mais que j'exprime aujourd'hui : "Au diable les tribunaux, je sais bien ce que vaut la justice", maintenant que, assis dans ce tribunal, j'ai pu voir jour après jour défiler mes camarades de classe devant cette soi-disant cour de justice. Je vous ai vu, juge Sloane, vous et d'autres de votre espèce, les envoyer en prison parce qu'ils osaient s'en prendre au sacro-saint principe de la propriété. Vous êtes devenus aveugles et sourds aux droits des hommes à la vie et à la recherche du bonheur et vous avez bafoué ces droits afin de préserver le sacro-saint principe de propriété. Après cela, vous me dites de respecter la loi. Pas question. En effet, j'ai violé la loi comme je continuerai à violer chacune de vos lois et à me présenter devant vous en déclarant "Au diable les tribunaux." L'avocat général a menti mais je prends ce mensonge pour une vérité et je continuerai de dire, afin que vous, juge Sloane, vous ne vous trompiez pas sur mon attitude : "Au diable les tribunaux, je sais bien ce que vaut la justice." »

Bien sûr, il y eut aussi des coups, des plumes et du goudron, des défaites. John Stone, un membre de l'IWW, se souvient que, après avoir été relâchés de la prison de San Diego, lui et un autre camarade furent contraints de monter dans une voiture : « On nous a conduits en dehors de la ville et au bout de trente kilomètres la voiture s'est arrêtée. L'homme assis à l'arrière me donna des coups de matraque sur la tête et sur les épaules. L'autre m'envoya un coup de poing sur la figure. Après, l'homme de derrière s'est mis à me donner des coups de pied dans le ventre mais j'ai réussi à m'enfuir. J'ai entendu une balle siffler à mes oreilles. Je me suis arrêté. [...] Au matin, en examinant le corps de Joe Marko, j'ai vu que son crâne était à moitié défoncé. »

En 1916, à Everett (Washington), deux cents volontaires armés réunis par le shérif tirèrent sur des Wobblies, faisant cinq morts et trente et un blessés. Deux miliciens furent également tués et dix-neuf blessés. L'année suivante – alors que les États-Unis entraient dans la Première Guerre mondiale –, des volontaires du Montana

capturèrent un des responsables de l'IWW, Franck Little, et le pendirent à un chevalet de chemin de fer après l'avoir torturé.

Joe Hill, un autre responsable de l'IWW, écrivit des douzaines de chansons – à la fois ironiques, drôles et inspirées – qui parurent dans les revues de l'IWW et dans son *Little Red Song Book*. Il devint une véritable légende. Sa chanson *Le Prédicateur et l'esclave* s'en prenait à une des cibles favorites de l'IWW : l'Église.

Des prêcheurs chevelus viennent tous les soirs
Pour vous expliquer où est le bien, où est le mal
Mais quand on leur demande què'qu' chose à manger
Ils vous répondent avec leurs voix douces :

Tu mangeras autant comme autant
Quand tu seras dans le Ciel glorieux
Travaille et prie, dors sur la paille
T'auras d'la tourte au Ciel quand tu seras mort.

Une autre de ses chansons, *Rebel Girl*, lui fut inspirée par la grève des ouvrières des manufactures de textiles à Lawrence (Massachusetts) et en particulier par la responsable wobbly de la grève, Elizabeth Gurley Flynn :

Il y a des femmes de toutes conditions
Dans ce monde étrange, comme chacun sait,
Certaines habitent de magnifiques propriétés
Et portent les plus beaux vêtements.
Il existe aussi des reines et princesses véritables
Dont les charmes sont faits de diamants et de perles
Mais la demoiselle unique et parfaite
C'est la rebelle.

En novembre 1915, à Salt Lake City (Utah), Joe Hill fut accusé d'avoir assassiné un épicier au cours d'un cambriolage. Aucune preuve évidente de sa culpabilité ne fut apportée au cours du procès, mais on présenta assez de pièces à conviction pour persuader un jury de le déclarer coupable. Le verdict fit le tour du monde et dix mille lettres de protestation furent adressées au gouverneur. Tandis que des mitrailleuses protégeaient l'entrée de la prison, Joe Hill passa finalement devant le peloton d'exécution. Juste avant de mourir, il avait écrit à Bill Haywood : « Ne perdez pas de temps à me pleurer. Continuez la lutte. »

En 1912, l'IWW s'impliqua dans une série d'événements spectaculaires à Lawrence (Massachusetts), où l'American Woolen Company possédait quatre usines. La main-d'œuvre y était essentiellement composée d'immigrants – Portugais, Québécois, Anglais, Irlandais, Russes, Italiens, Syriens, Lituaniens, Allemands, Polonais et Belges – qui vivaient entassées dans des baraquements en bois à la merci des incendies. Le salaire moyen était de 8,76 dollars la semaine. Selon une doctoresse de Lawrence, Elizabeth Shapleigh, « un nombre considérable de garçons et de filles meurent dans les deux à trois ans qui suivent leur embauche. [...] 36 % des hommes et des femmes qui travaillent dans les usines n'atteignent pas l'âge de vingt-cinq ans ».

Au mois de janvier, en plein hiver, les ouvrières d'une des usines – des Polonaises – constatèrent que leurs salaires, déjà insuffisants pour leur permettre de nourrir leur famille, avaient été réduits. Elles arrêtèrent les métiers à tisser et quittèrent l'usine. Le lendemain, dans une usine voisine, cinq mille autres travailleurs cessèrent également le travail, marchèrent sur une autre usine, en défoncèrent les portes, arrêtèrent les métiers à tisser et appelèrent tout le monde à quitter les postes de travail. Bientôt, dix mille travailleurs étaient en grève.

Un télégramme fut adressé à Joseph Ettor, Italien de vingt-six ans et membre de la direction de l'IWW de New York, pour lui demander de se rendre à Lawrence afin d'aider à y organiser la grève. C'est ce qu'il fit. Un comité de cinquante personnes représentant toutes les nationalités présentes fut mis sur pied pour prendre les principales décisions. Sur place, les Wobblies étaient moins d'un millier, mais les ouvriers non qualifiés négligés par l'AFL se tournèrent vers l'IWW.

L'IWW organisa des défilés et des rassemblements. Les grévistes devaient prodiguer de quoi manger et se chauffer à quelque cinquante mille personnes (la population globale de Lawrence était de quatre-vingt-trois mille habitants). On organisa des distributions de soupe. L'argent se mit à affluer de tous les coins du pays, envoyé par des syndicats, des sections locales de l'IWW, des groupes socialistes et même quelques particuliers.

Le maire fit appel à la milice locale et le gouverneur dépêcha la garde nationale. Un défilé de grévistes fut attaqué par la police quelques semaines après le début de la grève. Une émeute éclata, qui dura toute la journée. Le soir, une gréviste nommée Anna LoPizzo fut tuée. Des témoins affirmaient que l'assassin était un policier mais les autorités décidèrent d'arrêter Joseph Ettor et un autre militant envoyé sur place par l'IWW, un poète nommé Arturo Giovanitti. Ni l'un ni l'autre n'étaient présents sur le lieu

du drame ce soir-là mais l'acte d'accusation stipulait que « Joseph Ettor et Arturo Giovanitti [avaient] incité, armé et conseillé (ou ordonné) à ladite personne, dont le nom ne nous est pas connu, de commettre ledit crime ».

Quand Ettor, président du comité de grève, fut emprisonné, on fit appel à Big Bill Haywood pour le remplacer. D'autres personnalités de l'IWW, dont Elizabeth Gurley Flynn, se rendirent à Lawrence. Vingt-deux compagnies de la garde nationale et deux régiments de cavalerie étaient désormais cantonnés dans la ville. La loi martiale fut décrétée et on interdit aux citoyens de discuter sur la voie publique. Trente-six grévistes furent arrêtés et nombre d'entre eux condamnés à un an d'emprisonnement. Le mardi 30 janvier, John Ramy, un jeune gréviste d'origine syrienne, reçut un coup de baïonnette fatal. Pourtant, les grévistes refusaient toujours de reprendre le travail et les usines étaient paralysées. Ettor déclara : « On ne fabrique pas des vêtements avec des baïonnettes. »

En février, les grévistes se mirent à organiser de gigantesques piquets de grève. Sept à dix mille individus faisaient la chaîne et défilaient devant les usines en portant des brassards où l'on pouvait lire : « Refusez d'être un briseur de grève. » Mais la nourriture se faisait de plus en plus rare et les enfants mourraient de faim. Le *Call* de New York (un journal socialiste) proposa, comme cela s'était déjà pratiqué en Europe mais jamais aux États-Unis, que les enfants des grévistes fussent envoyés dans d'autres villes chez des sympathisants qui veilleraient sur eux jusqu'à la fin de la grève. Trois jours après, le *Call* avait reçu quatre cents offres d'accueil. L'IWW et le parti socialiste organisèrent l'exode des enfants en recueillant les candidatures des familles d'accueil et en proposant un examen médical.

Le 10 février, plus d'une centaine d'enfants entre quatre et quatorze ans quittaient Lawrence pour New York, où ils furent accueillis à Grand Central Station par cinq mille socialistes italiens chantant *La Marseillaise* et *L'Internationale*. La semaine suivante, cent autres enfants rejoignaient New York et trente-cinq Barre (Vermont). Dans ces conditions, il devint vite évident que les grévistes pourraient tenir encore longtemps. C'est pourquoi les autorités de Lawrence, prenant prétexte d'une loi sur la maltraitance des enfants, décrétèrent que ces derniers ne seraient plus autorisés à quitter la ville.

En dépit de cette décision municipale, un groupe de quarante enfants se prépara à rejoindre Philadelphie le 24 février. La gare était bouclée par la police et la scène qui suivit fut racontée aux membres du Congrès par une déléguée du comité des femmes de

Philadelphie : « À l'heure du départ, les enfants alignés deux par deux et accompagnés de leurs parents étaient prêts à se mettre en route quand la police se rua sur nous et nous matraqua. Les coups pleuvaient de partout, sans épargner les enfants, qui risquaient d'être piétinés vivants. Les mères et les enfants furent alors regroupés et hissés dans un camion de l'armée où, paralysés par la peur, ils furent à nouveau matraqués malgré leurs supplications. »

Une semaine plus tard, alors qu'elles revenaient d'une réunion, des femmes furent cernées et matraquées par la police. L'une d'elles, enceinte, dut être transportée à l'hôpital, où elle perdit son enfant.

Pourtant, les grévistes tinrent bon. « Ils continuent de défiler et de chanter, écrivait la journaliste Mary Heaton Vorse. La foule grise et fatiguée qui se déversait sans fin dans les usines s'est réveillée et se met à chanter. »

L'American Woolen Company finit par jeter l'éponge. Elle accorda de 5 à 11 % d'augmentation (les grévistes insistèrent pour que les plus fortes augmentations profitent aux salaires les plus bas), 25 cents pour les heures supplémentaires, et s'engagea à ne prendre aucune mesure de rétorsion contre les grévistes. Le 4 mars 1912, dix mille grévistes se réunirent sous la présidence de Bill Haywood et votèrent la fin de la grève.

Ettor et Giovanitti passèrent devant le tribunal. Une campagne de soutien fut organisée à travers tout le pays. On défila à New York et à Boston. Le 30 septembre, quinze mille ouvriers de Lawrence firent la grève pendant vingt-quatre heures en signe de soutien aux deux hommes. À cette occasion, deux mille grévistes parmi les plus militants furent licenciés puis réintégrés après que l'IWW eut menacé de déclencher une autre grève. Le jury innocenta Ettor et Giovanitti. Ce jour-là, dix mille personnes célébrèrent l'événement dans les rues de Lawrence.

L'IWW prenait son slogan, « Un seul grand syndicat », très au sérieux. Les femmes, les étrangers et les travailleurs noirs, c'est-à-dire les travailleurs les moins qualifiés, étaient intégrés lorsqu'un syndicat IWW se créait dans une mine ou une usine. Lorsque la confrérie des Travailleurs du bois fut créée en Louisiane et qu'elle invita Bill Haywood à prendre la parole (en 1912, peu après la victoire des grévistes à Lawrence), celui-ci fut surpris de constater l'absence de Noirs dans l'assemblée. On lui répondit que la loi de l'État de Louisiane interdisait la mixité raciale dans les réunions. Haywood s'adressa alors en ces termes à la convention : « Vous travaillez ensemble dans les usines. Parfois un Noir et un Blanc se mettent ensemble pour abattre un même arbre. Aujourd'hui, vous vous êtes constitués en convention pour discuter des conditions

dans lesquelles vous travaillez. [...] Pourquoi ne pas admettre cette réalité et inviter les Noirs à cette convention ? Si cela va à l'encontre de la loi, c'est justement le moment de la briser. »

C'est ainsi que les Noirs furent conviés à participer à la convention et que la confrérie décida de s'affilier à l'IWW.

En 1900, on comptait cinq cent mille femmes occupant des postes d'employées de bureau (elles n'étaient que dix-neuf mille en 1870). D'autres étaient standardistes, vendeuses, infirmières et cinq cent mille autres encore étaient institutrices. Ces dernières fondèrent une ligue des Institutrices qui lutta contre le licenciement systématique des femmes enceintes. Une sorte de « Loi des institutrices » était alors affichée dans le bureau de la direction d'une école du Massachusetts :

1 – Ne pas se marier.
2 – Ne jamais quitter la ville sans la permission de la direction de l'école.
3 – Ne pas accepter la compagnie des hommes.
4 – Être à son domicile entre 20 heures et 6 heures.
5 – Ne pas traîner en ville chez les glaciers.
6 – Ne pas fumer.
7 – Ne pas aller en voiture avec un homme, excepté frère et père.
8 – Ne pas porter de couleurs vives.
9 – Ne pas se teindre les cheveux.
10 – Ne jamais porter de robe qui s'arrête à plus de deux doigts au-dessus des chevilles.

Mother Mary Jones, qui travailla brièvement en 1910 (à près de quatre-vingts ans) dans une brasserie de Milwaukee, décrivit en ces termes les conditions de travail des femmes : « Condamnées à trimer dans les baquets comme des esclaves avec les bas et les vêtements trempés, et surveillées par des contremaîtres brutaux et mal embouchés, [...] les pauvres filles respirent l'odeur nauséabonde de la bière aigre et soulèvent des caisses de bouteilles vides ou pleines qui pèsent entre cinquante et soixante-dix kilos. [...] Parmi les maladies les plus fréquentes, on compte les rhumatismes, suivis de près par la phtisie. [...] Les contremaîtres contrôlent même le temps que les filles passent aux toilettes. [...] Elles sont nombreuses à ne pas avoir de famille ou de parents et elles doivent se nourrir, se vêtir et se loger avec 3 dollars seulement par semaine. »

Les blanchisseuses se syndiquèrent également. En 1909, on trouvait dans le manuel de la ligue industrielle des syndicats féminins ce commentaire à propos du travail des blanchisseuses : « Comment

repasser une chemise en une minute ? N'oubliez pas de vous tenir près d'une calandre située juste au-dessus de l'étuve dont la vapeur brûlante traverse le sol pendant dix, douze, quatorze et parfois même dix-sept heures par jour. Lorsque les sols sont en ciment, il semble que l'on se tienne sur des charbons ardents et les ouvrières transpirent à grosses gouttes. [...] Elles respirent une atmosphère chargée de particules de soude, d'ammoniac et autres produits chimiques ! Le syndicat des Blanchisseurs [...] a réussi dans une certaine ville à faire passer la journée de travail à neuf heures et a obtenu une augmentation des salaires de 50 %. »

Si les luttes permettaient parfois d'améliorer la situation, les ressources du pays restaient aux mains d'entreprises influentes dont le seul mobile était le profit et dont la volonté s'imposait aux gouvernements américains. Pourtant, une idée faisait son chemin, toujours plus limpide et plus puissante ; une idée qu'on ne trouvait pas seulement dans les ouvrages de Marx, mais également chez certains artistes et écrivains de toutes les époques : l'idée selon laquelle les gens pourraient partager tous les ressources de la terre afin d'améliorer la vie de tous et pas seulement de quelques-uns.

Au tournant du siècle, les conflits sociaux se multiplièrent – quatre mille grèves en 1904 pour mille par an en moyenne dans les années 1890. La loi et les forces armées volaient systématiquement au secours des riches. C'est également à cette époque que des centaines de milliers d'Américains se mirent à penser au socialisme.

En 1904, trois ans après la formation du parti socialiste, Eugene Debs écrivait : « Le syndicalisme "pur et simple" du passé ne répond plus aux exigences du présent. [...] La volonté de chaque profession de rester indépendante et séparée des autres aboutit à un enchevêtrement juridictionnel accru, générateur de dissensions, de querelles et, pour finir, de divorces. Les travailleurs syndiqués devraient comprendre [...] que le mouvement ouvrier signifie plus – infiniment plus – qu'une misérable augmentation des salaires et la grève nécessaire à sa conservation. Même s'il s'engage à faire tout ce qui est possible pour améliorer les conditions de travail de ses membres, l'objectif essentiel du mouvement est de renverser le système capitaliste fondé sur la propriété privée de l'outil de travail, d'abolir l'esclavage salarial et de libérer la classe ouvrière tout entière et même, en fait, toute l'humanité. »

Le talent de Debs ne résidait pas tant dans sa capacité d'analyse que dans l'expression éloquente et passionnée des sentiments des gens. L'écrivain Heywood Broun cita un jour l'un de ses amis socialistes parlant de Debs : « Ce vieux type au regard fiévreux croit dur comme fer qu'il peut exister quelque chose comme une fraternité

humaine. Et le plus étrange dans tout ça, c'est que tant que ce type est dans le coin, j'y crois aussi. »

Eugene Debs était devenu socialiste en prison pendant la grève Pullman. Depuis, il était le porte-parole d'un parti dont il avait été cinq fois le candidat à la présidence des États-Unis. À une époque, le parti avait eu jusqu'à cent mille membres et mille deux cents élus dans trois cent quarante municipalités. Son principal organe de presse, l'*Appeal to Reason*, dans lequel Debs écrivait régulièrement, comptait quelque cinq cent mille abonnés. De nombreux autres journaux socialistes existaient à travers le pays, ce qui permet d'estimer à environ un million le nombre des lecteurs de la presse socialiste.

Le socialisme s'était extrait des petits cercles d'immigrants habitant les grandes villes – des socialistes juifs ou allemands ne parlant que leur propre langue – pour devenir un socialisme à l'américaine. À l'échelle des États, la formation socialiste la plus importante était celle de l'Oklahoma, qui comptait en 1914 douze mille adhérents effectifs (plus que dans l'État de New York) et une centaine d'élus locaux, dont six à la législature de l'État. Il y avait cinquante-cinq hebdomadaires socialistes en Oklahoma, au Texas, en Louisiane, en Arkansas, et on y organisait des campements d'été qui attiraient des milliers de personnes.

Dans *Grass-Roots Socialism*, James Green décrit ces radicaux du Sud-Ouest américain comme autant de « pionniers endettés, de fermiers itinérants, de mineurs et de cheminots, de bûcherons durs à cuire venus des forêts de pins, de prédicateurs et d'instituteurs installés sur les prairies brûlées par le soleil, d'artisans et d'athées. [...] Ce peuple anonyme à l'origine du mouvement socialiste local le plus important de toute l'histoire des États-Unis. [...] Le mouvement socialiste [...] s'était laborieusement édifié grâce au concours d'anciens Populistes, de mineurs activistes et de cheminots placés sur liste noire. Tout ce monde était assisté par un groupe d'agitateurs et d'éducateurs professionnels et inspiré par les visites occasionnelles de figures nationales comme Eugene V. Debs et Mother Jones. [...] Ce noyau de militants s'étendit et finit par intégrer les contestataires locaux [...] et par former un groupe plus large de militants qui sillonnaient la région en vendant des journaux, en constituant des groupes de lecture, en fondant des sections locales et en faisant des discours à tous les carrefours ».

On retrouvait dans ce mouvement la même ferveur quasi religieuse que dans l'éloquence de Debs. En 1906, après que Bill Haywood et deux autres responsables de la fédération des Mineurs de l'Ouest eurent été emprisonnés dans l'Idaho sous l'inculpation

apparemment mensongère d'homicide, Debs écrivit un article vengeur dans l'*Appeal To Reason* : « Un meurtre a été conçu et est sur le point d'être exécuté au nom – et sous le masque – de la loi. [...] C'est un complot parfait ; une conspiration maléfique, un scandale diabolique. [...] S'ils tentent d'assassiner Moyer, Haywood et leurs frères, un million de révolutionnaires au moins viendront les chercher les armes à la main. [...] Les tribunaux capitalistes n'ont jamais rien fait et ne feront jamais rien en faveur de la classe ouvrière. [...] Une convention révolutionnaire extraordinaire du prolétariat [...] sera organisée et, si des mesures extrêmes apparaissent nécessaires, une grève générale pourrait être décrétée qui paralyserait l'industrie en prélude à l'insurrection générale. Si les ploutocrates veulent commencer le travail, nous le finirons. »

Theodore Roosevelt fit parvenir un double de ce texte à son ministre de la Justice, W. H. Moody, accompagné d'une note : « Peut-on poursuivre en justice ce Debs ainsi que le propriétaire du journal ? »

À mesure que les socialistes prenaient de l'importance lors des élections (Debs obtint neuf cent mille voix en 1912, doublant son score de 1908) et devenaient plus soucieux d'augmenter leur pouvoir d'attraction, ils se firent également plus critiques au sujet des stratégies de « sabotage » et de « violence » de l'IWW. En 1913, Bill Haywood fut finalement exclu du comité directeur du parti socialiste sous prétexte qu'il prônait la violence (les articles de Debs étaient pourtant bien plus incendiaires).

Les femmes jouaient un rôle actif au sein du mouvement socialiste mais se trouvaient plus souvent à la base que dans les directions. Elles adressaient également, à l'occasion, de sévères critiques à l'encontre de la politique socialiste. Helen Keller, par exemple, cette talentueuse femme aveugle, sourde et muette qui possédait une extraordinaire conscience des questions sociales, donna son avis sur l'exclusion de Haywood dans un courrier adressé au *Call* de New York : « C'est avec le plus profond chagrin que j'ai pris connaissance des attaques portées contre le camarade Haywood. [...] Ignobles querelles entre deux factions qui devraient n'en former qu'une, et ce en un moment particulièrement crucial du combat mené par le prolétariat. [...] Car enfin, devons-nous faire passer les divergences de tactiques partisanes avant les appels désespérés des travailleurs ? [...] Quand un nombre incalculable de femmes et d'enfants voient leurs corps et leurs cœurs brisés par des journées de labeur interminables, nous nous battons les uns contre les autres. Nous pouvons avoir honte ! »

En 1904, les femmes ne représentaient que 3 % des membres du parti socialiste. Cette année-là, la convention nationale du parti ne comprenait que huit déléguées. Mais, en quelques années les groupes locaux réunissant les femmes socialistes et la revue nationale *Socialist Woman* commencèrent à attirer de plus en plus de femmes vers le parti. En 1913, elles représentaient 15 % des socialistes. La rédactrice en chef de *Socialist Woman*, Josephine Conger-Kaneko, insistait sur l'importance de l'existence de sections spécifiques pour les femmes : « Dans une organisation séparée, la plus modeste des femmes pourra rapidement apprendre à présider une réunion, à présenter des motions et à défendre sa position dans un petit "discours". Après une année ou deux de ce genre d'apprentissage, elle sera prête à travailler avec les hommes. Et il y a une sacrée différence entre travailler *avec* les hommes et se tenir dans l'obéissance la plus humble à l'ombre de leur pouvoir agressif. »

Les femmes socialistes militèrent aussi activement au sein des mouvements féministes des années 1900. Selon Kate Richards O'Hare, une responsable socialiste de l'Oklahoma, les femmes socialistes de l'État de New York étaient formidablement organisées. En 1915, au plus fort de la campagne menée à New York en faveur d'un référendum sur le vote des femmes, elles distribuèrent, en une seule journée, soixante mille tracts en anglais, cinquante mille en yiddish ; vendirent quelque deux mille cinq cents fascicules à 1 cent et mille cinq cents à 5 cents ; collèrent quarante mille affichettes et organisèrent une centaine de réunions.

Mais les questions féministes qui débordaient des cadres politique et économique pouvaient-elles trouver une solution dans un système socialiste ? Une fois le fondement économique de l'oppression sexuelle corrigé, l'égalité suivrait-elle automatiquement ? Se battre en faveur du vote des femmes ou pour toute autre cause qui ne soit pas celle du bouleversement révolutionnaire était-il parfaitement vain ? Le débat se fit plus vif à mesure que le mouvement féministe du début du XXe siècle prenait de l'ampleur, que les femmes s'exprimaient plus ouvertement, s'organisaient, protestaient, manifestaient, aussi bien en ce qui concernait le vote que l'égalité dans tous les domaines, y compris ceux des relations sexuelles et du mariage.

Charlotte Perkins Gilman, dont l'œuvre met l'accent sur la question cruciale de l'égalité économique entre les sexes, écrivit un poème, *Le Socialiste et la Suffragette*, qui se terminait ainsi :

Un monde qui s'élève élève aussi les femmes,
explique le socialiste.

Vous ne pouvez pas élever le monde
Tant que la moitié reste à genoux,
soutient la suffragette.
Mais le monde s'est levé et s'exprime clairement :
Vous faites le même travail
Ensemble ou séparés.
Travaillez tous deux de tout votre cœur;
mais surtout participez!

Lorsque, à l'âge de quatre-vingts ans, Susan Anthony se rendit à une conférence donnée par Eugene Debs (ils ne s'étaient pas revus depuis qu'il était allé l'écouter vingt-cinq ans plus tôt), ils se serrèrent chaleureusement la main et eurent ce bref échange de propos : « Donne-nous le droit de vote et nous te donnerons le socialisme », lui dit-elle. Debs répondit alors : « Donnez-nous le socialisme et vous aurez le droit de vote. »

Certaines femmes désiraient lier socialisme et féminisme. Crystal Eastman, par exemple, imagina pour les hommes et les femmes de nouvelles manières de vivre ensemble tout en conservant leur indépendance et sans avoir recours au mariage traditionnel. Eastman était socialiste mais elle pensait néanmoins qu'une femme « sait que tout dans l'esclavage des femmes ne découle pas du système de profit, et que son émancipation complète ne sera pas garantie par le seul effondrement du capitalisme ».

Pendant les quinze premières années du XXe siècle, le nombre des femmes au travail s'accrut. Elles étaient également plus nombreuses à avoir une certaine expérience de la lutte ouvrière. Certaines femmes de la petite bourgeoisie, conscientes de l'oppression subie par les femmes et désireuses d'y remédier, se mirent à fréquenter les collèges et refusèrent de rester cantonnées dans le rôle de ménagères. L'historien William Chafe écrit dans *Women and Equality* que « les étudiantes des collèges avaient clairement le sentiment de devoir remplir une mission et faisaient preuve d'un engagement passionné en faveur d'un monde meilleur. Elles devinrent médecins, professeurs, assistantes sociales, femmes d'affaires, juristes et architectes. Déterminées et soutenues par un certain sens de la camaraderie, elles remportèrent, malgré l'adversité, un grand nombre de victoires. Jane Addams, Grace et Edith Abbott, Alice Hamilton, Julia Lathrop, Florence Kelley : toutes sont issues de cette génération de pionnières à l'origine des réformes sociales des vingt premières années du XXe siècle ».

Elles allaient à l'encontre de la culture de masse véhiculée par les magazines qui vantaient la femme-compagne, bonne épouse et

bonne ménagère. Certaines d'entre elles se marièrent et d'autres non, mais toutes étaient confrontées au problème des relations hommes-femmes, comme Margaret Sanger, par exemple, pionnière de l'information sur la contraception, qui sombra dans la dépression malgré un mariage en apparence heureux mais en réalité étouffant. Pour mener sa propre carrière et se sentir un être à part entière, elle dut quitter mari et enfants. Dans son livre *Woman and the New Race*, elle écrivait : « Aucune femme qui ne possède ni ne maîtrise son propre corps ne peut prétendre être libre. Aucune femme n'est vraiment libre tant qu'elle ne peut choisir en conscience si elle deviendra ou ne deviendra pas mère. »

C'était une question délicate. Kate Richards O'Hare croyait dans les vertus de la sphère domestique mais pensait également que le socialisme améliorerait ce domaine. Lors de sa campagne pour l'élection au Congrès de 1910, elle déclara à Kansas City : « Je désire une vie de famille, une maison et des enfants de toutes les fibres de mon être. [...] Nous avons besoin du socialisme pour restaurer la famille. »

Elizabeth Gurley Flynn écrivait au contraire dans son autobiographie, *Rebel Girl* : « La vie domestique et l'idée d'avoir une grande famille ne m'attiraient absolument pas. [...] Je voulais discuter, écrire, voyager, rencontrer des gens, voir du pays et militer pour l'IWW. Je ne voyais aucune raison pour que moi, parce que femme, j'abandonne mon travail pour une famille. »

Si de nombreuses femmes, à cette époque, étaient radicales, socialistes et anarchistes, plus nombreuses encore étaient celles qui militaient en faveur du droit de vote. Ce sont elles qui militèrent massivement pour le féminisme. Des figures féminines du syndicalisme se joignirent au mouvement pour le droit de vote, à l'instar de Rose Schneiderman, du syndicat des travailleurs de la Confection. À New York, lors d'une assemblée du syndicat des Tonneliers, elle répondit à un délégué qui prétendait qu'en gagnant le droit de vote les femmes perdraient toute féminité : « Les blanchisseuses [...] se tiennent debout des treize ou quatorze heures dans la vapeur brûlante et la chaleur étouffante, les mains plongées dans l'amidon bouillant. Ces femmes-là ne perdront certainement pas beaucoup plus de leur beauté et de leurs charmes en glissant un bulletin de vote dans l'urne une fois par an qu'elles n'en perdent assurément déjà en travaillant dans les fonderies et les blanchisseries toute l'année. »

À New York, les défilés en faveur du suffrage féminin gagnaient en ampleur chaque printemps. En 1912, une dépêche de presse en témoigne : « Tout au long de la 5e Avenue, entre Washington

Square où le cortège s'était formé et la 57ᵉ Rue où il se dispersa, des milliers de New-Yorkais et de New-Yorkaises se sont attroupés. Ils encombraient tous les carrefours situés sur le parcours de la manifestation. Nombre d'entre eux s'étaient préparés à rigoler un bon coup mais ils n'en firent rien. Le spectacle de l'impressionnante colonne composée de femmes défilant à cinq de front au milieu de la rue étouffait toute intention de moquerie. Des femmes médecins, des femmes juristes, des architectes, des artistes, des actrices, des sculptrices, des domestiques, des serveuses et un fantastique bataillon d'ouvrières, toutes marchaient avec une énergie et une détermination qui ont stupéfié la foule massée sur les trottoirs. »

Au printemps 1913, le correspondant du *New York Times* à Washington écrivait : « La manifestation en faveur du vote des femmes qui a eu lieu aujourd'hui constitue le plus grand défilé de femmes de l'histoire de Washington. [...] Cinq mille femmes ont descendu la Pennsylvania Avenue. [...] C'était une manifestation stupéfiante et on estime à près de cinq cent mille le nombre de personnes qui ont regardé ces femmes manifester pour défendre leur cause. »

Certaines grandes figures féminines du radicalisme demeuraient toutefois perplexes. L'anarchiste et féministe Emma Goldman exprimait, avec force comme toujours, sa position sur le vote des femmes : « Notre fétiche du jour, c'est le suffrage universel. [...] Les Néo-Zélandaises et les Australiennes votent et participent à l'élaboration des lois. Les conditions de travail y sont-elles pour autant meilleures ? [...] L'histoire politique de l'homme démontre qu'elles ne lui ont rien apporté qu'il n'aurait pu obtenir d'une manière plus directe, moins coûteuse et plus durable. En fait, chaque pouce de terrain gagné l'a été par la lutte constante, par une incessante auto-affirmation, et non par le suffrage. Il n'y a aucune raison de penser, dès lors, que la femme, dans sa volonté d'émancipation, a été ou sera jamais soutenue par les urnes. [...] Son développement, sa liberté et son indépendance doivent venir d'elle et advenir par elle. D'abord en s'affirmant en tant que personne. Puis en refusant à quiconque tout droit sur son corps ; en refusant d'enfanter si tel n'est pas son désir ; en refusant d'être mise au service de Dieu, de l'État, de la société, du mari, de la famille, etc. Et enfin en vivant une vie plus simple mais également plus profonde et plus riche. [...] C'est cela seulement – et certes pas le vote – qui libérera la femme. »

Helen Keller, pour sa part, écrivait en 1911 à une suffragette anglaise : « Notre démocratie n'est qu'un vain mot. Nous votons ? Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que nous pouvons choisir

entre deux véritables autocrates, même s'ils ne l'avouent pas. Nous avons le choix entre monsieur Couci et monsieur Couça. [...] Vous demandez le droit de vote pour les femmes. Que peut apporter le vote quand les neuf dixièmes de la terre en Angleterre sont aux mains de deux cent mille individus et que quarante millions de personnes doivent se contenter du reste ? Vos hommes, avec leurs millions de bulletins de vote, ont-ils pour autant effacé cette injustice ? »

Emma Goldman ne repoussait pas l'émancipation des femmes à l'avènement de l'ère socialiste – elle préconisait simplement une action plus directe et plus immédiate que le vote. Helen Keller, qui n'était pas anarchiste, croyait pourtant elle aussi à la lutte permanente en dehors des bureaux de vote. Sourde et aveugle, elle luttait avec l'esprit et le stylo. Lorsqu'elle se mit à militer et à se déclarer ouvertement socialiste, l'*Eagle* de Brooklyn, qui la considérait auparavant comme une véritable héroïne, écrivit que « ses égarements [étaient] dus aux limites manifestes de son développement ». Sa réponse ne fut pas publiée par l'*Eagle* mais parut dans le *Call* de New York. Elle y écrivait que lorsqu'elle avait rencontré le directeur de l'*Eagle* il l'avait abondamment complimentée, « mais, à présent que je me suis déclarée pour le socialisme, il me rappelle, à moi et à ses lecteurs, que je suis aveugle et sourde et donc particulièrement sujette à l'égarement ». Elle ajoutait : « Misérable petit *Eagle* de Brooklyn ! Quel pauvre petit oiseau grossier ! Socialement aveugle et sourd, il défend un système inadmissible. Un système qui est en très grande partie responsable de la cécité et de la surdité physiques que nous essayons de prévenir. [...] Entre l'*Eagle* et moi, c'est la guerre. Je hais le système qu'il représente. Tant qu'à rendre les coups, autant le faire dans les règles. [...] Il est indigne – et de plus l'argument ne vaut rien – de me rappeler à moi et à d'autres que je ne puis ni voir ni entendre. Je peux lire. Je peux lire tous les livres socialistes en anglais, en allemand et en français que je désire. Si le directeur de l'*Eagle* pouvait en lire quelques-uns, il serait sans doute plus sage et son journal serait de meilleure qualité. Si je devais jamais un jour contribuer au mouvement socialiste par le livre que je rêve parfois d'écrire, je sais quel en serait le titre : *Cécité industrielle et surdité sociale.* »

Mother Jones, pour sa part, ne s'intéressait pas outre mesure au féminisme. Elle était trop occupée à organiser les mineurs et les ouvriers du textile, leurs femmes et leurs enfants. L'une de ses nombreuses prouesses fut l'organisation d'une marche des enfants sur Washington pour exiger l'abolition du travail des enfants (à l'orée du XX[e] siècle, deux cent quatre-vingt-quatre mille enfants âgés de

dix à quinze ans travaillaient encore dans les mines, les manufactures et les usines). Plus tard, Mother Jones raconta : « Au printemps de 1903, je me suis rendue à Kensington, en Pennsylvanie, où soixante-dix mille ouvriers du textile étaient en grève. Parmi eux, il y avait au moins dix mille gamins. Les travailleurs faisaient la grève pour des augmentations de salaire et pour une diminution du temps de travail. Tous les jours, des gamins venaient au quartier général du syndicat. Certains avaient perdu une main, un pouce ou bien tous leurs doigts. Ce n'étaient que de petits êtres voûtés, écrasés et squelettiques. [...] J'ai demandé à certains parents s'ils accepteraient de me confier leurs filles et leurs garçons pendant sept à dix jours en leur promettant de les ramener sains et saufs. [...] Quelques adultes m'accompagnèrent. [...] Les enfants portaient des sacs à dos dans lesquels ils avaient mis un couteau, une fourchette, un gobelet et une assiette. [...] Un des gamins avait un petit tambour et un autre jouait du fifre. [...] Nous portions des banderoles qui proclamaient : "Nous voulons du temps pour jouer". »

Les enfants traversèrent le New Jersey et l'État de New York et descendirent vers Oyster Bay pour rencontrer Theodore Roosevelt. Mais le président refusa de les recevoir. « Pourtant, notre marche avait atteint son but. Nous avions attiré l'attention de la nation sur le crime que représente le travail des enfants. »

La même année, des enfants qui travaillaient soixante heures par semaine dans les manufactures de textile de Philadelphie se mirent en grève et défilèrent aux cris de « Nous voulons aller à l'école ! » et « Cinquante-cinq heures ou rien ! »

On peut se faire une idée de l'énergie et de la passion qui animaient certains de ces radicaux du tournant du siècle en feuilletant le rapport établi par la police sur Elizabeth Gurley-Flynn :

1906-1916 : Militante syndicale, conférencière pour l'IWW.

1918-1924 : Militante syndicale pour le Worker Defense Union. Arrêtée à New York en 1906 pour usage abusif de la liberté d'expression (relaxée). Activiste à Spokane (Washington) et altercations IWW en faveur de la liberté d'expression en 1909. Arrêtée parmi des centaines d'autres à Missoula (Montana) la même année et pour les mêmes raisons. Arrêtée trois fois à Philadelphie en 1911 lors d'un rassemblement pendant la grève des Baldwin Locomotive Works. Activiste lors des grèves du textile à Lawrence en 1912. La même année : grève des travailleurs de l'hôtellerie à New York. Grève du textile de Paterson en 1913, et milite pour la défense du cas Ettor-

Giovanitti en 1912 toujours. 1916 : grève de Messaba Range (Minnesota) et défense active du cas Everett/IWW à Spokane. 1914 : défense de Joe Hill. 1917 : arrêtée à Duluth (Minnesota) pour vagabondage, en application du décret destiné à stopper les activités de l'IWW et des orateurs pacifistes : relâchée. Inculpée dans l'affaire de l'IWW de Chicago en 1917.

Les femmes noires subissaient une double oppression. En 1912, l'une d'entre elles écrivit à un journal pour se plaindre : « Nous, les pauvres salariées de couleur qui habitons dans le Sud, menons un terrible combat. [...] D'un côté nous sommes harcelées par les hommes noirs qui devraient pourtant être nos protecteurs naturels, et de l'autre, que ce soit à la cuisine, dans les blanchisseries, derrière la machine à coudre ou le landau, nous sommes à peine mieux traitées que des chevaux de trait, des bêtes de somme, des esclaves ! »

Pendant ces toutes premières années du XXe siècle, que des générations d'universitaires blancs s'obstinent à appeler la « période progressiste », des lynchages avaient lieu toutes les semaines. Au Nord comme au Sud, la situation des Noirs était au plus bas, au « nadir », comme le disait l'historien noir Rayford Logan. En 1910, il y avait dix millions de Noirs américains, dont neuf millions vivaient dans le Sud.

Les gouvernements américains (dont les présidents successifs, entre 1901 et 1921, furent Theodore Roosevelt, William Howard Taft et Woodrow Wilson), républicains ou démocrates, assistèrent aux lynchages de nègres, furent témoins d'émeutes meurtrières contre les Noirs à Statesboro (Géorgie), Brownsville (Texas) ou Atlanta (Géorgie), et se turent. Le parti socialiste, qui comptait des Noirs parmi ses membres, ne fit pas grand-chose concernant la question raciale. Selon Ray Ginger, « lorsqu'on discutait des préjugés raciaux devant Debs, il les condamnait toujours publiquement. Il insistait constamment sur la notion d'égalité absolue des droits. Mais il n'arrivait pas à admettre que des mesures pratiques spécifiques étaient parfois nécessaires pour réaliser cette égalité ».

Les Noirs commencèrent à s'organiser : le National Afro-American Council fut créé en 1903 pour protester contre le lynchage, contre le système de péonisation, la discrimination et la privation des droits de représentation ; la National Association of Colored Women, née à peu près à la même époque, condamnait également les lynchages et la ségrégation. En 1906, en Géorgie, se tint une convention sur l'égalité des droits qui rendit hommage aux deux cent soixante Noirs lynchés depuis 1885. Cette convention réclama le droit de vote, le droit de participer à la milice et aux jurys des tribunaux. Elle reconnaissait que les Noirs devaient

travailler dur, « mais en même temps nous devons poursuivre l'action, revendiquer, protester et continuer de le faire contre les attaques portées contre nos droits d'êtres humains ».

W. E. B. Du Bois, qui enseignait à Atlanta (Géorgie) en 1905, invita les leaders noirs à travers tout le pays à participer à une conférence qui se tiendrait juste de l'autre côté de la frontière avec le Canada, près des chutes du Niagara. Ce fut le début du fameux « Mouvement du Niagara ».

Du Bois, originaire du Massachusetts, avait été le premier Noir à obtenir un Ph.D.[1] à l'université de Harvard (en 1895) et venait de publier son œuvre puissante et inspirée, *The Souls of Black Folk*. Bien que sympathisant socialiste, Du Bois ne fut que très brièvement membre du parti.

William Monroe Trotter, un jeune militant noir très actif de Boston et directeur de l'hebdomadaire *The Guardian*, s'associa à l'entreprise de Du Bois. Dans son journal, il attaquait régulièrement les idées modérées de Booker T. Washington. Quand, pendant l'hiver 1903, Washington prit la parole devant deux mille personnes dans une église de Boston, Trotter et ses camarades lui posèrent neuf questions extrêmement provocantes qui déclenchèrent un immense chahut et même quelques empoignades dans la salle. Trotter et l'un de ses amis furent arrêtés. Cela pourrait avoir nourri l'indignation de Du Bois et l'avoir convaincu, entre autres choses, d'organiser la réunion du Niagara. Le Mouvement du Niagara s'exprimait avec véhémence : « Nous refusons de laisser s'installer l'impression que le Négro-Américain assume son infériorité, qu'il se soumet à l'oppression et s'excuse sous les insultes. Quelle que soit la détresse dans laquelle nous sommes plongés, les protestations de dix millions d'Américains ne doivent jamais cesser de sonner aux oreilles de leurs concitoyens aussi longtemps que l'Amérique pratiquera l'injustice. »

Une émeute raciale à Springfield (Illinois) fut à l'origine de la création, en 1910, de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP). Les Blancs étaient à la tête de cette nouvelle organisation dont Du Bois était le seul dirigeant noir. Il fut également le premier directeur du *Crisis*, l'organe officiel de l'association. Si le NAACP insistait avant tout sur l'information et sur la pratique légaliste, Du Bois y insufflait l'esprit des déclarations du Mouvement du Niagara : « L'activisme résolu et permanent est le chemin vers la liberté. »

À cette époque, les Noirs, les féministes, les militants ouvriers et les socialistes étaient parfaitement conscients qu'ils ne devaient rien

1. Équivalent américain de notre thèse de doctorat.

attendre du gouvernement américain. Ils vivaient pourtant la fameuse « période progressiste », au début de l'« ère des réformes ». Mais il s'agissait de réformes réactives, destinées à calmer la contestation populaire sans opérer de changements fondamentaux.

L'emploi du terme « progressiste » découle du vote d'un certain nombre de lois. Sous Theodore Roosevelt, il y eut la loi sur le contrôle des industries alimentaires, la loi Hepburn sur les tarifs ferroviaires et les réseaux de pipelines, une loi sur le contrôle pharmaceutique et alimentaire. Sous la présidence de Taft, la loi Mann-Elkins plaça le téléphone et le télégraphe sous l'autorité de la commission du Commerce entre les États. Sous celle de Woodrow Wilson, la commission fédérale au Commerce fut créée pour contrôler le développement des monopoles, et la création de la Réserve fédérale permit de réguler le système bancaire et monétaire du pays. Sous Taft, on vota le Seizième Amendement, qui instituait l'impôt sur le revenu, et le Dix-septième Amendement, qui stipulait que les sénateurs seraient désormais élus directement par le peuple et non plus par les législatures des États comme le prévoyait originellement la Constitution. C'est également à cette époque qu'un certain nombre d'États votèrent des lois qui réglementaient les salaires et les horaires, prévoyaient une inspection de sécurité dans les usines et des compensations en cas d'accident du travail.

On mit également sur pied des enquêtes publiques afin d'apaiser la contestation. En 1913, la commission Pujo anti-trust étudia la concentration des pouvoirs dans l'industrie bancaire, et la commission sénatoriale sur les rapports sociaux organisa des audiences publiques sur les conflits sociaux.

Indubitablement, les citoyens ordinaires bénéficièrent jusqu'à un certain point de ces quelques changements. Le système était riche, productif et complexe. Il pouvait se permettre de se délester d'une part de ses richesses pour en faire don à une fraction de la classe laborieuse susceptible de servir alors de digue entre les classes les plus défavorisées et les classes les plus aisées de la société. Une étude sur l'immigration à New York entre 1905 et 1915 montre que 32 % des Italiens et des Juifs passèrent entre ces deux dates du statut de travailleurs manuels à un statut plus élevé (mais pas *beaucoup* plus élevé). Il est également vrai que de nombreux immigrants italiens ne jugèrent pas les opportunités offertes suffisamment engageantes pour demeurer en Amérique. Sur une période de quatre ans, 73 % des Italiens nouvellement débarqués quittèrent New York. Il resta cependant suffisamment d'Italiens qui devinrent maçons et de Juifs qui se lancèrent dans le commerce

ou dans les professions libérales pour constituer une classe moyenne capable d'amortir les conflits de classes.

Quoi qu'il en soit, la situation ne changea pas fondamentalement pour l'immense majorité des petits fermiers, des ouvriers, des habitants des taudis, des mineurs, des ouvriers agricoles, des hommes et des femmes au travail, qu'ils soient noirs ou blancs. Robert Wiebe considère le mouvement « progressiste » comme une tentative du système de s'ajuster à une situation mouvante pour s'assurer plus de stabilité. « Au travers de réglementations aux sanctions impersonnelles, [le système] recherchait une continuité et une prévisibilité qui lui était nécessaire dans un monde en perpétuelle mutation. Il assigna un plus grand pouvoir au gouvernement et [...] encouragea la centralisation de l'autorité. » Harold Faulkner suggère que ce nouvel engouement pour un gouvernement fort bénéficia aux « plus puissants groupes économiques ».

Gabriel Kolko y voit pour sa part l'émergence du « capitalisme politique », par lequel les hommes d'affaires affirmaient leur contrôle sur le système politique – l'économie privée ne parvenant plus à réduire au silence les protestations de la base. Selon Kolko, les hommes d'affaires n'étaient pas opposés aux nouvelles réformes. Ce furent eux, au contraire, qui les inspiraient et les promouvaient pour stabiliser le système capitaliste en cette époque d'incertitude et de troubles.

Theodore Roosevelt, par exemple, se fit une réputation de « tueur de trusts » (même si Taft, son successeur supposé « conservateur » alors que Roosevelt se prétendait « progressiste », poursuivit en justice plus de trusts que Roosevelt). En fait, comme Wiebe le souligne, deux des collaborateurs de. J. P. Morgan – Elbert Gary, président de la US Steel, et George Perkins, qui fera plus tard campagne pour Roosevelt – « s'accordèrent avec Roosevelt pour [...] coopérer avec toutes les commissions d'investigation formées par le bureau des Industries en échange de l'assurance que leurs entreprises ne seraient pas ennuyées ». Tout devait se passer dans des négociations privées avec le président lui-même. « Un *gentlemen agreement* entre gens raisonnables », conclut Wiebe.

La crise de 1907 ainsi que l'influence croissante des socialistes, de l'IWW et des syndicats accélérèrent le processus des réformes. Selon Wiebe toujours, « vers 1908, un changement radical de perspective s'opéra chez un grand nombre de ces hommes de pouvoir ». On insistait désormais sur « l'entente et le compromis ». Cela se poursuivit sous le président Wilson et « un grand nombre de citoyens d'esprit réformiste se laissèrent prendre à l'illusion d'un accomplissement progressiste ». Ce que les critiques radicaux disent

aujourd'hui à propos de ces réformes était déjà exprimé à l'époque (en 1901) dans le *Bankers' Magazine* : « Le monde des affaires de ce pays ayant appris les secrets de la combinaison des intérêts, il investit graduellement le pouvoir politique pour en faire le serviteur de ses objectifs. »

Il y avait en effet beaucoup à stabiliser et beaucoup à protéger à cette époque. En 1904, trois cent dix-huit trusts, dont le capital s'élevait à plus de 7 milliards de dollars, contrôlaient 40 % de la production américaine.

En 1909, un manifeste de ce nouveau « progressisme » parut sous la forme d'un livre, *The Promise of American Life*, de Herbert Croly, directeur du *New Republic* et fervent admirateur de Theodore Roosevelt. Il réclamait plus de discipline et de réglementations pour que le système américain survive. Le gouvernement devait faire plus, selon lui, et il espérait assister à la « sincère et enthousiaste imitation des héros et des saints » au rang desquels, sans doute, il plaçait Theodore Roosevelt.

Richard Hofstadter révèle – dans son chapitre mordant sur celui que l'opinion publique considère comme un grand amoureux de la nature et de l'hygiène physique, le héros de la guerre, le boy-scout de la Maison-Blanche – que « les conseillers que Roosevelt écoutait étaient presque exclusivement des représentants du capital industriel et financier : des hommes tels que Hanna, Robert Bacon et George W. Perkins de chez Morgan, Elihu Root, le sénateur Nelson W. Aldrich [...] et James Stillman de chez Rockefeller ». Dans un courrier adressé à son beau-frère, qui travaillait à Wall Street, Roosevelt expliquait qu'il avait l'intention « de devenir plus conservateur dans l'intérêt des entreprises elles-mêmes et dans celui du pays ».

Par crainte de décisions réellement radicales, Roosevelt apporta sa caution à la loi Hepburn, qui permettait de réguler certains prix. Dans une lettre à Henry Cabott Lodge, il écrivait que les lobbyistes des chemins de fer avaient tort de s'opposer à cette loi : « J'estime qu'ils pensent à court terme s'ils ne comprennent pas que s'opposer à cette loi c'est accroître la pression en faveur d'une nationalisation des chemins de fer. » Son action contre les trusts se limitait à leur faire accepter un minimum de réglementation gouvernementale dans le but d'empêcher leur démantèlement complet. Il poursuivit en justice le monopole imposé par Morgan sur les chemins de fer en considérant qu'il s'agissait là d'une victoire sur les trusts. Pourtant, cela ne changea pas grand-chose à la situation. De surcroît, bien que la loi Sherman contre les trusts prévît des sanctions pénales, aucune poursuite ne fut engagée contre les

hommes qui avaient organisé ce monopole, c'est-à-dire contre Morgan lui-même, Harriman et Hill.

En ce qui concerne Woodrow Wilson, Hofstadter insiste sur le fait qu'il s'agissait d'un conservateur-né. Historien et spécialiste des sciences politiques, Wilson avait écrit dans *The State* : « En politique, rien de radicalement neuf ne peut être entrepris en toute sécurité. » Il préconisait une « évolution lente et progressive ». Son attitude à l'égard des forces du travail était « globalement hostile » et il évoquait « l'esprit ignorant et rudimentaire » des Populistes.

Dans son livre *The Corporate Ideal in the Liberal State*, James Weinstein a analysé les réformes de la « période progressiste » et en particulier le processus par lequel les milieux d'affaires et le gouvernement – avec l'aide, parfois, des dirigeants du mouvement ouvrier – élaborèrent les modifications législatives qu'ils jugeaient nécessaires.

Weinstein observe « un effort conscient et couronné de succès de la part des différents groupes d'intérêts pour contrôler et diriger les politiques économiques et sociales des gouvernements fédéraux, des États et des municipalités, dans un sens qui servît leurs intérêts à long terme ». Alors que l'« élan originel » des réformes avait été donné par les protestataires et les radicaux, au XX[e] siècle, « et particulièrement au niveau fédéral, nombre de réformes ont été mises en œuvre avec l'accord tacite, si ce n'est à l'initiative, des intérêts des grands groupes industriels » – intérêts qui s'appuyaient sur les réformistes libéraux et sur les intellectuels.

La définition que donne Weinstein du libéralisme – un moyen de stabiliser le système au profit des milieux d'affaires – est bien différente de celles dont usent les libéraux eux-mêmes. Arthur Schlesinger affirme que « le libéralisme en Amérique est traditionnellement le mouvement par lequel certaines fractions de la société limitent l'influence des milieux d'affaires ». Si Schlesinger veut parler des intentions ou des espérances de ces fractions de la société, il est possible qu'il ait raison. S'il envisage en revanche les résultats concrets de ces réformes libérales, il n'y eut jamais une telle limitation.

Les politiques de contrôle furent élaborées avec soin. En 1900, Ralph Easley, républicain conservateur, instituteur et journaliste, fonda la National Civic Federation (NCF). Son but était de promouvoir de meilleures relations entre les forces du travail et le capital. Si les dirigeants de la NCF étaient pour la plupart des hommes d'affaires et des politiciens de premier plan, son premier vice-président, dont le mandat couvrit une assez longue période, fut Samuel Gompers, le célèbre dirigeant de l'AFL. Tous les industriels

n'appréciaient pas forcément ce que la National Civic Federation entreprenait. Easley traitait ces détracteurs d'anarchistes opposés à l'organisation rationnelle du système. « En fait, écrivait-il, nos ennemis sont les socialistes dans le camp des travailleurs et les anarchistes dans celui du capital. »

La NCF souhaitait une approche plus sophistiquée des syndicats, qu'elle considérait comme une réalité incontournable. Par conséquent, elle préférait traiter avec eux plutôt que les combattre : ne vaut-il pas toujours mieux, en effet, discuter avec un syndicat conservateur que d'être confronté à un syndicat militant ? Après la grève du textile à Lawrence en 1912, John Golden, président conservateur du syndicat AFL du textile, écrivit à Easley que la grève avait permis « une très rapide formation » aux patrons des manufactures et que « certains d'entre eux [souhaitaient] désormais traiter avec notre organisation ».

La NCF ne reflétait pas toutes les opinions ayant cours dans le monde des affaires. La National Association of Manufacturers ne voulait à aucun prix reconnaître les syndicats. De nombreux dirigeants d'entreprise n'acceptaient même pas les timides réformes proposées par la National Civic Federation. Néanmoins, l'approche de la NCF reflétait la sophistication et le pouvoir de l'État moderne, déterminé à faire ce qui était le mieux dans l'intérêt du capitalisme en général, au risque de fâcher certains entrepreneurs. La nouvelle approche visait à garantir au système une stabilité durable, même si cela impliquait le sacrifice de certains profits immédiats.

Ainsi, en 1910, la NCF proposa-t-elle un décret en faveur d'une compensation pour les travailleurs accidentés. L'année suivante, douze États votèrent des lois sur les réparations ou les assurances concernant les accidents du travail. Lorsque, en 1911, la Cour suprême jugea inconstitutionnelle la loi de l'État de New York sur les réparations accordées aux travailleurs parce qu'elle s'attaquait au droit de propriété des entreprises sans passer par une démarche juridique, Theodore Roosevelt entra dans une colère noire. De telles décisions, déclara-t-il, « renforcent grandement l'influence du parti socialiste ». En 1920, quarante-deux États avaient voté des lois sur les réparations accordées aux travailleurs accidentés. Selon Weinstein, c'était « le signe d'une maturité nouvelle de la part de nombreux dirigeants de grandes compagnies, qui avaient fini par comprendre que, comme le leur rabâchait Theodore Roosevelt, le réformisme social est intrinsèquement conservateur ».

Quant à la commission fédérale sur le Commerce, formée par le Congrès en 1914 sous prétexte de contrôler les trusts, elle avait été, comme le déclarait un responsable de la National Civic Federation

après quelques années de fonctionnement, « apparemment conçue dans l'objectif de rassurer des hommes d'affaires bien intentionnés, les membres de grandes entreprises et bien d'autres ».

Pendant cette période, les municipalités engagèrent également des réformes. Nombre d'entre elles confièrent le pouvoir aux conseils municipaux plutôt qu'aux seuls maires. D'autres engagèrent même des *managers* municipaux. L'idée était : plus de stabilité, plus d'efficacité. Selon Weinstein, « au bout du compte, tous ces changements permirent à la classe des possédants de contrôler plus fermement encore les gouvernements municipaux ». Samuel Hayes, spécialiste de l'histoire urbaine, qualifie ce que les réformistes considéraient comme un supplément de démocratie dans le gouvernement des villes de centralisation du pouvoir aux mains du plus petit nombre, permettant aux hommes d'affaires et aux professions indépendantes d'affirmer leur influence sur les autorités municipales.

Le mouvement progressiste, qu'il soit mené par d'honnêtes réformistes comme le sénateur du Wisconsin Robert La Follette ou par des conservateurs non avoués comme Roosevelt (qui fut le candidat des Progressistes aux présidentielles de 1912), paraissait parfaitement conscient de détourner et d'affaiblir le socialisme. On pouvait lire dans le *Journal* de Milwaukee, un organe du mouvement progressiste, la déclaration suivante : « Les conservateurs combattent les socialistes à l'aveuglette [...] alors que les Progressistes les combattent intelligemment et cherchent à remédier aux abus et aux conditions dont ils tirent directement leur influence. »

Dans une lettre adressée à Roosevelt – qu'il considérait comme le meilleur candidat pour l'élection présidentielle de 1912 –, Frank Munsey, un responsable de la US Steel, lui confiait que les États-Unis devaient adopter une « attitude [plus] paternelle envers le peuple », qui avait besoin de « l'appui et de l'aide de l'État ». En outre, ajoutait-il, il était du devoir de « l'État de penser pour le peuple et de prévoir pour lui ».

Il apparaît donc clairement – et il faut insister sur ce point – que toute cette effervescence autour des réformes progressistes avait pour unique objectif de barrer la route au socialisme. Easley affirmait que « la menace du socialisme se concrétise au travers de son influence croissante dans les collèges, les églises et les journaux ». En 1910, Victor Berger devint le premier membre du parti socialiste à être élu au Congrès. En 1911, soixante-treize socialistes furent élus maires et douze cents autres à des postes mineurs dans les administrations de trois cent quarante villes et villages. La presse évoqua un « raz-de-marée socialiste ».

Dans une note interne de la National Civic Federation adressée à l'une de ses sections, on pouvait lire : « Au vu de la rapide diffusion aux États-Unis des doctrines socialistes », il faut « fournir un effort soigneusement concerté et sagement mené pour instruire l'opinion publique du vrai visage du socialisme ». Cette campagne qui devait être « très habilement et très stratégiquement conduite » ne devait pas s'attaquer « de face au socialisme ou à l'anarchisme en tant que tels » mais de manière « progressive et persuasive ». Elle devait avant tout défendre trois idées : « La liberté individuelle, la propriété privée et la garantie des contrats. »

Il est difficile de savoir si les socialistes comprenaient clairement combien les réformes étaient utiles au capitalisme. Un socialiste de l'aile gauche du parti, Robert LaMonte, écrivait néanmoins en 1912 : « Les pensions de vieillesse, les assurances maladie, accidents et chômage sont moins coûteuses et de meilleur rapport que les prisons, les hospices de pauvres, les asiles et les hôpitaux. » Il suggérait que, puisque les Progressistes ne faisaient que des réformes, les socialistes devaient de leur côté n'avoir que des « exigences impossibles » pour démasquer les limites des réformistes.

Les réformes progressistes sont-elles parvenues à atteindre leur véritable objectif : stabiliser le système capitaliste en corrigeant ses pires défauts, couper l'herbe sous le pied du socialisme, restaurer une certaine trêve des classes dans une époque de confrontations de plus en plus âpres entre le travail et le capital ? Dans une certaine mesure, on peut répondre par l'affirmative. Pourtant, le parti socialiste continuait de croître et l'IWW continuait d'agiter les foules. Et peu après l'accession de Woodrow Wilson à la présidence éclata au Colorado l'un des plus durs et des plus violents conflits entre les travailleurs et le capital industriel de l'histoire des États-Unis.

Cette grève des mines de charbon du Colorado commença en septembre 1913 et culmina avec le « massacre de Ludlow » en avril 1914. Onze mille mineurs, pour la plupart des immigrants grecs, italiens ou serbes, travaillaient dans le sud de l'État pour la Colorado Fuel & Iron Corporation, propriété de la famille Rockefeller. Indignés par le meurtre d'un délégué syndical, les mineurs se mirent en grève contre les salaires misérables, les conditions de travail extrêmement dangereuses et le contrôle quasi féodal de leur vie au sein de villes complètement organisées par les compagnies minières. Mother Jones, qui s'occupait à cette époque d'organiser la United Mine Workers, se déplaça dans le Colorado, enthousiasma les grévistes par ses discours et leur apporta son aide au cours des premiers mois jusqu'à ce qu'elle fût arrêtée, enfermée dans une sorte de cachot et finalement expulsée de l'État.

Dès que la grève éclata, les mineurs furent expulsés des logements qu'ils occupaient dans les villes possédées par la compagnie minière. Soutenus par la United Mine Workers Union, ils établirent des campements de tentes dans les collines voisines et poursuivirent la grève en maintenant les piquets de grève. Le service d'ordre engagé par les représentants des Rockefeller – des hommes de l'agence Baldwin-Felt Detective – utilisait des fusils-mitrailleurs et des carabines et effectuait des raids sur les campements des grévistes. La liste des grévistes assassinés s'allongea mais les autres tinrent bon, interceptèrent un train blindé et se battirent pour se débarrasser des briseurs de grève. La résistance des mineurs qui refusaient de lâcher prise empêchaient les mines de fonctionner. Le gouverneur du Colorado (que l'un des directeurs des mines Rockefeller appelait « notre petit cow-boy de gouverneur ») fit appel aux membres de la garde nationale, dont les salaires furent payés par les Rockefeller.

Au début, les mineurs pensèrent que la garde nationale allait les protéger et l'accueillirent avec des drapeaux et des cris de joie. Mais ils découvrirent vite qu'elle avait pour mission de faire cesser la grève. La garde introduisit des briseurs de grève de nuit sans pour autant les informer qu'une grève était en cours. Les mineurs furent roués de coups, arrêtés par centaines, et la troupe chargea plusieurs fois des manifestations de femmes dans les rues de Trinidad, la plus grosse agglomération des environs. Mais les mineurs refusaient obstinément d'abandonner. Après l'hiver particulièrement rigoureux de 1913-1914, il devint clair qu'il faudrait prendre des mesures extraordinaires pour briser cette grève.

En avril 1914, deux compagnies de la garde nationale se tenaient dans les collines surplombant le plus important campement des mineurs, celui de Ludlow, qui abritait des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants. Au matin du 20 avril 1914, ce campement devint la cible des fusils-mitrailleurs. Les mineurs se défendirent à coups de fusil. Leur leader, un Grec nommé Lou Tikas, fut attiré dans les collines sous prétexte de négocier une trêve et y fut exécuté par une compagnie de la garde nationale. Les femmes et les enfants creusèrent des fosses sous les tentes pour échapper aux tirs des mitrailleuses. Au crépuscule, les gardes nationaux descendirent des collines pour mettre le feu au campement et les familles s'enfuirent dans les collines. Treize personnes furent abattues dans leur fuite.

Le lendemain, un employé du téléphone passant à travers les ruines du campement souleva une plaque d'acier qui recouvrait une fosse creusée dans l'une des tentes et découvrit les corps carbonisés, recroquevillés, de onze enfants et deux femmes. Cet événement est aujourd'hui connu sous le nom de massacre de Ludlow.

La nouvelle courut rapidement à travers tout le pays. À Denver, la United Mine Workers fit paraître un « Appel aux armes » : « Défendez-vous, réunissez toutes les armes et les munitions légalement disponibles. » Trois cents grévistes en armes des autres campements se dirigèrent vers Ludlow, coupèrent les fils du téléphone et du télégraphe et se préparèrent à combattre. Les cheminots refusèrent de convoyer des soldats de Trinidad vers Ludlow. À Colorado Springs, trois cents mineurs syndiqués quittèrent leur poste et se dirigèrent vers la région de Trinidad, emportant avec eux toutes sortes d'armes.

À Trinidad même, les mineurs qui avaient assisté au service funéraire dédié à la mémoire des vingt-six morts de Ludlow se rendirent ensuite dans un bâtiment où des armes avaient été mises à leur disposition. Ils se saisirent des fusils et se rendirent dans les collines, saccageant les mines, tuant quelques gardes et faisant exploser les puits. La presse expliqua que, « soudainement, toutes les collines des environs semblaient grouiller d'hommes ».

À Denver, quatre-vingt-deux soldats de l'armée refusèrent de monter dans le train à destination de Trinidad. Un journaliste raconta que ces « hommes [avaient] déclaré qu'ils ne participeraient pas au massacre de femmes et d'enfants et injurié les trois cent cinquante soldats qui acceptaient de monter dans le train ».

Cinq mille personnes manifestèrent sous la pluie à Denver, capitale de l'État du Colorado, exigeant que les officiers de la garde nationale présente à Ludlow fussent jugés pour meurtre. Ils accusaient également le gouverneur de complicité. La Denver Cigar Makers Union vota l'envoi de cinq cents hommes armés à Ludlow et à Trinidad. Les femmes du syndicat des travailleurs de la Confection de Denver annoncèrent que quatre cents d'entre elles s'étaient portées volontaires comme infirmières pour se rendre auprès des grévistes.

Partout à travers le pays, on organisa des rassemblements et des manifestations. Il y eut des piquets devant le siège social de Rockefeller sur Broadway, à New York. Un prédicateur qui avait pris la parole sur le perron du temple auquel Rockefeller réservait parfois ses sermons fut matraqué par la police.

Le *New York Times* fit paraître un éditorial sur les événements du Colorado, qui attiraient désormais l'attention internationale. L'inquiétude du *Times* n'était pas due aux atrocités qui avaient eu lieu à Ludlow mais aux erreurs de stratégie qui avaient été commises. Son éditorial sur le massacre de Ludlow commençait ainsi : « Quelqu'un a fait une énorme gaffe. » Deux jours plus tard, alors que les mineurs armés campaient dans les collines, le *Times* écrivait : « Avec

les armes les plus meurtrières aux mains d'hommes exaspérés, on ne peut dire ce qu'il adviendra de la guerre au Colorado s'il n'y est pas mis fin par la force. [...] Le président devrait cesser de porter toute son attention sur le Mexique pour prendre le temps d'appliquer des mesures fermes au Colorado. »

Le gouverneur du Colorado exigea et obtint de Woodrow Wilson qu'il envoie des troupes fédérales pour ramener l'ordre. C'est alors que la grève commença à s'essouffler. Des commissions désignées par le Congrès se rendirent sur place et recueillirent quelques milliers de pages de témoignages. Le syndicat ne fut pas reconnu officiellement pour autant et, malgré la mort de soixante-six hommes, femmes et enfants, aucun milicien ou surveillant des mines ne fut inculpé pour meurtre.

Le Colorado avait été la scène d'un terrible conflit de classes qui avait eu des répercussions à travers tout le pays. La menace d'une révolte de classe existait à l'évidence toujours dans le cadre des rapports sociaux américains et dans l'esprit de la classe laborieuse – et ce malgré toutes les lois votées, les réformes libérales entreprises, les enquêtes publiques en cours et tous les beaux discours de repentance et de conciliation.

Le *Times* évoquait le Mexique. Le matin même où les corps avaient été découverts dans la fosse de Ludlow, les navires de guerre américains attaquaient Veracruz, sur les côtes mexicaines. Ils bombardèrent la ville et l'occupèrent, faisant près de quatre cents morts : le Mexique, après avoir arrêté des marins américains, avait en effet refusé de s'en excuser auprès des États-Unis par une salve symbolique de vingt et un coups de canon.

La ferveur patriotique et l'esprit belliqueux suffiraient-ils à apaiser la colère de classe ? Le chômage et les difficultés de la vie se faisaient plus pressants en 1914. Les fusils pourraient-ils détourner l'attention de l'opinion publique et créer un consensus national contre un ennemi extérieur ? La coïncidence entre le bombardement de Veracruz et le massacre de Ludlow était assurément fortuite. Mais l'affaire du Mexique pourrait également être considérée comme un sursaut instinctif du système pour assurer sa survie et créer, chez un peuple divisé par les conflits internes, une union sacrée autour d'un objectif guerrier.

Le bombardement de Veracruz fut un incident mineur. Quatre mois plus tard, la Première Guerre mondiale éclatait en Europe.

Chapitre XIV
La guerre est la santé de l'État

« La guerre est la santé de l'État », déclarait l'écrivain radical Randolph Bourne pendant la Première Guerre mondiale. En effet, alors que les nations européennes entraient en guerre en 1914, les gouvernements pouvaient se féliciter : le patriotisme prospérait, la lutte des classes s'apaisait et un nombre effrayant de jeunes hommes mouraient sur les champs de bataille – souvent pour quelques centaines de mètres à peine entre deux tranchées.

Aux États-Unis, qui restaient pour l'instant en dehors de cette guerre, on s'inquiétait en revanche beaucoup de la santé de l'État. Le socialisme était en pleine expansion. L'IWW semblait être sur tous les fronts. La lutte des classes était intense. À l'été 1916, à San Francisco, une bombe explosa pendant un défilé militaire, tuant neuf personnes. Deux radicaux de la ville, Tom Mooney et Warren Billings, furent arrêtés et passèrent vingt années de leur vie en prison. Peu après, le sénateur de New York, James Wadsworth, proposa d'imposer une préparation militaire à tous les Américains pour prévenir le risque que « notre peuple ne soit divisé en classes ». Au contraire, ajoutait-il, « nous devrions faire savoir à notre jeunesse qu'elle a assurément un devoir envers ce pays ».

L'accomplissement ultime de ce devoir avait lieu, au même moment, en Europe. Dix millions d'hommes allaient mourir sur les champs de bataille et vingt autres millions allaient les suivre, victimes de la faim et des maladies consécutives à la guerre. Personne depuis n'a jamais pu prouver que ce conflit eût fait faire à l'humanité le moindre progrès justifiant la mort d'un seul être humain. Les socialistes, qui qualifiaient cette guerre de « guerre impérialiste », passent aujourd'hui pour des modérés, et leur

jugement est difficilement contestable. Les pays capitalistes d'Europe se déchiraient pour des questions de frontières, de colonies, de sphères d'influence et se disputaient l'Alsace-Lorraine, les Balkans, l'Afrique et le Moyen-Orient.

La guerre éclata en pleine euphorie progressiste et moderniste, en particulier chez les élites fortunées d'Occident. Le lendemain de la déclaration de guerre par l'Angleterre, Henry James écrivait à un ami que « le plongeon de la civilisation dans cet abîme de sang et de ténèbres [balayait] d'un coup la longue période durant laquelle nous nous étions imaginés que le monde allait s'améliorant ». Pendant la première bataille de la Marne, Anglais et Français réussirent à bloquer la progression allemande sur Paris. Dans chaque camp, on compta environ cinq cent mille morts et blessés.

La tuerie débuta très rapidement et sur une grande échelle. En août 1914, pour s'engager dans l'armée britannique, il fallait mesurer au moins 1,72 mètre. En octobre il suffisait de faire 1,65 mètre. Le même mois, les pertes s'élevant à trente mille hommes, on abaissa la taille minimum à 1,60 mètre. Au terme des trois premiers mois de guerre, la quasi-totalité des troupes anglaises initialement engagées sur le terrain avait été anéantie.

Durant trois ans, les lignes de front sur le sol français restèrent presque inchangées. Tour à tour, chaque camp progressait, puis reculait avant d'avancer à nouveau (de quelques mètres ou de quelques kilomètres), tandis que les cadavres s'amoncelaient. En 1916, les Allemands tentèrent de percer le front à Verdun. Les Britanniques et les Français contre-attaquèrent le long de la Seine : les quelques kilomètres de leur progression coûtèrent la vie à six cent mille hommes. Un jour, les huit cents hommes du 9e bataillon royal d'infanterie légère du Yorkshire se lancèrent dans une offensive : le lendemain, il ne restait plus que quatre-vingt-quatre hommes valides.

En Angleterre même, la population n'était pas informée sur l'ampleur du massacre. Un écrivain anglais rappelait que « la plus sanglante défaite de toute l'histoire anglaise pouvait avoir eu lieu [...] et les journaux sortaient insipides, bavards et pittoresques, sans que rien n'indique que la journée n'ait pas été vraiment bonne – une victoire en quelque sorte ». Il en allait de même en Allemagne. Comme Erich Maria Remarque l'écrit dans son magnifique roman, alors que les hommes mouraient par milliers, victimes des mitrailleuses et des obus, les dépêches officielles annonçaient : « À l'ouest rien de nouveau. »

En juillet 1916, le général anglais Douglas Haig ordonna que onze divisions de soldats britanniques sortent de leurs tranchées

pour monter à l'assaut des lignes allemandes. Les six divisions allemandes ouvrirent immédiatement le feu. Sur les cent dix mille hommes qui attaquèrent ce jour-là, vingt mille furent tués et quarante mille autres blessés. Tous ces corps jonchaient le *no man's land*, ce territoire fantomatique qui s'étendait entre deux tranchées. Le 1er janvier 1917, Haig fut promu maréchal. Les événements de cet été-là sont évoqués de manière laconique dans l'ouvrage de William Langer, *An Encyclopedia of World History* : « Malgré l'opposition de Lloyd George et le scepticisme de certains de ses subordonnés, Haig lança avec enthousiasme l'offensive principale. La troisième bataille d'Ypres fut une série de huit attaques massives menées sous une pluie battante, sur un terrain gorgé d'eau et de boue. La percée n'eut pas lieu et l'on n'y gagna que huit kilomètres de terrain, ce qui rendit la position d'Ypres plus difficile que jamais et coûta la vie à quatre cent mille Anglais. »

Les populations françaises et anglaises ignoraient l'ampleur des pertes humaines. Comme le rapporte Paul Fussell dans son *Great War and Modern Memory*, lorsque, au cours de la dernière année de guerre, les Allemands lancèrent une terrible offensive sur la Somme, faisant quelque trois cent mille morts et blessés parmi les soldats anglais, les journaux londoniens publièrent le conseil suivant :

> « Que puis-je faire ? » Comment les civils peuvent-ils apporter leur aide en cette période de crise ?
> Soyez gais.
> Encouragez vos amis sur le front.
> Ne répétez pas les ragots imbéciles.
> N'écoutez pas les folles rumeurs. N'imaginez pas que vous en savez plus que Haig.

C'est dans cette atmosphère de mort et de mensonges que les États-Unis firent leur entrée en guerre en 1917. Des mutineries commençaient à éclater dans l'armée française. Comme une traînée de poudre, la révolte toucha soixante-huit des cent douze divisions françaises. Six cent vingt-neuf soldats furent jugés et condamnés et cinquante d'entre eux furent exécutés. On attendait avec impatience les troupes américaines.

Le président Woodrow Wilson avait promis que les États-Unis resteraient neutres : « Il est des nations trop fières pour se battre. » Mais, en avril 1917, les Allemands annoncèrent que leurs sous-marins couleraient tout transport de munitions destiné à leurs adversaires. Ils avaient du reste déjà coulé un certain nombre de navires marchands. Wilson déclara alors qu'il défendrait le droit des Américains à voyager sur des navires marchands dans la zone

des hostilités : « Je ne consentirai jamais à ce que l'on limite en aucune façon les droits des citoyens américains. »

Selon Richard Hofstadter (*American Political Tradition*), « il s'agissait là d'une bien piètre tentative de justification ». En effet, les Anglais avaient également attenté aux droits des Américains à se déplacer sur les mers sans que Wilson n'eût suggéré pour autant que l'on entrât en guerre avec eux. Hofstadter prétend que Wilson « était contraint de trouver des raisons juridiques à des politiques qui ne se fondaient pas sur la loi mais sur des questions d'équilibre des pouvoirs et de nécessités économiques ».

Il était d'ailleurs irréaliste d'imaginer que les Allemands pouvaient traiter les États-Unis en pays neutre alors que les navires américains transportaient des tonnes de matériel de guerre destiné à leurs adversaires. Au début de 1915, le paquebot anglais *Lusitania* fut coulé par un sous-marin allemand. Il sombra en dix-huit minutes : mille cent quatre-vingt-dix-huit personnes périrent noyées, dont cent vingt-quatre Américains. Les États-Unis prétendirent que le paquebot ne transportait qu'un chargement inoffensif et que le comportement du sous-marin allemand était en conséquence un crime monstrueux. En fait, le *Lusitania* transportait bel et bien mille deux cent quarante-huit caisses d'obus et quatre mille neuf cent vingt-sept boîtes de mille cartouches chacune ainsi que deux mille caisses de munitions pour des armes de poing. Son manifeste fut falsifié ultérieurement pour dissimuler cette réalité, et les gouvernements anglais et américain mentirent à propos de sa cargaison.

Hofstadter évoque des « nécessités économiques » à l'origine de la politique de Wilson. En 1914, une grave récession avait frappé les États-Unis. J. P. Morgan affirma plus tard que « la guerre avait débuté pendant une période difficile ». Selon lui, « le pays connaissait une crise des affaires, les prix agricoles étaient en pleine déflation, le chômage était important, les industries lourdes produisaient bien en dessous de leurs capacités et les banques étaient également en mauvaise santé ». À partir de 1915 cependant, les commandes de matériel de guerre émanant des Alliés (et en particulier de l'Angleterre) stimulèrent l'économie. En avril 1917, plus de deux milliards de dollars de marchandises avaient été vendues aux Alliés. Pour Hofstadter toujours, « l'Amérique était désormais liée aux Alliés par la combinaison fatale de la guerre et de la prospérité ».

Une prospérité qui dépendait en grande partie, aux yeux des principaux dirigeants du pays, des marchés étrangers. En 1897, les investissements privés américains à l'étranger s'élevaient à 700 millions de dollars. En 1914, ils étaient passés à 3,5 milliards de dollars.

Le secrétaire d'État de Wilson, William Jennings Bryan, partisan de la neutralité américaine dans la guerre, pensait néanmoins que les États-Unis avaient besoin des marchés extérieurs. En mai 1914, il félicita le président pour « avoir ouvert les portes des pays les plus faibles aux entreprises et au capital américains ».

Quelques années plus tôt, en 1907, Woodrow Wilson avait déclaré lors d'une conférence donnée à la Columbia University : « Les concessions obtenues par les financiers devaient être protégées par les représentants de l'État même si la souveraineté des nations réticentes devait être malmenée à cette occasion. [...] Les portes des nations qui nous sont fermées doivent être enfoncées. » Lors de sa campagne présidentielle de 1912, il avait également déclaré : « Notre marché intérieur ne suffit plus, il nous faut les marchés extérieurs. » Dans une note adressée à Bryan, il décrivait son projet comme « une porte ouverte sur le monde ». En 1914, il déclara encore qu'il soutenait « la juste conquête des marchés étrangers ».

Avec la Première Guerre mondiale, l'Angleterre devint de plus en plus un marché pour les produits américains et pour les prêts financiers à intérêts. La J. P. Morgan & Co. agissait en tant qu'agent pour les Alliés. Quand, en 1915, Wilson leva l'interdit sur les prêts bancaires destinés aux Alliés, Morgan se mit à prêter de telles sommes d'argent qu'il fit d'immenses profits personnels tout en intéressant étroitement la finance américaine à une victoire anglaise contre l'Allemagne.

Les industriels et les dirigeants politiques parlaient de prospérité comme si elle concernait toutes les classes de la société. Certes, la guerre signifiait plus de productivité et plus de travail. Mais au bout du compte, les employés des aciéries gagnèrent-ils autant que la US Steel, qui réalisa quelque 348 millions de dollars de profit pour la seule année 1916 ? Lorsque les États-Unis entrèrent en guerre, les riches jouèrent un rôle accru dans la gestion de l'économie nationale. Le financier Bernard Baruch obtint la présidence du conseil de l'Industrie de guerre, le plus important département de l'administration en temps de guerre. Les banquiers, les propriétaires de chemins de fer et les industriels dominaient tous ces départements de l'administration.

En mai 1915, l'*Atlantic Monthly* fit paraître un article remarquable d'intelligence sur la véritable nature de la Première Guerre mondiale. Rédigé par W. E. B. Du Bois, l'article s'intitulait « Les origines africaines de la guerre ». Selon Du Bois, il s'agissait d'une guerre pour la domination du monde, et les combats que se livraient les Anglais et les Allemands en Afrique en étaient à la fois le signe et la réalité : « Au sens le plus strict, l'Afrique est la cause première

de ce terrible retournement de civilisation qu'il nous est donné de vivre. » L'Afrique, selon Du Bois, était « la terre du XXe siècle » en raison de l'or et des diamants de l'Afrique du Sud, du cacao de l'Angola et du Nigeria, du caoutchouc et de l'ivoire du Congo et de l'huile de palme de la côte Ouest.

Mais la vision de Du Bois allait bien plus loin. Plusieurs années avant la parution de l'*Impérialisme* de Lénine – qui signalait la nouvelle possibilité pour les classes laborieuses des États impérialistes de toucher une part du butin –, Du Bois insistait sur le paradoxe d'une « démocratie plus étendue » en Amérique, contemporaine de l'instauration d'un « élitisme et [d'une] haine accrus envers les races les plus noires ». Il expliquait ce paradoxe par le fait que « le travailleur blanc [avait] été invité à partager les bénéfices de l'exploitation des "chinetoques et des négros" ». Oui, l'Anglais, le Français, l'Allemand ou l'Américain moyen avait un niveau de vie plus élevé qu'auparavant. Mais « d'où [provenait] donc cette nouvelle richesse? [...] Essentiellement des nations les plus noires du globe – l'Asie, l'Afrique, les Amériques centrale et du Sud, les Antilles et les îles des mers du Sud ».

Du Bois constatait l'ingéniosité avec laquelle le capitalisme unissait exploiteurs et exploités, créant de ce fait un sas de sécurité contre les dangereux conflits de classes : « Désormais ce n'est plus seulement le prince marchand, le monopole aristocratique ou même la classe dirigeante qui exploite le globe. C'est la nation tout entière, une nouvelle nation démocratique fondée sur l'union du capital et du travail. »

La situation aux États-Unis illustrait parfaitement les propos de Du Bois. Le capitalisme américain avait besoin de cette rivalité internationale – et de ces guerres périodiques – pour créer une communauté artificielle d'intérêt entre riches et pauvres propre à supplanter la communauté originelle d'intérêt entre pauvres qui engendrait des mouvements sporadiques de révolte. Il est difficile de dire à quel point les dirigeants politiques et les entrepreneurs étaient conscients de ce phénomène. Mais leurs actes, même à moitié conscients, comme autant de réflexes instinctifs de défense, correspondaient parfaitement à ce schéma. En 1917, ce processus exigeait la création d'un consensus national autour de la guerre.

Si l'on en croit les historiens classiques, le gouvernement parvint rapidement à forger ce consensus. Le biographe de Woodrow Wilson, Arthur Link, écrivait qu'« en dernière analyse la politique américaine était déterminée par le président et l'opinion publique ». En fait, il était impossible de sonder l'opinion publique à cette époque et il n'existe aucune preuve concluante que l'opinion eût

désiré la guerre. Le gouvernement dut fournir un sérieux effort pour créer ce consensus. La rigueur des mesures mises en place tendrait même à prouver qu'il n'existait pas de désir spontané de combattre : incorporation des jeunes, formidable campagne de propagande orchestrée à travers tout le pays [1], sévères sanctions prises à l'encontre de ceux qui refusaient de rentrer dans le rang.

En dépit des beaux discours de Wilson à propos de cette guerre « pour que cessent toutes les guerres » et pour « sauver la démocratie dans le monde », les Américains ne se bousculèrent pas dans les bureaux d'enrôlement. Il fallait un million de soldats : après les six premières semaines de guerre, soixante-treize mille hommes seulement s'étaient portés volontaires. Le Congrès vota alors à une écrasante majorité en faveur de la conscription.

George Creel, un journaliste chevronné, devint le propagandiste officiel de la guerre. Il mit sur pied un Comité d'information publique destiné à persuader les Américains que la guerre était une cause juste. Ce comité finança soixante-quinze mille orateurs qui firent sept cent cinquante mille discours dans cinq mille villes et villages des États-Unis. Il s'agissait d'une énorme débauche d'énergie en vue de susciter une certaine exaltation chez une opinion publique réticente. Selon un membre de la National Civic Federation, au début de 1917, « ni les travailleurs ni les agriculteurs ne [prenaient] part ou ne [s'intéressaient] aux efforts fournis par les ligues de défense et de sécurité ou tout autres mouvements d'alerte nationale ».

Le lendemain du vote de la guerre par le Congrès, le parti socialiste réunit en urgence une convention à Saint Louis et qualifia la déclaration de guerre de « crime contre le peuple des États-Unis ». À l'été 1917, des rassemblements pacifistes organisés par les socialistes du Minnesota attirèrent des foules importantes : cinq mille, dix mille et même vingt mille fermiers qui protestaient contre la guerre, la conscription et l'enrichissement abusif. Un journal local du Wisconsin, la *Review* de Plymouth, affirmait que probablement « aucun parti ne [profitait] autant de la situation que le parti socialiste ». Le journal ajoutait que « des milliers de personnes [s'étaient] rassemblées pour écouter des orateurs socialistes dans des endroits où d'ordinaire des rassemblements de quelques centaines de personnes [étaient] considérés comme importants ». Le *Beacon-Journal* d'Akron, un périodique conservateur de l'Ohio,

1. Par exemple, les « *five minutes men* », propagandistes très entrainés, simulaient dans les lieux publics des discussions houleuses que l'un des deux interlocuteurs « emportait » en déployant une rhétorique particulièrement efficace en faveur de l'entrée

reconnaissait que « peu d'observateurs politiques seraient en mesure de nier [...] que si une élection avait lieu prochainement, un raz-de-marée socialiste submergerait sans doute le Middle West ». Le journal ajoutait que le pays ne s'était « jamais embarqué dans une guerre plus impopulaire ».

Aux élections municipales de 1917, malgré l'intensité de la propagande patriotique, le parti socialiste obtint de remarquables scores. Son candidat à la mairie de New York, Morris Hillquit, réunit sur son nom 22 % des voix, cinq fois plus que le vote socialiste habituel dans cette ville. Dix socialistes furent élus à la législature de l'État de New York. À Chicago, les voix du parti socialiste passèrent de 3,6 % en 1915 à 34,7 % en 1917, et à Buffalo, de 2,6 % à 30,2 %.

George Creel et le gouvernement étaient à l'origine de la création de l'American Alliance for Labor and Democracy. Présidée par Samuel Gompers, son objectif était « d'unifier le sentiment national » en faveur de la guerre. Cette organisation possédait des ramifications dans cent soixante-quatre villes. De nombreux représentants syndicaux travaillaient pour elle. Cependant, l'Alliance n'obtint selon James Weinstein que très peu de résultats : « L'enthousiasme guerrier de la masse des travailleurs resta singulièrement faible. » Et si d'éminentes personnalités socialistes se déclarèrent en faveur de la guerre après l'entrée des États-Unis dans les hostilités (Jack London, Upton Sinclair ou Clarence Darrow), la plupart des socialistes continuèrent de s'y opposer.

En juin 1917, le Congrès vota la loi sur l'espionnage, ratifiée ensuite par Wilson. Son intitulé pouvait laisser penser qu'il s'agissait d'une loi contre l'acte même d'espionnage, mais elle présentait également une clause qui prévoyait une peine pouvant aller jusqu'à vingt ans d'emprisonnement contre « toute personne qui, en temps de guerre, inciterait volontairement ou tenterait d'inciter à l'insubordination, la trahison, la mutinerie ou le refus de servir dans les forces armées et navales des États-Unis, ou qui ferait volontairement obstruction aux services d'enrôlement et de recrutement américains ». À moins de posséder une théorie personnelle sur la nature des gouvernements, on ne pouvait deviner quel usage il serait fait de cette loi sur l'espionnage. Une autre clause précisait que « rien de tout cela ne devait être interprété de manière à limiter ou restreindre [...] les discussions, les commentaires ou les critiques touchant l'activité politique du gouvernement ». Ce double langage dissimulait en réalité un objectif unique : la loi sur l'espionnage permit de jeter en prison les Américains qui prenaient position, oralement ou par écrit, contre la guerre.

Deux mois après le vote de cette loi, le socialiste Charles Schenck était arrêté à Philadelphie pour avoir imprimé et distribué quinze mille tracts qui dénonçaient la loi sur la conscription et la guerre. Ce tract affirmait que la loi violait le Treizième Amendement contre « la servitude involontaire ». La conscription, disait ce tract, était « un acte monstrueux contre l'humanité perpétré dans l'intérêt des financiers de Wall Street ». Schenck ajoutait : « Ne cédez pas à l'intimidation. »

Il fut inculpé, jugé et condamné à six mois d'emprisonnement pour infraction à la loi sur l'espionnage (il apparaîtra que cette peine fut l'une des plus légères appliquées dans ce genre de cas). Schenck fit appel du jugement, arguant du fait que cette loi, en brimant la liberté d'expression, violait le Premier Amendement : « Le Congrès ne fera aucune loi [...] qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse. »

La décision de la Cour suprême, rédigée par le plus libéral de ses membres, Oliver Wendell Holmes, fut unanime. Résumant le contenu du tract, il déclarait qu'il était indubitablement destiné à faire « obstruction » à la loi sur la conscription. Le Premier Amendement protégeait-il Schenck? À ce sujet, Holmes affirmait : « L'application la plus rigoureuse de la liberté de parole ne protégerait pourtant pas un homme qui crierait faussement au feu dans un théâtre et y causerait la panique. [...] Le principal dans toute situation est de savoir si les termes utilisés le sont dans des circonstances telles et sont de telle nature qu'ils créent une menace claire et effective susceptible de provoquer des désastres substantiels que le Congrès a le devoir de prévenir. »

L'analogie dont use Holmes est à la fois intelligente et séduisante. Rares sont ceux qui jugeraient que le principe de la liberté d'expression devrait être appliqué à un individu criant au feu dans un théâtre pour y provoquer la panique. Mais cet exemple peut-il s'appliquer aux critiques émises contre la guerre? Zechariah Chafee, professeur à l'école de droit de Harvard, écrivit plus tard dans son *Free Speech in the United States* que l'analogie la plus pertinente serait celle d'un individu qui, à l'entracte, monterait sur scène pour informer qu'en cas d'incendie les sorties de secours seraient en nombre insuffisant. Si on veut poursuivre le jeu de l'analogie, Schenck agissait plutôt comme un individu qui préviendrait honnêtement les spectateurs sur le point d'acheter leurs places et d'entrer dans le théâtre que la salle de spectacle est en train de brûler.

Peut-être la liberté de parole pouvait-elle être rejetée par toute personne un peu sensée lorsque son usage faisait peser une « menace claire et effective » sur la vie et la liberté. Après tout, la

liberté d'expression entre en compétition avec d'autres droits essentiels. Mais la guerre elle-même ne menaçait-elle pas clairement et effectivement la vie – et même bien plus clairement, effectivement et dangereusement que tous les discours critiques à son encontre? Les citoyens n'étaient-ils pas en droit de douter du bien-fondé de cette guerre et de remettre en cause ces politiques dangereuses?

Soit dit en passant, cette loi sur l'espionnage fait toujours partie de notre code législatif. Bien que supposée s'appliquer essentiellement en temps de guerre, elle a été en réalité constamment disponible à partir des années 1950, puisque les États-Unis sont officiellement en « état d'urgence » depuis la guerre de Corée. En 1963, l'administration Kennedy tenta vainement de faire passer un décret pour appliquer la loi sur l'espionnage aux déclarations faites par des Américains sur un sol étranger. Ce décret visait avant tout, selon un courrier adressé par le secrétaire d'État Rusk à Lodge, ambassadeur au Vietnam, les journalistes américains en poste au Vietnam qui, en publiant des « articles critiques [...] sur Diem et son gouvernement », étaient censés « nuire à l'effort de guerre ».

Le cas d'Eugene Debs fut bientôt présenté devant la Cour suprême. En juin 1918, après avoir rendu visite à trois socialistes emprisonnés pour s'être opposés à la conscription, Debs avait harangué le public deux heures durant devant les murs de la prison. Debs était l'un des orateurs les plus talentueux du pays et son discours fut de nombreuses fois interrompu par les applaudissements et les rires. Il évoqua ses camarades emprisonnés et rejeta les accusations de germanophilie portées contre les socialistes : « Je hais, j'abhorre et je méprise Junkers[1] et son royaume. Je n'ai que faire des Junkers allemands, pas plus que des Junkers américains. [Tonnerre d'applaudissements et cris d'encouragement] Ils nous disent que nous vivons dans une grande république libre; que nos institutions sont démocratiques; que nous formons un peuple libre qui se gouverne lui-même. Cette bonne blague! Toutes les guerres de l'histoire n'ont été que des guerres de conquêtes et de pillages. [...] C'est ça, la guerre. La classe des maîtres déclare les guerres et ce sont leurs sujets qui se battent. »

Debs tomba sous le coup de la loi sur l'espionnage. Il y avait des jeunes en âge de s'enrôler dans l'assistance et ses propos pouvaient faire « obstruction au recrutement et à l'enrôlement » dans les forces armées.

Mais son discours disait bien d'autres choses : « Oui, bientôt nous nous saisirons du pouvoir dans ce pays et partout dans le

---

en guerre.

1. Hugo Junkers, 1859-1935. Industriel allemand qui construisit le premier avion

monde. Nous détruirons toutes les institutions esclavagistes et dégradantes du capitalisme pour en fonder de nouvelles, à la fois libératrices et humaines. Le monde change tous les jours sous nos yeux. C'est le crépuscule du capitalisme. C'est l'aube du socialisme. [...] Le jour venu, l'heure sonnera et notre grande cause triomphante [...] proclamera l'émancipation de la classe ouvrière et la fraternité entre les hommes. [Applaudissements prolongés] »

Lors du procès, Debs refusa de se défendre et de présenter des témoins à décharge. Il ne renia rien de ce qu'il avait dit et prit la parole avant que le jury ne se retirât pour délibérer : « Je suis accusé de m'opposer à la guerre. C'est vrai. Messieurs, j'abhorre la guerre. Serais-je le seul que je m'opposerais tout de même à la guerre. [...] Je suis avec tous ceux qui souffrent et se battent où qu'ils soient. Pour moi, le drapeau sous lequel ils sont nés ou l'endroit où ils vivent ne fait aucune différence. »

Le jury condamna Debs, qui s'adressa au juge avant la lecture de la sentence : « Votre Honneur, cela fait des années que j'ai reconnu ma parenté avec tous les êtres humains. J'ai accepté l'idée que je n'étais pas meilleur que le plus humble d'entre eux. Je disais alors – et je le répète aujourd'hui – que, tant qu'il existera une classe défavorisée, j'en serai ; un élément criminel, j'en serai. Et tant qu'il y aura un homme en prison, je ne serai pas libre. »

Le juge s'emporta contre « ceux qui [voulaient] ôter le glaive de la main de cette nation alors qu'elle est engagée dans sa propre défense contre une puissance brutale et étrangère ». Il condamna Debs à dix ans de prison.

Le recours en appel de Debs ne fut examiné par la Cour suprême qu'en 1919. La guerre était alors finie. Oliver Wendell Holmes, au nom de la Cour unanime, confirma la condamnation. Holmes évoqua le discours de Debs : « Il exprima ensuite son opposition au militarisme prussien en des termes qui, naturellement, laissaient entendre que l'attitude des États-Unis était également visée. » Holmes déclarait que Debs jouait de l'« opposition traditionnelle entre capitalistes et travailleurs [...], insinuant tout du long que les travailleurs n'étaient pas concernés par la guerre ». Pour finir, Holmes jugeait que le discours de Debs avait pour « effet évident et prémédité » de faire obstruction au recrutement militaire.

Debs fut d'abord interné au pénitencier de l'État de Virginie-Occidentale avant de rejoindre le pénitencier fédéral d'Atlanta, où il passa trente-deux mois avant d'être gracié, en 1921, à l'âge de soixante-six ans, par le président Harding.

Neuf cents personnes environ furent emprisonnées pour violation de la loi sur l'espionnage. Cette opposition substantielle était autant

que possible dissimulée aux yeux de l'opinion publique. En revanche, le sentiment patriotique était exalté à grand renfort de fanfares militaires et de drapeaux, les projecteurs pointés sur les foules acquérant des titres de guerre et sur l'acceptation par la majorité des Américains de l'incorporation et de la guerre. Cette acceptation ne fut pourtant acquise que par l'intimidation et par le biais d'opérations de relations publiques bien montées, grâce à la mobilisation de tous les moyens du gouvernement fédéral, soutenu par l'argent des milieux d'affaires. L'ampleur même de cette campagne pour décourager l'opposition en dit long sur la « spontanéité » du sentiment populaire favorable à la guerre.

Les journaux participèrent à cette opération d'intimidation. En avril 1917, le *New York Times* citait Elihu Root (ancien secrétaire d'État à la Guerre et alors avocat d'affaires) qui déclarait : « L'heure n'est plus aux critiques. » Quelques mois plus tard, le même journal citait à nouveau Root : « Il y a en ce moment même, dans les rues, des hommes qui pourraient bien être arrêtés demain à l'aube et fusillés pour trahison. »

À la même époque, devant les membres du Harvard Club, Theodore Roosevelt qualifiait les socialistes, l'IWW et tous ceux qui voulaient la paix de « ramassis de créatures asexuées ».

À l'été 1917, l'American Defense Society voyait le jour. Selon le *Herald* de New York, « plus d'une centaine d'hommes se sont engagés hier dans la Patrouille américaine de sécurité sous l'égide de l'American Defense Society. [...] Cette Patrouille a pour mission de faire taire les propos séditieux qu'on entend dans nos rues ».

Le département à la Justice parraina une American Protective League qui comptait, en juin 1917, des unités dans soixante villes et villages et rassemblait près de cent mille membres. La presse soulignait que les responsables en étaient bien souvent les « hommes les plus éminents de leur communauté, banquiers, directeurs de chemins de fer, hôteliers ». Une étude menée sur cette American Protective League en décrit les méthodes : « Le courrier est supposé être sacré. [...] Pourtant, l'American Protective League fut bien souvent étrangement clairvoyante à propos des lettres rédigées par les suspects. [...] Entrer par effraction au domicile ou sur le lieu de travail d'un individu sans mandat de perquisition est considéré d'ordinaire comme un cambriolage. Pourtant, la League a fait cela des milliers de fois sans être le moins du monde inquiétée ! »

Cette American Protective League se targuait d'avoir révélé trois millions de cas de trahison. Même si ces chiffres sont exagérés, l'importance et les moyens de la League donnent une idée de l'ampleur de cette « trahison ».

Les États mirent sur pied des milices de surveillance. La commission de sécurité publique du Minnesota, instaurée par la loi, ferma les bars et les salles de cinéma, répertoria les terres appartenant à des étrangers, assura la promotion des titres de guerre et mit à l'épreuve la loyauté des citoyens. Le *Journal* de Minneapolis publia un appel de la commission demandant « à tous les patriotes [de] se joindre à l'éradication des activités et opinions séditieuses et anti-conscription ».

La presse nationale coopéra dans une très large mesure avec le gouvernement. À l'été 1917, le *New York Times* fit paraître un éditorial qui rappelait qu'il était du « devoir de tout bon citoyen de communiquer aux autorités concernées toute manifestation de déloyauté dont il pourrait avoir connaissance ». Quant au *Literary Digest*, il demandait à ses lecteurs de « noter et de [lui] envoyer toute publication qui leur semblerait séditieuse ou traître à la nation ». Le comité Creel sur l'information publique affirmait que les gens devaient « dénoncer au département à la Justice tout homme qui se répandrait en discours pessimistes ». En 1918, le ministre de la Justice se félicitait : « On peut dire, sans peur de se tromper, que jamais dans toute son histoire ce pays n'aura été aussi parfaitement surveillé. »

Pourquoi une telle dépense d'énergie ? Le 1er août 1917, le *Herald* de New York révélait que quatre-vingt-dix des cent premiers Américains incorporés demandaient à être exemptés. Dans le Minnesota, les gros titres du *Journal* de Minneapolis des 6 et 7 août de la même année affirmaient que « l'opposition à l'incorporation [s'était étendue] rapidement à tout l'État » et que « les conscrits [donnaient] de fausses adresses ». En Floride, deux ouvriers agricoles noirs s'enfuirent dans les bois avec un fusil et se mutilèrent pour échapper à l'incorporation : l'un se fit sauter quatre doigts et l'autre se tira dans le bras à la hauteur du coude. Le sénateur de Géorgie, Thomas Hardwick, déclara que, « indubitablement, des milliers d'individus [refusaient] que l'on applique la loi sur la conscription et de nombreux rassemblements massifs contre cette loi [avaient] eu lieu partout à travers l'État ». Finalement, plus de trois cent trente mille hommes échappèrent à la conscription.

En Oklahoma, le parti socialiste et l'IWW avaient été très actifs auprès des fermiers et des métayers qui formaient un « syndicat de la classe ouvrière ». Lors d'une réunion de ce syndicat, on projeta de détruire un pont de chemin de fer et de couper les lignes de télégraphe afin de faire cesser l'enrôlement. On envisagea également d'organiser une marche sur Washington (appelée la « rébellion du maïs vert » parce qu'il était prévu d'en manger tout au long du

parcours) en soutien à tous les objecteurs du pays. Avant même que le syndicat ait pu mener ces projets à terme, ses dirigeants furent arrêtés et quatre cent cinquante personnes se retrouvèrent au pénitencier de l'État pour rébellion. Les leaders se virent infliger de trois à dix ans d'emprisonnement et les autres des peines allant de deux mois à trois ans.

Le 1er juillet 1917, les radicaux organisèrent un défilé dans les rues de Boston pour protester contre la guerre. Ils brandissant des bannières portant les inscriptions suivantes :

SI C'EST UNE GUERRE POPULAIRE,
POURQUOI LA CONSCRIPTION ?

QUI A VOLÉ PANAMÁ ? QUI A ÉCRASÉ HAÏTI ?

NOUS VOULONS LA PAIX !

Le *Call* de New York relata que huit mille personnes avaient défilé ce jour-là, dont « quatre mille membres du Central Labor Union, deux mille autres des organisations socialistes lettones, mille cinq cents Lituaniens, des Juifs membres des syndicats de la confection ainsi que d'autres organisations liées au parti ». Sur ordre de leurs supérieurs, les soldats s'en prirent au défilé.

Le département des Postes et Télécommunications se mit à refuser aux journaux qui publiaient des articles pacifistes les avantages postaux habituellement concédés à la presse. *The Masses*, une revue socialiste consacrée à la politique, à la littérature et aux arts ne fut plus acheminée par la poste. À l'été 1917, elle avait publié un éditorial signé Max Eastman, qui demandait entre autres choses : « Pour quelles raisons particulières nous embarquez-vous nous et nos fils pour l'Europe ? Pour ma part, je ne reconnais pas au gouvernement le droit de m'enrôler dans une guerre à laquelle je ne crois pas. »

À Los Angeles, on pouvait voir un film sur la Révolution américaine qui évoquait les atrocités commises par les Britanniques à l'égard des colons. Le film s'intitulait *L'Esprit de 76*. Le réalisateur fut poursuivi au nom de la loi sur l'espionnage au motif que son film, selon le juge, mettait « en cause la bonne foi de notre alliée, la Grande-Bretagne ». Il fut condamné à dix ans d'emprisonnement.

Dans une petite ville du Dakota du Sud, Fred Fairchild, fermier et socialiste, fut accusé d'avoir déclaré au cours d'une discussion sur la guerre : « Si j'avais l'âge d'être enrôlé et que je n'avais pas de famille, je refuserais de servir. Ils pourraient me tuer mais ils ne m'obligeraient pas à me battre. » Il fut jugé pour atteinte à la loi sur l'espionnage et condamné à un an et un jour d'emprisonnement au pénitencier de Leavenworth. Ce scénario se répéta près de deux

mille fois (nombre total des condamnations pour atteinte à la loi sur l'espionnage).

Près de soixante-cinq mille personnes se déclarèrent objecteurs de conscience et demandèrent à effectuer un service civil. Dans les bases où ils furent affectés, ils se virent souvent traités avec une brutalité proche du sadisme. Quant à ceux qui furent envoyés au pénitencier de Fort Riley (Kansas) pour avoir absolument refusé de servir, ils étaient entraînés l'un après l'autre dans un couloir de la prison. Là, « une corde de chanvre attachée à un barreau de la plus haute coursive leur était passée autour du cou et on les soulevait jusqu'à ce qu'ils fussent sur le point de s'évanouir. Pendant ce temps, les gardiens les frappaient aux chevilles et aux tibias. Après les avoir redescendus, on leur passait la corde sous les bras et on les resoulevait aussitôt. Ensuite, on les aspergeait à la lance à incendie jusqu'à ce qu'ils s'évanouissent tout à fait. »

Les écoles et les universités décourageaient toute opposition à la guerre. À la Columbia University, J. McKeen Cattell, un psychologue qui avait toujours critiqué le contrôle exercé par le conseil d'université et qui s'opposait à la guerre, fut licencié. Une semaine plus tard, en signe de protestation, le célèbre historien Charles Beard démissionnait de la Columbia University, accusant le conseil de l'établissement d'être « réactionnaire et étroit d'esprit en matière politique et borné et moyenâgeux en matière de religion ».

Au Congrès, rares étaient les voix qui s'élevaient contre la guerre. La première femme élue à la Chambre des représentants, Jeannette Rankin, ne répondit pas à l'appel de son nom lors du vote pour ratifier la déclaration de guerre. L'un des plus anciens politiciens de la Chambre, belliciste acharné, se dirigea vers elle pour lui souffler à l'oreille : « Ma petite dame, vous ne pouvez pas vous permettre de ne pas voter. Vous représentez les femmes de ce pays. » Au tour suivant, elle se leva à l'appel de son nom et déclara : « Je suis avec mon pays mais je ne voterai pas pour la guerre. Je vote "non". » Une chanson populaire de l'époque s'intitulait *Je n'ai pas élevé mon fils pour en faire un soldat*. Mais les chansons que l'on entendait le plus souvent s'intitulaient *Là-bas*, *Notre Bon Vieux Drapeau* ou *Johnny s'en va-t-en guerre*.

En juillet 1917, au cours d'un rassemblement qui se tenait dans le Dakota du Nord, la socialiste Kate Richards O'Hare s'étonnait que l'on considérât apparemment « les femmes américaines ni plus ni moins comme des pondeuses vouées à élever des enfants qui [seraient] plus tard envoyés à l'armée et transformés en engrais ». Elle fut arrêtée, jugée et condamnée à cinq ans d'emprisonnement au pénitencier de l'État du Missouri. Elle continua pourtant à se

battre en prison. Lorsqu'elle protesta, avec ses camarades emprisonnées, contre le manque d'air dû à la fermeture permanente des fenêtres, elle fut traînée dans le couloir et rouée de coups par les gardiens. Au moment où elle était expulsée de sa cellule, elle jeta le livre de poèmes qu'elle tenait à la main sur la fenêtre, qui se brisa, laissant enfin pénétrer l'air frais du dehors. Ses camarades de cellule lui firent une ovation.

Emma Goldman et son compagnon anarchiste Alexander Berkman (qui avait déjà été emprisonné pendant quatorze ans en Pennsylvanie) furent également condamnés pour s'être opposés à la conscription. Emma déclara au jury : « Étant donné le manque de démocratie [aux États-Unis], comment pouvons-nous prétendre l'apporter au reste du monde? [...] Une démocratie conçue dans l'asservissement militaire des masses, dans leur esclavage économique et qui se nourrit de larmes et de sang n'est pas une démocratie. C'est du despotisme. Le fruit d'une série d'abus que le peuple, selon ce dangereux document qu'est la Déclaration d'indépendance, est en droit d'abolir. »

Le journal de l'IWW, l'*Industrial Worker*, annonçait juste avant la déclaration de guerre : « Capitalistes des États-Unis, nous nous battrons contre vous et certes pas pour vous! Conscription! Il n'est pas une force au monde qui puisse contraindre la classe ouvrière à se battre si elle ne le veut pas. » Dans son histoire de l'IWW, Philip Foner affirme que cette organisation n'était pas aussi engagée dans son opposition à la guerre que les socialistes. Fataliste, l'IWW considérait en effet la guerre comme inévitable. Les Wobblies pensaient en outre que seule une victoire dans le cadre de la lutte des classes, seuls des changements révolutionnaires pourraient y mettre fin.

Néanmoins, la guerre offrit au gouvernement l'occasion de se débarrasser de l'IWW. Au début du mois de septembre 1917, des agents du département à la Justice intervinrent dans quarante-huit réunions organisées par l'IWW, emportant la correspondance et les publications qui allaient servir, plus tard, de pièces à conviction lors des procès. Courant septembre, cent soixante-cinq responsables de l'IWW furent arrêtés pour conspiration visant à empêcher l'incorporation, incitation à la désertion et pratiques d'intimidation dans les conflits sociaux. On jugea cent un membres de l'IWW en avril 1918. Il s'agissait alors du plus long procès de toute l'histoire des États-Unis (cinq mois). John Reed, l'écrivain socialiste, qui revenait juste de son expédition en Russie pendant la Révolution bolchevique (*Dix Jours qui ébranlèrent le monde*), couvrit le procès pour le magazine *The Masses* et décrivit les accusés en ces termes :

« Je doute qu'on ait jamais rien vu de tel dans toute l'histoire. La réunion de cent un bûcherons, ouvriers agricoles, mineurs, journalistes [...], qui pensent que les richesses de la terre appartiennent à celui qui les crée [...], autrement dit aux carriers, aux abatteurs d'arbres, aux dockers, à tous ces gars qui font le dur boulot. »

Les membres de l'IWW utilisèrent ce procès comme une tribune pour exposer leurs actions et leurs idées. Parmi les soixante et un Wobblies qui prirent la parole, on retrouvait Big Bill Haywood, qui témoigna durant trois jours. Un autre déclara à la cour : « Vous voulez savoir pourquoi l'IWW n'a pas de sentiments patriotiques vis-à-vis des États-Unis ? Quand vous êtes un clochard sans même une couverture ; quand vous avez dû quitter femme et enfants pour aller chercher du travail dans l'Ouest et que vous ne savez plus depuis où ils se trouvent ; quand vous n'avez jamais pu conserver un travail assez longtemps pour obtenir le droit de vote ; quand vous êtes obligé de dormir dans un dortoir crasseux et sombre et que vous devez vous satisfaire de la nourriture pourrie qu'on peut vous y donner ; quand les policiers trouent vos gamelles en tirant dessus et renversent votre brouet par terre ; quand votre salaire est amputé chaque fois que le patron estime qu'il doit le faire ; quand il y a une loi pour les riches et une autre pour les pauvres ; quand tous ceux qui représentent la loi, l'ordre et la nation vous oppriment en permanence et vous envoient en prison sous les applaudissements et les encouragements de tous les bons chrétiens ; comment pouvez-vous espérer que l'on soit patriote ? Cette guerre est une affaire de gros sous et nous ne voyons pas pourquoi nous devrions y aller et nous faire tuer pour défendre la merveilleuse situation dont nous jouissons de nos jours. »

Ils furent tous déclarés coupables. Le juge condamna Haywood à quatorze ans de prison, d'autres à vingt ans. Trente-trois accusés en prirent pour dix ans et il y eut également quelques peines moins lourdes. Le total des amendes s'élevait à 2,5 millions de dollars. L'IWW fut anéantie. Haywood paya la caution et partit pour la Russie révolutionnaire où il mourut dix ans plus tard.

La guerre prit fin en novembre 1918. Cinquante mille soldats américains y avaient perdu la vie. Il ne fallut pas attendre longtemps pour que s'installent, même chez les plus patriotes, la désillusion et l'amertume. La littérature publiée au cours de la décennie suivante reflète bien souvent cet état d'esprit. Dans son roman *L'An premier du siècle*, John Dos Passos évoque la mort de John Doe[1] :

entièrement métallique ainsi que de nombreux appareils militaires.

1. « Monsieur Tout-le-Monde ». En l'occurrence, il s'agit du corps d'un soldat non identifié

> À la morgue de campagne de Châlons-sur-Marne, dans les relents de chlorure de chaux et de mort, ils choisirent la boîte en pin contenant tout ce qui restait de [...] John Doe.
> Des fragments de viscères et de peau desséchées collés au tissus kaki. [...] Ils l'emportèrent à Châlons-sur-Marne et le déposèrent proprement dans un cercueil en pin et le ramenèrent sur un navire de guerre au Pays bien-aimé de Dieu et il fut enterré dans un sarcophage au Memorial Amphitheatre du cimetière national d'Arlington et la bannière étoilée le recouvrait et le clairon y alla de sa petite musique et monsieur Harding pria Dieu ; et les diplomates, les généraux, les amiraux, les gros bonnets, les politiciens et les belles dames tout droit sorties des rubriques mondaines du *Washington Post* se dressèrent solennellement et pensèrent combien il était beau et triste de regarder la bannière étoilée du Pays de Dieu pendant que le clairon sonnait et qu'éclataient à leurs oreilles les trois salves.
> Là où aurait dû se trouver sa poitrine ils épinglèrent la Médaille du Congrès...

Ernest Hemingway écrivit son *Adieu aux armes*. Quelques années plus tard, un étudiant nommé Irwin Shaw écrivit une pièce intitulée *Bury the Dead*, et un scénariste hollywoodien, Dalton Trumbo, *Johnny s'en va-t-en guerre*, roman pacifiste aussi émouvant qu'éprouvant autour d'un corps affreusement mutilé dont seul le cerveau est sorti indemne du champ de bataille. Quant à Ford Madox Ford, il écrivit *No More Parades*.

Après la guerre, et malgré les emprisonnements, les tentatives d'intimidation et les efforts fournis pour construire l'unité nationale pendant le conflit, les hommes en place continuèrent d'avoir peur du socialisme. Il semble qu'il devint à nouveau nécessaire d'user de la double tactique classique de maintien de l'ordre face au défi révolutionnaire : la réforme et la répression.

La réforme était préconisée par George L. Record, un ami du président Wilson, qui lui écrivait au début de 1919 qu'il fallait agir pour plus de démocratie économique afin de « contrer la menace socialiste ». Record conseillait à Wilson de « devenir le véritable leader des forces radicales américaines et de proposer au pays un programme constructif de réformes fondamentales, véritable alternative au programme présenté par les socialistes et les bolcheviques ».

Cet été-là, le conseiller de Wilson, Joseph Tumulty, lui rappelait combien le conflit entre démocrates et républicains avait peu d'importance en regard de ce qui menaçait les deux partis : « Ce qui s'est produit à Washington hier soir lors de la tentative d'assassinat

contre le ministre de la Justice n'est qu'un symptôme de la terrible agitation qui secoue tout le pays. [...] En tant que démocrate, je serais désolé de voir le parti républicain reprendre le pouvoir. Mais ce n'est pas tant cela qui nous inquiète que de voir à quel point grandit, de jour en jour et sous nos yeux, un mouvement qui, à moins d'être réprimé, s'exprimera nécessairement par des attaques contre tout ce que nous chérissons le plus. En cette période d'agitation industrielle et sociale, les deux partis connaissent un total discrédit auprès du citoyen moyen. »

Ce qui s'était « produit à Washington » la veille, c'était l'explosion d'une bombe devant le domicile du ministre de la Justice de Wilson, A. Mitchell Palmer. Six mois plus tard, Palmer opérait la première de ses rafles massives chez les étrangers – c'est-à-dire chez les immigrants qui n'étaient pas citoyens. Une loi avait été votée par le Congrès peu avant la fin de la guerre. Elle préconisait la déportation des étrangers qui s'opposaient aux décisions du gouvernement ou qui prônaient la disparition de la propriété privée. Le 21 décembre 1919, les hommes de Palmer arrêtèrent deux cent quarante-neuf étrangers d'origine russe (parmi lesquels Emma Goldman et Alexander Berkman), les embarquèrent sur un navire et les expulsèrent vers ce qui était désormais la Russie soviétique. La Constitution n'autorisait pas le Congrès à expulser des étrangers mais la Cour suprême avait décrété en 1892, en confirmant l'expulsion par le Congrès de ressortissants chinois, que pour des raisons de sécurité intérieure le gouvernement avait le droit – naturel en quelque sorte – de le faire.

En janvier 1920, quatre mille personnes furent arrêtées sur l'ensemble du territoire américain, emprisonnées pendant une longue période, gardées au secret et, pour finir, déportées. À Boston, les agents du département à la Justice, avec l'aide de la police locale, arrêtèrent six cents personnes au cours de réunions publiques ou à leurs domiciles, au petit matin. Un juge fédéral relativement mal à l'aise décrit ainsi le processus : « Des peines furent appliquées afin de donner une visibilité spectaculaire à l'opération et pour faire penser qu'il existait réellement un danger grave et imminent. [...] Les étrangers arrêtés étaient le plus souvent des travailleurs parfaitement calmes et inoffensifs, d'anciens paysans russes miséreux pour la plupart. Ils furent menottés deux par deux puis enchaînés et traînés à travers les rues de la ville pour rejoindre le train qui devait les déporter. »

Au printemps 1920, un ouvrier imprimeur anarchiste nommé Andrea Salsedo était arrêté à New York par les agents du FBI et retenu pendant six semaines dans les bureaux de cet organisme, au

quatorzième étage du Park Row Building. Toute communication avec sa famille, ses amis ou des avocats lui fut interdite. Un jour, on retrouva son corps écrasé sur le trottoir au pied de l'immeuble. Selon le bureau fédéral, Salsedo s'était jeté par la fenêtre.

Après sa mort, deux de ses amis anarchistes qui travaillaient à la périphérie de Boston décidèrent de porter une arme. Arrêtés dans un tramway de Brockton (Massachusetts), ils furent accusés d'être les auteurs d'un hold-up et d'un meurtre commis deux semaines plus tôt dans une usine de chaussures. Ces deux hommes étaient Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti. Ils furent jugés et reconnus coupables. Ils passèrent sept années en prison pendant lesquelles leur cas souleva l'indignation internationale. Les comptes rendus du procès et les circonstances dans lesquelles il eut lieu laissaient supposer que Sacco et Vanzetti avaient été condamnés à mort parce qu'étrangers et anarchistes. En août 1927, pendant que la police dispersait les manifestants à grands coups de matraque et procédait à des arrestations, Sacco et Vanzetti passaient sur la chaise électrique dans une prison sous haute protection militaire.

Le dernier message de Sacco à son fils Dante s'adressait également, dans un anglais laborieux, à des millions d'autres personnes pour les années à venir : « Fils, au lieu de pleurer, sois fort pour être capable de consoler ta mère. Emmène-la faire une grande promenade dans la campagne pour ramasser des fleurs sauvages. [...] Mais souviens-toi toujours, Dante, dans le jeu du bonheur il ne faut pas garder tout pour soi. [...] Aide les persécutés et les victimes parce que ce sont tes meilleurs amis. [...] Dans cette lutte qu'est la vie, plus tu aimeras plus tu seras aimé. »

On avait fait des réformes. On avait invoqué la ferveur patriotique et guerrière. Les tribunaux et les prisons avaient servi à convaincre les gens que certains idéaux et certains modes de résistance ne sauraient être tolérés. Et pourtant, du fond même des cellules des condamnés, le message continuait de passer : la guerre de classes se poursuivait dans cette prétendue société sans classes qu'étaient les États-Unis. Et en effet, tout au long des années 1920 et 1930, la guerre de classes continua.

Chapitre XV
De l'entraide par gros temps

FÉVRIER 1919. La guerre vient juste de prendre fin. La direction de l'IWW est en prison mais l'idée de grève générale qu'elle a longtemps soutenue devient réalité à Seattle (État de Washington), où le débrayage de cent mille ouvriers paralyse la ville pendant cinq jours.

La grève commença avec les trente-cinq mille ouvriers des chantiers navals qui exigeaient une augmentation de salaire. Ils demandèrent le soutien du Central Labor Council de Seattle, qui proposa de lancer un mouvement à l'échelle de la ville. Deux semaines plus tard, cent dix syndicats locaux – la plupart membres de l'AFL, une poignée d'autres affiliés à l'IWW – avaient voté la grève. Chaque syndicat était représenté au comité de grève générale par trois membres élus par sa base. Le 6 février 1919, à dix heures du matin, la grève débutait.

L'unité n'avait pas été facile à obtenir : les syndicats locaux de l'IWW ne s'entendaient guère avec ceux de l'AFL, et les travailleurs japonais, admis au comité de grève générale, restaient cantonnés dans un rôle d'observateurs. Quoi qu'il en soit, soixante mille travailleurs syndiqués cessèrent le travail et quarante mille autres en firent autant en signe de soutien.

Il existait d'ailleurs à Seattle une forte tradition radicale. Pendant la guerre, le président de l'AFL locale, un socialiste, avait été emprisonné – et torturé – pour obstruction à la conscription. À cette occasion, on avait organisé de grandes manifestations ouvrières.

En février 1919, toutes les activités cessèrent, excepté celles que les grévistes mirent sur pied pour subvenir aux besoins de première nécessité. Les pompiers acceptèrent de rester à leurs postes. Les blanchisseurs ne travaillaient plus que pour l'hôpital. Les véhicules

autorisés à se déplacer portaient l'inscription : « Exempté par le comité de grève ». Trente-cinq postes de distribution pour le lait furent installés dans les quartiers et trente mille repas étaient préparés quotidiennement dans d'immenses cuisines, transportés dans les cantines collectives éparpillées dans toute la ville et servis pour 25 cents aux grévistes et pour 35 cents aux autres. La viande, les pâtes, le pain et le café étaient servis sans compter.

Une milice ouvrière constituée de vétérans de la récente guerre fut chargée d'assurer le maintien de l'ordre. Dans l'un des quartiers généraux de cette milice, on pouvait lire sur un tableau que son « but [était] de maintenir la loi et l'ordre sans avoir recours à la force ». Et encore : « Aucun volontaire ne jouira de prérogatives policières ni ne sera autorisé à porter d'armes d'aucune sorte. On usera exclusivement de persuasion. » Pendant la grève, la criminalité diminua. Le commandant du détachement militaire envoyé dans la région confia aux grévistes qu'en quarante ans d'expérience militaire il n'avait jamais vu une ville aussi calme et aussi bien gérée. L'*Union Record* de Seattle (un quotidien édité par les travailleurs) publia un poème signé Anise :

Ce qui les effraie le plus
c'est que RIEN NE SE PASSE !
Ils s'attendent
à des ÉMEUTES,
possèdent des mitrailleuses
et des soldats,
mais ce SILENCE SOURIANT
les inquiète.
Les hommes d'affaires
ne comprennent pas
ce type d'arme.
[...]
Mon Frère, c'est ton SOURIRE
qui ÉBRANLE
leur confiance dans les armes !
C'est la benne à ordures
qui parcourt les rues
marquée
"EXEMPTÉ par le COMITÉ".
Ce sont les distributions de lait
qui s'améliorent chaque jour,
et les trois cents
ouvriers vétérans de la GUERRE

maîtrisant les foules
sans FUSILS.
Car toutes ces choses parlent
d'un NOUVEL ORDRE possible
et d'un NOUVEAU MONDE
dans lequel ils se sentent
ÉTRANGERS.

Le maire de la ville fit prêter serment à deux mille quatre cents adjoints extraordinaires, pour la plupart des étudiants de l'université de Washington. Le gouvernement américain dépêcha près d'un millier de soldats à Seattle. Selon le comité de grève lui-même, la grève générale cessa au bout de cinq jours sous la pression des représentants fédéraux des syndicats et à cause des difficultés engendrées par la totale paralysie de la ville.

La grève s'était déroulée pacifiquement. Elle fut cependant suivie de perquisitions et d'arrestations dans les locaux du parti socialiste et dans ceux d'une imprimerie. Trente-neuf membres de l'IWW furent jetés en prison en tant que « principaux propagateurs de l'anarchie ».

À Centralia (Washington), où les Wobblies avaient mobilisé les travailleurs des scieries, les propriétaires projetaient de se débarrasser de l'IWW. Le 11 novembre 1919, jour de l'Armistice, l'American Legion défila à travers les rues avec des tubes de caoutchouc et des tuyaux de plomb. Les Wobblies s'attendaient à être pris à parti. Quand la Legion passa devant les locaux de l'IWW, des coups de feu éclatèrent – on ne sait toujours pas qui tira le premier. Les locaux furent saccagés ; il y eut de nouveaux coups de feu qui firent trois morts du côté de la Legion.

Dans les locaux se trouvait un membre de l'IWW, un bûcheron nommé Wesley Everett, qui avait été soldat en France à l'époque du procès des responsables nationaux de l'IWW pour obstruction à l'effort de guerre. Everett portait encore l'uniforme et brandissait une arme qu'il vida sur la foule. Puis il s'enfuit vers les bois environnants. Il voulut traverser la rivière mais, devant la force du courant, il se retourna, tira sur le premier de ses poursuivants, puis jeta son arme dans l'eau. Enfin, il affronta ses adversaires à mains nues. Il fut ramené en ville et conduit en prison. Cette nuit-là, des individus forcèrent les portes de la prison et entraînèrent Everett dans une voiture. On retrouva son corps émasculé et criblé de balles pendu sous un pont.

Personne ne fut jamais arrêté pour le meurtre de Wesley Everett, mais onze membres de l'IWW furent jugés pour celui d'un

responsable de la Legion et six d'entre eux condamnés à des peines allant de dix à seize ans d'emprisonnement.

Comment peut-on expliquer la violence de cette réaction à la grève générale et aux activités de l'IWW ? Certains propos du maire de Seattle font penser que l'*establishment* craignait moins la grève elle-même que ce qu'elle symbolisait. Selon lui, « la grève générale prétendument débonnaire de Seattle était une tentative de révolution ». Il ajoutait : « Qu'il n'y ait pas eu de violences n'y change rien. [...] L'objectif, tant avoué que confidentiel, était bien de renverser le système industriel, ici pour commencer et partout ailleurs ensuite. Certes, il n'y eut pas de coups de feu, de bombes ou d'assassinats. Mais la révolution, je le répète, n'est pas nécessairement violente. La grève générale telle qu'elle s'est pratiquée à Seattle est en elle-même une arme révolutionnaire ; et d'autant plus dangereuse qu'elle est non violente. Pour parvenir à ses fins, elle doit faire cesser toute activité. Arrêter totalement le mouvement vital de la communauté. [...] C'est-à-dire mettre le gouvernement hors jeu. C'est le seul objectif de la révolte, et peu importe le moyen. »

La grève générale de Seattle s'était déroulée pendant cette période d'après-guerre marquée, partout dans le monde, par une montée de la révolte. Dans le journal *The Nation*, on pouvait lire ce qui suit : « Le phénomène le plus extraordinaire de notre époque [...], c'est cette révolte sans précédent des masses. [...] En Russie, elle a détrôné le tsar. [...] En Corée, en Inde, en Égypte et en Irlande, elle oppose une résistance acharnée à la tyrannie politique. En Angleterre, elle a permis la grève des chemins de fer contre l'avis même des responsables syndicaux. À Seattle et à San Francisco, elle est à l'origine du récent refus des dockers de participer à la livraison d'armes et de nourriture destinées à favoriser le renversement des autorités soviétiques. Dans un district de l'Illinois, cette révolte s'est manifestée dans la résolution, votée à l'unanimité par les mineurs en grève, conseillant au dirigeant syndical de l'État d'"aller au diable". À Pittsburgh, selon M. Gompers, les responsables pourtant réticents de l'AFL ont été contraints de soutenir la grève des sidérurgistes menée par les membres de l'IWW et autres "radicaux". À New York, l'esprit de révolte a entraîné la grève des débardeurs et nourri la méfiance de la base à l'égard des responsables syndicaux. Dans la même ville, les dirigeants syndicaux nationaux – qui travaillent pourtant main dans la main avec les patrons – ont été totalement incapables d'empêcher le soulèvement des travailleurs de l'imprimerie. "L'homme de la base" [...], après avoir perdu toute confiance dans les vieilles directions syndicales, a fait preuve d'une autonomie nouvelle, ou du moins d'une nouvelle témérité,

d'un désir nouveau de prendre ses affaires en main. [...] L'autorité ne peut plus désormais venir d'en haut. Elle naît automatiquement de la base. »

En 1919, dans les aciéries de l'ouest de la Pennsylvanie, douze heures par jour et six jours par semaine, dans une chaleur insoutenable, le travail des hommes était éreintant. Cent mille sidérurgistes étaient membres d'une vingtaine de syndicats de métiers différents affiliés à l'American Federation of Labor. Selon le comité national qui tenta, à l'été 1919, de les réunir dans une seule organisation, « les hommes ont fait savoir que si [l'AFL] ne faisait pas quelque chose pour eux ils s'occuperaient de cette affaire eux-mêmes ».

Le conseil national de l'AFL, quant à lui, recevait de nombreux télégrammes comme celui que lui adressa le conseil des ouvriers sidérurgistes de Johnstown : « Si le comité national n'autorise pas la tenue d'un vote cette semaine pour décider de la grève générale, nous serons obligés d'appeler à la grève nous-mêmes. » William Z. Foster (futur dirigeant communiste, alors trésorier du comité national responsable de la mobilisation des travailleurs) reçut également un télégramme adressé par les responsables syndicaux du district de Johnstown : « On ne peut plus attendre de nous que nous rencontrions ces travailleurs enragés qui nous traiteront de traîtres si la grève est repoussée. »

Le président des États-Unis, Woodrow Wilson, et le président de l'AFL, Samuel Gompers, faisaient pourtant tous deux pression pour que cette grève soit ajournée. Mais, en septembre 1919, cent mille ouvriers syndiqués se mirent en grève, bientôt rejoints par deux cent cinquante mille de leurs camarades.

Le shérif du comté d'Allegheny fit assermenter cinq mille ouvriers de la US Steel qui ne faisaient pas grève et déclara que les rassemblements en plein air étaient désormais interdits. À la même époque, le Mouvement œcuménique mondial fit paraître un rapport dans lequel on pouvait lire : « À Monessen, la politique des forces de police de l'État se limitait à matraquer les hommes et à les reconduire chez eux. [...] À Braddock [...], lorsqu'un gréviste était matraqué dans la rue, il était ensuite traîné en prison où il restait toute la nuit. [...] On a ordonné que nombre d'individus arrêtés à Newcastle [...] ne fussent pas libérés avant la fin de la grève. »

Le département à la Justice se mit de la partie en menant des opérations contre les étrangers que l'on déportait ensuite. À Gary (Indiana), les troupes fédérales entrèrent également dans la danse.

Certains facteurs ne jouaient pas en faveur des grévistes. La plupart d'entre eux étaient des immigrants de fraîche date et de nationalités et de langues différentes. La Sherman Service Inc.,

engagée par les entreprises sidérurgiques pour briser la grève, donnait à ses agents des instructions de ce genre : « Nous voulons que vous fomentiez autant de dissensions que possible entre les Serbes et les Italiens. Répandez chez les Serbes la rumeur que les Italiens reprennent le travail. [...] Pressez-les de reprendre leurs postes avant que les Italiens ne leur prennent leur boulot. » Trente mille Noirs furent importés dans le district pour briser la grève. Ces ouvriers noirs, exclus des syndicats affiliés à l'AFL, ne se sentaient pas solidaires des syndicalistes.

À mesure que la grève s'éternisait, un sentiment de défaite se répandit : les ouvriers commencèrent à reprendre le travail. Après dix semaines, il ne restait plus que onze mille grévistes. Le comité national de l'AFL décréta la fin de la grève.

Au cours de l'année qui suivit la fin de la guerre, cent vingt mille ouvriers du textile s'étaient également mis en grève en Nouvelle-Angleterre et dans le New Jersey, ainsi que trente mille travailleurs de la soie à Paterson (New Jersey). À Boston, la police fit grève, comme le firent à New York les cigarières, les chemisières, les charpentiers, les boulangers, les camionneurs et les barbiers. La presse affirmait qu'à Chicago « il y [avait] eu plus de grèves et d'arrêts de travail en un seul été qu'il n'y en avait eu jusqu'alors ». Cinq mille employés de l'International Harvester et cinq mille employés municipaux étaient dans les rues.

Au début des années 1920, la situation sembla finalement maîtrisée. L'IWW avait été balayée et le parti socialiste se désintégrait. Les grèves avaient été réprimées par la force et l'économie fonctionnait suffisamment bien aux yeux de suffisamment de gens pour prévenir toute tentative de rébellion.

Ce fut également pendant cette période que le Congrès mit fin au dangereux flot d'immigrants fauteurs de troubles (quatorze millions entre 1900 et 1920) en votant des lois instaurant des quotas. Ces quotas favorisaient à l'évidence l'immigration anglo-saxonne, arrêtaient net l'arrivée des Africains et des Asiatiques et limitaient de manière drastique l'immigration des Latins, des Juifs et des Slaves. Aucun pays africain ne pouvait envoyer plus de cent ressortissants. Même quota pour la Chine, la Bulgarie et la Palestine. On reçut trente-quatre mille sept Anglais et Nord-Irlandais pour trois mille huit cent quarante-cinq Italiens seulement, cinquante et un mille deux cent vingt-sept Allemands pour seulement cent vingt-quatre Lituaniens, et vingt-huit mille cinq cent soixante-sept Irlandais pour deux mille deux cent quarante-huit Russes.

Le Ku Klux Klan reprit de la vigueur dans les années 1920 et s'étendit même dans le Nord. En 1924, il comptait quatre millions

et demi de membres. La National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) semblait parfaitement désemparée devant la violence aveugle des foules et la haine raciale généralisée. L'impossibilité pour l'individu noir d'être un jour considéré comme un égal dans l'Amérique blanche était au centre de la réflexion du mouvement nationaliste dirigé dans les années 1920 par Marcus Garvey[1]. Ce dernier faisait appel à la fierté d'être noir et prônait un séparatisme radical et le retour en Afrique, seules solutions en mesure de garantir l'unité et la survie de la communauté noire. Mais, aussi intéressant que le mouvement de Garvey ait pu paraître à certains Noirs, il ne parvint jamais à ouvrir la moindre faille dans l'écrasante suprématie blanche de cette décennie d'après guerre.

L'image traditionnelle des années 1920 comme période de prospérité et de légèreté n'est pas complètement fausse (l'ère du jazz, les « *roaring twenties* », etc.). Le nombre de chômeurs avait diminué, passant de quatre millions deux cent soixante-dix mille en 1921 à environ deux millions en 1927. Le niveau moyen des salaires des travailleurs avait augmenté. Certains agriculteurs gagnaient pas mal d'argent. Les familles ayant un revenu annuel de plus de 2 000 dollars (40 % de l'ensemble) pouvaient se permettre l'achat de gadgets modernes, autos, radios, réfrigérateurs, etc. Des millions de gens ne s'en sortaient pas si mal et pouvaient sans souci rejeter les autres hors du cadre – les petits fermiers blancs et noirs et les familles immigrées des grandes villes, sans travail ou trop pauvres pour subvenir aux besoins de première nécessité.

La prospérité restait cependant concentrée au sommet de la pyramide. Entre 1922 et 1929, tandis que les salaires moyens dans l'industrie augmentaient de 1,4 % par an, le revenu annuel des actionnaires progressait de 16,4 %. Six millions de familles (42 % du total) gagnaient moins de 1 000 dollars par an. Selon un rapport de la Brookings Institution, les 0,1 % des familles qui occupaient le sommet de la pyramide gagnaient autant que les 42 % les plus pauvres. Pendant les années 1920, quelque vingt-cinq mille travailleurs trouvaient chaque année la mort sur leurs lieux de travail et cent mille autres restaient handicapés à vie. À New York, deux millions de personnes vivaient dans des logements considérés comme de véritables pièges en cas d'incendie.

Le pays comptait de nombreuses petites villes industrielles comme Muncie (Indiana) où, selon Robert et Helen Lynd (*Middletown*), la structure de classes pouvait se lire dans la variation des horaires

1. L'UNIA (Universal Negro Improvement Association).

de réveil. Dans deux tiers des familles, « le père se lève dans la nuit de l'hiver, mange dans la cuisine à la va-vite dans la grisaille de l'aube et rejoint son poste une heure ou deux avant que ses enfants ne partent pour l'école ».

Il y avait néanmoins assez de gens vivant confortablement pour faire passer les autres à l'arrière-plan. L'historien Merle Curti a observé que dans les années 1920 « seuls les 10 % les plus riches avaient pu constater une augmentation significative de leurs revenus réels. Mais les protestations légitimes que de tels chiffres avaient soulevées ne parvenaient pas à se faire entendre sur une grande échelle. Cela était dû à la fois à la stratégie d'envergure mise en place par les deux plus importantes formations politiques et au fait que la plupart des moyens d'information de l'opinion publique étaient désormais contrôlés par des grands groupes de presse ».

Quelques écrivains tentèrent bien de briser le silence, tels Theodore Dreiser, Sinclair Lewis et Lewis Mumford. Dans un article intitulé « Echoes of the Jazz Age » Francis Scott Fitzgerald écrivit qu'il s'agissait « néanmoins d'une époque sombre. Les 10 % les plus riches de la population vivent avec la désinvolture d'un *grand duc* et l'insouciance d'une petite danseuse ». Il remarquait des signes troublants au milieu de toute cette prospérité : alcoolisme, malheur et violence. « À Long Island, un camarade s'est tué avec sa femme, un autre est tombé "accidentellement" d'un gratte-ciel de Philadelphie et un autre encore s'est jeté volontairement d'un gratte-ciel à New York. Un homme a été assassiné dans un bar clandestin de Chicago, et dans un bar clandestin de New York un autre a été battu à mort avant de ramper jusque chez lui, au Princeton Club, pour y mourir. Enfin, dans un asile où il était enfermé, un individu est tombé sous la hache d'un fou furieux. »

Dans son roman *Babbitt*, Sinclair Lewis rend compte de ce faux sentiment de prospérité, de ce plaisir superficiel offert par les nouveaux gadgets destinés à la classe moyenne : « Il s'agissait du meilleur réveil produit en série et distribué dans tout le pays. Avec les accessoires les plus modernes, comme le carillon type cathédrale, l'alarme intermittente et le cadran phosphorescent. Babbitt était fier d'être réveillé par un mécanisme aussi sophistiqué. Socialement, c'était aussi valable que d'acheter de coûteux pneus renforcés. Il se rendait compte à présent avec mauvaise humeur qu'il n'y avait plus d'échappatoire mais il restait là, allongé, et détestait la corvée de son boulot dans l'immobilier, et n'aimait pas non plus sa famille, et se détestait de ne pas les aimer. »

Après le vote du Dix-Neuvième Amendement et après de longues années de lutte, les femmes avaient finalement acquis le droit de

vote en 1920. Le vote demeurait néanmoins une pratique des classes moyennes et aisées. Eleanor Flexner, retraçant l'histoire du mouvement, affirme que le vote féminin a surtout permis de constater que « les femmes ont montré la même tendance à s'en remettre aux deux partis orthodoxes que les électeurs hommes ».

Au cours des années 1920, rares furent les personnalités politiques à prendre la parole au nom des pauvres. Parmi ceux qui le firent pourtant, on trouve Fiorello La Guardia, membre du Congrès élu dans un district d'immigrés pauvres d'East-Harlem (assez bizarrement, il se présentait sous les deux bannières socialiste et républicaine). Au milieu des années 1920, les habitants de son secteur l'interpellèrent sur les prix élevés de la viande. Lorsque La Guardia demanda au secrétaire à l'Agriculture, William Jardine, de mener une enquête sur ces prix excessifs, Jardine lui adressa une brochure expliquant comment utiliser la viande de façon économique. La Guardia lui répondit en retour : « J'ai demandé votre aide et vous m'envoyez une brochure. Le peuple de New York ne peut pas nourrir ses enfants avec les publications du ministère. [...] Vos brochures ne sont d'aucune utilité pour les habitants de notre grande ville. Les ménagères de New York savent parfaitement, par la dure expérience qu'elles en ont, comment utiliser économiquement la viande. Ce que nous voulons, c'est l'aide de votre ministère contre les profiteurs qui empêchent les travailleurs new-yorkais de se nourrir convenablement. »

Pendant les présidences de Harding (1921-1923) et de Coolidge (1923-1929), le secrétaire au Trésor s'appelait Andrex Mellon – l'un des hommes les plus riches d'Amérique. En 1923, le Congrès étudia le « plan Mellon », qui se présentait comme une baisse générale des impôts sur le revenu. Il prévoyait en fait de réduire de 50 à 25 % l'imposition des plus hauts revenus et de 3 à 4 % celle des revenus les plus bas. Certains membres du Congrès représentant les zones ouvrières protestèrent contre ce projet. William P. Connery (Massachusetts) fut de ceux-là : « Je ne peux pas laisser penser à mes électeurs qui travaillent dans les usines de chaussures de Lynn, dans les manufactures de Lawrence et dans l'industrie du cuir de Peabody que, en cette période de prétendue prospérité républicaine, j'accepte ce projet. [...] Lorsque je vois dans ce "plan Mellon" une mesure destinée à économiser à monsieur Mellon lui-même quelque 800 000 dollars d'impôts sur le revenu et à son frère 600 000 dollars, je ne peux être d'accord. »

Le plan Mellon fut tout de même voté. En 1928, après avoir visité les quartiers les plus pauvres de New York, La Guardia déclara :

« J'avoue que je n'étais pas préparé à ce que j'ai vu de mes yeux. Je ne pensais pas possible qu'une telle misère existât réellement. »

Noyées dans le flot d'informations sur les si prospères années 1920, surgissaient pourtant de temps à autre des nouvelles révélant l'âpreté des conflits sociaux. En 1922, les mines de charbon et les chemins de fer se mirent en grève. Le sénateur Burton Wheeler (Montana), un progressiste élu avec les votes des travailleurs, se rendit sur le terrain des grèves et témoigna ensuite : « Toute la journée j'ai entendu des récits déchirants au sujet de femmes expulsées de leurs logements par les compagnies minières. J'ai pu également entendre les gémissements pitoyables des enfants privés de pain. Je suis resté muet en écoutant les plus incroyables récits au sujet d'hommes sauvagement battus par des milices privées. Cela fut une expérience choquante et nerveusement éprouvante. »

En 1922, une grève menée par les ouvriers italiens et portugais des industries textiles du Rhode Island échoua, mais la conscience de classe en fut avivée et certains grévistes rejoignirent les mouvements radicaux. Luigi Nardella se souvient : « Guido, l'aîné de mes frères, a lancé la grève. C'est lui qui a arrêté les métiers. Il allait d'atelier en atelier en criant : "C'est la grève! C'est la grève!" Lorsque la grève a débuté, il n'y avait aucun responsable syndical. Avec un groupe de filles, on est allé d'usine en usine. Le matin même, on en avait arrêté cinq. On criait aux filles à l'intérieur des ateliers : "Sortez! Sortez!" et puis on allait ailleurs. [...] Un membre de la Ligue des jeunes travailleurs m'a appelé pour me donner un chèque et m'inviter à une réunion. J'y suis allé et quelques années après j'étais au Club de la renaissance de Providence. Nous étions antifascistes. Je faisais des discours au coin des rues; je grimpais sur une petite estrade et je m'adressais à pas mal de gens. C'est nous qui avons organisé le soutien à Sacco et Vanzetti. »

Après la guerre, tandis que le parti socialiste s'essoufflait, un parti communiste fut créé. Les communistes s'impliquèrent dans la mise sur pied de la Trade Union Education League (TUEL), qui essaya d'insuffler un esprit militant au sein de l'AFL. Lorsque Ben Gold, communiste et membre de la section des fourreurs affiliée à la TUEL, mit en cause la direction de l'AFL au cours d'un rassemblement, il fut rossé et reçut plusieurs coups de couteau. En 1926, avec d'autres communistes, il lança une grève des fourreurs. Ils organisèrent un piquet de grève et se battirent contre la police avant d'être arrêtés et roués de coups. Mais la grève continua jusqu'à ce qu'ils obtiennent la semaine de quarante heures et une augmentation de salaire.

Les communistes jouèrent à nouveau un rôle important dans la grève du textile qui toucha les deux Carolines et le Tennessee au printemps 1929. Les patrons du textile s'étaient délocalisés vers le Sud pour échapper à la pression des syndicats et pour trouver une main-d'œuvre plus conciliante parmi les Blancs pauvres. Ces derniers se soulevèrent pourtant contre les horaires écrasants et les salaires de misère. Ils refusaient en particulier le système dit d'« extension » – par exemple, un tisserand qui avait travaillé sur vingt-quatre métiers et gagné 18,91 dollars une semaine pouvait être augmenté à 23 dollars en étant alors « étendu » sur cent métiers à un rythme extravagant.

La première de ces grèves du textile éclata au Tennessee, où cinq cents ouvrières d'une usine cessèrent le travail pour protester contre les salaires de 9 à 10 dollars la semaine. Puis, à Gastonia (Caroline du Nord), les ouvriers adhérèrent à un nouveau syndicat, dirigé par les communistes, le National Textile Workers Union, qui admettait aussi bien les Noirs que les Blancs. Quand certains d'entre eux furent licenciés, la moitié des deux mille employés décidèrent de faire grève. Une atmosphère de racisme et d'anticommunisme commença alors à se répandre et la violence éclata. Les grèves du textile gagnèrent la Caroline du Sud.

Les unes après les autres, les grèves se conclurent, parfois même à l'avantage des grévistes. Sauf à Gastonia, où les ouvriers, installés dans un campement et refusant de se séparer des communistes qui étaient à leur tête, poursuivirent la grève. Mais des travailleurs furent appelés en renfort pour briser la grève et la production ne s'arrêta pas. Le désespoir s'accrut ; il y eut des heurts violents avec les forces de police. Une nuit particulièrement sombre, le chef de la police locale fut tué au cours d'un échange de coups de feu. Seize grévistes et sympathisants furent accusés du meurtre. Parmi eux, Fred Beal, un responsable du parti communiste. Sept accusés furent finalement jugés et condamnés à des peines allant de cinq à vingt ans de prison. On les relâcha sur caution avant de les expulser de l'État. Les communistes s'enfuirent en Russie soviétique. Malgré tous ces échecs, ces coups et ces meurtres, ce fut le début du syndicalisme dans l'industrie du textile du Sud.

Le krach boursier de 1929, qui marqua le début de la Grande Dépression aux États-Unis, fut directement provoqué par des spéculations sauvages qui manquèrent leur coup et entraînèrent toute l'économie avec elles. Comme l'affirme John Galbraith dans son analyse de l'événement (*The Great Crash*), derrière cette spéculation il y avait également le fait que, dans son ensemble,

« l'économie était déjà fondamentalement malade ». Galbraith dénonce la mauvaise santé des structures industrielles et bancaires, un commerce extérieur boiteux, de nombreuses erreurs d'analyse économique et la « mauvaise répartition du revenu ». Près d'un tiers du revenu global individuel était aux mains des 5 % les plus aisés de la population.

Une critique socialiste irait plus loin et affirmerait que le système capitaliste est par nature malsain : un système dont la motivation prépondérante est le profit industriel est inévitablement instable, imprévisible et sourd aux besoins essentiels de l'humanité. En conséquence : une dépression permanente pour une multitude de gens et des crises périodiques pour à peu près tout le monde. Le capitalisme, malgré les tentatives d'autorégulation et les mesures engagées pour en assurer une maîtrise plus efficace, restait, en 1929, un système malade et peu fiable.

Après le krach, l'économie était assommée, pratiquement paralysée. Plus de cinq mille banques fermèrent leurs portes et de très nombreuses activités, faute de pouvoir obtenir de l'argent, cessèrent également. Celles qui ne s'arrêtèrent pas licencièrent de nombreux employés et baissèrent régulièrement les salaires. La production industrielle chuta de 50 %. En 1933, près de quinze millions de travailleurs (c'est-à-dire entre un quart et un tiers de la force de travail totale) étaient au chômage. Ford, qui au printemps 1929 employait cent vingt-huit mille salariés, n'en comptait plus que trente-sept mille en août 1931. À la fin de 1930, près de la moitié des deux cent quatre-vingt mille ouvriers du textile de la Nouvelle-Angleterre se retrouvaient sans emploi. Dans sa très grande sagesse, l'ex-président Calvin Coolidge n'hésitait pas à reconnaître que, « lorsque de plus en plus de gens sont licenciés, le chômage augmente ». En 1931, il devait également constater que « le pays [n'était] pas en bonne santé ».

Assurément, les responsables de l'économie américaine ne comprenaient pas ce qu'il s'était passé. Ils étaient déroutés et, refusant de reconnaître leurs erreurs, trouvèrent d'autres raisons que le simple échec du système. Herbert Hoover[1] déclarait peu avant le krach que l'« Amérique [était] aujourd'hui plus près de remporter la victoire finale sur la pauvreté qu'aucun pays à travers l'histoire ». En mars 1931, Henry Ford prétendait que la crise était due au fait que « le citoyen moyen ne ferait jamais sa journée de travail si on ne l'attrapait pas pour l'obliger à la faire. Il y a plein de travail pour ceux qui veulent travailler ». Quelques semaines plus tard, il licenciait soixante-quinze mille ouvriers.

1. Président républicain de 1929 à 1933.

Il y avait des millions de tonnes de nourriture disponible mais on ne pouvait tirer profit ni de leur transport ni de leur vente. Il y avait des vêtements plein les entrepôts mais les gens ne pouvaient pas les acheter. De nombreux logements étaient disponibles mais restaient vacants, personne ne pouvant en payer les loyers. Les gens avaient été expulsés de chez eux et vivaient désormais dans des taudis (les fameuses « Hoovervilles ») qui s'étaient rapidement construits dans les décharges.

Un bref aperçu de ce qu'on pouvait lire dans les journaux suffit à rendre compte de la réalité de l'époque. Un reportage du *New York Times*, au début de 1932, est particulièrement évocateur : « Après avoir vainement tenté d'obtenir un report d'expulsion de son appartement du 46 Hancock Street, à Brooklyn, jusqu'au 15 janvier, Peter J. Cornell, un ancien couvreur de quarante-huit ans, au chômage et sans argent, est décédé, hier, dans les bras de sa femme. Un médecin attribue la cause de son décès à un arrêt cardiaque et la police ajoute que sa mort est également due en partie à la déception terrible qui a suivi une longue journée passée à tenter en vain d'empêcher que sa famille et lui ne soient jetés à la rue. [...] Cornell devait 5 dollars d'arriérés de loyer et 39 autres dollars pour le loyer du mois de janvier payables en début de mois au propriétaire. Son défaut de paiement a été suivi d'un avis d'expulsion présenté hier à la famille et devant prendre effet à la fin de cette semaine. Après avoir en vain cherché partout assistance, il fut informé par le bureau d'aide au logement qu'il ne recevrait aucune aide financière avant le 15 janvier. »

Fin 1932, on trouve le récit suivant dans une dépêche en provenance du Wisconsin publiée dans *The Nation* : « Partout dans le Middle West, la tension monte entre les fermiers et les autorités [...] au sujet des impôts et des ventes par saisie. Dans de nombreux cas, les expulsions n'ont pu être empêchées que par l'action collective des fermiers. Il n'y avait eu aucune réelle violence, du moins jusqu'à ce que la propriété de Cichon, près de Elkhorn (Wisconsin), ne soit assiégée le 6 décembre par les forces de l'ordre armées de mitrailleuses, de fusils, de pistolets et de bombes lacrymogènes. La propriété de Max Cichon avait été vendue après saisie au mois d'août dernier. Il refusait depuis de laisser pénétrer l'acheteur ou les autorités sur ses terres. Il accueillait les visiteurs indésirables avec un fusil. Le shérif l'avait sommé de se rendre pacifiquement, mais il refusa d'obtempérer. Le shérif ordonna alors à ses subordonnés d'organiser un barrage de mitrailleuses et de fusils. [...] Cichon est aujourd'hui en prison à Elkhorn. Sa femme et ses deux enfants, qui se trouvaient avec lui dans la maison, ont été

recueillis à l'hospice du comté. Cichon n'est pas un fauteur de troubles. Il jouit de la confiance de ses voisins, qui, récemment encore, l'avaient élu juge de paix de Sugar Creek. Qu'un homme de son statut et possédant de telles dispositions puisse en arriver à de telles extrémités en défiant les autorités est un signal clair que nous pouvons nous attendre à ce que de nouveaux troubles éclatent dans les régions agricoles, à moins qu'on ne vienne rapidement en aide aux fermiers. »

Le locataire d'un logement sur la 133e Rue, dans East Harlem, écrivait à Fiorello La Guardia, son représentant au Congrès : « Vous connaissez la terrible situation dans laquelle je me trouve. Jusqu'ici, je touchais une pension du gouvernement, mais ils ont arrêté de la verser. Cela fait bientôt sept mois que je suis sans travail. J'espère que vous essaierez de faire quelque chose pour moi. [...] J'ai quatre enfants qui manquent de vêtements et de nourriture. [...] Ma fille qui a six ans est très malade et ne se remet pas. Je dois deux mois de loyer et j'ai peur d'être expulsé. »

En Oklahoma, on vendait les fermes aux enchères. Les fermiers les virent tomber en ruine avant que les tracteurs n'arrivent et ne se mettent au travail. Dans *Les Raisins de la colère*, John Steinbeck décrit tout cela : « Et les dépossédés, les vagabonds, affluèrent en Californie, deux cent cinquante mille puis trois cent mille. Derrière eux, des tracteurs tout neufs investissaient la terre et les fermiers étaient expulsés de force. De nouvelles vagues se formaient, de nouvelles vagues de dépossédés et de sans-abri, durs, résolus et dangereux. [...] Et un homme affamé, sans toit, roulant sur la route avec sa femme à ses côtés et ses enfants malingres sur le siège arrière, pouvait contempler les champs en friche capables de produire de la nourriture mais pas de profits; et cet homme savait que c'est un péché de laisser un champ en friche et qu'une terre à l'abandon est un crime contre les enfants malingres. [...] Au Sud, il vit pendre aux branches des arbres les oranges dorées, les petites oranges dorées sur les arbres vert sombre, et les gardes armés de fusils patrouillant à la lisière pour empêcher qu'un homme ne cueille une orange pour un enfant malingre; des oranges qu'on jetterait si leur prix était trop bas. »

Steinbeck avait raison, ces gens devenaient « dangereux ». L'esprit de révolte allait croissant. Dans un livre publié en 1933 (*Seeds of Revolt*), Mauritz Hallgreen réunissait des articles de presse sur les événements survenant un peu partout à travers le pays :

> ***England, Arkansas, le 3 janvier 1931.*** L'interminable sécheresse qui a ruiné des centaines de fermes de l'Arkansas l'été dernier a, hier encore, produit des effets spectaculaires lorsque cinq cents

fermiers, pour la plupart des Blancs presque tous armés, ont marché sur le quartier commerçant de cette ville. [...] Réclamant à grands cris des vêtements et de la nourriture pour eux et leurs familles, les manifestants annoncèrent leur intention de les prendre dans les boutiques si on ne leur en fournissait pas gratuitement par un autre moyen.

Detroit, 9 juillet 1931. Hier soir, un début d'émeute ayant pour cible le bureau municipal du logement et regroupant cinq cents chômeurs environ a été réprimé par les renforts de la police à Cadillac Square.

Indiana Harbor, Indiana, 5 août 1931. Les locaux de la Fruit Growers Express Company ont été détruits par mille cinq cents chômeurs qui exigeaient qu'on leur donne du travail pour ne pas mourir de faim. L'entreprise répondit en faisant appel à la police locale, qui dispersa les chômeurs à coups de matraque.

Boston, 10 novembre 1931. À la suite d'affrontements entre les dockers en grève et les Noirs briseurs de grève sur les quais de Charlestown, à l'est de Boston, vingt personnes ont été blessées (trois d'entre elles si grièvement qu'elles pourraient en mourir) et des dizaines d'autres soignent leurs blessures, causées par les jets de bouteilles et de pierres et les bagarres au tuyau de plomb.

Detroit, 28 novembre 1931. Un membre de la police montée a été frappé à la tête par une pierre avant de tomber de son cheval. En outre, un manifestant a été arrêté au cours des troubles qui ont eu lieu à Grand Circus Park ce matin lorsque deux mille hommes et femmes se sont réunis pour protester contre les mesures policières.

Chicago, 1er avril 1931. Cinq cents écoliers, pour la plupart hagards et en haillons, ont défilé dans Chicago en direction des locaux du bureau de l'éducation pour exiger que le système scolaire leur fournisse de quoi manger.

Boston, 3 juin 1932. Vingt-cinq gamins affamés ont attaqué le buffet organisé pour les vétérans de la guerre espagnole pendant un défilé à Boston. Il a fallu deux cars de police pour les disperser.

New York, 21 janvier 1933. Plusieurs centaines de chômeurs ont aujourd'hui cerné un restaurant aux environs de Union Square en réclamant qu'on les laisse manger gratuitement.

Seattle, 16 février 1933. Le siège des locaux de l'administration du comté par une armée de quelque cinq mille chômeurs aura duré deux jours, avant de prendre fin dans la soirée. Les adjoints du shérif et la police ont réussi à venir à bout des manifestants après deux heures de confrontation.

Le parolier Yip Harburg raconta à Studs Terkel, à propos de l'année 1932, qu'« en marchant dans les rues on pouvait à cette

époque voir des files d'attente devant les soupes populaires. C'est William Randolph Hearst qui était à l'origine de la plus importante de ces distributions à New York. Il y avait un énorme camion avec plusieurs personnes dessus, du pain et de gros chaudrons de soupe brûlante. Les gars avaient des chiffons en guise de chaussures et s'alignaient tout autour de Columbus Circle. Ils venaient de partout et ils attendaient ». Harburg écrivit la chanson *Dis, frère, t'aurais pas une petite pièce* :

Avant dans nos costumes kaki
Bon Dieu c'qu'on avait l'air beau
À gueuler Yankee Doodle-de-dum
Un demi-million de godasses ont marché pour l'enfer
Moi j'étais le môme avec le tambour
Dis, tu te souviens pas, tout l'monde m'appelait Al
Des Al par-ci, des Al par-là
Dis, tu t'en souviens pas, je suis ton pote
Dis, Frère, t'aurais pas une petite pièce

Ce n'était pas qu'une chanson désespérée. Pour Yip Harburg, « dans la chanson, le type est vraiment en train de dire : "J'ai investi dans ce pays. Où sont les dividendes ?" [...] C'est un peu plus que du simple pathos. Cela ne le réduit pas à l'état de simple mendiant. Cela fait de lui un être humain digne, posant des questions et quelque peu en colère. On le serait à moins ».

La colère des vétérans de la Première Guerre mondiale, qui se retrouvaient au chômage sans pouvoir nourrir leurs familles, fut à l'origine de la marche de la Bonus Army sur Washington, au printemps et à l'été 1932. Les anciens combattants, brandissant les certificats gouvernementaux qui leur garantissaient des indemnités (ou *bonus*), réclamèrent qu'on les leur verse sur-le-champ tant ils en avaient désespérément besoin. Seuls ou accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants ; au volant de vieilles voitures épuisées ; en passagers clandestins à bord des trains de marchandises ou en auto-stop, ils arrivèrent de partout à Washington. C'étaient des mineurs de Virginie-Occidentale ; des tôliers de Columbus (Géorgie) ; des chômeurs polonais de Chicago. Une famille – le mari, la femme et leur enfant de trois ans – mit trois mois, passant d'un train de marchandises à l'autre, pour venir de Californie. Chief Running Wolf, un Mescalero sans travail, arriva également du Nouveau-Mexique en costume traditionnel, avec arc et flèches.

Ils étaient plus de vingt mille à camper sur l'autre rive du Potomac, en face du Capitole, dans les marais de l'Anacostia où, comme l'écrivit John Dos Passos, « les hommes [couchaient] dans

des abris faits de vieux journaux, de boîtes de carton, d'emballages, de plaques de fer-blanc ou de toiles goudronnées, bref, toutes sortes de constructions mal fichues, d'abris contre la pluie fabriqués à partir de ce qu'ils [trouvaient] dans la décharge municipale. » Le décret destiné à autoriser le paiement des fameuses indemnités fut voté par la Chambre puis rejeté par le Sénat. Certains vétérans, découragés, levèrent le camp. La plupart, cependant, restèrent sur place, les uns occupant des bâtiments officiels, les autres demeurant dans les marais de l'Anacostia. Finalement, le président Hoover ordonna à l'armée de les chasser.

Quatre escadrons de cavalerie, quatre compagnies d'infanterie, une batterie de mitrailleuses et six tanks se regroupèrent près de la Maison-Blanche. Le général Douglas MacArthur fut chargé de l'opération, secondé par le major Dwight Eisenhower. George Patton faisait également partie des officiers. MacArthur fit parader ses troupes le long de Pennsylvania Avenue et utilisa les gaz lacrymogènes pour expulser les vétérans des vieux bâtiments qu'ils occupaient avant d'y mettre le feu. L'armée traversa ensuite le pont pour rejoindre Anacostia. Des milliers d'anciens combattants s'enfuirent avec femmes et enfants pour échapper aux bombes lacrymogènes. Les soldats incendièrent quelques baraques ; tout le campement fut bientôt la proie des flammes. Quand tout fut fini, deux vétérans avait été abattus, un bébé de onze semaines était mort, un garçon de huit ans avait pratiquement perdu la vue à cause des gaz lacrymogènes, deux policiers avaient eu le crâne fracturé et des milliers de vétérans souffraient des effets des lacrymogènes.

L'extrême dureté de l'époque, l'inaction du gouvernement quand il s'agissait d'apporter de l'aide et son efficacité lorsqu'il s'agissait de disperser les vétérans, influèrent sur les élections présidentielles de novembre 1932. Le candidat démocrate, Franklin D. Roosevelt, l'emporta très largement sur Herbert Hoover. Roosevelt entra en fonction au printemps 1933 et lança un programme de réformes qui devint fameux sous le nom de « New Deal ». Quand les vétérans organisèrent une modeste marche sur Washington, au début de son mandat, Roosevelt les reçut et leur offrit du café. Ils rencontrèrent l'un de ses conseillers et rentrèrent finalement chez eux : illustration parfaite de la méthode Roosevelt.

Les réformes de Roosevelt allaient bien plus loin que toutes celles qui les avaient précédées. Elles visaient deux objectifs essentiels : réorganiser le capitalisme de manière à dépasser la crise et à stabiliser le système, et calmer les très nombreux mouvements de révolte spontanés qui marquèrent les débuts de l'administration Roosevelt – comme, par exemple, les organisations de locataires

ou de chômeurs, les mouvements d'entraide et les grèves générales qui touchèrent plusieurs villes.

Pour stabiliser le système afin d'assurer sa survie, Roosevelt fit voter, cinq mois après sa prise de fonction, une première grande loi : le National Industrial Recovery Act (NIRA). Il s'agissait de prendre le contrôle de l'économie à travers une série de codes négociés à la fois par les employeurs, les travailleurs et le gouvernement. Ces codes fixaient des *minima* pour les prix et les salaires et limitaient la concurrence. D'emblée, la National Recovery Administration (NRA) fut contrôlée par le milieu des affaires et mise au service de ses intérêts. Selon Bernard Bellush (*The Failure of the NRA*), le premier article de la loi « confiait la plus grande part du pouvoir de la nation aux combinats les mieux organisés et aux riches associations commerciales. Le public non organisé, plus connu sous l'étiquette de "consommateur", comme les membres du mouvement syndical balbutiant, ne furent pas vraiment consultés, ni sur l'organisation initiale de la National Recovery Administration ni sur les principes de sa politique ».

Dans les branches où les syndicats étaient puissants, Roosevelt accepta de faire quelques concessions aux travailleurs, mais, « là où ils étaient faibles, Roosevelt ne tenta pas de résister aux pressions des porte-parole du monde industriel qui souhaitaient maîtriser [...] les codes conçus dans le cadre de la NRA ». Dans son livre *Towards a New Past*, Barton Bernstein confirme que, « en dépit des réticences de certains hommes d'affaires [sur quelques points], la NRA réaffirmait et consolidait leur autorité ». Bellush résume ainsi son point de vue sur la NRA : « La Maison-Blanche permit à l'Association nationale des industriels, à la chambre de commerce, aux alliances industrielles et aux associations commerciales de jouir d'une autorité prépondérante. [...] Ainsi, l'administration privée devint l'administration publique et le gouvernement privé devint le gouvernement public, assurant le mariage du capitalisme et de l'étatisme. »

En 1935, prétendant que cette loi conférait trop de pouvoir au président, la Cour suprême frappa la NRA d'inconstitutionnalité. Roosevelt avait pourtant, comme l'écrit Bellush, « abandonné, au travers de la NRA, une partie démesurée de l'autorité gouvernementale aux représentants du monde industriel américain ».

L'AAA (Agricultural Adjustment Administration) fut également votée dans les cinq premiers mois de l'administration Roosevelt. Il s'agissait d'une tentative de réorganisation du secteur agricole qui, à l'instar de la NRA, servit surtout les intérêts des grandes exploitations agricoles. En revanche, la TVA (Tennessee Valley

Authority) constitua une intrusion inhabituelle du gouvernement dans les affaires. Il s'agissait d'un réseau public de barrages et de centrales hydroélectriques destiné à lutter contre les inondations et à produire de l'électricité dans la vallée du Tennessee. Elle fournit du travail aux chômeurs et de l'électricité peu onéreuse aux consommateurs. D'une certaine manière, une telle réforme, comme on le lui reprocha d'ailleurs bien souvent à l'époque, était « socialiste ». L'organisation économique du New Deal visait cependant avant tout à stabiliser l'économie et, secondairement, à venir suffisamment en aide aux classes les plus défavorisées pour les empêcher de transformer une simple révolte en véritable révolution.

Car cet esprit de révolte existait bel et bien lorsque Roosevelt devint président. Les gens les plus désespérés ne comptaient plus sur l'aide du gouvernement. Ils s'en remettaient à eux-mêmes et prenaient des initiatives. Tante Molly Jackson, qui prit plus tard une part active dans les luttes sociales des Appalaches, a raconté comment elle était un jour entrée dans la boutique du coin et avait demandé 24 livres de farine. Après avoir donné le sac à son petit garçon pour qu'il l'emporte, elle se servit un paquet de sucre et dit au commerçant : « Bon, je reviendrai dans quatre-vingt-dix jours. J'ai quelques enfants à nourrir. [...] Je vous paierai, ne vous inquiétez pas. » Lorsque le commerçant fit quelques objections, elle sortit son revolver (en tant que sage-femme se déplaçant souvent seule, elle était autorisée à en posséder un) et déclara : « Martin, si tu essaies de me prendre ce paquet, peu importe si je passe sur la chaise électrique, je te tirerai mes six coups en une minute. » Alors, se souvient-elle, « je suis sortie pour retourner chez moi et mes sept mômes avaient tellement faim qu'ils ont arraché la pâte à pain encore crue des mains de leur mère pour l'avaler d'un coup ».

Dans tout le pays, les gens réagissaient spontanément pour faire cesser les expulsions. À New York, à Chicago et dans bien d'autres villes, lorsque le bruit courait que quelqu'un allait être expulsé, les gens se réunissaient. La police sortait les meubles dans la rue et la foule les réinstallait aussitôt. Le parti communiste était particulièrement actif dans l'organisation des groupes de l'Alliance ouvrière dans les villes. Mme Willye Jeffries, une femme noire, raconta les expulsions à Studs Terkel : « Beaucoup de gens étaient expulsés. L'huissier arrivait et les expulsait. Aussitôt qu'il était parti, on les réinstallait. Tout ce qu'on avait à faire, c'était d'appeler Brother Hilton. On lui disait : écoute, à tel et tel endroit y a une famille à la rue. Toute personne qui passait dans le coin et qui était membre de l'Alliance ouvrière savait à qui il fallait s'adresser. Le type arrivait avec cinquante autres gars. [...] On remettait les trucs où ils étaient

avant. Les hommes rebranchaient l'électricité et allaient chez le quincaillier prendre un tuyau de gaz pour raccorder le four. On vous remettait les meubles juste là où ils étaient avant, c'était comme si on vous avait jamais mis dehors. »

Des conseils de chômeurs fleurissaient dans tout le pays. Dans un article publié dans *The Forum* en 1932, Charles R. Walker les décrivait en ces termes : « Ce n'est plus un secret que les communistes organisent des conseils de chômeurs dans la plupart des villes et qu'ils les dirigent le plus souvent. Pourtant, les conseils fonctionnent démocratiquement et c'est la majorité qui décide. L'un de ceux que j'ai pu observer, celui de Lincoln Park (Michigan), comptait trois cents membres parmi lesquels seulement onze communistes. [...] Le conseil avait son aile droite, son aile gauche et aussi son centre. Le président du conseil [...] était également le commandant de l'American Legion locale. À Chicago, on trouve quarante-cinq sections du conseil des chômeurs qui compte en tout vingt-deux mille membres. L'arme des conseils est la règle démocratique du nombre et leur mission principale est d'empêcher l'expulsion des plus démunis ; ou, s'ils sont expulsés, de leur trouver un nouveau logement. Si un chômeur se voit couper l'eau ou le gaz parce qu'il ne peut plus payer, il faut s'adresser aux autorités compétentes. S'occuper de trouver des vêtements et des chaussures à ceux qui n'en ont pas. Faire cesser par la pression et l'information la discrimination dans l'accession aux aides sociales entre les Blancs et les Noirs ou à l'encontre des immigrés. [...] Accompagner les gens jusqu'aux locaux de l'assistance afin de s'assurer qu'ils y soient nourris et vêtus. Pour finir, il s'agit aussi de garantir une aide juridique à tous les chômeurs qui ont été arrêtés au cours de manifestations, de marches de la faim ou de réunions. »

En 1931 et 1932, le gouvernement et les employeurs ayant cessé de leur venir en aide, les gens s'organisèrent pour se débrouiller par eux-mêmes. À Seattle, le syndicat des pêcheurs échangeait le poisson contre les fruits et les légumes cultivés par d'autres. Les bûcherons faisaient de même. Il existait vingt-deux endroits différents dans lesquels on pouvait échanger de la nourriture et du bois de chauffage contre d'autres produits ou des services ; coiffeurs, couturières et médecins y exerçaient leurs talents en échange d'autres biens ou services. À la fin de 1932, on comptait trois cent trente organisations d'entraide, réparties dans trente-sept États et regroupant quelque trois cent mille membres. Début 1933, le mouvement sembla s'éteindre. La tâche était sans doute trop difficile à mener à bien dans le cadre d'une économie qui s'enfonçait dans une pagaille toujours plus grande.

Le plus remarquable exemple d'entraide spontanée eut lieu dans la région minière de Pennsylvanie, où des équipes de mineurs au chômage foraient de petites galeries sur les terrains de la compagnie minière locale. Ils en extrayaient le charbon, le transportaient jusque dans les villes et le vendaient au-dessous du prix du marché. En 1934, 5 millions de tonnes de ce charbon de « contrebande » furent extraites par vingt mille hommes utilisant quatre cents véhicules. Certains furent poursuivis en justice : des jurys locaux les acquittèrent, des geôliers refusèrent de les emprisonner.

Bien qu'essentiellement motivées par la nécessité, ces actions étaient également porteuses de potentialités révolutionnaires. L'écrivain marxiste Paul Mattick affirmait que, « pour mettre fin à leur misère, les travailleurs n'ont qu'à faire des actions simples, comme se saisir des choses qui sont à portée de leur main, sans se soucier ni du principe de propriété ni de philosophie sociale, comme se mettre à produire pour eux-mêmes. Cette démarche, si elle prend une envergure sociale importante, entraînera inévitablement des résultats durables. En revanche, au niveau local, ce sera l'échec assuré. [...] Les mineurs clandestins ont démontré assez clairement et de manière assez impressionnante que cette absence si déplorée d'idéologie socialiste chez les travailleurs ne les empêche pas d'agir de manière tout à fait anticapitaliste lorsqu'il s'agit de subvenir à leurs besoins. En rompant ainsi avec les contraintes de la propriété privée pour satisfaire leurs besoins propres, l'action des mineurs illustre concrètement l'aspect le plus important de la conscience de classe : les problèmes des travailleurs ne peuvent être résolus que par les travailleurs eux-mêmes. »

Les responsables du New Deal – Roosevelt, ses conseillers et les hommes d'affaires qui le soutenaient – avaient-ils eux aussi une conscience de classe ? Avaient-ils compris que des mesures devaient être prises d'urgence, en 1933 et 1934, pour fournir du travail, de la nourriture et des secours ; pour écarter l'idée selon laquelle « les problèmes des travailleurs ne peuvent être résolus que par les travailleurs eux-mêmes » ? Sans doute, à l'instar de la prise de conscience des ouvriers, s'agissait-il d'un ensemble de mesures ne devant rien à une stratégie préconçue mais s'appuyant plutôt sur une instinctive nécessité pratique. Peut-être est-ce cette sorte de vague conscience de classe qui entraîna, en 1934, la présentation devant le Congrès du décret Wagner-Connery destiné à encadrer les conflits sociaux. Ce décret proposait l'élection de représentants syndicaux ainsi que la création d'un conseil spécial pour régler les problèmes et étudier les revendications. N'était-ce pas le type même de législation destinée à en finir avec l'idée que « les problèmes des

travailleurs ne peuvent être résolus que par les travailleurs eux-mêmes » ? Le monde des affaires estima que le décret favorisait les travailleurs et s'y opposa. Quant à Roosevelt, il n'appréciait guère l'idée. Cependant, en 1934, une série de conflits sociaux imposa la nécessité d'une démarche législative en ce domaine.

Cette année-là, un million et demi de travailleurs de différents secteurs industriels se mirent en grève. Au printemps et à l'été, les dockers de la côte Ouest se soulevèrent contre leurs propres syndicats et contre les affréteurs ; organisèrent une convention ; exigèrent l'interdiction de l'« embauche » (sorte de marché aux esclaves ayant lieu très tôt le matin, au cours duquel les équipes étaient constituées pour la journée) et finalement se mirent en grève.

La côte Pacifique fut bientôt paralysée sur environ trois mille kilomètres. D'autres professions maritimes se joignirent à la grève et les camionneurs apportèrent leur soutien en refusant de transporter leurs chargements sur les quais. Lorsque la police finit par intervenir pour rouvrir l'accès aux quais, les grévistes résistèrent en masse. Deux d'entre eux trouvèrent la mort lors des affrontements. Une procession funéraire gigantesque, en hommage aux victimes, réunit des dizaines de milliers de sympathisants. La grève générale fut ensuite décrétée à San Francisco. Elle fut suivie par cent trente mille travailleurs qui paralysèrent toutes les activités de la ville.

Cinq cents policiers supplémentaires furent alors engagés et quatre mille cinq cents membres de la garde nationale appelés en renfort, avec l'infanterie, l'artillerie, des mitrailleuses et des tanks. Le *Times* de Los Angeles commenta la situation : « Ce qui se passe à San Francisco ne correspond pas exactement à ce qu'on appelle la "grève générale". Ce qui se passe actuellement est une insurrection, une révolte menée et inspirée par les communistes contre l'administration gouvernementale. Il ne reste plus qu'une chose à faire : réprimer la révolte par tous les moyens possibles. »

La pression devint trop forte. On envoya les troupes. La direction de l'AFL demanda la fin de la grève et les dockers acceptèrent un compromis. Mais ils avaient démontré la potentialité révolutionnaire de la grève générale.

Ce même été 1934, une grève des camionneurs de Minneapolis reçut le soutien d'autres travailleurs : bientôt, rien ne circulait plus dans la ville, excepté les livreurs de lait, de glace et de charbon qui y avaient été autorisés par les grévistes. Les fermiers apportaient leurs produits sur place et les vendaient directement aux citadins. La police finit par lancer une opération qui causa deux morts parmi les grévistes. Cinquante mille personnes assistèrent aux funérailles, à la suite desquelles eut lieu une impressionnante manifestation

qui marcha sur l'hôtel de ville. Un mois plus tard, les employeurs cédaient aux exigences des camionneurs.

La plus importante de toutes ces grèves éclata à l'automne de cette même année. Dans le Sud, trois cent vingt-cinq mille ouvriers du textile se mirent en grève. Ils quittèrent les usines et organisèrent des groupes mobiles motorisés qui se rendaient sur tous les sites en grève pour y constituer des piquets, affronter les gardiens, pénétrer dans les usines et faire cesser les machines. Ici aussi, la grève venait de la base en dépit des réticences émises au sommet par les responsables syndicaux. Le *New York Times* affirma : « L'aspect le plus dangereux de cette situation est qu'elle échappe complètement au contrôle des leaders syndicaux. »

À nouveau, la machinerie de l'État se mit en marche. Des policiers et des briseurs de grève armés tirèrent sur les piquets de grève en Caroline du Sud, tuant sept grévistes et en blessant vingt autres. La grève s'étendit néanmoins à la Nouvelle-Angleterre. À Lowell (Massachusetts), deux mille cinq cents ouvriers du textile se soulevèrent. À Saylesville (Rhode Island), une foule de quelque cinq mille personnes affronta les mitrailleuses des forces de l'ordre et fit fermer l'usine de textile. À Woonsocket (Rhode Island), deux mille personnes, scandalisées par l'assassinat d'un homme par la garde nationale, saccagèrent la ville et firent fermer l'usine.

Le 18 septembre, quatre cent vingt et un mille ouvriers du textile s'étaient mis en grève dans tout le pays. On procéda à des arrestations massives. Les syndicalistes étaient roués de coups et il y eut treize morts. Roosevelt s'en mêla et mit sur pied un bureau de médiation tandis que les syndicats appelaient à la fin de la grève.

Le Sud rural connut aussi un fort activisme social, le plus souvent à l'initiative des communistes, mais également motivé par les difficultés des fermiers et ouvriers agricoles pauvres, Noirs et Blancs confondus, particulièrement touchés par la crise. Le syndicat des Fermiers du Sud naquit en Arkansas, regroupant les métayers noirs et blancs, et gagna rapidement d'autres régions. L'Agricultural Adjustment Act de Roosevelt ne profitait en rien aux fermiers les plus pauvres. En outre, en encourageant les agriculteurs à diminuer leur production, cette loi contraignait les petits fermiers et les métayers à abandonner leur activité. En 1935, sur les six millions huit cent mille fermiers américains, deux millions huit cent mille ne possédaient pas leurs terres en propre. Le revenu moyen d'un métayer était de 312 dollars par an. Les ouvriers agricoles, qui ne possédaient aucune terre, passant d'une ferme à l'autre et d'une région à l'autre, ne gagnaient en moyenne que 300 dollars par an.

Les fermiers noirs étaient les plus défavorisés. Certains d'entre eux furent séduits par les discours de ces étrangers apparus pendant la Grande Dépression qui proposaient de les aider à s'organiser. Dans une remarquable interview accordée à Theodore Rosengarten (*All God's Dangers*), Nate Shaw se souvient : « Et pendant la période des pressions, un syndicat commençait à monter dans le coin, qui s'appelait le syndicat des Fermiers – je trouvais que c'était un beau nom –, et j'ai compris que ce qui se passait était un tournant dans la vie des hommes du Sud, aussi bien pour les Blancs que pour les Noirs. C'était quelque chose de pas banal. J'ai entendu dire que c'était un mouvement en faveur de la classe des gens pauvres. C'était juste ce que je voulais connaître aussi. Je voulais en savoir assez pour pouvoir m'y mettre moi aussi. [...] Mac Sloane, un Blanc, m'a dit : "Reste en dehors de ça. Tous ces Noirs qui courent partout pour faire des réunions, c'est pas pour toi." Moi, je me disais : "Tu rêves, mon vieux, si tu penses que tu vas m'empêcher de participer à ça." J'y suis allé aussi sec et j'ai adhéré dès la réunion suivante. [...] En fait, il avait fait exactement ce qu'il fallait pour me décider à le faire : m'interdire d'y aller. Les maîtres de cette organisation ont commencé à se balader partout dans la région – il fallait garder un peu le secret. Il y avait ce type de couleur, j'ai oublié son nom, mais il abattait du sacré bon boulot en faisant des réunions avec nous. Ça faisait partie de son boulot. [...] Dans les réunions qu'on faisait chez nous ou ailleurs, on devait faire attention à ce que personne d'autre ne se pointe. C'étaient des petites réunions, mais il y en avait parfois une douzaine de suite. [...] Les nègres avaient la trouille, ouais, ils avaient la trouille, c'est la pure vérité. »

Nate Shaw raconte ensuite ce qu'il se passa lorsqu'un fermier noir qui n'avait pas payé ses dettes fut sur le point d'être expulsé : « Le policier, il a dit : "Ce matin, je vais saisir tout ce que le vieux Virgil Jones possède." Alors je l'ai supplié de ne pas le faire. J'ai dit : "Vous allez l'empêcher de nourrir toute sa famille." »

Nate Shaw prévient alors le policier qu'il ne permettra pas que cela se fasse. Le policier revient avec d'autres personnes et l'un d'entre eux tire sur Shaw et le blesse. Ce dernier prend un fusil et tire en retour. Arrêté à la fin de 1932, il passera douze ans dans une prison de l'Alabama. Son histoire n'est qu'un tout petit fragment de l'immense drame inconnu qu'ont vécu les pauvres à l'époque où le syndicat des Fermiers se mettait en place. Des années après sa libération, Nate Shaw donna son avis sur les questions de race et de classe : « Oh, c'est simple comme bonjour. Le Blanc pauvre et le Noir pauvre sont dans le même bateau. C'est les grands pontes

qui font exprès de les séparer. Le contrôle d'un homme, le pouvoir de contrôle, c'est le riche qui l'a. [...] La classe des riches se tient les coudes et le Blanc pauvre est sur l'autre liste avec les types de couleur. Moi, j'ai pigé ça : ce qu'on fait et comment on le fait en disent cent fois plus que tous les beaux discours. »

Hosea Hudson, un Noir originaire de la Géorgie rurale (ouvrier agricole à dix ans, plus tard employé dans les aciéries de Birmingham), fut scandalisé par l'affaire de Scottsboro, dans laquelle, en 1931, neuf jeunes Noirs avaient été accusés du viol de deux jeunes filles blanches et condamnés sur de simples présomptions de preuve par un jury composé uniquement de Blancs. Cette année-là, Hudson adhéra au parti communiste. Au cours des années 1932 et 1933, il entreprit de fédérer les chômeurs noirs de Birmingham. Il se souvient : « Au cœur de l'hiver 1933, nous, les gars du parti, on a organisé un grand rassemblement des chômeurs sur les marches de l'ancien tribunal, sur la 3e Rue de North Birmingham. [...] Il y avait sept mille personnes ou plus, Noirs et Blancs confondus. [...] En 1932 et 1933, on s'est mis à monter des comités de chômeurs dans différents quartiers de Birmingham. [...] Si quelqu'un n'avait plus de quoi manger, on n'allait pas le voir pour lui dire : "Pas de chance, mon gars!" C'était notre boulot d'aller le voir [...] et on essayait d'arranger ça [...] s'il le voulait. [...] Les comités de quartier se réunissaient toutes les semaines. On parlait des problèmes sociaux, de ce qui se passait. On lisait le *Daily Worker* ou le *Southern Worker* pour savoir ce qu'il se passait à propos de l'aide aux chômeurs, que faisaient les gars de Cleveland [...], où en étaient les luttes à Chicago. On discutait aussi des dernières nouvelles de l'affaire de Scottsboro. On se tenait au courant le plus possible, alors les gens voulaient toujours nous voir parce qu'on avait toujours quelque chose de différent à leur dire. »

En 1934 et 1935, des centaines de milliers de travailleurs tenus à l'écart des syndicats fermés et étroitement contrôlés de l'AFL commencèrent à militer dans les nouveaux secteurs industriels de production de masse – l'automobile, les caoutchoucs et l'industrie de l'emballage. L'AFL ne pouvait pas les ignorer. Il mit sur pied un Comité du syndicalisme industriel afin d'encadrer ces ouvriers par branche industrielle et non par profession. Tous les ouvriers d'une même usine étaient membres d'un unique syndicat. Ce Comité, présidé par John Lewis, fit sécession et fonda le Congress of Industrial Organizations (CIO).

Mais ce furent les grèves et les révoltes nées à la base qui poussèrent les dirigeants de l'AFL et du CIO à passer à l'action. Jeremy Brecher raconte tout cela dans son livre *Strike!* Une nouvelle

tactique fut inventée par les ouvriers d'Akron (Ohio) au début des années 1930 : l'occupation d'usines. Les travailleurs restaient sur leur lieu de travail au lieu d'en sortir pour manifester. Cela présentait des avantages évidents : ils empêchaient ainsi l'intrusion des briseurs de grève ; ils n'étaient pas contraints de s'en remettre aux responsables syndicaux mais gardaient au contraire le contrôle de la situation ; ils n'étaient plus obligés de manifester dans le froid ou sous la pluie ; ils n'étaient plus isolés comme sur leurs postes de travail ou dans les piquets de grève ; ils étaient des centaines sous le même toit, libres de se parler et de former une véritable communauté en lutte. Louis Adamic, un écrivain prolétarien, décrivit l'une de ces toutes premières occupations : « Assis à leurs postes de travail, près de leurs machines ou de leurs cuves, ils discutaient. Certains réalisaient alors pour la première fois combien leur rôle était essentiel dans le processus de production du caoutchouc. À eux seuls, deux hommes avaient pratiquement arrêté ce processus ! [...] Les contremaîtres, les chefs de groupe et les patrons étaient complètement hors du coup. [...] En moins d'une heure, la question était réglée. C'était une victoire complète pour les ouvriers. »

Au début de 1936, à l'usine de caoutchouc Firestone d'Akron, les hommes qui travaillaient à la fabrication des pneus de camion durent subir une baisse de leurs salaires, déjà trop bas pour subvenir aux frais de nourriture et de logement. Lorsque plusieurs syndicalistes furent licenciés, les autres cessèrent le travail en restant à leurs postes. En une journée, l'usine n° 1 était complètement paralysée. L'usine n° 2 le fut le lendemain. La direction céda. Dix jours plus tard, l'usine Goodyear était également occupée. Un tribunal condamna cette forme d'occupation. Mais la décision n'eut aucun effet et cent cinquante policiers furent envoyés sur les lieux. Ils durent faire face à dix mille ouvriers venus de toute la ville. Un mois plus tard, les grévistes l'emportaient.

Cette tactique gagna le reste du pays. En décembre, la plus longue grève de ce type commença à l'usine n° 1 de Fisher Body à Flint (Michigan). Elle débuta après que deux frères eurent été licenciés et se poursuivit jusqu'en février 1937. Pendant quarante jours, les deux mille grévistes formèrent une véritable communauté : « C'était comme à la guerre. Les gars autour de moi sont devenus de vrais amis. » Sydney Fine raconte cet événement dans *Sit-Down*. Les comités de grève organisèrent des spectacles, des séances d'information, des cours, un service du courrier et des structures sanitaires. Des tribunaux furent également mis en place pour traiter le cas de ceux qui ne participaient pas à la vie commune, jetaient leurs ordures n'importe où, fumaient dans les lieux interdits, etc.

La « peine » consistait à effectuer des tâches supplémentaires, la punition suprême étant l'expulsion de l'usine. Le propriétaire du restaurant qui se trouvait de l'autre côté de la rue préparait trois repas par jour pour deux mille grévistes. On organisa des sortes de formations sur les procédures parlementaires, sur la prise de parole publique et sur l'histoire du mouvement ouvrier. Des étudiants de la Michigan University se déplacèrent pour donner des cours de journalisme et d'écriture.

Il y eut d'autres condamnations de justice, mais cinq mille ouvriers en armes protégèrent l'usine et personne ne tenta de faire appliquer ces décisions. La police donna l'assaut avec des gaz lacrymogènes ; les travailleurs répliquèrent avec des lances à incendie. Il y eut treize blessés parmi les grévistes mais la police fut repoussée. Le gouverneur eut alors recours à la garde nationale. La grève s'était cependant déjà étendue à d'autres usines de la General Motors. On parvint finalement à un compromis pour six mois qui laissait, certes, de nombreux problèmes en suspens, mais qui reconnaissait que l'entreprise ne devait plus traiter avec les individus isolément mais avec les organisations syndicales.

En 1936, il y eut quarante-huit grèves par occupation. En 1937, leur nombre passa à quatre cent quarante-sept : les électriciens de Saint Louis ; les fabricants de chemises de Pulaski (Tennessee) ; les éboueurs de Bridgeport (Connecticut) ; les fossoyeurs du New Jersey ; dix-sept ouvriers aveugles de la New York Guilde for the Jewish Blind ; les détenus d'une prison de l'Illinois et même trente membres du bataillon de la garde nationale qui avaient servi lors de l'occupation de l'usine de Fisher Body et qui pratiquèrent à leur tour la tactique de l'occupation pour obtenir leurs salaires.

Les occupations d'usines représentaient un grave danger pour le système parce qu'elles n'étaient pas contrôlées par les directions syndicales. Un responsable syndical de l'AFL des métiers de l'hôtellerie déclara : « Vous pouviez être à votre bureau un jour quelconque du mois de mars 1937 et être appelé au téléphone. À l'autre bout du fil, une voix vous annonçait : "Mon nom est Mary Jones. Je travaille chez Ligett, on a viré le directeur et on a les clefs. Qu'est-ce qu'on fait maintenant ?" Après, vous accouriez sur les lieux pour négocier et le patron vous disait : "Il est totalement irresponsable de lancer une grève avant même d'avoir revendiqué quelque chose." Et tout ce qu'on pouvait répondre c'est : "Vous avez bien raison." »

La loi Wagner, qui instituait un National Labor Relations Board (NLRB), avait été votée en 1935 pour stabiliser le système face aux troubles sociaux. Les vagues de grèves des années 1936-1938

instaurèrent une atmosphère d'urgence. En 1937, lors d'une grève dans les usines de la Republic Steel de Chicago, la police tira sur les piquets de grève et fit dix morts. L'autopsie révéla que la police avait tiré sur les grévistes alors qu'ils s'enfuyaient. Cet événement est plus connu aujourd'hui sous le nom de « massacre du Memorial Day ». Mais les ouvriers de la Republic Steel étaient désormais organisés, comme l'étaient également ceux de la Ford Motor Company et des autres grandes usines des industries sidérurgique, automobile, de pneumatiques, de conserverie et d'électricité.

Lorsque la loi Wagner fut mise en cause devant la justice par un conglomérat sidérurgique, la Cour suprême confirma son caractère constitutionnel. La Cour confirmait que le gouvernement était en droit de réguler les échanges commerciaux entre États et que les grèves empêchaient le bon déroulement de ces échanges. Du point de vue des syndicats, la nouvelle loi favorisait la syndicalisation des travailleurs. Du point de vue du gouvernement, elle permettait de stabiliser les échanges.

Les employeurs n'avaient pas voulu des syndicats, pourtant plus contrôlables et plus sécurisants pour le système que les grèves sauvages et les occupations d'usines par la base ouvrière. Au printemps 1937, un article du *New York Times* annonçait que « les occupations non autorisées [étaient] la cible des syndicats du CIO ». Le journaliste ajoutait que « des consignes strictes [avaient] été données aux responsables syndicaux qui [seraient] désormais démis de leurs fonctions s'ils [autorisaient] des cessations d'activité sans y avoir été autorisés par les responsables nationaux ». Le *Times* citait les propos de John L. Lewis, dynamique dirigeant du CIO : « Une convention signée avec le CIO est une assurance efficace contre les occupations ou toute autre forme de grève. »

Le parti communiste, dont certains membres jouaient un rôle important dans les syndicats du CIO, sembla suivre cette voie. Un responsable communiste de la ville d'Akron aurait déclaré, lors d'une réunion de préparation stratégique du parti après les occupations : « Désormais, nous devons travailler à forger des relations stables entre syndicats et employeurs ainsi qu'à garantir la stricte observance des procédures de la part des travailleurs. »

Ainsi, deux stratégies sophistiquées, destinées à contrôler les actions ouvrières spontanées, se développèrent au milieu des années CIO. D'abord, le National Labor Relations Board accorderait aux syndicats un statut légal, la possibilité d'être entendus et d'accéder à certaines de leurs revendications. On pouvait ainsi modérer l'esprit de révolte des travailleurs en le canalisant à travers l'élection syndicale – exactement comme le système constitutionnel

canalisait les éventuelles révoltes populaires au moyen des élections. Le NLRB devait circonscrire les conflits économiques comme les élections neutralisaient les conflits politiques. Ensuite, les syndicats – y compris un syndicat actif et militant comme le CIO – canaliseraient les pulsions insurrectionnelles des ouvriers par le biais des conventions collectives, des négociations, des réunions syndicales, puis tenteraient de réduire le nombre des grèves avec pour objectif de construire de grands syndicats influents et parfois même respectables.

Les événements de cette période semblent confirmer, comme l'avancent Richard Cloward et Frances Piven dans leur livre *Poor People's Movements*, que le mouvement ouvrier a remporté plus de victoires par ces soulèvements spontanés qu'à l'initiative des syndicats bien organisés et officiellement reconnus. « Les ouvriers en ont plus imposé et ont obtenu de plus grandes concessions de la part du gouvernement pendant la Grande Dépression, au cours de ces années où ils n'étaient pas encore encadrés par des syndicats. Leur force ne résidait alors pas dans leur organisation mais dans leur capacité de désorganisation. »

Piven et Cloward notent que l'importance numérique des syndicats avait très considérablement augmenté pendant les années 1940, c'est-à-dire pendant la Seconde Guerre mondiale (l'AFL et le CIO comptaient chacun six millions de membres en 1945), mais que leur influence s'était affaiblie. Les responsables syndicaux siégeant au NLRB étaient moins à l'écoute de leur base, la Cour suprême déclarait l'illégalité des occupations, et les parlements des États votaient des lois qui empêchaient les grèves, les piquets et les boycotts.

La Seconde Guerre mondiale porta un coup à l'activisme des mouvements ouvriers tel qu'il avait cours dans les années 1930 parce que l'économie de guerre créa des millions de nouveaux emplois mieux rémunérés. Si, pendant le New Deal, le nombre des chômeurs était passé de treize à neuf millions, la guerre mit presque tout le monde au travail. Elle eut également d'autres conséquences : le patriotisme et une dynamique d'alliance de classes contre l'ennemi étranger rendirent plus difficile toute mobilisation contre les grandes entreprises américaines. Pendant la guerre, l'AFL et le CIO s'engagèrent à ne pas appeler à la grève.

Pourtant, les difficultés des travailleurs étaient telles – la politique de contrôle de l'économie pendant la guerre signifiait que les salaires étaient plus « maîtrisés » que les prix – qu'il leur fallut parfois se lancer dans des grèves sauvages. Selon Jeremy Brecher, l'année 1944 connut plus de grèves que jamais dans toute l'histoire des États-Unis.

Les années 1930 et 1940 illustrent mieux que toute autre période le dilemme des travailleurs américains. Le système réagit aux révoltes de travailleurs par de nouvelles mesures de contrôle : contrôle interne par le biais de leurs propres syndicats et contrôle externe par celui de la loi et des forces de l'ordre. En même temps, survinrent les premières concessions. Elles ne résolvaient certes pas les problèmes de fond, elles ne résolvaient même rien du tout pour bien des gens, mais elles permirent à suffisamment de personnes de baigner dans une atmosphère de progrès et de mieux-être pour restaurer une certaine confiance dans le système.

L'établissement d'un salaire horaire minimum, en 1938 – année de la semaine de quarante heures maximum et de l'abolition du travail des enfants –, ne s'appliquait pourtant pas à de très nombreux travailleurs. Ce salaire minimum était en outre incroyablement bas (25 cents de l'heure la première année). Cela suffit néanmoins à calmer le ressentiment populaire. On construisait de nouveaux logements qui étaient loin de satisfaire les véritables besoins en ce domaine. « Un début modeste, voire parcimonieux », selon Paul Conkin (*FDR and the Origins of the Welfare State*), mais l'idée de budgets fédéraux destinés à des projets d'habitations, avec aires de jeux et appartements propres, et au remplacement des logements insalubres plaisait à la population. La Tennessee Valley Authority laissait envisager la possibilité réjouissante d'un plan régional de création d'emplois, d'aménagement de certaines zones et de distribution d'électricité à bas prix. Le tout administré au niveau local et non plus national. La loi de sécurité sociale (1935) instituait l'assurance vieillesse et chômage et laissait aux États le soin de venir en aide aux enfants à charge et aux mères célibataires – mais pas aux travailleurs agricoles, aux domestiques ni aux personnes âgées. En outre, il n'était pas question d'assurance maladie. Toujours selon Conkin, « les maigres avancées dues à la Sécurité sociale étaient insignifiantes en comparaison de la sécurité qu'elle apportait aux grandes entreprises les plus en vue ».

Le New Deal dégagea également des budgets pour donner du travail à des milliers d'écrivains, d'acteurs et de musiciens au travers des Federal Theater Project, Federal Writers Project et Federal Arts Project : les bâtiments publics se couvrirent de peintures murales, des pièces furent jouées devant des publics ouvriers qui n'étaient jamais allés au théâtre, et des centaines de livres et de brochures furent rédigés et publiés. Des gens assistèrent à des concerts pour la première fois de leur vie. Cette période fut marquée par une explosion formidable des arts populaires telle que les États-Unis n'en avaient jamais connu et n'en connaîtraient plus jamais. Ces programmes

d'aide à la création artistique furent supprimés en 1939, une fois le pays stabilisé et le dynamisme du New Deal essoufflé.

Le capitalisme restait intact. Les riches continuaient de contrôler les ressources de la nation, ses lois, ses tribunaux, sa police, ses journaux, ses églises et ses collèges. On avait apporté juste ce qu'il fallait d'aide à suffisamment de personnes pour que Roosevelt passe pour un héros aux yeux de millions d'Américains. Mais le système même qui avait entraîné la crise et la dépression était toujours debout – un système de gâchis, d'inégalités et de profit qui prenait le pas sur les besoins humains.

Pour les Noirs, le New Deal fut psychologiquement une bonne chose (Mme Roosevelt était bien disposée à leur égard et quelques Noirs occupèrent des fonctions au gouvernement), mais la grande majorité d'entre eux n'eut aucune place dans ses programmes. Au même titre que fermiers, ouvriers agricoles, domestiques et immigrés, ils étaient exclus de l'assurance chômage, du salaire minimum, de la Sécurité sociale ou des subventions agricoles. Roosevelt, soucieux de ne pas s'aliéner les politiciens blancs du Sud dont il avait politiquement besoin, ne soutint pas un décret contre le lynchage. Noirs et Blancs restaient séparés dans l'armée. Les travailleurs noirs subissaient une discrimination à l'emploi : ils étaient les derniers engagés et les premiers à être licenciés. Ce n'est qu'en 1941, lorsque A. Philip Randolph, président du syndicat des Wagons-Lits, menaça d'organiser une gigantesque marche sur Washington, que Roosevelt accepta de signer un décret instaurant un comité sur le juste accès à l'emploi. Mais, cet organisme n'ayant aucun pouvoir exécutif, la situation n'évolua guère.

Le quartier noir de Harlem, en dépit de toutes les réformes du New Deal, ne bougea pas d'un iota. Trois cent cinquante mille personnes y vivaient, soit deux cent trente-trois habitants par demi-hectare – la moyenne était de cent trente-trois dans le reste de Manhattan. En vingt-cinq ans, la population de Harlem avait été multipliée par six. Dix mille familles habitaient dans des caves ou des sous-sols infestés de rats. La tuberculose y était monnaie courante. La moitié des femmes mariées étaient domestiques. Elles se rendaient dans le Bronx, où elles se rassemblaient à certains carrefours – les « marchés aux esclaves », comme on les appelait – pour se louer. La prostitution augmenta. En 1935, deux jeunes femmes noires, Ella Barker et Marvel Cook, écrivirent un article à ce sujet dans *The Crisis* : « Il n'y a pas que la force de travail qui s'échange et se vende pour des salaires d'esclaves. L'amour humain est également un bien disponible sur le marché. Que ce soit pour le travail ou pour l'amour, les femmes arrivent dès huit heures du

matin et attendent parfois jusqu'à une heure de l'après-midi, ou jusqu'à ce qu'elles trouvent à se louer. Sous la pluie ou sous le soleil, dans la chaleur et dans le froid, elles attendent d'être engagées pour dix, quinze ou vingt cents de l'heure. »

À l'hôpital de Harlem, en 1932, le taux de mortalité était environ deux fois plus élevé qu'à l'hôpital Bellevue, situé dans les quartiers blancs du sud de Manhattan. Harlem était un véritable havre pour le crime – ce terreau amer de la pauvreté que décrivent Roy Ottley et William Weatherby dans leur essai *The Negro in New York*.

Le 19 mars 1935, à l'époque même où l'on votait les réformes du New Deal, une explosion de violence parcourut Harlem. Dix mille Noirs déboulèrent dans les rues, détruisant les biens des commerçants blancs. Sept cents policiers pénétrèrent dans le quartier pour y ramener l'ordre, faisant deux morts parmi les émeutiers.

Au milieu des années 1930, Langston Hughes, un jeune poète noir, écrivit un poème au titre évocateur, *Que l'Amérique redevienne l'Amérique* :

Je suis le Blanc pauvre trompé et exclu,
Je suis le nègre portant les cicatrices de l'esclavage.
Je suis le Peau-Pouge expulsé de sa terre,
Je suis l'immigré se cramponnant à l'espoir
Et ne découvrant toujours que le même système imbécile
Du chien dévorant le chien et du puissant écrasant le faible.

Oh, que l'Amérique redevienne l'Amérique,
Ce pays qu'elle n'a jamais encore été
Mais qu'elle doit pourtant devenir. La terre de l'homme libre.
Ce pays qui est à moi – le pauvre, l'Indien, le Noir,
MOI.
Moi qui ai fait l'Amérique
Et dont la sueur et le sang, la foi et les souffrances,
Les bras à la fonderie, le labour sous la pluie
Doivent faire renaître notre rêve sacré.

Vous pouvez m'appeler de tous les noms que vous voudrez,
L'acier de la liberté ne rouille pas.
Aux sangsues qui vivent sur la vie des autres,
Nous devons reprendre à nouveau notre terre,
L'Amérique !

Pourtant, pour les Américains blancs des années 1930, du Nord comme du Sud, les Noirs restaient invisibles. Seuls les radicaux

tentèrent de renverser les barrières de race : les socialistes, les trotskistes et les communistes surtout. Le CIO, sous l'influence des communistes, mobilisait les Noirs dans les industries de production de masse. Les Noirs continuaient, certes, de servir de briseurs de grève, mais il existait également désormais des tentatives d'unir les travailleurs blancs et noirs dans la lutte contre leur ennemi commun. En 1938, Mollie Lewis publia dans *The Crisis* le récit de l'expérience qu'elle vécut lors d'une grève dans les aciéries de Gary (Indiana) : « Alors que les autorités de Gary s'obstinent à maintenir un système d'écoles séparées, les parents se retrouvent dans les syndicats et les services d'entraide. [...] Le seul lieu public de Gary dans lequel les deux races peuvent manger ensemble librement est un restaurant coopératif organisé en grande partie par des membres du syndicat et du service d'entraide. [...] Si les travailleurs noirs et blancs ainsi que les membres de leurs familles comprennent que leurs intérêts fondamentaux sont identiques, on peut espérer qu'ils feront cause commune pour faire progresser ces intérêts. »

Le mouvement féministe n'était pas très virulent dans les années 1930, mais de nombreuses femmes militèrent alors activement sur les lieux de travail. Une poétesse du Minnesota, Meridel LeSeuer, avait trente-quatre ans lors de la grande grève des camionneurs de Minneapolis en 1934. Elle y fut très active et fit plus tard le récit de son expérience : « Je n'avais jamais participé à une grève auparavant. [...] En fait, j'avais peur. [...] Je leur ai demandé s'ils avaient besoin d'aide. [...] On servait des milliers de tasses de café et des repas aux hommes. [...] Quand les autos revinrent des piquets de grève, on entendit crier : "C'est un meurtre !" [...] Je les ai vu sortir des hommes des voitures et les mettre sur des lits de camp ou à même le sol. [...] Les autos continuaient d'arriver. Des types couverts de sang étaient revenus à pied du marché. [...] Les hommes, les femmes et les enfants se tenaient à l'extérieur en une sorte de bouclier de protection vivant. [...] Nos habits étaient couverts de sang. [...] Le mardi, le jour des funérailles, mille policiers supplémentaires occupaient le bas de la ville. Il faisait plus de trente-cinq degrés à l'ombre. Je suis allée au funérarium, où des milliers d'hommes et de femmes s'étaient rassemblés sous un soleil de plomb. Un groupe de femmes et d'enfants attendait depuis deux heures. Je me suis mise à côté d'eux. Je ne savais pas si j'allais défiler. Je n'aimais pas participer aux manifestations. [...] Trois femmes m'ont entraînée avec elles. Elles me disaient doucement : "Il faut qu'on défile toutes. Viens avec nous." »

Sylvia Woods, ancienne blanchisseuse, racontait des années plus tard à Alice et Staughton Lynd ce qu'elle avait vécu en tant que

responsable syndicale : « Il fallait dire aux gens des choses qu'ils pouvaient constater par eux-mêmes. Alors ils disaient : "Oh, je n'avais jamais vu ça comme ça." C'est comme Tennessee : un type qui détestait les Noirs. Un pauvre métayer. [...] Après, il dansait avec une Noire. [...] Oui, j'ai vu des gens changer. Il faut croire aux gens. »

De nombreux Américains commencèrent à modifier leur manière de penser durant ces années de crise et de révolte. En Europe, Hitler débutait sa sinistre carrière. De l'autre côté du Pacifique, le Japon envahissait la Chine. Les empires occidentaux se voyaient menacés par de nouveaux empires. La guerre planait sur les États-Unis.

Chapitre XVI
Une guerre populaire ?

« Nous, les gouvernements de Grande-Bretagne et des États-Unis, au nom de l'Inde, de la Birmanie, de la Malaisie, de l'Australie, de l'Afrique anglophone, de la Guinée britannique, de Hongkong, du Siam, de Singapour, de l'Égypte, de la Palestine, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, de l'Irlande du Nord, de l'Écosse, du Pays de Galles, mais également de Porto Rico, de Guam, des Philippines, d'Hawaii, de l'Alaska et des îles Vierges, déclarons ici solennellement que ceci n'est pas une guerre impérialiste. » Tel était le texte d'un pamphlet satirique publié aux États-Unis, en 1939, par le parti communiste.

Deux ans plus tard, l'Allemagne envahissait la Russie soviétique : le parti communiste américain, qui auparavant répétait sur tous les tons que la guerre entre les forces de l'Axe et les puissances alliées était une guerre impérialiste, la qualifiait dorénavant de « guerre populaire » contre le fascisme. Du reste, la plupart des Américains (capitalistes, communistes, démocrates et républicains ; les pauvres, les riches et la classe moyenne) s'accordaient sur ce seul fait : il s'agissait bien d'une guerre populaire.

Vraiment ?

Par certains aspects, il s'agissait en effet de la guerre la plus populaire que les États-Unis aient jamais menée. Jamais autant d'Américains n'avaient participé à une guerre : dix-huit millions d'individus servirent dans les forces armées, dont dix millions à l'étranger. Vingt-cinq millions de travailleurs économisèrent régulièrement sur leurs salaires pour financer l'effort de guerre. Il est cependant permis de penser qu'il s'agissait là d'une unanimité fabriquée, toutes les autorités de la nation – le gouvernement, bien sûr, mais

également la presse, l'Église et même les principaux mouvements radicaux – ayant lancé un appel à la guerre totale. N'existait-il pas, pourtant, des courants souterrains de refus ou certains signes non relayés de résistance ?

Ce fut une guerre contre un ennemi incroyablement cruel. L'Allemagne de Hitler portait le totalitarisme, le racisme, le militarisme et l'agressivité à un niveau qu'un monde pourtant ultracynique avait ignoré jusque-là. Mais les gouvernements alliés – Anglais, Américains ou Russes – étaient-il si radicalement différents que leur victoire pût suffire à balayer l'impérialisme, le racisme, le totalitarisme ou le militarisme de la surface du globe ?

Le comportement même des États-Unis, tant dans ses opérations militaires qu'à l'égard de ses minorités, s'accordait-il réellement avec cette idée de « guerre populaire » ? La politique nationale, pendant la guerre, respectait-elle les droits de tous les citoyens à la liberté, à la vie et à la recherche du bonheur ? La politique de l'après-guerre répondait-elle aux valeurs au nom desquelles on avait prétendu faire la guerre ?

Ces questions méritent qu'on s'y arrête. Durant le conflit, l'atmosphère était trop saturée de ferveur guerrière pour qu'on en débatte.

L'attitude de défenseurs des nations en détresse qu'adoptèrent les États-Unis correspondait bien à l'image de l'Amérique que l'on trouvait dans les manuels scolaires, mais pas à ses antécédents avérés en politique internationale. Au début du XIX[e] siècle, les États-Unis s'étaient opposés à la révolution que les Haïtiens avaient déclenchée contre la France pour obtenir leur indépendance. Ils avaient également provoqué une guerre avec le Mexique à l'issue de laquelle ils s'étaient emparés de la moitié du territoire mexicain. Sous prétexte d'aider Cuba à se débarrasser de la tutelle espagnole, les États-Unis s'y étaient installés en imposant une base militaire, leurs investissements financiers et un droit d'intervention dans les affaires intérieures du pays. Ils s'étaient également approprié Hawaii, Porto Rico et Guam, et avaient mené une guerre sans merci aux Philippins. Ils avaient « ouvert » le Japon au commerce américain à grand renfort de menaces et de navires de guerre. Ils avaient instauré la politique de la « porte ouverte » en Chine, de manière à s'assurer de bénéficier des mêmes opportunités que les autres puissances impérialistes dans l'exploitation des ressources chinoises. Pour finir, ils avaient envoyé des troupes à Pékin pour affirmer avec d'autres nations la suprématie occidentale sur la Chine. Ces troupes étaient sur place depuis bientôt trente ans.

Tandis que les États-Unis exigeaient – avec la doctrine Monroe et par la force des armes – que le marché chinois soit totalement ouvert au commerce, ils insistaient en revanche pour que l'Amérique latine reste un marché fermé – fermé à tous sauf aux États-Unis, évidemment. Ils avaient suscité une révolution en Colombie et inventé l'État « indépendant » du Panamá afin de permettre la construction – puis de s'assurer le contrôle – du canal du même nom. En 1926, les États-Unis envoyaient cinq mille soldats au Nicaragua pour contrer une révolution. Ils y laissèrent des troupes pendant sept ans. En 1916, ils intervenaient pour la quatrième fois en République dominicaine et y laissèrent également leurs soldats pendant huit ans. En 1915, ils avaient fait de même en Haïti, où les troupes restèrent durant dix-neuf ans. Entre 1900 et 1933, les États-Unis étaient intervenus quatre fois à Cuba, deux fois au Nicaragua, six fois au Panamá, une fois au Guatemala et pas moins de sept fois au Honduras. En 1924, les économies de la moitié des vingt États latino-américains étaient peu ou prou aux mains des Américains. En 1935, plus de la moitié de l'acier et du coton américain avait l'Amérique latine pour débouché.

Juste avant la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, dans le cadre d'une intervention des Alliés en Russie, une force armée de sept mille hommes s'installait à Vladivostok. Elle y resta jusqu'en 1920. Cinq mille hommes supplémentaires furent cantonnés pendant près d'une année à Archangel, un autre port russe, toujours dans le cadre d'une opération militaire alliée. Le département d'État informa le Congrès que « toutes ces opérations [tendaient] à contrebalancer les conséquences de la révolution bolchevique en Russie ».

En bref, si la motivation officielle de l'entrée en guerre des États-Unis était le souci de défendre le principe de non-intervention dans les affaires d'autrui (c'est ce que pensaient alors les citoyens américains, étant donné la progression des troupes nazies), l'histoire du pays permettait de douter de leur compétence en ce domaine.

Ce qui apparaissait surtout à cette époque était la différence entre les États-Unis, démocratie dotée de libertés, et l'Allemagne nazie, dictature qui persécutait sa minorité juive, emprisonnait ses dissidents et proclamait la supériorité de la « race » aryenne. Néanmoins, à considérer l'antisémitisme en Allemagne, les Noirs ne pensaient sans doute pas que leur situation aux États-Unis en était si éloignée. D'ailleurs, les États-Unis s'étaient faiblement opposés aux politiques de persécution menées par Hitler. Tout au long des années 1930, ils s'étaient joints à l'Angleterre et à la France dans leur tentative d'amadouer Hitler. Roosevelt et Cordell Hull, son

secrétaire d'État, hésitaient à critiquer publiquement la politique antisémite du dictateur allemand. Selon Arnold Offner (*American Appeasement*), quand, en janvier 1934, une résolution fut examinée pour demander au Sénat et au président américain d'exprimer leur « surprise et leur mécontentement » devant le sort que les Allemands réservaient aux Juifs et d'exiger la restauration des Juifs dans leurs droits, le département d'État « s'arrangea pour que cette résolution se perde dans les méandres d'un comité quelconque ».

Lorsque Mussolini envahit l'Éthiopie en 1935, les États-Unis décrétèrent un embargo sur les armes. Les entreprises américaines purent cependant continuer de livrer du pétrole en énorme quantité – pétrole sans lequel l'Italie n'aurait pas pu mener sa guerre. Lorsque éclata en Espagne, en 1936, une rébellion fasciste contre le gouvernement social-libéral élu démocratiquement, l'administration Roosevelt fit voter une loi de neutralité qui eut pour effet de supprimer les aides au gouvernement espagnol alors que Hitler et Mussolini apportaient un soutien militaire décisif à Franco. Offner constate également que « les États-Unis restaient bien en deçà de ce que leur propre législation sur la neutralité leur imposait. Le soutien de Hitler à Franco n'ayant été fermement assuré qu'à partir de novembre 1936, les républicains espagnols auraient pu l'emporter si les États-Unis, l'Angleterre et la France leur avaient apporté leur aide. Au lieu de cela, l'Allemagne tira tous les bénéfices possibles de la guerre civile espagnole ».

S'agissait-il d'une erreur d'appréciation, d'une malencontreuse méprise ? Ou bien cela découlait-il d'une politique relativement logique de la part d'un gouvernement dont le principal objectif n'était pas d'arrêter le fascisme mais de faire avancer les intérêts impérialistes américains ? Pour ces intérêts, dans les années 1930, une politique antisoviétique semblait être la meilleure solution. Plus tard, lorsque le Japon et l'Allemagne menacèrent conjointement les intérêts impérialistes américains, une politique prosoviétique et antinazie s'avéra préférable. Roosevelt était à peu près aussi soucieux de mettre fin à l'oppression des Juifs que Lincoln avait pu l'être de faire cesser l'esclavage pendant la guerre de Sécession. Leur priorité politique (quelle qu'ait été leur compassion personnelle pour les victimes de l'oppression) n'était pas le respect des droits des minorités mais la puissance de l'Amérique.

Ce n'est pas la barbarie de Hitler vis-à-vis des Juifs qui fit entrer les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale – pas plus que le sort des quatre millions d'esclaves noirs n'avait entraîné la guerre de Sécession en 1861. L'agression italienne contre l'Éthiopie, l'invasion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie par Hitler, son

offensive contre la Pologne n'y furent pour rien elles non plus, même si elles conduisirent Roosevelt à aider considérablement les Anglais. Ce fut le bombardement par les Japonais de la base navale de Pearl Harbor, à Hawaii, le 7 décembre 1941, qui déclencha l'entrée en guerre des États-Unis. Les bombardements de civils par les Japonais – attaques japonaises sur la Chine en 1937, bombardement de Nankin – n'avaient pas suffi à entraîner les Américains dans une guerre. L'attaque d'une base de l'impérialisme américain dans le Pacifique provoqua en revanche immédiatement la vibrante déclaration de guerre de Roosevelt.

Tant que le Japon était resté un membre respectable du club des puissances impérialistes qui, par le biais de la politique de la porte ouverte, exploitaient conjointement la Chine, les États-Unis n'avaient jamais émis la moindre critique. Il existe des notes américaines échangées avec le Japon en 1917 qui déclarent que « les États-Unis reconnaissent les intérêts spécifiques du Japon en Chine ». En 1928, si l'on en croit Akira Iriye (*After Imperialism*), les consuls américains en Chine accueillirent positivement l'arrivée de troupes japonaises. Les États-Unis commencèrent à s'inquiéter lorsque le Japon se mit à menacer les marchés potentiels américains en Chine par sa tentative d'annexion totale de la Chine et surtout par son implantation dans le Sud-Est asiatique. À l'été 1941, les Américains mirent en place des embargos stricts sur le fer et sur le pétrole, mesures qui provoquèrent finalement l'attaque japonaise sur Pearl Harbor.

Comme Bruce Russet le confirme (*No Clear and Present Danger*) : « Au cours des années 1930, le gouvernement des États-Unis n'avait que très faiblement résisté à l'avancée japonaise sur le continent asiatique. » Mais « le Sud-Ouest du Pacifique était d'une indéniable importance pour les États-Unis. À cette époque, en effet, la plus grande part de l'acier et du caoutchouc utilisés en Amérique, comme d'ailleurs d'importantes quantités d'autres matières premières, provenaient de cette région ».

Pearl Harbor fut présenté à l'opinion publique américaine comme un acte soudain, surprenant et immoral. Immoral comme tout bombardement, cet acte n'était en revanche ni soudain ni surprenant pour le gouvernement américain. Russet affirme que « l'agression japonaise contre la base navale américaine venait couronner une longue série d'agressions mutuelles entre le Japon et les États-Unis. En se lançant dans une politique de rétorsion économique contre le Japon, les États-Unis agissaient d'une manière que l'on considérait, même à Washington, comme comportant de sérieux risques de guerre ».

Si l'on écarte les accusations non fondées portées contre Roosevelt (« il était au courant pour Pearl Harbor mais n'en a rien dit », voire « il a délibérément provoqué le raid japonais sur Pearl Harbor »), il semble assez évident qu'il a agi comme James Polk l'avait fait avant lui lors de la guerre contre le Mexique et comme Lyndon Johnson le ferait plus tard lors de la guerre du Vietnam : il mentit à l'opinion pour ce qu'il croyait être une bonne cause. En septembre et octobre 1941, il mentit à propos de deux événements impliquant des sous-marins allemands et un destroyer américain. Un historien favorable à Roosevelt, Thomas A. Bailey, écrit que « Franklin Roosevelt [avait] trompé à plusieurs reprises le peuple américain au cours de la période qui précéda Pearl Harbor. [...] Il était comme le médecin qui doit mentir à son patient pour son propre bien [...], parce que les masses ont notoirement la vue courte et qu'elles ne voient le danger que lorsqu'il leur saute à la gorge ».

L'un des juges du procès pour crimes de guerre qui se tint à Tokyo après la Seconde Guerre mondiale, Radhabinod Pal, s'éleva contre l'ensemble des verdicts rendus à l'encontre des responsables japonais. Il affirmait que les États-Unis avaient à l'évidence provoqué la guerre avec le Japon et qu'ils avaient espéré que le Japon réagirait. Richard Minear (*Victors' Justice*) résume le point de vue de Pal à propos des embargos sur le fer et le pétrole. Pal affirmait que « ces mesures constituaient une menace claire et réelle pour l'existence même du Japon ». Les archives montrent qu'une réunion à la Maison-Blanche, deux semaines avant Pearl Harbor, anticipait une guerre et s'interrogeait sur les moyens de la justifier.

Un rapport du département d'État sur l'expansion japonaise, un an avant Pearl Harbor, n'évoquait nullement l'indépendance de la Chine ou le principe d'autodétermination, mais affirmait en revanche : « Nos positions stratégiques et politiques globales seraient considérablement affaiblies par la perte des marchés chinois, indien et du Sud-Est asiatique (ainsi que par la perte du marché japonais puisque le Japon se suffit de plus en plus à lui-même). Elles seraient également affaiblies par toute atteinte irrémédiable à nos capacités d'accès à des ressources comme le caoutchouc, le fer, la jute et autres matières premières vitales des régions asiatiques et pacifiques. »

Le comportement des États-Unis, désormais alliés aux Russes et aux Anglais (l'Allemagne ayant déclaré la guerre aux États-Unis juste après Pearl Harbor), témoigna-t-il d'un souci essenciellement humanitaire ou plutôt d'objectifs de puissance et de profit? L'Amérique faisait-elle la guerre pour mettre fin à la domination de certaines nations sur d'autres ou pour s'assurer que les nations qui garderaient la maîtrise du monde seraient des pays amis? En août

1941, Roosevelt et Churchill se rencontrèrent au large de Terre-Neuve et présentèrent au monde la « charte de l'Atlantique ». Elle fixait de nobles objectifs pour l'après-guerre et stipulait que les deux nations décidaient de ne pas « rechercher d'expansions territoriales ou autres » et qu'ils respecteraient « le droit de tous les peuples à décider du gouvernement sous lequel ils voulaient vivre ». Cette charte fut célébrée comme une reconnaissance du droit des nations à l'autodétermination.

Pourtant, deux semaines avant l'annonce de la charte de l'Atlantique, le secrétaire d'État américain, Summer Welles, avait assuré le gouvernement français que la France conserverait son empire. « [Notre] gouvernement, respectueux de son amitié historique avec la France, a très bien compris le désir du peuple français de conserver l'intégralité de son territoire. » Le département de la Défense (*The Pentagon Papers*), dans sa section « Histoire du Vietnam », soulignait lui-même ce qui lui apparaissait comme une politique « ambivalente » à l'égard de l'Indochine, remarquant : « Par la charte de l'Atlantique et autres déclarations publiques, les États-Unis ont apporté leur soutien au principe d'autodétermination et d'indépendance nationales » alors que, « pendant le cours de la guerre, ils avaient assuré à plusieurs reprises aux Français leur intention de leur rendre après la guerre leur empire colonial ».

Fin 1942, le représentant personnel de Roosevelt avait déclaré au général français Henri Giraud : « Il est bien entendu dans nos intentions de voir la souveraineté de la France rétablie aussi vite que possible sur l'ensemble des territoires métropolitains et coloniaux sur lesquels son drapeau flottait en 1939. » Ces documents, comme bien d'autres extraits des *Pentagon Papers*, sont signalés « TOP SECRET - documents sensibles ». En 1945, l'attitude « ambivalente » disparaissait. En mai, Truman assurait aux Français qu'il ne remettrait pas en question leur « souveraineté sur l'Indochine ». À l'automne, les États-Unis pressèrent la Chine nationaliste, temporairement chargée de la partie septentrionale de l'Indochine par la conférence de Potsdam, de la restituer aux Français malgré le souhait évident des Vietnamiens d'accéder à l'indépendance.

Au-delà des faveurs accordées au gouvernement français, qu'en était-il exactement des propres ambitions impérialistes des États-Unis pendant la guerre ? De ces « expansions territoriales ou autres » auxquelles Roosevelt avait renoncé dans la charte de l'Atlantique ?

Dans la presse, on ne parlait que de combats et de mouvements de troupes : l'invasion de l'Afrique du Nord en 1942, l'Italie en 1943, le débarquement massif et spectaculaire sur les côtes normandes en 1944, les difficiles combats pour repousser les Allemands hors

de France et les bombardements incessants des aviations anglaise et américaine. De leur côté, au moment du débarquement, les Russes avaient déjà expulsé les Allemands de leur territoire et étaient confrontés à 80 % des effectifs allemands. Par ailleurs, dans le Pacifique, en 1943 et 1944, les soldats américains progressaient d'île en île, créant des bases militaires de plus en plus proches du Japon pour permettre le bombardement des villes japonaises.

Plus discrètement, sans faire l'objet des unes de la presse, les diplomates et les hommes d'affaires américains suaient sang et eau pour s'assurer que la puissance économique américaine, une fois la guerre finie, n'aurait plus de rivale à l'échelle du monde. Le commerce américain devait investir des zones jusque-là dominées par les seuls Anglais. La politique de la porte ouverte et de l'accès équilibré aux marchés étrangers devait s'appliquer de l'Asie à l'Europe. En fait, les Américains avaient l'intention de mettre les Anglais hors jeu et de prendre leur place.

C'est ce qui arriva au Moyen-Orient et à son pétrole. En août 1945, un responsable du département d'État déclarait : « Un tour d'horizon de l'histoire diplomatique des trente-cinq dernières années apporte la preuve que le pétrole a joué un rôle plus important dans les affaires extérieures américaines que toute autre matière première. » L'Arabie saoudite était la plus grande réserve de pétrole du Moyen-Orient. Par l'intermédiaire du secrétaire à l'Intérieur américain, Harold Ickes, le pétrolier ARAMCO avait convaincu Roosevelt d'accorder un prêt-bail à l'Arabie saoudite, établissant ainsi des intérêts américains dans ce pays. En 1944, la Grande-Bretagne et les États-Unis signèrent un pacte pétrolier, s'accordant sur le « principe d'un accès égal ». Selon Lloyd Gardner (*Economic Aspects of New Deal Diplomacy*), « la politique de la porte ouverte avait finalement triomphé dans tout le Moyen-Orient ».

L'historien Gabriel Kolko (*The Politics of War*) conclut pour sa part que « l'objectif économique de l'Amérique en guerre était de sauver le capitalisme à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières ». En avril 1944, un responsable du département d'État déclara : « Comme vous le savez sans doute, nous prévoyons une gigantesque augmentation de la production américaine après la guerre que le marché domestique américain ne pourra pas absorber indéfiniment. De toute évidence, accroître nos marchés deviendra une nécessité. »

Dans son étude sur le commerce pétrolier international (*The Seven Sisters*), Anthony Sampson rappelle qu'« à la fin de la guerre la puissance dominante en Arabie saoudite était incontestablement les États-Unis. Le roi Ibn Séoud n'était plus considéré par les

Américains comme un farouche guerrier du désert mais comme une pièce maîtresse dans le jeu du pouvoir, qu'il fallait ranger du côté des Occidentaux. Au retour de Yalta, en février 1945, Roosevelt reçut le roi sur le croiseur américain le *Quincy* avec tout son entourage (cinquante personnes), dont ses deux fils, un Premier ministre, un astrologue et des moutons destinés au sacrifice ».

Roosevelt lui écrivit ensuite pour lui promettre que les États-Unis ne changeraient pas leur politique palestinienne sans consulter les Arabes. Si plus tard, au Moyen-Orient, la question pétrolière entrerait constamment en conflit avec la politique menée en faveur de l'État hébreu, la question du pétrole était clairement prépondérante à cette époque.

La domination impérialiste anglaise ayant disparu pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis s'apprêtaient à reprendre la main. Hull déclarait au début de la guerre : « Le rôle principal dans un nouveau système de relations commerciales et économiques internationales reviendra en grande partie aux États-Unis étant donné notre puissance économique. Nous devrions être en mesure d'assumer ce rôle et les responsabilités qui en découlent, et ce, avant tout, dans le simple intérêt de la nation. »

Avant même la fin de la guerre, l'administration avait dessiné les grandes lignes d'un nouvel ordre économique international fondé sur le partenariat entre le gouvernement et les milieux d'affaires. Lloyd Gardner affirme à propos de Harry Hopkins, conseiller principal de Roosevelt, organisateur des programmes d'aides sociales du New Deal, qu'« aucun conservateur ne pouvait rivaliser avec Hopkins lorsqu'il s'agissait de soutenir les investissements à l'étranger et d'assurer leur protection ».

Le poète Archibald MacLeish, alors sous-secrétaire d'État, critiqua amèrement ce à quoi il assistait juste après la guerre : « À l'allure où vont les choses, la paix que nous ferons, la paix que nous sommes apparemment en train de faire, sera une paix du pétrole, une paix de l'or, des échanges commerciaux. Bref, une paix sans but moral, sans soucis humanistes. »

Pendant la guerre, la Grande-Bretagne et les États-Unis mirent en place le Fonds monétaire international (FMI) pour réguler les échanges internationaux de devises. Le poids du vote étant proportionnel aux capitaux mis à disposition, les Américains contrôlaient cet organisme. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement fut également créée sous prétexte d'aider au relèvement des régions détruites par la guerre. Pourtant, l'un de ses principaux objectifs était, du propre aveu de ses fondateurs, de « promouvoir les investissements à l'étranger ».

L'aide économique dont les pays pourraient avoir besoin après la guerre était déjà conçue en termes de stratégie politique : Averell Harriman, ambassadeur américain en URSS, déclarait au début de 1944 que « l'assistance économique [était] l'une de nos armes les plus efficaces pour faire tourner les événements politiques européens à notre avantage ».

La création des Nations unies pendant la guerre fut présentée au monde comme une coopération internationale visant à prévenir les guerres futures. Mais l'ONU était dominée par les puissances impérialistes occidentales – les États-Unis, l'Angleterre et la France – ainsi que par une nouvelle puissance impérialiste possédant des bases militaires et une influence importante dans les pays de l'Est européen : l'Union soviétique. Arthur Vandenburg, un sénateur républicain conservateur de stature nationale, écrivit dans son journal, à propos de la charte des Nations unies : « Ce qui frappe dans cette charte, c'est qu'elle est très conservatrice du point de vue nationaliste. Elle se fonde sur l'alliance de quatre grandes puissances. [...] C'est tout sauf le rêve internationaliste d'un État mondial. [...] Je suis profondément impressionné (et heureusement surpris) de voir Hull défendre pied à pied notre droit de veto dans cet organisme. »

Le destin des Juifs dans l'Europe occupée par les Allemands – que beaucoup pensaient être au cœur de cette guerre contre les forces de l'Axe – n'était pas ce qui préoccupait le plus Roosevelt. L'enquête de Henry Feingold, *The Politics of Rescue*, montre que Roosevelt, au moment même où les Juifs étaient enfermés dans les camps et que commençait le processus qui allait aboutir à l'abominable extermination de millions de Juifs et non-Juifs, ne prit pas les mesures qui auraient permis de sauver des milliers de vies humaines. Il ne considérait pas qu'il s'agissait là d'une priorité. Il confia la question au département d'État, dont la froide bureaucratie et l'antisémitisme firent obstacle à l'action.

Faisait-on réellement la guerre pour démontrer que Hitler se trompait quant à la supériorité de la « race » aryenne sur les races inférieures ? Dans les forces armées américaines, les Blancs et les Noirs restaient séparés. Lorsque, au début de 1945, les troupes furent embarquées sur le *Queen Mary* pour aller combattre sur le sol européen, les soldats noirs prirent place dans les profondeurs du navire à côté de la salle des machines, aussi loin que possible de l'air frais du pont, dans une sorte d'étrange *remake* des transports d'esclaves d'autrefois.

La Croix-Rouge, avec l'accord du gouvernement, ne mélangeait pas le sang des Noirs avec le sang des Blancs. Ironie de l'histoire,

c'est à Charles Drew, un médecin noir, que l'on devait le développement du système du prélèvement sanguin. Il avait été chargé pendant la guerre de l'organisation des dons de sang; il fut remercié après avoir essayé de faire cesser la ségrégation dans ce domaine. En dépit du besoin pressant de main-d'œuvre, les Noirs continuaient de subir la discrimination à l'emploi. Le porte-parole d'un fabricant d'avions de la côte Ouest déclarait à cette époque : « Les Noirs ne peuvent être employés que comme gardiens ou toute autre activité de ce type. [...] Quel que soit leur degré de qualification dans l'industrie aéronautique, nous ne les embaucherons pas. » Roosevelt ne fit jamais rien pour que l'on applique les injonctions émanant de la Fair Employment Practices Commission qu'il avait lui-même mise en place.

Les régimes fascistes rappelaient sans cesse que la place de la femme était à la maison. Pourtant, la lutte contre le fascisme, tout en utilisant abondamment le travail des femmes dans l'industrie de guerre, où elles étaient absolument nécessaires, ne bouleversa pas considérablement le statut des femmes américaines. La « commission de la main-d'œuvre en temps de guerre » les tenait à l'écart de ses instances de décision. Un rapport du département féminin du secrétariat au Travail, rédigé par sa directrice Mary Anderson, faisait état des « doutes et réticences » de la commission concernant « ce qui passait alors pour l'émergence d'un militantisme ou d'un esprit de croisade chez certaines responsables ».

Un des aspects de la politique américaine semblait directement s'inspirer du fascisme. Il s'agit du sort réservé aux Américains d'origine japonaise de la côte Ouest. Après l'attaque de Pearl Harbor, une hystérie anti-japonaise éclata au sein du gouvernement. Un membre du Congrès déclara même : « Je suis pour que l'on se saisisse de tous les Japonais en Amérique, de l'Alaska à Hawaii, et qu'on les mette dans des camps de concentration. [...] Qu'ils aillent au diable! Qu'on s'en débarrasse! »

Franklin D. Roosevelt ne partageait pas cette hystérie, mais il signa tranquillement le décret exécutif 9066, en février 1942, donnant à l'armée le pouvoir d'arrêter sans mandat, convocation, ou même investigation, tous les Américains d'origine japonaise de la côte Ouest – cent dix mille hommes, femmes et enfants –, de les expulser de chez eux, de les regrouper dans des camps au plus profond des États-Unis et de les garder là dans des conditions de captivité. Les trois quarts d'entre eux étaient des *nisei*, c'est-à-dire que, nés sur le sol américain de parents japonais, ils étaient en conséquence citoyens américains. Les autres – les *isei* –, étant nés au Japon, ne pouvaient devenir citoyens des États-Unis. En 1944, la

Cour suprême justifia cette opération armée par les exigences de la guerre. Les Japonais restèrent dans ces camps un peu plus de trois ans.

Michi Weglyn était une jeune fille lorsque sa famille fut évacuée et internée. Dans *Years of Infamy* elle raconte l'évacuation, la misère, la honte, la colère, mais aussi la dignité et la résistance de ces Américains d'origine japonaise. Il y eut des grèves, des pétitions, des manifestations, des refus de prêter serment de fidélité à la nation, des soulèvements contre les dirigeants des camps. Ces Japonais résistèrent jusqu'à la fin.

L'opinion publique n'apprit l'histoire de ces Américains qu'en 1945. Lorsque la guerre prit fin en Asie, en septembre 1945 donc, le *Harper's Magazine* publia un article rédigé par un professeur de droit de Yale, Eugene V. Rostow, qui qualifiait l'évacuation des Japonais de « plus grave erreur [américaine] de la guerre ». Mais était-ce bien une « erreur » ? Ne pouvait-on pas s'y attendre de la part d'une nation qui possédait une longue expérience du racisme et qui avait surtout combattu pour préserver les fondements mêmes du système américain ?

La guerre avait été menée par un gouvernement dont les principaux bénéficiaires – en dépit d'un certain nombre de réformes – étaient les membres de l'élite fortunée de la nation. L'alliance tissée entre le gouvernement et les milieux d'affaires les plus influents remontait aux premières mesures présentées au Congrès par Alexander Hamilton, immédiatement après la guerre d'Indépendance. Quand la Seconde Guerre mondiale survint, cette alliance s'était développée et consolidée. Pendant la Grande Dépression, Roosevelt avait dénoncé, à l'occasion, les « royalistes économiques », mais il eut toujours le soutien de certaines des personnalités les plus importantes du monde des affaires. Pendant la guerre, ainsi que Bruce Catton put le constater depuis son poste au War Production Board, « les royalistes économiques autrefois raillés et dénoncés [...] avaient désormais un rôle à jouer ».

Catton (*The War Lords of Washington*) décrivit le processus de mobilisation industrielle destiné à soutenir l'effort de guerre et montra comment, au travers de ce mécanisme, la richesse se concentra de plus en plus dans les mains d'entreprises de moins en moins nombreuses. En 1940, les États-Unis avaient commencé leurs importantes livraisons de matériel de guerre à la France et à l'Angleterre. En 1941, les trois quarts du montant des contrats militaires revenaient à cinquante-six grandes entreprises. Un rapport sénatorial (« Concentration économique et Seconde Guerre mondiale ») signalait que, pendant la guerre, le gouvernement avait passé des

contrats de recherche scientifique avec l'industrie : si quelque deux mille entreprises furent concernées, dix grandes entreprises seulement se répartirent presque la moitié du milliard de dollars de dépenses publiques engagées.

La direction des politiques industrielles resta clairement entre les mains des décisionnaires habituels. Malgré les douze millions de travailleurs affiliés à l'AFL ou au CIO, la main-d'œuvre restait cantonnée dans un rôle subalterne. En une sorte de concession à la démocratie industrielle, des comités réunissant direction et personnel furent certes mis en place dans cinq mille usines américaines, mais il s'agissait avant tout de groupes disciplinaires contre les travailleurs absentéistes ou de groupes de proposition pour améliorer la production. Catton écrit encore que « les hauts responsables qui prenaient l'essentiel des décisions concernant la production avaient décidé que rien ne devait changer véritablement ».

Malgré l'atmosphère générale de patriotisme et de dévouement total à la cause de la guerre ; malgré les engagements à ne pas faire la grève pris par les responsables de l'AFL et du CIO, de nombreux travailleurs américains, mécontents du gel des salaires – alors que les profits des entreprises battaient des records –, se mirent néanmoins en grève. Pendant la guerre, il y eut quatorze mille grèves, impliquant quelque six millions sept cent mille travailleurs, bien plus que dans n'importe quelle autre période comparable de l'histoire des États-Unis. Pour la seule année 1944, un million de travailleurs se mirent en grève dans les mines, dans les aciéries, dans les industries d'équipement automobile et de transport.

Les grèves se poursuivirent après la guerre. Au cours du premier semestre 1946, trois millions de travailleurs se mirent en grève. Selon Jeremy Brecher (*Strike!*), sans la main de fer des syndicats, on aurait sans doute assisté à « une confrontation générale entre les travailleurs d'un grand nombre d'industries et le gouvernement qui soutenait les employeurs ».

À Lowell (Massachusetts), par exemple, selon le manuscrit non publié de Marc Miller (*The Irony of Victory : Lowell During World War II*), il y eut autant de grèves en 1943 et 1944 que pendant l'année 1937. Malgré la « guerre populaire », il existait un profond mécontentement dû à l'écart entre l'augmentation des profits de l'industrie du textile (600 % entre 1940 et 1946) et l'augmentation des salaires (36 % durant la même période). Que la guerre n'ait guère amélioré les difficiles conditions des femmes au travail, on peut l'affirmer en rappelant par exemple qu'à Lowell seules 5 % des mères travaillant pour l'effort de guerre étaient en mesure d'envoyer

leurs enfants dans des écoles maternelles. Les autres devaient se débrouiller par leurs propres moyens.

Malgré la tonitruante ferveur patriotique et malgré l'agression fasciste, nombreux étaient ceux qui pensaient que la guerre était injustifiable. Sur les dix millions de soldats incorporés dans les forces armées américaines, seuls quarante-trois mille refusèrent de se battre. Mais cela représentait tout de même trois fois le nombre des objecteurs de conscience de la Première Guerre mondiale. Sur ces quarante-trois mille personnes, quelque six mille furent emprisonnées – quatre fois plus, proportionnellement, que pendant la Grande Guerre. Dans les prisons fédérales, un détenu sur six était objecteur de conscience.

Ils furent bien plus de quarante-trois mille à ne pas se présenter du tout à l'incorporation. Le gouvernement chiffrait à trois cent cinquante mille cas le nombre de refus d'incorporation, qu'il s'agisse des hommes qui n'apparaissaient pas sur les listes d'incorporation ou de ceux qui désertèrent effectivement. En fait, il est difficile de fournir une estimation fiable en ce domaine, mais il est probable qu'en ajoutant les objecteurs de conscience aux « déserteurs » on arrive à plusieurs centaines de milliers d'individus – ce qui n'est pas rien dans le cadre d'une communauté américaine presque unanimement favorable à la guerre.

Parmi les soldats qui semblaient accepter de combattre, combien y en avait-il qui détestaient les autorités et n'étaient pas enthousiastes à l'idée de se battre pour des objectifs peu clairs et dans les rangs d'une armée rien moins que démocratique ? Personne n'a recueilli l'amertume des soldats devant les privilèges spécifiques accordés aux officiers. Pour ne donner qu'un exemple : les équipages des appareils de combat de la US Air Force en Europe trouvaient dans les salles de cinéma des bases militaires deux files d'attente séparées – une pour les officiers (courte) et une pour les appelés (très longue). Les réfectoires étaient également distincts : la nourriture des simples soldats était différente – c'est-à-dire pire – que celle des officiers.

Les romans qui parurent après la Seconde Guerre mondiale, tels *From Here to Eternity* de James Jones, *Catch 22* de Joseph Heller et *Les Nus et les morts* de Norman Mailer, témoignent de cette amertume des simples soldats envers les « gros bonnets » de l'armée. Dans le roman de Mailer, des soldats discutent au cours d'une bataille :

> « La seule chose qui ne va pas dans cette armée, c'est qu'elle ne perd jamais une guerre. » Toglio fut scandalisé. « Tu penses qu'on devrait perdre celle-là ? » Red s'emporta : « Qu'est-ce que j'ai

contre ces damnés japs ? Tu penses peut-être que ça me fait quelque chose s'ils gardent cette foutue jungle ? Qu'est-ce que ça me rapporte que Cummings se colle une étoile de plus ? » « Le général Cummings est un bon type », dit Martinez. « Il n'y a pas un seul bon officier au monde », affirma Red.

En dépit des efforts de mobilisation de la presse et des leaders noirs, il semble qu'il y ait eu une indifférence générale, sinon une hostilité marquée, de la part de la communauté noire vis-à-vis de la guerre. Lawrence Wittner (*Rebels Against War*) cite un journaliste noir : « Le Noir [...] est en colère, plein de rancœur et montre une mauvaise volonté évidente à l'égard de la guerre. "Se battre pour quoi ? demande-t-il. Cette guerre ne signifie rien pour moi. Si nous gagnons, je perds. Et après ?" » Un officier noir en permission raconta à des amis de Harlem qu'il avait participé à des centaines de réunions avec des soldats noirs et qu'il n'avait constaté aucun enthousiasme particulier pour cette guerre.

Dans un collège noir, un étudiant déclara à son professeur : « L'armée est raciste envers nous. Dans la marine, on ne peut servir que dans les réfectoires. La Croix-Rouge ne veut pas de notre sang. Les patrons et les syndicats nous mettent dehors. Les lynchages continuent. On nous traite comme des esclaves. On est raciste avec nous et on nous crache au visage. Qu'est-ce que Hitler pourrait nous faire de plus ? » Un responsable de la NAACP, Walter White, rapportait ces propos à un public composé de plusieurs milliers de Noirs dans le Midwest, pensant que cela les scandaliserait. Au lieu de cela, raconta-t-il plus tard, « à [sa] grande surprise et stupéfaction, le public a éclaté en applaudissements et il a bien fallu trente à quarante seconde avant que le calme ne revienne ».

En janvier 1943, cette *Prière du simple soldat* fut publiée dans un journal noir :

Mon Dieu, aujourd'hui
Je pars à la guerre :
Pour combattre et pour mourir.
Dites-moi pourquoi.

Mon Dieu, je me battrai.
Je n'ai pas peur
Des Allemands ou des japs.
C'est ici que j'ai peur,
En Amérique.

Il n'existait cependant pas d'opposition noire réellement organisée. Il y avait du reste peu d'opposition, d'où qu'elle vienne. Le parti socialiste était divisé et incapable de prendre une position claire dans un sens ou dans un autre. Le parti communiste soutenait la guerre avec enthousiasme.

Seuls quelques groupes anarchistes et pacifistes refusaient de la soutenir. La Ligue féministe internationale pour la paix et la liberté déclarait : « La guerre entre nations, classes ou races ne peut en permanence régler les conflits ou guérir les blessures qui fondent leur existence. » Et le *Catholic Worker* affirmait : « Nous restons pacifistes. »

La difficulté de s'exprimer simplement en faveur de la paix dans un monde gouverné par le capitalisme, le communisme et le fascisme – toutes idéologies vindicatives aux agissements agressifs – troublait la plupart des pacifistes. Ils commencèrent à évoquer une certaine « non-violence révolutionnaire ». A. J. Muste, de la Confrérie pour la réconciliation, s'exprima à ce sujet quelques années plus tard : « Je n'étais pas très intéressé par le pacifisme sentimental et assez facile du début du siècle. Les gens pensaient alors qu'il suffisait de s'asseoir et de converser gentiment sur la paix et l'amour pour résoudre facilement les problèmes du monde. » Muste sentait que le monde était en pleine révolution et que ceux qui s'opposaient à la violence devaient entreprendre des actions révolutionnaires mais néanmoins non violentes. Un mouvement de pacifisme révolutionnaire se devait d'« entrer réellement en contact avec les groupes minoritaires tels que les Noirs, les métayers et les ouvriers de l'industrie ».

Parmi les groupes socialistes, un seul s'opposa sans équivoque à la guerre : le parti socialiste ouvrier. La loi sur l'espionnage de 1917, restée en vigueur depuis, s'appliquait aux prises de position en temps de guerre. En 1940, le Congrès vota la loi Smith, qui reprenait les dispositions de la loi sur l'espionnage concernant les discours ou les écrits susceptibles d'inciter au refus de servir dans les forces armées, en les appliquant désormais également en temps de paix. La loi Smith considérait aussi comme un délit d'appeler au renversement du gouvernement par la force ou par la violence ou de participer à tout mouvement qui défendrait ou publierait des articles prônant cette idée. À Minneapolis, en 1943, dix-huit membres du parti socialiste ouvrier furent jugés pour appartenance à un parti dont les idées, exprimées dans sa *Déclaration de principes* ainsi que dans le *Manifeste du parti communiste*, étaient supposées contrevenir à la loi Smith. Ils furent condamnés à la prison et la Cour suprême refusa d'examiner leur cas en appel.

Quelques voix continuèrent cependant à insister sur le fait que la vraie guerre se déroulait à l'intérieur des frontières nationales : la revue de Dwight MacDonald, *Politics*, publia au début de 1945 un article rédigé par la philosophe ouvrière française Simone Weil : « Et, sous tous les noms dont il peut se parer, fascisme, démocratie ou dictature du prolétariat, l'ennemi capital reste l'appareil administratif, policier, militaire ; non pas celui d'en face, qui n'est notre ennemi qu'autant qu'il est celui de nos frères, mais celui qui se dit notre défenseur et fait de nous ses esclaves. Dans n'importe quelle circonstance, la pire trahison possible consiste toujours à accepter de se subordonner à cet appareil et de fouler aux pieds pour le servir, en soi-même et chez autrui, toutes les valeurs humaines. »

Quoi qu'il en soit, la grande majorité des Américains se trouvait mobilisée, dans l'armée comme dans la vie civile, en faveur de la guerre. Les sondages d'opinion montrent que la plupart des soldats souhaitaient que le système de la conscription se poursuive après la guerre. La haine de l'ennemi, et en particulier des Japonais, était largement partagée. Le racisme s'épanouissait. Le magazine *Time*, rendant compte de la bataille d'Iwo Jima, écrivit : « Le jap de base est parfaitement ignorant. Peut-être est-il humain. [...] En tout cas [...], rien ne l'indique. »

Il y eut donc bien un large soutien à ce qui devait devenir la plus abominable campagne de bombardements de civils jamais entreprise au cours d'une guerre : les attaques aériennes sur les villes allemandes et japonaises. Certains pourraient prétendre que ce très large soutien démontre qu'il s'agissait bien d'une « guerre populaire ». Mais si l'expression « guerre populaire » désigne la guerre d'un peuple contre l'agression, une guerre défensive – si elle désigne une guerre conduite pour des raisons humanitaires et non dans l'intérêt d'une petite élite ; une guerre contre les responsables et non contre la masse des civils –, la stratégie des bombardements aériens sur les populations civiles allemande et japonaise a réduit cette idée à néant.

L'Italie avait bombardé les villes éthiopiennes ; l'Italie et l'Allemagne avaient bombardé les civils espagnols pendant la guerre d'Espagne ; au début de la Seconde Guerre mondiale, les avions allemands avaient lâché leurs bombes sur Rotterdam aux Pays-Bas, sur Coventry en Angleterre, et ailleurs. À l'époque, Roosevelt avait dénoncé cette « barbarie inhumaine qui a profondément choqué la conscience de l'humanité ».

Pourtant, ces bombardements allemands avaient été bien moins importants que les bombardements ultérieurs des villes allemandes par l'aviation américaine. En janvier 1943, les Alliés s'étaient

rencontrés à Casablanca pour s'accorder sur l'idée d'une campagne de bombardements aériens de grande envergure capable d'entraîner aussi bien « la destruction et la désorganisation totales des systèmes militaire, industriel et économique allemands que l'effondrement moral de la population allemande à un point tel que sa capacité de résistance armée [serait] mortellement touchée ». C'est ainsi que les bombardements incessants des villes allemandes commencèrent – avec des opérations de centaines d'appareils sur Cologne, Essen, Francfort et Hambourg. Les Anglais volaient de nuit sans prétendre viser les objectifs militaires. Les Américains le faisaient de jour en se vantant d'une certaine précision ; ils bombardaient cependant de si haut que cette précision était parfaitement impossible. L'apogée de ces bombardements terroristes fut celui de Dresde, début 1945. Au cours de cette opération, l'extraordinaire chaleur dégagée par les bombes provoqua des incendies qui ravagèrent la ville. Plus de cent mille personnes périrent à Dresde. Winston Churchill rend rapidement compte de cet événement dans ses Mémoires de guerre : « Nous avons opéré un bombardement massif ces derniers mois sur la ville de Dresde, qui était alors un centre de communications allemand pour le front de l'Est. »

Le pilonnage des villes japonaises correspondait également à cette stratégie de saturation destinée à détruire le moral des civils. Un bombardement nocturne sur Tokyo fit quelque quatre-vingt mille victimes. Puis, le 6 août 1945, apparut dans le ciel d'Hiroshima un unique avion américain, qui lâcha la première bombe atomique, faisant environ cent mille morts et des dizaines de milliers d'autres victimes qui allaient mourir lentement de l'effet dévastateur des radiations. Douze officiers américains présents dans les prisons de la ville trouvèrent également la mort. Selon l'historien Martin Sherwin (*A World Destroyed*), ce fait n'a jamais été officiellement reconnu par les autorités américaines. Trois jours plus tard, une autre bombe atomique était lâchée sur Nagasaki, faisant environ cinquante mille victimes supplémentaires.

Ces actes atroces furent justifiés par la nécessité d'accélérer la fin de la guerre et d'éviter d'envahir le Japon. Une telle opération aurait entraîné de nombreuses pertes humaines, déclara le gouvernement – un million selon le secrétaire d'État Byrnes ; cinq cent mille d'après ce que Truman déclare avoir entendu dire par le général George Marshall. (Lorsque les documents concernant le « projet Manhattan », nom donné au projet de fabrication de la bombe atomique, furent rendus publics des années plus tard, on put constater que le général Marshall avait insisté pour que l'on prévienne le

gouvernement japonais afin qu'il fasse évacuer les populations civiles et que seules les cibles militaires soient anéanties.) Ces estimations semblent totalement fantaisistes : on en fit état dans le dessein de justifier une opération de bombardement qui, à mesure que ses effets sur l'être humain devenaient évidents, horrifia de plus en plus de gens. En août 1945, en effet, le Japon était déjà dans une situation désespérée et prêt à se rendre. Le spécialiste militaire du *New York Times*, Hanson Baldwin, écrivit peu après la guerre : « L'ennemi, du point de vue militaire, se trouvait dans une position stratégique désespérée lorsqu'il lui fut demandé, à la conférence de Potsdam du 26 juillet, de se rendre sans conditions. Telle était donc la situation lorsque nous avons rayé de la carte Hiroshima et Nagasaki. Avons-nous eu raison d'agir ainsi ? Personne ne peut bien entendu en être sûr, mais la réponse est presque certainement négative. »

Le United States Strategic Bombing Survey, mis en place par le secrétariat à la Guerre en 1944 pour étudier les conséquences des attaques aériennes pendant la guerre, interviewa des centaines de civils et de responsables militaires japonais après la reddition du Japon. Immédiatement après la guerre, l'un des rapports de cet organisme déclarait : « S'appuyant sur des enquêtes détaillées concernant les faits et sur les témoignages des responsables japonais qui sont encore en vie, notre institution estime que le Japon se serait à coup sûr rendu avant le 31 décembre 1945 et encore plus probablement avant le 1er novembre de cette même année, même sans l'intervention atomique, même si la Russie n'était pas entrée en guerre contre le Japon et, enfin, même si aucune invasion américaine n'avait été organisée, voire seulement imaginée. »

Les responsables américains pouvaient-ils être au courant de cela avant le mois d'août 1945 ? La réponse est positive. Le code secret des Japonais avait été découvert et leurs messages étaient interceptés. On savait que l'ambassadeur japonais à Moscou avait reçu l'ordre de préparer des négociations de paix avec les Alliés. Les autorités japonaises avaient commencé à évoquer des possibilités de reddition un an auparavant et l'empereur lui-même avait suggéré en juin 1945 qu'il était sans doute temps d'envisager des alternatives au combat à mort. Le 13 juillet, le ministre des Affaires étrangères, Shigenori Togo, avertissait son ambassadeur à Moscou : « La reddition sans conditions est le seul obstacle à la paix. » Après une étude exhaustive de tous les documents historiques disponibles sur ce sujet, Martin Sherwin conclut que, « ayant brisé le code secret japonais avant même le début de la guerre, les services secrets américains étaient en mesure de relayer ce message – et c'est bien

ce qu'ils firent – au président américain. Mais cela n'eut aucun effet sur la suite de la guerre ».

Si les Américains n'avaient pas exigé une reddition inconditionnelle – s'ils avaient accepté ne serait-ce qu'une des conditions japonaises à la reddition (que l'empereur, figure sacrée du Japon, reste en place) –, les Japonais se seraient empressés d'arrêter la guerre.

Pour quelle raison les États-Unis n'ont-ils pas saisi cette simple occasion de sauver aussi bien des vies japonaises que des vies américaines? Parce que trop d'argent avait été investi dans la bombe atomique pour qu'on se refuse le luxe de s'en servir? Le général Leslie Groves, directeur du projet Manhattan, déclara que Truman était comme sur un toboggan et que la dynamique était trop forte pour être arrêtée. Ne serait-ce pas plutôt, comme le suggérait le chercheur britannique P. M. S. Blackett dans *Fear, War and the Bomb*, que les États-Unis étaient impatients de lancer cette bombe atomique avant que l'URSS n'entre à son tour en guerre contre le Japon?

Les Soviétiques s'étaient entendus avec les Américains pour entrer en guerre dans la région exactement quatre-vingt-dix jours après la fin du conflit en Europe. Cet événement ayant eu lieu le 8 mai 1945, la date prévue pour l'entrée en guerre des Russes contre le Japon était donc le 8 août. Mais à cette date, *la* bombe avait été lâchée et, le jour suivant, la seconde tomberait sur Nagasaki. Les Japonais allaient se rendre aux Américains et non aux Soviétiques. Ainsi l'Amérique serait-elle la seule force d'occupation au Japon après la guerre. En d'autres termes, conclut Blackett, le largage de la bombe atomique peut être considéré comme « le premier acte diplomatique d'importance de la guerre froide à l'encontre des Russes ». L'interprétation de Blackett est confirmée par l'historien américain Gar Alperovitz (*Atomic Diplomacy*) qui remarque que, à la date du 28 juillet, le secrétaire à la Marine James Forrestal décrit dans son journal le secrétaire d'État James F. Byrnes comme « extrêmement soucieux d'en finir avec les Japonais avant que les Russes ne s'en mêlent ».

Truman avait déclaré : « Le monde notera que la première bombe atomique a été lâchée sur Hiroshima, une base militaire. Parce que nous souhaitions lors de cette première attaque éviter autant que possible de faire des victimes civiles. » Déclaration absurde. Les cent mille morts d'Hiroshima étaient presque tous des civils. Le US Strategic Bombing Survey déclara quant à lui dans son rapport que « Hiroshima et Nagasaki avaient été choisies pour cibles en raison de leur forte concentration d'activités et de population ».

Le largage de la seconde bombe sur Nagasaki semble avoir été planifié à l'avance. Personne ne paraît être en mesure d'expliquer

pourquoi ce bombardement eut finalement lieu. Était-ce parce qu'il s'agissait d'une bombe à plutonium alors que celle de Hiroshima était à l'uranium ? Les morts et les irradiés de Nagasaki auraient-ils servi de cobayes à une expérience scientifique ? Martin Sherwin affirme que parmi les victimes de Nagasaki se trouvaient certainement des prisonniers de guerre américains. Il fait état de ce message, daté du 31 juillet, que le quartier général du US Army Strategic Air Forces, installé à Guam, adressa au département à la Guerre : « Certaines sources concernant les prisonniers de guerre et non encore confirmées par des vues photographiques nous informent de la présence de prisonniers de guerre alliés dans un camp situé à quelques kilomètres au nord de Nagasaki. Cela doit-il avoir une quelconque influence sur le choix de la cible dans l'opération Centerboard initialement prévue ? Réponse immédiate demandée. » La réponse fut la suivante : « Les cibles initialement prévues pour l'opération Centerboard demeurent inchangées. »

À la vérité, la guerre prit fin rapidement. L'Italie avait été vaincue un an auparavant. L'Allemagne venait de se rendre, défaite avant tout par les armées soviétiques sur le front de l'Est, avec l'aide des armées alliées à l'Ouest. Après la reddition du Japon, les puissances fascistes étaient battues.

Mais qu'en était-il du fascisme en tant qu'idée, et en tant que réalité ? Ses principes fondamentaux comme le militarisme, le racisme et l'impérialisme avaient-ils été définitivement éradiqués ? Ou bien imprégnaient-ils désormais les corps déjà contaminés des vainqueurs ? Le révolutionnaire pacifiste A. J. Muste avait prédit en 1941 : « Après une guerre, le problème c'est le vainqueur. Il estime qu'il vient de prouver que la guerre et la violence paient. Qui, désormais, pourrait lui donner une leçon ? »

Les vainqueurs étaient l'Union soviétique et les États-Unis (avec l'Angleterre, la France et la Chine nationaliste, mais ils étaient très affaiblis). Ces deux pays pouvaient à présent se mettre au travail – sans croix gammées, sans pas-de-l'oie ou sans racisme officiellement déclaré –, sous couvert de « socialisme » d'un côté et de « démocratie » de l'autre, pour se constituer leur propre aire d'influence. Ils s'accordèrent pour se partager et revendiquer l'un et l'autre la domination du monde, pour se doter d'appareils militaires bien plus puissants que ceux des défunts États fascistes et pour peser sur le destin de bien plus de pays que n'en avaient soumis Mussolini, Hitler et le Japon. Ils s'attachèrent également à contrôler leurs populations par le biais de stratégies spécifiques – brutales en Union soviétique, sophistiquées aux États-Unis –, de manière à assurer leur domination.

Car la guerre ne plaça pas seulement les États-Unis en position de domination sur la majeure partie du globe, elle créa également des conditions efficaces de contrôle social à l'intérieur des frontières. Le chômage, la détresse économique et les troubles qu'ils avaient induits pendant les années 1930 avaient été d'abord partiellement allégés par le New Deal, puis neutralisés et dépassés par une agitation plus considérable encore : la guerre. Celle-ci entraîna la hausse des prix agricoles et des salaires puis offrit finalement une prospérité suffisante à suffisamment de gens pour éviter de trop grands troubles. Comme l'affirme Lawrence Wittner : « La guerre avait rajeuni le capitalisme américain. » Les principales bénéficiaires de la guerre étaient les grandes entreprises, dont les bénéfices passèrent de 6,4 milliards de dollars en 1940 à 10,8 milliards en 1944. Mais les ouvriers et les agriculteurs en profitèrent également assez pour se satisfaire du système.

Illustration d'une vieille leçon apprise par les gouvernements : la guerre règle les problèmes de maintien de l'ordre. Charles Wilson, président de la General Electric Corporation, fut si satisfait de la situation en temps de guerre qu'il proposait de perpétuer l'alliance du militaire et de l'économique afin de pratiquer une « économie de guerre permanente ».

Et c'est ce qui eut lieu. Lorsque, immédiatement après la guerre, l'opinion publique américaine, lassée par les combats, sembla favorable à la démobilisation et au désarmement, l'administration Truman (Roosevelt était mort en avril 1945) travailla à créer une atmosphère de crise et de guerre froide. Certes, la rivalité avec l'Union soviétique était bien réelle – ce pays, sorti du conflit avec une économie effondrée et vingt millions de morts, était en train de faire un incroyable retour en reconstruisant son industrie et en confortant sa puissance militaire. Pourtant, l'administration Truman préférait présenter l'Union soviétique non comme un simple rival mais comme une menace immédiate.

Par une série d'actions, elle instaura un climat de peur – et une véritable hystérie vis-à-vis du communisme – qui entraîna l'escalade progressive du budget de l'armée et la stimulation de l'économie nationale par le biais des commandes militaires. Cette combinaison permettait d'engager des actions plus agressives à l'étranger et plus répressives à l'intérieur du pays.

Les mouvements révolutionnaires en Europe et en Asie étaient présentés à l'opinion américaine comme autant de preuves de « l'expansionnisme soviétique », réveillant ainsi l'indignation provoquée par les agressions hitlériennes.

En Grèce – monarchie et dictature de droite avant la guerre –, une coalition de forces de gauche, le Front national de libération, fut renversée dès 1944-1945 par une intervention militaire anglaise. Une dictature de droite fut restaurée. Lorsque les opposants au régime furent emprisonnés et les responsables syndicaux remplacés, une guérilla de gauche se développa qui put bientôt compter sur dix-sept mille combattants, cinquante mille militants actifs et quelque deux cent cinquante mille partisans sur une population totale de sept millions d'habitants. La Grande-Bretagne déclara qu'elle ne pouvait maîtriser la rébellion et demanda aux États-Unis d'intervenir. Un responsable du département d'État déclara plus tard que, « en moins d'une heure, les Anglais venaient de confier la tâche de gérer les affaires du monde [...] aux États-Unis ».

La réponse des États-Unis fut la « doctrine Truman », nom donné au discours que Truman adressa au Congrès au printemps 1947, dans lequel il demandait le vote de 400 millions de dollars d'aides militaire et économique à la Grèce et à la Turquie. Truman déclara également que les États-Unis devaient venir en aide aux « peuples libres qui [résistaient] aux tentatives de prise de pouvoir par des minorités armées ou qui subiraient des pressions extérieures ».

En fait, la plus importante de ces pressions extérieures venait des États-Unis eux-mêmes. Les rebelles grecs étaient aidés par la Yougoslavie, non par l'Union soviétique, qui avait promis à Churchill, durant la guerre, de lui laisser le champ libre en Grèce s'il acceptait de laisser les Russes s'occuper de la Roumanie, de la Bulgarie et de la Pologne. L'Union soviétique, comme les États-Unis, ne semblait pas désireuse de favoriser des révolutions qu'elle n'était pas capable de contrôler.

Truman affirmait que « le monde devait choisir entre deux modes de vie ». L'un se fondait sur la « volonté de la majorité [...] et se distinguait par la liberté de ses institutions », l'autre sur « la volonté d'une minorité [...], la terreur et l'oppression [...], ainsi que la suppression des libertés individuelles ».

Le conseiller de Truman, Clark Clifford, avait suggéré que Truman établisse dans son discours un lien entre l'intervention en Grèce et quelque chose de moins rhétorique, de plus pratique, « les gigantesques ressources naturelles du Moyen-Orient » (Clifford pensait bien sûr au pétrole). Truman n'en fit rien.

Les États-Unis intervinrent en Grèce sans envoyer de soldats mais en fournissant des armes et des conseillers militaires. Dans les cinq derniers mois de 1947, 74 000 tonnes de matériel militaire furent expédiées par les Américains au gouvernement de droite à

Athènes – de l'artillerie, des avions et des stocks de napalm. Deux cent cinquante officiers, commandés par le général James Van Fleet, entraînèrent l'armée grecque sur le terrain. Van Fleet initia la politique d'expulsion forcée de milliers de Grecs de leurs régions d'origine vers les campagnes pour affaiblir et isoler les rebelles – stratégie courante dans la lutte contre les insurrections.

Grâce à cette aide, la rébellion fut vaincue en 1949. L'aide militaire et économique américaine continua à parvenir au gouvernement grec. Les investissements en capital d'Esso, de la Dow Chemical, de Chrysler et d'autres entreprises américaines affluèrent en Grèce. L'illettrisme, la pauvreté et la famine continuèrent à ravager le pays qui demeurait entre les mains de ce que Richard Barnett (*Intervention and Revolution*) qualifie de « dictature militaire particulièrement brutale et réactionnaire »[1].

En Chine, une révolution, menée par un mouvement communiste jouissant d'un soutien populaire massif, était sur le point de se produire lorsque la Seconde Guerre mondiale prit fin. Une Armée rouge, qui s'était battue contre les Japonais, luttait à présent pour renverser la dictature corrompue de Chiang Kai-Shek soutenue par les États-Unis (l'Amérique avait fourni, en 1949, pour deux millions de dollars d'aide aux forces de Chiang Kai-Shek). Le gouvernement de ce dernier, si l'on en croit les documents du département d'État concernant la Chine, avait néanmoins perdu la confiance de ses propres troupes et de la population. En janvier 1949, les forces communistes chinoises pénétraient dans Pékin. La guerre civile prit fin : la Chine se trouvait désormais aux mains d'un mouvement révolutionnaire, situation la plus proche, dans toute la déjà longue histoire de ce peuple, d'un gouvernement populaire indépendant de toute domination étrangère.

Aux États-Unis, on essayait de forger un consensus national – à l'exception des radicaux opposés à cette politique étrangère qui étouffait les révolutions – pour unir les conservateurs et les libéraux, les républicains et les démocrates, autour de la politique de la guerre froide et de l'anticommunisme. Une telle coalition ne pouvait être mise en place que par un président démocrate libéral dont, la politique agressive à l'extérieur serait soutenue par les conservateurs et les programmes sociaux à l'intérieur (le fameux « Fair Deal » de Truman) par les libéraux. En outre, le souvenir de la guerre aidant,

1. Cette dictature se maintiendra jusqu'en 1964. La politique nationale indépendante mise en place par le gouvernement centriste à partir de cette date conduira les États-Unis à soutenir fortement le coup d'État de 1967 et la « dictature des colonels » qui s'ensuivra (1967-1974).

les libéraux et les démocrates traditionnels pouvaient soutenir une politique contre l'« agression », brisant ainsi le bloc libéral-radical issu de la Seconde Guerre mondiale. De surcroît, si le sentiment anticommuniste devenait assez puissant, les libéraux pourraient être conduits à soutenir des politiques de répression intérieure qui, en temps ordinaire, leur auraient paru contraires à leur traditionnel esprit de tolérance. En 1950, se produisit un événement qui accéléra la formation du consensus libéral-conservateur : Truman se lança dans une guerre non avouée en Corée.

La Corée, occupée par le Japon pendant trente-cinq ans, avait été libérée après la Seconde Guerre mondiale et divisée en une Corée du Nord, dans la sphère d'influence soviétique, et une Corée du Sud, dans la sphère américaine. Après plusieurs menaces d'invasion de chaque côté de la frontière, les armées de la Corée du Nord passèrent, le 25 juin 1950, le 38e parallèle, envahissant la Corée du Sud. Les Nations unies, dominées par les États-Unis, demandèrent alors à leurs membres d'aider à « repousser l'agression ». Truman ordonna aux forces armées américaines de venir au secours de la Corée du Sud et l'armée américaine se transforma en armée des Nations unies. Truman déclara : « Un retour à la loi de la force dans les affaires internationales aurait des effets incalculables. Les États-Unis continueront de défendre la force de la loi. »

La réponse de l'Amérique à la « loi de la force » fut de réduire les deux Corées à l'état de ruines après trois ans de bombardements et de pilonnages intensifs. On utilisa le napalm. Un journaliste de la BBC en décrivit les effets : « Devant nous se tenait une forme étrange, à moitié accroupie, les jambes écartées et les bras pendant de chaque côté du corps. Elle n'avait plus d'yeux et tout son corps, du moins tout ce qu'on pouvait en apercevoir à travers ses guenilles brûlées, était couvert d'une croûte noire et dure suintante de pus. [...] Comme cet être n'avait plus de peau, il devait se tenir de manière à éviter que la sorte de croûte qui le recouvrait ne se brise. [...] Je repensai alors aux centaines de villages réduits en cendres que j'avais personnellement traversés et je réalisai la liste incroyable des pertes qui nous parviendrait bientôt de la ligne de front coréenne. »

Deux millions de Coréens environ, aussi bien au Nord qu'au Sud, périrent pendant la guerre de Corée. Et tous sous prétexte qu'il fallait s'opposer à « la loi de la force ».

Quant à la force de la loi, les opérations militaires américaines semblaient peu s'en soucier. La résolution des Nations unies avait demandé une intervention visant « à repousser l'agression armée et

à restaurer la paix et la sécurité dans la région ». Mais les forces américaines, après avoir repoussé les Nord-Coréens au-delà du 38e parallèle, continuèrent leur progression en Corée du Nord jusqu'au fleuve Yalu, sur la frontière chinoise, provoquant l'entrée en guerre de la Chine. La Chine progressa alors vers le Sud et la guerre se stabilisa autour du 38e parallèle jusqu'à ce que des négociations de paix rétablissent, en 1953, l'ancienne frontière entre le Nord et le Sud.

La guerre de Corée mobilisa l'opinion libérale derrière la guerre et le président. Elle créa le genre de coalition dont on avait besoin pour soutenir une politique d'intervention à l'étranger et une militarisation de l'économie à l'intérieur. Bien sûr, ceux qui, comme les radicaux critiques en particulier, restaient en dehors de la coalition se retrouvaient dans une position difficile. Alonzo Hamby (*Beyond the New Deal*) a fait remarquer que la guerre de Corée fut soutenue par *The Nation*, par *The New Republic* et par Henry Wallace (qui en 1948 s'était présenté à la présidence contre Truman sur une liste de coalition des forces progressistes). Si les libéraux n'appréciaient guère le sénateur McCarthy (qui voyait des communistes partout, même dans les rangs des libéraux), la guerre de Corée, selon Hamby, « avait offert un sursis au maccarthysme ».

Au cours de la difficile période des années 1930 et pendant la guerre contre le fascisme, la gauche était devenue relativement influente. Les militants effectifs du parti communiste étaient assez peu nombreux – moins de cent mille probablement – mais représentaient une force importante dans le monde du syndicalisme, dans les milieux artistiques et parmi le très grand nombre d'Américains que l'échec du système capitaliste dans les années 1930 avait amené à juger favorablement le communisme et le socialisme. Ainsi, après la Seconde Guerre mondiale, les autorités devaient absolument isoler la gauche américaine pour conforter le capitalisme dans le pays et forger un consensus autour de la politique impérialiste des États-Unis.

Le 22 mars 1947, deux semaines après avoir présenté au pays sa fameuse doctrine pour la Grèce et la Turquie, Truman signa le décret exécutif 9835, mettant en place un programme d'investigations sur toute « tentative d'infiltration de la part d'individus déloyaux » dans les instances gouvernementales. Dans leur livre *The Fifties*, Douglas Miller et Marion Nowack font ce commentaire : « Bien que Truman dût regretter plus tard la "grande vague d'hystérie" qui balaya le pays, son engagement dans la victoire sur le communisme, pour préserver les États-Unis de toutes menaces internes ou externes, était dans une très large mesure responsable de cette fameuse hystérie. Entre mars 1947 et décembre 1952, près

de six millions six cent mille personnes furent interrogées. On ne découvrit pas un seul cas d'espionnage, mais cinq cents personnes furent démises de leurs fonctions sous prétexte de "loyauté incertaine". Tout cela se fit sur la base de preuves non rendues publiques, d'indicateurs anonymes et rémunérés et en l'absence de tout juge ou jury. Malgré l'absence de la moindre tentative de subversion, la publicité donnée à cette chasse aux « rouges » officielle nourrit le fantasme populaire selon lequel l'administration fédérale était truffée d'espions. Une réaction défensive et conservatrice déferla sur le pays. Les Américains furent convaincus de la nécessité d'une sécurité absolue et de la préservation de l'ordre établi. »

L'actualité internationale de l'après-guerre confortait ce large soutien à la croisade anticommuniste à l'intérieur des frontières américaines. En 1948, le parti communiste tchécoslovaque expulsa les non-communistes du gouvernement pour imposer sa propre domination. L'Union soviétique organisa la même année le blocus de Berlin – conjointement occupée par les forces alliées mais isolée au cœur de l'Allemagne de l'Est dans la sphère d'influence soviétique –, obligeant ainsi les Américains à organiser un couloir aérien pour faire parvenir de l'aide aux Berlinois. En 1949, les communistes l'emportaient en Chine et, la même année, l'Union soviétique faisait exploser sa première bombe atomique. En 1950, la guerre de Corée commençait. Tous ces événements étaient présentés à l'opinion publique comme les signes d'une conspiration communiste d'envergure planétaire.

Moins médiatisés que les victoires communistes, mais tout aussi inquiétants aux yeux du gouvernement américain, des mouvements indépendantistes éclataient partout à travers le monde chez les peuples colonisés. Des mouvements révolutionnaires se développaient en Indochine contre les Français ; en Indonésie contre les Hollandais ; aux Philippines contre les États-Unis.

En Afrique, la rébellion et le mécontentement s'exprimaient au travers des grèves. Dans *Let Freedom Come*, Basil Davidson fait état de la plus longue grève de l'histoire africaine : conduite par dix-neuf mille cheminots d'Afrique-Occidentale française en 1947, elle dura cent soixante jours. Le message qu'ils adressèrent au gouverneur général exprime assez bien le nouvel esprit militant qui les habitait : « Préparez vos prisons, sortez vos mitrailleuses et vos canons. De toute façon, le 10 octobre à minuit, si nos revendications ne sont pas acceptées, nous proclamerons la grève générale. » L'année précédente, en Afrique du Sud, cent mille mineurs des exploitations aurifères avaient cessé le travail pour obtenir 10 shillings supplémentaires par jour. Il s'agissait de la plus grande grève de

toute l'histoire de l'Afrique du Sud et il fallut une intervention de l'armée pour que les mineurs reprennent le travail. En 1950, au Kenya, il y eut également une grève générale pour protester contre les salaires de misère.

L'expansionnisme soviétique n'était pas seul à inquiéter le gouvernement et les intérêts commerciaux américains. De fait, en Chine, en Corée, en Indochine, aux Philippines, il s'agissait de mouvements communistes locaux et non de complots soviétiques. Cette vague généralisée de révoltes anti-impérialistes conduisit les États-Unis à fournir un effort gigantesque pour en venir à bout : un consensus national en faveur de la militarisation du budget et la disparition de l'opposition intérieure à une telle politique. Truman et les libéraux du Congrès s'entendirent pour tenter de mettre en place une nouvelle unité nationale pour les années d'après-guerre : avec pour outils les serments de loyauté exigés par le décret exécutif, les poursuites entamées par le département de la Justice et la législation anticommuniste.

Dans cette atmosphère particulière, le sénateur du Wisconsin Joseph McCarthy pouvait aller encore plus loin que ne l'avait fait Truman. S'adressant au Club des républicaines de Wheeling (Virginie-Occidentale) au début de 1950, il brandissait des documents en hurlant : « J'ai ici la liste de deux cent cinq personnes – une liste de noms qui ont été signalés au secrétaire d'État comme autant de membres du parti communiste et qui continuent pourtant à travailler et à décider de la politique du département d'État. » Le jour suivant, à Salt Lake City, McCarthy prétendait avoir une liste de cinquante-sept (le nombre changeait assez souvent) communistes travaillant au département d'État. Peu après, il apparaissait sur le perron du Sénat avec des photocopies de quelque cent dossiers sortis des enquêtes de personnalité au sein du département d'État. Ces dossiers étaient vieux de trois ans et la plupart des gens concernés ne travaillaient plus au département d'État, mais McCarthy en prit connaissance tout de même, en inventant, en ajoutant, voire en les modifiant au fil de sa lecture. Dans un cas au moins, il changea l'intitulé du dossier signalant « libéral » en « inclinations communistes ». Dans un autre formulaire, il raya la mention « sympathisant » pour y substituer « communiste militant ».

McCarthy continua sur sa lancée. En tant que président du sous-comité d'investigations d'un comité sénatorial sur les activités gouvernementales, il enquêta sur les programmes d'information du département d'État : Voice of America [1] et les bibliothèques à

1. La « guerre froide des ondes » débuta dès 1945 avec les radios internationales à forte vocation propagandiste : Voice of America, Radio Moscou, BBC, Radio Vatican, etc.

l'étranger qui possédaient des livres écrits par des personnalités que McCarthy considérait comme des communistes. Le département d'État fut pris de panique et publia un flot de directives à destination de ses bibliothèques à travers le monde. Une quarantaine de livres furent bannis, dont le *Selected Works of Thomas Jefferson* publié par Philip Foner et le *Children's Hour* de Lillian Hellman. Certains livres furent même brûlés.

McCarthy se fit de plus en plus acharné. Au printemps 1954, il commença à enquêter sur la subversion au sein de l'armée. Lorsqu'il se mit à reprocher à certains généraux de ne pas être assez sévères à l'égard des prétendus communistes, il se heurta aussi bien aux républicains qu'aux démocrates. En décembre 1954, le Sénat décida à sa grande majorité de le condamner pour sa « conduite [...] indigne d'un membre du Sénat des États-Unis d'Amérique ». Ce blâme évitait soigneusement de critiquer les mensonges et les excès de l'anticommunisme de McCarthy. Il se concentrait sur des questions mineures comme son refus de comparaître devant un sous-comité sénatorial sur les élections et sa conduite abusive envers un général lors de son interrogatoire.

Les libéraux agissaient eux-mêmes pour exclure, persécuter, licencier et même faire emprisonner les communistes. McCarthy en avait seulement fait un peu trop en s'attaquant également à eux, mettant ainsi en danger la large coalition libéral-conservatrice absolument nécessaire au maintien du système.

Au moment même où le Sénat condamnait McCarthy, le Congrès votait toute une série de mesures anticommunistes. Le libéral Hubert Humphrey introduisit dans l'une d'entre elles un amendement qui rendait le parti communiste illégal. Il déclarait qu'il ne voulait pas « être un demi-patriote. [...] Soit les sénateurs sont pour que l'on reconnaisse le parti communiste pour ce qu'il est, soit ils continueront à se voir opposer les moindres détails techniques des procédures légales ».

Pour sa part, John F. Kennedy était soucieux de ne pas trop accabler McCarthy (il était absent lors du vote contre ce dernier et n'a jamais révélé comment il aurait voté à cette occasion). Il n'était pas loin de partager avec McCarthy l'idée selon laquelle la victoire des communistes en Chine était due à la complaisance avec laquelle on traitait le communisme au sein du gouvernement américain. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il s'exprima à la Chambre des représentants, en janvier 1949, lorsque les communistes chinois s'emparèrent de Pékin : « M. le président, nous avons appris en cette fin de semaine les malheurs qui se sont abattus sur la Chine et sur les

États-Unis. La responsabilité de l'échec de notre politique étrangère en Extrême-Orient retombe sans conteste sur la Maison-Blanche et le département d'État. L'obstination à refuser toute aide avant qu'une alliance entre le gouvernement et les communistes ne soit constituée a porté un coup fatal au gouvernement national. Nos diplomates et leurs conseillers, les Latimore et autres Fairbank [universitaires, spécialistes de l'histoire chinoise ; Owen Latimore était l'une des cibles favorites de McCarthy et John Fairbank enseignait à Harvard], étaient si inquiets des imperfections du système démocratique en Chine après vingt années de guerre et par les rumeurs de corruption chez les plus hauts responsables qu'ils ont perdu de vue notre besoin vital d'une Chine non communiste [...]. Cette assemblée doit à présent assumer la responsabilité d'empêcher que le raz-de-marée communiste ne submerge toute l'Asie. »

Lorsque les républicains proposèrent, en 1950, une loi sur la sécurité intérieure qui prévoyait l'enregistrement de toutes les organisations considérées comme « communisantes », les sénateurs libéraux ne s'y opposèrent pas. Au contraire, certains d'entre eux, tels Hubert Humphrey et Herbert Lehman, suggérèrent une mesure de substitution : la mise en place de camps de détention (en fait de véritables camps de concentration) pour y interner les individus suspectés de subversion qui, en cas d'« état d'urgence intérieure » décrété par le président, pourraient être détenus sans procès. Les camps de détention ne se substituèrent pas à la loi sur la sécurité intérieure, mais vinrent simplement s'y ajouter : ils furent construits pour être prêts à servir. Cette loi fut abrogée en 1968, époque où l'anticommunisme ne faisait plus recette.

Le décret exécutif sur la loyauté, décidé par Truman en 1947, incita le département à la Justice à établir une liste des organisations jugées « totalitaires, fascistes, communistes ou subversives [...], ou bien encore visant à attenter au mode de gouvernement des États-Unis par des moyens inconstitutionnels ». L'appartenance ou la simple « expression d'une sympathie » envers les organisations inscrites sur la liste du ministère de la Justice suffisaient à se voir accuser de comportement déloyal. En 1954, figuraient sur cette liste des centaines de groupes dont, aux côtés du parti communiste et du Ku Klux Klan, le Centre culturel Frédéric-Chopin, la Société fraternelle Cervantès, le Comité des Noirs dans les professions artistiques, le Comité pour la défense de la déclaration des droits, la Ligue des écrivains américains, les Amis américains de la nature, le Spectacle populaire, l'Association des libraires de Washington et le Club des marins yougoslaves.

Bien plus que McCarthy et les républicains, ce fut l'administration Truman, dont le département à la Justice initia cette série de persécutions, qui renforça le sentiment anticommuniste de la nation. Ce sentiment atteignit son point culminant lors du procès de Julius et Ethel Rosenberg à l'été 1950.

Les Rosenberg étaient accusés d'espionnage. L'essentiel de l'accusation reposait sur une poignée de témoignages émanant d'individus qui avaient déjà reconnu être des espions et se trouvaient alors en prison ou sur le point d'être jugés. David Greenglass, le frère d'Ethel Rosenberg, était le témoin principal. Il avait été mécanicien au laboratoire du projet Manhattan à Los Alamos (Nouveau-Mexique) lorsqu'on y fabriquait, en 1944 et 1945, la bombe atomique. Il affirmait que Julius Rosenberg lui avait demandé de lui fournir des informations pour les Russes et prétendit avoir fait pour son beau-frère quelques croquis concernant des expériences avec des lentilles servant de détonateur aux bombes atomiques. Il déclara que Rosenberg lui avait confié la moitié du couvercle d'une boîte de Jell-O en l'informant que quelqu'un se présenterait au Nouveau-Mexique avec l'autre moitié. En juin 1945, Harry Gold serait apparu avec cette autre moitié et Greenglass lui aurait transmis les informations qu'il avait pu mémoriser.

Gold, qui purgeait déjà une peine de trente années de prison pour une autre accusation d'espionnage, fut sorti de prison pour venir confirmer le témoignage de Greenglass. Il n'avait jamais rencontré les Rosenberg mais déclara qu'un responsable de l'ambassade russe lui avait donné la moitié de couvercle en lui disant de contacter Greenglass avec pour mot de passe : « Je viens de la part de Julius. » Gold reconnut avoir pris les croquis faits de mémoire par Greenglass et les avoir remis aux Russes.

Il y avait pourtant quelques aspects troublants dans toute cette histoire. Gold n'aurait-il pas accepté de coopérer contre une remise de peine? Il bénéficia en effet d'une liberté conditionnelle. Quant à Greenglass – inculpé lui-même au moment de son témoignage –, savait-il que son sort dépendait de sa coopération? Il fut condamné à quinze ans d'emprisonnement mais ne purgea que la moitié de sa peine. Que pouvaient bien valoir les informations mémorisées par un simple mécanicien – non scientifique – qui avait été recalé à cinq des six cours qu'il avait suivis à l'Institut polytechnique de Brooklyn? Dans un premier temps, les déclarations de Gold et de Greenglass ne s'accordaient pas. Mais ils furent incarcérés au même étage de la Tombs Prison à New York juste avant le procès, ce qui leur permettait d'accorder leurs témoignages.

Pouvait-on se fier au témoignage de Gold? On apprit vite qu'il avait été préparé pour l'affaire Rosenberg par quatre cents heures d'interrogatoire avec le FBI. On apprit aussi plus tard que Gold était un menteur impénitent doté d'une formidable imagination. Lors d'un procès plus tardif où il fut également témoin, l'avocat de la défense l'interrogea sur la famille qu'il s'était inventée. L'avocat demanda : « Vous avez menti pendant six ans? » Gold répondit : « J'ai menti pendant seize ans, pas seulement six. » Gold était le seul témoin au procès des Rosenberg à établir un lien entre Julius, David Greenglass et les Russes. L'agent du FBI qui avait interrogé Gold fut interviewé vingt ans plus tard par un journaliste. Sur la question du mot de passe que Gold était supposé avoir utilisé (« Je viens de la part de Julius. »), l'agent du FBI déclara : « Gold ne se souvenait pas du nom qu'il avait donné. Il pensait qu'il avait dit : "Je viens de la part de..." ou quelque chose comme ça. Alors je lui ai suggéré : "Est-ce que ça pourrait être Julius?" Et ça lui a rafraîchi la mémoire. »

Lorsque les Rosenberg furent reconnus coupables, le juge Kaufman prononça la sentence et déclara : « J'estime qu'en remettant aux Russes la bombe atomique plusieurs années avant la date à laquelle, selon nos experts, ils seraient parvenus à la fabriquer, vous vous êtes rendus responsables de l'agression communiste en Corée et des cinquante mille morts américains de cette guerre, et qui sait combien de millions de personnes innocentes paieront peut-être le prix de votre trahison. »

Il les condamna tous les deux à la chaise électrique.

Au procès des Rosenberg comparaissait aussi Morton Sobell parmi les accusés. Le principal témoin à charge contre lui était l'un de ses vieux amis, garçon d'honneur à son mariage, qui était lui-même menacé d'être accusé de faux témoignage par le gouvernement fédéral pour avoir menti sur son passé politique. Il s'agissait de Max Elitcher, qui prétendait avoir accompagné en une certaine occasion Sobell dans une résidence de Manhattan où habitaient les Rosenberg. Sobell serait sorti de la voiture après avoir pris dans la boîte à gants ce qui ressemblait à un boîtier photographique et serait revenu sans. On ne sut jamais ce que pouvait contenir ce boîtier. Les charges contre Sobell étaient si minces que son avocat décida qu'il n'était pas nécessaire de présenter une défense. Mais le jury déclara Sobell coupable et le juge Kaufman le condamna à trente ans de prison. Il fut incarcéré à Alcatraz et on lui refusa régulièrement la liberté conditionnelle. Il passa dix-neuf années dans différentes prisons avant d'être finalement libéré.

Des documents du FBI rendus publics en 1970 apportent la preuve que Kaufman s'était entretenu secrètement avec les procureurs au sujet des peines qu'il infligerait dans ces affaires. Un autre document montre que, après trois années d'appel du jugement, un entretien eut lieu entre le secrétaire à la Justice, Herbert Brownell, et le président de la Cour suprême, Fred Vinson, au cours duquel Vinson assura à Brownell que si un juge de cette Cour suprême donnait un avis de suspension de la peine il s'arrangerait personnellement pour réunir l'ensemble de la Cour et faire rejeter cette décision.

Il y eut une campagne internationale de protestation en faveur des Rosenberg. Albert Einstein, qui avait convaincu Roosevelt, au début de la guerre, de lancer les recherches sur la bombe atomique, demanda la grâce des Rosenberg. Jean-Paul Sartre, Pablo Picasso et la sœur de Bartolomeo Vanzetti firent de même. On lança un appel en grâce au président Truman juste avant qu'il ne quitte la présidence, au printemps 1953. Il fut rejeté. Puis il y eut une autre demande auprès du président Dwight Eisenhower, qui fut à son tour rejetée.

Au dernier moment, le juge William O. Douglas accorda un sursis d'exécution. Le président de la Cour suprême, Vinson, fit revenir par avions spéciaux à Washington les juges de la Cour suprême qui se trouvaient en vacances. Ils rejetèrent le sursis accordé par Douglas juste à temps pour que l'exécution puisse avoir lieu le 19 juin 1953. Il s'agissait de montrer à tous les habitants de ce pays – bien que fort peu aient été en mesure de s'identifier aux Rosenberg – ce qui attendait tout individu que le gouvernement désignerait comme traître.

Au début des années 1950, la commission sur les activités anti-américaines de la Chambre des représentants était au sommet de sa gloire. Elle interrogeait les Américains sur leurs rapports avec le communisme, les insultant s'ils refusaient de répondre, et distribuait au public américain des opuscules publiés à des millions d'exemplaires : *Cent Choses que vous devriez savoir sur le communisme* (« Où peut-on trouver les communistes ? Partout ! »). Les libéraux critiquaient régulièrement cette commission, mais ils votaient avec les conservareurs, au Congrès, les budgets qui lui étaient destinés. En 1958, il n'y eut qu'un seul membre de la Chambre des représentants pour refuser de voter un budget pour la commission (James Roosevelt). Bien que Truman critiquât cette commission, son propre secrétaire à la Justice avait exprimé en 1950 les idées mêmes qui justifiaient son action : « Il y a aujourd'hui en Amérique beaucoup de communistes. Ils sont partout. Dans les

usines, dans les bureaux, dans les boucheries, aux carrefours, dans le milieu des affaires. Et chacun d'entre eux porte en lui, en germe, la mort de notre société. »

Les intellectuels libéraux formaient l'avant-garde du mouvement anticommuniste. La revue *Commentary's* dénonçait les Rosenberg et leurs défenseurs. Un collaborateur de *Commentary's*, Irving Kristol, déclara en 1952 : « Devons-nous défendre nos droits en protégeant les communistes ? Non. »

Le département à la Justice de Truman poursuivit les responsables du parti communiste au nom de la loi Smith, en les accusant de conspirer et d'inciter au renversement du gouvernement par la force et la violence. Cette accusation reposait en grande partie sur le fait que les communistes distribuaient des écrits d'inspiration marxiste-léniniste, activité que l'accusation qualifiait d'appel à la révolution. On ne put jamais apporter la preuve d'un danger immédiat ou d'un projet de révolution par la violence de la part du parti communiste. La décision de la Cour suprême fut rendue publique par le président Vinson, nommé par Truman. Il invoqua la vieille doctrine du « danger immédiat » et déclara qu'il y avait à l'évidence une conspiration en cours dans le but de fomenter une révolution au moment jugé propice. C'est ainsi que les plus hauts responsables du parti communiste furent arrêtés et jetés en prison. Assez rapidement, la plupart des cadres du parti passèrent dans la clandestinité.

Indubitablement, on réussit à rendre l'opinion publique méfiante à l'égard des communistes et favorable aux mesures drastiques prises à leur encontre – emprisonnement à l'intérieur et opérations militaires à l'extérieur. La culture tout entière était imprégnée d'anticommunisme. Les plus grandes revues publiaient des articles intitulés « Comment on devient communiste » ou « Les communistes s'en prennent à vos enfants ». En 1956, le *New York Times* publia un éditorial dans lequel on pouvait lire : « Nous refuserions d'employer un communiste dans notre rédaction [...] parce que nous n'aurions pas confiance dans sa capacité à informer objectivement ou à commenter les nouvelles avec toute l'honnêteté qui s'impose. » Le récit des exploits d'un informateur du FBI qui avait été communiste avant de devenir agent du FBI – « J'ai mené trois vies » – fut publié dans cinq cents journaux et adapté à la télévision. Des films produits par Hollywood portaient des titres tels que « J'ai épousé une communiste » ou « J'ai été communiste pour le FBI ». Entre 1948 et 1954, on tourna à Hollywood plus de quarante films anticommunistes.

Même l'American Civil Liberties Union (ACLU), créée spécifiquement pour défendre les droits des communistes et d'autres groupes politiques, se laissa prendre à l'atmosphère de la guerre froide. En 1940, déjà, cette organisation avait exclu l'une de ses fondatrices, Elizabeth Gurley Flynn, parce qu'elle était membre du parti communiste. Dans les années 1950, l'ACLU hésita à défendre Owen Latimore et Corliss Lamont (pourtant membre de son bureau directeur) quand ils furent tous deux victimes de l'anticommunisme. Elle renâcla également à défendre publiquement les dirigeants communistes lors du premier procès inspiré par la loi Smith et se tint complètement à l'écart du procès Rosenberg, prétextant qu'aucune liberté civique n'y était mise en cause.

On apprenait à toutes les générations que l'anticommunisme était héroïque. En 1951, on vendit près de trois millions d'exemplaires du livre de Mickey Spillane, *One Lonely Night*, dans lequel le héros, Mike Hammer, déclarait : « J'ai tué plus de gens ce soir que je n'ai de doigts. Je les ai tués de sang-froid et j'en ai apprécié chaque instant. [...] C'étaient des cocos. Des fils de putes de rouges qui auraient dû crever depuis longtemps. » De son côté, Captain America, un héros de bande dessinée, claironnait : « Attention, cocos, espions, traîtres et agents de l'Étranger, Captain America, avec l'aide de tous les hommes libres et loyaux, vous traque. » Tous les écoliers du pays participaient à des exercices de sécurité dans lesquels les attaques soviétiques sur l'Amérique étaient signalées par des sirènes : les enfants devaient rester sous leurs bureaux jusqu'à que « tout s'arrange ».

Dans cette atmosphère, le gouvernement n'avait aucun mal à s'assurer le soutien de l'opinion publique pour sa politique de réarmement. Le système, qui avait été si secoué dans les années 1930, avait appris que l'économie de guerre pouvait offrir une certaine stabilité et rapporter d'énormes bénéfices. L'anticommunisme de Truman était en ce sens rassurant. *Steel*, une revue liée au monde des affaires, avait reconnu en novembre 1946 (avant même la doctrine Truman) que la politique de Truman apportait « la ferme assurance que le maintien à niveau et l'anticipation de la production militaire [seraient] la grande affaire des États-Unis pendant une période relativement importante ».

Cette prédiction s'est révélée parfaitement juste. Au début 1950, le budget global des États-Unis tournait autour des 40 milliards de dollars et la part militaire de ce budget s'élevait à quelque 12 milliards. En 1955, la part militaire à elle seule était de 40 milliards de dollars sur un budget global de 62 milliards. Un petit mais

courageux mouvement opposé au lobby militaire, dirigé par la War Resisters League et quelques autres groupes, ne put rien fare contre cette évolution.

En 1960, le budget militaire était de 45,8 milliards de dollars (49,7 % du budget global). Cette année-là, John F. Kennedy, fraîchement élu à la présidence des États-Unis, augmenta immédiatement les dépenses militaires. Selon Edgar Bottome (*The Balance of Terror*), l'administration Kennedy augmenta le budget de la Défense de 9 milliards de dollars en quatorze mois.

En 1962, prétextant de craintes parfaitement injustifiées sur les progrès militaires de l'Union soviétique – de prétendus « fossés » en termes d'armements stratégiques –, les États-Unis s'assurèrent une suprématie nucléaire écrasante. Ils possédaient alors l'équivalent de mille cinq cents bombes du type Hiroshima, bien plus qu'il n'en fallait pour détruire toutes les grandes villes de la planète. Pour expédier ces bombes, l'Amérique possédait un peu plus de cinquante missiles balistiques intercontinentaux, quatre-vingts missiles sur les sous-marins atomiques et quatre-vingt-dix missiles sur des bases outre-mer, mille sept cents bombardiers capables d'atteindre l'Union soviétique, trois cents bombardiers de combat sur des porte-avions et mille porteurs supersoniques.

L'Union soviétique était manifestement à la traîne avec cinquante à cent missiles intercontinentaux et moins de deux cents bombardiers à grande autonomie. Mais le budget militaire des États-Unis continua de grimper, ainsi que l'hystérie et les profits des entreprises qui profitaient de la multiplication des contrats d'armement. L'emploi et les salaires grimpèrent également suffisamment pour maintenir un nombre non négligeable d'Américains dans la dépendance de l'industrie de guerre.

En 1970, le budget militaire américain atteignait les 80 milliards de dollars et les entreprises impliquées dans la production militaire faisaient des bénéfices colossaux. Deux tiers des 40 milliards dépensés pour les systèmes d'armement allaient directement dans les caisses de douze ou quinze géants industriels dont la seule raison d'être était de remplir les contrats militaires passés avec le gouvernement. Le sénateur Paul Douglas, économiste et président du Joint Economic Committee du Sénat, remarquait que les « six septièmes de ces contrats ne font l'objet d'aucun appel d'offres. [...] Prétextant la nécessité de garder le secret, le gouvernement choisit une entreprise et dresse avec elle un contrat au cours de négociations plus ou moins secrètes ».

C. Wright Mills, dans son livre sur les années 1950, *The Power Elite*, range les militaires parmi l'élite, aux côtés des politiciens et

des entrepreneurs. Ces éléments étaient de plus en plus intriqués. Un rapport sénatorial démontra que les cent plus importantes entreprises américaines travaillant pour l'industrie de l'armement et détenant 64,7 % des contrats en ce domaine employaient plus de deux mille anciens officiers de haut rang de l'armée américaine.

Dans le même temps, les États-Unis tissaient, au moyen de l'aide économique accordée à certains pays, un réseau de domination économique à travers le globe et renforçaient ainsi leur influence politique. Le plan Marshall de 1948, qui accordait 16 milliards de dollars d'aide économique sur quatre ans aux pays de l'Europe de l'Ouest, avait pour objectif de reconstruire des marchés pour les produits américains. George Marshall (d'abord général puis secrétaire d'État) déclara : « Il est absurde de penser qu'une Europe laissée à elle-même [...] demeurerait aussi ouverte au commerce américain qu'elle a pu l'être par le passé. »

Mais le plan Marshall possédait également un objectif politique. Les partis communistes italien et français étaient relativement puissants. Les États-Unis décidèrent d'user du pouvoir de l'argent et de faire pression pour faire en sorte qu'ils ne participent pas aux gouvernements nationaux. Lorsque le plan se mit en œuvre, le secrétaire d'État de Truman, Dean Acheson, déclara : « Ces mesures de soutien à la reconstruction ne sont qu'en partie motivées par des sentiments humanitaires. Votre Congrès a autorisé et votre gouvernement applique aujourd'hui ces mesures de soutien à la reconstruction principalement pour des raisons d'intérêt national. »

À partir de 1952, l'aide fournie aux pays étrangers devint de plus en plus clairement destinée à instaurer des pouvoirs militaires dans les pays non communistes. Au cours des dix années qui suivirent, sur les 50 milliards de dollars d'aides fournis par les États-Unis à quatre-vingt-dix pays, seuls 5 milliards étaient destinés au développement économique non militaire.

Lorsque John F. Kennedy prit ses fonctions, il inaugura l'Alliance pour le progrès, un programme d'aide destiné à l'Amérique latine, en insistant sur les réformes sociales et l'amélioration des conditions de vie. Mais il s'avéra qu'il s'agissait avant tout d'une aide militaire afin de maintenir au pouvoir des dictatures de droite et de leur permettre d'écraser les révolutions.

Entre l'aide militaire et l'intervention militaire, il n'y avait qu'un pas. Ce que Truman avait déclaré au début de la guerre de Corée à propos de la « loi de la force » et de la « force de la loi » fut sans cesse contredit par ses actes et par ceux de ses successeurs. En Iran, en 1953, la CIA parvint à renverser un gouvernement qui avait

décidé de nationaliser la production du pétrole. En 1954, au Guatemala, un gouvernement légalement élu fut renversé par l'invasion de forces composées de mercenaires entraînés par la CIA au Honduras et au Nicaragua et soutenues par des avions de combat américains pilotés par des Américains. Cette force d'invasion installa au pouvoir le colonel Carlos Castillo Armas, qui avait reçu auparavant une formation militaire à Fort Leavenworth (Kansas).

Le gouvernement que les États-Unis avaient renversé était le plus démocratique que le Guatemala eût jamais connu. Le président Jacobo Arbenz était socialiste ; quatre sièges du Congrès sur cinquante-six étaient détenus par des communistes. Mais les Américains ne purent supporter l'expropriation de 95 000 hectares de terres appartenant à la United Fruit en échange d'une compensation que l'entreprise jugea « inacceptable ». Une fois installé au pouvoir, Armas restitua les terres à la United Fruit, supprima l'impôt sur les intérêts et les dividendes touchés par les investisseurs étrangers, supprima le vote à bulletins secrets et emprisonna des milliers d'opposants politiques.

En 1958, le gouvernement Eisenhower envoya des milliers de soldats au Liban pour s'assurer que le gouvernement pro-américain en place ne serait pas renversé par une révolution et pour conserver une présence armée dans cette région riche en pétrole.

Ce consensus libéral-conservateur, républicain-démocrate, pour empêcher l'émergence ou renverser, chaque fois que possible, les gouvernements révolutionnaires – qu'ils soient communistes, socialistes ou simplement anti-United Fruit –, devint parfaitement évident dans le cas de Cuba, en 1961. En 1959, cette petite île, située à quelque 150 kilomètres des côtes de Floride, avait vu la victoire d'un mouvement révolutionnaire conduit par les troupes de Fidel Castro sur le dictateur soutenu par les Américains, Fulgencio Batista. Cette révolution menaçait directement les intérêts commerciaux américains. La politique dite de « bon voisinage » initiée par Franklin D. Roosevelt avait entraîné l'annulation de l'amendement Platt (selon lequel les États-Unis pouvaient intervenir à Cuba). Néanmoins, les Américains avaient conservé une base militaire à Guantanamo et les intérêts commerciaux américains continuaient de dominer l'économie cubaine. Les compagnies américaines contrôlaient 80 % des ressources cubaines, mines, élevage et raffineries de pétrole, ainsi que 40 % de l'industrie sucrière et 50 % des chemins de fer.

Fidel Castro avait déjà fait un séjour en prison après avoir vainement tenté, en 1953, de prendre d'assaut une caserne à

Santiago. À sa sortie de prison, il se rendit au Mexique où il rencontra un révolutionnaire argentin : Che Guevara. Tous deux retournèrent à Cuba en 1956. Leur petite troupe mena une guérilla contre les forces de Batista à partir des montagnes et de la jungle. Grâce à un soutien populaire croissant, ils finirent par sortir de leur retraite pour marcher sur La Havane. Le gouvernement de Batista s'effondra le 1er janvier 1959.

Une fois installé au pouvoir, Castro commença à mettre en place un vaste système éducatif, des plans de logement et une réforme agraire en faveur des paysans sans terre. Le gouvernement confisqua plus de 400 000 hectares de terres à trois entreprises américaines, dont la United Fruit.

Cuba avait besoin d'argent pour financer ses programmes sociaux. Les États-Unis ne comptaient pas lui en prêter, pas plus que le Fonds monétaire international, dominé par les États-Unis, car le pays refusait de se soumettre aux critères de « stabilisation » qui contrecarraient le programme révolutionnaire mis en place. Lorsque Cuba signa finalement un accord commercial avec l'Union soviétique, les compagnies pétrolières américaines refusèrent de raffiner le pétrole brut fourni par l'URSS. Castro nationalisa alors ces compagnies. Les États-Unis cessèrent d'importer le sucre cubain dont dépendait totalement l'économie de l'île et l'Union soviétique accepta immédiatement d'acheter les 700000 tonnes de sucre dont les Américains ne voulaient plus.

Cuba avait changé et la politique du bon voisinage n'était plus à l'ordre du jour. Au printemps 1960, le président Eisenhower autorisa secrètement la CIA à armer et à entraîner des exilés cubains anticastristes au Guatemala en vue d'une future invasion de l'île. Lorsque Kennedy prit ses fonctions, au printemps 1961, la CIA avait armé et entraîné mille quatre cents exilés cubains. Il poursuivit le plan d'Eisenhower : le 17 avril 1961, les forces entraînées par la CIA avec la participation de quelques Américains débarquaient à la baie des Cochons, au sud de Cuba, à 150 kilomètres de La Havane. Ils espéraient provoquer un soulèvement populaire mais le régime castriste était apprécié. Il n'y eut pas de soulèvement et les forces de la CIA furent repoussées par l'armée de Castro.

Toute cette affaire de la baie des Cochons ne fut qu'un tissus d'hypocrisies et de mensonges. L'invasion constituait à l'évidence une violation de la charte de l'Organisation des États américains que les États-Unis avaient signée et qui stipulait que « nul État ou groupe d'État [n'était] en droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures d'un autre État ».

Quatre jours avant l'invasion, à cause de reportages parus dans la presse sur les camps secrets d'entraînement de la CIA, le président Kennedy tint une conférence de presse au cours de laquelle il déclara qu'« il n'y [aurait] pas, sous aucun prétexte, la moindre intervention à Cuba de la part des forces armées américaines ». En effet, le débarquement fut le fait de Cubains, mais tout avait été organisé par les États-Unis et des avions américains pilotés par des Américains participèrent à l'opération. Kennedy avait donné son accord pour l'utilisation d'avions anonymes afin de soutenir les forces d'invasion. Quatre pilotes américains trouvèrent la mort au cours de ces événements ; leurs familles n'apprirent jamais la vérité à leur sujet.

Le succès de la coalition libérale-conservatrice, dans sa tentative de créer un consensus anticommuniste national, est particulièrement visible dans l'attitude de certains des principaux journaux du pays qui coopérèrent avec l'administration Kennedy pour tromper le public américain sur l'affaire de Cuba. Le *New Republic* était sur le point de publier un article sur l'entraînement des exilés cubains par la CIA quelques semaines avant l'opération. L'historien Arthur Schlesinger put se procurer des copies du texte avant publication et les montra à Kennedy, qui demanda que l'article ne soit pas publié. Le *New Republic* obtempéra.

James Reston et Turner Catledge, du *New York Times*, renoncèrent à leur reportage sur l'invasion à la demande du gouvernement. Arthur Schlesinger, toujours lui, qualifia l'attitude du *New York Times* d'« acte patriotique ». Pourtant, ajouta-t-il, « rétrospectivement, je me demande si, dans le cas où la presse se serait conduite de façon irresponsable, elle n'aurait pas épargné au pays un désastre ». Ce qui semblait déranger le plus Schlesinger et d'autres libéraux pendant la période de consensus autour de la guerre froide n'était pas que les États-Unis interviennent contre les mouvements révolutionnaires dans d'autres pays, mais bien que ces opérations soient rarement couronnées de succès.

Aux environs de 1960, les quinze années d'efforts destinés, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, à briser la progression du mouvement communiste-radical, avaient porté leurs fruits. Le parti communiste était en pleine déroute, ses dirigeants en prison, ses militants réduits à la portion congrue et son influence dans les mouvements syndicaux singulièrement amoindrie. Le syndicalisme lui-même était mieux contrôlé, plus conservateur. Le budget militaire représentait la moitié du budget global de la nation et le public l'acceptait.

Les radiations émanant des essais nucléaires avaient de dangereux effets sur la santé mais l'opinion publique l'ignorait complètement. La commission à l'Énergie atomique prétendait que ces effets mortels étaient exagérés. Un article daté de 1955, paru dans le *Reader's Digest* – le magazine le plus lu aux États-Unis –, affirmait que « les histoires effroyables concernant les essais atomiques effectués chez nous sont parfaitement sans fondements ».

Au milieu des années 1950, l'enthousiasme pour les abris antiaériens était à son comble. On garantissait à l'opinion publique que ces abris les protégeraient à coup sûr en cas de bombardements atomiques. Dans un livre intitulé *On Thermonuclear War*, un consultant scientifique auprès du gouvernement, Herman Kahn, expliquait qu'il était possible qu'éclate une guerre nucléaire qui ne détruirait pas l'ensemble de la planète, et que la population ne devait pas s'inquiéter. Un politologue nommé Henry Kissinger écrivit également un livre, publié en 1957, dans lequel il prétendait que, « avec une stratégie appropriée, une guerre nucléaire [n'était] pas forcément aussi destructrice qu'il [pouvait] y paraître ».

Le pays vivait dans le cadre d'une économie de guerre permanente qui présentait d'importantes poches de pauvreté, mais il y avait suffisamment de gens au travail et gagnant suffisamment d'argent pour que la société soit pacifiée. La répartition des richesses restait totalement inéquitable. De 1944 à 1961, rien n'avait vraiment changé dans ce domaine : les 20 % des familles les plus défavorisées ne recevaient que 5 % du revenu national global alors que les 20 % des familles les plus aisées en recevaient 45 %. En 1953, 1,6 % de la population adulte possédait plus de 80 % des actions et près de 90 % des obligations. Deux cents entreprises géantes sur deux cent mille – 0,1 % donc de l'ensemble des entreprises – contrôlaient près de 60 % de la richesse industrielle de la nation.

Lorsque John F. Kennedy présenta son budget devant la nation après la première année de son mandat, il s'avéra clairement que, démocrate libéral ou non, il n'y aurait pas de grands changements dans la répartition du revenu et des richesses ou dans la politique fiscale. L'éditorialiste du *New York Times*, James Reston, résuma la teneur du message de Kennedy en écrivant que celui-ci voulait éviter tout « changement intempestif sur le front intérieur », en même temps qu'il promettait « une gestion frontale plus ambitieuse sur la question du chômage ». Reston ajoutait : « Il accepte l'idée d'une réduction d'impôts pour l'investissement commercial destinée à accroître l'appareil productif et à le moderniser. Il ne brûle pas du désir de se confronter aux conservateurs du Sud sur la question des droits civiques. Il demande instamment aux syndicats de faire en

sorte de ne pas réclamer d'augmentation des salaires afin que nos prix restent compétitifs sur les marchés mondiaux et que le nombre des emplois puisse croître. Il a également essayé de rassurer le monde des affaires sur sa volonté de ne pas engager de guerre froide avec eux sur le front intérieur. [...] Cette semaine, lors de sa conférence de presse, il s'est refusé à renoncer à sa promesse de lutter contre la discrimination dans l'attribution des logements financés par l'État, mais il est convenu de la repousser jusqu'à ce que se dégage un consensus national sur cette question. [...] Au cours de ces douze derniers mois, le président a évolué vers le centre de la politique américaine. »

Au centre, tout semblait plus sûr. Rien ne devait être fait en faveur des Noirs. On ne devait pas toucher à la structure économique existante. La politique étrangère agressive pourrait se poursuivre. Le pays semblait parfaitement contrôlé. C'est alors, dans les années 1960, qu'éclata une série de violentes révoltes dans tous les secteurs de la société américaine, démontrant que toutes les certitudes du système sur son succès et sur sa sécurité étaient parfaitement injustifiées.

Chapitre XVII

« Ou bien explose-t-il ? »

LA RÉVOLTE NOIRE qui frappa le Sud comme le Nord dans les années 1950 et 1960 prit tout le monde de court. Il ne s'agissait pourtant pas d'une réelle surprise. La mémoire des opprimés ne s'efface jamais, et le souvenir des événements qui la composent ne cesse de nourrir la révolte. La mémoire des Noirs américains était d'abord celle de l'esclavage, puis celle de la ségrégation, des lynchages et des humiliations subies. En fait, ce n'était pas seulement une question de mémoire, mais aussi de vécu présent bien réel – partie intégrante de la vie quotidienne des Noirs, génération après génération.

Dans les années 1930, Langston Hughes écrivit un poème intitulé *Fresque sur Lenox Avenue* :

Qu'advient-il d'un rêve suspendu?
Se dessèche-t-il
Comme un raisin au soleil?
Ou suinte-t-il comme une plaie
Avant de disparaître?
Est-ce qu'il pue comme la viande pourrie?
Ou se couvre-t-il d'une croûte sucrée
Comme un bonbon acidulé?

Il tombe peut-être comme un fardeau trop lourd.

Ou bien explose-t-il?

Dans une société aux modes de contrôle complexes, aussi brutaux que sophistiqués, les courants souterrains s'expriment souvent à travers les œuvres d'art. Le blues, si nostalgique, cachait la colère. Le jazz, pourtant si gai, bouillonnait de révolte. La poésie, enfin, révélait les sentiments. Dans les années 1920, Claude McKay, l'une des figures importantes de ce qui allait devenir la « Harlem Renaissance », écrivit un poème que Henry Cabot Lodge intégra aux *Congressionnal Records* comme une illustration des dangereux courants qui agitaient la jeunesse noire :

Si nous devons mourir, que ce ne soit pas comme des pourceaux
Chassés et parqués dans un recoin sordide.
En hommes, nous ferons face à la meute meurtrière et lâche,
Le dos au mur, agonisant mais nous battant.

Un poème de Countee Cullen, *Incident*, est une évocation (toujours différente mais pourtant toujours identique) de l'enfance noire en Amérique :

Un jour à Baltimore,
Le cœur et l'esprit joyeux,
Je remarquai un gars du coin
Qui me regardait fixement.

J'avais alors huit ans et n'étais pas bien grand,
Lui n'était pas plus grand que moi,
Alors je lui ai souri, mais il a tiré
La langue et m'a appelé « Négro ».

J'ai tout vu de Baltimore
Entre mai et décembre ;
Mais de tout ce qu'il m'y est arrivé
C'est tout ce dont je me souviens.

À l'époque de l'affaire des jeunes de Scottsboro [1], Cullen écrivit un poème plus dur, dans lequel il remarquait que les poètes blancs qui se servaient parfois de leur plume pour protester contre certaines injustices flagrantes restaient pour la plupart silencieux lorsqu'il s'agissait des Noirs :

Maintenant c'est sûr, disais-je,
Les poètes vont chanter.

1. Lire p. 451.

Mais ils n'ont rien dit.
Pourquoi ?

Même les signes les plus évidents de soumission – le comportement de l'Oncle Tom devant les situations matérielles, le nègre rigolard ou servile sur les scènes de théâtre, l'autodérision, la couardise – dissimulaient le ressentiment, la colère, le dynamisme. Le poète noir Paul Laurence Dunbar écrivit *Nous portons le masque* à l'époque des Black Minstrels[1], c'est-à-dire à la fin du XIXe siècle et au début du XXe :

Nous portons le masque qui grimace et ment,
Il dissimule nos joues et cache nos yeux.

Nous chantons, mais la paille est sale
Sous nos pieds et le long de la route ;
Mais laissons le monde rêver autant qu'il veut,
Nous portons le masque.

Deux acteurs noirs de la même époque, Bert Williams et George Walker, reprenaient les rôles des Minstrels en les détournant. Lorsqu'ils s'affichaient comme « les deux vrais négros », ils tentaient, selon Nathan Huggins, « de styliser et de donner une dignité comique à une fiction que les Blancs avaient créée de toutes pièces ».

Dans les années 1930, de nombreux poètes noirs tombèrent le masque. Langston Hughes écrivit *Moi aussi* :

Moi aussi, je chante l'Amérique.

Je suis le frère sombre.
Ils m'envoient manger à la cuisine
Quand il y a de la visite.
Mais je rigole,
Et je mange bien,
Et je deviens fort.

Demain,
Quand il y aura de la visite,
Je serai assis avec les autres.

---

1. Apparu dans la première moitié du XIXe siècle, le « Minstrel Show », joué par des Blancs grimés en Noirs, mettait en scène de manière parodique et raciste le « nègre des plantations ». À partir de la seconde moitié du siècle, il fut détourné par les Noirs et devint un moyen d'expression particulièrement efficace pour donner à voir la réalité sous les stéréotypes.

Gwendolyn Bennett écrivit de son côté :

Je veux voir les petites filles noires
Se découper en noir sur fond de ciel
Au soleil couchant.

Je veux entendre les chants
Autour d'un feu ardent
D'une étrange race noire.

Je veux sentir le surgissement
De l'âme de mon malheureux peuple
Derrière le rire du Minstrel.

On peut également signaler la prose poétique de Margaret Walker et son *For My People* : « Qu'une nouvelle terre surgisse. Qu'un nouveau monde naisse. Qu'une paix sanglante s'inscrive dans le ciel. Qu'une nouvelle génération pleine de courage prenne son essor, qu'un peuple épris de liberté se lève, qu'une beauté apaisante et une force prête à tout battent dans nos esprits comme dans nos veines. Que l'on invente des chants martiaux et que les chants funèbres cessent. Qu'une nouvelle race d'hommes advienne. Maintenant. Et qu'elle prenne les choses en main. »

En 1937, le grand romancier Richard Wright offrait dans son autobiographie, *Black Boy*, une mine d'informations précieuses. La manière dont, par exemple, on dressait les Noirs les uns contre les autres. L'auteur fut en effet contraint de se battre contre un autre jeune Noir pour satisfaire au désir des Blancs. *Black Boy* fait sans complexe le récit de chaque humiliation, puis il déclare : « Le Sud blanc prétendait connaître les "négros" et j'étais ce que le Sud blanc appelait un "négro". Eh bien, le Sud blanc ne m'a jamais connu – il n'a jamais su ce que je pensais, ce que je ressentais. Le Sud blanc disait que j'avais une "place" dans la vie. Eh bien, je n'ai jamais su quelle était cette place. Ou plutôt, mon instinct le plus profond m'avait toujours fait rejeter cette "place" que le Sud blanc m'avait assignée. Je ne m'étais jamais, en aucune façon, considéré comme un être inférieur. Et rien de ce qui avait pu sortir de la bouche des Blancs du Sud n'avait jamais pu me faire douter réellement de la valeur de ma propre humanité. »

Tout était là, dans la poésie, la prose, la musique ; parfois dissimulé mais souvent d'une clarté évidente : les signes d'un peuple resté invaincu, attendant son heure.

Dans *Black Boy*, Wright raconte encore comment, en Amérique, on faisait en sorte de réduire les jeunes Noirs au silence. Mais il explique aussi : « Que ressentent les Noirs vis-à-vis de la manière dont ils sont contraints de vivre? Qu'en disent-ils lorsqu'ils sont seuls entre eux? Il me semble qu'une seule phrase suffit pour répondre à cette question. Un liftier de mes amis m'a dit un jour : "Bon Dieu, mec! Si z'avaient pas toute cette police et c'bon vieux lynchage, tout s'rait à feu et à sang ici-bas!" »

Richard Wright milita un temps dans les rangs du parti communiste (il raconte cette période de sa vie et ses désillusions dans son livre *The God that Failed*). Le parti était censé se préoccuper particulièrement de la question de l'égalité raciale. Dans les premières années de la Grande Dépression, lors de l'affaire des jeunes de Scottsboro, le parti s'associa à la défense de ces jeunes Noirs du Sud injustement emprisonnés.

Le parti communiste était accusé par les libéraux et le NAACP d'exploiter cette affaire au profit de sa propre cause. Ce n'était pas tout à fait inexact, mais les Noirs étaient réalistes et savaient qu'il était assez difficile de trouver chez les Blancs des alliés exempts de toute arrière-pensée. D'un autre côté, certains communistes noirs du Sud, par exemple Hosea Hudson, leader noir des chômeurs de Birmingham, avaient suscité l'admiration de l'ensemble de la communauté noire en parvenant à organiser la mobilisation malgré les formidables obstacles qu'on leur avait opposés. En 1932, Angelo Herndon, un jeune Géorgien noir de dix-neuf ans qui avait travaillé dans les mines du Kentucky lorsqu'il était enfant et dont le père était mort de la maladie du charbon, avait rejoint à Birmingham un conseil des chômeurs organisé par le parti communiste. Il écrivit plus tard : « Toute ma vie j'avais été exploité, humilié et tenu à l'écart. Je rampais au fond des mines pour quelques dollars par semaine et ma paie m'était volée ou amputée. Je voyais mourir mes camarades. Je vivais dans le pire quartier de la ville et je devais rester dans la section noire des tramways comme s'il y avait en moi quelque chose de particulièrement répugnant. On m'appelait sans cesse "négro" ou "moricaud" et je devais répondre "Oui, monsieur" à tous les Blancs. Même à ceux que je méprisais. J'avais toujours détesté ça mais je ne pensais pas qu'on puisse y faire grand-chose. Et puis j'ai découvert des organisations dans lesquelles les Blancs et les Noirs siégeaient ensemble, travaillaient ensemble et ne faisaient aucune distinction de race ou de couleur. »

Herndon devint l'un des responsables communistes d'Atlanta. Lui et ses camarades créèrent en 1932 les comités de quartier du conseil des chômeurs qui finit par arracher des aides au logement

pour les plus pauvres. Ils organisèrent une manifestation d'un millier de personnes, à laquelle participèrent six cents Blancs. Le lendemain, le conseil municipal votait un budget d'assistance aux chômeurs de 6 000 dollars. Pourtant, immédiatement après cette décision, Herndon fut arrêté sans possibilité de communiquer avec quiconque. Il fut accusé d'avoir violé la législation anti-émeute de l'État de Géorgie. Il raconta plus tard comment, lors de son procès, le représentant de l'État de Géorgie fit lire au jury quelques passages des documents qu'on avait saisis chez lui : « Ils m'ont interrogé encore et encore. Est-ce que je pensais vraiment que les patrons et le gouvernement devaient payer des allocations aux chômeurs ? Que les nègres devraient être les égaux des Blancs dans tous les domaines ? Est-ce que j'approuvais la revendication d'autodétermination de la *Black Belt*[1] ; que les nègres devraient pouvoir gouverner la *Black Belt* en en expulsant les propriétaires blancs et les autorités gouvernementales ? Croyais-je vraiment que la classe ouvrière était capable de diriger elle-même les usines, les compagnies minières et le gouvernement ? Les patrons étaient-ils totalement inutiles ? Je leur ai dit que je pensais tout ça et bien d'autres choses encore. »

Herndon passa cinq ans en prison, jusqu'à ce que la Cour suprême décrète l'inconstitutionnalité de la loi au nom de laquelle il avait été condamné. Les gens comme Herndon, qui témoignaient déjà aux yeux des autorités du dangereux militantisme des Noirs, s'avéraient plus dangereux encore lorsqu'ils étaient liés au parti communiste.

D'autres individus liés au parti aggravaient le danger : Benjamin Davis, l'avocat noir qui avait défendu Herndon ; des personnalités d'envergure nationale, comme le chanteur-acteur Paul Robeson et l'universitaire et écrivain W. E. B. Du Bois, qui ne cachaient pas leur soutien et leur sympathie envers le parti communiste. Les Noirs n'étaient pas aussi anticommunistes que les Blancs. Ils ne pouvaient pas se permettre ce luxe tant les alliés étaient rares. Ainsi, si les positions politiques de Herndon, de Du Bois ou de Robeson étaient globalement stigmatisées par l'opinion nationale, leur esprit vindicatif inspirait tout de même la communauté noire.

Le militantisme noir qui avait surgi çà et là pendant les années 1930 fut réduit à l'état de frémissement pendant la Seconde Guerre mondiale, quand l'Amérique dénonçait le racisme chez les autres tout en maintenant chez elle la ségrégation, dans les forces armées comme dans l'industrie, où les Noirs ne pouvaient occuper que les

1. Ensemble d'États dans lesquels la population noire était majoritaire.

emplois sous-payés. Mais lorsque la guerre prit fin, un phénomène nouveau vint raviver la question raciale : la toute première révolte des peuples d'Asie et d'Afrique.

Le président Harry Truman fut contraint de reconnaître le problème au début de la guerre froide avec l'Union soviétique et lorsque les anciennes colonies, partout à travers le monde, se soulevèrent et menacèrent de se rallier au marxisme. Il fallut alors se confronter à la question raciale. D'une part pour apaiser une population noire enhardie par les promesses faites pendant la guerre puis frustrée de ne rien voir venir, d'autre part pour présenter au monde l'image d'une Amérique capable de répondre à la critique communiste permanente dénonçant la question raciale comme l'échec le plus flagrant de la société américaine. Ce que Du Bois avait dit bien des années auparavant, sans réussir à se faire entendre, redevenait évident en 1945 : « La grande question du XXe siècle [serait] celle de la ségrégation raciale. »

À la fin de 1946, le président Truman mit en place un comité des droits civiques qui proposa que les prérogatives du bureau des droits civiques du département de la Justice soient étendues, que l'on crée une commission des droits civiques permanente et que le Congrès vote une loi interdisant les lynchages et toute nouvelle législation discriminante. Le comité suggérait, en outre, que de nouvelles lois soient votées pour mettre fin à la discrimination à l'emploi.

Le comité Truman révélait ouvertement ses motivations. Certes, déclarait-il, il existait une « raison morale », un problème de conscience. Mais il y avait également une « raison économique » – en n'utilisant pas tous les talents disponibles, la discrimination coûtait cher au pays. Enfin, il existait de surcroît une raison d'ordre diplomatique : « Notre position dans le monde de l'après-guerre est si cruciale pour l'avenir que la moindre de nos actions a de gigantesques répercussions. [...] Nous ne pouvons pas nier que notre attitude sur la question des droits civiques est partout mise en cause. La presse écrite et radiophonique ne parle que de cela. [...] Ceux qui proposent des philosophies concurrentes de la nôtre ont souligné – en les travestissant honteusement – nos imperfections. [...] Ils essaient de démontrer que notre démocratie était un pur mensonge et que notre pays se fait l'oppresseur permanent des populations défavorisées. Cela peut sembler ridicule à nos compatriotes, mais il semble que nos amis s'en inquiètent sérieusement. Les États-Unis ne sont pas si forts et le triomphe final de la démocratie n'est pas si assuré que nous puissions nous permettre d'ignorer ce que le reste du monde pense de nous ou de notre attitude. »

Les États-Unis entreprirent donc quelques petites réformes censées avoir de grands effets. Le Congrès, en revanche, se refusa à voter les lois préconisées par le comité des droits civiques. Néanmoins, talonné par le candidat du parti progressiste Henry Wallace, Truman signa, quatre mois avant les élections de 1948, un décret exigeant que l'armée, au sein de laquelle la ségrégation raciale continuait d'être pratiquée, mette en œuvre « aussi vite que possible » une politique d'égalité raciale. Ce décret devait sans doute autant à la proximité des élections présidentielles qu'à la nécessité de préserver le moral des soldats noirs en cette période de guerre probable. Cette déségrégation des forces armées mit plus de dix ans à se concrétiser.

Truman aurait pu publier des décrets exécutifs dans d'autres domaines mais il ne le fit pas. Les Quatorzième et Quinzième Amendements, à l'image des lois votées dans les années 1860-1870, donnaient au président toute autorité pour éliminer la discrimination raciale. La Constitution exigeait que le président applique la loi : aucun président ne le fit jamais, pas plus Truman que les autres. Il demanda par exemple au Congrès de voter une loi qui « proscrive la ségrégation dans les transports entre États ». Cette loi existait déjà depuis 1887 mais n'avait jamais été appliquée.

Dans le même temps, la Cour suprême faisait également quelques progrès – quatre-vingt-dix ans après que la Constitution eut été amendée dans le sens de l'égalité raciale. Pendant la guerre, elle avait déclaré l'illégalité des « primaires blanches » permettant d'exclure les Noirs du vote dans les primaires du parti démocrate (qui elles mêmes constituaient à cette époque les véritables élections dans le Sud).

En 1954, la Cour abandonna définitivement la doctrine de « l'égalité dans la séparation » qu'elle défendait depuis les années 1890. Le NAACP présenta plusieurs cas devant la Cour suprême pour lutter contre la ségrégation scolaire. Dans l'affaire Brown *vs* Board of Education, la Cour déclara que la ségrégation raciale des écoliers « engendre un sentiment d'infériorité [...] qui peut affecter les cœurs et les esprits de manière probablement définitive ». Dans le domaine de l'enseignement public, ajoutait-elle, « la doctrine dite de "l'égalité dans la séparation" n'a pas sa place ». La Cour n'insistait pas pour que la situation change immédiatement : un an après, elle demandait que la déségrégation s'applique avec « toute la rapidité requise ». Dix ans plus tard, en 1965, malgré « toute la rapidité requise », plus de 75 % des écoles du Sud continuaient de pratiquer la ségrégation scolaire.

Cette décision était néanmoins spectaculaire. Aux États-Unis – en tout cas aux yeux de ceux qui ne se méfient jamais assez du fossé existant entre les intentions affichées et les faits avérés –, elle passa pour un signe encourageant d'évolution. On fit alors savoir au reste du monde que le gouvernement américain avait aboli la ségrégation.

Ce qui paraissait être aux yeux des autres une fulgurante avancée ne satisfaisait pourtant pas les Noirs. Au début des années 1960, ils se soulevèrent dans tout le Sud. À la fin des années 1960, ils étaient engagés dans de violentes émeutes qui secouèrent une centaine de villes du Nord. Elles troublèrent profondément tous ceux qui s'étaient empressés d'oublier les années d'esclavage et d'humiliations quotidiennes qui s'exprimaient, pourtant, à travers la poésie, la musique, les explosions sporadiques de colère et, le plus souvent, le silence obstiné. La mémoire collective noire gardait aussi le souvenir de toutes les promesses faites, lois votées et décisions prises qui s'étaient révélées sans lendemain.

Chez ce peuple, gardien d'une telle mémoire et confronté aux bégaiements quotidiens de l'histoire, la révolte était prête à éclater à tout moment, provoquée par une conjonction imprévisible d'événements. C'est ce qu'il advint fin 1955 à Montgomery, capitale de l'Alabama.

Trois mois après son arrestation, Rosa Sparks, couturière âgée de quarante-trois ans, expliquait pourquoi elle avait refusé d'obéir aux législations discriminantes de Montgomery sur la ségrégation dans les bus municipaux. Pourquoi, finalement, elle était allée s'asseoir dans la section « blanche » d'un bus : « D'abord, j'avais travaillé dur toute la journée. J'étais vraiment fatiguée après cette journée de travail. Mon travail, c'est de fabriquer les vêtements que portent les Blancs. Ça ne m'est pas venu comme ça à l'esprit mais c'est ce que je voulais savoir : quand et comment pourrait-on affirmer nos droits en tant qu'êtres humains ? [...] Ce qui s'est passé, c'est que le chauffeur m'a demandé quelque chose et que je n'ai pas eu envie de lui obéir. Il a appelé un policier et j'ai été arrêtée et emprisonnée. »

Les Noirs de Montgomery appelèrent à manifester. Ils décidèrent de boycotter les transports municipaux et la plupart d'entre eux, délaissant les cars de ramassage chargés de les conduire au travail, s'y rendirent à pied. La municipalité réagit en accusant et en emprisonnant une centaine d'organisateurs du boycott. Certains ségrégationnistes blancs se livrèrent à des violences. Quatre bombes explosèrent dans des temples afro-américains. On déposa une

bombe au domicile de Martin Luther King Jr, pasteur de vingt-sept ans né à Atlanta et l'un des principaux responsables du boycott. Malgré toutes les violences, la communauté noire de Montgomery ne baissa pas les bras : en novembre 1956, la Cour suprême interdisait la ségrégation dans les transports municipaux.

Montgomery allait servir de modèle au vaste mouvement de protestation qui secouerait le Sud pendant les dix années suivantes : rassemblements religieux pleins de ferveur, hymnes chrétiens adaptés aux luttes, références à l'idéal américain trahi, engagement de non-violence, volonté farouche de lutter jusqu'au sacrifice. Un reporter du *New York Times* relata une réunion qui s'était déroulée à Montgomery pendant le boycott : « Les uns après les autres, tous les responsables noirs mis en accusation ont pris la parole hier soir dans un temple baptiste bondé pour exhorter leurs camarades à ne pas prendre les bus municipaux et à "marcher aux côtés de Dieu". Plus de deux mille Noirs s'étaient entassés dans cette église, du sous-sol au balcon et jusque dans la rue. Ils chantaient, priaient, s'évanouissaient dans les travées à cause de la chaleur étouffante. Ils s'engageaient encore et encore à la "résistance passive". Sous cette bannière, ils ont, pendant quatre-vingts jours, observé obstinément le boycott des bus municipaux. »

Lors de cette réunion, Martin Luther King donna un aperçu de ce talent oratoire qui allait bientôt entraîner des millions de gens à exiger avec lui la justice raciale. Il déclara que ce mouvement de protestation ne concernait pas seulement les bus mais toutes ces choses « qui s'enracinent dans les archives de l'histoire ». Il ajoutait : « Nous avons subi les humiliations ; nous avons supporté les injures ; nous avons été maintenus dans la plus profonde oppression. Et nous avons décidé de nous dresser, armés de la seule protestation. C'est une des plus grandes gloires de l'Amérique que de garantir le droit de protester. Même si nous sommes arrêtés chaque jour, si nous sommes exploités chaque jour, si nous sommes piétinés chaque jour, ne laissez jamais quelqu'un vous abaisser au point de vous forcer à le haïr. Nous devons user de l'arme de l'amour. Nous devons faire preuve de compassion et de compréhension envers ceux qui nous détestent. Nous devons réaliser que tant de gens ont appris à nous détester et qu'ils ne sont finalement pas totalement responsables de la haine qu'ils nous portent. Mais nous nous tenons au tournant de la vie et c'est toujours l'aube d'un nouveau jour. »

L'insistance de Martin Luther King sur les notions d'amour et de non-violence fut particulièrement efficace pour faire naître un mou-

vement national de soutien de la part des Noirs comme des Blancs. Certains Noirs regrettaient cependant la naïveté du message. S'il existait certes des gens que l'on pouvait convaincre par l'amour, il en existait d'autres qu'il fallait combattre plus durement et pas toujours par la non-violence. Deux ans après le boycott de Montgomery, un ancien soldat du nom de Robert Williams, président du NAACP de Monroe, se rendit célèbre en expliquant que les Noirs devaient se défendre eux-mêmes contre la violence, par les armes si nécessaire. Lorsque des hommes du Ku Klux Klan s'en prirent au domicile de l'un des responsables du NAACP, Williams et d'autres Noirs répliquèrent à coups de fusil. Le Klan quitta bientôt les lieux. (De la même manière, une attaque du Klan contre une communauté indienne de Caroline du Nord avait été mise en déroute par des Indiens en armes.)

Néanmoins, au cours des années qui suivirent, les Noirs s'en tinrent à la non-violence. Le 1er janvier 1960, quatre jeunes gens du collège noir de Greensboro (Caroline du Nord) décidèrent d'aller déjeuner à la cafétéria du magasin Woolworth, où seuls les Blancs étaient admis. On refusa de les servir. Comme ils s'obstinaient, on ferma la cafétéria pour la journée. Ils revinrent le lendemain et les jours suivants. D'autres Noirs vinrent silencieusement se joindre à eux.

La stratégie de *sit-in* se répandit au cours des deux semaines suivantes dans une cinquantaine de villes de cinq États du Sud. Ruby Doris Smith, une jeune étudiante du Spellman College d'Atlanta âgée de dix-sept ans, entendit parler des événements de Greensboro : « Quand le comité des étudiants se mit en place, j'ai demandé à ma sœur aînée de m'inscrire sur la liste. Et lorsque deux cents étudiants furent choisis pour la première manifestation, j'en étais. [...] Je me suis mise dans la queue du self-service du Capitol State avec six autres étudiants. Quand on est arrivés à la caisse, ils n'ont pas voulu de notre argent. [...] Le lieutenant gouverneur est venu et nous a ordonné de partir. Comme on ne voulait pas, ils nous ont conduits en prison. »

Dans son appartement de Harlem, Bob Moses, un jeune professeur de mathématiques, vit une photo des manifestants de Greensboro dans les journaux. « Les étudiants sur cette photo avaient un drôle de regard. Un mélange de colère, d'obstination et de résolution. Avant, les nègres du Sud semblaient toujours sur la défensive, craintifs. Cette fois, c'était eux qui prenaient l'initiative. Ils avaient à peu près mon âge et je savais que cela me concernait moi aussi. »

Les manifestants furent souvent brutalisés, mais la volonté de lutter contre la ségrégation résista à cette violence. Au cours des douze mois suivants, plus de cinquante mille personnes, pour la plupart des Noirs mais aussi quelques Blancs, participèrent à des actions de toutes sortes dans une centaine de villes. Plus de trois mille six cents individus furent emprisonnés. À la fin de 1960, les restaurants de Greensboro et de bien d'autres villes étaient enfin accessibles aux Noirs.

Un an après les événements de Greensboro, un mouvement du Nord luttant pour l'égalité raciale, le CORE (Congress of Racial Equality), organisa ce qu'on a appelé les « Freedom Rides », au cours desquels Blancs et Noirs se rendaient ensemble en bus dans le Sud, mettant ainsi en cause les pratiques discriminatoires des transports entre États. Ces pratiques étaient illégales depuis bien longtemps, mais les autorités fédérales n'avaient jamais contraint les États du Sud à appliquer la loi. Le président de l'époque, John F. Kennedy, semblait d'autant plus timide sur la question raciale qu'il était avant tout soucieux de s'assurer le soutien des dirigeants sudistes du parti démocrate.

Les deux bus qui quittèrent Washington DC le 4 mai 1961 à destination de La Nouvelle-Orléans n'y arrivèrent jamais. En Caroline du Sud, les voyageurs furent roués de coups et en Alabama un bus fut incendié. Les Freedom Riders furent agressés à coups de poing et de barre de fer. La police du Sud comme le gouvernement fédéral ne firent rien pour empêcher ces violences. Des agents du FBI, présents en tant qu'observateurs, prirent des notes sans intervenir.

C'est alors que les initiateurs de la stratégie du *sit-in*, qui venaient de former le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) et pratiquaient un activisme non violent mais néanmoins militant, organisèrent une autre de ces Freedom Rides entre Nashville et Birmingham. Avant le départ, ils téléphonèrent au département de la Justice pour demander une protection. Selon Ruby Doris Smith, « le département [avait] répondu qu'il n'en était pas question. Qu'il ne pouvait protéger personne, mais que si quelque chose arrivait il mènerait une enquête. Vous voyez ce que je veux dire ».

Les voyageurs, Blancs et Noirs confondus, furent arrêtés à Birmingham (Alabama) et passèrent une nuit en prison. On les mena ensuite à la frontière du Tennessee. Ils revinrent cependant à Birmingham, puis prirent le car pour Montgomery, où ils furent copieusement matraqués par des Blancs. La bataille fut sanglante. Le voyage prit fin à Jackson, au Mississippi.

Lorsque ces Freedom Rides commencèrent à attirer l'attention de la presse internationale, le gouvernement devint attentif à prévenir toute violence future. Le ministre de la Justice, Robert Kennedy, plutôt que de rappeler le droit de voyager librement, accepta que les voyageurs soient arrêtés à Jackson en échange de la protection de la police du Mississippi. Dans *Kennedy Justice*, Victor Navasky note que Robert Kennedy « n'hésitait pas à troquer la liberté constitutionnelle de mouvement des Freedom Riders contre la protection de leur droit à la vie ».

Une fois jetés en prison, ils ne se soumettaient pas pour autant. Ils résistèrent, protestèrent, chantèrent et exigèrent qu'on respecte leurs droits. Quelques années plus tard, Stokely Carmichael se souvenait qu'ils avaient chanté dans les cellules de la prison de Parchman (Mississippi). Lorsque le shérif les menaça de faire retirer leurs matelas : « J'ai sauté sur le matelas et j'ai déclaré : "J'estime que nous y avons droit et je pense que vous êtes injuste." Alors il a hurlé : "Je ne veux pas écouter tes conneries, négro", et il m'a attaché par les poignets. Je voulais pas bouger et j'ai commencé à chanter un truc du genre "Je vais dire à Dieu comment tu me traites" et tout le monde a repris en chœur. Tyson ne savait vraiment plus où se mettre. Il a appelé ses collègues et a dit : "Foutez-le là-dedans." Puis il est sorti en claquant la porte. Tout le monde a pu garder son matelas. »

À Albany (Géorgie), une petite ville du Sud profond où régnait encore une atmosphère digne de l'époque de l'esclavage, des manifestations furent organisées. Sur une communauté de vingt-deux mille Noirs, près d'un millier d'individus furent emprisonnés pour avoir manifesté, s'être rassemblés et avoir protesté contre la ségrégation et la discrimination. Dans cette manifestation, comme dans toutes celles qui avaient lieu dans le Sud, on trouvait des enfants. Une nouvelle génération se formait sur le terrain. Le chef de la police d'Albany, relevant après une arrestation massive les noms des manifestants, se trouva devant un enfant de neuf ans à qui il demanda son nom. « Liberté Liberté », répondit celui-ci.

Il est impossible de mesurer l'effet que ce mouvement de protestation dans le Sud eut sur l'ensemble de la jeunesse noire de l'époque, ou même d'identifier le processus par lequel certains d'entre eux devinrent plus tard des militants et des leaders. Dans le comté de Lee (Géorgie), après les événements de 1961-1962, un adolescent noir du nom de James Crawford adhéra au SNCC et se mit à accompagner les Noirs dans les bureaux de vote du comté. Un jour, le responsable des listes électorales s'approcha de lui. Un autre membre du SNCC prit en note la conversation :

FONCTIONNAIRE – Qu'est-ce que vous voulez ?

CRAWFORD – J'accompagne cette dame pour qu'elle s'inscrive sur les listes.

FONCTIONNAIRE *(après lui avoir donné un document à remplir et l'avoir fait sortir de la salle)* – Pourquoi avez-vous amené cette femme ici ?

CRAWFORD – Parce qu'elle veut être une citoyenne à part entière comme vous tous ici.

FONCTIONNAIRE – Qui es-tu pour accompagner les gens qui s'inscrivent ?

CRAWFORD – C'est mon boulot.

FONCTIONNAIRE – Imagine que tu prennes deux balles dans la tête tout de suite...

CRAWFORD – Je finirai par mourir de toute façon.

FONCTIONNAIRE – Si c'est pas moi qui le fais, je peux demander à quelqu'un d'autre. *(Pas de réponse.)* T'as les foies ?

CRAWFORD – Non.

FONCTIONNAIRE – Imagine que quelqu'un passe la porte et te fasse sauter la tête, là, maintenant. Qu'est-ce que tu ferais ?

CRAWFORD – Je ne pourrais rien faire. Mais si on me tire dans la tête, les gens viendront ici de tout le pays.

FONCTIONNAIRE – Quels gens ?

CRAWFORD – Ceux pour qui je travaille.

En 1963, à Birmingham, des milliers de Noirs se retrouvèrent dans la rue confrontés aux matraques de la police, aux gaz lacrymogènes, aux lances d'incendie. À la même période, dans le Sud profond, les jeunes militants du SNCC, pour la plupart des Noirs mais aussi quelques Blancs, visitaient les communautés noires de Géorgie, de l'Alabama, du Mississippi et de l'Arkansas. Secondés par des personnalités noires locales, ils incitaient les Noirs à s'inscrire sur les listes électorales, à voter, à protester contre le racisme et à s'opposer courageusement à la violence. Le département de la Justice fit état de mille quatre cent douze manifestations en trois mois au cours de l'année. Les emprisonnements furent innombrables, les bastonnades très fréquentes. La peur se réinstallait dans les communautés. Un jeune étudiant noir de dix-neuf ans, Carvert Neblet, qui travaillait avec le SNCC dans le comté de Terrell (Géorgie), déclarait : « J'ai parlé avec un aveugle qui est très intéressé par le mouvement des droits civiques. Il est avec le mouvement depuis le début. Bien qu'il soit aveugle, cet homme veut tout savoir sur l'alphabétisation. Imaginez un peu, alors que tant d'autres ont peur que les Blancs brûlent leur maison, les tuent ou les expulsent de chez eux, un vieil aveugle de soixante-dix ans veut participer à nos réunions. »

À l'approche de l'été 1964, le SNCC et d'autres groupes qui travaillaient ensemble pour les droits civiques et se voyaient confrontés à une recrudescence de violence décidèrent de faire appel à la jeunesse américaine pour attirer l'attention sur la situation au Mississippi. Dans cet État comme dans bien d'autres, le FBI et les représentants du département de la Justice assistaient en spectateurs aux événements au cours desquels les militants des droits civiques étaient battus et emprisonnés, et les lois fédérales bafouées.

Au début de juin 1964, le mouvement des droits civiques loua un théâtre à quelques pas de la Maison-Blanche. Des bus entiers de Noirs venus du Mississippi se rendirent à Washington pour témoigner des violences qu'ils y subissaient et du danger qui guettait les volontaires qui s'y rendaient. Des spécialistes de droit constitutionnel certifièrent que le gouvernement avait le pouvoir légal de les protéger contre de telles violences. Le procès-verbal de cette journée de témoignages fut adressé au président Johnson et au ministre de la Justice, Robert Kennedy, accompagné d'une demande de protection fédérale. Il n'y fut jamais répondu.

Douze jours après cette réunion publique, trois militants des droits civiques, un jeune Noir du Mississipi, James Chaney, et deux volontaires blancs, Andrew Goodman et Michael Schwerner, étaient arrêtés à Philadelphie (Mississippi). Après avoir été libérés en pleine nuit, puis enlevés et roués de coups, ils furent assassinés. Un témoignage permit finalement d'envoyer en prison le shérif, un shérif adjoint et quelques autres individus. Ces meurtres avaient eu lieu après les refus réitérés du gouvernement fédéral, sous Kennedy, sous Johnson, comme sous tout autre président des États-Unis, de protéger les Noirs contre les violences qu'ils subissaient.

Le mécontentement contre le gouvernement s'accrut. Au cours de ce même été, lors de la convention nationale des démocrates d'Atlantic City (New Jersey), des Noirs demandèrent à siéger avec la délégation du Mississippi pour représenter les 40 % de Noirs de cet État. Les dirigeants libéraux démocrates, parmi lesquels le candidat à la vice-présidence Hubert Humphrey, rejetèrent cette demande.

Devant la révolte noire, les troubles et leurs répercussions internationales, le Congrès finit par réagir. Des lois sur les droits civiques avaient été votées en 1957, 1960 et 1964. Elles promettaient l'égalité devant le suffrage et devant l'emploi mais étaient restées bien souvent lettre morte. En 1965, le président Johnson présenta une loi sur le droit de vote que le Congrès renforça et vota. Elle garantissait la protection fédérale du droit de s'inscrire sur les listes électorales et du droit de vote. Les effets de cette loi furent

spectaculaires. En 1952, un million de Noirs étaient inscrits sur les listes électorales dans les États du Sud (20 % de ceux qui avaient le droit de vote). En 1964, leur nombre passait à deux millions. En 1968 ils étaient trois millions (60 %, le même pourcentage que chez les électeurs blancs).

Le gouvernement fédéral essayait – sans pour autant engager de véritables changements – de maîtriser une situation explosive. Il fallait canaliser cette colère par les mécanismes classiques d'apaisement : vote, pétitions et manifestations autorisées. Quand les responsables noirs du mouvement des droits civiques décidèrent d'organiser une gigantesque marche sur Washington, à l'été 1963, pour protester contre l'incapacité de la nation à résoudre la question raciale, le président Kennedy et les autres dirigeants nationaux s'empressèrent de récupérer le projet et le transformèrent en rassemblement œcuménique.

C'est à cette occasion que Martin Luther King fit, devant deux cent mille Américains blancs et noirs, son fameux discours « I have a dream... ». Discours superbe, certes, mais totalement dénué de cette colère que ressentaient de nombreux Noirs. John Lewis, un jeune responsable du SNCC originaire d'Alabama qui avait été arrêté et battu de nombreuses fois, tenta d'exprimer ce sentiment d'indignation. Il en fut empêché par les organisateurs de la marche qui insistèrent pour qu'il renonce à certaines critiques très dures sur le gouvernement et à ses appels à l'action directe.

Dix-huit jours après le rassemblement de Washington, comme une expression du mépris affiché envers cette modération, une bombe explosait dans le sous-sol d'une église noire à Birmingham, tuant quatre fillettes qui assistaient au catéchisme.

Si le président Kennedy avait apprécié la « profonde ferveur et la dignité calme » de la marche, le militant noir Malcolm X était probablement plus en accord avec les véritables sentiments de la communauté noire. À Detroit, deux mois après la marche sur Washington et l'attentat de Birmingham, Malcolm X déclarait dans son style rythmé, puissant et incisif : « Les Noirs étaient là, dans les rues. Ils discutaient de leur projet de marche sur Washington. [...] Ils allaient marcher sur Washington, sur le Sénat, sur la Maison-Blanche, sur le Congrès et leur lier les mains, les forcer à s'arrêter et empêcher le gouvernement de fonctionner. Ils disaient même qu'ils iraient à l'aéroport et s'allongeraient sur les pistes pour empêcher les avions d'atterrir. Je dis juste ce qu'ils disaient. C'était la révolution. Oui, c'était la révolution. La révolution noire. C'était le peuple, là, dans la rue. Les Blancs avaient une peur bleue, le pouvoir blanc à Washington DC avait une peur bleue. J'étais là. Quand ils ont

compris que ce bulldozer noir allait descendre vers la capitale, ils ont appelé [...] ces responsables noirs que vous respectez tant et leur ont dit : "Arrêtez tout." Kennedy a dit : "Écoutez, vous laissez aller les choses un peu trop loin." Et le Vieux Tom a répondu : "Patron, je peux pas l'arrêter parce que c'est pas moi qui l'ai démarré." Je vous dis ce qu'ils ont dit : "Je suis même pas dans le coup, alors vous pensez si j'y peux quelque chose." Ils disaient : "Ce sont ces nègres qui font les choses par eux-mêmes. Ils se débrouillent sans nous, maintenant." Alors l'autre vieux renard a dit : "Si vous êtes pas dans le coup, moi je vais vous y mettre. Je vais vous mettre à la tête de tout ça. Je le prendrai à mon compte, j'approuverai, j'aiderai et, même, j'en serai." C'est ce qu'ils ont fait avec la marche sur Washington. Ils y sont allés eux aussi [...], sont devenus partie prenante de la marche et puis ont ramassé la mise. Et puisqu'ils dirigeaient, tout ça a perdu toute énergie militante. Plus de colère, plus de pression, plus de radicalité. D'ailleurs, ce n'était même plus une marche, c'était un pique-nique, un véritable cirque. Rien qu'un cirque avec les clowns et tout le tralala. [...] Mieux encore, c'était une trahison, un coup d'État. Ils contrôlaient tout cela si bien qu'ils ont dit à tous ces nègres quand il fallait arriver en ville, où s'arrêter, quels signes distinctifs porter, quelles chansons chanter, ce qu'ils pouvaient dire. Après, ils les ont renvoyé se coucher. »

La pertinence de cette description ironique de l'événement est avérée par celle qu'en fit l'autre camp – celui des autorités – par l'intermédiaire du conseiller à la Maison-Blanche, Arthur Schlesinger, dans son livre *A Thousand Days*. Il y rappelle que Kennedy avait rencontré les leaders des mouvements pour les droits civiques afin de les prévenir que la marche « créerait une atmosphère de chantage », au moment même où le Congrès s'apprêtait à voter une loi sur les droits civiques. A. Philip Randolph répondit que, « les Noirs étant déjà dans la rue, il serait quasiment impossible de les faire rentrer chez eux ». Schlesinger affirme que « la rencontre avec le président persuada les leaders noirs de ne pas assiéger le Capitole ». Il décrit ensuite la marche sur Washington puis conclut : « C'est ainsi que, en 1963, Kennedy réussit à intégrer la révolution noire dans la coalition démocratique. »

Mais cela ne réussit pas. Les Noirs pouvaient difficilement s'intégrer à la « coalition démocratique » quand les bombes continuaient d'exploser dans les lieux de culte et que les nouvelles lois sur les « droits civiques » ne changeaient fondamentalement rien à leur condition. Au printemps 1963, le taux de chômage des Blancs était de 4,8 %. Il atteignait les 12,1 % chez les non-blancs. Si l'on en croit les estimations gouvernementales, un cinquième

de la population blanche vivait en dessous du seuil de pauvreté, contre 50 % de la population noire. Les décrets sur les droits civiques insistaient sur le droit de vote, mais le vote n'était certes pas la solution appropriée aux problèmes du racisme et de la pauvreté. Les Noirs de Harlem, qui votaient déjà depuis des années, continuaient de vivre dans des taudis infestés de rats.

Ce fut précisément pendant ces années 1964-1965, au cours desquelles le Congrès vota les lois sur les droits civiques, qu'eurent lieu de nombreuses émeutes à travers tout le pays : en Floride, après l'assassinat d'une femme noire et une menace d'attentat à la bombe contre un lycée noir ; à Cleveland, lorsqu'un prédicateur noir fut tué alors qu'il protestait pacifiquement contre la discrimination raciale dans la profession du bâtiment ; à New York, quand un jeune Noir de quinze ans fut abattu au cours d'une altercation avec un policier en dehors de son service. Rochester, Jersey City, Chicago et Philadelphie connurent également des émeutes.

En août 1965, alors que Lyndon Johnson signait l'importante loi sur le droit de vote qui garantissait la protection fédérale des Noirs lors de leur inscription sur les listes électorales, le ghetto noir de Watts, à Los Angeles, se souleva et fut le théâtre des plus violentes émeutes urbaines depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ces émeutes répondaient à la brutale arrestation d'un jeune conducteur noir, le matraquage d'un témoin oculaire et l'arrestation d'une jeune femme injustement accusée d'avoir craché sur les policiers. Les émeutiers occupèrent les rues puis brûlèrent et pillèrent les boutiques. Appelées à la rescousse, la police et la garde nationale firent usage de leurs armes : trente-quatre morts (pour la plupart des Noirs), des centaines de blessés et quatre mille arrestations. Robert Conot, un journaliste de la côte Ouest, écrivit dans son livre *Rivers of Blood, Years of Darkness* : « À Los Angeles, les Noirs déclaraient qu'ils ne tendraient plus jamais l'autre joue. Que, frustrés et piqués à vif, ils se défendraient, même si la violence n'était pas forcément la meilleure solution. »

À l'été 1966, les émeutes se multiplièrent ; jets de pierres, pillages et incendies de la part des Noirs de Chicago et fusillades de la part des gardes nationaux. Trois Noirs y perdirent la vie, dont un jeune garçon de treize ans et une jeune fille de quatorze ans qui attendait un enfant. À Cleveland, où la garde nationale avait reçu pour mission de mater une révolte de la communauté noire, quatre Noirs furent abattus, deux par des soldats et deux par des civils blancs.

Il paraissait évident, désormais, que la non-violence du mouvement, qui pouvait être considérée comme stratégiquement nécessaire dans la situation spécifique du Sud, où elle permettait d'attirer

l'attention de l'opinion publique nationale sur la ségrégation sudiste, ne résolvait pas le problème de la misère dans les ghettos noirs. En 1910, 90 % des Noirs vivaient dans le Sud. Mais en 1965, 81 % de la récolte de coton dans le delta du Mississippi s'effectuait à l'aide de machines. Entre 1940 et 1970, quatre millions de Noirs connurent l'exode rural. En 1965, 80 % des Noirs vivaient dans les villes et 50 % d'entre eux habitaient dans le Nord.

Une nouvelle attitude prenait corps au sein du SNCC et parmi de nombreux militants noirs. Un jeune écrivain noir, Julius Lester, évoque cette désillusion : « Maintenant c'est fini. L'Amérique a eu plusieurs fois l'occasion de montrer ce que signifiait réellement "tous les hommes ont été dotés de certains droits inaliénables". [...] Maintenant c'est fini. Ce n'est plus l'heure d'entonner des hymnes à la liberté et de répondre aux balles et aux matraques par l'Amour. [...] L'amour est fragile et doux et demande une réponse du même type. Ils ont chanté : "J'aime tout le monde", en esquivant de justesse les briques et les bouteilles qu'on leur jetait. Désormais ils chantent : "Trop d'amour, trop d'amour / Rien ne tue tant un nègre que trop d'amour." »

Ce fut en 1967 qu'éclatèrent dans les ghettos noirs du pays les plus importantes émeutes urbaines de l'histoire des États-Unis. Selon le rapport du National Advisory Committee on Urban Disorders, elles « impliquaient des Noirs s'en prenant aux symboles locaux de la société blanche américaine » – symboles de l'autorité et de la propriété dans les quartiers noirs – plus qu'aux personnes elles-mêmes. Le comité faisait état de huit émeutes majeures, trente-trois soulèvements « sérieux mais de moindre envergure » et cent vingt-trois « désordres mineurs ». Quatre-vingt-trois personnes, habitant pour la plupart Detroit et Newark, furent tuées. « L'immense majorité des individus tués ou blessés au cours de l'ensemble de ces événements étaient des civils noirs. »

Selon ce rapport, l'« émeutier standard » était jeune, avait abandonné les études mais était « néanmoins plus cultivé que ses voisins noirs ne participant pas aux désordres » et « le plus souvent sous-employé ou employé à un poste subalterne ». Il était généralement « fier de sa race, extrêmement hostile aux Blancs et aux Noirs de la classe moyenne et, bien que s'intéressant à la politique, extrêmement méfiant envers le système ».

Le rapport accusait le « racisme blanc » d'être à l'origine de ces émeutes et identifiait les ingrédients du « mélange explosif qui régnait dans [les] villes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ». « La discrimination généralisée et la ségrégation à l'emploi, dans les écoles et dans l'attribution des logements, [...] et la

concentration accrue des populations noires déshéritées dans les plus grandes villes entraînent une crise grandissante des équipements et des services ainsi qu'une incapacité à répondre aux besoins fondamentaux des personnes. [...] Dans ce nouvel état d'esprit qui s'est répandu chez les Noirs, particulièrement chez les jeunes, l'estime de soi et la fierté de la race ont remplacé l'apathie et la soumission au "système". »

Mais ce rapport lui-même était un des instruments classiques utilisés par le système lorsqu'il est menacé par la rébellion : mettre en place un comité et publier un rapport. Ce rapport, même sans effets pratiques, était censé apaiser la révolte.

Mais tout ne se passa pas comme prévu. Le mot d'ordre était désormais « Black Power », c'est-à-dire l'expression d'une méfiance à l'égard de tout « progrès » offert ou accordé aux Noirs par les Blancs. Un rejet du paternalisme. Peu de Noirs (et tout aussi peu de Blancs, d'ailleurs) connaissaient ces propos de l'écrivain blanc Aldous Huxley : « Les libertés ne se donnent pas, elles se prennent. » C'est pourtant ce que signifiait le « Black Power », outre une certaine fierté de race, l'accent mis sur l'indépendance des Noirs et souvent même sur l'idée du séparatisme. Malcolm X fut sans conteste le porte-parole le plus convaincant de cette mouvance. Après son assassinat en 1965 – dont les causes restent aujourd'hui encore obscures –, il fit figure de véritable martyre. Des centaines de milliers de personnes lurent son *Autobiography*, au point qu'il devint plus influent mort qu'il ne l'avait été de son vivant.

Si Martin Luther King continuait d'être respecté, il fut peu à peu supplanté par de nouveaux héros : par exemple Huey Newton, des Black Panthers. Ces derniers avaient des armes et prônaient l'autodéfense.

À la fin de 1964, Malcolm X s'était adressé à des étudiants du Mississippi qui visitaient Harlem : « Vous obtiendrez la liberté en faisant savoir à votre ennemi que vous ferez tout ce qui est en votre pouvoir pour obtenir votre liberté. Ce n'est qu'alors que vous l'obtiendrez. C'est le seul moyen de l'obtenir. Si vous agissez ainsi, ils vous traiteront de « négro enragé » ou plutôt de « Noir enragé », car ils ne disent plus « négro ». Ou bien ils vous qualifieront d'extrémistes ou de révolutionnaires ou de traîtres ou de rouges ou de radicaux. Mais si vous êtes suffisamment nombreux à être radicaux et que vous le restez suffisamment longtemps, vous obtiendrez votre liberté. »

Le Congrès réagit aux émeutes urbaines de 1967 en votant une nouvelle loi sur les droits civiques en 1968. Cette loi était censée renforcer la législation contre les violences commises à l'encontre

des Noirs. Si elle alourdissait les sanctions prises contre ceux qui privaient les Noirs de leurs droits civiques, elle précisait néanmoins que « les dispositions de cette loi ne [s'appliqueraient] pas aux actes ou négligences commis par les officiers du maintien de l'ordre, les membres de la garde nationale, [...] les soldats des forces armées américaines qui auraient été engagés dans la lutte contre les émeutes ou les désordres civils. »

En outre, cette loi comportait également une section – concédée par les libéraux du Congrès – qui prévoyait cinq ans d'emprisonnement pour quiconque se déplacerait d'un État à un autre ou utiliserait les services fédéraux (dont la poste et le téléphone) pour « organiser, promouvoir, encourager ou participer à une émeute ». La définition de l'émeute était la suivante : tout acte commis par trois personnes ou plus, présentant des risques de violence. La première personne poursuivie dans le cadre de cette loi sur les droits civiques fut un jeune responsable noir du SNCC, H. Rap Brown, qui avait fait un discours furieux dans la ville de Maryland avant que n'y éclatent des émeutes raciales. Plus tard, cette loi allait être également utilisée contre des manifestants pacifistes à Chicago (les « Huit de Chicago »).

Martin Luther King lui-même s'inquiétait de plus en plus des problèmes générés par la pauvreté que les lois sur les droits civiques ignoraient. Au printemps 1968, il s'emporta contre la guerre du Vietnam malgré le conseil de certains dirigeants noirs qui craignaient de perdre des alliés à Washington. Il établissait un lien direct entre la guerre et la pauvreté : « Nous devons inévitablement soulever la question du tragique renversement des priorités. Nous dépensons tout cet argent pour la mort et la destruction alors que nous n'en accordons pas assez pour la vie et le développement. [...] Lorsque les armes de guerre deviennent une obsession nationale, les impératifs sociaux en souffrent inévitablement. »

Dès lors, King devint une des cibles privilégiées du FBI, qui enregistrait ses conversations téléphoniques privées, lui envoyait de fausses lettres de menaces, le menaçait directement, le faisait chanter et lui conseillait même dans une lettre anonyme de se suicider. Certains rapports internes du FBI prouvent que l'on a tenté un moment de lui trouver un remplaçant parmi les dirigeants noirs. Comme le constate un rapport sénatorial de 1976, le FBI cherchait « à détruire le révérend Martin Luther King ».

King s'intéressait à des questions trop délicates. Il continuait de prôner la non-violence. Il pensait que les émeutes nuisaient à la cause, mais elles exprimaient un état d'esprit qu'il ne pouvait pas

ignorer. La non-violence, déclarait-il, ne pouvait être qu'un « acte militant de masse ». Il envisageait un « campement des pauvres » à Washington – cette fois-ci sans le consentement paternaliste du président. Un jour qu'il était à Memphis (Tennessee) pour apporter son soutien à une grève des éboueurs, il fut assassiné sur le balcon de son hôtel par un tireur non identifié. Le campement des pauvres eut tout de même lieu mais fut finalement dispersé par les forces de police, exactement comme la Bonus Army des vétérans de la Première Guerre mondiale l'avait été en 1932.

L'assassinat de Martin Luther King entraîna de nouvelles émeutes urbaines à travers tout le pays. Trente-neuf personnes, dont trente-cinq Noirs, furent tuées. Un faisceau de preuves démontrait que, malgré toutes les lois sur les droits civiques désormais en vigueur, les tribunaux ne protégeaient jamais les Noirs contre la violence et l'injustice.

1. En 1967, au cours des émeutes de Detroit, trois adolescents noirs avaient été assassinés au *Algiers Motel*. Trois policiers de Detroit et un surveillant noir furent jugés pour ce triple meurtre. La défense finit par reconnaître que les quatre hommes avaient tué deux des victimes. Ils furent néanmoins acquittés par le jury.

2. À Jackson (Mississippi), au printemps 1970, la police effectua un tir de barrage de vingt-huit secondes à l'aide de fusils et de mitraillettes sur le campus du Jackson State College. Quatre cents balles furent tirées sur le dortoir des filles, faisant deux morts parmi les étudiants noirs. Un grand jury local estima que l'assaut était parfaitement « justifié » et le juge Harold Cox (nommé par Kennedy) déclara que les étudiants qui se livraient à des désordres publics devaient « s'attendre à être blessés, voire tués ».

3. À l'hôpital de Boston, en avril 1970, un policier tua de cinq balles un Noir désarmé qui l'avait frappé avec une serviette. Le policier fut acquitté par le président du tribunal de Boston.

4. En mai 1970, à Augusta (Géorgie), six Noirs furent tués au cours d'émeutes accompagnées de pillages. Le *New York Times* rendit compte de l'affaire en ces termes : « Un rapport confidentiel émanant des forces de police affirme que cinq des victimes au moins auraient été tuées par la police. [...] Un témoin oculaire de ces incidents mortels affirme qu'il a pu voir un policier noir et son collègue blanc tirer dans le dos d'un homme suspecté de se livrer au pillage. Selon Charles A. Reid, un homme d'affaires de trente-huit ans, les policiers n'auraient fait aucune sommation. »

5. En avril 1970, un jury fédéral de Boston estimait qu'un policier avait fait un « usage excessif de la force » contre deux soldats noirs

de Fort Devens. L'un des deux hommes avait douze points de suture au cuir chevelu. Le juge condamna le policier à 3 dollars de dommages et intérêts.

Il s'agissait de cas « banals », sans cesse répétés tout au long de l'histoire du pays. Des événements sporadiques mais réguliers, nés du racisme ancré dans les institutions et dans la mentalité nationale. Pourtant, il pouvait également s'agir d'un véritable plan contre les militants noirs élaboré par les forces de police et le FBI. Le 4 décembre 1969, peu avant cinq heures du matin, une patrouille de la police de Chicago armée de mitraillettes et de fusils envahissait un appartement où vivaient des Black Panthers. Ils tirèrent entre quatre-vingts et deux cents coups de feu dans l'appartement, tuant sur son lit un militant âgé de vingt et un ans, Fred Hampton, et un de ses camarades, Marck Clark. Des années plus tard, on découvrirait qu'un indicateur, placé par le FBI au sein des Black Panthers, avait fourni à la police un plan de l'appartement signalant l'endroit où dormait Fred Hampton.

Le gouvernement se tournait-il à présent vers le meurtre et le terrorisme parce que les concessions – les lois, les beaux discours, voire la récupération par le président Johnson de l'hymne des droits civiques *We Shall Overcome* – ne servaient à rien ? On apprit plus tard que, pendant toute la période du mouvement des droits civiques, au moment même où le gouvernement faisait des concessions par le biais de lois votées au Congrès, il menait par l'intermédiaire du FBI une politique de harcèlement et de destruction des groupes activistes noirs. Entre 1956 et 1971, le FBI mena un programme de renseignements (le COINTELPRO) qui organisa quelque deux cent quatre-vingt-quinze opérations contre ces groupes. Mais l'activisme noir semblait particulièrement vivace. Selon un rapport confidentiel du FBI adressé au président Nixon en 1970, « un récent sondage indique que près de 25 % de la population noire a un profond respect pour l'action du Black Panthers Party, et cela est particulièrement vrai pour 43 % des Noirs de moins de vingt et un ans ». Sans doute craignait-on que les Noirs ne se détournent du terrain éminemment contrôlable de l'élection pour s'intéresser de plus près au conflit de classes entre les riches et les miséreux. En 1966, à Greenville (Mississippi), soixante-dix Noirs totalement démunis occupèrent un baraquement abandonné de l'armée de l'air jusqu'à ce qu'ils en soient expulsés par les soldats. Une femme du voisinage, Unita Blackwell, déclara à cette occasion : « Pour moi, le gouvernement fédéral a prouvé qu'il ne se souciait absolument pas des pauvres. Tout ce que nous avons exigé

pendant toutes ces années a été écrit noir sur blanc mais sans jamais devenir réalité. Nous, les pauvres du Mississippi, on en a marre. On en a marre, alors on va se prendre en main parce que le gouvernement ne nous représente pas. »

Des émeutes de Detroit en 1967 était née une organisation destinée à encadrer les travailleurs noirs en vue de bouleversements révolutionnaires. La Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires resta en activité jusqu'en 1971 et mobilisa des milliers de personnes à Detroit.

Ce nouvel aspect du militantisme noir était plus dangereux que le mouvement des droits civiques parce qu'il risquait d'unir les travailleurs noirs et blancs autour de la question générale de l'exploitation sociale. En novembre 1963, A. Philip Randolph s'était exprimé devant la convention de l'AFL-CIO sur le mouvement des droits civiques : « Les protestations des Noirs aujourd'hui ne sont que les premiers soubresauts de la "sous-classe". Les Noirs sont aujourd'hui dans la rue, mais les autres chômeurs, toutes races confondues, viendront les y rejoindre. »

On tenta de faire avec les Noirs ce qu'on avait fait, de tout temps, avec les Blancs : intégrer un petit nombre d'entre eux dans le système en leur offrant des avantages économiques. On évoqua le « capitalisme noir ». Des dirigeants de la NAACP et du CORE furent invités à la Maison-Blanche. James Farner (CORE), un ancien militant des Freedom Rides, se vit offrir un poste dans l'administration Nixon. Floyd McKissick (CORE) reçut un prêt gouvernemental de 14 millions de dollars pour mener à bien un projet de logements en Caroline du Nord. Lyndon Johnson avait confié des postes à quelques Noirs au sein de l'Office on Economic Opportunity. Nixon, pour sa part, mit sur pied un Office of Minority Business Enterprise.

La Chase Manhattan Bank et la famille Rockefeller qui la contrôlait s'attachèrent plus particulièrement au développement du « capitalisme noir ». Les Rockefeller avaient toujours patronné financièrement la Urban League et exercé une forte influence sur l'éducation des jeunes Noirs à travers le soutien qu'ils apportaient aux collèges noirs du Sud. David Rockefeller tenta de persuader ses collègues capitalistes : à court terme, le soutien financier apporté aux entreprises détenues par des Noirs ne porterait sans doute pas ses fruits, mais il était néanmoins nécessaire « de créer un environnement dans lequel ces entreprises pourraient continuer de faire des profits pour les quatre, cinq, voire dix années à venir ». Malgré cela, la présence des Noirs dans les affaires restait ridiculement limitée. La plus grande entreprise noire (Motown

Industries) présentait un chiffre d'affaires de 45 millions de dollars en 1974 alors que celui d'Exxon Corporation, par exemple, s'élevait pour sa part à 42 milliards de dollars. Les entreprises dirigées par des Noirs ne comptaient que pour 0,3 % du chiffre d'affaires global des entreprises américaines. S'il n'y avait que très peu d'avancées réelles dans ce domaine, elles étaient en tout cas incroyablement médiatisées. Le fait de voir plus de visages noirs dans les journaux et à la télévision créait un sentiment de changement – et permettait la récupération d'un bon nombre de leaders noirs.

De nouvelles voix s'élevèrent contre ce phénomène. Robert Allen, par exemple, écrivit dans son livre *Black Awakening in Capitalist America* : « Si la communauté dans son ensemble doit en tirer profit, alors l'ensemble de la communauté doit s'organiser afin de gérer collectivement son économie interne et ses relations commerciales avec l'Amérique blanche. Le milieu noir des affaires doit être traité et géré comme un bien social appartenant à l'ensemble de la communauté noire et non comme une propriété privée d'individus ou de groupes restreints d'individus. Cela exige le démantèlement des relations de propriété au sein de la communauté noire et leur remplacement par une économie collective planifiée. »

Dans un fascicule distribué à Boston en 1970 (*Poor Black Woman*), Patricia Robinson évoquait de son côté le lien entre domination masculine et capitalisme. Elle affirmait que la femme noire « est aux côtés de tous les déshérités du monde et se retrouve dans leurs combats révolutionnaires ». Elle déclarait encore que, si la femme noire et pauvre n'avait jamais, par le passé, « remis en question le système social et économique », elle commençait désormais à « remettre en question les abus de la domination masculine et la hiérarchie de classes qui la conforte, c'est-à-dire le capitalisme ».

Une autre femme, Margaret Wright, affirmait qu'elle ne se battrait pas pour l'égalité avec les hommes si cela devait signifier égalité dans le meurtre ou au sein d'une société concurrentielle. « Je ne veux pas me mettre en concurrence sur un foutu niveau d'exploitation. Je ne veux exploiter personne. [...] Je veux juste le droit d'être noire et d'être moi-même. »

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, le système faisait tout ce qu'il pouvait pour contenir l'effrayante capacité explosive des émeutes noires. Les Noirs votaient en grand nombre dans le Sud. Lors de la convention démocrate de 1968, trois délégués noirs participèrent à la délégation du Mississippi. En 1977, plus de deux mille Noirs occupaient des fonctions dans les administrations de onze États du Sud (en 1965, ils n'étaient que soixante-douze). On comptait deux membres noirs au Congrès,

onze sénateurs, quatre-vingt-quinze représentants à la Chambre, deux cent soixante-sept délégués de comté, soixante-seize maires, huit cent vingt-quatre conseillers municipaux, dix-huit shérifs ou chefs des forces de police et cinq cent huit membres de conseils d'écoles. Il s'agissait là d'un progrès spectaculaire. Mais les Noirs, qui représentaient 20 % de la population du Sud, n'y occupaient toujours que 3 % à peine des fonctions électives. Un journaliste du *New York Times*, observant la nouvelle situation en 1977, remarquait que « les Blancs [conservaient] presque toujours le pouvoir économique », même lorsque les Noirs détenaient des fonctions municipales importantes. Après que Maynard Jackson fut devenu maire d'Atlanta, « le milieu blanc des affaires a continué d'exercer son influence ».

Ces Noirs du Sud qui pouvaient se permettre de fréquenter les restaurants et les hôtels des quartiers chics n'étaient plus rejetés pour la couleur de leur peau. De plus en plus de Noirs fréquentaient les collèges et les universités, les écoles de droit et de médecine. Dans les villes du Nord, on organisa même un système de ramassage scolaire[1] pour imposer une mixité scolaire malgré la survivance de la ségrégation raciale dans le domaine du logement. Cependant, rien de tout cela ne put arrêter ce que Frances Piven et Richard Cloward, dans leur livre *Poor People's Movements*, appellent « la destruction de la classe populaire noire » : chômage, détérioration des ghettos, montée du crime, de la drogue et de la violence.

À l'été 1977, le département du Travail annonçait un taux de chômage chez les jeunes Noirs de l'ordre de 35 %. Une petite bourgeoisie composée de Noirs s'était formée et elle améliorait les statistiques globales sur le revenu des Noirs. Il existait pourtant une grande disparité entre la petite bourgeoisie naissante et les laissés-pour-compte. Malgré les opportunités dont avait pu profiter un petit nombre d'individus, le revenu moyen d'une famille noire ne représentait en 1977 que 60 % environ de celui d'une famille blanche. Les Noirs couraient deux fois plus le risque de mourir du diabète, sept fois plus d'être victimes de la violence meurtrière générée par la pauvreté et le désespoir des ghettos.

Au début de 1978, un article du *New York Times* reconnaissait que, « à de très rares exceptions près, les quartiers qui [avaient] connu les émeutes des années 1960 [avaient] très peu changé » et que « la pauvreté s'était étendue à la plupart des grandes villes. »

1. Cette tentative d'organiser la mixité se mua rapidement en un échange entre populations défavorisées : les enfants des ghettos noirs étaient conduits dans les écoles des Blancs pauvres et vice versa – tandis que les enfants des riches allaient dans des écoles privées.

Mais les statistiques ne disent pas tout. Le racisme, qui a toujours été un phénomène national et pas uniquement circonscrit aux États du Sud, se réveilla dans les villes du Nord à mesure que le gouvernement fédéral faisait des concessions aux Noirs défavorisés, les mettant ainsi en concurrence avec les Blancs pauvres pour les rares avantages que le système leur concédait. Les Noirs, que l'on avait affranchis de l'esclavage pour leur permettre de tenir leur rôle dans le système capitaliste, étaient entrés depuis longtemps en conflit avec les Blancs les plus défavorisés pour les rares emplois disponibles. Désormais, avec le processus de déségrégation dans le domaine du logement, les Noirs tentaient de déménager dans des quartiers où les Blancs, eux-mêmes pauvres, entassés les uns sur les autres et mécontents, firent d'eux la cible de leur colère. En novembre 1977, le *Boston Globe* écrivait : « Hier, les six membres d'une famille hispanique ont quitté leur appartement de Savin Hill, à Dorchester, après avoir été victimes pendant toute une semaine de jets de pierres et de bris de fenêtres perpétrés par de jeunes Blancs. Selon la police, il s'agirait d'agressions racistes. »

À Boston, le transport par bus des enfants noirs vers les écoles blanches et vice versa provoqua une série d'agressions de la part des Blancs. Ces ramassages scolaires – financés par le gouvernement en réponse au mouvement noir – étaient une ingénieuse concession faite aux protestataires. Ils entraînèrent une véritable concurrence entre Noirs pauvres et Blancs pauvres pour accéder aux écoles misérables et sous-équipées que le système réservait à tous les pauvres sans discrimination.

La population noire – concentrée dans les ghettos, divisée par l'émergence d'une classe moyenne noire, décimée par la pauvreté, attaquée par le gouvernement et entraînée dans un conflit avec les Blancs les plus démunis – était-elle définitivement maîtrisée ? S'il n'y eut pas à l'évidence de mouvements noirs importants durant les années 1970, une nouvelle conscience noire s'était néanmoins développée et continuait d'exister. En outre, Blancs et Noirs du Sud transgressaient les frontières raciales pour s'unir en une seule classe ouvrière confrontée aux employeurs. En 1971, au Mississippi, deux mille ouvriers de l'industrie du bois, Blancs et Noirs confondus, s'opposèrent à un nouveau procédé de mesure du bois qui entraînait des baisses de salaire. Dans les usines de textile de J. P. Sternes, où quarante-quatre mille ouvriers travaillaient dans quatre-vingt-un sites principalement localisés dans le Sud, Blancs et Noirs militaient dans les mêmes syndicats. En 1977, à Tifton et à Milledgeville (Géorgie), Blancs et Noirs participèrent ensemble aux comités syndicaux de leurs usines.

Un nouveau mouvement noir pourrait-il dépasser les limites du militantisme des années 1960 en faveur des droits civiques ; aller au-delà de la spontanéité des révoltes urbaines des années 1970 ; au-delà du séparatisme pour forger une nouvelle alliance historique entre Blancs et Noirs ? En 1978, il était impossible de le deviner. Cette année-là, six millions de Noirs subissaient le chômage.

Langston Hughes se demandait ce que devient un rêve suspendu : se dessèche-t-il ou bien explose-t-il ? Étant donné les conditions de vie des Noirs en Amérique, il risquait, comme par le passé, d'exploser. Et parce que personne ne pouvait savoir quand elle aurait lieu, cette explosion surprendrait à nouveau immanquablement tout le monde.

Chapitre XVIII
Vietnam : l'impossible victoire

ENTRE 1964 ET 1972, la nation la plus puissante et la plus riche du monde a fourni un gigantesque effort militaire, usant de toutes les armes disponibles, à l'exception de la bombe atomique, pour venir à bout d'un mouvement révolutionnaire nationaliste dans un petit pays à la population essentiellement rurale. En vain. Cette guerre américaine contre le Vietnam fut un combat entre la technologie moderne organisée et des êtres humains organisés. Et ce sont ces derniers qui l'emportèrent.

C'est à l'occasion de cette guerre que se développa le plus important mouvement pacifiste que les États-Unis aient jamais connu. Mouvement qui joua un rôle crucial dans l'arrêt des hostilités. Nous sommes là devant un autre aspect surprenant des années 1960.

À l'automne 1945, le Japon vaincu dut évacuer l'Indochine, ancienne colonie française qu'il avait occupée dès le début de la guerre. Entre-temps, un mouvement révolutionnaire était né dans cette région du monde, résolu à mettre fin à la colonisation et à changer la vie des paysans indochinois. Emmenés par le communiste Ho Chi Minh, les révolutionnaires avaient combattu les Japonais et célébré leur départ, en 1945, de manière spectaculaire avec un million de personnes dans les rues de Hanoi. Ils rédigèrent ensuite une Déclaration d'indépendance inspirée à la fois de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française et de la Déclaration d'indépendance américaine. Le texte débutait ainsi : « Tous les hommes sont égaux. Leur Créateur les a dotés de droits inaliénables parmi lesquels la Vie, la Liberté et la Recherche du bonheur. » À l'image des Américains qui, en 1776, avaient dressé la liste de leurs griefs à l'encontre de

la monarchie anglaise, les Vietnamiens y faisaient part de leurs critiques à l'égard de la domination française : « [Les Français] ont appliqué des lois inhumaines. [...] Ils ont construit plus de prisons que d'écoles. Ils ont impitoyablement assassiné les patriotes et noyé les révoltes dans des flots de sang. Ils ont muselé l'opinion publique. [...] Ils se sont emparés de nos rizières, de nos mines, de nos forêts et de nos matières premières. [...] Ils ont institué des taxes injustes et plongé notre peuple et plus particulièrement les paysans dans la plus extrême misère. [...] Entre la fin de l'année dernière et le début de cette année [...], plus de deux millions de nos concitoyens sont morts de faim. [...] Le peuple vietnamien tout entier, animé par un objectif commun, est déterminé à combattre jusqu'au bout toute tentative de la France colonialiste pour reconquérir ce pays. »

Le rapport sur la guerre du Vietnam du département américain de la Défense, destiné à rester confidentiel mais rendu public par Daniel Ellsberg et Anthony Russo dans leur fameux *Pentagon Papers*, décrit ainsi l'action de Ho Chi Minh : « Il a fait du Viêt-minh la seule force d'envergure nationale capable de combattre aussi bien les Japonais que les Français. Pendant la guerre, il était le seul leader vietnamien à bénéficier d'un soutien d'envergure nationale et il a su s'assurer la loyauté du peuple vietnamien lorsque, en août-septembre 1945, il expulsa les Japonais [...], fonda la République démocratique du Vietnam et se prépara à recevoir les futures forces alliées d'occupation. [...] En septembre 1945, le Vietnam fut pendant quelques semaines – pour la première et unique fois de son histoire récente – libéré de toute domination étrangère et unifié du nord au sud sous l'autorité de Ho Chi Minh. »

Mais les puissances occidentales envisageaient déjà de mettre fin à cette indépendance. L'Angleterre, qui occupait le Sud de l'Indochine, finit par le rendre aux Français. Les États-Unis persuadèrent la Chine nationaliste (dirigée par Chiang Kai-Shek avant la révolution communiste), qui occupait le Nord de l'Indochine, d'en faire autant. Ho Chi Minh déclara alors à un journaliste américain : « Nous nous retrouvons apparemment seuls. [...] Il va nous falloir compter sur nos propres forces. »

Entre octobre 1945 et février 1946, Ho Chi Minh adressa huit lettres au président Truman, lui rappelant les promesses d'autodétermination inscrites dans la charte de l'Atlantique. L'un de ces courriers fut également adressé aux Nations unies : « Je souhaite attirer l'attention de Votre Excellence, pour des raisons humanitaires, sur la question suivante. Deux millions de Vietnamiens sont

morts de faim pendant l'hiver 1944 et au printemps 1945 des suites de la politique de privation menée par les Français qui se sont emparés de notre riz et l'ont stocké jusqu'à ce qu'il pourrisse. [...] Les trois quarts de nos terres cultivées ont été inondés au cours de l'été 1945 avant de subir une terrible sécheresse. Les cinq sixièmes de la récolte attendue ont été perdus. [...] Nombreux sont ceux qui souffrent de la famine. [...] Si les grandes puissances mondiales et les organisations humanitaires internationales ne nous viennent pas en aide, nous allons au-devant d'une catastrophe imminente. »

Truman ne daigna même pas répondre.

En octobre 1946, les Français bombardèrent Haiphong, un port situé au nord du Vietnam. Ainsi commençait une guerre de huit ans entre le mouvement Viêt-minh et la France pour déterminer lequel des deux dirigerait le Vietnam. Après la victoire des communistes en Chine en 1949 et la guerre de Corée l'année suivante, les États-Unis commencèrent à apporter une aide militaire massive à la France. Jusqu'en 1954, l'Amérique équipa toute l'armée française d'Indochine de fusils et de mitrailleuses et y investit un milliard de dollars. Au total, les États-Unis financèrent 80 % de l'effort de guerre français.

Pour quelles raisons ? On expliquait à l'opinion publique américaine qu'il s'agissait d'aider à stopper la progression du communisme en Asie. Dans les notes confidentielles du Conseil national de sécurité (qui conseillait le président en matière d'affaires étrangères), on trouve trace, en 1950, de conversations concernant ce qui serait plus tard désigné sous le nom de « théorie des dominos ». Comme pour une rangée de dominos, on pensait que si un pays tombait aux mains des communistes, son voisin le plus proche succomberait également et ainsi de suite. Il fallait donc à tout prix empêcher le premier pays de tomber.

En juin 1952, ces mêmes notes confidentielles évoquaient le réseau constitué par les bases militaires américaines situées le long de la côte chinoise, aux Philippines, à Taïwan, au Japon et en Corée du Sud : « Le contrôle du Sud-Est asiatique par les communistes rendrait particulièrement précaire la position américaine dans les îles du Pacifique et mettrait en péril les intérêts américains en matière de sécurité en Extrême-Orient. [...] Le Sud-Est asiatique, et en particulier la Malaisie et l'Indonésie, fournit la plus grande part de caoutchouc naturel et d'étain de notre marché intérieur, et regorge de pétrole et autres matières premières d'une importance stratégique évidente. »

On ajoutait que le sort du Japon dépendait largement du riz de cette région du monde : si le communisme devait s'imposer dans le Sud-Est asiatique, il serait donc « extrêmement difficile d'empêcher le Japon de s'entendre avec les communistes ».

En 1953, une commission d'enquête du Congrès déclarait : « L'Indochine est extrêmement riche en riz, caoutchouc, charbon et minerai de fer. Sa situation en fait la clef stratégique de tout le Sud-Est asiatique. » La même année, un rapport du département d'État affirmait que la France était en train de perdre sa guerre en Indochine pour ne pas avoir su « s'assurer un soutien indigène suffisant ». Ce rapport redoutait qu'un accord négocié « n'entraîne finalement la perte, au profit des communistes, non seulement de l'Indochine mais de tout le Sud-Est asiatique » et concluait : « Si les Français décidaient vraiment de se retirer, les États-Unis seraient contraints d'envisager très sérieusement la possibilité d'intervenir dans cette région. »

En effet, en 1954, les Français, confrontés à une population vietnamienne qui soutenait massivement Ho Chi Minh et le mouvement révolutionnaire, durent se retirer.

À Genève, une conférence internationale présida aux accords de paix entre la France et le Viêt-minh. Les Français devaient se retirer momentanément dans le sud du Vietnam tandis que le Viêt-minh resterait dans le nord. Deux ans plus tard, une élection serait organisée dans un pays réunifié et les Vietnamiens désigneraient alors leur propre gouvernement.

Les États-Unis s'empressèrent d'empêcher cette réunification et placèrent le Sud-Vietnam dans la sphère d'influence américaine. Ils installèrent à la tête du gouvernement de Saigon un ancien dirigeant vietnamien, Ngo Dinh Diem, qui avait vécu dans le New Jersey. Les Américains l'incitèrent à rejeter les élections prévues pour la réunification du pays. Au début de 1954, le compte rendu d'une réunion des chefs d'état-major expliquait que, pour les services de renseignements, « un règlement de la situation par l'intermédiaire d'élections libres entraînerait presque à coup sûr le passage sous contrôle communiste des États Associés [Laos, Cambodge et Vietnam] ». Diem bloqua à plusieurs reprises les élections demandées par le Viêt-minh et, grâce à l'aide financière et militaire américaine, son gouvernement s'imposa de plus en plus fermement. Selon les *Pentagon Papers*, « le Sud-Vietnam était avant tout la créature des États-Unis ».

Le régime de Diem devint de plus en plus impopulaire. Ngo Dinh Diem était catholique dans un pays en grande partie bouddhiste, et proche des grands propriétaires terriens dans un pays

essentiellement peuplé de petits paysans. Ses vagues tentatives de réforme agraire n'apportèrent aucun changement véritable. Il remplaça les chefs de province locaux par ses propres hommes. En 1962, 88 % de ces chefs de province étaient des militaires. Diem emprisonna massivement les opposants qui l'accusaient de corruption ou d'immobilisme dans les réformes.

L'opposition augmentait rapidement dans les zones rurales que l'appareil administratif de Diem ne parvenait pas à contrôler. Aux environs de 1958, la guérilla se mit à harceler le régime en place. Le gouvernement communiste de Hanoi lui prodigua son aide, ses encouragements et envoya certains de ses habitants au Sud pour supporter le mouvement de guérilla – la plupart étaient des Vietnamiens du Sud qui avaient émigré au Nord à la suite des accords de Genève. Le Front national de libération fut créé dans le Sud en 1960. Il rassemblait les différents courants d'opposition au régime et tirait sa force des paysans sud-vietnamiens qui voyaient en lui le moyen de changer leur vie quotidienne. Dans son livre *Viet Cong*, qui réunissait interviews de rebelles et documents saisis, Douglas Pike, conseiller auprès du gouvernement américain, tenta de donner une image réaliste de ce qui attendait les États-Unis : « Dans les deux mille cinq cent soixante et un villages du Sud-Vietnam, le Front national de libération [FNL] a créé une foule d'organisations sociopolitiques d'envergure nationale dans un pays où les mouvements de masse [...] étaient jusque-là parfaitement inconnus. Avant le FNL, il n'y avait jamais eu de véritables partis politiques de masse au Sud-Vietnam. [...] Les communistes ont apporté dans les villages du Sud-Vietnam des changements sociaux substantiels, et ce par le simple moyen de la communication. » Et en effet, il s'agissait plus de militants que de soldats. « Ce qui m'a le plus surpris avec le FNL, c'est qu'il place la révolution sociale avant la guerre », continuait Pike. Il fut également impressionné par la participation massive des paysans au mouvement : « Le paysan vietnamien n'était pas considéré comme un simple pion dans le rapport des forces mais comme un élément actif de la dynamique. Il était cette dynamique elle-même. [...] L'objectif de cet effort d'organisation sur une grande échelle était [...] de reconstruire l'ordre social du village et de former les communautés villageoises à se prendre en main. C'était là l'objectif premier du FNL depuis le début et certainement pas de tuer les soldats de Saigon, d'occuper le territoire ou de préparer quelque grande bataille. Non, il s'agissait avant tout d'organiser en profondeur la population rurale par le biais de l'autogestion. »

Pike estimait qu'il y avait environ trois cent mille membres du FNL au début de 1962. Les *Pentagon Papers* affirment qu'à cette époque « seul le Viêt-cong possédait une véritable influence dans les zones rurales ».

Lorsque Kennedy prit ses fonctions en 1961, il poursuivit la politique de Truman et d'Eisenhower dans le Sud-Est asiatique. Immédiatement, il approuva un plan secret qui prévoyait diverses interventions militaires au Vietnam et au Laos, parmi lesquelles, selon les *Pentagon Papers*, « l'expédition d'agents au Nord-Vietnam » pour y organiser des « sabotages et des opérations ciblées ». En 1956, Kennedy avait déjà célébré « le formidable succès du président Diem » et affirmé, au sujet du Vietnam de Diem, que « son libéralisme politique [était] une source d'inspiration ».

Un jour de mai 1963, un moine bouddhiste s'immola par le feu sur une place de Saigon. D'autres moines bouddhistes suivirent son exemple pour faire connaître au monde, de manière spectaculaire, leur opposition au régime de Diem. La police s'en prit aux pagodes et aux temples bouddhistes, blessant trente moines et arrêtant mille quatre cents personnes. Diem décida de faire fermer temples et pagodes, et la ville fut le théâtre de nombreuses manifestations. La police tira sur la foule, tuant quatre personnes. En signe de protestation, dix mille personnes manifestèrent à leur tour à Huê, l'ancienne capitale du pays.

Les accords de Genève autorisaient les États-Unis à envoyer six cent quatre-vingt-cinq conseillers militaires au Sud-Vietnam. Eisenhower en expédia plusieurs milliers. Sous Kennedy, leur nombre passa à seize mille et certains d'entre eux commencèrent à participer aux opérations militaires sur le terrain. Malgré tout, Diem courait à la défaite. La plupart des zones rurales du Sud-Vietnam étaient désormais contrôlées par les villageois eux-mêmes, encadrés par le FNL.

Diem devint vite une gêne, un obstacle à la mainmise effective des Américains sur le Vietnam. Quelques généraux vietnamiens complotèrent pour renverser le régime tout en gardant contact avec le responsable local de la CIA, Lucien Conein. Celui-ci rencontra secrètement l'ambassadeur américain, Henry Cabot Lodge, qui accepta avec enthousiasme le projet de coup d'État. Le 25 octobre 1963, Lodge informait le conseiller de Kennedy, McGeorge Bundy, qu'il avait « personnellement approuvé toutes les rencontres entre le général Tran Van Don et Conein. Ce dernier a fait part de mes ordres de manière explicite à chacune de ces occasions ». Kennedy semblait hésiter, mais rien ne fut fait pour prévenir Diem, bien au contraire. Juste avant le coup d'État et après être entré en contact

avec les conjurés par l'intermédiaire de Conein, Lodge passa un week-end avec Diem dans une station balnéaire. Lorsque les généraux prirent d'assaut le palais présidentiel, le 1er novembre 1963, Diem appela l'ambassadeur et ils échangèrent les propos suivants :

> DIEM – Certains régiments se sont rebellés et je veux savoir quelle sera l'attitude des États-Unis.
>
> LODGE – Je ne me considère pas comme assez bien informé pour vous répondre. J'ai entendu les coups de feu mais ne suis pas au courant de tout ce qui se passe. En outre, il est quatre heures trente du matin à Washington et le gouvernement américain n'a probablement rien décidé pour le moment.
>
> DIEM – Mais vous devez bien avoir une petite idée.

Lodge dit à Diem de l'appeler s'il désirait qu'il fasse quoi que ce soit pour assurer sa sécurité personnelle.

Ce fut la dernière conversation entre un Américain et Diem. Ce dernier s'enfuit du palais présidentiel puis fut rapidement arrêté avec son frère par les généraux insurgés, transporté dans un camion et enfin exécuté.

Au début de cette année 1963, le sous-secrétaire d'État de l'administration Kennedy, U. Alexis Johnson, s'était exprimé devant l'Economic Club de Detroit : « Quelle est cette attraction que le Sud-Est asiatique exerce depuis des siècles sur les grandes puissances qui l'entourent ? Pourquoi est-il si désirable et pourquoi est-il si important ? D'abord, parce qu'il présente un climat avantageux, un sol fertile, de nombreuses ressources naturelles, une population peu dense dans bien des régions et donc des possibilités d'expansion. Les pays du Sud-Est asiatique produisent des excédents exportables de riz, de caoutchouc, de teck, de blé, d'étain, d'épices, de pétrole et bien d'autres choses encore. »

Ce n'est bien entendu pas là le discours que le président Kennedy tenait à la nation américaine. Il parlait de communisme et de liberté. Au cours de la conférence de presse du 14 février 1962, il déclarait : « Comme vous le savez, les États-Unis volent depuis plus de dix ans au secours du gouvernement vietnamien et de la population vietnamienne pour garantir leur indépendance. »

Trois semaines après l'exécution de Diem, Kennedy était assassiné et remplacé par son vice-président, Lyndon Johnson.

Les généraux qui succédèrent à Diem ne parvinrent pas à se débarrasser du Front national de libération. Les responsables américains ne cessaient de s'étonner de la popularité du FNL et de la ténacité de ses troupes. Les historiens du Pentagone rapportaient que, lorsque Eisenhower rencontra Kennedy, le nouveau président

élu en janvier 1961, il s'étonna de ce que, « au cours des interventions de ce genre, il semble que le moral des forces communistes soit toujours meilleur que celui des forces démocratiques ». De son côté, le général Maxwell Taylor déclarait fin 1964 : « La capacité du Viêt-cong à renouveler continuellement ses unités et à tirer avantage de ses pertes est un des mystères de cette guerre de harcèlement. [...] Non seulement les troupes du Viêt-cong renaissent de leurs cendres tel le phénix, mais elles ont une stupéfiante capacité à conserver un moral élevé. Rares ont été les occasions où nous avons pu constater une dégradation du moral chez les Viêt-congs capturés ou à la lecture des documents saisis chez eux. »

Au début du mois d'août 1964, le président Johnson prétextait une étrange concordance d'événements qui s'étaient déroulés dans le golfe du Tonkin, au large des côtes nord-vietnamiennes, pour démarrer une guerre de grande ampleur au Vietnam. Johnson et son secrétaire d'État à la Défense, Robert McNamara, informèrent la population américaine que des torpilleurs nord-vietnamiens avaient attaqué des destroyers américains. McNamara prétendit que, « au cours d'une patrouille de routine dans les eaux internationales, le destroyer américain *Maddox* [avait] été l'objet d'une agression injustifiable ». Il apparut plus tard que cet épisode du golfe du Tonkin était un coup monté et que les plus hauts responsables américains avaient menti au peuple comme Kennedy quelques années auparavant au sujet de la baie des Cochons. En réalité, la CIA était bel et bien engagée dans une opération secrète dont la cible était les installations côtières nord-vietnamiennes. Ainsi, s'il y avait bien eu une attaque, elle n'était certes pas « injustifiable ». En outre, il ne s'agissait pas d'une patrouille de routine, le *Maddox* étant en mission d'espionnage. De même, il ne naviguait pas dans les eaux internationales, mais en zone vietnamienne. Par ailleurs, contrairement à ce qu'avait prétendu McNamara, aucune torpille ne fut tirée contre le *Maddox*. Une autre « attaque » contre un autre destroyer américain, deux nuits plus tard – événement que Johnson qualifia d'« agression délibérée » – semble également avoir été inventée de toutes pièces.

À l'époque de l'incident, le secrétaire d'État Rusk fut interviewé, à propos de « cette agression injustifiée », sur la chaîne de télévision NBC : « Eh bien, franchement, je ne suis toujours pas en mesure de vous donner une explication satisfaisante. Il y a un gouffre d'incompréhension entre leur monde et le nôtre, idéologiquement parlant. Ce que nous estimons être le monde réel, ils le voient de manière bien différente. Leur logique est complètement

différente. Aussi est-il très difficile d'entrer en contact les uns avec les autres par-dessus ce fossé idéologique. »

L'« agression » du Tonkin entraîna le vote d'une résolution du Congrès (à l'unanimité pour la Chambre des représentants et avec deux voix contre seulement au Sénat) qui autorisait le président Johnson à déclencher une opération militaire dans le Sud-Est asiatique s'il l'estimait nécessaire.

Deux mois avant les événements du Tonkin, les responsables du gouvernement américain s'étaient réunis à Honolulu et avaient discuté de l'éventualité d'une telle résolution. Lors de cette réunion, si l'on en croit les *Pentagon Papers*, Rusk aurait prévenu que « l'opinion américaine [était] pour le moment sérieusement divisée au sujet de notre politique dans le Sud-Est asiatique. En conséquence, le président [avait] besoin d'un soutien certain ».

La résolution sur le Tonkin donnait au président le pouvoir de déclarer la guerre sans avoir à demander au préalable, comme l'exigeait la Constitution, la permission du Congrès. La Cour suprême, gardienne prétendument vigilante du respect de cette constitution, reçut pendant toute la durée de la guerre des pétitions lui demandant de décréter l'inconstitutionnalité de la guerre. Elle refusa, à chaque fois, d'envisager la question.

Juste après cette affaire du Tonkin, l'aviation américaine commença à bombarder le Nord-Vietnam. En 1965, plus de deux cent mille soldats américains furent envoyés au Sud-Vietnam et deux cent mille autres en 1966. Début 1968, ils étaient plus de cinq cent mille et l'aviation américaine se livrait à des bombardements d'une ampleur rarement atteinte dans l'histoire du monde. Rares étaient les témoignages des souffrances humaines provoquées par ces bombardements qui réussissaient à sortir du Vietnam. Le 5 juin 1965, le *New York Times* publiait une dépêche en provenance de Saigon : « Alors que les communistes abandonnaient Quang Ngai lundi dernier, les bombardiers américains ont pilonné les collines dans lesquelles ils s'étaient abrités. De nombreux Vietnamiens – environ cinq cents – sont morts sous les bombes. Selon les Américains, il s'agissait de soldats viêt-congs, mais les trois quarts des blessés qui se rendirent ensuite dans un hôpital vietnamien pour y faire soigner les brûlures dues au napalm étaient de simples villageoises. »

Le 6 septembre, nouvelle dépêche en provenance de Saigon : « Le 15 août, dans la province de Bien Hoa, au sud de Saigon, l'aviation américaine a bombardé accidentellement une pagode bouddhiste et une église catholique. [...] C'est la troisième fois que cette pagode est bombardée cette année. Un temple de la secte religieuse Cao Dai, dans la même région, a été bombardé deux fois cette

année. Dans une autre province du delta, une femme a eu les deux bras complètement brûlés par le napalm et ses paupières sont si gravement touchées qu'elle ne peut plus fermer les yeux. Lorsqu'il est l'heure de dormir, sa famille doit lui mettre une couverture sur la tête. Au cours de la même attaque, cette femme a vu deux de ses enfants mourir. Rares sont les Américains qui se réjouissent de ce que leur pays fait subir au Sud-Vietnam. [...] Des civils innocents [y] meurent tous les jours. »

De vastes régions du Sud-Vietnam furent déclarées « *Free Fire Zones* », c'est-à-dire que tous ceux qui y demeuraient – civils, personnes âgées et enfants compris – étaient considérés comme des ennemis. Les bombardements y étaient permanents. Les villages soupçonnés de recueillir des Viêt-congs étaient la cible de la stratégie dite « Trouve et détruis ». Les hommes en âge de porter une arme étaient exécutés, les maisons étaient incendiées, et femmes, enfants et vieillards étaient expédiés dans des camps de réfugiés. Dans son livre *The Village of Ben Suc*, Jonathan Schell décrit une de ces opérations : le village avait été cerné, pris d'assaut ; un homme à bicyclette fut abattu, trois personnes qui déjeunaient près de la rivière furent tuées également, les maisons détruites, les femmes, les enfants et les vieillards regroupés et expulsés de leurs demeures ancestrales.

Au cours d'une opération surnommée « Opération Phénix », la CIA fit exécuter secrètement et sans procès plus de vingt mille personnes suspectées d'appartenir au parti communiste clandestin. En février 1975, un analyste progouvernemental écrivit dans le *Foreign Affairs* : « Bien que le programme Phénix ait indubitablement fait de nombreuses victimes innocentes, il a réussi à éliminer nombre de membres de l'infrastructure communiste. »

Après la guerre, les documents que la Croix-Rouge internationale mit à la disposition du public apportaient la preuve qu'au plus fort de la guerre, dans les camps de prisonniers du Sud-Vietnam, entre soixante-cinq mille et soixante-dix mille personnes avaient été détenues, battues ou torturées en présence et parfois même avec la participation active des conseillers américains. Les observateurs de la Croix-Rouge avaient pu observer des brutalités continuelles et systématiques dans les deux principaux camps de prisonniers du Sud-Vietnam (Phu Quoc et Qui Nohn), où étaient cantonnés des conseillers américains.

À la fin de la guerre, sept millions de tonnes de bombes avaient été larguées sur le Vietnam – plus de deux fois la quantité de bombes tombées en Europe et en Asie pendant la Seconde Guerre

mondiale. On estime à une vingtaine de millions le nombre de cratères formés par ces bombes dans le pays. En outre, des produits toxiques avaient été répandus pour détruire toute végétation. Une région de la taille du Massachusetts fut ainsi détruite par ces défoliants. Les mères vietnamiennes purent constater de nombreux problèmes de naissance chez leurs enfants. Des biologistes de Yale qui, après avoir testé ce même produit sur les souris, avaient constaté des infirmités de naissance, déclarèrent qu'il n'y avait pas de raison de penser que les effets sur l'être humain soient différents.

Le 16 mars 1968, une compagnie de soldats américains investit le hameau de My Lai 4, dans la province de Quang Ngai. Tous les habitants du village furent regroupés dans une fosse, y compris des vieillards et des femmes tenant des enfants dans leurs bras, avant d'y être tous exécutés méthodiquement par les soldats. Lorsque le procès du lieutenant William Calley eut lieu plus tard, le *New York Times* publia le témoignage du soldat James Dursi : « Le lieutenant Calley et un fusilier qui pleurait nommé Paul D. Meadlo – il avait donné des bonbons aux enfants avant de les exécuter – poussèrent les prisonniers dans la fosse. [...] Le lieutenant Calley a donné l'ordre de tirer, je ne me souviens plus exactement comment, mais c'était quelque chose comme "Feu à volonté !" Meadlo s'est tourné vers moi et m'a dit : "Mais tire, bon Dieu, pourquoi tu tires pas ?" Il pleurait en même temps. J'ai dit que je ne pouvais pas. Que je ne le ferai pas. Alors le lieutenant Calley et Meadlo ont pointé leurs fusils vers la fosse et ils ont tiré. Les gens tombaient les uns sur les autres et les mères essayaient de protéger leurs enfants. »

Dans son livre *My Lai 4*, le journaliste Seymour Hersh raconte que, « lorsque les enquêteurs de l'armée sont arrivés dans la zone interdite en novembre 1969 pour l'affaire de My Lai, ils ont découvert des fosses communes dans trois endroits différents et une fosse pleine de cadavres. On pense que quatre cent cinquante à cinq cents personnes, pour la plupart des femmes, des enfants et des personnes âgées, ont été mises à mort et enterrées à cet endroit. »

L'armée tenta de cacher ce qui s'était passé à cette occasion, mais la lettre de Ron Ridenhour, un GI qui avait entendu parler du massacre, commença à circuler. Ronald Haeberle, un photographe de l'armée, avait également pris des photos de l'événement. Seymour Hersh, qui travaillait alors sur place pour Dispatch News Service, une agence de presse anti-guerre, écrivit un article sur le sujet. En outre, le récit de ce massacre était paru en mai 1968 dans deux publications françaises (*Vietnam en lutte* et une autre publiée par la délégation nord-vietnamienne aux pourparlers de paix de Paris), sans que la presse américaine y prête la moindre attention.

Plusieurs officiers impliqués dans le massacre de My Lai furent jugés, mais seul le lieutenant William Calley fut reconnu coupable et condamné à la perpétuité. La sentence fut révisée deux fois et Calley fit trois ans de prison – Nixon ordonna qu'il soit assigné à résidence plutôt que détenu dans une prison ordinaire – avant d'être libéré sur parole. Des milliers d'Américains prirent sa défense. Certains par patriotisme et pour justifier son action comme nécessaire à la lutte contre le communisme ; d'autres parce qu'il leur semblait que Calley servait de bouc émissaire dans une guerre où de nombreuses atrocités du même genre avaient été commises. Le colonel Oran Henderson, lui-même accusé d'avoir couvert les exactions de My Lai, affirmait en 1971 que « toutes les unités de cette taille [avaient] leur My Lai ».

My Lai ne fut en effet unique que par les détails de son déroulement. Hersh cite une lettre adressée par un soldat à sa famille et publiée dans le journal local : « Chers parents, aujourd'hui nous sommes partis en mission et je ne suis pas très fier de moi, de mes camarades et de mon pays. Nous avons brûlé toutes les maisons que nous avons rencontrées. C'était un petit groupe de villages et les gens étaient incroyablement pauvres. Mon unité a brûlé et saccagé le peu de biens qu'ils possédaient. Laissez-moi vous expliquer la situation. Les huttes sont faites de feuilles de palmier. Dans chacune d'elles, il y a une sorte d'abri en terre séchée pour protéger la famille, comme une sorte d'abri anti-aérien. Les officiers de mon unité ont pourtant décidé de considérer que ces abris étaient à usage offensif. C'est pourquoi ils nous ont ordonné de réduire en cendres toutes les huttes dans lesquelles nous avons trouvé ces abris. Quand les dix hélicoptères se sont posés ce matin au milieu des maisons, nous sommes tous sortis des appareils et on a commencé à tirer sur tout ce qu'on pouvait avant même que nos pieds touchent le sol. [...] C'est là que nous avons incendié les huttes. [...] Tout le monde pleurait, priait, nous implorait de ne pas les séparer et de ne pas arrêter leurs maris, leurs pères, leurs fils ou leurs grands-pères. Les femmes gémissaient. Puis ils ont assisté, terrorisés, à la destruction de leurs maisons, de leurs biens et de leurs réserves. Oui, on a détruit leur riz et abattu tout leur bétail. »

Le massacre de My Lai par une unité de simples soldats était un événement infime au regard des plans de destruction massive des populations civiles du Vietnam envisagés par la hiérarchie militaire et les autorités politiques. Le sous-secrétaire à la Défense, John McNaughton, constatant au début de 1966 que les bombardements intensifs sur les villages nord-vietnamiens ne produisaient pas l'effet escompté, suggéra une autre stratégie. Les frappes

aériennes contre les villages entraîneraient selon lui « un élan contre-productif d'indignation à l'étranger aussi bien qu'à domicile ». Il proposa donc la « destruction des écluses et des barrages, qui pourrait en revanche – une fois menée à bien – porter ses fruits. On devrait étudier cela. Une telle destruction ne tue pas et ne noie pas les individus. Inonder les rizières provoque pourtant après un certain temps une famine généralisée (touchant environ un million de personnes?) si on ne fournit pas de nourriture – ce que nous pourrions proposer à la "table des négociations". »

Plus le gouvernement de Saigon devenait impopulaire, plus les efforts pour y remédier se faisaient désespérés. À la fin de 1967, un rapport confidentiel émanant du Congrès reconnaissait que les Viêt-congs distribuaient cinq fois plus de terres aux paysans que le gouvernement sud-vietnamien, dont le programme de réforme agraire était « quasiment au point mort ». Ce rapport ajoutait que « les Viêt-congs [avaient] aboli la domination des propriétaires terriens et alloué les terres appartenant à des propriétaires absentéistes et au gouvernement vietnamien aux paysans sans terres et à ceux qui [coopéraient] avec les autorités viêt-congs ».

L'impopularité du gouvernement de Saigon explique le succès de l'infiltration, au début de 1968, du Front national de libération à Saigon et dans d'autres villes tenues par le gouvernement. Le FNL put ainsi lancer l'offensive surprise du Têt (le Nouvel An vietnamien), qui le mena jusqu'au cœur de Saigon, lui permit de bloquer l'aéroport de Tan San Nhut et même d'occuper brièvement l'ambassade américaine. L'offensive fut repoussée, mais elle prouva que toute la puissance de feu américaine qui s'abattait sur le Vietnam n'avait réussi à détruire ni le FNL, ni le moral de ses partisans, ni le soutien populaire dont il jouissait, ni sa volonté de se battre. Le gouvernement des États-Unis dut réévaluer la situation et de nouveaux doutes s'insinuèrent dans les esprits américains.

Les bombardements intensifs visaient à saper la volonté de résistance des Vietnamiens, à l'instar des bombardements sur les populations allemande et japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. Le président Johnson continuait pourtant de prétendre que seules des cibles militaires étaient visées. Le gouvernement utilisait des expressions telles que « donner un nouveau tour de vis » pour évoquer ces bombardements. Les *Pentagon Papers* indiquent que la CIA proposait en 1966 un « programme de bombardements intensifiés » dirigé, selon ses propres termes, contre « la volonté du régime en tant que cible systématique ».

Pendant ce temps, de l'autre côté de la frontière vietnamienne, au Laos, où un régime de droite installé par la CIA était confronté

à une rébellion, la plaine de Jars – l'une des plus belles régions du monde – était complètement détruite par les bombes américaines. Aux États-Unis, ni la presse ni le gouvernement n'en parlèrent, mais un Américain qui vivait au Laos, Fred Branfman, raconta cette histoire dans son livre *Voices from the Plain of Jars* : « De mai 1964 à septembre 1969, plus de vingt-cinq mille attaques aériennes ont pris pour cible la plaine de Jars sur laquelle soixante-quinze mille tonnes de bombes ont été larguées, faisant des milliers de morts et de blessés. Des dizaines de milliers de personnes entrèrent dans la clandestinité et la société civile fut complètement détruite. »

Branfman, qui parlait le laotien et vivait dans un village avec sa famille laotienne, interviewa des centaines de réfugiés fuyant les bombardements pour se rendre à Vientiane, la capitale. Il enregistra leurs témoignages et conserva leurs dessins. Une infirmière de vingt-six ans, originaire de Xieng Khouang, racontait la vie dans son village : « Je ne faisais qu'un avec la terre, l'air, les champs des hauts plateaux, les rizières et les cultures de mon village. Chaque jour et chaque nuit, à la lumière de la lune, moi et mes amies nous promenions en riant et en chantant à travers la forêt et les champs au milieu des chants d'oiseaux. À l'époque des récoltes et à celle des semailles, nous travaillions tous ensemble, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau, luttant contre la pauvreté et la misère en cultivant la terre comme l'avaient fait nos ancêtres avant nous. Mais en 1964 et 1965, j'ai senti la terre trembler et entendu le bruit des bombes qui explosaient aux alentours. On a commencé à entendre le bruit des avions qui tournaient sans cesse dans le ciel. L'un d'entre eux piqua finalement sur nous dans un bruit de tonnerre pendant qu'une lumière aveuglante et de la fumée recouvraient tout, si bien qu'on n'y voyait plus rien. Tous les jours nous échangions des nouvelles des bombardements avec les villages voisins : les maisons détruites, les blessés et les morts. "Dans les trous, dans les trous !" À cette époque, nous n'avions que les trous pour sauver notre peau. Nous, les jeunes, nous creusions des trous à la sueur de notre front pour nous protéger au lieu d'être dans les rizières et dans les forêts à cultiver ce dont nous avions besoin pour vivre. »

Une autre jeune fille explique pourquoi le mouvement révolutionnaire laotien, le Neo Lao, l'avait séduite, elle et nombre de ses amis : « En tant que jeune fille, je trouvais que le passé n'avait jamais été très bon pour nous parce que les hommes nous maltraitaient et se moquaient de nous, le sexe faible. Mais lorsque le Neo Lao a commencé à gouverner la région [...], cela s'est mis à changer. Avec le Neo Lao, les choses ont aussi changé psychologiquement. Ils nous disaient que les femmes devaient être aussi braves que les

hommes. Par exemple, même si j'étais déjà allée à l'école auparavant, les aînés voulaient m'empêcher de continuer. Ils m'avaient dit que ça ne me servirait à rien puisque je ne pourrais jamais espérer, même avec des diplômes, obtenir un des postes élevés qui étaient réservés aux enfants de l'élite riche. Mais le Neo Lao disait que les femmes devaient avoir la même éducation que les hommes et ils nous accordaient les mêmes avantages à tous et ne permettaient à personne de nous exploiter. [...] Les anciennes organisations étaient remplacées par de nouvelles. Par exemple, la plupart des nouveaux professeurs et des nouvaux médecins qui étaient formés étaient des femmes. Ils ont changé la vie des plus pauvres. [...] Parce qu'ils partageaient les terres de ceux qui possédaient de nombreuses rizières avec ceux qui n'en avaient pas. »

Un jeune homme de dix-sept ans raconta l'arrivée de l'armée révolutionnaire du Pathet Lao dans son village : « Certains avaient peur. En particulier ceux qui avaient de l'argent. Ils offraient des vaches aux soldats du Pathet Lao pour qu'ils puissent manger, mais les soldats refusaient de les prendre. Et lorsqu'ils les prenaient tout de même, ils en offraient un prix raisonnable. En vérité, ils incitaient la population à ne plus avoir peur de rien. Après, ils ont organisé l'élection du chef de village et de district. C'étaient les gens qui choisissaient eux-mêmes. »

En désespoir de cause, la CIA impliqua la tribu des Hmongs dans une campagne militaire qui se solda par la mort de plusieurs milliers d'entre eux. Comme tout ce qui se déroula au Laos, cela se fit dans le secret et le mensonge. En septembre 1973, Jerome Doolittle, un ancien représentant du gouvernement américain au Laos, écrivit dans le *New York Times* : « Les récents mensonges du Pentagone sur les bombardements au Cambodge me rappellent une question que je me posais souvent lorsque j'étais à l'ambassade américaine de Vientiane au Laos : Pourquoi nous obstinons-nous à mentir ? À mon arrivée au Laos, on me conseilla de répondre aux questions de la presse à propos de notre campagne de bombardement intensive et impitoyable sur ce petit pays par une phrase type : "À la requête de la monarchie laotienne, les États-Unis effectuent une reconnaissance aérienne pacifique protégée par une escadrille autorisée à répondre en cas d'agression." C'était un mensonge. Tous les journalistes auxquels je répondais cela savaient qu'il s'agissait d'un mensonge. Tout membre du Congrès un peu curieux et tout lecteur assidu de la presse savaient également que c'était un mensonge. [...] En fin de compte, ces mensonges servaient à cacher quelque chose à quelqu'un, et ce quelqu'un c'était nous-mêmes. »

Début 1968, pas mal d'Américains commencèrent à prendre conscience de la cruauté de cette guerre. Beaucoup d'autres s'inquiétaient surtout du fait que les États-Unis semblaient incapables de la gagner. Quarante mille soldats américains étaient déjà morts et deux cent cinquante mille autres blessés sans que la victoire ne se profile à l'horizon. N'oublions pas pour autant que les pertes vietnamiennes étaient incomparablement plus nombreuses.

La popularité de Lyndon B. Johnson, qui avait engagé l'escalade de cette guerre, était au plus bas, et il ne pouvait se montrer en public sans qu'une manifestation soit organisée contre lui et contre la guerre. Le slogan « LBJ, LBJ, combien as-tu tué d'enfants aujourd'hui ? » était repris dans tout le pays par les manifestants. Au printemps 1968, Johnson annonça qu'il ne se représenterait pas au poste de président et que des négociations avec les Vietnamiens allaient débuter à Paris.

À l'automne 1968, Après s'être engagé à sortir les États-Unis du Vietnam, Richard Nixon fut élu président. Les soldats commencèrent à revenir : en février 1972, il n'en restait plus que cent cinquante mille. Néanmoins, les bombardements continuaient. Nixon menait une politique de « vietnamisation » du conflit. Le gouvernement de Saigon et les troupes au sol vietnamiennes continueraient la guerre avec le soutien de l'aviation et de l'argent américains. En fait, Nixon ne finissait pas la guerre, il ne faisait qu'en gommer l'aspect le plus impopulaire en faisant cesser l'engagement de soldats américains sur un sol étranger.

Au printemps 1970, Nixon et son secrétaire d'État, Henry Kissinger, se lancèrent dans l'invasion du territoire cambodgien après une campagne intensive de bombardements qui ne fut jamais révélée à l'opinion publique américaine. Cette invasion, qui provoqua un mouvement de protestation aux États-Unis, fut un échec militaire. Le Congrès décréta que Nixon ne pourrait utiliser de troupes américaines pour poursuivre la guerre sans obtenir son accord. L'année suivante, sans participation des troupes américaines, les États-Unis appuyèrent l'invasion du Laos par les Sud-Vietnamiens. Nouvel échec. En 1971, huit cent mille tonnes de bombes furent larguées par les États-Unis sur le Laos, le Cambodge et le Vietnam. Dans le même temps, le gouvernement de Saigon, dirigé par le président Nguyen Van Thieu, le dernier d'une longue série de chefs d'État sud-vietnamiens, jetait des milliers d'opposants en prison.

Aux États-Unis, certains des premières manifestations d'opposition à la guerre émanèrent du mouvement pour les droits civiques. L'expérience des Noirs avec le gouvernement américain les incitait

à douter de toute déclaration selon laquelle il se battait pour la défense de la liberté. Le jour même où Lyndon Johnson annonça aux Américains, à la mi-août 1964, les événements du golfe du Tonkin et les bombardements sur le Nord-Vietnam, des militants noirs et blancs se réunirent aux environs de Philadelphie (Mississippi) pour un service funéraire à la mémoire des trois travailleurs sociaux du mouvement des droits civiques qui y avaient été assassinés durant l'été. L'un des orateurs s'en prenait violemment à l'usage de la force en Asie, qu'il comparait aux violences infligées aux Noirs du Mississippi.

Au milieu de l'année 1965, à McComb (Mississippi), des jeunes Noirs qui venaient d'apprendre qu'un de leurs camarades était mort au Vietnam distribuèrent un prospectus rédigé en ces termes : « Aucun Noir du Mississippi ne devrait se battre au Vietnam pour défendre la liberté du Blanc tant que le peuple noir ne sera pas libre au Mississippi. Les jeunes Noirs ne doivent pas accepter la conscription ici au Mississippi. Les mères devraient encourager leurs enfants à désobéir. [...] Nul n'a le droit de nous demander de risquer nos vies et d'aller tuer d'autres gens de couleur à Saint-Domingue et au Vietnam dans le seul but d'enrichir l'Américain blanc. »

Lorsque, lors d'une visite au Mississippi, le secrétaire à la Défense, Robert McNamara, qualifia le sénateur John Stennis, raciste notoire, d'« homme de grande qualité », des étudiants noirs et blancs manifestèrent en signe de protestation avec des écriteaux à la « mémoire des enfants brûlés du Vietnam ».

Le Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) déclara au début de 1966 que « les États-Unis [menaient] une politique agressive en parfaite violation des lois internationales » et exigea le retrait des troupes américaines du Vietnam. Cet été-là, six membres du SNCC furent arrêtés pour s'être introduits dans un bureau d'incorporation à Atlanta. Ils furent reconnus coupables et condamnés à sept ans de prison. Au même moment, Julian Bond, un militant du SNCC nouvellement élu à la Chambre des représentants de Géorgie, s'exprima contre la guerre et l'incorporation. La Chambre vota son éviction pour avoir tenu des propos contrevenant au Selective Service Act et « visant à porter le discrédit sur la Chambre ». Lui reconnaissant la liberté d'expression en accord avec le Premier Amendement de la Constitution, la Cour suprême le réintégra.

L'un des plus grands sportifs américains, le boxeur noir et champion du monde des poids lourds, Muhammad Ali, refusa de servir dans ce qu'il appelait une « guerre de l'homme blanc ». Il fut déchu

de son titre par les autorités du monde de la boxe. De son côté, Martin Luther King déclarait en 1967 à la Riverside Church de New York : « D'une manière ou d'une autre, cette folie doit cesser. Maintenant. Je parle en enfant de Dieu et en frère de tous ceux qui souffrent au Vietnam. Je parle au nom de ceux dont le pays est ravagé, dont les maisons sont détruites, dont la culture est soumise. Au nom des pauvres d'Amérique qui souffrent d'un double mal : le désespoir chez eux et la mort et la corruption au Vietnam. Je parle en tant que citoyen du monde et pour ce monde atterré par le cours que prennent les choses. Je parle en Américain aux dirigeants de mon propre pays. L'initiative de cette guerre nous revient et c'est à nous qu'il revient d'y mettre fin. »

De plus en plus nombreux, les jeunes refusèrent de s'inscrire pour l'incorporation et de s'y présenter. À partir de mai 1964, le slogan « Nous n'irons pas » apparut partout. Certains de ceux qui avaient reçu leur avis d'incorporation se mirent à brûler leurs papiers militaires en public pour protester contre la guerre. Un certain David O'Brien, de Boston, les brûla également. La Cour suprême rejeta l'argument selon lequel il s'agissait d'un acte protégé par l'amendement sur la liberté d'expression. En octobre 1967, une opération nationale de « retour à l'envoyeur » des convocations d'incorporation fut organisée. À San Francisco, trois cents convocations furent réexpédiées au gouvernement. Juste avant la gigantesque manifestation organisée devant le Pentagone le même mois, le département de la Justice reçut un énorme sac plein de ces cartes.

Au milieu de 1965, trois cent quatre-vingts poursuites judiciaires furent intentées contre les réfractaires. En 1968, ce chiffre était passé à trois mille trois cent cinq. Fin 1969, ils étaient trente-trois mille neuf cent soixante insoumis dans tout le pays.

En mai 1969, le centre d'incorporation d'Oakland, dont dépendaient tous les jeunes appelés du nord de la Californie, informa que deux mille quatre cents appelés sur quatre mille quatre cents ne s'étaient pas présentés. Au premier trimestre 1970, pour la première fois, le système de *selective service* ne put remplir ses quotas.

Philip Supina, étudiant en histoire de la Boston University, écrivit le 1er mai 1968 au bureau d'incorporation de Tucson (Arizona) : « Vous trouverez ci-joint la convocation à me présenter au pré-examen physique en vue de mon incorporation. Je n'ai en effet aucune intention de me rendre à ce pré-examen, ni d'ailleurs de servir dans l'armée, ni d'aider en quoi que ce soit l'effort de guerre américain contre le peuple vietnamien. »

À la fin de sa lettre, il citait le philosophe espagnol Miguel de Unamuno qui, pendant la guerre civile espagnole, avait affirmé

que, « parfois, garder le silence c'est mentir ». Supina fut condamné à quatre ans de prison.

Au début de la guerre s'étaient produits deux événements auxquels la plupart des Américains n'avaient pas prêté attention. À Washington, dans la soirée du 2 novembre 1965, devant l'immeuble du Pentagone, alors que des milliers d'employés quittaient le bâtiment, Norman Morrison, un pacifiste de trente-deux ans, père de trois enfants, s'aspergea de kérosène et s'immola sous les fenêtres du secrétaire à la Défense, Robert McNamara, pour protester contre la guerre. La même année, à Detroit, Alice Hertz, âgée de quatre-vingt-deux ans, s'immolait également par le feu pour protester contre les atrocités commises en Indochine.

Un renversement d'opinion significatif s'opéra. Début 1965, après les premiers bombardements contre le Nord-Vietnam, une petite centaine de gens investissaient l'hôtel de ville de Boston pour exprimer leur opposition à la guerre. Quatre ans plus tard, le 15 octobre 1969, toujours à Boston, ils étaient cent mille. Quelque deux millions de personnes manifestèrent ce même jour dans des villes et des villages qui n'avaient jamais connu de réunion pacifiste.

À l'été 1965, une poignée de gens s'étaient rassemblés à Washington pour manifester contre la guerre, avec en tête du cortège l'historien Staughton Lynd, le militant de la SNCC Bob Moses et le fameux pacifiste David Dellinger, qui tous trois furent aspergés de peinture rouge par des provocateurs. En 1970, les rassemblements pour la paix qui se tenaient à Washington attiraient des centaines de milliers de personnes. En 1971, vingt mille individus se rendirent à Washington pour exprimer leur indignation devant la poursuite des violences au Vietnam et essayèrent de bloquer le trafic routier. Quatorze mille d'entre eux furent finalement interpellés au cours de ce qui restera comme la plus grande arrestation de l'histoire américaine.

Des centaines de volontaires des Peace Corps[1] protestèrent également contre la guerre. Au Chili, quatre-vingt-douze d'entre eux s'opposèrent au directeur de leur organisation et publièrent une circulaire contre la guerre. Huit cents de leurs vétérans signèrent une déclaration commune contre les événements du Vietnam.

Le poète Robert Powell refusa de se rendre à une invitation de la Maison-Blanche. Arthur Miller, également invité, fit répondre que « lorsque les armes parlent, les arts se meurent ». La chanteuse Eartha Kitt, également invitée à déjeuner à la Maison-Blanche, choqua tout le monde en s'exprimant contre la guerre devant la

1. Organisation américaine de coopération et d'aide aux pays en voie de développement.

femme du président. Enfin, à la Maison-Blanche toujours, un adolescent invité à recevoir un prix se présenta pour critiquer la guerre. À Hollywood, des artistes édifièrent une tour de protestation de dix-huit mètres de haut sur Sunset Boulevard. Lors de la remise du National Book Award à New York, une cinquantaine d'écrivains et d'éditeurs sortirent de la salle pendant le discours du vice-président Humphrey pour protester contre son rôle dans la conduite de la guerre.

À Londres, deux jeunes Américains firent irruption au beau milieu de l'élégante fête de l'Indépendance organisée par l'ambassadeur et portèrent un toast à « tous les morts et mourants du Vietnam ». On les fit rapidement expulser. Dans l'océan Pacifique, deux jeunes marins américains détournèrent un navire qui transportait des bombes destinées au Vietnam. Durant quatre jours, ils restèrent aux commandes du navire et de son équipage en se dopant aux amphétamines afin de rester éveillés jusqu'à ce que le bateau atteigne le Cambodge. Fin 1972, une dépêche de l'Associated Press en provenance de York (Pennsylvanie) annonçait que « cinq militants pacifistes [avaient] été arrêtés par la police et [étaient] soupçonnés de s'être livrés au sabotage de matériel ferroviaire aux environs d'une usine fabriquant des bombes utilisées au Vietnam ».

La classe moyenne et les professions libérales, d'ordinaire peu enclines au militantisme, se mirent également à hausser le ton. En mai 1970, le *New York Times* titrait : « Mille éminents hommes de loi se joignent aux pacifistes ». Le milieu des affaires se mit à craindre que la guerre n'aille finalement à l'encontre de ses intérêts à long terme. Le *Wall Street Journal* alla jusqu'à critiquer la poursuite de la guerre.

À mesure que la guerre devenait plus impopulaire, certaines personnalités proches du gouvernement et même certains membres du gouvernement commencèrent à briser la loi du silence. Daniel Ellsberg en fournit l'exemple le plus spectaculaire.

Économiste formé à Harvard et ancien officier de l'armée, Ellsberg travaillait pour la RAND Corporation, qui effectuait des recherches spéciales et parfois secrètes pour le gouvernement américain. Daniel Ellsberg participa à la rédaction de l'histoire du Vietnam par le département à la Défense, avant de décider avec l'aide de son ami Anthony Russo, un ancien employé de la RAND, de rendre public ce document ultra-confidentiel. Les deux amis s'étaient rencontrés à Saigon où ils avaient été scandalisés par leur expérience directe de la guerre et horrifiés par ce que l'Amérique faisait subir au peuple vietnamien.

Les deux hommes passèrent de nombreuses nuits dans les bureaux d'un ami à photocopier les sept mille pages du document. Ellsberg fit parvenir ces copies à quelques membres du Congrès et au *New York Times*. En juin 1971, ce journal fit paraître des extraits de ce qui allait bientôt être connu sous le nom de *Pentagon Papers*. Ce fut un tollé général.

L'administration Nixon tenta de faire interdire par la Cour suprême la publication intégrale du document, mais la Cour déclara qu'il s'agissait là d'une « atteinte fondamentale », et donc inconstitutionnelle, à la liberté de la presse. Le gouvernement poursuivit alors Ellsberg et Russo, au nom de la loi sur l'espionnage, pour avoir fourni à des personnes non autorisées des documents classés confidentiels. Les deux hommes risquaient de passer de très longues années en prison s'ils étaient reconnus coupables, mais le procès fut finalement annulé en pleine délibération du jury, l'enquête en cours sur le Watergate[1] révélant des comportements illégaux de la part de l'accusation.

L'acte courageux d'Ellsberg rompait avec l'attitude habituelle des dissidents au sein de l'administration américaine, qui préféraient bien souvent garder le silence en attendant que se produisent de menus changements politiques. Un collègue d'Ellsberg lui conseilla vivement de « ne pas tout foutre en l'air, de ne pas [se] suicider », de ne pas quitter le gouvernement où il était « dans la place ». Ellsberg lui répondit qu'il existait « une vie en dehors du pouvoir exécutif ».

Assez tôt, le mouvement pacifiste fut rejoint par d'étranges soutiens : des prêtres et des religieuses de l'Église catholique. Certains avaient été sensibilisés par le mouvement des droits civiques ; d'autres par leur expérience en Amérique latine, où ils avaient pu constater la misère et l'injustice qui régnaient dans les pays sous influence américaine. À l'automne 1967, le père Philip Berrigan (un prêtre joséphite[2] qui avait participé à la Seconde Guerre mondiale), accompagné par l'artiste Tom Lewis et ses amis David Eberhardt et James Mengel, se rendit dans un bureau d'incorporation de Baltimore (Maryland), aspergea les registres de sang et attendit qu'on vienne l'arrêter. Ils furent jugés et condamnés à des peines allant de deux à six ans de prison.

Au mois de mai suivant, Philip Berrigan (en liberté surveillée durant l'instruction de son procès), son frère Daniel (un jésuite qui

1. Lire p. 609-612.
2. Ordre religieux catholique américain entièrement voué à l'évangélisation de la communauté afro-américaine.

s'était rendu au Nord-Vietnam où il avait pu constater les effets des bombardements américains) et sept autres personnes se rendirent au bureau d'incorporation de Catonsville (Maryland) et s'emparèrent des registres pour y mettre le feu. Cette affaire devint fameuse sous le nom des « Neuf de Catonsville ». Daniel Berrigan écrivit ensuite une « Méditation » : « Toutes nos excuses, chers amis, pour avoir troublé l'ordre public, brûlé des papiers au lieu d'enfants, et irrité les gardiens du charnier. Que Dieu nous pardonne, nous ne pouvions faire autrement. [...] Nous déclarons : le meurtre c'est le désordre ; la vie, la douceur, l'altruisme et le sens de la communauté constituent le seul ordre que nous reconnaissions. Pour la sauvegarde de cet ordre nous risquons notre liberté et notre honneur. Les temps sont révolus où les hommes de bien peuvent continuer de se taire, où l'obéissance peut protéger l'homme de tous dangers, où le pauvre peut mourir sans qu'on le défende. »

Lorsque son appel fut définitivement rejeté et qu'il lui fallut se rendre en prison, Daniel Berrigan disparut. Le FBI le rechercha assidûment. Il participa aux fêtes pascales de la Cornell University où il avait enseigné. Il monta sur scène sous les yeux d'une douzaine d'agents du FBI qui le cherchaient dans la foule. À l'extinction des lumières, il se cacha dans l'une des figurines géantes de la troupe Bread and Puppet exposées sur la scène. Il finit par trouver refuge dans une ferme voisine, où il vécut dans la clandestinité pendant quatre mois, écrivant poèmes et articles et donnant des interviews. Il alla même jusqu'à se rendre dans une église de Philadelphie pour y faire un sermon avant de disparaître à nouveau. Daniel Berrigan fut finalement localisé, grâce à l'interception d'un courrier par un informateur du FBI, et emprisonné.

Mary Moylan, ex-religieuse et seule femme parmi les Neuf de Catonsville, refusa également de se rendre au FBI. Dans la clandestinité, elle revenait sur son expérience et expliquait comment elle en était arrivée là : « Nous savions tous que nous irions en prison. J'étais totalement épuisée. J'ai pris ma petite valise et je l'ai mise sous mon lit, puis je me suis couchée. Toutes les femmes détenues dans la prison du comté de Baltimore étaient noires, sauf une, je crois. Ces femmes m'ont réveillée et elles m'ont demandé si je n'allais pas me mettre à pleurer. J'ai demandé pourquoi. "Parce que tu es en prison", m'ont-elles répondu. Alors j'ai dit que je savais que j'allais m'y retrouver. Je dormais entre deux de ces femmes et tous les matins, quand je me réveillais, elles étaient là, la tête posée sur leurs bras, à me regarder. Elles me disaient : "Tu as dormi toute la nuit." Elles n'arrivaient pas à y croire. C'étaient de braves femmes. On s'est bien amusées. [...] Le tournant politique de ma

vie a sans doute eu lieu lorsque j'étais en Ouganda, tout près de la frontière avec le Congo. J'y étais quand les avions américains ont bombardé le Congo. Un jour, les avions sont arrivés et ont bombardé deux villages ougandais. [...] Mais d'où diable pouvaient-ils venir, ces avions américains ? Plus tard, j'étais à Dar es-Salaam lorsque Chou En-lai y vint en visite. L'ambassade des États-Unis fit savoir qu'aucun Américain ne devait sortir dans les rues parce que ce type était un sale dirigeant communiste. Mais je décidai d'aller le voir tout de même parce qu'il était en train d'écrire l'histoire. [...] Quand je suis revenue d'Afrique, je me suis installée à Washington. J'ai pu constater la brutalité des flics et observer le type de vie que menaient la plupart des gens qui y vivaient – des Noirs pour 70 %. [...] Puis ce fut le Vietnam, le napalm, les défoliants et les bombes. [...] Il y a un an, je me suis impliquée dans le mouvement féministe. [...] Au moment de Catonsville, aller en prison avait du sens à mes yeux. En particulier à cause de la situation des Noirs – tant de Noirs croupissaient en prison. [...] Mais je ne pense plus que c'est une stratégie efficace. [...] Je ne veux plus voir personne entrer en prison en souriant. Je ne veux plus qu'ils y aillent. Les années 1970 vont être dures et je ne veux pas que nos sœurs et nos frères gâchent leurs vies en prison. »

La guerre ainsi que le courage de ces prêtres et religieuses eurent pour effet de briser le conservatisme de la communauté catholique. Le 15 octobre 1969, jour de la commémoration nationale du Vietnam Moratorium Day, le portail du Newton Collège of the Sacred Heart, près de Boston, d'ordinaire emprunt d'un calme bucolique et paradis du bon goût politique, arborait un gigantesque poing rouge. Au Boston College, institution catholique, six mille personnes se rassemblèrent le même jour pour manifester contre la guerre.

Les étudiants furent très impliqués dans les toutes premières manifestations pacifistes. Une enquête de la Urban Research Corporation, portant sur les six premiers mois de 1969 et sur seulement deux cent trente-deux universités parmi les deux mille que comptait le pays, montre que deux cent quinze mille étudiants avaient participé à au moins une manifestation pacifiste ; que trois mille six cent cinquante-deux d'entre eux avaient été arrêtés, dont neuf cent cinquante-six avaient été suspendus ou expulsés. Même dans les lycées, à la fin des années 1960, on comptait quelque cinq cents journaux clandestins. À la remise des diplômes de 1969, les deux tiers des étudiants diplômés de la Brown University tournèrent ostensiblement le dos à Henry Kissinger venu faire un discours.

L'apogée de la protestation eut lieu au printemps 1970 lorsque le président Nixon ordonna l'invasion du Cambodge. Le 4 mai 1970, la garde nationale tira sur les étudiants de la Kent State University (Ohio) qui s'étaient rassemblés pour protester contre la guerre, faisant quatre morts et un blessé (ce dernier devait rester paralysé à vie). Les étudiants de quatre cents universités et collèges se lancèrent alors dans la plus grande grève étudiante de toute l'histoire des États-Unis. Pendant l'année scolaire 1969-1970, le FBI enregistra mille sept cent quatre-vingt-cinq manifestations étudiantes dont trois cent treize occupations de locaux.

Les cérémonies de remise de diplômes qui suivirent les assassinats de Kent State ressemblaient bien peu à celles que le pays avait connues auparavant. Une dépêche en provenance d'Amherst (Massachusetts) nous informe que « la centième remise de diplôme de l'université du Massachusetts a pris la forme d'une manifestation, d'un appel à la paix. Le roulement funèbre du tambour rythmait la marche de deux mille six cents jeunes qui exprimaient ainsi "leur crainte, leur tristesse et leur frustration". Des poings gantés de rouge, des symboles de la paix et des colombes bleues étaient dessinés sur le fond noir des toges universitaires et les manifestants les plus âgés portaient presque tous un brassard en signe de paix ».

Les manifestations étudiantes contre le ROTC (Reserve Officers Training Program) provoquèrent sa disparition dans plus de quarante collèges et universités. En 1966, cent quatre-vingt-onze mille sept cent quarante-neuf étudiants s'étaient inscrits au ROTC. En 1973, ils n'étaient plus que soixante-treize mille quatre cent cinquante-neuf. Le ROTC était censé former la moitié des officiers américains au Vietnam. En septembre 1973, pour le sixième mois d'affilée, il ne put remplir son quota. Un responsable militaire déclara : « J'espère que nous ne serons pas impliqués dans une autre guerre, parce que si cela arrivait je doute que nous soyons en mesure de nous battre. »

La publicité faite à ces manifestations étudiantes donna l'impression que l'opposition à la guerre était exclusivement le fait de la petite bourgeoisie intellectuelle. Lorsque des ouvriers new-yorkais du bâtiment agressèrent des étudiants, la nouvelle fut relayée par les médias nationaux. Pourtant, un certain nombre d'élections dans les villes américaines – parmi lesquelles des villes traditionnellement ouvrières – démontraient que le sentiment pacifiste était également fort au sein de la classe ouvrière. À Dearborn (Michigan), une ville centrée sur l'industrie automobile, un sondage effectué dès 1967 montrait que 41 % de la population était favorable à un

retrait des troupes américaines du Vietnam. En 1970, dans deux comtés de Californie (San Francisco et Marin) où la question fut mise aux voix, le retrait recueillit une majorité de voix.

Fin 1970, lorsqu'un sondage Gallup posa la question de savoir si « les États-Unis [devaient] retirer leurs troupes du Vietnam à la fin de l'année » suivante, 65 % des sondés répondirent par l'affirmative. À Madison (Wisconsin), au printemps 1971, une résolution appelant au retrait immédiat des troupes américaines du Sud-Est asiatique l'emporta par trente et un mille voix contre seize mille (une résolution identique avait échoué en 1968).

Mais l'information la plus surprenante se trouvait dans une enquête menée par l'université du Michigan. Elle montrait clairement que, sur toute la durée de la guerre du Vietnam, les Américains les plus modestement diplômés avaient été plus vivement en faveur du retrait des troupes que les Américains de niveau scolaire supérieur. En juin 1966, 27 % des individus possédant un diplôme de collège étaient favorables à un retrait immédiat contre 41 % de ceux qui n'avaient qu'un diplôme scolaire. En septembre 1970, les deux populations étaient majoritairement pacifistes : 47 % pour les plus diplômés et 61 % pour les autres.

D'autres sources confirment ce fait. Dans un article de l'*American Sociological Review* de juin 1968, Richard F. Hamilton tire de son enquête la conclusion que « le penchant pour une politique "musclée" est plus fréquent dans les groupes suivants : les individus les plus diplômés, les professions les plus valorisées, les plus hauts revenus, les populations les plus jeunes et les lecteurs assidus de la presse ». De son côté, Harlan Hahn, spécialiste des sciences politiques, observait, après s'être penché sur divers référendums municipaux concernant le Vietnam, que la volonté de mettre fin à la guerre était la plus forte chez les catégories socio-économiques défavorisées. Il remarquait également que les sondages réguliers fondés sur des échantillons de la population minimisaient l'opposition à la guerre chez les classes les moins favorisées.

Tout cela était le résultat d'un changement général dans la population américaine. En août 1965, 61 % de la population estimait que l'engagement américain au Vietnam n'était pas une mauvaise chose. En mai 1971, 61 % des Américains pensaient le contraire. Bruce Andrews, un étudiant de Harvard travaillant sur les mouvements de l'opinion publique, découvrit que les groupes les plus clairement critiques à l'égard de la guerre étaient les plus de cinquante ans, les Noirs et les femmes. Il remarquait également qu'une enquête effectuée au printemps 1964, alors que le Vietnam restait un sujet mineur pour la presse, révélait que 53 % des personnes

ayant fréquenté le collège étaient en faveur de l'envoi de troupes au Vietnam contre 33 % seulement de ceux qui n'avaient pas dépassé l'école primaire.

Il semble que les médias les plus bellicistes, eux-mêmes dirigés par des individus au niveau d'instruction très élevé et aux revenus conséquents, aient tenté de donner l'impression que la classe ouvrière était particulièrement patriote et favorable à la guerre. En 1968, dans un sondage sur les Noirs et les Blancs pauvres du Sud, Lewis Lipsitz paraphrasait ainsi une position qu'il qualifiait de typique : « La seule manière d'aider les pauvres est de sortir de cette guerre du Vietnam. [...] Les impôts – très élevés – sont utilisés là-bas pour tuer des gens et je ne vois vraiment pas pourquoi. »

La capacité des Américains ordinaires à se forger une opinion personnelle s'observe tout particulièrement dans le glissement progressif vers une attitude plus pacifiste des soldats américains eux-mêmes – les engagés volontaires et les appelés étant pour la plupart issus des populations les plus modestes. L'histoire américaine avait déjà connu des exemples de désaffection des soldats : mutineries sporadiques pendant la Révolution américaine ; refus de se réengager au beau milieu de la guerre du Mexique ; désertions et objection de conscience pendant les deux Guerres mondiales. Néanmoins, ce fut à l'occasion de la guerre du Vietnam que l'opposition des soldats et des vétérans atteignit un niveau jamais égalé auparavant.

Ce furent d'abord des protestations isolées. Dès juin 1965, Richard Steinke, un diplômé de West Point en poste au Vietnam, refusa de monter à bord d'un avion qui devait le transporter vers un village reculé. « La guerre du Vietnam ne vaut pas qu'on lui sacrifie une seule vie américaine », déclara-t-il. Steinke passa en cour martiale et fut chassé de l'armée. L'année suivante, trois soldats, un Noir, un Portoricain et un Italo-Lituanien, tous de milieux défavorisés, refusèrent de partir pour le Vietnam, dénonçant le caractère « immoral, illégal et injuste » de la guerre. Ils passèrent également en cour martiale et furent jetés en prison.

Au début de 1967, le capitaine Howard Levy, médecin militaire à Fort Jackson (Caroline du Sud), refusa d'enseigner aux bérets verts, une force spéciale d'élite de l'armée américaine. Il déclara que ces gens étaient des « assassins de femmes et d'enfants » et des « tueurs de paysans ». Il fut également jugé par une cour martiale pour avoir tenu des propos appelant à la désertion. Le président du tribunal militaire – un colonel – déclara que « la véracité des propos tenus ne [faisait] pas l'objet du procès en cours ». Levy fut condamné et emprisonné.

Les actes individuels se multiplièrent. Un soldat noir refusa d'embarquer dans un transport de troupes à destination du Vietnam. Une infirmière de la marine, le lieutenant Susan Schnall, fut jugée pour avoir participé à une manifestation pacifiste en uniforme et jeté du haut d'un avion des tracts pacifistes sur une installation de la marine américaine. À Norfolk (Virginie), un marin refusa d'entraîner des pilotes de l'armée parce qu'il jugeait la guerre immorale. Un lieutenant fut arrêté à Washington DC, au début de 1968, pour avoir stationné devant la Maison-Blanche avec un écriteau proclamant : « Cent vingt mille vies américaines. Et pour quoi faire ? » Deux soldats noirs, George Daniels et William Harvey, furent également lourdement condamnés (six ans de prison pour le premier et dix pour le second) pour avoir tenus des propos pacifistes à d'autres soldats noirs.

Les désertions se multiplièrent. Des milliers de jeunes réfractaires s'enfuirent en Europe – en France, en Suède, aux Pays-Bas –, mais la plupart d'entre eux trouvèrent refuge au Canada. On parle de cinquante mille à cent mille déserteurs. D'autres restaient aux États-Unis et certains défièrent ouvertement les autorités militaires en se réfugiant dans les églises où, protégés par des amis et des militants pacifistes, ils attendaient qu'on vienne les arrêter pour les juger. Dans la chapelle de l'université de Boston, un millier d'étudiants se relayèrent jour et nuit durant cinq jours pour protéger Ray Kroll, un jeune déserteur de dix-huit ans.

L'histoire de Kroll est caractéristique. Issu d'un milieu pauvre, il fut un jour jugé pour ivresse. Le tribunal lui donna le choix entre la prison et l'armée. Il choisit l'armée. Ce n'est qu'ensuite qu'il se mit à réfléchir à la nature de cette guerre.

Un dimanche matin, des agents fédéraux se présentèrent devant la chapelle de l'université de Boston, traversèrent les lieux – bondés d'étudiants –, enfoncèrent des portes et se saisirent de Kroll. De l'intérieur de la prison militaire, il criait à ses camarades : « Je ne tuerai pas, c'est contre mes convictions. » Un ami rencontré dans la chapelle lui fit porter quelques livres. Plus tard, il cita une phrase qu'il y avait trouvée : « Ce que nous avons fait ne sera pas perdu pour l'Éternité. Tout vient à son heure et porte ses fruits en temps voulu. »

Au sein de l'armée, le mouvement pacifiste s'organisait. Près de Fort Jackson, le premier « GI coffeehouse » ouvrit ses portes. Il s'agissait d'un lieu où les soldats pouvaient consommer des cafés et des beignets, lire des publications pacifistes et discuter librement les uns avec les autres. Il fonctionna quelques années avant d'être

considéré comme une « nuisance publique » et fermé par décision de justice. Mais d'autres GI coffeehouses ouvrirent dans une douzaine de villes du pays, et des librairies pacifistes furent créées aux environs de Fort Devens (Massachusetts) et près de la base navale de Newport (Rhode Island).

Des journaux clandestins commencèrent à paraître dans les différentes bases militaires du pays. En 1970, on en comptait plus de cinquante dont *About Face* à Los Angeles, *Fed-up!* à Tacoma (Washington), *Short Times* à Fort Jackson, *Vietnam GI* à Chicago, *Graffiti* à Heidelberg en Allemagne, *Bragg Briefs* en Caroline du Nord, *Last Harass* à Fort Gordon (Géorgie), *Helping Hand* sur la base aérienne de Mountain Home (Idaho). Ces journaux publiaient des articles contre la guerre, donnaient des informations sur le harcèlement subi par les soldats et des conseils pratiques sur leurs droits et sur les manières de résister à la hiérarchie militaire.

En plus du sentiment pacifiste, on pouvait également déceler une profonde colère contre la cruauté et la déshumanisation de la vie militaire. Cela était particulièrement vrai pour les soldats détenus dans les prisons de l'armée et dans les cellules des casernes. En 1968, à la prison de la base de Presidio (Californie), un prisonnier psychologiquement fragile avait été abattu par un garde pour avoir abandonné sa corvée. Vingt-sept prisonniers cessèrent immédiatement de travailler et s'assirent en entonnant *We Shall Overcome*. Jugés par une cour martiale, ils furent condamnés pour mutinerie à quatorze ans de prison. La peine fut ensuite réduite devant les réactions d'indignation de l'opinion publique.

La protestation s'étendit au front vietnamien. Lorsque les grandes manifestations du Moratorium Day eurent lieu aux États-Unis en octobre 1969, certains soldats cantonnés au Vietnam arborèrent des brassards noirs en signe de solidarité. Un photographe de presse déclara avoir rencontré près de Da Nang une patrouille dont la moitié des soldats portaient ce brassard. Un soldat cantonné à Cu Chi écrivit le 26 octobre 1970 à l'un de ses amis que des compagnies spéciales avaient été organisées pour réunir les soldats qui refusaient de combattre. « Ce n'est plus très rare ici qu'on refuse d'y aller. » *Le Monde* révélait qu'en l'espace de quatre mois cent neuf soldats avaient été jugés pour refus de combattre. Le correspondant de ce journal ajoutait qu'il n'était « pas rare de voir un soldat noir lever le poing gauche en signe de protestation contre une guerre qu'il n'a jamais considérée comme le concernant ».

Wallace Terry, un reporter noir-américain de *Time*, enregistra des conversations avec des centaines de soldats noirs. On y découvre leur amertume vis-à-vis du racisme dans l'armée, leur dégoût de la

guerre et leur moral plutôt bas. Les *fraggings*, attentats perpétrés par les soldats qui plaçaient une grenade dans la tente des officiers qui les commandaient ou dont ils voulaient se venger, se multiplièrent. Durant la seule année 1970, le Pentagone fit état de deux cent neuf *fraggings*. De retour du Vietnam, des soldats formèrent le Vietnam Veterans Against the War. En décembre 1970, plusieurs centaines d'entre eux se rendirent à Detroit, lors de l'enquête dite du « Winter Soldier », pour témoigner publiquement des atrocités auxquelles ils avaient participé ou assisté – atrocités commises par les Américains contre les Vietnamiens. En avril 1971, plus d'un millier de ces vétérans se rendirent à Washington DC pour manifester contre la guerre. Les uns après les autres, ils lancèrent de l'autre côté du grillage qui entoure le Capitole les médailles qu'ils avaient reçues au Vietnam. Après quoi, ils prononcèrent de brefs discours, émus ou amers, sur la guerre.

À l'été 1970, vingt-huit officiers de l'armée, parmi lesquels quelques vétérans du Vietnam, déclarèrent représenter deux cent cinquante autres officiers et fondèrent le Concerned Officers Movement contre la guerre. Ce fut aux environs des fêtes de Noël, en 1972, qu'eurent lieu les premières défections de pilotes de B-52, qui refusaient de remplir leur mission de bombardements intensifs sur Hanoi et Haiphong.

Le 3 juin 1973, le *New York Times* révélait que de nombreux cadets de West Point abandonnaient leurs études. Le journaliste ajoutait que les responsables de cette école militaire reliaient ce fait « au caractère moins discipliné, plus sceptique et plus exigeant de la nouvelle génération, ainsi qu'au sentiment pacifiste qu'une petite minorité radicale et la guerre du Vietnam [avaient] réussi à créer ».

Pourtant, la plupart des actes pacifistes furent le fait de soldats ordinaires – Noirs, Blancs, Indiens, Chinois ou Chicanos (de retour en Amérique les soldats chicanos manifestèrent par milliers contre la guerre) –, dont la grande majorité était issue de milieux pauvres.

Sam Choy, un jeune new-yorkais de vingt et un ans d'origine chinoise, s'était engagé à dix-sept ans dans l'armée américaine. Au Vietnam, où il servait en tant que cuisinier, il fut la cible des violences racistes de ses camarades, qui prétendaient qu'il ressemblait à l'ennemi. Un jour, il prit un fusil et tira en guise d'avertissement en direction de ceux qui le raillaient. « À ce moment-là, j'étais près du périmètre de la base et j'ai pensé rejoindre les Viêt-congs. Eux au moins auraient confiance en moi. »

Choy fut arrêté par la police militaire et jugé par une cour martiale. Il fit dix-huit mois de travaux forcés à Fort Leavenworth, où il fut battu quotidiennement. En conclusion de l'interview qu'il

accorda à un journal du quartier chinois de New York, il déclara : « Je veux dire à tous les jeunes Chinois que l'armée m'a rendu malade. Elle m'a rendu si malade que je ne peux plus la supporter. » Datée d'avril 1972, une dépêche en provenance de Phu Bai annonçait que cinquante soldats sur les cent quarante-deux que comptait l'une des compagnies avaient refusé de partir en patrouille. Ils hurlaient : « Cette guerre n'est pas la nôtre ! » Le 14 juillet 1973, le *New York Times* écrivait que des prisonniers de guerre américains auxquels des officiers américains également prisonniers demandaient de ne pas coopérer avec l'ennemi s'étaient écrié : « Mais qui est l'ennemi ? » Ils formèrent un comité pour la paix dans le camp de prisonniers. Un sergent du comité se souvenait plus tard de l'interminable marche qui le conduisit du lieu de sa capture au camp de prisonniers : « Tout au long du chemin qui menait au premier camp, on n'a pas vu un seul village intact. Ils étaient tous détruits. Je me suis assis par terre au milieu d'un village et je me suis demandé si cela était juste, si on avait le droit de détruire des villages, le droit d'assassiner autant de gens. Il ne m'a pas fallu longtemps pour trouver la réponse. »

Après qu'en 1973 les États-Unis eurent finalement décidé de retirer leurs troupes du Vietnam, les responsables du Pentagone à Washington et le porte-parole de la marine à San Diego annoncèrent que l'armée allait se débarrasser de ses éléments « indésirables », c'est-à-dire d'environ six mille hommes du contingent Pacifique, « pour la plupart des Noirs ». Près de sept cent mille soldats avaient quitté l'armée avec une mention « moins qu'honorable ». En 1973, un cinquième des libérés reçurent cette mention « moins qu'honorable », qui signalait en général une attitude particulièrement peu respectueuse à l'égard des autorités militaires. En 1971, environ 18 % des soldats avaient été signalés « absents sans permission », trois ou quatre fois de suite pour certains d'entre eux. Le nombre des désertions était passé de quarante-sept mille en 1967 à quatre-vingt-neuf mille en 1971.

Ron Kovic n'avait pas déserté. Il s'était battu avant de devenir un militant pacifiste convaincu. En 1963, à l'âge de dix-sept ans, il s'était engagé dans l'armée. Deux ans plus tard, un éclat d'obus l'ayant blessé à la colonne vertébrale, il resta paralysé des deux jambes et ne se déplaça plus qu'en fauteuil roulant. De retour aux États-Unis, il fut témoin du traitement brutal infligé aux blessés de la guerre dans les hôpitaux de l'armée. Cela le fit réfléchir sur la guerre et il adhéra aux Vietnam Veterans Against the War. Il se rendit à des manifestations pour s'exprimer contre la guerre. Un soir, il entendit l'acteur Donald Sutherland lire *Johnny s'en va-t-en guerre*.

Ce roman de Donald Trumbo écrit après la Première Guerre mondiale raconte l'histoire d'un soldat dont les membres et le visage ont été emportés par un éclat d'obus. Ne reste plus qu'un torse muni d'un cerveau qui invente un moyen de communiquer avec le monde extérieur pour lancer un message si fort qu'on ne peut l'entendre sans frémir.

« Sutherland s'est mis à lire un passage et quelque chose que je n'oublierai jamais s'est passé en moi. C'était comme si quelqu'un racontait tout ce que j'avais vécu à l'hôpital. [...] Je me suis mis à trembler et je me souviens que j'avais les larmes aux yeux. »

Kovic manifesta contre la guerre et fut arrêté. Dans son livre *Né un 4 juillet*, il raconte cette expérience : « Ils me remirent sur mon fauteuil et m'emmenèrent dans un autre endroit de la prison pour m'inscrire. "Comment vous appelez-vous ?" me demanda l'officier qui se trouvait derrière le bureau. "Ron Kovic", ai-je répondu. "Profession ? — Vétéran du Vietnam contre la guerre. — Quoi ?" m'a-t-il demandé avec ironie. "Je suis un vétéran du Vietnam contre la guerre", ai-je répété en criant. "T'aurais dû y mourir", me dit-il. Il s'est tourné vers son assistant et il a ajouté : "J'ai bien envie de jeter ce type du haut du toit." Après, ils prirent mes empreintes, me photographièrent et me mirent dans une cellule. Je commençai à mouiller mon pantalon comme un bébé. Le tube avait glissé quand le médecin m'avait examiné. J'essayai de m'endormir mais, même épuisé, la colère était là, en moi, comme une grosse pierre dans ma poitrine. J'ai posé ma tête contre le mur et j'ai écouté le bruit des chasses d'eau toute la nuit. »

En 1972, Kovic et d'autres vétérans se rendirent à la convention nationale du parti républicain à Miami. Ils pénétrèrent en fauteuil roulant dans la salle de la convention et, au moment où Nixon allait commencer son discours d'investiture, ils se mirent à hurler : « Arrêtez les bombardements ! Arrêtez la guerre ! » Ils furent traités de traîtres par les délégués républicains et furent jetés dehors par les agents des renseignements.

À l'automne 1973, comme la victoire ne s'annonçait toujours pas et que les troupes nord-vietnamiennes s'installaient dans différentes régions du Sud-Vietnam, les États-Unis acceptèrent d'envisager un compromis : les soldats américains se retireraient tandis que les troupes révolutionnaires resteraient où elles étaient jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement élu, comportant des communistes et des non-communistes, se mette en place. Saigon rejeta cette solution et les États-Unis décidèrent de se livrer à un ultime assaut pour faire plier le Nord-Vietnam. Des vagues de B-52 survolèrent Hanoi et Haiphong pour y pilonner les maisons et les hôpitaux, faisant

de très nombreuses victimes civiles. Finalement, cette opération fut elle aussi un échec. De nombreux B-52 furent abattus en plein vol et les protestations internationales obligèrent Kissinger à retourner à Paris pour signer un accord de paix qui ressemblait fort au précédent.

Après avoir retiré leurs troupes, les États-Unis continuèrent à soutenir le gouvernement de Saigon. Mais lorsque les Nord-Vietnamiens se lancèrent au début de 1975 à l'assaut des principales villes du Sud, ce gouvernement s'effondra. Fin avril, les troupes nord-vietnamiennes entraient dans la capitale. Le personnel de l'ambassade américaine s'enfuit avec de nombreux Vietnamiens qui redoutaient le régime communiste. La longue guerre avec le Vietnam avait pris fin. Saigon fut rebaptisée Ho Chi Minh-Ville et les deux Vietnams furent réunifiés en une République démocratique du Vietnam.

Il est traditionnel en histoire de toujours mettre l'arrêt des guerres au crédit des responsables politiques – au travers de négociations à Paris, à Genève, à Versailles ou à Bruxelles – et les « peuples » sont souvent rendus responsables de les avoir voulues. La guerre du Vietnam démontra pourtant clairement que, au moins dans son cas, les dirigeants politiques furent les derniers à se résoudre à faire un pas en direction de la paix. Si le « peuple » avait en ce domaine une sérieuse avance, le président était loin derrière, la Cour suprême se gardait bien de décréter l'inconstitutionnalité de la guerre et le Congrès était à la traîne de l'opinion publique.

Au printemps 1971, les journalistes d'agence Rowland Evans et Robert Novak, deux ardents défenseurs de la guerre, notaient avec regret « une explosion soudaine du sentiment pacifiste » à la Chambre des représentants et déclaraient que les « activités anti-guerre, si répandues de nos jours chez les démocrates de la Chambre, sont moins dirigées directement contre Nixon que provoquées par la pression de l'électorat ».

Le Congrès américain ne vota la résolution selon laquelle les troupes américaines ne pouvaient être envoyées au Cambodge sans son accord qu'après la fin de l'intervention armée dans ce pays et la gigantesque agitation qu'elle provoqua sur les campus universitaires. Il attendit la fin de 1973, date à laquelle les troupes américaines se retiraient du Vietnam, pour voter un texte interdisant au président d'engager une guerre sans l'accord préalable du Congrès. Le texte précisait néanmoins que le président pouvait se passer de cet accord pendant une période de soixante jours.

Le gouvernement américain était en train de perdre la guerre au Vietnam tandis que le mouvement pacifiste l'emportait aux États-

Unis. Occultant ces faits, l'administration essaya de faire croire aux Américains que la guerre cessait parce que le gouvernement avait finalement décidé de négocier la paix. Mais les documents confidentiels du gouvernement prouvent au contraire qu'il se souciait au plus haut point des « opinions publiques » américaines et étrangères.

En juin 1964, les plus hauts responsables de l'armée américaine et du département d'État se réunirent à Honolulu en présence de l'ambassadeur Henry Cabot Lodge. « Rusk fit remarquer que notre "opinion publique" était sérieusement divisée sur notre politique dans le Sud-Est asiatique. C'est pourquoi le président avait besoin d'un soutien ferme. » Diem venait d'être renversé par le général Khanh. Les historiens du Pentagone poursuivent : « Dès son retour à Saigon, le 5 juin, l'ambassadeur Lodge appela le général Khanh. [...] Le principal objectif de cette discussion avec Khanh était de lui faire savoir que le gouvernement allait dans un futur proche préparer l'opinion publique américaine à l'éventualité d'actions contre le Nord-Vietnam. » Deux mois plus tard, l'affaire du golfe du Tonkin éclatait.

Le 2 avril 1965, une note du directeur de la CIA, John McCone, proposait d'intensifier les bombardements parce qu'ils ne causaient pas « suffisamment de dégâts » pour obliger le Nord-Vietnam à changer de politique. « D'un autre côté, il faut nous attendre à une pression accrue pour que cessent les bombardements [...] de la part de diverses factions du public américain, de la presse, des Nations unies et de l'opinion internationale. » Selon McCone, les États-Unis devaient tenter de porter l'estocade au Nord-Vietnam avant que de telles pressions puissent se mettre en place.

Comme nous l'avons déjà vu, le sous-secrétaire à la Défense, John McNaughton, préconisait, début 1966, la destruction des digues et des barrages de manière à provoquer « une famine généralisée » – « les frappes sur des objectifs civils » risquant de produire « un élan contre-productif d'indignation à l'étranger aussi bien qu'aux États-Unis ». En mai 1967, les historiens du Pentagone écrivaient que « McNaughton était également très attentif à l'ampleur et à l'intensité des réactions et du mécontentement de l'opinion publique vis-à-vis de la guerre. [...] En particulier chez les jeunes, les classes défavorisées, l'intelligentsia et les femmes. » McNaughton s'interrogeait : « Le rappel de vingt mille soldats de réserve [...] provoquera-t-il une réaction telle que nous ne pourrions plus contrôler les "colombes" [1] américaines ? Seront-ils nombreux à refuser de

1. Partisans d'un règlement pacifique des conflits internationaux, les « colombes » s'opposent aux « faucons », adeptes de l'impérialisme militarisé.

servir, de combattre, de coopérer, et même pire? » Il prévenait qu'il « pourrait bien y avoir une limite au-delà de laquelle de nombreux Américains et de nombreux pays dans le monde ne soutiendraient plus les États-Unis. L'image de la plus grande puissance du monde tuant ou blessant gravement mille civils par semaine en essayant de soumettre un minuscule pays attardé, pour des raisons que de nombreuses personnes trouvent discutables, n'est pas très glorieuse. Cela pourrait bien provoquer une dangereuse remise en question de la conscience nationale américaine ».

Cette « dangereuse remise en question » semble bien avoir eu lieu au printemps 1968. Après l'attaque soudaine et inquiétante du Têt menée par le Front national de libération, le général Westmoreland demanda au président Johnson de lui envoyer deux cent mille hommes supplémentaires, qui s'ajouteraient aux cinq cent vingt-cinq mille déjà présents sur place. Johnson demanda conseil à un petit groupe d'officiers de terrain. Ils étudièrent la situation et parvinrent à la conclusion que ces soldats supplémentaires « américaniseraient » définitivement la guerre sans pour autant aider le gouvernement de Saigon, tant ce dernier « ne semble pas souhaiter – et encore moins pouvoir – s'assurer le soutien ou la loyauté nécessaires du peuple ». En outre, toujours selon ce rapport, l'envoi de troupes supplémentaires nécessiterait un recours à l'armée de réserve et une augmentation du budget de la Défense, donc plus de pertes humaines et plus d'impôts. « Le mécontentement croissant – accompagné, comme il le sera assurément, de refus de servir et de troubles urbains accrus par le sentiment que l'on néglige les affaires intérieures – risque fort de provoquer une crise nationale d'une ampleur inconnue jusque-là. »

Ces « troubles urbains accrus » faisaient sans doute allusion aux soulèvements de certains Noirs qui, en 1967, avaient souligné – que les acteurs en aient eu clairement conscience ou non – le lien entre la guerre à l'étranger et la pauvreté aux États-Unis.

Il apparaît donc clairement dans les *Pentagon Papers* que la décision prise par Johnson, au printemps 1968, de refuser à Westmoreland des soldats supplémentaires, comme celle de ralentir pour la première fois l'escalade des violences et les bombardements et de se rendre à la table de négociations, fut grandement influencée par tout ce que les Américains avaient pu faire pour exprimer leur opposition à la guerre.

Lorsque Nixon devint président, il tenta lui aussi de faire croire à l'opinion publique qu'il resterait insensible aux protestations. Pourtant, il devint fou de rage lorsqu'un pacifiste manifesta seul devant la Maison-Blanche. Le caractère hystérique des actions

conduites par Nixon à l'encontre des opposants – cambriolages, mises sur écoute, ouvertures du courrier – révèle l'emprise du mouvement pacifiste sur l'esprit des responsables nationaux.

Autre signe que les idées du mouvement pacifiste faisaient leur chemin dans l'opinion publique américaine : les jurés hésitaient de plus en plus à condamner les activistes pacifistes et les juges se mirent également à les traiter différemment. À Washington, en 1971, les juges acquittèrent certains manifestants pour des actes qu'ils auraient deux ans plus tôt jugés dignes de la prison. Les groupes pacifistes qui s'en prenaient aux bureaux d'incorporation, comme l'avaient fait avant eux les Quatre de Baltimore, les Neuf de Catonsville, les Quatorze de Milwaukee, les Cinq de Boston et d'autres, se voyaient dorénavant infliger – pour des actes identiques – des peines plus légères.

Le dernier de ces groupes, les Vingt-Huit de Camdem, était composé de prêtres, de religieuses et de laïcs qui avaient lancé une opération contre le bureau d'incorporation de Camdem (New Jersey) en août 1971. C'était exactement ce qu'avaient fait, quatre ans plus tôt, les Quatre de Baltimore, qui avaient tous été condamnés à plusieurs années de prison. Pourtant, dans le cas de Camdem, les accusés furent franchement acquittés par le jury. L'un des jurés, un chauffeur de taxi noir de trente-trois ans originaire d'Atlantic City, Samuel Braithwaite, avait passé près de onze ans dans l'armée. Il laissa une lettre à l'attention des accusés : « À vous, les médecins de l'âme armés des talents que Dieu vous a donnés, je dis bravo. Bravo pour tenter de guérir ces malades irresponsables, ces hommes qui ont été choisis par la population pour la gouverner et la diriger, ces hommes qui ont trompé la population en faisant pleuvoir la mort et la destruction sur une nation sans défense. [...] Vous êtes sortis pour faire votre part quand vos frères restent enfermés dans leur tour d'ivoire à regarder. [...] Un jour, dans un futur proche, la paix et l'harmonie pourraient régner sur toutes les nations du monde. »

Cela se passait en mai 1973. Les troupes américaines quittaient le Vietnam. C. L. Sulzberger, un correspondant du *New York Times* proche du gouvernement, écrivait : « Les États-Unis sortent grands perdants de cette guerre et les manuels d'histoire devront l'admettre. [...] C'est dans la vallée du Mississippi que nous avons perdu la guerre et non dans celle du Mékong. Les gouvernements successifs n'ont jamais su s'assurer le soutien nécessaire de l'opinion publique américaine. »

En vérité, les États-Unis avaient perdu la guerre à la fois dans la vallée du Mékong et dans celle du Mississippi. Il s'agissait de la

première défaite évidente de l'empire américain édifié après la Seconde Guerre mondiale. Et cette défaite fut administrée à la fois par des paysans révolutionnaires à l'étranger et par un incroyable mouvement de protestation en Amérique même.

Quelques années auparavant, le 26 septembre 1969, le président Richard Nixon avait déclaré, devant l'activisme croissant du mouvement pacifiste à travers tout le pays, que « quelles que soient les circonstances [il ne se laisserait] jamais influencer par ce mouvement ». Pourtant, neuf ans plus tard, dans ses Mémoires, il admettait que ce mouvement l'avait contraint à abandonner ses plans d'intensification de la guerre : « Bien que continuant publiquement d'ignorer la furieuse controverse pacifiste, [...] je savais malgré tout que, à la suite des manifestations et des événements du Vietnam Moratorium Day, l'opinion publique américaine se retrouverait terriblement divisée par toute escalade militaire de la guerre. » Nous sommes là devant l'une des rares reconnaissances de la force de la protestation publique émises par un président.

Pourtant, d'un point de vue plus large, quelque chose d'autrement important encore s'était sans doute produit. Aux États-Unis même, la révolte ne se limitait plus à la seule question du Vietnam.

Chapitre XIX
Surprises

« NOUS VOTONS ? Mais qu'est-ce que cela change ? » s'interrogeait Helen Keller en 1911. À peu près à la même époque, Emma Goldman affirmait que « le suffrage universel [était] un fétiche moderne ». Et en effet, si les femmes votèrent au même titre que les hommes après 1920, elles conservèrent peu ou prou leur statut social subalterne.

Peu de temps après que les femmes eurent obtenu le droit de vote, on put juger de la véritable ampleur de cette avancée sociale à la simple lecture d'un article de Dorothy Dix publié dans plusieurs journaux du pays. La femme ne doit pas se contenter de s'occuper du foyer familial, assurait-elle. « L'épouse d'un homme est la vitrine grâce à laquelle il expose sa réussite sociale. [...] Les affaires les plus importantes se concluent bien souvent au cours des repas. [...] Nous invitons à dîner les gens qui peuvent nous faire progresser dans la société. [...] L'épouse qui sait cultiver un cercle de relations utiles, qui fréquente les clubs, qui sait être intéressante et se rendre agréable [...] est un atout majeur pour son mari. »

Au cours de leur enquête sur la ville de Muncie (Indiana) à la fin des années 1920, Robert et Helen Lynd notaient que le jugement porté sur une femme dépendait principalement de son comportement et de ses vêtements. Ils remarquaient également que les hommes, lorsqu'ils parlaient franchement des femmes, avaient « tendance à [les] juger plus pures et moralement supérieures aux hommes, mais malgré tout relativement dépourvues d'esprit pratique, émotives, instables, enclines aux préjugés, facilement choquables et parfaitement incapables d'affronter la réalité ou de mener une réflexion approfondie ».

Au début des années 1930, un écrivain vantait l'industrie des produits de beauté en commençant ainsi son article : « L'Américaine moyenne possède 1,5 mètre carré de peau. » Puis il évoquait les quarante mille instituts de beauté américains et les 2 milliards de chiffre d'affaires annuel de l'industrie du cosmétique. Tout cela lui semblait fort insuffisant : « Pourtant, les Américaines ne dépensent pas ne serait-ce que le cinquième de l'argent nécessaire à parfaire leur apparence. » Il énumérait ensuite les produits « annuellement indispensables à la beauté de toute femme » : douze massages à l'huile chaude, cinquante-deux masques faciaux, vingt-six épilations de sourcils, etc.

En fait, les femmes s'étaient montrées capables d'échapper au carcan de la femme au foyer, de la mère, de l'épouse, de l'idéal féminin et de l'isolement chaque fois que leur participation avait été absolument nécessaire, que ce soit dans l'industrie de guerre ou dans les mouvements sociaux. Dès que leur aide n'était plus indispensable, les hommes tentaient à nouveau de réenfermer ces femmes que l'on avait pourtant quasiment arrachées à leur prison – en liberté conditionnelle, en quelque sorte. C'est cela que le mouvement féministe entendait bien changer.

La Seconde Guerre mondiale augmenta la part du travail des femmes dans des proportions jamais atteintes auparavant. En 1960, 36 % des femmes de plus de seize ans (23 millions) étaient salariées. Mais parmi les 43 % de femmes ayant un emploi et des enfants, 2 % seulement bénéficiaient de places dans les crèches. Les autres devaient se débrouiller par leurs propres moyens. D'autre part, si les femmes représentaient 50 % de l'électorat, elles n'occupaient (même en 1967) que 4 % des sièges dans les assemblées législatives et 2 % des postes de juges. Le salaire moyen de la femme équivalait à un tiers seulement de celui de l'homme. Dans l'ensemble, le statut social des femmes ne semblait pas avoir beaucoup évolué depuis les années 1920.

En 1964, la sociologue et féministe Alice Rossi écrivait : « S'il n'y a pas d'antiféminisme déclaré dans notre société, ce n'est certes pas parce que l'égalité des sexes y est acquise, mais parce qu'il n'y a quasiment plus la moindre étincelle de féminisme chez les Américaines. »

C'est au sein du mouvement pour les droits civiques des années 1960 que l'on peut trouver les premiers indices de l'émergence d'une conscience collective féminine. Comme toujours dans les mouvements sociaux, les femmes se trouvaient en première ligne, mais comme simples soldats, jamais comme généraux. Au bureau du Student Nonviolent Coordinating Committee d'Atlanta

(SNCC), Ruby Doris Smith, une étudiante du Spelman College qui avait été emprisonnée durant les occupations de locaux, s'éleva contre la manière dont les femmes étaient systématiquement réduites aux travaux de secrétariat. Sandra Hayden et Mary King, également du SNCC, en firent autant. Les dirigeants masculins du SNCC les écoutèrent attentivement, étudièrent l'exposé de leurs revendications et les documents réunis pour les étayer, mais rien ne changea réellement. Ella Baker, forte personnalité de Harlem qui militait alors dans le Sud, admettait savoir ce qui l'attendait : « Je savais dès le départ qu'en tant que femme, et même vieille femme, au sein d'un groupe de religieux habitués à ce que les femmes les servent avec vénération, il n'était pas question que j'occupe un rôle de premier plan. »

Certaines femmes avaient pourtant joué un rôle crucial et pris des risques au cours des premières années de militantisme dans le Sud, et elles étaient considérées avec respect et admiration. La plupart d'entre elles étaient assez âgées, telles Ella Baker justement, Amelia Boynton de Selma (Alabama) ou « Mama Dolly » d'Albany (Géorgie). D'autres, plus jeunes – Gloria Richardson dans le Maryland, Annelle Ponder dans le Mississippi –, n'étaient pas seulement des militantes, mais également des meneuses. Des femmes de tous âges manifestaient et étaient emprisonnées. Fannie Lou Hammer, fermière à Ruleville (Mississippi), devint célèbre pour ses talents d'activiste et d'oratrice. Elle chantait des hymnes, manifestait de sa démarche claudicante (elle avait eu la polio étant enfant) et galvanisait les foules. « J'en ai marre d'en avoir marre ! » disait-elle souvent.

À peu près à la même époque, certaines femmes de la petite bourgeoisie blanche commencèrent à prendre la parole. Betty Friedan écrivit un livre prophétique, inspiré et inspirant : *The Feminine Mystique*. « Quel était ce malaise indicible? Quels mots utilisaient-elles lorsqu'elles essayaient de l'exprimer? Parfois, une femme disait : "Il m'arrive de me sentir vide [...], incomplète." Ou bien encore : "J'ai l'impression de ne pas exister." D'autres fois : "Un sentiment de fatigue. [...] Je suis si en colère après mes enfants que cela me fait peur. [...] Je pleure sans raison." »

Si Friedan ne parlait apparemment que de son expérience de ménagère de la petite bourgeoisie blanche, ce qu'elle exprimait concernait toutes les femmes : « Le problème restait enfoui, inexprimé dans l'esprit des Américaines. En ce milieu du XXe siècle, les femmes américaines avaient un étrange sentiment d'insatisfaction, d'attente. Dans les banlieues, chaque femme luttait seule contre ce sentiment. Quand elle faisait les lits, les courses, quand elle mettait

les housses sur les meubles, quand elle préparait des sandwichs au beurre de cacahuète pour ses enfants, quand elle était étendue aux côtés de son mari, elle s'effrayait de se poser à elle-même cette question : "Est-ce là tout?" [...] Mais un matin d'avril 1959, dans une maison de banlieue à une vingtaine de kilomètres de New York, j'ai entendu évoquer sur un ton de profond désespoir "le problème" par une mère de quatre enfants qui prenait le café avec quatre autres mères. Immédiatement, sans l'exprimer, ces femmes comprirent qu'elle ne parlait pas d'un problème avec son mari, ses enfants ou son ménage. Elles prirent soudainement conscience qu'elles avaient toutes ce même problème – ce malaise indicible. Elles commencèrent à en parler prudemment. Plus tard, après avoir été chercher leurs enfants à la crèche pour la sieste, deux de ces femmes s'effondrèrent en larmes, soulagées de savoir qu'elles n'étaient plus seules. »

Cette « mystique » féminine dont parlait Friedan s'appuyait sur cet idéal de la femme comme mère et épouse, ne vivant que par son mari et par ses enfants et sacrifiant ses propres aspirations. Friedan en concluait que « l'unique façon pour une femme – comme pour un homme, d'ailleurs – de se retrouver, de se connaître elle-même en tant qu'individu, [était] de se réaliser dans un travail créatif qui lui soit propre ».

Durant l'été de 1964 à McComb (Mississippi), dans la Freedom House (local des droits civiques où les gens travaillaient et vivaient en communauté), les femmes se mirent en grève contre les hommes qui les reléguaient à la cuisine et au ménage pendant qu'ils allaient militer. À l'évidence, ce fameux sentiment dont parlait Friedan existait dans tous les milieux et quelle que soit la situation.

En 1949, les femmes représentaient déjà 40 % de la force de travail américaine, mais un grand nombre d'entre elles restaient confinées aux emplois de secrétaires, femmes de ménage, institutrices de l'enseignement élémentaire, vendeuses, serveuses ou infirmières. Les maris d'un tiers de ces femmes salariées gagnaient moins de 5 000 dollars par an.

Quant aux femmes non salariées, elles n'en travaillaient pas moins durement chez elles. Mais ce travail n'était pas considéré comme tel puisque la société capitaliste (ou plutôt la société moderne pour laquelle les biens et les individus ont une valeur marchande) ne reconnaît que le travail rémunéré. Au cours des années 1960, les femmes s'interrogèrent de plus en plus sur ce fait et Margaret Benston lui consacra un article, « The Political Economy of Women's Liberation ». Selon Benston, les femmes au foyer étaient en dehors

du système économique moderne et leur statut s'apparentait donc à celui des serfs et des paysans d'autrefois.

Les femmes qui occupaient des emplois dits « féminins » – secrétaires, réceptionnistes, dactylos, vendeuses, femmes de ménage ou infirmières – subissaient exactement le même type d'humiliations que les hommes travaillant dans les emplois subalternes, humiliations auxquelles il faut ajouter les plaisanteries sur leur intelligence, leur statut symbolique d'objet sexuel, les grossièretés et le harcèlement sexuel, et enfin l'exigence d'efficacité supérieure à celle que l'on demandait aux hommes. Un manuel sur le *Rythme des activités de secrétariat* présentait un enchaînement de questions-réponses :

> *Question* – Je suis un homme d'affaires et ma secrétaire me semble terriblement lente. Combien de fois par minute doit-elle pouvoir ouvrir et refermer un tiroir contenant mes dossiers?
> *Réponse* – Vingt-cinq fois exactement. Si vous vous inquiétez au sujet de ses activités à son poste de travail, confrontez-la à ces durées calibrées : se lever de sa chaise (33 dixièmes de seconde), se tourner sur son fauteuil à roulettes (9 centièmes de secondes).

Au début des années 1970, une ouvrière d'une usine de New Bedford (Massachusetts) travaillant dans une entreprise de taille moyenne (où les revenus annuels du président-directeur général s'élevaient à 325 000 dollars) témoignait dans un journal syndical que 9 % des employés de son service étaient des femmes, mais que la totalité des surveillants étaient des hommes. « Il y a quelques années, j'ai été suspendue pendant trois jours parce que je dois prendre sur mon temps de travail quand mes enfants sont malades. [...] Ce qu'ils veulent, ce sont des gens qui se tiennent tranquilles, qui se dénoncent les uns les autres et se conduisent comme de gentils petits robots. Ils ne semblent pas s'inquiéter du fait que de nombreuses personnes prennent des calmants avant même de commencer la journée et qu'il ne se passe pas une semaine sans que deux ou trois employés ne piquent une crise de nerfs. [...] Mais les choses sont en train de changer. Désormais, nombreux sont ceux qui s'expriment et exigent que leurs soi-disant patrons les traitent comme ils voudraient qu'on les traite eux-mêmes. »

Les choses étaient en effet en train de changer. Vers 1967, les femmes de différents mouvements – droits civiques, Étudiants pour une société démocratique, pacifistes – commencèrent à se regrouper entre femmes et *en tant que* femmes. Début 1968, lors d'un rassemblement des Femmes contre la guerre, des centaines de

femmes portant des torches défilèrent dans l'Arlington National Cemetary pour accompagner ironiquement l'« enterrement de l'éternel féminin ». Dès cette époque, certains désaccords apparurent chez les militantes – et plus encore chez les militants : devaient-elles se battre sur des questions spécifiquement féminines ou continuer de s'inscrire dans des mouvements de protestation plus généraux contre le racisme, le capitalisme ou la guerre, par exemple. Quoi qu'il en soit, le féminisme prenait de plus en plus d'importance.

À l'automne 1968, le groupe des Radical Women se fit remarquer en manifestant contre l'élection de Miss Amérique, en qui elles voyaient un « idéal féminin tyrannique ». Elles jetèrent soutiens-gorge, porte-jarretelles, bigoudis, faux cils, perruques et autres objets du même genre, qu'elles qualifiaient d'« oripeaux féminins », dans la « poubelle de la liberté ». Une brebis fut ensuite intronisée Miss Amérique. C'est à partir de ce moment que l'on commença à parler de mouvement de « libération de la femme ».

Certaines Radical Women de New York formèrent peu après le WITCH [1] (Women's International Terrorist Conspiracy from Hell), dont les membres, déguisées en sorcières, firent une apparition surprise à la Bourse de New York. Selon leur tract, « dans toute femme, une Sorcière vit et ricane. Elle est l'être libre qui est en chacune de nous, derrière les sourires timides, l'acceptation de l'absurde domination masculine, le maquillage ou les vêtements qui torturent nos corps et que la société nous impose. Nulle n'est tenue de "rejoindre" les WITCH. Si vous êtes une femme et que vous osez regarder en vous-même, vous êtes une Sorcière et vous dictez vos propres règles ».

De leur côté, les Sorcières de Washington manifestèrent devant les locaux de la United Fruit Company pour protester contre ses activités dans le tiers-monde et contre le traitement réservé aux femmes employées par cette entreprise. À Chicago, elles protestèrent contre le licenciement de Marlene Dixon, une enseignante féministe.

Les femmes pauvres et les femmes noires exprimaient à leur manière le problème universel des femmes. En 1964, Robert Coles (*Children of Crisis*) s'entretenait avec une Noire originaire du Sud, récemment installée à Boston. Elle évoquait son désespoir, la difficulté d'accéder au bonheur : « Pour moi, le seul moment où je me sens vraiment en vie, c'est lorsque j'attends un enfant. »

1. *Witch* : sorcière.

Sans qu'il soit expressément question de féminisme, de nombreuses femmes des milieux pauvres firent comme elles avaient toujours fait. Elles se mobilisaient dans leurs quartiers pour combattre les injustices et obtenir les équipements et les services de première nécessité. Au milieu des années 1960, les dix mille habitants de Vine City, un quartier noir d'Atlanta, mirent sur pied un groupe d'entraide et une boutique de fripes, un centre médical, des repas communautaires mensuels, un journal et un service de conseil aux familles. L'une des responsables de cette opération, Helen Howard, évoqua quelques années plus tard cette période devant Gerda Lerner (*Black Women in White America*) : « J'ai lancé ce mouvement avec deux hommes et six femmes. Les débuts ont été assez difficiles. Mais des tas de gens nous ont rejoints un peu plus tard. Pendant près de quatre mois, on a fait des réunions presque tous les soirs. On a appris à travailler ensemble. [...] Beaucoup de gens avaient peur de passer à l'action. On avait peur d'aller à l'hôtel de ville ou de s'adresser à un service social quelconque. On ne demandait jamais rien au propriétaire, on avait trop peur de lui. Alors on a fait des réunions et on n'avait plus aussi peur qu'avant. [...] Pour obtenir le terrain de jeu, on a juste bloqué la circulation. On laissait personne passer, pas même le tramway. Tout le quartier y était. On passait des disques et on dansait. Ça a duré une bonne semaine. On ne s'est pas fait arrêter parce qu'on était trop nombreux. Alors la municipalité nous a fait ce terrain de jeux pour les enfants. »

Patricia Robinson écrivit un petit livre, *Poor Black Woman*, dans lequel elle établissait un lien entre la question féministe et la nécessité de changer fondamentalement la société : « La révolte de la femme noire et pauvre, ce marais de la hiérarchie sociale dont on n'a jamais parlé jusqu'ici, pose la question de savoir ce qu'elle exige et pour quel type de société elle est prête à se battre. Pour commencer, elle exige de pouvoir jouir du contrôle des naissances au même titre que les Blanches et la femme noire de la petite bourgeoisie. Elle est également consciente que le processus d'oppression se joue à deux et que, comme les autres pauvres, elle ne veut plus jouer. Elle est l'alliée de tous ceux qui, à travers le monde, ne possèdent rien, et elle soutient leurs luttes révolutionnaires. Les conditions historiques l'ont contrainte à soustraire ses enfants à la domination masculine, à les élever et à subvenir seule à leurs besoins. De ce fait, la domination et l'exploitation de la femme par l'homme s'est sérieusement affaiblie. En outre, elle a conscience que ses enfants sont voués à servir – comme tous les enfants pauvres de toute éternité – de mercenaires misérables et sous-payés dans le seul

but de maintenir et de promouvoir une élite toute-puissante. [...] Comprenant tout cela, elle a d'ores et déjà commencé à remettre en question la domination masculine et la société de classes qui la sous-tend : le capitalisme. »

En 1970, Dorothy Bolden, blanchisseuse à Atlanta et mère de six enfants, expliquait pourquoi elle avait commencé à militer activement, en 1968, pour former la National Domestic Workers Union : « J'estime que les femmes devraient être écoutées au sein de leur communauté lorsqu'il s'agit d'améliorer les conditions de vie. En effet, les femmes travaillent dur chez elles, et elles mettent toute leur intelligence dans tout ce qu'elles font. Elles ont été trop méprisées pendant trop d'années. J'estime, aujourd'hui, qu'on doit les écouter. »

Même les joueuses de tennis protestèrent et une femme dut aller en justice pour devenir la première femme jockey de l'histoire. Les artistes femmes manifestèrent contre une exposition du Whitney Museum, accusant un sculpteur de discrimination sexuelle. Les femmes journalistes manifestèrent également devant le Giridon Club de Washington, qui n'acceptait pas les femmes en son sein. C'est en 1974 que démarrèrent les premières Women Studies : quelque deux mille cours universitaires sur la question des femmes furent proposés sur près de cinq cents campus.

De nombreux magazines et journaux féministes – locaux et nationaux – virent le jour et les librairies durent consacrer un rayon spécifique aux nombreux livres d'histoire des femmes qui parurent à cette époque. Toutes les séries télévisées qui évoquaient également la question – que ce fût pour ou contre le féminisme – révélèrent l'ampleur du phénomène. Certaines publicités télévisées qui provoquaient la colère des féministes disparurent du petit écran.

En 1967, à la suite d'une intense campagne de sensibilisation menée par les mouvements féministes, le président Johnson signa un décret interdisant la discrimination sexuelle dans l'administration fédérale. Au cours des années suivantes, les groupes féministes se mobilisèrent pour que ce décret soit appliqué dans les faits. Plus d'un millier de procès furent intentés par la NOW (National Organization for Women, fondée en 1966) à des entreprises accusées de discrimination sexuelle.

L'avortement devint à son tour l'une des questions majeures de la société américaine. On pratiquait avant 1970 près d'un million d'avortements chaque année, dont 10 % seulement étaient légalement autorisés. Environ un tiers des femmes qui avortaient – pour la plupart issues des milieux les plus pauvres – étaient hospitalisées

à la suite de complications. On ne saura jamais exactement combien de milliers de femmes sont finalement mortes, victimes de ces avortements clandestins. Quoi qu'il en soit, le caractère illégal de l'avortement pénalisait surtout les femmes pauvres, les riches ayant le choix entre garder leur enfant ou avorter dans des conditions de sécurité suffisantes.

Entre 1968 et 1970, plusieurs actions en justice furent intentées dans une vingtaine d'États pour faire disparaître les lois interdisant l'avortement. En outre, l'opinion publique était de plus en plus en faveur du droit des femmes à décider elles-mêmes en dehors de tout contrôle gouvernemental. Dans le livre *Sisterhood is Powerful*, important recueil de textes féministes rédigés autour de 1970, un article de Lucinda Cisler, « Unfinished Business : Birth Control », affirmait que « l'avortement est un droit des femmes [...], personne ne peut s'opposer à leur décision et les obliger à porter un enfant contre leur volonté ». Au printemps 1969, un sondage de l'institut Harris indiquait que 64 % des personnes interrogées pensaient que la décision concernant l'avortement était de l'ordre de la vie privée.

Finalement, en 1973, la Cour suprême décréta (Roe *vs* Wade, Doe *vs* Bolton) que l'État ne pouvait interdire l'avortement que dans les trois derniers mois de la grossesse, qu'il pouvait intervenir au cours du deuxième trimestre pour des raisons de santé et que, pendant le premier trimestre, la décision revenait à la femme et à son médecin.

Malgré le relatif immobilisme du gouvernement dans ce domaine et devant la forte demande des familles, des milliers de crèches coopératives furent ouvertes.

Les femmes commencèrent également à prendre ouvertement la parole sur la question du viol. Si environ cinquante mille viols étaient recensés chaque année, on en ignorait un nombre bien plus important. Les femmes se mirent à prendre des cours d'autodéfense. On protesta contre la manière dont la police traitait les femmes, les interrogeait ou les insultait lorsqu'elles déclaraient avoir été violées. Le livre de Susan Brownmiller, *Against Our Will*, fut un énorme succès. Cette analyse historique émouvante et indignée du viol prônait, entre autres, l'autodéfense tant individuelle que collective : « Répliquer. À divers niveaux, c'est l'engagement que nous devons prendre ensemble si nous voulons, nous les femmes, rétablir l'équilibre et balayer une bonne fois pour toutes, pour nous et pour les hommes, l'idéologie qui sous-tend le viol. Le viol doit être éradiqué – pas seulement évité ou contrôlé sur le plan individuel. L'approche de ce phénomène doit se faire sur le long terme et de

manière collective. Elle doit être comprise et soutenue aussi bien par les hommes que par les femmes. »

De nombreuses femmes demandèrent qu'un amendement à la Constitution, l'ERA (Equal Rights Amendement), soit voté par un nombre suffisant d'États. Mais il était clair qu'un amendement ne suffirait pas. En effet, tout ce que les femmes avaient obtenu jusqu'alors l'avait été par l'action, la protestation et le militantisme. Même quand la loi s'avérait être d'une certaine aide, elle ne l'était que si le militantisme poussait à la roue. Shirley Chilsom, une représentante noire du Congrès, déclarait : « La loi ne peut pas le faire pour nous. Nous devons le faire nous-mêmes. Les femmes de ce pays doivent être révolutionnaires. Nous devons refuser d'assumer les vieux rôles et les vieux stéréotypes traditionnels. [...] Nous devons remplacer les vieux modes de pensée négatifs concernant notre féminité par des manières positives de penser et d'agir. »

L'effet le plus profond du mouvement féministe des années 1960 – outre les victoires réelles sur l'avortement et l'égalité devant l'emploi – fut sans doute ce qu'on appela « la prise de conscience », souvent réalisée dans les « groupes de femmes » qui se réunissaient partout dans le pays. Elle entraîna une redistribution des rôles, le refus de l'infériorité, la confiance en soi, le sentiment d'une certaine communauté féminine, une nouvelle solidarité entre mères et filles. La poétesse Esta Seaton d'Atlanta écrivit *Her Life* :

Voici l'image qui reste en moi :
Ma jeune mère, à peine dix-sept ans,
Cuisinant leur repas cascher sur le poêle à charbon,
Ce premier hiver dans le Vermont,
Et mon père, muré dans ses sentiments,
Sauf lorsqu'il criait,
Mangeant pour lui prouver son amour.

Cinquante ans plus tard son regard bleu devenu glacé
Par le souvenir de cette maison grise
Et les bébés les uns après les autres.
Et le docteur qui lui disait :
« Si vous n'en voulez plus,
Il faut quitter cette maison. »

Pour la première fois, on se mit à discuter ouvertement de la spécificité biologique des femmes. Certains théoriciens du féminisme (Shulamith Firestone dans *The Dialectics of Sex*, par exemple) pensaient qu'il s'agissait d'un élément plus fondamental que le système

économique pour expliquer l'oppression que subissaient les femmes. On se libérait en parlant de ce qui était resté si longtemps caché, secret, honteux et embarrassant : les règles, la masturbation, la ménopause, l'avortement et l'homosexualité. Un recueil d'articles rédigés par onze femmes du Boston Women's Health Book Collective, *Our Bodies, Ourselves*, eut un impact énorme au début des années 1970. Il donnait un nombre extraordinaire d'informations pratiques sur l'anatomie féminine, sur la sexualité et les relations sexuelles, sur l'homosexualité féminine, sur l'alimentation et la santé, sur le viol, l'autodéfense, les maladies vénériennes, la contraception, l'avortement, la grossesse, la procréation et la ménopause. Mais, plus importants encore que ces informations, les photos, l'exploration franche de tout ce qui était resté tu jusque-là, un sentiment d'exubérance, de plaisir du corps, une joie de mieux se comprendre, de former une communauté féminine avec toutes les femmes, quel que soit leur âge, illuminaient ce livre. Les auteurs citaient la suffragette anglaise Christabel Pankhurst :

N'oublie pas la dignité
D'être une femme.
N'appelle pas au secours,
Ne supplie pas,
Ne rampe pas.
Reprends courage et
Saisis nos mains,
Reste à nos côtés.
Combats avec nous.

Pour de nombreuses femmes, ce combat commençait forcément par ce corps qui leur semblait être à l'origine de leur exploitation – comme objet sexuel (faible et incompétent), comme génitrice (démunie), comme femme entre deux âges (à la beauté déclinante) et pour finir comme femme âgée (négligée et rejetée). Une prison biologique créée par les hommes et la société. Selon Adrienne Rich (*A Woman Born*) : « On maîtrise les femmes en [les] enchaînant à leurs propres corps. » Elle ajoutait : « Je garde le souvenir précis du lendemain de mon mariage. J'ai lessivé le sol. Sans doute le sol n'en avait-il pas besoin mais je ne savais pas quoi faire d'autre. Pendant que je lessivais ce sol, je pensais : "Maintenant je suis une femme. C'est un acte ancestral. C'est ce que les femmes ont toujours fait." Je me sentais liée à d'anciennes traditions. Trop anciennes pour être remises en cause. *C'est ce que les femmes ont toujours fait.* Dès que j'ai été visiblement et assurément enceinte, je me suis sentie, pour

la première fois de toute ma vie, innocente. Cette atmosphère d'approbation dans laquelle je baignais – même de la part des passants dans la rue, me semblait-il – était comme une aura qui me suivait partout et par laquelle les doutes, les peurs, les méprises étaient complètement abolies. *C'est ce que les femmes ont toujours fait.* »

Rich affirmait également que les femmes devaient considérer leur corps « comme une ressource et non comme une fatalité ». Les systèmes patriarcaux, disait-elle, qu'ils soient capitalistes ou « socialistes », emprisonnent le corps féminin dans les limites fixées par leurs propres besoins. Elle analysait l'apprentissage de la passivité chez les femmes. Des générations d'écolières avaient été éduquées à la lecture de *Little Women*, livre dans lequel la mère de Jo lui dit : « Je suis en colère presque chaque jour de ma vie, Jo, mais j'ai appris à ne pas le montrer. J'espère apprendre à ne plus l'être, mais il va me falloir peut-être encore quarante ans pour cela. »

Dans cette « ère de procréation assistée et technicisée », les médecins hommes utilisaient des instruments pour mettre au monde les enfants en lieu et place des mains sensibles des sages-femmes d'autrefois. Rich n'était pas d'accord avec sa camarade féministe Firestone, qui voulait changer le caractère inévitablement biologique de la maternité sous prétexte qu'elle était douloureuse et à l'origine de la soumission féminine. Rich pensait au contraire que, dans des conditions sociales différentes, l'accouchement pouvait être une source de joie physique et spirituelle.

Rich affirmait en outre qu'on ne pouvait pas prétendre que l'ignorance de Freud concernant les femmes n'était que le « point aveugle » de sa théorie, comme si sur tout le reste sa vision était parfaitement claire. Une telle ignorance des femmes mettait forcément en cause tout son travail. Il existait, selon Rich, un dilemme du corps : « Je ne connais pas de femme – vierge, mère, lesbienne, célibataire, mariée –, qu'elle soit femme au foyer, serveuse ou échographe, pour qui le corps ne représente pas un problème fondamental : sa signification obscure, sa fertilité, ses désirs, sa prétendue frigidité, son langage de sang, ses silences, ses bouleversements et ses mutilations, les viols qu'il subi et son vieillissement. »

En réponse, Rich préconisait « la repossession [des] corps [...] dans un monde où chaque femme serait le génie qui préside à son propre corps ». Repossession fondamentale afin de ne pas se contenter de mettre des enfants au monde mais également de nouveaux idéaux, un nouveau sens à la vie, un nouveau monde.

Pour toutes les femmes qui n'étaient pas forcément des intellectuelles, la question était encore plus concrète : comment éliminer

la faim, la soumission, la souffrance et l'humiliation, ici et maintenant. Une certaine Johnnie Tillmon écrivit en 1972 : « Je suis femme. Je suis noire. Je suis pauvre et je suis grosse. Je suis d'âge moyen. Et je touche des allocations sociales. [...] J'ai élevé six enfants. [...] J'ai grandi en Arkansas, où j'ai travaillé quinze ans dans une blanchisserie avant de venir en Californie. En 1963, je suis tombée trop malade pour pouvoir continuer à travailler. Des amis m'ont aidée à obtenir des aides sociales. Les allocations, c'est comme les accidents de la route, ça peut arriver à n'importe qui, mais ça arrive surtout aux femmes. Et c'est pour ça que les allocations sociales sont un problème féminin. Pour pas mal de femmes des classes moyennes de ce pays, la libération de la femme est une question de prise de conscience. Pour celles qui vivent avec les allocations, c'est une question de survie. »

Selon elle, les prestations sociales représentaient une forme de « mariage super sexiste. Vous échangez *un homme* contre *l'Homme*. L'homme décide de tout [...] C'est lui qui gère votre argent. » Johnnie Tillmon et d'autres femmes vivant la même situation fondèrent le National Welfare Rights Organization. Elles réclamaient que les femmes soient payées pour leurs activités : faire le ménage, élever les enfants. « Aucune femme ne sera libre tant que toutes les femmes n'auront pas cessé de vivre à genoux. »

Dans la question féministe, on trouvait en germe une solution susceptible de répondre non seulement à l'oppression des femmes, mais également à toutes les oppressions. Le contrôle exercé par la société sur les femmes était d'une redoutable efficacité, mais l'État ne l'exerçait pas directement. C'est la famille qui en était chargée : l'autorité des hommes sur les femmes, celle des femmes sur les enfants. Tous se préoccupant les uns des autres, se demandant de l'aide, s'accusant en cas de problème, voire exerçant des violences mutuelles quand rien n'allait vraiment plus. Ne pouvait-on faire autrement ? Les femmes pouvaient-elles se libérer elles-mêmes ? Et les enfants ? Les deux sexes pourraient-ils tenter de mieux se comprendre et rechercher dans la société extérieure l'origine de leur soumission plutôt que de se la reprocher mutuellement ? Ils seraient alors en mesure de tirer une certaine force de leurs relations et de faire naître ainsi des millions d'embryons de révoltes. Ils pourraient dès lors bouleverser les modes de pensée et de comportement à l'intérieur même du carcan familial sur lequel le système comptait tant pour accomplir sa mission de maintien de l'ordre et d'endoctrinement. Peut-être pourraient-ils ensemble – homme, femme, parents, enfants – entreprendre de changer en profondeur la société elle-même ?

C'était, nous l'avons dit, une époque de révoltes. Si l'on pouvait envisager une révolution au sein de la plus subtile et de la plus complexe des prisons – la famille –, on pouvait alors également s'attendre à ce que des émeutes éclatent dans la plus brutale et la plus évidente d'entre elles : le système carcéral. Dans les années 1960 et au début des années 1970, ces émeutes se multiplièrent, présentant, en outre, un caractère politique inédit et une violence de type lutte des classes. L'apogée de ces soulèvements carcéraux eut lieu en septembre 1971 dans la prison d'Attica (État de New York).

L'institution de la prison s'était mise en place aux États-Unis à la suite d'une réforme voulue par les quakers pour remplacer la mutilation, la pendaison ou l'exil (châtiments classiques de l'époque coloniale). De l'isolement carcéral devaient naître le repentir et le salut. Mais les prisonniers sombraient le plus souvent dans la folie et mourraient finalement assez vite. Au XIXᵉ siècle, le système carcéral américain reposait sur le travail forcé agrémenté de divers châtiments : le cachot, les fers et l'isolement. L'objectif général de ce système fut résumé par le directeur de la prison d'Ossining à New York : « Pour réformer un criminel, il vous faut d'abord briser son esprit. » Cette approche se perpétua très longtemps.

Les autorités pénitentiaires se réunissaient chaque année pour se congratuler mutuellement sur les progrès accomplis. Lors du discours inaugural de 1966, le président de l'American Correctionnal Association commenta en ces termes la nouvelle édition du *Manual of Correctionnal Standards* : « Il nous autorise à nous attarder, si nous le souhaitons, aux portes du Walhalla correctionnel avec une juste fierté du travail magnifiquement accompli ! Nous pouvons être fiers, satisfaits et heureux ! » Cette déclaration fut faite au beau milieu d'émeutes carcérales qui allaient être suivies de la plus impressionnante période de révoltes de détenus que le pays eût jamais connue.

Il y avait toujours eu des révoltes dans les prisons. Une vague d'émeutes s'était achevée dans les années 1920 avec le soulèvement des mille six cents détenus de la prison de Clinton (État de New York) qui prit fin avec la mort de trois prisonniers. Entre 1950 et 1953, plus de cinquante soulèvements importants se produisirent dans les prisons américaines. Au début des années 1960, les membres d'une équipe de condamnés aux travaux forcés utilisèrent leurs masses pour se briser les jambes afin d'attirer l'attention sur les violences quotidiennes qu'ils subissaient.

La prison de San Quentin (Californie), qui comptait quatre mille détenus, connut également une série d'émeutes à la fin des années 1960 : une émeute raciale en 1967, une grève générale des détenus,

noirs et blancs confondus, au début de 1968, qui fit cesser pratiquement toute l'activité industrielle carcérale, puis une seconde révolte durant l'été de la même année.

À l'automne 1970, les prisonniers prirent le contrôle de la maison d'arrêt de Queens à Long Island. Ils prirent des otages et firent part de leurs revendications. Le comité de détenus chargé de la négociation était composé d'un Portoricain, quatre Noirs et un Blanc. Ils exigeaient des auditions immédiates de mise en liberté sur parole concernant quarante-sept cas de détenus qu'ils estimaient faire l'objet de discrimination raciale. Les juges se rendirent à la prison, accordèrent quelques libertés conditionnelles et réductions de peine. Les otages furent relâchés mais, lorsque les prisonniers s'obstinèrent, la police mit fin à la révolte en faisant irruption dans la prison avec gaz lacrymogènes et matraques.

Presque au même moment, en novembre 1970, ce fut le tour de la prison de Folsom (Californie). La grève qui toucha cette prison reste la plus longue de l'histoire américaine. La plupart des deux mille quatre cents détenus demeurèrent dans leurs cellules pendant environ trois mois, sans nourriture, malgré les menaces et les intimidations. La grève fut finalement brisée par un mélange de brutalités et de fausses promesses. Quatre prisonniers furent changés de prison et durent faire quatorze heures de route, enchaînés et complètement nus, dans un fourgon de police. L'un des protagonistes de cette révolte écrivit ensuite : « La prise de conscience a eu lieu. [...] La graine est semée. »

Les prisons américaines avaient été longtemps le reflet accentué du système américain lui-même : l'incroyable écart caractérisant les modes de vie des riches et des pauvres, le racisme, l'instrumentalisation des opprimés les uns contre les autres, l'absence de liberté de parole pour les classes les plus défavorisées, les éternelles « réformes » qui ne changent pratiquement rien. Dostoïevski ne disait-il pas que le « degré de civilisation d'une société [pouvait] se juger à l'état de ses prisons » ?

Ce n'était que trop vrai, et les prisonniers américains le savaient mieux que quiconque. Plus vous étiez pauvre, plus vous aviez de chance de finir en prison. Non seulement parce que les pauvres commettaient plus de crimes que les riches – qui n'avaient pas besoin de se mettre hors la loi pour obtenir ce qu'ils désiraient –, mais aussi parce que, même lorsque les riches commettaient des crimes, ils n'étaient le plus souvent pas poursuivis. Et quand ils l'étaient, ils bénéficiaient d'une rapide mise en liberté sur parole, s'offraient les meilleurs avocats et obtenaient des juges des peines

plus légères. En fin de compte, le public des prisons se composait essentiellement de détenus pauvres et noirs.

En 1969, il y eut cinq cent deux condamnations pour fraude fiscale. De tels crimes sont d'ordinaire le fait de gens relativement riches. Seuls 20 % de ces condamnations se conclurent par des emprisonnements. Ces fraudes fiscales portaient en moyenne sur 190 000 dollars et la peine était en général de sept mois. La même année, 60 % des condamnations pour cambriolage ou vol de voiture (crimes le plus souvent commis par des pauvres) se soldèrent par des emprisonnements. Le montant moyen estimé des vols de voitures s'élevait à 992 dollars et la peine était en général de dix-huit mois. Pour les cambriolages : 321 dollars en moyenne et trente-trois mois de prison.

Dans son livre *Partial Justice*, le psychiatre Willard Gaylin fait état d'un cas qui, à quelques détails près, peut être répété des milliers de fois. Après avoir rencontré dix-sept témoins de Jéhovah réfractaires de la guerre du Vietnam et condamnés en conséquence à deux ans d'emprisonnement, il interviewa un jeune Noir ayant informé son centre d'incorporation qu'il ne pouvait, en conscience, faire la guerre. Il fut condamné à cinq ans de prison. Gaylin se souvient : « Hank était la première condamnation à cinq ans d'emprisonnement que je rencontrais. Mais il était aussi le premier Noir. » Dans son cas, d'autres facteurs avaient joué :

> — Comment étais-tu coiffé ? ai-je demandé.
> — À l'afro.
> — Et qu'est-ce que tu portais ?
> — Une tunique africaine.
> — Tu penses que ça a joué pour la sentence ?
> — C'est sûr.
> — Ça valait de perdre une année ou deux de ta vie ?
> — C'est toute ma vie, dit-il en me regardant avec un mélange d'étonnement et de confusion. Mec, tu te rends pas compte ? C'est exactement de ça qu'il s'agit ! Est-ce que oui ou non je suis libre d'avoir mon style ? Est-ce que j'ai le droit d'avoir mes cheveux ? Est-ce que j'ai le droit d'avoir ma couleur de peau ?

Gaylin découvrait l'immense liberté laissée aux juges pour fixer les peines. Dans l'Oregon, sur trente-trois hommes accusés d'avoir enfreint la loi d'incorporation, dix-huit bénéficièrent d'une liberté surveillée. Pour le même délit, dans le sud du Texas, aucun des seize accusés n'en bénéficia et dans le sud du Mississippi tous les accusés furent condamnés, dont certains à cinq ans d'emprisonnement. À un bout du pays (la Nouvelle-Angleterre), la durée moyenne de

la peine, tous cas confondus, était de onze mois ; à l'autre bout (dans le Sud), elle était de soixante-dix-huit mois. Mais il ne s'agissait pas simplement d'une question de Nord ou de Sud. À New York, un juge ayant vu comparaître devant lui six cent soixante-treize cas d'ivresse sur la voie publique (tous des pauvres : les riches boivent chez eux) en acquitta cinq cent trente et un alors que, pour le même délit, un autre juge n'en acquitta qu'un sur cinq cent soixante-six.

Face à un tel pouvoir de décision abandonné aux tribunaux, les pauvres, les Noirs, les étrangers, les homosexuels et les radicaux avaient peu de chances de se voir traités équitablement par des juges pour la plupart blancs, issus de la bourgeoisie et conservateurs.

En 1972, par exemple, il y avait environ trois cent soixante-quinze mille détenus dans les prisons (municipales ou de comté) et dans les pénitenciers (fédéraux ou d'État) ainsi que cinquante-quatre mille adolescents en détention, auxquels il faut ajouter neuf cent mille individus en liberté surveillée et trois cent mille en liberté conditionnelle – soit un million six cent mille individus concernés par la justice criminelle américaine. Si l'on prend en compte le phénomène de roulement, c'était plusieurs millions de personnes qui entraient et sortaient de ce système chaque année. La population carcérale était quasiment « invisible » pour la petite bourgeoisie américaine : si vingt millions de Noirs étaient restés également « invisibles » pendant tant d'années, pourquoi pas quatre ou cinq millions de « criminels » ? Une enquête menée par le Children Defense Fund (le *Children in Jail* de Thomas Cottle) au milieu des années 1970 révélait que plus de neuf cent mille jeunes de moins de seize ans passaient par la prison chaque année.

Il est relativement difficile de décrire la réalité des prisons. Un détenu de la prison de Walpole (Massachusetts) écrivait : « Tout programme qu'on nous impose est immédiatement retourné contre nous comme une arme. Le droit d'aller à l'école, à l'église, d'avoir des visites, d'écrire, de voir des films. Tout ça est utilisé comme une arme ou comme une punition. Aucun de ces programmes ne nous appartient réellement. Tout devient un privilège qui peut nous être ôté à tout moment. Il en découle un sentiment d'insécurité, de frustration, qui ne cesse de nous ronger. »

Écoutons un autre détenu de Walpole : « Je n'ai pas mangé à la cantine depuis quatre ans. Je ne pouvais plus supporter ça. Quand on venait faire la queue au service du matin, les cafards s'enfuyaient par centaines des plateaux. Les plateaux étaient graisseux et la nourriture était soit crue soit pourrie et pleine de vers. Il y a des nuits où j'ai vraiment faim parce que je ne mange que des

sandwichs ou du beurre de cacahuète avec une tranche de pain ou une bouchée de n'importe quoi par-ci par-là. D'autres types ne peuvent même pas avoir ça parce qu'ils n'ont pas mon réseau ou pas d'argent pour cantiner. »

La communication avec le monde extérieur était très difficile. Les gardiens déchiraient les lettres. D'autres lettres pouvaient être interceptées et lues. Jerry Sousa, incarcéré à Walpole en 1970, adressa deux courriers – l'un au juge et l'autre au bureau des libérations sur parole – pour se plaindre des gardiens qui le battaient. Il ne reçut jamais de réponse. Huit ans plus tard, il découvrit lors d'une audience au tribunal que les autorités de la prison avaient intercepté et gardé ses lettres.

Les familles des détenus souffraient également : « Lors de ma dernière détention, mon fils de quatre ans a marché sur la pelouse pour me cueillir une fleur. Le gardien a vu ça de son mirador et il a appelé le bureau de surveillance. Un surveillant est arrivé avec un représentant de la police d'État pour dire que, si un autre gamin s'avisait de marcher sur la pelouse et de cueillir des fleurs, toutes les visites seraient suspendues. »

Les émeutes carcérales de la fin des années 1960 et du début des années 1970 étaient différentes des précédentes. Les détenus de la maison d'arrêt de Queens se revendiquaient « révolutionnaires ». Dans tout le pays, les prisonniers étaient manifestement touchés par le bouleversement général de la société américaine, la révolte des Noirs, l'irruption de la jeunesse dans la société et le mouvement pacifiste.

Les événements de ces années-là mirent en relief ce que les détenus ressentaient profondément : quels que soient leurs délits, les pires crimes étaient le fait des autorités qui contrôlaient le système carcéral, c'est-à-dire le gouvernement des États-Unis. Le président violait quotidiennement la loi en envoyant des bombardiers tuer et des soldats se faire tuer, au mépris de la Constitution et de « la loi suprême du pays ». L'État et les autorités locales violaient aussi quotidiennement les droits civiques de la population noire mais n'étaient jamais poursuivis.

C'est également ce système qui condamna à trente ans de prison Martin Sostre, cinquante-deux ans, qui tenait une librairie afro-asiatique à Buffalo (État de New York). Sostre était accusé d'avoir vendu de l'héroïne à un informateur de police qui revint pourtant par la suite sur son témoignage. Ce dernier fait ne changea rien au sort de Sostre car il ne trouva aucune cour de justice – Cour suprême comprise – pour casser le jugement. Il passa huit ans en

prison où il fut continuellement roué de coups par les gardiens, qu'il ne cessa de défier jusqu'à sa libération.

Il y avait toujours eu aux États-Unis des prisonniers politiques, des individus emprisonnés pour leur appartenance à des mouvements radicaux ou pour leur opposition à la guerre. Pourtant, un nouveau type de prisonnier politique apparut : le condamné (ou la condamnée) de droit commun dont la conscience politique s'éveillait en prison. Certains prisonniers se mirent à établir un lien entre leur destin personnel et le système social. Au lieu d'entreprendre des actes individuels, ils se lancèrent alors dans des actions collectives. Malgré un environnement caractérisé par une extrême brutalité, qui exigeait que l'on prît soin de sa propre sécurité, et une rivalité de tous les instants, ils se sentaient concernés par les droits et la sécurité des autres détenus.

George Jackson fut l'un de ces nouveaux prisonniers politiques. Détenu à la prison de Soledad (Californie), où il avait déjà effectué dix ans pour un vol évalué à 70 dollars, Jackson se mua en révolutionnaire. La violence de ses propos reflétait celle de ses conditions de détention : « Ce monstre – le monstre qu'ils ont engendré en moi – se retournera contre son créateur pour son malheur. Du fond de la tombe, du trou, du plus profond du trou. Précipitez-moi dans l'autre monde, la descente aux enfers n'y changera rien. [...] Ils me le paieront de leur sang. Je chargerai comme un éléphant blessé, fou de rage, les oreilles déployées, la trompe dressée, barrissant de fureur. [...] C'est la guerre sans merci. »

Un prisonnier de ce calibre ne pouvait pas survivre longtemps. Lorsque son livre, *Soledad Brother*, devint l'un des livres les plus lus par les mouvements favorables aux Noirs américains, par les prisonniers, par les Noirs et par les Blancs, il devint évident qu'il risquait sa peau.

« Toute ma vie, j'ai fait exactement ce que je voulais faire lorsque je voulais le faire, rien de plus, parfois moins que je ne souhaitais, mais jamais plus. Et c'est pour cela que je suis en prison. [...] Je ne me suis jamais rangé et je refuse toujours de le faire aujourd'hui alors que j'ai déjà passé la moitié de ma vie en prison. »

Il savait ce qui allait lui arriver : « Né pour mourir avant l'heure, domestique, salarié précaire, homme des petits boulots dégueulasses, balayeur, enchaîné, homme de fond de cale, privé de sa liberté – c'est moi, la victime coloniale. Toute personne passant aujourd'hui les concours de la fonction publique peut avoir ma peau demain [...], dans la plus complète impunité. »

En août 1971, il fut abattu dans le dos par un surveillant de la prison de San Quentin au cours d'une prétendue tentative d'évasion.

La version donnée par l'État (analysée dans le détail par Eric Mann dans son livre *Comrade George*) était pleine de lacunes et d'inexactitudes. Tous les prisonniers des prisons et des pénitenciers savaient – avant même le rapport final d'autopsie et avant que des éléments de dernière heure ne viennent suggérer un complot des autorités pour se débarrasser de Jackson – qu'il avait été assassiné pour avoir osé appeler à la révolution de sa prison. Peu après la mort de Jackson, une vague d'émeutes éclatèrent à travers le pays : à la centrale de San Jose, dans la prison du comté de Dallas, dans celle de Suffolk, à Boston, dans le comté de Cumberland (New Jersey) et à San Antonio (Texas). La conséquence immédiate de la mort de George Jackson fut le soulèvement de la prison d'Attica en septembre 1971, une révolte nourrie de ressentiments profonds et anciens qui éclata à la nouvelle de la mort de Jackson. Attica était entourée par un mur de neuf mètres de haut et de soixante centimètres d'épaisseur, surveillé par quatorze miradors. 54 % des détenus étaient des Noirs, 100 % des surveillants étaient blancs. Les prisonniers passaient entre quatorze et seize heures par jour dans leurs cellules, leur courrier était surveillé, leurs lectures contrôlées, les visites des familles se déroulaient à travers un grillage, les soins médicaux étaient misérables et le système de remise en liberté surveillée parfaitement inéquitable. Le racisme était roi, l'arbitraire était loi. Le complet décalage entre la direction de la prison et ce que vivaient concrètement les détenus se mesure aisément à la lecture d'une déclaration du superintendant de la prison d'Attica pendant l'émeute : « Mais enfin, pourquoi détruisent-ils leur propre maison ? »

La plupart des détenus d'Attica se trouvaient là à la suite d'une procédure de peine négociée entre les deux parties. Seules quatre à cinq mille condamnations, sur les trente-deux mille annuelles pour l'État de New York, faisaient l'objet d'un véritable procès. Le reste (près de 75 %) était traité selon la procédure imposée dite de « peine négociée », ainsi décrite dans le rapport du comité interparlementaire sur le crime à New York : « L'acte final de la procédure de peine négociée est une vaste supercherie qui rivalise elle-même de malhonnêteté avec le crime dont il est question dans bien des cas. L'accusé est contraint de reconnaître publiquement sa culpabilité pour un crime que, bien souvent, il n'a pas commis – certains allant jusqu'à s'accuser de crimes inexistants. Il doit ensuite préciser qu'il a avoué sans y être contraint [...] et sans qu'on lui ait fait aucune promesse en retour. Dans la peine négociée, l'accusé plaide coupable, qu'il le soit ou non, épargnant ainsi à l'État, contre la promesse d'une réduction de sa condamnation, la peine d'avoir à le juger. »

Lorsque les détenus d'Attica étaient entendus pour décider de leur libération conditionnelle, le temps moyen de l'audience, temps de lecture du dossier et de délibération entre les trois membres de la commission compris, était de cinq minutes et cinquante-quatre secondes. La décision était ensuite communiquée au détenu sans autre explication.

Le rapport officiel sur l'émeute d'Attica révèle qu'un cours de sociologie donné à certains détenus s'était progressivement transformé en véritable forum où l'on échangeait des points de vue sur ce qui devait être changé. Puis une série de manifestations furent organisées et, en juillet, un manifeste rédigé par les détenus énuméra une série de revendications relativement modérées. Ensuite, « les tensions à l'intérieur de la prison d'Attica s'accrurent », culminant lors d'une journée de protestation contre le meurtre de George Jackson, au cours de laquelle la plupart des détenus refusèrent de manger et portèrent un brassard noir en signe de deuil.

Le 9 septembre 1971, après une série de conflits entre prisonniers et gardiens, quelques prisonniers réussirent à sortir de leur baraquement et investirent l'une des quatre cours de la prison, prenant quarante gardiens en otages. Au cours des cinq jours suivants, les prisonniers retranchés dans cette cour formèrent une étrange communauté. Un groupe d'observateurs extérieurs fut invité par les prisonniers. Parmi eux se trouvait Tom Wicker, journaliste au *New York Times*. Il écrivit ensuite dans son livre *A Time to Die* : « L'harmonie raciale qui régnait parmi les prisonniers était parfaitement stupéfiante. [...] Cette cour de prison est le premier endroit que j'aie jamais vu où il n'y eût aucun racisme. » Un détenu noir déclara également plus tard : « Je ne pensais vraiment pas que les Blancs s'y feraient. [...] Mais j'ai du mal à dire à quoi cette cour ressemblait. J'ai pleuré à l'idée que nous étions tous si proches. Tous unis. »

Au bout de cinq jours, l'État perdit toute patience. Le gouverneur Nelson Rockefeller approuva l'idée d'une opération militaire contre la prison (il faut voir à ce sujet le formidable film de Cinda Firestone, *Attica*). La garde nationale, les gardiens de la prison et la police locale se livrèrent, armés de fusils automatiques, de carabines et de mitraillettes, à une attaque en règle des prisonniers désarmés, faisant trente et un morts. Les premières informations livrées à la presse par les autorités carcérales prétendaient que neuf gardiens retenus en otages avaient été égorgés par les prisonniers pendant l'assaut. Les autopsies officielles démontrèrent immédiatement qu'il s'agissait d'un pur mensonge : les neuf gardiens avaient été victimes des mêmes tirs en rafales que les prisonniers.

Les conséquences des événements d'Attica sont difficiles à déterminer. Deux mois après ce soulèvement, les prisonniers de la prison de Norfolk (Massachusetts) se mobilisaient à leur tour. Le 8 novembre 1971, des gardiens armés et des policiers de l'État avaient effectué une opération surprise dans les cellules de Norfolk à la suite de laquelle seize prisonniers avaient été conduits dans d'autres prisons. Un détenu décrit la scène : « Entre une heure et deux heures du matin, je me suis réveillé (je ne dors plus très bien depuis le Vietnam) et j'ai regardé par la fenêtre. Il y avait des soldats et des matons. Il y en avait des masses. Ils avaient des flingues et des grosses matraques. Ils rentraient dans les dortoirs et ils viraient les gens. N'importe lesquels. [...] Ils ont pris un de mes copains. [...] Après, deux soldats et un gardien m'ont traîné dehors vers une heure et demie, en sous-vêtements et les pieds nus. En regardant ces soldats avec leurs fusils, leurs masques et leurs matraques, la lumière de la lune se reflétant sur les casques, on pouvait voir la haine sur leurs visages. Rien que de penser que c'est avec ça que ces mecs vivaient – avec les armes et la haine et les casques et les masques –, et vous en train d'essayer de vous réveiller, ça faisait penser à Kent State et à George Jackson, à Chicago et à Attica. Surtout à Attica. »

La même semaine, la prison de Concord (Massachusetts) fit l'objet d'un autre raid policier. Comme si, dans les semaines qui suivirent les événements d'Attica, les autorités avaient voulu prévenir et briser toute tentative d'organisation de prisonniers. À Concord, Jerry Sousa, un jeune meneur du Mouvement pour la réforme dans les prisons, fut expulsé de sa cellule, conduit immédiatement à la prison de Walpole et incarcéré au bloc 9, une unité d'isolement effroyable. Assez rapidement, il s'arrangea pour faire parvenir un rapport à des amis. Le contenu de ce rapport en dit long sur ce qui se passait dans l'esprit des prisonniers avant et après les événements d'Attica :

> Voici un terrible rapport sur les circonstances et les événements qui ont entraîné la mort du détenu Joseph Chesnulavich, il y a environ une heure, dans le bloc 9.
> Depuis la veille de Noël, ces vicelards de surveillants du bloc 9 font régner la terreur sur nous. Quatre d'entre nous ont été roués de coups, en particulier le détenu Donald King. Pour échapper au harcèlement continuel et aux traitements inhumains, le prisonnier George Hayes a avalé des lames de rasoir et Fred Arshen une aiguille. [...] Tous les deux ont été transportés d'urgence au Mass General Hospital. Vers six heures ce soir, les gardiens Baptist, Sainsbury et Montiega ont vidé le contenu d'un

> extincteur sur Joe et l'ont enfermé dans sa cellule avant de partir en hurlant qu'ils auraient « la peau de ce minable ». À neuf heures vingt-cinq, Joe a été trouvé mort dans sa cellule. [...] Les autorités de la prison et la presse vont prétendre que Joe s'est suicidé mais les gars du bloc 9 qui ont assisté à ce meurtre savent tout, eux. Serons-nous les prochains à y passer ?

Il ne s'agissait à cette époque que d'un début de mobilisation de la part des prisonniers. Ils commençaient à se préoccuper les uns des autres, tentaient de transformer la haine et la colère inscrite dans la révolte individuelle en un effort collectif pour obtenir le changement de leurs conditions de vie. À l'extérieur, quelque chose se produisait également : des groupes de soutien aux mouvements de prisonniers furent créés un peu partout dans le pays et de nombreux textes au sujet des prisons furent publiés. On étudiait plus souvent le crime et le châtiment. Certains demandèrent même la fermeture des prisons en s'appuyant sur le fait qu'elles ne prévenaient pas contre le crime ni ne l'empêchaient, mais qu'au contraire elles le favorisaient ou le provoquaient. On discuta d'alternatives à la prison : maisons communes (sauf pour les criminels violents) dans un premier temps et prestations économiques minimales préventives à plus long terme. Les prisonniers s'interrogeaient également sur des problèmes qui dépassaient le cadre de la prison et s'intéressaient à d'autres victimes. À Walpole, une pétition exigeant le retrait des troupes américaines du Vietnam circula pendant quelque temps. Tous les prisonniers l'avaient signée : victoire exceptionnelle de la part d'une poignée de détenus. Lors de la célébration de Thanksgiving, la plupart des prisonniers, non seulement à Walpole mais dans trois autres prisons, refusèrent de s'asseoir au repas, expliquant qu'ils souhaitaient rendre hommage à tous les Américains qui mouraient de faim.

Quelques prisonniers étudièrent attentivement certaines affaires criminelles et remportèrent même quelques victoires devant les tribunaux. La publicité faite aux événements d'Attica et le soutien que les émeutiers avaient pu obtenir eurent des effets. Les lourdes accusations qui pesaient sur les révoltés d'Attica, qui risquaient plusieurs peines perpétuelles, furent abandonnées. Mais la justice persista à se tenir à l'écart du monde clos des prisons et les prisonniers restèrent en conséquence seuls, comme toujours, face à leurs gardiens.

Même lorsqu'une victoire occasionnelle se produisait au tribunal, une lecture attentive suffisait à faire comprendre que cela ne changeait pas grand-chose dans les faits. En 1973 (Procunier *vs*

Martinez), la Cour suprême déclara le caractère inconstitutionnel de certaines procédures de censure du courrier mises en place par le département des Peines de l'État de Californie. Mais si l'on observe à la loupe la décision de la Cour, avec tous ses beaux discours sur les « libertés reconnues par le Premier Amendement » de la Constitution, on y voit qu'elle confirme que « la censure du courrier carcéral peut se justifier lorsque [certains] critères sont réunis ». Lorsqu'elle pouvait être supposée « s'appliquer dans l'intérêt du gouvernement » ou « lorsqu'elle sert ses intérêts dans les domaines primordiaux de la sécurité, du maintien de l'ordre et du redressement national », la censure restait autorisée.

En 1978, la Cour suprême décréta que le droit d'accéder aux prisons ou aux pénitenciers n'était pas garanti aux médias. Elle décidait également que les autorités carcérales étaient en droit d'interdire aux détenus de communiquer entre eux, de se réunir ou de distribuer des textes réclamant la formation d'un syndicat de prisonniers.

Il devenait clair – et les prisonniers semblent l'avoir compris dès le début – que les conditions de détention ne seraient pas modifiées par voie législative mais par la protestation, le militantisme, la résistance, l'invention d'une culture spécifique, d'une littérature spécifique et la mise en place de liens avec le monde. Des dizaines de milliers d'Américains étaient passés derrière les barreaux pendant la lutte pour les droits civiques ou contre la guerre du Vietnam. Ils avaient connu le système carcéral et pouvaient difficilement oublier cette expérience. Il y avait là l'opportunité pour les prisonniers de briser le long isolement et de trouver du soutien dans la communauté. Le mouvement ne faisait que commencer au milieu des années 1970.

Ce fut donc bien l'époque de toutes les révoltes. Celle des femmes confinées dans leurs foyers. Celle des prisonniers, ces êtres « invisibles » enfermés derrière les barreaux. Mais la plus grande des surprises restait à venir.

On se rassurait à l'idée que les premiers occupants du continent, après avoir été refoulés et anéantis par l'envahisseur blanc, ne feraient plus jamais parler d'eux. Peu après la Noël 1890, l'armée américaine perpétra son dernier massacre collectif d'Indiens à Pine Ridge (Dakota), près de la rivière Wounded Knee. Sitting Bull, le grand chef sioux, venait juste d'être assassiné par la police indienne à la solde des États-Unis et ce qui restait de son peuple avait trouvé refuge à Pine Ridge : cent vingt hommes et deux cent trente femmes et enfants, cernés par la cavalerie américaine armée de deux

canons pouvant expédier des obus à plus de trois kilomètres et placés en surplomb du campement indien. Lorsque les soldats ordonnèrent aux Indiens de rendre les armes, un Sioux répondit par un coup de fusil. Les soldats se déchaînèrent et les canons situés sur la colline tirèrent sur les tipis, faisant entre deux et trois cents morts. Les vingt-cinq morts américains de Wounded Knee furent sans doute, pour la plupart, tués par leur propre camp, les Indiens ne possédant que quelques fusils.

Les tribus indiennes battues, soumises, affamées, avaient été réparties sur des réserves où elles vivaient dans une pauvreté totale. En 1887, la loi de parcellisation des terres tribales avait voulu détruire le système des réserves en distribuant à titre individuel de petites parcelles de terres aux Indiens afin d'en faire des petits fermiers américains types. Mais la plupart de ces parcelles finirent entre les mains de spéculateurs blancs et les réserves furent finalement maintenues.

Pendant le New Deal, cependant, avec John Collier – un véritable ami des Indiens – à la tête du bureau des Affaires indiennes, on avait tenté de restaurer l'organisation traditionnelle. Au cours des décennies suivantes, on ne constata pourtant pas de changements radicaux. La plupart des Indiens demeurèrent sur les réserves misérables, que seuls – et en grand nombre – les jeunes quittaient. Un anthropologue indien déclarait : « Une réserve indienne est le système colonial le plus parfait que je connaisse au monde. »

Un temps, la disparition ou l'assimilation complète des Indiens avait semblé inévitable. Au début du XXe siècle, sur le million d'Indiens qui vivaient à l'origine sur ce qui deviendrait le territoire des États-Unis, il ne restait plus que trois cent mille individus. Mais la population recommença à croître comme une plante qui refuse de mourir. En 1960, on comptait environ huit cent mille Indiens, dont une moitié vivait sur les réserves et l'autre dans les différentes villes du pays.

Les autobiographies écrites par des Indiens prouvaient leur refus de se laisser absorber par la culture des Blancs. L'un d'entre eux écrivit : « En effet, je suis allé dans les écoles des Blancs. J'ai appris à lire dans leurs livres, leurs journaux et leur Bible. Mais au bout du compte, je pensais que cela ne suffisait pas. Les peuples civilisés dépendent trop de tous ces papiers écrits par la main de l'homme. Alors je me suis tourné vers le livre du Grand Esprit qui concerne toute la Création. »

Sun Chief, un Indien hopi, déclarait pour sa part : « J'ai appris de nombreux mots anglais et je pourrais réciter une partie des dix commandements. Je savais comment dormir dans un lit, prier

Jésus, me peigner les cheveux, manger avec un couteau, utiliser les toilettes. [...] J'ai aussi appris que les gens pensent avec leur tête plutôt qu'avec leur cœur. »

Chief Luther Standing Bear écrivit en 1933 dans son autobiographie *From the Land of the Spotted Eagle* : « C'est vrai, l'homme blanc a apporté de grands progrès. Mais si les fruits de sa civilisation brillent de mille feux et sont terriblement désirables, ils n'en sont pas moins empoisonnés et mortels. Et si le rôle d'une civilisation est de mutiler, voler et s'opposer à autrui, alors où est le progrès ? Laissez-moi penser que l'homme assis sur le sol de son tipi, méditant sur la vie, acceptant la nature de toute chose et assumant son unité avec l'univers, incorporait en lui la véritable essence de la civilisation. »

Au moment même où se développaient, dans les années 1960, les mouvements en faveur des droits civiques et le militantisme pacifiste, les Indiens rassemblaient leur force pour résister, travailler à changer leurs conditions de vie et s'organiser en conséquence. En 1961, cinq cents responsables indiens issus des réserves et des villes se réunirent à Chicago. Lors de cette réunion naquit le National Indian Youth Council, rassemblement de jeunes Indiens fréquentant les universités. Mel Thom, un Paiute, premier président de ce conseil, écrivit : « Du côté indien, on assiste à un regain d'activisme. On se dispute, on rit, on chante et parfois même on tente de s'organiser. [...] Les Indiens se mettent à penser que leur cause est juste et ils reprennent courage. [...] La lutte continue. [...] Les Indiens se réunissent pour discuter de leur avenir. »

À la même époque, les Indiens se mirent à soulever une question délicate pour le gouvernement américain : celle des traités. Dans *Custer Died for Your Sins*, livre qui eut un certain succès en 1969, Vine Deloria Jr faisait remarquer que le président Lyndon Johnson invoquait souvent les « engagements » de l'Amérique et que Nixon reprochait aux Russes de ne pas respecter les traités. Deloria nous apprend que « les Indiens se tordent de rire lorsqu'ils entendent ce genre de choses ».

Les gouvernements américains avaient signé plus de quatre cents traités avec les Indiens et les avaient tous violés, sans exception. Sous George Washington, par exemple, un traité avait été signé avec les Iroquois de New York : « Les États-Unis reconnaissent que toutes les terres comprises entre les frontières susnommées sont la propriété de la nation seneca. » Mais au début des années 1960, sous Kennedy, les États-Unis ignorèrent ce traité pour construire un barrage sur ces terres, inondant la majeure partie de la réserve seneca.

La résistance s'organisait à travers tout le pays. Dans l'État de Washington, un autre traité confisquait leurs terres aux Indiens en leur laissant seulement des droits de pêche. Cette décision fut très impopulaire au sein de la population blanche de la région, qui désirait que ces droits de pêche lui soient exclusivement réservés. En 1964, après que les tribunaux de l'État eurent interdit certaines zones de pêche aux Indiens, ces derniers organisèrent des « *fish-in* » sur la Nisqually River en dépit des décisions de justice et allèrent en prison dans l'espoir de rendre leur cause publique.

L'année suivante, un juge local décréta que la tribu Puyallup n'existait pas et que ses membres ne pouvaient plus pêcher dans la rivière qui portait pourtant leur nom, la Puyallup River. Les policiers s'en prirent aux groupes de pêcheurs indiens en détruisant bateaux et filets et en maltraitant les individus. Sept Indiens furent arrêtés. En 1968, la Cour suprême reconnaissait les droits des Indiens selon les termes du traité mais précisait néanmoins qu'un État était en droit de « réglementer la pêche » dans la mesure où il n'y avait pas de discrimination contre les Indiens. L'État confirma sa décision et les arrestations de pêcheurs indiens se poursuivirent. Ce faisant, l'État de Washington se comportait à l'égard des décisions de la Cour suprême comme les Blancs du Sud l'avaient fait pendant de nombreuses années à l'égard du Quatorzième Amendement sur la citoyenneté : en l'ignorant totalement. Manifestations, opérations policières et arrestations se poursuivirent jusqu'au début des années 1970.

Certains Indiens impliqués dans ces *fish-in* étaient également des anciens du Vietnam. Parmi eux, Sid Mills, arrêté lors d'un *fish-in* à Frank's Landing sur la Nisqually River le 13 octobre 1968. Il déclara ceci : « Je suis un Indien yakima et cherokee, et je suis un homme. Pendant deux ans et quelques mois, j'ai été soldat des États-Unis. J'ai combattu au Vietnam jusqu'à ce que j'y sois gravement blessé. [...] Je renonce, ici, à tout service ou engagement futurs dans les rangs de l'armée des États-Unis. Mon premier devoir est désormais de me tenir auprès des peuples indiens qui luttent pour le respect du traité autorisant la pêche dans les eaux traditionnelles des rivières Nisqually, Columbia et autres, [...] et de les soutenir dans leur combat autant que je le peux. Ma décision s'appuie sur le fait que, bien que des pêcheurs indiens soient morts au Vietnam, des pêcheurs indiens vivent ici sans protection et sont continuellement victimes d'agressions. [...] Il y a trois ans jour pour jour, le 13 octobre 1965, à Frank's Landing, sur la rivière Nisqually, dix-neuf femmes et enfants ont été victimes des violences commises par quarante-cinq agents armés de l'État de

Washington au cours d'une opération lâche et pernicieuse. Rappelons que le plus vieux squelette humain jamais découvert dans l'hémisphère occidental l'a été récemment sur les rives de la Columbia River. Ce sont les restes d'un pêcheur indien. Par quelle aberration un gouvernement ou une société peuvent-ils consacrer des millions de dollars à collecter nos ossements, à reconstituer la vie de nos ancêtres ou à protéger les plus vieux témoignages de notre culture millénaire du moindre dommage et en même temps exploiter notre peuple vivant ? Nous nous battrons pour nos droits. »

Les Indiens se défendaient, non seulement physiquement mais également avec les armes fournies par la culture des Blancs : les mots, les journaux, les livres. En 1968, les membres de la nation mohawk d'Akwesasne, sur le Saint-Laurent, lancèrent un excellent journal, les *Akwesasne Notes*, avec des informations et de la poésie, le tout habité d'un remarquable esprit combatif et, ce qui ne gâtait rien, d'un sens certain de l'humour. Vine Deloria Jr y écrivait : « Il m'arrive d'être surpris par le mode de pensée des non-Indiens. J'étais à Cleveland l'an dernier et je discutais de l'histoire américaine avec un non-Indien. Il me dit qu'il était réellement désolé pour tout ce qui était arrivé aux Indiens mais qu'il y avait de bonnes raisons à cela. Le continent devait se développer et, les Indiens se trouvant au travers de la route, il avait fallu les déplacer. "Après tout, me disait-il, qu'avez-vous fait de cette terre quand elle vous appartenait ?" Je n'ai pas compris ce qu'il voulait dire jusqu'à ce que j'apprenne plus tard que la rivière Cuyahoga qui traverse Cleveland était inflammable. De si grandes quantités de produits polluants y sont déversées que les habitants de Cleveland doivent prendre garde, en été, de ne pas y mettre le feu. Songeant aux propos de mon ami non indien, je me rangeai à son avis. Les Blancs avaient fait un formidable usage de cette terre. Combien d'Indiens, en effet, auraient imaginé rendre les rivières inflammables ? »

Le 9 novembre 1969, un événement spectaculaire attira l'attention sur les revendications des Indiens comme aucun autre ne l'avait fait auparavant. Il fit l'effet d'une bombe et annonça au monde entier que les Indiens étaient toujours vivants et bien décidés à se battre pour défendre leurs droits. Ce jour-là, avant l'aube, soixante-dix-huit Indiens débarquèrent sur l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, pour investir les lieux. Alcatraz était une prison fédérale abandonnée, un lieu terrible et maudit surnommé « The Rock ». En 1964 déjà, une poignée de jeunes Indiens l'avaient occupée pour y établir une université indienne, mais ils avaient été expulsés et personne n'en avait rien su.

Cette fois-ci, ce fut différent. Le groupe était emmené par Richard Oakes, un Mohawk qui dirigeait le département des études indiennes au collège d'État de Chicago, et par Grace Thorpe, une Indienne sac et fox, fille de Jim Thorpe, le fameux footballeur et athlète olympique indien. D'autres Indiens se joignirent au groupe d'origine et, fin novembre, quelque six cents Indiens, représentant cinquante tribus différentes, vivaient à Alcatraz. Ils se baptisèrent « Indiens de toutes les tribus » et firent une déclaration publique intitulée « Nous tenons The Rock ». Ils y proposaient d'acheter Alcatraz avec des perles de verre et des chiffons de toile rouge comme les Blancs l'avaient fait pour Manhattan environ trois siècles auparavant. Ils ajoutaient :

> Nous pensons que cette île que vous appelez Alcatraz est idéale pour recevoir une réserve indienne telle que les Blancs la conçoivent. En fait, nous pensons que cet endroit présente déjà toutes les caractéristiques des réserves indiennes :
> 1 – Elle est éloignée de tous services et n'est desservie par aucun moyen de transport adéquat.
> 2 – Il n'y a pas d'eau courante.
> 3 – Les services sanitaires sont défectueux.
> 4 – Pas de pétrole ou de minerais.
> 5 – Pas d'industrie et donc un chômage très élevé.
> 6 – Aucun service de santé.
> 7 – Le sol est rocheux, impropre à toute culture, et il n'y a pas de gibier.
> 8 – Pas d'équipements scolaires.
> 9 – Il y a toujours eu surpopulation dans cette île.
> 10 – La population a toujours été considérée comme prisonnière et tenue dans une totale dépendance des autres.

Ils annoncèrent qu'ils feraient de l'île un centre d'études indiennes pour l'écologie : « Nous nous consacrerons à dépolluer les eaux et l'atmosphère de la baie de San Francisco [...] ainsi qu'à y restaurer la faune aquatique. »

Au cours des mois suivants, le gouvernement fit couper les lignes téléphoniques, l'électricité et l'eau sur l'île d'Alcatraz. De nombreux Indiens durent quitter l'île mais d'autres insistèrent pour y rester. Un an plus tard, ils y étaient encore et adressaient un message à leurs « frères et sœurs de toutes races et de tous langages qui vivent à la surface de notre mère la Terre » : « Nous continuons de tenir l'île d'Alcatraz au nom de la liberté, de la justice et de l'égalité parce que vous, frères et sœurs de cette Terre, nous avez soutenus dans notre juste cause. Nous tendons nos mains et notre cœur vers vous et adressons à chacun d'entre vous des messages par l'esprit. Nous

tenons The Rock. Nous savons que la violence engendre plus de violence encore. C'est pour cela que notre occupation d'Alcatraz est pacifiste et que nous espérons que le gouvernement américain se conduira pacifiquement envers nous. [...] Nous sommes un peuple fier! Nous sommes les Indiens! Nous avons observé puis rejeté la plupart de ce que peut offrir la prétendue civilisation. Nous sommes les Indiens! Nous préserverons notre mode de vie et nos traditions en les communiquant à nos propres enfants. Nous sommes les Indiens! Nous joindrons nos mains en une union inconnue jusqu'alors. Nous sommes les Indiens! Notre mère la Terre attend que nous parlions. Nous sommes les Indiens de toutes les tribus! Nous tenons The Rock! »

Six mois plus tard, les forces fédérales prenaient l'île d'assaut et expulsaient les Indiens qui y étaient installés.

On avait également imaginé qu'on n'entendrait plus jamais parler des Navajos. Au milieu des années 1880, les soldats américains, commandés par « Kit » Carson, avaient incendié des villages navajos, détruit les récoltes et expulsé les Indiens de leurs terres. Pourtant les Navajos de la Black Mesa, au Nouveau-Mexique, n'avaient jamais fait leur soumission. À la fin des années 1960, la compagnie des Charbons Peabody commença à forer sur leurs terres au nom d'un prétendu contrat signé avec certains d'entre eux. On pensa aussitôt aux traités antérieurs signés avec les Indiens pour mieux les expulser de leurs terres.

Cent trente Navajos se rassemblèrent au printemps 1969 pour affirmer que ces mines allaient polluer l'eau et l'atmosphère, détruire les pâturages des troupeaux et épuiser les maigres ressources en eau potable. Une jeune femme qui brandissait une brochure publicitaire produite par Peabody représentant des lacs pour la pêche, des terres riches et des arbres déclara : « Nous n'aurons rien de tout ce que vous pouvez voir sur ces photos. [...] À quoi ressemblera le futur pour nos enfants et les enfants de nos enfants? » Une Navajo très âgée qui avait participé à l'organisation de la manifestation affirmait : « Les monstres de Peabody creusent dans le cœur de notre mère la Terre, de notre montagne sacrée, et nous en ressentons la douleur. [...] Cela fait des années que je vis ici et je ne suis pas près d'en partir. »

Les Indiens hopis subissaient également les activités de la compagnie Peabody. Ils protestèrent auprès du président Nixon : « Aujourd'hui, les terres sacrées sur lesquelles vivent les Hopis ont été profanées par des hommes qui cherchent du charbon et de l'eau sur notre sol dans le seul but de fournir de l'énergie aux villes de l'homme blanc. [...] Le Grand Esprit a commandé de ne pas

prendre à la Terre – de ne pas détruire les êtres vivants. [...] Il disait aussi que, si une calebasse emplie de cendres tombait sur le sol, une foule de personnes trouveraient la mort et que la vie ne serait jamais plus la même. Nous pensons que c'est cela qui s'est produit avec les bombes atomiques sur Nagasaki et Hiroshima. Nous ne voulons pas que cela arrive encore à d'autre pays et à d'autres peuples. Au contraire, nous devrions utiliser toute cette énergie à des fins pacifiques et non pour la guerre. »

À l'automne 1970, une revue intitulée *La Raza*, l'une des innombrables publications locales nées au cours de ces années d'activisme et qui offraient des informations négligées par les médias traditionnels, donna des nouvelles des Indiens de la Pit River, au nord de la Californie. Une soixantaine de ces Indiens occupaient des terres qu'ils revendiquaient comme leurs. Ils s'opposèrent aux services forestiers quand il leur fut ordonné de quitter les lieux. L'un d'eux, Darryl B. Wilson, se souvint plus tard : « Alors que les flammes orangées dansaient, donnant vie aux arbres, que le froid se glissait hors des ténèbres pour lutter avec le crépitement du feu et que notre respiration se transformait en buée, nous avons pris la parole ». Ils demandèrent au gouvernement quel traité l'autorisait à se saisir de cette terre. Il n'y en avait pas. Les Indiens invoquèrent un statut fédéral (25 USCA 194) selon lequel, lorsqu'une dispute a lieu entre un Blanc et un Indien, « la charge de la preuve incombe au Blanc ».

Ils avaient construit une cabane. Le responsable de la police locale leur dit qu'elle était affreuse et qu'elle déparait le paysage. Wilson écrivit par la suite : « Le monde entier pourrit. L'eau est empoisonnée, l'air pollué, la politique corrompue, la terre est bouffée de l'intérieur, la forêt pillée, les rivages défigurés, les villes incendiées, les vies des gens détruites, [...] et les fédéraux ont passé presque tout le mois d'octobre à nous dire que notre cabane était "affreuse". Pour nous, elle était très belle. C'était le début de notre école, notre lieu de rassemblement, un abri pour ceux qui n'en avaient pas, un sanctuaire pour ceux qui avaient besoin de repos. C'était notre église, notre quartier général, le symbole de notre accession à la liberté. D'ailleurs, elle est toujours debout. C'était aussi le foyer de la renaissance de notre culture, abattue, diluée, mise en pièces. C'était notre soleil levant au matin d'un jour de printemps quand le ciel est sans nuages. Il était bon et doux à notre cœur de la regarder. Ce petit lieu sur la terre. Notre lieu. »

Finalement, on fit venir cent cinquante policiers avec mitrailleuses, fusils, revolvers, matraques, chiens, chaînes et menottes. « Les vieux avaient peur. Les jeunes se sont opposés avec bravoure.

Les enfants étaient comme de jeunes daims qui auraient été frappés par la foudre. Les cœurs battaient très fort comme lorsqu'on a couru à perdre haleine sous le soleil d'été. » Les policiers se mirent à jouer de la matraque et le sang ne tarda pas à couler. Wilson s'agrippa à l'une des matraques et fut traîné par terre puis menotté. Tandis qu'il était maintenu face contre terre, il reçut plusieurs coups à la tête. Un homme de soixante-six ans fut roué de coups jusqu'à perdre conscience. Un journaliste blanc fut arrêté et sa femme battue. Ils furent ensuite emmenés dans les fourgons de la police et accusés d'avoir agressé des agents fédéraux et abattu des arbres. On se garda bien de les accuser d'avoir pénétré sur les terres par effraction afin de ne pas soulever le problème de la propriété des terres. Après cet épisode, les manifestations indiennes se poursuivirent.

Ceux qui avaient servi au Vietnam se mirent à établir un lien entre les deux situations. Lors des Winter Soldiers Investigations de Detroit, au cours desquelles les vétérans du Vietnam étaient venus témoigner de leur expérience, Evan Haney, un Indien oklahoma, déclara : « Les Indiens ont subi le même genre de massacres il y a un siècle. Des armes biologiques ont été utilisées à cette époque : ils donnaient des couvertures contaminées par la variole aux Indiens. [...] J'ai appris à connaître le peuple vietnamien et je me suis aperçu qu'il était comme nous. [...] Nous sommes en train de nous détruire nous-mêmes en même temps que la planète. [...] Toute ma vie, j'ai connu le racisme. Lorsque j'étais enfant et que je regardais les films de cow-boys, c'est la cavalerie que j'admirais, pas les Indiens. C'était aussi grave que cela. Mon autodestruction allait jusque-là. [...] 50 % des enfants de l'école du patelin où j'habitais dans l'Oklahoma étaient des Indiens mais l'école, la télé ou la radio ne parlaient jamais de la culture indienne. Il n'y avait pas de livres sur l'histoire des Indiens. Pas même à la bibliothèque. [...] Je sentais bien que quelque chose n'allait pas. J'ai commencé à lire et à apprendre sur ma propre culture. [...] J'ai compris que le peuple indien avait connu une grande joie à Alcatraz ou à Washington pour défendre son droit de pêche. Enfin, ils se sentaient des êtres humains. »

Les Indiens se mirent alors à lutter contre leur « autodestruction », contre l'annihilation de leur culture. En 1969, lors de la première convention des universitaires amérindiens, ils exprimèrent leur indignation devant le traitement insultant, voire tout simplement inexistant, réservé aux Indiens dans les manuels d'histoire des écoles primaires américaines. Cette année-là fut créée l'Indian Historian Press. Elle évalua quelque quatre cents manuels

de l'école primaire et du collège et n'en trouva aucun qui traçât un portrait fidèle de l'Indien.

Ce fut précisément dans les écoles que la contre-attaque se mit en place. Début 1971, quarante-cinq étudiants indiens de la Copper Valley School de Glennalen (Alaska) adressèrent un courrier à leur représentant au Congrès pour exprimer leur refus de la construction d'un pipeline à travers l'Alaska, projet aussi ruineux écologiquement que menaçant pour « la paix, la tranquillité et la sécurité de l'Alaska ».

D'autres Américains se mirent à s'intéresser au problème et à questionner leur propre culture à ce sujet. Les premiers films essayant de rendre justice à l'histoire des Indiens datent de cette époque : l'un d'entre eux, *Little Big Man*, était une adaptation d'un roman de Thomas Berger. De plus en plus de livres parurent sur l'histoire indienne, au point de donner naissance à un domaine de recherche à part entière. Les professeurs, devenus méfiants à l'égard des vieux stéréotypes, jetèrent les anciens manuels aux orties et travaillèrent à partir de ces nouveaux matériaux. Au printemps 1977, une enseignante new-yorkaise, Jane Califf, fit une expérience avec ses élèves. Elle apporta en classe les manuels traditionnels concernant les Indiens et demanda aux élèves d'en pointer les stéréotypes. Elle lisait ensuite des auteurs indiens et des articles publiés dans les *Akwesasne Notes* et collait des affiches protestataires dans la classe. Les enfants écrivirent alors une lettre aux éditeurs des livres qu'ils avaient pu lire. Par exemple : « Cher Monsieur, je n'aime pas votre livre intitulé *The Cruise of Christopher Columbus*. Je ne l'aime pas parce que vous dites des choses sur les Indiens qui ne sont pas vraies. [...] Il y a une autre chose que je n'ai pas aimée en page 69 de votre livre. On y dit que Christophe Colomb invita des Indiens à se rendre en Espagne alors qu'en réalité il les avait enlevés. Sincèrement vôtre, Raymond Miranda. »

En 1970, pendant Thanksgiving, commémoration annuelle de l'arrivée des Pères Pèlerins, les autorités décidèrent de faire quelque chose d'un peu différent : inviter un Indien – Frank James, un Indien wampanoag – à faire le discours de célébration. Quand les responsables de la célébration virent le discours qu'il s'apprêtait à prononcer, ils le refusèrent. Ce discours qu'on n'entendit donc pas à Plimouth (Massachusetts) disait entre autres (l'intégralité du texte se trouve dans le recueil *Chronicles of American Indian Protest*) : « Je m'adresse à vous en tant qu'homme. En tant qu'Indien wampanoag. [...] C'est avec un sentiment mitigé que je me trouve ici pour vous communiquer mes impressions. [...] Les Pèlerins venaient juste d'aborder aux rivages du Cape Cod quatre jours auparavant

lorsqu'ils pillèrent les tombes de mes ancêtres, volèrent leur maïs et leur blé. [...] Notre esprit refuse de mourir. Hier, nous marchions le long des sentiers dans les forêts et sur les dunes. Aujourd'hui, c'est sur le macadam des routes et des autoroutes que nous avançons. Nous sommes pourtant ensemble. Nous n'habitons plus nos wigwams mais dans vos tipis en béton. Nous nous tenons debout et fiers, et avant que ne passent trop de lunes nous aurons redressé les torts que nous vous avons autorisés à nous faire. »

Pour les Indiens, il n'y a jamais eu de distinction bien claire entre prose et poésie. Lorsqu'un étudiant indien du Nouveau-Mexique fut félicité pour la qualité de sa poésie, il déclara : « Dans ma tribu, les poètes n'existent pas. Tout le monde s'exprime en poèmes. » Il existe pourtant des poèmes indiens, tels ceux recueillis dans *The Last Americans* de William Brandon et dans *The Way* de Shirley Hill et Stan Steiner.

À commencer par un « poème de printemps » :

Comme mon regard
Court à travers la prairie
Je sens le soleil
Du printemps.

Ou bien encore *Snow the Last* de Joseph Concha :

La neige vient la dernière
Et apporte le calme à toute chose.

Et cet autre écrit par un groupe d'élèves au cours d'un programme spécial Navajos dans les années 1940 et intitulé *Sûrement pas!* :

La réserve navajo, un lieu isolé?
Sûrement pas!
Le ciel y est lumineux,
Clair, bleu,
Ou gris lorsqu'il pleut.
Chaque jour est un bienfait
De la nature.
Ce n'est sûrement pas un lieu isolé.
La maison navajo, sombre et petite?
Sûrement pas!
À l'intérieur on y trouve l'amour,
La joie de vivre,
Et de longues discussions.

Mais, mieux encore,
C'est chez nous
La porte toujours ouverte
Et de la place pour tous.
Un château n'en offrirait pas plus.

En février 1973, eut lieu une formidable démonstration du renouveau de vitalité des Indiens d'Amérique du Nord. Sur les lieux mêmes du massacre de 1890 (la réserve de Pine Ridge), plusieurs centaines de Sioux Oglala et de sympathisants de la cause indienne se rendirent au village de Wounded Knee et l'occupèrent pour exiger qu'on reconnaisse leurs droits et leurs terres. L'histoire de cet événement est racontée dans un livre assez rare publié par les *Akwesasne Notes* en 1973 : *Voices from Wounded Knee.*

Dans les années 1970, 54 % des hommes adultes de la réserve de Pine Ridge étaient au chômage. Un tiers des familles vivaient d'allocations ou de pensions. L'alcoolisme et le suicide y régnaient. L'espérance de vie d'un Sioux Oglala était alors de quarante-six ans. Juste avant l'occupation de Wounded Knee, des actes de violence avaient eu lieu à Custer. Un Indien du nom de Wesley Bad Heart Bull avait été tué par un garagiste blanc. L'homme avait été relâché contre 5000 dollars et accusé d'homicide involontaire. Il risquait donc une peine pouvant aller jusqu'à dix ans de prison. Un rassemblement d'Indiens décidés à protester contre cette décision se finit en affrontements avec la police. La mère de la victime, Sarah Bad Heart Bull, fut arrêtée à cette occasion et risquait d'être condamnée à une trentaine d'années de prison.

Le 27 février 1973, près de trois cents Sioux Oglala, pour la plupart militants du tout récent American Indian Movement (AIM), investirent le village de Wounded Knee et annoncèrent la libération de ce territoire. Ellen Moves Camp raconta plus tard : « Nous avions décidé que nous avions besoin de l'appui de l'AIM ici parce que nos hommes avaient peur. Ils ne voulaient pas y aller. Ce sont les femmes et les enfants qui sortaient le plus souvent pour prendre la parole. »

En quelques heures, plus de deux mille agents du FBI, des policiers fédéraux et des représentants du bureau des Affaires indiennes cernèrent la ville et organisèrent un blocus. Ils avaient des véhicules blindés, des fusils automatiques, des mitrailleuses, des lance-grenades et des lacrymogènes. Les tirs commencèrent. Trois semaines plus tard, Gladys Bissonette témoignait : « Depuis que nous sommes à Wounded Knee, on n'a pas cessé de nous tirer dessus et toujours à la nuit tombée. Mais c'est la nuit dernière que ç'a été le

plus dur. Le Grand Esprit doit être avec nous car il n'y a eu aucun blessé. Une nuit, il a fallu courir sous un véritable déluge de balles. [...] Nous tiendrons jusqu'à ce que nous soyons reconnus en tant que nation. La nation des Sioux Oglala. »

Une fois le siège organisé, la nourriture se fit rare. Des Indiens du Michigan affrétèrent un avion de ravitaillement qui atterrit directement à l'intérieur du campement. Le jour suivant, le FBI arrêta le pilote de l'avion et le médecin du Michigan qui l'avait loué. Au Nevada, onze Indiens furent arrêtés pour avoir collecté de la nourriture, des vêtements et des médicaments pour les assiégés du Dakota du Sud. Mi-avril, trois autres avions larguèrent du ravitaillement. Quand les gens voulurent ramasser les vivres, un hélicoptère du gouvernement se mit à leur tirer dessus à la lumière des projecteurs. Frank Clearwater, un Indien qui se reposait dans une église, fut blessé par une balle. Sa femme l'accompagna à l'hôpital puis fut arrêtée et emprisonnée. Clearwater mourut peu après.

Il y eut d'autres coups de feu et un autre mort. Finalement, une paix négociée fut signée et les deux camps acceptèrent de désarmer (les Indiens avaient refusé de jeter leurs armes tant que les forces armées les encerclaient – se souvenant sans doute du massacre de 1890). Le gouvernement américain promit d'enquêter sur les Affaires indiennes et de nommer une commission présidentielle pour réexaminer le traité de 1868. Le siège prit fin : cent vingt occupants indiens furent arrêtés. Le gouvernement américain déclara ensuite qu'il avait étudié le traité de 1868 : il était en effet toujours valide mais n'en tombait pas moins sous le coup du principe de l'utilité publique selon lequel, en dernier ressort, toutes les terres américaines relèvent du gouvernement américain.

Les Indiens avaient résisté soixante et onze jours, instaurant une remarquable communauté au sein du territoire assiégé. On avait organisé des cantines communautaires, ainsi qu'un service de santé et un hôpital. Un Navajo, vétéran du Vietnam, affirmait que « le calme des gens était réellement stupéfiant étant donné qu'on nous tirait dessus sans arrêt. [...] Mais ils restaient parce qu'ils avaient une cause à défendre. C'est pour ça qu'on a perdu au Vietnam, parce que la cause était mauvaise. On a fait une guerre de riches pour les riches. [...] À Wounded Knee, on a fait du bon boulot et le moral était bon. On continuait à rigoler malgré tout ».

Des messages de soutien arrivaient d'Australie, de Finlande, d'Italie, du Japon et d'Angleterre. Un message adressé par certains des anciens d'Attica, parmi lesquels deux Indiens : « Vous vous battez pour notre mère la Terre et ses enfants. Notre esprit est à vos

côtés. » Wallace Black Elk répondit : « Notre petit Wounded Knee est devenu un gigantesque monde. »

Après Wounded Knee, et en dépit des morts, des procès, de l'intervention de la police et des tribunaux pour briser le mouvement, l'activisme indien se poursuivit.

Au sein de la communauté akwesasne elle-même, qui publiait les *Akwesasne Notes*, les Indiens avaient toujours insisté sur le fait que leur territoire était inviolable et que la loi des Blancs ne s'y exerçait pas. Un jour, un policier de l'État de New York dressa trois procès-verbaux à l'encontre d'un camionneur mohawk. Un conseil de la communauté indienne rencontra le lieutenant de police. Ce dernier déclara tout d'abord qu'il était de son devoir d'obéir aux ordres et de dresser des contraventions, y compris sur le territoire akwesasne. Pourtant, il semblait disposé à se montrer conciliant. Finalement, il accepta de ne plus arrêter d'Indiens sur le territoire akwesasne ni en dehors sans d'abord en référer au conseil mohawk. Ensuite, le lieutenant s'assit par terre et alluma un cigare. Le chef indien Joahquisoh, homme d'une rare dignité aux longs cheveux, se dressa et demanda au lieutenant avec le plus grand sérieux : « J'ai encore une question à vous poser avant que vous ne partiez. Je veux savoir, ajouta-t-il en regardant le lieutenant droit dans les yeux, si vous n'avez pas un cigare en rab. » Tout le monde éclata de rire.

Les *Akwesasne Notes* continuaient à paraître. À la fin de l'automne 1976, on pouvait y lire des poèmes qui reflétaient bien l'esprit du temps. Ila Abernathy écrivait par exemple :

Je suis l'herbe qui pousse et celui qui la coupe,
Je suis le saule et le fendeur de bois,
Le tisserand et le tissage, le saule et l'herbe unis.
Je suis le gel sur la terre et la vie de la terre,
La respiration et la bête, la pierre acérée et foulée.
En moi la montagne vit et le hibou chasse,
En eux je vis aussi. Je suis le frère jumeau du soleil,
Verseur de sang et sang versé.
Je suis le daim et la mort du daim.
Je suis le fardeau de votre conscience
Connaissez-moi.

Un autre poème de Buffy Sainte-Marie :

Vous croyez que j'ai des visions
Parce que je suis indien.
Mais j'ai des visions
Parce qu'il y a des choses à voir.

Au cours de ces années 1970, il n'était pas question seulement de mouvements féministe, de prisonniers ou d'Indiens. Il s'agissait également d'une révolte plus générale contre des conditions de vie oppressives, artificielles et jamais remises en question. Cette révolte touchait tous les aspects de la vie personnelle : la procréation, l'enfance, l'amour, le sexe, le mariage, les vêtements, la musique, l'art, le sport, le langage, la nourriture, le logement, la religion, la littérature, la mort ou la scolarité.

Ce nouvel esprit, ces nouveaux comportements choquèrent de très nombreux Américains. Il y eut de très fortes tensions qu'on qualifiait parfois de « conflit des générations » – la jeune génération semblant se distinguer de l'ancienne dans son mode de vie. Mais au bout de quelque temps, on put se rendre compte que l'âge n'y était pas pour grand-chose. Certains jeunes restaient relativement « stricts » quand des individus d'âge moyen changeaient de comportement et que des personnes âgées se conduisaient de manière surprenante pour leurs semblables.

Le comportement sexuel connut une révolution radicale. La vie sexuelle avant le mariage se mit à faire l'objet de discussions. Des hommes et des femmes vivaient ensemble en dehors du mariage et essayaient d'exprimer la situation par des phrases du type : « Je voudrais vous présenter mon... ami(e). » Les couples mariés discutaient ouvertement de leurs aventures et on publiait des ouvrages sur le « couple libre ». On pouvait parler ouvertement, voire favorablement, de la masturbation. L'homosexualité n'était plus taboue. Gays et lesbiennes militaient contre la discrimination, pour une reconnaissance de la communauté homosexuelle et pour sortir de la honte et de l'isolement.

Des décisions de justice levèrent la censure sur les livres érotiques et même pornographiques. Des livres apprenaient aux hommes et aux femmes à atteindre l'accomplissement sexuel. Les films n'hésitaient plus à montrer des corps nus, bien que l'industrie cinématographique, aussi soucieuse de préserver les principes que les profits, inventât une classification (R pour les films à public restreint et X pour les films interdits aux enfants). Le vocabulaire sexuel fit son entrée aussi bien dans les livres que dans la conversation quotidienne.

Tout cela allait de pair avec les nouveaux modes de vie. Une vie de type communautaire vit le jour, en particulier chez les jeunes. Certains formèrent de véritables collectivités (avec mise en commun de l'argent et des décisions et création d'une communauté d'affection, d'intimité et de confiance) dont la plupart avaient surtout un caractère pratique, avec partage du loyer et divers degrés

d'amitié et d'intimité. On ne s'étonna plus de voir les hommes cohabiter avec les femmes à deux, trois ou plus, sans pour autant entretenir de relations sexuelles.

Il y eut également des bouleversements dans le domaine des vêtements. Pour les femmes, il ne s'agissait après tout que de la continuation d'un mouvement régulier initié par les féministes et leur refus de se laisser enfermer dans des vêtements contraignants prétendument plus « féminins ». De nombreuses femmes abandonnèrent le soutien-gorge. Le fameuse « gaine », qui tenait de l'uniforme dans les années 1940 et 1950, disparut presque totalement. Les jeunes, femmes et hommes, s'habillaient presque de la même manière : en jeans ou en surplus de l'armée américaine. Les hommes cessèrent de porter la cravate et les femmes, quel que soit leur âge, se mirent presque toutes au pantalon, comme en un hommage ultime à Amelia Bloomer.

En musique, on assista à un renouveau de la « *protest song* ». Pete Seeger chantait déjà ce genre de chansons depuis les années 1940, mais il touchait désormais un public plus large et écrivait son propre répertoire. Bob Dylan et Joan Baez ne chantaient pas exclusivement des *protest songs* mais également des chansons qui reflétaient les libertés nouvelles et la nouvelle culture. Ils devinrent rapidement de véritables idoles populaires. Malvina Reynolds, une femme d'âge moyen, écrivait et interprétait des chansons d'inspiration socialiste et libertaire ainsi que des textes critiquant la culture consumériste de l'époque moderne. Les gens, chantait-elle, vivaient à présent dans de « petites boîtes » et « en sortaient tous pareils ».

Quant à Bob Dylan, c'est un phénomène unique. Son répertoire se compose de formidables *protest songs*, de chansons plus personnelles exprimant l'esprit de liberté et de chansons intimes. Dans *Masters of War*, il souhaite que les profiteurs de guerre meurent afin d'avoir le plaisir de suivre leur enterrement « par un après-midi blafard ». *A Hard Rain's A-Gonna Fall* raconte les terribles événements des décennies précédentes, famines, guerres, larmes, eaux polluées, prisons humides et sales. Avec *With God on Our Side*, il écrit une chanson pacifiste pleine d'amertume, et, dans *Only a Pawn in Their Game*, il évoque l'assassin du militant noir Medgar Evers. Enfin, dans *The Times They are A-Changin'*, il défie le passé et place tous ses espoirs en l'avenir.

Le soutien apporté par certains catholiques au mouvement contre la guerre du Vietnam reflétait la révolte générale au sein de cette Église qui, depuis si longtemps, servait de rempart au conservatisme et était intimement liée au racisme, au patriotisme et à la guerre.

Quelques prêtres et religieuses renoncèrent au célibat et vécurent des expériences sexuelles. Ils se marièrent et eurent des enfants – parfois même sans se soucier de quitter officiellement l'Église. Bien sûr, des millions de gens continuaient d'admirer Billy Graham et son courant de préservation du dogme traditionnel, mais plusieurs courants modernisateurs s'affrontaient désormais aux tenants de l'ordre catholique établi.

On commençait également à soupçonner, de nouveau, que la seule recherche du profit motivait réellement les milieux d'affaires et qu'elle avait des conséquences terribles sur la qualité de l'environnement. On s'offusquait souvent (comme dans le livre de Jessica Mitford, *The American Way of Death*) de l'« industrie de la mort » et de ces funérailles ruineuses avec leurs pierres tombales hors de prix.

Parallèlement à cette perte générale de confiance dans le pouvoir des institutions – le monde des affaires, le gouvernement, la religion –, le sentiment de confiance en soi s'accrut, que ce soit sous la forme de l'individualisme ou du communautarisme. Les experts en tout genre étaient considérés avec méfiance : on commençait à penser que les gens pouvaient décider eux-mêmes de leur mode d'alimentation, de leur mode de vie et de la meilleure façon de vivre. On pouvait aussi constater une méfiance certaine à l'égard de l'industrie pharmaceutique, des produits conservateurs, de la nourriture insipide et de la publicité. La démonstration scientifique de la nocivité du tabac était désormais si criante que le gouvernement finit par interdire sa publicité dans les médias.

L'éducation traditionnelle fut également remise en question. Les écoles avaient inculqué à des générations d'élèves les vertus du patriotisme et de l'obéissance à l'autorité et avaient perpétué l'ignorance sinon le mépris à l'égard des autres nations, peuples et races, comme à l'égard des Amérindiens ou des femmes. Il ne s'agissait pas seulement de discuter le contenu de l'éducation mais aussi la manière même d'enseigner – son formalisme, sa bureaucratie, son insistance sur la soumission à l'autorité. Bien sûr, cela n'ébranla pas le puissant système traditionnel de l'éducation nationale, mais on vit néanmoins apparaître une nouvelle génération d'enseignants et une nouvelle littérature sur la question.

Jamais, dans toute l'histoire des États-Unis, une telle volonté de changement ne s'était exprimée sur une si courte période. Mais le système, au cours de ses deux siècles d'existence, avait découvert et amélioré les moyens de conserver la contrôle de la population. La réaction eut lieu dès le milieu des années 1970.

Chapitre XX
Années 1970 : tout va bien ?

Au début des années 1970, le système semblait être devenu parfaitement incontrôlable : il ne pouvait plus garantir la loyauté de la population. Dès 1970, selon le Centre de recherche sur l'opinion publique de l'université du Michigan, « le taux de confiance envers le gouvernement » s'était affaibli dans tous les secteurs de la population. On constatait cependant des différences significatives selon les catégories socioprofessionnelles classiques. Pour les professions libérales, le taux de faible confiance envers le gouvernement était de 40 %. Le chiffre atteignait 66 % pour la classe ouvrière.

Les sondages d'opinions de 1971 – après sept années de guerre au Vietnam – révélaient une certaine réticence à « venir en aide » aux pays supposés être sous la menace de forces soutenues par les communistes. Même quand il s'agissait de pays membres de l'OTAN ou encore du Mexique, pourtant situé juste à la frontière méridionale du territoire américain, aucune majorité ne se dessinait en faveur d'une intervention des forces américaines. De même pour la Thaïlande : dans l'hypothèse d'une attaque communiste, seulement 12 % des Blancs et 4 % des Noirs étaient favorables à l'envoi de troupes.

À l'été 1972, les militants pacifistes de la région de Boston manifestèrent devant le siège de la compagnie Honeywell. Les tracts distribués à cette occasion accusaient l'entreprise de produire des armes antipersonnel utilisées au Vietnam (telle la terrible bombe à fragmentation qui avait criblé des milliers de Vietnamiens de morceaux de métal terriblement dangereux et difficiles à extraire). Environ six cents questionnaires furent remis à cette occasion aux

employés de la compagnie Honeywell, leur demandant s'ils pensaient que l'entreprise devait cesser de fabriquer ces bombes. Sur les deux cent trente et une réponses reçues, cent trente et une déclaraient que Honeywell devait en cesser la fabrication, quatre-vingt-huit qu'elle devait continuer. Les sondés étaient invités à commenter leurs réponses. La réponse négative type était : « Honeywell n'est pas responsable de ce que fait le département de la Défense avec le matériel qu'il lui achète. » Réponse positive type : « Comment pouvons-nous être fiers de notre travail quand il repose sur un principe parfaitement immoral ? »

Le Centre de recherche sur l'opinion publique de l'université du Michigan avait quant à lui posé la question suivante : « Le gouvernement est-il aux mains de grands intérêts économiques qui travaillent pour leur seul profit ? » En 1964, 26 % des gens avaient répondu par l'affirmative. En 1972, ils étaient 53 %. Dans un article paru dans l'*American Political Science Review*, Arthur H. Miller commentait ce sondage : il montrait « un mécontentement fondamental de grande envergure et un désintérêt certain pour la politique ». Il ajoutait (tant les experts en sciences politiques partagent bien souvent les inquiétudes des pouvoirs en place) que « ce qui est stupéfiant, et d'une certaine manière inquiétant, c'est le rapide renversement d'attitude qui s'est produit dans ce domaine en seulement six ans ».

Un nombre accru d'électeurs refusaient de s'identifier comme démocrates ou républicains : 20 % des personnes interrogées se revendiquaient « indépendants » en 1940, 34 % en 1974.

Les tribunaux, les juges et les jurys ne se comportaient plus comme on pouvait s'y attendre. Les jurys acquittaient les militants radicaux : Angela Davis, une communiste notoire, fut acquittée par un jury exclusivement composé de Blancs. Les Black Panthers, que le gouvernement avait essayé de calomnier et de détruire par tous les moyens, furent également acquittés par les jurys dans divers procès. Un juge du Massachusetts rejeta une plainte déposée contre Sam Lovejoy, un jeune militant qui avait détruit une tour élevée par une entreprise publique en vue d'installer une centrale nucléaire. À Washington DC, en août 1973, un autre juge refusa de condamner six hommes qui avaient profité d'une visite organisée de la Maison-Blanche pour manifester contre les bombardements sur le Cambodge.

Il est certain que ce sentiment général d'hostilité vis-à-vis du gouvernement trouvait son origine dans la guerre du Vietnam et ses cinquante-cinq mille morts américains, dans la honte et la révélation des mensonges et des atrocités commis par le gouvernement.

Pour couronner le tout, l'administration Nixon fut touchée par le scandale du « Watergate », qui entraîna, en août 1974, la démission – historique parce que unique – d'un président américain : Richard Nixon.

En pleine campagne présidentielle, en 1972, cinq cambrioleurs furent surpris, avec leurs appareils photo et leurs appareils enregistreurs, en train de pénétrer par effraction dans les locaux du comité national du parti démocrate situés au Watergate, à Washington. L'un de ces cinq personnages, James McCord Jr., travaillait dans l'équipe de campagne de Richard Nixon comme « responsable de la sécurité » du Comité de réélection du président, dirigé par le secrétaire à la Justice, John Mitchell. Un autre détenait un carnet sur lequel on trouva le nom de E. Howard Hunt. Domicilié à la Maison-Blanche, Hunt était l'assistant de Charles Colson, conseiller spécial du président Nixon.

Les deux hommes avaient travaillé de nombreuses années pour la CIA. Hunt avait même été l'agent de la CIA dans le projet d'invasion de Cuba (la baie des Cochons) en 1961 – opération à laquelle avaient également participé trois autres des « cambrioleurs » du Watergate.

Ainsi, grâce à l'arrestation inopinée de ces hommes par une police qui ignorait tout de leurs éminentes relations, l'information fut rendue publique avant qu'on puisse rien faire pour l'empêcher. Les cambrioleurs furent rapidement identifiés comme des relations proches d'importants responsables du comité de campagne de Nixon, de la CIA et du secrétaire à la Justice de Nixon. Mitchell nia toute relation avec les cambrioleurs et Nixon, au cours d'une conférence de presse tenue quelques jours plus tard, déclara que « la Maison-Blanche n'[était] impliquée en aucune manière dans les récents événements ».

L'année suivante, lorsqu'un grand jury mit en accusation les cinq hommes du Watergate, Howard Hunt et G. Gordon Liddy, responsables subalternes de l'administration Nixon, craignant des poursuites judiciaires, décidèrent de parler. Ils donnèrent à la presse et au comité d'enquête mis en place par le Sénat certaines informations qui impliquaient non seulement John Mitchell mais également Robert Haldeman et John Erlichman, les plus proches conseillers du président Nixon. Enfin, ils mettaient également en cause le président lui-même, au-delà du seul cas Watergate, dans toute une série d'actions illégales menées contre des opposants politiques ou des militants pacifistes. Nixon et ses conseillers

mentirent autant qu'ils le purent et tentèrent de dissimuler leur implication dans toutes ces affaires.

Voici les faits tels que différents témoignages les révélaient :

1 – Le secrétaire à la Justice, John Mitchell, gérait un fonds secret dont le budget était de l'ordre de 350 000 à 700 000 dollars. Ce budget était destiné à combattre le parti démocrate en fabriquant de faux courriers, en faisant filtrer de fausses informations dans les médias et en volant des dossiers de campagne.

2 – La Gulf Oil Corporation, ITT (International Telephone and Telegraph), American Airlines et quelques autres grandes entreprises avaient illégalement subventionné la campagne de réélection de Nixon en versant des millions de dollars.

3 – En septembre 1971, peu après que le *New York Times* eut fait paraître les copies des *Pentagon Papers* de Daniel Ellsberg, l'administration Nixon avait organisé et mis en œuvre le cambriolage du cabinet du psychiatre de Daniel Ellsberg afin de dérober le dossier de ce dernier. Howard Hunt et Gordon Liddy s'étaient chargés eux-mêmes de l'opération.

4 – Quand les cambrioleurs du Watergate eurent été pris la main dans le sac, Nixon s'engagea personnellement à les faire bénéficier de la clémence de l'exécutif en cas d'emprisonnement et leur proposa jusqu'à un million de dollars en échange de leur silence. Ils touchèrent en effet 450 000 dollars sur ordre d'Erlichman.

5 – L. Patrick Gray, le nouveau directeur du FBI que Nixon venait juste de nommer à la suite du décès de J. Edgar Hoover, avoua avoir transmis les dossiers du FBI concernant le Watergate au conseiller juridique de Nixon, John Dean. En outre, le nouveau secrétaire à la Justice, Richard Kleindienst (Mitchell venait de démissionner sous un prétexte quelconque), lui avait ordonné de ne pas évoquer l'affaire du Watergate avec le comité judiciaire sénatorial.

6 – John Mitchell et Maurice Stans, deux anciens membres du cabinet de Nixon, furent accusés d'avoir accepté 250 000 dollars du financier Robert Vesco pour intervenir auprès d'une commission qui enquêtait sur ses activités financières.

7 – On découvrit également que certains documents qui avaient disparu du FBI – une série d'enregistrements illégaux (ordonnés par Henry Kissinger) des conversations téléphoniques de quatre journalistes et de treize responsables gouvernementaux – se trouvaient à la Maison-Blanche, dans le coffre-fort de John Erlichman.

8 – L'un des cambrioleurs du Watergate, Bernard Barker, avoua qu'il avait également participé à un projet d'agression physique sur la personne de Daniel Ellsberg lors d'un rassemblement pacifiste au cours duquel ce dernier avait pris la parole.

9 – Un directeur adjoint de la CIA déclara qu'Erlichman et Haldeman lui avaient assuré que Nixon en personne ne souhaitait pas voir le FBI et la CIA pousser trop loin leurs enquêtes sur le Watergate.

10 – Un témoin révéla par mégarde devant le comité sénatorial que le président Nixon possédait des enregistrements de toutes les conversations personnelles et téléphoniques de la Maison-Blanche. Nixon refusa dans un premier temps de livrer ces enregistrements. Lorsqu'il le fit ultérieurement, on s'aperçut que dix-huit minutes en avaient été effacées.

11 – Au beau milieu de toute cette affaire, le vice-président Spiro Agnew fut accusé d'avoir touché des pots-de-vin de la part de fournisseurs de l'État du Maryland en échange de son soutien politique. Il démissionna en octobre 1973 et Nixon désigna Gerald Ford au poste de vice-président.

12 – Plus de 10 millions de dollars de fonds publics avaient été utilisés pour « assurer la sécurité » des propriétés privées de Nixon à San Clemente et Key Biscayne.

13 – Nixon s'était illégalement accordé 576 000 dollars de déductions fiscales sur les organes de presse qu'il possédait.

14 – On apprit enfin que pendant plus d'un an, en 1969-1970, les États-Unis avaient bombardé secrètement mais massivement le Cambodge sans que ni le Congrès ni l'opinion publique n'en aient été officiellement informés.

La dégringolade fut brutale. Aux élections de novembre 1972, Nixon et Agnew avaient remporté près de 60 % des votes exprimés et gagné tous les États sauf le Massachusetts, battant ainsi un candidat opposé à la guerre du Vietnam, le sénateur George McGovern. En juin 1973, un sondage indiquait que 67 % des personnes interrogées pensaient que Nixon était impliqué dans le cambriolage du Watergate ou qu'il avait menti afin de le couvrir.

À l'automne 1973, huit résolutions différentes avaient été proposées à la Chambre des représentants en faveur de l'*impeachment* du président. Les conseillers de Nixon l'informèrent que l'*impeachment* serait inévitablement voté à la majorité requise par la Chambre et que les deux tiers du Sénat requis par la Constitution pour enclencher cette procédure étaient également assurés. Le 8 août 1974, Nixon démissionnait.

Six mois avant cette démission, le magazine économique *Dun's Review* publiait un sondage effectué auprès de trois cents dirigeants d'entreprises, dont la quasi-totalité avaient voté Nixon en 1972. Désormais, ils demandaient dans leur grande majorité la

démission du président. « Aujourd'hui, Wall Street se féliciterait à 90 % de la démission de Nixon », déclarait un vice-président de Merryl Lynch Government Securities. Lorsque Nixon s'exécuta, le milieu des affaires poussa un grand soupir de soulagement.

Gerald Ford déclara en prenant ses fonctions : « Notre long cauchemar national prend fin. » Les journaux, qu'ils aient ou non soutenu Nixon, conservateurs ou libéraux, se félicitèrent également de la fin pacifique et heureuse de cette crise du Watergate. « Le système fonctionne », déclarait un opposant de longue date à la guerre du Vietnam, le journaliste du *New York Times* Anthony Lewis. Les deux journalistes qui avaient été à l'origine de l'enquête et des révélations sur Nixon, Bob Woodward et Carl Bernstein, du *Washington Post*, écrivirent qu'avec le départ de Nixon on pouvait espérer une sorte de « restauration ». Tout cela baignait dans une atmosphère de soulagement et de gratitude.

Aucun journal important n'évoqua ce qu'écrivait pourtant Claude Julien, dans *Le Monde diplomatique*, en septembre 1974 : « L'élimination de Richard Nixon laisse intacts tous les mécanismes et toutes les fausses valeurs qui ont permis le scandale du Watergate. » Claude Julien soulignait que le secrétaire d'État de Nixon resterait en place – en d'autres termes, que la politique étrangère de Nixon allait continuer. « C'est-à-dire, écrivait-il, que Washington continuera à soutenir le général Pinochet au Chili, le général Geisel au Brésil, le général Stroessner au Paraguay, etc. »

Quelques mois après l'article de Claude Julien, on apprit que les responsables des partis démocrate et républicain à la Chambre des représentants avaient secrètement garanti à Nixon qu'ils n'engageraient pas de poursuites judiciaires à son encontre s'il acceptait de démissionner. L'un de ces personnages, le représentant républicain au comité judiciaire sénatorial, déclara : « Nous avons tous pris conscience avec inquiétude de ce que deux semaines de débats télévisés autour de l'*impeachment* pourraient entraîner. Cela pourrait gravement diviser le pays et affecter notre politique étrangère. » Le *New York Times*, qui avait auparavant révélé le souhait de Wall Street de voir Nixon démissionner, citait néanmoins un financier qui jugeait qu'avec la démission de Nixon « nous [aurions] la même pièce avec des acteurs différents ».

Lorsque Gerald Ford – républicain conservateur qui avait soutenu toutes les politiques de Nixon – fut élu, le sénateur libéral de Californie, Alan Cranston, fit devant le Sénat un discours favorable au nouveau président. Il affirmait qu'après avoir personnellement sondé pas mal de gens, tant républicains que démocrates, il avait découvert qu'« un consensus quasi unanime s'[était] formé

autour de [Ford] ». Quand Nixon démissionna et que Ford prit ses fonctions, le *New York Times* se félicita que « du désespoir né du Watergate [soit] sorti une nouvelle et heureuse démonstration de la singularité et de la vitalité de la démocratie américaine ». Quelques jours plus tard, le même journal déclarait que le « passage pacifique de pouvoir » provoquait « un profond soulagement dans la population américaine ».

L'exposé des charges rédigé par le comité de la Chambre pour la procédure d'*impeachment* contre Nixon laissait clairement entendre que ce comité ne souhaitait pas insister sur certains aspects du comportement de Nixon. Et précisément sur ceux qu'il partageait avec tous ses prédécesseurs et que l'on retrouvera chez tous ses successeurs. Ce document gardait le plus complet silence sur les relations de Nixon avec les milieux d'affaires et n'évoquait pas les bombardements au Cambodge. Il se focalisait sur la personne spécifique de Nixon et non sur sa politique, fondamentalement identique à celles de tous les autres présidents américains.

On se passait le mot : « On se débarrasse de Nixon mais on ne touche pas au système. » Theodore Sorensen, ancien conseiller de Kennedy, écrivait en plein Watergate : « Les raisons sous-jacentes du mauvais fonctionnement général de notre système d'application des lois sont, dans ce cas précis, moins d'ordre institutionnel que personnel. Certains changements structurels sont nécessaires. Tous les fruits pourris doivent être jetés, mais il faut sauver l'arbre. »

Et c'est ce que l'on fit. La politique étrangère resta inchangée. Les relations du gouvernement avec les milieux d'affaires se poursuivirent. Les plus proches amis de Ford à Washington appartenaient aux lobbys de ces mêmes milieux. Alexander Haig – qui avait été l'un des plus proches conseillers de Nixon et qui l'avait aidé dans l'affaire des enregistrements illégaux – fut nommé par Ford à la tête de l'OTAN. Du reste, l'un des premiers actes de Ford fut de pardonner Nixon, le sauvant ainsi de probables poursuites judiciaires et lui permettant de se retirer en Californie, bienheureux bénéficiaire d'une très confortable retraite.

Le système s'était lui-même débarrassé des membres du club qui avaient enfreint ses règles – en s'efforçant toutefois de ne pas les traiter trop durement. Les rares à être condamnés à la prison le furent pour une courte durée, dans des prisons fédérales accueillantes, où ils bénéficièrent de privilèges refusés aux prisonniers ordinaires. Richard Kleindienst plaida coupable : il fut condamné à payer une amende de 100 dollars et à un mois de prison qu'il ne fit d'ailleurs jamais.

Le départ de Nixon ne changea rien à la généreuse latitude laissée au président en matière de « sécurité nationale » – latitude confirmée par une décision de la Cour suprême en juillet 1974. La Cour décrétait que Nixon devait livrer les enregistrements illégaux faits à la Maison-Blanche au procureur exclusivement chargé de l'enquête sur le Watergate. Elle confirmait ensuite la « confidentialité des communications présidentielles », qu'elle ne pouvait pas soutenir dans le cas de Nixon mais qui restait un principe absolu lorsqu'un président invoquait « la nécessité de protéger des secrets dans les domaines militaire, diplomatique ou de sécurité nationale ».

Les retransmissions télévisées des auditions du comité sénatorial sur le Watergate cessèrent brusquement quand on en vint à traiter des relations du président avec les milieux d'affaires. Illustration typique de la couverture médiatique sélective des événements par l'industrie médiatique télévisuelle : des imbroglios compliqués comme le Watergate faisaient l'objet d'une impressionnante couverture de la part des médias alors que des agissements plus fondamentaux tels le massacre de My Lai, les bombardements tenus secrets sur le Cambodge, le comportement de la CIA ou du FBI n'étaient que rarement et très rapidement traités. Les coups tordus contre le parti socialiste des Travailleurs, contre les Black Panthers et d'autres groupes radicaux n'étaient évoqués que dans un très petit nombre de journaux. Il n'y eut jamais de grandes émissions traitant de la crise provoquée par la guerre du Vietnam, mais toute la nation put se repaître du moindre détail du cambriolage des locaux du parti démocrate.

Au cours des procès de John Mitchell et de Maurice Stans, accusés d'avoir fait obstruction à la justice en empêchant une enquête de la Securities and Exchange Commission (SEC) sur l'homme d'affaires Robert Vesco (généreux donateur de Nixon), George Bradford Cook, ancien conseiller général de la SEC, déclara avoir avoué à Maurice Stans, le 13 novembre 1972, qu'il briguait le poste de directeur de la SEC. En échange de quoi, il s'engageait à faire disparaître du rapport de la SEC sur Vesco un paragraphe concernant la contribution de ce dernier à la campagne de Nixon à hauteur de 250 000 dollars.

L'influence des milieux d'affaires sur la Maison-Blanche est l'une des constantes du système américain. Si elle reste la plupart du temps dans un cadre légal, elle en sort parfois, comme ce fut le cas sous Nixon. Lors de l'enquête sur le Watergate, le dirigeant d'une entreprise alimentaire affirma qu'il avait été approché par un responsable de la campagne de Nixon qui lui avait dit que, si une contribution financière de 25 000 dollars serait certes appréciée à sa

juste valeur, « pour 50 000 dollars il pourrait parler personnellement au président ».

La plupart de ces entreprises versaient de l'argent aux deux partis, de manière à avoir toujours des amis dans l'administration. Chrysler demanda à ses dirigeants de « soutenir le parti et le candidat de leur choix » puis, après avoir collecté leurs chèques, la direction de l'entreprise redistribua l'argent soit aux démocrates soit aux républicains.

ITT, le géant des télécommunications, versait régulièrement de l'argent aux deux partis. En 1960, la compagnie avait illégalement versé des fonds à Bobby Baker, qui travaillait pour les sénateurs démocrates parmi lesquels se trouvait Lyndon Johnson. D'après l'un des assistants de Baker, un ancien vice-président de ITT avait déclaré au cours d'une réunion du bureau exécutif de l'entreprise : « Arrangez-vous pour "graisser la patte" des deux camps pour que nous soyons en bonne position quel que soit le gagnant. » En 1970, John McCone (un responsable de ITT, ancien directeur de la CIA) disait à Henry Kissinger (secrétaire d'État) et à Richard Helms (directeur de la CIA) que ITT souhaitait verser un million de dollars au gouvernement pour l'aider à renverser le gouvernement de Salvador Allende au Chili.

En 1971, ITT souhaitait s'emparer de la Hartford Fire Insurence Company, d'une valeur d'un milliard et demi de dollars, ce qui constituait alors la plus importante fusion de l'histoire américaine. Le département anti-trust du secrétariat à la Justice engagea des poursuites contre ITT pour violation de la loi anti-trust. Pour finir, ITT ne fut pas poursuivi et reçut même l'autorisation de fusionner avec Hartford. Tout s'arrangea en dehors des tribunaux et fut conclu par un accord secret aux termes duquel ITT s'engageait à verser 400 000 dollars au parti républicain. Il semble bien que Richard Kleindienst, sous-secrétaire à la Justice, ait rencontré une demi-douzaine de fois un dirigeant de ITT, Felix Rohatyn, et qu'il ait touché quelques mots au directeur du département anti-trust, Richard McLaren, dans le but de le persuader que l'interdiction de cette fusion avec Hartford causerait de « graves dommages » aux actionnaires de ITT. McLaren accepta le marché et fut nommé plus tard au poste de juge fédéral.

Autre sujet dont on ne parla pas dans l'exposé des charges contre Nixon, ni d'ailleurs pendant les auditions sénatoriales retransmises à la télévision : la coopération du gouvernement avec l'industrie laitière. Début 1971, le secrétaire à l'Agriculture annonça que le gouvernement n'augmenterait pas ses subventions – qui profitaient généralement aux gros producteurs laitiers. L'Association des

producteurs laitiers se mit alors à subventionner la campagne électorale de Nixon. Ses dirigeants rencontrèrent le président et le secrétaire à l'Agriculture et décidèrent de verser plus d'argent encore à Nixon. Quelque temps après, le secrétaire à l'Agriculture annonça qu'une « nouvelle analyse » de la situation imposait une augmentation sérieuse des subventions gouvernementales aux produits laitiers. Les contributions de ce secteur à la campagne approchèrent les 400 000 dollars. Quant à l'augmentation du prix du lait, elle entraîna, aux dépens des consommateurs, un profit de 500 millions de dollars environ pour les producteurs laitiers (pour la plupart de grandes entreprises). Quel que soit le président, Nixon, Ford ou n'importe quel démocrate ou républicain, le système fonctionnait sensiblement de la même manière. Un sous-comité sénatorial enquêtant sur le comportement des multinationales découvrit un document (dont on parla peu dans la presse) dans lequel les professionnels de l'industrie pétrolière préconisaient de limiter la production afin de maintenir le prix de l'essence assez haut. En 1973, l'ARAMCO (Arabian American Oil Corporation), dont les stocks appartenaient en partie aux Américains (75 %) et en partie à l'Arabie saoudite (25 %), gagnait environ 1 dollar par baril. En 1974, ce gain était passé à 4,5 dollars. Rien de cela ne dépendait de la personnalité installée à la présidence.

Même dans la plus appliquée des enquêtes sur le Watergate – celle menée par Archibald Cox, un procureur spécial qui sera plus tard chassé de son poste par Nixon –, les entreprises n'étaient guère inquiétées. American Airlines, qui reconnaissait avoir versé illégalement des fonds pour la campagne de Nixon, ne fut condamnée qu'à 5 000 dollars d'amende. Goodyear à 5 000 dollars également. L'entreprise 3M à 3 000 dollars. Un dirigeant de Goodyear et un dirigeant de 3M furent condamnés respectivement à 1 000 et 500 dollars d'amende. Le *New York Times* du 20 octobre 1973 écrivit à cette occasion : « M. Cox n'a retenu contre eux qu'un délit : celui d'avoir versé des contributions illégales. Juridiquement, la notion de délit suppose une contribution "involontaire". Une comptabilité criminelle qui montrerait une contribution volontairement illégale entraîne généralement une amende de 10 000 dollars et/ou deux ans de prison. Le délit ramène la somme à 1 000 dollars et/ou un an de prison. Interrogé devant le tribunal sur la question de savoir comment deux responsables qui ont, par ailleurs, admis avoir versé cet argent pouvaient être reconnus l'avoir fait « involontairement », M. McBride [membre de l'équipe de Cox] a répondu : "Franchement, c'est un point de droit qui me surprend autant que vous." »

Une fois Gerald Ford installé à la présidence, la politique globale de l'Amérique resta inchangée. Les États-Unis persévérèrent dans le soutien au régime de Saigon tel que l'avait pratiqué Nixon – dans l'espoir, semble-t-il, que le gouvernement Thieu se maintiendrait. John Calkins, président d'un comité du Congrès en visite au Sud-Vietnam au moment de la chute de Nixon, déclara que « l'armée sud-vietnamienne [montrait] tous les signes d'une armée efficace et décidée. [...] L'exploration pétrolière commencera bientôt. Le tourisme peut être encouragé en assurant la sécurité des régions historiques et spectaculaires et par la construction d'un nouvel hôtel *Hyatt*. [...] Le Sud-Vietnam a besoin d'investissements étrangers pour financer ces projets et bien d'autres encore. [...] Il existe ici une importante réserve de main-d'œuvre qualifiée et pleine de talents d'un coût bien moins élevé qu'à Hong Kong, à Singapour ou même en Corée ou à Taïwan. [...] Je pense également qu'il y a pas mal de profits à faire ici. L'alliance de Dieu et de Mammon s'est révélée attractive pour les Américains et certains autres par le passé. [...] Le Vietnam pourrait être la prochaine vitrine du capitalisme en Asie. »

Au printemps 1975, tout ce qu'avaient affirmé les critiques radicales de la politique américaine au Vietnam fut confirmé – en particulier que l'absence de soutien populaire au gouvernement de Saigon éclaterait au grand jour dès le départ des troupes américaines. Une offensive des troupes nord-vietnamiennes restées dans le Sud au terme de la trêve de 1973 progressa ville après ville.

Mais Ford restait optimiste. Il fut finalement le dernier d'une longue liste de dirigeants – et de journalistes – à promettre la victoire (le secrétaire à la Défense McNamara déclarait le 19 février 1963 : « La victoire est proche » ; le général William Westmoreland, le 15 novembre 1967 : « Je n'ai jamais été aussi optimiste au cours des quatre années que j'ai passées au Vietnam » ; le journaliste Joseph Alsop, le 1er novembre 1972 : « Hanoi reconnaît être au bord de la défaite »). Le 16 avril 1975, Ford déclarait à son tour : « Je suis absolument convaincu que, si le Congrès vote les 722 millions de dollars d'aide militaire à la date que j'ai indiquée, [...] le Sud-Vietnam sera en mesure de stabiliser la situation militaire au Vietnam. »

Deux semaines après, le 29 avril 1975, les troupes nord-vietnamiennes entraient dans Saigon et la guerre prenait fin.

La plupart des pouvoirs en place – à l'exception de Ford et de quelques autres va-t-en-guerre de son acabit – avaient depuis longtemps perdu tout espoir au sujet du Vietnam. Il leur importait avant tout d'estimer la capacité de l'opinion publique américaine à soutenir désormais d'autres interventions militaires à l'étranger.

Il y avait eu, en effet, plusieurs autres raisons de s'inquiéter dans la période qui avait précédé la défaite au Vietnam.

Début 1975, John C. Culver, sénateur de l'Iowa, déplorait que les Américains refusent de se battre pour la Corée. « Le Vietnam a sérieusement nui à la vitalité nationale du peuple américain », disait-il. Peu avant, le secrétaire à la Défense, James Schlesinger, avait déclaré devant le Georgetown Center for Strategics and International Studies – sur un ton « plutôt mélancolique » selon certains – que « le monde ne [craignait] désormais plus la puissance américaine ».

En mars 1975, un organisme catholique effectua un sondage sur l'attitude des Américains sur l'avortement. Ce sondage reflétait d'autres phénomènes fort intéressants. Plus de 83 % des personnes interrogées répondaient par l'affirmative à la proposition : « Les responsables qui dirigent ce pays (les personnalités gouvernementales, politiques, religieuses et civiles) ne disent pas la vérité. »

Début 1975, le correspondant international du *New York Times* en poste à Ankara (C. L. Sulzberger, partisan inconditionnel de la politique de guerre froide menée par le gouvernement) estimait – tout aussi mélancolique – que « l'enthousiasme qui régnait à l'époque de la doctrine Truman [avait] disparu » (époque à laquelle, rappelons-le, les États-Unis apportaient leur aide militaire à la Grèce et à la Turquie). « Et on ne peut pas dire que le piteux état dans lequel se trouve cette région soit équilibré par de brillants succès américains en Grèce, par exemple, où une foule imposante s'en est pris dernièrement à l'ambassade des États-Unis. [...] Il doit y avoir quelque chose de sérieusement inadapté dans la manière dont nous nous présentons aux autres ces derniers temps », concluait-il. Selon Sulzberger, donc, le problème n'était pas tant le comportement effectif des États-Unis que la manière dont ce comportement était présenté au reste du monde.

Quelques mois plus tard, en avril 1975, Henry Kissinger, le secrétaire d'État de l'époque, invité à prendre la parole à l'occasion de la cérémonie de remise des diplômes à l'université du Michigan, se vit contester cette invitation en raison de son rôle dans la guerre du Vietnam. Une contre-cérémonie ayant été organisée, Kissinger renonça à l'invitation. Rude époque pour l'administration américaine. Le Vietnam était « perdu » (comme s'il avait jamais appartenu aux États-Unis). Au cours de ce même mois d'avril, le *Washington Post* citait Kissinger : « Les États-Unis se doivent d'entreprendre quelque chose quelque part dans le monde pour affirmer leur volonté de demeurer une puissance mondiale. »

L'« affaire Mayaguez » éclata le mois suivant.

Le *Mayaguez* était un cargo américain qui se rendait du Sud-Vietnam en Thaïlande au cours du mois de mai 1975, trois semaines seulement après la victoire des forces révolutionnaires au Vietnam. Au large d'une île cambodgienne (pays dans lequel un régime révolutionnaire venait également de prendre le pouvoir), le navire fut interpellé par des Cambodgiens et convoyé vers cette île. L'équipage fut conduit sur le continent où l'accueil, selon les marins, fut plutôt courtois : « Un homme parlant l'anglais nous serra la main et nous souhaita la bienvenue au Cambodge. » La presse confirma que « ni le capitaine Miller ni aucun de ses hommes [n'avaient] subi de violence de la part de leurs gardiens. On a même parlé parfois de bons traitements. Les soldats cambodgiens laissaient les Américains manger avant eux et ne mangeaient eux-mêmes que ce que ces derniers leur laissaient. D'autres soldats cambodgiens [avaient] proposé leurs matelas aux marins américains ». Les Cambodgiens interrogèrent néanmoins les marins américains sur des questions d'espionnage et leur appartenance éventuelle à la CIA.

Le président Ford adressa au gouvernement cambodgien un message exigeant la libération du navire et de son équipage. Après trente-six heures sans réponse (le message avait été confié à la mission chinoise de Washington mais, selon un journaliste, il ne fut jamais délivré aux autorités cambodgiennes), le président ordonna une opération militaire. Des appareils américains bombardèrent des bateaux cambodgiens, dont celui qui conduisait les marins américains sur le continent.

Ces derniers avaient été capturés le lundi matin ; le jeudi suivant, les Cambodgiens les embarquaient sur un bateau de pêche pour les remettre à la marine américaine qui croisait dans les environs. Le même après-midi, bien qu'ayant été informé que les marins avaient quitté l'île de Tang, Ford ordonna une opération militaire sur cette île. L'attaque commença vers dix-neuf heures quinze, alors que depuis déjà une heure les marins américains étaient en route vers la flotte américaine – leur libération avait été annoncée sur les ondes de Bangkok à dix-neuf heures. En outre, le bateau qui transportait l'équipage avait bien été localisé par un appareil de reconnaissance américain qui l'avait immédiatement signalé.

Un fait qui n'avait été ni mentionné dans la presse ni officiellement reconnu par le gouvernement fut révélé en 1976 lorsque le General Accounting Office fit un rapport sur l'affaire Mayaguez : les États-Unis avaient reçu le message d'un diplomate chinois assurant que la Chine usait de toute son influence sur le Cambodge

dans cette affaire « et s'attendait à ce que tout soit réglé rapidement ». Ce message avait été reçu quatorze heures avant le début de l'attaque américaine.

Aucun marin américain n'avait été blessé par les Cambodgiens. Les soldats qui envahirent l'île de Tang rencontrèrent cependant une résistance farouche et inattendue : un tiers des deux cents soldats participant à l'opération furent rapidement tués ou blessés. Cinq des onze hélicoptères de la force d'invasion furent abattus ou endommagés. En outre, vingt-trois Américains trouvèrent la mort dans un accident d'hélicoptère au-dessus de la Thaïlande alors qu'ils allaient se joindre à l'opération. Le gouvernement tenta de cacher ce fait. Au total, ce sont quarante et un Américains qui trouvèrent la mort au cours de ces opérations décidées par Ford. Il y avait trente-cinq marins sur le *Mayaguez.* Pourquoi tant d'empressement à bombarder, à pilonner ? Quelles étaient les raisons de cette opération ? Alors même que le bateau et son équipage avaient été restitués, pourquoi Gerald Ford ordonna-t-il malgré tout que l'aviation américaine bombarde le territoire cambodgien, entraînant des pertes non chiffrées dans la population ? Comment pouvait-on justifier une telle combinaison d'aveuglement moral et de fureur guerrière ?

La réponse ne se fit pas longtemps attendre : il était indispensable de montrer au reste du monde que le géant américain vaincu par le nain vietnamien restait néanmoins puissant et déterminé. Le *New York Times* du 16 mai 1975 écrivait : « Les responsables de l'administration, dont le secrétaire d'État, Henry Kissinger, et le secrétaire à la Défense, James Schlesinger, semblaient impatients de trouver un moyen spectaculaire d'illustrer l'intention du président Ford de "maintenir notre leadership à l'échelle mondiale". Cette occasion s'est présentée avec l'arraisonnement du navire. [...] Les responsables de l'administration [...] n'ont pas caché qu'ils se réjouissaient de cette occasion. »

Une autre dépêche, rédigée au beau milieu de l'affaire Mayaguez, annonçait : « Des personnalités haut placées et familières des domaines stratégiques et militaires confient officieusement que la capture du navire pourrait être ce test de la détermination américaine à se maintenir dans le Sud-Est asiatique que les États-Unis recherchent depuis l'effondrement des gouvernements alliés du Vietnam et du Cambodge. »

Le journaliste James Reston écrivait pour sa part : « L'administration semble se réjouir de cette occasion de démontrer que le président sait agir rapidement. [...] Les responsables politiques qui étaient depuis un certain temps la cible de commentaires ironiques

au sujet d'une Amérique transformée en "tigre de papier" espèrent bien que l'armée a suffisamment répondu à ces railleries. »

On ne s'étonnera pas que Schlesinger, le secrétaire à la Défense, ait parlé d'« opération parfaitement réussie » menée « pour le bien-être de la société ». Mais on peut se demander pourquoi le prestigieux journaliste du *New York Times* James Reston, critique acerbe de Nixon et du Watergate, jugea l'opération Mayaguez « spectaculaire et réussie ». En outre, pour quelle raison le *New York Times*, qui avait critiqué la guerre du Vietnam, évoqua-t-il la « remarquable efficacité » de l'opération ?

En fait, il semble bien que les forces en place – républicains, démocrates, presse et télévision – aient voulu resserrer les rangs derrière Ford et Kissinger, et surtout conforter l'idée que l'autorité américaine restait puissante et stable dans le monde entier.

Le Congrès de l'époque se comporta exactement comme il l'avait fait pendant les premières années de la guerre du Vietnam, c'est-à-dire en troupeau bêlant. En 1973, comme par lassitude et par dégoût de la guerre du Vietnam, le Congrès avait voté un War Powers Act, qui exigeait que le président le consulte avant d'entreprendre une action militaire. Dans l'affaire Mayaguez, Ford ignora ostensiblement cette loi et se contenta de demander à ses conseillers de passer quelques coups de fil à une poignée de membres du Congrès afin de les informer qu'une opération militaire était en cours. Comme l'écrivit I. F. Stone – ce journaliste franc-tireur qui publiait le *I.F. Stone's Weekly*, un hebdomadaire non conformiste –, « le Congrès s'[était] laissé violer aussi facilement que lors de l'affaire du golfe du Tonkin ». Parmi les rares exceptions, on trouve le représentant du Massachusetts, Robert Drinan, le sénateur McGovern, adversaire de Nixon aux précédentes élections présidentielles et éternel opposant à la guerre, ainsi que Gaylord Nelson, sénateur du Wisconsin. Le sénateur Brook posa bien quelques questions mais le sénateur Edward Kennedy resta muet, à l'instar d'autres membres du Sénat qui, pendant la guerre du Vietnam, avaient pourtant poussé le Congrès à refuser une intensification du conflit. À cette occasion, ils prétendirent que leur mandat ne s'appliquait pas à l'opération Mayaguez.

Pour sa part, Henry Kissinger déclara qu'« on nous [obligeait] à agir ainsi ». Lorsqu'on demanda à ce même Kissinger pourquoi les États-Unis risquaient la vie des marins du *Mayaguez* en tirant sur des navires sans savoir exactement où ils se trouvaient, il répondit qu'il s'agissait d'un « risque nécessaire ».

Kissinger déclara en outre que cet incident devait « faire comprendre clairement qu'il y a des limites au-delà desquelles on

ne doit pas pousser les États-Unis. Les États-Unis sont prêts à défendre leurs intérêts, et le Congrès et l'opinion publique apporteront leur soutien à ces opérations ».

Et de fait, même les membres du Congrès, démocrates ou républicains, qui avaient critiqué la guerre du Vietnam, semblaient désormais désireux de démontrer qu'il existait un consensus. Une semaine avant l'affaire Mayaguez (et deux semaines après la chute de Saigon), cinquante-six élus avaient signé une déclaration affirmant qu'« aucune nation ne [devait] interpréter les événements d'Indochine comme un échec de la volonté américaine ». L'un d'entre eux, Andrew Young, était un élu noir de Géorgie.

En 1975, le système se lança donc dans une entreprise complexe de consolidation – qui comprenait des opérations militaires comme l'opération Mayaguez – afin d'affirmer son autorité dans le monde et à l'intérieur des frontières. Il était également nécessaire de satisfaire une opinion publique désenchantée et de lui faire croire que le système pratiquait l'autocritique et se corrigeait de lui-même. Pour ce faire, il suffisait comme bien souvent de mener des enquêtes tapageuses qui condamneraient quelques boucs émissaires tout en laissant le système inchangé. Le Watergate avait nui à l'image de la CIA comme à celle du FBI : ils avaient enfreint les lois qu'ils s'étaient engagés à défendre et coopéré avec Nixon dans ses opérations de cambriolages et d'enregistrements illégaux. En 1975, des comités du Congrès enquêtèrent donc sur le FBI et la CIA.

L'enquête sur la CIA révéla que l'Agence était allée au-delà de sa mission originelle de renseignements et menait des opérations secrètes de toutes sortes. On apprit par exemple qu'elle avait, dans les années 1950, administré à des citoyens américains, à leur insu, du LSD pour en tester les effets : un scientifique américain en prit sans le savoir une telle dose qu'il tomba de la fenêtre d'un hôtel de New York et s'écrasa sur le sol.

La CIA avait également été impliquée dans des projets d'assassinat contre Castro à Cuba et contre d'autres chefs d'État. Elle avait également introduit en 1971 le virus de la fièvre porcine à Cuba, provoquant l'abattage de cinq cent mille porcs.

On apprit également que la CIA, en coopération avec un comité secret de quarante personnalités dirigé par Kissinger, avait fait en sorte de déstabiliser le gouvernement chilien de Salvador Allende, dirigeant marxiste élu au terme d'une des rares élections démocratiques d'Amérique latine. ITT, qui possédait d'importants intérêts à Cuba, joua également un rôle dans cette opération. Quand David Popper, ambassadeur des États-Unis auprès de la junte militaire

chilienne (qui avec l'aide des Américains avait renversé Allende), déclara en 1974 que cette dernière violait les droits de l'homme, il fut rappelé à l'ordre par Kissinger : « Dites à Popper d'arrêter de lire des sciences politiques. »

L'enquête sur le FBI révéla pour sa part de nombreuses années d'opérations illégales destinées à miner et à détruire les mouvements radicaux et les groupes de gauche de toutes sortes. Le FBI avait fabriqué de fausses correspondances, commis de nombreux cambriolages (le Bureau en avoua quatre-vingt-douze entre 1960 et 1966), ouvert illégalement du courrier et, semble-t-il, participé à un projet d'assassinat du leader des Black Panthers, Fred Hampton.

Des informations d'importance furent donc révélées au cours de cette enquête, dont les résultats furent contrôlés et accompagnés d'un traitement médiatique – une couverture de presse et télévisuelle plus que modeste et d'épais rapports réservés à un public restreint – destiné à donner l'impression d'une société honnête cherchant à s'amender.

Les enquêtes elles-mêmes révélèrent le peu d'empressement du gouvernement à se lancer dans une telle démarche. Le comité Church, mis en place par le Sénat, mena ses enquêtes en collaboration avec les organisations sur lesquelles il enquêtait, et alla jusqu'à soumettre ses conclusions sur la CIA à la CIA elle-même pour vérifier s'il ne s'y trouvait pas des documents que la CIA ne voulait pas rendre publics. Il est donc impossible de savoir ce que le rapport contenait véritablement à l'origine.

Si le comité Pike, mis en place par la Chambre des représentants, ne passa pas le même genre d'accord avec la CIA ou le FBI, le rapport final fut classé confidentiel par la Chambre. Quand il fut tout de même partiellement rendu public dans le *Village Voice* de New York par Daniel Schorr, journaliste à CBS, aucun des grands journaux nationaux ne relaya ses informations. Schorr fut ensuite suspendu par CBS : exemple supplémentaire de la connivence entre certains médias et le gouvernement lorsqu'il s'agit de « sécurité nationale ».

Le comité Church révéla un mode de pensée intéressant lorsqu'il se pencha sur les tentatives d'assassinat contre Castro et d'autres dirigeants étrangers. Le comité semblait en effet considérer que le meurtre d'un chef d'État constitue une violation impardonnable d'une sorte de *gentlemen's agreement* entre dirigeants, en d'autres termes que ce genre de meurtre est bien plus condamnable que les interventions militaires qui tuent les citoyens ordinaires. Le comité expliquait, dans l'introduction à la section concernant les tentatives

d'assassinat : « Une fois que les méthodes de coercition et de violence ont été admises, la possibilité de pertes en vie humaine est toujours présente. Il y a cependant une nette différence entre l'assassinat intentionnel, ciblé et commis de sang-froid d'un dirigeant étranger et les autres formes d'interventions dans les affaires intérieures des nations étrangères. »

Le comité Church révélait également les méthodes employées par la CIA pour influencer discrètement l'opinion publique : « La CIA utilise actuellement plusieurs centaines d'universitaires américains (personnels administratifs, professeurs, doctorants chargés d'enseignement) qui, non contents de donner des avis et d'organiser des rencontres pour les services de renseignements, écrivent des livres ou autres brochures à l'usage de la propagande américaine dans des pays étrangers. [...] Ces universitaires sont dispersés dans plus de cent collèges, universités et autres institutions américaines. Dans la majorité de ces établissements, seul l'individu concerné connaît son lien avec la CIA. Dans les autres cas, un responsable au moins de l'université est au courant de l'emploi d'un universitaire sur son campus. [...] La CIA considère ces opérations dans la communauté universitaire américaine comme l'un de ses secteurs d'activité les plus sensibles et exerce un strict contrôle sur ces agents dans ce domaine. »

En 1961, le responsable du Covert Action Staff de la CIA écrivait que les livres étaient « l'arme la plus importante de la propagande stratégique ». Le comité Church découvrit que, fin 1967, plus d'un millier de livres étaient fabriqués, subventionnés ou sponsorisés par la CIA.

Lorsque Kissinger témoigna devant le comité Church sur la campagne secrète de bombardement du Laos organisée par la CIA, il déclara : « Avec le recul, je ne pense pas que la conduite de la guerre au Laos ait été une bonne décision pour le pays. Je pense que nous aurions dû trouver une autre manière de mener cette guerre. » Personne au comité, semble-t-il, n'émit le moindre doute devant cette déclaration que ce qui avait été fait aurait simplement dû l'être par d'autres moyens.

Ce fut ainsi qu'en 1974-1975 le système entreprit de purger le pays de ses « traîtres » et de lui rendre un État sinon sain, du moins présentable. La démission de Nixon, la nomination de Ford, les révélations sur les mauvais comportements de la CIA et du FBI, tout tendait à restaurer la confiance sérieusement ébranlée du peuple américain. Pourtant, malgré toute cette agitation, l'opinion publique montrait encore de nombreux signes de suspicion, voire d'hostilité, envers les responsables politiques, militaires et économiques.

Deux mois après la fin de la guerre du Vietnam, seuls 20 % des Américains interrogés pensaient que la chute du gouvernement de Saigon était une menace pour la sécurité des États-Unis.

Le 14 juin 1975, Gerald Ford prenait la parole à l'occasion du Flag Day à Fort Benning (Géorgie), où l'armée organisait un défilé commémorant son engagement dans treize conflits successifs. Ford déclara qu'il était heureux de voir tant de drapeaux. Mais un reporter qui couvrait l'événement écrivit : « En fait, il y avait bien peu de drapeaux américains près de l'estrade où se tenait le président, et l'un d'entre eux, brandi par des manifestants, était barré d'une inscription proclamant : "Plus de génocides en notre nom !" Il fut déchiré par des spectateurs sous les applaudissements de leurs voisins. »

En juillet de la même année, un sondage évaluant la confiance du public à l'égard du gouvernement entre 1966 et 1975 révélait que la confiance en l'armée était passée de 62 % à 29 %, la confiance dans le monde des affaires de 55 % à 18 % et la confiance envers le président et le Congrès de 42 % à 13 %. Peu après, un autre sondage révélait que « 65 % des Américains [s'opposaient] à l'idée d'une aide militaire américaine à l'étranger parce qu'ils [pensaient] qu'elle permet aux dictateurs d'opprimer leurs populations ».

Ce mécontentement général peut probablement être mis à l'actif de la dégradation de la situation économique de la majorité des Américains. L'inflation et le chômage avaient augmenté régulièrement depuis 1973, année au cours de laquelle un sondage révéla que le nombre d'Américains « désabusés » ou « indifférents » devant l'état général du pays était passé de 29 % (en 1966) à plus de 50 %. Après que Ford eut succédé à Nixon, le pourcentage des « indifférents » s'élevait à 55 %. Le sondage révélait que les gens s'inquiétaient surtout de l'inflation.

À l'automne de 1975, un autre sondage publié par le *New York Times* et portant sur mille cinq cent quatre-vingt-dix-neuf personnes ainsi que sur une série d'entretiens avec soixante familles de douze villes différentes révélait un « déclin substantiel de la confiance en l'avenir ». Le *Times* concluait : « L'inflation, l'apparente incapacité du pays à résoudre ses problèmes économiques et le pressentiment que la crise de l'énergie entraînera un véritable recul dans le mode de vie de la nation minent la confiance, les espoirs et les attentes des Américains. [...] Le pessimisme face à l'avenir est particulièrement sensible chez ceux dont le revenu annuel ne dépasse pas 7000 dollars. Mais il est également élevé dans les familles dont les revenus annuels s'étalent de 10000 à 15000 dollars. [...] On s'inquiète aussi [...] de ce que l'ardeur au travail et l'économie consciencieuse

ne suffisent plus à garantir l'acquisition d'une maison agréable dans un environnement calme. »

Selon ce sondage, même les plus hauts revenus « n'[étaient] plus aussi optimistes qu'ils [avaient] pu l'être ces dernières années, ce qui signale un glissement du mécontentement des bas et moyens revenus vers des classes économiquement plus favorisées ».

À la même époque, des analystes de l'opinion publique s'adressant à un comité du Congrès affirmaient, selon le *New York Times*, que « la confiance du public à l'égard du gouvernement et de l'avenir économique du pays [était] sans doute à son plus bas niveau depuis qu'il est possible de calculer scientifiquement ce genre de choses ».

Les statistiques gouvernementales donnent la clef de ce phénomène. Le Bureau du recensement fait état d'une augmentation de 10 % du nombre d'Américains vivant en dessous du seuil « légal » de pauvreté (c'est-à-dire 25,9 millions de personnes avec moins de 5 500 dollars de revenus annuels). Le taux de chômage, qui était de 5,6 % en 1974, était passé à 8,3 % en 1975, et le nombre de gens en fin de droits de 2 millions en 1974 à 4,3 millions en 1975.

Rappelons que les chiffres officiels sous-estiment généralement le chômage et surtout la pauvreté en fixant trop bas son seuil « légal ». Par exemple, en 1975, si 16,6 % de la population avaient connu six mois de chômage en moyenne et 33,2 % trois mois de chômage, le « chiffre moyen du chômage » fut fixé à 8,3 % – ce qui sonnait tout de même mieux.

En 1976, à l'approche des élections présidentielles, on s'inquiéta dans les sphères dirigeantes du manque d'adhésion de l'opinion publique envers le système. À l'automne 1976, William Simon, secrétaire au Trésor sous Nixon et Ford (et auparavant banquier émargeant à 2 millions de dollars annuels), prit la parole lors d'une réunion du Conseil économique à Hot Springs (Virginie) pour prévenir que lorsque, « la majeure partie de la population louche vers le socialisme ou le totalitarisme », il devient urgent de bien faire comprendre le système commercial américain. « L'entreprise privée est en train de perdre par défaut – dans grand nombre de nos écoles, dans les médias et dans une partie croissante de l'opinion publique », ajoutait-il. Son discours reflétait exactement l'opinion des milieux d'affaires américains : « Le Vietnam, le Watergate, l'agitation étudiante, le bouleversement des valeurs morales, la pire des récessions que notre génération ait connue et toute une série de chocs culturels se sont combinés pour créer un nouveau climat de doute et de questionnement. [...] Tout cela se lit dans le malaise général d'une société en mal de confiance. »

Selon Simon, les Américains avaient trop souvent « entendu dénigrer la notion de profit et la motivation qu'elle représente, qui ont pourtant rendu possible notre prospérité. Ils pensent en outre que, d'une manière ou d'une autre, ce système – qui a pourtant fait plus qu'aucun autre pour combattre la souffrance humaine et la privation – est essentiellement cynique, égoïste et amoral ». « Nous devons, déclarait-il encore, mettre en avant l'aspect humain du capitalisme. »

En 1976, alors que les États-Unis se préparaient à célébrer le bicentenaire de la Déclaration d'indépendance, un groupe d'intellectuels et de responsables politiques du Japon, des États-Unis et d'Europe de l'Ouest se réunit pour former la « Commission trilatérale ». Cette commission publia un rapport intitulé « La gouvernance des démocraties ». Samuel Huntington, professeur de sciences politiques à Harvard et consultant régulier auprès de la Maison-Blanche pour la guerre du Vietnam, rédigea la partie du rapport consacrée aux États-Unis. Il l'intitula « Le vernis démocratique » et introduisait la question dont il allait discuter en ces termes : « Les années 1960 ont été l'occasion d'une spectaculaire expression de ferveur démocratique en Amérique. » Dans les années 1960, écrivait Huntington, on avait assisté à un sursaut de participation citoyenne « sous la forme de défilés, de manifestations, de mouvements protestataires et de "causes" à défendre ». Il se produisit également « une nette prise de conscience de la part des Noirs, des Indiens, des Chicanos, des groupes ethniques blancs, des étudiants, des femmes, bref de tous ceux qui se sont mobilisés et ont inventé de nouvelles manières de militer ». On avait pu assister également à « une croissance remarquable du syndicalisme dans le secteur tertiaire », et tout cela s'était combiné en « une réaffirmation du principe d'égalité en tant qu'horizon de la vie sociale, économique et politique ».

Huntington notait les signes du déclin de l'autorité gouvernementale : les exigences d'égalité des années 1960 avaient eu des conséquences sur le budget fédéral américain. En 1960, le budget des Affaires étrangères représentait 53,7 % du budget global et celui des Affaires sociales 22,3 %. En 1974, ils étaient respectivement de 33 % et 31 %. Cela semblait refléter un changement dans l'attitude générale de la population. Si 18 % seulement des gens estimaient en 1960 que le gouvernement dépensait trop pour la Défense, ils étaient 52 % en 1969.

Huntington s'inquiétait de ce constat : « Le moteur du sursaut démocratique des années 1960 était le défi général lancé aux systèmes d'autorité établis, qu'ils fussent publics ou privés. Sous une forme

ou une autre, ce défi s'est manifesté contre la famille, l'université, le monde des affaires, les institutions publiques ou privées, la politique, la bureaucratie gouvernementale et l'armée. Les gens n'éprouvaient plus le besoin d'obéir à ceux qu'ils considéraient auparavant comme supérieurs à eux en âge, rang, statut, connaissances, caractère ou talent. »

Tout cela, affirmait Huntington, avait « posé quelques problèmes en termes de gouvernance des démocraties dans les années 1970 ».

Par-dessus tout, il y avait eu ce déclin de l'autorité présidentielle. Or, « si quelqu'un gouvernait les États-Unis depuis la Seconde Guerre mondiale, c'était bien le président, agissant avec le soutien et la coopération de groupes ou d'individus indispensables à la bonne marche de l'exécutif, de l'administration fédérale, du Congrès et, plus important encore, du monde des affaires, des banques, des conseils juridiques, des médias, qui composent le versant privé des pouvoirs en place. »

Il s'agit là sans aucun doute de la déclaration la plus franche qu'ait jamais émise un conseiller de l'élite dirigeante.

Huntington ajoutait que, pour gagner les élections, un président devait s'assurer le soutien d'une large coalition. Mais « le lendemain de son élection, l'importance de sa majorité perd une part – si ce n'est la totalité – de son influence sur sa manière de gouverner le pays. Ce qui compte désormais, c'est d'obtenir le soutien des personnages clefs des grandes institutions au gouvernement et à la société dans son ensemble. [...] Cette coalition doit comprendre des personnages incontournables du Congrès, de l'appareil exécutif ainsi que des représentants du secteur privé ».

Huntington donnait ensuite quelques exemples : « Truman a mis un point d'honneur à faire participer à son administration des personnalités non partisanes : des banquiers républicains et des conseillers juridiques de Wall Street. Il s'adressait directement aux sources du pouvoir réel dans le pays pour obtenir l'aide dont il avait besoin pour diriger le pays. Eisenhower hérita de cette coalition dont il était lui-même en partie le produit. [...] Kennedy essaya de recréer une alliance structurelle du même type. »

Ce qui semble-t-il inquiétait le plus Huntington, c'était le déclin de l'autorité gouvernementale. Par exemple, le mouvement d'opposition à la guerre du Vietnam avait provoqué l'abandon du principe de la conscription. « La question se pose alors nécessairement de savoir si, en cas de nouvelles menaces planant sur la sécurité nationale (et cela se produira immanquablement), le gouvernement pourrait disposer de l'autorité suffisante pour exiger les moyens et les sacrifices nécessaires pour y faire face. »

Huntington envisageait la fin possible de la période « durant laquelle les États-Unis ont imposé leur pouvoir hégémonique sur l'ordre international ». Il déclarait pour finir que l'on assistait à « un abus de démocratie » et il appelait de ses vœux « une limitation souhaitable de la démocratie politique ».

Huntington rédigea ce rapport pour une institution qui allait avoir une grande importance pour l'avenir des États-Unis. La Commission trilatérale fut mise sur pied en 1973 par David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski. Rockefeller était un dirigeant de la Chase Manhattan Bank et une figure de première importance dans le monde de la finance. Brzezinski, professeur à la Columbia University et spécialiste des relations internationales, était également consultant auprès du secrétariat d'État américain.

Robert Manning écrivit dans la *Far Eastern Economic Review* du 25 mars 1977 que « l'initiative de la commission revenait entièrement à Rockefeller. Selon George Franklin, le secrétaire général de cette commission, Rockefeller "était fort soucieux de la dégradation des relations entre les États-Unis, l'Europe et le Japon". Franklin expliquait que Rockefeller avait fait part de son inquiétude à d'autres membres de l'élite dirigeante : "Dans le cadre du Groupe Bilderberg – une organisation anglo-saxonne des plus respectables et qui opère depuis déjà pas mal de temps –, Mike Blumenthal a déclaré que la situation internationale était très inquiétante et se demandait si un groupe d'intérêt privé ne pouvait pas envisager de faire quelque chose à ce sujet. [...] David [Rockefeller] a alors réitéré sa proposition." Ensuite, Brzezinski, un proche de Rockefeller, a été chargé de mettre sur pied la commission avec des fonds fournis par ce dernier ».

Il semble plus que probable que la prétendue « situation internationale très inquiétante » qui avait entraîné la création de la Commission trilatérale dissimulait en fait la nécessité d'une plus grande unité d'action entre le Japon, l'Europe de l'Ouest et les États-Unis face à une menace nettement plus sérieuse pour le capitalisme tricontinental que le communisme monolithique : les mouvements révolutionnaires, relativement autonomes, qui secouaient alors le tiers-monde.

La Commission trilatérale entendait également faire face à un autre problème. Dès 1967, George Ball – directeur de Lehman Brothers (une banque d'investissements très importante) et jadis secrétaire aux Affaires économiques dans l'administration Kennedy – annonçait aux membres de la Chambre internationale de commerce : « Au cours des vingt années qui ont suivi la guerre, nous avons dû admettre, du moins dans les actes si ce n'est dans nos

discours, que les frontières politiques des États-nations sont trop étroites et contraignantes pour satisfaire aux objectifs et aux activités du commerce moderne ».

Pour illustrer la croissance de l'internationalisation économique des entreprises américaines, il suffit d'observer le secteur bancaire. En 1960, huit banques américaines possédaient des filiales à l'étranger ; en 1974, elles étaient cent vingt-neuf. Le capital de ces filiales était de 3,5 milliards en 1960 et de 155 milliards en 1974.

Apparemment, la Commission trilatérale se voulait un soutien à la création des liens internationaux nécessaires au fonctionnement de cette nouvelle économie mondialisée. Ses membres étaient issus des plus hauts cercles de la politique, des affaires et des médias d'Europe de l'Ouest, du Japon et des États-Unis. On y trouvait des responsables de Chase Manhattan, Lehman Brothers, Bank of America, Banque de Paris, Lloyd's of London, Bank of Tokyo, etc. ; des industriels du pétrole, de l'acier, de l'automobile, de l'aéronautique et de l'énergie. D'autres membres de la commission appartenaient au magazine *Time*, au *Washington Post*, à Columbia Broadcasting System, au *Zeit*, au *Japan Times*, à l'*Economist* de Londres et à bien d'autres médias.

L'année 1976 ne fut pas seulement marquée par les élections présidentielles, ce fut également l'année tant attendue du bicentenaire de l'Indépendance. De nombreux événements triomphalement annoncés dans les médias devaient avoir lieu dans tout le pays. La quantité d'énergie dépensée à cette occasion laisse penser que la commémoration était considérée comme un moyen de restaurer un certain patriotisme américain en convoquant les symboles historiques susceptibles de réconcilier le peuple avec le gouvernement et de faire oublier l'atmosphère survoltée du passé proche.

Le bicentenaire de l'Indépendance n'atteignit pas, semble-t-il, son objectif. Lorsque le deux centième anniversaire de la Tea Party fut célébré à Boston, une énorme foule se rassembla. Mais au lieu de participer aux festivités officielles, la plupart des gens se rendirent à la contre-célébration, dite « Bicentenaire du peuple », au cours de laquelle des bidons étiquetés Gulf Oil et Exxon furent jetés dans le port de Boston en signe de refus de la prééminence du monde des affaires dans la société américaine.

Chapitre XXI

Carter-Reagan-Bush : le consensus bipartisan

DANS *The American Political Tradition* – écrit au milieu du XXe siècle, l'historien Richard Hofstadter dressait le portrait des principaux responsables politiques américains, de Jefferson et Jackson à Herbert Hoover et aux Roosevelt – républicains et démocrates, libéraux et conservateurs. Il en concluait que « la position politique adoptée par les différents candidats ayant participé aux primaires des principaux partis s'est toujours limitée à l'horizon défini par les notions de propriété et d'entreprise. [...] Ils acceptaient l'idée que les vertus économiques de la culture capitaliste étaient inhérentes à la nature humaine. [...] Et cette culture a toujours été fondamentalement nationaliste ».

Pour les vingt-cinq dernières années du XXe siècle, nous constatons la permanence de cette vision limitée dont parle Hofstadter – un capitalisme bénéficiant essentiellement aux grandes fortunes économiques, accompagné d'une immense pauvreté et d'un sentiment nationaliste favorable à la guerre et à ses préparatifs. Le pouvoir politique a beau basculer des républicains vers les démocrates et vice versa, aucun des deux partis ne semble en mesure de dépasser cet horizon.

Après le désastre de la guerre du Vietnam, il y eut le scandale du Watergate. La majorité de la population se trouvait dans une situation économique inquiétante, l'environnement était de plus en plus dégradé, les familles désemparées, et l'on assista à l'émergence d'une culture de violence. À l'évidence, ces questions de fond ne pouvaient pas être résolues sans modifier radicalement la structure économique et sociale du pays. Mais aucun candidat à la présidence américaine – quel que soit son parti – ne proposa de réaliser de tels changements. La « tradition politique américaine » tenait bon.

Conscients ou non de ce fait, les électeurs votaient sans enthousiasme ou s'abstenaient, exprimant de plus en plus clairement leur désaffection vis-à-vis du système politique. En 1960, 63 % des électeurs s'étaient déplacés pour voter lors des élections présidentielles. Ils n'étaient plus que 53 % en 1976. Lors d'un sondage effectué par CBS News et le *New York Times*, plus de la moitié des personnes interrogées estimaient que les dirigeants politiques ne s'occupaient pas d'eux. Un plombier fit une remarque assez représentative de l'opinion générale : « Le président des États-Unis ne va pas résoudre nos problèmes. Ils sont trop gros pour lui. »

Quelque chose d'assez absurde était en train de se produire. La politique électorale occupait l'espace médiatique, et les faits et gestes du président, du Congrès, des juges de la Cour suprême et d'autres responsables politiques étaient présentés comme de grands moments de l'histoire du pays. Tout cela semblait artificiel, exagéré, comme destiné avant tout à persuader une population plus que sceptique qu'il s'agissait bien de l'essentiel et que l'avenir du pays dépendait des responsables politiques de Washington. Aucun d'entre eux, pourtant, n'était très enthousiasmant, tant il semblait évident que, malgré leur éloquence, leur rhétorique sans faille et leurs promesses, ils se souciaient avant tout de leur propre carrière politique.

Ce fossé entre le peuple et les politiciens était particulièrement criant au niveau culturel. Sur les écrans de la télévision publique, qui, indépendante des intérêts privés, pouvait passer pour le meilleur des médias, le public n'était jamais présent. Dans l'émission politique quotidienne du service public, le « MacNeil-Lehrer Report », le public était réduit au rôle de spectateur de l'interminable défilé de congressistes, de sénateurs, de responsables gouvernementaux et d'experts en tout genre.

Sur les radios commerciales, le traditionnel consensus qui excluait toute critique radicale du système était également flagrant. Au milieu des années 1980, sous la présidence de Reagan, la doctrine d'équité appliquée par la Commission fédérale des communications, qui accordait un certain temps de parole aux opinions critiques, fut abandonnée. Dans les années 1990, les *talk-radio* ont soumis environ vingt millions d'auditeurs aux harangues quotidiennes de personnalités ultra-conservatrices sans jamais inviter les représentants de la gauche politique.

L'opinion publique, déçue par la politique et les débats politiques prétendument sérieux, se tourna – ou fut détournée – vers les émissions de divertissement, les ragots et les mille et une recettes du bonheur proposés par les différents médias. Les populations

marginales s'abandonnèrent de plus en plus à la violence, cherchant des boucs émissaires au sein de leur propre communauté (par exemple les Noirs des milieux pauvres contre leurs semblables) ou dans d'autres groupes ethniques, chez les immigrés, les étrangers diabolisés, les mères vivant des allocations et les petits délinquants (la grande délinquance restant inaccessible).

Certains citoyens américains, restés fidèles aux modes de pensée et aux idéaux rescapés des années 1960-1970, ne se contentèrent pas de discuter. Ils agirent. En effet, à travers tout le pays, une partie de la population totalement ignorée par les médias et par le personnel politique militait au sein de milliers d'associations locales. Ces organisations luttaient pour la défense de l'environnement, pour les droits des femmes, pour le maintien de services de santé dignes de ce nom (surtout après l'apparition du virus du SIDA), pour l'octroi de logements aux sans-abri ou contre les dépenses militaires.

Ce militantisme n'avait aucune commune mesure avec celui des années 1960, quand le rejet de la ségrégation raciale et de la guerre avait donné naissance à un véritable mouvement d'envergure nationale. Il s'agissait plutôt d'une lutte perpétuelle contre des politiciens locaux impitoyables. Une lutte qui tentait de mobiliser les très nombreux citoyens américains qui ne croyaient plus ni dans la politique ni dans l'efficacité de la contestation.

La présidence de Jimmy Carter (1977-1980) a pu apparaître comme une tentative de la part d'une partie des pouvoirs en place – en l'occurrence le parti démocrate – de remobiliser une opinion publique désabusée. Pourtant, malgré quelques gestes en direction de la communauté noire et des pauvres, malgré quelques beaux discours sur les droits de l'homme à l'étranger, Carter demeura dans les limites historiques du système américain et continua de veiller sur les intérêts et les prérogatives du monde des affaires, en maintenant un appareil militaire phénoménal – qui accaparait une grande part du revenu national – et en confirmant les alliances avec les régimes dictatoriaux à l'étranger.

Carter apparaissait comme le véritable candidat de ce groupe d'influence international qu'était la Commission trilatérale. Selon la *Far East Economic Review*, deux des membres fondateurs de la commission (David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski) estimaient que Carter était le candidat idéal pour les présidentielles de 1976 puisque « le parti républicain, empêtré dans le scandale du Watergate, [était] assuré de perdre ».

Du point de vue des pouvoirs en place, la mission de Carter était de mettre un terme au mouvement de désaffection du peuple

américain vis-à-vis du gouvernement, du système économique et des désastreuses aventures militaires à l'étranger. Lors de sa campagne, Carter essaya de s'adresser aux électeurs les plus désabusés ou les plus vindicatifs. Il en appela en particulier aux électeurs noirs dont la révolte, à la fin des années 1960, avait constitué la plus grave menace pesant sur les autorités gouvernementales depuis les émeutes et les mouvements sociaux des années 1930.

Sa façon de faire était « populiste ». Il s'adressait aux diverses fractions de la population qui se jugeaient opprimées par les riches et les puissants. Bien qu'il fût lui-même un millionnaire ayant fait fortune dans la culture des cacahuètes, il se plaisait à se présenter comme un modeste fermier ordinaire. De même, bien qu'il eût soutenu jusqu'au bout la guerre du Vietnam, il prétendait être un sympathisant pacifiste et promettait d'effectuer des coupes dans le budget militaire.

Au cours d'un discours très médiatisé devant les professionnels de la justice, il déclara que la loi ne devait pas servir les intérêts des riches. Il nomma Patricia Harris, une Afro-Américaine, au poste de secrétaire au Logement et au Développement urbain, et un ancien militant des droits civiques, Andrew Young, au poste d'ambassadeur auprès des Nations unies. Il confia également la direction du bureau national de la Jeunesse à un ex-militant pacifiste, le jeune Sam Brown.

Mais les nominations aux postes essentiels obéissaient à la logique du rapport que Huntington, célèbre spécialiste des sciences politiques, avait rédigé pour la Commission trilatérale. Rappelons que Huntington y affirmait – et ce quel que soit le profil de l'électorat du président – qu'il fallait avant tout « obtenir le soutien des dirigeants des grandes institutions ». Brzezinski, intellectuel type de la guerre froide, obtint le poste de conseiller à la Sécurité nationale. Selon les *Pentagon Papers*, le secrétaire à la Défense de l'administration Carter, Harold Brown, avait envisagé pendant la guerre du Vietnam « la suppression de toutes les contraintes imposées aux opérations de bombardement ». Le secrétaire à l'Énergie, James Schlesinger, ancien secrétaire à la Défense de Nixon, avait fait à l'époque, selon un correspondant de presse à Washington, « tout ce qui était en son pouvoir pour renverser la tendance à la baisse du budget militaire ». En outre, Schlesinger était un fervent partisan de l'énergie nucléaire.

Les autres membres de cette administration entretenaient des liens étroits avec le milieu des affaires. Un analyste financier écrivit, peu après l'élection de Carter : « Jusqu'à présent, les décisions, les déclarations et en particulier les nominations de M. Carter se

sont révélées très rassurantes pour la communauté des entrepreneurs. » Un journaliste chevronné de Washington, Tom Wicker, confirmait qu'il était « parfaitement clair que M. Carter [avait] choisi jusqu'ici de rassurer Wall Street ».

Carter se lança également dans une politique des plus sophistiquées à l'égard des gouvernements dictatoriaux à l'étranger. Par l'intermédiaire de son ambassadeur auprès des Nations unies, Andrew Young, il fit en sorte que les États-Unis soient vus d'un meilleur œil par les pays africains et insista pour que l'Afrique du Sud assouplisse sa politique envers sa population noire. Des raisons strictement stratégiques rendaient absolument nécessaire une pacification de la situation sud-africaine. L'Afrique du Sud était un des pivots du système radar d'observation et de renseignements. En outre, ce pays accueillait d'importants investissements américains et était l'une des principales sources de matières premières pour l'Amérique (le diamant en particulier). Les États-Unis souhaitaient par-dessus tout un gouvernement stable en Afrique du Sud ; or, la répression continuelle des populations noires risquait d'y entraîner une guerre civile.

Ce raisonnement valait également pour d'autres pays dont l'importance stratégique imposait des avancées dans le domaine des droits civiques. Néanmoins, comme la nécessité pratique l'emportait sur toute autre considération, il suffisait d'effectuer des changements de nature purement symbolique. Au Chili, par exemple, on libéra une poignée de prisonniers politiques. Mais lorsque Herman Badillo, membre du Congrès, proposa le vote d'une déclaration exigeant des représentants américains à la Banque mondiale et dans d'autres institutions monétaires internationales de voter contre tout prêt accordé à des pays qui pratiquaient la torture ou l'emprisonnement arbitraire, Carter demanda personnellement à tous les membres du Congrès de ne pas voter cet amendement. L'amendement l'emporta par une voix à la Chambre des représentants mais fut rejeté par le Sénat.

Avec Carter, les États-Unis continuèrent de soutenir, partout à travers le monde, des régimes qui emprisonnaient leurs dissidents, pratiquaient la torture et massacraient leurs populations : tels les Philippines, l'Iran, le Nicaragua et l'Indonésie (qui mena au Timor-Oriental une campagne de massacres qui s'apparentait à un génocide).

The New Republic, magazine supposé se situer à gauche sur l'échiquier politique, approuvait avec fermeté la politique de Carter : « La politique étrangère américaine perpétuera au cours des quatre années à venir la doctrine pratiquée pendant les années Nixon-Ford.

Ce n'est pas une perspective négative. Il devait y avoir continuité en ce domaine. Cela fait partie du processus historique. »

Carter prétendait être proche des mouvements pacifistes. Pourtant, lorsque Nixon avait fait miner le port de Haiphong et avait repris les bombardements sur le Nord-Vietnam au printemps 1973, Carter avait proclamé avec ferveur qu'il apportait son « soutien et [son] appui au président Nixon, même s'[il n'était] pas d'accord avec certaines décisions spécifiques ». Élu, Carter refusa l'aide américaine à la reconstruction du Vietnam – bien que le pays eût été complètement ruiné par les bombardements américains. Au cours d'une conférence de presse, Carter déclara même que les États-Unis n'avaient aucune obligation particulière envers le Vietnam, la « destruction [ayant] été mutuelle ».

Si l'on considère que les États-Unis, après avoir fait parcourir la moitié du globe à sa phénoménale force de frappe et à deux millions de soldats, avaient totalement ruiné, à l'issue d'une guerre de huit années, un minuscule pays et y avaient causé plus d'un million de morts, cette déclaration est proprement stupéfiante.

Il fallait que les générations futures ne puissent pas considérer cette guerre telle qu'elle apparaissait pourtant clairement dans les *Pentagon Papers* du département à la Défense – c'est-à-dire comme une agression pure et simple motivée par des intérêts stratégiques et commerciaux. Il fallait qu'elles y voient plutôt une malencontreuse erreur. Noam Chomsky, l'un des plus célèbres activistes contre la guerre du Vietnam, a étudié la manière dont, en 1978, l'histoire de cette guerre était présentée dans les principaux médias. Il se rendit compte qu'on niait « la réalité historique et [qu'on] la remplaçait par des faits beaucoup plus confortables [...], ramenant les "leçons" de l'histoire à des catégories socialement neutres telles que l'erreur, l'ignorance ou le coût ».

L'administration Carter tenta manifestement de freiner la désaffection du peuple américain consécutive à la guerre du Vietnam en mettant en place des politiques étrangères plus acceptables – c'est-à-dire moins franchement agressives. D'où l'accent mis sur les « droits de l'homme » ; les pressions exercées sur l'Afrique du Sud et le Chili afin qu'ils libéralisent leurs politiques. Toutefois, après un examen minutieux, il apparaît que cette libéralisation était en fait destinée à conserver intactes l'autorité et l'influence militaire et commerciale de l'Amérique sur l'ensemble du monde.

La renégociation du traité concernant le canal de Panamá avec la minuscule république de Panamá en est une parfaite illustration. Le canal de Panamá économisait 1,5 milliard de dollars de taxes portuaires par an aux compagnies américaines et les États-Unis

encaissaient 150 millions de dollars de droits de passage (sur lesquels ils prélevaient 2,3 millions de dollars environ au profit du gouvernement panaméen, tout en maintenant quatorze bases militaires sur le territoire de cette république).

En 1903, les États-Unis avaient fomenté en Colombie une révolution à l'issue de laquelle ils avaient inventé la petite république du Panamá et établi un traité leur accordant des bases militaires sur le territoire panaméen et surtout la gestion perpétuelle du canal. En 1977, à la suite d'un mouvement de révolte anti-américain au Panamá, l'administration Carter décida de renégocier le traité. Dans sa grande naïveté, le *New York Times* écrivit alors : « Après avoir volé ce canal, nous effaçons aujourd'hui de nos livres d'histoire les traces de ce crime. »

Plus prosaïquement, en 1977, le canal avait perdu de son importance stratégique. Il ne pouvait plus être utilisé par les supertankers ni par les gigantesques porte-avions. Ce fut surtout cette raison, ajoutée aux émeutes anti-américaines au Panamá, qui conduisit l'administration Carter, contre l'avis des conservateurs, à négocier un nouveau traité prévoyant un démantèlement progressif des bases américaines (qu'on pouvait d'ailleurs fort bien déplacer à proximité dans la région). La propriété légale du canal serait concédée au Panamá après un certain laps de temps. Le traité comportait, en termes vagues, quelques clauses pouvant servir à une intervention militaire américaine sous certaines conditions.

Quelle que soit la sophistication de la politique étrangère de Carter, certaines données fondamentales s'imposaient à la fin des années 1960 et dans les années 1970. Les entreprises américaines étaient plus que jamais actives sur toute la surface du globe. Au début des années 1970, il existait environ trois cents entreprises américaines – parmi lesquelles les sept plus grandes banques – dont 40 % des bénéfices provenaient des marchés étrangers. En outre, 98 % des équipes dirigeantes de ces entreprises, qualifiées de « multinationales », étaient composées d'Américains. Prises ensemble, elles constituaient la troisième puissance économique mondiale, juste derrière les États-Unis et l'Union soviétique.

Comme le prouvent les statistiques du département américain au Commerce, les relations entretenues par ces gigantesques entreprises avec les nations les plus pauvres étaient clairement des relations d'exploitation. Tandis qu'entre 1950 et 1965 les entreprises américaines avaient investi 8,1 milliards de dollars en Europe pour seulement 5,5 milliards de bénéfices, elles n'avaient investi en Amérique latine que 3,8 milliards de dollars pour un bénéfice de 11,2 milliards ;

et en Afrique, 5,2 milliards d'investissements pour 14,3 milliards de dollars de bénéfices.

Nous sommes là, bien entendu, devant un comportement impérialiste classique dans lequel les régions possédant les ressources naturelles sont les victimes de nations plus puissantes qui tirent justement leur puissance de ces ressources volées. Les États-Unis et leurs entreprises dépendaient des nations les plus pauvres pour 100 % du diamant, du café, du platine, du mercure, du caoutchouc et du cobalt ; 98 % du manganèse et 90 % de la potasse et de l'aluminium provenaient également de l'étranger. En outre, de 20 à 40 % de certaines de ces importations (le platine, le mercure, le cobalt, la potasse et le manganèse) provenaient d'Afrique.

La formation et l'entraînement des officiers étrangers constituent un autre invariant de la politique étrangère américaine – et ce quel que soit le parti installé à la Maison-Blanche. L'armée américaine dirigeait dans la zone du canal de Panamá une « École des Amériques », d'où sortaient des milliers d'officiers d'Amérique latine (entre autres exemples, six diplômés de cette école faisaient partie de la junte militaire qui renversa Salvador Allende en 1973). Le commandant américain de l'école déclarait à un journaliste : « Nous gardons le contact avec nos officiers diplômés et réciproquement. »

Les États-Unis avaient également la réputation d'être particulièrement généreux en matière d'aides financières. Ils avaient en effet apporté régulièrement leur soutien aux victimes de différentes catastrophes. Mais cette aide dépendait la plupart du temps de la loyauté politique des victimes. Suite à six années de sécheresse en Afrique de l'Ouest, cent mille Africains furent victimes de la famine. Un rapport du Carnegie Endowment révéla que l'Agence américaine pour le développement international s'était révélée inefficace et particulièrement négligente en ce qui concernait l'aide aux populations nomades du Sahel (région qui s'étend sur six pays d'Afrique occidentale). Pour toute réponse, l'agence déclara que ces pays n'avaient pas « de liens historiques, économiques ou politiques suffisants avec les États-Unis ». Début 1975, selon une dépêche de Washington, « le secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, [avait] officiellement annoncé la mise en place d'une politique de sélection concernant l'aide apportée aux pays étrangers. Ceux qui se [seraient] rangés contre les États-Unis lors de votes aux Nations unies [verraient] la contribution américaine diminuer. Dans certains cas, ces restrictions [concerneraient] également la nourriture et l'aide humanitaire ».

Toutefois, la majeure partie de l'aide américaine était militaire. En 1975, les États-Unis exportaient pour 9,5 milliards de dollars

d'armement. Malgré la promesse de l'administration Carter d'arrêter la vente d'armes aux régimes autoritaires, celle-ci se poursuivit à un rythme soutenu.

Par ailleurs, le budget de la Défense continuait de représenter une part énorme du budget global de la nation. Pendant sa campagne électorale, Carter avait déclaré devant le comité du programme démocrate que, « sans pour autant mettre en danger la défense de notre pays ni nos engagements vis-à-vis de nos alliés, il [était] possible de réduire les dépenses militaires actuelles de près de 5 à 7 milliards de dollars par an ». Le premier budget de la période Carter augmenta néanmoins d'environ 10 milliards de dollars l'enveloppe de la Défense. Mieux encore, Carter proposa que les États-Unis consacrent mille milliards de dollars à la Défense au cours des cinq années suivantes. Au même moment, l'administration américaine assurait que le secrétariat à l'Agriculture pouvait économiser 25 millions de dollars par an en supprimant la deuxième ration de lait accordée à un million et demi d'écoliers nécessiteux qui bénéficiaient de repas gratuits à l'école.

Si Carter voulait restaurer la confiance de l'opinion publique à l'égard du système américain, il échoua manifestement à résoudre les problèmes économiques du peuple. Le prix de la nourriture et des produits de première nécessité continuèrent d'augmenter plus rapidement que les salaires. Le chômage se maintenait officiellement entre 6 et 8 %, mais les taux officieux étaient nettement plus élevés. Dans certaines catégories de la population – chez les jeunes (et les jeunes Noirs en particulier) –, le taux de chômage atteignait 20 à 30 %.

Il devint bientôt évident que les Noirs, catégorie qui avait le plus soutenu Carter lors de son élection, n'appréciaient guère les politiques menées par le président. Ce dernier s'opposa, par exemple, à l'attribution d'allocations fédérales aux femmes qui désiraient avorter. Lorsqu'on lui fit remarquer que cela était particulièrement injuste puisque les femmes des milieux aisés avaient plus de facilités pour avorter, il répondit : « Certes, mais comme vous le savez, il y a pas mal de choses dans la vie que les riches peuvent s'offrir contrairement aux pauvres. »

La politique « sociale » de Carter n'influait manifestement pas sur les excellentes relations que son administration entretenait avec les industries du pétrole et du gaz. Carter prévoyait de mettre fin à la politique de régulation des prix du gaz naturel. Dans ce domaine, le plus important producteur était l'Exxon Corporation, dont la famille Rockefeller était le plus gros actionnaire.

Dès le début de l'administration Carter, l'Administration fédérale de l'énergie découvrit que la Gulf Oil Corporation avait surestimé de 79,1 millions de dollars ses coûts d'extraction de pétrole brut dans ses filiales étrangères. Ces coûts erronés avaient néanmoins été répercutés sur la facture des consommateurs. À l'été 1978, l'administration annonçait qu'un « compromis » avait été trouvé avec la Gulf Oil Corporation, aux termes duquel l'entreprise acceptait de rembourser 42,2 millions de dollars. La Gulf informa ses actionnaires que ces « remboursements [n'auraient] aucune incidence sur les bénéfices puisque des provisions financières adéquates [avaient] été constituées pendant la période précédente ».

Le conseiller juridique de l'Administration fédérale de l'énergie déclara que ce compromis était destiné à éviter de ruineuses poursuites judiciaires contre l'entreprise. On est en droit de se demander si ces poursuites auraient jamais pu coûter les 36,9 millions de dollars offerts à la Gulf par le biais de ce compromis. Les autorités auraient-elles accepté de libérer un braqueur de banque contre la restitution de la moitié seulement du butin ? Cet arrangement illustrait parfaitement ce que Carter avait pourtant condamné au cours de sa campagne présidentielle : une justice au service des riches.

L'administration Carter ne menaçait certes pas de bouleverser les données fondamentales de l'inégale répartition des richesses en Amérique. Pas plus en tout cas que les administrations précédentes – conservatrices ou libérales. Comme le rapportait l'économiste américain Andrew Zimbalist dans un article paru dans *Le Monde diplomatique* en 1977, les 10 % des Américains les plus riches possédaient des revenus trente fois supérieurs à ceux des 10 % les plus pauvres. Les personnes situées dans le pour cent le plus haut de l'échelle des revenus détenaient 33 % de la richesse nationale. Les 5 % les plus riches possédaient 83 % des actions américaines détenues à titre individuel. Les cent plus grandes entreprises américaines – malgré l'impôt progressif sur le revenu qui permettait de faire croire que les plus hauts revenus payaient 50 % d'impôts – n'étaient imposées en moyenne qu'à 26,9 % et les principales compagnies pétrolières qu'à 5,8 % (selon les statistiques publiées en 1974 par l'International Revenue Service). Pour compléter le tableau, deux cent quarante-quatre personnes gagnant plus de 200 000 dollars par an ne payaient pas d'impôts du tout.

En 1979, Carter proposa sans enthousiasme des allocations sociales à destination des plus pauvres. Le Congrès refusa tout net. Marian Wright Edelman, directrice noire du Children's Defense Fund à Washington, rendit alors quelques chiffres publics. Un enfant américain sur sept (dix millions au total) n'avait jamais passé

le moindre examen médical depuis sa naissance. Un enfant sur trois en dessous de dix-sept ans (dix-huit millions au total) n'avait jamais vu un dentiste. Dans un article publié à la une du *New York Times*, elle écrivait : « Le Comité sénatorial du budget a récemment amputé de 88 millions de dollars un budget déjà modeste de 288 millions de dollars destiné à renforcer le programme de détection des problèmes de santé chez les enfants. Au même moment, le Sénat trouvait 725 millions de dollars pour sauver les industries Litton et pour refourguer à la marine américaine deux destroyers qu'avait, en son temps, commandés le chah d'Iran. »

The Nation publia un article de l'économiste Robert Lekachman. Il soulignait l'incroyable augmentation des bénéfices engrangés par les entreprises au cours du dernier trimestre 1978 par rapport au dernier trimestre 1977. Lekachman écrivait : « L'acte le plus scandaleux du président a sans doute eu lieu en novembre dernier lorsqu'il a signé un décret qui accordait 18 milliards de réductions fiscales. Réductions qui bénéficiaient en premier lieu aux individus déjà fortunés et aux entreprises. »

En 1979, tandis que les pauvres subissaient la politique de restriction de l'administration Carter, le salaire du président de l'Exxon Oil atteignait 830 000 dollars par an. Quant au président de la Mobil Oil, il gagnait plus d'un million de dollars par an. Cette année-là, tandis que le revenu net d'Exxon augmentait de 56 % pour atteindre 4 milliards de dollars, trois mille petites stations-service indépendantes fermèrent leurs portes.

Carter s'efforça pourtant de mettre sur pied certains programmes sociaux, mais tous ses efforts échouèrent devant l'ampleur phénoménale de ses propres budgets militaires. Ces dépenses étaient censées protéger les États-Unis de la menace soviétique. Pourtant, lorsque l'URSS envahit l'Afghanistan, Carter ne put avoir recours qu'à quelques mesures symboliques comme le rétablissement de la conscription et le boycott des Jeux olympiques de Moscou (1980).

En revanche, des armes américaines étaient utilisées pour soutenir les régimes dictatoriaux contre leurs dissidents de gauche. En 1977, un rapport de l'administration Carter destiné au Congrès reconnaissait assez franchement qu'« un certain nombre de pays ayant un comportement déplorable en matière de droits de l'homme se [trouvaient] être également des pays dans lesquels nous [avions] des intérêts de politique étrangère et de sécurité à maintenir ».

Ainsi, au printemps 1980, Carter demanda-t-il au Congrès près de 5,7 millions de dollars en faveur de la junte militaire du Salvador confrontée à une révolte paysanne. Aux Philippines,

après les élections législatives de 1978, le président Ferdinand Marcos fit emprisonner dix de ses vingt et un concurrents aux élections. De nombreux prisonniers étaient torturés et de nombreux civils assassinés. Néanmoins, Carter demanda pour le régime de Marcos une aide militaire de 300 millions de dollars pour les cinq années suivantes.

Au Nicaragua, les États-Unis avaient aidé à maintenir au pouvoir le dictateur Somoza pendant des décennies. En dépit de la faiblesse intrinsèque de ce régime et de la popularité des forces révolutionnaires qui le combattaient, l'administration Carter continua de soutenir la dictature de Somoza quasiment jusqu'à sa chute, en 1979.

En Iran, vers la fin de 1978, les longues années de ressentiment contre la dictature du chah explosèrent dans de gigantesques manifestations populaires. Le 8 septembre 1978, des centaines de manifestants furent massacrés par les troupes du chah. Le lendemain, selon une dépêche UIP en provenance de Téhéran, Carter renouvelait son soutien au chah : « Hier, les soldats ont tiré sur les manifestants pour la troisième fois en trois jours. Le président Jimmy Carter a téléphoné au palais royal pour confirmer son soutien au chah Mohammad Reza Pahlevi, confronté à la pire crise de ses trente-sept années de règne. Neuf membres du Parlement sont sortis pendant un discours du Premier ministre iranien en hurlant que ses "mains [étaient] couvertes du sang" des musulmans conservateurs et des autres opposants. »

Le 13 décembre 1978, Nicholas Gage écrivait pour le *New York Times* : « Selon des sources diplomatiques, le personnel de l'ambassade américaine [à Téhéran] a été rejoint par des dizaines de spécialistes venus apporter leur soutien au chah dont l'autorité est de plus en plus contestée. [...] Parmi les nouveaux venus, toujours selon des sources diplomatiques, se trouvent en plus du personnel diplomatique et militaire un certain nombre d'agents de la CIA spécialistes de l'Iran. »

Début 1979, alors que la crise iranienne s'aggravait, l'ancien responsable du département iranien de la CIA déclarait au reporter du *New York Times* Seymour Hersh que « lui et ses collègues étaient au courant des tortures pratiquées sur les opposants iraniens par le Savaki, police secrète iranienne mise en place dans les années 1950 par le chah avec l'aide de la CIA ». Il révélait également à Hersh qu'un des responsables de haut rang de la CIA était personnellement impliqué dans la formation des officiers de la Savaki aux techniques de tortures.

Devant cette gigantesque révolution populaire, le chah prit la fuite. Prétextant des raisons de santé, l'administration Carter décida un peu plus tard de l'accueillir sur le territoire américain. Le sentiment anti-américain atteignit alors son apogée chez les révolutionnaires iraniens. Le 4 novembre 1979, l'ambassade américaine de Téhéran était prise d'assaut par des militants étudiants qui, après avoir exigé que le chah soit renvoyé en Iran pour y être jugé, prirent en otages cinquante-deux employés de l'ambassade.

Au cours des quatorze mois suivants, l'affaire des otages occupa le devant de la scène étrangère dans les médias américains, provoquant un regain de nationalisme. Lorsque Carter ordonna au service d'immigration et de naturalisation de prendre des mesures d'expulsions contre les ressortissants iraniens dont les visas n'étaient plus valides, le *New York Times* approuva discrètement mais fermement cette décision. Les politiciens et la presse se lancèrent dans une campagne totalement hystérique. Une jeune Irano-Américaine qui devait faire un discours pour une remise de diplômes fut écartée. Un autocollant « Bombardons l'Iran » fit son apparition sur les voitures du pays.

Quand les cinquante-deux otages américains furent finalement relâchés vivants et en bonne santé, rares furent les journalistes assez courageux pour faire remarquer, à l'instar d'Alan Richman, du *Boston Globe,* que les réactions américaines quant aux comportements des pays étrangers en matière de droits de l'homme étaient dangereusement sélectives : « Il s'agissait de cinquante-deux otages, un chiffre assez facile à appréhender, contrairement aux mille cinq cents personnes qui disparaissent chaque année en Argentine. [Les otages américains] parlaient notre langue. L'an dernier, au Guatemala, on a exécuté sommairement trois mille personnes qui ne la parlaient pas. »

Les otages étaient encore aux mains des Iraniens lorsque Jimmy Carter dut affronter Ronald Reagan aux élections présidentielles de 1980. Ajouté au désarroi économique de très nombreux Américains, ce fait suffirait à expliquer la défaite de Carter.

La victoire de Reagan signifiait qu'une fraction des pouvoirs en place qui ne revendiquaient certes pas le libéralisme de Carter s'installait aux commandes de l'Amérique. La politique devint plus ouvertement agressive : suppression de certaines allocations sociales, réductions fiscales pour les riches, augmentation du budget de la Défense, mise au pas du système judiciaire fédéral par la nomination de juges conservateurs et attaques frontales destinées à abattre les mouvements révolutionnaires en Amérique centrale.

Les douze années des présidences Reagan-Bush ont transformé le système judiciaire fédéral (qui n'avait toujours été que modérément libéral) en une institution franchement conservatrice. À l'automne 1991, Reagan et Bush pouvaient se vanter d'avoir nommé plus de la moitié des huit cent trente-sept juges fédéraux et suffisamment de juges de la droite conservatrice pour transformer radicalement le fonctionnement de la Cour suprême.

Au cours des années 1970, alors que les juges libéraux William Brennan et Thurgood Marshall étaient encore à la tête de la Cour suprême, celle-ci avait décrété l'inconstitutionnalité de la peine de mort ; approuvé le droit à l'avortement et interprété la loi sur les droits civiques en un sens qui permettait de prêter une attention spéciale aux Noirs et aux femmes afin de les aider à combler leur retard (ce que l'on appela la discrimination positive).

William Rehnquist, nommé à la Cour suprême par Nixon, fut élevé à la présidence de celle-ci par Ronald Reagan. Pendant les années Reagan-Bush et sous la présidence de Rehnquist, la Cour suprême prit une série de décisions qui permettaient de revenir sur l'avortement et l'abolition de la peine de mort, de limiter les droits des détenus, d'accroître les pouvoirs de la police, d'interdire aux médecins du planning familial subventionné par l'État fédéral de donner des informations sur l'avortement. La Cour décida également que les plus pauvres pourraient être forcés à payer la scolarisation de leurs enfants dans le système public, l'enseignement ne faisant pas partie des « droits fondamentaux ».

Les juges Brennan et Marshall étaient les dernières personnalités libérales de la Cour suprême. Relativement âgés et malades, ils se retirèrent malgré leur envie d'en découdre. L'acte final de la mise en place d'une Cour suprême totalement conservatrice fut la nomination par Bush d'un Noir conservateur, Clarence Thomas, pour remplacer Marshall. Malgré le témoignage d'une de ses anciennes collègues, Anita Hill, une jeune professeur de droit qui l'accusait de harcèlement sexuel, Thomas fut accepté par le Sénat et la Cour suprême pencha désormais nettement à droite.

Avec une Cour suprême ultra-conservatrice et la nomination au National Labor Relations Board (NLRB) de personnalités favorables aux entreprises, les décisions de justice et les conclusions du NLRB affaiblirent considérablement les organisations syndicales déjà ébranlées par le déclin du secteur industriel. Les grévistes se retrouvaient privés de véritable protection légale. L'un des premiers actes de l'administration Reagan fut de licencier en masse les contrôleurs aériens qui s'étaient mis en grève. Il s'agissait d'un avertissement lancé aux futurs grévistes en même temps que d'un témoignage de

la faiblesse d'un mouvement ouvrier qui avait pourtant représenté, dans les années 1930 et 1940, une formidable force.

Les entreprises américaines furent les premières bénéficiaires des années Reagan et Bush. Au cours des années 1960-1970, un mouvement pour la défense de l'environnement avait pris une certaine importance au niveau national, préoccupé par la pollution de l'air, des océans et des rivières ainsi que par les milliers de morts que les conditions de travail déplorables causaient chaque année. En novembre 1968, une explosion dans une mine de Virginie-Occidentale avait fait soixante-dix-huit victimes. La colère avait éclaté dans cette région minière et le Congrès avait finalement voté le Coal Mine Health and Safety Act en 1969. Le secrétaire au Travail de Nixon parlait alors d'un « nouveau combat national. Un véritable combat pour l'amélioration de l'environnement ».

L'année suivante, cédant aux fortes pressions du mouvement ouvrier et des groupes de consommateurs – non sans profiter de cette occasion de gagner le soutien de la classe ouvrière pour les élections à venir –, le président Nixon signa l'Occupational Safety and Health Act (OSHA). Il s'agissait d'une loi importante qui reconnaissait le droit universel à travailler dans un lieu sain et en toute sécurité. Cette loi instituait également un véritable appareil de mise en application des mesures envisagées. En revenant sur cette loi quelques années plus tard, Herbert Stein, jadis président du comité économique de Nixon, regrettait que « les forces engagées dans la réglementation gouvernementale [n'aient] jamais pu être maîtrisées par l'administration Nixon ».

En prenant ses fonctions, Carter vanta les mérites de l'OSHA tout en souhaitant surtout satisfaire les milieux industriels. La femme qu'il nomma à la tête de l'OSHA, Eula Bingham, se battit courageusement pour l'application de cette loi et remporta même quelques succès. Pourtant, à mesure que l'économie américaine montrait les signes d'une faiblesse due à l'inflation, à l'augmentation du prix du pétrole et à la hausse du chômage, Carter sembla de plus en plus soucieux des problèmes que posait cette loi. Il commença par proposer d'assouplir les réglementations imposées aux entreprises et suggéra de laisser à ces dernières plus de libertés – quand bien même ces libertés seraient prises aux dépens des travailleurs et des consommateurs. Les réglementations environnementales furent victimes des analyses de type « coûts-profits » pour lesquelles la réglementation assurant la santé et la sécurité de la population ne valait certes pas ce qu'elle coûtait aux entreprises.

Sous Reagan et Bush, l'« économie » – terme sous lequel on cachait mal la volonté de satisfaire les intérêts et d'accroître les

bénéfices des entreprises – passait avant les préoccupations sociales des travailleurs et des consommateurs. Le président Reagan proposa de remplacer la mise en œuvre autoritaire de la législation environnementale par une approche « volontariste » qui laissait toute latitude dans ce domaine aux chefs d'entreprise. Il nomma à la tête de l'OSHA un homme d'affaires qui y était franchement hostile. L'une de ses premières décisions fut d'ordonner la destruction de 100 000 brochures gouvernementales soulignant les risques que faisaient courir aux travailleurs du textile les poussières de coton en suspension.

Dans son livre *The President as Prisoner* (pénétrante « critique structurale » des deux présidents), le spécialiste de sciences politiques William Grover concluait, après avoir évalué les politiques environnementales respectives de Carter et de Reagan : « L'OSHA semble prise au piège d'une alternance de présidents libéraux, qui veulent maintenir quelques programmes de santé et de sécurité tout en ayant besoin de la croissance économique pour assurer leur survie politique, et de présidents conservateurs, qui se focalisent presque exclusivement sur le facteur croissance de l'équation. Une telle situation tendra toujours à subordonner, même dans le cadre de l'OSHA, les besoins réels en termes de santé et de sécurité sur le lieu de travail à la volonté des entrepreneurs. »

George Bush prétendit être un « président écologiste ». Il se vantait de la signature du Clean Air Act en 1990. Pourtant, deux ans après, cette loi fut sérieusement affaiblie par une nouvelle directive de l'Environmental Protection Agency (EPA) qui autorisait les industriels à accroître de 245 tonnes par an leurs rejets d'agents polluants dans l'atmosphère.

En outre, le budget destiné à l'application de cette loi était bien faible. Selon un rapport de l'EPA, la contamination des eaux potables avait entraîné près de cent mille cas de maladies entre 1971 et 1985. Mais pendant les premières années de la présidence de Bush, alors que l'EPA avait reçu quatre-vingt mille plaintes pour contamination des eaux potables, seule une sur sept fit l'objet d'une enquête. Selon un groupe écologiste indépendant, le National Resources Defense Council, il y eut en 1991 et 1992 deux cent cinquante mille violations du Safe Water Drinking Act voté sous l'administration Nixon.

Peu de temps après que Bush eut pris ses fonctions, un scientifique désigné par le gouvernement prépara un rapport pour un comité du Congrès sur les dangers de l'utilisation industrielle du charbon et d'autres énergies fossiles contribuant au « réchauffement *général* » de la planète, conséquence de la dégradation de la

couche d'ozone. Malgré les objections du scientifique, la Maison-Blanche modifia ce rapport de manière à minimiser les dangers encourus. Là encore, la mauvaise volonté des entreprises quant aux réglementations environnementales passa avant la sécurité de la population.

La crise écologique mondiale était si sérieuse que le pape Jean-Paul II lui-même éprouva le besoin d'accuser les classes dirigeantes des nations industrialisées d'en être à l'origine : « Aujourd'hui, la dramatique menace d'un désastre écologique nous apprend à quel point la cupidité et l'égoïsme, individuels ou collectifs, sont contraires à l'ordre de la Création. »

Lors des conférences internationales destinées à faire face au réchauffement de la planète, la Communauté européenne et le Japon proposèrent de fixer des quotas et d'établir un calendrier pour réduire les émissions de dioxyde de carbone dont les États-Unis étaient – et sont toujours – les premiers responsables. Mais, comme le faisait remarquer le *New York Times* à l'été 1991, « l'administration Bush [craignait] que [...] cela ne nuise à l'économie nationale à court terme pour d'incertains bénéfices climatiques à long terme ». L'avis des scientifiques, pourtant assez clair sur les bénéfices à long terme de la réduction de ces émissions, n'y changea rien : une fois de plus, cela passait après l'« économie », c'est-à-dire l'intérêt des entreprises.

À la fin des années 1980, il devint de plus en plus évident que les énergies renouvelables (eau, vent, soleil) étaient en mesure de produire plus d'énergie utilisable que les centrales nucléaires – dangereuses, coûteuses et génératrices de déchets radioactifs ingérables. Pourtant, les gouvernements Reagan et Bush amputèrent les budgets destinés à la recherche sur les énergies renouvelables (la réduction atteignit 90 % sous Reagan).

En juin 1992, plus d'une centaine de pays participèrent au Sommet de la Terre, une conférence environnementale organisée au Brésil. Les statistiques apportaient la preuve que l'ensemble des forces armées du monde étaient responsables des deux tiers des émanations détériorant la couche d'ozone. Proposition fut faite que le Sommet de la Terre étudie les responsabilités du secteur militaire dans la dégradation de l'environnement. La délégation américaine s'y opposa. Elle fut donc rejetée.

La préservation d'un phénoménal appareil militaire et celle du niveau de profit des firmes pétrolières constituaient bien deux objectifs conjoints des administrations Reagan et Bush. Juste après que Reagan eut pris ses fonctions, un groupe de vingt-trois présidents de firmes pétrolières contribua à hauteur de 270 000 dollars à la

réfection des appartements privés de la Maison-Blanche. Selon l'Associated Press, « cette décision fut prise quatre semaines après la décision du président de déréglementer les prix du pétrole. Une décision qui rapporte 2 milliards de dollars à l'industrie pétrolière. [...] Jack Hodges, propriétaire de la Core Oil & Gaz Company, a affirmé que "l'homme le plus important de ce pays se [devait] de vivre dans l'une des plus belles maisons du pays. M. Reagan a donné un bon coup de main à l'industrie du pétrole." »

Dans sa volonté de renforcer l'appareil militaire (plus de mille milliards de dollars au cours des quatre premières années de sa présidence), Reagan essaya de trouver de l'argent en réduisant de façon drastique l'aide sociale destinée aux populations les plus défavorisées. En 1984, les États-Unis réalisèrent 140 milliards d'économie sur les programmes sociaux. Parallèlement, ils dépensèrent 181 milliards de dollars pour la « défense ». Durant la même période, Reagan proposa également des réductions fiscales de 190 milliards, dont la plupart bénéficiaient aux riches.

En dépit de ces réductions fiscales et de l'augmentation du budget militaire, Reagan assurait que le budget de la nation serait tout de même équilibré, puisque les réductions fiscales ne manqueraient pas de stimuler l'économie, créant par là même de nouvelles sources de revenus. Le prix Nobel d'économie Wassily Leontief commenta sèchement cette affirmation : « Il y a peu de chance que ça marche. Et je peux même vous assurer personnellement que cela ne marchera pas. »

En effet, les données du département au Commerce pendant ces périodes de réductions fiscales (1973-1975 et 1979-1982) ne révèlent aucune augmentation des capitaux investis. Elles montrent au contraire un véritable effondrement. En revanche, la relative augmentation des investissements de capitaux entre 1975 et 1979 correspond exactement à la période durant laquelle le niveau d'imposition des entreprises fut légèrement plus élevé que les cinq années précédentes.

Les conséquences humaines et sociales des réductions de budget effectuées par Reagan étaient profondes. Par exemple, trois cent cinquante mille personnes se virent retirer l'aide sociale aux personnes handicapées. Un homme qui avait été gravement blessé sur un site d'extraction pétrolière dut reprendre le travail, après que le gouvernement fédéral eut rejeté non seulement l'avis de son médecin mais également celui d'un expert gouvernemental ayant confirmé que l'homme était trop handicapé pour retourner au travail. Quand le malade en question décéda, les autorités fédérales se contentèrent de reconnaître qu'ils allaient avoir « un

sérieux problème de communication ». Roy Benavidez, un héros de la guerre du Vietnam qui avait reçu des mains mêmes de Ronald Reagan la médaille d'honneur du Congrès, s'entendit dire par les services sociaux que les éclats d'obus qu'il avait encore dans le cœur, les bras et les jambes ne l'empêchaient pas de travailler. Lorsqu'il comparut devant un comité du Congrès, il critiqua amèrement le président.

Le chômage augmenta sous la présidence de Reagan. En 1982, trente millions de personnes connaissaient annuellement le chômage intégral ou partiel. En conséquence, seize millions d'Américains perdirent leur assurance médicale (la plupart du temps liée au fait d'avoir un travail). En 1981, dans le Michigan, qui présentait le taux de chômage le plus élevé du pays, le taux de mortalité infantile se mit également à augmenter.

De nouveaux critères d'attribution éliminèrent plus d'un million d'enfants de l'accès aux repas scolaires gratuits – qui représentaient pourtant la moitié de leur alimentation quotidienne. Des millions d'enfants firent leur entrée dans la catégorie officielle des « pauvres », et bientôt un quart des enfants américains – douze millions au total – vécurent effectivement dans la pauvreté. Dans certains quartiers de Detroit, un tiers des enfants mouraient avant d'avoir atteint leur premier anniversaire. Le *New York Times* affirmait : « Au regard de ce que vivent ceux qui ont faim en Amérique, cette administration ne peut éprouver que de la honte. »

Le système d'allocations sociales était évidemment, sous toutes ses formes, une cible privilégiée du gouvernement : l'aide aux mères isolées fournie par le programme AFDC (Aid to Families with Dependent Children), les tickets d'alimentation, le secours médical en faveur des plus pauvres à travers Medicaid, etc. Pour la plupart des bénéficiaires, les aides sociales (dont le montant différait selon les États) représentaient entre 500 et 700 dollars par mois, ce qui les laissait tout de même largement en dessous du seuil officiel de pauvreté fixé à environ 900 dollars mensuels. Les enfants noirs avaient quatre fois plus de « chances » d'être élevés dans ce système d'assistance que les enfants blancs.

Au début de l'administration Reagan, réagissant aux affirmations selon lesquelles l'aide gouvernementale n'était pas nécessaire puisque l'esprit d'entreprise privée réglerait le problème de la pauvreté, une mère adressa un courrier à son journal local : « Je vis grâce à l'AFDC et mes deux enfants vont à l'école. [...] Je suis diplômée avec mention du collège, reçue 128ᵉ sur 1000. J'ai une licence d'anglais et de sociologie. J'ai une expérience de bibliothécaire, d'animatrice, de travailleuse et de conseillère sociale. Je suis allée au bureau d'aide

à l'emploi, mais ils n'avaient rien pour moi. [...] Je vais également toutes les semaines à la bibliothèque pour consulter les annonces du journal *Help Wanted.* J'ai conservé un double de tous les courriers que j'ai envoyés avec mon curriculum vitæ. Le dossier fait plusieurs centimètres d'épaisseur. J'ai même répondu pour des emplois qui ne rapportaient que 8000 dollars par an. Je travaille à temps partiel dans une bibliothèque pour 3,5 dollars de l'heure et mes allocations diminuent en conséquence. Il semble donc que nous ayons des agences pour l'emploi qui n'emploient pas ; un gouvernement qui ne gouverne pas et un système économique qui ne peut fournir de travail à ceux qui veulent travailler. La semaine dernière, j'ai vendu mon lit pour payer l'assurance de ma voiture, dont j'ai besoin – étant donné le manque de transports en commun – pour chercher du travail. Je dors sur un matelas pneumatique que quelqu'un m'a donné. C'est donc ça le grand rêve américain pour lequel mes parents sont venus dans ce pays : travaillez dur, ayez une bonne éducation, suivez les règles et vous serez riches. Je ne veux pas être riche. Je veux simplement pouvoir nourrir mes enfants et vivre avec un minimum de dignité. »

Les démocrates rejoignaient bien souvent les républicains dans la dénonciation du système d'aide sociale. Sans doute était-ce pour obtenir les voix de certains électeurs des classes moyennes estimant que leurs impôts servaient essentiellement à payer les allocations des mères mineures et des individus trop fainéants pour travailler. L'immense majorité de la population ne savait pas – et les hommes politiques et les médias se gardaient bien de le leur apprendre – qu'une part minime des recettes fiscales était destinée aux allocations tandis qu'une part bien plus importante alimentait le budget militaire. Quoi qu'il en soit, l'attitude générale de l'opinion publique vis-à-vis du système d'aide sociale était bien différente de celle des deux principaux partis. Il semble bien que les attaques incessantes des politiciens contre l'aide sociale, relayées par la presse et par la télévision, n'avaient pas réussi à éliminer un sentiment profond de générosité chez de nombreux Américains.

Un sondage *New York Times*/CBS News, paru au début de 1992, montrait que l'opinion de la population concernant l'aide sociale variait selon la formulation de la question. Si le terme « aide sociale » était mentionné, 44 % des sondés déclaraient qu'on dépensait trop pour ce système (tandis que 50 % pensaient que c'était suffisant, voire insuffisant). Lorsque la question évoquait l'« assistance apportée aux pauvres », seules 13 % des personnes interrogées pensaient que l'on dépensait trop et 64 % que l'on ne dépensait pas assez.

Ainsi les deux partis essayaient-ils de créer un sentiment de désolidarisation en dénigrant sans cesse le terme d'« aide sociale » pour pouvoir ensuite prétendre qu'ils ne faisaient que répondre aux exigences de l'opinion publique. Démocrates et républicains entretenaient des relations étroites avec les riches entreprises. Kevin Phillips, observateur républicain de la politique intérieure, écrivait en 1990 que le parti démocrate était « historiquement le deuxième parti le plus favorable au capitalisme ». Phillips remarquait également que les principaux bénéficiaires de la politique gouvernementale des présidences républicaines de Ronald Reagan et de George Bush étaient les classes les plus favorisées : « Ce sont les individus véritablement riches qui ont bénéficié de l'ère Reagan. [...] Les années 1980 ont marqué le triomphe de l'Amérique richissime [...], de l'ascension politique des riches et de la glorification du capitalisme, du libre marché et de la finance. »

Quand la politique gouvernementale enrichit les riches, on ne parle pas d'« aide sociale ». Il est certain que cela ne prenait pas une forme aussi concrète que les chèques mensuels accordés aux pauvres. Il s'agissait surtout de généreux changements dans la politique fiscale.

Deux journalistes d'investigation du *Philadelphia Inquirer*, Donald Barlett et James Steele, étudièrent dans *America : Who Really Pays the Taxes?* le processus qui avait conduit à diminuer progressivement le taux d'imposition des individus les plus riches. Ce ne furent pas les républicains mais bien les démocrates – et particulièrement les administrations Kennedy et Johnson – qui, par des réformes fiscales, firent baisser les taux d'imposition des revenus de plus de 400 000 dollars annuels : de 91 % durant la Seconde Guerre mondiale, ils passèrent à 70 % dans les années 1960. Pendant l'administration Carter (mais malgré lui), démocrates et républicains du Congrès votèrent ensemble de nouvelles réductions fiscales en faveur des plus riches.

L'administration Reagan, avec le soutien des démocrates du Congrès, ramena le taux d'imposition des plus hauts revenus à 50 % et, en 1986, une coalition réunissant des républicains et des démocrates s'exprima en faveur d'une nouvelle « réforme fiscale » qui les abaissa à 28 %. Barlett et Steele remarquaient qu'un enseignant, un ouvrier et un millionnaire pouvaient tous être imposés à 28 %. L'idée d'un impôt « progressif » sur le revenu – où les hauts revenus sont plus imposés que les autres – avait fait long feu.

Conséquence de ces multiples « réformes fiscales », le revenu net des « Forbes 400 » (personnalités les plus riches du pays désignées

par *Forbes Magazine*, journal qui se qualifie lui-même d'« instrument du capitalisme ») avait triplé. Le gouvernement, lui, avait perdu environ 70 milliards de dollars de recettes fiscales. Pendant ces treize années de pouvoir républicain, les 1 % des individus les plus riches de la population engrangèrent mille milliards de dollars.

Comme le souligne William Greider dans son remarquable livre *Who Will Tell the People? The Betrayal of American Democracy* : « À ceux qui reprochent aux républicains ce qu'il s'est passé et pensent que le retour des démocrates à la Maison-Blanche restaurera une imposition équitable, il faut rappeler ce fait regrettable : le tournant de la politique fiscale – c'est-à-dire le moment où les élites fortunées se sont mises à gagner encore plus – a eu lieu en 1978, quand les démocrates jouissaient de tous les pouvoirs, bien avant l'accession de Reagan à la présidence. En outre, chaque étape de ce processus de transformation radicale a été soutenu par les majorités démocrates. »

Tandis que l'impôt sur le revenu devenait de moins en moins progressif au cours des dernières décennies du XXe siècle, le financement par l'impôt du système de sécurité sociale devenait de plus en plus régressif. C'est-à-dire que l'on imposait de plus en plus les pauvres sur les aides sociales elles-mêmes alors que les revenus supérieurs à 42 000 dollars n'étaient plus imposés au titre de l'aide sociale. Au début des années 1990, une famille au revenu annuel moyen de 37 800 dollars reversait 7,65 % de son revenu pour financer le système d'aide sociale. Une famille gagnant dix fois plus (378 000 dollars par an) ne payait pour sa part que 1,46 % de charges sociales.

Ces augmentations des contributions directes sur le salaire eurent une étonnante conséquence : les trois quarts des salariés payaient plus d'impôts au titre de l'aide sociale que d'impôts sur le revenu. Fait assez embarrassant pour le parti démocrate (supposé être le parti des classes laborieuses), ces augmentations des contributions directes sur le salaire avaient été initiées sous la présidence de Jimmy Carter.

Lorsque, dans un tel système bipartisan, les deux partis se moquent de l'opinion publique, les électeurs ne savent plus vers qui se tourner. Dans le domaine fiscal, il était clair que les citoyens américains avaient voulu un impôt qui soit vraiment progressif. William Greider rappelle qu'après la Seconde Guerre mondiale, lorsque le taux d'imposition des individus les plus riches était de 90 %, un sondage avait montré que 85 % des personnes interrogées jugeaient le système fiscal « équitable ». En revanche, en 1984, après que toutes ces « réformes fiscales » eurent été mises en place

successivement par les démocrates et les républicains, une enquête d'opinion commandée par l'International Revenue Service indiquait que 80 % des sondés étaient d'accord avec l'affirmation suivante : « Le système fiscal actuel profite aux riches et est injuste envers le travailleur et la travailleuse ordinaires. »

À la fin des années Reagan, l'écart entre les riches et les pauvres s'était considérablement accru. Alors que les responsables des entreprises gagnaient en moyenne quarante fois plus que le salarié moyen dans les années 1980, ils gagnaient quatre-vingt-treize fois plus en 1989. Entre 1977 et 1989, le revenu brut des 1 % les plus riches avait augmenté de 77 %. En revanche, pour les deux cinquièmes de la population la plus pauvre, il n'y avait eu aucune augmentation. On pouvait, au contraire, constater un certain déclin.

En outre, en raison de l'évolution du système fiscal en faveur des riches, les 1 % les plus riches virent leurs revenus nets augmenter de 87 % au cours de la décennie 1980. Pour la même période, le revenu net des quatre cinquièmes de la population avait soit diminué de 5 % (au bas de l'échelle des revenus) soit n'avait augmenté que de 8,7 %.

Si parmi les plus bas revenus tout le monde éprouvait des difficultés, la plus importante dégradation du niveau de vie touchait particulièrement les Noirs, les Hispaniques, les femmes et les jeunes. Cet appauvrissement général des groupes les plus défavorisés qui caractérise les années Reagan-Bush frappa très durement les familles noires, par la diminution de leurs ressources financières et par la discrimination raciale à l'embauche. Le succès des mouvements pour les droits civiques avaient ouvert la porte à certains membres de la communauté noire tout en en laissant de nombreux autres à la traîne.

À la fin des années 1980, plus d'un tiers des familles afro-américaines vivaient sous le seuil officiel de pauvreté, et le chômage des Noirs était deux fois et demie plus élevé que celui des Blancs, avec un taux de chômage chez les jeunes allant de 30 à 40 %. L'espérance de vie des Noirs était de plus de dix ans inférieure à celle des Blancs. À Detroit, à Washington et à Baltimore, le taux de mortalité des nouveau-nés de la communauté noire était plus élevé qu'en Jamaïque ou au Costa Rica.

À la pauvreté s'ajoutaient les divorces, la violence familiale, le crime et la drogue. À Washington, au sein de la très forte concentration de population noire vivant à quelques centaines de mètres des édifices de marbre du gouvernement, 42 % des jeunes Noirs entre dix-huit et trente-cinq ans étaient en prison ou en liberté conditionnelle. Le taux de criminalité chez les Noirs, au lieu d'être

considéré comme le signe criant de la nécessité de combattre la pauvreté, fut instrumentalisé par les politiciens pour exiger la création de prisons supplémentaires.

En 1954, une décision de la Cour suprême avait entamé le processus de déségrégation scolaire, mais la pauvreté maintenait les Noirs dans les ghettos. De nombreux établissements à travers le pays restaient, de fait, marqués par la ségrégation raciale et sociale. Certaines décisions de la Cour suprême des années 1970 affirmèrent qu'il n'était pas nécessaire que les fonds de fonctionnement soient les mêmes pour les écoles des quartiers pauvres et pour celles des quartiers riches. En outre, le ramassage scolaire entre quartiers résidentiels et ghettos noirs – destiné à promouvoir la mixité sociale dans les écoles – fut abandonné.

Pour les admirateurs de la libre entreprise et du *laissez-faire*, les pauvres étaient ceux qui ne travaillaient pas et ne produisaient rien. Aussi ne devaient-ils s'en prendre qu'à eux-mêmes. Bien entendu, ils négligeaient le fait que les femmes qui s'occupent de leurs enfants travaillent en fait très durement. Ils ne cherchaient pas non plus à savoir pour quelles raisons les bébés qui ne sont pas en âge de faire la démonstration de leurs capacités à travailler devraient être pénalisés – parfois au point d'en mourir – en naissant dans une famille pauvre.

C'est le républicain Kevin Phillips qui, paradoxalement, reconnaissait en analysant les années Reagan que « la richesse allait de moins en moins à ceux qui produisaient quelque chose. [...] En revanche, les acteurs des secteurs économique, juridique et culturel faisaient de véritables fortunes – des avocats aux conseillers financiers ».

Au milieu des années 1980, un gigantesque scandale éclata. La dérégulation de l'épargne et des prêts bancaires qui avait débuté sous Carter et s'était poursuivie sous Reagan avait entraîné des investissements à hauts risques qui « pompaient » les capitaux des banques, les laissant exsangues et incapables de réaliser les milliards de dollars de leurs déposants, pourtant garantis par le gouvernement.

Au fil des années – le problème continuant d'être soigneusement caché à l'opinion publique –, il fallut de plus en plus d'argent pour rembourser les déposants et renflouer les banques. Le montant s'éleva bientôt à 200 milliards de dollars. Au cours des élections présidentielles de 1988, le candidat démocrate, Michael Dukakis, n'osa pas pointer du doigt l'administration républicaine sur cette situation pour la bonne raison que les démocrates du Congrès en avaient été les premiers responsables et les premiers dissimulateurs.

Les sommes phénoménales attribuées par le Trésor au budget de la Défense avaient été autrefois qualifiées par le président Eisenhower de véritable « vol » contre les besoins vitaux de l'homme. Le vol fut commis par les deux partis, tant les démocrates souhaitaient paraître aussi « durs » que les républicains.

Une fois élu président, Jimmy Carter avait proposé une augmentation du budget militaire de l'ordre de 10 milliards de dollars : une décision qui s'apparentait exactement au vol dont parlait Eisenhower. Après la Seconde Guerre mondiale, tous les budgets colossaux de la Défense, de Truman à Reagan et à Bush, ont été approuvés à une immense majorité par les démocrates comme par les républicains.

L'affectation de milliards de dollars à la production d'armes nucléaires et non nucléaires était généralement justifiée par la crainte que l'Union soviétique – engagée elle aussi dans la course aux armements – n'envahisse l'Europe de l'Ouest. Pourtant, George Kennan, ex-ambassadeur en Union soviétique et spécialiste de la guerre froide, déclarait que cette peur ne reposait sur aucun fondement rationnel. Quant à Harry Rositzke, qui travailla à la CIA pendant vingt-cinq ans et fut même un temps directeur du renseignement américain sur la Russie soviétique, il écrivait en 1980 : « Pendant toutes ces années où je travaillais pour la CIA – et même depuis –, je n'ai jamais vu le moindre rapport d'espionnage qui expliquerait pourquoi l'Union soviétique aurait intérêt à envahir l'Europe de l'Ouest ou à attaquer les États-Unis. »

Faire croire à la réalité d'une telle menace permettait de justifier la fabrication d'armes aussi effroyables que superflues. Par exemple, le sous-marin *Trident*, capable de lancer des centaines d'ogives nucléaires, coûta 1,5 milliard de dollars. On ne pouvait pourtant l'utiliser qu'en cas de guerre nucléaire où il n'aurait fait qu'ajouter quelques centaines d'ogives aux dizaines de milliers déjà disponibles aux États-Unis. Selon Ruth Sivard (*World Military and Social Expenditures 1978-1988*), ce milliard et demi de dollars aurait suffi à financer pendant cinq ans un programme mondial de vaccination des enfants, évitant ainsi cinq millions de décès.

Au milieu des années 1980, un expert de la Rand Corporation qui effectuait des recherches pour le compte du département à la Défense déclara lors d'un entretien, avec une franchise peu courante, que le gigantesque arsenal américain n'était pas nécessaire d'un point de vue militaire : il servait plutôt à donner une certaine image de l'Amérique à l'intérieur comme à l'étranger. « Si nous avions un président et un secrétaire à la Défense assez solides, ils

pourraient temporairement se présenter devant le Congrès et déclarer : "Nous n'allons fabriquer que ce dont nous avons besoin [...], et si les Russes fabriquent deux fois plus d'armes, grand bien leur fasse." Mais ce serait politiquement déstabilisant. [...] Il vaut donc mieux pour notre propre stabilité et pour notre image internationale que nous restions dans la compétition, même si le caractère rationnel de cette compétition est [...] douteux. »

En 1984, la CIA admit qu'elle avait surestimé les dépenses militaires soviétiques : depuis 1975, elle affirmait que ces dépenses augmentaient de 4 à 5 % par an alors qu'en réalité il ne s'agissait que de 2 %. Ainsi, en désinformant – voire en mentant tout bonnement –, on justifiait l'augmentation des dépenses militaires.

L'un des programmes militaires favoris de l'administration Reagan, baptisé « Guerre des étoiles », engloutit des milliards de dollars sous prétexte de construire un bouclier spatial pour intercepter les missiles nucléaires ennemis en plein vol. Les trois premiers essais se soldèrent par des échecs technologiques. Un quatrième essai fut entrepris qui devait décider du financement définitif du programme. Ce fut un nouvel échec. Le secrétaire à la Défense de Reagan, Caspar Weinberger, accepta cependant que l'on falsifie les résultats afin de faire croire à un succès.

Lorsque l'Union soviétique se désintégra en 1989 – et la « menace soviétique » avec elle –, le budget militaire fut quelque peu réduit. Il demeura néanmoins colossal, toujours grâce à la coalition des démocrates et des républicains. En 1992, le président du comité de la Défense à la Chambre des représentants, le démocrate Les Aspin, proposa qu'au vu de la nouvelle situation internationale le budget militaire soit amputé de 2 % (passant de 281 milliards de dollars à 275 milliards).

La même année, alors que démocrates et républicains s'entendaient sur une réduction ridicule du budget militaire, un sondage commandé par le National Press Club révélait que 59 % des électeurs américains souhaitaient plutôt une réduction du budget de l'ordre de 50 % sur les cinq années à venir.

Il semble bien que les deux partis n'aient pas su persuader les citoyens que le budget militaire devait rester très important. Mais ils s'obstinèrent à ignorer l'opinion publique qu'ils étaient censés représenter. À l'été 1992, les démocrates et les républicains du Congrès votèrent ensemble contre un projet de transfert de fonds du budget de la Défense vers celui des Affaires sociales. En revanche, ils affectèrent 120 milliards de dollars supplémentaires à la « défense de l'Europe » – que tout le monde jugeait pourtant

n'être plus en danger, pour autant qu'elle l'eût jamais été un seul jour pendant la guerre froide.

Le même consensus bipartisan valait également pour la politique étrangère. Au cours des années Reagan-Bush, les gouvernements américains firent preuve d'une particulière agressivité dans leur usage de la force. Cette agressivité se concrétisait soit par des interventions assumées, soit par un soutien plus ou moins avoué à des dictatures d'extrême droite proches des États-Unis.

Reagan accéda au pouvoir juste après une révolution au Nicaragua, au cours de laquelle le mouvement populaire sandiniste (d'après Augusto Sandino, héros révolutionnaire des années 1920) avait renversé la dynastie corrompue des Somoza, soutenue depuis toujours par les États-Unis. Les sandinistes, une coalition de marxistes, de prêtres de gauche et de divers mouvements nationalistes, commencèrent à attribuer des terres aux paysans et à promouvoir l'alphabétisation et la santé chez les populations les plus pauvres.

L'administration Reagan, voyant là une menace « communiste » et un défi lancé à la suprématie américaine en Amérique centrale, décida immédiatement de renverser le gouvernement sandiniste. Elle se lança dans une guerre secrète par l'intermédiaire de la CIA, qui organisa une force contre-révolutionnaire (la « Contra ») dont la plupart des responsables étaient d'anciens officiers de la garde nationale de Somoza détestée par le peuple nicaraguayen.

Les Contras ne semblant pas bénéficier d'un quelconque soutien populaire au Nicaragua, ils étaient concentrés sur la frontière avec le Honduras, un pays très pauvre dominé par les États-Unis. Du Honduras, les Contras passaient la frontière pour effectuer des raids sur les fermes et les villages, tuant hommes, femmes et enfants et commettant les pires atrocités. Un ancien colonel des Contras, Eduardo Chamorro, témoigna plus tard devant la Cour internationale de justice : « La CIA nous avait dit que la seule manière de battre les sandinistes était d'utiliser la tactique des guérillas communistes partout dans le monde : tuer, prendre des otages, piller et torturer. [...] De nombreux civils ont été assassinés de sang-froid. Beaucoup d'autres ont été torturés, mutilés, violés ou maltraités. [...] Quand j'ai accepté de rejoindre les Contras, j'espérais que ce serait une force composée en majorité de Nicaraguayens. [...] Finalement, nous n'étions qu'un instrument du gouvernement américain. »

Les enquêtes d'opinion apportant la preuve que les Américains ne voulaient pas d'une intervention militaire, les activités américaines au Nicaragua restèrent confidentielles. En 1984, la CIA utilisa des agents latino-américains pour dissimuler son implication dans le

sabotages des ports nicaraguayens. Lorsque l'information commença pourtant à circuler, le secrétaire à la Défense, Weinberger, déclara sur ABC News que « les États-Unis [n'avaient] rien à voir avec [ce] sabotage ».

La même année, sous la pression de l'opinion publique et se souvenant de la guerre du Vietnam, le Congrès interdit le soutien « direct ou indirect aux opérations militaires ou paramilitaires au Nicaragua ».

L'administration Reagan décida d'ignorer cette loi et chercha les moyens de financer secrètement les Contras en trouvant un « intermédiaire ». Reagan demanda personnellement une contribution d'au moins 32 millions de dollars à l'Arabie saoudite. La dictature bienveillante du Guatemala fut également utilisée pour fournir subrepticement des armes aux Contras. Israël, dépendant des États-Unis et toujours prêt à apporter son soutien, fut également de la partie.

En 1986, un magazine libanais livra une information qui fit sensation : des armes avaient été vendues par les États-Unis à l'Iran (ennemi déclaré de l'Amérique) en échange de la libération d'un certain nombre d'otages détenus par des mouvements musulmans extrémistes au Liban. Les bénéfices de cette vente avaient servi à acheter des armes aux Contras.

Pendant une conférence de presse, en novembre 1986, le président Reagan fut interrogé sur cette affaire. Il mentit quatre fois : il prétendit que le chargement pour l'Iran consistait en quelques missiles antichars (il y en avait en fait deux mille), que les États-Unis n'interdisaient pas les livraisons effectuées par des tiers, que les armes n'avaient pas été échangées contre la libération des otages, et enfin que l'objectif de la transaction était de promouvoir le dialogue avec les Iraniens modérés.

Un mois auparavant, lorsqu'un avion de transport acheminant des armes aux Contras avait été abattu par l'armée nicaraguayenne et son pilote américain capturé, on n'avait pas non plus cessé de mentir. Le sous-secrétaire d'État Elliot Abrams mentit. Le secrétaire d'État Schultz mentit – « Aucun lien avec le gouvernement des États-Unis ». On eut pourtant bientôt la preuve que le pilote travaillait pour la CIA.

Toute cette affaire Iran-Contras offrait la parfaite illustration de la double ligne de défense traditionnellement utilisée par l'appareil d'État américain. D'abord, nier la vérité. Ensuite, si cela ne marche pas, lancer une enquête mais en lui imposant des limites strictes. La presse rendait compte, mais sans jamais aller jusqu'au cœur du problème.

Une fois que le scandale eut éclaté au grand jour, ni les comités d'investigations du Congrès, ni la presse, ni même le procès du colonel Oliver North, qui supervisa toute l'opération de soutien aux Contras, ne soulevèrent la question cruciale : quelles sont les vraies motivations de la politique étrangère américaine ? Comment le président et son équipe peuvent-ils s'autoriser à soutenir des groupes terroristes en Amérique centrale pour renverser des gouvernements qui, quelles que soient leurs erreurs, sont tout de même mieux appréciés que les terribles dictatures soutenues par les États-Unis durant de longues années ? Que nous apprend ce genre de scandale sur la démocratie, sur la liberté d'expression et sur la société américaine en général ?

Malgré l'importante couverture médiatique du scandale de l'« Irangate », on n'entendit pas de critiques de fond sur les interventions secrètes du gouvernement ou sur les manquements démocratiques de ces opérations menées par une poignée d'hommes estimant ne rien devoir à l'opinion publique. Les médias américains se gardèrent bien d'informer le public sur les véritables questions soulevées par ce scandale.

Les limites des critiques émises par le parti démocrate furent illustrées par le sénateur démocrate Sam Nunn (Géorgie) qui, pendant l'enquête, affirma qu'il fallait « aider le président à restaurer sa crédibilité dans le domaine des affaires étrangères ».

D'autres démocrates se permirent tout de même quelques critiques, ce que déplora James Q. Wilson, professeur à Harvard et membre du Foreign Intelligence Advisory Board de Reagan. Wilson déplorait cette atteinte au consensus bipartisan, qui évoquait pourtant fortement le parti unique des régimes totalitaires. Il s'inquiétait également beaucoup de « notre incapacité à nous conduire comme une grande puissance ».

Il devint vite évident que le président Reagan et le vice-président Bush étaient impliqués dans le scandale de l'Irangate. Mais seuls quelques sous-fifres payèrent. Comme d'habitude, selon la tactique bien éprouvée, les plus hauts responsables, protégés par leurs subordonnés, purent se permettre de nier de manière plausible toute implication. Lorsque Henry Gonzalez, représentant du Texas au Congrès, proposa d'avoir recours à la procédure d'*impeachment* contre Reagan, le Congrès repoussa fermement cette idée.

Ni Reagan ni Bush ne furent inquiétés. Le comité du Congrès convoqua en revanche quelques acteurs subalternes de l'affaire. Certains d'entre eux furent reconnus coupables. L'un des condamnés (Robert McFarlane, ancien conseiller à la Sécurité nationale de Reagan) fit une tentative de suicide. Un autre, le colonel Oliver

North, fut condamné pour avoir menti au Congrès. Cependant, il ne fut pas emprisonné. Reagan prit paisiblement sa retraite et Bush lui succéda.

Assez ironiquement, un obscur citoyen d'une petite ville de l'Indiana (Odon) devint l'un des acteurs indirects de l'Irangate. Il s'agissait d'un jeune homme nommé Bill Breeden, ancien pasteur qui vivait dans un tipi avec sa femme et ses deux enfants, dont il assurait personnellement l'éducation. La ville dans laquelle vivait Breeden était également celle de l'amiral John Poindexter, successeur de McFarlane au poste de conseiller de Reagan à la Sécurité nationale. Ce Poindexter était lui-même sérieusement impliqué dans le scandale de l'Irangate.

Un beau jour, Breeden découvrit que, pour honorer son « héros local », la municipalité d'Odon avait rebaptisé l'une de ses rues « John Poindexter Street ». Pacifiste et pourfendeur de la politique étrangère américaine, Breeden s'indigna de ce qu'il considérait comme une célébration du comportement immoral du gouvernement. Il déroba la plaque et exigea une rançon de 30 millions de dollars, c'est-à-dire l'équivalent de la somme qui avait été payée à l'Iran pour permettre la livraison d'armes aux Contras. Il fut arrêté, jugé, et il passa quelques jours en prison. C'est ainsi que Bill Breeden fut bel et bien la seule personne à être emprisonnée à la suite du scandale de l'Irangate.

Ce scandale n'est qu'un exemple parmi d'autres de ces opérations au cours desquelles le gouvernement américain viole ses propres lois pour poursuivre les objectifs qu'il s'est fixés en politique étrangère.

Rappelons que vers la fin de la guerre du Vietnam, en 1973, le Congrès avait voté le War Powers Act afin de limiter les prérogatives présidentielles dont on avait usé avec tant de brutalité en Indochine. Le War Powers Act stipulait : « Le président, dans tous les cas, doit consulter le Congrès avant d'engager les forces armées américaines dans une guerre ou dans des situations qui, au vu des circonstances, impliqueraient clairement un engagement imminent dans des hostilités. »

Cette loi, on l'a vu, fut presque immédiatement violée par le président Ford lors de l'affaire du *Mayaguez*. L'invasion de l'île cambodgienne et les bombardements eurent lieu sans que le Congrès ait été consulté.

À l'automne 1982, au Liban, où une terrible guerre civile faisait rage, le président Reagan engagea des troupes américaines dans une situation périlleuse. À cette occasion, il ne respecta pas le War Powers

Act. L'année suivante, environ deux cents de ces soldats furent tués dans un attentat à la bombe dirigé contre leur caserne.

Peu après, en octobre 1983 (certains observateurs prétendirent qu'il s'agissait justement de faire oublier le désastre libanais), Reagan donna l'ordre d'envahir la Grenade, petite île des Caraïbes. Le Congrès fut informé mais non consulté. Pour justifier cette invasion aux yeux de la population américaine, on prétendit que le coup d'État qui avait eu lieu dans l'île menaçait la vie de ressortissants américains (des étudiants de la faculté de médecine) et que les États-Unis ne faisaient que répondre à la demande expresse de l'Organisation des États des Petites Antilles.

Un article du *New York Times* du 29 octobre 1983 passé pratiquement inaperçu et signé du correspondant du journal, Bernard Gwertzman, niait complètement toutes ces explications : « La requête officielle d'aide militaire adressée aux États-Unis et à d'autres pays alliés a été faite par l'Organisation des États des Petites Antilles dimanche dernier à la demande des États-Unis eux-mêmes, qui souhaitaient démontrer qu'ils agissaient à l'appel de cette organisation. Les termes mêmes de la requête officielle ont été rédigés à Washington et transmis aux responsables antillais par des émissaires spéciaux américains. Cuba et la Grenade, lorsqu'ils apprirent que des navires américains naviguaient vers cette dernière, firent savoir au plus vite que les étudiants américains étaient sains et saufs et demandèrent que l'on renonce à cette invasion. [...] Il ne semble pas que l'administration ait jamais envisagé d'évacuer ces Américains par des moyens pacifiques. [...] Certains responsables ont confirmé qu'il n'y avait pas eu de tentative de négocier avec les autorités de la Grenade. [...] "Nous sommes arrivés à temps", a affirmé le président. [...] Un autre point reste sérieusement discutable : les Américains présents sur l'île couraient-ils effectivement un risque justifiant une invasion ? Aucun responsable américain n'a fourni la moindre preuve tangible qu'on les ait maltraités ni même qu'on les ait empêchés de partir. »

Selon un haut responsable américain qui se confia à Gwertzman, la vraie raison de cette invasion était que les États-Unis (décidés à effacer la blessure de leur défaite au Vietnam) voulaient faire la démonstration qu'ils restaient une grande puissance : « À quoi peuvent bien servir les manœuvres et les démonstrations de force si on ne s'en sert jamais ? »

Le lien entre l'intervention militaire américaine et la promotion de l'entreprise capitaliste a toujours été d'une évidence criante dans les Antilles. Au sujet de la Grenade, par exemple, un article du *Wall*

Street Journal du 29 octobre 1991 (neuf ans après l'invasion militaire américaine de l'île), parlait d'une « invasion des banques » et remarquait que, avec ses sept mille cinq cents habitants, la capitale comptait quelque cent dix-huit banques offshore (une pour soixante-quatre habitants). « Saint George's est devenu le Casablanca des Antilles, un paradis en expansion pour le blanchiment de l'argent, l'évasion fiscale et autres fraudes financières. »

Après avoir étudié le déroulement de plusieurs interventions militaires américaines, Stephen Shalom (*Imperial Alibis*), spécialiste des sciences politiques, concluait que les soldats morts dans ces interventions n'étaient pas morts « pour sauver les ressortissants américains qui auraient sans doute été plus en sécurité sans l'invasion américaine, mais pour prouver que Washington régnait sur les Antilles et qu'il était prêt à se livrer aux pires violences pour faire respecter sa volonté ». Shalom poursuivait : « Il y eut bien certaines situations au cours desquelles des citoyens américains avaient couru un véritable danger : comme les quatre religieuses qui avaient été assassinées par les Escadrons de la mort au Salvador en 1980. Mais, à cette occasion, nulle intervention militaire américaine ; pas de débarquement de *marines* ; pas de bombardements préventifs. Au lieu de cela, Washington accordait son soutien militaire et économique au régime des Escadrons de la mort ainsi qu'une formation militaire, un soutien diplomatique et le partage des informations. »

Le rôle historique des États-Unis au Salvador, où 2 % de la population possédaient 60 % des terres, avait toujours été de s'assurer que les gouvernements de ce pays favoriseraient les intérêts des entreprises américaines, quels qu'en puissent être les effets catastrophiques sur l'immense majorité de la population. Les révoltes populaires susceptibles de nuire à ces intérêts devaient être réprimées. Lorsqu'une de ces révoltes éclata en 1932, menaçant le régime militaire en place, les États-Unis envoyèrent un croiseur et deux destroyers pour soutenir le gouvernement – qui massacra trente mille Salvadoriens.

L'administration de Jimmy Carter ne changea rien à cette politique. Elle souhaitait des réformes en Amérique latine, mais certainement pas des révolutions susceptibles de menacer les intérêts commerciaux américains. En 1980, Richard Cooper, expert économique au département d'État, déclarait devant le Congrès qu'une répartition plus équitable des richesses était souhaitable. « Cependant, nous avons également grandement intérêt à voir se perpétuer ces systèmes économiques plutôt favorables. [...] Des bouleversements majeurs de ces systèmes pourraient [...] avoir d'énormes conséquences sur notre propre bien-être. »

En février 1980, l'archevêque catholique du Salvador, Oscar Romero, adressa un courrier personnel au président Carter pour lui demander d'interrompre l'aide militaire américaine au régime salvadorien. Peu avant, la garde nationale et la police nationale salvadoriennes avaient ouvert le feu sur une foule de manifestants massée devant la cathédrale, faisant vingt-quatre morts. L'administration Carter poursuivit son soutien militaire et l'archevêque Romero fut assassiné le mois suivant.

On eut bientôt quasiment la preuve que cet assassinat avait été organisé par Roberto d'Aubuisson, un dirigeant de l'extrême droite salvadorienne qui bénéficiait de la protection de Nicolas Carranza, ministre adjoint à la Défense, et que la CIA gratifiait chaque année de 90000 dollars. Terrible ironie, ce fut Elliot Abrams, sous-secrétaire d'État aux Droits de l'homme, qui fut chargé d'annoncer officiellement qu'Aubuisson n'était pas « impliqué dans ce meurtre ».

Lorsque Reagan fut élu président, l'aide militaire au gouvernement salvadorien augmenta de manière spectaculaire. De 1946 à 1979, elle avait été de 16,7 millions de dollars. Au cours de la première année de la présidence de Reagan, le montant passa à 82 millions de dollars.

Le Congrès fut tout de même suffisamment embarrassé par les assassinats au Salvador pour exiger, avant de voter de nouvelles aides, que le président se porte garant du progrès des droits de l'homme dans ce pays. Mais Reagan s'en moquait. Le 28 janvier 1982, on apprit que plusieurs villages paysans du Salvador avaient été rasés par les forces gouvernementales. Le lendemain, Reagan assura que le gouvernement salvadorien faisait de grands progrès dans le domaine des droits de l'homme. Trois jours après cette déclaration, les soldats saccagèrent les domiciles de pauvres gens à San Salvador même, expulsant les habitants avant de les exécuter.

Lorsque, à la fin de 1983, le Congrès vota une loi pour confirmer cette exigence de changement d'attitude dans le domaine des droits de l'homme, Reagan y opposa son veto.

Comme le prouvent les documents publiés par Mark Hertsgaard dans son livre *On Bended Knee*, la presse fut particulièrement frileuse et obséquieuse sous Reagan. Lorsque le journaliste Raymond Bonner continua ses enquêtes sur les crimes gouvernementaux au Salvador et sur le rôle des États-Unis, le *New York Times* le releva de ses fonctions. En 1981, Bonner avait déjà rendu compte du massacre de centaines de civils perpétré à El Mozote par un régiment de soldats entraînés par les États-Unis. L'administration Reagan s'offusqua de telles calomnies. Pourtant, en 1992, une équipe

d'anthropologues découvrit des squelettes sur les lieux du massacre. Il s'agissait pour la plupart de squelettes d'enfants. L'année suivante, une commission des Nations unies confirmait que des massacres avaient bien eu lieu à El Mozote.

L'administration Reagan, qui ne s'offusquait guère du comportement des juntes militaires au pouvoir en Amérique latine (au Guatemala, au Salvador, au Chili) tant qu'elles étaient « amicales » à l'égard des États-Unis, devenait hystérique dès qu'une dictature lui était hostile. Ce fut le cas du régime de Khadafi en Libye. En 1986, lorsque des terroristes non identifiés firent exploser une bombe dans une discothèque de Berlin-Ouest, tuant un soldat américain, la Maison-Blanche ordonna immédiatement des représailles. Khadafi était sans aucun doute responsable de divers actes terroristes, mais il n'y avait absolument aucune preuve qu'il l'ait été dans ce cas précis.

Reagan décida de frapper un grand coup. Des avions survolèrent Tripoli avec pour mission de bombarder le domicile de Khadafi. Les bombes tombèrent sur une ville surpeuplée, faisant selon certains diplomates en place à Tripoli une centaine de victimes. Khadafi en sortit indemne, mais l'une de ses filles adoptives fut tuée.

Le professeur Stephen Shalom écrit à propos de ces événements (*Imperial Alibis*) : « Si le terrorisme se définit comme une violence politiquement motivée perpétrée contre des cibles non militaires, alors l'un des actes de terrorisme international les plus spectaculaires de cette année est sans doute le raid américain sur la Libye. »

Au début de la présidence de Bush se produisit l'événement le plus important de la scène internationale depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1989, alors qu'un nouveau dirigeant, Mikhail Gorbatchev, venait de s'installer aux commandes de l'Union soviétique, le mécontentement longtemps réprimé du peuple russe contre la dictature du prolétariat (qui était rapidement devenue une dictature *contre* le prolétariat) explosa dans tous les pays du bloc soviétique.

Il y eut des manifestations gigantesques à travers toute l'Union soviétique et dans tous les pays de l'Est qu'elle opprimait depuis si longtemps. L'Allemagne de l'Est accepta la réunification avec l'Allemagne de l'Ouest, et le mur qui coupait Berlin en deux, symbole du contrôle archi-autoritaire de la République démocratique allemande sur sa population, fut abattu sous les yeux des citoyens des deux Allemagnes, ivres de joie. En Tchécoslovaquie, un nouveau gouvernement non communiste fut mis en place, dirigé par un auteur dramatique, ancien dissident détenu dans les prisons du régime, Vaclav Havel. En Pologne, en Bulgarie, en Hongrie, de

nouveaux régimes virent le jour, promettant la démocratie et la liberté. Et, chose extraordinaire, tout cela se passa sans guerres civiles, sous la seule pression de la volonté populaire.

Aux États-Unis, le parti républicain prétendit que la politique sans compromis de Reagan et l'augmentation des dépenses militaires avaient provoqué l'effondrement de l'Union soviétique. En fait, les changements avaient commencé bien avant, dès la mort de Staline, en 1953, et en particulier sous la responsabilité de Nikita Khrouchtchev. Un débat plus ouvert avait vu le jour à cette époque. Mais la ligne dure pratiquée par les États-Unis était vite devenue un obstacle à la libéralisation du régime. L'ancien ambassadeur américain en Union soviétique, George Kennan, écrivit que « l'extrémisme pendant la guerre froide avait plus retardé que hâté les grands changements qui ont renversé le régime soviétique à la fin des années 1980 ». Quand la presse et les politiciens américains exultèrent devant l'effondrement de l'Union soviétique, Kennan fit remarquer que non seulement la politique américaine durant la guerre froide avait retardé cet effondrement, mais qu'elle avait eu un coût terrible pour le peuple américain : « Cela nous a coûté quarante années de phénoménales et parfaitement vaines dépenses militaires. Nous devons également subir cette culture du nucléaire qui fait que le gigantesque et inutile arsenal nucléaire est devenu (et reste aujourd'hui encore) un véritable danger pour l'environnement et pour la planète. »

L'effondrement soudain de l'Union soviétique surprit totalement les responsables politiques américains. Des interventions militaires avaient eu lieu en Corée et au Vietnam – ainsi qu'à Cuba et en République dominicaine –, faisant de nombreux morts. L'aide militaire américaine s'était exportée partout à travers le monde – en Afrique, en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Asie – sous prétexte de répondre à la menace communiste de l'Union soviétique. Les citoyens américains avaient versé plusieurs milliers de milliards de dollars au travers de l'impôt pour maintenir un arsenal nucléaire et non nucléaire colossal ainsi que des bases militaires dans le monde entier. Tout cela pour contrer la « menace soviétique ».

Les États-Unis avaient désormais l'opportunité de redéfinir leur politique étrangère et de consacrer des milliards de dollars par an à des projets progressistes et sociaux.

Mais il n'en fut rien. Car en même temps que l'autosatisfaction exaltée (« Nous avons gagné la guerre froide ! »), un vent de panique se mit à souffler : « Comment continuer à soutenir notre complexe militaro-industriel ? »

Il apparut donc clairement – même si on avait pu le soupçonner auparavant – que la politique étrangère des États-Unis n'était pas essentiellement fondée sur son opposition à l'Union soviétique, mais plutôt sur la crainte que des révolutions n'éclatent dans certaines régions du monde. L'intellectuel radical Noam Chomsky affirme depuis longtemps que « le recours à la notion de sécurité nationale est un pur mensonge. Le cadre de la guerre froide aura finalement servi de prétexte à l'élimination des mouvements nationalistes indépendantistes, que ce soit en Europe, au Japon ou dans le tiers-monde » (*World Orders, Old and New*).

La menace que faisaient planer les « nationalismes indépendantistes » consistait en leur capacité à mettre en danger les gigantesques intérêts économiques américains. Les révolutions au Nicaragua, à Cuba, au Salvador ou au Chili menaçaient directement United Fruit, Anaconda Copper, ITT et bien d'autres multinationales. C'est ainsi que les interventions militaires à l'étranger, présentées à l'opinion publique comme motivées par l'« intérêt national », ne servaient en fait que des intérêts très spécifiques au bénéfice desquels le peuple américain a finalement dû sacrifier ses enfants et son argent.

Après l'effondrement de l'URSS, la CIA fut tenue de prouver qu'elle servait encore à quelque chose. Le *New York Times* du 4 février 1992 déclarait que, « dans un monde où l'ennemi de l'après-guerre a cessé d'exister, la CIA, avec sa poignée de filiales, avec ses satellites de plusieurs milliards de dollars et ses montagnes de dossiers confidentiels, doit d'une manière ou d'une autre se justifier devant l'opinion américaine ».

Le budget militaire resta considérable. La part consacrée spécifiquement à la guerre froide passa de 300 milliards de dollars à 280 milliards (7 % de réduction seulement). Le chef de l'état-major américain, Colin Powell, déclara : « Je veux que le reste du monde demeure terrifié. Et je ne dis pas ça de manière agressive. »

Comme pour démontrer que le phénoménal appareil militaire américain restait absolument nécessaire, l'administration Bush mena deux guerres en quatre ans : une « petite » guerre contre le Panamá et une guerre spectaculaire contre l'Irak.

À son arrivée au pouvoir en 1989, Bush ne fut pas satisfait pas la nouvelle attitude du dictateur du Panamá, le général Manuel Noriega. Le régime de Noriega était corrompu, brutal, autoritaire, toutes « qualités » qui n'avaient pas dérangé le président Reagan ni son vice-président George Bush tant que Noriega était resté utile aux États-Unis. Il avait coopéré avec la CIA dans bien des domaines. En particulier, nous l'avons dit, lors des opérations des Contras

contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua. Rappelons également que Bush, lorsqu'il était directeur de la CIA entre 1976 et 1977, avait protégé le général Noriega.

Quoi qu'il en soit, en 1987, Noriega avait perdu toute utilité et ses activités dans le commerce de la drogue éclataient au grand jour. Il devint une cible parfaite pour une administration soucieuse de prouver que les États-Unis, apparemment incapables de détruire le régime castriste à Cuba ou les sandinistes au Nicaragua, voire le mouvement révolutionnaire au Salvador, n'en gardaient pas moins la haute main sur l'Amérique centrale et les Antilles.

Sous prétexte de traîner Noriega devant les tribunaux pour trafic de drogue (une plainte avait été déposée contre lui en Floride) et de protéger quelques citoyens américains (un militaire et sa femme avaient été menacés par les soldats panaméens), vingt-six mille soldats américains envahirent Panamá en décembre 1989.

La victoire fut rapide. Noriega fut capturé et ramené en Floride pour y être jugé (où il fut condamné et emprisonné). Au cours de l'invasion, la banlieue de Panamá City fut bombardée et plusieurs centaines de civils, peut-être plusieurs milliers, trouvèrent la mort. Quatorze mille Panaméens se retrouvèrent sans abri. Mark Hertsgaard notait que les Américains, même en tenant compte des chiffres du Pentagone (quelques centaines de morts au cours de l'opération), avaient fait autant de victimes que les autorités chinoises lors de la tristement fameuse répression de la place Tiananmen à Pékin, six mois auparavant. Un gouvernement plus loyal vis-à-vis des États-Unis fut instauré au Panamá, mais la pauvreté et le chômage persistèrent. En 1992, le *New York Times* reconnaissait que l'invasion et le renversement de Noriega n'avaient pas « suffi à tarir l'afflux massif de stupéfiants en provenance du Panamá ». Mais un but au moins était atteint : rétablir l'autorité américaine au Panamá. Le journal révéla que « le président [du Panamá], ses principaux conseillers et l'ambassadeur des États-Unis, Dean Hinton, déjeunent ensemble une fois par semaine. Nombre de Panaméens estiment que c'est à ce moment-là que se prennent les décisions importantes concernant le pays ».

Certains démocrates libéraux, tels John Kerry et Edward Kennedy (Massachusetts), apportèrent leur soutien à cette opération militaire. Les démocrates, soucieux de montrer que la politique étrangère relevait essentiellement du consensus bipartisan, restaient ainsi fidèles à leur attitude traditionnelle de soutien fervent des interventions militaires à l'étranger. Ils semblaient également déterminés à prouver qu'ils étaient aussi « durs » que les républicains.

Néanmoins, l'intervention au Panamá était de trop faible envergure pour accomplir ce que les administrations Reagan et Bush désiraient à tout prix : lutter contre le rejet (depuis l'expérience du Vietnam en particulier) des interventions militaires à l'étranger de la part de l'opinion américaine.

Deux ans plus tard, la guerre contre l'Irak (dite « guerre du Golfe ») en fournit l'occasion. Sous la dictature impitoyable de Saddam Hussein, l'Irak avait envahi en août 1990 son petit voisin immensément riche en pétrole, le Koweït.

À cette époque, George Bush avait besoin de soigner sa popularité chez les électeurs américains. Le *Washington Post* du 16 octobre 1990 annonçait en une que « les sondages [montraient] une chute de confiance dans l'opinion publique : Bush plonge ». Le 28 octobre, le même journal annonçait que « certains observateurs au sein de son propre parti s'inquiètent de ce que le président se voie contraint de se lancer dans une guerre pour lutter contre l'érosion de sa popularité ».

Le 30 octobre, on décida secrètement de déclarer la guerre à l'Irak. Les Nations unies avaient réagi à l'invasion du Koweït en décrétant des sanctions à l'encontre de l'Irak. Tous les témoignages apportés devant le Congrès à l'automne de 1990 certifiaient que ces sanctions avaient déjà porté leurs fruits et que cette politique devait se poursuivre. Un rapport confidentiel de la CIA destiné au Sénat confirmait que les importations irakiennes avaient chuté de plus de 90 % à la suite de ces sanctions.

Pourtant, lorsque les élections de novembre confirmèrent la progression du vote démocrate au Congrès, Bush doubla le nombre de soldats américains dans le Golfe (500 000 soldats), mettant clairement en place une force plus offensive que défensive. Selon Elizabeth Drew, journaliste au *New Yorker*, le conseiller de Bush, John Sununu, « déclarait à l'envi qu'une guerre brève et couronnée de succès ferait parfaitement l'affaire de Bush et assurerait sa réélection ».

L'historien John Wiener, observant après coup le contexte dans lequel fut décidée l'entrée en guerre, écrivit que « Bush avait abandonné la politique de sanctions et opté pour la guerre parce que son calendrier, à l'approche des élections présidentielles de 1992, était avant tout politique ».

Ainsi, les aléas de la politique intérieure et le perpétuel désir de peser de façon décisive sur le contrôle des ressources pétrolières du Moyen-Orient furent les éléments clefs de la déclaration de guerre contre l'Irak. Après la fin de la guerre, alors que les représentants des treize nations productrices de pétrole étaient sur le point de se réunir

à Genève, le correspondant du *New York Times* affirma que, « suite à sa récente victoire militaire, l'Amérique [avait] désormais plus d'influence sur l'OPEP que n'importe quelle autre nation jusqu'ici ».

Bien entendu, ces motivations ne furent pas révélées à l'opinion publique. On prétendit que les États-Unis souhaitaient par-dessus tout libérer le Koweït de l'occupation irakienne. Les principaux médias se contentèrent de cette explication sans rappeler que d'autres pays avaient été envahis sans susciter un tel intérêt de la part des États-Unis (le Timor-Oriental par l'Indonésie, l'Iran par l'Irak, le Liban par Israël, le Mozambique par l'Afrique du Sud).

La plus stupéfiante justification de cette guerre fut que l'Irak était sur le point de fabriquer sa première bombe atomique. Les preuves avancées étaient pourtant extrêmement faibles. Avant la crise du Koweït, les services de renseignements occidentaux avaient estimé qu'il faudrait entre trois et dix ans à l'Irak pour fabriquer une arme nucléaire. Même si l'Irak était en mesure de fabriquer l'une de ces bombes en un an ou deux – estimation des plus pessimistes –, il n'avait pas les moyens de l'envoyer où que ce soit. En revanche, Israël disposait déjà d'armes nucléaires et les États-Unis en possédaient trente mille. L'administration Bush essayait clairement de créer une paranoïa nationale autour de cette bombe que l'Irak ne détenait pourtant pas encore.

Bush paraissait décidé à faire la guerre. À plusieurs occasions après l'invasion, il aurait été possible de négocier un retrait irakien du Koweït. Selon un article du *Newsday* du 29 août, l'Irak avait même fait quelques propositions en ce sens. Il n'y fut pas répondu. Lorsque le secrétaire d'État, James Bake, rencontra à Genève le ministre de la Défense irakien Tariq Aziz, les instructions de Bush se résumait à : « Pas question de négocier. »

Malgré des mois de campagne de la part de Washington à propos de la menace que représentait Saddam Hussein, les sondages montraient que moins de la moitié des Américains souhaitaient une intervention militaire.

En janvier 1991, éprouvant apparemment le besoin d'être soutenu, Bush demanda au Congrès de lui permettre de faire la guerre. Il ne s'agissait pas exactement d'une déclaration de guerre telle que l'exigeait la Constitution, mais depuis la Corée et le Vietnam cette clause de la Constitution semblait définitivement abandonnée. Même les « stricts constitutionnalistes » que se targuaient d'être les juges de la Cour suprême ne bougèrent pas.

Au Congrès, le débat fut assez vif. Il fut même interrompu, à un moment donné, par des manifestants installés dans la galerie et qui criaient : « Pas de sang en échange du pétrole ! » Ces manifestants

furent rapidement expulsés. De surcroît, il est fort probable que Bush était assuré du résultat du vote, faute de quoi il se serait sans doute passé de l'approbation du Congrès. Il y avait eu en effet des précédents dans ce domaine lors de la guerre de Corée, du Vietnam, ainsi que pour le Panamá et la Grenade.

Le Sénat approuva l'intervention militaire à une courte majorité mais la Chambre des représentants vota favorablement à une majorité plus large. Lorsque Bush donna l'ordre d'attaquer l'Irak, les deux chambres, à l'exception de quelques dissidents démocrates et républicains, votèrent pour le « soutien à l'effort de guerre et aux soldats engagés sur le terrain ».

Cela se passait à la mi-janvier 1991. Après que Saddam Hussein eut rejeté l'ultimatum qui lui ordonnait d'évacuer le Koweït, les États-Unis commencèrent leur guerre contre l'Irak. Cette opération reçut le nom de « Tempête du désert ». Le gouvernement et les médias avaient présenté l'armée irakienne comme une formidable puissance militaire, ce qui était pourtant loin d'être le cas. L'aviation américaine prit rapidement le contrôle total de l'espace aérien irakien, ce qui lui permit de bombarder à volonté.

En outre, les autorités américaines avaient également le contrôle total des ondes. L'opinion publique américaine fut submergée d'images télévisées montrant des bombes « intelligentes » et de propos rassurants sur les bombes laser dirigées avec une parfaite précision sur des objectifs militaires. Les principaux médias présentaient tout cela sans le moindre recul critique et sans poser la moindre question.

Cette totale confiance dans les « bombes intelligentes » épargnant les civils peut expliquer le glissement de l'opinion publique américaine : partagée au départ sur cette guerre, elle finit par apporter à 85 % son soutien à l'invasion. Plus important encore, ressurgissait l'idée, partagée par nombre d'opposants à la guerre, que critiquer l'intervention américaine lorsque des soldats américains sont engagés sur le terrain équivalait à les trahir. Dans tout le pays, des rubans jaunes étaient distribués en signe de soutien aux soldats qui se battaient en Irak.

En fait, on mentait à l'opinion sur le degré d'« intelligence » des bombes. Après avoir rencontré des anciens agents du renseignement et des officiers de l'aviation américaine, un correspondant du *Boston Globe* affirmait qu'environ 40 % des bombes guidées par laser lâchées pendant l'opération Tempête du désert avaient manqué leur cible.

John Lehman, secrétaire à la Marine du président Reagan, estimait qu'il y avait eu des milliers de victimes civiles. Le Pentagone

déclarait qu'il n'avait officiellement pas de chiffre précis. Un haut responsable du Pentagone déclara au *Boston Globe* : « À dire la vérité, nous ne nous intéressons guère à cet aspect des choses. »

Une dépêche de l'agence Reuters en provenance d'Irak fit état de la destruction d'un hôtel de soixante-treize chambres dans une ville au sud de Bagdad. Un Égyptien témoignait à cette occasion : « Ils ont bombardé l'hôtel avec des familles à l'intérieur, puis ils sont revenus pour frapper une seconde fois. » Reuters affirmait également que les raids aériens américains avaient commencé avec des bombes radioguidées, mais que quelques semaines plus tard on avait fait appel aux fameux B-52, qui transportaient des bombes conventionnelles impliquant évidemment moins de précision dans les bombardements.

Les journalistes américains présents ne pouvaient pas approcher de près le théâtre des opérations et leurs articles étaient soumis à la censure. À l'évidence, se souvenant de l'effet sur l'opinion publique des reportages effectués pendant la guerre du Vietnam, le gouvernement Bush avait décidé de ne prendre aucun risque.

Un reporter du *Washington Post*, se plaignant du contrôle exercé sur l'information, écrivait le 22 janvier 1991 : « Les bombardements [...] engagent des dizaines de B-52 à haute altitude équipés d'un nombre impressionnant de bombes conventionnelles. Mais le Pentagone interdit les entretiens avec les pilotes de ces B-52, se refuse à nous montrer des images des opérations en cours et ne répond à aucune de nos questions sur les objectifs fixés à cet appareil qui est l'un des plus meurtriers et l'un des moins précis de l'armada aérienne composée de deux mille avions américains et alliés présents dans la région du Golfe. »

À la mi-février, l'aviation américaine lâcha ses bombes sur un abri anti-aérien de Bagdad, tuant entre quatre et cinq cents personnes. Un journaliste de l'Associated Press, l'un des rares à avoir été autorisés à se rendre sur place, affirmait que « la plupart des corps retrouvés étaient carbonisés et mutilés, rendant impossible toute identification. À l'évidence, des cadavres d'enfants se trouvaient parmi ces corps ». Le Pentagone prétendit qu'il s'agissait d'une cible militaire, mais le journaliste de l'Associated Press déclara qu'« on ne trouvait aucune trace de présence militaire sous les décombres de l'abri ». D'autres journalistes qui se trouvaient sur place confirmèrent ses propos.

Après la guerre, quinze rédacteurs en chef de journaux publiés à Washington se plaignirent du « contrôle quasi total sur la presse américaine » exercé par le Pentagone pendant la guerre du Golfe.

Pourtant, durant cette guerre, les commentateurs des principales chaînes de télévision s'étaient comportés comme s'ils avaient été au service du gouvernement américain. Dan Rather, par exemple, correspondant de CBS en poste en Arabie saoudite et sans doute le plus omniprésent des journalistes au cours de la guerre, affirmait à propos d'un film qui montrait une bombe radioguidée ayant frappé un marché et fait de nombreuses victimes civiles qu'« on [pouvait] être sûr que Saddam Hussein [saurait] profiter de ces victimes à des fins de propagande ».

Comme le rapporte Ed Siegel, un journaliste du *Boston Globe*, lorsque le gouvernement soviétique proposa de négocier l'évacuation du Koweït avant qu'une guerre au sol ne fût entreprise, le correspondant de CBS, Lesley Stahl, demanda à un autre journaliste : « Ne serait-ce pas le pire des scénarios cauchemar ? Les Soviétiques n'essaient-ils pas de nous arrêter ? »

La dernière étape de cette guerre, six semaines après son début, fut une attaque au sol qui rencontra aussi peu de résistance que les raids aériens. Malgré la certitude de l'emporter sur une armée en totale déroute, l'aviation américaine continua de bombarder les soldats irakiens en fuite qui quittaient en masse Koweït City. Un journaliste qualifiait la scène d'« enfer sans nom, [...] testament sanglant. À l'est comme à l'ouest, le sable était jonché des corps des soldats en fuite ».

Michael Howard, professeur d'histoire militaire à Yale, citait dans le *New York Times* du 28 janvier 1991 le stratège militaire Clausewitz, qui affirmait en son temps que, si « un massacre sanguinaire est un acte assez atroce pour nous faire considérer plus sérieusement la guerre, cela ne nous autorise pas à suspendre notre glaive au nom de l'humanité ». Howard continuait : « Dans ce duel des volontés, il n'en reste pas moins qu'il s'agit en fin de compte de choisir entre tuer ou être tué. »

Les conséquences humaines de la guerre apparurent avec une brutale évidence lorsqu'elle fut terminée. On apprit alors que les bombardements sur l'Irak avaient entraîné la famine, la maladie ainsi que la mort de dizaines de milliers d'enfants. Une équipe des Nations unies visitant l'Irak juste après la guerre concluait que « le récent conflit [avait] eu des conséquences quasi apocalyptiques sur les infrastructures. [...] La plupart des outils permettant de garantir des conditions de vie modernes [avaient] été détruits ou terriblement endommagés ».

Une équipe médicale de Harvard nous apprit en mai 1991 que la mortalité infantile avait brusquement augmenté et que, par rapport

à l'année précédente, cinquante-cinq mille enfants de plus étaient morts dans les quatre premiers mois de l'année (la guerre avait duré du 15 janvier au 28 février 1991).

Le directeur d'un service d'obstétrique de Bagdad déclara à un journaliste du *New York Times* que, pendant la première nuit de bombardement sur Bagdad, l'électricité avait été coupée : « Les mères sortaient leurs enfants des incubateurs, leur enlevaient leurs intraveineuses. D'autres ont été sortis des tentes à oxygène et les femmes allaient dans la cave, où il faisait moins chaud. Cette nuit-là, au cours des douze premières heures du bombardement, j'ai perdu quarante prématurés. »

Bien que Saddam Hussein eût été décrit par les autorités et par la presse américaines comme un nouvel Hitler, la guerre prit fin sans que l'armée alliée ne pénètre dans Bagdad, le laissant ainsi au pouvoir. Les États-Unis avaient apparemment choisi de le fragiliser sans toutefois l'éliminer, de manière à le maintenir en place contre l'Iran. Au cours des années qui avaient précédé la guerre du Golfe, les États-Unis avaient vendu aussi bien des armes à l'Iran qu'à l'Irak et soutenu alternativement l'un et l'autre selon la stratégie classique de l'« équilibre des forces ».

Pour la même raison, les États-Unis ne soutinrent pas, après la guerre, les opposants irakiens qui voulaient renverser le régime de Saddam Hussein. Datée du 26 mars 1991, une dépêche du *New York Times* émanant de Washington révélait que, « selon les affirmations de certains officiels et quelques informations anonymes, le président Bush [avait] décidé de laisser le président Saddam Hussein mater les mouvements de révolte intérieurs sans intervenir plutôt que de risquer de voir l'Irak s'effondrer ».

On abandonnait ainsi à leur triste sort la minorité kurde qui se rebellait contre Saddam Hussein et certains éléments anti-Hussein au sein de la population irakienne. Le *Washington Post* du 3 mai 1991 faisait état « d'importantes défections de militaires, au sein de l'armée irakienne, qui auraient pu prendre la tête de la rébellion kurde mais qui ne se sont jamais réellement décidés tant ils semblaient convaincus que les États-Unis ne les soutiendraient pas ».

Zbigniew Brzezinski, jadis conseiller de Carter à la Sécurité nationale, donna un mois après la fin de la guerre son avis sur ses avantages et ses inconvénients : « Les gains sont indubitablement fantastiques. D'abord, une scandaleuse agression a été condamnée et punie. [...] Ensuite, la puissance militaire américaine sera désormais prise au sérieux. [...] Enfin, le Moyen-Orient et le golfe Persique entrent maintenant clairement dans la zone d'influence américaine. »

Néanmoins, Brzezinski s'inquiétait de « certaines conséquences négatives » des événements. Par exemple, « l'extrême violence des bombardements aériens sur l'Irak pourrait apparaître comme la preuve que les Américains n'accordent aucune valeur aux vies arabes. [...] Et cela pose la question éthique de la proportionnalité de la réponse militaire ».

Cette question concernant le peu de valeur accordée aux vies arabes est particulièrement soulignée par le fait que la guerre du Golfe avait provoqué une forte réaction anti-arabe aux États-Unis même, où l'on vit d'ailleurs des Américains d'origine arabe insultés, battus et même menacés de mort. On vit également apparaître sur les pare-brise des autocollants affirmant : « Je ne freine pas pour les Irakiens. » Un homme d'affaires américain d'origine arabe fut roué de coups à Toledo (Ohio).

Le jugement modéré de Brzezinski sur la guerre du Golfe peut être considéré comme le reflet de la position du parti démocrate. Il avait soutenu l'administration Bush. Il était satisfait des résultats. Il regrettait quelque peu les victimes civiles. Mais il ne s'y opposait pas fermement.

Le président George Bush était également satisfait. À la fin de la guerre, il déclara sur les ondes des radios : « Le spectre du Vietnam a définitivement été enterré dans les sables du désert de la péninsule Arabique. »

L'appareil médiatique applaudit à tout rompre. Les deux principaux magazines d'informations, *Time* et *Newsweek*, firent paraître des éditions spéciales se réjouissant de la victoire américaine. Sans mentionner d'aucune façon les morts irakiens, ils soulignèrent le fait qu'il n'y avait eu que quelques centaines de pertes du côté américain. L'éditorial du *New York Times* du 30 mars 1991 déclarait : « La victoire de l'Amérique dans la guerre du Golfe [...] offre de bonnes raisons de féliciter l'armée américaine qui a brillamment exploité sa force de feu et sa mobilité en effaçant du même coup le souvenir de ses terribles difficultés au Vietnam. »

Un poète noir de Berkeley (Californie), June Jordan, voyait cela d'un autre œil : « Je vous avertis, c'est juste un flash. Exactement comme le crack. Ça ne dure jamais longtemps. »

Chapitre XXII
La résistance ignorée

Au début des années 1990, un collaborateur du magazine *New Republic*, commentant favorablement, dans les colonnes du *New York Times*, un livre sur l'influence d'éléments dangereusement antipatriotiques au sein de la communauté intellectuelle américaine, informait ses lecteurs sur l'existence d'une « culture d'opposition permanente » aux États-Unis.

Cette culture existait en effet. En dépit du consensus bipartisan de Washington, qui limitait les possibilités de réforme et permettait au capitalisme et au militarisme de se maintenir et à une poignée d'individus d'accaparer richesse et pouvoir, des millions d'Américains, voire des dizaines de millions, refusaient activement ou silencieusement de rentrer dans le rang. Leur activisme fut très largement ignoré par les médias. Ce sont pourtant eux qui formaient cette « culture d'opposition permanente ».

Le parti démocrate, soucieux de l'opinion de ces Américains dont il dépendait à chaque élection, lui portait une attention forcément limitée par son souci de servir les intérêts économiques privés. De même, le réformisme social des démocrates butait sur la dépendance générale du système vis-à-vis du complexe militaro-industriel américain. Rappelons que la guerre contre la pauvreté décrétée par le président Lyndon Johnson dans les années 1960 avait été victime de la guerre du Vietnam et que la politique sociale de Jimmy Carter avait été contrecarrée par son souci d'affecter des sommes phénoménales au budget de la Défense, destiné pour l'essentiel à fabriquer un maximum d'armes nucléaires.

Durant les années Carter, un mouvement modeste mais résolu contre l'armement nucléaire se développa. Ses initiateurs étaient

ces mêmes chrétiens pacifistes qui s'étaient déjà distingués pendant la guerre du Vietnam. On retrouvait parmi eux l'ancien prêtre Philip Berrigan et sa femme, Elizabeth McAlister, une ancienne religieuse. Les membres de ce groupe étaient continuellement arrêtés à la suite d'actes non violents – pénétrer dans des secteurs interdits, par exemple, ou verser leur sang sur les symboles de la machine de guerre américaine – au cours de manifestations antinucléaire devant le Pentagone et la Maison-Blanche.

En 1980, des délégations de militants pacifistes venus de tout le pays multiplièrent les manifestations devant le Pentagone. Plus d'un millier d'individus furent alors arrêtés pour désobéissance civile passive.

En septembre de la même année, Philip Berrigan, son frère Daniel (père jésuite et poète), Molly Rush (mère de six enfants) et Anne Montgomery (religieuse et travailleuse sociale auprès des jeunes fugueurs et des prostituées de Manhattan) réussirent à s'introduire, avec quatre de leurs amis, dans l'usine de la General Electric de King of Prussia (Pennsylvanie), qui produisait des ogives nucléaires. Ils endommagèrent à coups de masse deux têtes nucléaires et versèrent leur sang sur les missiles, les plans et les bureaux. Arrêtés et condamnés à plusieurs années d'emprisonnement, ils déclarèrent qu'ils voulaient illustrer un propos de la Bible qui préconisait de changer les « épées en socs de charrue ».

Ils soulignèrent la part énorme des impôts affectée à la production d'armement : « La General Electric ponctionne quotidiennement 3 millions de dollars sur le Trésor public, un formidable vol à l'égard des pauvres. » Avant le procès de ceux qu'on appela les « Huit à la Charrue », Daniel Berrigan écrivit dans le *Catholic Worker* : « Je ne suis pas en mesure de dire ce qu'il adviendra de tout cela, si nous serons entendus par d'autres qui répondront à notre appel – petit à petit ou rapidement – ou si nous ne réussirons pas à les entraîner – et alors le mouvement s'arrêtera pour un temps. Peut-être serons-nous montrés du doigt et tenus pour fous. Alors, on respire un bon coup et on tente sa chance. » En fait, le mouvement antinucléaire ne s'essouffla pas. Au cours des dix années suivantes, il se développa dans tout le pays. La petite poignée d'hommes et de femmes qui se faisaient emprisonner volontairement afin que d'autres s'arrêtent un instant pour réfléchir entraîna finalement derrière elle des millions d'Américains effrayés à l'idée d'un possible holocauste nucléaire et révoltés par les milliards de dollars affectés à la production d'armement alors même que certaines personnes manquaient du plus strict nécessaire.

Même les jurés, issus de la classe moyenne de Pennsylvanie, qui condamnèrent Berrigan et ses camarades, manifestèrent une étonnante sympathie pour leur cause. L'un d'entre eux, Michael DeRosa, déclara à un journaliste : « Je n'ai jamais pensé qu'ils désiraient vraiment commettre un crime, ils voulaient seulement protester. » Un autre juré, Mary Ann Imgram, avoua que le jury avait discuté de cela : « En fait, on ne voulait pas vraiment les condamner pour quoi que ce soit. Mais nous avons dû le faire quand même parce que le juge répétait qu'il fallait obéir à la loi. Ces gens ne sont pas des criminels. Ils essaient de faire quelque chose de bien pour leur pays. Mais le juge nous a dit que la question du nucléaire n'était pas le sujet. »

Le budget militaire colossal voulu par Reagan provoqua bien entendu un mouvement d'ampleur nationale contre les armes nucléaires. Lors des élections qui le portèrent à la présidence en 1980, des référendums locaux furent organisés dans trois districts de l'ouest du Massachusetts. Ils interrogeaient les électeurs sur la possibilité d'un accord américano-soviétique sur le gel de l'armement nucléaire et leur demandaient si le Congrès devrait consacrer une part du budget de l'armée à des usages civils. Deux groupes pacifistes travaillèrent pendant des mois sur cette campagne. Tous les districts répondirent par l'affirmative aux deux questions, y compris ceux qui votèrent ensuite pour Reagan. Entre 1978 et 1981, des référendums de même nature organisés à San Francisco, à Berkeley, à Oakland, à Madison et à Detroit obtinrent des résultats semblables.

Les femmes étaient aux avant-postes de ce mouvement. Randall Forsberg, jeune spécialiste des armes nucléaires, créa un Conseil pour le gel des armements nucléaires, dont le programme – un gel américano-soviétique de la production de nouvelles armes nucléaires – fut distribué dans tout le pays. Peu après l'élection de Reagan à la présidence, deux mille femmes se réunirent à Washington pour marcher sur le Pentagone. Elles formèrent un gigantesque cercle autour du bâtiment en se tenant par la main et par des écharpes. Cent quarante d'entre elles furent arrêtées pour avoir bloqué l'accès au Pentagone.

Un petit groupe de médecins organisa des réunions un peu partout afin d'expliquer aux citoyens les effets d'une guerre nucléaire sur la santé. Ils formaient le noyau des Physicians for Social Responsability. Helen Caldicott, la présidente du groupe, en était la responsable la plus célèbre et la plus éloquente. Au cours d'une réunion publique, Howard Hiatt, doyen de l'École de santé publique de Harvard, fit une description dramatique des

conséquences de l'explosion d'une bombe nucléaire de vingt mégatonnes larguée sur la ville de Boston. Deux millions de personnes en mourraient certainement. Les survivants seraient brûlés, rendus aveugles et/ou handicapés. En cas de guerre nucléaire, que ferait-on des vingt-cinq millions de brûlés graves, sachant que le pays ne pouvait faire face qu'à deux cents cas de ce type ?

Au début de l'administration Reagan, la majorité des évêques catholiques américains réunis en synode se déclarèrent contre l'usage de l'arme nucléaire. En novembre 1981, la question du nucléaire fit l'objet de cent cinquante et un rassemblements sur les campus universitaires. Le même mois, à Boston, lors d'élections locales, une résolution réclamant l'augmentation des fonds fédéraux affectés aux programmes sociaux par le biais d'une « réduction des budgets destinés à la fabrication d'armes nucléaires et aux programmes d'interventions militaires à l'étranger » l'emporta à la majorité dans les vingt-deux quartiers de la ville, y compris chez les ouvriers noirs et blancs.

Le 12 juin 1982, la plus grande manifestation politique de l'histoire du pays eut lieu au Central Park de New York. Près d'un million de gens s'y retrouvèrent pour affirmer leur volonté de mettre fin à la course aux armements.

Certains scientifiques qui avaient travaillé sur la bombe atomique rejoignirent ce mouvement en plein essor. George Kistiakowsky, professeur de chimie à Harvard, qui avait travaillé sur la première bombe atomique et était ensuite devenu le conseiller scientifique du président Eisenhower, fut l'un des porte-parole du mouvement pour le désarmement. Ses derniers propos publics, avant qu'il ne décède du cancer à l'âge de quatre-vingt-deux ans, furent reproduits dans l'éditorial du *Bulletin of Atomic Scientists* de décembre 1982 : « C'est un mourant qui vous parle. Laissez tomber les systèmes. Le temps nous est compté avant que le monde n'explose. Concentrez-vous plutôt sur le rassemblement de tous ceux qui pensent comme vous en un grand mouvement en faveur de la paix tel qu'il n'en a jamais existé auparavant. »

Au printemps 1983, l'idée du gel des armements nucléaires avait été acceptée par trois cent soixante-huit villes et conseils de comté à travers le pays, par quatre cent quarante-quatre assemblées municipales, par dix-sept parlements d'État et par la Chambre des représentants. Un sondage de l'Institut Harris indiquait alors que 79 % de la population souhaitait un accord américano-soviétique sur le gel des armements nucléaires. Selon un sondage de l'Institut Gallup, 60 % des chrétiens évangélistes (près de quarante millions

d'individus pourtant plutôt conservateurs et partisans de Reagan) étaient favorables au gel des armements nucléaires.

Un an après le grand rassemblement de Central Park, on comptait environ trois mille groupes pacifistes aux États-Unis. De plus, le refus du nucléaire trouvait un écho dans le domaine de la culture – livres, magazines, théâtre, films. Le livre de Jonathan Schell contre la course aux armements, *The Fate of the Earth*, devint un best-seller national. Un documentaire sur la course aux armements réalisé au Canada fut interdit d'antenne par l'administration Reagan, mais une cour fédérale ordonna que l'interdiction soit levée.

En moins de trois ans, un retournement radical s'était opéré dans l'opinion publique. À l'époque de l'élection de Reagan, le patriotisme était très fort – exacerbé par les crises récentes des otages détenus en Iran et de l'invasion soviétique en Afghanistan. Une enquête du Centre de recherches sur l'opinion publique de l'université de Chicago avait révélé que seuls 12 % des individus interrogés pensaient que les dépenses américaines en armement étaient excessives. Lorsque ce centre fit un nouveau sondage au printemps 1982, le chiffre était passé à 32 %. Un an après, un sondage commandé par le *New York Times* et CBS News indiquait qu'il atteignait désormais 48 %. Le mouvement pacifiste exprimait également son refus de l'incorporation. Lorsque le président Carter, en réponse à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, avait décidé le recensement des jeunes en vue d'une incorporation militaire, plus de huit cent mille personnes (10 % de la population concernée) n'avaient pas répondu à l'appel. Une certaine Isabella Leitner écrivit au *New York Times* : « Il y a trente-six ans, j'étais face aux fours crématoires. La plus ignoble des puissances mondiales s'était promis de me faire disparaître du cycle de la vie. De ne pas me laisser connaître la joie de donner la vie. Armée de ses formidables canons et de son immense haine, cette puissance pensait pouvoir rivaliser avec les forces de la vie. J'ai survécu aux formidables canons, et à chaque sourire de mon fils ils devenaient moins effrayants. Ce n'est pas à moi, monsieur, d'offrir le sang de mon fils pour servir de lubrifiant à la prochaine génération de canons. Moi et mon unique fils, nous ne participons plus au cycle de la mort. »

Un ancien proche de Nixon, Alexander Haig, déclara au cours d'un entretien accordé au journal français *Politique internationale* que les États-Unis pourraient à nouveau connaître la situation qui avait contraint Nixon à supprimer la conscription. « Aujourd'hui, ajoutait-il, il y a une Jane Fonda à tous les coins de rue. »

James Peter, l'un de ces jeunes qui refusèrent de s'inscrire sur les listes d'incorporation, écrivit une lettre ouverte au président Carter : « Monsieur le président, le 23 juillet 1980, je suis supposé me rendre au bureau de poste local afin de m'inscrire pour le service armé. Je tiens donc à vous informer, Monsieur le président, que je n'irai ni le 23 juillet ni à aucune date ultérieure. [...] Nous savons que le militarisme a fait tort à l'espèce humaine de toutes les manières imaginables. »

Lorsqu'il prit ses fonctions, Ronald Reagan hésita à continuer cette nouvelle politique d'incorporation. Selon son secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, « le président Reagan [pensait] que s'en remettre à l'incorporation pour résoudre les problèmes d'effectifs militaires ne [pouvait] qu'entraîner des troubles publics comparables à ceux des années 1960 et 1970 ». William Beecher, un ancien journaliste spécialiste du Pentagone, écrivit en novembre 1981 que Reagan était « visiblement soucieux, voire inquiet, du mécontentement et de la défiance croissante vis-à-vis de la stratégie nucléaire des États-Unis, tant dans les villes européennes que sur les campus universitaires américains ».

Dans l'espoir d'affaiblir cette opposition, l'administration Reagan se mit à poursuivre en justice les réfractaires. L'un de ceux qui furent menacés de prison, Benjamin Sasway, évoqua l'intervention militaire américaine au Salvador comme une excellente raison de refuser de se laisser enregistrer sur les listes d'incorporation.

Excédé par le cas de Benjamin Sasway, un journaliste de la droite conservatrice (William A. Rusher, de la *National Review*) s'indigna qu'on puisse compter, au sein de l'héritage des années 1960, une nouvelle génération de prêcheurs pacifistes : « Il est presque certain qu'un professeur – voire plusieurs professeurs – a appris à Benjamin Sasway à considérer la société américaine comme un ennemi cynique, exploiteur et matérialiste du progrès humain. La génération des manifestants du Vietnam entre aujourd'hui dans la trentaine et ceux qui sont devenus universitaires se sont d'ores et déjà infiltrés dans les facultés, les lycées et les collèges de notre pays. [...] Quelle pitié que notre jurisprudence ne nous autorise pas à atteindre et à châtier les véritables responsables de cette mentalité destructrice ! »

La politique reaganienne de soutien à la dictature du Salvador ne soulevait pas l'enthousiasme général. Le président venait à peine de prendre ses fonctions quand un reportage parut dans le *Boston Globe* : « On a pu assister à une scène digne des années 1960. Un rassemblement d'étudiants de Harvard hurlant des slogans pacifistes, une marche aux flambeaux à travers les rues de Cambridge. [...]

Deux mille personnes, pour la plupart des étudiants, se sont rassemblées pour protester contre l'implication des États-Unis au Salvador. [...] Les étudiants du MIT, de l'université et du collège de Boston, de l'université du Massachusetts, de Brandeis, de Suffolk, de Dartmouth, du Northeastern, de Vassar, de Yale et de Simmons étaient présents. »

Au printemps 1981, lors des cérémonies de remise des diplômes à l'université de Syracuse, alors que le secrétaire d'État de Reagan, Alexander Haig, se voyait remettre un doctorat *honoris causa* de service public, deux cents étudiants et enseignants de l'établissement lui tournèrent ostensiblement le dos. Selon les journalistes, « à chaque pause du discours [de Haig], qui dura quinze minutes, on entendait crier : "De l'humanitaire, pas du militaire !", "Quittons le Salvador !" ou "Les armes américaines tuent les religieuses américaines !" »

Ce dernier slogan faisait référence à l'exécution, à l'automne 1980, de quatre religieuses américaines par les soldats salvadoriens. Des milliers de citoyens salvadoriens étaient assassinés chaque année par des Escadrons de la mort soutenus par les États-Unis. L'opinion publique américaine commençait à s'intéresser aux événements qui se déroulaient dans ce petit pays d'Amérique centrale.

Comme il est d'usage dans le domaine de la politique étrangère des États-Unis, il n'était pas question de démocratie. On ignorait tout bonnement l'opinion publique. Un sondage commandé par le *New York Times* et CBS News au printemps 1982 indiquait que 16 % seulement des personnes interrogées étaient favorables à l'aide économique et militaire apporté par Reagan au Salvador.

Au printemps 1983, on apprit que Charles Clemens, un médecin américain, travaillait auprès des rebelles salvadoriens. Il avait été pilote dans l'aviation américaine dans le Sud-Est asiatique. Écœuré par la politique américaine dans cette région et témoin des mensonges gouvernementaux, il avait refusé d'accepter toute autre mission. Après avoir été mis en observation dans un hôpital psychiatrique, il fut déclaré psychologiquement inapte au service et renvoyé de l'armée. Il suivit ensuite des cours de médecine et rejoignit volontairement la guérilla salvadorienne.

Au début des années 1980, la presse parlait beaucoup de l'individualisme d'une nouvelle génération d'étudiants et de lycéens, dressant le portrait d'adolescents plus soucieux de leur propre avenir que de politique. Pourtant, à Harvard, lors de la remise des diplômes de 1983, l'écrivain mexicain Carlos Fuentes critiqua l'intervention américaine en Amérique latine et déclara : « Parce que nous sommes vos vrais amis, nous ne vous permettrons pas de vous

conduire en Amérique latine comme l'Union soviétique le fait en Europe et en Asie centrale. » Il fut interrompu une vingtaine de fois par les applaudissements et reçut une véritable ovation à la fin de son discours.

Parmi mes propres étudiants à l'université de Boston, je n'ai jamais remarqué cet égoïsme et ce manque d'intérêt pour les autres que la presse évoquait constamment dans les années 1980. Dans les journaux d'étudiants de cette époque, on peut trouver des propos tels que ceux-ci :

Un étudiant : « Pensez-vous que tout ce qui a pu arriver de bon dans le monde ait le moindre rapport avec l'action des gouvernements ? Je travaille à Roxbury [un quartier noir des environs de Boston], je sais que le gouvernement ne fait rien pour les gens de Roxbury, ni pour les autres, d'ailleurs. Il ne se démène que pour ceux qui ont de l'argent. »

Un diplômé d'une école catholique : « L'Amérique, pour moi, c'est une société, une culture. L'Amérique, c'est chez moi. Si quelqu'un venait pour me voler cette culture, alors peut-être qu'il y aurait une raison de résister. En tout cas, je n'irai certainement pas mourir pour l'honneur du *gouvernement*. »

Une jeune fille : « Issue de la classe moyenne blanche, je n'ai jamais eu à subir la discrimination. Mais ce que je peux dire, c'est que si quelqu'un essayait de me faire asseoir dans des salles de classe séparées, utiliser des lavabos séparés ou des trucs comme ça, je lui foutrais mon pied au cul. [...] Les gens n'ont pas besoin qu'on écrive leurs droits sur des papiers. S'ils s'estiment trompés ou injustement traités par un gouvernement ou une quelconque autorité, ils peuvent lutter directement contre ces injustices. Si on regarde les déclarations [...] de droits ou les lois, on voit qu'en fait ce sont les gouvernements, les autorités et les entreprises qui ont besoin de lois et de droits pour se protéger de la pression directe, physique, du peuple. »

En dehors des campus universitaires, il existait dans tout le pays des formes de résistance à la politique gouvernementale très largement ignorées. Au début de la présidence de Reagan, une dépêche provenant de Tucson (Arizona) parlait de « manifestants, généralement d'âge moyen », qui protestaient devant le bâtiment fédéral contre l'implication de l'Amérique au Salvador. Plus d'un millier de personnes défilèrent dans la ville pour commémorer l'anniversaire de l'assassinat de l'archevêque salvadorien Romero, qui s'était opposé aux Escadrons de la mort.

Plus de soixante mille Américains s'engagèrent par écrit à se mobiliser par tous les moyens, y compris la désobéissance civile,

si Reagan décidait d'envahir le Nicaragua. Lorsque le président décréta un blocus à l'encontre de ce pays dans l'objectif d'en renverser le gouvernement, des manifestations eurent lieu dans tout le pays. Dans la seule ville de Boston, cinq cent cinquante manifestants furent arrêtés.

La politique de Reagan en Afrique du Sud suscita également des centaines de mouvements d'opposition. Reagan ne souhaitait manifestement pas que la minorité blanche aux commandes du pays cède la place au Congrès national africain (le parti de Nelson Mandela), qui représentait la majorité de la population noire. Dans ses mémoires, Cherster Crocker, sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, juge Reagan parfaitement « insensible » aux conditions de vie des Noirs en Afrique du Sud. En 1986, l'opinion publique obligea cependant le Congrès à voter, malgré le veto du président Reagan, des sanctions économiques contre le gouvernement d'Afrique du Sud.

La politique draconienne de Reagan à l'encontre des budgets sociaux fut considérée aux États-Unis comme l'expression d'un mépris manifeste vis-à-vis des besoins humains les plus fondamentaux. Cette politique entraîna de véritables réactions de colère. Au printemps et à l'été 1981, les habitants de l'est de Boston descendirent dans les rues. Pendant cinquante-cinq jours, les artères principales de la ville ainsi que le Summer Tunnel furent bloquées aux heures de pointe afin de protester contre les coupes pratiquées dans les budgets affectés aux pompiers, à la police et à l'éducation. Le superintendant de la police, John Doyle, déclara que « tout ces gens se [souvenaient] sans doute des leçons apprises au cours des années 1960-1970 ». Le *Boston Globe* indiquait que « les manifestants de l'est de Boston [étaient] pour la plupart d'âge moyen, issus des classes moyennes et ouvrières, et [reconnaissaient] n'avoir jamais manifesté pour quoi que ce soit auparavant ».

À l'automne 1982, l'agence United Press International écrivait : « Révoltés par les licenciements économiques, les diminutions de salaires et l'insécurité de l'emploi, de nombreux instituteurs [avaient] décrété une grève nationale. La grève des instituteurs qui a touché la semaine dernière sept États, du Rhode Island à Washington, a laissé près de trois cent mille élèves à la porte des établissements scolaires. »

Sous prétexte que l'art véritablement digne de ce nom serait toujours soutenu par le mécénat privé, l'administration Reagan réduisit également les subventions destinées aux milieux artistiques. À New York, bien que deux cents personnalités du spectacle aient manifesté, défilé, lu des pièces, chanté des chansons et refusé

d'obéir aux ordres de dispersion donnés par la police, deux théâtres historiques de Broadway furent rasés afin de permettre l'édification d'un hôtel de luxe de cinquante étages. À cette occasion, la police arrêta même de nombreuses vedettes, parmi lesquelles l'acteur Richard Gere.

À propos de certains événements ayant eu lieu pendant la première semaine du mois de janvier 1983, David Nythan, du *Boston Globe*, écrivit : « Quelque chose se prépare dans ce pays qui n'augure rien de bon pour ceux qui, à Washington, feignent de l'ignorer. Les gens sont passés de l'inquiétude à la colère et expriment leurs frustrations en mettant à l'épreuve les forces de l'ordre. » Il dressait ensuite une liste d'exemples : « Au début de 1983, lorsqu'un professeur d'informatique de cinquante ans, leader d'une grève d'enseignants à Little Washington (Pennsylvanie), fut envoyé en prison, deux mille personnes manifestèrent devant le bâtiment pour exprimer leur soutien. La *Post-Gazette* de Pittsburgh qualifiait ce rassemblement de "plus important rassemblement protestataire dans le comté de Washington depuis la 'révolte du whisky' en 1794". »

Dans la région de Pittsburgh, lorsqu'on décida la vente des biens hypothéqués de petits patrons d'entreprises en faillite ou au chômage technique, soixante manifestants firent irruption dans la salle du tribunal pour protester. Le shérif du comté d'Allegheny, Eugene Coon, interrompit la procédure.

La mise en vente, pour de semblables raisons, d'une exploitation céréalière de 128 hectares à Springfield (Colorado) fut également interrompue par deux cents fermiers en colère que seuls les gaz lacrymogènes et les matraques réussirent à disperser.

Lors d'un déplacement de Reagan à Pittsburgh en avril 1983, une foule de trois mille personnes, composée en grande partie de chômeurs de la sidérurgie, manifesta son mécontentement devant son hôtel et sous une pluie battante. Des manifestations de chômeurs eurent également lieu à Detroit, à Flint, à Chicago, à Cleveland, à Los Angeles, à Washington...

Sensiblement à la même époque, les Noirs de Miami qui se soulevaient contre les brutalités policières se révoltèrent également contre leurs conditions de vie misérables. Le taux de chômage chez les jeunes Afro-Américains était d'environ 50 % et la seule réponse de l'administration Reagan à cette pauvreté consistait à construire toujours plus de prisons. Conscient de ce que la population noire ne voterait jamais pour lui, Reagan tenta vainement d'obtenir du Congrès qu'il supprime quelques paragraphes cruciaux du Voting Rights Act de 1965, qui avait jusqu'ici efficacement protégé le droit de vote des Noirs dans les États du Sud.

La politique de Reagan établissait clairement un lien entre le désarmement et les services sociaux : c'était les armes contre les enfants. Cela apparut de manière spectaculaire dans un discours que fit la présidente du Children's Defense Fund, Marian Wright Edelman, à l'été 1983, pour la cérémonie de remise des diplômes à l'Académie de Milton (Massachusetts) : « Vous faites vos débuts professionnels dans une nation et au sein d'un monde au bord de la banqueroute morale et économique. Depuis 1980, le président et le Congrès nous montent les uns contre les autres et n'annoncent de bonnes nouvelles qu'aux riches au détriment des pauvres. [...] Les enfants en sont les premières victimes. Quotidiennement, nos choix nationaux et internationaux désastreux tuent – littéralement – des enfants. [...] Déjà, partout dans le monde, des gouvernements qui obéissent au nôtre dépensent plus de 600 milliards de dollars par an en armement alors qu'on estime à un milliard environ le nombre d'humains qui vivent dans la misère et à six cents millions le nombre de ceux qui sont au chômage ou sous-employés. Où sont l'engagement humaniste et la volonté politique nécessaires pour trouver la somme relativement ridicule qui permettrait aux enfants de survivre ? »

Elle ajoutait à l'attention de ses auditeurs : « Prenez l'aspect du problème que vous pouvez aider à régler et essayez de voir comment votre pièce pourrait s'intégrer à un projet plus large de modification de l'ensemble du puzzle social. »

Ce discours reflétait sans doute un changement d'attitude qui inquiéta l'administration Reagan. En conséquence, cette administration abandonna certains projets de coupes claires dans le budget. Le Congrès se chargea d'en rejeter d'autres. Lorsque Reagan, au cours de sa deuxième année d'exercice, proposa une diminution de 9 milliards de dollars du budget affecté à l'aide sociale aux enfants et aux familles pauvres, le Congrès ramena cette diminution à un milliard seulement. Le correspondant du *New York Times* à Washington déclara : « Les doutes exprimés sur le caractère équitable des programmes de monsieur Reagan ont obligé son administration à revoir à la baisse ses tentatives de réduire plus encore les programmes d'aide destinés aux populations les plus défavorisées. »

Les différentes élections et réélections à la présidence des États-Unis de candidats républicains, Reagan en 1980 et 1984 et Bush en 1988, furent qualifiées par la presse de « raz-de-marée » ou de « victoires écrasantes ». C'était ignorer quatre faits d'une particulière importance : presque la moitié de la population susceptible de voter ne vota pas ; ceux qui votaient n'avaient le choix qu'entre deux

partis qui monopolisaient l'argent et les médias ; en conséquence, nombre de ces votants votaient sans enthousiasme ; en outre, il n'y avait pas forcément de lien entre le fait de voter pour un candidat et celui de voter pour des politiques spécifiques.

En 1980, Reagan l'emporta avec 51,6 % des votes exprimés contre 41,7 % à Jimmy Carter, John Anderson (un républicain libéral qui tentait sa chance comme troisième homme) n'obtenant que 6,7 % des voix. Seuls 54 % des électeurs s'étant déplacés pour voter, Reagan ne fut en fait élu que par un peu plus de 27 % des individus en âge de voter.

Un sondage commandé par le *New York Times* révélait que 11 % seulement des électeurs ayant voté Reagan l'avaient fait parce qu'ils estimaient que c'était un « vrai conservateur ». Ils furent trois fois plus nombreux à l'avoir fait parce qu'ils jugeaient qu'« il était temps de changer ».

Pour son second mandat et contre l'ancien vice-président Walter Mondale, Ronald Reagan fut élu avec 59 % des votes exprimés. En tenant compte des abstentions, il n'obtint que 29 % des voix de l'électorat total des États-Unis.

Aux élections de 1988, Bush fut opposé au candidat démocrate Michael Dukakis, et sa victoire avec 54 % des votes exprimés ne représentait que 27 % de l'électorat global.

Nos petits arrangements électoraux permettent à une petite fraction de l'électorat global de se transformer en une grosse majorité des suffrages exprimés. C'est ainsi que les médias peuvent parler de « victoire écrasante », mentant à leurs lecteurs et décourageant ceux qui ne regardent pas d'assez près les statistiques électorales. À partir des chiffres évoqués plus haut, peut-on sans rire affirmer que « le peuple américain » a voulu que Reagan ou Bush devienne président ? Il semble que l'on puisse, tout au plus, dire que, parmi les électeurs qui se sont exprimés, ils ont été plus nombreux à choisir les candidats républicains plutôt que leurs adversaires. Mais ils furent plus nombreux encore à ne vouloir ni des uns ni des autres. Reagan et Bush prétendirent pourtant que « le peuple » américain s'était exprimé.

Pourtant, lorsque les gens s'exprimaient sur certaines questions dans les sondages d'opinion, ils faisaient part de certains désirs auxquels ni les républicains ni les démocrates ne prêtaient la moindre attention.

Par exemple, pendant les années 1980 et au début des années 1990, les deux partis réduisirent de façon drastique les programmes sociaux destinés aux plus pauvres sous prétexte que le contraire

entraînerait une hausse des impôts et que « le peuple » n'en voulait absolument pas.

Bien sûr, il est probable que les Américains souhaitaient globalement payer aussi peu d'impôts que possible. En revanche, quand on leur demandait s'ils accepteraient de payer plus d'impôts pour financer certains programmes spécifiques comme la santé ou l'éducation, ils répondaient par l'affirmative. En 1990, par exemple, un sondage effectué auprès des électeurs du district de Boston révélait que 54 % d'entre eux accepteraient volontiers de payer plus d'impôts si ceux-ci étaient affectés à la défense de l'environnement.

Lorsque la hausse des impôts était présentée en termes de classes sociales plutôt qu'en termes généraux, les réponses des personnes interrogées étaient encore plus nettes. Un sondage NBC News/*Wall Street Journal* de décembre 1990 indiquait que 84 % des sondés approuvaient l'idée d'une plus forte imposition des grandes fortunes (proposition qui fut, à peu près à la même époque, abandonnée lors d'un compromis budgétaire entre républicains et démocrates). Et bien que 51 % des personnes interrogées soient favorables à l'augmentation de l'impôt sur le capital, aucun des deux principaux partis ne la proposa.

En 1989, un sondage Harris/École de santé publique de Harvard indiquait que la plupart des Américains (61 %) étaient favorables à un système de santé de type canadien dans lequel médecins et hôpitaux seraient financés par le gouvernement, court-circuitant les diverses assurances médicales par l'instauration d'une couverture médicale universelle. Tout en prétendant vouloir réformer le système de santé, ni les démocrates ni les républicains ne reprirent cette idée.

En 1992, un autre sondage effectué par la Gordon Black Corporation pour le compte du National Press Club montrait que 59 % des électeurs souhaitaient une réduction de l'ordre de 50 % du budget de la Défense sur les cinq ans à venir. Là encore, ce projet ne fut jamais mis à l'ordre du jour des deux principaux partis.

Enfin, lorsque, à l'apogée de la présidence de Reagan, on demanda aux gens si le gouvernement devait garantir nourriture et abri aux individus les plus démunis, 62 % des personnes sondées répondirent par l'affirmative.

Il y avait à l'évidence quelque chose d'étrange dans ce système politique qui, tout en se prétendant démocratique, ignorait systématiquement la volonté des électeurs. En fait, dans un système dominé par deux partis, aussi liés l'un que l'autre aux intérêts privés des milieux d'affaires, ces électeurs pouvaient être impunément ignorés. Un électorat contraint de choisir entre Carter et Reagan,

entre Reagan et Mondale ou entre Bush et Dukakis ne pouvait que désespérer ou décider de ne pas voter. En effet, aucun de ces candidats n'était capable de combattre l'infirmité économique congénitale du système dont les causes dépassaient largement les possibilités d'un président, quel qu'il soit.

Cette infirmité économique repose sur une réalité que l'on n'évoque pratiquement jamais : la société américaine est une société de classes, dans laquelle 1 % de la population possède 33 % de la richesse nationale. En outre, il y existe une sous-classe sociale composée de trente à quarante millions de gens vivant dans la plus totale pauvreté. Les programmes sociaux des années 1960 – Medicare, Medicaid, les tickets d'alimentation, etc. – ne réussirent qu'à maintenir cette inégalité historique de la répartition des ressources nationales.

Même si les démocrates semblaient plus enclins que les républicains à venir en aide aux plus pauvres, ils furent incapables (ou plutôt peu soucieux) de s'attaquer à un système économique fondé sur la préséance des intérêts privés sur les besoins fondamentaux de l'être humain.

S'il n'y eut pas de mouvement d'ampleur nationale en faveur du changement radical de type de société comme il pouvait en exister en Europe de l'Ouest, au Canada ou en Nouvelle-Zélande, on pouvait néanmoins observer de très nombreux signes de désaffection, entendre des voix protestataires et constater, partout dans le pays, l'existence de mouvements locaux qui exprimaient un profond ressentiment et exigeaient la disparition de certaines injustices.

La Citizen's Clearinghouse for Hazardous Waste de Washington DC, par exemple, fut fondée au début de l'administration Reagan par une militante – et femme au foyer –, Lois Gibbs, pour apporter de l'aide à huit mille mouvements locaux à travers les États-Unis. L'un de ces mouvements, dans l'Oregon, entama avec succès une série de poursuites judiciaires contre l'Agence de protection de l'environnement afin de la contraindre à se pencher sur la qualité plus que douteuse des eaux dans le bassin de retenue de Bull Run, aux environs de Portland.

À Seabrook (New Hampshire), de très nombreuses manifestations avaient été organisées durant plusieurs années contre une centrale nucléaire que les habitants des environs considéraient comme un danger pour eux-mêmes et leurs familles. Entre 1977 et 1989, plus de trois mille cinq cents manifestants avaient été arrêtés. Confrontée à de graves problèmes financiers et à toutes ces manifestations, la centrale finit par fermer ses portes.

La crainte des accidents nucléaires fut augmentée par les terribles événements de Three Mile Island (Pennsylvanie) en 1979 et par la catastrophe particulièrement effroyable de Tchernobyl en 1986. Tous ces événements frappèrent de plein fouet l'industrie atomique autrefois si florissante. En 1994, la Tennessee Valley Authority interrompit la construction de trois centrales nucléaires, événement que le *New York Times* qualifia de « notice nécrologique pour l'actuelle génération des réacteurs nucléaires américains ».

À Minneapolis (Minnesota), des milliers de gens manifestaient tous les ans contre les contrats militaires pharaoniques passés avec Honneywell Corporation. Plus de mille huit cents manifestants furent arrêtés entre 1982 et 1988.

Ceux qui comparaissaient devant les tribunaux pour désobéissance civile se retrouvaient bien souvent face à des jurys plutôt indulgents qui les acquittaient. Comme si ces citoyens ordinaires comprenaient parfaitement que ces accusés ayant bel et bien enfreint la loi l'avaient fait pour une bonne cause.

En 1984, des citoyens de l'État du Vermont (les « Quarante-Quatre de Winooski ») refusèrent de quitter l'antichambre du bureau d'un sénateur dont ils contestaient le vote en faveur des livraisons d'armes aux Contras du Nicaragua. Ils furent arrêtés. Lors de leur procès, le juge les traita avec bienveillance et le jury les acquitta.

Quelque temps après, un groupe d'individus, parmi lesquels l'activiste Abbie Hoffman et Amy Carter, la propre fille de l'ex-président Carter, comparurent pour avoir bloqué l'accès de l'université du Massachusetts aux recruteurs de la CIA. Ils appelèrent comme témoins de la défense d'anciens agents de la CIA qui confirmèrent que l'Agence était bien impliquée dans des opérations illégales et meurtrières un peu partout à travers le monde. Eux aussi furent acquittés.

L'un des jurés du procès, une infirmière, concéda plus tard qu'elle n'était auparavant « pas très au fait des activités de la CIA » : « J'ai été scandalisée. [...] En fait, j'étais fière de ces étudiants. » Un autre juré estima que « tout ça était très instructif ». Le procureur déclara : « S'il y a une leçon à en tirer, c'est que, ce jury étant composé de représentants de la classe moyenne, le verdict prouve que cette classe moyenne rejette les pratiques habituelles de la CIA. »

Dans le Sud, bien qu'il n'y eût plus de grands mouvements comparables à ceux des droits civiques dans les années 1960, on comptait néanmoins des centaines de groupes locaux rassemblant les pauvres, Blancs et Noirs confondus. En Caroline du Nord, Linda Stout, la fille d'un ouvrier mort d'avoir inhalé trop d'émanations

toxiques, organisa un réseau multiracial rassemblant cinq cents travailleurs du textile, des agriculteurs et des domestiques – pour la plupart des femmes de couleur aux maigres revenus – dans le cadre du Piedmont Peace Project.

La fameuse Highlander Folk School du Tennessee, qui avait produit tant de militants noirs et blancs dans le Sud, était désormais imitée par d'autres écoles ou des centres d'éducation populaire.

Anne Braden, une figure sudiste des luttes sociales et antiracistes, continuait de militer activement à la tête du Southern Organizing Committee for Economic and Social Justice. Cette organisation apportait son aide à des militants locaux comme, par exemple, les trois cents Afro-Américains du comté de Tift (Géorgie) qui protestaient contre la présence d'une industrie chimique provoquant des maladies dans la population des environs, ou comme les Indiens du Cherokee County (Caroline du Nord) qui manifestaient contre la pollution d'une retenue d'eau.

Dans les années 1960, les ouvriers agricoles dont les ascendants mexicains étaient venus pour la plupart travailler en Californie et dans les États du Sud-Ouest s'étaient révoltés contre leurs conditions de vie quasi féodales. Ils s'étaient d'abord mis en grève puis, sous l'impulsion de Cesar Chavez, avaient organisé un boycott national du raisin. Rapidement, les autres ouvriers agricoles du pays s'étaient mobilisés à leur tour.

Durant les années 1970 et 1980, ils avaient continué de se battre contre la pauvreté et la discrimination. Mais les années Reagan les frappèrent durement, comme elles frappèrent durement tous les pauvres. En 1984, un quart des familles d'origine mexicaine et 42 % des enfants vivaient sous le seuil officiel de pauvreté.

Dans l'Arizona, en 1983, les mineurs du cuivre, pour la plupart mexicains, se mirent en grève contre la compagnie Phelps-Dodge après qu'elle eut diminué les salaires, les primes et les mesures de sécurité. Ils furent réprimés par la garde nationale et par la police de l'État au moyen d'hélicoptères et de gaz lacrymogènes. Leur combat dura encore trois ans jusqu'à ce qu'une alliance des autorités gouvernementales et des pouvoirs de l'argent finisse par en venir à bout.

Il y eut pourtant quelques victoires. En 1985, mille sept cents ouvrières des conserveries de Watsonville (Californie), des Mexicaines pour l'essentiel, se mirent en grève et réussirent à imposer une convention syndicale et des services de santé. En 1990, des ouvriers de San Antonio qui avaient été licenciés de l'usine fabriquant des jeans pour Levi-Strauss après sa délocalisation au Costa Rica appelèrent au boycott des produits Levi-Strauss, organisèrent

une grève de la faim et obtinrent finalement des concessions de la part de la direction.

Les militants et militantes originaires d'Amérique latine luttèrent tout au long des années 1980 et 1990 pour obtenir de meilleures conditions de travail, le droit de représentation dans les gouvernements locaux, le droit au logement et le droit à un enseignement bilingue dans les écoles. Ignorés des médias, ils lancèrent une dynamique en faveur des radios bilingues : en 1991, il existait quatorze radios communautaires dans le pays, dont douze stations bilingues.

Au Nouveau-Mexique, les Latinos se battirent pour leurs terres et pour l'eau contre des spéculateurs fonciers qui voulaient les expulser des terrains sur lesquels ils vivaient depuis des décennies. En 1988, après quelques affrontements violents, les militants latinos organisèrent l'occupation armée des terrains. Ils édifièrent des abris pour se protéger des attaques et reçurent le soutien d'autres communautés du Sud-Ouest américain. La justice trancha finalement en leur faveur.

Le taux anormal des cancers chez les ouvriers agricoles de Californie inquiétait la communauté d'origine mexicaine. Cesar Chavez, dirigeant du syndicat United Farm Workers, fit en 1988 une grève de la faim de trente-cinq jours pour attirer l'attention sur cette situation anormale. À partir de cette date, le United Farm Workers s'étendit au Texas, à l'Arizona et à d'autres États.

L'importation d'ouvriers mexicains peu rémunérés et travaillant dans des conditions terribles s'étendit du Sud-Ouest américain vers les autres États du pays – en 1991, quatre-vingt mille Latinos vivaient en Caroline du Nord et trente mille au nord de la Géorgie. Après avoir remporté en 1979 des combats difficiles dans le secteur de la production de tomates dans l'Ohio à l'issue de la plus importante grève jamais vue dans le Midwest, le Farm Labor Organizing Committee réussit à mobiliser des milliers d'ouvriers agricoles dans plusieurs États de cette région.

Comme la population originaire d'Amérique latine continuait de croître régulièrement, elle égala bientôt les 12 % de la population afro-américaine et marqua de son empreinte la culture américaine. La musique, le théâtre, les arts latinos avaient une teinte beaucoup plus politique et satirique que la culture américaine ordinaire.

L'atelier Border Arts fut créé en 1984 par des artistes et écrivains de San Diego et de Tijuana. Sa production artistique abordait de front la question du racisme et celle de l'injustice. Nés dans le nord de la Californie, le Teatro Campesino et le Teatro de la Esperanza se produisaient devant des publics populaires partout à travers le pays, transformant les écoles, les églises et les champs en lieux de théâtre.

Particulièrement conscients de l'impérialisme nord-américain au Mexique et dans les Antilles, les Latinos critiquèrent énergiquement la politique étrangère américaine au Nicaragua, au Salvador et à Cuba.

En 1970, une grande manifestation avait eu lieu à Los Angeles contre la guerre du Vietnam. La réplique de la police avait fait trois morts dans la communauté mexicaine. Lorsque l'administration Bush se prépara à la guerre contre l'Irak à l'été 1990, des milliers de gens défilèrent sur le même parcours. Elizabeth Martinez écrivit dans *500 Years of Chicano History in Pictures* : « Avant et pendant la guerre du Golfe, de nombreuses personnes – dont la Raza [littéralement « la race », un terme adopté par les militants latinos] – avaient quelques doutes sur cette opération ou même s'y opposaient catégoriquement. Nous avions tiré une ou deux leçons des guerres menées au nom de la démocratie et qui avaient finalement tourné à l'avantage des riches et des puissants. La Raza s'organisa pour manifester contre cette guerre meurtrière plus rapidement qu'elle ne l'avait fait pour la guerre du Vietnam, tout en sachant que nous n'étions pas en mesure d'y mettre fin. »

En 1992, Resist, un groupe de collecte de fonds né au moment de la guerre du Vietnam, aida financièrement cent soixante-huit groupes militants du pays – communautés, groupes pacifistes, écologistes, Indiens, organisations pour les droits des prisonniers ou organisations médicales.

Une nouvelle génération d'avocats ayant obtenu leurs diplômes dans les années 1960 formait une petite minorité politiquement engagée au sein de cette profession. Ils prenaient en charge la défense des plus pauvres et des plus démunis ou poursuivaient de puissantes entreprises. Un cabinet juridique mit tous ses talents et toute son énergie au service des « *whistleblowers* », un groupe d'hommes et de femmes licenciés pour avoir dénoncé certaines entreprises corrompues qui nuisaient à l'intérêt public.

Le mouvement féministe, qui avait jadis interpellé la nation tout entière sur la question de l'égalité des sexes, connut un fort recul dans les années 1980. La confirmation du droit à l'avortement par la Cour suprême, en 1973, avait entraîné la naissance d'un mouvement « pro-vie » qui bénéficiait de puissants alliés à Washington. Le Congrès vota une loi, ratifiée par la Cour suprême, aux termes de laquelle on supprima l'aide fédérale accordée aux femmes sans ressources pour rembourser leur avortement. Malgré tout, la National Organization of Women et d'autres groupes féministes restaient influents. En 1989, près de trois cent mille personnes manifestèrent

à Washington pour défendre le « droit de choisir ». La tension devint particulièrement forte en 1994 et 1995, lorsque les cliniques pratiquant l'interruption de grossesse furent attaquées et plusieurs militants favorables au droit à l'avortement assassinés.

Dans les années 1970, tandis que se produisait un changement radical dans la façon de penser la sexualité et la liberté sexuelle, les droits des gays et lesbiennes américains occupèrent le devant de la scène. Le mouvement gay devint particulièrement visible, avec parades, défilés, manifestations et campagnes pour l'abolition des politiques discriminatoires à l'encontre des homosexuels. De nombreux livres sur l'histoire secrète des homosexuels aux États-Unis et en Europe commencèrent également à paraître.

En 1994, un défilé commémorant le vingt-cinquième anniversaire de l'affaire « Stonewall » fut organisé à Manhattan. La communauté homosexuelle considérait cet événement comme un moment clef de son histoire : en 1969, des gays s'étaient vigoureusement défendus contre des policiers qui avaient fait irruption au *Stonewall*, un bar de Greenwich Village à New York. Au début des années 1990, les mouvements gay et lesbien luttèrent plus visiblement et plus fermement encore contre la discrimination sexuelle et pour que l'on s'intéresse véritablement à l'épidémie du SIDA, qu'ils estimaient totalement négligée par le gouvernement.

À Rochester (État de New York), le mouvement gay obtint des résultats spectaculaires en faisant interdire l'entrée d'une école de district aux recruteurs de l'armée parce que le département à la Défense menait une politique de discrimination à l'encontre des soldats homosexuels.

Dans les années 1980 et 1990, le mouvement ouvrier fut singulièrement affaibli par le déclin général de l'activité industrielle, par les délocalisations des entreprises vers d'autres pays et par l'hostilité de l'administration Reagan et de ses représentants au National Labor Relations Board. Pourtant, le militantisme syndical survivait, en particulier chez les employés de bureau, et l'influence de l'AFL-CIO s'accrut chez les travailleurs latinos, afro-américains et américano-asiatiques.

Dans les vieux syndicats figés, la base se mit à ruer dans les brancards. En 1991, la direction notoirement corrompue du syndicat des camionneurs fut proprement éjectée par un vote de censure. La nouvelle direction devint rapidement une force importante à Washington et tenta même d'organiser des coalitions politiques indépendantes des deux principaux partis. Mais, globalement, le mouvement syndical, extraordinairement diminué, luttait surtout pour sa survie.

Contre les pouvoirs écrasants des milieux d'affaires et des autorités gouvernementales, l'esprit de résistance s'exprimait essentiellement, en ce début des années 1990, par des actes de courage et de défi au niveau local. Sur la côte Ouest, un jeune militant nommé Keith McHenry et des centaines de ses camarades furent arrêtés à de nombreuses reprises pour distribution gratuite et sans autorisation administrative de nourriture aux populations pauvres. Ces militants participaient à un programme intitulé « De la nourriture, pas de bombes », qui essaima dans de nombreuses villes américaines.

En 1992, un groupe qui travaillait à revisiter les idées toutes faites concernant les États-Unis fut autorisé par le conseil municipal de New York à apposer une trentaine de plaques commémoratives sur les murs de la ville. L'une d'entre elles, installée en face du siège de la banque Morgan, présentait le fameux banquier J. P. Morgan comme un « réfractaire » de la guerre de Sécession. En fait, Morgan s'était arrangé pour échapper à la conscription et avait réalisé d'énormes profits pendant cette guerre en faisant affaire avec le gouvernement. Une autre de ces plaques, installée près de la Bourse de New York, représentait un homme en train de se suicider et était sous-titrée : « Bienfait du libre-échange sauvage ».

La méfiance généralisée vis-à-vis du gouvernement pendant la guerre du Vietnam, le scandale du Watergate, les révélations sur les activités antidémocratiques du FBI et de la CIA avaient entraîné certaines démissions et une critique ouverte de la part de fonctionnaires gouvernementaux.

Un certain nombre d'anciens responsables de la CIA la quittèrent et publièrent des livres très critiques sur ses agissements. John Stockwell, qui avait dirigé les opérations de l'Agence en Angola, démissionna puis écrivit un livre qui révélait certains aspects des activités de l'agence et donna des conférences à travers le pays sur son expérience personnelle. L'historien et ancien expert auprès de la CIA David MacMichael témoigna devant les tribunaux en faveur de gens qui avaient manifesté contre la politique des États-Unis en Amérique centrale.

Jack Ryan, agent du FBI pendant vingt et un ans, fut licencié après avoir refusé d'infiltrer les groupes pacifistes. Ses droits à la retraite furent supprimés et il dut même vivre quelque temps dans une structure d'accueil pour sans-abri.

Dans les années 1980 et 1990, la guerre du Vietnam, pourtant finie depuis 1975, revenait régulièrement sur le devant de la scène. Certains de ceux qui avaient été impliqués dans les troubles de l'époque opérèrent même des revirements spectaculaires. John

Wall, par exemple, le procureur qui avait poursuivi le docteur Benjamin Spock et quatre autres citoyens bostoniens pour s'être opposés à l'incorporation, apparut en 1994 à un dîner donné en mémoire des accusés et déclara que ce procès avait totalement changé sa façon de penser.

Plus stupéfiante encore fut la déclaration de Charles Hutto, l'un des soldats américains qui avaient participé au massacre de My Lai (au cours duquel une compagnie de soldats américains avait exécuté par centaines les femmes et les enfants d'un petit village vietnamien). Dans un entretien accordé dans les années 1980, Hutto déclara : « J'avais dix-neuf ans à l'époque et on m'avait toujours dit de faire ce que les adultes me disaient de faire. [...] Aujourd'hui, je dirais à mes enfants d'y aller si le gouvernement le leur demandait. De servir leur pays, mais d'utiliser tout de même leur propre jugement quand il le faut. [...] De rejeter l'autorité et d'en appeler à leur propre conscience. J'aurais voulu que quelqu'un m'ait dit ça avant que j'aille au Vietnam. Je ne savais pas. À présent, je pense qu'un truc comme la guerre ça ne devrait pas exister parce que ça chamboule tout dans la tête d'un homme. »

Cet héritage de la guerre du Vietnam – ce sentiment partagé par de très nombreux Américains qu'il s'agissait d'une terrible tragédie, d'une guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu – a empoisonné l'existence des administrations Reagan et Bush dans leur volonté d'accroître toujours plus la domination américaine sur l'ensemble du monde.

En 1985, alors que George Bush était vice-président, l'ancien secrétaire à la Défense, James Schlesinger, avait prévenu le comité sénatorial des Affaires étrangères que « la guerre du Vietnam [avait] complètement bouleversé le comportement des Américains [...] et provoqué une fracture dans le classique consensus politique au sujet de affaires étrangères ».

Bush était bien décidé à venir à bout de ce que l'on appelle le « syndrome du Vietnam » – c'est-à-dire la réticence du peuple américain à partir en guerre au premier signal des décideurs. Aussi se lança-t-il dans cette attaque aérienne contre l'Irak à la mi-janvier 1991 avec des forces disproportionnées, de manière à ce que la guerre soit la plus courte possible et que les mouvements pacifistes nationaux n'aient pas le temps de s'organiser.

Les signes avant-coureurs de la résurgence de ces mouvements étaient déjà patents au cours des mois qui précédèrent la guerre. Pour la fête de Halloween, six cents étudiants avaient défilé dans les rues de Missoula (Montana) en criant : « Plutôt crever que d'y

aller ! » La une du *Shreveport Journal* (Louisiane) annonçait que « les sondages étaient favorables à une opération militaire », mais le reste de l'article reconnaissait que, si 42 % des Américains interrogés souhaitaient que l'on se « prépare à l'usage de la force », 41 % proposaient pour leur part d'« attendre et de voir venir ».

Le 11 novembre 1990, à Boston, un défilé d'anciens combattants fut accompagné par un groupe appelé les « Vétérans pour la paix » brandissant des pancartes : « Plus jamais de Vietnam ! » ou « Pétrole et sang ne se mélangent pas. Vive la paix ! » Le *Boston Globe* indiquait que « les manifestants [avaient] été accueillis par des applaudissements respectueux et même, à certains moments, par des manifestations ostensibles de soutien de la part des spectateurs ».

Si la plupart des anciens du Vietnam étaient favorables à la guerre du Golfe, il existait néanmoins une importante minorité critique. Un sondage d'opinion indiquait que, si 53 % des ex-militaires auraient servi avec enthousiasme dans cette guerre, 37 % d'entre eux rejetaient cette idée.

Le plus célèbre des vétérans du Vietnam, Ron Kovic, l'auteur de *Né un 4 juillet*, fit un discours de trente secondes à la télévision à l'époque où Bush commençait à envisager une guerre. Au cours de cet appel, retransmis sur deux cents stations de télévision dans près de cent vingt villes américaines, il demandait aux citoyens de se « dresser et de hurler » contre la guerre. « Combien faudra-t-il encore de citoyens américains revenant chez eux dans un fauteuil roulant – comme moi – pour que nous comprenions enfin ? »

Au mois de novembre 1990, des élèves du collège de Saint Paul (Minnesota) manifestèrent contre la guerre. La presse locale rapporta les faits en ces termes : « Ce fut une manifestation pacifiste classique, avec des mères poussant leurs bébés dans des poussettes, des professeurs et des instituteurs portant des pancartes, des militants pacifistes couverts de symboles de paix et des centaines d'étudiants venus d'une dizaine d'écoles chantant, battant la mesure et scandant : "Hey, hey ! Ho, ho ! On s'battra pas pour Amoco !" »

Dix jours avant les premiers bombardements, lors d'un conseil municipal à Boulder (Colorado), en présence de huit cents personnes, la question fut posée : « Soutenez-vous la politique belliciste de Bush ? » Seules quatre personnes levèrent la main. À Santa Fe (Nouveau-Mexique), quelques jours avant le début de la guerre, quatre mille personnes bloquèrent une route à quatre voies pendant une heure pour exiger que la guerre n'ait pas lieu. Selon les témoins, cette manifestation dépassa de loin toutes celles qui avaient eu lieu dans la région à l'époque de la guerre du Vietnam.

À la veille du conflit, six mille personnes défilèrent pour la paix dans les rues d'Ann Harbor (Michigan). Le soir même de la déclaration de guerre, cinq mille personnes se rassemblèrent à San Francisco pour la dénoncer et former une chaîne humaine autour du bâtiment fédéral. La police dispersa les manifestants à coups de matraque, mais le conseil de la ville proclama que San Francisco serait un sanctuaire pour tous ceux qui, pour des « raisons morales, éthiques ou religieuses, ne voudraient pas participer à cette guerre ».

Après le début des bombardements sur l'Irak, au plus fort de l'embrigadement de l'opinion publique, les sondages révélaient un très large soutien à l'action de George Bush. Cela dura pendant les six semaines de guerre. Mais cela reflétait-il fidèlement le sentiment réel des Américains concernant la guerre sur le long terme ? Les sondages effectués avant le conflit indiquaient que l'opinion publique pouvait penser exercer une influence quelconque. Une fois la guerre commencée et manifestement irréversible, une fois créée l'atmosphère de ferveur patriotique (le dirigeant de l'Église unifiée du Christ ne parla-t-il pas du « rythme régulier des tambours de guerre » ?), est-il surprenant qu'une grande majorité d'Américains aient soutenu l'opération militaire ?

Quoi qu'il en soit, même avec si peu de temps pour se mobiliser et avec une guerre si rapidement gagnée, il y eut des réactions d'opposition – une minorité d'Américains, bien sûr, mais une minorité résolue et avec des capacités de mobilisation évidentes. Comparé aux premiers mois de l'escalade militaire au Vietnam, le mouvement contre la guerre du Golfe s'étendit avec une vigueur et une rapidité extraordinaires.

Pendant la première semaine de guerre, alors que la majorité des Américains soutenaient clairement l'action du président Bush, des dizaines de milliers de personnes descendirent un peu partout dans les rues pour protester. À Athenes (Ohio), plus de cent personnes furent arrêtées à la suite d'affrontements avec un groupe favorable à la guerre du Golfe. À Portland (Maine), cinq cents autres défilèrent, arborant des brassards blancs et brandissant des feuilles blanches sur lesquelles on pouvait lire le fameux « Why? » peint en rouge.

À l'université de Géorgie, soixante-dix étudiants pacifistes veillèrent toute une nuit. Au parlement de cet État, la représentante Cynthia McKinnon critiqua les bombardements en Irak, provoquant la sortie, en signe de protestation, d'un certain nombre d'élus géorgiens. McKinnon tint bon, révélant ainsi qu'il y avait eu une certaine évolution dans les mentalités depuis l'époque où

Julian Bond avait été exclu de cette même chambre pour y avoir critiqué la guerre du Vietnam. À Newton (Massachusetts), trois cent cinquante élèves d'un établissement scolaire se rendirent à l'hôtel de ville pour remettre au maire une pétition par laquelle ils exprimaient leur opposition à la guerre du Golfe. Nombreux furent ceux qui tentèrent de concilier leur opposition à la guerre et leur soutien aux soldats présents sur le terrain. Chez les étudiants, Carly Baker déclara : « Nous ne pensons pas que verser le sang soit la bonne solution. Nous soutenons nos soldats et nous sommes fiers d'eux, mais nous ne voulons pas de cette guerre. »

À Ada (Oklahoma), le jour même où l'université du centre-est de l'État « parrainait » deux compagnies de la garde nationale, deux jeunes femmes s'installèrent tranquillement au-dessus du porche d'entrée avec des pancartes exigeant : « Enseignez la paix, pas la guerre ! » L'une d'elles, Patricia Biggs, déclarait : « Notre place n'est pas là-bas. Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une question de justice ou de liberté. Je pense que tout cela est avant tout une question d'économie. Les grandes entreprises pétrolières ont beaucoup à voir avec ce qui se passe là-bas. [...] Nous risquons des vies humaines pour une histoire de fric. »

Quatre jours après le début des raids aériens, soixante-quinze mille personnes (selon la police) défilèrent à Washington et se rassemblèrent devant la Maison-Blanche pour dénoncer la guerre du Golfe. En Californie, Ron Kovic s'exprima devant six mille personnes qui exigeaient « La paix tout de suite ! ». À Fayetteville (Arkansas), des gens qui soutenaient la politique militariste du gouvernement provoquèrent un affrontement avec le mouvement Northwest Arkansas Citizens against War, qui défilait en portant un cercueil couvert d'un drapeau et une banderole réclamant : « Ramenez-les vivants ! »

Philip Avillo, autre ancien du Vietnam également handicapé, professeur d'histoire et de sciences politiques au York College (Pennsylvanie), écrivit dans un journal local : « Oui, il nous faut soutenir les hommes et les femmes qui portent nos armes. Mais soutenons-les en les ramenant chez eux, non en excusant cette politique barbare et violente. » À Salt Lake City, des centaines de manifestants défilèrent avec leurs enfants dans les rues de la ville en scandant des slogans pacifistes.

Dans le Vermont, qui venait d'élire la socialiste Bernie Sanders au Congrès, plus de deux mille manifestants interrompirent un discours du gouverneur au parlement de l'État. À Burlington, trois cents personnes défilèrent dans les rues de la ville en demandant aux commerçants de fermer leurs boutiques par solidarité.

Le 26 janvier, neuf jours après le début de la guerre, plus de quinze mille personnes défilèrent dans les rues de Washington DC et écoutèrent une poignée d'orateurs – parmi lesquels des vedettes de cinéma comme Susan Sarrandon et Tim Robbins – dénoncer la guerre. Brandissant le drapeau américain qu'elle avait reçu lorsque son mari avait été tué au Vietnam, une femme venue d'Oakland (Californie) déclarait : « J'ai appris à mes dépens qu'il n'y avait aucun honneur particulier à posséder un tel drapeau. »

La plupart des syndicats avaient soutenu la guerre au Vietnam. Après le début des bombardements dans le Golfe, onze syndicats affiliés à l'AFL-CIO, dont les plus puissants – comme la sidérurgie, l'automobile, les communications et la chimie –, prirent position contre la guerre.

La communauté noire était la moins favorable à cette guerre. Un sondage ABC News/*Washington Post* de février 1991 montrait que seuls 48 % des Afro-Américains soutenaient la guerre, contre 84 % des Blancs.

Après un mois de guerre et devant l'effet des bombardements sur l'Irak, Saddam Hussein proposa de retirer l'armée irakienne du Koweït à la condition que les bombardements cessent. Mais Bush refusa. Une assemblée réunissant les responsables de la communauté noire à New York critiqua vivement son attitude. Ils qualifièrent la guerre d'opération de « diversion parfaitement immorale et irrespectueuse. [...] Une tentative évidente d'échapper à nos responsabilités intérieures ».

À Selma, ville de l'Alabama qui avait été, trente-six ans auparavant, le théâtre d'opérations policières sanglantes contre les militants des droits civiques, une manifestation célèbrant ce « Bloody Sunday » exigeait que « nos soldats [soient] ramenés vivants au pays pour combattre l'injustice à domicile ».

Alex Molnar, père d'un soldat de vingt et un ans, publia une lettre rageuse au président Bush dans le *New York Times* : « Où étiez-vous, Monsieur le président, lorsque l'Irak gazait sa propre population ? Pourquoi, jusqu'à la crise récente, commercions-nous comme à l'ordinaire avec Saddam Hussein, cet homme que vous comparez aujourd'hui à Hitler ? L'"American Way of Life" pour lequel vous prétendez que mon fils se bat ne serait-il que le "droit" des Américains à consommer 25 à 30 % du pétrole mondial ? [...] J'entends bien soutenir mon fils et ses camarades en faisant tout ce qui est en mon pouvoir pour m'opposer à une offensive militaire américaine dans le Golfe. »

Certains citoyens entreprirent, malgré les menaces, des actes de courage individuels contre la guerre.

En dépit de menaces contre son domicile, Peg Mullen, de Brownsville (Texas), dont le fils était tombé au Vietnam sous les « balles alliées », loua un bus pour permettre à d'autres mères de venir manifester à Washington.

Un basketteur de l'université de Seton Hall (New Jersey) refusa d'arborer le drapeau américain sur son maillot. Il dut quitter son équipe et l'université pour retourner en Italie, son pays d'origine. Mais il y eut plus grave : l'immolation volontaire, à Los Angeles, d'un ancien du Vietnam en signe de protestation.

De même, à Amherst (Massachusetts), un jeune homme portant une pancarte avec le symbole de la paix s'agenouilla sur la place du centre-ville, s'aspergea de pétrole et s'immola. Deux heures plus tard, les étudiants de l'université locale se rassemblèrent sur les lieux pour une veillée funèbre et laissèrent sur place des symboles de paix et une inscription : « Faites cesser cette folie ! »

Contrairement à ce qu'il s'était passé pour la guerre du Vietnam, le temps manquait pour organiser un vaste mouvement au sein des troupes américaines elles-mêmes. Des hommes et des femmes refusèrent néanmoins d'obéir à leurs supérieurs et de participer au conflit.

Lorsque les premiers contingents furent acheminés, en août 1990, le caporal Jeff Patterson, un jeune soldat de vingt-deux ans cantonné à Hawaii, s'assit sur le tarmac de l'aéroport militaire et refusa d'embarquer à bord de l'avion en partance pour l'Arabie saoudite. Il demanda à être muté dans un autre corps : « J'ai compris qu'il n'existe pas de guerre juste. [...] Je me suis demandé ce que je faisais dans les *marines* quand j'ai commencé à lire des livres d'histoire. D'abord, j'ai beaucoup appris sur le soutien américain aux régimes assassins du Guatemala, du chah d'Iran et du Salvador. [...] Je refuse l'usage militaire de la force contre quelque peuple que ce soit, où que ce soit et à quelque moment que ce soit. »

Quatorze *marines* réservistes de Camp Lejeune (Caroline du Nord) revendiquèrent le statut d'objecteur de conscience malgré les menaces de cour martiale pour désertion. Un caporal des *marines*, Erik Larsen, déclarait : « Je me déclare objecteur de conscience. Voici mon paquetage avec mon équipement personnel. Voici mon masque à gaz. Je n'en ai plus besoin. Je n'appartiens plus désormais au corps des *marines*. [...] Il m'est personnellement impossible de me battre pour un mode de vie qui ne garantit pas, au cœur même de la capitale de notre pays, les besoins fondamentaux de l'être humain tels qu'un abri pour dormir, un repas quotidien et un minimum de soins médicaux. »

La caporale Yolanda Huet-Vaughn – médecin, capitaine dans le corps médical de l'armée de réserve, mère de trois enfants et membre du mouvement des Physicians for Social Responsability – fut rappelée en décembre 1990, un mois avant le début de la guerre. Pour toute réponse à cette convocation, elle déclara refuser de se « rendre complice d'un acte qu'[elle considérait] comme immoral, inhumain et inconstitutionnel, en d'autres termes : la mobilisation pour une intervention militaire au Moyen-Orient ». Traduite en cour martiale, elle fut jugée coupable et condamnée à deux ans et demi de prison.

Un autre soldat, Stéphanie Atkinson, de Murphysboro (Illinois), refusa de reprendre du service actif parce qu'elle jugeait que cette opération militaire américaine dans le Golfe n'obéissait qu'à des motifs économiques. Elle fut d'abord placée en maison d'arrêt puis démobilisée avec la mention « rien moins qu'honorable ».

Harlow Ballard, un médecin militaire cantonné à Fort Devens (Massachusetts), refusa de rejoindre l'Arabie saoudite : « Je préférerais aller en prison que participer à cette guerre. [...] Pour moi, il n'y a pas de guerre juste. »

Plus d'un millier de réservistes se revendiquèrent objecteurs de conscience. Parmi eux, Rob Calabro, un réserviste âgé de vingt-trois ans. « Mon père m'a dit qu'il avait honte de moi. Il a crié que je le mettais dans une situation impossible. Mais je pense que tuer des gens est moralement condamnable. Je crois que je sers mieux mon pays en restant fidèle à ma conscience qu'en vivant dans le mensonge. »

Pendant la guerre du Golfe, un réseau d'information national se mit en place pour dire ce que taisaient les principaux médias. Des journaux alternatifs paraissaient dans de nombreuses villes. Plus d'une centaine de radios communautaires, qui ne touchaient qu'une petite part d'audience nationale, relayaient pourtant les seules analyses critiques de la guerre du Golfe. David Barsamian, astucieux journaliste d'une radio de Boulder (Colorado), enregistra un discours tenu par Noam Chomsky à Harvard – une critique dévastatrice de la guerre. Il expédia ensuite la cassette à toutes les stations de radio communautaires du réseau, avides de points de vue se démarquant du discours officiel. Deux jeunes du New Jersey reproduisirent ensuite ce discours sous forme de brochures destinées à être photocopiées et les distribuèrent dans de nombreuses librairies du pays.

Toute guerre « victorieuse » est immédiatement suivie d'un moment de doute au cours duquel, une fois la ferveur patriotique retombée, les citoyens font le point sur les pertes et les profits de

l'opération. En février 1991, la fièvre belliqueuse atteignit son apogée. À ce moment-là, même confrontés au lourd bilan de la guerre, 17 % seulement des personnes interrogées estimèrent que cela n'en valait pas la peine. Quatre mois plus tard, en juin donc, ils étaient 30 %. Au cours des mois qui suivirent, la popularité de Bush s'effondra suite à la dégradation économique du pays. En 1992, l'esprit belliqueux de la nation s'étant en quelque sorte évaporé, Bush subit une défaite électorale.

Après la désintégration du bloc soviétique, en 1989, on discuta beaucoup aux États-Unis des « dividendes de la paix » et de l'opportunité de soustraire quelques milliards de dollars au budget militaire au bénéfice des programmes sociaux. La guerre du Golfe permit de clore ce débat. Un membre de l'administration Bush ne déclara-t-il pas au *New York Times*, le 2 mars 1991 : « Nous devons une fière chandelle à Saddam : il nous a évité le débat sur les "dividendes de la paix". »

Le débat ne pouvait néanmoins être étouffé tant la nécessité sociale se faisait ressentir aux États-Unis. Immédiatement après la guerre, l'historienne Marilyn Young remarquait que « les États-Unis [pouvaient] détruire les autoroutes irakiennes mais pas entretenir le réseau routier américain, provoquer de terribles conditions sanitaires en Irak mais sans garantir pour autant des soins médicaux à des millions d'Américains. Ils [pouvaient] également s'inquiéter du traitement réservé à la minorité kurde par les Irakiens mais pas faire face aux problèmes du racisme sur leur propre territoire, créer des sans-abri à l'étranger sans résoudre chez eux ce problème, engager cinq cent mille soldats dans une guerre contre la drogue à l'étranger et renoncer à chercher le moyen de venir en aide aux millions de drogués américains. [...] Finalement, il se pourrait que nous perdions la guerre après l'avoir gagnée. »

En 1992, avec la commémoration du cinq centième anniversaire de l'arrivée de Christophe Colomb, les limites de cette victoire militaire devinrent évidentes. Cinq cents ans s'étaient écoulés depuis que Colomb et ses acolytes avaient entraîné la disparition de la population indigène d'Hispaniola. Au cours des siècles qui suivirent, les gouvernements américains successifs s'étaient engagés dans une politique systématique d'élimination des tribus indiennes en progressant à travers le continent. Mais on assistait à présent à une réaction spectaculaire.

Les Indiens – premiers habitants du territoire américain – étaient *réapparus* depuis les années 1960-1970. En 1992, ils furent rejoints

par d'autres Américains dans leur dénonciation des commémorations de la découverte du continent par les Européens. Pour la première fois, il y eut des manifestations nationales de protestation contre la célébration d'un homme qui avait enlevé de force, réduit à l'esclavage, mutilé et assassiné ces indigènes qui l'avaient accueilli en lui offrant des présents et leur amitié.

Les préparatifs commencèrent dans les deux camps. Des comités officiels nationaux et locaux avaient été mis sur pied avant même l'année de la commémoration.

Les Indiens réagirent vivement. À l'été 1990, trois cent cinquante d'entre eux, représentant toutes les ethnies du continent américain, se rencontrèrent à Quito, en Équateur, pour une première convention intercontinentale des peuples indigènes d'Amérique, afin de se mobiliser contre la célébration de la conquête menée par Colomb.

L'été suivant, à Davis (Californie), plus d'une centaine d'Indiens se réunirent pour donner suite à la conférence de Quito. Ils déclarèrent le 12 octobre 1992 « Journée internationale de solidarité avec les peuples indigènes » et décidèrent d'informer le roi d'Espagne que les répliques des trois navires de Christophe Colomb « ne seraient pas autorisées par les Nations indigènes à accoster dans l'hémisphère occidental tant qu'[il n'aurait] pas personnellement présenté [ses] excuses pour l'invasion qui [avait] eu lieu cinq cents ans plus tôt ».

Le mouvement prit de l'ampleur. La plus grande association œcuménique des États-Unis, le National Council of Churches, appela les chrétiens à une certaine modération pour la célébration de l'événement parce que « ce qui pour certains avait représenté une liberté nouvelle, l'espoir et l'occasion de saisir leur chance avait été pour d'autres une ère d'oppression, de pillage et de génocide ».

Le National Endowment for the Humanities organisa une exposition itinérante intitulée « Première Rencontre », qui magnifiait la conquête menée par Colomb. Lorsque l'exposition fut inaugurée au Florida Museum of National History, Michelle Diamond, étudiante de première année à l'université de Floride, se hissa à bord d'une réplique du navire de Colomb avec une pancarte proclamant : « Cette exposition est raciste. » Elle déclarait en outre que le « problème [concernait] l'humanité tout entière et pas seulement les Indiens ». Elle fut arrêtée et accusée de violation de propriété. Les manifestations contre l'exposition se poursuivirent néanmoins pendant seize jours.

Un journal intitulé *Indigenous Thought* commença à paraître au début de 1991 pour servir de lien entre tous ceux qui refusaient de célébrer Christophe Colomb. On y trouvait des articles rédigés par

des Indiens sur la question toujours actuelle des terres indiennes confisquées par traité.

À Corpus Christi (Texas), les Indiens et les Chicanos (descendants des Mexicains) protestèrent ensemble contre les festivités prévues par la municipalité. Angelina Mendez s'exprima au nom des Chicanos : « La nation chicano, en solidarité avec nos sœurs et frères indiens du Nord, se joint à eux en ce jour pour dénoncer le crime que se propose de perpétrer le gouvernement américain en rejouant l'arrivée des Espagnols, et en particulier celle de Christophe Colomb, sur les rivages de ce pays. »

Cette controverse fut à l'origine d'une extraordinaire explosion d'activités culturelles et éducatives. À San Diego, une enseignante de l'université de Californie, Deborah Small, mit sur pied une exposition, intitulée « 1492 », rassemblant deux cents peintures sur bois. Elle y juxtaposait des extraits du journal de Colomb et des agrandissements de gravures du XVI[e] siècle pour mettre en relief les drames qui accompagnèrent l'arrivée des Espagnols en Amérique. Un critique écrivit : « Cela nous rappelle, de manière particulièrement vive, que l'arrivée de la civilisation occidentale au Nouveau Monde n'a rien eu d'un conte de fées. »

Lorsque le président Bush bombarda l'Irak en 1991 sous prétexte de faire cesser l'occupation du Koweït par les Irakiens, un groupe d'Indiens de l'Oregon fit circuler une lettre ouverte, aussi amère qu'ironique : « Cher président Bush. Pourriez-vous nous aider à libérer notre petite nation occupée ? Une force étrangère occupe nos terres pour s'emparer de nos formidables ressources naturelles. Ces étrangers ont menti et mené contre nous une guerre bactériologique, tuant des milliers de vieillards, d'enfants et de femmes. Après avoir envahi notre pays, ils ont renversé les chefs et les autorités de nos gouvernements et les ont remplacés par leur propre système de gouvernement qui aujourd'hui encore contrôle notre mode de vie de bien des manières. Selon vos propres termes, l'occupation et le renversement d'une petite nation [...] est une occupation de trop. Sincèrement vôtre. Un Indien d'Amérique. »

Le magazine *Rethinking Schools*, porte-parole de tous les enseignants engagés du pays, publia un livre d'une centaine de pages intitulé *Rethinking Columbus*. On y trouvait des articles rédigés par des Indiens et par bien d'autres, un tour d'horizon critique des livres pour enfants sur Christophe Colomb, des informations pour ceux qui désireraient en savoir – et en lire – plus sur le mouvement contre les célébrations du cinq centième anniversaire. Il fut vendu, en quelques mois, à plus de deux cent mille exemplaires.

Bill Bigelow, enseignant à Portland (Oregon) et collaborateur de *Rethinking Schools*, prit en 1992 une année sabbatique afin de parcourir le pays pour donner des séminaires devant d'autres enseignants, lesquels purent ainsi commencer à réattribuer à Christophe Colomb tout ce que les manuels scolaires et les programmes officiels omettaient le plus souvent.

Un étudiant de Bigelow écrivit également aux éditions Allyn and Bacon pour critiquer leur livre d'histoire, *The American Spirit* : « Pour faire simple, je ne prendrai qu'un problème. Par exemple sur Christophe Colomb. En vérité vous ne mentez pas, mais vous dites que "malgré leur intérêt sincère pour les peuples des Antilles, Colomb et son équipage ne réussirent jamais à vivre pacifiquement parmi eux". Il semble que, pour vous, Colomb n'en était pas responsable. En fait, la raison pour laquelle ils ne réussirent jamais à vivre pacifiquement avec les Indiens, c'est que Colomb et son équipage en firent des esclaves et en tuèrent des milliers pour la seule raison qu'ils ne ramenaient pas suffisamment d'or. »

Un autre étudiant écrivait : « C'est comme si les éditeurs avaient juste publié une "histoire héroïque" censée nous inoculer encore plus de chauvinisme. [...] Ils veulent nous faire penser que notre pays a toujours été grand, puissant et juste. »

Une certaine Rebecca écrivait pour sa part : « Bien entendu, les auteurs de ces livres pensent probablement que leurs propos sont inoffensifs – qui s'intéresse vraiment à celui qui a découvert l'Amérique ? [...] Mais la simple idée que l'on m'a menti toute ma vie à ce sujet, et Dieu sait sur quoi d'autre encore, me rend tout simplement furieuse. »

Sur la côte Ouest, une organisation appelée les « Italo-Américains contre Christophe Colomb » affirmait : « À chaque fois qu'un Italo-Américain s'identifie aux Indiens [...], nous sommes toujours plus près d'une possibilité de changement dans le monde. »

À Los Angeles, Blake Lindsey, une étudiante, se présenta devant le conseil municipal pour prendre position contre la célébration de la découverte de Colomb. Elle y évoqua le génocide des Arawaks sans provoquer la moindre réaction. Pourtant, lorsqu'elle s'exprima de nouveau lors d'un débat radiophonique, une Haïtienne téléphona pour déclarer : « Cette jeune fille a raison. Il n'y a plus d'Indiens ici. Lors du dernier soulèvement à Haïti, le peuple a détruit toutes les statues de Colomb. Érigeons plutôt des statues à la mémoire des indigènes. »

Il y eut des contre-célébrations à travers tout le pays. Les médias n'en parlèrent quasiment pas. Dans le seul Minnesota, on organisa

en 1992 des dizaines d'ateliers, des rassemblements, des projections de films, des expositions. Au Lincoln Center de New York, le 12 octobre 1992, on présenta *New World : An Opera about what Columbus Did to the Indians*, un spectacle de Leonard Lehrmann. À Baltimore, il y eut une exposition multimédia sur Christophe Colomb. À Boston, puis en tournée nationale, l'Underground Railway Theater joua *The Christopher Columbus Follies* devant des salles combles.

En plus de ces manifestations, les dizaines de livres qui parurent à l'époque sur l'histoire des Indiens et les innombrables débats sur le sujet provoquèrent une évolution spectaculaire de l'attitude du monde enseignant. Pendant des générations, les mêmes sempiternelles histoires sur Colomb avaient été racontées aux écoliers américains : aventures admirables et romantiques. Désormais, des milliers d'enseignants de ce pays racontent l'histoire différemment.

Bien entendu, tout cela provoqua la colère des tenants de l'histoire classique, qui raillaient ce qu'ils qualifiaient d'histoire « politiquement correcte » et « multiculturaliste ». Ils s'offensaient du traitement radical de la question de l'expansion occidentale et de l'impérialisme, et de ce qu'ils considéraient comme une agression contre la civilisation occidentale. Le secrétaire à l'Enseignement de Ronald Reagan, William Bennett, avait parlé de la civilisation occidentale comme de « notre culture commune [...] avec ses idéaux et ses plus hautes aspirations ».

Dans un livre très médiatisé, *The Closing of the American Mind*, le philosophe Allan Bloom exprimait son effroi devant les changements que les mouvements sociaux des années 1960 avaient fait subir à l'enseignement dans les universités américaines. Selon lui, la civilisation occidentale était l'avant-garde du progrès humain et l'Amérique son meilleur représentant : « L'Amérique ne raconte qu'une seule histoire. Celle du progrès constant, inéluctable, de la liberté et de l'égalité. Depuis son premier colon jusqu'à son fondement politique, on n'a jamais pu contredire le fait que la liberté et l'égalité constituent pour nous l'essence même de la justice. »

Au travers du mouvement pour les droits civiques, la population noire avait contesté à l'Amérique cette prétention à se présenter comme la nation « de la liberté et de l'égalité ». Le mouvement féministe l'avait également contestée. En 1992, les Amérindiens dénoncèrent les crimes commis par la civilisation occidentale à l'encontre de leurs ancêtres. Ils rappelèrent l'esprit communautaire de ces Indiens que Colomb avait rencontrés et conquis. Ils essayèrent de dire l'histoire de ces millions de gens qui avaient vécu là avant

l'arrivée de Christophe Colomb pour démentir ce qu'un historien de Harvard (Perry Miller) avait évoqué comme une « progression de la culture européenne dans les étendues sauvages et désertiques du continent américain ».

Pendant les années 1970-1980, les personnes handicapées s'organisèrent également et formèrent un groupe suffisamment puissant pour obliger le Congrès à voter l'Americans with Disabilities Act, première loi à permettre aux personnes handicapées de poursuivre en justice les discriminations à leur encontre et à garantir leur accès aux lieux que leur handicap leur interdisait auparavant.

Au début des années 1990, le système politique américain, dirigé par les démocrates ou par les républicains, restait aux mains des plus fortunés. Les principaux canaux d'information étaient également contrôlés par les intérêts privés. Bien qu'aucun responsable politique important n'osât y faire allusion, le pays se partageait toujours entre une classe de gens extraordinairement riches et une importante partie de la population vivant dans la plus extrême pauvreté, séparés par une classe moyenne toujours sur le point de sombrer.

Et pourtant, il existait toujours bel et bien – même si on n'en parlait jamais – ce que notre célèbre (mais fort inquiet) journaliste avait qualifié de « culture d'opposition permanente ». Cette culture qui refusait de renoncer à son combat pour une société plus humaine et plus juste. Si l'Amérique pouvait garder un espoir, c'était bien dans cette volonté de ne pas baisser les bras.

Chapitre XXIII
La présidence de Clinton et la crise démocratique

Les huit années de la présidence de William Clinton, diplômé de la Law School de Yale et ancien sénateur de l'Arkansas, débutèrent dans l'espoir que ce jeune homme brillant apporterait au pays ce qu'il lui avait promis : le changement. Mais en l'espace de deux mandats, Clinton aura finalement gâché ses chances de passer, comme il l'aurait voulu, pour l'un des plus grands présidents de l'histoire des États-Unis.

Sa dernière année au pouvoir fut essentiellement marquée par les scandales entourant sa vie privée. Mais Clinton manqua surtout totalement d'audace dans son approche des affaires internes et se garda bien de toucher aux principes traditionnels de la politique étrangère américaine. En outre, il fit maintes fois preuve d'une prudence excessive et de conservatisme, ratifiant des lois qui satisfaisaient plus le parti républicain et le monde des affaires que les démocrates, dont une partie se souvenait encore des programmes audacieux de Franklin Roosevelt. Sur le terrain extérieur, ces huit années furent celles des fanfaronnades militaires et de la soumission au « complexe militaro-industriel » que le président Eisenhower avait dénoncé en son temps.

Clinton remporta deux fois de justesse les élections. En 1992, avec 45 % d'abstention, il n'obtint que 43 % des suffrages exprimés contre 38 % à George Bush père. De plus, 19 % des électeurs manifestèrent leur désintérêt pour les deux partis principaux en votant pour un troisième candidat : Ross Perot. En 1996, avec 50 % d'abstention, Clinton l'emporta avec 47 % des voix contre un candidat républicain particulièrement terne, Robert Dole. À l'évidence, les électeurs n'étaient guère enthousiastes. Un autocollant avait fleuri

sur de nombreuses voitures : « Si Dieu avait voulu que nous votions, il nous aurait donné des candidats. »

Lors de son second discours d'investiture, Clinton évoqua une nation à l'orée d'« un nouveau siècle, un nouveau millénaire ». Il prônait « une nouvelle gouvernance pour un nouveau siècle ». Mais chez Clinton, les actes suivaient rarement les promesses.

La date de cette seconde investiture coïncidait avec la célébration nationale de la naissance de Martin Luther King. Clinton cita ainsi plusieurs fois dans son discours le nom du leader noir. Pourtant, les deux hommes représentaient des philosophies sociales diamétralement opposées.

Lorsqu'il fut assassiné en 1968, King en était arrivé à penser que le système économique américain était fondamentalement injuste et qu'il fallait le transformer en profondeur. Il dénonçait les « méfaits du capitalisme » et militait pour « une redistribution radicale des pouvoirs politique et économique ».

Quant à Clinton – étant donné que la contribution des plus grandes entreprises au financement du parti démocrate atteignait un niveau historique –, il fit clairement preuve, au cours des quatre années de son premier mandat, de sa confiance dans le « système de marché » et dans la « libre entreprise ». Pendant la campagne de 1992, le PDG de Martin Marietta Corporation fit cette confidence : « Je pense que les démocrates se rapprochent du monde des affaires et que celui-ci, en conséquence, se rapproche du parti démocrate. »

La position de Martin Luther King vis-à-vis de la consolidation du pouvoir militaire avait été la même que lors de la guerre du Vietnam : « Cette folie doit cesser. » Il rappelait également que « le racisme, l'exploitation économique et le militarisme sont intrinsèquement liés ».

Clinton invoqua le « rêve » d'égalité raciale de Martin Luther King mais il se garda bien d'invoquer son idée d'une société qui rejetterait la violence. Même si l'Union soviétique n'était plus une menace, il insista pour que les États-Unis conservent leur force de frappe dispersée un peu partout dans le monde pour se préparer à « deux conflits régionaux » simultanés, et pour qu'ils maintiennent leur budget militaire au niveau de celui de la guerre froide.

Malgré la noblesse de sa rhétorique, Clinton démontra au cours de ses huit années de présidence que, à l'instar des autres politiciens, il s'intéressait plus à la victoire électorale qu'au changement social. Pour obtenir plus de suffrages il décida que le parti démocrate devait se rapprocher du centre. C'est-à-dire faire juste ce qu'il faut pour les Noirs, les femmes et les travailleurs afin de conserver leurs votes tout en essayant de grignoter des voix chez les Blancs

de la droite conservatrice avec un appareil militaire renforcé et des programmes plus musclés contre le crime mais plus timides en matière sociale.

Une fois élu, Clinton appliqua scrupuleusement cette stratégie. Il nomma quelques personnalités qui suggéraient un soutien aux forces du travail et au système social, parmi lesquelles, à la tête du National Labor Relations Board, un Afro-Américain proche des syndicats. Mais les postes clefs des départements du Commerce et du Trésor revinrent à de riches avocats d'affaires, et son équipe en politique étrangère – le secrétaire d'État, le directeur de la CIA, le conseiller à la Sécurité nationale – se composait des habituels adeptes du consensus bipartisan de l'époque de la guerre froide.

Il nomma certes plus de personnes de couleur au gouvernement que ses prédécesseurs républicains. Mais si l'un de ces individus nommés ou susceptibles de l'être se montrait trop audacieux, il était immédiatement lâché.

Son secrétaire au Commerce, Ronald Brown (qui mourut dans un accident d'avion), était un avocat d'affaires noir. Clinton le trouvait manifestement à son goût. En revanche, Lani Guinier, une Noire spécialiste du droit qui devait être nommée à la direction de la Civil Rights Division of the Justice Department, fut recalée quand les conservateurs firent des objections sur ses opinions affirmées en matière d'égalité raciale et de représentation électorale. De même, lorsque la directrice de la Santé Joycelin Elders, une Noire, exprima l'opinion controversée selon laquelle la masturbation devait être abordée dans le cadre de l'éducation sexuelle, Clinton lui demanda de démissionner (assez ironiquement, convenons-en, au vu de ses futures aventures sexuelles à la Maison-Blanche).

Il fit preuve d'une semblable faiblesse pour les deux nominations qu'il fit à la Cour suprême, s'assurant que Ruth Bader Ginsburg et Stephen Breyer seraient suffisamment modérés pour être acceptés aussi bien par les républicains que par les démocrates. Il ne souhaitait manifestement pas de libéraux convaincus, à l'instar de Thurgood Marshall ou de William Brenann, qui avaient quitté la Cour peu de temps auparavant. Les deux nouveaux membres de la Cour suprême défendaient la constitutionnalité de la peine de mort et étaient favorables à la limitation drastique du principe de l'*habeas corpus*. Tous les deux se joignirent aux juges les plus conservateurs de la Cour suprême pour confirmer le « droit constitutionnel » des organisateurs de la parade de la Saint-Patrick de Boston à en exclure les homosexuels.

Pour ses nominations aux postes de juges dans les tribunaux de moindre importance, Clinton se révéla aussi peu désireux de

nommer des libéraux qu'aurait pu l'être le républicain Gerald Ford dans les années 1970. Selon une étude portant sur trois années d'exercice publiée dans la *Fordham Law Review* au début 1996, les juges que Clinton avait nommés rendirent des verdicts d'inspiration libérale dans moins de la moitié des cas qu'ils eurent à juger. Le *New York Times* remarquait que, si Reagan et Bush s'étaient battus pour imposer des juges reflétant leur philosophie politique, le président « Clinton, en revanche, [avait] rapidement abandonné toutes les nominations qui prêtaient le flanc à la moindre controverse ».

Clinton était soucieux de démontrer qu'il ne ferait aucune concession dans les domaines de « la loi et de l'ordre ». Pendant sa campagne présidentielle de 1992, alors qu'il n'était encore que gouverneur de l'Arkansas, il retourna brièvement dans cet État pour assister à l'exécution d'un malade mental qui attendait dans le couloir de la mort. Au début de son mandat, en avril 1993, lui et son ministre de la Justice, Janet Reno, donnèrent le feu vert à l'attaque menée par le FBI contre un groupe de fanatiques religieux qui s'étaient retranchés, armés jusqu'aux dents, dans des bâtiments à Waco (Texas). Cette attaque se conclut par l'incendie du bâtiment, dont il ne resta bientôt plus que des ruines, et fit quatre-vingt-six morts, parmi lesquels des femmes et des enfants.

David Thibodeau, l'un des rares survivants de la tragédie de Waco, donne dans son livre *A Place Called Waco* une précieuse description des conséquences humaines de l'assaut donné par les forces gouvernementales : « Bien que plus de trente femmes et enfants se soient entassés dans une petite pièce bétonnée au sous-sol de la tour résidentielle, le char a fait irruption dans la pièce du dessus, provoquant la chute de lourds blocs de béton sur les réfugiés. Six femmes et enfants furent immédiatement écrasés par ces blocs de béton, les autres périrent étouffés par la poussière et les vapeurs du gaz CS que le char propageait massivement dans cet abri dénué de fenêtres et sans aucune ventilation. Le corps carbonisé de la petite Star, six ans, la plus âgée des filles de David [David Koresh, le chef de la secte], fut retrouvé la colonne vertébrale brisée et présentant un angle incroyable, sa tête touchant presque ses talons. Ses muscles étaient contractés par les effets combinés de la chaleur des flammes et du cyanure retrouvé dans son corps et dû au gaz suffocant CS. »

Clinton et Reno firent de minables excuses pour cette agression militaire décidée bien légèrement contre un groupe composé d'hommes, de femmes et d'enfants. Reno se justifia en parlant des mauvais traitements subis par les enfants de la secte, ce qui n'était

absolument pas prouvé. Mais s'ils avaient été avérés, les mauvais traitements pouvaient-ils justifier ce massacre ?

Comme cela se passe bien souvent lorsque le gouvernement se conduit en assassin, les survivants de la secte furent traînés en justice et le juge refusa de prendre en compte la demande de clémence émise par le jury. Certaines des peines infligées allaient jusqu'à quarante ans d'emprisonnement. À cette occasion, le professeur de droit pénal James Fyfe, de l'université de Temple, regretta qu'« il n'y [ait] pas de FBI pour enquêter sur le FBI et pas de département à la Justice pour enquêter sur le département à la Justice ».

L'un des survivants condamnés s'appelait Renos Avraam. Il fit ce commentaire : « Ce pays est censé respecter la loi et non réagir instinctivement. Lorsqu'on ignore la loi, on sème les graines du terrorisme. »

Cela allait s'avérer prophétique. Quelques années après la tragédie de Waco, Thimothy McVeigh fut condamné pour l'attentat contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, qui fit cent soixante-huit morts. McVeigh avait visité deux fois le site de Waco. Selon le témoignage d'un agent du FBI, il s'était montré ensuite « extrêmement agité » à propos de l'assaut gouvernemental à Waco.

L'approche de type « la loi et l'ordre » assumée par Clinton l'entraîna à ratifier une loi qui réduisait le budget consacré aux centres de secours des États qui offraient une assistance juridique aux détenus les plus pauvres. Entre autres résultats, comme le notait Bob Herbert, journaliste au *New York Times*, on put bientôt voir en Géorgie un accusé risquant la peine de mort se présenter seul devant ses juges.

En 1996, Clinton ratifia également une loi qui compliquait la tâche des juges souhaitant placer certaines prisons sous l'autorité d'administrateurs spécialement chargés de s'assurer de l'amélioration des conditions effroyables d'incarcération. Il approuva également un nouveau règlement qui tendait à supprimer l'aide financière fédérale pour le conseil juridique lorsque les avocats défendaient des cas relevant des conflits sociaux (de tels procès étaient pourtant essentiels pour répondre aux attaques contre les libertés civiles).

Le décret sur le crime de 1996, que les républicains et les démocrates du Congrès votèrent à une écrasante majorité et que Clinton endossa avec enthousiasme, abordait la question du crime en insistant sur son châtiment plutôt que sur sa prévention. Il étendait la peine de mort à toute une série de crimes et affectait 8 milliards de dollars à la construction de nouvelles prisons.

Tout cela fut réalisé dans le seul objectif de convaincre les électeurs que les politiciens étaient « impitoyables envers le crime ». Pourtant, comme l'expliquait le criminologue Taud Clear au *New York Times*, dans un article intitulé « Toujours plus dur, toujours plus bête », le durcissement des sentences avait envoyé, depuis 1973, un million de personnes supplémentaires dans les prisons. C'est ainsi que les États-Unis peuvent se vanter d'avoir le plus fort taux d'incarcération au monde sans réussir pour autant à empêcher l'augmentation de la criminalité. Taud Clear s'interrogeait : « Pourquoi l'application de peines plus sévères a-t-elle si peu d'influence sur le taux de criminalité ? » Sans doute parce que « la police et les prisons n'ont aucun effet concret sur les conditions qui sont à l'origine du comportement criminel ». Clear rappelait que « 70 % des personnes emprisonnées dans les prisons de l'État de New York [étaient] originaires de huit quartiers de New York seulement. Ces quartiers souffrent de l'extrême pauvreté, de l'exclusion, de la marginalisation et du désespoir. Et c'est cela qui engendre le crime. »

Ceux qui détiennent le pouvoir – qu'il s'agisse de Clinton ou de ses prédécesseurs – possèdent tous quelque chose en commun. Ils tentent de se maintenir au pouvoir en dirigeant la colère des citoyens sur des groupes sans défense. Selon H. L. Mencken, observateur caustique de la société américaine des années 1920, « le principal objectif de la politique est d'effrayer la populace en la menaçant d'une batterie infinie de monstres tous plus imaginaires les uns que les autres ».

Parmi ces monstres figurent les criminels, mais aussi les immigrés, les gens qui vivent de l'aide sociale et certains régimes comme ceux de l'Irak, de la Corée du Nord ou de Cuba. En focalisant sur eux l'attention de la population, en inventant ou en exagérant les dangers encourus, on pouvait dissimuler les faillites du système américain.

Les immigrés étaient, en effet, une cible d'autant plus pratique que, ne votant pas, leurs intérêts pouvaient sans danger être parfaitement ignorés. Il fut toujours facile pour les politiciens de jouer de cette xénophobie qui éclata à plusieurs reprises au cours de l'histoire américaine : les préjugés anti-Irlandais du milieu du XIX[e] siècle, les perpétuelles violences contre les Chinois importés pour travailler sur les chemins de fer, l'hostilité marquée à l'égard des émigrés d'Europe du Sud et de l'Est qui entraîna la mise en place de lois plus restrictives sur l'immigration dans les années 1920.

Si l'esprit de réforme des années 1960 avait entraîné des changements vers plus d'ouverture dans ces lois sur l'immigration, démocrates et républicains jouèrent à nouveau de l'insécurité économique

que connaissaient les travailleurs américains dans les années 1990. On sait que la disparition des emplois était la conséquence des « dégraissages » pratiqués par les entreprises pour faire des économies ou qui délocalisaient leurs usines dans des pays pratiquant des salaires beaucoup moins élevés. Ce furent cependant les immigrés, et en particulier ceux qui arrivaient massivement du Sud à travers la frontière mexicaine, qui furent accusés d'augmenter les impôts de l'Américain moyen en prenant le travail des citoyens américains et en recevant des aides gouvernementales.

Les deux principaux partis s'accordèrent pour voter des lois, approuvées ensuite par Clinton, visant à supprimer les avantages sociaux (bons d'alimentation, allocations pour les personnes âgées et pour les handicapés) non seulement aux immigrés clandestins mais également à ceux dont la situation était régulière. Au début de 1977, des courriers furent adressés à près d'un million d'immigrés « officiels » – pauvres, âgés ou handicapés – pour leur annoncer que, à moins qu'ils ne deviennent citoyens américains, les bons d'alimentation et les allocations leur seraient supprimés.

Toutefois, pour près de cinq cent mille immigrés réguliers, passer les tests requis pour obtenir la citoyenneté était pratiquement impossible. Dans leur grande majorité, ils ne savaient pas lire l'anglais, étaient malades, handicapés ou simplement trop vieux pour apprendre. Un immigré portugais vivant au Massachusetts déclara à un journaliste, par l'intermédiaire d'un interprète : « Chaque jour nous avons peur de recevoir cette lettre. Qu'est-ce qu'on va faire si on perd nos allocations ? On va mourir de faim. Ça ne vaudra plus la peine de vivre. »

Les immigrés clandestins fuyant le Mexique et la pauvreté se virent traiter plus brutalement encore au début des années 1990. On augmenta le nombre des gardes-frontières. Une dépêche Reuters en provenance de Mexico affirmait, le 3 avril 1997 : « Toute mesure contre l'immigration clandestine fait enrager les millions de Mexicains qui, à la recherche d'un travail, essaient de passer chaque année – légalement ou clandestinement – au travers des trois mille quatre cents kilomètres de frontière qui les séparent des États-Unis. »

Des centaines de milliers de personnes originaires d'Amérique centrale, qui avaient fui les Escadrons de la mort du Guatemala et du Salvador quand les gouvernements américains apportaient leur soutien à ces régimes, se voyaient à présent menacés d'expulsion parce qu'ils n'avaient jamais reçu le statut de réfugié politique. En effet, admettre que ces cas relevaient du politique aurait été incompatible avec les affirmations du gouvernement américain selon lesquelles ces régimes faisaient des efforts certains dans le domaine

des droits de l'homme et méritaient donc que l'on continue de leur apporter une aide militaire.

Au début de 1996, le Congrès et le président s'entendirent pour voter un Anti Terrorism and Effective Death Penalty Act, qui autorisait l'expulsion de tout immigré ayant été condamné au moins une fois pour crime, quelles que soient la date de la condamnation et la nature du crime. Les résidents permanents en situation régulière qui avaient épousé des citoyen(ne)s américain(e)s et avaient eu des enfants n'en étaient pas exemptés. Le *New York Times* révélait au mois de juillet de la même année que des « centaines de résidents étrangers avaient déjà été arrêtés depuis que la loi [avait] été votée ». Cette loi était parfaitement incohérente puisqu'elle répondait à l'attentat à la bombe contre le bâtiment fédéral d'Oklahoma City perpétré par Timothy McVeigh, un Américain de « pure souche ».

La nouvelle politique d'immigration du gouvernement, loin de remplir la promesse de Clinton d'instituer « une nouvelle gouvernance pour un nouveau siècle », était en fait un retour aux fameuses Alien and Seditious Laws du XVIIIe siècle et au McCarran Act[1] de la période McCarthy. Bien entendu, elle était loin de répondre à la grande proclamation inscrite sur la statue de la Liberté : « Donne-moi tes pauvres, tes exténués / Qui en rangs pressés aspirent à vivre libres / Le rebut de tes rivages surpeuplés / Envoie-les-moi, les déshérités / Que la tempête me les rapporte / De ma lumière, j'éclaire la porte d'Or. »

À l'été 1996 (cherchant à l'évidence le soutien de l'électorat « centriste » pour la prochaine élection), Clinton approuva une loi qui mettait fin à la garantie fédérale, accordée à l'époque du New Deal, d'apporter une aide financière aux familles pauvres ayant des enfants à charge. On prétendit qu'il s'agissait d'une « réforme du système social » et la loi elle-même portait l'intitulé trompeur de Personal Responsability and Work Opportunity Reconciliation Act.

Par cette décision, Clinton s'aliénait nombre de ses anciens partisans libéraux. Peter Edelman démissionna de son poste au département de la Santé, de l'Enseignement et des Services sociaux en critiquant amèrement ce qu'il considérait comme la reddition de Clinton à la droite et aux républicains. Plus tard, Edelman écrivit : « Son objectif était d'être réélu à tout prix. [...] Sa politique n'était pas d'estimer les risques mais plutôt de ne pas en prendre. [...] Sa tendance à abandonner la proie pour l'ombre a nui aux enfants des

1. Le McCarran Act autorisait le gouvernement fédéral, sans nécessité d'en référer au Congrès, à placer en détention toute personne « susceptible de mettre en péril la sécurité intérieure ».

milieux défavorisés. » Son but était de contraindre les familles pauvres bénéficiant des allocations fédérales (le plus souvent des parents isolés) à trouver du travail en leur supprimant les allocations au bout de deux ans, en réduisant les allocations à vie à cinq ans et en interdisant aux personnes n'ayant pas charge d'enfant de bénéficier de bons d'alimentation plus de trois mois sur une période de trois ans.

Le *Los Angeles Times* annonçait que, « dans la mesure où les immigrés en situation régulière perdaient l'accès à Medicaid et où les familles se voyaient confrontées à une limitation à cinq ans de leurs allocations [...], les experts en santé publique prévoyaient une recrudescence de la tuberculose et des maladies sexuellement transmissibles ». Ces coupes dans le budget social visaient à économiser 50 milliards de dollars sur une période de cinq ans (c'est-à-dire moins que le coût de la fabrication envisagée d'une nouvelle génération d'avions de combat). Même le *New York Times*, qui avait apporté son soutien à Clinton pendant les élections, affirmait que le contenu de la nouvelle loi « n'avait rien à voir avec la création d'emplois mais bien plutôt avec l'équilibre du budget au détriment des programmes sociaux destinés aux pauvres ».

Cependant, l'idée de supprimer les allocations pour renvoyer les gens au travail était confrontée à un problème simple mais incontournable : le manque d'emplois pour accueillir la population visée. À New York, en 1990, lorsque deux mille emplois furent créés par le département à l'Hygiène publique de la ville pour un salaire de 23 000 dollars par an, quelque cent mille personnes y postulèrent. Deux années plus tard, à Chicago, sept mille personnes se présentèrent pour les cinq cent cinquante emplois proposés par la chaîne de restauration Stouffers. À Joliet (Illinois), deux mille personnes se présentèrent à la Commonwealth Edison à quatre heures du matin pour postuler à des emplois qui en fait n'existaient pas encore. Au début de 1997, quatre mille personnes faisaient la queue pour sept cents emplois au *Roosevelt Hotel* de Manhattan. On estimait qu'au regard du taux de création d'emploi de l'époque il faudrait vingt-quatre ans pour absorber tous ceux qui avaient été expulsés du système d'aide sociale.

L'administration Clinton s'obstina dans son refus de mettre en place des programmes fédéraux de création d'emplois du type de ceux qui, pendant le New Deal, avaient engagé des milliards de dollars pour donner du travail à plusieurs millions de personnes. « L'ère du "Big Government" [1] est passée », proclamait Clinton

1. Le couple Big Government-Big Business est central dans l'histoire politique américaine. Au mieux, le Big Government est censé modérer les excès du Big Business. Néanmoins,

pendant sa seconde campagne électorale. Il pensait ainsi récupérer les votes des Américains prétendument séduits par ce discours républicain selon lequel le gouvernement affectait trop d'argent aux programmes sociaux.

En l'occurrence, les deux partis se trompaient lourdement sur la position de l'opinion publique. La presse se rendait d'ailleurs souvent complice de cette erreur. En 1994, lorsqu'à l'occasion des élections intermédiaires 37 % seulement des électeurs se rendirent aux urnes (et à peine plus de la moitié d'entre eux votèrent pour les républicains), les médias annoncèrent « une révolution ». Un gros titre du *New York Times* affirmait que « l'opinion publique faisait confiance à un Congrès républicain », laissant entendre que les électeurs soutenaient les propositions républicaines en faveur d'une réduction du rôle du gouvernement.

Pourtant, dans le corps de ce même article, un sondage *New York Times*/CBS News révélait que 65 % des sondés estimaient qu'« il [était] de la responsabilité du gouvernement de s'occuper des gens les plus démunis ».

Quand Clinton et les républicains s'en prenaient au Big Government, ils ne visaient bien entendu que le système social. D'autres manifestations du Big Government, comme les formidables contrats passés avec les industries de l'armement et les généreuses subventions accordées aux entreprises, se poursuivaient sur une grande échelle.

Le Big Government avait en fait pris forme dès l'époque des Pères Fondateurs, qui avaient délibérément mis en place un fort gouvernement centralisé pour protéger les intérêts des détenteurs de bons du Trésor, des esclavagistes, des spéculateurs fonciers et des manufacturiers. Au cours des deux siècles suivants, le gouvernement américain continua de servir les intérêts des riches et des puissants, offrant des centaines de milliers d'hectares de terres aux compagnies ferroviaires, élevant des barrières douanières destinées à protéger les intérêts des producteurs américains, et accordant des réductions fiscales aux compagnies pétrolières tout en utilisant l'armée pour briser les grèves et réprimer les révoltes.

Ce ne fut qu'au XXᵉ siècle – en particulier quand, dans les années 1930 et 1960, le gouvernement, menacé de tous côtés par la contestation et craignant une déstabilisation du système en place, vota des lois sociales en faveur des pauvres – que les dirigeants politiques et économiques commencèrent à se plaindre du « Big Government ».

---

tandis qu'on ne remet presque jamais en cause la légitimité du second, le premier est continuellement la cible des attaques des partisans du « laissez-faire » économique.

Le président Clinton rétablit Alan Greenspan à la tête de la Réserve fédérale, chargée de réguler les taux d'intérêts. Le principal souci de Greenspan était d'éviter « l'inflation » qui déplaisait fort aux détenteurs de bons du Trésor parce qu'elle aurait réduit leurs profits. La philosophie financière de Greenspan le conduisait à penser que l'augmentation des salaires était inflationniste et à redouter qu'un chômage trop peu élevé ne produise justement cette augmentation des salaires.

La réduction du déficit annuel pour arriver à l'« équilibre budgétaire » devint une obsession de l'administration Clinton. Et comme Clinton ne voulait pas augmenter les impôts des plus riches ni tailler dans le budget militaire, il lui fallut sacrifier les pauvres, les enfants, les personnes âgées, et dépenser moins pour la santé, pour les bons d'alimentation, pour l'enseignement et pour les parents isolés.

Il existe au moins deux illustrations de cette politique dans la seconde administration Clinton, au printemps 1997. Comme l'indique le *New York Times* du 8 mai 1997 : « L'un des éléments essentiels du programme de Clinton pour l'éducation (5 milliards de dollars destinés à rénover un parc scolaire en piteux état) est vite passé à la trappe lors de l'accord de la semaine dernière sur l'équilibre budgétaire. »

Le *Boston Globe* du 22 mai 1997 remarque : « Suite à l'intervention de la Maison-Blanche, le Sénat a [...] rejeté hier la proposition d'étendre la couverture médicale aux dix millions et demi d'enfants qui n'en bénéficient pas encore. [...] Plusieurs députés ont décidé de changer d'avis après avoir été appelés par de hauts responsables de la Maison-Blanche qui leur ont affirmé que l'amendement en question mettrait en péril le difficile compromis sur le budget. »

Cette obsession autour de l'équilibre du budget ne concernait pourtant jamais le budget militaire. Juste après sa première élection à la présidence, Clinton n'avait-il pas déclaré : « Je tiens à réaffirmer la nécessaire continuité de la politique étrangère américaine »?

Sous la présidence de Clinton, le gouvernement continua de dépenser au moins 250 milliards de dollars par an pour maintenir l'appareil militaire. Clinton pensait comme les républicains que la nation devait être prête à faire face à « deux conflits régionaux » simultanés, et cela malgré l'effondrement de l'Union soviétique en 1989. Cette année-là, le secrétaire à la Défense de Bush, Dick Cheney (qu'on peut difficilement ranger dans le camp des

« colombes ») reconnaissait que « les menaces se [faisaient] moins pressantes. Tellement moins pressantes qu'il [était] difficile de les identifier clairement ». Le général Colin Powell ajoutait dans *Defense News*, le 8 avril 1991 : « Je suis à court de démons, et à court de traîtres. Je dois me contenter de Castro et de Kim Il Sung. »

Clinton avait été accusé durant la campagne électorale d'avoir échappé au service pendant la guerre du Vietnam parce qu'il y était apparemment opposé, comme bien d'autres jeunes Américains. Une fois installé à la Maison-Blanche, il sembla déterminé à effacer cette image d'« insoumis » et profita de toutes les occasions pour se présenter comme un farouche partisan de l'appareil militaire.

À l'automne 1993, le secrétaire à la Défense de Clinton, Les Aspin, rendit public le résultat de la « révision générale » du budget militaire qui envisageait d'affecter plus de mille milliards de dollars pour les cinq années suivantes. Il ne proposait pratiquement aucune réduction majeure des principaux systèmes d'armement. Anthony Cordesman, un expert conservateur du Woodrow Wilson International Center, en conclut qu'il n'y avait pas « de différences radicales avec les programmes militaires de Bush ni d'ailleurs avec la stratégie américaine antérieure ».

Après deux ans de présidence, confronté à une poussée des républicains lors des élections au Congrès en 1994, Clinton affecta encore plus de moyens financiers au budget militaire qu'on ne l'avait envisagé lors de la fameuse « révision générale ». Le 1er décembre 1994, une dépêche du *New York Times* en provenance de Washington affirmait que, « pour essayer de contrer la critique républicaine selon laquelle l'appareil militaire serait insuffisamment financé, le président Clinton a tenu une conférence de presse pour annoncer qu'il souhaitait trouver 25 milliards de dollars pour les dépenses militaires sur les six années à venir ».

Les exemples les plus souvent cités par le Pentagone pour illustrer les deux fameux « conflits régionaux simultanés » étaient l'Irak et la Corée du Nord.

La guerre du Golfe éclata en 1991 alors que les Américains avaient pourtant armé l'Irak tout au long des années 1980. On pouvait aussi penser raisonnablement que l'importante aide militaire américaine apportée à la Corée du Sud et la présence permanente de troupes américaines sur le territoire de ce pays avaient entraîné l'augmentation du budget militaire nord-coréen (qui restait malgré tout bien inférieur à celui de la Corée du Sud).

L'Amérique de Clinton poursuivit ses livraisons d'armes à de nombreux pays à travers le monde. En arrivant aux affaires, il approuva la vente d'avions de combat F-15 à l'Arabie saoudite et

de F-16 à Taïwan. Le *Baltimore Sun* du 30 mai 1994 annonçait : « L'année prochaine, les États-Unis produiront pour la première fois plus d'avions de combat pour les marchés extérieurs que pour le Pentagone lui-même. À l'évidence, les États-Unis ont définitivement ravi à l'Union soviétique le titre de champion du monde des ventes d'armes. Soutenue par l'administration Clinton, l'industrie américaine de l'armement a connu l'an dernier sa meilleure année de toute son histoire en termes d'exportation. Elle a en effet vendu pour 32 milliards de dollars d'armes à l'étranger – plus de deux fois son résultat de 1995. »

Cette tendance se poursuivit pendant toute la durée de la présidence Clinton. À l'été 2000, le *New York Times* révélait que les États-Unis avaient vendu en 1999 plus de 11 milliards de dollars d'armes – un tiers de toutes les armes vendues à travers le monde. Deux tiers de ces armes étaient destinées aux pays pauvres. En 1999, l'administration Clinton leva l'interdiction sur les armes de haute technologie qui pesait sur l'Amérique latine. Le *Times* parla à l'époque de « victoire pour les plus gros fabricants d'armes tels que la Lockheed-Martin Corporation et la McDonnell Douglas Corporation ».

Clinton semblait soucieux de faire la démonstration de sa force. Il n'était en poste que depuis huit mois lorsqu'il donna l'ordre à l'aviation américaine de bombarder Bagdad, en représailles d'une prétendue tentative d'assassinat sur la personne de l'ancien président Bush à l'occasion de son passage au Koweït. Les preuves d'un tel complot étaient particulièrement douteuses puisqu'elles provenaient de la police koweïtienne, notoirement corrompue. L'aviation américaine n'attendit pas les conclusions du procès qui devait avoir lieu au Koweït pour bombarder ce que les États-Unis affirmaient être le « quartier général des services de renseignements » irakiens, situé dans la banlieue de Bagdad. L'opération fit au moins six morts, dont une artiste célèbre et son mari.

Le *Boston Globe* déclara ultérieurement que « depuis le raid aérien, le président Clinton et d'autres responsables se vantaient d'avoir anéanti les renseignements irakiens et d'avoir adressé un message fort à Saddam Hussein afin qu'il change de comportement ». Il s'avéra par la suite que cette opération aérienne n'avait pas causé de dommages importants – voire pas de dommages du tout – aux services de renseignements irakiens, et le *New York Times* jugea quelque temps plus tard que « les propos un peu hâtifs du président Clinton [n'étaient] pas sans rappeler les affirmations du président Bush et du général Schwartzkopf pendant la guerre du Golfe, qui s'étaient elles aussi révélées totalement fausses ».

Les démocrates soutinrent ces bombardements et le *Boston Globe*, se référant à l'article 51 de la Charte des Nations unies pour les justifier légalement, affirma qu'il s'agissait là de « la réponse la mieux adaptée d'un point de vue diplomatique. [...] L'allusion faite par Clinton à la Charte des Nations unies [prouvant] la volonté américaine de respecter le droit international ».

En fait, cet article 51 de la Charte des Nations unies n'autorise de réplique militaire unilatérale qu'en réponse à une attaque armée et seulement quand il s'avère impossible de réunir le Conseil de sécurité. Aucun de ces deux critères n'était rempli à l'occasion des bombardements sur Bagdad.

L'éditorialiste Molly Ivins estima que ces bombardements destinés à « adresser un message fort » collaient à la définition même du terrorisme. « Le plus effrayant chez les terroristes, c'est qu'ils ne font aucune distinction dans leurs actes entre les représailles et le désir d'attirer l'attention sur eux. [...] Ce qui est vrai pour les individus [...] doit l'être également pour les États. »

Ces bombardements constituaient le signe que Clinton, qui fut confronté à plusieurs crises internationales au cours de ses deux mandats, réagirait de la façon la plus classique, c'est-à-dire en usant de la force armée tout en prétextant des objectifs humanitaires. Une démarche habituellement aussi désastreuse pour les peuples concernés que pour les États-Unis eux-mêmes.

En juin 1993, en Somalie, pays plongé dans une terrible guerre civile et où la population souffrait de famine, les États-Unis intervinrent mal à propos et trop tard. Selon le journaliste Scott Peterson, dans son article « Moi contre mon frère. En guerre en Somalie, au Soudan et au Rwanda », les « forces américaines et d'autres forces internationales – abritées derrière la bannière des Nations unies – ont commis en Somalie des actes d'une étonnante barbarie ».

L'administration Clinton commit l'erreur d'intervenir dans un conflit interne opposant différents chefs de guerre. Elle décida de pourchasser le plus important d'entre eux, le général Mohamed Aidid, au cours d'une opération militaire qui s'acheva, en octobre 1993, par la mort de dix-neuf soldats américains et d'environ deux mille Somaliens.

L'intérêt de l'opinion américaine se focalisa comme d'habitude sur les seuls morts américains. La vie des Somaliens semblait avoir moins de prix. Toujours selon Peterson, « les officiers américains et ceux des troupes onusiennes indiquèrent clairement que les morts Somaliens ne les intéressaient pas et ils n'en firent pas le compte ».

En fait, le meurtre de soldats américains par une foule de Somaliens en colère avait été précédé par la décision fort contes-

table, prise par les États-Unis quelques mois auparavant, de lancer une opération militaire contre un édifice dans lequel s'étaient réunis des anciens de différentes communautés. Ce fut une opération d'une rare violence. Des hélicoptères First Cobra envoyèrent des missiles antichars. Peterson relate que, « quelques minutes plus tard, des troupes au sol américaines débarquaient et achevaient les survivants – une accusation rejetée par le commandement américain ». Un témoin affirma : « Quand ils voyaient quelqu'un crier, ils le tuaient. »

Le général américain Thomas Montgomery affirma de son côté que l'opération était « légitime » parce que les victimes étaient « tous des sales types ». Finalement, l'amiral Jonathan Howe, qui rendit compte de cette opération aux Nations unies (les Américains ayant insisté pour que ce soit l'un des leurs qui s'en charge), la justifia en affirmant que le bâtiment était « un poste clef pour la planification d'actes terroristes » et nia qu'il y ait eu des morts civils (bien que les victimes fussent essentiellement les anciens de la communauté). On prétendit également qu'on avait trouvé ensuite des postes émetteurs dans le bâtiment. Mais Peterson affirmait pour sa part qu'il n'avait « jamais entendu dire ni observé la moindre preuve que cette attaque eût fourni un quelconque avantage militaire "direct". »

Peterson poursuivait : « Bien que nous ayons tous des yeux et que nous ayons été témoins de ce crime, les responsables de cette opération se sont obstinés à défendre l'indéfendable et à s'en tenir à l'illusion selon laquelle une intensification de la guerre pouvait, d'une manière ou d'une autre, ramener la paix. Ils pensaient, en outre, que les Somaliens pourraient oublier ce carnage et le sang versé par leurs pères et par leurs frères. »

Mais les Somaliens n'oublièrent pas : l'assassinat de soldats américains, en octobre 1993, en apporta la preuve.

Cette politique désastreuse en Somalie fut suivie l'année suivante par une expérience identique au Rwanda, où la famine et l'état de guerre permanent n'éveillaient aucun intérêt. Des casques bleus de l'ONU, qui auraient pu sauver des dizaines de milliers de vies, étaient en poste au Rwanda, mais les États-Unis insistèrent pour que ces troupes soient réduites au strict minimum. Il y eut finalement un génocide et au moins un million de Rwandais moururent. Comme Richard Heaps, consultant de la Fondation Ford en Afrique l'écrivit dans le *New York Times*, « l'administration Clinton s'opposa fermement à une intervention internationale ».

Quand, quelque temps plus tard, cette même administration intervint militairement en Bosnie, Scott Peterson, qui se trouvait

à présent dans les Balkans, s'interrogea sur la différence de réaction selon que le génocide ait lieu en Europe ou en Afrique. « C'est comme si on avait décidé quelque part que l'Afrique et les Africains ne méritaient pas la justice », expliquait-il.

La politique étrangère de Clinton obéissait globalement au consensus bipartisan classique qui consiste à maintenir des relations amicales et des liens commerciaux rentables avec les gouvernements au pouvoir, quels qu'ils soient et quelle que soit leur attitude à l'égard des droits de l'homme. Ainsi, l'aide à l'Indonésie se poursuivit malgré le terrible palmarès de ce pays en ce domaine – en particulier le massacre qui eut lieu au cours de l'invasion et de l'occupation du Timor-Oriental (peut-être deux cent mille morts sur une population totale estimée à sept cent mille habitants).

Démocrates et républicains s'allièrent au Sénat pour empêcher le vote d'une résolution proposant d'interdire la vente d'armes au régime indonésien de Suharto. Le *Boston Globe* écrivit à cette occasion, dans son édition du 11 juillet 1994 : « Les arguments dont se sont servi les sénateurs pour soutenir le régime de Suharto – et par là même des industries de l'armement, des compagnies pétrolières et des intérêts miniers en relation avec Djakarta – vont faire passer les Américains pour un peuple désireux de nier le génocide dans l'intérêt bien compris de leur échanges commerciaux. Le secrétaire d'État Warren Christopher [...] s'est fendu de la trop classique déclaration selon laquelle le comportement de l'Indonésie en matière de droits de l'homme évoluait dans le bon sens. Justification de l'administration Clinton pour poursuivre les échanges avec Suharto et ses généraux. »

En 1996, le prix Nobel de la paix fut accordé au Timorais José Ramos-Horta. Lors d'un discours dans une église de Brooklyn, quelques jours avant de se voir accorder ce prix, Ramos-Horta racontait : « À l'été 1977, j'étais ici à New York lorsque j'ai reçu un message m'apprenant que l'une de mes sœurs, Maria, âgée de vingt et un ans, avait été victime d'un bombardement. L'avion, de type Bronco, avait été fourni aux Indonésiens par les États-Unis. [...] Quelques mois plus tard, une autre dépêche m'apprenait que mon frère, Guy, dix-sept ans, avait été assassiné en même temps que d'autres personnes de son village au cours d'une attaque d'hélicoptères de type Bell fournis par les États-Unis. La même année, un autre de mes frères, Nunu, fut capturé et exécuté avec un M-16 de fabrication américaine. »

À l'autre bout du monde, des hélicoptères Sikorski, fabriqués en Amérique, étaient utilisés par la Turquie pour mater les rebelles kurdes dans ce que John Tirman (*Spoils of War : The Human Cost*

of the Arms Trade) qualifie de « campagne terroriste contre le peuple kurde ».

Au début de 1997, les États-Unis vendaient plus d'armes à travers le monde que toutes les autres nations réunies. Lawrence Korb – un responsable du département de la Défense sous Reagan, qui critiqua plus tard ces ventes d'armes – écrivait que tout cela n'était plus qu'« un simple jeu d'argent. Une spirale absurde dans laquelle nous exportons des armes dans le seul but de pouvoir en produire de plus sophistiquées encore afin de l'emporter sur toutes celles que nous avons distribuées à travers le monde ».

Finalement, lors de la dernière année de l'administration Clinton, après qu'un soulèvement de la population timoraise eut provoqué la tenue d'un référendum en faveur de l'indépendance, l'aide militaire américaine à l'Indonésie cessa et le régime de Suharto s'effondra. Le Timor-Oriental semblait pouvoir enfin jouir de l'autonomie[1].

Mais l'appareil militaire continua de dominer la politique américaine et les États-Unis restèrent le plus souvent isolés dans leur refus de réduire leur armement. Bien qu'une centaine de pays aient signé un accord visant à interdire les mines antipersonnel, qui tuent des dizaines de milliers de gens chaque année, les États-Unis refusèrent de se joindre à eux. Lorsque la Croix-Rouge insista pour que les gouvernements mettent fin à la production de bombes à fragmentation, les Américains, qui s'en étaient servi au Vietnam et pendant la guerre du Golfe, refusèrent d'obtempérer.

À la conférence des Nations unies qui se tint à Rome en 1999, les États-Unis s'opposèrent à la création d'une Cour pénale internationale contre les crimes de guerre. Ils craignaient sans doute que des politiciens et militaires américains responsables, à l'instar de Henry Kissinger[2], de politiques qui avaient entraîné la mort d'un très grand nombre de gens puissent être appelés à comparaître devant cette cour.

Les droits de l'homme venaient manifestement après les affaires dans le domaine de la politique étrangère américaine. Lorsque le mouvement international Human Rights Watch publia son rapport annuel en 1996, le *New York Times* du 5 décembre en résumait ainsi les conclusions : « Cet organisme a vertement critiqué de nombreuses nations de premier plan et en particulier les États-Unis, qu'il accuse de ne pas vouloir faire pression sur les gouvernements

1. Le Timor-Oriental est finalement devenu un État reconnu par les Nations unies en mai 2002.
2. Prix Nobel de la paix en 1973.

chinois, indonésien, mexicain, nigérian et saoudien afin de ne pas se fermer l'accès à leurs marchés lucratifs. »

Critique justifiée si l'on en juge par les divergences d'approche de l'administration Clinton vis-à-vis de deux pays, la Chine et Cuba, qui se revendiquent tous deux du communisme. Les autorités chinoises avaient massacré des étudiants à Pékin en 1991 et emprisonné leurs opposants. Pourtant, les États-Unis continuaient à apporter leur aide économique à la Chine et à lui accorder certains avantages commerciaux (suivant le principe de la « nation la plus favorisée »), dans l'intérêt du commerce national.

De son côté, si Cuba emprisonnait également certains dissidents, le régime cubain ne se livrait pas à de sanglants massacres comparables à ceux de la Chine communiste ou d'autres gouvernements dans le reste du monde qui bénéficiaient de l'aide économique américaine. Pourtant, l'administration Clinton poursuivit – et même renforça – son blocus à l'encontre de Cuba, privant ainsi la population cubaine de nourriture et même de médicaments.

Dans ses relations avec la Russie, c'est le principe de « stabilité », au détriment de la moralité, qui semble avoir guidé la politique de Clinton. Il réitéra son ferme soutien à Boris Eltsine, même après que la Russie se fut lancée dans l'invasion et le bombardement intensif d'une Tchétchénie à la recherche de son indépendance.

À l'occasion de la mort de Richard Nixon, Clinton et Eltsine ne cachèrent pas leur admiration pour celui qui avait poursuivi la guerre du Vietnam, violé le serment présidentiel et échappé à la justice après avoir été gracié par son propre vice-président. Eltsine voyait en Nixon l'« un des plus grands hommes politiques de l'histoire du monde » et Clinton prétendit que Nixon était resté, durant toute sa carrière, « l'un des plus farouches défenseurs de la liberté et de la démocratie dans le monde ».

La politique étrangère de Clinton dans le domaine économique ne se distinguait pas de l'attitude traditionnelle américaine en la matière, qui voulait que les deux principaux partis se préoccupent plus des intérêts des entreprises américaines que des droits des travailleurs, en Amérique comme à l'étranger, et considèrent l'aide économique plus comme un outil politico-économique que comme un principe humanitaire.

En novembre 1993, une dépêche de l'Associated Press annonça l'exclusion des programmes d'aide économique de trente-cinq pays. L'administrateur de l'Agence pour le développement international, J. Brian Atwood, expliqua que nous n'avions « plus besoin de ces programmes d'aides pour confirmer notre influence ».

Une organisation humanitaire, Bread for the World, annonça que la plupart de ces coupes frapperaient les pays les plus pauvres et que, manifestement, la faim, la pauvreté et les questions environnementales n'intéressaient pas l'administration Clinton.

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), tous deux contrôlés par les États-Unis, se comportèrent comme de vulgaires banquiers sourcilleux à l'égard des pays endettés du tiers-monde. Ces deux organismes insistèrent pour que les nations les plus pauvres consacrent une bonne part de leurs maigres ressources à rembourser les prêts concédés par les pays riches, remboursement impliquant des coupes radicales dans les budgets sociaux destinés aux populations déjà misérables de ces pays.

Les priorités de la politique économique extérieure étaient l'« économie de marché » et la « privatisation ». Ainsi les populations des pays de l'ancien bloc soviétique durent-elles se débrouiller seules au sein d'une économie prétendument « libre », sans toutefois bénéficier des avantages sociaux que leur avaient jusque-là garantis les défunts régimes, réputés inefficaces et répressifs. Le capitalisme des marchés non régulés frappa durement la population de l'ex-Union soviétique, où se bâtirent des fortunes individuelles colossales.

Le leitmotiv du « libre-échange » était au cœur même de la politique de l'administration Clinton. Avec le concours des démocrates et des républicains au Congrès, on mit sur pied l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), qui permit de lever les obstacles régulant la circulation des biens et des capitaux entre le Mexique, le Canada et les États-Unis.

Il y eut aux États-Unis de graves désaccords sur les conséquences de l'ALENA. Certains économistes affirmaient que cela ne pouvait que bénéficier à l'économie américaine en ouvrant encore plus largement le marché mexicain aux produits américains. Mais les opposants à cet accord – parmi lesquels les principaux syndicats – affirmaient que cela provoquerait une augmentation du chômage pour les travailleurs américains puisque les entreprises seraient libres de délocaliser leur activité au Mexique pour y chercher une main-d'œuvre à moindre coût.

Après avoir examiné l'ALENA au début 1995, un an après sa mise en place, deux économistes de l'Institut d'études politiques découvrirent qu'il avait entraîné la disparition de quelque dix mille emplois aux États-Unis. En outre, un nombre accru de Mexicains travaillaient désormais, avec des salaires très bas, pour des entreprises américaines qui s'étaient installées au Mexique ; ce processus s'accompagna d'un « relâchement certain dans l'application du droit du travail et des règles environnementales ».

Il était cependant bien difficile de croire à cet engouement pour le libre-échange tant les gouvernements américains se permettaient d'intervenir dans les affaires commerciales lorsque cela bénéficiait à la politique ou à l'économie du pays (c'est-à-dire au prétendu « intérêt national »). Ainsi, par exemple, les États-Unis allèrent-ils jusqu'à interdire aux producteurs mexicains de tomates de pénétrer le marché américain.

Exemple encore plus frappant de violation du sacro-saint principe du libre-échange, les États-Unis interdisaient les livraisons de nourriture et de médicaments à l'Irak ou à Cuba, provoquant la mort de dizaines de milliers d'enfants dans ces deux pays. En 1996, au cours de l'émission de télévision « 60 Minutes », l'ambassadrice auprès des Nations unies, Madeleine Albright, se vit poser la question suivante : « Cinq cent mille enfants sont morts à la suite des sanctions édictées contre l'Irak [...] C'est plus d'enfants qu'il n'en est mort à Hiroshima. [...] Cela en valait-il la peine? » Albright répondit : « Je pense que c'était un choix très difficile, mais... oui, nous pensons que c'était le prix à payer. »

Le gouvernement américain semblait se refuser à envisager que sa politique extérieure de rétorsion vis-à-vis de certains pays ou son implantation militaire dans de nombreux pays du monde puissent provoquer un ressentiment certain à l'étranger et que ce ressentiment pourrait s'exprimer par la violence. Lorsque cela arrivait, la réponse américaine était invariablement de riposter par plus de violence encore.

Ainsi, lorsque les ambassades américaines en Tanzanie au Kenya furent la cible d'attentats en 1998, l'administration Clinton réagit-elle en bombardant l'Afghanistan et le Soudan. On affirma que l'Afghanistan était la base d'activités terroristes, bien qu'il n'y ait encore eu, alors, aucune preuve de cela. Quant au Soudan, les Américains déclarèrent avoir bombardé une usine produisant des armes chimiques. On découvrit ultérieurement qu'il s'agissait en réalité d'une usine fabriquant des médicaments pour la moitié de la population soudanaise. Les conséquences humaines de cette destruction sont impossibles à évaluer.

La même année, Clinton fut confronté à la plus importante crise de sa présidence. Le pays apprit qu'une jeune stagiaire de la Maison-Blanche, Monica Lewinsky, avait eu une liaison secrète avec le président. Cela provoqua un énorme scandale et les journaux ne parlèrent plus que de cela pendant des mois. Un comité indépendant fut chargé de mener l'enquête et recueillit le témoignage scabreux et détaillé de Monica Lewinsky (qui avait été dénoncée par

une amie ayant enregistré leurs conversations) sur ses relations sexuelles avec le président Clinton.

Clinton mentit sur ses relations avec Monica Lewinsky et la Chambre des représentants demanda la mise en route d'une procédure d'*impeachment* contre le président, sous prétexte qu'il avait menti en niant avoir eu des « relations sexuelles » avec la jeune femme et qu'il avait tenté de faire obstacle à la justice en dissimulant des informations sur leurs relations. C'était la deuxième fois dans l'histoire des États-Unis que cette procédure d'*impeachment* était lancée. Mais à nouveau, comme dans le cas d'Andrew Johnson après la guerre de Sécession, elle n'alla pas jusqu'à son terme, le Sénat n'ayant pas voté la destitution.

L'événement témoignait surtout du fait que des questions de comportement individuel étaient capables de détourner l'attention de l'opinion publique de sujets bien plus sérieux et de questions ayant pour enjeu la vie et la mort d'individus. La Chambre des représentants, qui aurait souhaité destituer le président pour des questions de comportement sexuel, ne l'aurait certainement pas fait pour avoir mis en danger la vie de milliers d'enfants par ses « réformes » du système social, ou pour avoir violé la loi internationale en bombardant d'autres pays (comme l'Irak, l'Afghanistan ou le Soudan), ni pour avoir provoqué la mort de centaines de milliers d'enfants par le biais de sa politique de sanctions économiques à l'encontre de l'Irak.

En 1999, pendant la dernière année de la présidence de Clinton, une crise éclata dans les Balkans qui prouva une fois de plus que le gouvernement américain était toujours mieux disposé à user de la force qu'à s'engager dans la voie diplomatique lorsqu'il s'agissait de régler les questions de politique internationale. Cette crise avait pour origine l'effondrement, quelque dix ans plus tôt, de la République yougoslave et les conflits qui s'en étaient suivis entre les différents éléments qui la composaient auparavant.

En Bosnie-Herzégovine, les Croates massacraient les Serbes et les Serbes massacraient Croates et Musulmans. Après une attaque serbe particulièrement violente sur la ville de Srebrenica, les États-Unis bombardèrent les positions serbes. Les accords d'Oslo de 1995 mirent fin au combat et partagèrent la Bosnie-Herzégovine en deux entités, serbe et croate.

Mais les accords d'Oslo avaient négligé le problème que posait une autre région de l'ex-Yougoslavie. Le Kosovo, avec sa population composée d'une majorité d'Albanais et d'une minorité de Serbes, exigeait son indépendance vis-à-vis de la Serbie. Le président serbe, Milosevic, qui avait déjà montré la violence dont il était

capable en Bosnie, s'en prit au Kosovo, faisant peut-être deux mille morts et entraînant le déplacement de plusieurs centaines de milliers de réfugiés.

Une rencontre internationale se tint en France, à Rambouillet, qui était supposée régler diplomatiquement le problème. Mais on y proposa à la Yougoslavie des conditions qui semblent bien avoir été élaborées de façon à ce qu'elles soient rejetées à coup sûr : le contrôle par les forces de l'OTAN de l'ensemble du territoire kosovar et l'occupation militaire de toute la Yougoslavie. Le 23 mars 1999, l'Assemblée nationale yougoslave répondit en faisant une contre-proposition qui rejetait l'idée d'une occupation par l'OTAN et réclamait que l'on négocie pour « parvenir à un accord politique autour d'une large autonomie du Kosovo ».

La proposition serbe fut parfaitement ignorée des principaux médias américains. Le jour suivant, les forces de l'OTAN (c'est-à-dire essentiellement les forces américaines) commencèrent à bombarder la Yougoslavie. Ces bombardements étaient censés faire cesser le « nettoyage ethnique » au Kosovo, c'est-à-dire l'expulsion par le meurtre ou l'intimidation de la population albanaise de la province. Mais après deux semaines de bombardements, le *New York Times* fit remarquer, le 5 avril 1999, que « plus de trois cent cinquante mille personnes [avaient] quitté le Kosovo depuis le 24 mars ». Deux mois plus tard, les bombardements s'étant poursuivis, ce nombre s'élevait à plus de huit cent mille.

Les bombardements sur la Yougoslavie et sur sa capitale Belgrade, censés mettre Milosevic en difficulté, provoquèrent un grand nombre de morts parmi la population civile. Un e-mail parvint aux États-Unis, envoyé par un professeur de l'université de Nis : « La petite ville d'Aleksinac, à trente kilomètres de chez moi, a été durement frappée hier soir. L'hôpital local a été touché et toute une rue a purement et simplement été rayée de la carte. Ce dont je suis sûr, c'est qu'il y a eu six morts et une cinquantaine de personnes gravement blessées. Pourtant, il n'y avait aucune cible militaire de quelque nature que ce soit dans les environs. »

Un journaliste du *New York Times*, Steven Erlanger, décrivit « les ruines qui bordaient la rue Zmaj Jovina, où Aleksandar Milic, trente-sept ans, [avait été tué] avec sa femme Vesna, trente-cinq ans. Sa mère et ses deux enfants de quinze et onze ans [étaient] morts [quelques jours plus tard], lorsqu'une bombe de l'OTAN [était] venue raser leur nouvelle maison et la cave dans laquelle ils se protégeaient des bombardements ».

Lorsqu'un accord de paix fut finalement signé, le 3 juin 1999, il *s'agissait* en réalité d'un compromis entre l'accord de Rambouillet

que la Yougoslavie avait rejeté et les propositions faites par l'Assemblée nationale yougoslave qui n'avaient jamais été vraiment prises au sérieux. Dans son livre *The New Military Humanism*, Noam Chomsky étudie dans le détail les événements du printemps 1999 et conclut : « Les résultats du 3 juin laissent penser que des initiatives diplomatiques auraient pu se poursuivre après le 23 mars et éviter cette terrible tragédie humaine. »

Mais il semble que l'administration Clinton, comme bien d'autres avant elle (Truman en Corée, Johnson au Vietnam, Bush dans le Golfe), préférait choisir les solutions militaires même lorsque la diplomatie restait possible.

La militarisation de la nation – les budgets formidables de la Défense, la présence des forces armées américaines partout dans le monde et l'usage répété des armes contre d'autres pays – impliquait inévitablement que les fonds affectés aux problèmes sociaux soient réduits à la portion congrue. Dans l'un de ses bons jours, le président Eisenhower avait déclaré : « Chaque fusil fabriqué, chaque bateau de guerre lancé à la mer, chaque missile tiré, est au bout du compte un vol commis à l'encontre de ceux qui ont faim et n'ont rien à manger, de ceux qui ont froid et n'ont rien à se mettre. »

Le programme économique de Clinton, présenté au départ comme un programme destiné à favoriser la création d'emplois, changea bientôt d'objectif et se concentra sur la réduction du déficit qui, sous Reagan et Bush, avait augmenté jusqu'à atteindre quatre mille milliards de dollars. Cette priorité empêchait bien sûr tout programme audacieux en faveur de la couverture médicale universelle, de l'enseignement, de l'enfance, des logements, de l'environnement, de la culture ou des emplois.

Les petits gestes que Clinton fit dans ce sens n'approchaient même pas du minimum nécessaire dans un pays où le quart des enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté, où l'on trouve, dans toutes les grandes villes, un grand nombre de sans-abri et de femmes qui ne peuvent pas chercher de travail faute de système approprié pour accueillir leurs enfants, où la qualité de l'air et de l'eau est dangereusement dégradée.

Les États-Unis restaient bien sûr le pays le plus riche du monde, avec 5 % de la population mondiale consommant 30 % de ce qui se produisait à travers le monde. Mais seule une petite partie de la population américaine en bénéficiait. Les 1 % les plus riches virent à partir de la fin des années 1970 leur fortune s'accroître de façon phénoménale. À la suite des changements apportés dans le système fiscal américain en 1991, ces 1 % les plus riches avaient engrangé

plus de mille milliards de dollars et possédaient désormais un peu plus de 40 % du revenu national.

Selon le magazine économique *Forbes*, les quatre cents familles les plus riches d'Amérique possédaient 92 milliards en 1982. Treize ans plus tard, la somme atteignait 480 milliards de dollars. Dans les années 1990, les avoirs des cinq cents entreprises classées dans le *Standard and Poor Index* avaient augmenté de 335 % et la valeur moyenne du Dow Jones de 400 % entre 1980 et 1995, alors que le pouvoir d'achat moyen des travailleurs avait diminué de 15 %.

En ne considérant que la fraction la plus riche de la population, on pouvait donc prétendre sans mentir que l'économie américaine était « saine ». Et pourtant, quarante millions de personnes n'avaient pas d'assurance médicale (ce nombre ayant augmenté de 33 % dans les années 1990) et des enfants mouraient de malnutrition ou de maladie à un taux plus élevé que dans n'importe quel autre pays industrialisé. Il semble qu'il y ait eu des ressources illimitées pour l'armée mais que les gens qui travaillaient dans les secteurs de la santé et de l'éducation dussent se battre pour survivre.

Une jeune femme de vingt-sept ans, Kim Lee Jacobson, interviewée par le *Boston Globe*, résumait parfaitement la situation. Elle avait été nommée « meilleure éducatrice pour jeunes enfants de l'année 1999 » mais, comme elle le disait elle-même : « Je touche 20 000 dollars par an après cinq années passées dans ce travail. Ça marche comme ça. Je n'ai pas fait ça pour faire fortune alors je ne m'attends pas à gagner beaucoup d'argent. »

Selon le département des statistiques sociales du Bureau du recensement, un travailleur américain sur trois touchait, en 1998, un salaire inférieur ou égal au seuil officiel de pauvreté. L'écrivain Barbara Ehrenreich passa une année à faire divers métiers : femme de ménage, serveuse, ouvrière. Elle témoigna dans son livre *Nickel and Dimed* que de telles activités ne permettent pas aux travailleurs de se procurer un logement et des soins médicaux décents, ni même de la nourriture.

Pour les gens de couleur, les statistiques étaient particulièrement effrayantes : le taux de mortalité infantile de la population noire était deux fois supérieur à celui de la population blanche et l'espérance de vie moyenne d'un Noir de Harlem, si l'on en croit un rapport des Nations unies, était de quarante-six ans, c'est-à-dire moins élevé qu'au Cambodge ou au Soudan.

Ces écarts étaient analysés par certains en termes d'infériorité raciale. Un défaut « génétique » en quelque sorte. Il est pourtant parfaitement clair qu'évoluer dans un environnement terriblement défavorisé, quels que soient les atouts naturels d'un individu, consti-

tue un handicap insurmontable pour des millions d'Américains, qu'ils soient noirs ou blancs.

Une étude de la Fondation Carnegie indiquait que deux jeunes d'un niveau égal dans les tests d'intelligence (si l'on admet la valeur pourtant douteuse de ce genre de tests pour des enfants élevés dans des conditions différentes) ont des parcours différents selon la catégorie socioprofessionnelle de leurs parents. L'enfant d'un avocat ayant le même résultat au test que l'enfant d'un gardien d'immeuble avait tout de même quatre fois plus de chances d'aller au collège, douze fois plus d'aller jusqu'au bout du collège et vingt-sept fois plus de terminer dans la tranche des 10 % de salaires les plus élevés.

Pour remédier à cette situation et créer ne serait-ce qu'une égalité approximative des chances, il aurait fallu une redistribution drastique des richesses et une augmentation considérable des fonds publics destinés à la création d'emplois, à la santé, à l'éducation et à l'environnement.

Au lieu de cela, le gouvernement (oubliant ou préférant oublier les conséquences désastreuses de ce type de politique, déjà appliquée dans les années 1920) abandonnait la population à la loi du « libre marché ». Mais le « marché » se moquait bien de l'environnement ou des arts, et il laissait sur le bord de la route de nombreux Américains dénués du minimum nécessaire – pas même un logement décent. Sous Reagan, le gouvernement avait réduit le nombre de logements sociaux de quatre cent mille à quarante mille ; sous Clinton, on les supprima totalement.

Malgré les promesses de « nouvelle gouvernance » faites par Clinton lors de son discours d'investiture, il n'y eut aucun programme audacieux destiné à pallier les déficits sociaux. Par exemple, bien que des sondages d'opinion dans les années 1980-1990 aient indiqué que le peuple américain était favorable à un système de santé gratuit et universel financé par le Trésor, Clinton ne semblait pas souhaiter défendre cette idée. Il se contenta de confier à sa femme la charge de présider une commission dont le rapport final (un millier de pages incroyablement denses et compliquées) n'offrait aucune solution au véritable problème : comment garantir le droit à la santé de tous les Américains sans que l'avidité des compagnies d'assurances ne vienne s'en mêler.

En dehors de la solution qui consistait à augmenter le déficit public (et on trouvait des économistes pour penser qu'il n'était pas nécessaire de réduire ce déficit tant que les besoins vitaux n'étaient pas tous satisfaits), il existait deux sources de financement possibles pour un programme audacieux de reconstruction sociale. Mais l'administration Clinton ne souhaitait les appliquer ni l'une ni l'autre.

L'une de ces sources était bien entendu la réduction du budget militaire. Au cours de la campagne présidentielle de 1992, Randall Forsberg, un spécialiste des dépenses militaires, proposait « un budget de la Défense ramené à 60 milliards de dollars en quelques années, qui permettrait la démilitarisation de la politique étrangère des États-Unis et serait mieux adapté au monde de l'après-guerre froide ». Au contraire, rappelons-le, ce budget continua d'augmenter après la chute de la cible prétendue de l'appareil militaire américain. À la fin du mandat de Clinton, le budget annuel de la Défense atteignait les 300 milliards de dollars.

La réduction radicale de ce budget demanderait que l'on renonce officiellement à la guerre, que l'on démantèle les bases militaires implantées à l'étranger et que l'on accepte, pour finir, le principe énoncé dans le préambule de la Charte des Nations unies selon lequel le monde doit renoncer au « fléau de la guerre ». Cela devrait correspondre au souhait le plus profond de l'humanité (trop souvent réduit au silence par les slogans patriotiques) : vivre en paix les uns avec les autres.

La justification de ce spectaculaire changement de politique se trouverait dans le puissant argument moral qui tient compte du fait que, étant donné la nature même des guerres modernes, les populations civiles en sont les premières victimes. En d'autres termes, la guerre est aujourd'hui toujours une guerre contre les enfants. Et si on reconnaît à tous les enfants du monde un égal droit à la vie, il nous faut trouver les solutions pacifiques aux problèmes du monde.

L'autre solution était d'imposer les grandes fortunes. Les 1 % les plus riches de la population américaine avaient gagné plus de mille milliards de dollars au cours des années 1980-1990 à la suite de réductions fiscales. Cet « impôt sur les grandes fortunes » qui n'a jamais été sérieusement envisagé aux États-Unis pourrait parfaitement permettre de récupérer ces mille milliards de dollars au rythme de cent milliards par an sur une période de dix ans... sans pour autant changer les milliardaires en miséreux.

En outre, un véritable impôt progressif sur le revenu – en revenant au niveau d'imposition des grandes fortunes qui existait à l'issue de la Seconde Guerre mondiale (entre 70 et 90 %) – aurait permis de gagner encore une centaine de milliards de dollars par an. Or, si Clinton augmenta effectivement le taux d'imposition des revenus les plus élevés, il ne s'agit que de quelques points seulement (de 31 à 37 % pour les particuliers, de 34 à 35 % pour les entreprises) : cela constituait une concession pitoyable au regard des véritables besoins de l'ensemble de la population.

Avec les quatre à cinq cents milliards de dollars récoltés chaque année par l'imposition et la démilitarisation progressive du système américain, on aurait pu affecter des fonds publics à la mise en place d'une couverture universelle de santé gérée par le gouvernement, à l'instar de Medicare ou du système de santé canadien, qui ne laisserait aucune place à l'avidité des compagnies d'assurances. Ces fonds auraient également pu profiter à un programme de retour au plein-emploi qui aurait enfin appliqué la loi votée à cet effet en 1946. Par cette loi, le gouvernement s'engageait à donner « l'opportunité de trouver un emploi utile » à tous les gens à la fois capables et désireux de travailler.

Au lieu de financer la construction d'avions meurtriers et de sous-marins nucléaires, des contrats publics pourraient être passés avec des entreprises à but non lucratif pour employer des travailleurs à la construction de logements, de réseaux de transports publics, ou pour nettoyer les rivières et les lacs, pour transformer enfin les villes en lieux de vie décents.

L'alternative à ce programme audacieux était de continuer à faire comme avant. Laisser les villes devenir des foyers d'épidémies. Contraindre les populations rurales à supporter l'endettement et la saisie de leurs biens. N'offrir aucun travail utile aux jeunes et pousser ainsi une population désœuvrée composée de gens désespérés (pour la plupart des jeunes et des gens de couleur) à se tourner vers le crime et la drogue, constituant dès lors une menace pour le reste de la population.

Confrontées au désespoir, à la colère ou à la désaffection de la population, les autorités ont toujours eu la même réponse prévisible : construire de nouvelles prisons, enfermer plus de gens, exécuter plus de prisonniers. Et poursuivre ces politiques qui sont justement à l'origine du désespoir. De fait, à la fin de l'ère Clinton, l'Amérique pouvait se vanter d'avoir statistiquement la plus importante population carcérale du monde – un total de deux millions de détenus –, à l'exception sans doute de la Chine.

Clinton prétendait mener une politique modérée répondant aux attentes de l'opinion publique. Pourtant, les sondages d'opinion effectués dans les années 1980 et au début des années 1990 montraient que les Américains souhaitaient ces politiques audacieuses que démocrates et républicains se gardaient bien de mettre en œuvre : un système de santé gratuit pour tous, la garantie de l'emploi, des aides gouvernementales aux pauvres et aux sans-abri, l'imposition des grandes fortunes et la réduction du budget militaire pour financer les programmes sociaux.

Ce fossé entre la politique du gouvernement fédéral et les attentes de la majorité des Américains laissait entrevoir la possibilité d'un autre scénario. Un scénario dans lequel les gens, à l'aube du nouveau millénaire, exigeraient que l'on tienne les promesses de la Déclaration d'indépendance : un gouvernement qui protège le droit égal pour tous à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur. Cela exigerait des dispositions économiques capables de distribuer la richesse du pays de manière rationnelle et humaine. Cela impliquerait la naissance d'une nouvelle culture dans laquelle on n'inculquerait pas aux plus jeunes qu'il faut « se battre » pour réussir (masque derrière lequel se dissimule l'avidité la plus brutale).

Tout au long des années 1990, quand les républicains et les démocrates modérés étaient aux commandes, un très grand nombre de citoyens américains non représentés à Washington, parfaitement ignorés par la presse, contestèrent la politique gouvernementale de bien des manières et exigèrent une société plus juste et plus pacifique.

Cette vitalité des citoyens évoluant hors des cercles du pouvoir n'attira jamais vraiment l'attention des principaux médias nationaux, excepté lorsqu'un phénomène prenait trop d'ampleur pour être ignoré. Même lorsque cinq cent mille adultes et enfants de toutes les communautés se rassemblèrent à Washington pour « Défendre les enfants », les journaux et les télévisions en parlèrent à peine.

Les expressions de cette méfiance et de la résistance étaient pourtant nombreuses et variées. À Minneapolis, on menait une campagne incessante contre une entreprise qui fabriquait des mines antipersonnel. Un ancien GI qui avait été mutilé par une de ces mines américaines se rendit à Minneapolis pour se joindre à cette campagne, accompagné d'une jeune femme qui voyageait à travers le monde pour parler des enfants de tous les continents qui mouraient à cause des millions de mines antipersonnel fabriquées par les États-Unis et par d'autres. Quatre religieuses, les « sœurs McDonald », participèrent à cette manifestation et furent arrêtées.

En 1994, à Los Angeles, deux cent cinquante mille personnes descendirent dans la rue pour protester contre une nouvelle loi californienne qui ne reconnaissait plus les droits fondamentaux à la santé et à l'enseignement aux enfants des immigrés clandestins.

Lorsque les États-Unis affirmèrent clairement leur intention de bombarder l'Irak sous prétexte que ce pays refusait toute enquête sur ce que les dirigeants américains qualifiaient d'« armes de des-

truction massive », la secrétaire d'État Madeleine Albright et d'autres responsables s'exprimèrent en public à l'occasion d'un *town meeting* à Colombus (Ohio) pour tenter d'obtenir le soutien de la population pour cette entreprise. Mais le scénario parfaitement huilé fut interrompu par un jeune homme qui, malgré un contrôle très strict des questions, s'arrangea pour atteindre l'estrade et interroger Madeleine Albright sur les nations alliées des États-Unis qui possédaient également des « armes de destruction massive ». La secrétaire d'État fut visiblement surprise et s'empêtra dans sa réponse, ce que tous les téléspectateurs de l'État purent facilement constater. Les projets de bombardement furent immédiatement reportés et les bombardements réguliers sur l'Irak ne reprirent que quelque temps plus tard, dans un silence médiatique quasi total.

Lorsque Madeleine Albright se vit remettre un diplôme *honoris causa* par la California University de Berkeley en l'an 2000, il y eut quelques manifestations de protestation dans l'assistance et une banderole gigantesque fut déployée sur laquelle on pouvait lire « Madeleine Albright est une criminelle de guerre ». On expulsa rapidement les manifestants avec leur banderole. En outre, l'étudiante désignée pour recevoir la prestigieuse médaille de l'université et pour faire le discours d'inauguration pour la cérémonie de remise des diplômes était une jeune Palestinienne nommée Fadia Rafeedie. Elle avait été placée en fin de programme de façon à ce que Madeleine Albright puisse faire son discours et s'en aller tout de suite après. Mais la jeune fille était résolue à s'exprimer sur la politique américaine de sanctions contre l'Irak. Elle évoqua le blocus sur les médicaments à destination de l'Irak et les centaines de milliers d'enfants irakiens qui en étaient victimes. Elle reconnaissait que Saddam Hussein était un dictateur sans scrupule. « Mais, ajoutait-elle, lorsqu'il a gazé les Kurdes, il l'a fait avec des armes chimiques fabriquées à Rochester, dans l'État de New York. Et c'est la CIA qui finançait son interminable guerre contre l'Iran, au cours de laquelle un million de personnes sont mortes. C'est la politique américaine qui a fabriqué ce dictateur et, lorsqu'ils n'en ont plus eu besoin, les Américains ont imposé des sanctions à son peuple. Les sanctions devraient être dirigées contre les dirigeants, non contre les peuples. »

En 1998, sept mille personnes venant de tout le pays convergèrent à Fort Benning (Géorgie) pour manifester contre l'École des Amériques, dont les diplômés, entraînés par les États-Unis, avaient ensuite perpétré de nombreux crimes dans divers pays d'Amérique latine. Les manifestants portaient huit cercueils représentant les six

religieux, le cuisinier et la jeune fille qui avaient été assassinés peu de temps auparavant par des soldats ayant fait irruption chez eux.

En août 1999, à la date anniversaire du bombardement de Nagasaki, huit militants pacifistes décidèrent de bloquer les voies d'accès à la base de sous-marins nucléaires de Bangor (Maine). Cette base abritait huit sous-marins Trident armés, à eux tous, de plus d'un millier de têtes nucléaires. Les manifestants furent arrêtés. Ils expliquèrent au jury les raisons de leur opposition aux armes nucléaires et furent finalement acquittés. La présidente du jury déclara ensuite qu'elle était « fière d'avoir rencontré ces gens ».

Les mouvements des années 1960 avaient changé la culture américaine de manière irréversible. Une nouvelle prise de conscience s'exprimait à travers le cinéma, la télévision et dans le monde de la musique – la conscience que les femmes avaient des droits égaux à ceux des hommes, que la préférence sexuelle des hommes et des femmes était d'ordre strictement privé, et que le fossé grandissant entre les pauvres et les riches jurait avec le mot « démocratie ».

Le racisme restait profondément ancré dans la société américaine. Preuve en était les continuelles violences policières à l'encontre des gens de couleur, les taux plus élevés de mortalité infantile chez les Noirs, le chômage des jeunes Noirs et l'augmentation conséquente du crime et des incarcérations au sein de cette population. Mais le pays devenait également plus divers – plus de Latinos, plus d'Asiatiques et plus de mariages mixtes. Aux environs de l'année 2050, la population de couleur devrait être équivalente en nombre à la population blanche.

Il y eut des tentatives ponctuelles pour organiser le mécontentement qui agitait l'ensemble de la communauté afro-américaine. À la fin des années 1980, on avait pu avoir quelque espoir lorsque le responsable politique noir Jesse Jackson, au nom des pauvres et des démunis de toutes les origines – la Rainbow Coalition –, avait remporté des millions de suffrages lors des primaires aux présidentielles et offert à la nation l'un de ces trop rares et trop brefs moments de renouveau politique.

En 1995, un million de personnes convergèrent de tous les coins du pays vers Washington (dans ce qu'on appela la « Marche des un million ») pour faire savoir aux responsables du pays qu'ils entendaient bien devenir une force de changement. Si leur programme n'était pas très clair, il s'agissait néanmoins d'une extraordinaire expression de solidarité. À l'été 1998, deux mille Afro-Américains se retrouvèrent à Chicago pour fonder le Black Radical Congress.

L'année suivante, le syndicat des Débardeurs de la côte Ouest organisa une grève de huit heures pour protester contre l'incarcé-

ration et la condamnation à mort de Mumia Abu Jamal. Journaliste noir respecté, Abu Jamal avait été jugé et condamné dans de telles conditions que l'on pouvait suspecter que la couleur de sa peau, son radicalisme et ses attaques continuelles contre la police de Philadelphie n'étaient pas pour rien dans sa présence dans le couloir de la mort.

Dans les années 1990, le mouvement syndical montra les signes d'une nouvelle vigueur, et ce malgré le déclin progressif du nombre des syndiqués à mesure que les entreprises américaines étaient délocalisées à l'étranger et que l'effectif des ouvriers diminuait au profit de celui des travailleurs du tertiaire et des services, plus difficile à mobiliser.

On assista à une nouvelle poussée du militantisme lorsqu'il devint parfaitement clair que le fossé entre les riches et les pauvres s'agrandissait. Dans les années 1990, le revenu des 5 % les plus riches augmenta de 20 % alors que celui des classes moyenne et pauvre – en tenant compte de l'augmentation du coût de la vie – chuta ou resta au même niveau.

En 1990, le salaire moyen des dirigeants des cinq cents plus grandes entreprises américaines était quatre-vingt-quatre fois supérieur à celui d'un ouvrier. En 1999, il lui était quatre cent soixante-quinze fois supérieur.

Le nouveau président de l'AFL-CIO, John Sweeney, issu du syndicat international des Services – signe d'une évolution indéniable du paysage social – parut se démarquer franchement du conservatisme de ses prédécesseurs. Il lança l'idée d'un « Été du syndicalisme » (en référence à l'« Été de la liberté » qui avait eu lieu au Mississippi en 1964), faisant appel à l'idéalisme des jeunes pour aider à mobiliser les travailleurs des nouveaux services, les employés de bureau, les ouvriers agricoles et les travailleurs immigrés.

Les syndicats perdirent bien quelques combats, par exemple à Decatur (Illinois), contre des méga-compagnies, telles la Caterpillar Tractor Company, Firestone Tires et Staley Corporation. Mais il y eut également des victoires : les salariés de la United Parcel se mirent en grève pendant quinze jours ; cet événement attira l'attention de l'opinion publique américaine et les grévistes imposèrent que les emplois à temps partiel, sans sécurité sociale ni aucun autre avantage social, soient transformés en dix mille emplois à temps plein. Le syndicat des Mécaniciens l'emporta également chez Boeing et chez McDonnell Douglas. Les employés de l'hôtellerie imposèrent aussi leurs revendications à Minneapolis et à San Francisco. Les femmes de ménage, pour la plupart des

immigrées, l'emportèrent à Los Angeles lors d'une grève contre les propriétaires des gratte-ciel dans lesquels les travailleurs les plus pauvres de la ville nettoyaient les bureaux des hommes d'affaires les plus prospères. En 2000, la plus grande grève du tertiaire de l'histoire du pays se conclut victorieusement pour les dix-neuf mille ingénieurs et ouvriers qualifiés de la Boeing Corporation qui exigeaient que leurs salaires soient alignés sur ceux des travailleurs des autres usines Boeing.

L'une des plus grandes victoires syndicales des dernières décennies eut lieu dans le comté de Los Angeles en 1999 quand, après onze ans de campagne, le syndicat international des Services se vit accorder le droit de représenter les soixante-quatorze mille travailleurs du secteur de l'aide médicale à domicile. Cette même année, le tout nouveau syndicat réunissant les travailleurs de la confection et ceux du textile sous le nom de UNITE (Union of Needletrades, Industrial and Textile Employees), qui tentait depuis vingt-cinq ans de mobiliser les travailleurs des Canon Mills en Caroline du Nord, remporta les élections syndicales dans deux usines de Kannapolis.

Les femmes se mirent à jouer un rôle primordial dans la nouvelle direction de l'AFL-CIO. Karen Nussbaum, qui avait été présidente de la 9 to 5 National Association of Working Women, devint directrice du département des femmes au travail de l'AFL-CIO, et, en 1998, dix des vingt et un départements du syndicat étaient dirigés par des femmes.

Une alliance entre les étudiants et le mouvement ouvrier fut mise en place pour la campagne du « *living wage* » en faveur des employés des universités. Cette campagne s'étendit rapidement à près de cent cinquante collèges. À la Harvard University, par exemple, les étudiants se mobilisèrent pour exiger de l'administration de l'université, qui était assise sur un trésor de 20 milliards de dollars, qu'elle paie à ses surveillants et autres employés un salaire qui leur permette de nourrir leurs familles. Nombre de ces employés étaient obligés d'avoir deux emplois – et travaillaient donc quatre-vingts heures par semaine – pour payer leur loyer, leur nourriture et les soins médicaux.

Les étudiants de Harvard organisèrent des manifestations au cours desquelles les surveillants et les employés d'autres campus universitaires purent également exprimer leurs revendications. Les membres du conseil municipal de Cambridge et les dirigeants syndicaux, dont John Sweeney, prirent la parole pour leur apporter leur soutien. La venue de deux jeunes stars du cinéma, Matt

Damon et Ben Affleck, pour soutenir cette campagne du *living wage*, attira une foule impressionnante. Tous les deux avaient vécu et suivi leur scolarité à Cambridge. Matt Damon avait passé quelques années à Harvard avant de partir pour Hollywood et Ben Affleck parla avec émotion de son père, qui avait travaillé pour un salaire de misère à Harvard.

Comme la direction de l'université s'obstinait à refuser de négocier, quarante étudiants s'emparèrent de l'un des bâtiments de l'administration de Harvard et y demeurèrent jour et nuit pendant plusieurs semaines, encouragés à l'extérieur par des centaines de personnes qui campaient dans des tentes sur le gazon de l'université. Des messages de soutien aux occupants du bâtiment arrivèrent de partout et Harvard finit par accepter des négociations. L'administration de l'université alla jusqu'à augmenter certains salaires à 14 dollars de l'heure et à accorder le droit à la sécurité sociale tout en exigeant des contractants extérieurs qu'ils en fassent de même.

Au printemps 2000, les étudiants de la Wesleyan University, au Connecticut, occupèrent eux aussi le bureau des admissions de l'université pour exiger que le président de l'établissement assure le *living wage*, une assurance médicale, une pension de retraite et la sécurité de l'emploi aux surveillants et autres employés de l'établissement. Après plusieurs jours d'occupation, l'université céda à leurs revendications.

Des étudiants venus de tous les coins du pays organisèrent une convention sur les droits des travailleurs. Dans les universités de Yale, de l'Arizona, de Syracuse, du Kentucky et sur bien d'autres campus, les étudiants firent campagne pour soutenir les revendications des travailleurs.

À une époque où les riches devenaient de plus en plus riches, la campagne pour le *living wage* gagna la sympathie de l'opinion publique. À Duluth (Minnesota), cinquante-six organisations s'allièrent pour exiger du conseil municipal qu'il ne passe de contrats publics qu'avec les entreprises qui garantissaient le *living wage* à leurs employés, c'est-à-dire quelques dollars au-dessus du salaire minimum officiel.

La limitation à cinq ans de l'aide fédérale accordée aux familles ayant des enfants à charge, décidée dans le cadre de la législation sur la « réforme du système social », signifiait que des millions de gens allaient être confrontés à la misère quand ces allocations leur seraient retirées.

La mobilisation s'organisa sérieusement en vue de cette échéance, appelant tous les Américains à faire campagne pour l'éradication de la pauvreté. Une militante aguerrie de la lutte pour les droits

sociaux, Diane Dijon, déclara à cette occasion : « En l'an 2000, dans le plus riche pays du monde, personne ne devrait avoir faim, être sans abri et dans l'angoisse de ne pas pouvoir nourrir ses enfants et payer son loyer. »

La Poor People's Economic Human Rights Campaign (PPEHRC) de 1998 organisa une tournée dans trente-cinq villes pour rassembler les témoignages de gens qui ne pouvaient même pas nourrir leur famille, dont l'électricité avait été coupée, qui avaient été expulsés de leur domicile parce qu'ils ne pouvaient plus payer leur loyer. L'année suivante, certains membres de cette PPEHRC se rendirent à Genève pour témoigner devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies. Ils en appelèrent à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies qu'Eleanor Roosevelt avait contribué à mettre sur pied et qui déclarait que tous les êtres humains avaient droit à des salaires décents, à l'alimentation, au logement, aux soins médicaux et à l'éducation.

Les autorités religieuses, qui s'étaient plutôt tenues en retrait depuis leur engagement en faveur des droits civiques et contre la guerre du Vietnam, prirent position contre les inégalités économiques. À l'été 1996, le *New York Times* écrivait : « Plus qu'à aucun autre moment de ces dernières décennies, les autorités religieuses font cause commune avec les syndicats, en engageant leur autorité morale dans la dénonciation des ateliers clandestins et en soutenant l'idée d'une augmentation du salaire minimum. Le clergé ne s'était pas aligné sur les syndicats de cette manière depuis l'époque de Cesar Chavez, leader charismatique des ouvriers agricoles des années 1970, voire depuis la Dépression. »

Tous ces groupes et les gens qu'ils représentaient – les sans-abri, les parents isolés, les familles ne pouvant plus payer leurs factures, les quarante millions de personnes dépourvues d'assurance sociale et toutes celles dont l'assurance n'est pas suffisante – étaient confrontés à un incroyable mur du silence de la part des principaux médias nationaux. Leurs vies comme leurs inquiétudes en étaient totalement absentes, permettant au mythe d'une Amérique prospère forgé par Washington et Wall Street de perdurer.

Il y eut pourtant des tentatives courageuses pour contrecarrer cette domination des médias, en particulier après le vote de la loi sur la communication de 1996, qui autorisait la poignée d'entreprises dominant les ondes à étendre encore plus leur pouvoir. Une politique de fusion permit également de renforcer le contrôle sur l'information. Deux gigantesques entreprises de communication, CBS et Viacom, fusionnèrent en une énorme opération portant sur 37 milliards de dollars. L'écrivain latino-américain Eduardo

Galeano affirma à ce propos qu'il n'y avait « jamais eu autant de moyens de communication entre si peu de mains ».

Des médias alternatifs fournirent un effort désespéré pour ouvrir une brèche dans cette omniprésence. Il y avait aux États-Unis plusieurs centaines de stations de radio communautaires – dont le célèbre réseau Pacifica – qui apportaient des informations et proposaient des débats alternatifs à leurs auditeurs. À lui seul, David Barsamian offrait, à travers la diffusion par satellite de son Alternative Radio, des points de vue différents – interviews, conférences, etc. – aux stations de tout le pays.

Les journaux communautaires locaux, malgré leur faible tirage, essayaient de faire parler les gens ordinaires. À Boston, des sans-abri se regroupèrent pour lancer un journal, le *Spare Change*, afin de se raconter, de publier leurs poèmes et de vendre le journal dans les rues de Boston et de Cambridge. Ils affirmaient que leur objectif était de « donner la parole aux sans-voix » et que leur journal était « un instrument de mobilisation pour la communauté des sans-abri ». En l'an 2000, le journal entrait dans sa neuvième année.

Cette idée s'étendit à d'autres villes américaines et il y eut bientôt dans quarante d'entre elles des journaux de rue qui formèrent la North American Street Newspaper Association. La National Coalition for the Homeless publiait pour sa part un mensuel d'information.

Mais l'expression la plus spectaculaire de cette volonté d'informer le peuple américain sur la domination imposée par le monde des affaires aux gens ordinaires fut sans aucun doute la grande manifestation qui eut lieu à Seattle (État de Washington) fin 1999. Seattle avait été choisie pour recevoir l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les représentants des institutions les plus riches et les plus puissantes du monde y étaient présents afin de conforter leur fortune et leur pouvoir et de faire en sorte que les principes du capitalisme s'appliquent à la planète entière.

Des dizaines de milliers de gens convergèrent vers Seattle pour manifester contre le projet de l'OMC d'étendre les accords de libre-échange. Les manifestants affirmaient que cela signifiait la liberté pour les entreprises de partir à la recherche des mains-d'œuvre les moins chères et des réglementations industrielles les moins soucieuses de l'environnement et des droits sociaux.

Si les problèmes posés par le « libre-échange » étaient complexes, une idée simple semblait réunir tous les manifestants venus pour critiquer l'OMC : la santé et la liberté des simples citoyens du monde ne devaient pas être sacrifiées aux intérêts commerciaux.

Plus d'un millier d'organisations venues de quatre-vingt-dix pays – syndicalistes, écologistes, groupements de consommateurs, groupes religieux, paysans, représentants des peuples indigènes, féministes, et bien d'autres encore – signèrent une déclaration exigeant que les gouvernements freinent l'extension de l'OMC. À Seattle, on assista à d'étranges alliances : les sidérurgistes rejoignaient les écologistes et les mécaniciens se joignaient aux défenseurs des droits des animaux. Le 30 novembre, les paysans participèrent à une manifestation syndicale réunissant environ quarante mille personnes, et les syndicats participèrent quelques jours plus tard à une manifestation de paysans.

La presse porta une attention disproportionnée à un petit nombre de manifestants qui brisèrent des vitrines, alors que l'immense majorité des manifestants étaient non violents. Ce sont pourtant ces derniers que la police décida d'attaquer aux gaz lacrymogènes et d'arrêter. Des centaines de personnes furent emprisonnées, mais les manifestations se poursuivirent. Des nouvelles de ce qu'il se passait à Seattle se propagèrent partout dans le pays et à travers le monde.

La réunion officielle de l'OMC fut sérieusement perturbée par l'ampleur de la contestation et il y eut des signes de désaccord entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde. John Nichols écrivit dans le *Progressive* : « Tandis que les discussions officielles de l'OMC révélaient de profonds désaccords entre les délégations de l'hémisphère Nord et celles du Sud, la rue était le théâtre d'une unité jusqu'alors inconnue entre Nord et Sud. Les paysans du monde entier manifestaient ensemble. [...] La grande rencontre organisée par l'AFL-CIO donna la parole à des orateurs venus d'une douzaine de pays. Et après les réunions organisées pour mettre en lumière les effets dévastateurs de la mondialisation sur la condition des femmes dans le tiers-monde, des multitudes de femmes venues d'Afrique, d'Amérique latine, d'Inde, d'Europe et des États-Unis formèrent une formidable chaîne humaine dans les rues de Seattle. »

Tout cela troubla au plus haut point la tenue du sommet de l'OMC et les discussions finirent par s'interrompre. Seattle permit donc de faire la démonstration de la remarquable capacité des citoyens à défier les entreprises les plus puissantes du monde. Mike Brannan écrivit dans le journal des camionneurs : « Le genre de solidarité dont nous rêvons tous était bel et bien présente quand les gens chantaient, jouaient de la musique et se tenaient debout devant les flics et les gens de l'OMC. Le peuple occupait la rue ce jour-là et nous en avons autant appris à cette occasion que l'Amérique des affaires. »

Les manifestations de Seattle coïncidaient avec l'essor d'un mouvement sur les campus et dans les différentes communautés américaines contre les terribles conditions d'exploitation imposées aux travailleurs – hommes, femmes et même enfants – du tiers-monde travaillant pour les entreprises américaines.

Un mois après Seattle, on pouvait lire dans le *New York Times* : « Au dire même des dirigeants d'entreprise, la pression des étudiants et d'autres opposants aux conditions d'exploitation des travailleurs a conduit certaines usines qui fabriquent des produits pour les géants de l'industrie tels que Nike ou Gap à revenir sur le travail des enfants, à réduire l'utilisation de produits chimiques nocifs et à faire en sorte que les ouvriers ne soient plus tenus de travailler plus de quatre-vingts heures par semaine. Lors des événements de Seattle le mois dernier, les conditions de travail dans de telles usines avaient été l'une des questions centrales du mouvement, et les manifestants avaient exigé que les traités commerciaux pénalisent les pays qui autorisent de telles violations des réglementations sociales. De nombreux dirigeants d'entreprise reconnaissent donc que ce mouvement anti-exploitation a payé. »

Seattle fut la première d'une série de rassemblements internationaux réunissant syndicalistes, étudiants, écologistes, bref les opposants au contrôle grandissant exercé par les grandes multinationales sur l'économie mondiale. Après Seattle, les contestataires se rendirent systématiquement dans les lieux où se tenaient les sommets organisés par les milieux d'affaires : Washington, Philadelphie, Davos, Los Angeles et Prague.

Les responsables de la Banque mondiale et du FMI ne pouvaient se permettre d'ignorer un tel mouvement. Ils se mirent à affirmer leur intérêt pour l'environnement et pour les conditions de travail des salariés. Si l'on ne peut être certain que cela se concrétisera par des changements substantiels dans ces domaines, les chefs d'entreprise du monde entier ne peuvent plus désormais balayer d'un revers de main les critiques qui leur sont adressées.

L'existence de ces différents courants de protestation et de résistance dans les domaines politique, social et culturel permettra-t-elle au siècle prochain – au millénaire prochain – de remplir la promesse de la Déclaration d'indépendance, c'est-à-dire le droit pour tous à la vie, à la liberté et à la recherche du bonheur ? Personne ne peut le dire. Tout ce que l'on peut faire, c'est travailler dans ce sens. Car l'immobilisme ne réussit qu'à aggraver la situation.

Si la démocratie possède un quelconque sens, si elle dépasse les limites du capitalisme et du nationalisme et si l'histoire a jamais pu

nous enseigner quelque chose, cela ne tombera pas du ciel. Cela se fera par le travail des citoyens, organisés et mobilisés, dans la grève, par le boycott et les manifestations. Cela se fera en menaçant ceux qui détiennent le pouvoir de mettre en danger la stabilité dont ils ont absolument besoin pour se maintenir.

Chapitre XXIV
L'imminente révolte de la Garde

LE TITRE DE CE CHAPITRE ne se veut pas prophétique : il exprime simplement un espoir.

De même, le titre de ce livre n'est pas tout à fait pertinent : d'abord parce qu'une « histoire populaire » promet plus que ce qu'un seul individu peut accomplir, ensuite parce qu'il s'agit du type d'histoire la plus difficile à saisir. Toutefois, il a le mérite de souligner qu'il s'agit d'une histoire irrespectueuse à l'égard des gouvernements et attentive aux mouvements de résistance populaire. Une histoire qui penche clairement dans une certaine direction, ce qui ne me dérange guère tant les montagnes de livres d'histoire sous lesquelles nous croulons penchent clairement dans l'autre sens. Ces ouvrages font preuve d'un si grand respect envers les États et les hommes d'État et sont si peu attentifs – sans doute par inadvertance – aux mouvements populaires qu'il nous faut faire contrepoids pour éviter de sombrer dans la soumission.

Tous ces livres d'histoire américaine qui se focalisent sur les Pères Fondateurs et sur les présidents successifs pèsent lourdement sur la capacité d'action du citoyen ordinaire. Ils suggèrent qu'en temps de crise il nous faut chercher un sauveur : les Pères Fondateurs pour la Révolution, Lincoln pour la sortie de l'esclavage, Roosevelt pour la Grande Dépression, Carter pour la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate. En revanche, entre les crises, tout va pour le mieux et il faut nous contenter du retour à la normale. Les livres d'histoire classiques nous apprennent encore que l'acte suprême du citoyen est de désigner son sauveur en allant voter tous les quatre ans pour choisir entre deux Blancs relativement riches, anglo-saxons de surcroît et mâles par-dessus tout, à la personnalité terne et aux opinions parfaitement orthodoxes.

La notion de sauveur traverse toute notre culture, bien au-delà de la seule politique. Nous avons appris à nous en remettre aux stars, aux dirigeants et aux experts en tous genres, négligeant de ce fait nos propres ressources, notre propre force et pour finir notre personnalité même. Mais il arrive de temps en temps que les Américains rejettent cette idée et qu'ils se révoltent.

Ces rébellions ont toutes, jusqu'à présent, été maîtrisées. Le système américain est le plus ingénieux des systèmes de maintien de l'ordre social que l'humanité ait imaginés. Dans un pays aussi riche en ressources naturelles, en talents de toutes sortes et en force de travail, le système peut se permettre de distribuer juste ce qu'il faut de richesses à juste ce qu'il faut de citoyens pour limiter l'expression du mécontentement à une minorité « turbulente ». Ce pays est si puissant, si vaste et si apprécié par tant de citoyens qu'il peut se permettre d'accorder la liberté de contester à une petite minorité insatisfaite.

Il n'existe pas d'autres systèmes de contrôle capables d'offrir autant d'opportunités, de possibilités, de latitude, de souplesse et de récompenses aux heureux gagnants de la loterie sociale. Il n'en est pas non plus qui répartisse ses outils de contrôle de manière aussi sophistiquée – par le vote, la hiérarchie du travail, l'Église, la famille, l'enseignement, les mass-médias –, ni aucun qui ne sache aussi bien endormir son opposition en faisant quelques réformes, en isolant les individus, en mettant l'accent sur la loyauté patriotique.

Un pour cent de la population américaine détient un tiers de la richesse nationale. Le reste est réparti de telle manière que les 99 % de la population restante sont montés les uns contre les autres : les petits propriétaires contre les plus démunis, les Noirs contre les Blancs, les « natifs » américains contre les citoyens d'origine étrangère, les intellectuels et les professions libérales contre les travailleurs non qualifiés et non diplômés. Ces groupes se sont opposés et ont lutté les uns contre les autres avec une telle violence qu'ils en ont oublié qu'ils étaient tous réduits à se partager les maigres restes de la richesse nationale.

Malgré la réalité de cette lutte amère et désespérée autour des rares ressources épargnées par les élites dominantes, je prends la liberté de réunir ces 99 % d'Américains sous l'appellation de « peuple ». L'histoire que j'ai écrite tente de rendre compte de leur intérêt commun, même lorsque ce dernier a été détourné, voire dissimulé. Mettre l'accent sur l'unité de ces 99 % de la population américaine et affirmer que leurs intérêts sont parfaitement contradictoires avec

ceux des plus riches revient à faire exactement ce que les gouvernements américains et l'élite fortunée qui les soutient – des Pères Fondateurs à nos jours – ont toujours essayé d'empêcher. Madison craignait une « faction majoritaire » et espérait que la nouvelle Constitution réussirait à la contrôler. Avec ses collègues, il décida que le Préambule de la Constitution commencerait par l'expression : « Nous, le peuple. » C'était prétendre que le nouveau régime américain représenterait tout le monde et imaginer que ce mythe, accepté comme réalité, pourrait garantir la « stabilité dans les affaires intérieures ».

Cette prétention s'est maintenue à travers les générations, confortée par l'invention de symboles matériels ou rhétoriques d'unité, tels le drapeau, le patriotisme, la démocratie, l'intérêt national, la défense nationale ou la sécurité nationale. Ces slogans étaient enfouis au cœur même de la culture américaine. On songe à des chariots formant un cercle au beau milieu des plaines de l'Ouest, de l'intérieur duquel les Américains blancs relativement aisés pourraient tirer sur les ennemis extérieurs – les Indiens, les Noirs et les autres Blancs trop misérables pour être autorisés à pénétrer dans le cercle. Quant aux responsables du convoi, ils observent à bonne distance et, une fois le combat terminé et le terrain jonché de morts et de blessés des deux camps, ils prennent possession de la terre et préparent de nouvelles expéditions pour conquérir de nouveaux territoires.

Pourtant, ce plan n'a jamais vraiment fonctionné à la perfection. Si l'on en juge par les soulèvements de fermiers, les révoltes d'esclaves, le mouvement abolitionniste, la naissance du féminisme et l'état de guerre permanent avec les Indiens au cours des années qui précédèrent la guerre de Sécession, ni la Révolution ni la Constitution ne semblent avoir réussi à garantir la stabilité du système, et ce malgré la maîtrise des ressentiments sociaux hérités de la période coloniale. Dans le même temps, on réduisait les Noirs en esclavage, on massacrait et déportait les Indiens. Après la guerre de Sécession, une nouvelle alliance des élites du Sud et du Nord vit le jour, tandis que Noirs et Blancs des classes défavorisées étaient pris dans les conflits raciaux, que les travailleurs américains du Nord se voyaient opposés aux immigrés et que les fermiers se trouvaient éparpillés sur le vaste territoire national. Quant au système capitaliste, il s'imposait dans l'industrie et au gouvernement. Pourtant, c'est à cette époque qu'éclatèrent des révoltes dans les milieux ouvriers et que prit naissance un vaste mouvement d'opposition chez les fermiers du pays.

Au tournant du siècle, la pacification par la violence des Noirs et des Indiens ainsi que l'usage du vote et de la guerre pour distraire l'attention des opposants blancs et les intégrer au système ne suffirent pas, dans le cadre de l'industrialisation moderne, à empêcher le soudain essor du socialisme ni les conflits sociaux. Ensuite, ni la Première Guerre mondiale, ni la relative prospérité des années 1920, ni l'apparent effondrement du mouvement socialiste ne purent, en cette période de crise économique, empêcher l'essor d'une nouvelle prise de conscience radicale et les autres conflits sociaux qui éclatèrent dans les années 1930.

La Seconde Guerre mondiale créa un nouveau sentiment d'unité qui fit croire, dans le contexte de la guerre froide, à l'extinction du puissant courant radical des années de guerre. Ce fut alors qu'apparurent, à la surprise générale, les mouvements des années 1960, issus de milieux que l'on pensait depuis longtemps soumis ou tenus à distance – les Noirs, les Indiens, les femmes, les prisonniers, les soldats –, ainsi qu'un nouveau radicalisme qui menaçait de se propager largement dans une population que la guerre du Vietnam et le scandale du Watergate avaient sensiblement éloignée de la politique.

Le renvoi de Nixon, la célébration du bicentenaire de l'Indépendance et la présidence de Carter, tout tendait à la restauration d'une certaine stabilité. Mais cette restauration de l'ordre ancien n'était certainement pas la solution à l'incertitude et à la désaffection vis-à-vis du politique qui s'aggravèrent finalement sous Reagan puis sous Bush. L'élection de Clinton en 1992, portée par une vague promesse de changement, ne correspondait pas aux attentes de ceux qui espéraient autre chose.

Devant la permanence d'un tel malaise, il est très important pour l'appareil en place – ce petit club toujours inquiet de dirigeants d'entreprise, de généraux et de politiciens – de maintenir l'illusion historique d'une unité nationale par laquelle le gouvernement est censé représenter le peuple dans son ensemble et l'ennemi commun venir toujours de l'extérieur ; de maintenir un système où les déroutes économiques et les guerres sont toujours supposées être des erreurs malencontreuses – ou de tragiques accidents – qui seront réparées par ce même petit club qui, en réalité, les a provoquées. Il est également important pour lui de s'assurer que la seule véritable unité soit l'unité artificielle des élites privilégiées avec les citoyens qui le sont à peine moins, tandis que les 99 % de la population restante doivent demeurer divisés par tous les moyens et opposés les uns aux autres afin de détourner leur colère.

N'est-ce pas une formidable idée que de faire payer par la classe moyenne les impôts qui garantiront l'aide sociale apportée aux pauvres ? – ajoutant ainsi la rancœur des premiers à l'humiliation des seconds. Et que dire de la politique qui consiste à déplacer, par l'intermédiaire du ramassage scolaire, les écoliers noirs des milieux défavorisés vers les écoles des quartiers blancs défavorisés en une sorte d'échange cynique entre écoles de pauvres ? Pendant ce temps-là, les écoles réservées aux riches étaient protégées, et les fonds publics distribués avec tant de parcimonie aux enfants nécessiteux étaient engloutis dans la construction d'avions de combat coûtant des milliards de dollars. Ingénieux, également, de répondre aux revendications d'égalité des femmes et des Noirs en leur accordant de maigres privilèges spécifiques et en les mettant en compétition avec tous les autres pour la recherche de ces emplois qu'un système irrationnel et incohérent rendait extrêmement rares. Pas mal non plus, cette idée de focaliser les craintes et la colère de la majorité silencieuse sur une classe de criminels, fruits de l'injustice économique toujours produits en plus grand nombre qu'il n'est possible d'en emprisonner, permettant ainsi de mieux dissimuler le gigantesque pillage des ressources nationales entrepris en toute légalité par de nombreux dirigeants.

Pourtant, malgré la maîtrise de tous les instruments de la loi et de l'ordre, de la prévarication et des concessions, des diversions et des fraudes auxquels elle a pu faire appel tout au long de l'histoire du pays, l'élite au pouvoir n'a jamais réussi à se garantir des révoltes populaires. À chaque fois qu'elle semblait y être parvenue, ceux-là mêmes qu'elle pensait avoir corrompus, trompés, achetés, réprimés, se réveillaient et se soulevaient. Les Noirs apparemment pacifiés par les décisions de la Cour suprême et du Congrès se révoltaient. Les femmes, courtisées et rejetées, idéalisées et maltraitées, se révoltaient. Les Indiens, que l'on pensait disparus, renaissaient pour reprendre la lutte. Les jeunes, malgré les promesses de confort et de carrière, faisaient défaut. Les travailleurs, que l'on pensait avoir séduits par des réformes, maîtrisés par la loi et contrôlés par l'intermédiaire de leurs propres syndicats, reprenaient les grèves. Les intellectuels employés à des postes officiels et censés être contraints au devoir de discrétion se mettaient à révéler tout ce qu'ils savaient. Et les prêtres troquaient la méditation pour le militantisme.

Rappeler cela, c'est dévoiler au peuple ce que le gouvernement souhaiterait pourtant qu'il oublie – cette capacité considérable des gens apparemment désarmés à résister, des gens apparemment satisfaits à exiger des changements. Faire cette histoire, c'est retrouver chez l'homme ce formidable besoin d'affirmer sa propre

humanité. C'est également affirmer, même dans les périodes de profond pessimisme, la possibilité de changement surprenants.

Bien sûr, il ne faudrait pas surestimer la conscience de classe, exagérer l'importance et les victoires de ces rébellions populaires. Ce serait oublier que le monde – et pas seulement les États-Unis – reste aux mains des élites et que les mouvements populaires, même s'ils ont démontré leur fantastique capacité à renaître régulièrement, ont jusqu'ici toujours été réprimés, absorbés ou pervertis. Sans compter que les révolutionnaires « socialistes » ont finalement trahi le socialisme et que les révolutions nationalistes ont fini en dictatures.

Néanmoins, la plupart des historiens sous-estiment les mouvements de révolte et accordent trop d'importance aux hommes d'État, nourrissant ainsi le sentiment d'incapacité général chez les citoyens. Lorsqu'on étudie attentivement les mouvements de résistance et même les formes isolées de révolte, on découvre que la conscience de classe, comme toutes les autres formes de prise de conscience des injustices, se fait à plusieurs niveaux. Elles s'expriment sur différents modes et montrent différentes manières de se révéler à elles-mêmes – ouvertes, subtiles, directes ou sinueuses. Dans un système d'intimidation et de maintien de l'ordre, les gens ne montrent pas forcément tout ce qu'ils savent, tout ce qu'ils ressentent profondément, sauf quand ils réalisent qu'ils peuvent le faire sans risquer d'être totalement détruits.

L'histoire qui maintient en vie la mémoire des mouvements populaires suggère de nouvelles définitions du pouvoir. Traditionnellement, on considère que quiconque possède la puissance militaire, la fortune, la maîtrise de l'idéologie officielle et la suprématie culturelle détient le pouvoir. Mesurée à cette aune, la résistance populaire ne paraît jamais assez forte pour survivre. Pourtant, les victoires inattendues des rebelles – même les victoires momentanées – démontrent la vulnérabilité des soi-disant puissants. Dans un système extraordinairement sophistiqué, les élites au pouvoir ne peuvent se maintenir sans la soumission et la loyauté des millions de gens à qui l'on accorde, en échange de ce service, de bien maigres récompenses : les soldats, la police, les enseignants, les hommes d'Église, les fonctionnaires et les travailleurs sociaux, les techniciens et les ouvriers, les médecins, les hommes de loi, les infirmières, les travailleurs des transports et des communications, les éboueurs et les pompiers. Ces gens – les catégories dotées de quelques privilèges mineurs – sont pris dans une alliance avec les élites. Ils forment, en quelque sorte, la « garde prétorienne » du système, véritable digue entre les classes les plus favorisées et les classes les plus pauvres. S'ils cessent d'obéir, le système s'effondre.

Cela ne pourra arriver, me semble-t-il, que lorsque tous ceux d'entre nous qui sont un tant soit peu privilégiés et vaguement à l'aise financièrement réaliseront que nous sommes comme les gardiens de la prison d'Attica pendant l'émeute des prisonniers : éminemment sacrifiables. C'est-à-dire que le système, quelle que soit la manière dont il nous récompense, est parfaitement capable en cas de nécessité et pour conserver le contrôle de la situation de se débarrasser de nous.

Aujourd'hui, certaines données nouvelles sont si évidentes qu'elles pourraient entraîner de notre part le renoncement total à notre loyauté envers le système. À l'ère atomique, les nouvelles conditions technologiques, économiques et militaires rendent de plus en plus difficile pour les gardiens du système que sont les intellectuels, les propriétaires, les contribuables, les travailleurs qualifiés, les professions libérales et les fonctionnaires d'échapper à la violence (aussi bien physique que psychologique) infligée aux pauvres, aux Noirs, aux criminels ou à l'ennemi extérieur. La mondialisation de l'économie comme les mouvements de réfugiés et de travailleurs immigrés à travers les frontières font qu'il devient plus difficile pour les populations des pays industrialisés d'ignorer la faim et la maladie qui frappent les pays pauvres.

Dans ces nouvelles conditions de technologies meurtrières, nous devenons tous les otages de la marche forcée économique, de la pollution généralisée et des guerres incontrôlables. Les armes atomiques, les radiations, l'anarchie économique ne font pas de distinction entre les prisonniers et les gardiens du système, et ceux qui sont aux commandes ne seront pas plus scrupuleux au moment de prendre une décision. On ne peut oublier la réponse de l'état-major américain lorsqu'on l'informa qu'il y avait sans doute des prisonniers de guerre dans les environs de Nagasaki : « Les cibles initialement prévues pour l'opération demeurent inchangées. »

On constate des signes d'un mécontentement croissant au sein de la garde prétorienne du système. On nous déclarait régulièrement que les pauvres et les ignorants formaient le gros des bataillons de ceux qui ne votaient pas, exclus d'un système politique qui, pensaient-ils, se moquait bien d'eux et sur lequel ils n'avaient pas beaucoup d'influence. Aujourd'hui, cette désaffection s'étend aux familles qui vivent au-dessus du seuil de pauvreté. Ce sont les travailleurs blancs, ni riches ni pauvres mais insatisfaits de l'insécurité économique, mécontents de leur travail, inquiets pour leur environnement et hostiles au gouvernement – en une combinaison de racisme et de conscience de classe, de mépris pour les pauvres et de méfiance

vis-à-vis des élites et, de ce fait, ouverts à toutes les solutions qui se présenteraient, à gauche comme à droite.

Les années 1920 avaient connu une désaffection similaire des classes moyennes vis-à-vis du politique qui aurait pu s'exprimer de différentes manières – rappelons que le Ku Klux Klan comptait à l'époque des millions de membres – mais, dans les années 1930, le travail d'une gauche dynamique dirigea ce sentiment de désarroi vers les syndicats ouvriers et paysans et vers les mouvements socialistes. Il se pourrait que l'on assiste, dans les années à venir, à une course pour la captation politique du mécontentement de la classe moyenne américaine.

Ce mécontentement est évident. Depuis le début des années 1970, les sondages indiquent que 70 à 80 % des Américains n'ont pas confiance dans leur gouvernement, dans le monde des affaires et dans l'armée. Cette méfiance va donc bien au-delà des Noirs, des pauvres et des radicaux. Elle s'est étendue aux ouvriers qualifiés, aux salariés du tertiaire et aux professions libérales. Pour la première fois peut-être dans l'histoire des États-Unis, les classes les plus pauvres et la classe moyenne, les prisonniers aussi bien que les gardiens du système n'ont plus confiance en lui.

D'autres signes ne trompent pas : le taux élevé d'alcoolisme, le taux élevé des divorces, la consommation et l'abus de drogues, les dépressions nerveuses. Des millions de gens recherchent désespérément des solutions à leur sentiment d'impuissance, de solitude, de frustration, d'étrangeté vis-à-vis des autres, de leur travail et, pour finir, d'eux-mêmes. Ils adoptent parfois de nouvelles religions ou rejoignent des groupes d'entraide en tous genres. C'est comme si toute une nation en arrivait à un point critique au milieu de son parcours, une crise de croissance avec retour sur soi et doutes existentiels à l'appui.

Tout cela advient de surcroît dans une période où la classe moyenne elle-même est confrontée à une véritable insécurité économique. Le système en est arrivé, dans son irrationalité et par soif de profit, à bâtir de gigantesques gratte-ciel pour les compagnies d'assurances alors que les villes tombent en décrépitude, à dépenser des milliards de dollars pour fabriquer des armes de destruction et presque rien pour les enfants, à accorder de fabuleux salaires à des gens qui produisent des choses aussi dangereuses qu'inutiles et rien aux artistes, aux musiciens, aux écrivains, aux comédiens. Le capitalisme a toujours joué contre les classes les plus défavorisées. Il joue maintenant contre la classe moyenne.

La menace du chômage qui plane toujours sur les pauvres concerne à présent les salariés du tertiaire et les professions libérales.

Un diplôme universitaire n'est plus une garantie de travail, et un système ne proposant plus d'avenir aux jeunes qui sortent de l'école est sérieusement en danger. Si ce phénomène ne concernait que les enfants des pauvres, le problème serait gérable. Il y a toujours les prisons pour les recevoir. Mais s'il touche les enfants des classes moyennes, les choses pourraient finalement tourner mal. Les pauvres ont l'habitude d'être constamment exploités et à court d'argent, les classes moyennes ont désormais elles aussi commencé à subir la pression de l'augmentation du coût de la vie et des impôts.

Les années 1970, 1980 et le début des années 1990 ont été marquées par l'envolée spectaculaire de la criminalité. On pouvait en comprendre aisément les raisons lorsqu'on se déplaçait dans les grandes villes. On y observait la violente confrontation de la richesse et de la pauvreté, la société de consommation, les publicités tapageuses. Il y avait également la terrible compétition économique où l'on retrouvait, côte à côte, la violence légale de l'État, le pillage légal des ressources par les grandes entreprises et la criminalité illégale des pauvres. L'écrasante majorité des détenus américains étaient pauvres, non-blancs et peu instruits. La moitié des prisonniers avaient été au chômage avant leur incarcération.

Les crimes violents les plus courants et les plus commentés étaient ceux que commettaient les jeunes et les pauvres qui, désespérés ou accros à la drogue, s'en prenaient aux classes moyennes, voire aux autres pauvres. Une société si rigoureusement construite sur la richesse et l'instruction ne peut que donner naissance au ressentiment et à la violence de classe.

De nos jours, la question essentielle est de savoir si les classes moyennes, jusqu'ici disposées à penser que la solution à de tels crimes se trouve dans l'augmentation du nombre des prisons et dans l'allongement des peines, vont commencer à réaliser, devant l'inefficacité de telles mesures, que cela ne peut que perpétuer le cycle sans fin du crime et du châtiment. Elles pourraient en conclure que la sécurité physique de celui qui travaille dans une ville ne peut être garantie que si tous les habitants de cette ville ont un travail. Cela exigerait un bouleversement des priorités nationales et surtout un changement de système.

Au cours des dernières décennies, la peur de la criminalité a été rejointe par une peur encore plus grande. Les décès dus au cancer se sont multipliés et la recherche médicale semblait incapable d'en déterminer la cause. Il devint vite évident que de plus en plus de ces cancers étaient dus à un environnement dégradé par les expériences militaires et la cupidité des industriels. L'eau que buvaient les gens, l'air qu'ils respiraient, les particules de poussière qu'ils

inhalaient sur leur lieu de travail avaient été contaminés pendant des années par un système si obsédé par la croissance et le profit que la sécurité et la santé des êtres humains avaient été totalement négligées. Une nouvelle épidémie meurtrière apparut, le SIDA, qui se répandait notamment chez les homosexuels et les consommateurs de drogues.

Au début des années 1990, le faux socialisme du système soviétique s'effondrait et le système américain semblait incontrôlable – une course en avant capitaliste, technologique, militariste, et un gouvernement s'éloignant de plus en plus d'un peuple qu'il prétendait pourtant représenter. La criminalité était incontrôlable, le cancer et le SIDA également, de même que les prix, les impôts, le chômage, la décrépitude des villes et la crise de la famille. Et les gens semblaient comprendre tout cela.

Sans doute la méfiance générale envers le gouvernement, particulièrement manifeste ces dernières années, provient-elle d'une prise de conscience accrue de la vérité des propos tenus par le pilote de la US Air Force, Yossarian, dans le roman *Catch 22*, à un camarade qui lui reproche d'apporter aide et réconfort à un ennemi : « L'ennemi, c'est celui qui est sur le point de te tuer, quel que soit son camp. Et n'oublie jamais ça, parce que plus longtemps tu t'en souviendras, plus longtemps tu vivras. » « Mais Clevinger l'oublia, et maintenant il est mort », ajoute aussitôt le narrateur.

Imaginons que, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, la population soit unie dans sa volonté d'opérer de vrais changements. L'élite n'utilisera-t-elle pas, comme à chaque fois, son arme ultime – une intervention militaire à l'étranger pour unifier le peuple et l'appareil d'État dans et autour de la guerre ? C'est bien ce qui eut lieu en 1991 avec la guerre du Golfe. Mais, comme le disait June Jordan, c'était « juste un flash. Exactement comme le crack. Ça ne dure jamais longtemps ».

Étant donné l'impuissance des élites à résoudre les problèmes économiques ou à faire de la politique extérieure une soupape de sécurité pour le mécontentement des Américains, ces derniers devraient se préparer à exiger plus que de simples rafistolages, « réformettes », énième New Deal ou autres pièges du même calibre. Il faut des changements radicaux. Permettons-nous un moment d'utopie pour que, une fois revenus au réalisme, il ne s'agisse pas de ce « réalisme » cher aux dirigeants dans leurs entreprises de démobilisation des citoyens, ce « réalisme » que l'on trouve dans tant de livres d'histoire sans surprise. Imaginons ce que des changements véritablement radicaux exigeraient de chacun d'entre nous.

Les leviers du pouvoir devraient être confisqués à ceux à qui l'on doit l'état dans lequel se trouve la société actuelle – les grandes entreprises, l'appareil militaire et leurs alliés politiques. Il faudrait, par un effort coordonné de toutes les communautés locales du pays, reconstruire une économie à la fois efficace et juste, produisant en coopération ce dont les gens ont le plus besoin. Nous commencerions au niveau des quartiers, des villes, des lieux de travail. Tout le monde devrait avoir une tâche, quel qu'il soit, même ceux qui sont actuellement exclus de la force de travail – les enfants, les personnes âgées, les « handicapés ». La société pourrait ainsi bénéficier de cette énergie aujourd'hui gaspillée, de ces qualifications et de ces talents inexploités. Tout le monde devrait participer quelques heures par jour aux tâches certes routinières mais néanmoins nécessaires, consacrer la majeure partie de son temps libre au plaisir, à la création, à sa vocation, tout en produisant suffisamment pour garantir une répartition équitable. Certains biens de première nécessité devront être assez abondants pour être sortis du système d'échange monétaire et être disponibles gratuitement pour tout le monde : la nourriture, le logement, les soins de santé, l'éducation et les transports.

Le plus difficile serait d'accomplir tout cela sans avoir recours à une bureaucratie centralisée, aux menaces d'emprisonnement ou de châtiments, mais au contraire en faisant appel à cet esprit de coopération que l'État a régulièrement utilisé par le passé pour mener ses guerres. Cet esprit qui fait partie de la nature humaine et qui est également à l'origine des mouvements sociaux. Cet esprit donne une idée de ce que pourrait être le comportement des individus dans des conditions différentes. Les décisions seraient prises par des groupes restreints sur les lieux de travail, dans les quartiers – un réseau de coopératives connectées les unes aux autres, un socialisme de voisinage échappant aux hiérarchies de classes du capitalisme et aux dictatures autoritaires qui ont usurpé le nom de « socialistes ».

Avec le temps, au sein de communautés conviviales, les gens devraient être en mesure de créer une nouvelle culture, plus diversifiée, non violente, dans laquelle toutes les formes d'expression personnelle et collective pourraient s'exprimer. Hommes et femmes, Noirs et Blancs, vieux et jeunes pourraient alors considérer leurs différences comme autant de caractères positifs et non comme des instruments de domination. Alors, les nouvelles valeurs de coopération et de liberté devraient transformer les relations entre les gens et l'éducation des enfants.

Pour accomplir tout cela en dépit des instruments de contrôle social qui régissent actuellement les États-Unis, il faudrait ajouter

aux ressources des mouvements de résistance qui se sont illustrés dans l'histoire des États-Unis – ouvriers révoltés, rebelles noirs, Indiens, femmes, jeunes – celles engendrées par le mécontentement récent des classes moyennes. Les gens devront sans doute transformer en premier lieu leur environnement immédiat – lieux de travail, famille, école, communauté – par une série de luttes contre l'inefficacité des autorités dans ces domaines et pour en confier l'organisation à ceux qui y vivent et y travaillent.

Ces combats feront appel à toutes les stratégies employées en leur temps par les mouvements populaires qui ont marqué l'histoire américaine : manifestations, défilés, désobéissance civile, grèves, boycotts et insurrections générales ; actions directes pour la redistribution des richesses, pour transformer les institutions, pour réinventer les rapports sociaux ; création – dans la musique, la littérature, le théâtre, dans tous les arts et tous les lieux de travail et de loisirs – d'une nouvelle culture du partage, du respect, d'un nouveau plaisir de travailler ensemble pour s'entraider.

Il y aurait bien sûr de nombreux échecs. Mais si un tel mouvement prenait racine dans des centaines de milliers d'endroits à travers le pays, il serait impossible de l'arrêter parce que les gardiens sur lesquels s'appuie le système pour assurer sa survie seraient eux-mêmes parmi les rebelles. Ce serait un nouveau genre de révolution et, me semble-t-il, la seule qui puisse advenir dans un pays comme les États-Unis. Elle exigerait une énorme dépense d'énergie, de nombreux sacrifices, un sérieux engagement et de la patience. Mais comme la mobilisation pourrait commencer tout de suite, il y aurait également cette satisfaction immédiate que les gens ont toujours éprouvée dans les relations amicales tissées au sein des mouvements regroupés autour d'un but commun.

Tout cela, qui nous entraîne bien loin de l'histoire des États-Unis, dans le domaine de l'imaginaire, n'est pas totalement déconnecté, néanmoins, de la réalité. Par le passé, il y a déjà eu des expériences fugitives de tels projets. Au cours des années 1960 et 1970, l'appareil du pouvoir échoua, pour la première fois, à créer l'unité nationale et la ferveur patriotique autour d'un objectif guerrier. À cette époque se produisit un bouleversement culturel comme le pays n'en avait jamais connu – dans les domaines de la sexualité, de la famille, des relations personnelles –, justement dans tous ces secteurs que les organes du pouvoir ont généralement tant de mal à contrôler. Cette époque fut également marquée par un manque de confiance sans précédent envers la plupart des éléments du système politico-économique. À toutes les époques, les gens ont trouvé le moyen de se venir en aide les uns aux autres, même sur

de brèves périodes – et même au cœur d'une civilisation de compétition et de violence –, pour se réaliser dans le travail, dans la lutte, l'amitié et la nature.

L'avenir sera fait de luttes et de moments troublés mais également d'inspiration. Il est possible qu'un tel mouvement parvienne à réaliser ce que le système lui-même n'a jamais pu faire, c'est-à-dire provoquer un gigantesque changement avec un minimum de violences. C'est possible parce que la majorité des hommes et des femmes qui composent les fameux 99 % de la population commencent à se rendre compte qu'ils partagent les mêmes intérêts et les mêmes besoins. Plus les gardiens et les prisonniers du système en auront conscience, plus l'appareil du pouvoir sera isolé et inefficace. Les armes, l'argent et la maîtrise de l'information par les élites ne seront d'aucune utilité face à une population parfaitement déterminée. Les serviteurs du système refuseront de continuer de travailler pour maintenir le vieil ordre agonisant et profiteront de leur temps et de leur espace (qui leur avaient été accordés en échange de leurs services) pour démanteler l'ancien système et participer à l'élaboration d'une nouvelle société.

Les prisonniers du système continueront, eux, de se révolter, comme auparavant, de manière imprévisible et à des moments qu'on ne saurait prédire. La nouvelle donne de notre époque est cette possibilité qu'ils ont désormais d'être rejoints par les gardiens du système. Nous, lecteurs et auteurs de livres, avons toujours été, dans notre grande majorité, dans le camp des gardiens. Si nous comprenons cela et que nous agissons en conséquence, non seulement la vie pourra être immédiatement améliorée mais nos petits-enfants et les enfants de nos petits-enfants connaîtront probablement un monde différent et meilleur.

Post-scriptum sur les élections de 2000 et la « guerre contre le terrorisme »

À L'ISSUE DES DEUX MANDATS de Clinton (le Vingt-Deuxième Amendement de la Constitution ne permet pas plus de deux mandats), il était évident que le candidat démocrate à l'élection présidentielle serait l'homme qui l'avait servi loyalement au poste de vice-président, Albert Gore. Le candidat choisi par le parti républicain fut le gouverneur du Texas, George W. Bush, connu pour ses liens avec les intérêts pétroliers et pour son record du nombre de détenus exécutés au cours de son mandat de gouverneur.

Bien que, pendant la campagne, Bush ait accusé Gore d'en appeler à « la guerre de classes », la candidature de Gore et de son vice-président, le sénateur Joseph Lieberman, ne menaçait pas réellement les grandes fortunes. À la une du *New York Times* on put même lire : « Le sénateur Lieberman se vante d'être pro-business. » L'article précisait : « Lieberman est fort apprécié des industries de hautes technologies de la Silicon Valley et du complexe militaro-industriel du Connecticut, qui lui est reconnaissant pour les 7,5 milliards de dollars de contrats qu'il leur a fait obtenir pour la construction du sous-marin le *Sea Wolf* ».

Quoi qu'il en soit, la différence dans le soutien apporté par le monde des affaires aux deux candidats à la présidence peut s'évaluer à l'aune des 220 millions de dollars récoltés pour la campagne de Bush contre 170 millions de dollars pour celle de Gore. Ni l'un ni l'autre n'avaient de réels projets en faveur d'un système de santé gratuit, de la construction de logements sociaux, de changements spectaculaires dans la politique environnementale. Tous les deux étaient partisans de la peine de mort et de l'augmentation du nombre des prisons. Et tous les deux étaient favorables au maintien

d'un appareil militaire important, à la poursuite de l'usage et de la fabrication des bombes antipersonnel et à la reconduction des sanctions contre Cuba et l'Irak.

Il y avait un troisième candidat à la présidence, Ralph Nader, dont la réputation nationale était due à plusieurs décennies de critiques continuelles exprimées à l'encontre de la mainmise du monde des affaires sur l'économie américaine. Son programme était radicalement différent de celui des deux autres candidats. Il mettait l'accent sur le système de santé, l'enseignement et l'environnement. Mais il fut écarté des plateaux de télévision lors des débats de la campagne et ne bénéficia pas, bien entendu, du soutien financier des grandes entreprises. Il dut donc se contenter des modestes contributions de ceux qui appréciaient son programme.

Étant donné le consensus des deux principaux partis autour des questions sociales et les obstacles mis sur la route du troisième candidat, il était prévisible que la moitié des électeurs du pays, en grande majorité issus des populations à bas revenus et n'ayant aucune confiance dans les principaux partis, ne se déplacent même pas pour voter.

Un journaliste interviewa une caissière de station-service, épouse d'un travailleur du bâtiment, qui affirmait qu'elle ne croyait pas que les candidats « s'intéressent à des gens comme nous. [...] Peut-être que s'ils vivaient dans un deux-pièces ce serait différent ». Une Afro-Américaine, manager dans un McDonald's pour un salaire dépassant à peine le minimum légal de 5,5 dollars de l'heure, déclara à propos de Bush et de Gore : « Ces deux-là ne m'intéressent pas du tout et tous mes amis pensent comme moi. Ces types ne changeront pas ma vie. »

Ce furent finalement les plus étranges élections de toute l'histoire du pays. Al Gore recueillit sur son nom des centaines de milliers de voix de plus que Bush. Mais la Constitution américaine prévoit que le vainqueur soit désigné par de grands électeurs, eux-mêmes désignés par chaque État. L'élection fut si serrée que la décision finale dépendit au bout du compte des électeurs désignés par la Floride. Cette écart entre le suffrage populaire et le vote des électeurs de chaque État ne s'était produit qu'à deux reprises dans le passé : en 1876 et en 1888.

Le candidat qui remporterait le plus de suffrages en Floride aurait tous les électeurs de l'État en sa faveur et deviendrait donc président. Mais il y eut une controverse furieuse sur l'identité même de celui qui avait remporté le suffrage populaire en Floride : Gore ou Bush. Il apparut que de nombreux votes n'avaient pas été comptabilisés, en particulier dans les circonscriptions où vivaient

beaucoup d'Afro-Américains, que des bulletins avaient été annulés pour des raisons techniques et que d'autres avaient été mal lus par les machines qui les traitaient.

Mais Bush avait un net avantage : son frère, Jeb Bush, était gouverneur de Floride, et il revenait à la secrétaire d'État de Floride, Katherine Harris, de désigner le vainqueur – et donc, *in fine*, le président. Accusée de fraude électorale, Harris se lança dans un recomptage partiel des bulletins qui confirma la victoire de Bush.

Un recours en appel auprès de la Cour suprême de Floride, dominée par le parti démocrate, aboutit à une injonction interdisant à Harris de désigner un vainqueur et ordonnant que l'on termine le décompte de tous les bulletins. Harris fixa une date limite à ce recomptage et, tandis qu'il restait encore des milliers de bulletins en suspens, elle s'autorisa à déclarer Bush vainqueur par cinq cent trente-sept voix d'avance. Il s'agissait sans aucun doute du résultat le plus serré de l'histoire des élections présidentielles américaines. Mais Gore était résolu à contester cette décision et demanda que le comptage se poursuive comme l'avait ordonné la Cour suprême de Floride. De son côté, le parti républicain fit appel auprès de la Cour suprême des États-Unis.

La Cour suprême était partagée selon les courants idéologiques. Les cinq juges conservateurs (Rehnquist, Scalia, Thomas, Kennedy, O'Connor), malgré le traditionnel principe conservateur de non-intervention dans les affaires de l'État, rejetèrent la décision de la Cour suprême de Floride et interdirent la poursuite du dépouillement des bulletins de vote. Ils affirmaient que ce recomptage violait une clause de la Constitution qui exigeait une « égale application des lois » alors que le mode de dépouillement des bulletins variait en Floride selon les comtés.

Les quatre juges libéraux (Stevens, Ginsburg, Breyer et Souter) déclaraient pour leur part que la Cour suprême des États-Unis n'avait pas le droit d'intervenir dans l'interprétation faite par la Cour suprême de Floride des lois de cet État. Breyer et Souter affirmaient même que, s'il y avait un problème avec ces différents modes de comptage des bulletins, il ne restait qu'à procéder à une nouvelle élection accompagnée d'un mode unique de dépouillement.

Mais le fait que la Cour suprême refuse de remettre en cause la proclamation des résultats faite par Harris signifiait qu'elle était bien décidée à voir son favori, George W. Bush, devenir président des États-Unis. Le juge Stevens insista sur ce fait, avec une certaine amertume, dans le rapport rédigé par la minorité libérale de la Cour : « Si nous ne connaîtrons jamais avec certitude l'identité du vainqueur des élections présidentielles de cette année, celle du

perdant est parfaitement évidente : c'est la confiance placée par la nation dans la personne du juge comme gardien impartial de l'autorité de la loi. »

En prenant ses fonctions, Bush entreprit de réaliser avec une arrogance absolue son programme au bénéfice du monde des affaires – comme s'il avait effectivement reçu le soutien massif de la nation pour ce faire. Et le parti démocrate ne lui opposa que de timides critiques, tant démocrates et républicains sont toujours sur la même ligne en politique étrangère et ne diffèrent que très peu en matière de politique intérieure.

Le programme de Bush était simple. Il se déclara en faveur de réductions d'impôts pour les plus riches, s'opposa nettement aux strictes réglementations environnementales et projeta d'engager la « privatisation » du système social en liant les fonds de retraite des citoyens américains aux fluctuations du marché boursier. Il augmenta le budget de la Défense et s'engagea à poursuivre le projet « Guerre des étoiles » malgré les réticences de nombreux scientifiques affirmant que les missiles de l'espace ne fonctionneraient pas et que, même dans le cas contraire, cela ne ferait que relancer la course aux armements partout à travers le monde.

Après neuf mois de présidence, le 11 septembre 2001, un événement terrible eut lieu qui rejeta tous les autres problèmes à l'arrière-plan. Des pirates de l'air s'emparèrent des commandes de trois avions bourrés de carburant, qu'ils lancèrent sur les Twin Towers du World Trade Center de Manhattan et sur un bâtiment du Pentagone à Washington. Horrifiés, les Américains purent assister, en direct à la télévision, à l'effondrement des deux tours dans un enfer de béton et de métal qui ensevelit des milliers d'employés et des centaines de pompiers et de policiers venus leur porter secours.

On n'avait jamais vu une telle attaque portée contre les formidables symboles de la richesse et du pouvoir américains. Ces attentats furent commis par dix-neuf individus originaires du Moyen-Orient – et pour la plupart d'Arabie saoudite. Ils avaient choisi de mourir en portant un coup mortel à ce qu'ils considéraient clairement comme leur pire ennemi, une superpuissance qui se pensait invulnérable.

Bush déclara immédiatement la « guerre au terrorisme » et affirma que « nous ne [devions] pas faire de différence entre les terroristes et les pays qui abritent les terroristes ». Le Congrès s'empressa de voter un décret autorisant le président à engager des opérations militaires sans être tenu de lui demander l'autorisation légale de faire la guerre, comme la Constitution américaine l'exige pourtant. Ce décret fut voté à l'unanimité par le Sénat et seul un

membre de la Chambre des représentants s'y opposa – Barbara Lee, représentante afro-américaine de Californie.

Sur la simple présomption que le responsable des attentats était l'activiste musulman Oussama Ben Laden et qu'il se cachait quelque part en Afghanistan, Bush ordonna que l'on bombarde ce pays.

Le président se fixa pour objectif la capture (mort ou vif) de Ben Laden et la destruction totale du mouvement islamiste Al-Qaida. Mais après cinq mois de bombardements sur l'Afghanistan, quand Bush fit son discours sur l'état de l'Union devant le Congrès, il dut admettre – tout en affirmant que « nous [étions] en train de gagner notre guerre contre le terrorisme » – que des « dizaines de milliers de terroristes [étaient] encore dans la nature » et que « des dizaines de pays » continuaient de les accueillir.

Bush et ses conseillers auraient dû savoir que les terroristes ne pouvaient être détruits par la force. Les précédents historiques le démontrent suffisamment. Les Britanniques n'ont-ils pas systématiquement répondu aux actes terroristes de l'IRA (Irish Republican Army) par la force armée, ne parvenant qu'à renforcer le terrorisme en Irlande du Nord ? Depuis des décennies, les Israéliens répondent par les armes au terrorisme palestinien, ne faisant qu'entraîner l'intensification des attentats terroristes palestiniens. Après les attentats de 1998 contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya, William Clinton avait fait bombarder le Soudan et l'Afghanistan. Au regard de événements du 11 septembre 2001, il est clair que cela n'a pas suffi à éradiquer le terrorisme.

Ces mois de bombardements furent dévastateurs pour un Afghanistan déjà miné par des décennies de guerre et de destruction. Le Pentagone prétendit qu'il ne visait que des « cibles militaires » et que les pertes civiles étaient « malencontreuses » et constituaient « des accidents regrettables ». Pourtant, selon les organisations humanitaires et les témoignages recueillis par les presses américaine et européenne, entre mille et quatre mille civils afghans ont trouvé la mort sous les bombes américaines.

Un peu comme si les États-Unis réagissaient au crime atroce perpétré par des terroristes contre des New-Yorkais innocents en tuant des Afghans innocents. Quotidiennement, le *New York Times* publiait des photos émouvantes des victimes de la tragédie des Twin Towers, accompagnées de portraits et de propos sur ce qu'ils aimaient, sur leur travail et sur leurs familles.

Il était bien entendu impensable de recueillir le même genre de renseignements sur les victimes afghanes. Il y eut pourtant quelques récits émouvants de la part de journalistes qui, après la visite des hôpitaux ou des villages, purent témoigner des effets dévastateurs

des bombardements américains. Ayant visité un hôpital à Jalalabad, un journaliste du *Boston Globe* écrivit : « Dans un lit se trouve Noor Mohammad, dix ans, enfoui sous les bandages. Il a perdu les yeux et les mains dans l'explosion de la bombe qui a frappé sa maison dans la soirée de dimanche. Le directeur de l'hôpital, Guloja Shimwari, secoue la tête devant l'état du gamin. "Les États-Unis doivent penser que c'est Ben Laden, dit Shimwari. Mais ce n'est pas Oussama Ben Laden, alors pourquoi font-ils cela ?" [...] La morgue de l'hôpital a accueilli quatorze cadavres le week-end dernier et les responsables, ici, estiment qu'au moins quatre-vingt-neuf civils ont été tués dans différents villages. Hier, à l'hôpital, on a pu se rendre compte des dommages causés par les bombardements au travers de ce qui est arrivé à toute une famille. Une bombe a tué le père, Faisal Karim. Dans un lit de l'hôpital est étendue la mère, Mustafa Jama, qui est gravement blessée, et autour d'elle six de ses enfants dans un état pitoyable. [...] L'un d'entre eux, âgé de huit ans, est toujours dans le coma. »

Depuis la catastrophe du 11 septembre, l'opinion publique américaine soutenait, en grande majorité, le président Bush dans sa « guerre contre le terrorisme ». Démocrates et républicains rivalisaient d'invectives contre le terrorisme. Le *New York Times*, opposé à Bush pendant les élections, écrivit dans un de ses éditoriaux de décembre 2001 : « Bush a su démontrer qu'il était ferme en temps de guerre et donner à la nation un sentiment de sécurité en cette période de crise. »

Mais l'étendue de la catastrophe humanitaire provoquée par les bombardements américains en Afghanistan prenait peu de place dans les principaux médias – télévision ou presse écrite – qui avaient semble-t-il tous décidé de démontrer leur ferveur « patriotique ».

Le président de CNN, Walter Isaacson, adressa une note à toute son équipe pour que les images montrant des victimes civiles afghanes soient obligatoirement accompagnées d'un commentaire rappelant qu'il s'agissait de représailles pour avoir abrité les terroristes. « Ce serait tout de même un peu bizarre d'accorder trop d'attention aux pertes civiles ou à la violence des événements en Afghanistan », déclara-t-il. Quant au présentateur Dan Rather, il n'hésita pas à affirmer : « George Bush est le président. [...] S'il a besoin de moi quelque part, il n'a qu'à me dire où. »

Le gouvernement américain alla extrêmement loin dans sa volonté de contrôler le flot d'informations en provenance d'Afghanistan. Il fit bombarder le bâtiment qui abritait la plus importante télévision du Moyen-Orient, Al-Jazeera, et mit la main sur une

organisation qui diffusait des photos prises par satellite des effets des bombardements américains.

Les plus fameux magazines se sont plu à entretenir une atmosphère de revanche. *Time* appelait, dans un article titré « Défense de la colère et de la revanche », à mener une politique de « violence ciblée ». Bill O'Reilly, un commentateur de télévision très populaire, demandait aux autorités américaines de « bombarder les infrastructures afghanes jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien – les aéroports, les usines produisant l'énergie, les réseaux d'eau potable et les voies de communication ».

Le drapeau américain fit son apparition dans les maisons, sur les voitures, dans les vitrines, expression d'un chauvinisme exacerbé qui rendait très difficile pour les citoyens ordinaires la moindre critique de la politique gouvernementale. En Californie, un retraité qui, lors d'une interview, avait critiqué le président Bush reçut la visite du FBI et fut interrogé. Une jeune femme trouva à sa porte deux agents du FBI qui affirmèrent avoir été prévenus qu'elle affichait chez elle des posters hostiles au président.

Le Congrès vota le USA Patriot Act, qui donnait au département à la Justice le droit de détenir des résidents étrangers sur simple présomption et sans qu'aucune véritable charge soit retenue contre eux. On leur déniait également les droits juridiques accordés par la Constitution. Le USA Patriot Act prévoyait que le secrétaire d'État pourrait qualifier n'importe quel groupe de « terroriste » et que toute personne qui en serait membre ou aurait récolté des fonds pour cette organisation pourrait être arrêtée et détenue jusqu'à son expulsion.

Le président Bush demanda au pays de ne pas commettre d'actes hostiles à l'encontre des Américains d'origine arabe mais, dans les faits le gouvernement se mit à convoquer certaines personnes pour les interroger. Il s'agissait la plupart du temps de musulmans. Un millier ou plus d'entre eux furent maintenus en détention sans preuve. Anthony Lewis, journaliste au *New York Times,* raconta l'histoire d'un homme arrêté sur des accusations restées confidentielles. Lorsque le juge fédéral décréta finalement qu'on ne pouvait affirmer que cet homme représentait une menace pour la sécurité nationale, il fut relâché. Mais après le 11 septembre, le département à la Justice, ignorant la décision du juge, arrêta de nouveau cet homme, le maintint dans l'isolement le plus complet – vingt-trois heures par jour – et interdit les visites de sa famille.

Quelques voix relativement minoritaires critiquèrent pourtant cette guerre. Des rassemblements pour la paix et des conférences

eurent lieu partout dans le pays. Les slogans les plus répandus dans ces réunions demandaient « La justice, pas la guerre » ou affirmaient que « Notre chagrin ne réclame pas vengeance ». En Arizona – un État qui n'est pas particulièrement réputé pour son esprit contestataire –, six cents citoyens rédigèrent un appel qui parut dans la presse, rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils invitaient les États-Unis et la communauté internationale à « utiliser les moyens engagés dans la destruction de l'Afghanistan pour lever les obstacles qui empêchent la livraison de nourritures suffisantes aux populations qui en ont le plus urgent besoin ».

Certains membres de familles de victimes des attentats contre les Twin Towers ou le Pentagone écrivirent au président Bush, l'implorant de ne pas répondre à la violence par la violence et de faire cesser le bombardement des populations afghanes. Amber Amundson – dont le mari, pilote de l'aviation américaine, était mort dans l'attentat contre le Pentagone – déclara : « J'ai pu entendre des discours haineux de la part de certains Américains et de certains de nos dirigeants qui envisagent des représailles et des violences inspirées par la volonté de revanche. J'entends clairement faire comprendre à ces dirigeants que ma famille et moi-même ne trouvons aucun réconfort à ces discours de haine. Si vous décidez de répondre à cette violence incompréhensible par la même violence contre des êtres humains innocents, vous ne devez pas le faire au nom de mon mari. »

Certaines familles de victimes se rendirent même en Afghanistan en janvier 2002 pour rencontrer des familles afghanes qui avaient également perdu des proches dans les bombardements américains. Elles rencontrèrent Abdul et Shakila Amin, dont la fille de cinq ans, Nazila, avait été tuée par une bombe américaine. L'une de ces Américaines s'appelait Rita Lasar. Son frère avait été cité par le président Bush comme un exemple d'héroïsme (il avait choisi de demeurer auprès d'un ami handicapé plutôt que de chercher à s'échapper seul du bâtiment en train de s'effondrer). Rita Lasar déclara qu'elle vouerait le reste de son existence à défendre la paix.

Ceux qui critiquaient les bombardements affirmaient que le terrorisme s'enracinait dans le ressentiment profond éprouvé à l'égard des États-Unis. L'origine de ce ressentiment n'était pas difficile à identifier : la présence de troupes américaines en Arabie saoudite, terre sacrée de l'islam, les dix années de sanctions économiques infligées à l'Irak – sanctions qui, selon les Nations unies, avaient entraîné des centaines de milliers de morts chez les enfants de ce pays –, l'indéfectible soutien américain à l'occupation des territoires

palestiniens par Israël et les milliards de dollars d'aide militaire apportée à ce pays.

Mais ces problèmes ne peuvent être résolus sans que se produisent des changements fondamentaux dans la politique étrangère américaine. De tels changements seraient inadmissibles aux yeux du complexe militaro-industriel, qui influence les deux principaux partis. En effet, ils impliqueraient que nous retirions les troupes américaines disséminées à travers le monde, que nous abdiquions notre volonté de domination politico-économique sur les autres pays du monde – bref, que nous fassions notre deuil du rôle tant prisé de superpuissance mondiale.

De tels changements fondamentaux exigeraient également un renversement dans l'ordre des priorités politiques : faire passer par exemple les trois à quatre cents milliards de dollars annuels affectés au budget de la Défense vers des projets qui permettraient d'améliorer les conditions de vie des Américains et des autres peuples du monde. L'Organisation mondiale de la santé affirme par exemple qu'une infime portion du budget militaire américain suffirait à sauver des millions de vies humaines si elle était affectée au traitement de la tuberculose.

Les États-Unis, après de tels changements drastiques dans leur politique, ne seraient certes plus *la* superpuissance militaire mais pourraient devenir une superpuissance humanitaire, utilisant leurs incroyables ressources pour venir en aide aux nations les plus démunies.

Trois ans avant les terribles événements du 11 septembre 2001, un ancien lieutenant-colonel de l'aviation américaine, Robert Bowman, qui avait mené cent une missions de combat au Vietnam avant de devenir évêque de l'Église catholique américaine, déclarait dans *The National Catholic Reporter*, à propos des attentats à la bombe contre les ambassades américaines de Tanzanie et du Kenya : « Nous ne sommes pas haïs parce que nous pratiquons la démocratie, aimons la liberté ou défendons les droits de l'homme. Nous sommes détestés parce que notre gouvernement refuse tout cela aux pays du tiers-monde dont les ressources naturelles sont convoitées par nos multinationales. Cette haine que nous avons semée est revenue nous hanter sous la forme du terrorisme. [...] Au lieu d'envoyer nos fils et nos filles à travers le monde pour tuer des Arabes afin que nous puissions nous emparer du pétrole qui dort sous les sables de leurs déserts, nous devrions les y envoyer pour les aider à reconstruire leurs infrastructures, leur fournir de l'eau potable et nourrir leurs enfants affamés. [...] En bref, nous devrions faire le bien au

lieu du mal. Qui voudrait nous en empêcher ? Qui pourrait nous haïr pour cela ? Qui voudrait nous bombarder ? C'est cette vérité-là que le peuple américain devrait entendre. »

Après les attentats du 11 septembre, de telles voix ont été la plupart du temps tenues à l'écart des principaux médias américains. Mais les propos de Bowman étaient prophétiques, et il devrait y avoir une chance pour que son formidable message moral soit entendu quand l'inutilité de répondre à la violence par la violence aura une nouvelle fois été démontrée.

À coup sûr, si l'histoire nous apprend quelque chose, c'est que l'avenir de paix et de justice en Amérique ne dépendra pas de la bonne volonté du gouvernement.

Le principe démocratique, énoncé dans le texte même de la Déclaration d'indépendance, affirmait que le gouvernement est subordonné au peuple qui l'a institué. Ainsi l'avenir de la démocratie repose-t-il sur le peuple et sur l'émergence de sa prise de conscience des moyens les plus appropriés de s'accorder avec le reste de la communauté humaine partout à travers le monde.

Bibliographie

Bibliographie établie par l'auteur ; nous avons fait précéder d'un astérisque les titres traduits en français.

I. Christophe Colomb, les Indiens et le progrès de l'humanité

Brandon, William [1974] *The Last Americans: The Indian in American Culture*, McGraw-Hill, New York

Collier, John [1947] *Indians of the Americas*, W. W. Norton, New York

* Las Casas, Bartolomé de [1971] *History of the Indies*, Harper & Row, New York [*Histoire des Indes*, 2002, Seuil, Paris]

* Jennings, Francis [1975] The Invasion of America: Indians, Colonialism, and the Cant of Conquest, University of North Carolina Press, Chapel Hill [*Les Fondateurs de l'Amérique : des premières migrations à nos jours*, 2002, Éditions du Rocher, Monaco]

Koning, Hans [1976] *Columbus: His Enterprise*, Monthly Review Press, New York

Morgan, Edmund S. [1975] *American Slavery, American Freedom: The Ordeal of Colonial Virginia*, W. W. Norton, New York

Morison, Samuel Eliot [1942] *Admiral of the Ocean Sea*, Little, Brown, Boston

_____ [1955] *Christopher Columbus, Mariner*, Little, Brown, Boston

Nash, Gary B. [1970] *Red, White, and Black: The Peoples of Early America*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs

Vogel, Virgil (ed.) [1972] *This Country Was Ours*, Harper & Row, New York

II. Vers la ségrégation raciale

Aptheker, Herbert (ed.) [1974] *A Documentary History of the Negro People in the United States*, Citadel, Secaucus, N. J.

Boskin, Joseph [1966] *Into Slavery: Radical Decisions in the Virginia Colony*, Lippincott, Philadelphia

Catterall, Helen [1937] *Judicial Cases Concerning American Slavery and the Negro*, 5 vols, Negro University Press, Washington

Davidson, Basil [1961] *The African Slave Trade*, Little, Brown, Boston

Donnan, Elizabeth (ed.) [1965] *Documents Ilustrative of the History of the Slave Trade to America*, 4 vols, Octagon, New York

Elkins, Stanley [1976] *Slavery: A Problem in American Institutional and Intellectual Life*, University of Chicago Press, Chicago

Federal Writers Project [1969] *The Negro in Virginia*, Arno, New York

* Franklin, John Hope [1974] *From Slavery to Freedom: A History of American Negroes*, Knopf, New York [*De l'esclavage à la liberté : histoire des Afro-Américains*, 1984, Éditions Caribéennes, Paris]

Jordan, Winthrop [1968] *White Over Black: American Attitudes Toward the Negro, 1550-1812*, University of North Carolina Press, Chapel Hill

Morgan, Edmund S. [1975] *American Slavery, American Freedom: The Ordeal of Colonial Virginia*, W. W. Norton, New York

Mullin, Gerald [1974] *Flight and Rebellion: Slave Resistance in Eighteenth-Century Virginia*, Oxford University Press, New York

Mullin, Michael (ed.) [1975] *American Negro Slavery: A Documentary History*, Harper & Row, New York

Phillips, Ulrich B. [1966] *American Negro Slavery: A Survey of the Supply, Employment and Control of Negro Labor as Determined by the Plantation Regime*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

Redding, J. Saunders [1973] *They Came in Chains*, Lippincott, Philadelphia

Stampp, Kenneth M. [1956] *The Peculiar Institution*, Knopf, New York

Tannenbaum, Frank [1963] *Slave and Citizen: The Negro in the Americas*, Random House, New York

III. Ces individus de vile et indigne condition

Andrews, Charles (ed.) [1915] *Narratives of the Insurrections 1675-1690*, Barnes & Noble, New York

Bridenbaugh, Carl [1971] *Cities in the Wilderness: The First Century of Urban Life in America*, Oxford University Press, New York

Henretta, James [1965] « Economic Development and Social Structure in Colonial Boston », *in William and Mary Quarterly*, 3rd series, vol. 22

Herrick, Cheesman [1926] *White Servitude in Pennsylvania: Indentured and Redemption Labor in Colony and Commonwealth*, Negro University Press, Washington

Hofstadter, Richard [1971] *America at 1750: A Social History*, Knopf, New York

Hofstadter Richard and Wallace Michael (eds.) [1970] *American Violence: A Documentary History*, Knopf, New York

Mohl, Raymond [1971] *Poverty in New York, 1783-1825*, Oxford University Press, New York

Morgan, Edmund S. [1975] *American Slavery, American Freedom: The Ordeal of Colonial Virginia*, W. W. Norton, New York

Morris, Richard B. [1965] *Government and Labor in Early America*, Harper & Row, New York

Nash, Gary B. (ed.) [1970] *Class and Society in Early America*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs

_____ [1974] *Red, White, and Black: The Peoples of Early America*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs

_____ [1976] «Social Change and the Growth of Prerevolutionary Urban Radicalism », *in The American Revolution*, Alfred Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

Smith, Abbot E. [1971] *Colonists in Bondage: White Servitude and Convict Labor in America*, W. W. Norton, New York

Washburn, Wilcomb E. [1972] *The Governor and the Rebel: A History of Bacon's Rebellion in Virginia*, W. W. Norton, New York

IV. La tyrannie, c'est la tyrannie

Bailyn, Bernard and Garrett N. (eds) [1965] *Pamphlets of the American Revolution*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Becker, Carl [1958] *The Declaration of Independence: A Study in the History of Political Ideas*, Random House, New York

Brown, Richard Maxwell [1973] « Violence and the American Revolution », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds), University of North Carolina Press, Chapel Hill

Countryman, Edward [1976] « "Out of the Bounds of the Law": Northern Land Rioters in the Eighteenth Century », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.) Northern Illinois University Press, DeKalb

Ernst, Joseph [1976] « "Ideology" and an Economic Interpretation of the Revolution », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.) Northern Illinois University Press, DeKalb

Foner, Eric [1976] « Tom Paine's Republic: Radical Ideology and Social Change », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

Fox-Bourne, H. R. [1876] *The Life of John Locke*, 2 vols, King, New York

Greene, Jack P. [1973] «An Uneasy Connection: An Analysis of the Preconditions of the American Revolution », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds) University of North Carolina Press, Chapel Hill

Hill, Christopher [1964] *Puritanism and Revolution*, Schocken, New York

Hoerder, Dirk [1976] «Boston Leaders and Boston Crowds, 1765-1776 », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

Lemisch, Jesse [1968] «Jack Tar in the Streets: Merchant Seamen in the Politics of Revolutionary America », *in William and Mary Quarterly*

Maier, Pauline [1972] *From Resistance to Revolution: Colonial Radicals and the Development of American Opposition to Britain, 1765-1776*, Knopf, New York

V. Une étrange révolution

Aptheker, Herbert (ed.) [1974] *A Documentary History of the Negro People in the United States*, Citadel Press, Secaucus

Bailyn, Bernard [1973] «Central Themes of the Revolution », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds), University of North Carolina Press, Chapel Hill

_____ [1967] *The Ideological Origins of the American Revolution*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

* Beard, Charles [1935] *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, Macmillan, New York [*Une relecture économique de la constitution des États-Unis*, 1989, Economica, Paris]

Berlin, Ira [1976] «The Negro in the American Revolution », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

Berthoff, Rowland, and Murrin, John [1973] «Feudalism, Communalism, and the Yeoman Freeholder », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds), University of North Carolina Press, Chapel Hill

Brown, Robert E. [1965] *Charles Beard and the Constitution*, W. W. Norton, New York

Degler, Carl [1970] *Out of Our Past*, Harper & Row, New York

Henderson, H. James [1973] «The Structure of Politics in the Continental Congress », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds), University of North Carolina Press, Chapel Hill

Hoffman, Ronald [1976] «The "Disaffected" in the Revolutionary South », in *The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

Jennings, Francis [1976] «The Indians' Revolution », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

Levy, Leonard W. [1963] *Freedom of Speech and Press in Early American History*, Harper & Row, New York

Lynd, Staughton [1962] *Anti-Federalism in Dutchess County, New York*, Loyola University Press, Chicago

_____ [1967] *Class Conflict, Slavery, and the Constitution*, BobbsMerrill, Indianapolis

_____ [1976] « Freedom Now: The Intellectual Origins of American Radicalism », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Alfred F. Young (ed.) Northern Illinois University Press, DeKalb

McLoughlin, William G. [1973] « The Role of Religion in the Revolution », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds), University of North Carolina Press, Chapel Hill

Morgan, Edmund S. [1973] « Conflict and Consensus in Revolution », *in Essays on the American Revolution*, Stephen G. Kurtz and James H. Hutson (eds), University of North Carolina Press, Chapel Hill

* Morris, Richard B. [1976] « We the People of the United States », Presidential address, American Historical Association [*Nous, peuple des États-Unis : Hamilton, Madison, Jay et la constitution*, 1987, Economica, Paris]

Shy, John [1976] *A People Numerous and Armed: Reflections on the Military Struggle for American Independence*, Oxford University Press, New York

Smith, Page [1976] *A New Age Now Begins: A People's History of the American Revolution*, McGraw-Hill, New York

Starkey, Marion [1949] *A Little Rebellion*, Knopf, New York

Van Doren, Carl [1943] *Mutiny in January*, Viking, New York

Young, Alfred (ed.) [1976] *The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism*, Northern Illinois University Press, DeKalb

VI. Les opprimées domestiques

Barker-Benfield, G. J. [1976] *The Horrors of the Half-Known Life*, Harper & Row, New York

Baxandall, Rosalyn, and Gordon, Linda, and Reverby, Susan (eds) [1976] *America's Working Women*, Random House, New York

Cott, Nancy [1977] *The Bonds of Womanhood*, Yale University Press, New Haven

_____ (ed.) [1972] *Root of Bitterness*, Dutton, New York

Farb, Peter [1970] « The Pueblos of the Southwest », *in Women in American Life*, Anne Scott (ed.), Houghton Mifflin, Boston

Flexner, Eleanor [1975] *A Century of Struggle*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Gordon, Ann, and Buhle, MaryJo [1975] « Sex and Class in Colonial and Nineteenth-Century America », *in Liberating Women's History*, Berenice Carroll (ed.), University of Illinois Press, Urbana

Lerner, Gerda (ed.) [1977] *The Female Experience: An American Documentary*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

Sandoz, Mari [1970] « These Were the Sioux », *in Women in American Life*, Anne Scott (ed.), Houghton Mifflin, Boston

Spruill, Julia Cherry [1938] *Women's Life and Work in the Southern Colonies*, University of North Carolina, Chapel Hill

Tyler, Alice Felt [1944] *Freedom's Ferment*, University of Minnesota Press, Minneapolis

Vogel, Lise [1976] « Factory Tracts », *in Signs: Journal of Women in Culture and Society*, Spring

Welter, Barbara [1976] *Dimity Convictions: The American Woman in the Nineteenth Century*, Ohio University Press, Athens

Wilson, Joan Hoff [1976] « The Illusion of Change: Women in the American Revolution », *in The American Revolution: Explorations in the History of American Radicalism* Alfred F. Young (ed.), Northern Illinois University Press, DeKalb

VII. « Aussi longtemps que l'herbe poussera et que couleront les rivières »

Drinnon, Richard [1979] *Violence in the American Experience: Winning the West*, New American Library, New York

Filler, Louis E., and Guttmann, Allen (eds) [1977] *The Removal of the Cherokee Nation*, R. E.Krieger, Huntington, N.Y

Foreman, Grant [1972] *Indian Removal*, University of Oklahoma Press, Norman

* McLuhan, T. C. (ed.) [1976] *Touch the Earth: A Self-Portrait of Indian Existence*, Simon & Schuster, New York [*Pieds nus sur la terre sacrée*, 2001, Denoël, Paris]

Rogin, Michael [1975] *Fathers and Children: Andrew Jackson and the Subjugation of the American Indian*, Knopf, New York

Van Every, Dale [1976] *The Disinherited: The Lost Birthright of the American Indian*, Morrow, New York

Vogel, Virgil (ed.) [1972] *This Country Was Ours*, Harper & Row,New York

VIII. « Nous ne prenons rien par conquête, Dieu merci ! »

Foner, Philip [1947-1965] *A History of the Labor Movement in the United States*, 4 vols, International Publishers, New York

Graebner, Norman A. « Empire in the Pacific: A Study in American Continental Expansion », *in The Mexican War: Crisis for American Democracy*, McDonald Archie P. (ed.)

* _____ (ed.) [1968] *Manifest Destiny*, Bobbs-Merrill, Indianapolis [*La Destinée manifeste aux États-Unis : aspects idéologiques et politiques*, 1999, Éditions du temps, Paris]

Jay, William [1849] *A Review of the Causes and Consequences of the Mexican War*, B. B.Mussey & Co., Boston

McDonald, Archie P. (ed.) [1969] *The Mexican War: Crisis for American Democracy*, D.C. Heath, Lexington (Mass.)

Morison, Samuel Eliot, and Merk, Frederick, and Friedel, Frank [1970] *Dissent in Three American Wars*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

O'Sullivan, John, and Meckler, Alan [1974] *The Draft and Its Enemies: A Documentary History*, University of Illinois Press, Urbana

Perry, Bliss (ed.) [1923] *Lincoln: Speeches and Letters*, Doubleday, Garden City

Schroeder, John H. [1973] *Mr. Polk's War: American Opposition and Dissent 1846-1848*, University of Winconsin Press, Madison

Smith, George Winston, and Judah, Charles (eds) [1966] *Chronicles of the Gringos: The U.S. Army in the Mexican War 1846- 1848*, University of New Mexico Press, Albuquerque

Smith, Justin [1919] *The War with Mexico*, 2 vols, Macmillan, New York

Weems, John Edward [1974] *To Conquer a Peace*, Doubleday, New York

Weinberg, Albert K. [1935] *Manifest Destiny: A Study of Nationalist Expansion in American History*, Johns Hopkins Press, Baltimore

IX. Esclavage sans soumission, émancipation sans liberté

Allen, Robert [1975] *The Reluctant Reformers*, Anchor, New York

Aptheker, Herbert [1969] *American Negro Slave Revolts*, International Publishers, New York

_____ (ed.) [1974] *A Documentary History of the Negro People in the United States*, Citadel, New York

_____ [1968] *Nat Turner's Slave Rebellion*, Grove Press, New York

Bond, Horace Mann [1938] « Social and economic Forces in Alabama Reconstruction », *in Journal of Negro History*

Conrad, Earl [1970] *Harriet Tubman*, Eriksson, Middlebury

Cox, LaWanda and John (eds) [1973] *Reconstruction, the Negro and the Old South*, Harper & Row, New York

* Douglass, Frederick [1960] *Narrative of the Life of Frederick Douglass*, Benjamin Quarles (ed.), Harvard University Press, Cambridge, Mass [*Mémoires d'un esclave américain*, 1980, La Découverte, Paris – épuisé]

Du Bois, W. E. B. [1962] *John Brown*, International Publishers, New York

Fogel, Robert, and Engerman, Stanley [1974] *Time on the Cross: The Economics of American Negro Slavery*, Little, Brown, Boston

Foner, Philip (ed.) [1975] *The Life and Writings of Frederick Douglass*, 5 vols, International Publishers, New York

* Franklin, John Hope [1974] *From Slavery to Freedom*, Knopf, New York [*De l'esclavage à la liberté : histoire des Afro-Américains*, 1984, Éditions Caribéennes, Paris]

Genovese, Eugene [1974] *Roll, Jordan, Roll: The World the Slaves Made*, Pantheon, New York

Gutman, Herbert [1976] *The Black Family in Slavery and Freedom, 1750-1925*, Pantheon, New York

______ [1975] *Slavery and the Numbers Game; A Critique of «Time on the Cross»* University of Illinois Press, Urbana

Herschfield, Marilyn [1977] « Women in the Civil War », unpublished paper

Hofstadter, Richard [1973] *The American Political Tradition*, Knopf, New York [*Bâtisseurs d'une tradition*, 1989, Economica, Paris]

Killens, John O. (ed.) [1970] *The Trial Record of Denmark Vesey*, Beacon Press, Boston

Kolchin, Peter [1972] *First Freedom: The Response of Alabama 's Blacks to Emancipation and reconstruction*, Greenwood, New York

Lerner, Gerda (ed.) [1973] *Black Women in White America: A Documentary History*, Random House, New York

Lester, Julius (ed.) [1968] *To Be a Slave*, Dial Press, New York

Levine, Lawrence J. [1977] *Black Culture and Black Consciousness: Afro-American Folk Thought from Slavery to Freedom*, Oxford University Press, New York

Logan, Rayford [1965] *The Betrayal of the Negro: From Rutherford B. Hayes to Woodrow Wilson*, Macmillan, New York

MacPherson, James [1965] *The Negro's Civil War* Pantheon, New York

______ [1964] *The Struggle for Equality*, Princeton University Press, Princeton

Meltzer, Milton (ed.) [1964-1967] *In Their Own Words: A History o f the American Negro*, T. Y. Crowell, New York

Mullin, Michael (ed.) [1975] *American Negro Slavery: A Documentary History*, Harper & Row, New York

Osofsky, Gilbert [1969] *Puttin' on Ole Massa*, Harper & Row, New York

Painter, Nell Irvin [1977] *Exodusters: Black Migration to Kansas After Reconstruction*, Knopf, New York

Phillips, Ulrich B. [1966] *American Negro Slavery: A Survey of the Supply. Employment and Control of Negro Labor as Determined by the Plantation Regime*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

Rawick, George P. [1972] *From Sundown to Sunup: The Making of the Black Community*, Greenwood Press, Westport

Rosengarten, Theodore [1974] *All God's Dangers: The Life of Nate Shaw*, Knopf, New York

Starobin, Robert S. (ed.) [1974] *Blacks in Bondage: Letters of American Slaves*, Franklin Watts, New York

Tragle, Henry I. [1971] *The Southampton Slave Revolt of 1831*, University of Massachusetts Press, Amherst, Mass

Wiltse, Charles M. (ed.) [1965] *David Walker'sAppeal*, Hill & Wang, New York

Woodward, C. Vann [1966] *Reunion and Reaction: The Compromise of 1877 and the End of Reconstruction*, Little, Brown, Boston

Works Progress Administration [1969] *The Negro in Virginia*, Arno Press, New York

X. L'autre guerre civile

Bimba, Anthony [1970] *The Molly Maguires*, International Publishers, New York

Brecher, Jeremy [1979] *Strike!*, South End Press, Boston

Bruce, Robert V. [1959] *1877: Year of Violence*, Franklin Watts, New York

Burbank, David [1966] *Reign of Rabble: The St. Louis General Strike of 1877*, Augustus Kelley, Fairfield

Christman, Henry [1945] *Tin Horns and Calico*, Holt, New York

Cochran, Thomas, and Miller, William [1942] *The Age of Enterprise*, Macmillan, New York

Coulter, E. Merton [1950] *The Confederate States of America 1861-1865*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

Dacus, Joseph A. [1974] « Annals of the Great Strikes of the United States », *in Except to Walk Free: Documents and Notes in the History of American Labor*, Albert Fried (ed.), Anchor, New York

Dawley, Alan [1976] *Class and Community: The Industrial Revolution in Lynn*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Feldstein, Stanley, and Costello, Lawrence (eds) [1974] *The Ordeal of Assimilation: A Documentary History of the White Working Class, 1830's to the 1970's*, Anchor, New York

Fite, Emerson [1910] *Social and Industrial Conditions in the North During the Civil War*, Macmillan, New York

Foner, Philip [1947-1964] *A History of the Labor Movement in the United States*, 4 vols, International Publishers, New York

_____ (ed.) [1976] *We, the Other People*, University of Illinois Press, Urbana

Fried, Albert (ed.) [1974] *Except to Walk Free: Documents and Notes in the History of American Labor*, Anchor, New York

Gettleman, Marvin [1973] *The Dorr Rebellion*, Random House, New York

Gutman, Herbert [1974] « The Buena Vista Affair, 1874-1875 », *in Workers in the Industrial Revolution: Recent Studies of Labor in the United States and Europe*, Peter N. Stearns and Daniel Walkowitz (ed.), Transaction, New Brunswick

_____ [1977] *Work, Culture and Society in Industrializing America*, Random House, New York

_____ [1973] « Work, Culture and Society in Industrialising America, 1815-1919 », *in American Historical Review*

Headley, Joel Tyler [1970] *The Great Riots of New York, 1712-1873*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

Hofstadter, Richard, and Wallace, Michael (eds) [1970] *American Violence: A Documentary History*, Knopf, New York

Horwitz, Morton [1977] *The Transformation of American Law, 1780-1860*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Knights, Peter R. [1973] *The Plain People of Boston 1830-1860: A Study in City Growth*, Oxford University Press, New York

Meyer, Marvin [1960] *The Jacksonian Persuasion*, Vintage, New York

Miller, Douglas T. [1970] *The Birth of Modern America*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

Montgomery, David [1972] « The Shuttle and the Cross: Weavers and Artisans in the Kensington Riots of 1844 », *in Journal of Social History*

Myers, Gustavus [1936] *History of the Great American Fortunes*, Modern Library, New York

Pessen, Edward [1969] *Jacksonian America*, Dorsey, Homewood

_____ [1967] *Most Uncommon Jacksonians*, State University of New York Press, Albany

Remini, Robert V. [1972] *The Age of Jackson*, Harper & Row, New York

Schlesinger, Arthur M. Jr. [1945] *The Age of Jackson*, Little, Brown, Boston

Stearns, Peter N., and Walkowitz, Daniel (eds) [1974] *Workers in the Industrial Revolution: Recent Studies of Labor in the United States and Europe*, Transaction, New Brunswick

Tatum, Georgia Lee [1970] *Disloyalty in the Confederacy*, A.M.S. Press, New York

Wertheimer, Barbara [1977] *We Were There: The Story of Working Women in America*, Pantheon, New York

Wilson, Edmund [1962] *Patriotic Gore: Studies in the Literature of the American Civil War*, Oxford University Press, New York

Yellen, Samuel [1974] *American Labor Struggles*, Pathfinder, New York

Zinn, Howard [1971] « The Conspiracy of Law », *in The Rule of Law*, Robert Paul Wolff (ed.), Simon & Schuster, New York

XI. Les barons voleurs - Les rebelles

Allen, Robert [1975] *Reluctant Reformers: Racism and Social Reform Movements in the United States*, Anchor, New York

Bellamy, Edward [1967] *Looking Backward*, Harvard University Press,Cambridge

Bowles, Samuel, and Gintis, Herbert [1976] *Schooling in Capitalist America*, Basic Books, New York

Brandeis, Louis [1914] *Other People's Money*, Frederick Stokes, New York

Brecher, Jeremy [1979] *Strike!*, South End Press, Boston

Carwardine, William [1973] *The Pullman Strike*, Charles Kerr, Chicago

Cochran, Thomas, and Miller, William [1942] *The Age of Enterprise*, Macmillan, New York

* Conwell, Russell H. [1915] *Acres of Diamonds*, Harper & Row, New York [*Des hectares de diamants*, 1993, Un monde différent, Québec]

Crowe, Charles [1970] « Tom Watson, Populists, and Blacks Reconsidered », *in Journal of Negro History*

David, Henry [1963] *A History of the Haymarket Affair*, Collier, New York

Feldstein, Stanley, and Costello, Lawrence (eds) [1974] *The Ordeal of Assimilation: A Documentary History of the White Working Class, 1830's to the 1970's*, Anchor, Garden City

Foner, Philip [1947-1964] *A History of the Labor Movement in the United States*, 4 vols, International Publishers, New York

_____ [1974] *Organized Laborand the Black Worker 1619-1973*, International Publishers, New York

George, Henry [1937] *Progress and Poverty*, Robert Scholkenbach Foundation, New York

Ginger, Ray [1975] *The Age of Excess: The U.S. from 1877 to 1914*, Macmillan, New York

_____ [1949] *The Bending Cross: A Biography of Eugene Victor Debs*, Rutgers University Press, New Brunswick

Goodwyn, Lawrence [1976] *Democratic Promise: The Populist Movement in America*, Oxford University Press, New York

Hair, William Ivy [1969] *Bourbonism and Agrarian Protest: Louisiana Politics, 1877-1900*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

Heilbroner, Robert, and Singer, Aaron [1977] *The Economic Transformation of America*, Harcourt Brace Jovanovich, New York

Hofstadter, Richard, and Wallace, Michael (eds) [1970] *American Violence: A Documentary History*, Knopf, New York

Josephson, Matthew [1963] *The Politicos*, Harcourt Brace Jovanovich, New York

_____ [1962] *The Robber Barons*, Harcourt Brace Jovanovich, New York

Mason, Alpheus T., and Beaney, William M. [1972] *American Constitutional Law*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs

Myers, Gustavus [1936] *History of the Great American Fortunes*, Modern Library, New York

Pierce, Bessie L. [1970] *Public Opinion and the Teaching of History in the United States*, DaCapo, New York

Pollack, Norman [1976] *The Populist Response to Industrial America*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Smith, Henry Nash [1970] *Virgin Land*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Spring, Joel H. [1973] *Education and the Rise of the Corporate State*, Beacon Press, Boston

Wasserman, Harvey [1972] *Harvey Wasserman's History of the United States*, Harper & Row, New York

Wertheimer, Barbara [1977] *We Were There: The Story of Working Women in America*, Pantheon, New York

Woodward, C. Vann. [1972] *Origins of the New South*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

_____ [1963] *Tom Watson, Agrarian Rebel*, Oxford University Press, New York

Yellen, Samuel [1974] *American Labor Struggles*, Pathfinder, New York

XII. L'empire et le peuple

Aptheker, Herbert (ed.) [1973] *A Documentary History of the Negro People in the United States*, Citadel, New York

Beale, Howard K. [1962] *Theodore Roosevelt and the Rise of America to World Power*, Macmillan, New York

Beisner, Robert [1968] *Twelve Against Empire: The Anti-Imperialists, 1898-1902*, McGraw-Hill, New York

Foner, Philip [1947-1964] *A History of the Labor Movement in the United States*, 4 vols, International Publishers, New York

_____ [1972] *The Spanish-Cuban-American War and the Birth of American Imperialism*, 2 vols, Monthly Review Press, New York

Francisco, Luzviminda [1973] « The First Vietnam: The Philippine-American War 1899-1902 », *in Bulletin of Concerned Asian Scholars*

Gatewood, Willard B. [1971] *« Smoked Yankees » and the Struggle for Empire: Letters from Negro Soldiers, 1898-1902*, University of Illinois Press, Urbana

Lafeber, Walter [1963] *The New Empire: An Interpretation of American Expansion*, Cornell University Press, Ithaca (N.Y.)

Pratt, Julius [1934] « American Business and the Spanish-American War », *in Hispanic-American Historical Review*

Schirmer, Daniel Boone [1972] *Republic or Empire: American Resistance to the Philippine War*, Schenkman, Cambridge (Mass.)

Williams, William Appleman [1969] *The Roots of the Modern American Empire*, Random House, New York

_____ [1972] *The Tragedy of American Diplomacy*, Dell, New York

Wolff, Leon [1961] *Little Brown Brother*, Doubleday, Garden City

Young, Marilyn [1968] *The Rhetoric of Empire*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

XIII. Le défi socialiste

Aptheker, Herbert [1974] *A Documentary History of the Negro People in the United States*, Citadel, New York

Baxandall, Rosalyn, and Gordon, Linda, and Reverby, Susan (eds) [1976] *America's Working Women*, Random House, New York

Braverman, Harry [1975] *Labor and Monopoly Capital: The Degradation of Work in the Twentieth Century*, Monthly Review, New York

Brody, David [1960] *Steelworkers in America: The Non-Union Era*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Chafe, William [1977] *Women and Equality: Changing Patterns in American Culture*, Oxford University Press, New York

Cochran, Thomas, and Miller, William [1942] *The Age of Enterprise*, Macmillan, New York

Dancis, Bruce [1976] « Socialism and Women », *in Socialist Revolution*

Dubofsky, Melvyn [1974] *We Shall Be All: A History of the Industrial Workers of the World*, Quadrangle, New York

Du Bois, W. E. B. [1961] *The Souls of Black Folk*, Fawcett, New York

Faulkner, Harold [1977] *The Decline of Laissez Faire 1897-1917*, M. E. Sharpe, White Plains

Flexner, Eleanor [1975] *A Century of Struggle*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.)

Flynn, Elizabeth Gurley [1973] *The Rebel Girl*, International Publishers, New York

Foner, Philip (ed.) [1967] *Helen Keller: Her Socialist Years*, International Publishers, New York

_____ [1947-1964] *A History of the Labor Movement in the United States*, 4 vols, International Publishers, New York

Gilman, Charlotte Perkins [1966] *Women and Economics*, Harper & Row, New York

Ginger, Ray [1969] *The Bending Cross: A Biography of Eugene Victor Debs*, Rutgers University Press, New Brunswick

Goldman, Emma [1970] *Anarchism and Other Essays*, Dover, New York

Green, James [1978] *Grass-Roots Socialism: Radical Movements in the Southwest, 1895-1943*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

Hays, Samuel [1964] « The Politics of Reform in Municipal Government in the Progressive Era », *in Pacific Northwest Quarterly* - reprinted by New England Free Press

Haywood, Bill [1929] *The Autobiography of Big Bill Haywood*, International Publishers, New York

* Hofstadter, Richard [1954] *The American Political Tradition*, Random House, New York [*Bâtisseurs d'une tradition*, 1988, Economica, Paris]

* James, Henry [1968] *The American Scene*, Indiana University Press, Bloomington [*La Scène américaine*, 1993, La Différence, Paris – épuisé]

* Jones, Mary [1925] *The Autobiography of Mother Jones*, Charles Kerr, Chicago [*Maman Jones*, 1977, La Découverte, Paris – épuisé]

Kaplan, Justin [1966] *Mr Clemens and Mark Twain: A Biograpby*, Simon & Schuster, New York

Kolko, Gabriel [1977] *The Triumph of Conservatism*, Free Press, New York

Kornbluh, Joyce (ed.) [1964] *Rebel Voices: An I.W.W. Anthology*, University of Michigan Press, Ann Arbor

Lerner, Gerda (ed.) [1973] *Black Women in White America*, Random House, New York

_____ [1977] *The Female Experience: An American Documentary*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

* London, Jack [1971] *The Iron Heel*, Bantam, New York [*Le Talon de fer*, 1999, Le Temps des cerises, Pantin]

Naden, Corinne J. [1971] *The Triangle Shirtwaist Fire, March 25, 1911*, Franklin Watts, New York

Sanger, Margaret [1920] *Woman and the New Race*, Brentano's, New York

Schoener, Allon (ed.) [1967] *Portal to America: The Lower East Side, 1870-1925*, Holt, Rinehart & Winston, New York

Sinclair, Upton [1951] *The Jungle*, Harper & Row, New York

Sochen, June [1974] *Movers and Shakers: American Women Thinkers and Activists 1900-1970*, Quadrangle, New York

Stein, Leon [1965] *The Triangle Fire*, Lippincott, Philadelphia

Wasserman, Harvey [1972] *Harvey Wasserman's History of the United States*, Harper & Row, New York

Weinstein, James [1968] *The Corporate Ideal in the Liberal State, 1900-1918*, Beacon Press, Boston

Wertheimer, Barbara [1977] *We Were There: The Story of Working Women in America*, Pantheon, New York

Wiebe, Robert H [1966] *The Search for Order, 1877-1920*, Hill & Wang, New York

Yellen, Samuel [1974] *American Labor Struggles*, Pathfinder, New York

Zinn, Howard [1970] *The Politics of History*, Beacon Press, Boston

XIV. La guerre est la santé de l'État

Baritz, Loren (ed.) [1971] *The American Left*, Basic Books, New York

Chafee, Zechariah Jr. [1969] *Free Speech in the United States* Atheneum, New York

Dos Passos, John [1969] *1919*, Signet, New York [*L'An premier du siècle : 1919*, 1993, Gallimard Folio, Paris]

Du Bois, W.E.B. [1915] « The African Roots of War », *in Atlantic Monthly*

Fleming, D. F. [1968] *The Origins and Legacies Of World War I*, Doubleday, Garden City

* Fussell, Paul [1975] *The Great War and Modern Memory*, Oxford University Press, New York [*À la guerre : psychologie et comportement pendant la Seconde Guerre mondiale*, 1992, Seuil, Paris]

Ginger, Ray [1969] *The Bending Cross: A Biography of Eugene Victor Debs*, Rutgers University Press, New Brunswick

Goldman, Eric [1956] *Rendez-vous with Destiny*, Random House, New York

Gruber, Carol S. [1975] *Mars and Minerva: World War I and the Uses of Higher Learning in America*, Louisiana State University Press, Baton Rouge

Joughin, Louis, and Morgan, Edmund [1964] *The Legacy of Sacco and Vanzetti*, Quadrangle, New York

* Knightley, Philip [1975] *The First Casualty: The War Correspondent as Hero, Propagandist, and Myth Maker*, Harcourt Brace Jovanovich, New York [*Le Correspondant de guerre de la Crimée au Vietnam : héros ou propagandiste*, 1976, Flammarion, Paris]

Kornbluh, Joyce (ed.) [1964] *Rebel Voices: An I. W. W. Anthology*, University of Michigan Press, Ann Arbor

Levin, Murray [1971] *Political Hysteria in America*, Basic Books, New York

Mayer, Arno J. [1967] *The Politics and Diplomacy of Peace-Making 1918-1919*, Knopf, New York

Peterson, H. C., and Fite, Gilbert C. [1968] *Opponents of War, 1917-1918*, University of Washington Press, Seattle

Simpson, Colin [1973] *Lusitania*, Little, Brown, Boston

Sinclair, Upton [1978] *Boston*, Robert Bentley, Cambridge, (Mass.)

Weinstein, James [1969] *The Corporate Ideal in the United States 1900-1918*, Beacon Press, Boston

XV. De l'entraide par gros temps

Adamic, Louis [1938] *My America, 1928-1938*, Harper & Row, New York

Baxandall, Rosalyn, and Gordon, Linda, and Reverby, Susan (eds) [1976] *America's Working women*, Random House, New York

Bellush, Bernard [1976] *The Failure of the N.R.A*, W. W. Norton, New York

Bernstein, Barton J. (ed.) [1968] *Towards a New Past: Dissenting Essays in American History*, Pantheon, New York

Bernstein, Irving [1960] *The Lean Years: A History of the American Worker, 1920-1933*, Houghton Mifflin, Boston

_____ [1969] *The Turbulent Years: A History of the American Worker, 1933-1941*, Houghton Mifflin, Boston

Borden, Morton (ed.) [1972] *Voices of the American Past: Readings in American History*, D. C. Heath, Lexington (Mass.)

Boyer, Richard, and Morais, Herbert, [1955] *Labor's Untold Story*, United Front

Brecher, Jeremy [1979] *Strike!*, South End Press, Boston

Buhle, Paul [1978] « An Interview with Luigi Nardella », *n Riadical History Review*, Spring

Cloward, Richard A., and Piven, Frances F. [1977] *Poor People's Movements*, Pantheon, New York

Conkin, Paul [1967] *F.D.R. and the Origins of the Welfare State*, Crowell, New York

Cook, Blanche Wiesen [1992] *Eleanor Roosevelt*, vol. 1, Penguin Books, New York

Cook, Blanche Wiesen [1999] *Eleanor Roosevelt*, vol. 2, Viking Penguin, New York

Curti, Merle [1943] *The Growth of American Thought*, Harper & Row, New York

Fine, Sidney [1969] *Sit-Down: The General Motors Strike of 1936-1937*, University of Michigan Press, Ann Arbor

* Galbraith, John Kenneth [1972] *The Great Crash: 1929*, Houghton Mifflin, Boston [*La Crise économique de 1929 : anatomie d'une catastrophe financière*, 1989, Payot, Paris]

General Strike Committee [1972] *The Seattle General Strike*, Gum press, Charlestown

Hallgren, Mauritz [1934] *Seeds of Revolt*, Knopf, New York

Lerner, Gerda (ed.) [1977] *Black Women in White America: A Documentary History*, Random House, New York

* Lewis, Sinclair [1949] *Babbitt*, Harcourt Brace Jovanovich, New York [*Babbitt*, 1984 LGF-Le Livre de poche, Paris – épuisé]

Lynd, Alice and Staughton (eds) [1974] *Rank and File: Personal Histories by Working-Class Organizers*, Beacon Press, Boston

Lynd, Robert and Helen [1959] *Middletown*, Harcourt Brace Jovanovich, New York

Mangione, Jerre [1972] *The Dream and the Deal: The Federal Writers Project, 1935-1943*, Little, Brown, Boston

Mills, Frederick C. [1932] *Economic Tendencies in the United States: Aspects of Pre-War and Post-War Changes*, National Bureau of Economic Research, New York

Ottley, Roi, and Weatherby, William J. [1970] « The Negro in New York: An Informal History », *in Justice Denied: The Black Man in White America*, William Chace and Peter Collier (ed.). Harcourt Brace Jovanovich, New York

Painter, Nell, and Hudson, Hosea [1977] « A Negro Communist in the Deep South », *in Radical America*

Renshaw, Patrick [1968] *The Wobblies*, Anchor, New York

Rosengarten, Theodore [1974] *All God's Dangers: The Life of Nate Shaw*, Knopf, New York

* Steinbeck, John [1939] *The Grapes of Wrath*, Viking, New York [*Les Raisins de la colère*, 1982, Gallimard Folio, Paris]

Swados, Harvey (ed.) [1966] *The American Writer and the Great Depression*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

Terkel, Studs [1970] *Hard Times: An Oral History of the Great Depression in America*, Pantheon, New York

* Wright, Richard [1937] *Black Boy*, Harper & Row, New York [*Black Boy*, 1977, Gallimard Folio, Paris]

Zinn, Howard [1959] *La Guardia in Congress*, Cornell University Press, Ithaca (N.Y.)

XVI. Une guerre populaire ?

Alperovitz, Gar [1967] *Atomic Diplomacy*, Vintage, New York

Aronson, James [1970] *The Press and the Cold War*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

Barnet, Richard J. [1969] *Intervention and Revolution: The U.S. and the Third World*, New American Library, New York

Blackett, P. M. S. [1948] *Fear, War and the Bomb: Military and Political Consequences of Atomic Energy*, McGraw-Hill, New York

Bottome, Edgar [1972] *The Balance of Terror: A Guide to the Arms Race*, Beacon Press, Boston

Butow, Robert [1954] *Japan's Decision to Surrender*, Stanford University Press, Stanford

Catton, Bruce [1948] *The War Lords of Washington*, Harcourt Brace, New York

* Chomsky, Noam [1969] *American Power and the New Mandarins*, Pantheon, New York [*L'Amérique et ses nouveaux mandarins*, 1970, Seuil, Paris – épuisé]

Cook, Blanche Wiesen [1981] *The Declassified Eisenhower*, Doubleday, New York

Davidson, Basil [1978] *Let Freedom Come: Africa in Modern History*, Little, Brown, Boston

Feingold, Henry L. [1970] *The Politics of Rescue: The Roosevelt Administration and the Holocaust*, Rutgers University Press, New Brunswick

Freeland, Richard M. [1971] *The Truman Doctrine and the Origins of McCarthyism*, Knopf, New York

Gardner, Lloyd [1964] *Economic Aspects of New Deal Diplomacy*, University of Wisconsin Press, Madison

Griffith, Robert W. [1971] *The Politics of Fear: Joseph R. McCarthy and the Senate*, Hayden, Rochelle Park

Hamby, Alonzo L. [1953] *Beyond the New Deal: Harry S. Truman and American Liberalism*, Columbia University Press, New York

* Irving, David [1965] *The Destruction of Dresden*, Ballantine, New York [*La Destruction de Dresde*, 1987, Art et histoire d'Europe, Paris]

Kahn, Herman [1969] *On Thermonuclear War*, Free Press,New York

Kolko, Gabriel [1968] *The Politics of War: The World and United States Foreign Policy 1943-1945*, Random House, New York

Lemisch, Jesse [1975] *On Active Service in War and Peace: Politics and Ideology in the American Historical Profession*, New Hogtown Press, Toronto

* Mailer, Norman [1948] *The Naked and the Dead*, Holt, Rinehart and Winston, New York [*Les Nus et les morts*, 1985, LGF-Le Livre de poche, Paris]

Miller, Douglas, and Nowak, Marion [1977] *The Fifties: The Way We Really Were*, Doubleday, New York

Miller, Marc [1977] « The Irony of Victory: Lowell During World War II », unpublished doctoral dissertation, Boston University

Mills, C. Wright. [1970] *The Power Elite*, Oxford University Press, New York

Minear, Richard H. [1973] *Victor's Justice: The Tokyo War Crimes Trial*, Princeton University Press, Princeton

Offner, Arnold [1976] *American Appeasement: U.S. Foreign Policy and Germany 1933-1938*, W. W. Norton, New York

Rostow, Eugene V. [1945] « Our Worst Wartime Mistake », *in Harper's*

Russett, Bruce [1972] *No Clear and Present Danger*, Harper & Row, New York

Sampson, Anthony [1975] *The Seven Sisters: The Great Oil Companies and the World They Shaped*, Viking, New York [*Les Sept Sœurs : les grandes compagnies pétrolières et le monde qu'elles ont créé*, 1978, A. Moreau]

Schneir, Walter and Miriam [1965] *Invitation to an Inquest*, Doubleday, New York

Sherwin, Martin [1975] *A World Destroyed: The Atom Bomb and the Grand Alliance* Knopf, New York

Stone, I. F. [1969] *The Hidden History of the Korean War*, Monthly Review Press, New York

United States Strategic Bombing Survey [1946] *Japan's Struggle to End the War*, Government Printing Office, Washington

Weglyn, Michi [1976] *Years of Infamy: The Untold Story of America's Concentration Camps*, William Morrow, New York

Wittner, Lawrence S. [1969] *Rebels Against War: The American Peace Movement 1941-1960*, Columbia University Press, New York

Zinn, Howard [1973] *Postwar America: 1945-1971*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

XVII. « Ou bien explose-t-il ? »

Allen, Robert [1969] *Black Awakening in Capitalist America*, Doubleday, Garden City, New York

Bontemps, Arna (ed.) [1974] *American Negro Poetry*, Hill & Wang, New York

Broderick, Francis, and Meier, August [1971] *Black Protest Thought in the Twentieth Century*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

Cloward, Richard A., and Piven, Frances F. [1977] *Poor People's Movements*, Pantheon, New York

Conot, Robert [1968] *Rivers of Blood, Years of Darkness*, Morrow, New York

Cullen, Countee [1947] *On These I Stand*, Harper & Row, New York

Herndon, Angelo [1975] « You Cannot Kill the Working Class », *in Black Protest*, Joanne Grant (ed.), Fawcett, New York

Huggins, Nathan I. [1971] *Harlem Renaissance*, Oxford University Press, New York

Hughes, Langston [1959] *Selected Poems of Langston Hughes*, Knopf, New York

Lerner, Gerda (ed.) [1977] *Black Women in White America: A Documentary History*, Random House, New York

Malcolm X [1965] *Malcolm X Speaks*, Meret, New York

Navasky, Victor [1977] *Kennedy Justice*, Atheneum, New York

Perkus, Cathy (ed.) [1976] *Cointelpro: The FBI's Secret War on Political lFreedom*, Monad Press, New York

* Wright, Richard [1937] *Black Boy*, Harper & Row, New York [*Black Boy*, 1977, Gallimard Folio, Paris]

Zinn, Howard [1973] *Postwar America: 1945-1971*, Bobbs-Merrill, Indianapolis

_____ [1964] *SNCC: The New Abolitionists*, Beacon Press, Boston

XVIII. Vietnam : l'impossible victoire

Branfman, Fred [1972] *Voices from the Plain of Jars*, Harper & Row, New York

Green, Philip, and Levinson, Sanford [1970] *Power and Community: Dissenting Essays in Political Science*, Pantheon, New York

Hersch, Seymour [1970] *My Lai 4: A Report on the Massacre and Its Aftermath*, Random House, New York

* Kovic, Ron [1976] *Born on the Fourth of July*, McGraw-Hill, New York [*Né un 4 juillet*, 1990, Calmann-Lévy, Paris – épuisé]

Lipsitz, Lewis [1970] « On Political Belief: The Grievances of the Poor », *in Power and Community: Dissenting Essays in Political Science*, Philip Green and Sanford Levinson (eds) Pantheon, New York

Modigliani, Andrew [1972] « Hawks and Doves, Isolationism and Political Distrust: An Analysis of Public Opinion on Military Policy », *in American Political Science Review*

Pentagon Papers [1971] 4 vols, Beacon Press, Boston

Pike, Douglas [1966] *Viet Cong*, MIT Press, Cambridge (Mass.)

Schell, Jonathan [1967] *The Village of Ben Suc*, Knopf, New York

Zinn, Howard [1967] *Vietnam: The Logic of Withdrawal*, Beacon Press, Boston

XIX. Surprises

Akwesasne Notes [1974] *Voices from Wounded Knee, 1973*, Akwesasne Notes, Mohawk Nation, Rooseveltown

Baxandall, Rosalyn, and Gordon, Linda, and Reverby, Susan (eds) [1976] *America's Working Women*, Random House, New York

Benston, Margaret [1969] « The Political Economy of Women's Liberation », in *Monthly Review*

* Boston Women's Health Book Collective [1976] *Our Bodies, Ourselves*, Simon & Schuster, New York [*Notre corps, nous même*, 1977, Albin Michel, Paris]

Brandon, William [1974] *The Last Americans*, McGraw-Hill, New York

* Brown, Dee [1971] *Bury My Heart at Wounded Knee*, Holt, Rinehart and Winston, New York [*Enterre mon cœur à Wounded Knee*, 1995, 10/18, Paris]

* Brownmiller, Susan [1975] *Against Our Will: Men, Women and Rape*, Simon & Schuster, New York [*Le Viol*, 1980, Étincelle, Westmount (Québec) – épuisé]

Coles, Robert [1967] *Children of Crisis*, Little, Brown, Boston

Cottle, Thomas J. [1977] *Children in Jail*, Beacon Press, Boston

The Council on Interracial Books for Children (ed.) [1971] *Chronicles of American Indian Protest*, Fawcett, New York

Deloria, Vine Jr. [1969] *Custer Died for Your Sins*, Macmillan, New York

_____ [1970] *We Talk, You Listen*, Macmillan, New York

Firestone, Shulamith [1970] *The Dialectics of Sex*, Bantam, New York

XX. Années 1970 : tout va bien ?

Blair, John M. [1977] *The Control of Oil*, Pantheon, New York

Dommergues, Pierre [1978] « L'essor du conservatisme Americain », *in Le Monde Diplomatique*

Evans, Les, and Myers, Allen [1974] *Watergate and the Myth of American Democracy*, Pathfinder Press, New York

Frieden, Jess [1977] « The Trilateral Commission », *in Monthly Review*

Gardner, Richard [1976] *Alternative America: A Directory of 5000 Alternative Lifestyle Groups and Organizations*, Richard Gardner, Cambridge (Mass.)

Glazer, Nathan, and Kristol, Irving [1976] *The American Commonwealth 1976*, Basic Books, New York

New York Times [1973] *The Watergate Hearings*, Bantam

U.S. Congress, Senate Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities [1976] *Hearings*, 94th Congress

XXI. Carter-Reagan-Bush : le consensus bipartisan

Barlett, Donald, and Steele, James [1992] *America: What Went Wrong?* Andrews & McMeel, Kansas City

Barlett, Donald, and Steele, James [1994] *America: Who Really Pays the Taxes?* Simon & Schuster, New York

Chomsky, Noam [1994] *World Orders Old and New*, Columbia University Press, New York

Croteau, David, and Hoynes, William [1994] *By Invitation Only: How the Media Limit the Political Debate*, Common Courage Press, Monroe

* Danaher, Kevin (ed.) [1994] *50 Years Is Enough: The Case Against the World Bank*, South End Press, Boston

Derber, Charles [1992] *Money, Murder and the American Dream*, Faber & Faber, Boston

Edsall, Thomas and Mary [1992] *Chain Reaction*, W. W. Norton, New York

Ehrenreich, Barbara [1990] *The Worst Years of Our Lives*, HarperCollins, New York

Greider, William [1992] *Who Will Tell the People?* Simon & Schuster, New York

Grover, William F. [1989] *The President as Prisoner*, State University of New York, Albany

Hellinger, Daniel, and Judd, Dennis [1991] *The Democratic Facade*, Brooks/Cole Publishing Company, Pacific Grove

* Hofstadter, Richard [1974] *The American Political Tradition*, Vintage, New York [*Bâtisseurs d'une tradition*, 1989, Economica, Paris]

Kozol, Jonathan [1991] *Savage Inequalities: Children in America's Schools*, Crown Publishers, New York

Piven, Frances Fox, and Cloward, Richard [1993] *Regulating the Poor*, Vintage Books, New York

Rosenberg, Gerald N. [1992] *The Hollow Hope*, University of Chicago Press, Chicago

Savage, David [1992] *Turning Right: The Making of the Rehnquist Supreme Court*, John Wiley & Sons, New York

Sexton, Patricia Cayo [1991] *The War on Labor and the Left*, Westview Press, Boulder

Shalom, Stephen [1993] *Imperial Alibis*, South End Press, Boston

XXII. La résistance ignorée

Ewen, Alexander (ed.) [1994] *Voice of Indigenous Peoples*, Clear Light Publishers, Santa Fe, New Mexico

Grover, William, and Peschek, Joseph (ed.) [1993] *Voices of Dissent*, HarperCollins, New York

Loeb, Paul [1994] *Generations at the Crossroads*, Rutgers University Press, New Brunswick

Lofland, John [1993] *Polite Protesters: The American Peace Movement of the 1980s*, Syracuse University Press, Syracuse

Lynd, Staughton and Alice [1995] *Nonviolence in America: A Documentary History*, Orbis Books, Maryknoll, New York

Martinez, Elizabeth (ed.) [1991] *500 Years of Chicago History*, Southwest Organizing Project, Albuquerque

Piven, Frances, and Cloward, Richard [1988] *Why Americans Don't Vote*, Pantheon Books, New York

Vanneman, Reeve, and Cannon Lynn [1987] *The American Perception of Class*, Temple University Press, Philadelphia

XXIII. La présidence de Clinton et la crise démocratique

Bagdikian, Ben [1992] *The Media Monopoly*, Beacon Press, Boston

Chomsky, Noam [1994] *World Orders Old and New*, Columbia University Press, New York

Dowd, Doug [1997] *Blues for America*, Monthly Review Press, New York

Garrow, David [1986] *Bearing the Cross*, Morrow, New York

Greider, William [1997] *One World or Not*, Simon & Schuster, New York

Kuttner, Robert [1997] *Everything for Sale*, Knopf, New York

Smith, Sam [1994] *Shadows of Hope: A Freethinker's Guide to Politics in the Time of Clinton*, Indiana University Press, Bloomington

Solomon, Norman [1994] *False Hope: The Politics of Illusion in the Clinton Era*, Common Courage Press, Monroe

The State of America's Children, [1994] Children's Defense Fund, Washington, D.C.

Tirman, John [1997] *Spoils of War: The Human Cost of the Arms Trade*, Free Press, New York

XXIV. L'imminente révolte de la Garde

Bryan, C. D. B. [1976] *Friendly Fire*, Putnam, New York

Levin, Murray B. [1971] *The Alienated Voter*, Irvington, New York

Warren, Donald I. [1976] *The Radical Center: Middle America and the Politics of Alienation*, University of Notre Dame Press, Notre Dame

* Weizenbaum, Joseph [1976] *Computer Power and Human Reason*, Freeman, San Francisco [*Puissance de l'ordinateur et raison de l'homme : du jugement au calcul*, 1981, Éditions de l'informatique, Boulogne – épuisé]

Table des matières